BnF Gallica

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Ecole de droit (Alger). Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger. 1885-1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. Zeys, O. ✲, premier président ; **Broussard,** ✲, procureur général ; **Audinet,** professeur à la Faculté d'Aix ; **Augier,** conseiller à la Cour ; **Berge,** directeur des services judiciaires en Tunisie ; **Bourde,** ✲, secrétaire général de la résidence à Madagascar ; **Bourlier,** ✲, député ; **Cabouat,** professeur à la Faculté de Caen ; **Charmont,** professeur à la Faculté de Montpellier; **Charpentier,** professeur à l'École ; **Chéronnet,** avocat à la Cour ; **Collin,** professeur à l'École ; **Cuniac,** président de Chambre ; **Dannery,** ✲, président du tribunal d'Alger ; **Declareuil,** professeur à la Faculté de Montpellier; **Dedreuil-Paulet,** ✲, président de Chambre ; **De France de Tersant,** conservateur des hypothèques; **Dujarier,** directeur de l'École ; **Durieu de Leyritz,** substitut du procureur général ; **Eyssautier,** conseiller à la Cour ; **Fabry,** ✲, président du tribunal de Tunis ; **Fermé,** juge au tribunal de Tunis; **Flandin,** ✲, député ; **Forcioli,** député; **Geffroy,** ✲, président de Chambre ; **Gény,** professeur à la Faculté de Dijon; **Gérard,** professeur à l'Ecole ; **Girault,** profcsseur à la Faculté de Poitiers ; **Jacques,** sénateur; **Jacquey,** professeur à la Faculté de Lille; **Jonnart,** député ; **Jusserand,** O. ✲, directeur au ministère des affaires étrangères; **Kouri,** drogman-chancelier au Caire ; **Lacoste,** professeur à la Faculté d'Aix ; **Lainé,** professeur à la Faculté de Paris; **Laynaud,** directeur des Domaines ; **Leclerc,** président du tribunal mixte de Tunis ; **Le Soudier,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Letellier,** défenseur près le tribunal d'Alger; **Leveillé,** ✲, professeur à la Faculté de Paris ; **Lourdau,** ✲, président de Chambre honoraire ; **Marsan,** avocat général; **Mojon,** avoué à la Cour ; **Monbrun,** ✲, avocat ; **Morand,** professeur à l'École ; **Parisot,** ✲, avocat à la Cour; **Pic,** professeur à la Faculté de Lyon ; **Prévot-Leygonie,** professeur à la Faculté de Poitiers ; **Rigot,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Rinn,** O. ✲, conseiller de gouvernement; **Tachet,** ✲, ancien président du tribunal de commerce d'Alger; **Tissier,** professeur à la Faculté de Dijon; **Vandier,** substitut du procureur général; **Vincent,** professeur à l'École ; **Würtz,** ✲, avocat général.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

FONDÉE PAR

L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM.

Robert ESTOUBLON, ✻,
PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS,
DIRECTEUR HONORAIRE DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER.

Adolphe LEFÉBURE,
CONSEILLER A LA COUR D'APPEL D'ALGER,
PROFESSEUR HONORAIRE A L'ÉCOLE DE DROIT.

Secrétaire de la Rédaction : **M. Paul SUMIEN**, DOCTEUR EN DROIT.

Divisée en trois parties :

1° DOCTRINE ET LÉGISLATION ; 2° JURISPRUDENCE ;
3° LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE NATIONALE PRÊT

JUSTICE ET DROIT

TOME XI. — ANNÉE 1895

ALGER
ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

1895

Per 8°

764

LA

REVUE ALGÉRIENNE & TUNISIENNE

de législation et de jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'abonnement : ALGÉRIE, FRANCE et ÉTRANGER, un an, **20 fr.** — Les abonnements sont reçus à Alger, chez M. ADOLPHE JOURDAN, libraire-éditeur.

Les communications relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la *Revue* doivent être adressées à M. ESTOUBLON, Professeur à la Faculté de Droit, 57, rue de Rennes, Paris.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie ou la Tunisie dont deux exemplaires auront été adressés à la *Revue*.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

A. G.	Arrêté du gouverneur général de l'Algérie.
A. G. C.	Arrêté du général en chef commandant l'armée d'Afrique.
A. I.	Arrêté de l'intendant civil.
A. M.	Arrêté ministériel.
A. R. G.	Arrêté du résident général (Tunisie).
Bull.	*Bulletin des arrêts de la cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1884).
B. O.	*Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*
C. G.	Circulaire du gouverneur général de l'Algérie.
Ch. musulm.	Chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger.
D.	Décret.
D. B.	Décret du bey de Tunis.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabétique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86. 2. 100.	Dallaz, *Recueil périodique*, année 1886, 2e partie, page 100.
D. P. R. F.	Décret du président de la République française (Tunisie).
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais*, année 1886, p. 102.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Jurispr. Alg.	*Jurisprudence Algérienne de 1830 à 1876*, par Robert Estoublon.
Mob.	Le *Mobacher*, journal officiel (Algérie).
O.	Ordonnance.
Rec.	*Recueil des arrêts du conseil d'État* (Collection Macarel et Lebon.
Rev. Alg., 1886. 2. 50.	*Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence*, année 1886, 2e partie, page 50.
Sir. ou S., 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois et arrêts*, année 1886, 2e partie, page 100.

DOCTRINE & LÉGISLATION

NOTICE

SUR LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES DE L'ANNÉE 1894

Administration

18 juin. — M. Argeliès et plusieurs de ses collègues présentent à la Chambre un projet de résolution, tendant à la nomination d'une Commission d'enquête sur la situation civile et politique des indigènes en Algérie (1).

« Membres de la 3e Commission des pétitions, exposent les auteurs de la proposition, nous avons eu à examiner un certain nombre de pétitions émanant d'indigènes algériens. La fréquence de ces pétitions, la gravité des faits qui les motivent, la coïncidence d'incidents actuels, présents à vos mémoires, l'importance de nos intérêts en Algérie, le désir que nous avons tous d'établir dans cette terre française un régime définitif, nous ont amenés à vous soumettre le projet de résolution suivant :

» Article unique. — La Chambre décide de nommer une Commission de quarante-quatre membres, chargée de faire une enquête sur la situation civile et politique des indigènes en Algérie. »

Armée

5 décembre. — Loi portant création de troupes sahariennes (2).

Commerce

8 mars. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et l'Algérie (3).

---

(1) *J. off.*, p. 953, ann. 724.

(2) *J. off.*, 8 décembre 1894.

(3) Exposé des motifs, p. 387, ann. 484.

21 juin. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi ayant pour objet le relèvement des droits de douane sur les tabacs importés en Algérie (1).

Finances

22 janvier. — Discussion au Sénat des conclusions du rapport sur le régime fiscal de l'Algérie, fait au nom de la Commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et l'organisation des divers services de l'Algérie.

M. Clamageran rappelle les conclusions de son rapport (2), auxquelles il ajoute, sur la demande de M. Labiche, un nouveau numéro (restriction du périmètre des prestations et application exacte de la loi du 31 mai 1836 sur les chemins vicinaux), et il se félicite de voir que les conclusions de la Commission technique établie en Algérie par le gouverneur général, pour l'étude de l'impôt arabe, et qui a siégé en février et novembre 1892, sont conformes à celles de la Commission du Sénat.

M. Lesueur rend hommage à l'esprit de modération et de haute équité qui a dicté le rapport de M. Clamageran et a été apprécié par l'Algérie entière.

Il approuve les propositions concernant les impôts arabes, en faisant toutefois remarquer que l'une des propositions proposées, celle qui consiste à affranchir du zekkat les petits propriétaires de bestiaux, est de nature à favoriser la fraude. N'est-il pas à craindre qu'avec les habitudes de dissimulation de la propriété imposable qui se rencontrent chez les Arabes, beaucoup d'individus possédant des troupeaux soumis au zekkat ne mettent, au moment de la visite des répartiteurs, deux, trois ou quatre têtes de bétail en pension chez les pauvres du douar?

M. Lesueur insiste ensuite sur la proposition relative à l'introduction en Algérie de l'impôt foncier portant sur la propriété non bâtie. Il ne refuse pas d'admettre l'innovation, mais il voudrait que cet impôt, dont la Commission ne demande pas du reste l'introduction immédiate, ne fût appliqué qu'au bout d'un temps très long, le plus long possible. L'impôt sur la propriété bâtie est déjà très lourd; l'Algérie n'est pas actuellement en état de supporter de nouvelles charges. Il y a une diminution et même un arrêt complet de la prospérité, arrêt qui ne se manifeste pas seulement par des plaintes, mais par des faits. Ainsi depuis cinq au six ans un assez grand nombre d'Algériens sont partis pour la Plata; ils n'y ont pas réussi, cela est vrai; ils y ont été plus mal qu'en Algérie; mais il n'en est pas moins vrai qu'ils n'étaient pas bien en Algérie, puisqu'ils en sont partis. On trouve dans les villes un grand nombre d'appartements non loués, et le taux des loyers a baissé et baisse constamment, Il ne suffit pas de décréter des impôts; il faut que ces impôts puissent être appliqués. Il y a deux ans on a voulu, malgré l'avis des personnes expérimentées, augmen-

(1) Exposé des motifs, *J. off.*, p. 1026, ann. 735.

(2) V. *Rev. Alg.*, 1893. 1. 36.

ter la taxe sur l'alcool, ce qui a entraîné l'exercice; que s'est-il produit? L'impôt qui, lorsqu'on payait 30 fr. de moins qu'à présent, rapportait 1,800,000 fr. nets, n'en a rapporté en 1893 que 600,000; et pour arriver à ce beau résultat on a exaspéré toute une population par une série de mesures vexatoires.

M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, commissaire du gouvernement, s'associe pleinement aux paroles de M. Lesueur exposant la nécessité d'ajourner aussi longtemps qu'il se pourra l'établissement de l'impôt foncier sur la propriété non bâtie et d'écarter aujourd'hui toute idée de charges nouvelles à imposer à l'Algérie. Depuis que M. Cambon est en Algérie, il ne s'est pas passé une heure qu'il n'ait entendu parler de famine, de sécheresse, de sauterelles, d'incendies. Actuellement, à la suite de plusieurs années mauvaises, l'Algérie se trouve dans une situation économique très difficile. On parle de la mévente des vins qui frappe une partie du territoire de la France; que dire de l'Algérie où la culture de la vigne est pratiquée presque uniquement? Les colons ont été présentés souvent comme exagérant leurs misères et leurs plaintes. Assurément ils formulent quelquefois leurs réclamations sous une forme un peu vive. Mais ils sont véritablement en présence de conditions de vie tout à fait exceptionnelles; ils n'ont pas, comme en France, un sol cultivé depuis des siècles; ce sont eux-mêmes qui ont fait d'une terre vierge une terre livrée à l'industrie humaine. Ils y ont mis tout ce qu'ils possédaient, et ils ne possédaient pas grand'chose. La plupart s'adressent aux établissements de crédit. Aussi, pour connaître la véritable situation du colon algérien, faudrait-il consulter les registres hypothécaires de l'Algérie.

On verrait alors que beaucoup de ces magnifiques propriétés sont obérées et que la situation du colon dépend d'un jour de pluie, d'une nuit de gelée ou d'un mois de sécheresse.

M. Cambon espère que le développement de la colonisation permettra d'introduire un jour l'impôt foncier sur les propriétés non bâties, mais à l'heure actuelle ce serait prématuré. C'est ce qu'a bien saisi la Commission du Sénat, lorsqu'elle a fait de cette réforme une réforme à venir.

Le gouverneur général appuie les diverses propositions de la Commission relatives aux impôts arabes. M. Lesueur a exprimé des craintes au sujet de l'exemption de taxe qu'il est question d'accorder aux petits propriétaires de bestiaux. M. Cambon ne dit pas que la fraude ne sera pas possible; il croit même qu'elle sera fréquente, car l'indigène est naturellement fraudeur, mais l'orateur espère que nos chefs indigènes, que nos agents financiers montreront du zèle, et qu'ils sauront déjouer ces ruses dans la mesure du possible.

A la fin de son discours, il donne quelques explications sur un point particulier. On s'est étonné que, lorsque la terre est possédée par des Européens, mais cultivée par un indigène, elle soit soumise à l'achour. Le motif de cette anomalie apparente, c'est que nous n'avons pas à développer la propriété européenne si elle ne correspond pas au développement de la population européenne. L'intérêt supérieur de la colonisation exige que nous poussions autant que possible les propriétaires européens à la culture de leurs terres. Bien plus, dans l'intérêt de la morale publique, dans l'intérêt de la sécurité, il vaut mieux voir l'indigène rester proprié-

taire du sol que voir ce sol passer aux mains des usuriers et des spéculateurs qui se bornent à le faire exploiter par l'indigène exproprié.

La discussion se termine par des observations de M. Durand-Savoyat et de M. Laurens, suivies des réponses du rapporteur et de M. Constans, sur la formule de la Commission relative à l'achour.

Le Sénat adopte le texte du projet de résolution présenté par la Commission. Ce projet est ainsi conçu : « Le Sénat recommande à l'attention vigilante du gouvernement les conclusions formulées dans le rapport sur le régime fiscal de l'Algérie. »

23 juin. — Loi autorisant la ville de Bône à contracter trois emprunts formant ensemble un total de 4,275,145 fr. 45 cent. (1).

23 juin. — Loi autorisant la ville d'Oran à contracter un emprunt de 9,719,819 fr. 55 cent. (2).

23 juin — Loi autorisant le département d'Oran à emprunter une somme de 515,276 fr. 61 cent. (3).

17 juillet. — Loi autorisant une imposition extraordinaire sur certaines classes de patentes de la circonscription de la Chambre de commerce d'Oran pour concourir aux dépenses résultant de la construction d'un palais consulaire (4).

8 décembre. — Loi autorisant la ville de Constantine à contracter un emprunt de 5,500,000 fr. (5).

Instruction publique

15 et 18 juin. — Discussion au Sénat du rapport sur l'enseignement supérieur musulman (les médersas), fait au nom de la Commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et l'organisation des divers services de l'Algérie (6).

M. Combes, rapporteur, commence son discours par un historique des médersas dont voici le résumé.

L'enseignement supérieur musulman existe en Algérie dans deux genres d'écoles : dans les écoles officielles qui portent le nom de médersas, et dans les écoles libres qu'on appelle zaouïas. Les premières sont dirigées par des professeurs français ou sujets de la France; les autres, qui sont

(1) *J. off.*, 24 juin 1894.
(2) *J. off.*, 24 juin 1894.
(3) *J. off.*, 24 juin 1894.
(4) *J. off.*, 19 juillet 1894.
(5) *J. off.*, 9 décembre 1894.
(6) Rapport déposé le 2 février 1894, *J. off.*, p. 10, ann. 15.

en général profondément hostiles à nos idées et à notre cause, sont entre les mains de musulmans.

Nos médersas ont remplacé d'anciens établissements du pays qui avaient acquis autrefois une très grande réputation dans cette portion du monde islamique. et qui l'ont ensuite perdue, en déclinant de plus en plus, depuis l'arrivée des Turcs dans la région et surtout depuis la conquête française.

Elles ont été créées en 1850 ; d'après le décret constitutif du 30 septembre 1850, elles avaient pour but de préparer les fonctionnaires musulmans du culte, de la justice et de l'instruction publique.

On en institua trois, une par province, et on leur assigna pour siège Médéa, Tlemcen et Constantine ; bientôt l'école de Médéa fut transportée à Blida, puis à Alger.

Les trois médersas étaient placées sous l'autorité des généraux de division qui en nommaient le personnel et qui les faisaient surveiller par les officiers du bureau arabe.

A l'origine elles comptaient trois professeurs, tous mahométans, un pour le droit, un pour la théologie, un pour la grammaire arabe. Ainsi l'enseignement, au début, était exclusivement musulman.

Les médersas, bien que l'enseignement y fût gratuit, étaient assez peu fréquentées en dehors de la jeunesse appartenant à la ville qui était le siège de la médersa. Afin de rendre le recrutement des élèves moins aléatoire, on fut conduit à leur donner une solde quotidienne. Le chiffre de cette allocation fut de 80 centimes dans les deux médersas de Tlemcen et d'Alger et de 60 centimes dans celle de Constantine. Avec ces 80 ou 60 centimes les étudiants se nourrissaient à leur gré en dehors de l'établissement. Ils couchaient à la médersa.

Comme personnel enseignant on prit les indigènes les plus distingués par leur savoir ou les plus éminents par leur renom. Ces professeurs, en dépit d'un traitement modique, s'acquittèrent de leurs fonctions avec autant de zèle que d'intelligence. Malheureusement ils avaient en face d'eux des étudiants qu'aucune éducation appropriée n'avait préparés à profiter de leurs leçons, si l'on excepte toutefois les sujets, souvent avancés en âge, qui avaient fréquenté les zaouïas, et qui n'avaient sollicité leur admission dans les médersas que pour y passer le plus rapidement possible l'examen requis des aspirants aux fonctions publiques musulmanes. Si ces élèves l'emportaient par les connaissances acquises, ils n'offraient aucune garantie morale de dévouement à notre cause.

Considéré d'une façon générale, le niveau de l'enseignement était très peu élevé. Comme pour le déprimer encore, on cessa de professer le cours de théologie sous prétexte que cet enseignement se retrouvait dans celui du droit, également fondé sur la révélation du Coran. Cette mesure, qui fut appréciée très défavorablement par les indigènes, fut une des causes principales qui entravèrent l'essor des médersas.

En 1876, on entre dans une seconde période de l'existence des médersas.

Une chose manquait à leur organisation primitive, c'était l'orientation de l'instruction des fonctionnaires vers la civilisation française. Les tendances exclusives de l'enseignement qui y était d'abord donné furent, il est vrai, corrigées plus tard dans une certaine mesure par l'inscription dans le programme des écoles de la langue française et de l'arithmétique.

Mais c'était un progrès insuffisant. Un arrêté du général Chanzy du 16 février 1876 réorganisa les médersas.

Deux traits surtout caractérisaient l'organisation nouvelle : d'abord l'assimilation des médersas à nos établissements d'enseignement universitaire sous le rapport pédagogique : ensuite la prédominance donnée à l'instruction française sur l'instruction musulmane.

Si la direction politique et financière des écoles fut maintenue quelque temps encore à l'autorité militaire, la direction morale fut remise au recteur de l'Académie d'Alger. Ce fut le recteur qui eut mandat de rédiger le programme des écoles et d'en vérifier l'application.

L'enseignement comprit, d'après les termes de l'arrêté, la théologie coranique, qui ne fut jamais professée, le droit musulman et la littérature arabe. Mais à côté de ces cours l'administration établit des cours français d'histoire, de géographie, de langue française, d'arithmétique, et de notions élémentaires des sciences physiques et naturelles.

La durée des études fut rigoureusement fixée à trois ans et l'âge d'admission des élèves à dix-sept ans au moins et vingt-cinq ans au plus : on voulait par là se débarrasser des élèves incapables et des candidats venus des zaouïas. On s'obligea, au moins sur le papier, à plus de sévérité dans les examens d'admission, et l'on tint les élèves en haleine par des examens de passage, ainsi que par un dernier examen qui avait pour objet l'acquisition d'un diplôme de fin d'études.

On pouvait croire qu'il résulterait de cette réorganisation un essor marqué de l'enseignement et une élévation sensible dans le niveau des études. Mais dans la fièvre d'assimilation qui envahit à cette époque l'opinion publique en Algérie, et qui se traduisit par les décrets de rattachement, les médersas apparurent comme un fait anormal, comme une exception fâcheuse qui ne se justifiait par aucune raison politique. Dans les sessions de 1882 à 1886 les médersas furent vivement attaquées dans le conseil supérieur de l'Algérie ; on tirait argument de l'insuffisance des résultats obtenus pour les accuser d'impuissance et on les dépeignait comme des foyers de fanatisme.

Les défenseurs des médersas, pour en empêcher la suppression, firent une certaine part au système de l'assimilation et les annexèrent, comme des dépendances, à l'École de droit d'Alger. L'annexion eut pour effet de conférer l'administration des médersas au directeur de l'École de droit, et de conduire sur les bancs de cette École les étudiants de la médersa d'Alger pour en suivre certains cours.

L'expérience dura dix-huit mois. L'annexion fut sans efficacité pour les progrès de l'enseignement, à cause d'un manque de développement intellectuel des élèves et surtout à cause de leur ignorance de la langue française. L'administration académique restitua aux médersas leur ancienne autonomie. Depuis lors ces Écoles ont vécu et fonctionné sous l'unique direction du recteur.

Un dernier fait indiqué par M. Combes dans son historique est la substitution, en 1884, à l'ancienne solde quotidienne de bourses annuelles d'une valeur de 300 fr., alimentées, en partie par le Trésor public, en partie par les départements et par les communes de l'Algérie.

Après cet historique le rapporteur insiste sur la nécessité où nous nous trouvons de former nous-mêmes nos fonctionnaires musulmans, si nous

voulons les avoir avec nous et pour nous. Il faut donc maintenir les médersas.

Il faut, de plus, en améliorer l'organisation. Dans les conditions actuelles elles ne peuvent pas s'acquitter convenablement de leur mission.

Ces Écoles ne méritent nullement l'appellation qu'on leur donne un peu emphatiquement d'Écoles d'enseignement supérieur. Les élèves sont beaucoup trop faibles pour ce genre d'enseignement. Si les jurys préposés aux examens d'admission écartent les candidats radicalement nuls, ils se voient dans la nécessité de laisser passer les médiocres, sous peine d'éliminer tout le monde. C'est donc la médiocrité qui entre dans les médersas et c'est la médiocrité qui en sort. Ni pour la partie musulmane, ni pour la partie française, les programmes ne s'élèvent au-dessus des connaissances élémentaires. Le talent des maîtres et leur bonne volonté échouent devant le défaut de préparation des élèves.

Et pourquoi les médersas n'attirent-elles que des élèves médiocres?

M. Combes trouve une première cause de ce fait dans l'insuffisance des crédits affectés à ces établissements. Nous leur avons mesuré avec une mesquine parcimonie l'air et la lumière. Les professeurs, qui comprennent l'élite des lettrés musulmans, sont plus mal payés que les professeurs de nos collèges. Les bourses, dont le taux est bien humble, sont souvent, par suite de leur petit nombre, fractionnées en demi-bourses, qui forment un subside dérisoire.

De plus, dans l'esprit de l'institution, les médersas devaient être des écoles spéciales pour la préparation aux fonctions de la justice, du culte et de l'instruction publique, et, en tant qu'écoles spéciales, il semblait qu'elles devaient posséder le privilège de pourvoir seules à ces fonctions. Or, par la suppression du cours de théologie, on a fermé aux élèves le débouché du culte. Plus tard, en 1883, l'organisation de l'enseignement primaire des indigènes leur a enlevé le débouché de l'instruction publique. Restent les fonctions de la justice musulmane; mais on a institué en dehors des médersas un examen public comme condition d'accès à ces fonctions, et on a admis à le subir des candidats de toute provenance, ceux qui viennent des zaouïas aussi bien que ceux qui sortent des médersas.

Voilà pourquoi les médersas n'exercent pas d'attrait sur les jeunes gens qui se sentent de la valeur. Et il en résulte que les sujets sortis des médersas sont tenus en médiocre estime par les indigènes, qui les jugent incapables de rivaliser avec les étudiants venus de Fez ou de Tunis. C'est à ces derniers que les Arabes s'adressent quand ils veulent s'éclairer sur des points douteux de jurisprudence ou de religion. De quelque dévouement que les fonctionnaires musulmans sortis des médersas soient animés et fassent preuve envers nous, ils ne peuvent pas, malgré leur position officielle et leur pouvoir administratif, changer cette disposition d'esprit de leur coreligionnaires, qui se détournent d'eux par défiance de leurs lumières. Ils se trouvent ainsi sans action sur leurs coreligionnaires et ne peuvent pas nous aider à faire la conquête morale de l'Algérie.

En conséquence, la Commission propose les mesures suivantes :

Les médersas seront chargées de fournir des fonctionnaires aux deux services musulmans du culte et de la justice, et nul ne pourra être nommé à un emploi d'un de ces services s'il n'a fait ses études dans une médersa et s'il n'y a obtenu le diplôme qui en est le couronnement. Il conviendrait

même d'agrandir les débouchés de ces services en augmentant d'une trentaine le nombre des cadis et en installant des ministres du culte partout où le besoin en est vivement ressenti par les populations intéressées.

L'enseignement sera renforcé tant pour la partie musulmane que pour la partie française. La partie musulmane comprendra un cours de théologie, qui sera réellement professé, et des cours de droit musulman, d'histoire musulmane et de littérature arabe. La partie française comprendra des cours d'histoire générale, de géographie, de langue française, d'arithmétique, d'éléments du droit français et de notions élémentaires des sciences physiques et naturelles. Cette énumération n'est pas d'ailleurs rigoureusement limitative ; elle s'allongera suivant les convenances des médersas.

Le recteur de l'académie rédigera lui-même, pour toutes les matières, le programme des cours, sous l'autorité immédiate du gouverneur général, et il en élaguera soigneusement les parties démodées ou tombées en désuétude, et à plus forte raison les parties incompatibles avec nos droits souverains. Nos professeurs musulmans se sont habitués à délaisser ou à ne rappeler que pour les combattre plusieurs chapitres des anciens manuels de théologie et de droit, tels que ceux qui traitent de la guerre sainte, de l'esclavage et des châtiments. Il appartient au recteur de confirmer cette règle et même de l'étendre.

Les études dureront six années. Ce laps de temps comprendra deux périodes, la première de quatre ans, la seconde de deux ans. A la fin de la quatrième année, il y aura un examen obligatoire pour tous les élèves. Ceux qui l'auront subi avec succès pourront, à leur gré, soit prétendre à une place dans les rangs inférieurs de la justice ou du culte, soit entreprendre à la médersa d'Alger la seconde série d'études, celle de deux ans, qui se terminera par un examen obligatoire en vue des emplois supérieurs.

Ce sera le gouverneur général qui nommera aux emplois, sur la proposition, en ce qui concerne le culte, du recteur de l'académie, et, en ce qui concerne la justice, des chefs de la Cour.

Pour que les élèves entrant dans les médersas soient bien préparés à en recevoir l'enseignement, il sera établi, dans chaque département, une école primaire supérieure où entreront, par décision du gouverneur général, en nombre déterminé par les besoins du service, les indigènes pourvus du certificat d'études primaires élémentaires. Les élèves entreront avec des bourses dans les écoles primaires supérieures, de même qu'il leur sera alloué des bourses pour leurs études à la médersa ; le taux des bourses, de 300 fr. pour les médersas, sera de 150 fr. pour les écoles primaires supérieures.

L'accroissement de ces dépenses résultant de ce système pour l'entretien des élèves sera d'une quarantaine de mille francs, Si l'on ajoute à cette somme une vingtaine de mille francs pour accroître le nombre des professeurs, pour compléter l'outillage des écoles et pour y améliorer un peu les traitements du personnel enseignant, on aura l'ensemble des crédits obligatoires qui sont la conclusion pratique de cette réorganisation des médersas.

La Commission aurait voulu constituer à Alger, comme couronnement d'études, une sorte d'université, mi-partie française, mi-partie musulmane, rivale des universités de Fez et de Tunis, qui les aurait égalées sous le rapport des études musulmanes et les aurait surpassées par l'adjonction

d'études françaises. Mais le projet a été combattu par les médersas de Constantine et de Tlemcen ; il n'a pas été approuvé non plus par le recteur de l'académie d'Alger, qui le regarde comme dangereux pour notre politique et comme contraire à notre mission civilisatrice. En présence de cette opposition, la Commission, sans partager d'ailleurs l'opinion du recteur, a résolu d'ajourner la création d'une université musulmane, mais elle espère pouvoir l'établir bientôt.

Telles sont les vues de la Commission du Sénat au sujet des médersas.

M. Combes termine son discours par le développement de cette idée qu'il ne doit pas nous suffire d'obtenir des indigènes l'obéissance et que nous devons nous faire aimer d'eux.

M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, commissaire du gouvernement, sans aller jusqu'à la constitution d'une université musulmane, pense, comme la Commission, qu'il faut non seulement maintenir, mais encore développer l'enseignement des médersas.

Ce qui caractérise l'action de la France en Algérie, c'est que nous avons toujours eu pour but de détruire les grandes influences que nous rencontrions devant nous. Il n'y a pas eu de jour où nous n'ayons essayé de détruire les grandes familles, les grande tentes, parce que nous y avions trouvé des forces de résistance. Nous ne nous rendions pas compte qu'en supprimant de cette manière les forces de résistance, nous supprimions aussi les moyens d'action, et il en est résulté qu'aujourd'hui nous avons en face de nous une sorte de poussière d'hommes sur laquelle nous n'avons pas d'influence, dans laquelle il se produit des mouvements qui nous sont, pour ainsi dire, inconnus. Nous n'avons plus d'intermédiaire entre la population indigène et nous.

Cette situation est l'une des causes, et peut-être la plus considérable, des difficultés qui nous entourent en ce moment en Algérie.

Lorsqu'il y a trois ans, les pouvoirs publics de France se sont préoccupés des difficultés qui existaient dans la colonie, c'est à ce mal qu'on a cherché tout d'abord à trouver un remède; on a voulu reconquérir le peuple arabe, en faire la conquête morale, et c'est alors qu'est née l'idée de nous gagner l'esprit des indigènes en développant chez eux l'instruction et particulièrement l'instruction primaire.

De grands efforts ont été faits dans ce dessein depuis trois ans, de grandes dépenses ont été engagées, et M. Cambon se demande même si ces efforts, au cas où ils se poursuivraient, ne dépasseront pas nos forces. Les communes de l'Algérie sont en ce moment surchargées, et le gouverneur général se voit obligé de faire, non sans inquiétude, la balance entre le résultat qu'on veut atteindre et les ressources dont on dispose, et d'apporter une réserve prudente dans la poursuite du programme entrevu. Il a dû se demander si l'instruction primaire était bien la première qu'il y avait lieu d'aborder ; il s'est demandé si, en la développant outre mesure chez un peuple qui n'est pas encore en état de la recevoir, nous n'allons pas faire beaucoup de déclassés, beaucoup d'ambitieux et beaucoup d'intrigants. Il s'est demandé si beaucoup de ces enfants qui vont à nos écoles pour recevoir l'instruction primaire n'y vont pas simplement parce que leurs parents y voient une sorte d'engagement moral de notre part de leur donner des places quand ils auront obtenu nos diplômes.

Il y a là un grand danger. M. Cambon n'est pas du tout l'adversaire du développement de l'instruction primaire chez les indigènes. Il va plus loin : il croit que c'est une œuvre qu'il faudra accomplir peu à peu, progressivement et à son heure. Mais n'avons-nous pas pris le problème à rebours ?

Aujourd'hui qu'il est proposé au Sénat de couronner l'instruction primaire par le développement de l'enseignement supérieur, il faut se demander si nous n'aurions pas dû commencer par organiser fortement l'enseignement supérieur pour en faire la base de l'édifice scolaire que nous voulons élever en Algérie.

M. Cambon croit qu'il importe à tous les points de vue de recruter une élite parmi les indigènes, élite qui servirait d'intermédiaire entre le gouvernement et la population. Il croit que l'instruction eût été mieux comprise, mieux donnée, mieux acceptée, si elle avait été la suite et comme la dispersion au sein de la population indigène des connaissances que certains de ses membres auraient acquises dans des établissements d'enseignement supérieur. Nous aurions ainsi institué autour de nous une sorte d'état-major intellectuel musulman. C'est par l'élite du peuple indigène que nous pouvons agir sur lui.

Le gouverneur général n'accepte d'ailleurs les propositions de la Commission que sous certaines réserves.

Il repousse la création d'Écoles primaires supérieures indigènes, et cela pour deux raisons. La première, c'est qu'il n'y a pas encore en Algérie d'école primaire supérieure pour les Européens, ou, pour être plus exact, il n'y en a qu'une ; or, tout en étant très large pour l'instruction des indigènes, il ne faut pas faire pour eux des efforts que nous ne puissions pas faire pour les Européens. En second lieu, c'est beaucoup trop demander que de vouloir imposer aux élèves le passage pendant trois années dans une école primaire supérieure.

Pour ce qui est des programmes d'enseignement, M. Cambon trouve que M. Combes a supprimé trop facilement ou dédaigné peut-être un peu trop l'enseignement de la grammaire arabe. De plus, il ne voudrait pas que l'enseignement de l'histoire musulmane fût confié à un musulman : l'enseignement de l'histoire comporte des conclusions qu'il ne voudrait pas laisser tirer par des professeurs qui n'auraient pas eu l'éducation que nous recevons en France, qui n'auraient pas les habitudes d'esprit, il dirait plus, les habitudes du cœur, françaises. D'autre part, tout en repoussant, comme le fait M. Combes, l'enseignement de la philosophie arabe, il voudrait donner un certain caractère philosophique à l'enseignement distribué aux élèves des médersas.

M. Gérente convient avec la Commission que les médersas, jusqu'ici, ont été insuffisantes, qu'elles ont été, en somme, un avortement. Il convient qu'elles sont utiles pour instruire et recruter le clergé indigène ; il convient qu'elles doivent être réformées et que notamment il faudrait leur donner des élèves mieux préparés, qui pussent mieux profiter de leur enseignement.

Mais il n'est pas du même avis que la Commission sur le mode, sur le sens ni sur la portée de cette réforme qui lui semble orientée vers un esprit trop musulman, pas assez français ; il n'est pas non plus de son avis

sur les dépenses budgétaires nécessitées par la réforme, dépenses qui lui paraissent trop considérables.

Il est opposé à la création de trois écoles primaires supérieures indigènes. Cette création, qui d'abord est coûteuse, ne lui paraît, en outre, nullement politique ; car, au lieu de rapprocher les indigènes et les Européens, elle parquerait les indigènes dans des écoles distinctes. Ne vaut-il pas mieux utiliser pour le recrutement des médersas l'école normale de Bouzaréa, où les meilleurs élèves des écoles primaires indigènes sont actuellement admis ?

Quant à la constitution même des cours à la médersa, il semble qu'on pourrait se tenir encore dans la plus stricte économie et réduire le nombre des chaires, sans nuire à l'enseignement, puisqu'on pourrait recourir aux cours des écoles voisines (lycée, école des lettres, école de droit), et y envoyer comme auditeurs les élèves de la médersa.

M. Gérente formule ses idées sur les médersas dans les conditions suivantes ; il demande :

1° Que les médersas soient réorganisées pour en faire simplement des écoles ou séminaires de théologie ;

2° Que ces médersas aient en propre une chaire de dogme, une de morale, une de culte musulman. Elles se compléteront par les diverses chaires spéciales des écoles voisines, et notamment à Alger pourront recourir aux professeurs de droit musulman et coutumes musulmanes, de droit français et de législation algérienne, de littérature et de poésie arabe, d'histoire, de géographie, d'arithmétique, de chimie, etc., qui enseignent, soit au lycée, soit dans quelqu'une des écoles supérieures ;

3° Que nul ne puisse être admis dans les médersas, en qualité de boursier et d'élève régulier, s'il n'a été préparé par les écoles primaires d'abord, puis par l'école de Bouzaréa ;

4° Qu'aucun candidat ne puisse être nommé aux fonctions publiques musulmanes du culte ou autres, s'il n'est porteur d'un diplôme d'études délivré par la médersa.

M. Lesueur craint qu'en augmentant outre mesure l'importance des médersas on ne développe le fanatisme des musulmans. Il croit qu'on doit chercher à améliorer les conditions matérielles et morales dans lesquelles les élèves des médersas font actuellement leurs études, mais il estime que ce serait une faute énorme que de grandir leur situation outre mesure.

Il combat le projet de création d'écoles primaires supérieures.

Il demande aussi que la nomination aux fonctions du culte soit faite par le gouverneur général sur la proposition du préfet, et non pas du recteur ; et que la nomination aux emplois inférieurs soit faite, non pas par le gouverneur général, mais par le préfet pour le culte et par les chefs de la cour pour la justice. Toutes les nominations seraient d'ailleurs faites d'après une liste de classement fournie par le recteur et portant son appréciation sur les étudiants candidats.

Ce serait d'ailleurs, continue M. Lesueur, s'illusionner que de croire que nous pénétrerons à bref délai dans l'affection des musulmans et que nous arriverons, quoi que nous fassions, à nous attacher absolument les indigènes. L'expérience tend même à démontrer que c'est quelquefois chez

les indigènes auxquels nous avons donné l'instruction la plus complète que nous rencontrons le plus d'hostilité.

M. Combes, devant l'opposition que rencontre l'idée de la création d'écoles primaires supérieures indigènes, déclare qu'il renonce à cette idée, tout en croyant qu'on a tort de la repousser et qu'on sera obligé d'y revenir. Le rapporteur accepte d'une manière générale les réserves de M. Cambon.

Après une vive discussion sur la conclusion à donner à ce débat, le Sénat adopte l'ordre du jour suivant, proposé par M. Béranger :

« Le Sénat, approuvant en principe le développement de l'institution des médersas, renvoie au gouvernement l'étude de cette importante question. »

Justice

6 novembre. — Discussion au Sénat des conclusions du rapport sur les officiers ministériels, fait au nom de la Commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et l'organisation des divers services de l'Algérie.

M. Dupuy résume le rapport déposé par lui au nom de la Commission (1).

M. Jacques critique vivement le projet de la Commission, de même que celui de M. Flandin. Il soutient que les chiffres cités par M. Dupuy à l'appui de ses conclusions sont inexacts, que les bénéfices des officiers ministériels de l'Algérie ont été exagérés, qu'il n'y a pas entre leur cautionnement et celui des officiers ministériels de la métropole une différence aussi grande que le rapport le prétend, et que, d'autre part, les conditions de capacité requises pour leur nomination sont notablement plus rigoureuses que celles qui sont imposées aux officiers ministériels de France.

Au surplus, M. Jacques demande (et c'est un point sur lequel tout le monde tombe d'accord) que, si l'on veut faire une réforme, elle soit opérée par une loi et non par un décret.

M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, commissaire du gouvernement, n'accepte le projet de la Commission que sous certaines réserves.

Il n'est pas très partisan d'un prélèvement au profit de l'État sur le revenu des offices. Ce n'est pas sans une certaine inquiétude qu'il verrait les agents du gouvernement pénétrer, même avec toutes les précautions imaginables, dans le détail du gain des études. D'abord, il serait facile d'échapper par la fraude à leur surveillance. En outre, les particuliers qui se confient aux officiers ministériels pensent n'avoir pour confidents que ces officiers ministériels eux-mêmes, et il est possible qu'il y ait dans l'innovation proposée quelque chose qui blesse ce besoin de secret, fondement des relations des familles avec leurs notaires ou avoués. Au lieu de faire prélever par l'Etat une part du revenu, peut-être vaudrait-il mieux élever le cautionnement des officiers ministériels ou augmenter les droits d'enregistrement et diminuer les frais de procédure.

(1) *Rev. Alg.*, 1894. 1. 48.

De plus, M. Cambon repousse l'idée du recrutement des officiers ministériels par la voie du concours. Le concours est, si l'on veut, très bon quand il s'agit de trouver des agents auxquels on ne demande que de l'intelligence et une éducation technique, mais il ne donne aucune espèce d'indication sur la valeur morale, ni sur les facultés financières des candidats ; or, est-il possible d'admettre qu'un officier ministériel soit nommé pour avoir été reçu le premier à un examen portant sur la procédure, alors que sa situation morale et sa situation financière n'ont pas été examinées? Mais, dira-t-on, comment garantir le bon choix des candidats? On pourrait peut-être imaginer une commission siégeant à Alger qui comprendrait des représentants des officiers ministériels, des représentants de la magistrature et un délégué du gouvernement général ; cette commission établirait le tableau des candidats aux fonctions d'officier ministériel, et, lorsque des vacances se produiraient, présenterait une liste de candidats au choix du ministre de la justice.

Après une réponse de M. Dupuy et une réplique de M. Jacques, le Sénat adopte l'ordre du jour suivant, accepté par le rapporteur :

« Le Sénat, prenant acte des conclusions de la Commission, des déclarations du gouvernement et des débats, approuvant le principe d'une réforme à la situation actuelle des officiers ministériels, renvoie au gouvernement l'examen de cette question. »

3 décembre. — M. Flandin dépose sur le bureau de la Chambre un rapport sur une proposition de loi de M. Saint-Germain et de plusieurs de ses collègues, relative à l'organisation des Cours d'assises et du jury criminel en Algérie (1).

Cette proposition, du 12 février 1894 (2), est la reproduction d'un projet qui avait été soumis à la Chambre dans la précédente législature (3).

La Commission de la Chambre n'a pas cru devoir s'y rallier. Elle estime qu'une réorganisation de notre justice, en ce qui concerne les crimes commis en Algérie par les indigènes musulmans, s'impose absolument; mais, tout en reconnaissant que les doléances des colons, se plaignant de la charge excessive qu'entraîne pour eux l'obligation de siéger comme jurés dans les affaires indigènes, sont pleinement justifiées, elle considère que la réforme à introduire dans la législation criminelle de l'Algérie doit surtout s'inspirer du désir de contribuer à la bonne administration de la justice en la rendant plus expéditive et en l'environnant des garanties auxquelles tout accusé a droit, quelle que soit son origine.

Le système adopté par la Commission est le suivant :

On créerait au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire de l'Algérie, pour connaître des crimes commis par les indigènes musulmans naturalisés ou par les étrangers musulmans, une cour criminelle composée d'un conseiller de la Cour d'appel, président, de deux juges du tribunal, de deux assesseurs-jurés français et de deux assesseurs-jurés musulmans.

Les assesseurs-jurés délibéreraient avec les magistrats et sur la culpa-

(1) *Journ. off.*, p. 2043, ann. 1045.

(2) Exposé des motifs, *Journ. off.*, p. 147, ann. 376.

(3) V. *Rev. Alg.*, 1894. 1. 46.

bilité et sur l'application de la peine. Ce mode de procéder est appliqué dans la plupart de nos Colonies ; il a été établi en Tunisie par la loi qui y a créé les juridictions françaises et il y a produit les résultats les plus satisfaisants.

Quant aux crimes commis par des Français ou des étrangers non musulmans ou des indigènes naturalisés, ils relèveraient des Cours d'assises siégeant au chef-lieu de chaque département, et continueraient à être soumis au jury, lequel est composé exclusivement de citoyens français. Il en serait de même des crimes imputables à des indigènes musulmans non naturalisés ou à des étrangers musulmans lorsque ces crimes auraient été accomplis ou tentés avec la participation d'individus justiciables des Cours d'assises.

La Commission adopte la partie du projet de M. Saint-Germain qui assimile complètement le jury d'Algérie au jury de France au point de vue des conditions requises pour être juré, et elle croit qu'il convient, en outre, de déclarer applicables à l'Algérie les dispositions de la loi du 21 novembre 1872 relatives à la composition de la liste annuelle du jury : les formes tracées par cette loi pour la composition de la liste annuelle du jury présentent beaucoup plus de garanties pour le recrutement judicieux des jurés que les formes tracées par le décret du 7 août 1848, sous l'empire duquel se trouve encore le jury en Algérie.

Propriété

21 février. — Transmission à la Chambre de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur la propriété foncière en Algérie (1).

Cette proposition, déposée sur le bureau du Sénat le 8 juin 1893 (2), a été adoptée par le Sénat, après déclaration d'urgence, le 16 février 1894.

La discussion a eu lieu les 15 et 16 février. En voici le résumé :

M. Franck-Chauveau, rapporteur, explique en quelques mots la raison d'être de la proposition soumise au Sénat, proposition qui édicte au sujet de la propriété foncière certaines réformes urgentes en attendant une réforme d'ensemble.

M. Jacques expose les phases par lesquelles a passé la question de la propriété foncière en Algérie depuis 1830 jusqu'à nos jours. Il soutient, contrairement à l'opinion de M. Franck-Chauveau, que la loi de 1873 était une loi faite, non seulement dans l'intérêt des colons, mais aussi dans l'intérêt des indigènes. C'était, dit M. Jacques, une loi excellente, et, si elle n'a pas donné tout ce qu'on en espérait, c'est parce qu'elle a été mal appliquée. Il y a eu plus de 400 circulaires qui se contredisent, se heurtent, s'entremêlent, défaisant et refaisant, torturant le texte de la loi, dénaturant son esprit ; qu'est-il résulté de là ? Des opérations faites dans de mauvaises conditions, durant longtemps et coûtant fort cher.

C'est à tort qu'on veut détruire aujourd'hui l'économie de la loi de 1873.

---

(1) *Journ. off.*, p. 258, ann. 414.

(2) V. *Rev. Alg.*, 1894, 1, 60.

D'après la proposition de loi soumise au Sénat, pour que l'administration délivre des titres, il faudra qu'ils soient réclamés isolément ; combien recevra-t-on de demandes de cette nature ? Et combien sera grande la difficulté de procéder à chacune de ces opérations ! Comme elles seront coûteuses. Lorsqu'on délimite tout un territoire, une seule opération suffit, mais lorsqu'il s'agit de parcelles de territoire on est obligé d'en faire autant qu'il y a de demandes ; aussi la dépense et les difficultés seront considérables.

M. Franck-Chauveau maintient que l'esprit qui prévalait en Algérie en 1873 était de ne pas se préoccuper des indigènes et de les considérer comme une quantité négligeable. Il croit que l'adoption de la loi de 1873 a été une grave imprudence. Impuissante à faire cesser l'indivision chez les indigènes, sans utilité pour les colons, la loi de 1873 a eu des conséquences très regrettables pour les Arabes, à cause de l'imprévoyance qui les faisait consentir à des aliénations hâtives dont ils dissipaient le prix, et à cause de l'abus des licitations. Et par contre-coup cette loi a été dangereuse pour la sécurité de la colonie.

M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, commissaire du gouvernement, revient sur quelques points de l'historique de la propriété foncière en Algérie. Parlant des terres melk et des terres arch, il signale ce fait que les premières se trouvent plus soumises à l'indivision que les secondes. « Ce qui distingue la terre melk, dit le gouverneur général, c'est que, lorsque son possesseur, son propriétaire, vient à mourir, elle passe directement aux mains des héritiers, comme la propriété française. Ce qui distingue la terre arch, au contraire, c'est qu'elle appartient à la djemmâa, ou plutôt, d'après les juristes, elle appartient à titre éminent à l'État ; mais en fait c'est la djemmâa, c'est la tribu qui en a la disposition. La terre arch, lorsque le possesseur vient à décéder, redevient donc terre de la tribu, et c'est la djemmâa qui en fait l'attribution à un nouveau possesseur, membre de la collectivité, lequel est le plus souvent, on peut même dire presque toujours, le fils du possesseur précédent. Mais l'hérédité n'existe pas ; la terre laissée par le défunt fait l'objet, en faveur de celui qui lui succède, d'une nouvelle attribution par la djemmâa. Voilà la distinction essentielle qui existe entre les terres arch ou terres de propriété collective, et les terres melk ou terres de propriété privée. Et comme les indigènes ont une tendance naturelle, qui provient de leur pauvreté, cela est vrai, qui provient aussi de leur statut personnel, de leur régime familial et successoral, mais qui a surtout son origine dans leurs traditions et dans la nature de leur sol, comme les Arabes, dis-je, ont une tendance naturelle à l'indivision, il en résulte que, dans les terres melk, pour la dévolution desquelles l'autorité publique n'intervient jamais, les familles, peu à peu, constituent ces terres melk à l'état de terres indivises, tandis qu'au contraire dans les terres arch, par une loi naturelle et nécessaire, il résulte de l'attribution plus ou moins formelle qui en est faite, qu'elles sont possédées, cultivées à l'état primitif par l'individu à qui il en a été fait remise lors du décès ou de la disparition du précédent possesseur.

Arrivant à la loi de 1873, M. Cambon estime qu'on parle toujours de cette loi avec une sorte de passion singulière et excessive, soit qu'on la

loue, soit qu'on la blâme. En réalité, ses auteurs ont été animés des meilleures intentions, et la loi qu'ils ont faite ne devait pas avoir toutes les conséquences qu'on a vues se produire.

Le gouverneur général croit que, dans l'application, l'administration a été beaucoup trop loin, et il ajoute que la faute en est un peu aux auteurs de la loi, qui semblent avoir voulu y introduire toutes les notions qu'ils possédaient sur la question et essayer de résoudre à l'avance toutes les difficultés qui pourraient se produire. Ils n'ont pas fait seulement une loi; ils ont inséré un véritable règlement d'application dans ce monument législatif. Il en est résulté qu'ils ont fourni aux circulaires administratives et aux interprétations juridiques le plus vaste champ qu'on puisse imaginer d'hésitations, de troubles et de contradictions.

La loi était trop longue, trop touffue, presque incompréhensible à la première lecture, mais elle avait un but excellent. Elle voulait constituer la propriété individuelle entre les mains des indigènes et, par conséquent, ouvrir aux indigènes (ce qui était un but qu'il fallait atteindre à tout prix) la porte des établissements de crédit. Lorsque les indigènes n'ont pas entre les mains une propriété dont ils puissent disposer, il sont obligés de s'adresser aux usuriers, et c'est la principale cause du développement de l'usure en Algérie. Si l'on remet aux mains des indigènes une terre libre qu'ils puissent engager, on leur ouvre la porte d'établissements honnêtes qui ne leur demanderont pas les intérêts extraordinaires et exorbitants que certains individus exigent d'eux. Les indigènes doivent donc tirer les plus grands avantages de la constitution de la propriété individuelle. Il y va de leur intérêt principal. Les Européens y sont également intéressés : si nous voulons voir l'initiative privée coloniser l'Algérie, nous devons faciliter les transactions sur les terres entre Européens et indigènes et permettre aux Français de former des établissements sur des propriétés achetées par eux, suivant leurs convenances personnelles. C'est ainsi qu'à côté de la colonisation officielle, nous encouragerons l'initiative individuelle qui n'a peut-être pas été assez favorisée jusqu'à présent en Algérie. L'intérêt de l'État est non moins considérable : il lui faut, en effet, une certaine liberté d'action pour développer la colonisation et pourvoir aux besoins généraux du pays.

Le but de la loi de 1873 était donc excellent.

Seulement on s'est heurté à la tendance naturelle à l'indivision qui est le propre des indigènes et qui défait l'œuvre de la loi en ramenant à peu près la propriété à son premier état.

Il y a eu aussi l'abus des licitations ; et il faut qu'on le sache bien, ce sont ceux qui ont commis ces abus qui sont les véritables auteurs du mouvement d'opinion publique qui se produit en France.

Enfin, un fait considérable a ruiné la loi dans son essence. Ce fait, c'est un arrêt rendu par la Cour de cassation au mois de novembre 1888. L'arrêt a décidé que les titres délivrés par l'administration, en exécution de la loi de 1873, ne prévaudraient pas contre les titres antérieurs notariés, administratifs ou judiciaires, qui pourraient se trouver entre les mains des tiers et être produits ultérieurement par ceux-ci. Cette jurisprudence a détruit dans son principe la loi de 1873 et l'a rendue véritablement inutile. Aussi, tandis que, jusqu'à l'arrêt de 1888, la loi de 1873, malgré toutes les critiques dont elle pouvait être l'objet, avait permis aux Européens de faire un nombre

considérable de transactions sur des propriétés immobilières, ces transactions, depuis que la décision de la Cour de cassation a été rendue, se sont complètement arrêtées, si bien que le gouvernement général a dû suspendre, pour ainsi dire, l'application de la loi de 1873 et ne plus l'appliquer que lorsque l'intérêt général demande absolument que nous déterminions la propriété individuelle.

La proposition de loi actuelle tend par toutes ses dispositions à porter remède aux divers inconvénients qui viennent d'être signalés ; en conséquence le gouverneur général en demande l'adoption.

M. Tirman constate que, lorsqu'il est arrivé en Algérie, à la fin de 1881, la loi de 1873, dont il fait ressortir le but, était vue très favorablement non seulement en Algérie, mais même en France ; et les recommandations qui lui furent adressées par le gouvernement portèrent en grande partie sur la nécessité de donner une vive impulsion à l'application de cette loi. Conformément à ces instructions, dans l'espace de cinq années, des titres de propriété ont été distribués sur environ un million d'hectares. Au bout de ce temps il était dès lors possible d'apprécier les résultats de la loi. Ces résultats ont-ils été absolument bons ? M. Tirman n'ose dire oui. Il a fallu reconnaître en les étudiant qu'il s'était produit des choses absolument fâcheuses.

On a constaté d'abord que c'était une imprudence très grave que de tenter l'imprévoyance des indigènes en leur mettant entre les mains un moyen de crédit que tous ne demandaient pas. En effet, s'il était bon de permettre aux indigènes qui veulent vendre leurs terres, ou qui ont besoin d'emprunter, de traiter avec des acquéreurs dans de bonnes conditions, il y avait danger à aller, pour ainsi dire, inciter les indigènes à emprunter ou à vendre quand ils ne le demandaient pas. Dans les territoires où la loi a reçu son exécution, on trouve aujourd'hui peu d'indigènes ayant conservé leur propriété, et l'on en trouve beaucoup qui sont devenus les *krammès*, c'est-à-dire les ouvriers agricoles des terres dont ils étaient autrefois les propriétaires.

En second lieu, la loi sur la propriété indigène n'a pas donné, au point de vue de la fixité des résultats, ce qu'on pouvait espérer : les enfants du propriétaire ne faisant pas le partage, le résultat obtenu devait au bout de quelque temps se trouver anéanti.

Un autre inconvénient, qu'on a signalé avec raison, quoique peut-être avec exagération, est celui qui concerne les licitations provoquées contre les indigènes.

M. Tirman rappelle les améliorations apportées à la loi de 1873 par celle de 1887. Il parle du projet de loi qu'il avait fait préparer à Alger et que le gouvernement présenta à la Chambre le 1er juillet 1889 (1) ; ce projet autorisait l'indigène, dans l'intérêt de son crédit, à purger sur lui-même, c'est-à-dire à se faire délivrer un titre français tout en conservant sa propriété ; les dispositions en ont été reproduites dans la proposition qui est actuellement soumise au Sénat.

L'expérience personnelle de l'orateur lui permet de dire qu'il faut voter cette proposition. La loi nouvelle ne constituera certainement pas un monument grandiose de législation ; ce sera une petite loi modeste, mais ex-

(1) V. *Rev. Alg.*, 1890. 1. 12.

trêmement utile, dont les indigènes aussi bien que les colons seront reconnaissants au Sénat.

M. Tirman consacre une partie de son discours à un principe contenu dans la proposition soumise au Sénat, le principe d'une procédure unique sans distinction entre les terres melk et les terres arch. M. Franck-Chauveau considère cette classification des terres comme une pure conception de l'esprit juridique français ; M. Tirman croit (et c'est aussi l'opinion de M. Cambon et de M. Jacques), que la distinction répond à une vieille tradition algérienne. Mais si nous retrouvons ces deux natures de terres dans la tradition des indigènes, et si nous en connaissons théoriquement les caractères distinctifs, il est très difficile, lorsqu'on va sur le terrain, de savoir en présence de quelle terre on se trouve. M. Tirman a vu les commissaires-enquêteurs absolument empêchés de continuer leur travail parce qu'ils ne savaient pas s'ils avaient devant eux des terres arch ou des terres melk. Dans ces conditions la Commission du Sénat n'a pas pris un mauvais parti en établissant une procédure unique. L'unité de propriété en Algérie était, du reste, le but vers lequel tendait la loi de 1873 ; les terres d'un douar composé de terres arch perdaient leur nature à partir du moment où les opérations de cette loi y étaient terminées.

Après la discussion générale le Sénat passe à la discussion des articles. La Commission avait déjà adopté un certain nombre d'amendements à son projet primitif; d'autres sont proposés.

M. Cambon montre l'intérêt qu'il y aurait pour le Gouvernement, soit dans le cas de création d'un centre de colonisation, soit dans le cas de délimitation de territoires forestiers, à pouvoir appliquer la procédure organisée par la loi en projet à plusieurs parcelles à la fois. Une addition est faite en ce sens à l'art. 1er. L'addition vise même les particuliers aussi bien que l'État.

M. Jacques aurait voulu faire modifier le premier paragraphe de l'art. 17. Cet article, qui a pour but de parer au danger des licitations menaçant les indigènes, prévoit le cas où le partage, ou la licitation, d'un immeuble rural, dont la moitié au moins appartient à des indigènes musulmans, sera demandé par un copropriétaire ou en son nom ; l'article décide que le tribunal attribuera, si faire se peut, en nature au demandeur une part de l'immeuble représentant ses droits; si l'immeuble n'est pas commodément partageable, le partage sera fait entre familles, et un ou plusieurs copropriétaires de la part affectée à la famille dont fait partie le demandeur auront le choix ou d'accepter la licitation ou de lui payer une somme d'argent représentant la valeur de l'immeuble ; à défaut d'entente amiable entre les copropriétaires de la part revenant à une même famille, cette somme sera arbitrée par le tribunal, dont le jugement contiendra la condamnation solidaire des défendeurs au payement de ladite somme avec les intérêts et les frais. M. Jacques proposait la rédaction suivante : « En cas de non-payement du montant de la condamnation en principal, intérêts et frais dans un délai de trois mois à partir de la date du jugement, la demande en licitation suivra son cours ». Quelle sera, en effet, disait-il, la situation de celui qui a demandé la licitation ? Il aura une créance contre tous les copropriétaires de la part revenant à la famille, et s'il n'est pas payé il sera obligé de procéder à une saisie immobilière. S'il se trouve en pré-

sence de deux ou trois cents individus, il devra leur signifier le jugement, leur faire commandement et poursuivre la saisie immobilière, ce qui occasionnera des frais considérables. Alors que pour la licitation on est arrivé à ce point qu'il n'y a plus à faire que les frais de publicité, le mieux serait de continuer la licitation.

Mais la Commission, par l'organe de son rapporteur, s'est opposée à l'adoption de l'amendement de M. Jacques. Cet amendement, a dit M. Franck-Chauveau, serait la destruction complète de la réforme que l'on veut faire en matière de licitation. Les trois quarts du temps, les Arabes, qui ne connaissent rien de la loi française et dont l'imprévoyance est proverbiale, ne penseront pas à payer la somme fixée; ils négligeront de le faire, et avec l'amendement de M. Jacques ils se retrouveront au bout de trois mois exactement dans la même situation qu'aujourd'hui; la licitation suivrait son cours, et tous les inconvénients de la loi actuelle se reproduiraient, encore aggravés par une procédure nouvelle. Au contraire, avec la rédaction de la Commission, que se passera-t-il? Une fois l'indemnité fixée, les indigènes ne pourront pas être dépouillés de leur terre sans être prévenus, puisqu'il faudra exercer contre eux une saisie immobilière; ils payeront alors la somme fixée et la licitation n'aura pas lieu.

Sur cette observation, l'amendement de M. Jacques a été repoussé par le Sénat, et la rédaction du premier paragraphe de l'art. 17 a été maintenue.

Le second paragraphe du même article a donné lieu aussi à un débat. Il portait que les jugements rendus en cette matière ne seraient susceptibles d'aucun recours. Par cette disposition, la Commission voulait réduire le plus possible les lenteurs, les procédures et les frais. Mais sur la demande de M. Godin le Sénat s'est borné à écarter l'opposition et l'appel.

Travaux publics

12 août. — Loi ayant pour objet : 1° l'approbation d'une convention passée avec la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements pour la modification des conventions conclues précédemment avec cette compagnie ; 2° l'approbation des conventions conclues entre le gouvernement tunisien et la même compagnie pour l'établissement de nouveaux chemins de fer en Tunisie (1).

Paul Lacoste,
Professeur à la faculté de droit d'Aix.

(1) V. *Rev. Alg.*, 1894. 3. 58.

BIBLIOGRAPHIE

LÉGISLATION CIVILE DE L'ALGÉRIE, par M. Emmanuel Besson, sous-chef à la direction générale de l'enregistrement. — 1 vol. in-8°, Paris, Chevalier-Marescq.

Sous ce titre, M. Besson publie une étude sur la condition des personnes et sur le régime des biens en Algérie.

Le sujet embrasse en effet une partie très importante de la législation algérienne, celle qui se rattache au droit civil, et nous devons, comme Algériens, savoir gré à la Faculté de droit de Paris d'en avoir fait le sujet du concours pour le prix Rossi, témoignant ainsi de l'intérêt que l'on porte en France aux choses de la colonie.

M. Besson a envisagé toutes les faces de la question. Son travail, écrit dans un style net, précis et vigoureux, sera très utilement consulté. Sans se renfermer strictement dans le sujet qui avait été proposé, il s'est, dans un chapitre préliminaire, occupé de la question du régime légal et des sources de la législation algérienne, qui lui a semblé former le préambule nécessaire de son ouvrage.

Qu'on nous permette cependant de formuler des réserves sur la solution absolue que l'auteur préconise en matière d'application des lois françaises en Algérie. En pareille matière, il est indispensable de tenir compte, comme l'a fait la jurisprudence, des faits complexes qui influent sur l'application des principes de droit, ce qui justifie amplement les dérogations admises.

La question de la compétence des tribunaux d'Algérie pour les contestations entre étrangers n'a pas paru à M. Besson se présenter dans des conditions différentes de celles de la métropole. C'est là encore une opinion qui, pour avoir un point d'appui dans la jurisprudence, ne semble pas cependant devoir être acceptée comme incontestable, mais dont l'intérêt a sans doute un peu diminué depuis la loi du 26 juin 1889.

Ces réserves n'enlèvent au travail de M. Besson aucun des mérites par lesquels il se recommande à ceux qui, soit en Algérie, soit en France, veulent acquérir des notions exactes sur l'état actuel de la législation algérienne relativement aux personnes et aux biens.

Cette législation, que l'auteur nous expose avec beaucoup de netteté, est-elle définitive ? Il ne le pense pas, et il examine dans un chapitre final les réformes susceptibles d'être réalisées.

On comprend avec quelle mesure des réformes peuvent être introduites dans le statut personnel des indigènes. Nous n'avons, en somme, aucun intérêt à bouleverser les coutumes traditionnelles de la famille musulmane. Aussi a-t-on proposé de codifier le droit musulman en faisant l'application loyale des principes de l'Islam. Cette solution, aujourd'hui généralement admise, ne sourit pas à M. Besson, qui préfère laisser la jurisprudence modifier peu à peu l'esprit des institutions musulmanes, sans prendre garde que l'incertitude de ses décisions inquiète parfois les intérêts les plus respectables.

En ce qui touche les biens, M. Besson indique les réformes sur lesquelles l'accord paraît facile à faire et qui sont actuellement soumises à l'examen du Parlement.

L. CHARPENTIER.

PRINCIPES

DU DROIT MUSULMAN

SELON LES RITES

D'ABOU ḤANÎFAH ET DE CHÂFI'Î

PAR

L. W. C. VAN DEN BERG

Traduit du Hollandais, avec l'autorisation de l'auteur (1)

PAR

MM. DE FRANCE DE TERSANT, CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES,
et DAMIENS, RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT (2)

CHAPITRE DEUXIÈME

DES CONSÉQUENCES DU MARIAGE RELATIVEMENT AUX ENFANTS

ENFANTS LÉGITIMES ET ENFANTS ILLÉGITIMES. — Les enfants (walâd, plur. awlâd) sont légitimes ou illégitimes.

Sont légitimes :

1° Tous les enfants nés d'un mariage légitime plus de six mois après la consommation du mariage. Ceux qui naissent après la dissolution du mariage sont réputés légitimes, s'il ne s'est pas écoulé, entre cette dissolution et la naissance, plus de deux ans, d'après Abou Ḥanîfah, et plus de quatre ans, d'après Châfi'î, mais à condition que la femme n'ait eu, dans l'intervalle, aucune menstruation;

(1) Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

(2) V. *Rev. Alg.*, 1891. 1. 25, 41, 89, 126, 166, 1893. 93, 130, 181 et 1894. 129.

2° Les enfants nés des relations d'un maître avec une de ses esclaves et qu'il reconnaît pour siens (1).

S'il a reconnu un premier enfant, il y a présomption légale que les suivants sont également de lui.

La distinction entre enfants légitimes et enfants naturels légalement reconnus n'existe pas en droit musulman.

Sont illégitimes :

1° Les enfants nés d'unions illégitimes, c'est-à-dire qui sont le fruit de zinâ ;

2° Les enfants nés pendant la durée d'un mariage légitime, mais que le mari, par li'ân, déclare illégitimes.

Les enfants illégitimes, de l'une ou de l'autre catégorie, ne peuvent être légitimés par le père. Exception faite de la prohibition du mariage avec le père, les enfants illégitimes n'ont de lien juridique qu'avec leur mère et ses parents, pourvu naturellement que la maternité soit établie par la reconnaissance de la mère ou par des preuves légales.

Les enfants dont le père et la mère, ou seulement l'un d'eux, sont esclaves, suivent la condition juridique de la mère (2). Si donc celle-ci est libre, les enfants le seront aussi ; si elle est esclave, ils seront esclaves de son maître. Dans tous les autres cas, les enfants légitimes suivent la condition du père.

ÉDUCATION DES ENFANTS. — Le Prophète a donné, pour l'éducation (hidhânah) des enfants, de nombreux préceptes. Aussitôt qu'un enfant est né, son père et, à défaut du père, toute autre personne de sexe masculin, doit lui murmurer l'adsân à l'oreille droite et, en outre, mais cette pratique n'est que facultative, l'iqâmah à l'oreille gauche. Le nom de l'enfant est ordinairement donné par le père, si c'est un garçon, et par la mère, si c'est une fille. D'une manière générale, il est défendu de consulter les diseurs de bonne aventure (kâhin). C'est cependant une pratique à laquelle on recourt fréquemment, à cette occasion.

---

(1) D'après les Hanafites, la reconnaissance doit être expresse. Selon Châfi'î, la reconnaissance expresse n'est pas nécessaire lorsque le maître a vécu avec l'esclave. La présomption est, au contraire, que les enfants sont issus du maître. Si celui-ci ne veut pas assumer la paternité, il doit en faire la déclaration.

(2) Excepté, naturellement, les enfants issus du commerce d'un maître avec son esclave.

On donne souvent aux garçons le nom du Prophète (Mohammed), ou l'un de ses surnoms (Ahmed, Moçstafâ), ou le nom d'un des membres de sa famille ('Alî, Hasan, Hosain), de ses compagnons ('Omar, Othmân), de l'un des prophètes antérieurs (Dawoud, Solaimân), ou encore un nom signifiant serviteur ('abd) d'Allâh ('Abd Allâh, 'Abd al-Qâdir, 'Abd ar-Rahmân). Pour les filles, on suit la même règle, sauf que, pour elles, la dernière catégorie de noms est inusitée. On donne la préférence aux prénoms de Aïchah et de Fâtimah. Souvent aussi, on donne aux filles un nom rappelant simplement une qualité quelconque, quelquefois un diminutif.

L'obligation pour les parents de donner un nom (ism) à l'enfant ne s'applique qu'aux prénoms. La plupart des Mahométans, à un âge avancé, prennent le nom de leur père ou de leur fils, et les femmes le nom de leurs filles ; exemple : Abou 'Abd Allâh ; Ibn Mohammed ; Omm Fâtimah. Ce nom d'emprunt s'appelle konyah. Certaines personnes ont, en outre, un surnom (laqab) tel que : Nour ad-dîn, c'est-à-dire : lumière de la religion, etc. Chez les Arabes, il existe des noms de famille (nisbah) qui se transmettent de père en fils. Ces noms de famille désignent, la plupart du temps, la tribu, le lieu d'origine de la famille, la profession des ancêtres, etc., par exemple : at-Tamîmî, al-Habchî, al-Harîrî (1).

Au nombre des devoirs imposés aux parents, le Prophète place l'obligation de leur raser la tête (2), surtout aux garçons, au plus tard dans leur deuxième année. On ne laisse sur le crâne que deux touffes de cheveux.

Les parents doivent aussi veiller à ce que les enfants subissent la circoncision (khitân) (3).

---

(1) V. T. E. Colebrooke : *On the proper names of the Mohammedans*, dans le *Journal of the R. A. S.* ; New Series, vol. XI, 2e partie, année 1879, p. 171 et suiv.

(2) Les Musulmans attachent une grande importance à cet usage. Les sectateurs de Châfi'î immolent à cette occasion : pour un garçon, deux brebis ou chèvres et pour une fille, une brebis ou chèvre. Ce sacrifice porte le nom de 'aqîqah. Un grand nombre de juristes prétendent que ce sacrifice doit avoir lieu le septième jour après la naissance de l'enfant. C'est aussi ce jour-là que l'enfant doit, suivant eux, avoir les cheveux coupés.

(3) Ce ne sont pas seulement les garçons que l'on soumet à la circoncision, mais aussi les filles. Pour celles-ci, l'opération reçoit le nom de khafdh, et non celui de khitân. Abou Hanîfah ne considère pas la circoncision des filles comme indispensable ; aussi voit-on beaucoup de pays hanafites où elle n'est pas pratiquée. Il convient encore de remarquer que

On croit généralement, en Europe, que les Musulmans subissent la circoncision à l'âge de 13 ans en souvenir d'Isma'îl, fils du patriarche Abraham (Ibrâhim). Cette croyance est erronée. Il est vrai que l'opération a lieu parfois très tard : dans certains pays à 5 ou 6 ans ; dans d'autres même à 15 ans seulement ; cela n'est nullement contraire à la loi. Mais il est préférable de la faire dès la première enfance. Les personnes qui embrassent l'Islâm à un âge plus avancé, doivent s'y soumettre également, quel que soit leur âge.

Il est à remarquer, cependant, que non seulement la circoncision n'est pas prescrite par le Coran, mais que le mot ne se rencontre même pas dans ce livre ; aussi est-il permis de croire que Mahomet ne voulait pas attribuer à la circoncision le caractère d'une consécration religieuse, analogue au baptême des Chrétiens, mais qu'il la considérait plutôt comme un antique usage des peuples sémitiques, uniquement basé sur des raisons d'hygiène.

Quoi qu'il en soit, aucun précepte de l'Islâm n'est observé d'une façon aussi générale et aussi ponctuelle. A part l'abstinence de vin et de viande de porc, c'est souvent le seul indice auquel, dans les régions lointaines et sauvages on reconnaisse les sectateurs de Mahomet.

La description des cérémonies en usage pour la circoncision dans les différents pays, appartient au domaine de l'ethnographie et non à celui du droit.

A QUI INCOMBENT L'ENTRETIEN ET L'ÉDUCATION DES ENFANTS ?

— L'entretien (nafaqah) et l'éducation (hidhânah) des enfants sont à la charge du père (1), bien que les filles jusqu'au mariage, et les garçons jusqu'à la circoncision, demeurent avec la mère et dans la partie de l'habitation réservée à celle-ci, c'est-à-dire dans le harîm. En cas de divorce, la mère (2), tant qu'elle ne se remarie pas, a le droit d'exiger que ses enfants en bas âge (tifl, pluriel atfâl) soient confiés à ses soins. Pour les garçons, le droit de la mère dure jusqu'au

---

la circoncision est toujours faite sur les garçons par un homme, et sur les filles par une femme.

(1) Leur entretien n'incombe à la mère qu'à défaut de père ou en cas d'indigence de celui-ci.

(2) A moins qu'elle ne soit insensée ou de mauvaise conduite. Les esclaves et les infidèles mariées à des Musulmans ne jouissent, dans aucun cas, de ce droit.

moment où ils peuvent accomplir, sans le secours d'autrui (1), les fonctions indispensables de la vie, et pour les filles, jusqu'à leur majorité. Passé cette époque, les enfants de l'un ou l'autre sexe doivent, d'après Abou Hanîfah, rester avec leur père, si celui-ci l'exige. Châfi'î prétend qu'ils peuvent eux-mêmes choisir, du père ou de la mère, celui avec lequel ils veulent vivre. Toutefois celui de leurs auteurs dont ils vivent séparés conserve la faculté de les voir chaque fois que bon lui semble. A défaut de mère, l'éducation, durant la première enfance, incombe aux plus proches parentes de l'enfant, de préférence à celles de la ligne maternelle.

La mère est obligée d'allaiter son enfant durant les jours qui suivent la naissance et même plus longtemps si elle ne peut se faire remplacer par une bonne nourrice. Quand la mère nourrit elle-même son enfant, le père doit lui donner la rémunération qui reviendrait à une nourrice (2).

La dissolution du mariage ne fait pas cesser, pour la mère, l'obligation d'allaiter l'enfant; mais alors le droit à l'entretien (nafaqah) subsiste pendant le temps qu'elle nourrit, comme si le mariage n'était pas dissous (3). Si la mère veut nourrir son enfant, le père ne peut pas le lui interdire, quand même elle exigerait la rémunération dont il est question plus haut.

DEVOIRS DES ENFANTS ENVERS LEURS PARENTS; ENTRETIEN. — Si c'est pour les parents (wâlid) une obligation de pourvoir à l'entretien des enfants, ceux-ci ont également le devoir de subvenir aux besoins de leurs père ou mère indigents (4). L'obligation n'existe pas seulement entre parents et enfants, mais entre tous les ascendants et descendants. L'on doit même, d'après Abou Hanîfah, entretenir tous ses parents indigents (de l'un et de l'autre sexe) du degré auquel le mariage est prohibé. Néanmoins, quant à ceux du sexe masculin, l'obligation n'existe qu'à l'égard des mineurs ou des hommes qui, pour un motif indépendant de leur volonté, sont hors

---

(1) Cet âge est fixé, par la plupart des juristes, à 7 ans.

(2) La durée habituelle de l'allaitement est, chez les Mahométans, de deux ans. Mais les parents peuvent sevrer l'enfant plus tôt. Coran : II, 233; XXXI, 13; LXV, 6.

(3) Coran : II, 233; LXV, 7.

(4) Coran : XXXI, 13; XLVI, 14. D'après Châfi'î, on doit même procurer à ses ascendants mâles, s'il est nécessaire, les moyens de se marier ou de vivre avec une esclave.

d'état de pourvoir à leur entretien par leur propre travail (1). L'entretien d'un parent du sexe masculin comprend, en outre, la nafaqah des personnes aux besoins desquelles celui-ci doit subvenir.

DEVOIRS MORAUX. — Les obligations morales des enfants envers leurs parents se résument en deux principales : respect (hormah) et obéissance (tâ'ah) (2).

(A suivre).

---

(1) Coran : XVI, 92; XXX, 37. Par indigents, on doit entendre en cette matière les personnes qui ne possèdent pas l'avoir minimum (niçâb) imposable à titre de zakâh.

(2) Coran : II, 77 ; IV, 1 ; VI, 152; XVII, 24, 25 ; XXIX, 7 ; XXXI, 13, 14. L'obéissance aux parents ne doit pas cependant être poussée jusqu'à l'accomplissement d'une mauvaise action qu'ils auraient ordonnée.

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPES DE COLONISATION ET DE LÉGISLATION COLONIALE, par Arthur GIRAULT, chargé du cours de législation coloniale à la Faculté de droit de Poitiers (Larose, éditeur, Paris, 1895).

L'introduction dans l'enseignement des Facultés de droit de la législation coloniale, sous la forme d'un cours semestriel à option, rendait nécessaire un manuel dans le genre de celui que M. Arthur Girault vient de publier. Il est impossible en effet, dans le cours d'un semestre, d'exposer l'ensemble de la législation coloniale, à plus forte raison de faire une étude détaillée des divers modes de colonisation. Les professeurs, chargés du nouveau cours, seront donc obligés de se restreindre et de n'étudier chaque année qu'une question très délimitée. Tout autre procédé rendrait vain leur enseignement. Mais celui-ci, ainsi spécialisé, n'aura, d'autre part, une portée véritable que si les auditeurs ont une certaine connaissance de l'ensemble des questions coloniales. C'est là qu'intervient avec avantage le manuel. Sa lecture préparera à l'enseignement oral. Il ne formera pas double emploi avec ce dernier, mais il le rendra plus facile à saisir et plus profitable. Les étudiants et le public en général ne comprennent pas assez tout ce qu'on peut tirer d'une combinaison heureuse du livre et du cours. On a une trop grande tendance à demander au cours un exposé clair, mais facile, des principes et des choses élémentaires; tandis que c'est de lui qu'on devrait attendre les idées neuves et originales, quitte à chercher dans les livres la trame simple du sujet.

Ce n'est pas à dire que l'ouvrage de M. Girault soit un manuel vulgaire destiné à faciliter la préparation hâtive d'un examen, loin de là. Non seulement il est bien conçu, bien ordonné et très complet, mais encore il est plein d'ingénieux aperçus qu'il m'est impossible de relever dans un compte rendu aussi rapide, mais qui n'échapperont point au lecteur avisé. La pensée quelquefois n'y manque pas de hardiesse, bien que j'eusse aimé qu'elle en eût à de certains moments davantage, par exemple, à propos de l'infériorité ethnique des races conquises par les nations européennes. Il est certain, quoi qu'en puissent dire des écrivains prétendus humanitaires, qu'il existe des races supérieures et des races inférieures. Peut-être, aussi, M. Girault, après avoir démontré les éminentes vertus colonisatrices de la race française dans le passé, eût-il pu indiquer les causes de leur disparition relative à l'époque actuelle par les modifications apportées à la constitution de la famille et à la cérébralité du peuple français

par les idées révolutionnaires. Je dois, du reste, constater que l'auteur a fait tous ses efforts pour échapper à la sorte de fascination que ces idées exercent sur la masse des publicistes depuis un siècle ; il s'est également affranchi des concepts *a priori* et de la méthode antiscientifique des économistes de l'école classique, bien que les noms des chefs de cette école et des citations de leurs ouvrages se rencontrent fréquemment sous sa plume. J'aurais bien d'autres remarques de ce genre à indiquer ; car c'est le grand mérite du livre de susciter à chaque page les réflexions du lecteur. Et ce n'est pas un éloge à dédaigner que celui qui consiste à dire d'un livre qu'il est suggestif même d'idées qu'il n'a pas exprimées, de notions qu'il n'a qu'indiquées.

Après une introduction consacrée à la théorie générale de la colonisation et de la législation coloniale, M. Girault a écrit dans une première partie, une rapide histoire de la colonisation française, soit aux temps de l'ancienne monarchie, soit au XIX^e^ siècle. La deuxième partie qui a pour titre : *Les Colonies françaises depuis 1815*, a pour but de montrer la lente reconstitution de notre empire colonial, et l'organisation actuelle de nos colonies des divers mondes. Les chapitres en sont consacrés aux habitants, au législateur colonial, au gouvernement et à l'administration des colonies, à l'organisation judiciaire, aux libertés locales et à la représentation des colonies, aux régimes financier et commercial, au régime des terres et au Crédit. Enfin le volume se clôt par un dernier chapitre sur la colonisation pénitentiaire. C'est dire qu'il est impossible de donner une analyse même très brève de cet excellent ouvrage. Certes j'eusse aimé discuter avec son auteur plusieurs des opinions qu'il émet au cours de ses explications. Mais je n'en ai point ici l'espace. Aussi bien faudrait-il y consacrer un autre ouvrage, car je le répète, ces *Principes de colonisation et de législation coloniale*, sont copieux d'idées et en font naître encore plus. Un dernier mot. Je m'explique très bien que M. Girault ne se soit pas occupé des pays de protectorat dont l'étude rentre dans celle du Droit international public ; mais je m'explique moins son silence absolu sur l'Algérie sous ce prétexte — un peu trop administratif — que l'Algérie est rattachée au ministère de l'intérieur. Néanmoins son livre sera lu avec profit même en ce dernier pays.

J. DECLAREUIL.

Le Homestead et la question de la Propriété foncière

EN ALGÉRIE

—

Depuis une dizaine d'années, l'Algérie est plongée dans une crise dont on ne peut prévoir la fin. La propriété foncière subit de notables dépréciations; les transactions ne se font plus, ou elles se font mal. Cet état de choses préoccupe, à juste titre, tous ceux qui s'intéressent au sort de notre colonie : la crise dont souffre l'Algérie, pays agricole, vient de la terre. Aussi, la question de la propriété foncière est-elle à l'ordre du jour; chacun reconnaît que le mécanisme de la loi de 1873 doit disparaître : le Sénat est saisi du remarquable projet de M. Franck-Chauveau, membre de la Commission des XVIII, introduisant en Algérie un système mixte, emprunté à l'Act Torrens et au régime de l'immatriculation en Tunisie. Ce projet a déjà donné lieu à une analyse, faite avec une haute compétence, par l'un des magistrats les plus autorisés de notre Cour (1).

De ce projet, nous ne voulons retenir que l'une des réformes, la plus hardie certainement, la plus grosse en conséquences imprévues, celle des bons ou cédules hypothécaires, transmissibles par voie d'endossement nominatif ou à ordre (2). C'est la mobilisation du crédit immobilier, c'est la facilité des

---

(1) V. les études de M. Eyssautier sur la réforme de la loi de 1873, l'Act Torrens et le projet Franck-Chauveau dans la *Rev. Alg.* 1893. 1. 61. 108 et 149.

(2) L'innovation est empruntée aux lois hypothécaires prussiennes de 1872 et à la législation de la ville de Brême; l'idée n'est pas nouvelle dans notre législation; le décret du 9 messidor an III avait déjà tenté cette mobilisation du crédit foncier. — V. sur ces questions: J. Challamel. *De la cession des créances hypothécaires en droit français. Étude sur les cédules hypothécaires* (*Handfesten. Bons fonciers*), *1878.*

transactions foncières poussée à sa dernière limite ; du reste, elle ne se comprend que dans un système qui, comme celui de l'Act Torrens, est basé essentiellement sur la tenue des livres fonciers et sur la constitution exacte du cadastre. Nous disons que la réforme est grosse de conséquences ; elle engage, en effet, l'avenir de notre colonie. Faut-il donner cette facilité si grande d'hypothéquer aux colons algériens, déjà trop portés à user et à abuser de l'hypothèque (la force des choses les y oblige malheureusement) ; faut-il l'admettre dans un pays où la dette hypothécaire est déjà si lourde ?

C'est en face de cette institution nouvelle que nous voudrions placer une autre institution, empruntée non plus à l'Australie, comme l'Act Torrens, mais à l'Amérique, pays neuf et démocratique par excellence. Cette institution est à l'ordre du jour en France ; elle vient de faire l'objet de nombreux et remarquables travaux ; il nous semble qu'on ne se préoccupe pas assez d'elle en Algérie, et c'est pourtant là qu'elle pourrait se greffer avec le plus de succès sur le régime de l'immatriculation préconisé par M. Franck-Chauveau : nous voulons parler du *homestead*.

Certes, nous ne disons pas que le *homestead* serait le remède qui viendrait rendre *ipso facto* à l'Algérie la force et la vigueur qu'elle semble avoir perdues depuis quelque temps ; que son introduction s'impose donc absolument en Algérie : nous ne sommes pas assez compétents, pas assez autorisés pour proposer pareille réforme. Mais nous nous estimerons heureux, si nous pouvons faire connaître la nature et le caractère exacts de cette institution *sui generis*, la forme sous laquelle on a voulu l'introduire en France, les objections que cet essai a soulevées, et démontrer par là que son étude serait utile pour la réforme de la propriété foncière en Algérie.

Nous étudierons donc, en premier lieu, le *homestead*, tel qu'il fonctionne aux États-Unis ; nous examinerons ensuite sous quelle forme on veut implanter en France cette institution exotique ; nous présenterons enfin les objections que cette tentative a rencontrées (1).

---

(1) Voici les principaux ouvrages qui ont été écrits sur cette matière, en France : — Corniquet, *L'Insaisissabilité du foyer de famille aux États-Unis ; Étude sur le homestead :* (thèse 1894). — Corniquet, le *Homestead*, 1895. — Bureau, le *Homestead*, 1895 ; ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. — Jolivot, *Bull. de la soc. de législ. comparée*, 1878, t. VI, p. 27. — C'est à la thèse très documentée de M. Corniquet que nous avons emprunté nos renseignements sur le *homestead*.

I

Avant que d'essayer de définir le *homestead*, il nous faut bien préciser notre sujet. Il y a en effet, en Amérique, deux genres de *homestead :* celui du domaine public et celui du domaine privé.

Le *homestead* du domaine public est un procédé de mise en valeur des terres du domaine public. C'est en 1862 qu'une loi fédérale établit cette institution, d'après laquelle tout citoyen américain majeur a le droit d'occuper gratuitement une certaine étendue sur le territoire public : cette étendue varie entre 160 et 80 acres. C'est un mode de colonisation rappelant les procédés de délimitation des *agrimensores* romains, et présentant aussi certaines analogies avec le système des concessions inauguré en Algérie par le décret du 30 septembre 1878. La concession est inaliénable pendant cinq ans entre les mains du possesseur. — Nous ne nous occuperons pas de cette forme première du *homestead*, ne voulant parler ici que de la propriété individuelle; nous étudierons seulement le *homestead* du domaine privé.

Tout d'abord, qu'est-ce que le *homestead?* — Le *homestead* existe aux États-Unis, surtout dans les régions du Far-West et du Texas, là où se rencontraient d'immenses étendues de terrains en friche. Ces terrains, on voulait qu'ils fussent défrichés, mis en rapport ; mais pour cela des bras étaient nécessaires. Il fallait donc attirer les pionniers, et surtout essayer de les attacher sur cette terre inculte. Or, ces pionniers n'avaient ordinairement pour toute fortune que quelques instruments et beaucoup de bonne volonté. C'était insuffisant pour leur permettre d'attendre jusqu'à la première récolte. Ils devaient fatalement emprunter. Mais que cette première récolte vînt à manquer! Le fermier ne pouvant payer son créancier, va être exproprié au plus grand détriment, et de la terre, qui subira une dépréciation dans une vente judiciaire, et de la famille, qui se trouvera ruinée et ira grossir l'armée des vagabonds, et enfin du prêteur lui-même, qui ne rentrera pas dans sa créance. Il y avait donc un danger social : il fallait l'éviter. C'est pour cela que la loi américaine a voulu donner à la femme et aux enfants du colon un asile inviolable, en les

garantissant contre les malheurs, contre les fautes du chef de famille. On sait combien le *home* (1) est chose sainte pour l'Américain ; il est l'asile inviolable. C'est de cette idée qu'est sorti le *homestead*. Il implique essentiellement l'idée d'un bien exempt de saisie. C'est le foyer, c'est l'habitation que l'homme doit toujours retrouver, qui doit le sauver, lui et sa famille, de la ruine. C'est la terre ou la maison où réside réellement la famille : cette terre ou cette maison est insaisissable. Le *homestead* constitue donc l'insaisissabilité du foyer domestique. C'est le manoir de famille insaisissable (2) ; c'est le refuge auquel la loi interdit de toucher ; c'est l'*ultimum subsidium* qu'elle réserve au malheureux, et qui lui permettra de reconstituer son patrimoine disparu. Ce n'est donc pas la protection de la richesse, comme dans notre régime dotal ; c'est la protection de la pauvreté que la loi américaine, loi essentiellement démocratique, a voulu assurer.

L'institution du *homestead* n'est pas une institution fédérale ; elle est consacrée par les constitutions spéciales de chaque État. Il existe dans le mode de réglementation particulier à chacun d'eux des différences assez grandes. Cependant, on peut dire que, d'une façon générale, six conditions sont requises pour l'établissement du *homestead :*

1° En premier lieu, il faut être chef de famille ou plutôt *tête de famille*. Cette condition demande à être bien comprise. Il faut, disons-nous, être tête de famille : cela n'implique nullement l'idée de mariage et de paternité, ne fait allusion ni au sexe de la partie, ni à la qualité de femme mariée ou autre. Est chef de famille celui qui a avec lui des personnes vivant sous le même toit ; « c'est celui qui a à sa charge et sous sa dépendance certaines personnes envers lesquelles il est tenu légalement du droit d'assistance (3). » C'est l'idée du *pater-familias* romain.

2° Il faut, en second lieu, l'existence d'un *home*. C'est la condition *sine qua non* du *homestead ;* son nom lui-même l'indique. Le *home* est la maison d'habitation possédée par le chef de famille et par les siens ; cela comprend la maison et toutes ses dépendances ; en un mot, tout ce qui doit concourir à l'entretien et à la subsistance de la famille. Le *home* doit former un tout compact.

---

(1) *Home* en anglais signifie la résidence, l'habitation, opposé à *settlement*, qui est le domicile légal.

(2) Corniquet, *op. cit.*

(3) Corniquet, *op. cit.*

3° Le chef de famille doit être citoyen américain.

4° Il doit avoir un titre à la possession de la maison et des terres. Les constitutions n'exigent pas un droit ; il suffit d'un titre quelconque : une simple possession permet d'invoquer le *homestead*, et elle est bonne contre tous ceux qui n'ont pas de titre meilleur.

5° et 6° Enfin, et nous réunissons ici les deux dernières conditions, car elles sont étroitement liées, le chef de famille doit occuper effectivement la maison et les terres, et avoir l'intention d'y fixer sa résidence. Il doit avoir, pour parler comme les jurisconsultes romains, le *corpus* et l'*animus*. Ces conditions doivent être remplies personnellement par le père de famille. Il ne faut pas, du reste, que l'occupation soit provisoire; une certaine fixité est exigée. Mais une absence temporaire peut se concevoir. Ces deux conditions sont exclusives, en ce sens qu'elles ne permettent d'avoir qu'un *homestead*. C'est un axiome reconnu par tous les États qu'on ne saurait avoir deux *homestead*.

Le *homestead* existe-il de plein droit? Doit-il, au contraire, être demandé et être subordonné à l'existence de certaines formalités? — Sur cette importante question, les constitutions des États-Unis se partagent en deux camps, selon qu'elles voient avec plus ou moins de faveur cette institution. Pour les unes, le *homestead* existe de plein droit dès que les six conditions que nous venons d'énumérer se trouvent réunies : c'est le système du *homestead* légal. Pour celles, au contraire, qui éprouvent quelque répugnance pour le *homestead,* elles exigent certaines formalités en vue de son établissement. Ces formalités peuvent se réduire à trois : 1° *sélection,* c'est-à-dire individualisation de la terre; 2° déclaration estimative de la valeur de la terre; 3° *recording,* enregistrement de la déclaration.

C'est surtout par son caractère, que le *homestead* est une institution vraiment originale, propre à dérouter quelque peu à première vue nos idées juridiques. On éprouve une certaine tendance à se le représenter comme un droit réel, une sorte d'*hypothèque légale de la famille*, assise sur l'immeuble du chef du père de famille. Il n'en est rien ; le *homestead* n'est pas un droit réel ; c'est un droit *personnel* et *viager*. « Le seul » effet de l'établissement du *homestead*, dit M. Corniquet, est » de frapper d'insaisissabilité, de mettre hors d'atteinte des » créanciers les immeubles qu'il couvre. Il n'y a pas immobi-

» lisation du bien aux mains du chef de famille ; sa liberté, » son pouvoir de disposition restent pleins et entiers ; le » titre, la nature et le mode d'exercice de la propriété ne sont » pas altérés ».

Homestead veut dire insaisissabilité, mais non inaliénabilité. On a voulu protéger la famille contre un malheur possible ; on n'a pas voulu paralyser la propriété dans les mains du possesseur. Il peut l'hypothéquer, la grever de droits réels, la vendre (sous certaines conditions), mais les créanciers ne peuvent la saisir. Ce n'est pas l'insaisissabilité de la dot, telle qu'elle existe chez nous. L'insaisissabilité du *homestead* a un caractère tout relatif ; l'obligation contractée par le chef de famille conserve son plein et entier effet, les moyens d'action du créancier sont seulement paralysés. La constitution du *homestead* est quelque chose de semblable à ce qu'est, chez nous, l'achat de rentes sur l'État français.

Le *homestead* a un caractère personnel. C'est un droit attaché exclusivement à la personne, qui ne peut faire l'objet d'aucune cession.

Le *homestead* a un caractère viager. Ceci n'est qu'une conséquence de sa première caractéristique, le caractère personnel. Ce n'est pas à dire que le *homestead* doive disparaître avec le bénéficiaire ; sa durée ne se mesure pas sur la vie de celui-ci, mais sur la vie de la famille. Une fois la famille disparue, le bien retombe sous le régime du droit commun, il redevient le gage des créanciers. Plus d'entraves pour eux ; leur droit de saisie peut s'exercer librement sur l'immeuble de leur débiteur. Du moment que la famille n'existe plus, la protection légale n'a plus sa raison d'être. « *Morte la famille, mort* » *le privilège* ».

A raison justement du privilège exorbitant que procure le *homestead*, il importe de ne pas l'étendre au delà de ses limites, de ne pas l'appliquer à d'autres personnes qu'aux bénéficiaires que la loi reconnaît. Quels sont donc ces bénéficiaires ? Ce sont tous ceux qui font partie de la famille, prise au sens restreint et strict du mot : d'abord, le chef de famille, c'est-à-dire le père, le mari ou la mère ; ensuite, quand le chef de famille a disparu, la veuve et les enfants mineurs ; enfin, quand la mère a disparu, les enfants mineurs jusqu'à leur majorité.

Toujours pour la même raison, il importe également que le *homestead* soit limité aux biens strictement nécessaires pour empêcher la famille de tomber dans la misère ; deux intérêts, également respectables, sont en présence : celui de la famille et celui des créanciers. Il faut faire à chacun d'eux une part équitable. Or, c'est ici précisément que se manifeste la plus grande diversité entre les États. Selon qu'un État voit avec faveur ou avec défaveur l'institution du *homestead*, il étend ou restreint l'assiette du privilège. On peut du reste, pour fixer sa base, l'envisager sous deux aspects différents : on peut considérer, ou l'étendue du bien, ou la valeur du bien. Dans les États qui prennent le premier criterium, le *homestead* varie entre 40 à 240 acres (1) ; dans ceux au contraire, qui prennent le second, le *homestead* peut frapper des biens dont la valeur varie de 100 à 5,000 dollars (25,000 fr.) Mentionnons que, dans la plupart des États, le *homestead* est considéré comme établi dans un intérêt d'ordre public ; d'où cette conséquence, que le chef de famille ne peut pas renoncer valablement au bénéfice de cette institution.

.

Nous arrivons au point délicat de cette étude : quel est exactement l'effet de la constitution du *homestead* à l'égard des tiers ? Le *homestead* est un privilège uniquement d'*insaisissabilité ;* c'est l'exemption de la vente forcée au paiement des dettes contractées par le propriétaire du bien. Donc, aucune idée d'inaliénabilité : le *homestead* ne protège pas le propriétaire contre lui-même, comme fait chez nous pour la femme le régime dotal ; il le protège seulement contre son créancier. Il ne faut même pas voir dans le *homestead* comme l'extension de certaines règles d'insaisissabilité, telles que celles déposées par l'art. 592 C. pro. civ. Non, c'est tout autre chose ! L'institution ne tend pas directement, essentiellement, à protéger le débiteur insolvable ; elle veut assurer au fermier, au pionnier, qui a été obligé d'emprunter pour mettre en rapport les terres incultes du War-Est, elle veut assurer un minimum qu'il sera toujours certain de retrouver. Ce n'est pas une protection personnelle du débiteur ; la considération de la famille est dominante.

Aussi, la loi fait-elle fléchir le principe de l'insaisissabilité, lorsque des intérêts tout aussi respectables que celui de la famille se trouvent en conflit avec celui-ci. Il est certain tout

---

(1) L'acre vaut 40 ares 46 centiares.

d'abord que les droits acquis antérieurement à la constitution du *homestead* seront respectés. En outre, la loi croit devoir déroger au principe de l'insaisissabilité dans les cas suivants : 1° Le privilège ne peut pas être invoqué contre le vendeur du bien érigé en *homestead*, lorsqu'il réclame à son acheteur le prix de la vente. — 2° On peut poursuivre sur l'immeuble le paiement des impôts dus à raison des biens soumis au régime du *homestead*. — 3° Une troisième exemption est relative à la créance de l'ouvrier, qui a fait des travaux sur le fonds ou du journalier qui a été employé à la culture des terres.

Enfin, certains États admettent (et ceci répond à la plus grave critique adressée à l'institution), qu'au cas où la constitution du *homestead* est faite pour frustrer les créanciers, l'exception d'insaisissabilité ne peut pas être opposée à leurs poursuites. Mentionnons du reste un axiome qui existe dans quelques États : « Pas de dettes, pas de *homestead*. »

En général, les constitutions des États ne reconnaissent à la femme mariée aucun droit au *homestead* ; mais elles lui permettent de s'opposer, durant le mariage, à l'aliénation du bien ; son concours est donc indispensable au mari pour cette aliénation.

Le *homestead* a été créé, avons-nous dit, pour protéger la famille. Il est fondé sur une considération d'ordre public, dans un but de faveur, de protection pour la famille. Son extinction peut donc causer la ruine de celle-ci ; aussi comprend-on qu'on ait cherché à restreindre le plus possible la perte du *homestead*. En cas de doute, on n'hésite pas à le maintenir.

Les causes d'extinction se ramènent à huit. Ce nombre peut surprendre ; nous verrons qu'il n'y a pas antinomie cependant entre cette quantité de causes d'extinction et le principe de faveur que nous indiquions plus haut. Dans toutes ces causes en effet, il y a extinction du *homestead* parce que, en fait, le *homestead* est devenu inutile et que sa conservation serait plutôt nuisible que profitable au bon fonctionnement des institutions sociales.

Ces causes sont : 1° Abandon de la maison et des terres. Toutes les fois qu'un nouveau *homestead* est acquis, l'ancien disparaît. Mais on exige, toujours en vertu du même principe de faveur, un ensemble de faits ne laissant aucun doute sur l'intention du chef de famille ; il faut une absence prolongée, une non-occupation permanente des terres.

2° Acquisition d'un nouveau *homestead*. On ne saurait avoir deux *homestead* à la fois.

3° Aliénation du bien soumis au *homestead*. Nous savons que le bien, pour être insaisissable, n'en est pas moins aliénable.

4° Obligation de transférer la propriété du *homestead*.

5° Renonciation au *homestead*. Il faut une renonciation formelle, expresse, car elle ne se présume pas.

6° Prononcé du divorce.

7° Mort naturelle du *homestead* : elle se produit quand il ne reste plus personne pour l'invoquer.

8° Enfin, certains États admettent une huitième cause d'extinction : c'est la concession du *mortgage* (hypothèque), que le chef de famille peut consentir seul, ou, s'il est marié, avec le consentement de sa femme. Il y a, dans l'admission de cette dernière cause d'extinction, un défaut d'harmonie dans la loi : c'est rendre le privilège d'insaisissabilité pour ainsi dire illusoire.

II

Telle est cette institution assez étrange du *homestead*, bien faite pour choquer nos idées juridiques, habituées à toujours joindre l'insaisissabilité à l'inaliénabilité. Cependant, dès qu'elle fut connue en France, un vif mouvement se produisit en sa faveur. On proclama bien haut ses bienfaits ; on fit remarquer quelle vigoureuse impulsion serait donnée à l'initiative individuelle par cette institution : Le colon, disait-on, n'hésitera pas à engager des capitaux dans les travaux de la terre, s'il a la certitude, en cas d'insuccès, de pouvoir sauver du naufrage une partie de ses biens. Par là, on l'attachera à la terre ; par là, on détournera cette émigration continue de la campagne vers la ville, émigration dont tous les économistes se plaisent à signaler les dangers ; par là, on supprimera du même coup une nuée de vagabonds et de malheureux. On insistait, et on indiquait certaines institutions qui présentent en France des analogies avec le *homestead* américain : — insaisissabilité des rentes sur l'État ; — responsabilité limitée à l'apport dans les sociétés commerciales ; — insaisissabilité des traitements et pensions ; — système des art. 581

et 592 C. pr. civ. ; — régime dotal ; — clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité insérées dans les donations et les testaments. Beaucoup réclamèrent donc l'introduction du *homestead* en France.

Mais il ne pouvait être question évidemment d'admettre le *homestead* tel qu'il existe aux États-Unis, avec ce caractère à part, *sui generis*, que nous avons essayé de dégager. On écarta un peu l'idée maîtresse de l'institution, la protection de la famille, et on y vit surtout un moyen destiné à protéger le débiteur malheureux, mais honnête ; en un mot, on conçut le *homestead* en France comme une extension des règles d'insaisissabilité des art. 581 et 592 C. pr. civ. ; cela devint « l'insaisissabilité de la petite propriété foncière ». Cette transformation ne doit pas du reste nous étonner : ce n'est qu'une adaptation, adaptation forcée, à notre milieu.

Le 16 juin 1894, M. Leveillé, député de la Seine, déposait sur le bureau de la Chambre une propositon de loi relative « à l'insaisissabilité de la petite propriété foncière ». Quelques jours plus tard, le 18 juillet 1894, M. l'abbé Lemire, député du Nord, présentait une proposition ayant également le même objet.

Deux systèmes s'offraient aux auteurs des propositions : le *homestead* serait-il légal ? serait-il conventionnel ? Les deux systèmes, nous l'avons vu, coexistent aux États-Unis. Dans le premier, système du *homestead* légal, le seul fait de résidence sur la terre suffit pour imprimer au bien le caractère d'insaisissabilité ; dans le second, il faut remplir certaines conditions pour pouvoir invoquer le système de l'exemption. MM. Leveillé et Lemire se sont rangés l'un et l'autre au système du *homestead* conventionnel, qui offre certainement le moins de prise à la fraude, car les formalités auxquelles on est obligé de recourir préviennent les tiers de la nature de l'immeuble. M. Leveillé exige une déclaration à la mairie du lieu où se trouve situé l'immeuble, déclaration qui doit être faite sur une formule *ad hoc* et dressée en trois exemplaires : un pour le fondateur, l'autre devant rester à la mairie, le troisième destiné au conservateur des hypothèques du bureau de l'arrondissement. M. Lemire exige une publicité plus grande : la déclaration est également faite à la mairie ; on y joint certains actes destinés à indiquer la situation juridique de l'immeuble ; elle est enregistrée, transcrite et portée à la connaissance des tiers par la voie des journaux.

Quelle sera l'étendue du *homestead* ; faut-il fixer sa limite en valeur ou en contenance ? Quelle sera cette valeur, cette

contenance ? Là est le point délicat de l'institution, celui sur lequel les attaques seront toujours faciles. Peut-être serait-il bon de ne pas poser ici un principe absolu, qui sera toujours arbitraire : la détermination de la valeur du *homestead* est une question essentiellement relative, qui variera nécessairement avec les régions. Quoi qu'il en soit, les deux propositions adoptent la fixation en valeur. D'après M. Leveillé, ce bien ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser une valeur de 10,000 fr. pour l'immeuble construit, et une valeur de 2,000 fr. pour les meubles et outils professionnels. Selon M. Lemire, la valeur du *homestead* ne saurait dépasser 8,000 fr.

Quant aux effets du *homestead*, M. Leveillé dit : « Le bien ne peut plus être saisi, ni quant au capital, ni quant aux fruits, pour les créances futures. Il ne peut être saisi que dans certaines hypothèses et par certaines personnes que la loi voit d'un œil très favorable : par le vendeur du terrain ou des matériaux ; par les ouvriers qui ont concouru à l'amélioration du fonds ; pour acquittement des impôts ; au cas de délits ou de quasi-délits commis par le propriétaire. Le fondateur doit occuper le fonds et l'exploiter. Il ne peut renoncer au bénéfice du *homestead* ; mais il peut aliéner son bien ; s'il est marié, il ne le peut qu'avec l'autorisation de sa femme, donnée en chambre du conseil ; s'il a des enfants mineurs, avec l'autorisation de la justice. En tous cas, il ne peut jamais l'hypothéquer ou le vendre à réméré. »

M. Lemire déclare également l'immeuble insaisissable pour les créanciers futurs ; il ne peut être saisi que par ceux dont la créance a date certaine et antérieure à l'établissement du *homestead* ; aucune hypothèque légale ou judiciaire ne peut frapper l'immeuble. L'aliénation n'est permise au propriétaire que sous certaines conditions, quand il a une femme et des enfants mineurs ; enfin l'immeuble ne peut pas être partagé jusqu'à la majorité des enfants. Poussant l'idée de protection à donner au bénéficiaire jusqu'à sa dernière limite, M. l'abbé Lemire exempte l'immeuble de l'impôt direct.

III

Dès le lendemain du dépôt de ces deux propositions, les objections affluèrent de toutes parts contre l'introduction en France du *homestead*.

On dit tout d'abord (1), que ce serait là une résurrection du droit d'aînesse, une restitution partielle du régime féodal. A cet argument d'ordre juridique, on répondit très bien, selon nous, en faisant remarquer que le *homestead* n'était que l'extension naturelle et logique de l'art. 592 C. pr. civ., et qu'il ne touchait en rien à la loi des successions; qu'il ne rappelait pas non plus les majorats, puisque les biens n'étaient pas frappés d'inaliénabilité, le seul privilège accordé par la loi au *homestead* n'étant que l'insaisissabilité.

Mais des objections plus sérieuses furent faites, et celles-là visaient l'institution du *homestead* en elle-même, abstraction faite du pays où elle peut être appliquée. On énuméra toutes les fraudes que cette institution peut encourager. Le résultat de ces fraudes amènera, dit-on, la ruine du crédit foncier, le développement exagéré du crédit mobilier; l'institution se retournera contre elle-même et, au lieu du bien qu'on attend d'elle, elle ne fera que du mal. Les partisans du *homestead* ripostèrent en énumérant tous les bienfaits que l'on est en droit d'attendre de l'institution. La controverse n'est pas près de cesser sur ce terrain.

Pour nous, le plus grand reproche que nous ferions à cet essai d'acclimatation en France du *homestead*, c'est qu'il est transporté dans une terre où il ne pourra pas vivre. Suivant M. Bureau, qui a étudié l'institution sur place, le *homestead* est fait pour des pays neufs et pour une population nouvelle. Il ne pourrait pas remédier dans notre vieille Europe à la crise agricole actuelle, « qui n'est pas une crise, mais une » transformation inéluctable, à laquelle l'insaisissabilité n'op» poserait qu'une barrière impuissante (2) ».

Mais cette dernière objection, serait-elle vraie aussi pour l'Algérie? S'opposerait-elle à l'introduction d'un régime semblable à celui du *homestead*, combiné, bien entendu, avec une législation foncière nouvelle, remaniée et adaptée aux exigences particulières de notre colonie? — Nous ne le pensons pas.

Comment en effet le *homestead* s'est-il introduit en Amérique? — « A la suite de la crise commerciale de 1837, dit » M. Levasseur, beaucoup d'Américains propriétaires, ruinés

---

(1) MM. Heurteau et Paul Leroy-Beaulieu (*Journ. des Débats*, nos des 21 et 25 juin 1894).

(2) Levasseur, *loc. cit.*

» par la saisie de leur ferme à un moment où la terre ne trou-
» vait acquéreur qu'à vil prix et restés débiteurs insolvables,
» avaient cherché un refuge au Texas et s'y étaient établis
» sur des terres inoccupées... C'est là qu'ils obtinrent la loi
» du 26 janvier 1839, qui donna à la terre ce caractère d'in-
» saisissabilité... En temps de crise, le *homestead* est un
» paratonnerre. Or, l'esprit d'entreprise et la hardiesse
» avec laquelle les capitaux sont lancés dans le courant
» des affaires, sont une cause fréquente de crises par-
» tielles et d'insuccès individuels en agriculture comme en
» industrie. Dans une crise générale, toutes les valeurs tom-
» bent très bas et la vente forcée ruine le débiteur sans satis-
» faire le créancier ; l'obstacle du *homestead*, dans ce cas,
» préserve l'un sans spolier l'autre, qui a plus de chances de
» rentrer dans ses fonds après la tourmente. »

Nous sommes, en Algérie, arrivés à ce temps de crise dont parle M. Levasseur. Nous y sommes arrivés, justement à cause de la hardiesse avec laquelle les colons lancent dans le courant des affaires leurs capitaux ; nous y sommes arrivés à cause de l'esprit d'entreprise de ces mêmes colons, qui, trop confiants en eux-mêmes, ne reculent devant aucun essai, dont le but le plus immédiat est leur ruine. De là, les insuccès individuels, les crises particlles. La valeur de la terre tombe de plus en plus bas et « la vente forcée ruine le débiteur sans satisfaire le créancier ». Cette dépréciation des terres, cette crise agricole cause dans toute la colonie le malaise général, dont chacun se plaint en ce moment.

L'Algérie traverse une période critique : on a semé, on attend la moisson, et celle-ci tarde à se montrer. Ceux qui ont fécondé la terre ne recueillent pas ses fruits. Le colon est chassé par son créancier ; l'expropriation forcée tue l'agriculture. La dette hypothécaire est lourde, très lourde (1). La situation est sombre ; elle est peut-être désespérée.

En présence de cette situation, il est donc permis de se demander quelles seraient les conséquences d'une réforme, qui, comme celle du projet de M. Franck-Chauveau, viendrait, pour ainsi dire, encourager encore le colon à augmenter sa dette hypothécaire, en lui donnant pour cela les facilités si grandes des cédules et des bons hypothécaires. On peut penser que les formalités de l'acte notarié arrêtent encore le colon, qu'elles arrêtent l'Arabe même (quoique celui-ci ne se plaise que dans

---

(1) V. le tableau saisissant, présenté par M. Louis Vignon, dans son livre si intéressant : *La France en Algérie* (chap. IX. *Les Institutions de Crédit*).

les études d'hommes d'affaires) ; mais qu'adviendra-t-il le jour où on pourra constituer hypothèque en délivrant à son créancier une simple cédule, transmissible par voie d'endossement nominatif *ou à ordre ?* — Sans doute, il est exact de dire, en théorie et en législation, que la terre doit circuler aussi facilement que circulent le billet de banque, le titre au porteur ; mais gardons-nous des conceptions théoriques : elles n'ont fait que trop de mal à l'Algérie, toutes les belles idées *a priori !* Nous croyons que l'institution du *homestead* serait quelque chose de mieux pour notre colonie, quant à l'instant. Nous sommes exactement dans la situation où se trouvait le Texas lorsque le *homestead* y fut créé : on l'a expérimenté, il a produit de bons résultats en Amérique : puisse notre travail persuader à tous ceux qui s'intéressent à notre belle colonie que la connaissance du *homestead* serait peut-être nécessaire pour la solution de la question de la propriété foncière algérienne !

Paul SUMIEN.

BIBLIOGRAPHIE

DROIT MUSULMAN. — DU STATUT PERSONNEL ET DES SUCCESSIONS, D'APRÈS LES DIFFÉRENTS RITES ET PLUS PARTICULIÈREMENT D'APRÈS LE RITE HANAFITE, par Eugène CLAVEL. — 2 vol. in-8°, Paris, 1895, Larose, éditeur.

—

En 1875, le gouvernement égyptien a fait imprimer le code *Du statut personnel et des successions d'après le rite hanafite*, donnant ainsi un texte officiel aux diverses juridictions devant lesquelles se débattent les questions de droit musulman relatives à ces délicates matières.

En pareil cas un texte ne peut suffire, et M. Clavel a pensé avec raison que son interprétation, la discussion des controverses auxquelles il donne lieu, l'exposé de la doctrine et de la jurisprudence, seraient chose utile.

M. Clavel ne s'est pas borné à commenter simplement le texte officiel de 1875. Il lui a semblé que, si, dans son ouvrage, la part la plus large devait être faite au rite hanafite suivi en Egypte, il ne devait pas cependant laisser de côté le rite malékite, presque exclusivement suivi en Algérie, en Tunisie, au Maroc et dans une partie du Soudan, pas plus que les rites chafé̈ite et hanbalite.

Pour la plus grande commodité des recherches, suivre la division par chapitres, sections et articles telle qu'elle se trouve dans le code de 1875, paraissait la méthode indiquée et rationnelle. Mais cette classification a semblé défectueuse à l'auteur, qui a cru devoir adopter un plan plus logique en groupant les dispositions relatives à une même matière, trop souvent éparses dans le texte officiel. On trouve d'ailleurs transcrit, à la fin de l'ouvrage, ce texte officiel tel qu'il a été publié, et les sommaires placés en tête des chapitres permettent de se reporter facilement au commentaire de chaque article.

Dans la seconde partie de son travail (celle relative aux successions), M. Clavel a classé les dispositions qui ont trait aux donations entre vifs et testamentaires, comme s'y rattachant plus particulièrement. Enfin, il a complété cette seconde partie par divers chapitres qu'on s'étonne de ne pas trouver dans le texte égyptien, notamment par les règles relatives au partage des successions et à ses effets, aux constitutions de habous, etc... En appendice, il publie les textes hanafites ayant trait à ces diverses matières.

Pour la doctrine, M. Clavel a eu recours tout d'abord aux livres sacrés, sources du droit musulman, au koran, à la loi de Moïse, aux anciennes coutumes, à la sounna, puis aux divers docteurs musulmans qui ont commenté ces textes, enfin aux jurisconsultes non musulmans qui ont traité ces matières. Parmi ces derniers, il a consulté surtout les auteurs algériens qui ont entrepris l'explication du droit musulman, en tenant compte, bien entendu, des différences que comporte sur certaines questions la divergence des rites.

Pour la jurisprudence, l'auteur a, comme il convenait de le faire, donné le pas aux décisions émanées des juridictions en Égypte, en choisissant dans les recueils, qui malheureusement ne remontent pas bien loin dans le passé, celles qui lui ont paru les plus intéressantes. Il a eu aussi recours fréquemment à la jurisprudence algérienne, en tenant compte, comme pour la doctrine, de la divergence des rites. Cette jurisprudence, émanée des cadis, des midjelès consultatifs, des tribunaux de première instance, de la Cour d'appel d'Alger et de la Cour de cassation, forme aujourd'hui un monument considérable.

L'ouvrage de M. Clavel est le fruit d'un travail consciencieux et éclairé, et tous ceux qui s'intéressent aux questions musulmanes lui seront reconnaissants d'avoir contribué pour sa part à faire connaître des lois et coutumes qui régissent des millions d'hommes.

LA CONDITION

DE LA

FEMME MUSULMANE

DANS L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE

PAR

ERNEST MERCIER

« Pour qu'une république soit
» bien ordonnée, les principales
» lois doivent être celles qui
» régissent le mariage. »
PLATON *(Lois, 4)*.

AVANT-PROPOS

Je me suis souvent demandé pourquoi ce qui se rapporte aux indigènes de l'Afrique septentrionale, ethnographie, histoire, géographie, climatologie, mœurs et coutumes, conditions économiques, état moral, etc., a toujours été si mal connu de nous, et comment il peut se faire qu'après un contact intime de plus de soixante années, les erreurs et les préjugés se soient conservés et se transmettent intacts.

Il serait oiseux, pour en expliquer les causes, de s'en prendre aux infirmités de l'esprit humain ou à certaines habitudes de race... Les philosophes et les moralistes ont tout dit *ex cathedra* à ce sujet. Bornons-nous à remarquer qu'avant notre occupation d'un pays, pourtant si peu éloigné, ces erreurs étaient excusables, mais qu'on comprend d'autant moins leur persistance que, dès les premiers jours de la conquête, nombre d'hommes intelligents ont voulu pénétrer les choses indigènes. Ils ont écrit et publié une quantité, véritablement effrayante, de travaux et d'études sur toutes ces questions, et cependant les préjugés sont demeurés intacts.

Reconnaissons aussi que nos indigènes ne sont pas facile-

ment pénétrables. Et puis, ils n'ont pas, comme nous, d'idées générales, se résumant dans des formules, — trop souvent trompeuses, — sur les questions économiques, politiques, sociales, et ne sont pas préparés à en parler à un point de vue abstrait. Partagés entre le désir de plaire à celui qui les questionne, s'ils croient devoir le ménager, et leur répugnance à dévoiler à un chrétien les conditions de leur vie intérieure ; cherchant toujours le but pratique qu'ils supposent caché sous l'interrogation, et voulant sauvegarder leurs intérêts, ils répondent au hasard de l'inspiration du moment. L'enquêteur s'empresse alors de consigner sur ses tablettes des dépositions sans valeur, dont le sens réel lui échappe souvent, mais qu'il s'empresse de faire cadrer avec ses idées préconçues et les traditions du milieu où il a été élevé.

En général, les nouveaux venus s'adressent aux plus déplorables sources et ont le grand tort de conclure trop vite. La manie de généraliser, conséquence de notre éducation, achève de les égarer. Et puis, tous ces comparses de la société musulmane, dont l'ignorance est le moindre défaut et entre les mains desquels ils tombent forcément, savent fort bien faire ce qu'on appelle « poser » les curieux.

Nos indigènes parlent plus ou moins l'arabe et portent un burnous; mais cette unité n'est qu'apparente à tous les points de vue et l'*Arabe* lui-même est ce qui manque le plus. Rien ne diffère, sous le rapport de l'état social, autant qu'un citadin et un bédouin; un Kabyle des montagnes et un Saharien; un artisan ou un marchand et un fonctionnaire de l'Administration.

Et puis, la première condition, pour pénétrer ces gens et comprendre leurs idées, serait d'entendre leur langage et d'avoir d'eux une pratique suffisante pour saisir, sous leurs réticences et leurs métaphores, ce qu'ils peuvent penser.

Telles sont les principales difficultés qui nous ont empêchés d'entrer dans cette société au milieu de laquelle nous vivons, et qui est demeurée fermée pour nous comme aux premiers jours. Il n'y a pas, quoi qu'on ait dit, hostilité réelle réciproque, mais impossibilité de se comprendre. Les relations de voisinage, les nécessités économiques rapprochent, à chaque instant, Français et indigènes, et lient des intérêts de toute sorte; mais aucune communication intime ne s'établit entre ces deux éléments, au point de vue moral : on ne se connaît guère et on se juge fort mal, de part et d'autre.

Parmi ces erreurs, il n'en est pas de plus complètes que les appréciations réciproques sur tout ce qui touche à la condition des femmes.

Lorsque les musulmans, avec leurs idées sur le rôle imposé par leurs traditions à la femme honnête devant vivre strictement chez elle, voient, dans un bal, les épouses des plus hauts fonctionnaires, la gorge et les bras découverts, passant aux mains de tous les hommes et tournant enlacées à eux, la tête penchée sur leur épaule, ils se demandent s'il n'existe réellement pas, — ainsi que certains d'entre eux l'affirment, — une étrange communauté chez les chrétiens, à l'égard de leurs femmes....

Lorsque les Français rencontrent dans la campagne une femme arabe, vieillie avant l'âge, ployant sous le faix d'un énorme fagot de bois et suivie d'un homme armé d'un gourdin; quand ils apprennent qu'une épouse honnête ne peut sortir du gynécée que pour aller, sous bonne escorte, au bain et qu'il lui est défendu de parler à aucun homme autre que ceux de la famille où elle vit, ils en concluent que la condition de la femme musulmane est la plus misérable qui existe.

Ils se rappellent alors, comme d'un fait acquis, incontestable, « que le mari achète sa femme ainsi qu'un animal; » que cette chose lui appartient et qu'il peut la torturer à son gré dans la prison où il la tient enfermée, sans que ses lamentations soient entendues des âmes sensibles....

Et il naît un nouveau livre, de nouveaux articles de revue, rééditant de vieilles déclamations sur le malheur de la « femme arabe, » et l'impardonnable tolérance du gouvernement français qui abrite sous son égide une tyrannie aussi odieuse....

Cependant, une objection devrait se présenter naturellement à l'esprit : comment se fait-il que ces victimes ne parviennent pas, de temps à autre, à échapper à leurs bourreaux et ne viennent pas réclamer la protection de nos magistrats? Comment celles que la mort ou le divorce débarrasse de leurs maris n'abandonnent-elles pas la vie odieuse à laquelle on les soumet pour adopter la condition des femmes françaises?

On aura beau dire qu'elles sont trop surveillées; que chacun, dans la société musulmane, concourt à maintenir leur esclavage, et autres objections spécieuses, rien ne prévaut contre les faits.

Et pourtant, en outre des femmes devenant libres d'elles-mêmes par les motifs indiqués ci-dessus, n'en voit-on pas, tous les jours, s'enfuir de la tente ou de la maison, les unes pour suivre leur amant ou rentrer chez leurs parents, les autres pour se présenter devant le cadi ou nos fonctionnaires, à l'effet d'obtenir la réparation de torts souvent réels, quelquefois imaginaires?

Mais aucune d'elles n'en profite pour renoncer aux misères et à l'abaissement des femmes musulmanes, afin de jouir de la liberté des Françaises. Elles n'y songent même pas et, si la proposition leur en était faite, elles la repousseraient avec une sorte d'horreur.

Que faut-il en conclure, sinon qu'elles ne se jugent pas aussi malheureuses que nous le pensons? C'est la simple logique.

On objectera peut-être qu'on a vu des esclaves préférer la servitude à la liberté. Si cela est vrai, il faut admettre qu'on s'est trouvé en présence d'exceptions, et que la servitude de ces esclaves volontaires ne devait pas être bien dure.

Mais, ici, la logique est d'accord avec la vérité. En effet, la condition de la femme musulmane, particulièrement en Algérie, et en tenant compte du milieu dans lequel elle vit, n'est, ni en droit, ni en fait, celle d'une misérable esclave. La loi islamique la protège avec le plus grand soin, et, si elle lui impose des devoirs, elle lui confère des droits précis, en certains cas excessifs. La plupart savent très bien s'en servir, et leurs maris apprennent ce qu'il en coûte, lorsqu'ils les foulent aux pieds.

Et maintenant que ces affirmations, que d'aucuns trouveront audacieuses, ont été produites, il s'agit d'en fournir la preuve. Je vais essayer de le faire, en théorie et en pratique; pour cela, je devrai prendre la question *ab ovo* et entrer dans des développements que je m'efforcerai de rendre le moins longs possible.

CHAPITRE Ier

La femme arabe avant l'Islamisme

I

Étudier la condition de la femme musulmane dans les pays soumis à la loi de Mahomet impose le devoir de se reporter à la situation de l'Arabie anté-islamique, afin de se

rendre compte des traditions en face desquelles le Prophète s'est trouvé et des modifications que sa réforme religieuse leur a imposées pour se répandre ensuite dans le monde musulman.

Au commencement de notre VII[e] siècle, époque de la jeunesse de Mahomet, l'état social de l'Arabie est assez confus. A côté de l'Arabe proprement dit, vivant dans des régions plus ou moins fertiles, et même dans de véritables déserts, de l'existence du cultivateur et de l'éleveur de troupeaux, demi-nomade, en même temps convoyeur de caravanes, commissionnaire et surtout pillard, guerrier et brigand, on trouve, dans les villes et les régions favorisées, le commerçant hardi, très civilisé, et le petit cultivateur.

Nul doute que les mœurs des uns et des autres, liés plus ou moins entre eux, par les intérêts économiques, n'eussent été bien différentes et que la Mekkoise, par exemple, n'eût joui d'une condition bien supérieure à celle de la bédouine des steppes.

A ces différences, résultant de la situation matérielle, se joignait la diversité des religions pratiquées par chaque groupe. On trouvait, en effet, un grand nombre de cultes en Arabie : des chrétiens monogames, dont la confession avait été adoptée même par certaines tribus de l'intérieur ; des juifs, cultivateurs et commerçants ; quelques païens ayant conservé les rites de l'époque de la domination romaine ; et surtout, dans les tribus arabes, des idolâtres, dont la religion, en quelque sorte nationale, se présentait sous des formes diverses. On sait du reste, qu'à cette époque, la Mekke était déjà la ville sainte de ce culte et que l'idole principale de chaque tribu y était conservée dans le temple primitif de la Kaaba, avec la *prière noire* que les *vrais croyants* se sont appropriée (1).

Tout en prenant aux chrétiens et aux juifs les traditions bibliques, Mahomet s'est séparé d'eux, catégoriquement, pour sa loi religieuse et ses tendances. Il paraît les avoir considérés comme une quantité négligeable, ou des étrangers dont les croyances n'avaient pas de racines profondes dans le pays, et s'est attaché, pour ainsi dire exclusivement, à réformer le culte national et à modifier l'état social des vrais Arabes, de ces bédouins de la tente au milieu desquels il avait passé son enfance.

Il faut donc nous restreindre à l'étude de la condition de la

(1) Caussin de Perceval, *Histoire des Arabes avant l'Islamisme*. 3 vol. pass.

femme arabe de l'intérieur avant l'islamisme et, tout d'abord, établir une distinction. Ces tribus bédouines se divisaient en nobles, c'est-à-dire d'origine ancienne, prétendant descendre de Kahtan et possédant une histoire traditionnelle, oralement transmise par ses bardes, et en peuplades d'origine plus récente, se rattachant à Adnan, insérées au milieu des autres et méprisées par elles, en dépit de leurs victoires (1). Dans les unes, comme dans les autres, une caste à part était formée par les affranchis et les esclaves.

Nous ne nous occuperons guère que des anciennes tribus arabes, comme représentant, autant que possible, la tradition locale dans sa plus grande pureté.

Les auteurs de tous les pays qui ont écrit sur ce sujet affirment que la condition de la femme arabe avant l'islamisme était des plus misérables, et cela paraît exact, à en juger par les faits suivants :

1° Le mariage manque absolument de règles fixes, c'est-à-dire que l'Arabe prend autant de femmes qu'il veut, s'unit à elles, même à titre temporaire, les répudie à son gré et les soumet à tous ses caprices. Devenues veuves, elles tombent, comme une chose, dans la succession du défunt, se voient dépouillées de ce qu'elles possèdent et sont entretenues par les héritiers, si elles se trouvent encore capables de rendre des services (2).

Ces faits sont tenus pour indiscutables, et cependant ils sont contredits par les remarques suivantes :

Les femmes ne pouvaient être contraintes au mariage si elles ne recevaient une dot qui était leur propriété.

Ainsi Perron, citant un passage du roman d'Antar, relate dans ses *Femmes arabes* (3), qu'elles s'écriaient, lorsqu'on prétendait les accorder sans dot à un mari : « *Mais un pareil mariage serait une infamie !* » Il en résulte qu'on ne disposait pas si arbitrairement d'elles. De plus, lorsqu'elles n'étaient pas soumises à la puissance paternelle, leur acceptation explicite du mariage était indispensable (4).

---

(1) Ibn-Khaldoun, *Histoire des Berbères*. T. I. p. 1 et 2. — Le même. *Prolégomènes*, pass.

(2) Caussin de Perceval, *Hist. des Arabes*. T. I, p. 257. T. II, p. 625. T. III, p. 337. — Dr Perron, *Femmes arabes*, p. 127. — Koran, sour. XLIII, v. 16.

(3) P. 54,

(4) *Femmes arabes*, p. 140 et s. 270.

Le droit de rompre le mariage appartenait aussi à la femme.

Caussin de Perceval, dans son *Histoire des Arabes*, le constate (1) et Perron le répète (2) : Le mari répudiait sa femme par une déclaration précise ; quant à celle-ci, elle profitait simplement de l'absence de l'époux pour ouvrir la partie de la tente à elle affectée du côté opposé à celui qui avait été adopté. A son retour, le mari, voyant cette modification, se convainquait que sa femme avait rompu leur union. Il n'entrait pas dans la tente, et les deux époux se trouvaient séparés.

Dans bien des cas, les veuves n'étaient pas traitées aussi rigoureusement qu'il a été dit plus haut.

Nous n'en voulons d'autre preuve que l'entrée de Mahomet au service de Khadidja, riche veuve et grande commerçante, laquelle, satisfaite des services, de la probité et peut-être de la figure du futur prophète, l'épousa, malgré la différence d'âge (3).

Les poètes citent, plus d'une fois, des femmes veuves ou divorcées absolument maîtresses d'elles-mêmes et de leur fortune, et qui soumettent durement à leurs caprices des guerriers de noble race et de grande puissance épris de leurs charmes.

2° L'Arabe n'est astreint à aucune obligation à l'égard de sa famille ; ses ascendants ne peuvent exiger de lui des aliments ; il n'en doit même pas à ses enfants. La naissance d'une fille est considérée par les pauvres comme une calamité et, pour supprimer une bouche inutile, ils enterrent vivants leurs jeunes enfants du sexe féminin qui viennent de naître (4).

Or, ils doivent entretenir leurs femmes et cette obligation, dont ils se sont débarrassés à l'égard de leurs parents les plus proches, existe au profit de l'épouse à laquelle ils sont tenus de fournir le nécessaire selon « leurs facultés et leurs moyens ».

Le dernier fait ne prouve qu'une chose : la pauvreté de gens qui, manquant du nécessaire pour eux et leur ménage, ne pouvaient admettre une nouvelle partie prenante à leur maigre pitance et supprimaient, comme non-valeur, une fille à sa naissance.

---

(1) T. I, p. 257 et T. II, p. 625.
(2) P. 127.
(3) Abou l'Feda, *Histoire du prophète Mohammed*, pass.
(4) Voir les auteurs indiqués précédemment.

Cette pratique, que Mahomet a énergiquement condamnée, était la conséquence d'une situation économique misérable. Mais il faut y voir une exception, non une règle générale ; sinon l'Arabie qui devait être un réservoir d'hommes destinés à envahir une grande partie de l'ancien monde, n'aurait pas tardé à se dépeupler.

II

L'exposé qui précède démontre que des faits considérés comme acquis sont plus ou moins atténués, sinon contredits par d'autres : mais il ne faudrait pas se hâter d'en conclure qu'ils sont inexacts.

Nous les tenons pour vrais à l'égard des tribus misérables de l'intérieur de l'Arabie, tandis qu'ils ne s'appliquent pas aux populations aisées de certaines régions et des villes, pour lesquelles nous avons établi des distinctions.

Il est incontestable que la condition de la femme arabe de la plupart des tribus pauvres des steppes était misérable, précaire, inférieure ; mais on doit reconnaître que celle des hommes de la même classe n'était ni sûre, ni opulente.

A mesure qu'on monte les degrés de l'échelle sociale, cet état change, la femme s'élève et son rôle devient souvent considérable.

L'époque anté-islamique est celle de la gloire de la femme arabe; elle forme le pivot des principaux actes de la nation : les guerres séculaires, les rivalités implacables, qui produiront encore leurs effets en Afrique et en Espagne (1), ont eu pour cause le rapt de quelque Hélène de la tente, la rupture d'un mariage arrêté, la mystification d'un mari.... Chacun prend fait et cause pour ou contre la fille de telle tribu, de telle famille.

C'est alors que la poésie arabe atteint son apogée. Les bardes célèbrent la beauté, la constance, les talents, la vertu de celle qui inspire leur muse. L'amour y est chanté sous tous ses aspects et se dépouille souvent de la violence et de la brutalité qui sembleraient devoir le caractériser dans ce milieu et à cette époque, pour s'élever au rang du sentiment le plus raffiné, et même le plus pur, comparable au platonisme des héros de la chevalerie.

---

(1) Particulièrement la haine des Kelbites et des Kaisites ; voir Dozy (*Histoire des musulmans d'Espagne*), t. I et II.

Le *Kitab el-Aghani,* ou « Livre des Chants » de l'Arabie, conservés par tradition orale et recueillis après Mahomet, nous en donne la confirmation. Ce sont les annales de la nation, son histoire traditionnelle se résumant en deux termes : la guerre et l'amour. Caussin de Perceval et le docteur Perron ont extrait de cette mine précieuse les documents qui composent le fond de leurs beaux ouvrages et nous ne pouvons qu'y renvoyer le lecteur.

Nous parlions plus haut d'amour pur. Où rencontrerait-on des amants plus nobles et plus désintéressés que les héros du roman d'*Antar ?* Cet homme au cœur si haut placé a eu le malheur de naître d'une esclave. Depuis sa plus tendre enfance, il aime sa voisine, la douce *Abla*, qui le paie de retour ; mais le père de celle-ci, tout en appréciant les vertus, le courage d'Antar, ne peut vaincre les préjugés de sa caste et refuse d'unir sa fille au fils d'une esclave. En vain Antar rend à cet homme inflexible les services les plus grands : il lui a fait le sacrifice de sa vie et le sauve de tous les périls, dévouement d'autant plus désintéressé qu'il sait que rien ne le fléchira. Ce noble Arabe donnera à son sauveur tout ce qu'il voudra, sauf sa fille ; mais Antar, ce parangon de la chevalerie, bien que né d'une esclave, ne demande rien, refuse tout, en dehors d'elle.

Pendant ce temps, Abla repousse les demandes les plus flatteuses, éconduit les prétendants les plus nobles, et ces deux parfaits amants consument ainsi leur vie, séparés, usés par la souffrance, mais satisfaits de leur fidélité réciproque, dont ils ont beaucoup de peine à s'envoyer le témoignage. Antar peut enlever sa chère Abla ; chacun l'y pousse et veut l'y aider ; mais il la respecte trop pour la devoir à un rapt et sait bien qu'elle-même n'y consentirait pas. Dans un dernier et héroïque combat, il meurt percé de coups pour ce père barbare, heureux en pensant que les devoirs funèbres seront rendus à sa dépouille sanglante, par Abla.

Tarafa, qu'on a appelé l'Horace arabe, Imrou l'Kaïs, un ancêtre de don Juan, sont les chantres non moins fameux de l'amour et de la beauté.

Oroua, le « poète des Oméiades », est célèbre par sa tendre liaison avec sa cousine *Afra*, dont la mère encourage les amours. Mais le père profite d'une absence du poète pour marier la jeune fille à un riche Syrien qui l'emmène et, au retour d'Oroua, il lui annonce la mort de sa bien-aimée. Naturellement la fraude est découverte par l'amoureux désolé. Sans hésiter, il se met en route, arrive en Syrie, trouve la demeure d'Afra et entre en relations avec son mari.

Malgré la discrétion des amants, cet excellent homme devine ou apprend tout, et, loin de se fâcher comme un simple rustre, est profondément touché de leur constance. Dans sa générosité, il propose à Oroua de répudier Afra afin qu'il puisse l'épouser.... Mais ce dénouement serait trop vulgaire: les amants refusent par nous ne savons quel raffinement d'honneur, et comme Oroua ne peut plus décemment rester dans le pays, il part le cœur brisé et ne tarde pas à succomber à son chagrin. A cette nouvelle, Afra demande à son généreux époux la permission de se livrer publiquement à sa douleur et expire quatre jours après.

Ces résumés sont bien pâles à côté de poèmes dont la richesse revêt d'une brillante parure des sentiments aussi peu communs. En donnant le canevas de ces romans, nous avons voulu démontrer que les héroïnes de tels récits ne nous représentent pas des femmes méprisées et courbées sous un brutal despotisme.

De même, celles pour l'honneur desquelles les Arabes entreprenaient et soutenaient des guerres impitoyables, devaient être entourées d'une réelle considération.

On sait, du reste, que les femmes célèbres de la période anté-islamique joignaient à la beauté et à la naissance des talents de toute sorte et le don de la poésie. Elles improvisaient et récitaient, en s'accompagnant du luth, des vers qui faisaient l'admiration de leurs contribules. On leur donnait donc une éducation soignée, exclusive de cet état d'abaissement où l'on prétend qu'elles étaient tenues. Mais n'oublions pas que ce type appartient à une élite et constitue une exception.

Cependant, au-dessous de ces classes élevées, nous voyons les femmes participer aux luttes de leurs maris. Les bédouines suivent les guerriers à la guerre et dans les *razias*, afin de les encourager au combat et de marquer d'un signe d'infamie ceux qui tournent le dos. Elles chantent fièrement: « *Les braves qui font face à l'adversaire nous les pressons* » *dans nos bras; les lâches qui fuient, nous les délaissons et* » *leur refusons notre amour!* (1) ».

Dans les premières années de l'hégire, les femmes se mêlent plus d'une fois aux affaires et descendent dans l'arène politique.

C'est grâce à Khadidja que Mahomet sort de sa condition inférieure et peut réaliser ses grands projets. Sur la fin de sa vie, après une longue série de mariages et de répudiations, il épouse une toute jeune fille, Aïcha, à laquelle il accorde ses

---

(1) Caussin de Perceval. *Hist. des Arabes*, t. II, p, 281, 291 ; t. III, p. 99.

préférences et qui aura l'honneur de recevoir ses confidences et son dernier soupir.

Douée d'un caractère altier et ambitieux, tirant vanité des hommages qu'elle recevait comme dépositaire des recommandations du prophète, Aïcha voulut jouer un rôle politique et se mêla aux discussions et aux intrigues qui éclatèrent entre les prétendants au trône du khalifat. Sa complicité dans l'assassinat d'Othman, troisième successeur de Mohamet, est incontestable. Elle poussa ensuite Zobéïr et Talha à la lutte armée et les accompagna à la guerre. On la retrouva sur le champ de bataille où ils furent écrasés, au milieu des morts et des blessés, abritée derrière son chameau criblé de traits, et cette rencontre fut appelée pour cela « bataille du chameau » (décembre 656).

La féroce Hind, surnommée la « mangeuse de foie », parce qu'elle avait, sur le champ de bataille d'Ohod, déchiré avec les dents le foie de l'oncle de Mahomet; la mère du khalife Yezid Ier nous offrent des types de violence et d'énergie extrêmes. Cette dernière avait élevé son fils au désert dans sa tribu (les Beni-Kelb), en lui inspirant ses idées, dont il conserva toujours l'empreinte. Devenue sultane mère, elle méprisait les douceurs de son palais de Damas et répétait, dans de beaux vers, qu'elle préférait le sifflement de la tempête dans le désert à la plus savante musique, et un morceau de pain sous la tente aux mets succulents qu'on lui présentait.

Citons encore la mère de cet Abd Allah ibn Zobéïr, chef de révolte, et qui, en 692, défendit La Mekke contre l'armée d'El Hadjadj. Bien qu'ayant atteint l'âge le plus avancé, cette femme énergique avait soutenu, durant le siège, le courage de son fils, sans faiblir un instant. Lorsque la résistance fut épuisée, Abd Allah, se présentant devant sa mère, lui dit : « Tous mes partisans m'ont abandonné et mes ennemis » m'offrent des conditions acceptables. Que me conseillez-» vous de faire? » — « Mourir ! », répondit-elle ; et comme son fils lui exposait que, dans ce cas, son corps serait sans doute l'objet d'odieuses profanations, elle ajouta : « Et que t'im-» porte? Lorsque la brebis est égorgée souffre-t-elle si on » l'écorche? »

Peu après, Abd Allah, armé de pied en cap, se présente à sa mère pour lui faire ses adieux ; mais celle-ci, en le serrant sur son cœur s'aperçoit qu'il a revêtu sa cotte de mailles et s'écrie : « Quand on est bien décidé à la mort, on n'a pas besoin de cela ! » — Ibn Zobéïr s'excuse en disant que c'est pour lui inspirer quelque espoir qu'il a pris son armure, et il

s'attire cette dernière réplique : « J'ai dit adieu à l'espoir ; ôte » cela ! » Quelques heures plus tard, il tombait percé de coups (1).

En vérité, ces femmes ne sont pas les premières venues et leur courage les place à côté des grandes héroïnes romaines ; de tels sentiments ne pourraient naître dans le cœur de personnes courbées sous l'abaissement.

Une femme célèbre de la même époque, mais à un autre point de vue, est Aïcha, fille de Talcha et petite-fille d'Abou Beker par sa mère. Sa beauté, sa fierté, ses talents, ses caprices, les passions funestes qu'elle inspira, ont popularisé son souvenir. Le *Kitab el-Aghani* retrace longuement sa vie troublée par l'ardeur de ses sentiments ; en s'y reportant, on verra qu'elle a su continuer les traditions des grandes amoureuses de la période anté-islamique.

CHAPITRE II

Changements apportés par Mahomet à la condition de la femme.

L'islamisme modifia profondément la condition de la femme ; mais, s'il lui conféra des droits nouveaux destinés à la relever en lui assurant une situation légale précise, il lui imposa des devoirs et la soumit à des règles qui ne pouvaient manquer de diminuer son individualité dont les manifestations extérieures étaient supprimées. Celles qui, autrefois, acquéraient de l'influence, le devaient à leur mérite, et leur puissance n'en était peut-être que plus grande ; désormais, les qualités particulières seront inutiles, les droits étant les mêmes pour toutes.

Mahomet, dont l'énergie et la rigueur se sont maintes fois affirmées, professait pour la femme une tendresse et une sollicitude quasi-paternelles. Il excusa toujours les incartades de certaines de ses épouses et se borna à les répudier

(1) Dozy, *Histoire des musulmans d'Espagne*, t. I, p. 172.

sans la moindre plainte, lorsque après bien des pardons, il reconnut qu'il n'y avait rien à espérer d'elles.

Sa préoccupation constante est de relever la femme ; de lui assurer des droits ; de la préserver contre les violences de son mari et la tyrannie des parents de celui-ci ; d'éviter qu'elle tombe dans la misère et de là, dans l'abjection ; en un mot de conserver sa dignité et son rang dans la famille. Il ne réalisa certainement pas tout ce qu'il aurait voulu à cet égard, forcé qu'il était de tenir compte des traditions et des préjugés antérieurs ; mais s'il y fit quelques concessions, sa réforme ne fut pas moins radicale, et l'on se demande si l'histoire offre un autre exemple de législateur aussi courageux ayant obtenu réussite aussi complète.

Connaissant bien les faiblesses de la nature de la femme, il s'applique à en éviter les conséquences, plutôt qu'à les réprimer par la rigueur. Il semble vouloir la traiter par la patience et non la terrifier ; il s'efforce de lui éviter les occasions de faillir, ou tout au moins de faciliter le pardon, et non d'aggraver la faute en rendant inévitable la rupture de l'union.

Sa conception de la famille est que l'épouse reste au foyer, occupée d'abord du soin d'élever ses enfants, puis des travaux du ménage en rapport avec son sexe, traitée avec douceur et respect par son mari et ses proches, et débarrassée de tout souci matériel. Le résultat dépassa peut-être ses intentions ; on le connaît : la séquestration de la femme dans le gynécée et, par voie de conséquence, son détachement de tout ce qui sort de l'horizon borné de son propre intérêt dans le ménage.

Tel est le rôle que, dans sa tendresse, il a assigné à la femme. Là se résume, pour lui, sa véritable mission ; quant aux succès artistiques, aux luttes de la passion et de la politique, il les lui interdit estimant, sans doute, que ces triomphes de vanité lui seront plus nuisibles qu'utiles, et se rappelant plus d'une grande infortune dont il rendait responsables ces dangereuses facultés. A-t-il tenu ici suffisamment compte des nécessités et des besoins de l'âme humaine? Grave question et bien complexe! Cependant le résultat semble lui avoir donné raison, puisque sa loi est appliquée depuis plus de treize siècles par les innombrables populations soumises à l'islamisme dans le vieux monde.

Au point de vue matériel, il sépara absolument les intérêts de l'épouse de ceux de son mari et la laissa libre d'administrer son avoir à son gré. Cette disposition très libérale est une garantie pour la femme et un hommage à sa personnalité morale; mais cette séparation absolue d'intérêts, cette

dispense de concours aux dépenses communes, peuvent contribuer à une séparation morale qu'il cherchait à éviter. Avec la polygamie, il est vrai, on ne pouvait lier plus intimement ces choses.

Après ces observations générales, examinons en détail l'œuvre de Mahomet à cet égard.

I

PUISSANCE PATERNELLE

Tout en conservant au père de famille le plus d'autorité possible, car il tenait à maintenir et à renforcer ce fondement de toute société, bien établi avant lui en Arabie, il lui retira le droit de tuer ses enfants. C'est qu'il voulait, avant tout, empêcher le meurtre des nouveau-nés du sexe féminin et mettre fin à cette coutume barbare.

« Ne tuez pas vos enfants par crainte de pauvreté, — dit-» il (1). — Les meurtres que vous commettez ainsi sont un » péché atroce. »

Il revient plusieurs fois sur ce sujet. Dans ses *Hadits* (traditions orales), de même que dans le Koran, il recommande aux pères d'élever avec soin et tendresse leurs enfants, pour obtenir leur reconnaissance, et impose à ceux-ci le devoir de les entourer de respect et de les secourir dans leur vieillesse (2).

Les enfants doivent, surtout à leurs mères, tendresse et affection : « C'est aux pieds de sa mère qu'un enfant respec-» tueux gagne le paradis (3). »

Le père est le tuteur légal et naturel de ses enfants; il doit, comme tel, administrer leurs biens en toute liberté; il les oblige à résider chez lui jusqu'à leur nubilité et pourvoit à tous leurs besoins. Il peut les corriger paternellement.

En vertu de ces prérogatives, il a le droit absolu de les marier à son gré, pendant leur minorité (sauf à attendre l'âge nubile pour la consommation). Ce droit de contrainte, à l'égard des filles, s'exerce jusqu'à la réalisation de leur premier mariage.

Le devoir du père est de marier ses enfants jeunes (4). Il

(1) Koran, sour. VI, v. 141, 152; s. XVII, v. 133.

(2) Koran, sour. VI, v. 40, 152; s. XVI, v. 59 et suiv.; s. XVII, v. 24, 25; s. XLIII, v. 14, 16.

(3) Koran, sour. XXXI, v. 13.

(4) Koran, sour. II, v. 221.

touche la dot de la fille, sauf à en faire emploi pour elle. Il en est dépositaire.

II

MARIAGE

La première condition civile du mariage de la fille est la fixation d'une dot, qui est sa propriété exclusive. « Stipulez » des dots pour vos filles, » dit le Prophète (1). Il est tellement précis à cet égard que la législation musulmane a déclaré nul, de droit, tout mariage où une dot en rapport avec sa condition n'est pas assignée par l'époux à sa femme. Si l'on épouse une esclave ou une infidèle, elle doit aussi être dotée (2).

Quant au nombre des épouses légitimes, Mahomet le réduit à un maximum de quatre, ce qui pourrait encore sembler excessif, si l'on ne se rappelait qu'avant lui il était illimité. Du reste, le Prophète ne serait pas fâché qu'on se tînt au-dessous, ainsi qu'il résulte de ce verset : « Si vous craignez » de ne pouvoir remplir vos devoirs envers les orphelins (par » suite de l'exagération des dépenses), n'épousez, parmi les » femmes qui vous plaisent, que deux, trois ou quatre; et si » vous craignez d'être injuste, n'en épousez qu'une ou bor- » nez-vous à une esclave. Cela vous permettra de ne pas » transgresser vos devoirs (3). »

Dans la même sourate (v. 7), parlant des relations conjugales, il recommande ce qui suit : « Il vous est permis » d'épouser des filles honnêtes des croyants.... ; vivez chaste- » ment avec elles en vous gardant de la débauche et sans » prendre de concubines.... » — « Il a établi entre vous l'amour » et la tendresse, » dit-il ailleurs (4).

Ces recommandations se renouvellent et se complètent à toute occasion (5). Les femmes idolâtres ou sectatrices de la Bible ou de l'Évangile (juives ou chrétiennes) ont droit aux mêmes égards, sauf certaines dispositions spéciales.

Il faut que l'époux traite ses femmes avec égalité et justice; néanmoins, il ne lui est pas défendu d'avoir des préférences, à la condition de ne pas froisser les autres. « Qu'elles ne soient

(1) Koran, sour. IV, v. 3.
(2) *Ibid.*, sour. IV, v. 29.
(3) *Ibid.*, sour. IV, v. 3.
(4) *Ibid.*, sour. XXX, v. 20.
(5) *Ibid.*, sour. II, v. 223, 228 ; s. XXVI, v. 26 ; s. XLIII, v. 69, 70.

» jamais affligées, dit-il ; que toutes soient satisfaites de ce » que vous leur accordez (1). »

L'épouse, de son côté, doit être soumise aux volontés de son mari pour tout ce qui est honnête. « Les femmes ver- » tueuses sont obéissantes et soumises ; elles conservent » soigneusement, en l'absence de leurs maris, ce que Dieu » leur a ordonné de conserver intact (2). »

L'adultère du mari ou de la femme est sévèrement puni par Mahomet : « Vous leur donnerez cent coups de fouet à chacun, » dit-il. Mais il exige que, pour les femmes, leur crime soit prouvé par quatre témoins honorables, sinon le calomniateur sera puni de quatre-vingts coups de fouet (3). A défaut de témoins, l'accusateur doit prononcer quatre fois le serment solennel suivi d'un cinquième appelant la malédiction de Dieu sur sa tête, s'il a menti. Mais la femme accusée peut réduire à néant la prévention par le même moyen.

Les femmes doivent éviter de se tenir malpropres et de se montrer, dans la famille, en négligé, sauf quand elles sont devenues vieilles. Elles peuvent porter des parures, mais ces soins et ces ornements n'ont d'autre but que de plaire à leurs maris. En dehors de la maison, « elles laisseront retomber leur voile jusqu'en bas (4), » et aucun homme ne pourra voir leur visage.

Si l'épouse refuse de remplir ses devoirs et désobéit à son mari, celui-ci devra d'abord la réprimander, la reléguer dans un lit à part et tâcher de la ramener à la raison ; si ces moyens ne réussissent pas, il pourra la frapper. « Mais, dès qu'elles obéissent, ne leur cherchez pas querelle (5). »

III

RÉPUDIATION, DIVORCE

Après que le mari aura employé la douceur, puis la coercition, si l'épouse persiste dans sa désobéissance ou que l'incompatibilité d'humeur, l'aversion soient bien établies, on ne doit pas hésiter : « l'époux répudiera sa femme. Il n'y a aucun mal, car la paix est un grand bien (6). »

---

(1) Koran, sour. XXXIII, v. 51.
(2) *Ibid.*, sour. IV, v. 38.
(3) *Ibid.*, sour. XXIV, v. 2 et 4.
(4) *Ibid.*, sour. XXIV, v. 31, 59 ; s. XXXIII, v. 59.
(5) *Ibid.*, sour. IV, v. 38.
(6) *Ibid.*, sour. IV, v. 127.

Mais il faut être sûr que la femme n'est pas enceinte. C'est pourquoi on la gardera à part, en l'entourant de soins et d'égards, pendant le temps nécessaire pour que son indisposition périodique se produise trois fois. Durant cette retraite stricte, les époux pourront peut-être se rapprocher en oubliant leurs griefs : « Car vous ne savez pas si Dieu ne fera » pas surgir quelque circonstance qui vous réconciliera avec » elle (1) ».

Après cette période « vous pourrez — dit le prophète — les » retenir avec bienveillance ou vous en séparer avec bien- » veillance. Appelez alors des témoins capables, choisis » parmi vous, et faites votre déclaration devant Dieu ».

Il édicte ensuite de nouvelles précautions s'appliquant aux conséquences de cette grave décision : « Logez les femmes » que vous aurez répudiées là où vous logez vous-mêmes et » selon les moyens que vous possédez ; ne leur causez pas » de peine en les tenant trop à l'étroit. Ayez soin de celles » qui sont enceintes ; tâchez de pourvoir à leurs besoins » jusqu'à ce qu'elles aient accouché... agissez généreuse- » ment : que l'homme aisé donne selon son aisance ; que » l'homme qui n'a que le strict nécessaire donne en propor- » tion de ce qu'il a reçu de Dieu (2) ».

En toute circonstance, lorsqu'il revient sur ce sujet, il recommande au mari de se montrer doux et généreux dans ce cruel moment de la séparation ; de laisser sa femme emporter tout ce qu'elle possède, tout ce qu'elle réclame, et d'assurer sa subsistance et celle des enfants qu'elle emmène.

Cette répudiation simple peut être suivie deux fois d'un retour qui en annule les effets, comme si elle n'avait pas eu lieu. Après une troisième elle devient définitive. Cependant les époux pourront contracter un nouveau mariage soumis à toutes les formalités du premier, si, après sa dernière répudation, la femme a convolé et qu'elle soit redevenue libre par le veuvage ou le divorce (3).

De son côté, l'épouse peut requérir le divorce pour cause de sévices, d'incompatibilité d'humeur ou d'inexécution des engagements pris par son mari. Mais elle doit d'abord recourir à des arbitres qui essaieront toujours de réconcilier les époux. Enfin, elle peut obtenir sa liberté en abandonnant à son mari tout ou partie de ses reprises et créances contre lui (4).

Quant au droit de garde, il appartient à la mère tant que

(1) Koran, sour. LXV, v. 1.
(2) *Ibid.*, même sour., v. 2 à 7.
(3) *Ibid.*, sour. II, v. 228 et s.
(4) *Ibid.*, sour. II et IV, pass.

les enfants sont en bas âge, sauf en cas d'indignité, et le mari répudiateur ou divorcé est tenu de lui servir des aliments (1). Elle perd son droit de garde si elle convole.

IV

SUCCESSIONS

Mahomet n'a pas voulu qu'au décès de son mari, la femme fût privée de tout droit et quittât le domicile conjugal sans rien recueillir. C'est pourquoi il lui a attribué des droits héréditaires importants sur la succession du défunt (en outre de ses créances).

L'épouse hérite du quart de tous les biens laissés par son mari, déduction faite des dettes et legs, s'il n'existe aucun enfant du de cujus. Dans le cas contraire, sa réserve se réduit au huitième. Les droits du conjoint mâle dans la succession de sa femme sont du double dans les deux cas.

La mère hérite du sixième dans la succession de son enfant, s'il laisse des fils ou des frères ; et d'un tiers s'il n'en laisse pas (2).

Enfin, la veuve a droit à des aliments pendant un an, après le décès de son mari, autant que possible en restant sous le toit du défunt (3).

Telles sont les principales dispositions édictées par le Koran à l'égard de la femme. De ces principes, complétés par les traditions (hadits), formant la *Sonna*, ont découlé les règles sur lesquelles la législation islamique a fixé définitivement la condition de la femme musulmane. Il est indispensable de reprendre, avec tous les développements qu'ils comportent, tous les points que nous venons d'indiquer.

---

(1) Koran, sour. II, v. 233. LXV, v. 6, etc.
(2) *Ibid.*, sour. IV, v. 12, 13 et 14.
(3) *Ibid.*, sour. II, v. 241.

CHAPITRE III

—

Condition de la femme selon la loi musulmane

—

Nous allons examiner et définir la condition légale de la femme musulmane, selon la doctrine de Malek, c'est-à-dire particulièrement au point de vue de celui des quatre rites orthodoxes le plus répandu dans l'Afrique septentrionale.

Les ouvrages sur lesquels nous nous appuierons principalement sont les suivants :

1° Le *Mokhtaçar*, ou Précis de Sidi Khelil (texte arabe de l'édition de Paris, et traductions du Dr Perron et de Seignette) et ses meilleurs commentateurs ;

2° La *Tohfa* d'Ibn Acem, texte arabe et traduction de MM. Martel et Houdas ;

3° *Droit musulman (statut personnel et successions)*, par MM. Sautaya et Cherbonneau ;

4° *Traité des successions musulmanes*, par M. Luciani ;

5° *Traité élémentaire de droit musulman*, par M. Zeys, premier président de la Cour d'Alger.

Et enfin de nombreuses publications se rapportant à la législation algérienne.

On nous permettra de ne pas renvoyer à ces ouvrages par des notes spéciales, car il faudrait en placer à chaque ligne.

I

PUISSANCE PATERNELLE. — DROIT DE CONTRAINTE

Le père est seul investi de la puissance paternelle et ne peut la déléguer de son vivant ; mais il a le droit d'en attribuer la plus grande partie au tuteur *(ouaci)*, qu'il désigne par testament, notamment le droit de contrainte au mariage sur ses enfants mineurs *(djeber)*. La mère peut recevoir cette tutelle, mais sans l'exercice du droit de contrainte.

Le soin d'élever les enfants, avec le concours de leur mère, incombe au père de famille ; il doit les entretenir selon ses moyens et supporter toutes les dépenses qui en résultent ; si

l'enfant possède des biens propres, il peut en affecter les revenus à ses frais alimentaires.

Il a le droit de retenir les enfants mineurs sous son toit et de les corriger paternellement.

Cette puissance prend fin :

Pour les fils, en ce qui concerne l'administration de la personne et le droit de contrainte au mariage, lorsqu'ils ont atteint l'âge de puberté (vers 15 ou 16 ans) ; et en ce qui concerne les biens, par l'émancipation directe du père, ou prononcée par le cadi.

Et pour les filles, en leur personne, par la consommation de leur premier mariage (et même selon l'école hanafite lorsqu'elles ont atteint l'âge de puberté) ; quant aux biens, la règle est la même que pour les fils.

Le droit de contrainte *(djeber),* attribué au père sur ses enfants mineurs et n'ayant pas été mariés, est absolu. Il ne peut être exercé par aucun autre, tant qu'il vit ; après sa mort, il passe au tuteur (ouaci), s'il lui a été explicitement délégué par le testament qui le nomme ; à défaut de quoi il est éteint.

Ainsi, le père peut accorder sa fille (nous ne nous occupons pas du fils mineur), aussitôt après sa naissance, à un autre enfant, en s'entendant avec le père de celui-ci, ou à un majeur. Les conditions civiles du mariage sont fixées aussi par les parents, et l'union est conclue, mais elle ne sera consommée que lorsque les parties, ou au moins la plus jeune, auront atteint l'âge de nubilité. Jusque-là, la fille *mariée* continuera à résider chez ses père et mère. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de fiançailles ; le mariage est conclu ou non.

La fixation de l'âge de nubilité pour les filles a donné lieu à de longues controverses. En principe, on admet neuf ans, parce que Mahomet, voulant épouser la jeune Aïcha, l'a déclarée nubile à cet âge ; mais, dans la pratique, on ne se conforme pas à cette règle, pour la consommation du mariage. Nous citerons plus loin des exemples.

En droit strict, la fille mariée pour la première fois n'est pas consultée ; elle doit s'incliner devant la volonté de son père, quelle que soit l'époque à laquelle le mariage a été conclu. La mère n'a voix au chapitre que si le père veut accorder sa fille à un homme de condition inférieure ou ne possédant rien, par conséquent incapable de pourvoir à son entretien.

Mais la rigueur de ces principes a été singulièrement atténuée et les légistes se sont appuyés pour cela sur certains

passages des hadits, notamment la déclaration suivante du prophète, rapportée par Abou Horéïra : « Vous ne marierez la » femme précédemment mariée qu'autant qu'elle y consentira » par paroles. Vous ne marierez la vierge que si elle donne » son adhésion et cette adhésion sera caractérisée par son » silence. »

Aïcha, de son côté, raconte qu'ayant questionné Mahomet sur ce point, il lui a dit : « Oui ! son silence vaudra consentement ». Il a, du reste, consacré lui-même ce principe en consultant sa fille Fatima avant de la donner en mariage à Ali.

Cette porte ouverte, les légistes en ont profité :

Termidi pose comme règle que toute femme dont on conclut le mariage doit être consultée et que, pour la vierge, son silence vaut consentement.

Ibn-Acem, Sidi-Khelil, Moslim le répètent explicitement.

D'autres disent qu'une manifestation de joie, de la part de la vierge, doit être appréciée comme un consentement; des pleurs, au contraire, comme un refus.

Quant aux auteurs de l'école hanafite, ils imposent l'obligation stricte de prendre le consentement de la vierge nubile et d'indiquer dans l'acte qu'elle accepte l'époux et la dot.

Il est donc bien, en tout état de cause, que le père obtienne le consentement de sa fille nubile. De plus, il ne peut la marier à un infirme, ni à un homme de condition inférieure à la sienne, et encore moins à un esclave. La nullité, dans ce cas, est de droit.

El-Bokhari, confirmant ce principe, l'appuie du hadits suivant : « *Si un père marie sa fille à un homme qu'elle ne* » *puisse accepter, cassez ce mariage !* »

II

MARIAGE

Il faut, tout d'abord, distinguer entre le mariage de la fille vierge, soumise au droit de contrainte du père et celui de la femme précédemment mariée, par conséquent émancipée.

Prenons d'abord celui de la vierge ayant encore son père ou un ouaci investi du droit de djeber.

L'acte préliminaire est la demande présentée par le père du futur ou son mandataire, car il n'agit généralement pas en personne, bien qu'en ayant le droit s'il est majeur. Le pere ou l'ouaci de la fille reçoit la proposition, la discute et l'accepte ou la repousse. Si la demande est agréée, les deux

représentants des époux arrêtent toutes les conditions du mariage et prennent des témoins ou font dresser un acte pour les constater, car il est dès lors conclu.

La première condition est la constitution d'une dot pour l'épouse, par son mari, et c'est à tort que certains l'ont appelée « prix de sa virginité », car en cas de convol, une veuve ou une femme divorcée y aura les mêmes droits (1). Ibn-Arfa, dans ses « *définitions* » dit que c'est la rémunération donnée par l'époux à la femme qui met sa personne à sa disposition, ce qui est plus exact, mais trop brutalement absolu.

La dot est, en réalité, un pécule appartenant exclusivement à la femme et qui constitue pour elle un capital propre, une réserve qui lui assurera de précieuses ressources dans les vicissitudes de la vie.

L'absence de constitution de dot dans un acte de mariage entraîne sa nullité absolue; il en est de même si elle se trouve notoirement insuffisante ou constituée uniquement par certains objets en nature ou en valeurs non réalisées, ou si elle est compensée avec la dot stipulée dans un autre mariage parallèle, confirmations du principe posé plus haut.

La dot se compose en général de trois éléments :

1° Le don nuptial propre *(mahr)*, consistant en une somme versée comptant ou d'avance et qu'on appelle pour cela *neked*. Le père, en qualité de tuteur naturel de sa fille, le touche; mais il en est comptable envers elle et doit, en principe, l'employer à des achats d'objets d'utilité ou de parures propres à l'épouse. Mais, s'il lui donne un trousseau d'une valeur égale, il peut conserver la somme et même s'en servir pour les besoins de la famille, à charge de la rendre en temps et lieu. S'il meurt avant de la lui avoir restituée, la somme due constituera pour sa fille une créance privilégiée à prélever, avant tout partage, sur sa succession.

2° Le trousseau *(djehaz)*, somme devant être affectée à l'achat de bijoux ou objets du trousseau de l'épouse, au moment de la consommation du mariage. Il arrive que le djehaz se confond, en tout ou en partie, avec le neked; il n'est pas donc absolument obligatoire; cependant, dans la pratique, il est souvent stipulé à part; c'est, en quelque sorte, une précaution pour que la femme porte sur elle des valeurs facilement réalisables et dont la propriété ne peut lui être contestée.

---

(1) *Le Morgengab* des Germains, auquel on l'a assimilée, à tort, ne se donnait qu'une fois, et après la première nuit de noces. Aussi l'a-t-on défini par la formule : *præmium defloratæ virginitatis.*

3° Et le solde *(kali)*, dette restant à la charge de l'époux et exigible dans un délai plus ou moins long, mais qui ne peut dépasser vingt ans.

Cet exposé établit clairement que le mariage consenti par le père n'a aucun rapport avec une vente; mais, comme il traite et règle les conditions, en vertu du droit de djeber; comme il touche, en qualité de tuteur, la somme versée comptant, on comprend, dans une certaine mesure, comment cette erreur a pu naître et se répandre.

Tant que la somme exigible comptant *(neked)* n'est pas versée en entier, le mariage ne peut être consommé; il est conclu, bien qu'imparfait, et le père ne pourrait accorder sa fille à un autre; mais si le délai fixé pour le paiement était écoulé, il pourrait, de ce chef, en exiger la rupture.

Si, dans l'intervalle de la conclusion du mariage et de sa réalisation, l'époux y renonce, la moitié de la dot stipulée est acquise à la femme, qui recouvre toute sa liberté. Elle garde, en outre, tous les cadeaux ou accessoires qui ont pu être donnés à elle ou à ses parents par le futur. En cas de mort de celui-ci avant la consommation, la totalité de la dot est acquise à l'épouse, à moins que, lors de la conclusion du contrat, le futur eût été déjà atteint de la maladie dont il est mort.

S'il y a divergence au sujet de la perception de tout ou de partie des éléments composant la dot, c'est le dire de la femme qui fait foi, à la condition qu'elle l'appuie du serment.

Toutes les négociations, démarches, discussions relatives à la conclusion du contrat ont lieu entre les pères ou représentants des futurs époux. La fille, qui doit vivre séquestrée depuis qu'elle a atteint l'âge nubile, n'y participe pas, au moins en apparence. Le futur, pas plus que celui qui le représente, n'a d'entrevue avec elle; il se procure comme il peut des renseignements sur sa figure et son caractère. Les femmes âgées de sa famille vont rendre visite à celle de l'épouse et sont admises à lui parler. Au besoin des matrones lui sont dépêchées et elle ne doit pas se soustraire à leur examen, à la condition qu'il n'ait rien d'intime. La future ou ses parents se renseigne de la même façon, et la connaissance directe ne se fait que le jour de la consommation du mariage.

Nous ne parlerons pas en détail des causes d'empêchement au mariage, qui sont nombreuses et résultent de la proximité du degré de parenté (y compris celle de lait) ou d'alliance; d'un mariage préexistant chez la femme ou du chiffre maximum de quatre épouses atteint par l'homme; de certaines infirmités et de diverses autres raisons.

Tout ce qui précède s'applique au premier mariage de la jeune fille vierge; passons au convol de la femme devenue veuve ou dont l'union a été rompue.

Celle-ci a été émancipée par le mariage, même si elle est encore en tutelle à l'égard de ses biens. Elle est libre d'elle-même et échappe au droit de contrainte, qui s'est éteint lors de sa précédente union. Il lui appartient donc de choisir son nouvel époux et de fixer les conditions du contrat; cependant, elle ne stipule pas en personne : son père la représente, et s'il est mort, son *ouali,* c'est-à-dire autant que possible un de ses parents les plus proches, agissant l'un et l'autre en vertu des pouvoirs qu'elle lui a conférés et selon ses instructions. C'est, du reste, une précaution en sa faveur, de crainte qu'on n'abusât de sa faiblesse naturelle et de son inaptitude aux affaires, si elle agissait elle-même.

En concluant ainsi son nouveau mariage, la femme a le droit d'exiger qu'on insère dans le contrat des clauses toutes particulières, si l'époux les accepte : interdiction de prendre une seconde femme ou de la faire changer de résidence; obligation d'entretenir ses enfants d'un autre lit, ou un parent, etc., en tant que ces conditions ne sont pas contraires aux lois et aux bonnes mœurs. La partie de la dot touchée comptant lui est remise par son fondé de pouvoir.

Si, plus tard, les obligations stipulées au contrat sont transgressées, la femme aura le droit d'exiger, de ce chef, le divorce d'office.

Les questions relatives à l'existence ou à la contestation de la conclusion du mariage sont aussi nombreuses que compliquées; mais elles relèvent de la jurisprudence, et nous ne pouvons les traiter ici.

III

DROITS ET DEVOIRS DES ÉPOUX

Les époux se doivent mutuellement fidélité; le mari ne peut prendre de concubine sous son toit, et est tenu de se borner au maximum permis de quatre épouses légitimes. Toute relation charnelle des époux avec une personne étrangère constitue l'adultère.

En outre de cette règle générale, l'époux est tenu :

1° De cohabiter avec sa femme et, s'il en a plusieurs, de les traiter également à tous les points de vue. Il peut manifester

des préférences, mais sans blesser les autres, ou en obtenant leur assentiment;

2° De subvenir à tout ce qui est nécessaire à l'entretien de l'épouse, selon sa situation de fortune, sans la faire participer aux dépenses du ménage et en lui laissant la libre disposition de ce qui lui est propre. Il peut seulement s'opposer à ce qu'elle fasse des libéralités excédant le tiers de son bien ;

3° De la traiter avec bienveillance et de ne pas la brutaliser. Il a le droit de la corriger paternellement pour refus d'obéissance obstiné ; mais ne peut l'accabler de paroles grossières ou d'insultes à l'égard de ses proches, ni la frapper avec violence;

4° De ne pas lui imposer des travaux au-dessus de ses forces ou contraires à sa nature et de ne pas exiger d'elle des choses immorales ou sacrilèges.

5° Et enfin de lui permettre de recevoir ou de visiter ses père et mère et ses enfants d'un autre lit (en outre des obligations particulières stipulées au contrat).

La femme, de son côté, est tenue envers son époux :

1° De se soumettre à son autorité et de lui obéir en tout ce qui est licite et raisonnable;

2° D'habiter le domicile conjugal, sauf à exiger un logement spécial si l'époux a plusieurs femmes, et de le suivre partout où il réside;

3° D'élever et d'allaiter ses enfants ;

4° De se montrer réservée dans ses paroles et dans ses actes ; de ne pas sortir sans permission ni la figure dévoilée, et de ne recevoir ni visiter personne contre le gré de son mari ;

5° Enfin, de travailler aux soins du ménage, selon sa condition, et de s'adonner à des occupations en rapport avec son sexe et sa force.

Telles sont les règles générales fixant les devoirs réciproques des époux et dont la transgression autorise le conjoint qui en est victime à exiger le divorce d'office.

Il résulte de ce qui précède que le chef de famille a seul la charge de pourvoir à l'entretien du ménage. L'épouse ne doit y concourir en rien et, si le mari ne peut ou ne veut fournir ce qui lui est nécessaire, elle a le droit d'exiger le divorce. Mais en cas d'absence ou d'indigence absolue de l'époux, sa femme, si elle a des ressources propres, doit les employer à l'entretien de ses enfants, sauf à réclamer ultérieurement le montant de ses avances à l'époux ou à sa succession, s'il revient ou qu'il recouvre une situation aisée et des biens.

La femme mariée doit vivre strictement dans son intérieur ; elle peut y recevoir ses père et mère et ses enfants d'un autre lit ou les visiter dans des conditions déterminées ; mais aucune autre personne n'est admise à la voir et à lui parler sans l'autorisation formelle de l'époux. Elle ne peut sortir de chez elle que pour certains motifs : mariages, maladies ou décès de parents, visites de deuil, cérémonies au cimetière ou pèlerinages et enfin pour aller au bain, le tout avec l'agrément de son mari et sous sa conduite ou celle de son délégué.

Les soins de ses enfants, la préparation des aliments et les travaux du ménage doivent l'occuper exclusivement. Si la position de fortune du mari le lui permet, il est tenu de lui fournir une ou plusieurs servantes pour l'aider. Il ne peut la contraindre à filer ou à tisser.

IV

RÉPUDIATION

Tout musulman libre, majeur et sain d'esprit peut répudier son épouse.

La répudiation est simple (sujette à retour, *redjaï)* ou définitive *(baïne)*. L'une et l'autre doivent être explicites, prononcées en présence de témoins ou constatées par acte de cadi.

La femme répudiée entre aussitôt dans la période de retraite *(idda),* pendant laquelle le flux menstruel doit paraître trois fois. Sa durée varie, selon les écoles, entre 90 et 120 jours. Durant cette période, la femme répudiée devra vivre en recluse, s'abstenir de toute parure et n'avoir aucune relation intime avec son mari. Si, de cette épreuve, il résulte qu'elle est enceinte, elle recevra une pension alimentaire de grossesse, puis d'allaitement ; son enfant sera reconnu fils de son mari répudiateur et elle ne pourra contracter un nouveau mariage qu'à l'expiration de la période de l'allaitement, qui est de deux ans. Dans le cas contraire, le mariage sera rompu après l'accomplissement de l'idda, et l'épouse recouvrera toute sa liberté.

Mais, pendant toute la durée de l'idda, l'époux a le droit d'annuler les effets de sa répudiation et de reprendre sa femme, c'est pourquoi on l'appelle *redjaï* (sujette à retour). L'incident est supprimé purement et simplement et le mariage reprend son cours, sans modifications aux conditions du contrat. L'épouse ne peut s'y opposer, si le retour a lieu avant

l'expiration de la période de retraite ; lorsque l'idda est accompli, son acceptation est, au contraire, indispensable. La répudiation et le retour doivent être constatés par des témoins ou par des actes.

Cette annulation de la répudiation simple peut avoir lieu deux fois ; mais si elle est prononcée une troisième fois, elle devient définitive *(baïne)*, ne permettant plus le retour. Cependant les époux pourront encore s'unir si, après avoir convolé, la femme redevient libre par suite de veuvage ou de divorce ; mais il faudra pour cela un nouveau contrat, avec toutes les formalités nécessaires, comme s'ils n'avaient jamais été mariés.

La répudiation définitive *(baïne)* peut être prononcée dès la première fois :

1° Si le mariage n'a pas été consommé, et alors l'idda n'est pas obligatoire;

2° Si l'époux emploie certaines formules, telles que : « *Je serais sacrilège si je te touchais !* » ou : « *Tu es pour moi comme ma mère !* » etc. ;

3° Si la formule simple est répétée trois fois de suite, ou pendant la durée de l'idda.

Dès lors la rupture est définitive et les époux ne peuvent se remarier que dans les conditions indiquées ci-dessus.

Nous ne parlons pas de la répudiation sous condition, ni des nombreuses contestations qui peuvent naître de l'application des principes qui précèdent.

Après l'expiration de l'idda sans incident, l'épouse répudiée quitte le domicile conjugal et elle a le droit de réclamer à son mari tout ce qu'il peut lui devoir, notamment le solde de sa dot *(kali)*, sans préjudice de ce qui lui appartient en propre. De plus il doit, en principe, lui faire un cadeau. Si des objets mobiliers sont contestés et que la preuve ne puisse être faite, ceux qui sont à usage d'une femme sont préjugés appartenir à l'épouse, ou on a recours au serment.

V

DIVORCE

A côté de la répudiation, qui appartient exclusivement au mari, existe le divorce, mais sans faculté de retour. Il est aussi de plusieurs sortes :

1° Le divorce par consentement mutuel, avec compensation, et appelé pour cela *kholaï*.

C'est généralement la femme qui le propose, pour recouvrer sa liberté, en offrant au mari une compensation *(kholâ)*, véritable rançon ; l'époux le prononce, s'il juge les avantages suffisants.

Lorsque l'épouse est encore mineure, son père, ou son ouali, peut, ou doit, selon les rites, stipuler pour elle à l'acte et garantir l'exécution des engagements pris à titre de compensation. Mais, souvent, elle agit en personne, sauf à faire intervenir sa caution.

La femme malade ne peut effectuer de divorce de ce genre ; quant au mari atteint de maladie, mais sain d'esprit, il a le droit de le prononcer, avec cette réserve que, s'il meurt de cette affection, le divorce sera nul de droit.

La nature de la compensation est variable selon les cas. En général elle comporte l'abandon du solde de la dot *(kali)*, et la restitution de tout ou partie de ce qui a été versé à ce titre par l'époux, ou l'engagement de lui payer une somme déterminée. L'épouse peut aussi renoncer à la pension qui lui serait due pour l'idda, la grossesse, l'allaitement, etc. Parfois elle s'oblige à verser à son mari divorcé une partie de la dot qu'elle recevra en convolant.

Malgré les engagements pris par la femme pour obtenir ce divorce, si elle établit ensuite qu'elle y a été, en quelque sorte, contrainte, pour échapper à la tyrannie de son mari, il peut arriver qu'elle en soit déchargée par une décision judidiaire, reconnaissant qu'elle était en droit d'exiger le divorce dont nous allons parler.

2° Le divorce par autorité de justice.

Lorsque le mari ne remplit pas ses obligations ci-dessus définies à l'égard de l'épouse, c'est-à-dire qu'il refuse d'avoir toute relation avec elle ; ou ne lui fournit pas les choses nécessaires, selon sa condition ; ou la traite sans cesse avec dureté et mépris ; ou la frappe brutalement ; ou l'empêche de voir ses proches parents ; ou se livre à la débauche ; ou est atteint de démence, ou de certaines maladies déterminées ; ou la contraint à des travaux au-dessus de ses forces ; ou lui impose des actes contraires à la morale ; ou entretient une concubine sous son toit ; ou contrevient à certaines stipulations du contrat, — la femme a le droit de réclamer le divorce d'office.

L'épouse ou son fondé de pouvoir présente sa requête au cadi, qui instruit l'affaire.

Les griefs de la plaignante sont presque toujours contestés

par le mari ; lorsque les faits ne sont pas patents, notamment dans les questions d'incompatibilité d'humeur et de violences légères, que l'épouse ne peut prouver, le juge ordonne que les conjoints habiteront en observation au milieu de gens honorables chargés de les surveiller, de constater si les torts sont, ou non, réciproques et de tâcher de ramener entre eux le bon accord par leurs conseils. Ces arbitres sont généralement des parents ou des amis agréés par les parties, ou désignés d'office par le magistrat.

Après cette épreuve, si les époux ne se sont pas réconciliés, le cadi statue sur le rapport des arbitres et prononce le divorce d'office aux torts de l'un ou de l'autre.

Mais cette épreuve n'est pas nécessaire si la femme porte des traces visibles de coups violents ; si elle n'est pas vêtue d'une manière convenable ; ou si elle peut établir que son mari lui a pris ses bijoux ou l'a menacée de mort. Dans ces cas et divers autres, le divorce est prononcé sans retard.

L'absence prolongée du mari, ayant déclaré qu'il ne reviendrait plus ; sa condamnation à une détention devant le retenir au loin durant de longues années, la probabilité de son décès, sont encore des motifs permettant à l'épouse d'exiger le divorce d'office.

Enfin, la femme peut refuser de suivre son époux dans des pays livrés à l'anarchie ou dépourvus de fonctionnaires chargés d'appliquer les lois, et cela se comprend, étant donné le rôle de protection confié au cadi à l'égard de la femme.

Dans le divorce par autorité de justice, le jugement règle les conditions matérielles de la séparation ; s'il est prononcé aux torts du mari, l'épouse conserve sa dot et tout ce qu'elle possède; de plus, le kali devient exigible en même temps que toutes autres réparations accordées, et l'époux doit lui servir toutes les pensions auxquelles elle a droit. Dans le cas contraire, la femme en supporte les conséquences par la suppression de ces avantages.

L'adultère, l'abandon du domicile conjugal, la désobéissance continuelle à l'autorité du mari, le refus de s'occuper des choses du ménage et divers autres motifs spéciaux, donnent à l'époux le droit d'exiger le divorce d'office, et il a intérêt à prendre cette voie, en raison des compensations qu'il peut obtenir, tandis que la répudiation lui imposerait des sacrifices.

Mais la constatation du flagrant délit d'adultère ne confère pas à l'époux outragé le droit d'infliger à sa femme des sévices graves, des mutilations, et encore moins de la tuer. S'il se rendait coupable de violences graves, le divorce serait

prononcé contre lui, avec toutes les réparations qu'il comporterait, sans préjudice des effets de l'action publique.

Dans cette conjoncture, l'époux n'a d'autre ressource que de faire constater le crime par quatre témoins honorables, moyennant quoi il obtient le divorce contre sa femme et les avantages qui en résultent. A défaut de témoins, il ne lui reste qu'à prononcer les quatre serments prescrits, suivis de l'anathème; mais l'épouse a le même droit. Ce double anathème entraîne le divorce immédiat, aux torts réciproques des conjoints, ou de celui qui refuse de le prononcer. Certaines écoles interdisent aux époux ainsi séparés de se remarier ultérieurement.

Le chiffre de quatre témoins honorables pour prouver l'adultère est absolu ; le plaignant qui n'en présenterait que trois, ne pourrait compléter la preuve par le serment d'anathème et s'exposerait ainsi que ses témoins à la pénalité encourue par les dénonciateurs calomnieux.

VI

VEUVAGE

La dissolution du mariage par la mort de l'époux entraîne pour la veuve l'obligation d'un idda spécial, sauf si la consommation n'avait pas encore eu lieu. La durée de cette retraite doit être, au minimum, de quatre mois et dix jours; mais elle se prolonge, si la femme est enceinte, jusqu'à son accouchement, c'est-à-dire pendant une période dont la limite est de cinq ans. On sait, en effet, que la doctrine admet, dans la législation musulmane, que la grossesse peut être retardée, l'enfant s'étant endormi dans le sein de sa mère, jusqu'à un maximum de cinq ans. Mais, dans la pratique, surtout depuis quelques années, la jurisprudence adopte en général le terme extrême de dix mois.

Durant cette retraite, la veuve reste au domicile conjugal et doit être entourée de soins et d'égards, son entretien étant à la charge de la succession. Elle peut renoncer à cet avantage et faire son idda ailleurs, avec ou sans pension, mais en donnant des garanties qu'il sera strictement exécuté et qu'elle tiendra une conduite décente et triste.

L'épouse est réputée veuve lorsque l'absence de son mari se prolonge au delà du terme ordinaire de la vie humaine ou qu'il existe des probabilités bien établies de sa mort.

Elle se retire après l'accomplissement de son idda, en emportant tout ce qui lui appartient et le montant de ses reprises, à moins qu'un frère du défunt ne l'épouse, afin de la retenir dans la famille. Ce fait se présente souvent, même quand la veuve est beaucoup plus âgée que son beau-frère, et il prouve qu'elle a mérité par ses qualités qu'on ne voulût pas se séparer d'elle.

VII

DROIT DE GARDE

Lorsque le mariage est rompu, pour un des motifs que nous venons d'énumérer et qu'il existe des enfants nés de cette union, le droit de garde *(hadana)* est réglé comme suit :

En tout état de cause, l'enfant au sein est conservé par sa mère pendant toute la période de l'allaitement qui est de deux ans et elle reçoit, pour cela, du père, des aliments spéciaux en rapport avec sa fortune. Cette règle ne souffre d'exception que dans le cas où il serait établi que la mère maltraite ou néglige son enfant, au point de faire craindre pour sa vie.

Cette période achevée, la mère, sauf le cas d'indignité absolue, doit encore conserver ses enfants et les élever pendant leurs jeunes années, c'est-à-dire, tant qu'ils sont présumés avoir besoin des soins tendres et exclusifs de celle qui les a portés. Une pension spéciale lui est également servie à cet effet par le père, ou est prélevée sur leur fortune propre, s'ils en possèdent.

La durée de cette éducation maternelle varie selon le sexe de l'enfant et le rite auquel il appartient. Pour les filles, elle se prolonge en général jusque vers la huitième année ; les hanafi fixent cette limite à la nubilité.

Quant aux garçons, le père a le droit de les reprendre avant leur puberté, à partir de l'âge de six ou sept ans, « quand ils peuvent, sans danger, être livrés à eux-mêmes ». On estime qu'alors il est bon pour eux de quitter les mains des femmes et de vivre avec les enfants de leur sexe, afin de prendre des habitudes viriles. Les rites chafaïte et hanbalite, qui n'ont pour ainsi dire pas d'adeptes en Algérie, disposent qu'à partir de l'âge de sept ans, on doit laisser à l'enfant le choix de résider chez son père ou chez sa mère.

Le père peut laisser volontairement ses enfants à la garde de leur mère, au delà du terme fixé, et cela se présente assez souvent, lorsque la mère renonce à la pension d'entretien.

En contractant un nouveau mariage, la mère est déchue du droit de garde et le père peut reprendre ses enfants s'ils approchent de la fin de la période d'éducation maternelle. Elle encourt aussi cette déchéance si, après s'être conduite honorablement, elle se livre à la débauche, brutalise ou néglige ses enfants. Dans ce cas, le cadi prononce par un jugement motivé, soit à la demande du père, soit d'office.

Lorsque la mère est ainsi déchue du droit de garde, ou si elle vient à mourir, ce droit passe à sa parente la plus rapprochée (dans la ligne maternelle) et, à défaut, aux femmes de la ligne paternelle, en prenant toujours le degré le plus proche, et la préférence étant donnée à la parenté utérine sur la parenté consanguine. Et si, dans les deux lignes, il n'existe aucune femme ayant droit à la *hadana*, elle passe au père ou à l'ouaci, ou aux parents mâles de l'enfant; si les droits sont égaux entre eux, la garde est attribuée à celui qui montre le plus de tendresse à l'enfant et est préjugé le mieux en situation de le bien soigner.

(A suivre).

TERRE ARCH

Quel en est, quel doit en être le juge ?

La terre ne doit avoir qu'une loi, la même pour tous ; qu'un juge, un seul, le même pour tous.

C'est la condition de tout bon crédit foncier, de toute colonisation sérieuse. Telle est la loi en France, telle chez toutes les nations. Ce n'est pas encore la loi en Algérie, malgré les principes proclamés par la loi de 1873, malgré les paroles de M. Warnier déclarant que l'Algérie devait être soumise à une seule législation immobilière ; malgré celles de M. Humbert disant que la diversité des statuts et les conflits qui peuvent en résulter imposent aux transactions immobilières des obstacles infranchissables, et que la politique (sinon le patriotisme) commande d'assurer la prépondérance à la législation française.

Nous avons encore la loi et la juridiction musulmanes entre les conventions immobilières musulmanes, la loi et la juridiction françaises entre toutes autres, et l'on veut créer une nouvelle juridiction pour la terre dite *arch*, celle du gouverneur général en conseil de gouvernement, revendiquée contre les cadis par la circulaire du 2 décembre 1878, aujourd'hui contre les juges de paix dans le rapport sur le budget de l'Algérie !

La question est soumise à la Cour de cassation sur le terrain judiciaire, à la Chambre des députés sur le terrain législatif ; elle est d'un intérêt actuel et de premier ordre, étudions-la à ces deux points de vue.

SOMMAIRE

—

1. — Arrêté du 28 août 1832; — ordonnance du 1er octobre 1844; — ordonnance du 8 août 1846; — loi du 11 juin 1851; justice musulmane entre conventions musulmanes; justice française entre toutes autres; aucune juridiction à l'administration.

2. — Projet de cantonnement; territoire des tribus rurales; terre de kharadj; terre *arch,* terre *sabega;* — lettre de l'empereur; principes surannés du mahométisme; pouvoir despotique du Grand-Turc; terre libre de tout droit de l'État.

3. — Sénatus-consulte du 22 avril 1863; — terre de la tribu, vraie terre *arch* ou *sabega*; exception en faveur de la propriété avec titres français; réserve de la propriété privée indigène *(melk)*; — tribunaux seuls compétents sur les questions de propriété.

4. — Décret du 23 mai 1863; instructions du 22 juin 1863, du 1er mars 1865; jeu des déchéances; propriétés privées non revendiquées classées dans les terres de culture collective; attribution à ceux qui les possèdent; circuit inutile; terre *arch* au sens restreint.

5. — Juridiction des tribunaux ordinaires en matière contentieuse; pouvoir de l'administration limité aux opérations matérielles et à l'attribution définitive des terres de culture, dites *arch*, à ceux qui en avaient la possession ou à leur répartition entre les membres du douar.

6. — Loi du 26 juillet 1873; — art. 3, attribution des terres de culture collective à ceux qui en ont la jouissance effective ; pouvoir du Gouverneur général en Conseil de gouvernement, limité au cas prévu par l'art. 20.

7. — Circulaire du 2 décembre 1878 ; — juridiction des cadis répudiée par l'administration ; juridiction administrative revendiquée sur la terre dite *arch ;* réfutation.

8. La question au Conseil supérieur en 1882 ; — projets supprimant toute distinction entre la terre melk et la terre arch, enlevant tout pouvoir au gouverneur pour l'attribution des terres de culture, pouvoir judiciaire seul compétent ; avis conforme de l'École de droit, opinion du général Loysel, des conseillers de gouvernement contre la juridiction administrative ; loi du 28 avril 1887, droit de vendre la terre *arch.*

9. — Décret du 22 septembre 1887, instruction du 1er février 1888; tendances de l'administration à multiplier les terres arch et à s'attribuer toute juridiction sur elles.

10. — Décret du 8 juillet 1890, étendant les pouvoirs du gouverneur sur la terre classée comme arch par les tribunaux ; est-il légal ?

11. — Instruction du 31 janvier 1893 relative aux Hauts Plateaux et au Sahara ; le sénatus-consulte est-il bien interprété ?

12. — Conclusion au point de vue de l'interprétation de la loi ; décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane.

13. — Conclusion au point de vue législatif ; une seule classe de la propriété privée ; terre libre, pouvoir judiciaire seul compétent.

14. — Principes à formuler en projet de loi.

---

1. — C'est à l'arrêté de l'intendant civil, du 28 août 1832, que remonte le double statut réel, musulman entre conventions musulmanes, français entre toutes autres. La juridiction différait suivant les conventions, mais s'étendait à toutes terres, sans distinction entre la terre *melk* et celle que l'on a appelée plus tard très improprement *terre arch*.

Les premiers colons avaient été fort imprudents, les indigènes leur avaient vendu des terres qui ne leur appartenaient pas ou qui étaient inaliénables, grevées de droits réels musulmans occultes. Pour consolider les titres français, pour les purger des droits musulmans, l'ordonnance du 1er octobre 1844 déclare les indigènes déchus de toute action sur les immeubles vendus à des Européens, si elle n'est intentée dans les deux ans devant les tribunaux français. Aucune autre juridiction ne peut être saisie, quelle que soit la nature de la propriété; et le législateur ne paraît pas même soupçonner l'existence d'une propriété réduite au domaine utile, à côté de la pleine propriété. Les tribunaux français sont déclarés seuls compétents pour statuer sur une convention ou sur une contestation immobilière intéressant un Européen.

L'ordonnance du 8 août 1846 prescrit la vérification des titres de propriété pour prévenir le mal auquel celle de 1844 avait voulu remédier; l'opération n'est pas confiée aux tribunaux, qui n'auraient pu y suffire; elle est faite administrativement par le conseil du contentieux, mais l'art. 7 porte que si les immeubles délimités sont revendiqués par plusieurs prétendants, le conseil surseoira jusqu'à ce que les tribunaux aient pu prononcer sur la question de propriété. On opérait en territoire de tribu, puisque les immeubles urbains et suburbains étaient dispensés de la vérification; on ne songe pas à faire une différence entre les terres; une seule juridiction, celle des tribunaux, doit être saisie. La vérification ne portait pas que sur des *melk;* on prétendait même qu'il n'y en avait pas dans les territoires occupés par les tribus.

La loi du 11 juin 1851, art. 10, proclame l'inviolabilité de la

propriété « sans distinction entre les *possesseurs* indigènes et les *possesseurs* français ou autres. » L'art. 11 ajoute : « Sont maintenus tels qu'ils existaient au moment de la conquête ou tels qu'ils ont été maintenus, réglés ou constitués postérieurement par le gouvernement français, les droits de *propriété* et les droits de *jouissance* appartenant aux *particuliers,* aux tribus et aux fractions de tribus. »

Les droits des *particuliers* sont maintenus comme ceux des tribus, la propriété privée comme la propriété commune à la tribu, qu'elle soit une pleine propriété ou un droit de jouissance. Et le principe est posé dans *une loi !*

A ces termes de *propriété* ou de *jouissance*, on voit qu'on n'est pas fixé sur la nature des droits des indigènes, mais on assimile le possesseur indigène au possesseur européen, et les droits des indigènes sont maintenus tels qu'ils l'avaient été jusqu'alors.

L'art. 14 s'exprime ainsi : « Chacun a le droit de jouir et de disposer de sa propriété de la manière la plus absolue en se conformant à la loi. Néanmoins, aucun droit de propriété ou de jouissance portant sur le sol du territoire d'une tribu ne pourra être aliéné au profit des personnes étrangères à la tribu ; à l'État seul est réservée la faculté d'acquérir ces droits dans l'intérêt des services publics de la colonisation et de les rendre, en tout ou en partie, susceptibles de libre transmission. »

Le législateur connaît la polémique engagée sur la nature des droits des indigènes en territoire de tribu, mais, quelle que soit leur nature, propriété ou jouissance, *melk* ou non (à cette époque on ne connaît pas le nom de terre *arch)*, il proclame le droit d'en disposer de la manière la plus absolue ; la même règle est applicable à tous, la même exception est faite pour tous, dans l'intérêt de la colonisation, et pour prémunir les colons contre leur imprudence, contre leur témérité.

L'art. 16 formule ensuite la règle du statut et, par suite, de la compétence : « Les transmissions de biens de musulman à musulman continueront à être régies par la loi musulmane ; entre toutes autres personnes, elles seront régies par le Code civil, » ce qui, à nos yeux et conformément à l'ancienne et à la dernière jurisprudence de la Cour d'Alger, signifie qu'entre conventions musulmanes, c'est la loi musulmane qui sera appliquée ; entre toutes autres, la loi française ; en cas de conflit entre les deux lois, celle-ci seule prévaudra et servira à régler l'antériorité et la préférence de l'une sur l'autre. (V. notamment, Alger, 23 juin 1891, *Rev. Alg.*, 1. 461). Conf. les notes de Dalloz, 89. 1. 17 ; 2. 73 ; 90. 2. 209 ; 91. 1. 177 ; 94. 1 ;

Besson, *Législation de l'Algérie,* p. 323. L'arrêt de la Cour de cassation du 8 mai 1894 résout surtout la question de savoir si, avant la loi de 1873, le titre français rendait la terre définitivement française, la soumettait à la loi française, alors même qu'elle deviendrait l'objet d'une nouvelle convention entre musulmans; il est fâcheux que l'on n'ait pas exclusivement posé la question sur son vrai terrain, celui du conflit entre deux lois régissant, chacune, l'une des deux conventions en présence. La question, seule discutable, est à peine posée et la Cour suprême n'a pas connu les motifs décisifs de la Cour d'Alger.

Dès cette époque, on contestait aux indigènes le droit de propriété sur les terres en territoire de tribu; on voulait réduire leurs droits à une jouissance, à une possession; cependant, la loi de 1851 assimile tous les droits sur les immeubles, elle les place sous la même loi, sous la juridiction ordinaire, celle des cadis entre les conventions musulmanes, ainsi que le prouve le décret du 31 décembre 1859, celle des tribunaux français entre toutes autres conventions.

Jusque-là, il n'y a donc pas même le soupçon d'une autre juridiction. Le sénatus-consulte va-t-il modifier cet état de choses?

2. — Une campagne avait été entreprise pour atténuer la portée de la capitulation d'Alger, qui garantissait aux indigènes leurs droits de propriété; on soutenait que les droits garantis étaient ceux qu'ils avaient sous la domination turque. Or, il est certain qu'avant notre conquête le pouvoir le plus arbitraire s'exerçait sur les biens comme sur les personnes. Il ne pouvait s'agir de rétablir pour la France le despotisme turc. On fouilla le Coran, le vieux droit musulman, et l'on voulut appliquer les principes de la conquête par le sabre de l'islam à la terre algérienne du XIX^{e} siècle, malgré le temps écoulé et les longues possessions, malgré les transformations politiques, la superposition successive des tribus les unes sur les autres, la conquête du sol sur les anciens conquérants par de nouvelles peuplades. On exhuma de ce vieux droit musulman le principe que la terre de violence, la terre conquise, appartient à la communauté musulmane; qu'elle forme un gage inaliénable dont la jouissance seule avait été laissée aux possesseurs moyennant un tribut *(kharadj)*, tandis que la terre *melk,* pleine propriété, est soumise à la dîme des fruits.

Invoquant l'histoire, on prétendait que l'Algérie était une terre de violence, une terre conquise par les armes, soumise au *kharadj* et, par suite, au domaine éminent de l'État, les indigènes n'ayant sur les terres des tribus que des droits d'usage ou de jouissance, qui pouvaient être cantonnés sur une partie du sol en les transformant en pleine propriété, l'autre partie devant être attribuée à l'État pour son domaine éminent. Par cette théorie archéo-juridique, inventée dix siècles auparavant pour justifier le tribut, on arrivait à obtenir des terres de colonisation, but recherché, sur les terres dont la propriété avait été, trop généreusement peut-être, mais avec la générosité française, garantie aux indigènes par la capitulation.

Ces idées, appliquées en fait par le cantonnement de plusieurs tribus, furent traduites en un projet de loi discuté en 1861 par le conseil supérieur et transmis au conseil d'État (1).

A l'histoire on opposa l'histoire, au droit le droit; on montra la propriété individuelle constituée partout dans les montagnes kabyles; le *melk*, propriété dont on est souverain, reconnu dans les villes, dans leurs banlieues, dans les centres

---

(1) C'est alors qu'on a appelé terre *arch*, terre *sabega*, la terre qu'on disait soumise au tribut, au *kharadj*, et grevée du domaine éminent de l'État. Beaucoup d'erreurs proviennent de l'emploi de termes impropres; c'est ce qui est arrivé dans notre matière. Précisons donc la signification de ces mots. En arabe *arch* signifie tribu. On pensait qu'il n'y avait pas de terre *melk*, de pleine propriété, dans les tribus rurales, ce qui était une profonde erreur, et l'on crut pouvoir appeler terre de tribu la terre située dans ces tribus. Dans la province d'Oran, on appelait terre *sabega* la terre morte, la terre en friche (la terre vaine et vague de notre France), qui appartient à celui qui la vivifie le premier, au premier occupant, à celui qui a précédé, devancé les autres (*sabega* signifie précédent, antérieur, devançant); on crut y voir un synonyme de terre de tribu, la terre en friche devant appartenir à la tribu. Ces termes auraient pu convenir à la terre commune à la tribu, mais non à la propriété privée. On les appliqua aux terres possédées à titre privatif, quand on les croyait soumises au droit éminent de l'État, même quand elles étaient cultivées, et l'on verra bientôt que, dans un sens restreint, on désigne ainsi la terre de culture indivise entre plusieurs familles dont la loi ordonne l'attribution comme propriété individuelle aux membres de ces familles. Ainsi le terme de terre de tribu (*arch*) désignera une terre non possédée par la tribu, devant appartenir à titre privatif à un ou à plusieurs membres de la tribu; le terme de terre morte, en friche (*sabega*), qualifiera une terre de culture dont la vivification a conféré la propriété à son auteur. Constamment, on confondra la terre arch avec la terre de kharadj, la terre arch dans son sens général avec la terre arch dans son sens restreint, et ce qui pourrait convenir à l'une on l'appliquera à l'autre.

d'agglomération; pourquoi n'existerait-il pas dans les tribus rurales où la vivification de la terre morte par la culture et par l'irrigation, la concession du souverain, la prescription, ont pu le constituer d'après le droit musulman? Comment ne pas reconnaître la pleine propriété à la terre transmise de génération en génération dans une famille qui la cultive? Comment distinguer cette propriété du *melk?* — Au *kharadj ?* Son nom est inconnu en Algérie; l'*achour* est la dîme des fruits; le *hokkor* de la province de Constantine n'est pas le *kharadj*. — A l'inaliénabilité? Il n'y en a pas d'autre que celle qui interdit l'introduction d'un étranger dans la tribu, et que le droit de *cheffaâ* qui permet d'écarter de la propriété familiale l'étranger à la famille, en lui remboursant le prix de la part qu'il a achetée. — A la perte du domaine par l'inculture? La terre vivifiée redevient terre morte, si elle est laissée inculte, et la propriété se perd ainsi d'après le droit musulman.

Ce que nous avons dit en 1892 dans la *Gazette des tribunaux*, en 1893 dans la *Revue Algérienne*, M. Besson l'a dit à son tour en 1894 dans son *Essai sur la législation civile en Algérie :* c'est le droit patriarcal qui régissait les biens dans les tribus ; le territoire, plus ou moins entamé par le domaine du beylick (de l'État), était divisé en terres de parcours, soumises au pâturage de tous les membres d'une tribu ou d'un douar, à l'exclusion des membres d'une autre tribu ou d'un autre douar, et en terres de culture, généralement cultivées, possédées par des familles et transmises héréditairement. La culture et la possession y créaient, y caractérisaient la propriété.

L'Empereur qui, dans un voyage en Algérie, avait pu voir et apprécier l'état des terres, écrivit, le 6 février 1863, au maréchal Pélissier, une lettre célèbre dans laquelle on lit :

« Je crois devoir mettre un terme aux inquiétudes excitées par tant de discussions sur la propriété arabe. La bonne foi, comme notre intérêt bien entendu, nous en fait un devoir, quand même la justice ne le commanderait pas; il me semble indispensable, pour le repos et la tranquillité de l'Algérie, de *consolider la propriété* entre les mains de *ceux qui la détiennent.* Comment compter sur la pacification d'un pays, lorsque la plus grande partie de son territoire est frappée de discrédit par l'impossibilité de vendre ou d'emprunter? » — Il constate ensuite que les concessionnaires européens vendent ou louent aux Arabes les terres concédées, et il ajoute : « En présence de ces résultats, on ne peut admettre qu'il y ait utilité à cantonner les indigènes, c'est-à-dire à prendre une certaine portion de leurs biens pour accroître la part de la

colonisation. Aussi, est-ce d'un consentement unanime que le projet de cantonnement a été retiré.... Le droit, m'objectera-t-on, n'est pas du côté des Arabes. Le sultan était autrefois propriétaire de tout le territoire et la conquête nous l'aurait transmis au même titre. »

« Eh quoi ! L'État s'armerait des *principes surannés du mahométisme* pour dépouiller les *possesseurs* du sol, et, sur une terre devenue française, il invoquerait les *droits despotiques du Grand Turc?* Pareille prétention est exorbitante, et, voulût-on s'en prévaloir, il faudrait refouler les Arabes dans le désert... »

C'était le coup de grâce donné à la théorie turque de la terre de kharadj et à celle du cantonnement. Ne la ressuscitons pas sous le nom de *terre arch.*

L'Empereur veut consolider la propriété entre les mains de *ceux qui la détiennent* ; il ne veut pas que l'on dépouille les *possesseurs* du sol en vertu de principes surannés ; il veut enfin que, sous le drapeau de la France, la terre soit libre et non pas soumise à l'arbitraire de l'administration, comme sous le Grand Turc ; il veut que le propriétaire puisse en disposer à son gré.

Or, qui détenait la terre? La tribu ou le douar pour les terres de parcours, les familles pour les terres cultivées par elles et transmises héréditairement. D'après les principes posés, la propriété de la tribu devait être consolidée sur les terres de parcours et sur les terres de culture cultivées en commun ou par des particuliers travaillant à titre précaire; celles des familles sur les terres qu'elles possédaient et se transmettaient, qu'elles cultivaient pour elles-mêmes. L'État renonçant à tout droit ou reconnaissant n'en avoir aucun, ces dernières terres possédées privativement devenaient des *melk*. L'État ne prétendait plus au domaine éminent et la tribu n'en avait jamais eu aucun. La famille qui *possédait* devenait propriétaire, si elle ne l'était déjà, et non la tribu qui ne possédait pas. Si la tribu prétendait que la famille ne possédait qu'à titre précaire, c'était à elle à le prouver et à établir que ce titre venait d'elle, et non de l'État présumé seul maître du sol.

Telles étaient les conséquences des principes si nettement formulés.

3. — Comment le sénatus-consulte, provoqué par cette lettre, a-t-il appliqué ces principes?

« Les tribus de l'Algérie, porte l'art. 1er, sont déclarées pro-

priétaires des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle, à quelque titre que ce soit. »

« Ce n'est, dit le rapport, ni une reconnaissance des droits antérieurs des tribus, ni une renonciation à ceux de l'État. C'est le sénatus-consulte qui, sans réagir sur le passé, dispose pour l'avenir et, de son autorité supérieure, met un terme à un litige qui lèse l'intérêt public. » Le litige cesse, parce que l'État retire toute prétention. Il conserve l'impôt, mais ne prétend plus au domaine éminent. Cette prétention supprimée, reste la propriété pleine et entière, prouvée par la possession. Il n'y a plus de terre de kharadj, la terre est partout libre.

L'art. 1er « substitue un fait matériel et facile à vérifier (la jouissance continue) aux constatations légales qu'exigeait la loi du 16 juin 1851. » Du fait découle le droit, de la possession la propriété.

Le rapport répondait ainsi à la minorité de la Commission, qui aurait voulu que le droit de l'État fût reconnu, que la renonciation de l'État à son droit gardât le caractère de libéralité et que cette libéralité profitât immédiatement et directement à la propriété individuelle, sans passer par la propriété collective de la tribu, en divisant aussitôt les terres communes de la tribu et des douars entre leurs membres. L'exposé des motifs avait déjà répondu : « On ne *crée* pas la propriété collective; on l'accepte comme un fait créé par le temps et la tradition, et on reconnaît ce fait transitoirement. » On accepte ce fait là où il existe, non là où existe la propriété individuelle ou familiale, et l'on ne rend pas collective la propriété qui, déjà, a atteint le but que l'on poursuit, la désagrégation de la collectivité.

En effet, l'art. 2 ordonne, dans *le plus bref délai,* la délimitation de la tribu et la répartition des territoires de la tribu entre les douars, et l'établissement de la propriété individuelle entre les membres du douar, après avoir réservé les terres qui devront conserver le caractère de biens communaux.

L'art. 6 ajoute que la propriété individuelle qui devra être établie entre les membres des douars ne pourra être aliénée avant la délivrance d'un titre.

Toutes ces dispositions concernent la terre de la tribu *(arch),* cette terre commune à la tribu, qui doit être répartie entre les douars, puis divisée en biens communaux et en terres de culture destinées à être distribuées aux membres du douar comme propriété individuelle.

Cette terre possédée par la tribu, qui en jouissait d'une

manière permanente, dont le domaine éminent aurait appartenu à l'État musulman, d'après la doctrine que nous avons fait connaître, cette terre, déclarée propriété de la tribu du fait de sa possession matérielle, pouvait recevoir le nom générique de terre de la tribu, terre *arch*, qu'elle ne portait ni dans la langue arabe, ni en droit musulman.

Pour les indigènes, la terre arch ou sabega est la terre en friche, la terre de parcours dont toute la tribu jouit par la dépaissance, dont la vivification rend propriétaire celui qui l'a vivifiée. C'est plus tard que ce terme s'appliquera à cette terre vivifiée, cultivée, quand on l'aura classée dans les terres du douar par un jeu de déchéances que nous ferons connaître.

Cette possession par la dépaissance aurait pu paraître précaire aux yeux de l'État, surtout dans le Sahara; le sénatus-consulte la trouve suffisante pour reconnaître la propriété à la tribu.

C'était, par excellence, la terre conquise, la terre de violence, la terre sujette au tribut; le domaine éminent de l'État y était tout, la jouissance peu de chose; la tribu est pourtant reconnue propriétaire.

C'est assez, ce nous semble. Où voit-on que l'État français donne à la tribu la propriété des terres cultivées, possédées par les particuliers, par les familles et transmises héréditairement?

La loi de 1851 maintenait le droit de propriété *ou de jouissance* aux particuliers, aux tribus ou fractions de tribus. Ces mots : *ou de jouissance*, réservaient le droit possible de l'État sur le domaine éminent prétendu; l'État renonce à la réserve, le sénatus-consulte efface ces mots, mais non ceux qui précèdent, et l'art. 11 de la loi de 1851 reste ainsi conçu : « *Sont maintenus... les droits de propriété appartenant aux particuliers, aux tribus.* »

Ce n'est pas un arrêté, un règlement; ce n'est plus seulement la capitulation d'Alger qui pouvait ou non être étendue à toute l'Algérie; c'est une loi française, votée librement par le Parlement, qui le déclare.

Et l'on voudrait que le sénatus-consulte, sans en dire un seul mot, ait transporté à la tribu les droits des particuliers!... tandis qu'au contraire, il prescrit la répartition de la terre commune entre les individus, après avoir prélevé ce qui est nécessaire au parcours; tandis qu'il veut désagréger la tribu et individualiser les terres du douar!...

Le sénatus-consulte s'est d'ailleurs expliqué en réservant d'abord, dans l'art. 1^er^ § 2, les terres ayant fait l'objet d'actes

entre l'État français et les indigènes, en d'autres termes, les terres ayant un titre français, et, dans l'art. 5, les droits du domaine public, du domaine de l'État et *ceux des propriétaires de biens melk.*

En droit musulman le *melk,* c'est la propriété privée qui s'acquiert par la concession du souverain, par la vivification, par la possession de dix ans; elle se transmet par vente, donation, testament, succession. Elle se prouve par titre, par témoins, par la possession que la culture rend manifeste.

La possession privée exclut la possession de la tribu, qui, dès lors, ne peut invoquer l'art. 1er du sénatus-consulte; c'est la possession de la tribu qui seule équivaut à la propriété de la tribu.

S'il était vrai que la communauté musulmane eût un droit de gage (*wakf*) sur toutes les terres communes ou privées, l'État français, héritier de cette communauté musulmane, déclarant ne pas vouloir s'en prévaloir, la terre privée est affranchie comme la terre commune et devient terre de pleine propriété, *melk;* elle est affranchie, elle est libre aux mains de celui qui la possédait, non pour la tribu qui n'avait aucun droit sur elle.

Le sénatus-consulte constate et reconnaît le fait de la collectivité des terres de la tribu et il en ordonne la désagrégation, mais il ne comprend pas dans cette collectivité les biens particuliers, ceux appartenant à une famille, à plusieurs familles, à un groupe. Il dégage la terre des liens de l'État, il n'irait pas l'engager dans les liens de la tribu; il désagrège les collectivités, il se garde bien de les réunir pour les désagréger ensuite.

L'esprit du sénatus-consulte exige donc que la réserve de l'art. 5 relative aux biens *melk* soit entendue d'une manière large en faveur des familles et des particuliers, quand la culture prouve à la fois la possession et la vivification, surtout quand la transmission héréditaire écarte toute idée de précarité. Avant le sénatus-consulte, la précarité aurait pu être supposée en faveur de l'État, en admettant la doctrine du *kharadj,* non en faveur de la tribu; depuis, elle ne peut plus l'être même en faveur de l'État.

« En vertu du texte très explicite de l'art. 1er du sénatus-consulte, dit M. Warnier, rapporteur de la loi de 1873, il n'y a plus en Algérie des possesseurs au titre *melk* et au titre *arch,* mais uniquement des propriétaires. »

Telle est l'opinion de la majorité de la Commission nommée par M. Tirman en 1881 : « Si la distinction a existé autrefois, elle n'existe plus depuis le sénatus-consulte, elle n'a plus de

base juridique. » (Voir procès-verbal des délib. du Conseil supérieur 1882, p. 401, 435 et suiv.); cette majorité était composée de MM. Sautayra, premier président; Pompéï, procureur général; Robe, bâtonnier de l'ordre des avocats, auteur de plusieurs ouvrages sur la propriété en Algérie. Leur opinion a été partagée par M. Fournier, conseiller de gouvernement (*eod.*, p. 481); par M. le général Loysel (p. 494) : « M. Sautayra dit que les indigènes qui avaient la jouissance étaient propriétaires, cela est élémentaire, et l'on aura beau tourner et retourner la loi, il faudra bien que ces terrains restent en la possession des indigènes; » par M. le conseiller Bellemare (p. 495) : « il est certain qu'on ne peut revenir contre le sénatus-consulte ni directement, ni indirectement; » par les tribunaux, par l'ordre des avocats, par l'École de droit dont M. Dain a été le rapporteur.

Il suffit de lire le procès-verbal de ces délibérations pour être convaincu; M. Vignard ne fait que reproduire les idées qui avaient inspiré le projet de cantonnement rejeté par le sénatus-consulte.

Relativement à la juridiction, le sénatus-consulte est muet, mais le rapport s'exprime ainsi : « Lorsqu'il s'agira de tracer des lignes invariables (pour la délimitation des tribus), des différends pourront s'élever. Ils seront décidés administrativement, *sauf les questions de propriété qui appartiendront au domaine judiciaire.* »

L'administration tracera les lignes, les tribunaux statueront sur la propriété en deçà et au delà de ces lignes.

On ne peut donc prétendre que le sénatus-consulte substitue la juridiction administrative à celle des tribunaux, et l'on ne voit pas comment l'administration française invoquerait les agissements de l'administration turque avant la conquête.

4. — Pour se conformer aux principes du sénatus-consulte, on aurait pu, après la délimitation des tribus et des douars, porter sur un plan et sur un registre cadastral les propriétés privées ayant un titre français, et celles, ayant un titre indigène, dont la possession manifestée par la culture, caractérisée par la transmission héréditaire, prouvait la propriété selon le droit musulman. Le reste du territoire eût été facilement réparti, suivant leurs droits, entre le domaine public, le domaine de l'État et le domaine de la tribu. On eût évité des complications et des dépenses dont l'élévation a ralenti et arrêté ensuite les opérations.

Le décret du 23 mai 1863 s'inspire d'autres idées, de celles qui avaient dicté le projet de cantonnement que le sénatus-consulte avait rejeté. La tribu, à défaut de l'État, fut considérée comme ayant le domaine éminent sur les terres de son territoire, et les détenteurs des terres de culture comme des possesseurs à titre précaire ayant des droits de jouissance, non des droits de propriété. Le droit musulman est absolument contraire à cette doctrine; c'est la communauté musulmane, c'est Dieu, l'iman, le sultan, l'État qui est propriétaire de toutes les terres conquises par les armes, non la tribu. Partant de cette donnée fausse, le règlement imposa aux propriétaires des biens melk l'obligation de revendiquer leurs droits dans le délai de deux mois. Les revendications, communiquées aux représentants de la tribu, devaient être contestées dans le délai d'un mois. S'il n'y avait pas de contestation, le revendiquant était reconnu propriétaire à l'égard de tous, même du vrai propriétaire qui avait ignoré la revendication. En cas de contestation, les tribunaux devaient être saisis dans un autre délai d'un mois, sinon nouvelle déchéance.

Les terres dont la revendication n'avait pas eu lieu en temps utile, ou avait été rejetée, étaient comprises dans les terres du douar qui devaient être divisées en biens communaux susceptibles d'être aliénés suivant certaines formes, et en terres de culture qui devaient être réparties entre les membres du douar, et qui étaient frappées d'inaliénabilité jusqu'à la délivrance des titres.

Ce sont ces terres de culture qui ont reçu le nom de *terres arch*, dans un sens restreint, quoiqu'elles dussent devenir propriété privée, individuelle. On les a aussi appelées terres de culture collective, quoiqu'elles soient cultivées à titre privatif par une famille, par un groupe, rarement par une seule personne. Cette terre *arch* est, comme l'a dit M. Robe, une création du décret, un résultat de son application. Ce n'est plus la terre de kharadj du droit musulman, ni la terre arch du projet de cantonnement; elle en est le fantôme.

Les déchéances de ce décret, dont la légalité a été contestée, étaient si rigoureuses, pour des indigènes qui ne songeaient pas à exercer leurs revendications, que les Commissions classèrent d'office dans les *melk* les terres non revendiquées, et l'on put ainsi trouver, dans le département d'Alger, 1,028,784 hectares terres melk sur 57,409 terres arch; dans le département d'Oran 1,288,645 hectares melk sur 362,241 hectares terres arch; dans le département de Constantine 523,162 hectares melk sur 1,103,363 hectares terres arch. Ce

résultat détruisait la doctrine de la terre de violence en Algérie.

Ce n'est pas tout. Le décret, après avoir frappé de déchéance, à l'art. 10, les terres cultivées, possédées à titre privatif, après les avoir comprises dans les terres de culture du douar, ordonnait à l'art. 26, lors de la constitution de la propriété individuelle, de tenir le plus grand compte de la jouissance antérieure : « Il faut surtout attribuer la propriété à ceux qui la possèdent, » dit l'instruction du 23 juin 1863. Après avoir déclaré le possesseur déchu de son droit de propriété, on le lui restitue par un circuit.

On lit encore dans cette instruction : « Les terres de tribu présentent deux caractères bien tranchés. Les unes, communes à la tribu tout entière ou à un ou plusieurs douars, servent au pâturage des troupeaux. Les autres, propres à chaque douar, comprennent les terres de culture, non pas indivises en fait, non pas communes à tous, non pas sujettes à la répartition annuelle et arbitraire des chefs, mais possédées en général, par parcelles bien définies, par les mêmes familles, qui se les transmettent héréditairement. Cette distinction sera soigneusement observée par la Commission, ainsi qu'elle a été établie dans le règlement d'administration publique par les dénominations de biens communaux et de bien collectifs de culture. »

Cette possession, à laquelle est réduit le droit du propriétaire de la terre dite *arch*, est donc bien une propriété privée ou *melk*. Les tribunaux n'ont plus le droit de le juger, mais les Commissions ont le pouvoir gracieux de le déclarer, en attribuant la terre au possesseur. Le *droit* s'est tranformé en *faveur* administrative.

Qu'on nous permette de citer un autre passage de l'instruction pour mettre en lumière la nature du droit reconnu sur ces terres, et le caractère du pouvoir accordé aux Commissions, non par la loi, mais par un règlement et par une instruction.

« Les bases d'après lesquelles doit s'opérer le fractionnement du droit collectif du douar n'ont pas été fixées d'une manière absolue par le règlement. L'art. 26 se borne à énoncer que le partage aura lieu en tenant compte, autant que possible, des jouissances antérieures, *des coutumes locales, de l'état des populations*...

» On a déjà rappelé que les terres de culture ne sont pas l'objet d'une répartition annuelle abandonnée à l'arbitraire des chefs; qu'elles sont, au contraire, détenues en grande partie par les mêmes familles qui se les transmettent hérédi-

tairement, tant qu'elles se perpétuent sur les lieux et qu'elles ont les moyens de les exploiter. Il convient d'ajouter que, lorsqu'une famille s'éteint ou quitte le douar, ses terres font retour à la communauté. Il en est de même des terres qu'une famille laisse tomber en friche. Le douar dispose alors des terres non occupées en faveur d'autres exploitants. La conséquence à tirer de cet état de choses, c'est que toutes les familles ne sauraient prétendre au partage, et qu'elles ne peuvent y être admises avec des droits égaux... Les titres les plus sérieux, sur lesquels une famille puisse appuyer ses prétentions, résultent de l'étendue de la jouissance dont elle est en possession. *Les Commissions devront donc se proposer, en général, la consécration des droits de jouissance existants, bien plus que de l'établissement d'une assiette nouvelle de la propriété.* Elles ne devront créer des droits nouveaux qu'avec la plus grande réserve... »

On veut justifier théoriquement ce prétendu droit de la tribu qui a fait infliger la qualité de terre *arch* et l'inaliénabilité à une terre libre, possédée privativement par la famille, mais on revient en fait à la vérité conforme au droit musulman sur la possession, aux intentions si nettement exprimées dans la lettre de l'Empereur et appliquées par le sénatus-consulte, qui avait voulu rendre libre la propriété privée plus encore que la propriété de la tribu. L'instruction du 1er mars 1865 reconnaît que si la propriété de ces terres a été laissée aux douars à titre collectif, en réalité les familles en usent *à titre privatif.* Si elles étaient dépossédées, il faudrait les indemniser, dit-elle; il vaut mieux les laisser en possession.

Le sénatus-consulte avait réservé formellement la propriété des biens *melk*; la lettre de l'Empereur avait demandé avec énergie qu'on ne dépouillât pas les anciens *possesseurs* du sol en vertu des principes surannés du mahométisme et des pouvoirs despotiques du Grand Turc; qu'on ne frappât plus le sol de discrédit par l'impossibilité de vendre et d'emprunter. La loi de 1851 avait elle-même reconnu les droits des particuliers sur les biens dont ils avaient la jouissance.

L'administration appliquait les principes du sénatus-consulte et de la lettre de l'Empereur aux terres revendiquées comme *melk* ou classées comme telles, reconnues aliénables immédiatement; mais, par son système de déchéances, elle englobait des terres, qui auraient dû être aussi libres, dans une classe qu'elle frappait d'indisponibilité, et qu'elle entendait conserver à sa discrétion, tant qu'elle ne leur aurait pas délivré de titres.

Ne rétablissait-on pas ainsi, sur une partie des terres, ce

pouvoir arbitraire que la lettre de l'Empereur et le sénatus-consulte ont voulu répudier comme rappelant le despotisme turc?

Un décret du 31 mai 1870, pour mettre fin à cette évolution et réaliser les intentions du sénatus-consulte, ordonna d'attribuer les terres *arch* à ceux qui les occupaient ou de les partager entre les ayants droit, s'il y en avait plusieurs.

La guerre de 1870 n'a pas permis d'exécuter ce décret.

5. — Jusqu'à cette époque les prétentions de l'administration sont à l'état latent ; personne, que nous sachions, n'a réclamé pour elle une juridiction particulière sur les terres communes du douar, sur les biens communaux, ni sur les terres de culture, spécialement sur ces terres cultivées, possédées privativement, transmises héréditairement dans une même famille. C'est dans une circulaire de 1878 qu'on fait remonter au sénatus-consulte le droit de l'administration, exclusif de la juridiction ordinaire en matière de propriété immobilière.

Avant l'application du sénatus-consulte à une tribu, il est d'abord évident que le cadi seul, entre indigènes, peut juger les litiges immobiliers ; à qui s'adresserait-on ? Les décrets sur la justice musulmane sont absolus et ne font aucune exception à la juridiction des cadis pour les terres non melk.

Quand un décret a désigné une tribu pour que le sénatus-consulte y soit appliqué, une commission composée du général, du sous-préfet, d'un agent du bureau arabe, et d'un agent du service des domaines, et une sous-commission sont chargées de délimiter la tribu (1re opération), de répartir les territoires entre les douars, de diviser les terres du douar en biens communaux et en terres de culture (2e opération), enfin de constituer la propriété individuelle en attribuant les terres de culture à ceux qui les possèdent, en les partageant entre les ayants droit ou entre les membres du douar (3e opération, à laquelle il n'a pas été procédé pendant cette période). Des décrets, sur la proposition du gouvernement, peuvent seuls rendre définitive la constitution de la propriété individuelle.

Les tribunaux français sont investis formellement du droit de statuer sur les revendications des biens du beylick par le domaine et des biens melk par les particuliers. Si une déchéance a été encourue, ils n'en sont pas moins compétents pour la reconnaître et la prononcer.

La commission et le gouvernement sont seuls compétents pour procéder aux trois opérations, notamment à la dernière,

ce qui leur donne, en vertu d'un règlement, dont la légalité, contestée, il est vrai, a été reconnue par la jurisprudence, le pouvoir d'allotir, d'attribuer et de répartir les terres de culture, en vertu non d'une juridiction contentieuse, mais d'une juridiction gracieuse, dont l'instruction du 23 juin recommande d'user avec la plus grande circonspection, en invitant la commission à tenir le plus grand compte de la possession.

En dehors de ces opérations bien déterminées, expressément limitées, quelle juridiction contentieuse est-elle attribuée à la commission et au gouvernement, sur les litiges qui auront pour objet les biens communaux, la véritable terre arch dans le sens général de cette expression, ou les terres de culture dites terres *arch* dans un sens restreint, spécialement les terres de culture qui sont possédées et transmises héréditairement dans les familles, que ces litiges concernent la propriété, la possession, les droits réels de servitude, d'usage, de jouissance, le règlement des limites, ou encore des dommages-intérêts ? Aucune.

L'administration doit administrer, apaiser les différends, concilier les parties, si elle le peut, mais un procès s'engage-t-il, la juridiction ordinaire, celle du cadi, doit être saisie. Cela est évident s'il s'agit de biens communaux sur lesquels un empiétement est exercé ; ce n'est point l'administration qui se fera justice à elle-même, à la mode turque ; c'est la justice ordinaire qui fera respecter le droit du douar. Il en sera de même, et à plus forte raison, si le litige concerne une terre de culture possédée héréditairement, qu'on appelle possession ou propriété le droit qui est attaqué, ce droit que la 3e opération du sénatus-consulte doit consolider et transformer en propriété individuelle. Nous venons de dire que si le possesseur prétend être propriétaire, le tribunal français seul peut être saisi pour déclarer la déchéance. Le litige s'élevant, il faut bien une autorité judiciaire pour le résoudre ; on ne peut attendre la 3e opération suspendue jusqu'en 1873 et qui n'a pas été exécutée partout, et ne le sera plus nulle part. La commission n'étant compétente que pour cette opération, la juridiction ordinaire a seule compétence pour statuer avant qu'il y soit procédé, ainsi que l'a décidé la Cour d'Alger.

6. — La loi de 1873 a-t-elle modifié ces principes ?

Son objet était de soumettre toutes les terres à une seule loi, à la loi française ; elle le proclame dans l'art. 1er.

En dehors du domaine public, du domaine de l'État et du

domaine communal des douars, constitué dans la seconde opération du sénatus-consulte, il y avait dans les tribus où le sénatus-consulte avait été appliqué :

1° Des propriétés privées ayant un titre français, que le sénatus-consulte avait exceptées des opérations ;

2° Des propriétés privées indigènes classées comme *melk* et européennes reposant sur un titre privé ou sur la possession ;

3° Des propriétés possédées à titre privatif, classées dans les terres de culture du douar, appelées *arch*.

La loi française devait s'appliquer immédiatement aux premières, si le droit de propriété y reposait sur un titre français, notarié, administratif ou judiciaire.

Pour les deux autres, l'administration devait préalablement leur délivrer des titres français, après une procédure pour constater chez les unes la propriété privée, pour constituer chez les autres la propriété individuelle. L'Assemblée nationale exigea que les projets de règlement fussent déposés sur le bureau afin d'être annexés au projet de loi, et soumis à son vote, la loi seule et non le décret devant régler tout ce qui concerne la propriété.

Par ces opérations on espérait dégager des terres pour la colonisation, cette chimère qui avait fait dévier le sénatus-consulte du but qu'il voulait atteindre : la liberté de la propriété privée, la constitution à bref délai de la propriété individuelle là où elle n'existait pas encore.

Pour poursuivre cette chimère, on commit la faute énorme de retarder l'application de la loi française jusqu'à la délivrance de titres français aux terres qui n'en avaient pas.

Le législateur de 1873 entendait maintenir le sénatus-consulte, mais non le règlement, condamné par tous, du 23 mai 1863.

Après avoir dit formellement que depuis le sénatus-consulte il n'y a plus de possesseurs au titre *melk* et au titre *arch*, mais uniquement des propriétaires, le rapporteur, M. Warnier, ajoute : « Au dualisme des mots melk et arch, nous substituons l'appellation générique du mot *propriété*, dont la définition, dans notre droit public, ne peut donner lieu à aucune erreur, en y adaptant, suivant le cas, l'un des deux modes de possession exprimés par les termes de *privée* ou de *collective*..... Le chap. 1 du titre 2 (constatation de la propriété privée), s'applique aux terrains possédés à titre privatif, soit par la famille, soit par l'individu, que le terrain soit arch ou melk, peu importe. Mais là où la terre est possédée en commun par une collectivité d'individus qui ne sont pas

membres d'une même famille, s'applique le chap. 2 du titre 2 (constitution de la propriété individuelle). »

M. Warnier eut l'occasion d'exprimer la même pensée d'une manière encore plus nette, si c'est possible, devant la commission nommée par le gouverneur. Pour lui la propriété privée est celle de l'individu ou de la famille ; la propriété collective est celle indivise entre plusieurs familles, sans tenir compte de la classification comme melk ou comme arch, qu'il considère comme factice et arbitraire. Une circulaire que M. Fournier, conseiller de gouvernement, a fait connaître au conseil supérieur dans les délibérations de 1882 (procès-verbaux, p. 481), ordonne l'exécution de la loi dans ce sens. En présence des difficultés que présentait l'exécution, on revint au dualisme de la terre melk et de la terre arch ; on fit revivre la distinction abolie par le sénatus-consulte et par la loi de 1873 ; on exécuta la loi à rebours, dit M. le conseiller Bellemare (*eod.*, p. 457) ; dans un sens opposé à la pensée du législateur, dit M. le conseiller Fournier.

C'est ainsi que, dans la pratique, on a conservé les termes de *melk* et *arch* et appliqué aux terres classées comme *melk* la procédure de constatation de la propriété privée, aux terres classées comme arch celle de la constitution de la propriété individuelle.

Les contestations au procès-verbal du commissaire enquêteur doivent, dans la première procédure, être déférées aux tribunaux ; cette procédure est exclusivement judiciaire. Dans la seconde, le procès-verbal du commissaire-enquêteur constate et discute les prétentions des parties, et, après son dépôt au secrétariat du gouvernement général, il est soumis à l'homologation du gouverneur en conseil de gouvernement. L'arrêté du gouverneur remplace le décret et règle toutes les questions que soulève le procès-verbal.

L'art. 20 n'attribue pas au gouverneur une juridiction générale sur la terre arch, il limite sa compétence au cas spécial qu'il prévoit, l'homologation du procès-verbal, l'appréciation des opérations qu'il constate, la solution des contestations auxquelles il donne lieu. Le législateur a voulu que la loi déterminât ces pouvoirs et la procédure, afin d'éviter les réclamations qu'avait suscitées le décret du 23 mai 1863.

L'art. 3 ordonne que, dans les territoires où la *propriété collective* aura été constatée, la propriété du sol soit attribuée aux membres de la tribu dans la mesure des surfaces dont chaque ayant droit a la *jouissance effective*, le surplus devant appartenir au douar comme bien communal, ou à l'État comme biens vacants ou en déshérence.

Le vœu du sénatus-consulte est réalisé sur ce point ; la jouissance effective équivaut à la propriété en terre classée arch, comme en terre classée melk ; un classement arbitraire a seul séparé ces deux natures de propriété privée, identiques au fond, quand il s'agit de terres cultivées, possédées et transmises héréditairement.

L'instruction pour l'exécution de la loi s'exprime ainsi :

« La loi du 26 juillet, en respectant la *propriété privée indivise ou non,* a voulu que, dans les groupes collectifs de culture, l'indigène fût constitué propriétaire de toutes les terres qu'il utilise soit pour ses labours, soit pour ses troupeaux. Par conséquent il y a lieu, pour le commissaire-enquêteur, de tenir compte des jachères, des terrains de parcours, qui sont nécessaires à l'indigène lorsque la tribu ne possède pas de communaux. En un mot, il faut que le commissaire-enquêteur se pénètre bien de cette pensée : la loi du 26 juillet 1873 n'a pas eu pour but de dépouiller l'indigène qui a des droits à exercer sur des terrains possédés collectivement. Elle a voulu lui accorder tout ce qu'il a prouvé être nécessaire à lui et aux siens. »

Le droit de propriété privée est donc bien reconnu sur cette terre dite arch, dite collective, et ce droit ne mériterait pas d'être protégé par la justice ordinaire, et serait livré à la discrétion de l'administration, comme autrefois la terre de *kharadj* à celle des fonctionnaires de la régence !

Nous aimons à croire que l'administration serait paternelle, mais, en matière contentieuse, la seule en question ici, comment sa juridiction s'exercerait-elle ?

Cela n'est pas possible ; la justice deviendrait un moyen de gouvernement.

Cela n'est pas ; interrogeons le législateur !

Le rapport de M. Warnier explique formellement que ce sont les opérations de délimitation, de répartition et de constitution de la propriété individuelle qui sont déférées à l'administration, les tribunaux ne pouvant suffire à ce surcroît de travail, et les opérations devant être faites avec rapidité et avec le moins de frais possible.

M. Humbert, dans son discours, a prévu et résolu la question en termes qui ne peuvent laisser subsister le moindre doute : « Il s'agit de déterminer les autorités auxquelles sera confiée l'exécution du présent projet. Or, à cet égard, la commission a distingué deux genres de questions parfaitement séparées. Toutes les fois qu'il s'agira de *questions litigieuses,* de *difficultés contentieuses sur la propriété, ce sont les tribu-*

naux civils seuls qui sont appelés à décider. Nous avons voulu maintenir au profit des Français, et surtout des indigènes, *la garantie sacrée de la juridiction des tribunaux civils*. (TRÈS BIEN A GAUCHE). Lorsqu'il s'agira au contraire *d'opérations purement administratives*, c'est-à-dire lorsqu'il s'agira soit de constituer la propriété individuelle là où elle n'existait que collectivement, soit de délivrer des titres réguliers aux propriétaires qui n'en ont pas encore, comme il est question de milliers d'opérations, il est impossible de les confier aux tribunaux civils déjà surchargés. Eh bien, nous avons suivi les précédents de l'ordonnance de 1846, qui donnait à *l'autorité administrative le soin de faire les vérifications :* il en était de même du sénatus-consulte de 1863 et de l'ordonnance qui l'a suivi. Ce sont là les principes que nous avons consacrés dans l'art. 6. »

Est-ce clair ? Le gouverneur en conseil de gouvernement aura le soin de faire les vérifications, d'homologuer ou de rectifier les opérations du commissaire-enquêteur, de clore la procédure.

Son rôle ne peut être étendu au delà ni dans le passé ni dans l'avenir.

Dans l'avenir ? La propriété une fois constituée, toutes les contestations qui naîtront seront soumises aux tribunaux.

Dans le passé ? Avant l'application du sénatus-consulte, à quelle autorité pourrait-on soumettre les contestations relatives aux terres dont le caractère melk ou arch n'est pas déterminé ? La commission du sénatus-consulte n'existe pas ; le gouverneur est en quelque sorte un second degré de juridiction ; il statue sur les procès-verbaux des commissions.

Pendant les opérations du sénatus-consulte et avant le classement dans les terres de culture ? Les tribunaux français et la Cour d'Alger sont spécialement chargés de statuer sur les revendications des biens du beylick et des terres melk.

Depuis le classement dans les terres de culture et jusqu'à la constitution de la propriété individuelle ? On ne peut s'adresser au commissaire-enquêteur, s'il n'est pas nommé, si l'opération n'est pas commencée, ni au gouverneur en conseil de gouvernement, qui ne statue que sur le procès-verbal. De nombreuses années peuvent s'écouler, un quart de siècle, un demi-siècle, plus encore... ; si une contestation naît, si elle n'a pu être résolue amiablement, administrativement, comment le sera-t-elle ? Par quelle autorité, sinon par les tribunaux ordinaires ? La question de pleine propriété, du caractère *melk* de la terre, ne peut plus se présenter puis-

qu'il y a déchéance, et ne pourrait être soumise qu'aux tribunaux français et à la Cour d'Alger, qui décideront s'il y a ou non déchéance. Les questions relatives à la possession, aux limites, aux servitudes, etc., étaient, à cette époque, de la compétence des cadis, aujourd'hui des juges de paix, entre indigènes.

7. — Une circulaire du 2 décembre 1878, signée par le général Chanzy, nous apprend que le règlement des différends qui se produisent à l'occasion de la jouissance des terraius collectifs des tribus, a donné lieu à des divergences d'interprétation, et que, sur appel des jugements de cadis, les tribunaux se sont déclarés les uns compétents, les autres incompétents. Tranchant la question par voie d'autorité, la circulaire décide que les cadis ne pourront juger que la question des dommages-intérêts, et que l'administration seule a le droit d'attribuer la jouissance de la terre, *en cas de contestation*, après avoir pris l'avis de la djemâa.

C'était ressusciter le régime antérieur à la conquête que la lettre de l'Empereur et le sénatus-consulte avaient voulu abolir sur une terre devenue française, réveiller toutes les inquiétudes qu'ils avaient voulu calmer, jeter le discrédit sur la terre sous le prétexte de ne pas porter atteinte *à notre autorité vis-à-vis des indigènes*.

Il y a dans cette circulaire une confusion entre l'administration des biens appartenant aux douars, et le droit de juridiction en matière contentieuse.

Que la commune, le douar, puisse disposer, suivant les formes légales, des biens communaux, des parcelles classées dans les terres de culture que personne ne lui conteste, nul doute. Mais si des contestations naissent, même pour ces terrains, entre le douar et ceux auxquels ils ont été remis à divers titres, notamment à titre précaire, ce n'est point l'administration qui pourra les juger, ce sera une autorité judiciaire.

Relativement aux terrains classés parmi les terres de culture collective, *arch*, la circulaire pose en principe que la propriété privée n'existe pas pour eux, et que la propriété en appartient au douar ou à la tribu, jusqu'à l'application de la loi de 1873.

Le premier point est juste ; en vertu des déchéances du règlement du 23 mai 1863, le droit de pleine propriété n'existe plus théoriquement, mais, en fait, ce même règlement ordonne que, dans la 3e opération, la propriété soit constituée au profit

du possesseur, et qu'un titre français lui soit délivré ; l'instruction du 23 juin 1863 accentue cette prescription, et la loi de 1873, revenant au principe du sénatus-consulte qui n'avait attribué aux tribus que les territoires dont elles avaient la possession permanente et traditionnelle, et non les terres possédées par les familles et les particuliers, dispose (art. 3), législativement et non par voie de simple règlement « que la propriété du sol sera attribuée aux membres de la tribu qui en ont la jouissance effective. »

En présence de tous ces textes peut-on soutenir raisonnablement que la possession, la jouissance effective, pourra être enlevée aux familles qui détiennent la terre depuis un temps immémorial, qui l'ont vivifiée, prescrite conformément au droit musulman ?

Quant au droit théorique de propriété, d'après le droit musulman, il appartenait au sultan représentant la communauté musulmane, et l'État français a renoncé à ce droit suranné, non point en faveur de la tribu, mais en faveur du possesseur.

En admettant que les déchéances du règlement du 23 mai 1863, soit contre l'État, soit contre les particuliers, l'aient fait revivre au profit de la tribu, le règlement l'a réduit lui-même à un droit inerte, et l'art. 3 de la loi du 26 juillet 1873 prend soin de réserver les droits de l'État sur les terrains de culture vacants ou en déshérence. D'ailleurs, ce droit du douar ne peut être contesté que devant les tribunaux français, investis du droit de statuer sur la revendication des melk et par conséquent de dire si la déchéance a été encourue.

La circulaire ajoute qu'à l'administration seule incombe le soin de constituer la propriété privée d'après la jouissance effective sur les terrains classés comme collectifs. Cela est certain et l'art. 6 bis de l'arrêté du gouverneur général du 20 mai 1868, prescrit de prendre l'avis des djemâas pour ce cas spécial de la constitution de la propriété individuelle en terre *arch*. Ce n'est point l'administration ordinaire, c'est le gouverneur général en conseil de gouvernement, qui doit statuer sur l'homologation des opérations du commissaire-enquêteur. Mais sa juridiction exceptionnelle est limitée à ce cas, et l'on ne peut conclure d'une juridiction pour une opération déterminée à une juridiction générale pour l'époque antérieure à l'opération.

La circulaire en conclut que jusqu'à l'application de la loi de 1873, la disposition des terrains collectifs appartient à la djemâa sous le contrôle de l'administration. S'il s'agit de terrains classés comme bien communal, et non de terrains

sur lesquels s'exerce la jouissance effective, dont parle l'art. 3 de la loi de 1893, sans doute le douar pourra en disposer, mais il ne peut porter atteinte à une possession légale que la loi de 1873 qualifie de *propriété collective* et qui doit être convertie en propriété individuelle.

La circulaire ne peut admettre que l'autorité du gouverneur général soit subordonnée à une décision de cadi... Aujourd'hui c'est le juge de paix qui statuerait ; la décision du cadi est d'ailleurs soumise en appel au tribunal français. Le gouvernement de la République s'incline chaque jour devant une décision judiciaire du plus humble juge de paix.

La décision du cadi sur tout ce qui concerne la possession, la jouissance, les limites, les servitudes, les droits d'usage, éclaireront le commissaire-enquêteur, trop souvent dépourvu de documents.

La circulaire du 2 décembre 1878 révèle les tendances de l'administration à réagir contre les principes du sénatus-consulte, à conserver sous sa main les terres *arch* pour lui donner de l'autorité sur les indigènes. Une interprétation contraire, dit-elle en terminant, serait de *nature à porter atteinte à notre autorité vis-à-vis des indigènes.*

La justice donne plus d'autorité que l'arbitraire.

Nous croyons que la circulaire ne pouvait conclure du particulier au général, du pouvoir exceptionnel donné par l'art. 20, expliqué par le législateur lui-même, à une juridiction générale sur la terre arch en matière contentieuse. Telle est l'opinion de M. Robe, 1891, p. 117 à la note ; telle est la doctrine d'un arrêt de la Cour d'Alger, 17 mars 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 467 ; *Robe* 1891 p. 146). Un préjugé en ce sens résulte d'un arrêt d'admission de la chambre des requêtes du 13 avril 1891 (*Robe* 1891 p. 135). L'arrêt du 12 janvier 1891 (*Robe* 1891, p. 117) statue sur le fond en rejetant la demande comme non justifiée ; il statue et par conséquent ne déclare pas que la justice ordinaire est incompétente. On peut en dire autant des arrêts du 13 juillet 1885 et 3 décembre 1889 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 106) où l'incompétence n'a pas été invoquée. Un arrêt du 23 janvier 1893 (*Rev. Alg.* 1893. 2. 111) décide que c'est à la commune à prouver le caractère *arch* de la terre.

Les décrets sur la justice musulmane n'ont pas fait une exception à sa compétence pour la terre *arch.*

8. — Les tendances de l'administration dans l'exécution de la loi de 1873 avaient ému le Conseil supérieur ; pour répondre à un vœu exprimé dans sa session de 1880, M. le Gouverneur

nomma une commission composée de MM. Sautayra, 1er président ; Pompéï, procureur général ; Robe, bâtonnier de l'Ordre des avocats ; Vignard, conseiller de gouvernement, habituellement chargé des rapports sur la constitution de la propriété individuelle ; Perrioud, directeur de l'enregistrement. MM. Sautayra et Robe proposèrent un projet qui supprimait toute distinction entre la terre melk et la terre arch, ne reconnaissant depuis le sénatus-consulte qu'une seule propriété, soumise à la seule juridiction des tribunaux. MM. Vignard et Perrioud présentèrent, chacun, un projet maintenant le dualisme des terres melk et arch, toutefois déférant aux tribunaux toutes les contestations relatives aux droits réels. M. le gouverneur soumit ces trois projets à l'École de droit, qui se rangea à l'opinion du premier projet sur l'unification des procédures, et proposa un tribunal spécial pour résoudre toutes les contestations sur les lieux. Les tribunaux, le barreau d'Alger, les avoués, des notaires, des fonctionnaires, appuyèrent le projet de MM. Sautayra et Robe. Un projet de M. Abadie réclama un cadastre et demanda que la propriété fût reconnue aux détenteurs des terres qui les cultivent. M. le général Loysel proposa d'arrêter les opérations de la loi de 1873 et de ne conserver que le titre 3 en l'améliorant. Pour lui il était élémentaire que la propriété de la terre arch appartenait à ceux qui la possédaient. La majorité de la commission, formée de l'élément judiciaire, adopta un projet conforme à celui de MM. Sautayra et Robe, amendé par celui de l'École de droit, et, pour mettre fin à toute appréciation arbitraire, fixa à trois ans la possession qui devait être reconnue comme propriété.

La discussion fut remarquable, elle est à lire tout entière (procès-verbal de 1882 p. 378 et suiv.). M. Sautayra, MM. Bellemare et Fournier, conseillers de gouvernement, M. le général Loysel et d'autres orateurs y précisent le vrai sens du sénatus-consulte et de la loi de 1873 : la terre *arch* n'existe plus, il n'y a qu'une seule propriété, la propriété pleine absolue, divise ou indivise ; il ne doit y avoir qu'une seule procédure, qu'une seule juridiction. M. Fournier révèle une circulaire inédite qui, au lendemain de la loi de 1873, en ordonnait l'exécution conformément aux idées de M. Warnier, en recommandant de ne plus tenir compte de la distinction des terres melk et arch. M. Vignard demande pour l'administration le droit de statuer sur la constitution de la propriété individuelle en terre arch, conformément à l'art. 20 de la loi de 1873, afin de dégager, dans l'opération, des terres de colonisation. Il ressuscite la théorie de la terre de kharadj et le droit

pour l'État de limiter sa libéralité, de prélever des terres... M. le général Loysel répond avec un remarquable bon sens : le gouvernement trouvera un bénéfice plus réel, plus certain, en laissant les indigènes disposer des terres dont ils sont vraiment propriétaires. On aura beau tourner et retourner la loi, on sera obligé de reconnaître leurs droits. Vous perdez votre temps et votre argent à exécuter les procédures de la loi de 1873 ; une seule vaudrait mieux que deux, aucune vaut mieux encore. Qu'on laisse à chacun le droit de purger les droits musulmans par une procédure peu dispendieuse, cela suffira... L'administration des domaines n'a pas besoin des commissaires-enquêteurs pour rechercher et revendiquer les biens vacants et en déshérence.

Personne ne demanda que la purge spéciale frappât les droits français ni l'extension des pouvoirs du gouverneur en terre arch. Les projets de MM. Vignard et Perrioud reconnaissaient la juridiction des tribunaux pour les contestations relatives aux droits réels (1).

---

(1) Moins de 10 ans après, on était obligé de reconnaître combien étaient nuls les résultats espérés par M. Vignard, combien étaient justes les prévisions du général Loysel ; aujourd'hui son opinion est professée par tous, mais on veut étendre aux titres français la purge réservée aux droits musulmans par la loi de 1873, Il est fort remarquable que deux conseillers de gouvernement se soient prononcés contre la distinction des terres melk et arch, et contre toute juridiction administrative ! Voici un passage du discours de M. Fournier (procès-verbal de 1882, p. 506) :

« L'unité de procédure s'impose par suite de l'unité de la matière ; cette manière de voir a été partagée par l'auteur de la loi lui-même, et ce n'est que par une inconséquence inconsciente, à mon sens, qu'après avoir condamné en termes formels la dualité des terres arch et melk il a conservé le double cadre de procédure et de juridiction, qui n'avait plus de raison d'être. Là a été son tort, son imprudence. Oui, le législateur de 1873 a conservé deux termes différents, propriété collective, propriété privée, mais en leur donnant un sens qui non seulement n'était pas le même que celui adopté à ceux d'arch et de melk, mais y était diamétralement opposé, en ce qu'il repose sur une base nouvelle, sur une tout autre idée. Les mots arch et melk du sénatus-consulte, non son texte, mais des errements d'application du sénatus-consulte, devaient se différencier pour des raisons d'origine historique. Telle n'a pas été la position prise par le législateur de 1873. Il avait vu combien avait été fantaisiste, en fait, cette classification : il la repoussa. Se fondant sur le droit de souveraineté régalienne qui était le régime réel sous l'occupation musulmane pour la généralité du territoire et sans contester l'existence de droits privés qu'il voulait d'ailleurs consacrer, il se dégage des controverses historiques qu'il tient pour inutiles, dangereuses et funestes, il se met en face du fait actuel, et s'il fait deux matières à part, c'est seulement sur le caractère de la possession, de la

Le Conseil supérieur fut d'avis que la loi de 1873 devait être respectée relativement aux deux procédures et que la réforme ne portât que sur les détails d'exécution. Une nouvelle commission fut nommée, et de ses travaux est sortie la loi du 28 avril 1887, qui reconnaît aux possesseurs de la terre arch le droit de vendre suivant certaines formes. S'il a le droit de vendre, il est donc propriétaire ; au fond personne ne le conteste.»

Cette loi ordonne ensuite l'exécution des deux premières opérations du sénatus-consulte partout où elles n'ont pas eu lieu ; mais un nouveau décret devra en régler les formes.

9. — Le décret du 22 septembre 1887, qui remplace celui du 23 mai 1863, dispose, art. 2, que les opérations seront effectuées par des commissaires délimitateurs sous la direction d'une commission siégeant au chef-lieu du département et composée du préfet ou du général, du directeur des domaines, du conservateur des forêts, du géomètre en chef de la topographie, du sous-inspecteur du service de la propriété indigène. Après la délimitation de la tribu, on procède à la répartition des territoires entre les douars en classant les terres en cinq groupes : 1° domaine de l'État, 2° domaine communal, 3° terres occupées par les indigènes à titre de propriété privée (*melk*), 4° terres occupées à titre de propriété collective (*arch*), qui doivent être soumises à la constitution de la propriété individuelle, 5° domaine public.

Les terres ayant un titre français doivent être exclues de l'opération (art. 15).

Le procès-verbal dressé par le commissaire délimitateur, est soumis à la commission qui statue sur les réclamations

---

détention qu'il se fonde. La détention, la possession, est donc particularisée, spécialisée sur la tête de l'individu ou d'une seule famille, ou bien elle est indivise entre plusieurs familles. D'où son antithèse à lui ; dans le premier cas, propriété privée ; dans le second, collective. Mais s'il indique l'emploi de ces deux mots, il oublie d'en donner une définition exacte précise, qu'il faut aller chercher dans ses déclarations antérieures ou postérieures au vote de la loi. Là a été la cause des difficultés ; je l'ai dit et je ne saurais trop le répéter ; si on avait exécuté à la lettre les intentions du législateur, on aurait été en présence d'une grande difficulté ; celle de déterminer douar par douar, parcelle par parcelle, les affaires relevant de l'une ou de l'autre juridiction. Eh bien, si vous ne faites pas cette définition, ou plutôt si vous n'en supprimez pas la nécessité *en faisant l'unité de juridiction*, vous aurez les mêmes embarras et je ne crains pas de l'affirmer, vous aurez grand'peine à appliquer la loi. »

et contestations, en réservant la faculté d'opposition à la délimitation et au classement adopté, *toutes questions de propriété entre indigènes demeurant réservées*. Cette opposition doit être faite dans le délai d'un mois après le dépôt du rapport ; s'il n'y a pas de contestation, il y est fait droit ; s'il y a contestation, l'opposant devra introduire une demande en justice. Le travail, rectifié par la commission, ne devient définitif qu'après l'homologation par un arrêté du gouverneur général, le Conseil de gouvernement entendu.

L'instruction du 1er février 1888 pour l'exécution de ce décret, en développe et précise le sens ; relevons-y ce qui concerne la terre *arch*.

La distinction fantaisiste de la terre *melk* et de la terre *arch* est maintenue. L'administration ne peut sacrifier cette création faite à l'image de la terre de *kharadj*, de la terre de servitude musulmane !

On n'oblige plus les détenteurs à revendiquer leurs droits ; on classe les terres privées en deux groupes : celui qui doit être soumis à la procédure de la propriété privée, celui qui doit être soumis à la procédure de la propriété collective, en réservant les droits individuels qui seront déterminés en appliquant la loi de 1873 : « Dans ces conditions, dit l'art. 10, les déchéances ne portent plus que sur des questions de classement et de juridiction. L'indigène, dont l'immeuble aura été compris dans un groupe collectif, aura la faculté de produire sa réclamation ; mais, en cas de déchéance, il ne perdra pas son immeuble, et l'attribution lui en sera faite, lors de l'application de la loi de 1873, par la procédure de la propriété collective au lieu de l'être par la procédure de la propriété privée ».

Sous ce rapport il y a progrès, le classement ne réduit pas le détenteur de la terre classée comme *arch* à la possession, à la jouissance, il conserve son droit tel qu'il était. Il peut demander que sa terre soit classée comme *melk* ; si la commission refuse, il peut s'adresser aux tribunaux ; s'il ne conteste pas le procès-verbal, il pourra faire reconnaître son droit par le commissaire-enquêteur et par le gouverneur général. Deux voies lui sont ouvertes, la voie judiciaire, la voie administrative.

Cela est vrai, mais il ne pourra vendre que dans la forme coûteuse prévue par la loi du 28 avril 1887, que sur autorisation qui peut être refusée, tant que la propriété individuelle ne sera pas constituée suivant les dispositions de l'art. 20 de la loi de 1873.

Quand le sera-t-elle ?... Le sénatus-consulte date de plus

de 20 ans, que sont devenues ses promesses, son bref délai ? La loi de 1873 va être abrogée, et la loi française, après 65 ans écoulés depuis la prise d'Alger, ne régit pas encore la terre algérienne qu'elle seule peut rendre à la liberté, au crédit...

Cette condition de la terre *arch* n'est pas si séduisante malgré l'espérance que fait luire l'instruction du 1er février 1888. Il suffit de la lire pour reconnaître les tendances à généraliser la terre *arch*. C'est par vues d'ensemble qu'on procède pour englober tout un territoire dans un seul groupe. L'instruction reproduit avec complaisance la théorie musulmane, si surannée qu'elle soit, qui attribuait à la communauté musulmane, au sultan, toutes les terres conquises, et faisait de la terre soumise au tribut, au *kharadj*, une terre esclave. Mais si cette théorie est vraie, tout le territoire des tribus aurait ce caractère, d'après Worms auquel elle est empruntée, et l'État français, héritier des droits du sultan, y ayant renoncé, toute terre est devenue libre et appartient en pleine propriété à son possesseur.

L'instruction de 1888 insiste sur la condition de cette terre esclave, qu'elle appelle terre *arch*, et qu'on appelait terre *kharadj* ; elle était placée en dehors de la juridiction des cadis, nous dit-elle, les différends auxquels elle donnait lieu étaient déférés à l'autorité administrative, c'est-à-dire à la djemâa, ou aux fonctionnaires du bey, suivant les coutumes locales. Nous pourrions ajouter avec Worms, avec les auteurs qui ont fait une étude plus complète du droit musulman, que le sultan agissait surtout par ses émissaires, ses délégués, par les sipahis et les caïds. Il ne se servait de la djemaâ que lorsqu'elle était un instrument docile...

C'est ce que la lettre de l'Empereur appelle le pouvoir despotique du Grand Turc, dont la France ne veut pas. Le sénatus-consulte a été voté pour le répudier, sans exiger la rançon proposée par le projet du cantonnement.

Le gouvernement de la République ne voudra pas ressusciter ce pouvoir.

Cette juridiction administrative, invoquée dans la circulaire du 1er décembre 1878, n'existe que dans la législation turque ; nous avons vu qu'on ne saurait la découvrir ni dans le sénatus-consulte, ni dans la loi de 1873 ; le décret ne pouvait pas modifier la loi, et il ne l'a pas modifiée. La commission donne son avis sur les contestations, elle ne les juge pas ; le droit d'opposition est ouvert à tous, et les tribunaux peuvent être saisis de toutes les questions, leur juridiction est donc absolument respectée. Si la déchéance est encourue, si la terre est classée comme *arch*, cette juridiction la protégera encore

jusqu'au jour où l'opération de la constitution de la propriété aura lieu ; c'est le gouverneur général en conseil de gouvernement qui seul devra statuer sur cette opération dont le décret du 22 septembre 1887 ne s'occupe pas, son objet étant limité aux deux premières opérations du sénatus-consulte.

Cela est si vrai, que l'on a jugé nécessaire de recourir à un nouveau décret pour conférer au Gouvernement général le droit d'attribuer la terre reconnue *arch*, par décision judiciaire, au domaine de l'État, au communal du douar ou au domaine public, sans attendre l'application régulière de la loi du 26 juillet 1873.

10. — C'est un décret du 8 juillet 1890 qui modifie ainsi le décret du 22 septembre 1887. Est-il légal ? Peut-il étendre le pouvoir accordé au gouverneur général par l'art. 20 de la loi du 26 juillet 1873 ?

Nous ne le pensons pas, le décret ne peut modifier la loi. Cela est d'autant plus vrai que l'Assemblée nationale a exigé que les projets de règlement d'administration publique fussent annexés au projet de loi, dont ils ont formé les titres 2 et 3. L'art. 20 ne permet au gouvernement général d'attribuer la terre *arch* qu'après enquête, après l'accomplissement des formes de la procédure confiée au commissaire-enquêteur, et sur le vu de son procès-verbal, où les contestations sont relatées et discutées. Le décret n'a pu supprimer ces formes prescrites par la loi, dans l'intérêt de ceux dont les droits de propriété sur une terre classée comme *arch* peuvent être reconnus par le gouvernement général, ainsi que cela résulte et de la loi de 1873, art. 3, et du décret du 22 septembre 1887, et de l'instruction relative à l'exécution de ce décret, tous deux conformes à la loi.

Si l'on juge nécessaire d'accorder au gouvernement général cette extension de pouvoirs, il faut la demander au Parlement en ce moment saisi d'un projet de loi sur la propriété.

Nous préférerions que, sur la demande en déclassement d'une terre portée au procès-verbal comme *arch*, l'administration pût requérir du tribunal l'attribution au domaine de l'État, au communal du douar ou au domaine public. La solution serait encore plus rapide, et elle émanerait du pouvoir judiciaire dans les limites de sa compétence, en matière de propriété.

Dans la circulaire du gouvernement général relative au décret du 18 juillet 1890 (*Rev. Alg.*, 1890, 33), il est dit que, si la terre était reconnue *arch*, la solution du litige appartient à

l'administration (art. 20 de la loi de 1873). Sans doute, mais dans le cas spécial de cet article et dans les formes qu'il prévoit.

11. Cette même circulaire fait pressentir une interprétation particulière du sénatus-consulte pour le territoire du Sahara et des Hauts-Plateaux. Cette interprétation particulière a été donnée dans une instruction du 31 janvier 1893 (*Bull.*, p. 333 de l'année 1893). D'après elle les tribus n'auraient que des droits d'usage sur ces terrains où elles n'exercent que des droits de pâturage non continus. Cette interprétation est contestée, on paraît craindre que l'administration ne veuille revenir pour ces territoires au projet de cantonnement. Le sénatus-consulte ne devait d'abord s'appliquer qu'au Tell, on l'a étendu au Sahara quoique l'on connût bien le mode de pâturage des indigènes dans ces contrées. Voici comment s'exprimait le rapport : « Le projet de sénatus-consulte ne devait d'abord concerner que le territoire du Tell ; mais depuis, on a pensé que les limites du Tell et du Sahara n'étaient point partout nettement définies ; que cette partie méridionale de l'Algérie renfermait, indépendamment des oasis, quelques terrains cultivés où la propriété individuelle pouvait être établie comme dans le Tell ; que les tribus pastorales du Sahara avaient toutes des territoires distincts et qu'il était utile de comprendre ces territoires dans une délimitation générale. » Quand le pâturage s'exerce successivement dans chaque saison, sur le même terrain, à des périodes régulières, la jouissance n'est-elle pas continue, n'est-elle pas permanente, comme le désire le sénatus-consulte ? S'il en était autrement, tout le Sahara ne devait-il pas être exclu de l'application du sénatus-consulte ?...

La question pourra être posée à l'autorité judiciaire par voie de contestation au procès-verbal du commissaire délimitateur.

12. — Aucune des lois que nous avons étudiées, ni la loi de 1851, ni le sénatus-consulte, ni la loi de 1873 ne donnent à l'administration une juridiction spéciale sur la terre classée comme *arch*, comme propriété collective. Le gouverneur général en conseil de gouvernement a le seul droit que lui confère l'art. 20 de la loi de 1873, son pouvoir est limité au cas prévu et dans les formes prévues par cet article.

Tout ce que nous avons dit est confirmé par l'article 1er du

dernier décret sur la justice musulmane du 17 avril 1889, portant que les musulmans sont régis par leurs droits et coutumes en ce qui concerne ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre administratif, notarié ou judiciaire.

L'article 7 de ce décret attribue au juge de paix la connaissance de toutes les contestations entre musulmans relatives à ces immeubles.

En 1889, la circulaire du 1er décembre était connue ; le décret n'a fait aucune exception pour les immeubles classés comme propriété collective, dite *arch*.

Si la juridiction administrative en cette matière existait, comment serait-elle saisie ? qui jugerait en premier ressort ? L'administration, le sous-préfet, le préfet, le conseil de préfecture ? Le gouverneur général jugerait-il en premier et dernier ressort tous les procès relatifs aux terres *arch*, même les plus infimes, qui s'élèveraient sur tous les territoires de l'Algérie? Quelle est cette conception juridique ? Les terres communales sont soumises à la juridiction ordinaire, et ces terres, qui n'ont de communal que le nom, et transitoirement, en théorie, seraient soumises à une autre juridiction ! !

Ne confondons pas l'administration et la justice ; l'administration a un domaine déjà fort étendu, elle ne gagnerait rien à empiéter sur celui de la justice.

On se plaint de conflits..., les indigènes s'adressent à la justice, autrefois au cadi, aujourd'hui au juge de paix... N'est-il pas naturel de croire qu'un litige sur la propriété doit être soumis au juge? Du fond de l'Aurès veut-on que l'indigène s'adresse au gouverneur et vienne à Alger plaider devant lui sur une question de bornes avec son voisin ? Ce n'est ni raisonnable ni légal et son bon sens lui suffit pour qu'il s'adresse au juge de paix.

13. Telle est la loi : doit-elle être modifiée ? Oui, mais dans le sens le plus libéral, dans le sens vraiment français, en revenant à la vérité, au droit, à la justice; en rétablissant absolument l'unité de la terre, l'unité de la juridiction.

La terre de *kharadj*, la terre tributaire, la terre serve de la communauté musulmane, cette terre improprement appelée *arch* dans la discussion du projet de cantonnement, existait-elle quelque part sous la domination turque? Nous n'avons aucun intérêt à le rechercher depuis le sénatus-consulte, qui a rendu toute terre libre des droits que l'État turc pouvait prétendre en vertu de la conquête. Ces droits ne sont plus.

La tribu n'avait aucun droit sur la propriété privée, elle n'en a acquis aucun.

Toutes les terres ont la même nature juridique, toutes sont susceptibles de la pleine propriété, en conséquence toutes sont *melk*, la terre de la tribu comme celle de la famille, la terre de la famille comme celle d'un seul.

La propriété n'est plus réduite à la possession, à la jouissance, elle est entière ; la possession prouve la propriété pour la tribu, pour la famille, pour l'individu ; la propriété est commune ou privée, elle est toujours pleine ; indivise ou divise, toujours *melk*, toujours non grevée d'un domaine supérieur, toujours *terre libre*, terre française.

Terre *française* et libre, disons-nous, ne devant dès lors être administrée ni jugée comme une terre turque.

Il n'y a donc pas de distinction à faire entre les terres, entre les propriétés, toutes doivent avoir la même loi, la même juridiction.

Tel a été l'avis de l'École de droit, consultée par M. Tirman, celui de la Commission nommée par lui où se trouvaient le premier président, le procureur général, le bâtonnier de l'ordre des avocats, l'avis du barreau d'Alger, des tribunaux, celui de deux conseillers de gouvernement. Citons encore un fragment du discours de l'un de ces conseillers qui ont pris part à ces délibérations du conseil de gouvernement sur la terre *arch ;* il est instructif (voir délibération du conseil supérieur, 1882, p. 501).

M. Fournier, conseiller de gouvernement, s'exprime ainsi :

« Quelle est la raison qui empêche que la juridiction soit la même dans les deux cas? Mais, avec la loi actuelle, la principale difficulté consiste précisément à faire le partage des dossiers ou même des parties d'un dossier et à fixer quelle est celle de ces parties qui sera envoyée devant une juridiction, l'autre partie devant être soumise à une juridiction différente. C'est là le grave écueil de la loi de 1873, et pour l'éviter on a dû reprendre l'ancienne antithèse du sénatus-consulte (*melk* et *arch*), et procéder ainsi que je vous l'ai indiqué hier. C'est après une expérience de huit ans qu'il a été enfin démontré qu'on avait abouti en fin de compte à un *gâchis judiciaire*. Il faut de la clarté là où il n'y en a pas, il faut l'*unité de procédure*. Quand la loi aura donné à un tribunal, investi d'un mandat net, précis, le droit d'aller juger toutes les parties intéressées, d'appeler la contradiction qui n'est pas autorisée aujourd'hui, les droits de tous seront bien autrement sauvegardés. J'avoue qu'en conseil de gouvernement, c'est avec les plus grands scrupules que j'assiste aux discussions qui ont

lieu à l'occasion des litiges soulevés par les intéressés ; la responsabilité qui pèse sur nous fonctionnaires, transformés momentanément en magistrats, m'a toujours effrayé. Malgré toute la confiance que j'ai, et elle est absolue, dans l'honnêteté, l'intelligence, la sagacité, la sûreté de jugement de l'honorable rapporteur qui s'occupe plus particulièrement de ces questions, je n'ai jamais levé la main pour appuyer ses conclusions sans avoir presque des remords anticipés. Cette situation est incontestable, indéniable, et je ne crois pas, je ne pense pas qu'on la doive maintenir. »

Après un tel aveu, après l'effondrement des spéculations de M. Vignard, reconnu par le gouvernement, proclamé par M. Burdeau, comment ne pas se rendre à l'évidence ?

La distinction de la terre *melk* et de la terre *arch* est contraire à la réalité des choses, car il y a identité entre la terre classée comme *melk* et la terre cultivée, possédée à titre privatif et transmise héréditairement, classée dans les terres de culture du douar, en lui donnant le nom de terre *arch*, incompris des indigènes au langage desquels on paraît l'emprunter ; ils ne le connaissent que depuis que nous l'avons inventé ; pour eux la terre *arch*, c'est la terre commune à la tribu, la terre de parcours, la terre en friche, la terre du premier occupant (*sabega*). Cela résulte d'un rapport sur les opérations de délimitation dans la tribu des Ouled-Allane, publié (p. 383 en note) par M. Pouyanne dans sa thèse de doctorat, dont nous sommes heureux de faire l'éloge (1).

---

(1) « Plus nous vivons parmi les indigènes et plus nous sommes convaincu qu'ils n'ont jamais rien compris à nos termes de melk et d'arch. Le melk, pour eux, c'est la terre vivifiée et l'arch, la terre en friche. Les termes conventionnels que nous leur avons fait adopter et les différences que nous avons établies entre le melk et la terre collective de culture, leur paraissent beaucoup trop subtils. Ils n'ont compris qu'une chose, c'est que nous réservons à l'autorité judiciaire l'examen des contestations qui surgissent dans la propriété ancienne, et à l'autorité administrative l'examen de celles qui surgissent dans les territoires défrichés récemment. Quant aux conditions de jouissance et de partage, elles sont partout les mêmes. » Le commissaire traduit ainsi le langage des indigènes : « La terre melk, c'est celle dont nous jouissions antérieurement à l'arrivée des Français ; la terre que vous appelez collective de culture et que nous appelons terrain de la commission, c'est le terrain que vous avez défendu de vendre et de louer, dont certaines parties ont été cependant vendues et louées, et pour lequel vous vous êtes réservé le droit de trancher les contestations bien qu'en certains cas les juges soient intervenus, de sorte que nous ne savons à quelle juridiction recourir ». Ce que nous apprend ce document, nous le savions par un ancien chef de bureau arabe, par un cadi,

Terre *arch*, terre de tribu, une terre qui, classée comme terre commune à la tribu, au douar, doit être attribuée, après un circuit, à celui qui la possédait! N'était-il pas *plus vrai* de la lui laisser?

L'invention de ce circuit est due au décret du 23 mai 1863 et à son jeu de déchéances. Ce règlement classait les terres non revendiquées dans les terres de culture collective qui devaient être réparties entre les membres du douar, et cependant on s'empressait de reconnaître l'injustice commise, en prescrivant l'attribution de ces terres à ceux qui les possédaient. L'instruction du 11 juin 1863, celle du 1er mars 1865, le décret de 1870, enfin la loi de 1873 sont formels. L'article 3 de cette loi ordonne d'attribuer, comme *propriété privée*, la terre classée parmi les terres de *propriété collective*, à celui qui en avait la jouissance effective, et l'instruction sur cet article 3, renchérissant, prescrit d'ajouter les jachères adjacentes !

Cet article 3 veut que les autres terres de culture collective soient, non point réparties entre les membres du douar, mais attribuées au domaine communal ou au domaine de l'État, de telle sorte que les seules terres de culture collective où la propriété individuelle doive être constituée, sont celles où déjà cette propriété existait et qu'on rend à la famille qui en jouissait.

La loi du 28 avril 1887 va plus loin ; elle permet *au possesseur* de cette terre de la vendre moyennant certaines formalités ; il en est donc propriétaire. La loi de 1851 avait maintenu son droit.

Malgré cela le décret du 22 septembre 1887 et l'instruction de 1888 divisent encore la propriété privée en deux classes, dont l'une est appelée classe de propriété collective, en s'empressant, il est vrai, de déclarer que ce classement est de pure forme, ne concerne que la juridiction, laisse subsister le droit de propriété privée qui pourra être réclamé au gouvernement au lieu de l'être devant les tribunaux...

Le classement ne change rien..., parce qu'on revient à la vérité par circuit! Oui, mais la terre aura été frappée d'inaliénabilité et le droit soumis à la faveur administrative.

Contraire à la réalité des choses, cette distinction est contraire au droit.

En droit, celui qui possède n'a pas besoin de revendiquer, c'est contre lui que la revendication est exercée. Si l'État ou

---

par un commissaire enquêteur. La terre arch n'est connue des indigènes que depuis que nous l'avons inventée, depuis les opérations du cantonnement et du sénatus-consulte.

la tribu, le douar, la commune, prétendent être propriétaires de la terre possédée à titre privatif, c'est à eux à revendiquer leur propriété prétendue. Or, c'est le contraire de ce droit que l'on impose au possesseur de la terre, à la famille qui la cultive, qui en jouit de génération en génération. On se réserve de lui rendre la terre si l'administration le juge bon et l'on écarte l'intervention de la justice qui protège le droit.

Cette distinction est évidemment injuste ; la propriété privée devient commune pour un temps indéterminé ; la terre libre est mise à la discrétion de l'administration ; aliénable, elle est frappée d'indisponibilité ; pour vendre il faut une autorisation qu coûte et qui peut être refusée.

Le sénatus-consulte a voulu calmer les inquiétudes des propriétaires, désagréger les tribus, les collectivités, rendre le crédit à la terre, donner aux indigènes l'amour de la propriété en la rendant individuelle ; et l'inquiétude a grandi, le crédit foncier est tué dans son germe, la propriété familiale est classée comme collective, elle devient terre de tribu (*arch*)... Voilà comment le sénatus-consulte est exécuté, comment l'esprit en est faussé.

Enfin cette distinction est arbitraire !

Il suffit d'ouvrir les procès-verbaux du Conseil supérieur, de lire les résultats des enquêtes et des délimitations. On se plaignait d'abord qu'on eût classé des *arch* dans les *melk*, aujourd'hui c'est la classe des arch qui grandit démesurément. Tout dépend de l'impulsion. Dans l'arbitraire il ne peut y avoir de règle.

Qu'importe, dit-on, puisque la propriété est respectée et que le gouvernement la rendra ! Sans doute, mais pourquoi ce circuit, ces propriétés privées classées comme collectives et ces lenteurs pour constituer la propriété individuelle ? Si le titre 2 de la loi de 1873 est abrogé, la propriété individuelle ne sera plus constituée !

On agit par vues d'ensemble là où il faudrait juger le caractère de chaque possession.

L'administration a révélé ses tendances dans la circulaire du 2 décembre 1878, elle veut trouver, dans une terre placée sous sa juridiction exclusive, un moyen d'action sur les indigènes, un moyen de gouvernement, une sorte de terre de *kharadj*, dont elle puisse disposer par ses administrateurs, comme autrefois le sultan par ses caïds, ses sipahis, avec le concours des dociles djemâas.

La terre de *kharadj* revit sous le nom de terre *arch*.

Si l'administration veut un instrument de gouvernement, ne l'a-t-elle pas dans ces immenses territoires, domaine du

beylik, habous, appartenant à l'État, et dans les biens communaux appartenant aux tribus, aux douars, après la désagrégation des tribus, vraies terres *arch* celles-là, vraies terres de tribu, et qu'elle gère par ses administrateurs avec le concours des djemâas! Qu'elle laisse donc libre la propriété privée, cette liberté la fera aimer des indigènes et la rendra accessible aux colons ; le Trésor en profitera lui-même, ainsi que le disait le général Loysel.

On reviendra à la vérité, au droit, à la justice, en ramenant la propriété à ces quatre classes, seules conformes à la réalité: 1° domaine public ; 2° domaine de l'État ; 3° domaine communal ; 3° propriété privée fondée sur la possession manifestée par la culture, sur la jouissance effective de l'article 3 de la loi de 1873 ; en laissant les propriétaires en possession, sauf aux communes, aux douars à revendiquer les terres injustement détenues, usurpées ou possédées à titre précaire, ce titre précaire ne pouvant, bien entendu, résulter de ce que, il y a dix siècles, le sabre musulman les a conquises sur l'infidèle.

Si l'on veut faire une œuvre de progrès et préparer le crédit de la terre, on ouvrira un livre terrier, on cadastrera les propriétés privées, on les immatriculera, après avoir soumis l'Algérie, terre française, à la loi française. Il ne sera plus question alors de cumuler entre les mêmes mains le pouvoir d'administrer et le pouvoir de juger, ce qui serait le retour au régime turc, à l'esclavage de la terre.

14. — La réforme pourrait se traduire ainsi :

1° L'article 3 du Code civil est applicable aux immeubles de l'Algérie.

2° La loi sur la transcription sera applicable entre conventions exclusivement musulmanes dans le délai de six mois. Entre toutes autres elle est appliquée depuis la promulgation de la loi du 23 mars 1855.

Cette disposition ferait cesser toute controverse.

3° La transcription du titre français délivré par l'administration en exécution de l'ordonnance de 1846, du sénatus-consulte, de la loi de 1873, sert de point de départ à la prescription de dix ans.

Cette disposition rendrait inutile la déchéance inique prononcée contre les titres français par le projet soumis à la Chambre des députés. L'exception du sénatus-consulte et de la loi de 1873 en leur faveur deviendrait un piège avec cette déchéance.

4° Un cadastre sera établi dans chaque commune, conformément à un règlement d'administration publique ; une loi prescrira les conditions de l'immatriculation des immeubles et de l'inscription de tous les droits réels sur un livre terrier.

5° Dans les opérations du sénatus-consulte, les terres de propriété privée seront portées dans une seule classe qui comprendra toutes les terres cultivées, possédées à titre privatif depuis dix ans.

Le projet de la Commission de 1882 portait trois ans. Afin de ne laisser aucun doute sur le droit de propriété, nous portons le temps nécessaire pour prescrire en droit musulman.

L.-A. EYSSAUTIER,
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger.

P.-S. — Nous venons de lire le rapport de M. Isaac. L'honorable sénateur de la Guadeloupe propose d'enlever aux juges de paix la juridiction immobilière entre musulmans et de la rendre *aux cadis*..., et la même commission a proposé l'immatriculation des terres en Algérie, au rapport de M. Franck-Chauveau ! C'est vouloir rentrer dans la nuit, après avoir aspiré à la lumière, reculer en aspirant au progrès.

BIBLIOGRAPHIE

REVUE INTERNATIONALE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE MUSULMANES, fondée par Eug. Clavel, avocat près la Cour d'appel d'Alexandrie. (Le Caire, imprimerie centrale J. Barbier).

—

Tel est le titre de la nouvelle publication mensuelle dont nous sommes heureux de signaler l'apparition.

« Tous les empires musulmans, a écrit Worms (1), ne sont que des fractions d'une même société, soumise à la même loi, au même Code administratif et public, et où tout est identique et commun, jusqu'aux coutumes les moins importantes. »

Si l'idée émise par le savant écrivain pèche par sa trop grande généralité, si depuis qu'ont été écrites ces lignes, le statut réel des diverses nations musulmanes a été singulièrement modifié par de larges emprunts aux législations d'Europe, on ne saurait cependant méconnaître que le droit musulman, découlant de la même origine, des mêmes principes, présente dans tous les pays de l'Islam, depuis le Maroc jusqu'aux Indes, un ensemble d'institutions partout à peu près identiques. La réglementation seule diffère.

Le statut personnel et successoral, malgré les divergences qui séparent les quatre grands rites orthodoxes au point de vue de l'application des principes édictés par le Koran, a toujours pour base unique et immuable les vérités révélées, contenues dans le Livre Sacré; le statut réel lui-même nous présente des institutions particulières, spéciales aux peuples mahométans, mais qu'on trouve dans tous les pays musulmans : tels sont le wakf ou habous, la préemption, etc.

Ces matières sont encore mal connues des Européens ; l'œuvre de vulgarisation est à peine ébauchée et il reste beaucoup à faire.

L'utilité de cette œuvre devient chaque jour plus manifeste par suite de l'expansion des nations européennes, des progrès de la civilisation, du contact de plus en plus intime des peuples. Aujourd'hui, il n'est pas un pays musulman qui n'ait ouvert largement ses portes aux étrangers; il en est peu où des tribunaux européens n'aient été institués et ne soient appelés, chaque jour, à appliquer les principes du droit musulman.

---

(1) Recherches sur la constitution de la propriété territoriale dans les pays musulmans, *Journ. asiatique*, 3e série, t. XIV.

Cette revue vient donc à son heure. Son but est de grouper dans une publication périodique les décisions rendues en Algérie, en Tunisie, en Égypte, dans tout l'empire ottoman et jusque dans les Indes, par les tribunaux européens ou indigènes. Une étude doctrinale des grandes questions que présentent les institutions du droit musulman y trouvera également place et formera une seconde partie.

Nous ne doutons pas du succès de cette publication, qui ne peut manquer d'être bien accueillie par tous ceux qui s'intéressent aux choses musulmanes.

LA CONDITION

DE LA

FEMME MUSULMANE

DANS L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE (1)

PAR

ERNEST MERCIER

« Pour qu'une république soit
» bien ordonnée, les principales
» lois doivent être celles qui
» régissent le mariage. »
PLATON *(Lois, 4)*.

VIII

DROITS SUCCESSORAUX

Ainsi que nous l'avons vu, le régime matrimonial des époux est la séparation absolue des biens. La femme administre à son gré et sans contrôle ce qui lui est propre, sauf un droit de veto donné à son mari, si elle voulait disposer de plus du tiers de son bien en donations pieuses.

L'épouse serait donc portée à se désintéresser complètement de la fortune de son mari, si la loi ne lui attribuait un droit héréditaire important sur sa succession. Cette réserve, ou droit fixe, se prélève sur tous les biens meubles et immeubles composant l'actif net. Elle est d'un quart, si l'époux n'a pas laissé d'enfant mâle et d'un huitième dans le cas contraire.

Ce quart ou ce huitième revient à la veuve, si elle est seule, ou se partage également entre les co-épouses. La femme répudiée conserve ses droits, si l'héritage s'ouvre avant

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1895. 1. 45.

l'expiration de la période de l'idda, à la condition que la répudiation ne soit pas *baïne ;* elle hérite, même si le mariage conclu n'a pas encore été consommé.

La réserve attribuée à la veuve (ou plutôt aux conjoints) devient véritablement exorbitante lorsque la mort de l'un d'eux se produit dans les premiers temps du mariage et avant la naissance d'enfants. On voit alors une étrangère qui a passé à peine quelques mois sous le toit conjugal emporter le QUART de tous les biens laissés par le défunt ! Il est vrai que le veuf a droit, dans ce cas, à la MOITIÉ de l'héritage de sa femme, mais l'importance en est toujours bien moindre.

L'épouse hérite (en outre de ses droits particuliers dans la succession de ses propres parents) :

1° De ses enfants. Son droit est d'un sixième s'ils laissent eux-mêmes des enfants ou des petits-enfants issus de mâles *(akeb)*, ou des frères. Il est d'un tiers s'ils n'en ont pas laissé ;

2° Et de ses petits-enfants, à la condition que leur mère soit morte. Sa réserve est d'un sixième ou d'un tiers dans les conditions susindiquées.

Les filles héritent de leurs père, mère et ascendants des deux lignes, comme héritières universelles *(aceb)*, en concours avec leurs frères et dans la proportion de deux parts pour chaque mâle et une part pour chaque fille.

S'il n'existe pas de fils ou de mâle concourant avec elle, la fille redevient héritière à portion fixe et a droit à la moitié de l'héritage, si elle est seule. Si plusieurs filles y concourent, elles ont droit à deux tiers, par parts égales.

L'application de ces principes entraîne un grand nombre d'espèces dans lesquelles les droits de l'épouse ou de la fille sont augmentés ou diminués. Nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer sur ce point le lecteur à l'ouvrage si complet de M. Luciani, cité plus haut.

CHAPITRE IV

Considérations sur la législation qui précède et son application en Algérie

Nous avons exposé, aussi brièvement que possible, les dispositions édictées par Mahomet pour fixer la situation, les droits et les devoirs de la femme dans la société musulmane,

et nous avons présenté ensuite le tableau de la législation qui s'est formée sur ses bases.

En se reportant à la situation générale de l'Arabie avant l'islamisme, on devra reconnaître que la loi musulmane a fait un effort considérable pour relever la femme, lui a accordé des droits précis et a pris les plus minutieuses précautions afin de lui en garantir l'exercice. C'était, pour l'époque et pour le lieu, une véritable révolution ; et cependant plus d'un moraliste a reproché à Mahomet de n'avoir pas fait assez et notamment d'avoir maintenu la polygamie, en se bornant à la limiter.

Nous ne nous lancerons pas, à cet égard, dans une discussion qui nous entraînerait bien loin ; essayons seulement de passer en revue ce qui vient d'être énoncé dans les deux chapitres qui précèdent et d'en faire une appréciation pratique.

I

Commençons par la puissance du père de famille. Ici, il faut reconnaître qu'elle a été considérablement réduite et que ses prérogatives sont bien moins étendues que celles du *pater familias* romain et des chefs de famille de presque tous les pays à cette époque.

L'islamisme lui retire le droit de vie et de mort sur ses enfants; il lui confie leur tutelle jusqu'à l'âge de puberté ou au mariage des filles et lui impose le devoir de les marier jeunes pour éviter le dévergondage. Dès lors, ils lui échappent, en ce qui concerne l'administration de leurs personnes ; ils peuvent même s'établir à part, puisque l'épouse a le droit d'exiger qu'on ne la force pas à vivre dans le ménage des parents de son mari. Leurs dépenses d'entretien continueront cependant à incomber au père, jusqu'à l'émancipation civile de son fils.

Les obligations du père de famille sont lourdes ; quant à ses droits, ils se bornent à retenir ses enfants mineurs à son foyer, à les employer selon leurs forces et à les corriger paternellement.

Le Koran, il est vrai, recommande, de la manière la plus expresse, aux enfants de révérer leurs parents, de leur témoigner de la reconnaissance et de les aider et entretenir dans leur vieillesse, obligations naturelles et morales, mais qui, sous le rapport matériel, sont bien inférieures comme importance à celles qui ont incombé aux parents.

Jusqu'ici les différences ne sont pas grandes avec les lois et usages des peuples civilisés de l'époque actuelle.

Mais nous arrivons au droit de contrainte au mariage accordé au père sur ses enfants mineurs ; ce droit est véritablement excessif, surtout à l'égard de la fille. Cependant, il faut examiner la question de près et tenir compte des nécessités de la vie de nos musulmans. Dans les campagnes et les steppes, là où l'indigène vit sous la tente, la surveillance d'une jeune fille offre plus d'une difficulté, et c'est pour cela que le législateur a recommandé de la marier jeune. Faudra-t-il alors s'en rapporter à son choix? Ce serait, vu son inexpérience, l'exposer gravement, pour l'amour d'un principe. A qui donc confier ce soin, sinon à son père, tuteur naturel, et qui est présumé ne se laisser guider que par l'intérêt de sa fille?

Quelques-uns exercent mal ce devoir. Mais, en réalité, c'est l'exception. Ne voyons-nous pas, dans les sociétés chrétiennes, des parents contrarier l'inclination de leurs enfants et leur imposer, quelquefois pour leur bien, — dira-t-on, — des unions abhorrées?

La mère, chez les musulmans, n'est pas obligatoirement consultée ; mais nous avons sujet de croire qu'elle l'est souvent en fait. Du reste, elle a le droit d'intervenir, si l'union est notoirement disproportionnée, et ce fait constitue une nullité absolue du mariage.

On se passe également du consentement de la fille, bien que la loi et la tradition recommandent de la consulter et que le rite hanafi en fasse une obligation, si elle a atteint l'âge nubile.

Mais, il faut reconnaître que ces précautions sont, en général, restées lettre morte et que, dans la plupart des cas, la jeune fille est contrainte au mariage par son père, sans avoir été consultée et en dehors de la participation de sa mère. Si on agissait autrement, ou si on y mettait moins de brutalité apparente, cela vaudrait-il mieux pour la jeune bédouine?

Voilà toute la question. Or, étant donné l'état social de ces gens, il faudrait bien peu les connaître, ou être bien esclave des théories abstraites, pour ne pas répondre : non! Et puis, quelle porte cela ouvrirait aux discussions intestines, et par qui les contestations seraient-elle tranchées? Il faut pourtant prendre un parti.

Nous blâmons bien davantage le mariage de tout jeunes enfants, conclu par leurs parents ; il est vrai qu'entre l'accord et la consommation il peut se passer bien des choses. Et, du

reste, il n'y a pas si longtemps que cet usage était suivi chez nous entre souverains et dans les hautes classes de la société.

Les mœurs des musulmans des villes et de certaines régions se sont notablement adoucies; aussi les principes rigoureux de la loi subissent-ils, dans la pratique, de larges atténuations.

Il est de règle, chez les indigènes prétendant à la qualité de gens comme il faut, que la jeune fille demeure strictement séquestrée dès qu'elle atteint sa dixième année. Dès lors, aucun homme, en dehors de ceux de la famille, ne doit la connaître.

Lorsqu'elle est en âge de se marier, — et ici, nous parlons spécialement des musulmans des villes ou des classes supérieures, — l'union se conclut entre les pères ou tuteurs, mais on se tromperait étrangement si on croyait que les mères n'y interviennent pas et que les filles ne disent pas leur mot. La caste des marieuses ne manque pas de représentants et le jeune homme, ou même l'homme mûr constituant un « bon parti, » est souvent l'objet de machinations compliquées et savantes. Il donnera certainement la dot, mais il s'efforcera, de son côté, de s'assurer de la situation de fortune de la future, de ses apports et de ses « espérances ».

Ces renseignements positifs obtenus, il reste à s'en procurer d'autres sur les qualités physiques et morales de la jeune fille, et c'est ici qu'intervient un type très répandu sous l'espèce d'une matrone d'un certain âge, douée d'une éloquence abondante et colorée; sa spécialité est de faire ressortir les mérites de la future et de cacher ses défauts sous des métaphores charmantes. Pour en donner une idée, citons ce trait bien connu de l'une d'elles : elle vient de faire le portrait de la jeune fille et n'a négligé aucune de ses beautés, lorsque le jeune homme, enflammé par cette description, lui dit : « Mais, vous n'avez pas parlé des yeux ? »

« C'est vrai ! — répond-elle, — et pourtant, ils sont extraor-
» dinaires, car ils possèdent ce caractère qu'on nomme avec
» tant de raison le sceau de la beauté (litt. la vis de la beauté,
» *fetlet ez-zine*). »

Le futur cherche en vain ce que cela peut être et forme, dans son imagination, les conjectures les plus brillantes, jusqu'au jour de la consommation du mariage : il s'aperçoit alors que sa femme est atteinte du plus horrible strabisme. Mais l'affaire est faite, et il ne restera à l'épouse qu'à racheter cette imperfection physique par ses qualités morales.

La consommation du mariage de jeunes filles non nubiles se présente encore assez fréquemment chez les bédouins,

malgré les sages mesures prescrites par notre administration pour l'empêcher; il est beaucoup plus rare dans les villes où le plus souvent l'âge de la mariée varie entre 15 et 20 ans. Du reste, il n'en est pas partout ainsi, et nous n'en pouvons donner de meilleure preuve qu'un jugement du cadi de Guerfa, du 1er juillet 1861, fixant à 18 ans l'âge nubile des filles en Algérie; il est vrai qu'il a été infirmé en appel par la Cour.

En pays berbère, les usages locaux se sont plus ou moins conservés sous diverses formes. Nous citerons plus loin quelques exemples.

Tout ce que nous venons de dire s'applique à la jeune fille mariée pour la première fois et soumise à la contrainte paternelle.

II

Passons aux questions relatives au mariage en lui-même.

Nous avons vu que l'union de la jeune fille soumise au droit de djeber est conclue par son père ou le représentant de l'épouse. Toutes les conditions étant arrêtées devant témoins, on se rend ensuite chez le cadi qui dresse le contrat. Cet acte doit relater le chiffre et la composition de la dot, le mode du paiement et les conditions particulières, s'il en existe.

Le père, en qualité de tuteur, reçoit la partie de la dot versée au comptant et la somme affectée au trousseau. La consommation ne peut avoir lieu que lorsque ces sommes ont été entièrement payées.

Des bijoux d'argent (ou d'or) sont remis à l'épouse, dont le père complète le trousseau nécessaire en vêtements, selon sa condition, et c'est ainsi qu'elle entre chez son mari. Elle porte sur elle un capital facilement réalisable, en cas de besoin, constitué par ses bijoux, et son père lui conserve un autre capital qu'elle retrouvera en temps et lieu. Enfin, elle est créancière de son époux du solde de la dot (kali), exigible dans une durée déterminée, mais qu'elle ne se hâtera pas de réclamer, et qui constitue une ressource d'un autre genre.

Après l'avoir reçue, son époux devra lui fournir tout ce qui est nécessaire à la vie et renouveler ses vêtements au fur et à mesure des besoins.

On reconnaîtra qu'étant donnée la vie des Arabes de la tente, il eût été difficile de mieux garantir la situation maté-

rielle de cette toute jeune femme, qui va se trouver, loin des siens, aux prises avec les difficultés de l'existence.

C'est donc bien à tort que la perception de la dot par son père est critiquée; car, enfin, si la somme était remise à cette enfant au lieu d'être confiée à son tuteur, qu'en ferait-elle? N'est-il pas probable qu'elle en gaspillerait le montant ou s'en laisserait déposséder? Il est bien plus sage que son père la lui garde, malgré la probabilité qu'il l'emploiera à ses besoins. En effet, sauf le cas de ruine absolue, il faudra bien qu'il lui rende ce dépôt et, en tout cas, elle le touchera par privilège sur sa succession. Et, si ce recouvrement est retardé, il n'y aura pas grand mal, car la fille l'effectuera à une époque où elle en connaîtra la valeur, doublée pour elle de ce fait qu'elle aura perdu alors les charmes de la jeunesse. Enfin, si son père ne laisse rien, elle en sera doublement victime; mais si sa dot l'a aidé à relever ou à augmenter ses affaires, elle en profitera aussi lors du partage de sa succession.

Or, en toute chose, il faut juger sur l'ensemble des faits, et la règle générale est que la fille recouvre, tôt ou tard, sa dot. Il en résulte que cette pratique, dont la fausse appréciation a donné naissance au préjugé que le père vend sa fille, est la meilleure précaution qu'on pouvait prendre pour lui conserver son pécule en espèces, puisqu'elle porte sur elle son avoir en bijoux.

La loi musulmane, sous ce rapport, est plus logique que la nôtre, laquelle, donnant au mineur le droit de contracter mariage (avec l'approbation nécessaire), lui confère aussi la faculté de stipuler au contrat des dispositions qui lui seraient interdites en toute autre occasion. La formule : « *habilis ad nuptias; habilis ad pacta nuptialia* », justifie, paraît-il, cette dérogation aux règles légales. Les musulmans sont plus simples et plus francs : comme exerçant la puissance paternelle sur son enfant mineur, le père l'accorde en mariage; comme tuteur, il stipule les conditions civiles du contrat et touche (ou verse) la dot.

Quant au kali, à ce solde dont l'époux demeure débiteur, il constitue, entre les mains de sa femme, un excellent moyen d'action pour mettre un frein à ses fantaisies. Le mari ne peut oublier, en effet, que s'il la répudie par caprice, il devra en même temps lui payer sa dette, et cette considération n'est pas sans importance. De plus, si la vie commune devient trop insupportable à l'épouse, sans que les faits dont elle a à se plaindre soient suffisamment caractérisés, elle peut, en faisant abandon de sa créance, obtenir de son mari le divorce par consentement mutuel et recouvrer sa liberté.

Où se trouvent, dans tout cela, cet odieux marché, cette vente et cette spoliation de la femme que tant de gens croient y voir? N'est-ce pas, au contraire, un faisceau de précautions admirablement appropriées à l'état social de ceux auxquels elles s'appliquent?

Dans les villes, les mêmes règles générales sont observées, mais dans des proportions plus larges. Le père de l'épouse se fait un devoir de munir sa fille d'un trousseau très complet et même d'objets mobiliers qui restent sa propriété dans le ménage, sans préjudice de la dot en espèces qui lui est conservée. Loin d'être une source de profits, comme on le croit généralement, le mariage d'une fille est, pour les gens de classe moyenne, une cause de lourdes dépenses.

De plus, les fêtes du mariage sont à la charge des parents de la fille; pour les rendre plus belles, la mère y contribue parfois de ses deniers. Il est vrai que les dépenses en sont plus ou moins atténuées par la collecte qui se fait au détriment des invités.

Quant au convol des femmes précédemment mariées et devenues libres par le veuvage ou le divorce, il se conclut par l'intermédiaire de parents ou de mandataires, mais l'épouse en discute toutes les clauses, le droit de contrainte étant épuisé; son représentant n'agit que d'après ses ordres et lui verse aussitôt la somme touchée.

Profitant de l'expérience acquise, la femme impose souvent des conditions particulières lui garantissant des droits et des avantages de toute sorte. Pour en donner idée, nous ne saurions mieux faire que de reproduire le passage suivant d'un acte de mariage reçu par le cadi de C..., le 22 septembre 1894, n° 379 :

« ... Comme suite de la conclusion du contrat de mariage » qui précède, l'époux reconnaît qu'il n'apporte, en entrant » chez son épouse, que sa personne; qu'il n'a aucun droit de » propriété avec elle dans les objets mobiliers garnissant son » appartement, et qu'il ne possède que les vêtements à son » propre usage.

» Il s'oblige, en outre :

» 1° A subvenir aux dépenses d'entretien des deux enfants » de ladite dame, issus de son union avec... et nommés..., » et à leur fournir tout ce dont ils auront besoin, tant que » leur mère restera son épouse ;

» 2° A ne pouvoir reprendre (par retour sur répudiation ou » nouveau mariage) aucune des deux femmes nommées..... » qu'il a précédemment répudiées;

» 3° A ne pas lui adjoindre de co-épouse en contractant un
» nouveau mariage, c'est-à-dire à n'avoir qu'elle seule comme
» femme;

» Toute contravention de sa part aux engagements qui pré-
» cèdent donnera à l'épouse le droit d'exiger le divorce
» d'office;

» 4° Enfin, il s'oblige à ne pas l'empêcher de voir ses parents,
» soit qu'elle reçoive leurs visites, soit qu'elle aille leur en
» rendre chez eux, et à la laisser sortir de chez elle et y
» rentrer pour s'occuper de ses affaires, sauf par lui à l'accom-
» pagner. En un mot, elle sera libre. »

Hâtons-nous d'ajouter que ces conditions, imposées par une dame peut-être un peu trop émancipée, dépassent la limite ordinaire, surtout au point de vue de la liberté. Cependant, on voit souvent bien d'autres obligations de toute nature, stipulées dans ces contrats.

III

Après les préliminaires et les fêtes du mariage, l'épouse commence la vie de femme mariée. Sous la tente, comme dans le gourbi de la montagne ou dans la maison de la ville, elle jouit d'abord de ce doux moment appelé par nous « lune de miel, » dont la durée est plus ou moins longue, selon le caractère et surtout les nécessités de la condition sociale du mari.

Chez les bédouins, ces nécessités sont nombreuses; autrefois elles l'étaient davantage, lorsque la femme devait moudre tout le grain nécessaire à la subsistance de la famille, ce qui, du reste, n'a pas encore cessé partout. Les jeunes, qu'on retenait autant que possible sous la tente, passaient la majeure partie de leur temps à tourner le petit moulin à main que l'on connaît, et, de chaque douar, s'élevait, sans interruption, le bruit du roulement monotone produit par le frottement des meules.

Les vieilles allaient à la fontaine ou au bois et rapportaient sur leur dos, quelquefois de fort loin, la lourde peau de bouc ou l'énorme fagot. Le soin de traire les vaches et les brebis, de préparer le beurre et le petit-lait *(leben)*, de pétrir la galette, de faire cuire les aliments, de nettoyer la tente et ses abords, achevait d'absorber la journée des femmes. Si elles étaient assez nombreuses pour qu'il restât un peu de loisir à quelques-unes, elles s'occupaient à laver, carder et filer la

laine, à tisser divers vêtements et à préparer ces longues bandes brunes, noires et blanches (*felidj*), destinées à renouveler peu à peu la tente.

Tels étaient, tels sont encore en grande partie, les soins incombant à la femme indigène de la campagne. Mais un progrès énorme, qui s'accentue chaque jour, résulte pour elle de l'usage adopté par nos bédouins de faire moudre le blé au moulin et de transporter l'eau dans des tonnelets, à dos d'âne. C'est une véritable révolution économique dont le développement s'est opéré sous nos yeux, surtout depuis 25 ans.

Débarrassée de ce double et pénible travail, la femme arabe est moins écrasée de besogne et sa vie plus supportable. Mais il en résulte une autre conséquence, que ceux qui connaissent mal nos bédouins pourraient considérer comme inattendue. Et cependant, il y a bien des années que Berbrugger, pour ne citer que lui, a écrit ceci : « Les Arabes » prennent plusieurs femmes, non par sensualité, mais par » nécessité (1). » Cette conséquence, on l'a compris, est la diminution de la polygamie.

Les travaux de la vie de la tente, dont nous avons donné plus haut un aperçu, exigent, en effet, un personnel de femmes nombreux, sans parler des soins à donner aux enfants. Que de fois avons-nous vu un indigène monogame, privé du concours d'une mère ou d'une parente, se décider à prendre une seconde femme, afin d'aider la première qui ne pouvait suffire à une telle besogne.

Nos musulmans d'Algérie sont, en général, monogames ; le fait n'est pas contestable, et pour s'en rendre compte, on n'aurait qu'à compulser, sur les registres de cadis, les actes de dévolution d'héritage ; et encore, ceux qui laissent une succession à liquider représentent-ils une classe relativement aisée, où la polygamie doit être plus fréquente que dans la masse. Or, en nous basant sur une longue pratique de ce genre d'actes, nous avons la conviction que, sur cent indigènes mariés, le chiffre de ceux qui ont deux femmes n'atteint pas une moyenne de huit et que le nombre de ceux qui en ont trois ou quatre est dix fois moindre.

Il ne faut pas oublier, du reste, que plus d'un bigame a épousé, par devoir, la veuve de son frère et que d'autres considérations diverses ont décidé certains d'entre eux à prendre une deuxième épouse.

A côté de ces bigames, on trouve des gens riches, ou investis de fonctions, ou des descendants de familles reli-

(1) *La polygamie musulmane (Revue africaine)*, avril 1859, p. 254).

gieuses, qui tiennent par genre, ou par tradition, à avoir les quatre femmes permises par le Koran.

Les Kabyles et généralement les habitants des villes, sont monogames.

Mais, quelque atténuée qu'elle puisse être dans la pratique, la polygamie existe et l'épouse doit s'attendre à trouver une ou plusieurs compagnes au foyer conjugal ou à voir son mari lui en adjoindre, à moins que, dans le contrat, il ne se le soit interdit.

Les relations entre les co-épouses donnent-elles lieu à des rivalités, à des jalousies, à des difficultés spéciales, ainsi qu'on l'a affirmé ou supposé ? Nous ne nous souvenons pas de faits bien caractérisés à cet égard ; cependant nous avons vu autrefois, chez les bédouins de la tente, plusieurs épouses paraissant vivre en bonne intelligence au foyer du même mari. Enfin, ni dans les jugements des cadis, ni dans les annales des Cours d'assises, nous n'avons remarqué de difficultés particulièrement nées de cette cause.

IV

En énumérant tout à l'heure les travaux qui incombent à la femme, dans la vie de la tente, nous n'avons pu nous défendre de penser que, chez nous aussi, la campagnarde a souvent une tâche non moins lourde. La différence est que son mari travaille encore plus qu'elle, tandis que nos bédouins ne s'occupent que de la culture des céréales et chargent leurs femmes de tout le reste. Il est absolument révoltant de rencontrer dans la campagne un Arabe mollement étendu et s'occupant ainsi à... surveiller des malheureuses bédouines qui arrachent autour de lui des cœurs d'artichauts, dans les champs, ou réunissent un fagot de bois. Cette pratique, du reste, est en opposition absolue avec la loi musulmane, ainsi qu'on l'a vu plus haut.

Il n'en est pas ainsi partout. Dans les villes, la femme, confinée dans son intérieur, ne s'occupe que des soins du ménage et quelquefois de petits travaux de tissage ou de fabrication de menus objets divers, dont le prix lui procure un pécule qu'elle emploie souvent à améliorer la situation de la famille.

Ces femmes des villes sont généralement industrieuses, propres et actives ; elles sont souvent exigeantes pour l'ordinaire du ménage et leurs besoins particuliers, aussi l'époux

doit-il s'ingénier afin de se procurer des ressources et travailler avec une ardeur infatigable, comme le font les artisans indigènes, ou s'occuper de courtages et d'opérations de commerce. Quant aux gens aisés, ils dépensent beaucoup pour leur ménage. Les cadeaux que l'usage les force de faire en toute occasion à leurs femmes ; les fêtes de famille auxquelles elles prennent part, le bain, les objets de parfumerie et de parure, les servantes, les pèlerinages et les incantations, sont pour eux des occasions sans cesse renouvelées de frais coûteux.

La séquestration de l'épouse est à peu près complète chez les musulmans qui logent dans des maisons ; sous la tente, elle est plus difficile à pratiquer ; mais l'usage de demeurer voilée en présence d'un étranger est général. Les femmes honnêtes se soumettent à ces obligations et finissent par les trouver naturelles, tant est puissante la force de l'habitude.

Mais les exceptions sont nombreuses. Dans les oasis où les mœurs ne brillent pas par la pureté, dans certaines tribus, en Kabylie, dans l'Aourès, etc..., les femmes se montrent généralement dévoilées.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette question de la réclusion de la femme musulmane, si blessante pour sa dignité, si inutile à l'égard de celles qui veulent se mal conduire, si gênante pour les actes de leur vie civile. Ainsi, est-il rien de plus ridicule que leur « comparution » devant des officiers publics, cachées derrière un rideau ou une porte entr'ouverte? Des témoins, qui ne peuvent être que des membres de leur famille, car un étranger, les connût-il parfaitement, n'oserait jamais le dire, certifient leur identité sans les voir. Tout cela est contraire à la loi et au bon sens.

Et pourtant, il en est qui s'entendent bien en affaires et s'en occupent directement ; mais nous sommes ici en présence d'une coutume traditionnelle, dont nos musulmans des deux sexes se croiraient déshonorés de s'affranchir. C'est un fait acquis, un usage consacré dans ce milieu social, devant lequel maris et femmes s'inclinent, comme on le fait chez nous pour « la mode » et qu'on conserve comme une preuve de bonne éducation.

V

La loi musulmane, se conformant au cadre tracé par Mahomet, recommande aux époux de vivre en bonne intelligence

et d'être fidèles l'un à l'autre. Le mari doit être doux et patient à l'égard de sa femme et le premier devoir de celle-ci est l'obéissance envers lui.

Telle est la théorie ; voyons les faits.

Les gens de la campagne, bédouins et montagnards, ont des mœurs rudes et violentes. Pour un motif futile, ils s'injurient, puis en viennent aux mains et se portent des coups souvent mortels.

Ces hommes au caractère brutal seront-ils assez maîtres d'eux-mêmes pour traiter leurs femmes avec la douceur prescrite par le Koran ? Personne ne pourrait l'admettre. Ils sont généralement brutaux avec elles, les injurient et les frappent sans raison ; mais elles n'ont pas toujours la passion du martyre et savent fort bien s'échapper et obtenir le divorce d'office en montrant la trace des coups qu'elles ont reçus.

Aussi, arrive-t-il plus d'une fois que ces violents contiennent les effets de leur colère et savent fort bien s'arrêter sur la limite qui, une fois franchie, armerait contre eux leurs femmes ; autrement dit, nous croyons que, pour une dispute de même nature, ils auront plus vite porté un mauvais coup à un parent, à un ami ou à un étranger qu'à leur épouse. Et puis, ces dames ne sont pas toutes des saintes... ; leurs « désobéissances » méritent souvent la correction paternelle autorisée par le Koran, et beaucoup d'entre elles s'entendent parfaitement à pousser à la colère leurs maris.

Nos bédouins, du reste, mettent une sorte de gloriole à brutaliser leurs épouses devant les colons ; il n'en est pas toujours ainsi en particulier, où la femme reprend souvent son empire. Cela dépend beaucoup d'elle ; il est aussi des maris débonnaires et des épouses exigeantes dont on pourrait dire qu'elles portent les culottes, si les Arabes en avaient.

Dans les villes, les relations entre époux sont généralement plus douces, et la mère de famille y vit honorée, respectée et consultée. Elle sait se servir de ses droits et maintenir dans les bornes permises les violences de son mari. Nous en connaissons qui, au lieu de se servir de leur droit en divorçant avec un époux indigne et débauché, ont pris en main les intérêts de la famille et sauvegardé les restes d'une fortune compromise par le chef.

Il ne suit pas de là qu'on n'y puisse trouver des maris violents et injustes et des femmes acariâtres et vicieuses ; — cela est de tous les temps et de tous les pays, — mais les scandales qui en résultent sont moins fréquents et moins

odieux qu'à la campagne. De plus, la protection des lois et des fonctionnaires y est immédiate.

Quant aux Kabyles des montagnes, nous avouons n'être pas fixé exactement sur la manière dont ils traitent leurs femmes. Ce sont des hommes durs et violents et il est probable qu'elles leur obéissent et évitent de les pousser à bout. Ils sont, en outre, soumis à la tradition de leurs anciens kanoun qui édictent tous des punitions sévères contre les auteurs de scandales et de rixes dans leurs villages (1).

Il n'a été question jusqu'ici que des relations ordinaires de la vie de famille et des heurts pouvant résulter des difficultés de l'existence et des incompatibilités de caractère. Arrivons à la grande affaire : la fidélité conjugale.

On nous permettra de ne pas parler de la conduite personnelle de l'homme, qui, en dépit des recommandations du Koran, ne se croit tenu à aucun devoir sous ce rapport. Il faut donc se borner à l'examiner au point de vue de l'épouse.

Très souvent (plus ou moins selon les localités), la femme des bédouins de la tente, celle des oasis, des villages et des montagnes, manque de principes sérieux sur les devoirs d'une épouse fidèle. Voleurs et amoureux se mettent en route, dès que la nuit est tombée, aussi audacieux les uns que les autres, dans leurs entreprises qui se combinent fort bien. Quelquefois même les rendez-vous ont lieu en plein jour, sous les lauriers roses du ruisseau voisin, ou à quelques pas de la tente ou du gourbi...

Il en résulte, naturellement, de nombreuses querelles, des violences, des meurtres, selon le caractère du mari outragé.

Beaucoup de nos indigènes sont jaloux et s'attachent à le paraître encore davantage, car c'est un sujet sur lequel il est de bon ton de poser pour le tigre. Mais, à côté d'eux, combien de maris débonnaires, aveugles et peut-être pis !

Cela a déjà été dit et nous ne saurions mieux faire que de reproduire un dernier passage de l'article de Berbrugger déjà cité : « Il reste à discuter un autre préjugé, celui qui » fait des musulmans d'Algérie autant de Mores de Venise » toujours prêts à étouffer sous le matelas conjugal, leurs » trop légères épouses...

» Toutes ces populations du Sud..., leur conduite n'offre-» t-elle pas, dans des occasions fréquentes, et généralement » connues, l'antipode de la jalousie ? Sans sortir du Tell, ne » trouverons-nous pas des exemples de bénévolence maritale ?...

(1) Voir : *Mœurs et coutumes kabyles*, par Hanoteau et Letourneux.

» Nous demanderons à tous ceux qui ont visité le Sahara..., » ce qu'ils pensent de la jalousie des nomades, de ces philo- » sophiques populations, où la longanimité conjugale, l'aveu- » glement volontaire en fait d'incartades féminines et d'o- » dieuses spéculations sur la femme, pour le compte des » maris et des parents, atteignent un degré d'immoralité » qu'il faut voir de ses yeux pour le croire (1). »

Le tableau n'est pas exagéré pour certaines localités ; mais on aurait tort de l'appliquer indistinctement à toutes, car il y a des degrés. Ce qui est vrai partout, c'est qu'on y trouve des maris ne ressemblant en rien à Othello.

Mais, dira-t-on, comment expliquer le grand nombre de meurtres de femmes indigènes tuées par leurs époux ?

Nous répondrons à cela en répétant qu'il ne manque pas d'Arabes jaloux. Et puis, qu'on examine de près ces affaires et l'on se convaincra que la vengeance a rarement été effectuée lors de la découverte de l'adultère ; que souvent les premières fautes ont été pardonnées, et que, plus d'une fois, la victime a été frappée à la suite d'autres circonstances. C'est presque toujours durant les phases de procès en divorce intentés par l'épouse, lorsque le cadi a ordonné la séparation et la réparation des sévices, ou quand on emmène la femme chez elle ou en observation, que le mari se venge en la tuant et quelquefois en frappant le cadi qui lui a donné raison.

Devant la Cour d'assises, de même que le voleur prétend toujours qu'il était en expédition amoureuse ou que le témoin lui en veut parce qu'il faisait la cour à sa femme, l'époux meurtrier ne manque pas de dire qu'il a simplement vengé son honneur... et trop souvent on le croit.

En réalité, dans beaucoup de ces meurtres, l'adultère n'est qu'un accessoire ; quelquefois aussi le mari se laisse monter la tête à froid ou s'enflamme à la suite de moqueries et même de provocations audacieuses de la femme : il saisit une arme et se jette sur elle comme un furieux.

Ces violences sont plus rares dans les villes, où pour diverses raisons, les mœurs sont plus honnêtes. On y trouve des épouses légères, des maris complaisants ou jaloux, mais tout cela se tient dans une moyenne raisonnable.

Nous avons vu plus haut que la constatation du délit d'adultère n'autorise pas le mari outragé à se faire justice. Cependant, en pays kabyle, certains droits consacrés par l'usage s'étaient conservés à cet égard et nous nous rappelons avoir souvent vu, autrefois, dans les régions situées au

(1) P. 258.

midi du Djerdjera, des femmes sans nez (il n'est pas question de celles dont cet organe avait disparu par suite de maladie). L'ablation du nez était la punition infligée aux femmes adultères par ces populations. Le mari, et quelquefois le père ou les frères se chargeaient de l'opération. Ailleurs on la soumettait à des mutilations plus barbares encore, ou on excusait le meurtre *flagrante delicto*.

Ces pratiques sont absolument réprouvées par le Koran qui exige la preuve par témoins honorables au nombre de quatre et n'autorise comme pénalité que cent coups de fouet, pénalité véritablement illusoire, en présence de la difficulté de se procurer la preuve exigée. Il est vrai que le divorce aux torts de l'épouse et les réparations pécuniaires la complètent.

Légalement, l'époux outragé a plus de latitude chez nous, puisque le Code pénal lui accorde, dans ce cas, le bénéfice de l'excuse.

VI

Nous avons passé en revue les différentes causes de troubles auxquels les ménages musulmans sont exposés. Ces faits sont fréquents ; cependant la majorité des gens y échappent ou n'en aggravent pas les conséquences. Examinons maintenant les moyens donnés aux intéressés pour y couper court par la rupture du mariage.

C'est d'abord le droit de répudiation, soit définitive, soit permettant le retour, dont le mari dispose. S'il est porté à en abuser, il sait ce qu'il en coûte, puisque ce privilège discrétionnaire l'oblige à abandonner à sa femme tout ce qu'il lui a donné et à lui payer ce qu'il doit encore. Aussi y regarde-t-il à deux fois et les répudiations simples sont-elles souvent suivies de retour.

La loi musulmane, tout en conférant au mari des droits de nature à satisfaire sa vanité, l'enchaîne par une foule de liens qui le retiennent dans tous les sens. Une première, puis une deuxième répudiation suivies de retour suffisent souvent à détruire toute idée de rupture. On se résigne à vivre ensemble malgré les incompatibilités réciproques, et cela prouve combien le législateur possédait la connaissance du cœur humain et des difficultés de la vie.

Mais il arrive que, malgré tout, la répudiation définitive est prononcée. L'épouse, qui souvent l'a bien méritée, accomplit son idda ; puis elle quitte, avec armes et bagages, le foyer

conjugal. La voilà libre, possédant un pécule bien à elle et, en général, elle ne manque pas de s'accorder une période de vacances plus ou moins longue, afin de jouir de son affranchissement... Quand elle juge avoir rattrapé le temps perdu et qu'elle a reconnu le néant ou les inconvénients de la vie libre, elle rencontre un brave homme décidé à l'épouser pour de bon et chez lequel elle apporte son magot et son expérience. Il arrive aussi qu'elle trouve son maître et se heurte à plus roué qu'elle.

A côté de ces habiles il en est qui, du premier coup, tombent entre les mains de misérables qui les oppriment, les dépouillent, les brutalisent en secret, mais se gardent de les répudier, jusqu'à ce que, poussées à bout, elles leur réclament la liberté au moyen du divorce « par consentement mutuel ». Le tyran ne demande pas autre chose, mais fait le difficile et amène peu à peu sa malheureuse compagne à passer par toutes ses exigences, à renoncer à sa créance sur lui et à toute pension, à lui abandonner ce qu'elle possède et à lui attribuer encore une sorte d'hypothèque sur la dot qu'elle touchera en se remariant. Telle est sa rançon (1).

C'est la contre-partie du cas précédent. Ici l'épouse est détroussée ; elle abandonne le domicile conjugal comme une malheureuse et a souvent beaucoup de peine à recouvrer une situation honorable et à se refaire un pécule.

Reste le troisième mode de séparation, le « divorce par autorité de justice », qui peut être prononcé aux torts du mari ou aux torts de la femme.

Dans le premier cas, il est motivé par les brutalités exercées par l'époux ou son refus de fournir à l'épouse les choses nécessaires à son entretien, ou la violation de clauses particulières. La plainte de la femme est souvent exagérée et le mari en conteste toujours l'exactitude. « Sa femme ment ; » il ne lui a jamais donné une chiquenaude, malgré son mau- » vais caractère, sa paresse, l'oubli de tous ses devoirs. » Quant aux marques qu'elle porte sur son corps, elles pro- » viennent d'un accident, si même elle ne s'est pas frappée » elle-même pour l'accuser, etc., etc... »

(1) Dans l'Aourès, les Chaouïa ont pour habitude en répudiant leurs femmes de stipuler qu'elles ne pourront épouser tel ou tel, attendu que « c'est lui qui les a poussées à l'oubli de leurs devoirs ». Ils appellent cette pénalité : *Teghrim* (تغريم). Les cadis consacrent cet usage qui est contraire à la loi musulmane ; les héritiers de l'époux répudiateur recueillent ce droit dans sa succession, et nous possédons un acte dans lequel ils comparaissent devant le cadi et déclarent décharger la femme répudiée des effets de cette pénalité imposée par leur auteur.

Mais le cadi est habitué à ces discours, toujours les mêmes et, si la plaignante n'a pas de preuves, il rend une ordonnance obligeant les époux à habiter en observation auprès de gens honorables. Devant l'obligation de cette épreuve, il arrive souvent que le plaignant renonce à ses prétentions ou que les parties s'entendent pour un divorce par consentement mutuel. Dans le cas contraire, et le délai d'observation expiré, le juge, sur le rapport des arbitres, déboute la plaignante ou prononce le divorce d'office aux torts du mari, avec toutes ses conséquences.

Lorsque les violences ont été trop graves ou qu'il y a lieu de craindre pour la sécurité de l'épouse, en raison des menaces de son mari, le cadi ordonne qu'elle sera gardée dans la demeure du mufti, jusqu'à la solution du procès, qui est très rapide.

L'époux, de son côté, peut obtenir le divorce par autorité de justice, contre sa femme, pour faute grave, telle que la fuite, l'adultère, le refus de remplir ses devoirs, etc.

Il arrive aussi, lorsque la femme s'est enfuie du domicile conjugal, pour une raison quelconque, que son mari se contente de réclamer le concours de la justice pour l'obliger à le réintégrer, sans exiger le divorce.

Quant aux pénalités corporelles édictées par le Koran, le cadi n'a pas qualité pour les appliquer. Par la même raison, les séducteurs échappent à sa juridiction.

VII

Nous ne reviendrons pas sur la question du droit de garde suffisamment développée dans le chapitre précédent. Il ne nous reste que quelques mots à ajouter sur l'hérédité des conjoints.

On sait que, jusqu'à ces derniers temps, les époux n'héritaient pas l'un de l'autre, selon notre Code civil. La loi de 1891 leur attribue une part. Mais, chez nous, les époux peuvent se faire des libéralités, et dans la plupart des cas, l'épouse étant commune en biens, se trouve propriétaire de la moitié de la fortune réalisée pendant le mariage.

La communauté n'existant pas chez les musulmans, la veuve hérite, selon les cas, du quart ou du huitième de tous les biens laissés par son mari. Mais elle ne peut être bénéficiaire d'aucun legs, la loi musulmane ne permettant d'en

faire (dans la limite du tiers de l'héritage) qu'à des personnes non appelées à l'hérédité.

Nous avons fait ressortir l'exagération des droits héréditaires des conjoints. Les inconvénients qui en résultent sont devenus saisissants, en Algérie, depuis que les immeubles ont été soumis au régime de la loi française. On a vu souvent une veuve, par exemple, dont l'union a été courte, héritière du quart de tous les biens laissés par son mari, en poursuivre la licitation et causer à la famille où elle n'a fait que passer, des inconvénients et des dépenses considérables.

Il en est autrement, — et cela fait encore mieux ressortir le vice de la loi, — quand la mort frappe le mari dans les conditions ordinaires, après de longues années de mariage, lorsque la veuve s'est fatiguée pour le ménage et a élevé des enfants. Elle n'a droit alors qu'à un huitième et l'on peut estimer qu'elle le mérite, et souhaiter qu'elle n'ait pas à le partager avec d'autres co-épouses. Le contraire devrait avoir lieu, puisque la femme qui n'a pas eu d'enfant ou n'a pas su les élever, voit, de ce fait, sa part se doubler. C'est illogique et injuste.

On rencontre encore le cas suivant : le mari meurt laissant une veuve et un fils ; puis le fils décède après son père. La veuve qui a recueilli déjà un huitième du chef de son époux prend alors le tiers (la moitié, selon le rite hanafi) du reste, comme héritière de son fils.

Véritablement, sous le rapport des droits héréditaires, l'épouse musulmane n'a pas à se plaindre. Pour remédier aux inconvénients de cette libéralité, nos indigènes placent très souvent leurs immeubles sous le régime de constitutions hobous, au profit exclusif de leurs enfants et des descendants des mâles, seul moyen d'empêcher leur absorption par des personnes étrangères entrées dans la famille par des mariages. Il ne faut pas oublier, en effet, que les droits du conjoint mâle sont du double et que l'hérédité étrangère peut ainsi pénétrer par les femmes des garçons et par les époux des filles.

En Kabilie, et généralement dans les pays berbères, la femme est exclue de l'hérédité sur les immeubles, en dépit des prescriptions du Koran ; nous verrons plus loin qu'on lui attribue certaines compensations.

Souvent aussi elles comparaissent aux liquidations d'héritages et déclarent renoncer à leurs droits au profit des mâles. Bien qu'elles reçoivent, en général, pour cela des indemnités en argent, les légistes musulmans ont souvent condamné cette pratique. L'école de Fès, notamment, déclare que ces

renonciations sont nulles de droit, la femme, en les faisant, étant toujours préjugée contrainte.

Les dernières instructions données par le gouvernement algérien relativement à l'application de la loi du 26 juillet 1873, sur la constitution de la propriété, avaient prescrit aux commissaires délimitateurs de ne rien attribuer aux veuves et aux femmes appelées à l'hérédité. Pendant de longues années on les avait comprises et il en était résulté un morcellement et des complications inouïes, étant donnés surtout les inconvénients de l'indivision.

VIII

Les longues explications dans lesquelles nous sommes entré démontrent, qu'en droit, la femme musulmane est suffisamment armée pour la protection de sa personne et de ses biens. Elle sait généralement s'en servir et son mari n'est pas si pressé qu'on le croit de la chasser par caprice, ni si libre de la faire souffrir.

Nous n'en concluons pas que tout est pour le mieux dans les ménages musulmans et qu'on n'y rencontre pas de trop nombreuses victimes. Cela, hélas, se trouve partout et les drames intimes ne sont pas rares chez nous, avec le revolver comme *ultima ratio*. Ne voyons-nous pas aussi des épouses dont les maris indignes gaspillent la dot, malgré les précautions prises et qui les abandonnent après les avoir dépouillées ?

Autant qu'il est possible de comparer des choses aussi dissemblables que l'état social de nos indigènes musulmans et le nôtre, nous avons la conviction que la femme, dans ce milieu, n'est pas plus opprimée que la nôtre.

Elle n'y jouit pas, il est vrai, de cette égalité qu'une bruyante école revendique pour nos femmes, — car notre Code proclame lui aussi que l'épouse doit obéissance à son mari, — mais elle possède le droit absolu de disposer de ses biens sans contrôle, dès qu'elle a échappé à la tutelle paternelle. Dans notre société, la femme ne s'émancipe de la tutelle de son père que pour passer sous celle de son mari ; aussi cette demi-minorité est-elle l'objet des protestations et des attaques de l'école en question.

Autre avantage de l'épouse musulmane, elle ne contribue pas, comme chez nous, aux dépenses du ménage. C'est le

tyran qui en supporte tout le fardeau, et, s'il commande, au moins il paie.

Enfin, au moyen de quelques sacrifices, la femme malheureuse peut obtenir sa liberté, et si les sévices sont réels, prouvés, la loi la dégage de ses liens par un divorce d'office avec compensations. Il n'y a pas longtemps que les nôtres peuvent rompre une union abhorrée et recommencer l'expérience.

Le droit de correction paternelle accordé à l'époux à l'égard de sa femme est excessif en lui-même et ouvre la porte à tous les abus. Mais il ne faut pas oublier que les mêmes usages ont été en pratique et sanctionnés chez nous jusqu'au XVI[e] siècle (1).

En réalité, il n'y a guère que la séquestration dans la famille qui constitue une différence radicale avec la liberté dont jouit chez nous la femme mariée. La tradition, l'usage lui font accepter cette situation en la dépouillant du caractère blessant qu'elle comporte à nos yeux.

Mais, dans son intérieur, en dehors des exceptions auxquelles toute règle est sujette et de la classe des pauvres bédouins, la femme musulmane n'est nullement traitée en esclave, ni accablée d'un mépris humiliant. Comme partout, cela dépend beaucoup d'elle : on lui accorde, ou elle conquiert, la considération qu'elle mérite.

Nous en avons connu un grand nombre qui avaient su obtenir une légitime influence sur leur mari et leur famille ; celles-là étaient non seulement respectées, mais consultées pour tout ; nous en avons rencontré d'autres qui avaient pris en main l'autorité ; celles-là étaient craintes plutôt qu'aimées. On trouvera plus loin quelques portraits des unes et des autres.

En somme, s'il est des ménages où le mari opprime la femme, il n'en manque pas où la femme fait souffrir le mari. Les lois sont impuissantes à empêcher ce malheur, et doivent se borner à offrir aux conjoints trop antipathiques la faculté de se quitter. A ce point de vue les époux musulmans sont armés de toutes pièces, et, si ces séparations donnent lieu à des scandales, à des violences et à des actes regrettables, n'est-ce pas la preuve que, dans cette société comme

---

(1) La loi, selon Beaumanoir, autorise le bourgeois à battre sa femme. « *Il loist à l'homme battre sa femme, sans mort et sans méhaing, quand elle le meffet* ». — Dargentré de son côté dit que l'époux a le droit de : « *Retenere et castigare uxorem* ».

dans les autres, le lien conjugal possède en lui-même la force intime, d'une nature si complexe, qui le caractérise?

Cette force n'est diminuée en rien chez nos indigènes par la séparation absolue d'intérêts des conjoints. Un fait matériel nous démontre que l'union et la confiance règnent plus qu'on ne se l'imagine dans les ménages de nos indigènes de la campagne, plus peut-être que chez ceux des villes.

Lorsqu'un bédouin est menacé de la poursuite d'un créancier, que fait-il pour lui soustraire son avoir? Il se présente devant le cadi, accompagné de son épouse ou du mandataire de celle-ci et déclare, « pour rendre hommage à la vérité », que les bestiaux de telle ou telle espèce qui se trouvent dans son parc appartiennent tous à sa femme; qu'elle a recueilli dans l'héritage de son père, ou acheté, au moyen de bijoux par elle vendus, tant de vaches ou de brebis, ou une jument et que le produit de ces femelles a formé le troupeau actuel. La femme confirme ses dires et voilà que tout lui appartient.

Le citadin, commerçant ou autre, fait de même à l'égard de ses marchandises ou du mobilier de sa maison.

La première conséquence de cet acte est de mettre l'époux à la discrétion de sa femme. Il faut donc que la confiance et l'union règnent entre eux et que l'homme soit bien décidé à ne pas chasser par caprice sa femme et à éviter de lui fournir les moyens d'obtenir le divorce contre lui. Agirait-il ainsi avec elle si, comme on le croit trop facilement, elle était son ennemie, ou si elle n'était pas attachée à la prospérité du ménage, ou si elle était capable, un jour ou l'autre, de tirer parti de ses droits et de dépouiller son mari?

Elle est la première intéressée à la fortune du ménage et le plus souvent elle n'excipe même pas du titre qui la rend maîtresse de son actif. L'époux a donc eu raison de s'en remettre à sa discrétion.

Ainsi la préférence que nos légistes accordent au régime de la communauté sur tous les autres, trouve ici une justification inattendue de la part de gens qui le mettent en pratique dans un autre but.

Ces faits si caractéristiques détruiront-ils quelques préjugés?

Revenons maintenant à la question du droit de contrainte au mariage attribué au père sur ses enfants mineurs. En les unissant jeunes il se conforme au vœu de la loi religieuse, et nous avons vu qu'à l'égard de la fille, il agit comme son tuteur naturel avec les responsabilités que ce mandat comporte.

Sa fille, il est vrai, n'est pas consultée en général, ce qui blesse naturellement nos idées; nous avons exposé à ce sujet

les raisons pour et contre. De plus, les conjoints ne se connaissent pas avant le mariage. On ne saurait l'approuver. Mais il faut se garder des entraînements sentimentaux.

Lorsque, chez nous, un prétendu a fait présenter sa demande aux parents de la future et que ceux-ci l'ont agréé, on organise la rencontre « fortuite » des jeunes gens, après quoi la fille doit se prononcer. Est-elle suffisamment renseignée et les futurs se connaissent-ils beaucoup mieux ? La différence, en vérité, n'est pas grande ; si, sur cette première impression la jeune fille refuse le prétendu, elle se voit souvent en butte à la réprobation des parents et à une pression de tous les instants, prenant les formes les plus diverses jusqu'à ce qu'elle cède. Le « oui » qu'elle prononce devant le maire et le prêtre est-il toujours si éclairé et si libre ?

Mais, si la jeune fille a fixé son choix sur un autre prétendu que ses parents refusent d'accepter, ils peuvent l'empêcher de s'unir à lui jusqu'à ce qu'elle ait atteint la majorité pour le mariage ; auquel cas, si elle persiste et que son bien-aimé ne se soit pas lassé d'attendre, elle aura la ressource d'envoyer trois fois, à l'expiration de chaque trimestre, des sommations, dites respectueuses, à ses père et mère...

N'est-ce pas, sous sa forme négative, une manière de droit de contrainte ?

Chez les musulmans, le droit de djeber est épuisé après le premier mariage. Chez nous l'obligation de l'autorisation paternelle persiste.

Selon le rite hanafi, la fille doit être consultée dès qu'elle est pubère ; son choix en est-il plus libre et plus éclairé ? Nous n'oserions l'affirmer.

Enfin, le père n'est pas tenu, en droit, de prendre l'avis de la mère. Mais qu'on se persuade bien que, dans la pratique, elle joue le plus grand rôle pour le mariage de sa fille et qu'elle tient compte de l'opinion de celle-ci.

Dans la société musulmane, comme dans les autres, la femme qui sait s'y prendre et veut s'en donner la peine, obtient de l'homme ce qui lui plaît. Sauf les exceptions ordinaires, ce despote ne demande que deux choses : qu'on paraisse respecter son autorité et exécuter ses volontés et que la paix règne dans son intérieur. Les femmes qui le comprennent sont maîtresses de la situation en tout temps et en tout lieu.

Une autre différence catégorique entre les usages musulmans et les nôtres, consiste dans le versement de la dot. Chez les Arabes, c'est le mari qui la donne à l'épouse, et l'on dit pour cela qu'il l'achète ; chez nous, c'est le père qui la constitue à sa fille et elle sert plus d'une fois à payer les

dettes du futur. Cela s'appelle, pour celui-ci, faire un beau mariage ; mais en ne jugeant que sur les apparences, ne pourrait-on pas dire que les rôles sont renversés et que l'époux a été acheté par son beau-père (1) ?

Il serait oiseux de rechercher lequel des deux procédés est le plus logique, car l'un et l'autre répond aux nécessités de chaque société ; mais alors qu'on cesse de condamner l'usage et la tradition des musulmans.

Nous n'avons pas parlé de l'éducation morale et de la condition religieuse de la femme musulmane. L'étude approfondie de ce sujet nous mènerait trop loin. La loi islamique est tellement simple et ses adeptes peuvent si bien se passer des manifestations extérieures du culte, qu'on est musulman pour ainsi dire *ipso facto*, à la condition de ne pas transgresser les principes généraux de la religion. Divers textes, plus ou moins précis, dispensent la femme des pratiques extérieures, telles que la prière et l'assistance à la mosquée. Cependant plus d'une tient à remplir ses devoirs et même à faire le pèlerinage ; plus d'une dispose du tiers de ses biens en fondations pieuses ; d'autres stipulent qu'une partie de leur héritage sera affectée à affranchir un ou plusieurs esclaves, dans les pays où règne la loi islamique, — et tout cela pour mériter les récompenses futures.

Il ne faut donc pas dire, d'une manière absolue, que la femme arabe ne pratique pas sa religion.

CHAPITRE V

La femme indigène dans l'histoire de l'Afrique

I

Nous avons rappelé, au début de ce travail, les noms et les actes de femmes célèbres dans l'histoire de l'Arabie. L'Afri-

---

(1) Il y a bien longtemps qu'Euripide a fait dire à sa Médée (acte 2, sc. I) : « *Ah ! de toutes les créatures qui respirent, les femmes sont les plus malheureuses. Elles achètent un époux au prix de leurs richesses, elles prient celui qui les réduit en esclavage.* »

que septentrionale a eu aussi ses héroïnes ; citons-en quelques-unes.

La plus remarquable, à l'époque de la conquête islamique, est la *Kahéna*, cette reine de l'Aourès, qui prit en main l'étendard de la résistance nationale contre les Arabes. A la tête des guerriers berbères et des débris de la population coloniale grecque et romaine, elle chasse l'étranger et règne, indépendante, durant cinq années sur l'Afrique septentrionale.

Mais elle comprend, elle devine que les musulmans vont reparaître plus nombreux et plus ardents pour venger leur défaite, et son patriotisme lui inspire de faire le vide devant eux afin de les mettre dans l'impossibilité de vivre sur le pays. Elle ordonne de tout détruire par le fer et par le feu ; mais ce sacrifice, qui lui semble si naturel et si simple, soulève la réprobation générale ; les cultivateurs, les propriétaires ne peuvent voir ainsi disparaître le fruit de leurs labeurs, leur subsistance du lendemain, alors que l'ennemi ne se montre pas encore. Et, quand une armée composée des plus célèbres guerriers de l'Orient, s'avance par le Djerid, la Kahéna appelle, en vain, son peuple aux armes : tous les Berbères restent cachés dans les gourbis des montagnes.

La catastrophe est imminente, inéluctable. L'héroïne s'en rend compte, mais son courage ne l'abandonne pas un instant. Elle voit que la cause nationale est perdue et qu'un nouvel ordre de choses va remplacer l'ancien. Aussi, enjoint-elle à ses fils de passer au service des conquérants.

Quant à elle, sa vie appartient à la cause pour laquelle toute son énergie a été employée. A la tête de ses partisans fidèles et des hommes de sa tribu, elle attend les Arabes dans la plaine de l'Ouad-Nini, en avant de Bar'aï (où passe notre route d'Aïn-Béïda à Khenchela), sans espoir et sans faiblesse.

C'est vers elle que marchent les envahisseurs, sachant bien qu'après l'avoir vaincue, ils n'auront plus d'ennemis à combattre. La lutte est acharnée, implacable et la Jeanne d'Arc berbère y meurt glorieusement avec tous les siens (1).

A côté de cette grande figure, les autres paraissent pâles ; cependant l'histoire de l'Afrique musulmane nous offre bien d'autres traits d'héroïsme féminin.

Citons rapidement *Kenza*, mère d'Edris II, qui, après le meurtre d'Edris l'ancien, sut conserver son empire au fils

---

(1) Nous avons retracé cet intéressant épisode dans un mémoire publié en 1880 par la Société archéologique de Constantine et dans notre *Histoire de l'Afrique septentrionale*, t. I, p. 212 et suiv.

qu'elle portait dans son sein ; — la belle *Zeineb*, la nefzaouienne, si intelligente qu'on l'appelait « magicienne », comme la Kahéna. Épouse d'Abou Beker, premier chef des Almoravides, elle fut répudiée par lui, parce que, forcé de retourner au cœur du Sahara, il ne voulait pas l'exposer aux fatigues et aux dangers de ce voyage. Youssof ben Tachefine la prit alors pour femme et s'inspira toujours de ses conseils même lorsqu'il fut devenu le puissant souverain de l'empire almoravide ; — et cette fidèle *Romaïkïa*, épouse d'El-Motamed, renversé du trône d'Andalousie par les Almoravides et détenu dans un cachot de la place d'Ar'mat, sur la pente du Grand Atlas marocain. Passée en quelques jours du sommet de l'échelle sociale à la condition la plus misérable, elle travaille sans cesse avec ses filles, afin de pourvoir à la subsistance du prisonnier ; et cela dure quatorze ans !

Au commencement du XII[e] siècle, une nouvelle révolution, suscitée, comme celle des Almoravides, par une réforme religieuse, met le pouvoir aux mains d'une autre dynastie berbère, celle des Almohades. Ibn Toumert, dit le Mehdi, qui en a été le promoteur, s'est appliqué à restreindre le rôle et l'influence des femmes en Berbérie, et à les forcer de rester chez elles ou de se voiler la figure en public. Cependant sa sœur, une autre Zeïneb, ne cessa d'exercer sur lui une grande autorité.

La femme africaine se distingue souvent par son courage et sa fermeté. En 1307, Tlemcen, assiégé depuis six ans par les Merinides, se trouve réduit par la famine à la dernière extrémité. Les deux princes Zeyanites qui ont dirigé la défense depuis la mort de leur père, viennent de se convaincre que, pour éviter l'horreur du sac de la ville, ils n'ont plus qu'à consentir à la capitulation. Immobiles, ils restent muets, plongés dans un sombre désespoir, lorsque *Dad*, esclave que leur père avait épousée et qui jouissait d'une grande considération, demande à leur parler.

« Les femmes de la famille royale et toutes les dames de » votre maison, dit-elle, me chargent de vous remettre le » message suivant : « *Quel plaisir pourrons-nous avoir à* » *vivre plus longtemps ? Vous êtes réduits aux abois ; l'en-* » *nemi s'apprête à vous dévorer ; encore quelques instants* » *de répit et vous allez succomber. Épargnez-nous donc la* » *honte de la captivité ; ménagez, en nous, votre propre* » *honneur. Vivre dans la dégradation serait un tourment* » *horrible ; vous survivre serait pire que le trépas* (1). »

(1) Ibn Khaldoun, *Berbères* : T. III, p. 379 et s.

Voilà, certes, de fières paroles et des sentiments qui ne dépareraient les femmes chrétiennes des époques les plus héroïques. On sait qu'au moment où les deux frères venaient de donner l'ordre du massacre, on reçut la nouvelle que le souverain Merinide avait été assassiné dans son camp, à Mansoura. Le siège fut levé et les femmes de la famille royale échappèrent au trépas qu'elles avaient sollicité.

Sida *Messaouda*, mère du chérif Abd-el-Malek, un des fondateurs de la dynastie Saâdienne, contribua beaucoup à son élévation ; retirée ensuite à Maroc, elle dota cette ville de nombreuses constructions d'utilité publique et mourut en odeur de sainteté, en 1590 (1).

Un bey de Constantine, *Bou Kemia*, ayant marché, en 1724, contre les Henanecha, les surprit et les mit en déroute malgré leur grand nombre. Leur cheïkh, Bou Aziz, estime que tout est perdu et se dispose à se rendre, lorsque sa fille, *Euldjïa*, s'élançant sur un cheval, s'adresse en ces termes aux femmes de la tribu : « *Puisque les hommes n'ont pas le* » *courage de faire face aux Turcs, qui viendront bientôt nous* » *violer sous leurs yeux, allons, nous-mêmes, vendre chère-* » *ment notre honneur et ne restons pas plus longtemps avec* » *ces lâches !* » Se tournant ensuite vers les hommes et découvrant sa gorge, elle leur crie : « *Enfants de Nacer ! qui-* » *conque voudra sucer ce lait n'a qu'à me suivre !* » Ses paroles, son action, arrêtent le mouvement et raniment le courage de tous ; chacun revient au combat avec une telle ardeur que les Turcs ne tardent pas à être repoussés (2).

Une autre guerrière est *Lella Oum-Hani*, fille du bey Redjeb, de Constantine. Elle avait été unie par lui à l'un des chefs des Daouaouïda, cheïkhs des Arabes du sud, vers 1672. Peu après, le bey était assassiné et sa femme et son fils venaient chercher asile auprès d'Oum-Hani, sur les hauts plateaux ; elle avait, par ses talents et son énergie, acquis une grande autorité dans la famille de son mari, et naturellement fait naître plus d'une jalousie. N'osant s'en prendre à elle, ses ennemis tuèrent lâchement son frère.

Aussitôt, Oum-Hani quitte le campement de ces traîtres en jurant de tirer d'eux une vengeance exemplaire. Beaucoup d'Arabes du sud ont suivi son parti ; elle se met à leur tête, surprend son époux, entouré de ses fidèles, près de l'oasis d'Our'lal, et massacre toute la bande. Les tribus des hauts

---

(1) *Mozhet-el-Hadi*, texte et traduction Houdas, pass.

(2) Voir le chant en l'honneur de cette héroïne, publié par Féraud *(Revue Africaine). Les Harars*, p. 214 et s.

plateaux avaient reconnu son autorité ; elle les mène aux combats, chevauchant avec eux, comme un homme, pendant nombre d'années, répandant partout la terreur de son nom. Rien ne lui résiste et elle entre à Touggourt, les armes à la main.

Cependant, Farhate, fils de son mari, échappé au massacre d'Ourlal, réussit, après de longues années de luttes, à lui arracher le pouvoir et à prendre possession du commandement des Arabes. Oum-Hani se retira dans une tribu des environs de Sétif, où le voyageur Peyssonnel la vit, vers 1724. Il fut frappé de la dignité de son attitude ; bien qu'ayant atteint un âge très avancé, elle n'avait rien perdu de son énergie et de son activité et était très respectée par les bédouins (1).

A côté de ces héroïnes, mentionnons, pour finir, la docte *Aïcha*, fille du légiste Omara, de Bougie, qui brilla dans les lettres au XIVe siècle. El R'obrini, auquel nous devons sa biographie, déclare que l'éloquence d'Aïcha égalait l'étendue de son savoir en littérature. Selon l'usage du temps, elle défia le cheïkh Ben el Feggoun, un des plus savants docteurs de Constantine, en lui proposant une énigme en vers qu'il ne put deviner. Improvisatrice digne des anciennes poétesses de l'Arabie, elle a laissé plusieurs ouvrages estimés (2).

II

On dira que ces exemples sont anciens, que l'abaissement de la femme musulmane s'est accentué jusqu'à nos jours, et qu'en tout cas, il n'y faut voir que des exceptions.

Ces objections sont plus ou moins justes ; mais les gens sortant de l'ordinaire sont toujours rares, et peut-être trouverait-on, dans les annales de notre conquête de l'Algérie, plus d'une femme indigène ayant joué un rôle honorable.

Nous nous bornerons à rappeler quelques physionomies contemporaines que plusieurs ont pu, comme nous, connaître personnellement.

La femme de l'ag'a Ben Abdallah, des Beni-Snous, assassiné naguère dans la voiture qui le conduisait à Oran (affaire

---

(1) *Voyages de Peyssonnel dans les régences de Tunis et d'Alger* (édition Dureau de la Malle, 1838).

(2) Cherbonneau : *Aïcha*, poète de Bougie. *Revue Africaine* (1859-60), p. 34, 35.

Doineau), était une personnalité remarquable. Quiconque a visité la belle habitation de cette famille, au village de Tafraoua, a été frappé de la dignité avec laquelle elle recevait ses hôtes, le visage découvert. Ses grands fils, dont l'un avait succédé à l'ag'a, lui obéissaient avec la plus grande déférence. Elle était réellement le chef de la famille, sinon de la tribu, et personne ne cherchait à contester une autorité qu'elle exerçait si bien.

Une autre femme, rappelant la belliqueuse Oum-Hani, était l'épouse de l'ag'a Si Bouzid, à Bouira. Elle aussi faisait marcher et obéir tout le monde, peut-être même son mari, montait à cheval et déployait une activité et un courage que rien ne pouvait abattre. On l'a bien vu lors de la révolte de 1871.

Enfin, il est impossible de ne pas placer, auprès de la Kahéna, une autre prophétesse, emflammée comme elle du plus ardent patriotisme et qui incarna, pendant plusieurs années, l'esprit de résistance de la Grande-Kabilie à la conquête française. Nous avons nommé Lella Fatma, la marabout établie sur le sommet de la grande chaîne du Djerdjera.

Douée d'une intelligence, d'une fermeté et d'une constance absolument viriles, bien renseignée par ses émissaires, entourée du respect des Kabiles, elle essaya plusieurs fois de grouper les forces de la résistance, mais ne put trouver l'homme qu'il fallait pour en tirer parti. Ses projets échouèrent successivement, par l'effet des rivalités, des lâchetés et des trahisons de ceux qu'elle avait entraînés et qui ne surent pas seconder ses efforts.

Après la chute de Bou Barl'a, son dernier cherif; après l'expédition Randon (1854), dans laquelle son village faillit être enlevé par nos troupes; après la soumission du marabout Sidi El Djoudi, elle ne se fait plus aucune illusion. La cause de l'indépendance est perdue; mais elle reste à son poste, et c'est comme prisonnière de guerre qu'elle tombe aux mains des vainqueurs, après avoir en vain défendu son village (1857). La seule faveur qu'elle sollicite alors, c'est d'être conduite à son adversaire le plus acharné, le capitaine Beauprêtre, contre lequel elle a lutté avec tant d'opiniâtreté, mais dont elle admire le courage et l'énergie.

CHAPITRE VI

—

Quelques traits de mœurs locales

—

I

C'est dans les nombreux groupes, représentant de nos jours les restes de la race autochtone plus ou moins arabisée, qu'il faut chercher les traditions et les usages particuliers, et non dans les tribus arabes ou croisées des plaines et du Sud. Ces Berbères se rencontrent dans la Grande-Kabilie et la région montagneuse qui se prolonge à l'Est, jusqu'à Philippeville, dans les massifs de l'Aourès et de l'Ouarensenis, dans les montagnes qui s'enchaînent de Cherchel à Mostaganem, dans celles qui entourent Tlemcen, au nord et à l'ouest, etc.

Les historiens musulmans nous apprennent que les Berbères de la grande tribu des Ketama, établis entre Constantine, Sétif et Bougie, avaient des mœurs fort relâchées; qu'ils n'attachaient aucun prix à la fidélité de leurs femmes et que les devoirs de l'hospitalité leur imposaient de prêter une compagne au voyageur qui passait la nuit chez eux. Les Ketama, il est vrai, ont été fort méprisés après le départ des souverains obéidites dont ils avaient été les champions, et l'on pourrait admettre qu'ils ont été calomniés, si des voyageurs modernes n'avaient signalé ce trait de mœurs dans plus d'une localité de la région susdite.

Nous ne parlerons pas des coutumes de la Grande-Kabilie; c'est dans des cantons moins connus que nous nous arrêterons.

La région montagneuse, située au nord de Constantine et se prolongeant à l'ouest vers Djidjeli par un massif de chaînes enchevêtrées et abruptes, est habitée par une population restée, pour ainsi dire jusqu'à nos jours, dans un état de sauvagerie remarquable. Loin des grands centres et des voies de communication, ce triangle isolé a échappé à la civilisation et à l'autorité des dynasties arabes et berbères et du gouvernement turc. Féraud, ayant pris part aux premières expéditions faites dans ces montagnes, y a recueilli des tra-

ditions et des détails publiés ensuite par lui dans la *Revue africaine* (en 1862-63), sous le titre : *Mœurs et coutumes kabyles*. Nous allons y puiser.

Selon cet auteur, la femme y a été maintenue dans une condition précaire, n'ayant aucun droit à l'hérédité de ses proches et passant, par le fait du mariage, sous l'autorité absolue de son mari. Cependant une dot lui était attribuée; son père la touchait et ne la rendait pas toujours. La conclusion du contrat était scellée par le sacrifice d'un chevreau dont le sang devait se répandre sur le pas de la porte. Tant que cette formalité n'avait pas été accomplie, le mariage n'était pas arrêté, mais, ensuite, il devenait parfait, même si les clauses de l'accord n'étaient pas toutes réglées. Aussi l'appelait-on *zouadj el djedi* (le mariage au chevreau).

Profitant de la rigueur de cet usage, le prétendant évincé, ou ne pouvant se procurer la dot exigée, priait ses amis de l'aider à tourner la difficulté. Ils s'approchaient le plus secrètement possible de la demeure de la belle, en amenant un chevreau; puis, saisissant un instant propice, ils se précipitaient vers l'entrée et égorgeaient le chevreau en dépit des coups et des objurgations; dès que le sang avait coulé sur le seuil, le mariage était conclu, et cette fraude ne l'entachait en rien.

D'autre part, lorsqu'à la suite d'un meurtre, il existait du sang non racheté entre deux familles, il était admis, pour supprimer le droit du talion, que la famille de l'auteur du crime pouvait payer la *dïa* (prix du sang), en donnant à l'autre une de ses filles, qui devenait non seulement l'épouse d'un de ses membres, sans dot, mais encore la propriété de la famille à laquelle on la livrait comme rançon.

Ajoutons que cette pratique odieuse a cessé depuis que notre domination est bien établie sur cette région.

Cependant Féraud, qui nous présente la condition de la femme chez ces indigènes, sous des couleurs si sombres, dit qu'elle savait échapper à la tyrannie de son seigneur et maître, et nous croyons devoir citer ce passage :

« Lorsqu'une femme entraînée par le conseil d'un amant,
» voulait abandonner le toit conjugal, elle employait le
» moyen dit de « *la Guerba* » (outre). Elle se rendait comme
» d'habitude à la fontaine pour y faire sa provision d'eau;
» là, elle soufflait et emplissait d'air sa peau de bouc qu'elle
» abandonnait aux abords de la fontaine. Le mari ne tardait
» pas à s'apercevoir de l'absence de sa femme : la peau de

» bouc remplie de vent lui annonçait clairement son » départ (1) ».

Voyons la suite : Dès que l'époux avait découvert le refuge de sa femme, il s'y transportait, accompagné de ses parents et amis, tous bien armés. Alors commençaient les pourparlers avec le ravisseur ou ses parents : on ne réclamait pas l'épouse, mais le remboursement de la dot payée pour la fugitive ; en cela seul consistait la réparation de l'honneur conjugal. Si l'on parvenait à s'entendre, tout était dit et l'on restait bons amis ; dans le cas contraire, les hostilités commençaient et la lutte durait jusqu'à ce que satisfaction fût obtenue.

Toute rupture du mariage se réglait ainsi par la restitution de la dot, même si l'époux avait renvoyé sa femme à ses parents.

Le décès du mari ne rendait pas la liberté à sa veuve : le premier des parents du défunt qui lui jetait une pièce d'étoffe ou un vêtement sur la tête, la prenait pour femme et se chargeait de la tutelle de ses enfants. Ainsi, elle ne quittait pas la famille, et Féraud y voit, à tort, un signe de servitude, tandis que c'est l'application d'un usage pratiqué par les bons musulmans, sous une forme moins brutale.

Le Kanoun des tribus du Zouar'a, publié par le même auteur (2), n'accorde qu'au père le droit de marier sa fille et oblige l'époux à lui payer la dot, même s'il l'a obtenue au moyen d'un rapt ou du mariage au chevreau. Il édicte différentes réparations pécuniaires à l'encontre de ceux qui détournent les femmes de leur devoir et accorde à l'époux outragé le droit de tuer les coupables, en cas de flagrant délit. La femme enlevée est préjugée non complice, si ses cris sont entendus. Dans certains cas, l'épouse peut obtenir le divorce d'office qui est prononcé par la Djemaâ.

Dans la Grande Kabylie, la veuve n'hérite pas des immeubles, mais on lui doit une indemnité fixe, s'il ne subsiste aucun enfant de son mariage. Dans le cas contraire, elle a droit à l'usufruit du tiers des biens, sa vie durant. Celle dont le mari meurt à la guerre, est entretenue par la Djemaâ, jusqu'à ce qu'elle convole (3).

---

(1) Page 281, 2.

(2) *Rev. afr.*, 1863, p. 79 et suiv.

(3) *Kanoun de Taourirt Amokram*, publié par Aucapitaine *(Rev. afr.*, 1863, p. 280 et suiv.)

Pour terminer ce paragraphe nous allons exposer le cas suivant, relevé dans un jugement de cadi de la région sus-indiquée :

Un couple se présente devant le magistrat indigène et dépose entre ses mains un lot important de bijoux, en le priant de les partager entre eux.

Le mari explique que sa femme l'a quitté depuis deux ans ; qu'il l'a laissée vivre libre ; qu'elle veut réintégrer le domicile conjugal et qu'il est prêt à la reprendre, mais qu'il entend participer à ce qu'elle a gagné pendant ce temps.

« Fort bien, répond le cadi, mais quelle est la nature de ton droit sur ces bijoux ? »

« Le *Hak-er-Rekhef* », — répond imperturbablement l'autre, — c'est-à-dire la rétribution pour lui avoir « lâché la bride ! »

II

Quittons maintenant la Kabilie et enfonçons-nous au Sud-Est, en traversant montagnes, vallées et plateaux, pour nous arrêter sur les versants du Djebel-Aourès, région habitée par les Chaouïa. Ici, nous ne saurions mieux faire que de laisser la parole à un ami, dont la compétence indiscutable se double d'un véritable talent de conteur:

« Vous avez certainement entendu parler de la liberté de mœurs des femmes Chaouïa, particulièrement de celles qui appartiennent aux tribus environnant Batna. Elles n'ont pas, si j'en crois certains récits, le monopole de cette liberté, puisque l'on m'a assuré que, chez les Guifcer et les Barbacha, sur la route des crêtes, entre Sétif et Bougie, c'est-à-dire en pays kabile, les étrangers auxquels on tient à faire honneur trouvent toujours, sinon bon souper et bon gîte, au moins le reste à volonté.....

» Mais ne nous occupons que des Chaouïa, puisque c'est chez eux que j'ai constaté par moi-même, pendant un séjour de cinq ans, les faits dont je vais parler.

» J'entendais souvent dire que les femmes des tribus voisines, notamment de celle des Achèche, avaient des habitudes très libres, qu'elles n'étaient pas farouches du tout..... On me racontait que jadis, aux premiers temps de l'occupation française, on avait nommé comme caïd ou comme cheïkh, un vieux citadin, très brave homme, très attaché à ses devoirs religieux, et qui fut tout à fait scandalisé des monstrueuses cascades de ses administrées. Il voulut y mettre un terme et

infligea quelques punitions, non seulement à ces dames et à leurs familiers, mais encore aux maris assez dépourvus de nif (1), pour laisser vagabonder leurs épouses, les jours de marché, sous les tamarix de C....., le long du chemin suivi par les gens s'y rendant.

» Il paraît que, sans arriver à conjurer d'une manière absolument complète (la perfection n'est pas de ce monde) le désastre de la pudeur, le vieux chef obtint cependant des résultats appréciables. Pendant la première année de ce nouveau régime la récolte d'orge et de blé fut mauvaise dans la tribu ; l'hiver venu, une épizootie se déclara sur les troupeaux et fit périr beaucoup de moutons et de bœufs. L'année suivante, la sévérité du caïd ne s'étant pas relâchée, la récolte manqua tout à fait et les troupeaux furent menacés d'une destruction générale.....

» Ce que voyant, les vieillards et notables de la tribu se rendirent en corps au bureau arabe et déclarèrent qu'*infailliblement ils périraient tous, dans la plus affreuse misère, si le caïd s'obstinait à les empêcher de suivre les habitudes de leurs pères ;* ils réclamèrent pour eux et pour leurs femmes la liberté de l'amour, qui leur avait été si méchamment ravie et dont la perte seule avait été cause de la destruction de leurs récoltes et de leurs bestiaux.....

» Le chef du bureau arabe fut, dit-on, touché d'une si grande infortune et engagea le caïd à se montrer moins dur. Les stations recommencèrent sous les tamarix et chacun s'arrangea de son mieux pour rattraper le temps perdu. Et quand l'été revint, la récolte fut si abondante que les silos de toute la tribu, dont un grand nombre étaient vides depuis de longues années, ne suffirent pas à la contenir, et les troupeaux se multiplièrent rapidement, et le marché de C... reprit son animation accoutumée ; ce qui prouva que le vieux caïd avait tort et que peut-être il n'eût pas eu tort s'il eût été plus jeune.

» C'est de la fantaisie, dira-t-on ? Et c'est précisément ce que je pensais la première fois que j'entendis cette histoire ; mais je me convainquis ensuite, de visu, que les mœurs locales la justifiaient, jusqu'à ce qu'enfin il m'arriva à moi-même ce qui suit :

» Un jour, le cheikh des Oulad M.... amena au bureau cinq ou six moissonneurs étrangers qui s'étaient disputés et dont quelques-uns étaient assez gravement endommagés. On les

(1) « Nez » ; cet organe est, pour les bédouins, l'emblème de l'amour-propre et de l'honneur. « On fait une chose pour le nez », ou bien « des gens se disputent pour une affaire de nez ».

entendit l'un après l'autre sans parvenir, malgré tous les efforts, à démêler le véritable motif de la bataille qu'ils s'étaient livrée.

» Je cherchai alors à obtenir des éclaircissements du cheikh et celui-ci me raconta, en baissant les yeux très fréquemment, comme honteux d'avoir à répéter de semblables horreurs, que, d'après les dires qui circulaient dans le douar, ces moissonneurs, arrivés depuis peu dans le pays, avaient avec eux une femme...., une mauvaise femme, qui leur préparait la *berboucha* (bouillie) le soir et qui..... enfin leur avait loué ses services..... pour tout le temps de la moisson, moyennant la modeste rétribution de 15 francs et une chèvre, la nourriture et le logement, en plein air..... Ils avaient bien une petite tente, mais si petite qu'on ne pouvait y entrer qu'à tour de rôle, de sorte qu'il avait fallu établir un roulement ; bref, il faut croire que certains n'ont pas su attendre et que la trique et le couteau ont dû intervenir pour le maintien du droit et de la justice..... »

Notre ami, après avoir cité plusieurs autres faits caractéristiques, reprend :

« Je commençais (trois ans plus tard) à avoir une opinion faite sur la vertu du beau sexe chez les Chaouïa, lorsque ce sentiment reçut une confirmation plus éclatante encore :

» Un jour, le cheïkh de l'un des douars de la tribu des Oulad B... A..., m'informa qu'une quinzaine de jeunes gens s'étaient réfugiés avec une femme dans les forêts qui couvrent les flancs du plateau de M...

» Je ne vous en aurais pas parlé, — ajouta-t-il, — si ces garnements se tenaient tranquilles dans la forêt. Mais ils sortent la nuit et volent, tantôt des grains, tantôt des moutons, tantôt des fruits, et j'ai reçu un très grand nombre de plaintes.

» On se demandera ce que ces jeunes gens et surtout cette femme faisaient dans la forêt, au lieu de rester chez eux ?

» Ils faisaient ce que l'on fait chez les Halimia, chez les Tslets et dans plusieurs autres tribus : lorsqu'une femme a été répudiée par son mari, qu'elle est libre de disposer de sa personne et désire se marier, elle exécute une petite fugue dans la montagne, où ses soupirants la suivent et ne la laissent manquer de rien. Ils sont souvent nombreux et l'on pense bien qu'ils ne s'entendraient jamais s'ils n'avaient eu soin d'organiser leur association.

» Aussi désignent-ils tout d'abord un président qui prend le titre de Raïs-el-Amma (chef, nous allions dire tribun, du

peuple) et fixe les tours de.... service de chacun. Cela dure six, huit, dix, quelquefois quinze jours. Puis, lorsque madame estime qu'elle est suffisamment éclairée sur la valeur de chaque prétendant, elle arrête son choix et l'on se rend chez le cadi pour dresser l'acte de mariage. L'association est dissoute et l'union ne peut manquer d'être assortie puisque l'on se connaît à fond.

» Que pouvais-je répondre au cheïkh, connaissant cette vieille habitude, qui n'a pas encore disparu ? Je fus très digne. « Je n'ai pas la prétention, lui dis-je, d'abolir un usage si invétéré, quelque dégoût qu'il doive inspirer à tous ; mais, ce qu'il n'est pas possible de tolérer, c'est qu'une bande de chenapans s'organise pour marauder la nuit. Il faut les surprendre, les arrêter et les conduire ici avec leur donzelle. »

» Le programme fut ponctuellement suivi : le cheïkh arrêta tout le monde pendant la nuit, et le matin il se présentait au bureau, conduisant six ou sept prétendants et madame en beaux habits de fête, avec tous ses bijoux et une respectable couche de fard sur les joues.

» Son attitude peu embarrassée, ses réponses absolument calmes, dénotaient une conscience en repos. Je n'essayai même pas de lui faire comprendre que sa conduite n'était pas bien conforme aux règles de la bonne société. Elle m'expliqua tranquillement qu'elle faisait ce qu'on avait toujours l'habitude de faire dans sa tribu et qu'elle avait choisi un des prétendants avec lequel elle se marierait au plus tôt, ce que l'heureux objet confirma avec une certaine fierté. Et tous s'en allèrent en paix, nullement surpris de cette solution : c'est moi qui avais eu encore le plus de peur, une peur atroce de troubler le cœur si pur de cette reine de quelques jours qui avait eu aussi sa cour..... »

Qu'on veuille bien excuser le réalisme de ces détails ; quiconque a vu de près ces mœurs en reconnaîtra l'exactitude. Si l'on désire pénétrer la vie des bédouins, il est impossible de ne pas se heurter à la brutalité qui la caractérise.

Il serait facile d'en citer d'autres exemples et de parler notamment des coutumes des Oulad-Naïl, dont les filles, à peine pubères, vont alimenter les harems publics de toute l'Algérie et rentrent ensuite dans leur tribu avec un pécule qui leur permet de s'établir et de faire une fin quasi-honorable.

Nous pensons avoir suffisamment tenu la promesse de donner des preuves à l'appui des affirmations de Berbrugger ; mais nous ne saurions trop conseiller de ne pas en conclure

à des jugements absolus ; les mœurs de nos indigènes algériens ne sont pas partout aussi relâchées, et même dans les régions les plus corrompues, il y a des degrés et des exceptions.

III

Dans les villes, surtout, nous ne pouvons trop le répéter, la conduite des femmes mariées est beaucoup plus digne, beaucoup plus honnête.

Cependant les maris n'y font pas toujours ce qu'ils veulent. A Constantine, où les mœurs, dans la classe moyenne et élevée, sont très convenables, existe un usage curieux, que les archéologues rattachent aux traditions du culte mithriaque. Au printemps, généralement en avril, un bouc *noir* est amené dans la cour de chaque maison ; un nègre, — non moins *noir*, — s'avance coutelas en main et égorge la bête, au milieu des femmes pressées autour du groupe et qui recueillent le sang chaud dans leurs mains, puis s'en barbouillent entièrement la figure et les bras. Grâce à cette pratique, les maux de tête, les troubles printaniers disparaissent et les personnes du sexe faible reprennent toute leur sérénité.

Or, il y a quelques années, le maire, voulant mettre fin à cette lustration sanglante, tout en empêchant les abatages clandestins interdits en ville, refusa les autorisations nécessaires et fit remarquer aux indigènes combien, pour de bons musulmans, ce sacrifice sentait le paganisme. Grande rumeur dans les quartiers arabes ; les femmes protestent, réclament, veulent organiser la grève, et les pauvres maris, qui n'ont plus un instant de tranquillité, finissent par accourir en masse à la municipalité, suppliant le maire de les laisser vivre et de lever la malencontreuse interdiction. Il fallut bien en passer par là. Ce fut une belle victoire pour les dames indigènes, et une nouvelle sanction du proverbe : « *Ce que femme veut...* »

Nous avons parlé au début de ce travail des grandes coquettes de l'Arabie et des tourments qu'il leur plaisait d'infliger à leurs amants ; on pourrait croire que leurs traditions ne sont pas oubliées par les femmes africaines, à en juger par le récit qui suit. C'est de l'histoire moderne et rigoureusement vraie, dont une de nos grandes villes d'Algérie a été le théâtre.

L'héroïne, fort belle, instruite (elle écrit parfaitement l'arabe), était l'épouse d'un musulman de bonne famille, riche, pas mal de sa personne et nullement porté à la tyrannie. Malheureusement, le caractère de la dame est un peu fantasque, d'aucuns disent rusé et pas commode du tout. Soumis à des épreuves journalières et variées, le pauvre mari, à bout de patience, finit par laisser échapper quelques paroles équivoques et menaçantes. On le prend au mot, des témoins sont trouvés et preuve est faite devant le cadi qu'il a bel et bien répudié sa femme. Malgré ses protestations, le voilà forcé de se séparer d'elle...

Mais il l'aime à la folie et son absence augmente encore la passion dont elle est l'objet. Il supplie la cruelle d'oublier ce mouvement de vivacité et de revenir auprès de lui ; il ne peut admettre que leur séparation soit définitive. Un dédaigneux refus accueille toutes ses démarches. En vain il se lamente, en vain il s'humilie, en vain il lui adresse les lettres les plus touchantes : elle demeure insensible. Une de ces lettres est entre nos mains, en voici la traduction scrupuleusement exacte :

« A la généreuse, la glorieuse dame Sida..... Que Dieu » l'assiste ! Amen !

» Sur vous soit le salut, avec la miséricorde et la bénédic- » tion de Dieu !

» Comment êtes-vous et comment va tout ce qui vous » touche ?

» Je vous dirai, Sida, que mon cœur est brûlé par le cha- » grin à cause de vous, et que je ne puis ni fermer l'œil, ni » avaler une goutte d'eau, en pensant au grand amour qui » existait entre nous.

» De votre côté, je le suppose, vous ne pouvez supporter » mon absence.

» Et maintenant, excellente dame, renseignez-moi sur mon » sort : imposez-moi telle condition qu'il vous plaira d'im- » poser et ne tenez aucun compte des conseils des gens, car » ils ne savent que détruire et n'arrangent rien.

» Je ne trouverai jamais une personne comme vous, et » vous de même (à mon égard).

» Enfin, excellente dame, vous m'avez fait une promesse » en me disant : « Lorsque vous aurez regretté vos procédés » indignes, je retournerai avec vous ! »

» Or, je me repens de ce que j'ai fait ; ne me laissez donc » plus errer tristement devant tout le monde !

» Salut de la part de votre amant (signé)... »

« Promettez-moi de revenir à moi dans une période déter-
» minée, afin que je puisse prendre patience; sinon, je
» m'expatrierai, car je ne puis supporter le désespoir que vous
» me causez. Surtout n'écoutez pas les conseils des gens ! ».

Voilà, certes, une supplique aussi humble qu'ardente. Eh bien, la belle est restée insensible. Quelle revanche du sexe dit faible contre les hommes qui tyrannisent les femmes !

L'auteur de cette lettre pleure, pleure toujours, et il n'a pas eu le courage de s'expatrier. Cependant, il n'avait rien à se reprocher, sauf peut-être sa trop grande faiblesse, et devant une justice supérieure et impartiale, si l'un des époux devait demander pardon à l'autre, ce n'était pas lui !

Aussi, n'avons-nous pu nous empêcher de lui dire, un jour qu'il nous prenait pour confident de son chagrin, qu'au lieu de supporter si patiemment les incartades de cette coquette, il aurait sans doute mieux réussi en la domptant par l'énergie, et même par ce qu'on appelle une éloquence frappante.

Ironie de la destinée ! C'est sur ce mot que nous nous trouvons amené à terminer notre étude sur la condition de la femme dans l'Afrique septentrionale.

Puisse le lecteur ne pas le prendre pour une conclusion; cela serait odieux et ridicule autant que contraire à notre pensée.

Nous avons tenu, par de nombreux exemples, à montrer la réalité des faits et à combattre des préjugés trop enracinés; mais nous avons présenté équitablement le pour et le contre. Des questions de nature aussi complexe ne se jugent pas sur des faits isolés; il faut apprécier l'ensemble, se garder de conclure hâtivement et surtout se méfier des jugements qui se concentrent dans une formule, car les choses humaines sont trop compliquées pour être résolues ainsi.

BIBLIOGRAPHIE

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ALGÉRIE, thèse de doctorat par M. POUYANNE (Paris, Duchemin, 1895).

La question de la propriété foncière est, de toutes les questions algériennes, la plus passionnante, mais aussi la plus complexe, la plus délicate, la plus irritante. Depuis 1830, depuis notre arrivée sur le sol africain, on peut dire qu'elle n'a cessé d'être à l'ordre du jour : administrateurs, jurisconsultes, magistrats s'efforcent depuis soixante ans de la résoudre ; ils apportent à l'étude de ce problème difficile toute leur science, toute leur perspicacité, toute leur expérience : vains efforts ! A l'heure actuelle, la question se présente aussi insoluble qu'au lendemain de notre conquête. Et cependant, elle est pour l'Algérie la question primordiale ; elle est le problème capital de ce pays.

Une des plus sérieuses difficultés du sujet, c'est le nombre infini de droits réels que nous trouvons dans la législation musulmane. Mettre un peu d'ordre dans une matière aussi touffue, aussi obscure, n'est pas chose facile. Aussi faut-il remercier M. Pouyanne de nous avoir apporté, dans la thèse qu'il vient de soutenir devant la faculté de droit de Paris, un tableau d'ensemble, une classification raisonnée et méthodique des innombrables tenures foncières du droit musulman. Sous le titre un peu vague de *La propriété foncière en Algérie*, nous croyions tout d'abord retrouver une étude approfondie de cette ténébreuse loi de 1873, véritable casse-tête algérien, terreur de l'étudiant au jour de son examen de législation algérienne. Mais M. Pouyanne a entendu le mot « propriété foncière » en un sens beaucoup plus large. Dans son ouvrage, divisé en trois parties, il nous présente tout d'abord l'organisation foncière chez les musulmans d'Algérie, avant la conquête française, d'après les lois et coutumes des indigènes.

C'est là certainement la partie la plus neuve de l'ouvrage : l'auteur a groupé toutes sortes de renseignements, dont la recherche était autrefois des plus fastidieuses, disséminés qu'ils étaient dans des traités spéciaux, noyés dans des commentaires confus. Notons que M. Pouyanne y soutient très énergiquement (p. 131 et suiv.) l'existence de la propriété *arch*, distincte de la propriété *melk*. La deuxième partie est consacrée aux réformes apportées par les lois françaises à l'organisation foncière musulmane, et enfin, dans la troisième partie, se trouve exposée la situation actuelle de la propriété foncière.

Par cette rapide analyse, on peut voir qu'aucune des questions touchant au problème de la propriété n'a été étrangère à M. Pouyanne. Cependant, nous aurions aimé à le voir s'étendre un peu plus sur la loi de 1873 : à le lire, on croirait que nulle controverse ne s'est élevée en jurisprudence sur l'interprétation de cette loi ; et pourtant on sait combien nombreuses et souvent contradictoires sont les décisions qu'elle a fait naître dès le lendemain de sa promulgation. Nous aurions voulu également que M. Pouyanne insistât davantage sur les réformes proposées par la Commission sénatoriale, et qu'il discutât les conséquences si graves que peut avoir le projet de M. Franck-Chauveau pour l'avenir de l'Algérie.

Mais ce ne sont là que de très légers défauts qui ne sauraient déprécier le travail de M. Pouyanne. Son livre est avant tout une œuvre de vulgarisation, de lecture facile et intéressante.

P. SUMIEN.

DU DÉLIT D'ADULTÈRE

POUR LES MUSULMANS FRANÇAIS

La *Revue Algérienne* a publié récemment (1895, 2, 28) deux décisions sur la question de savoir si l'adultère est un délit pour les musulmans français comme pour les citoyens français. Le tribunal d'Orléansville (9 août 1894) s'était prononcé pour la négative ; la Cour d'Alger (10 novembre 1894) se prononça pour l'affirmative. La question, ce nous semble, est assez intéressante au point de vue théorique, et assez importante au point de vue pratique, pour attirer plus spécialement l'attention des jurisconsultes et des magistrats, et justifier, fût-ce de la part d'un profane, les quelques observations suivantes.

C'est dans l'arrêt de la Cour que se trouve la *res judicata* définitive ; c'est donc l'incrimination de l'adultère pour les musulmans qui, en ce moment, *pro veritate habetur*, au moins dans l'espèce soumise à la Cour d'Alger. Mais que l'on remarque bien que la décision de la Cour n'est motivée par aucune considération spéciale aux parties en cause, et que les arguments mis en avant soit par le tribunal d'Orléansville, soit par la Cour d'Alger, sont puisés dans les principes généraux des législations française et musulmane, et, par conséquent, peuvent être considérés comme devant conduire à une solution, également générale, de la question posée. Prenons ce point de départ : l'adultère, aux yeux de la Cour d'Alger, est un délit réprimé par le Code pénal français, aussi bien pour les musulmans que pour les Français. Et examinons la valeur des arguments produits par la Cour, en réponse aux arguments qui avaient paru, aux yeux du tribu-

nal d'Orléansville, conduire à innocenter l'adultère, au point de vue pénal, s'entend, chez les musulmans. Ces arguments sont au nombre de trois, et se présentent sous la forme brève de trois affirmations.

En premier lieu « la loi pénale française est applicable aux indigènes en matière d'adultère comme en toute autre. » — Si la proposition était absolument vraie, notre question relative à l'adultère ne se poserait pas. Mais affirmer n'est pas démontrer, et, comme le tribunal d'Orléansville, nous sommes persuadé que la proposition n'est vraie que dans une certaine mesure, « dans la mesure où le Code pénal français n'est pas absolument contraire au statut personnel régissant l'état des indigènes musulmans ». Est-ce que la Cour d'Alger admettrait, comme conséquence logique de son affirmation, que l'art. 340 C. pén. s'applique au mari musulman ? Évidemment non : puisque le statut personnel musulman, reconnu par le législateur français, autorise la bigamie du mari, il est évident que la loi pénale française n'est pas applicable aux indigènes en matière de bigamie, quand même elle leur serait applicable en toute autre matière. Mais, dès lors, pourquoi n'en conclurait-on pas, avec autant de vraisemblance, que la loi pénale française n'est pas plus applicable aux indigènes en matière d'adultère qu'en matière de bigamie? Les deux matières ne touchent-elles pas l'une et l'autre au statut personnel de l'indigène ? En tous cas, sauf à revenir tout à l'heure sur la portée de notre observation, il nous est permis de constater que la première affirmation de la Cour d'Alger, fût-elle vraie, ne serait pas concluante parce qu'elle est trop générale, parce qu'elle comporte nécessairement des exceptions, et qu'il y a lieu de rechercher si le fait d'adultère ne rentre pas au nombre de ces exceptions.

La deuxième affirmation est la suivante : « Il importe peu que les formes du mariage diffèrent pour les indigènes de celles du Code civil ». — L'argument, si argument il y a, ne nous semble point irréprochable. Il paraît être une réponse au passage du jugement du tribunal d'Orléansville où il est allégué : « que les musulmans contractent le mariage dans des conditions toujours différentes de celles qu'impose le Code civil ; que les époux ne se promettent pas mutuellement fidélité, comme le veut l'art. 212, et que la femme, notamment, achetée sans consentement personnel de sa part, n'a juré aucune des obligations imposées à la femme française. » Mais la riposte passe à côté de l'attaque. Le tribunal n'avait point parlé des *formes* du mariage, il avait parlé des *conditions* du mariage, ce qui est bien différent. Que les formes du

mariage n'aient rien à voir avec l'adultère, c'est ce à quoi nous souscrivons volontiers ; et nous n'attachons aucune importance aux expressions employées par le tribunal, quand il parle de promesse mutuelle, de serment de la femme ; nul n'ignore que l'art. 212 C. civ. n'impose aucun serment, que la femme française doit fidélité à son mari sans qu'elle l'ait juré, que ses obligations résultent du seul : *oui*, par lequel elle a répondu à l'officier de l'état civil lui demandant si elle consentait à prendre un tel pour son mari. Mais de ce que les différences de forme sont sans intérêt dans notre question, s'ensuit-il qu'il en soit de même des différences dans les conditions de fond et dans les effets du mariage ? Voilà ce que nous ne saurions admettre, ce qui, en tous cas, valait la peine d'être examiné et démontré.

Enfin, troisième affirmation de la Cour d'Alger, « la fidélité est un devoir des époux, et spécialement de la femme. » — Au contraire des deux précédentes, c'est avec satisfaction que nous accueillons cette troisième proposition, car elle nous montre qu'aux yeux de la Cour d'Alger elle-même, il faut faire intervenir dans l'examen et pour la solution de notre question, autre chose que le principe de l'applicabilité du Code pénal français aux indigènes musulmans, et autre chose que les différences de forme qui séparent le mariage musulman du mariage français.

Quelles sont donc les considérations auxquelles les jurisconsultes doivent s'attacher en notre matière, et qui doivent dicter les décisions des magistrats ?

A notre avis, les vrais principes sont ceux posés par le tribunal d'Orléansville : le Code pénal français n'est applicable aux indigènes qu'autant que ses prescriptions ne sont pas contraires aux lois musulmanes du *statut personnel*, lois respectées et confirmées par la France. Et c'est pour cela que la bigamie qui est un crime pour nous, citoyens français, est au contraire licite, reconnue, sanctionnée même par le législateur français pour les sujets musulmans de la France.

Mais nous croyons aussi que, de ces principes vrais, le tribunal d'Orléansville avait fait une application fausse. Si le Code pénal français n'est pas applicable quand il incrimine un fait autorisé par le statut personnel musulman, il doit s'appliquer aux musulmans quand il n'a rien de contraire à ce statut personnel et *a fortiori* quand il lui est conforme. Il est, en effet, des dispositions du Code pénal qui n'ont pas seulement pour objet de réprimer des atteintes à l'ordre public, mais qui, en outre, sont en quelque sorte la sanction pénale d'obligations de l'ordre civil. Telle est la disposition

visant l'adultère. L'adultère est un délit de nature toute spéciale : doit-il être réprimé par le législateur pénal, à l'égal, par exemple, de la bigamie ? Evidemment non, car l'atteinte portée par l'adultère à l'ordre public n'est ni aussi caractérisée ni aussi évidente. Et la preuve en est dans les dérogations au droit commun, dans les restrictions qu'admettent les art. 336 et suivants : le mari seul peut dénoncer l'adultère de la femme, l'adultère du mari n'est pas, en principe, punissable, etc.

De quoi donc s'est préoccupé le législateur du Code pénal ? Il a voulu surtout sanctionner le devoir de fidélité que l'art. 212 C. civ. impose aux époux, non pas seulement dans l'inrèt du bon ordre public, mais dans l'intérêt des époux eux-mêmes et dans l'intérêt de leur famille.

Or, ces considérations ne dictent-elles pas l'argumentation qui doit être suivie pour arriver à la solution de notre question : l'adultère est-il punissable chez les époux musulmans ? Il nous semble qu'il faut ici laisser de côté l'idée d'ordre public : le mariage musulman ressemble trop peu à notre mariage français, pour que notre ordre public, à nous, Français, puisse être considéré comme lésé par l'adultère du mari musulman, alors qu'il n'est pas lésé, ou qu'il n'est pas censé être lésé ni par la bigamie, ni même par la tétragamie du mari musulman. Il nous semble qu'il faut s'attacher uniquement à cette autre idée, fondement des art. 336 et suivants, à savoir la protection du devoir de fidélité entre époux. Et alors, notre question se ramène à la suivante : la fidélité est-elle un devoir des époux musulmans, une obligation résultant du mariage musulman ? Question de droit civil musulman, comme on voit.

Cette question devrait être étudiée au regard de la femme et au regard du mari.

Au regard de la femme, elle ne paraît pas pouvoir soulever de doute. C'est, comme l'a enseigné M. Zeys (*Cours de coutumes indigènes*, p. 51) de la bouche même de Mohammed qu'est sorti le Code des droits et des devoirs respectifs des époux. Or, le jour où, monté sur la chamelle Cosoua, il gravit le Djebel-Arafat et prononça son « *Discours sur la Montagne* », le Prophète inspiré dit : « O hommes, vous avez des droits sur vos femmes, et vos femmes ont des droits sur vous. Leur devoir est de ne point souiller votre lit par l'adultère ; si elles le transgressent, Dieu vous autorise à ne plus cohabiter avec elles et à les frapper, mais non au point de mettre leur existence en danger ».

Hélas ! le précepte était nécessaire, pour le Prophète lui-

même, car, nous rapporte l'histoire, Aïcha, sa femme préférée, paraît avoir donné prise légitime à ce genre de soupçons qui devaient ne point atteindre la femme de César (Caussin de Perceval, *Histoire des Arabes,* III, 165). Et la résultante des graves soucis que pareil événement causa à Mohammed, ce fut une nouvelle révélation, qui devint la Sourate XXIV, organisant la théorie musulmane du *lian* ou de la malédiction. V. Zeys, *op. cit.*, p. 75.

Il ne paraît donc pas douteux que la fidélité soit commandée à la femme musulmane par son statut personnel. Et nous en conclurions, sans hésiter, que la violation de ce devoir tombe sous le coup du Code pénal français.

Au regard du mari, en est-il de même? Nous trouvons dans les décisions rapportées deux affirmations contraires : Le tribunal d'Orléansville affirme que le mari musulman peut, en dehors de ses femmes, entretenir des concubines dans la maison conjugale. La Cour d'Alger affirme, sans plus de développements, que « la fidélité est un devoir des époux, spécialement de la femme », donc un devoir du mari. Où est la vérité? Les quelques livres de droit musulman qu'il nous est donné de pouvoir consulter ne nous fournissent point de renseignements assez précis sur ce point. Mais, en Algérie, il est facile à vérifier. Et, ce point tranché, on sera forcément amené à l'une des deux conclusions suivantes.

Ou bien, la fidélité est, pour le mari musulman, un devoir analogue (polygamie mise à part) au devoir du mari français. Alors le Code pénal français sera, sous les mêmes conditions, applicable au mari musulman. — Ou bien, son statut personnel autorise le mari musulman à avoir des concubines. Alors le Code pénal français lui est aussi inapplicable dans sa disposition punissant l'adultère que dans sa disposition punissant la bigamie.

J. JACQUEY,
Professeur à la Faculté de droit de Lille.

LA PLANTATION A FRAIS COMMUNS

EN DROIT MALÉKITE

PAR

ABD ER-RAHMAN BEN ABD EL-KADER

DE FÂS

L'auteur du petit traité dont nous avons tenté la traduction paraît être resté inconnu à la plupart des auteurs des recueils biographiques que nous avons pu consulter, et entre autres à Djabarti. Les renseignements qui suivent sont extraits do la *Safaoua* (manuscrit 1741 de la Bibliothèque-Musée d'Alger, fol. 151). Abou Zeïd Abd er-Rahmân ben Abou Mohammed Abd el-Kader, de Fâs, dit cet ouvrage, mourut en 1096 (1684-85 de J.-C.). Il était supérieur à ses contemporains par sa connaissance du Koran, du droit, des hadits, de l'astronomie et de la médecine. Il composa, sans faire un seul brouillon, de nombreux ouvrages : la « Clé de la Chifâ, » une sorte d'appendice en deux volumes ajouté à la Chifâ du Kâdî Iyad' (biographie du Prophète), un commentaire du traité de droit en vers d'Ibn As'em, un traité de médecine en vers, l'Astrolabe, la « Racine des premières notions scientifiques, » qui est une espèce d'encyclopédie où il parle de plus de trois cents sujets différents. Dans ses dernières années, quoique malade, il fit paraître les « Fleurs du parterre ou vie du Cheikh Abd er-Rahman, » le « Présent princier ou vie du Cheikh Abd el-Kader » [El-Djîlanî de Baghdâd]; et corrigea, même en mourant, sa « Clé de la Chifâ. »

Les trois contrats sur lesquels roule l'opuscule du Cheikh Abou Zeïd Abd er-Rahman (la Moghârasa, le Tewlidj, le Tes'yir) ont été traités par des jurisconsultes postérieurs à Ibn Hadjeb et à Khalil, bien que ces deux derniers n'en aient

pas parlé, entre autres par Ibn Selmoun (II, 23, Caire 1301) et Ibn As'em (63 et 69, Caire 1309).

Une traduction de l'opuscule du cheikh Abou Zeïd Abd er-Rahmân peut être utile aux personnes qui s'occupent du droit musulman, puisque le manuel de Khalil, qui est le traité malékite traduit en français auquel on a presque exclusivement recours, est muet sur le sujet, ainsi que notre auteur lui-même le fait observer dans son introduction.

Elle a été faite d'après les manuscrits d'Alger nos 1307 et suivants du Catalogue, où l'auteur a eu soin de commenter lui-même son travail.

Je présente mes remerciements à M. Fagnan, qui m'a à plusieurs reprises aidé de son expérience en la matière.

Alger, le 15 février 1895.

MOHAMMED BEN CHENEB.

Au nom de Dieu, le clément, le miséricordieux!

Que le salut et la bénédiction soient sur notre Seigneur et notre maître Mohammed, sur sa famille et sur ses compagnons!

L'esclave, l'humble devant Dieu, celui qui a besoin de la miséricorde divine, celui dont l'âme est brisée à cause de ses nombreux péchés et de ses honteux défauts, Abd er-Rahmân ben Abd el-Kader (que Dieu lui pardonne et qu'il reçoive dans le sein de sa miséricorde ses père et mère! Amen!), s'exprime ainsi :

Louange à Dieu, le roi éternel, le savant par excellence, très haut, très puissant, généreux, munificent, clément, miséricordieux, omniscient, indulgent. Que le salut et la bénédiction soient sur notre Seigneur et notre maître Mohammed, celui qui est doué du plus grand mérite, d'une antique noblesse, d'un caractère généreux, d'une libéralité universelle. (Que Dieu, très haut, soit satisfait de lui, de sa noble famille, de ses généreux compagnons, de leurs disciples, des disciples de ceux-ci, et étende ses bienfaits sur eux jusqu'au jour du jugement dernier!)

Le chapitre de l'*Association pour la plantation* est un de ceux que les auteurs de manuels de droit auraient dû exposer, dont ils auraient dû mentionner les décisions qui y ont

trait, les diverses questions et les applications qui s'y rattachent; mais ils ne l'ont pas fait, et c'est là une section qu'ils ont, j'ignore d'ailleurs pourquoi, négligée. Je fais, en parlant ainsi, allusion au cheikh, au savant, au modèle parfait, Abou Amr Othman ben el-Hadjeb (1) et à l'éminent cheikh, l'exemple parfait, Khalil ben Ish'ak' (que Dieu le reçoive au sein de sa miséricorde, qu'il nous fasse tirer profit de leurs enseignements et de ceux de leurs semblables, et qu'il ne nous laisse pas détourner de leur voie!) Or, l'un de nos cheikhs (que Dieu élève son rang et sa gloire dans les deux mondes!) m'ayant écrit de lui exposer quelques détails à ce sujet et de lui dire ce qui, dans un contrat de ce genre, est valable et ce qui ne l'est pas, je lui adressai ce que j'en savais. Enfin, un taleb de mes frères, ainsi qu'un de mes amis et parents, me prièrent tous de réunir toutes les questions relatives à ce sujet et d'y citer les décisions importantes.

(J'ai donc rédigé ce travail), en le faisant suivre d'études relatives à la *donation* faite dans le but de favoriser un proche (un enfant par exemple) et de la *transmission* d'un immeuble au profit d'un créancier; car les deux auteurs cités ont passé ces deux contrats sous silence, ainsi que l'a dit un commentateur du Précis; j'ai d'ailleurs conscience de mon ignorance, de mon insuffisance, de mon impuissance à toujours marcher dans la voie de la vérité, de l'incapacité où je suis de remplir ma tâche. Mais, en présence des sollicitations réitérées et de l'insistance de mes collègues, je ne pouvais qu'acquiescer à leur demande et répondre à leur appel, dans l'espoir d'être l'objet de la bénédiction de Dieu et d'obtenir son pardon. Seigneur, que ta gloire soit proclamée, toi à qui nous demandons grâce, afin que tu ne laisses rien qui puisse nous faire marcher en dehors de ta voie, afin que ton assistance soit toujours avec nous! ô Tout-Puissant, nous implorons ta bonté!

J'ai cru devoir citer dans mon travail les décisions recueillies dans maints et maints ouvrages, en marchant sur les traces du cheikh Khalil dans son Précis, quant aux termes techniques et à la concision. S'il plaît à Dieu, je ferai suivre mon travail d'éclaircissements qui seront une sorte de commentaire. Ayant achevé de mettre en ordre cet abrégé,

---

(1) Abou 'Amr Othman ben Abou Bekr Ibn Hadjeb, + 646, est l'auteur d'un traité de droit malékite connu sous le nom de Mokhtas'ar (compendium), qui a entre autres été commenté par Khalil. (Voir Hadji Khalfa, t. v, 441; *Catalogue des manuscrits d'Alger*, par M. Fagnan, nos 1071 et suiv.)

j'ai pensé à lui donner ce titre : *Et taysir ou t-tashil fi d'ikri ma aghfalahou ch-chaïkhou Khalil min ahkami l-moghârasati ou t-taoulidji ou t-tassyiri* « la facilitation et l'aplanissement de ce qu'a omis le cheikh Khalil ou décisions concernant l'*Association* pour la plantation, la *donation* dans le but de favoriser un proche et la *transmission* d'un objet au profit d'un créancier » ; ou, si l'on veut, je pourrai lui donner celui-ci : *Et-tas'ridjou ou t-tasridj fi-d'ikri l-moghârasati ou taoulidj* (mot à mot, le badigeonnage) « l'enjolivement et l'embellissement dans la mention de l'*Association* pour la plantation, de la *transmission* d'un objet au profit d'un créancier et de la *donation* dans le but de favoriser un proche. » (1).

Nous demandons à Dieu son concours dans le chemin de la vérité, et aussi qu'il nous dirige de façon à mériter sa faveur et nous accorde une heureuse fin, par considération pour le Prophète (que le salut et la bénédiction de Dieu soient sur lui, sur sa famille et sur ses compagnons !)

Il est recommandé par les hadits de faire des plantations.

La constitution d'une association pour la plantation est permise quand il s'agit de plantes à souches ou de celles dont la végétation dure plusieurs années, telles que le safran et le cotonnier, quand il y a ou salaire ou rétribution conditionnelle, l'un et l'autre devant être prélevés sur le produit ou association pour une part déterminée. L'association porte alors et sur le sol et sur les plantes, et non sur celles-ci ou sur celui-là ; y est compris également, sauf stipulation contraire et faite à l'avance, l'intervalle qui peut séparer les plants.

Il est permis de convenir qu'à celui seul qui fournit le travail incomberont les soins de culture : 1° jusqu'à ce que les arbres, par exemple, atteignent une certaine hauteur, mais sans réserver le cas où ils produiraient avant de l'atteindre ; 2° jusqu'au moment où les arbres donneront les premiers fruits ; 3° ou bien encore fixer un délai moindre, mais non postérieur à la fructification, laquelle est, en outre, prise comme terme, si le délai a été passé sous silence.

On peut imposer à celui qui fournit le travail ce qui ne

---

(1) Les trois manuscrits de la Bibliothèque-Musée d'Alger donnent, pour le second titre, plusieurs leçons qui sont dues à la ressemblance des lettres qui ne diffèrent les unes des autres que par les points diacritiques, et qui probablement sont dues à la négligence des copistes.

La meilleure leçon est difficile à établir, et le traducteur a adopté la leçon qui lui a paru le mieux convenir au sujet ; car, ainsi qu'il a été dit dans la préface, Khalil et son maître Ibn Hadjeb ont passé sous silence ce chapitre de droit.

nécessite qu'une faible dépense, l'établissement d'une haie par exemple, mais non ce qui occasionne des frais assez élevés, tels que la construction d'une muraille, le creusement d'un puits, le débroussaillement d'une terre.

L'association pour la plantation revêt-elle le caractère obligatoire par le fait du contrat même ou bien par le fait que le travail est commencé ? Il y a divergence.

Celui qui fournit son travail doit se conformer aux usages du pays ou aux clauses du contrat, et il est responsable des suites de sa négligence. S'il ne peut travailler, s'il vient à disparaître après la conclusion du contrat ou s'il ne fait qu'une partie du travail convenu, et que le propriétaire ou un tiers l'achève, il conserve ses droits, s'il le veut, mais c'est à lui qu'incombe la charge des dépenses faites, à moins que, avant que celles-ci ne soient engagées, il n'ait abandonné ses droits.

Il est défendu : 1° dans un même acte de réunir à l'association pour la plantation la vente, le louage, non plus qu'on ne peut avec ces deux derniers joindre la rétribution conditionnelle, le change (de monnaie), l'arrosage en commun, l'association, le mariage, le prêt d'argent moyennant partage des bénéfices *(K'irâd')*, le prêt de consommation à titre gratuit *(K'ard')* ou bien ceux-ci entre eux ;

2° De vendre à Secundus, avant la fécondation des fleurs, un verger des fruits duquel on a fait don à Primus ;

3° De couper des arbres en vue de causer des dégâts, même s'ils appartiennent à des rebelles vis-à-vis de l'autorité ;

4° D'infliger une amende à un coupable ou de détruire ce qui lui appartient, alors même que cela lui aurait servi pour réaliser son méfait ; et, dans ces deux cas, le transgresseur doit être châtié (1) ;

5° Est-il défendu d'immobiliser des arbres ou des plantations en faveur des enfants mâles seulement et, par suite, cet acte est-il nul? Ou bien est-ce seulement blâmable comme

---

(1) L'auteur et commentateur de cet ouvrage rapporte le récit suivant : « En 828 de l'hégire (commence le 22 nov. 1424), le prince Hafside régnant réunit tous les jurisconsultes de l'époque et leur demanda une décision au sujet de l'amende. Tous les jurisconsultes de Tunis, ayant à leur tête l'imam Ibn Merzouk de Tlemcen, ont, à l'exception d'un seul, le cheikh El Bourzouli, rendu un fetwa contre le caractère licite de l'amende infligée pour meurtre, blessure, adultère, ivresse, etc. L'opuscule de Bourzouli, renfermant quatre feuillets environ, a été attaqué par tous les contemporains, et surtout par le cheikh Abou l-Abbas Ahmed Hintati, qui, dans son ouvrage « Exhortations adressées à l'humanité au sujet de

quand il s'agit du don de sa fortune entière fait par quelqu'un à un ou à certains de ses enfants? Il y a divergence;

6° Il est encore défendu de manger des fruits (pris sur l'arbre) sans autorisation du propriétaire, serait-on même en voyage, à moins qu'on ne se trouve dans un cas de force majeure, ou bien que le propriétaire ne soit parti en abandonnant ces fruits au premier venu;

7° De vendre du raisin à quelqu'un qui veut le transformer en vin; un contrat de ce genre est nul, à moins que la chose vendue ne vienne à périr; la fraction du prix qui dépasse ce qu'on aurait touché dans un marché légal doit être distribuée aux pauvres;

8° De prendre, sans autorisation, une bouture sur les arbres d'autrui, si cela est dommageable et a de la valeur : le propriétaire a le droit de la reprendre, sauf quand le délai écoulé a permis à la bouture de pousser, cas où l'auteur de cet acte doit en payer la valeur, ainsi qu'une indemnité pour le dommage causé. C'est ainsi également que le propriétaire d'un bœuf dont la tête s'est engagée entre deux branches (qu'il faut couper pour dégager l'animal), doit payer la valeur des branches coupées et des dommages-intérêts;

9° D'empêcher un voisin d'irriguer ses arbres (ou son champ) avec un surplus d'eau qu'on l'avait d'abord autorisé à employer, ou de lui retirer le droit d'accès, d'abord toléré, à ses arbres (ou à ses cultures) enclavés;

10° De faire près des remparts d'une ville des plantations ou constructions de nature à nuire (à la défense contre l'ennemi) ou encore près d'une route, quand cela peut nuire à celle-ci;

11° De procéder au partage des fruits par évaluation approximative, sauf pour les dattes et les raisins, ou de les partager avec leurs tiges, comme aussi de partager les céréales ou les légumes avant de les avoir arrachés, ou les abeilles avec leur miel. Il y a divergence d'opinions quant à la validité du partage opéré à l'effet de pouvoir retirer la part d'un associé, par quelqu'un qui n'a pas titre pour cela.

Il est permis : 1° de partager même au moyen d'une mesure inconnue;

---

la réfutation des arguments pour soutenir le caractère licite de l'amende, » tout en rejetant la thèse de Bourzouli, adresse des conseils au prince Hafside [Abou Fâris Abd el-Aziz Ibn el-Moula Abou l-Abbas Ahmed, qui régna du 4 chaâbân 796 au 12 dou l-hidja 837, d'après Ibn Abou Dinar Kaïraouani.] »

2° De donner des fruits d'une espèce à l'un, et d'une autre espèce à l'autre;

3° De partager le blé demi-mûr par javelles (quand il s'agit d'une petite quantité);

4° D'attribuer à l'un un verger et à l'autre un champ, mais dans ces deux derniers cas le consentement des copartageants est nécessaire;

5° De vendre un jardin contre un autre (en considérant cet échange comme une vente), soit que tous les deux, soit que l'un seulement ait des arbres fruitiers; mais cela ne se peut, quand la fécondation des fleurs a eu lieu dans les deux jardins, qu'en réservant les fruits ou de l'un d'eux ou de tous les deux; il en est de même pour une terre, ensemencée ou non, vendue contre une autre;

6° De contracter une association agricole portant sur une portion d'un sol conquis de vive force par l'islam, mais non d'un sol constitué habous; celui qui a donné ses soins à la culture acquiert alors sur sa part une propriété pleine et entière. Celui qui, sans qu'il y ait association, cultive ce sol est celui qui y a le plus de droit quand il ne commet pas d'infractions; mais les légistes modernes émettent deux opinions touchant la question s'il peut être hérité, ou si la part de produits qui revient au cultivateur peut être vendue ou donnée. C'est l'*imam* ou son représentant, homme de bien, qui a la surveillance du sol conquis par la force; il peut le retirer des mains d'un individu et le donner à un autre; il peut, par exemple, en disposer si le bénéficiaire vient à mourir. On ne peut acheter cette espèce de terre à l'*âmil* (gouverneur) ou à tout autre officier de l'imam que si ce dernier l'y autorise. C'est encore l'imam seul qui a le droit de la donner à titre de jouissance dans tous les cas, soit, pour une terre non cultivée, à titre de propriété pleine et entière.

L'attribution à titre de fief d'une terre cultivée ne confère pas la pleine propriété, mais cependant cet acte, s'il a lieu, sort ses effets.

Ceux qui ont droit à revendiquer l'attribution de ce genre de terre sont : les descendants du Prophète (que le salut et la bénédiction soient sur lui!), les pauvres, les endettés, les gens chargés de famille, l'imam, le kadi (et autres administrateurs). Tout autre que ceux-là, venant à la cultiver ou à la planter, doit en verser le fermage à l'imam, s'il est un homme juste, ou, s'il ne l'est pas, aux indigents.

Il est encore permis : 7° au possesseur d'une terre de s'associer, pour la production de légumes et de concombres, avec un cultivateur, pourvu que celui-ci ne fournisse pas les

semences; le cultivateur est libre de traiter avec un tiers au sujet de la part qui lui revient, mais il ne peut la lui vendre ; s'il meurt avant l'époque convenue pour le partage, ses héritiers ont le choix de continuer la culture ou d'y renoncer ;

8° A des propriétaires voisins qui prennent un gardien pour leurs cultures, d'imposer aux récalcitrants de participer aux frais de garde;

9° De confier le sarclage des céréales, quand on ne peut le faire soi-même, à un tiers en assurant à celui-ci le droit sur une partie déterminée de la récolte, comme dans le contrat *mousakat* (1);

10° De remettre un jardin à quelqu'un qui, contre acquisition d'une partie de la propriété, se charge des soins à donner au tout pour une période fixée et un genre de travail déterminé; comme on peut aussi contracter une association analogue lorsqu'il s'agit d'abeilles.

Dans le contrat d'association de plantation et autres analogues, quand le délai est échu ou que les plantes ont atteint la hauteur convenue, les parties ou procèdent au partage ou continuent de se livrer ensemble aux travaux de culture nécessaires.

Si, après le délai convenu et le partage n'ayant pas eu lieu, les arbres viennent à périr, le sol appartient en commun aux parties contractantes.

Celui qui s'est chargé du travail n'a rien à réclamer dans le cas où la plantation n'a réussi que pour quelques arbres clairsemés et où la plus grande partie n'a pas poussé; au contraire de ce qui a lieu lorsqu'il y a réussite dans une portion déterminée du terrain mis en culture ou bien lorsque ce qui a prospéré a une certaine valeur, ou bien *a fortiori* lorsqu'une faible portion seulement a manqué. Il ne peut non plus, avant l'échéance du terme stipulé, se livrer, dans le terrain objet du contrat, soit au labour, soit à la culture des légumes sans autorisation préalable.

Si les parties sont en contestation au sujet de la part convenue, le jugement est rendu en se basant sur les usages du pays.

Il est jugé de préférence en faveur de celui qui soutient la validité du contrat, à moins que le caractère défectueux de l'acte ne l'emporte (2). S'il est vicié, l'annulation en est pro-

---

(1) La *mousakat* est une espèce d'association pour la petite culture, par exemple pour un jardin fruitier ou un potager (Voir Khalil, trad. Perron, t. IV, p. 535).

(2) Le commentaire n'explique pas ces derniers mots, qui, tels qu'ils

noncée quand on n'a pas encore mis la main à l'œuvre. Mais quand les travaux sont commencés et qu'il y a eu fixation de la portion du sol qui doit appartenir à l'ouvrier, le contrat est-il exécutoire, mais sous la réserve des revendications réciproques de la valeur du sol et de la main-d'œuvre, de sorte que l'ouvrier n'ait droit qu'à la valeur de ses plantations et de son travail? Ou bien est-ce là un contrat vicié ou de louage ou de salaire? Il y a deux manières de voir et diverses solutions. Quand, dans ce cas, la récolte n'existe plus, celui qui y a droit en revendique l'analogue, quand on sait ce qu'elle était, ou, à défaut, la valeur, comme on fait en d'autres cas pour les choses fongibles.

Lorsque, dans une propriété indivise quelconque, l'un des deux associés fait une plantation ou une construction, l'autre y a droit moyennant remboursement proportionnel des dépenses.

La constitution en habous d'une terre sous le coup d'une association agricole n'est pas valable si, antérieurement à l'époque fixée pour l'entrée en possession, le fondateur vient à mourir, à être atteint de la maladie dont il doit mourir, à tomber en déconfiture ou en faillite, à être atteint de démence, comme dans le cas de toute espèce de donation, mais non quand l'entrée en possession n'est pas une condition de validité, c'est-à-dire pour le don nuptial et pour la caution où il n'y a pas recours contre le débiteur principal.

Les diverses donations pour la validité desquelles l'entrée en possession est requise sont : la *hibat*, don gratuit; la *s'adakat*, aumône; la *hadiyat*, cadeau provoqué par quelque événement (mariage, naissance, etc.); la *s'ilat*, présent que l'on fait à un indigent ou à un proche; la *oua'adat*, promesse (laquelle est exigible en justice); le *kard'*, prêt à titre gratuit; le *hibâ*, don fait au tuteur matrimonial à raison du mariage; la *minhât*, don des services et produits d'animaux; la *'ariyat*, don des fruits du palmier ou de fruits secs; la *'âriyat*, commodat; le *omrâ*, donation viagère; le *iskan*, donation de logement; le *ikhdâm*, location des services d'un esclave; le *irfak*, concession gracieuse, à temps ou à perpétuité, d'une servitude en faveur d'un voisin; le *ifk'ar*, prêt gratuit d'un cheval de guerre; le *ikhbal*, donation des services, du lait et du poil d'une chamelle; le *ikfâ*, donation pendant la durée d'un an des services, du lait, du poil et du petit d'une cha-

---

figurent dans le texte, sont par eux-mêmes assez vagues. Le sens que je leur ai donné paraît bien être celui où les entend Ibn Selmoun, qui emploie les mêmes expressions (II, 23).

melle; le *ik'thâ,* concession d'une terre à titre de fief; le *teslim fi zâidi t' t'oulout'i fi ouas'yyat,* remise faite par l'héritier d'un legs fait par le testateur et dépassant le tiers qui constitue la quotité disponible; le *hod'yâ,* cadeau fait à celui qui apporte une bonne nouvelle.

De même encore, on peut, sous condition de dessaisissement immédiat, donner les arbres objet du contrat de *moghârasat* à un intime ou à un proche en *taoulîdj,* contrat consistant en une donation déguisée sous forme d'une vente ou d'un autre acte où la perception d'un prix raisonnable n'est pas établie; — comme aussi on peut en faire l'objet du *tasyir* ou cession de biens en représentation d'une dette, acte où la dépossession immédiate du cédant est requise.

BIBLIOGRAPHIE

ÉTUDE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MUSULMANE EN ALGÉRIE, par Maurice Gentil, docteur en droit, juge de paix à Kenchela (Paris, Rousseau, 1895).

M. Gentil vient de publier une étude fort étendue sur l'administration de la justice musulmane en Algérie. La matière est riche et se prête à de nombreux développements : de puis 1830, que de systèmes divers proposés pour régler cette délicate question ! — Le livre de M. Gentil est surtout une étude historique. Il est divisé en trois parties, qui correspondent aux trois périodes de l'histoire de la justice musulmane. La première phase s'étend jusqu'au décret du 1er octobre 1854 ; la seconde va jusqu'au décret du 28 août 1874 ; la troisième commence au décret de 1886 et s'arrête à nos jours.

M. Gentil a su mettre à profit l'enseignement qu'il a retiré de ses difficiles fonctions de juge de paix. Son livre vient bien à son heure, au moment où le Sénat va prochainement discuter les conclusions du rapport de M. le Sénateur Isaac sur la justice en Algérie.

LE HOBOUS[1] OU OUAKOF

SES RÈGLES ET SA JURISPRUDENCE

PAR

ERNEST MERCIER

AVANT-PROPOS

« Le habous, — a dit M. Robe (2), — n'a pas son similaire » dans nos codes; ce n'est ni un testament, ni une donation, » ni même une substitution proprement dite, etc. »

D'une manière absolue, le habous n'est rien de cela; admettons-le; cependant, il existe; c'est une institution acceptée et réglementée par la loi musulmane; nos cours et tribunaux sont appelés à statuer sur les nombreuses espèces s'y rapportant, et il est indispensable de se rendre un compte exact de ce qu'il est.

Pour cela, il faut se reporter au point de départ, étudier le principe de cette institution, suivre son développement dans la pratique et reconnaître dans quelles conditions et pour quelles causes elle s'est transformée, dans le fond comme dans la forme, pour devenir ce qu'elle est maintenant.

Cela a déjà été fait par les auteurs qui ont étudié la législation musulmane, car le hobous était trop important pour ne pas appeler leur attention. Il suffit pour s'en convaincre de consulter les ouvrages de MM. Zeys, Sautayra, Robe, Tilloy, Clavel et autres. De bonnes études ont aussi été publiées sur ce sujet dans nos revues de jurisprudence.

---

(1) On écrit souvent habous; nous nous conformons à l'une des deux orthographes exactes de ce mot :

(حُبْس et حُبُس)

(2) *Journal de jurisprudence de la Cour d'appel d'Alger* (1875), p. 50.

Grâce à ces travaux, la question du hobous, naguère si embrouillée, s'est peu à peu éclaircie et la jurisprudence de la Cour d'Alger n'a pas tardé à se modifier.

L'opinion des légistes avait été, en effet, bien flottante, à l'égard des hobous; à tort, ils cherchaient à le faire rentrer dans les règles ordinaires, en l'assimilant à un testament fixant des règles particulières d'hérédité; perdant de vue les droits persistants du fondateur et ceux des dévolutaires éventuels et définitifs, ils attribuaient aux bénéficiaires de l'usufruit des prérogatives qui ne leur appartiennent pas, et l'on avait vu trop longtemps consacrer ce principe que le dévolutaire intermédiaire, en possession de la jouissance viagère, avait le droit de disposer du fond, de la nue propriété. En ce qui touche l'acquéreur, rien de mieux, car il fallait avant tout assurer la sécurité des transactions immobilières; mais, à l'égard du vendeur, c'était, proprement, sanctionner la soustraction d'un dépôt appartenant à autrui, qu'il avait le devoir de conserver intact aux dévolutaires intermédiaires ou définitifs et dont la nue propriété restait au fondateur ou à ses héritiers; au point de vue religieux, le vendeur était non moins coupable, puisqu'il détruisait une œuvre pie, faite pour durer éternellement et dont le maintien autorisait seul les dérogations à la loi résultant de sa charte constitutive.

Or, ce n'est guère qu'à partir de 1887 qu'on a commencé à formuler et à appliquer à ce cas les vrais principes du droit musulman et de la logique : le hobous disparaissant, les exceptions qui en étaient nées disparaissent avec lui et tout rentre dans l'ordre primitif. La jurisprudence de la Cour d'Alger est maintenant bien établie; sur les bases qu'elle a posées, il sera facile de compléter l'application de la doctrine aux points encore indécis; car il ne faudrait pas croire qu'il ne reste plus de détails à éclaircir, d'erreurs à rectifier.

Rien de plus complexe, au moins en apparence, que la question du hobous : cet acte sort de toutes les règles ordinaires et, dans son ensemble comme dans ses détails, n'a d'autre loi que celle qu'il fixe par son texte constitutif. C'est l'arbitraire poussé fort loin et, pour en délimiter les conséquences, il a fallu toute une législation spéciale, isolée, indépendante du droit commun, mais suffisamment précise et logique.

Contraints de respecter les décisions des chefs d'école à l'égard du hobous, dont l'institution repose sur une tradition attribuée à Mahomet, les légistes musulmans ont fait l'impossible pour remédier aux abus résultant des facilités accordées aux constituants, préciser les droits et les devoirs de chacun

et donner aux décisions à intervenir une base fixe. Il faut étudier leurs ouvrages pour comprendre cette jurisprudence et se rendre compte des motifs sur lesquels elle se fonde. Cette étude est pénible, souvent fastidieuse, en raison du système adopté par les docteurs musulmans pour exposer et discuter les questions (1); cependant, sa compréhension n'est pas au-dessus de la patience et de l'intelligence d'un homme instruit, et le résultat récompense largement l'effort.

Mais, avant de se faire une opinion, il faut pousser les recherches jusqu'au bout, sans rien négliger. Quiconque se bornera à étudier ces choses superficiellement pour en prendre une idée générale, puis se hâtera de conclure, fera infailliblement fausse route. Tandis que, débarrassé de tout préjugé antérieur, de toute tradition d'école, celui qui saura classer ses documents, les rectifier en les rapprochant, et en faire la synthèse, verra bientôt les nuages se dissiper, les contradictions disparaître et la réalité s'affirmer. Peut-être reconnaîtra-t-il alors que les légistes musulmans ont leur genre de mérite, et que la logique la plus stricte, le désir absolu de faire triompher le bien et le juste sont leurs seuls guides. A coup sûr, la définition du hobous cessera pour lui d'être une formule négative et la jurisprudence qui s'y applique ne lui paraîtra plus si incohérente.

La doctrine de l'école hanafite est la plus large en ce qui a trait aux clauses des constitutions hobous; mais l'acte étant fait et validé, elle devient non moins sévère pour sa conservation; aussi les règles de sa jurisprudence ne diffèrent-elles que fort peu de celles du rite maleki. Mais les facilités accordées pour sa fondation, particulièrement le droit du constituant de s'attribuer, durant sa vie, le bénéfice du hobous, avec la dispense de s'en dessaisir qui en est le corollaire, ont fait adopter ce régime par un grand nombre de fondateurs de hobous, même malekites, seul cas, peut-être, où il leur soit permis de se soustraire à la législation de leur rite propre.

C'est pourquoi nous avons puisé la majeure partie des documents de cette étude dans les ouvrages des docteurs hanafites; et ici quelques explications nous semblent nécessaires, au moins pour ceux qui pourraient ne pas être bien fixés sur les différences séparant ces écoles orthodoxes, qu'il ne faut pas confondre avec des schismes.

(1) La grande difficulté de ces commentaires, encombrés de phrases incidentes, de citations, de réserves, de références à des passages antérieurs ou à d'autres ouvrages, est de pouvoir suivre et distinguer, au milieu de ce fouillis, la dissertation personnelle de l'auteur. Ce n'est pas, du reste, la seule.

Chacun sait que la seule base de la loi musulmane est le Koran, source sacrée d'où découlent tous les principes. Mais l'obscurité de ce livre, l'absence de classement (1) et de développements, sans parler des lacunes, ne pouvait en faire un code pratique des lois civiles et religieuses. Des explications, des compléments, des commentaires, un classement étaient indispensables pour fonder une législation sur le livre sacré.

Les compléments et les explications furent fournis par les personnes qui avaient approché le prophète durant sa vie et entendu ses enseignements. Sa veuve, Aïcha, et ses compagnons *(sohaba)*, racontèrent toutes les paroles dont ils avaient gardé la mémoire. Ces traditions *(hadits)* ont formé la *Sonna*, complément indispensable du Koran.

A ces souvenirs des premiers traditionnistes, s'ajoutèrent encore ceux de leurs disciples se rappelant certains hadits qu'on avait négligé de recueillir. On appelle ces traditionnistes de seconde main, les successeurs *(tabiaïne)* des *sohaba*. Enfin, un dernier complément a été fourni par leurs propres disciples, nommés pour cela : *successeurs des successeurs*.

Toutes ces traditions réunies fournirent des matériaux considérables, souvent utiles, parfois contradictoires ou d'une authenticité douteuse, et qu'il fallait trier, coordonner, corriger, pour arriver à en former un *corpus juris*. Les légistes du IIe siècle de l'hégire s'y appliquèrent; mais, en raison de l'origine diverse de leurs documents et des contradictions qu'ils renfermaient, ils ne purent s'entendre sur bien des points et constituèrent des écoles distinctes, dont le nombre atteignit près de vingt.

Un tel fractionnement des interprétations de la loi pouvait devenir dangereux ; des schismes graves s'étaient déjà produits, lorsque, dans la deuxième moitié de notre VIIIe siècle (IIe de l'hégire), les docteurs se réunirent et finirent par s'entendre sur les points fondamentaux de la doctrine orthodoxe musulmane. La question purement religieuse était réglée et ne pouvait, sous peine d'hérésie, être contestée; mais des divergences persistèrent sur des points de légis-

(1) Les « *révélations* » de Mahomet étaient inscrites au fur et à mesure, par ses disciples, sur ce qu'ils avaient à leur portée : morceaux de parchemin ou de papyrus, omoplates de cheval, etc., que l'on déposait ensuite dans un coin de la kaaba. A la mort du prophète, ce tas constituait le Koran, et ce ne fut que sous le kalifat d'Othman qu'on osa y toucher pour le copier en un rouleau ou livre. On discuta longtemps pour savoir si on devait le classer ou se borner à prendre les morceaux dans l'ordre où ils se présentaient. Ce dernier avis l'emporta, mais il fut appliqué avec toute l'intelligence possible.

lation et de droit, et il en résulta la formation de trois écoles qui absorbèrent les autres et prirent le nom des *imam* alors à leur tête : *malekite, hanafite* et *chafaïte*. Un demi-siècle plus tard, celle de l'imam *Hanbal* s'adjoignit aux précédentes et les quatre rites orthodoxes se trouvèrent définitivement constitués.

Les chefs de ces écoles et leurs successeurs s'efforcèrent de codifier la législation de chacune d'elles ; en même temps, les consultations légales *(fetoua)*, les décisions judiciaires et les ordonnances du prince formaient la jurisprudence.

Dans le courant de notre XIV[e] siècle, Sidi Khelil, pour le rite maleki, codifia la doctrine de cette école dans son *Mokhtaçar* (précis). Mais la concision du texte, rempli d'abréviations, sorte de mnémotechnie à l'usage de l'auteur, nécessita l'interprétation et les développements de nombreux commentateurs.

Pour l'école hanafite, la codification fut plus tardive. Dans le dernier quart de notre XVI[e] siècle, le savant Tamourtachi (1) écrivit le *Tanouir El-Abçar*, résumant la doctrine avec une concision qui rappelle un peu celle de Khelil.

Environ 75 ans plus tard, un autre docteur de ce rite, Mohammed El-Haskafi (2), reprit le texte du *Tanouir* et le noya au milieu de ses explications et de ses commentaires, et son ouvrage, appelé *Ed-Dorr-el-Mokhtar*, est devenu un des principaux codes de l'école hanafite.

Le *Dorr*, à son tour, a été commenté par de nombreux légistes ; un des plus estimés est le cheikh Ibn-Abidine, qui a intitulé son commentaire : *Er-Redd-El-Mokhtar*, titre dont l'assonance rappelle celui de l'ouvrage auquel il s'applique et qu'il contredit plus d'une fois.

Le premier (le *Dorr*), tout en formulant les règles fixes, adoptées sans conteste et sanctionnées par la jurisprudence, expose les opinions contraires sur les cas indécis et les décisions rendues à son époque et avant lui.

Le second (le *Redd)*, beaucoup plus étendu, donne toute la jurisprudence et cite un grand nombre d'ouvrages et d'opinions. Il est précieux sous ce rapport, bien que sa prolixité n'ait pas toujours pour résultat d'éclaircir les questions.

En résumé, la vraie doctrine hanafite se trouve dans le *Dorr-El-Mokhtar ;* quant à ses commentateurs, ils offrent le tableau de la jurisprudence, de même que, chez nous, certains

---

(1) Mort en 1596.

(2) Mort en 1677.

recueils exposent les décisions quelquefois contradictoires des cours et tribunaux et de la Cour suprême.

Ainsi s'expliquent les opinions opposées qu'on peut relever dans des passages isolés, extraits de ces ouvrages, car ils servent à l'exposé de la question. Mais la doctrine fondée sur les principes ne subsiste pas moins, et c'est à elle qu'il faut se reporter pour l'appréciation des cas douteux.

C'est pourquoi, dans le travail qui suit, nous nous sommes basés principalement sur le texte du *Tanouir* et du *Dorr*, et sur les explications des auteurs qu'ils citent et de leurs commentateurs ; c'est pourquoi aussi, nous avons cru devoir donner les détails qui précèdent, afin que le lecteur pût se rendre compte de la portée et de la valeur des ouvrages cités.

Tout ce qui est énoncé par nous s'y trouve, non dans l'ordre où nous le présentons, mais dans des passages parfois éloignés les uns des autres. Tout pourrait être reproduit en arabe selon la formule du texte, ainsi que nous l'avons fait pour les plus importants sujets.

SECTION I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

I. — Définition, caractère et but du hobous.

Le *hobous* ou *ouakof* est une donation d'usufruit, faite à perpétuité (1), au profit des pauvres ou de fondations religieuses ou d'utilité générale déterminées par le constituant, qui immobilise (حبّس ou اوقف) la chose hobousée ; le fond reste sa propriété, mais il est inaliénable (imam Malek), et demeure *séquestré* pour assurer l'attribution des fruits aux bénéficiaires.

Il est fait dans le but de mériter au constituant la recon-

---

(1) Tanouir El Abçar :

حبس عين على ملك الواقف والتصدّق بالمنفعة.... شرطه التابيد *

Le sens du mot donné par le dictionnaire *(Freytag,* p. 324), est : *dicavi in pios usus rem, dum possessio pristino possessori manebat.*

naissance pieuse des bénéficiaires sur terre et la récompense réservée aux bonnes œuvres, dans l'autre vie (1).

Il doit, obligatoirement, avoir le caractère de donation aumônière et, si ce but est supprimé, les droits des bénéficiaires disparaissent avec lui (2).

Mais cette aumône ne peut être qu'une œuvre de piété et de bienfaisance (3). Elle doit donc, en principe, être faite au profit des « pauvres musulmans », c'est-à-dire des *bénéficiaires qui ne s'éteignent pas* (4). Aussi dit-on que ces hobous sont voués au Dieu très-haut.

Le caractère et le but du hobous sont tellement liés à la religion que, si le fondateur abandonne l'islamisme, son hobous devient caduc de ce fait et ce qui le compose reprend les caractères de propriété particulière *(melk)*; si, plus tard, il rentre dans la religion musulmane, le hobous n'en est pas moins détruit. *(Dorr)*.

Telles sont les règles de principe du hobous. C'est son but et son intérêt de bienfaisance qui ont fait admettre par les légistes la validité d'un acte consacrant une dérogation absolue aux dispositions de la loi islamique. Le but manquant ou étant supprimé, les conséquences disparaissent, et tout rentre dans l'ordre primitif.

Les principes qui précèdent sont appliqués par les légistes des quatre rites, au hobous, et servent de règles à l'appréciation des cas s'y rapportant.

II. — Conditions de validité des constitutions hobous.

Les conditions exigées pour la validité des hobous sont les mêmes que pour les actes de libéralité. Nous les résumons

---

(1) Tanouir et Dorr :

سببه ارادة محبوب النفس في الدنيا ببرّ الاحباب
وفي الآخرة بالثواب *

(2) Redd el Mokhtar :

اذا بطل التصدّق الذي هو معنى الوقف بطل حفهم ضمنا *

(3) Dorr :

وشرطه ان يكون قربة *

(4) الجهة التي لا تنقطع *

comme suit, selon le texte de tous les jurisconsultes hanafites et malekites :

1° EN CE QUI CONCERNE LE FONDATEUR.

Être musulman, libre, majeur, émancipé et capable, sain de corps et d'esprit ; n'être ni grevé de dettes, ni en faillite.

2° EN CE QUI CONCERNE LA CHOSE HOBOUSÉE.

Être comprise dans les choses susceptibles d'être hobousées.

Appartenir en propre et régulièrement au fondateur, à titre melk, ne faire l'objet d'aucune contestation.

N'être grevée d'aucune charge, ni de réméré ou d'antichrèse ; n'être soumise à aucun droit d'option, ni à l'exercice de la Chofaa (retrait du copropriétaire) ; n'être pas louée, ni affectée à un autre but, ni soumise à un hobous antérieur, en un mot être absolument disponible.

Être déterminée, divise, pouvant être mise à part et délivrée.

Si la chose est indivise, pouvoir être facilement retirée de l'indivision.

3° EN CE QUI CONCERNE LES CLAUSES DE L'ACTE.

Être rédigées d'une façon claire et précise ne donnant prise à aucune ambiguïté.

Désigner, d'une manière précise, la chose hobousée et le bénéficiaire.

Indiquer que le hobous est fait à perpétuité (1).

Ne contenir aucune clause restrictive, de nature à atténuer la portée du hobous ou à le détourner de son but.

Être immédiatement exécutoire et ne pas dépendre d'une circonstance à venir ou fortuite.

Ne pas être temporaire ni exécutoire à partir d'une époque future.

N'attribuer au fondateur aucune participation au bénéfice

---

(1) Le Dorr donne la formule suivante comme contenant le minimum des indications nécessaires :

ارضي هذه موقوفة موبدة على المساكين *

(*Telle propriété m'appartenant est hobousée à perpétuité au profit des pauvres*).

et ne pas lui réserver le droit de revenir sur le hobous ou de le modifier.

Être suivi du dessaisissement du fondateur et de la prise de possession du bénéficiaire ou de son représentant, condition obligatoire pour tous les actes de libéralité (1).

Enfin être validé par un jugement de cadi, qui l'inscrit sur ses registres, en raison de quoi il est dit : « enregistré » (2). Ce jugement le proclame obligatoire.

Par dérogation, le fondateur peut attribuer la première dévolution du hobous à un bénéficiaire intermédiaire déterminé, sans rien changer aux autres conditions de l'acte. Après l'extinction des dévolutions prévues, le hobous est acquis aux bénéficiaires définitifs.

III. — Respect des clauses de l'acte constitutif régulier ; application stricte des expressions qu'il contient.

Lorsque l'acte de hobous respecte toutes les conditions qui précèdent et qu'il est reconnu valable et obligatoire par jugement de cadi, il doit être strictement exécuté et son texte respecté « comme un texte de loi ».

Il faut, en conséquence, l'appliquer à la lettre, car le fondateur « étant maître de son bien », en a disposé à son gré et s'est écarté, s'il l'a voulu, des conditions légales ordinaires, de même que de tous les usages et des convenances. (Redd).

On ne peut suppléer à son silence, ni remédier aux erreurs manifestes, aux anomalies qui résultent des stipulations, si elles ne sont pas contraires à la religion et aux bonnes mœurs.

Aucune analogie n'est admise.

Dans les contestations qui lui sont soumises, le juge, en dehors des illégalités de droit, a le devoir de rechercher :

1° Le but du fondateur du hobous afin de veiller au respect de ses droits et d'agir comme il le ferait lui-même s'il revenait à la vie (3) ;

---

(1) Tanouir :

لا يتم الوقف حتّى يقبض *

(2) Dorr et Redd :

مسجلا اي محكوما بلزومه لان يكتب به في سجل القاضي *

(3) ينظر الى قصد المحبس ويفعل مثل ما يفعله هو ان لو كان حيا *

2° Et l'intérêt des pauvres et de la religion.

Il est, en effet, le représentant naturel des mineurs et des absents, et, à ce titre, il doit faire respecter les droits du fondateur ou de ses héritiers.

Quant aux intérêts particuliers, surtout s'ils sont en contradiction avec ceux des précédents, il ne doit pas les favoriser (1). Il faut au contraire, qu'il s'applique à déjouer les ruses de ceux qui veulent s'approprier le patrimoine de Dieu et des pauvres.

Lorsque les textes ou les précédents s'appliquant à l'espèce manquent, ou sont contradictoires, le juge ne s'inspire que de ses lumières et de sa conscience (litt. il devient *Moudjtahed)*, et rend un jugement qui tranche les indécisions. Sa sentence ne peut être réformée que s'il a contrevenu manifestement à la jurisprudence, ou que des faits nouveaux, ignorés par lui, soient produits.

Il doit aussi, selon les cas, tenir compte des usages de la localité.

En matière de hobous, il n'y a ni péremption, ni prescription.

Lorsqu'un hobous est annulé, sa substance revient au fondateur ou à ses héritiers ; eux seuls peuvent être autorisés à le vendre, et, si le cadi attribuait ce droit à d'autres, la vente serait nulle, attendu « qu'on ne peut vendre le bien d'autrui. » En leur absence, la vente se fait en leur nom (2).

IV. — Choses susceptibles d'être hobousées.

Il faut d'abord faire une distinction entre les choses frappées de hobous et établir deux catégories :

1° Soit la chose frappée de hobous, est affectée elle-même à un usage dont profitent les bénéficiaires et par conséquent ne donne pas de revenus ;

2° Soit elle est exploitée, louée ou jouie à part, et ses revenus sont servis aux bénéficiaires, ou à l'établissement désigné comme tel.

---

(1) Le Redd dit à ce sujet en jouant sur les mots : « les intérêts de la religion (*Dine*) et non ceux de la terre (*Donia*). »

(2) Tanouir et Dorr :

ولو اطلق القاضي لغيره اي غير الوارث لا يصح بيعه لانه اذا بطل عاد الى ملك الوارث و بيع مال الغير لا يجوز *

I. — Dans la première catégorie, il faut placer les mosquées ou chapelles, construites ou aménagées par le fondateur et hobousées pour ce service. L'immeuble est ici mis à la disposition des fidèles sans distinction, pour le service divin.

Viennent ensuite les immeubles hobousés pour servir d'écoles, de couvents, d'hôtelleries, c'est-à-dire d'établissements ouverts à tous et ne produisant rien.

Puis, des constructions d'utilité publique, telles que ponts, piscines, bassins, conduites d'eau, etc...

Tout ce qui précède peut être hobousé par le donateur au profit des fidèles et des particuliers en général qui en jouissent personnellement et sans distinction. Ce sont des fondations religieuses ou d'utilité publique.

Des ouvrages de droit ou de religion peuvent aussi être hobousés au profit de mosquées ou d'écoles désignées par le fondateur. Ils ne doivent pas sortir des établissements auxquels ils sont affectés.

Enfin, on a la faculté de constituer hobous des armes et des montures pour le service de la guerre sainte. On les confie aux combattants qui ne peuvent s'en dessaisir; s'ils les rendent après la campagne, on les remet à d'autres, dans les mêmes conditions.

II. — La deuxième catégorie est, de beaucoup, la plus nombreuse.

Les hobous de cette nature consistent principalement en immeubles : maisons, boutiques, fondouks, terres etc., donnant des produits réguliers qui sont attribués, soit aux pauvres, soit à l'entretien et au fonctionnement des mosquées et fondations d'utilité publique.

En principe, les immeubles sont seuls susceptibles d'être hobousés, en raison de leur durée se rapportant à la perpétuité de la fondation.

Les choses fongibles, excluant par leur nature même, l'idée de perpétuité, ne peuvent être frappées de hobous.

Cependant, on a admis que le matériel servant à l'exploitation d'un immeuble hobousé, et par extension les esclaves, les bestiaux, les outils employés sur une terre et dont le sort suit celui du fond, peuvent être compris dans le hobous.

On admet aussi le hobous de constructions appartenant au fondateur, à l'exclusion du terrain sur lequel elles reposent.

Nous verrons plus loin que certaines écoles ont déclaré hobousables d'autres catégories de valeurs mobilières.

Tels sont, en résumé, les principes fondamentaux régissant le hobous selon la loi musulmane, d'après toutes les écoles.

Examinons, maintenant, leur application dans la pratique, les modifications qui leur ont été apportées et les conséquences qui en sont résultées.

SECTION II

APPLICATION ET JURISPRUDENCE

V. — Facilités accordées aux fondateurs de hobous.

1° DISPENSE DU DESSAISISSEMENT ET DE LA PRISE DE POSSESSION

Nous avons vu que le hobous, soumis aux règles des actes de libéralité, doit être suivi du dessaisissement du fondateur et de la prise de possession du bénéficiaire.

C'est la meilleure preuve et la véritable consécration du hobous, de l'avis des docteurs des quatre écoles.

Le rite malekite en a maintenu l'obligation absolue, son absence entraînant, *de plano,* la nullité de l'acte.

Les imam de l'école hanafite ont également consacré ce principe ; mais l'un d'eux, Abou Youssof Yakoub, disciple d'Abou Hanifa, n'ayant en vue que l'intérêt des pauvres et de la religion, a jugé qu'il fallait, avant tout, augmenter et multiplier les hobous faits à leur profit, et pour y encourager les fondateurs, supprimer toutes les difficultés, leur offrir toutes les facilités possibles.... sauf à rectifier plus tard.

Se séparant hardiment de la doctrine professée par son maître et par toute l'École, il a proclamé licite le hobous contenant les réserves les plus contraires aux règles fondamentales de cette institution et a permis, notamment, au fondateur de le constituer au profit de sa propre personne, ainsi que nous le verrons dans le paragraphe suivant. Le premier effet de cette tolérance était de supprimer l'obligation du dessaisissement et de la prise de possession par le bénéficiaire. Il n'a pas hésité à déclarer cette formalité *non obligatoire.*

Les autres docteurs hanafites, et parmi eux l'imam Mohammed, ont, en vain, combattu cette opinion ; en vain,

tous l'ont condamnée. Pendant que les légistes discutaient sur les principes, les musulmans adoptaient en masse la jurisprudence d'Abou Youssof, de sorte que la pure doctrine se trouva bientôt en face du fait accompli.

Ce fut ainsi que le système d'Abou Youssof triompha et, tout en étant condamné par son école, finit par être admis. On put voir, dès lors, le constituant rester en possession de la chose hobousée, c'est-à-dire faire une bonne œuvre, mériter la reconnaissance des bénéficiaires et les récompenses divines, sans rien changer à son train de vie, ni diminuer son avoir.....

Mais, tout en accordant cette facilité, le second imam continua à recommander la prise de possession comme la meilleure sanction du hobous.

Sa tolérance ne détruit donc pas le principe en lui-même; la conséquence est de ne pas faire, de l'absence de prise de possession, une cause de nullité absolue et d'admettre, dans ce cas, le hobous comme *valable*, mais non de déclarer son maintien *obligatoire*. Cette nuance, qui nous semble un peu subtile, se rencontrera plus d'une fois. Elle est cependant moins banale qu'on pourrait le croire.

2° ADMISSION DU HOBOUS CONSTITUÉ AU PROFIT DU FONDATEUR ET PAR SIMPLE PAROLE.

L'admission, comme *valable,* du hobous constitué au profit du fondateur, se lie à la suppression de l'obligation du dessaisissement.

Dans ce cas, le fondateur constitue le hobous « *à son profit, sa vie durant* », — c'est-à-dire qu'il conserve, comme par le passé, la jouissance de l'immeuble hobousé, — après quoi il est dévolu, soit à des descendants à l'infini, ou à tous autres bénéficiaires intermédiaires qu'il désigne; puis, lorsque toutes ces dévolutions sont épuisées, il est enfin attribué définitivement au bénéficiaire qui sert de prétexte au hobous et qui est trop souvent une fiction. Le fondateur prend possession du hobous pour lui et pour les dévolutaires futurs, et les apparences sont sauvées.

Les docteurs de l'école hanafite ont, tous, condamné le hobous au profit de la personne du fondateur; seul, Abou Youssof l'a déclaré admissible et, comme son système favorisait les intérêts privés, dans la proportion où il s'écartait des règles légales, il a été mis en pratique par la masse et a fini par s'imposer.

Le second imam est allé plus loin encore : la jurisprudence exigeait que le hobous fut régulièrement constaté et ses clauses particulières et son but, strictement et clairement déterminés ; il a posé comme principe que la constitution d'un hobous *était valable*, si elle résultait simplement de la déclaration verbale du fondateur disant : « *Je constitue hobous* » ou « *tel immeuble est hobousé* » (1) et que cela suffisait pour établir que cette chose se trouvait hobousée au profit des pauvres, en l'absence d'autre indication.

Au fond, ce n'était qu'un de ces pièges réputés vulgairement *cousus de fil blanc*. Cependant, tout est passé dans l'ordre des faits accomplis.

3° DISPENSE DE FAIRE VALIDER LE HOBOUS PAR UN JUGEMENT ENREGISTRÉ.

A défaut de la prise de possession, s'il fallait admettre le hobous au profit de la personne du fondateur, l'école exigeait qu'au moins l'acte fût validé par un jugement en constatant la légalité et en fixant les conditions.

Abou Youssof, tout en déclarant l'emploi de cette formalité préférable, a posé ce principe qu'elle n'était pas *obligatoire* et que le hobous n'en était pas moins valable, en attendant. De même que sur les points précédents, son opinion a prévalu, avec l'appui des fidèles ; mais la jurisprudence en a contesté la valeur et lui-même a accordé un traitement différent au hobous validé par un jugement.

Ainsi le deuxième imam, en faisant fléchir les principes, a poursuivi imperturbablement son œuvre, dans le but, comme il le dit lui-même, de « *pousser les gens à constituer des hobous* » (2).

Il estimait que les pauvres ne pouvaient que gagner à voir des hobous, même imparfaits, se multiplier, et qu'ils n'avaient rien à y perdre. Mais il est arrivé que les gens ont tiré parti de ces facilités pour apporter aux règles légales, particulièrement à celles des successions, des modifications arbitraires

---

(1) اوقفتُ ou حبّستُ

Ou encore : telle chose est « موقوفة »

(2) ترغيبا للناس في الاحباس *

qu'Abou Youssof n'avait pas prévues et qu'il considérerait comme des sacrilèges, s'il revenait à la vie.

Le principe que des sectateurs d'un rite pouvaient se soumettre aux règles d'une autre école pour leurs hobous, ayant été admis, il en est résulté que la majorité des musulmans, notamment ceux de l'Afrique du Nord, presque tous malekites, ont placé leurs hobous sous l'égide de la doctrine d'Abou Youssof.

En leur ouvrant largement la porte, le second imam avait cru qu'il pourrait la refermer sur eux et les emprisonner, en les prenant au mot, dans le but d'augmenter les revenus des pauvres et de la religion ; mais les constituants ont su profiter des avantages offerts et se soustraire aux conséquences de leurs engagements.

VI. — Restrictions apportées aux facilités de la doctrine d'Abou Youssof.

La jurisprudence de l'école hanafite, forcée d'admettre les facilités accordées par Abou Youssof, a fait son possible pour y apporter des tempéraments.

1° EN CE QUI CONCERNE LA PRISE DE POSSESSION.

La plupart des docteurs hanafites ont persisté, comme les malekites, à exiger la prise de possession, qui seule, rend le hobous parfait (El Fetah).

« *La délivrance est obligatoire* », dit l'imam Mohammed, surtout si le hobous est fait par simple déclaration verbale.

L'imam Abou Hanifa professe que, si le hobous n'est pas délivré, il faut l'apprécier comme une simple affectation temporaire des fruits aux pauvres, un véritable vœu qui n'engage que son auteur, de sorte que, après sa mort, l'immeuble qui en était frappé reprend la qualité de bien melk et revient à ses héritiers (Dorr).

Il est obligatoire, d'après l'imam Mohammed, que la chose hobousée soit retirée et ne reste pas confondue avec le reste de la fortune (Dorr et Redd).

Ainsi, dans l'application, l'école s'est divisée et la jurisprudence admet ou repousse la doctrine d'Abou Youssof, quant à la prise de possession.

C'est pourquoi, les fondateurs de hobous, tout en se plaçant sous la protection du second imam, ont soin de prendre des

précautions, plus ou moins effectives, pour paraître se conformer aux exigences de docteurs plus sévères.

2° EN CE QUI A TRAIT AU HOBOUS FAIT AU PROFIT DU FONDATEUR ET PAR SIMPLE PAROLE.

La majorité des docteurs de l'école le condamne comme perdant, de ce fait, le caractère obligatoire de libéralité (1).

Ils exigent que le texte constitutif contienne, au moins, l'indication que le hobous est fait à titre d'aumône et qu'il est perpétuel.

S'il manque de ces deux caractères, on ne peut le considérer que comme un vœu *(neder)* engageant celui qui le prononce, pendant sa vie, non ses héritiers.

Mais, si ce vœu est conçu dans les termes suivants : « Si je » n'ai pas d'enfant pendant le reste de ma vie, ma maison » sera hobousée au profit des pauvres », le fait que son exécution n'aura lieu qu'après sa mort lui donne le caractère d'un simple legs, réductible, en conséquence, au tiers disponible.

Il ne faut donc pas confondre le vœu ou le legs avec le hobous. (Dorr.)

Or, pour caractériser le hobous, nous avons vu que sa formule doit contenir au moins trois indications précises : que c'est une donation aumônière ; qu'il est fait à perpétuité et que son bénéfice est attribué aux pauvres ou à Dieu.

Si ces conditions ne se rencontrent pas dans la formule constitutive, ce n'est pas un hobous : c'est un vœu ou un legs et l'immeuble qui en est frappé conserve la qualité de bien héréditaire. (Dorr, Redd, Açaaf, etc.)

L'absence d'indication de perpétuité peut, tout au plus, rendre le hobous valable pendant la vie du fondateur ; à sa mort, la chose hobousée retourne à son hoirie.

Cependant, la plupart des docteurs ont fini par admettre le hobous verbalement constitué, mais à la condition expresse qu'il fût validé par un jugement.

3° EN CE QUI A TRAIT A L'OBLIGATION DE FAIRE VALIDER PAR JUGEMENT.

Toute l'école hanafite a maintenu l'obligation stricte de faire valider le hobous par jugement du cadi.

Abou Youssof, lui-même, tout en dispensant de le faire, ou

---

(1) Redd : * حاصله وفيه على نفسه ليس تبرّعا

plutôt, en posant comme règle que l'absence de cette formalité ne vicie pas le hobous, en reconnaît l'avantage et confère à celui qui a été validé par jugement, une force bien supérieure. C'est pourquoi il accorde au fondateur du hobous qu'un jugement n'a pas déclaré obligatoire, les droits les plus étendus, y compris celui de l'annuler ; aussi, le constituant de mauvaise foi y trouve-t-il un avantage de plus.

Pour avoir toute sa valeur légale, le jugement de validation doit être rendu du vivant du fondateur ; cela se comprend, puisque, tant qu'il n'est pas validé, le fondateur peut le modifier, en changer la substance, l'annuler et le vendre. Sa mort ne lui confère aucune force et les bénéficiaires ne peuvent le rendre plus obligatoire que ne l'a fait leur auteur ; ils n'ont du reste, aucun droit d'agir à cet égard, ainsi que nous le verrons plus loin.

Dans la pratique, les fondateurs du hobous, même ceux qui prennent pour base la doctrine d'Abou Youssof, et rappellent dans l'acte que le jugement, d'après cet imam, n'est pas obligatoire, ont bien soin de faire suivre l'acte constitutif d'un jugement de validation. Ils se présentent devant le cadi et prétendent vouloir revenir sur cet acte ; un bénéficiaire futur conteste ce droit et le juge rend une sentence déboutant le demandeur et proclamant le hobous obligatoire et exécutoire. Ces instances sont de simples fictions et le jugement est appelé « *souri* » (pro forma).

On voit, par ce qui précède, que les facilités accordées par Abou Youssof n'ont pas la portée qu'on pourrait leur attribuer. Elles se réduisent à admettre, provisoirement, ces hobous imparfaits et, au lieu de les déclarer nuls de droit, de laisser aux fondateurs le soin de les compléter ou de les annuler eux-mêmes. C'est l'application du même principe : les pauvres et la religion n'ont rien à y perdre et ne peuvent qu'y gagner, et ce commencement de hobous peut devenir définitif et parfait.

VII. — Preuves du hobous contesté.

Le hobous ne se présume pas ; il doit être régulièrement constaté et résulter de faits déterminés.

Si les traces de l'origine d'un hobous ont disparu, qu'il y ait indécision sur ses conditions et son but, et qu'il ne se présente pas d'héritiers du fondateur pour en réclamer la substance, le cadi en attribue, par provision, les revenus aux

pauvres, en attendant que les ayants droit au fond ou aux fruits aient produit et justifié leurs prétentions.

Aucune prescription n'est acquise.

Si les héritiers du fondateur prouvent les droits de leur auteur sur le fond et leurs qualités d'héritiers, et que, d'autre part, le fait de la constitution hobous ne soit pas établi, ils sont mis en possession de l'immeuble qui avait été présumé hobousé, même s'il a été administré comme tel.

Dans l'espèce contraire, lorsque l'on prétend qu'un immeuble, joui à titre melk, est régi par un hobous, la preuve testimoniale est-elle admise?

Oui, si le hobous présumé est fait, sans intermédiaire, au profit des pauvres ou d'un établissement religieux (Dorr et Redd).

Non, s'il doit profiter au fondateur ou à des catégories de bénéficiaires intermédiaires (khania) (1).

Cette jurisprudence est justifiée par les auteurs sur ce que, dans le premier cas, l'allégation ne peut être provoquée par un intérêt personnel, mais seulement par le désir de faire rendre à Dieu ce qui lui revient.

Cependant, si la notoriété établit, sans conteste, l'existence d'un hobous, mais qu'on ne puisse en retrouver l'origine ni la destination, le témoignage est recevable pour prouver le fait en lui-même, mais non pour en indiquer les clauses (Dorr).

Le juge se borne alors à rendre une sentence constatant son existence et sa validité, mais non son obligation, en tant que clauses particulières et bénéfice. Si l'indécision persiste à cet égard, les fruits sont attribués par provision aux pauvres, en réservant les droits des tiers.

Quant aux actes réguliers et dûment validés par jugement enregistré, ils font foi et prévalent sur toutes autres preuves (Dorr).

Nous ne pouvons entrer dans le détail des innombrables espèces se rapportant à cette question, d'autant plus que les solutions sont souvent contradictoires. Le juge s'inspire des règles générales et des faits particuliers; les indices étant égaux, il penchera de préférence pour l'avantage des pauvres et de la religion contre les intérêts personnels.

(1) Tanouir et Dorr :

تقبل الشهادة بدون الدعوى لان حكمه التصدق بالغلة وهو حق الله تعالى بقي لو الوقف على المعينين هل تقبل الشهادة بلا دعوى في الخانية ينبغي لا اتفاقا *

Le hobous étant déclaré nul ou détruit, sa substance revient au fondateur ou à ses héritiers et, à défaut, au beït-el-mal (1).

VIII. — Hobous ajournés, conditionnels ou temporaires.

Le hobous conditionnel, c'est-à-dire dépendant d'un fait éventuel, comme la naissance ou la mort d'un enfant, la réalisation d'un événement futur, est généralement considéré comme nul.

Cependant, s'il dépend de la vérification d'une chose existant au moment de la constitution, mais sur laquelle on n'est pas alors fixé, il peut être déclaré valable. Par exemple, le fondateur disant : « s'il est établi que telle maison m'appartient, » elle sera hobousée à partir d'aujourd'hui, » et que, plus tard, l'immeuble soit reconnu avoir été à lui à ce moment, sa constitution est valable, selon la majorité des docteurs hanafites (2).

Quant au hobous temporaire, il est condamné en principe; mais Abou Youssof le déclare valable, s'il est fait au profit des pauvres et pour une durée dépassant un mois; d'autres docteurs admettent le principe, en exigeant au moins un an. Le Tatarkhania dit qu'en tout état de cause, le hobous temporaire est valable, non obligatoire.

S'il est fait pour la durée de la vie du fondateur et au profit des pauvres, on l'admet aussi, mais à titre de vœu; après sa mort, la chose hobousée revient à ses héritiers (Redd).

Mais, s'il ne doit avoir d'effet qu'à partir de la mort du constituant, il est assimilé, par tous les autres auteurs, à un legs et réduit à la quotité disponible (3).

Si l'immeuble désigné représente le tiers de la fortune du

---

(1) Dorr :

فمن برهن على شيء حكم له به والا صرف للفقراء ما لم يظهر وجه بطلانه بطريق شرعي فيعود لملك واقفه او ورثته او لبيت المال *

(2) Tanouir et Dorr :

(شرطه ان يكون) منجزا لا معلقا لا بكاين ولا مضافا ولا موقتا *

(3) Dorr :

او بالموت اذا علق به... فالصحيح كوصية تلزم من الثلث بالموت *

constituant, il peut être attribué en entier aux bénéficiaires et rester, comme tel, hobousé; sinon, on réduit le legs au tiers exactement (Redd, Behar, etc.).

Certains auteurs admettent que, sous cette forme, l'attribution peut être faite à des héritiers, bien que la loi ne permette pas le legs à leur profit, parce qu'il ne s'agit que d'usufruit, non de nue propriété; mais cette opinion est contestée.

IX. — Extension de la catégorie des valeurs fongibles, susceptibles d'être hobousées.

Ainsi que nous l'avons vu, les valeurs fongibles sont incompatibles avec le hobous, dont le principe fondamental est la perpétuité. On a admis cependant que les instruments, le cheptel, les esclaves servant à l'exploitation d'un immeuble pouvaient être hobousés avec lui.

Abou Youssof est d'un avis contraire, et c'est son contradicteur habituel, l'imam Mohammed, qui soutient ce système, à la condition toutefois qu'il soit conforme à l'usage des lieux.

Allant plus loin que leur maître, certains légistes de son école ont déclaré valable le hobous des vaches laitières, des grains, des marchandises et même des espèces d'or et d'argent; pour justifier leur opinion, généralement condamnée, ils ont stipulé les conditions suivantes :

Le lait de la vache hobousée est vendu au profit des pauvres, et le prix des veaux qu'elle produit sert à acheter une autre vache, lorsqu'elle ne donne plus de lait.

Les grains sont prêtés comme semence aux cultivateurs nécessiteux qui doivent les rendre, avec augmentation, à la récolte; le bénéfice est donné aux pauvres et la quantité primitive conservée. Il en est de même du bénéfice produit par vente des marchandises.

Enfin, les espèces d'or et d'argent sont employées en opérations de commerce, la même somme étant toujours reconstituée après la réalisation et le bénéfice seul distribué.

Ainsi la chose en elle-même ne périt pas; mais ce système est plus ingénieux que légal, plus théorique que pratique. Aussi est-il fort contesté.

X. — Causes de nullité et de destruction des hobous.

L'inobservation des conditions exigées pour la validité du hobous entraîne naturellement sa nullité.

Parmi elles, se trouve, pour le fondateur, l'obligation d'être sain de corps et d'esprit. Cependant, le hobous constitué par le fondateur pendant le cours de la maladie dont il meurt peut être reconnu valable, à titre de legs pour un tiers, mais certains légistes exigent l'approbation de ses héritiers (Dorr).

Quant au hobous de l'homme grevé de dettes, si la valeur de la chose hobousée est supérieure à son passif, le cadi vend une partie suffisant à les éteindre et le reste demeure hobousé (Cherounboulali).

Le hobous d'une part indivise n'est valable, ainsi que nous l'avons vu, que si cette part peut être retirée de l'indivision. Mais, si le fondateur hobouse une part indivise dans des immeubles lui appartenant en totalité, cet acte est nul, vu l'impossibilité de déterminer la part qu'il a grevée, et, après sa mort, le tout est dévolu à ses héritiers (Redd), à moins, toutefois, que les autres parties du même immeuble aient été hobousées par lui avec la même destination définitive.

L'indication de perpétuité est également obligatoire ; cependant, certains légistes admettent que la stipulation précise du caractère d'aumône suffit à impliquer la perpétuité (1).

Mais, dans ce cas, le fondateur ne pourrait avantager, même temporairement, des bénéficiaires riches, car le caractère d'aumône disparaîtrait. La même raison fait condamner le hobous à son profit personnel.

En résumé, la plupart de ces conditions sont controversées, et c'est le cadi qui les tranche par son jugement; cela seul donne au hobous douteux le caractère de légalité et d'obligation. Dans le cas contraire, le juge le déclare nul et ordonne que le fond reviendra aux héritiers du fondateur.

Les hobous constitués par les princes, pendant l'exercice de leur pouvoir, sont nuls de droit, surtout s'ils reposent sur des immeubles provenant du beït-el-mal (domaine public), de séquestres ou de conquêtes. Lorsque leur commandement prend fin, ils font retour au beït-el-mal (Abou Saoud).

S'ils avaient acquis personnellement l'immeuble hobousé, certains auteurs déclarent leur acte valable, mais la plupart le condamnent : 1° parce que la légalité de leurs acquisitions est toujours suspecte; 2° parce que les sommes par eux payées sont préjugées provenir des fonds de l'État dont ils avaient l'administration; 3° enfin, parce qu'ils n'ont, en général, d'autre but que de soustraire leur fortune aux séquestres et restitutions qui suivent leur mort ou leur destitution, et

---

(1) Redd : * حبس صدقة موقوفة على فلان ثمّ على الفقراء

qu'ils manquent du caractère d'œuvre pie, n'étant faits que pour conserver le produit de leurs prévarications (Redd).

Les hobous des bénéficiaires de concessions du prince sont également nuls, à moins qu'ils ne portent sur des *terres mortes*, l'État ne pouvant concéder, en toute propriété, les terres en valeur des pays conquis, soumis ou non (Dorr et Nehar) (1).

Cherounboulali accorde cependant au prince ce droit sur tes terres d'*anoua,* mais seulement dans un but d'utilité publique.

Tout ce qui précède s'applique, en général, aux immeubles de rapport dont les revenus sont hobousés au profit des pauvres ou d'établissements religieux et autres.

Il nous reste à examiner ce qui a trait aux fondations religieuses ou d'utilité publique, au moyen de choses hobousées pour servir, par elles-mêmes, à l'usage déterminé dans l'acte.

En principe, lorsque ces fondations ne peuvent plus être utilisées par le public, qu'elles tombent en ruines ou sont abandonnées, le hobous n'a plus de but; il est détruit *ipso facto* et sa substance fait retour au fondateur ou à ses héritiers (Dorr et Redd).

Mais, s'il s'agit de mosquées ou de chapelles, la plupart des docteurs décident que le fondateur a perdu tout droit de propriété sur elles, par le fait de leur affectation au service de Dieu (2). Ce qui en reste ne peut donc revenir au fondateur et, dans ce cas, les matériaux ou leur prix sont attribués à une mosquée voisine. Les légistes sont, du reste, peu d'accord à ce sujet.

Quelques-uns appliquent cette règle à toutes les fondations d'utilité publique, avec cette réserve que l'attribution de ce qui reste de l'immeuble détruit ne peut être faite qu'à une chose de même nature, c'est-à-dire, si c'est un pont, à un autre pont; un bassin, à un autre bassin, non à une mosquée ou à une hôtellerie, et réciproquement. Mais cette opinion est encore plus contestée que la précédente.

---

(1) D'*anoua* et de *solah* : nous avons indiqué la définition et le sens de ces termes dans un mémoire sur la propriété, publié par le *Journal asiatique* (1894).

(2) Tanouir :

يزول ملكه عن المسجد والمصلى بقوله جعلته مسجدا *

XI. — Droit accordé au fondateur de revenir sur son hobous ou de le vendre.

Nous avons vu que les facilités accordées aux fondateurs de hobous par Abou Youssof, pour leurs constitutions, ne conféraient pas à cet acte un caractère de légalité absolue : ce sont des hobous imparfaits qui peuvent cependant recevoir un commencement d'exécution, mais qui ne deviennent obligatoires et définitifs que s'ils sont validés par un jugement.

Par une conséquence logique, le second imam autorise les fondateurs, tant que l'acte reste imparfait, à le modifier, à l'échanger, à le transformer et même à l'annuler complètement et à vendre sa substance. S'il meurt avant de l'avoir fait valider, son héritier a le droit de le vendre avec l'autorisation du cadi (1).

Abou Youssof permet en outre au fondateur d'un hobous, même validé, *à la condition que la stipulation en soit clairement exprimée dans l'acte :*

1° De l'échanger pour un immeuble de même nature ou de le vendre et d'employer son prix à en acheter un autre, à titre de remploi, le tout sans délai ;

2° D'en modifier les conditions, d'y faire participer ou d'en exclure qui bon lui semblera ;

3° de s'attribuer le droit d'administrer le hobous ou de désigner l'administrateur et de déléguer ce droit à son exécuteur testamentaire (ouaci) ;

4° De stipuler que l'immeuble ne pourra être loué que pour une durée par lui fixée et moyennant le prix qu'il détermine, etc...

La jurisprudence a généralement ratifié ces dispositions — sauf en ce qui a trait à la dispense de validation et au droit de revenir sur le hobous et de le vendre. — Cependant, il est généralement admis :

1° Que la modification et l'échange du hobous, attribués explicitement dans l'acte au fondateur, ne peuvent avoir lieu

---

(1) Tanouir :

اطلق القاضي بيع الوقف غير المسجل لوارث الواقف فباع صح *

Dorr :

لا يجوز الرجوع عن الوقف ان كان مسجلا *

qu'une fois, ce droit se trouvant alors épuisé, à moins qu'il ait fixé le nombre de ces renouvellements ;

2° Et que, même si le fondateur en a décidé autrement, la surveillance de l'administration du hobous appartient au cadi qui doit intervenir pour assurer l'exécution de ses clauses et sa conservation.

SECTION III

DROITS DES BÉNÉFICIAIRES. — ADMINISTRATION DES HOBOUS. — RÈGLES DES DÉVOLUTIONS.

XII. — Droits des bénéficiaires.

Les bénéficiaires profitant d'une dévolution, soit intermédiaire, soit définitive, n'ont droit qu'aux fruits du hobous, dans les conditions fixées par le fondateur et à partir du moment où leur accession s'est ouverte. *Ce principe est absolu et ne souffre aucune dérogation.*

Ils n'ont aucun droit sur le fond, qui demeure la propriété exclusive du constituant. En effet, celui-ci a fait donation perpétuelle de ses fruits dans un but de piété et de bienveillance ; et, pour qu'il recueille perpétuellement le mérite de cette bonne œuvre, il faut que le fond qui en assure les effets reste sa propriété (1).

Il y a donc, en quelque sorte, opposition d'intérêt entre le bénéficiaire d'un avantage viager, s'éteignant avec lui, et le fondateur, qui tient à la perpétuité de son hobous pour en recueillir éternellement le mérite. Cela explique les restrictions extrêmes apportées aux droits des bénéficiaires et la défense qui leur est faite de s'occuper du fond.

Tous les docteurs des diverses écoles sont du même avis sur ce point : *Le bénéficiaire n'a de droit que sur les fruits, non sur le fond* (2).

---

(1) Redd :

فانه حبس العين على ملك الواقف والتصدق بالمنفعة عند الامام يدوم الثواب بدوامه لبقايه على ملكه *

(2) Dorr :

لان مستحقي الوقف حقهم في المنافع لا في العين *

Partant de ce principe, la jurisprudence a établi sans conteste et consacré les règles suivantes :

1° Le bénéficiaire ne peut administrer le hobous sans une délégation du fondateur ou un mandat du cadi (1).

2° Il ne peut donc ni l'exploiter, ni en consentir la location, ni prendre des mesures pour le sauvegarder, ni le transformer même pour l'améliorer, ni le revendiquer en justice et, *à fortiori*, ni l'échanger, ni le vendre, ni toucher son prix, ni acheter un autre immeuble en remploi (2).

3° Il n'a pas même le droit de plaider pour en revendiquer les fruits dont il est privé, ni pour faire cesser une usurpation. « Ne pouvant agir pour le fond il ne peut agir pour les fruits », disent les auteurs, « sans un mandat spécial du cadi (3). »

4° Si son bénéfice consiste en un droit d'habitation, il ne peut le céder à un autre et doit l'exercer personnellement ; mais s'il a droit aux fruits, il ne s'ensuit pas qu'il ait droit au logement et réciproquement.

Un jugement de la Cour d'appel du Caire du 30 novembre 1893, consacre fort bien ces principes et établit que l'administrateur est seul chargé de ce qui se rapporte au hobous (4).

Dans la pratique, la rigueur de ce principe s'est atténuée ; mais alors le bénéficiaire agit ou est présumé agir en vertu d'une délégation spéciale, et ne peut prendre aucune décision à l'égard du hobous, sans l'autorisation du cadi, ainsi que nous allons le voir dans le paragraphe suivant.

---

(1) Tanouir :

ولاية نصب القيم الى الواقف ثم لوصية (ثم للقاضي) *

(2) Dorr :

لانه يملك المنافع بلا بدل فلا يملك تمليكها ببدل وهو الاجارة والا لملك اكثر مما يملك *

(3) Tanouir, Dorr et Redd :

ولا دعوى لوغصب منه الوقف ظاهره لا يملك دعوى العين مع ان دعوى الغلة كذلك الا بتولية واذن قاض *

(4) *Revue internationale de jurisprudence*, par Clavel, n° 1. Le Caire, p. 19 et suivantes.

XIII. — Administration du hobous.

L'administration des biens hobousés peut être réservée à lui-même par le fondateur, particulièrement lorsqu'il est bénéficiaire du hobous ; il délègue s'il le veut ce droit à son exécuteur testamentaire (ouaci) ou à tout autre. Il peut aussi désigner dans l'acte l'administrateur, et doit choisir pour cela, autant que possible, un de ses parents remplissant les conditions désirables d'aptitude et d'honorabilité et n'étant pas lui-même bénéficiaire. Cependant, il n'est pas interdit de confier cette mission à un dévolutaire.

Mais, en tout état de cause, le cadi a le devoir d'exercer une surveillance constante sur l'administration du hobous. Il est le remplaçant naturel et légal du fondateur et veille à l'exécution des clauses qu'il a édictées et à la conservation du fond. Il nomme le successeur de l'administrateur décédé ou le révoque pour négligence ou prévarication bien constatée ; de même que le fondateur, il doit éviter de choisir un intéressé direct. Quant au bénéficiaire, il n'a pas voix au chapitre et ne peut s'immiscer dans l'administration (1).

L'administrateur doit, avant tout, s'attacher à maintenir l'immeuble hobousé en état de productivité. A cet effet, il prélève d'abord sur les fruits les sommes nécessaires à son entretien (2) et à l'acquit des charges, et veille à ce qu'il soit toujours loué. Il distribue ensuite ce qui reste aux ayants droit.

Il ne doit pas augmenter, ni changer, même en l'améliorant, la situation de l'immeuble hobousé, sans l'autorisation du cadi, si l'acte ne le stipule pas explicitement.

S'il emploie une partie des revenus, même restée libre, à l'achat d'un autre immeuble pour l'adjoindre au hobous, cela n'a pas pour conséquence de l'y incorporer : 1° parce qu'il a détourné les fruits de leur destination ; 2° parce qu'il n'était pas autorisé à le faire ; 3° parce qu'il aurait fallu pour cela

---

(1) Tanouir et Dorr :

ولاية النصب للقاضي اذ لا ولاية للمستحق الا بتولية كما مرّ وما دام يصلح احد للتولية من اقارب الواقف لا يجعل المتولى من الاجانب *

(2) Tanouir :

ويبدا من غلته بعمارته *

des formalités qu'il n'a pas accomplies et que le hobous ne se présume pas ; la vente en est licite (1).

Pour la location des immeubles hobousés, on repousse, en général, les baux à long terme avec perception des loyers d'avance, à moins que le fondateur ne l'ait explicitement permis.

Si, au contraire, il a fixé la durée maximum du bail et le prix de location, il faut s'y conformer, même si la valeur des loyers a augmenté. Dans le cas où il n'a pas indiqué de chiffre, on suit le prix du moment et du lieu.

En principe, les maisons ne doivent pas être louées par baux de plus d'un an ; pour les terres, on peut aller jusqu'à trois ans, dans les pays où l'on ne laboure pas les mêmes terrains deux années de suite (Tanouir et Redd).

Cependant, des baux de longue durée peuvent être consentis dans certains cas, mais avec l'approbation formelle du cadi :

1° Pour les maisons ; si l'immeuble tombe en ruines et qu'on ne puisse affecter à sa réparation des produits du même hobous ; il est alors stipulé, dans le bail à long terme, que le locataire devra le remettre en état et le laisser, à sa sortie, réparé et productif.

2° Et pour les terres, si certains travaux qu'on ne peut faire sont indispensables, en les mettant à la charge du fermier, ou pour acquitter une obligation imposée ou racheter une servitude, au moyen des fermages de plusieurs années perçus d'avance. (Redd).

Mais le cadi, avant de donner son autorisation, doit s'assurer que la mesure est nécessaire et que la proposition ne cache pas quelque fourberie à l'avantage du locataire, pour dépouiller les bénéficiaires ; il prend, en outre, des mesures afin que les locataires à long terme remplissent leurs obligations et qu'ils ne puissent arguer de leur longue jouissance pour revendiquer la propriété.

En résumé, tout ce qui s'écarte des stipulations de l'acte ou des règles ordinaires doit faire l'objet d'une autorisation précise du cadi, à laquelle l'administrateur est tenu de se conformer strictement.

---

(1) Tanouir :

اشترى المتولى بمال الوقف دارا (للوقف) لا تلحق بالمنازل الموقوفة ويجوز بيعها في الاصح *

A quoi le Dorr ajoute :

لان للزومه كلاما كثيرا ولم يجد هنا *

Le cadi peut encore nommer un surveillant (Nader) chargé de contrôler les actes de l'administrateur.

Celui-ci est responsable de sa gérance et peut être pris à partie. Il n'a pas le droit de plaider pour le hobous, ni de transiger et compromettre sans un mandat spécial.

Quiconque jouit indûment des fruits d'un hobous en est responsable ; il n'y a ni péremption, ni excuse admissible (1).

Le locataire est également responsable des dégradations et des destructions qui se produisent pendant sa jouissance.

L'usurpateur, celui qui détruit ou diminue la productivité d'un bien hobousé, doit être condamné à en payer l'estimation, et cette indemnité est employée à le remettre en état.

S'il l'a absolument détruit, il en paie la valeur totale et le cadi emploie la somme à l'achat d'un immeuble de même nature qui remplace le précédent *(Djama el Feçouline* et *Dorr)* ; si cela n'est pas exécuté en temps voulu et avec les formalités prescrites, le hobous est détruit et ce qui le représente est restitué à l'héritage du fondateur (mêmes auteurs).

Lorsqu'un partage est nécessaire pour sortir d'indivision, il a lieu avec les copropriétaires, par les soins du délégué du cadi. La part hobousée ne peut être chargée du paiement d'aucune soulte ; mais il est licite d'en imposer aux copartageants ; dans ce cas, le cadi la touche et la remet aux héritiers du fondateur (Redd).

Si un immeuble hobousé tombe en ruines, ou devient absolument improductif, pour quelque cause que ce soit ; qu'on ne possède aucune ressource pour le remettre en état de productivité ; qu'on ne trouve pas de locataires à long terme se chargeant de le réparer et, qu'en un mot, on ne puisse en tirer aucun revenu, le cadi rend les matériaux au fondateur ou à ses ayants droit, ou vend le tout et leur en remet le prix, ou le garde pour les besoins d'autres parties du même hobous. Quant aux bénéficiaires du hobous, ils n'ont rien à prétendre, ni sur les matériaux, ni sur le prix (2).

---

(1) Tanouir :

* يبتى بالضمان في غصب الوقف وغصب منافعه

(2) Tanouir, Dorr, Kari-el-Hedaïa.

لو لم يجد القاضي من يستاجرها لم اره وخطر لي انه يخيره بين ان يعمرها او يردها لورثة الواقف او صرف الحاكم او المتولي نقضه او ثمنه ان تعذر عليه اعادة عينه الى عمارته ان احتاج والا حفظه ليحتاج ولا يقسم النقض او ثمنه بين مستحقين الوقف لان حقهم في المنافع لا في العين *

Certains auteurs veulent que, les matériaux enlevés, le sol de la maison reste hobousé, ou qu'on achète un autre immeuble en remploi, si le hobous était fait au profit des pauvres.

Lorsque le hobous n'est pas validé par jugement, le cadi ordonne la vente du tout ou de partie, après avoir aboli le hobous (Bezzazia). Mais le prix ne peut revenir qu'au constituant ou à ses héritiers.

Le cadi a encore le droit d'autoriser des emprunts ou achats à crédit pour le hobous, à rembourser sur ses revenus ; mais seulement en cas de besoin urgent et s'il n'existe pas d'autres ressources. Il y a du reste contradiction sur ce point entre les auteurs.

Enfin, si des sommes sont disponibles, le cadi peut décider qu'elles seront employées à améliorer le hobous ou même à en augmenter la substance ; cependant le Tatarkhania déclare que cela est irrégulier et que les héritiers du fondateur sont fondés à revendiquer le prix ou la chose achetée.

Quant à ce qui a trait à l'administration des mosquées ou établissements religieux, à l'entretien desquels des revenus sont affectés, on doit se conformer aux stipulations édictées par le fondateur.

On prélève d'abord, sur les fruits, la somme nécessaire à l'entretien de l'immeuble, au renouvellement du mobilier, etc.; le reste est partagé entre le personnel dans les limites fixées par le fondateur. S'il y a de l'excédent le cadi décide comment il sera employé ; il ne faut pas que le service périclite (Dorr et Redd) (1).

En résumé, toutes les décisions importantes, relatives à l'administration et à la conservation du hobous, appartiennent exclusivement au cadi, comme représentant le fondateur. Il peut déléguer tout ou partie de ses fonctions par mandat spécial.

XIV. — Échange et remploi.

En principe, l'échange du bien hobousé est interdit, de même que la vente.

Cependant nous avons vu qu'Abou-Youssof accorde ce droit au fondateur : 1° lorsque la constitution n'a pas été

(1) Les détails dans lesquels les docteurs entrent au sujet de l'administration des hobous des mosquées, sont d'une longueur et d'une prolixité excessives. Nous jugeons inutile de traiter ce sujet.

validée par jugement ; 2° et lorsqu'il a spécifié cette condition dans l'acte, en se l'attribuant.

Le premier cas est la consécration du principe que l'acte non validé est imparfait. Le second est un avantage spécial, mais qui doit être stipulé d'une façon précise dans l'acte constitutif, à défaut de quoi, le fondateur ne peut en aucune façon échanger l'immeuble, ni le vendre à charge de remploi. L'école hanafite est, du reste, en contradiction sur ce point, comme sur bien d'autres, avec le second imam.

Ainsi, d'après Abou Youssof, le fondateur a le droit de stipuler, dans l'acte constitutif, qu'il pourra échanger l'immeuble hobousé pour un autre de même nature et sans qu'il en résulte une interruption dans la délivrance des revenus; et qu'il pourra également vendre à son gré cet immeuble et employer le prix à l'achat d'un autre bien, qui sera hobousé à la place du premier et soumis aux mêmes conditions, même s'il ne les rappelle pas dans l'acte (1).

Mais cela ayant été fait une fois, il ne pourra renouveler cette opération, le droit qu'il s'était réservé étant épuisé par l'exécution de la clause. En l'absence de stipulation précise dans sa constitution, et l'acte étant validé, il lui sera absolument interdit de vendre, d'échanger et de remployer, même si le hobous est fait au profit des pauvres et qu'il y ait urgence ou avantage à y procéder (2).

Tel est donc le seul cas où l'échange soit permis au fondateur par Abou Youssof, lorsque le hobous a été constitué selon sa doctrine et validé par jugement.

En dehors de ces conditions, le cadi seul peut ordonner l'échange ou la vente et l'achat en remploi, pour des motifs strictement déterminés et limités; encore faut-il que ce cadi soit un homme instruit, d'une moralité au-dessus de tout soupçon et dont les actes font foi. Les auteurs désignent ce

---

(1) Tanouir et Dorr :

وجاز شرط الاستبدال به ارضا اخرى حينيذ او شرط بيعه ويشترى به ارضا اخرى اذا شاء فاذا فعل صارت الثانية كالاولى في شرايطها وان لم يذكرها *

(2) Tanouir et Dorr :

ثم لا يستبدلها بثالثة لانه حكم ثبت بالشرط والشرط وجد في الاولى لا الثانية واما الاستبدال وللمساكين .آل بدون الشرط فلا يملكه الا القاضي *

magistrat d'espèce rare sous le titre de: « *cadi du paradis* » (1) (*Behar, Nahr, Achebbah, Enfa-el-Ouaçaïl*).

Voici maintenant dans quelles circonstances il peut y procéder. Les docteurs les classent en quatre catégories se rapportant toutes à la même cause; car, en réalité, il n'y en a qu'une :

C'est que l'immeuble hobousé ait cessé, d'une manière absolue, de produire des revenus et qu'on ne puisse ni le louer à long terme, ni trouver de ressources pour le mettre en état de production. Sur ce point, tous les auteurs sont d'accord (2).

Il en est cependant qui admettent la légalité de l'échange en nature, si les revenus ont diminué et que quelqu'un offre de donner un autre immeuble plus avantageux, pour remplacer celui qui dépérit (El-Amadia). Abou Youssof semble de cet avis; mais la grande majorité de l'école le repousse.

Quant à l'échange de l'immeuble en état de productivité, il est absolument interdit (3), sauf, par exemple, s'il est subitement transformé en marais par suite d'une inondation due à la malveillance ou de motifs de ce genre énumérés par les auteurs, mais qui relèvent de l'usurpation et permettent les recours indiqués plus haut.

La nécessité de l'échange étant reconnue et constatée, voici, d'après l'immense majorité des docteurs, les conditions obligatoires auxquelles il peut avoir lieu :

1° Un cadi, au-dessus de tout soupçon, en est exclusivement chargé;

2° Il doit consister en un immeuble de même nature; mais, avant de l'accepter, le cadi est tenu de s'assurer que sa valeur est au moins égale à celle du fond hobousé et qu'il remplit les conditions désirables de proximité et de facilité d'exploitation. Il peut charger des experts honorables de faire les constatations nécessaires;

3° Si l'échange en nature ne peut avoir lieu, le cadi rend un jugement annulant le hobous, puis il vend l'immeuble ho-

---

(1) قاضي الجنّة par opposition au type stigmatisé par l'épithète de « *cadi de l'enfer* » (des démons قاضي الجنة).

(2) * خروجه عن الانتفاع بالكلية

(3) Enfa El-Ouaçaïl : * لا يجوز استبدال العامر الا الخ

bousé en prenant toutes les précautions pour éviter le dol et la fraude. Il en reçoit le prix, le conserve chez lui ou le dépose en mains sûres et se hâte de l'employer intégralement à l'achat d'un autre immeuble dont il a soin de faire constater la valeur exacte, de même que pour l'échange. S'il ne peut trouver, dans le temps moral le plus court, à acheter d'immeuble convenable pour le remploi, ou qu'il n'y affecte qu'une partie du prix, la somme intégrale, dans le premier cas, le solde, dans le second, sont restitués par lui au fondateur ou à ses héritiers ;

4° Un acte est dressé relatant les motifs qui ont nécessité l'échange ou la vente, exposant les précautions prises pour la constatation de son prix et de la valeur du nouvel immeuble et indiquant qu'il se trouve régi par le hobous à la place du précédent et soumis aux mêmes conditions.

Tout échange à l'égard duquel ces formalités n'ont pas été observées est vicieux et nul de droit.

La jurisprudence considère cette opération comme très dangereuse pour le hobous et préjudiciable aux intérêts du propriétaire (le fondateur) et des pauvres (s'ils en sont bénéficiaires). C'est pourquoi elle ne doit être faite qu'en cas de nécessité absolue et bien constatée. Certains docteurs l'interdisent absolument (1).

Les auteurs parlent avec amertume des abus scandaleux auxquels les échanges ont servi de prétexte et des détournements commis par les cadis et les administrateurs au préjudice des pauvres et de la religion. Aussi ont-ils soin de rappeler qu'en l'année 951 (1544), le prince prescrivit une mesure générale interdisant les échanges de biens hobousés et ne les tolérant, par exception, que si la question a été préalablement soumise à son examen et a reçu son approbation (2).

L'échange des immeubles hobousés pour des espèces d'or

---

(1) Dans le Sir-el-Kebir (de l'imam Mohammed) il est dit : « *L'échange du hobous est illégal et son admission ne repose que sur une tradition rapportée d'Abou Youssof.* »

(استبدال الوقف باطل الا روايةً عن ابي يوسف)

Le cadi Khan, Dehir ed-Dine, dans ses *Faouaïd*, l'imam Sekhcheci et bien d'autres sont de cet avis.

(2) Abou Saoud :

انه في سنة ٩٥١ ورد الامر الشريف بمنع استبداله وامر ان يصير باذن السلطان تبعا لترجيح صدر الشريعة *

et d'argent est interdit; et, même la transformation de la substance du hobous en argent, par suite de sa vente, pour être affectée à un achat à titre de remploi, dans le plus bref délai, suscite des appréhensions : « *Combien n'avons-nous » pas vu de détournements de sommes provenant du prix des » hobous par ceux qui en étaient dépositaires, sans que » l'autorité publique y prenne garde!* » s'écrie l'auteur d'*El-Açaaf.*

« Sous le manteau de l'échange, — dit le Redd, — les abus les » plus scandaleux se sont produits pour arriver à dépouiller » le corps des musulmans de son patrimoine, car les cadis » du paradis sont aussi rares que le soufre rouge ! »

« Certes, le cadi de la Djemaâ est, en général, au-dessus de » tout soupçon; mais il faut qu'il garde les fonds au moins » quelques jours ou qu'il les dépose; il peut mourir, dans » l'intervalle, être révoqué et la somme risque de dispa- » raître. » (Redd).

Telle est l'expression du sentiment des légistes sur ce point.

En résumé, l'échange ne peut avoir lieu que pour raison d'absolue nécessité. Il doit être fait en nature, sinon ce n'est plus un échange, mais une vente à charge de remploi; or, la vente n'est pas permise et il faut pour cela qu'un jugement annule le hobous.

Dans la *Monteka,* il est dit : « Si le fondateur n'a pas stipulé dans l'acte que l'échange pourra avoir lieu au moyen d'une vente, l'immeuble acquis avec son prix n'est nullement hobousé à sa place : le hobous est nul d'après Mohammed. » (1).

Pas plus que le hobous, l'échange destiné à en assurer l'exécution ne se présume : il ne peut résulter que de faits précis, constatés et entourés des formalités qui établissent sa sincérité et sa légalité.

Si ce droit n'a pas été stipulé dans l'acte, au profit du fondateur ou de son délégataire, le cadi seul peut y procéder.

Il n'appartient, pas plus à l'administrateur qu'au bénéficiaire, de s'en occuper sans mandat spécial. Si donc ils procèdent à l'échange, au mépris de ces règles, ils commettent une illégalité et se rendent coupables d'une usurpation de pouvoirs. L'acte est nul et ils doivent être rendus responsables de ses conséquences au point de vue civil et pénal.

---

(1) ان لم يشترط الواقف الاستبدال بثمن ما يكون وقفا مكانه قال الامام محمد الوقف باطل *

XV. — Attribution du bénéfice du hobous à des dévolutaires intermédiaires.

La détermination des droits des dévolutaires intermédiaires est un des points les plus délicats de la législation spéciale aux hobous et, par conséquent, un de ceux qui, dans la pratique, donnent lieu aux contestations les plus nombreuses.

Dans son essence, le hobous était fort simple : une donation d'usufruit au profit des pauvres ou de la religion, soumise aux règles de tous les actes de libéralité.

Si son principe avait été maintenu intact, les contestations entre bénéficiaires eussent été presque impossibles; mais, en permettant au fondateur d'attribuer le bénéfice du hobous à des dévolutaires intermédiaires, à des catégories de personnes désignées arbitrairement par lui, les légistes musulmans ont préparé la matière de difficultés de toute sorte.

Afin de ne gêner en rien le donateur, Abou Youssof lui a permis de constituer le hobous à son profit, d'abord, sa vie durant, et pour être dévolu, ensuite, aux catégories de bénéficiaires qu'il lui plairait de désigner, à la condition qu'après l'extinction de tous ces intermédiaires, le hobous écherrait, enfin, à ses destinataires servant de prétexte à la fondation.

Ces facilités, habilement exploitées, ont transformé le hobous dans son essence, pour en faire un instrument légal permettant de se soustraire aux règles de la loi, d'écarter de l'hérédité les femmes, les conjoints, les ascendants, les collatéraux, d'avantager certains héritiers et de dépouiller les autres, de mettre l'immeuble à l'abri de catastrophes, en le rendant inaliénable et insaisissable et d'en conserver ainsi le bénéfice au profit des personnes que le fondateur a voulu avantager et de leurs descendants.

Comment, dans ces conditions, les chefs de famille n'auraient-ils pas multiplié leurs hobous? Tout, pour eux, est avantage et, après avoir assuré la possession perpétuelle de leurs immeubles à leurs descendants ou à certaines catégories d'entre eux, ils peuvent encore se donner la satisfaction de décider qu'après l'extinction de ces dévolutaires triés, les biens, au lieu d'échoir à des collatéraux ou au beït-el-mal, seront attribués à la grande famille des pauvres musulmans ou à quelque établissement religieux.

Jamais fiction, couverte par le manteau de la piété, n'a permis de réaliser de telles dérogations à toutes les règles de

la loi (1). Cependant, les jurisconsultes, liés par les décisions des imam, fondées elles-mêmes sur les traditions de la Sonna, ont été forcés de les sanctionner et trop souvent d'appliquer, au maintien de ces hobous pharisaïques, les précautions édictées par les imam pour conserver aux pauvres et à la religion le bénéfice des hobous tels qu'ils les comprenaient, avec les vrais caractères des bonnes œuvres.

Dans ces conditions, la jurisprudence a posé comme règle absolue qu'en présence de cet arbitraire sans limites, il ne restait qu'à exécuter strictement les conditions édictées par le fondateur, en prenant les expressions dont il s'est servi dans le sens absolu fixé par le lexique et la grammaire; qu'il était présumé les avoir employées à dessein et à bon escient et qu'on ne pouvait, ni rectifier une erreur probable, ni interpréter par analogie une expression ou une phrase douteuse.

Nous allons donc passer en revue les cas principaux résultant des termes dont le fondateur se sert et la jurisprudence qui s'y applique. La façon de désigner les bénéficiaires intermédiaires et les conditions de leur participation produisent des combinaisons innombrables que les auteurs ont longuement commentées. Nous tâcherons de les grouper et de les résumer le plus possible.

Le hobous, attribué à des dévolutaires intermédiaires, peut être fait au profit :

1° Du fondateur lui-même;
2° De ses enfants ou de certains d'entre eux;
3° De sa postérité (*dourria*) ou de sa descendance (*necel*);
4° De ses enfants ou descendants par les mâles (*akeb*);
5° De collatéraux ou d'étrangers.

La formule fixe ces catégories en les désignant, soit par des expressions générales, suivies de restrictions qui en déterminent le sens, soit par des termes ayant eux-mêmes une signification spéciale; elle indique, en outre, si la participation sera simultanée ou successive, degré par degré, et quelles seront les proportions respectives des ayants droit; elle peut, enfin, rester dans le vague sur tout ou partie de ces points.

Il s'agit de préciser les conséquences de la formule employée dans chaque cas.

(1) Ces hobous, en effet, permettent : 1° de priver les héritiers à portion fixe de leurs droits dans la succession, et même les héritiers universels; 2° d'établir des catégories dans les héritiers avantagés et de favoriser les uns au détriment des autres; 3° de faire une donation sans se dessaisir de ce qui la constitue; 4° de léguer plus du tiers disponible, d'attribuer le legs à ses héritiers, etc., toutes choses condamnées par le Koran et la législation.

§ 1er. — RÈGLES GÉNÉRALES DE LA PARTICIPATION SIMULTANÉE OU SUCCESSIVE.

Cette règle devant s'appliquer généralement à tous les cas qui vont suivre, il faut d'abord la déterminer pour n'avoir pas à y revenir.

En effet, soit que le fondateur s'attribue le bénéfice du hobous, soit qu'il désigne un premier dévolutaire, suivi d'autres catégories, il est indispensable de savoir si les bénéficiaires désignés participeront, simultanément ou successivement, au hobous.

A défaut d'autre indication dans la formule, cette condition est réglée par ce fait que les bénéficiaires sont reliés au premier et entre eux par la particule copulative *ouaou* (et) ou par la séparative *thoumma* (puis).

Ainsi, avec la formule « ce hobous est constitué au profit du fondateur, sa vie durant ET de ses enfants (ou de tous autres) », la participation est simultanée, c'est-à-dire que tous les bénéficiaires désignés, existant au moment de la constitution, ont droit au hobous avec le fondateur et que ceux qui naissent, si leur accession est prévue, voient leur droit s'ouvrir du fait de leur entrée dans le monde.

Mais si au lieu d'employer « et » il a dit : « PUIS, de ses enfants », leur accession n'aura lieu que degré par degré, après extinction de la génération qui les précède.

Tel est le principe général de ce cas ; il est inutile d'ajouter que le système peut être mixte, par suite de l'emploi alternatif des deux particules : « *et* de mes enfants, *puis* de mes petits-enfants » ou encore : « *puis* de mes enfants *et* de leurs enfants », etc., etc.

§ 2. — BÉNÉFICIAIRES INTERMÉDIAIRES.

Le premier est le fondateur lui-même et il n'y a pas à revenir sur ce qui a été dit à ce sujet. Son droit étant admis, aucune difficulté ne peut se présenter.

Passons aux bénéficiaires qui lui succèdent ou, si le hobous n'est pas fait à son profit, à ceux qui commencent la série.

Il sera donc admis, pour les cas qui vont suivre, que le hobous est fait :

Soit au profit du fondateur et (ou puis) au profit de telle ou telle catégorie ;

Soit au profit immédiat de ceux qui commencent les catégories.

La situation est la même et ne diffère que par l'emploi de

« et » ou de « puis », impliquant la participation simultanée ou successive.

1° (AU PROFIT) DE SES ENFANTS.

C'est l'expression la plus générale ; elle comprend tous les enfants des deux sexes du fondateur, nés ou à naître.

Cependant s'il ajoute : « en vie au moment de la fondation du hobous », elle ne s'applique pas à ceux à naître ; pour qu'ils participassent, il aurait fallu qu'il ajoutât « et de ceux à naître », ou qu'il ne parlât pas des autres.

En un mot l'emploi exclusif du terme général n'implique ni extension ni restriction ; mais toute expression ajoutée entraîne ses conséquences absolues.

Le droit à la participation étant ouvert, les revenus du hobous sont partagés également entre tous les ayants droit. Après la mort de chacun d'eux, sa part revient aux subsistants ; la naissance d'un enfant dont l'accession est prévue, nécessite un nouveau partage, et, lorsque le dernier survivant s'éteint, la dévolution s'opère au profit des bénéficiaires définitifs.

L'emploi du mot « enfant » (au singulier) est apprécié dans le sens collectif et comprend tous les enfants, sauf si l'un d'eux est dénommé individuellement.

Enfin, certains auteurs décident que, si le fondateur a dit : « mes enfants » et qu'il n'en laisse qu'un, celui-ci ne recueille que la moitié du hobous et que l'autre moitié est attribuée en même temps aux pauvres.

2° DE SES ENFANTS ET DES ENFANTS DE SES ENFANTS.

On applique aux bénéficiaires de cette formule les mêmes règles qu'aux précédents.

Mais elle implique l'attribution du bénéfice du hobous, non seulement aux deux premières générations d'enfants, mais encore à toutes celles qui suivent, surtout si le fondateur ajoute selon l'usage : « *tant qu'ils se reproduiront* », de sorte que la dévolution aux bénéficiaires définitifs n'a lieu qu'après extinction totale de la descendance.

Cependant, certains auteurs décident qu'en l'absence d'explications complémentaires, il faut pour impliquer la perpétuité de la dévolution dans la descendance, répéter une fois de plus le mot enfant (de ses enfants, des enfants de ses enfants et des enfants des enfants de ses enfants).

Dans les hobous à participation successive, les degrés inférieurs n'accèdent au bénéfice qu'après l'extinction des re-

présentants des degrés supérieurs, même dans les autres branches.

Mais il arrive souvent que le fondateur, après avoir dit : « les membres des degrés inférieurs ne participeront pas au hobous tant qu'il subsistera des représentants des degrés supérieurs », ajoute : « lorsqu'un père viendra à mourir, son fils prendra sa place ». Dans ce cas, la représentation est admise et le hobous reste partagé comme il l'a été la première fois, par branches, ce qui évite l'inconvénient de trop nombreux partages ; dans ce cas, également, lorsque le père, premier bénéficiaire du hobous, vient à mourir, et qu'un de ses fils est décédé avant lui, l'enfant de ce fils représente son père au partage, comme chef de branche, au même rang que ses oncles ; mais s'il ne laisse qu'un petit-fils, l'application de ce principe est contestable.

La formule des hobous de ce genre contient généralement cette phrase : « La part de quiconque décédera sans laisser d'enfant, sera dévolue aux bénéficiaires subsistants du même degré que lui, et, à défaut, à son plus proche parent, parmi les bénéficiaires ». La constatation de la plus proche parenté a donné lieu à de nombreuses controverses dans l'école et il serait fastidieux d'essayer de les résumer.

Ici se présente une question que nous ne pouvons nous dispenser d'indiquer, car elle est d'une grande importance et recevra plus loin sa solution logique.

De nombreux légistes prétendent que les mots « ses enfants », par rapport au fondateur, comprennent les deux sexes, ce qui n'est pas contesté ; mais que les mots « les enfants de ses enfants » excluent les enfants des filles et ainsi de suite, pour chaque génération (1).

A l'appui de cette opinion, ils font ressortir qu'un enfant se rattache, comme filiation, à la famille paternelle, non à celle de sa mère, ainsi que cela résulte de l'adjonction du nom de son père au sien, séparé par « ben » (fils de), et que, par conséquent, le fils de la fille du fondateur se rattache à la famille du mari de celle-ci et non à celle de sa mère (Tedjenis el-Ouakiate, El-Mouhite-er-Rad'oui, etc.).

Du reste, si l'enfant de la fille était admis comme descendant de la famille de sa mère, c'est-à-dire du fondateur, il ne pourrait, en même temps, appartenir à celle de son père. Selon ces légistes, il ne peut être considéré comme descendant des deux, et celle du père détermine sa filiation.

(1) Dans le commentaire de sa Mendouma, Temourtachi dit : « Le mot « enfants » désigne les propres enfants du *de cujus* et les enfants des fils, mais non ceux des filles ».

Des décisions contradictoires ont été rendues à ce sujet; cependant, il est admis, en général, que le mot « enfant », s'il n'est pas accompagné de restrictions, comprend les deux sexes. Cela est plus conforme à la règle prescrivant d'attribuer aux mots leur sens absolu.

3° DE SON FILS UN TEL ET DES ENFANTS DE SON FILS UN TEL.

La formule de ce genre de hobous peut être variée à l'infini; elle consacre le droit du fondateur de favoriser ou d'exclure certaines catégories de bénéficiaires reliés à lui par la même parenté.

Les règles qui précèdent s'appliquent dans les mêmes conditions aux bénéficiaires des catégories désignées.

Dans ce cas, il arrive souvent que le fondateur stipule qu'après extinction des branches favorisées, le bénéfice du hobous fera retour aux branches précédemment exclues, dans les mêmes conditions.

4° DE SES ENFANTS ET DES ENFANTS DE SES ENFANTS, GARÇONS ET FILLES; — DE SES ENFANTS MALES A L'EXCLUSION DES FILLES ET RÉCIPROQUEMENT; — DE SES ENFANTS ET DES ENFANTS DE SES ENFANTS MALES.

La première de ces formules établit la participation des enfants des deux sexes, à l'infini, surtout si le fondateur ajoute : « Lorsqu'un père ou une mère viendra à mourir, son fils ou sa fille prendra sa place, etc. »

De la seconde, laquelle se complète généralement par les mots : « et des enfants mâles de ses enfants mâles », résulte l'exclusion absolue des filles (ou des garçons si la formule contraire a été employée).

Enfin, la troisième précise bien que les enfants des deux sexes du fondateur participent, mais que les filles ne transmettent pas leur droit à leurs enfants et qu'il en est de même dans toutes les branches suivantes, tandis que les mâles transmettent le leur à leurs enfants des deux sexes.

Cette formule a donné lieu à une controverse assez curieuse : certains auteurs ont prétendu que le qualificatif « mâles » s'appliquait même aux propres enfants du fondateur. La question a été en général tranchée par l'application de la règle grammaticale selon laquelle, après plusieurs substantifs, le qualificatif doit se rapporter au dernier exprimé.

Toute indécision disparaît, si le fondateur ajoute : « à l'exclusion des enfants des filles », ce qui a lieu souvent.

C'est la solution de la question soulevée au paragraphe 2 et l'application anticipée de la règle de l'akeb.

5° LA PART DE CHAQUE FILS ÉTANT ÉGALE A CELLE DE DEUX FILLES RÉUNIES.

Dans les hobous admettant la participation des filles, le fondateur leur attribue souvent des droits inférieurs de moitié à ceux des mâles.

C'est l'application d'une des règles de la loi successorale, la preuve que le fondateur n'a eu d'autre but que de la modifier à sa convenance et que le hobous n'a, que pour la forme, son caractère d'œuvre pie, tandis qu'en réalité il n'est qu'un instrument pour se soustraire à la loi de Mahomet.

Les légistes l'ont bien senti, aussi déclarent-ils que, si le fondateur dit simplement que le hobous sera partagé entre eux dans les proportions respectives fixées par la loi successorale (1), on ne doit pas en tenir compte et partager également sans distinction de sexe.

La raison qu'ils donnent est absolument logique : « ces hobous étant une dérogation flagrante aux dispositions de la loi, le fondateur n'est pas autorisé à venir réclamer l'application de ses règles à cet acte ».

6° AVANTAGES ATTRIBUÉS AUX FILLES NON EN PUISSANCE DE MARI.

Dans les hobous ou l'exclusion des filles est stipulée, ou indiquée, le fondateur leur réserve souvent un droit à une part des fruits, ou à des aliments, ou à l'habitation, mais avec cette restriction qu'elles n'en profiteront que lorsqu'elles ne seront pas en puissance de mari. Elles perdent cet avantage en se mariant et le recouvrent par le fait du divorce ou du veuvage. Nouvelle preuve du vrai but poursuivi par le fondateur à l'encontre de la loi.

§ 3. — AU PROFIT DE SA POSTÉRITÉ OU DE SA DESCENDANCE.

L'emploi de ces expressions générales, non suivies d'expli-

(1) * على الفريضة الشرعية

cations ou de restrictions, a pour conséquence l'admission de toute la descendance, sans distinction de sexe ni de degré, à la participation, simultanée et égale, aux bénéfices du hobous.

Aucune contestation n'est possible et quiconque établit qu'il descend, par les mâles ou par les filles, du fondateur, a droit à une part égale à celle des autres bénéficiaires, quel que soit son degré.

Après l'extinction du dernier descendant, le hobous est dévolu aux bénéficiaires définitifs.

Nous ne nous occuperons pas du hobous au profit de la « famille » ou de la « *gens* » *(Djens)* qui n'est pas pratiqué en Afrique.

—

Les faits que nous avons énoncés dans les paragraphes précédents étant bien connus, nous n'avons pas cru devoir citer de textes à l'appui.

Nous allons maintenant exposer les règles s'appliquant à toute une catégorie de bénéficiaires dont la condition réelle paraît ne pas avoir attiré, jusqu'à ce jour, l'attention de nos jurisconsultes, car les éléments ne leur en avaient pas été fournis. Cette question est très importante et nous devrons, ici, reproduire les textes les plus catégoriques.

§ 4. — AU PROFIT DE SES AKEB ET DES AKEB DE SES AKEB.

Cette formule a la préférence et est la plus généralement employée, à cause de sa précision.

La voici sous sa forme ordinaire : « au profit de ses akeb » et des akeb de ses akeb, garçons et filles, tant qu'ils se » reproduiront et que leurs branches s'étendront dans » l'Islam (1) ».

Elle se complète souvent comme suit : « Lorsqu'un père » viendra à mourir, son enfant prendra sa place, et la part de » quiconque décédera sans laisser d'akeb sera dévolue, » etc. (2) ».

---

(1) على اعقابه واعقاب اعقابه ذكرا واناثا ما تناسلوا وامتدّت بروعهم في الاسلام *

(2) اذا مات اب قام ولده مقامه ومن مات عن غير عقب رجع ما كان يستحقه الخ *

Pourquoi le fondateur se sert-il d'abord du mot « akeb » appliqué aux deux sexes et ne dit-il pas : « enfant » ? Pourquoi, après avoir dit que *l'enfant* de celui qui décédera prendra la place de son père, ajoute-t-il que la part de celui qui mourra sans *akeb* sera dévolue, etc. ?

C'est que ce mot a un sens déterminé, spécial ; et précisément le choix de son emploi, dans certains cas, tandis qu'on dit simplement « enfant » dans d'autres, aurait dû attirer l'attention des traducteurs, sachant que les expressions des actes de hobous ont toujours un sens précis. Il est vrai que les dictionnaires sont muets à cet égard, comme pour tous les termes de droit — à moins qu'ils ne donnent une explication inexacte.

Ne trouvant rien dans les lexiques, trompés par les expressions « garçons et filles » qui semblent exclusives de toute restriction et par la phrase : « tant que leurs branches s'étendront », les traducteurs en général l'ont rendu simplement par « descendance » ou « postérité ».

Cette grave erreur a empêché matériellement de comprendre la portée et les conséquences du mot *akeb* employé dans les hobous. Ainsi, toute une catégorie de bénéficiaires a été exclue de notre jurisprudence sur les hobous, ou confondue avec les autres, alors qu'elle en diffère complètement.

Il faut donc tout d'abord étudier le sens exact de ce mot.

1° SENS EXACT DU MOT AKEB.

Le Kamous le définit par : « *celui qui succède, qui prend la* » *place de son prédécesseur. Il s'applique à la descendance* » *d'un homme par les mâles.... et chez les Arabes, l'expres-* » *sion il n'a pas d'akeb signifie : il n'a pas d'enfant mâle* » (1).

Les auteurs en donnent la définition, au point de vue légal, en ces termes :

« *L'akeb désigne les enfants du* de cujus *et les enfants de* » *ses enfants mâles, à l'exclusion (de ceux) des filles. Il* » *caractérise donc ses enfants et ses petits-enfants à l'infini,*

(1) Tadj-el-Arous, t. III, p. 107 et suiv.

العقب الولد وولد الولد من الرجال البافون بعده.....

وقول العرب لا عقب له لم يبق له ولد ذكر *

» *issus des mâles, tant qu'ils ne sont pas séparés de lui par* » *une femme* » (1).

Sous une forme plus concise, l'auteur de l'*Enfa-el-Ouaçaïl* dit : « *Les akeb d'un homme sont ses enfants des deux sexes, puis les enfants des mâles* » (2).

Ainsi, tout enfant des enfants des mâles descendant du fondateur, et dans la filiation duquel une femme n'est pas insérée, est toujours son akeb, quel que soit son degré. Ne perdons pas de vue que l'enfant se trouvant dans ces conditions est toujours l'akeb du fondateur, fût-il séparé de lui par vingt générations, aussi bien que le propre enfant de celui-ci, et qu'il n'est nullement akeb d'akeb d'akeb, etc., comme on pourrait le croire.

L'ouvrage dit El-Açaaf, déjà cité, et le Tatarkhania, après avoir donné une définition analogue, ajoutent : « *Quiconque* » *se rattache comme filiation au fondateur, par les mâles,* » *est son akeb, mais quiconque a pour père un homme qui* » *ne se relie pas au fondateur par la descendance mâle de* » *celui-ci, n'est pas son akeb* » (3).

Les mêmes auteurs disent encore, relativement à l'emploi de ce mot dans les hobous : « *Si donc, le fondateur a cons-* » *titué son hobous au profit de ses akeb, il revient à ses* » *enfants et aux enfants de ses enfants en continuant indéfi-* » *niment, tant qu'ils se reproduiront par les mâles à l'exclu-* » *sion (de ceux issus) des filles (de la descendance), sauf si* » *leurs époux descendent, eux-mêmes, des fils, de mâle en* » *mâle* » (4).

C'est la confirmation du principe que l'enfant se rattache à

---

(1) Dorr, Redd, etc.

العقب ولد الشخص وولد ولده من الذكور دون الاناث ما تناسلوا من اولاده الذكور ما لم ينفصل بينهم بانثى *

(2) عقب الشخص ولد الصلب ذكرا واناثا ثم اولاد الذكور *

(3) كل من يرجع نسبه الى الواقف بالاباء فهو من عقبه وكل من كان ابوه من غير الذكور من ولد الواقف ليس من عقبه *

(4) لو وقف على عقبه يكون لولده وولد ولده ابدا ما تناسلوا من اولاد الذكور دون الاناث الا ان يكون ازواجهن من ولد ولده الذكور *

la famille de son père, non à celle de sa mère. L'akeb, seul, est le descendant, le continuateur de la famille du fondateur.

2° LE MOT AKEB PAR RAPPORT A LA FEMME ET A SES DESCENDANTS. — L'AKEB D'AKEB

Ces définitions telles qu'elles sont présentées par les docteurs musulmans pourraient faire croire, à priori, que l'akeb est simplement le descendant mâle des mâles ; et alors, on ne comprendrait pas pourquoi le fondateur a ajouté à ce mot, plusieurs fois exprimé : « garçons et filles ».

Telle est évidemment une des principales causes de l'erreur dans laquelle on est tombé, et il faut reconnaître qu'on pouvait s'y tromper.

Or, les enfants des deux sexes du *de cujus* sont tous ses akeb, mais cette qualité ne se transmet, ainsi que nous l'avons dit, qu'aux enfants des deux sexes des mâles qui continuent, dans chaque génération, à être les akeb du fondateur, de même que leur père.

Quant aux filles, akeb en leur personne, elles voient cette qualité s'éteindre avec elles, car leurs enfants ne sont plus akeb du fondateur, mais seulement akeb de leur mère (et aussi de leur père dans la famille de celui-ci).

On voit maintenant quelle catégorie le fondateur a entendu désigner en parlant de ses akeb (garçons et filles), puisque cette expression désigne, sans conteste, ses propres enfants des deux sexes, et les enfants des deux sexes, des mâles seulement, dans sa descendance.

Voilà un point réglé; examinons maintenant le sens et la portée de la phrase qui suit : « *et des akeb de ses akeb.* »

Nous avons dit que les premières filles sont akeb et que leurs enfants, qui ne sont plus akeb du fondateur, sont akeb de leur mère.

Les enfants des deux sexes des premières filles dans la descendance sont donc *akeb d'akeb* du fondateur, et c'est à eux que cette expression s'applique.

Si leurs enfants sont des mâles, ils transmettent cette qualité d'akeb d'akeb du fondateur à leurs enfants, et il peut en résulter une lignée indéfinie d'akeb d'akeb, par les mâles.

Mais leurs filles voient s'éteindre cette qualité en leur personne, et leurs enfants, akeb d'elles-mêmes, sont akeb d'akeb d'akeb du fondateur.

Ainsi, soit la catégorie des akeb, soit celle des akeb d'akeb, appelées au bénéfice du hobous, peuvent fort bien étendre de

longues branches dans l'islam, et toutes les expressions employées s'expliquent.

3° APPLICATION DE LA QUALITÉ D'AKEB ET D'AKEB D'AKEB AU HOBOUS.

Tous les akeb du fondateur, c'est-à-dire ses propres enfants des deux sexes et les enfants des deux sexes des mâles et les enfants de leurs enfants mâles à l'infini, ont droit au bénéfice du hobous.

Le même droit appartient aux akeb de ses akeb, qui sont les enfants des deux sexes des premières filles et ceux de leurs descendants mâles.

Quant aux enfants des deuxièmes filles, c'est-à-dire ceux dont la ligne d'ascendance, par rapport au fondateur, contient deux femmes insérées à des degrés différents, ils sont akeb d'akeb d'akeb et ne participent plus, n'étant pas appelés à ce bénéfice par le fondateur.

Telle est, selon tous les légistes des deux rites, la conséquence absolue de l'emploi de l'expression akeb, dans les hobous, et la jurisprudence qui s'y applique.

On comprend maintenant pourquoi le fondateur a dit : « lorsqu'un père viendra à mourir, *son enfant* prendra sa place, » puisque les enfants des deux sexes sont ses akeb; et pourquoi il a ajouté : « quiconque décédera sans laisser d'akeb, » car cela désigne les filles dont les enfants ne sont pas akeb du fondateur (1).

On saisit également pourquoi il ne s'est pas servi des termes « enfants » et « postérité. » C'est qu'il a voulu conserver le bénéfice du hobous à sa véritable descendance. Il a bien admis les enfants des premières femmes comme akeb d'akeb, bien que se rattachant à une famille étrangère, par leur père, sans doute, parce qu'ils ont encore ce qu'on pourrait appeler un demi-sang des mâles; mais il a repoussé les enfants d'un nouvel étranger épousant une deuxième femme de sa descendance, qui n'ont, pour ainsi dire, plus rien des éléments de sa race et se rattachent à deux autres familles paternelles.

Mais si, dans la formule constitutive, il répète trois fois les

---

(1) Dans ce cas, la traduction d'akeb par « descendant » ou « postérité » comporte une double erreur : 1° sur le sens du mot qui n'est pas rendu ; 2° sur sa conséquence. En effet, la personne qui décède sans laisser d'akeb peut fort bien laisser des enfants et des descendants.

degrés d'akeb (akeb d'akeb d'akeb), les enfants des deuxièmes femmes participent et les mêmes règles s'appliquent.

Ici, en effet, plus que partout ailleurs, il faut exécuter strictement les intentions du fondateur, selon le sens absolu des mots dont il s'est servi.

Ces explications, que nous ne pouvions rendre plus courtes, suffiront, nous en avons l'espoir, à faire comprendre l'importance qui résulte, pour le droit à la dévolution, de la compréhension et de l'application du sens d'akeb et les erreurs que sa traduction par « postérité » doivent entraîner (1).

4° RÈGLES GÉNÉRALES DES HOBOUS AU PROFIT DES AKEB.

Toutes les conditions édictées à l'égard des hobous au profit « d'enfants » peuvent s'appliquer aux akeb : participation simultanée ou par degrés, exclusions ou faveurs, inégalité de droits entre les bénéficiaires, retour à des collatéraux ou à des étrangers, etc., etc.

Si les explications ajoutées à la formule constituent une contradiction flagrante avec les règles résultant obligatoirement de l'emploi du terme akeb, le hobous est vicieux et il doit être annulé, puisqu'il est logiquement inexécutable et qu'on ne peut ni rectifier, ni interpréter son texte.

RÉSUMÉ

Nous avons exposé, dans les pages qui précèdent, le résultat de nos recherches sur la nature, les règles et la jurisprudence des hobous.

Cette question a déjà été étudiée et les traits généraux en sont connus; mais un certain nombre de points sont restés obscurs ou insuffisamment déterminés; d'autres ont été mal appréciés et manquent de définitions claires, donnant une idée précise de cet acte et de ses conséquences morales et légales.

C'est pourquoi, passant rapidement sur les faits acquis,

(1) Nous avons trouvé d'excellents commentaires de la question de l'akeb dans trois Fetoua dont nous possédons le texte. La première du mufti d'Alger (Ben Rar'naote) datée de 1854, la seconde de Sidi Mohammed El Baroudi, légiste de Tunis, datée de 1812-13, et la troisième du cheikh El Islam actuel de Tunis, datée de mars 1895.

nous nous sommes attaché spécialement à mettre en lumière les points douteux ou demeurés dans l'ombre, et à préciser les droits si divers des intéressés dans les hobous.

Essayons de résumer ce travail :

I. — Le hobous est essentiellement un acte de bienfaisance religieuse et ne peut être privé de ce caractère complété de la condition de perpétuité.

C'est une donation de l'usufruit de l'immeuble hobousé, qui demeure sous séquestre pour assurer l'attribution perpétuelle de ses fruits aux bénéficiaires.

Mais le fondateur reste propriétaire du fond, car c'est à ce titre qu'il peut recueillir perpétuellement la récompense divine promise aux bonnes œuvres, seul but qui a dû le guider.

Ces faits, étant la conséquence de l'acte lui-mème, sont indivisibles.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir deux sortes de hobous, les uns pieux, les autres coutumiers. Le hobous existe selon les règles qui en consacrent la légalité où il n'existe pas, étant nul ou caduc.

II. — Pour apprécier la légalité d'un hobous, il faut donc rechercher tout d'abord s'il renferme ces conditions fondamentales.

Le juge représente, avant tout, le constituant, en sa double qualité de propriétaire et de fondateur, et, — l'acte constitutif étant régulier, — il doit veiller à l'exécution de ses clauses, c'est-à-dire à l'attribution des fruits aux bénéficiaires et à la conservation du fond en lui-même, tant comme source des revenus aliénés que comme nue propriété du fondateur.

Il représente aussi les dévolutaires définitifs, — les pauvres ou les établissements religieux ou d'intérêt général, — et ne doit pas négliger leurs intérêts.

III. — Mais, grâce aux facilités données aux fondateurs du hobous, un élément nouveau s'est insinué : le bénéficiaire intermédiaire et, par ce moyen, l'institution a été absolument détournée de son but, pour devenir un instrument permettant de se soustraire aux règles de la loi et de se lancer dans l'arbitraire le plus complet.

L'intérêt des bénéficiaires intermédiaires est également confié au juge ; mais il est primé par celui du fondateur ou de ses ayants droit et des bénéficiaires réels : les pauvres et la religion. Cela peut constituer, en fait, une catégorie spé-

ciale de hobous, non en droit; les principes restent les mêmes, le but étant simplement retardé; sans cette raison le hobous ne serait pas admissible.

Forcé de subir les dérogations à la loi qui en résultent, le juge n'a pas à les seconder; dès qu'il en trouve l'occasion, il la saisit pour tout faire rentrer dans les principes, en rendant au hobous son caractère normal ou en restituant sa substance au fondateur ou à ses héritiers, comme s'il n'avait jamais existé.

IV. — En aucun cas le juge, statuant sur des contestations entre bénéficiaires intermédiaires, ne doit s'inspirer des règles ordinaires de la loi et particulièrement de la loi successorale, à laquelle le droit de ces bénéficiaires est une dérogation variable et illimitée.

Sa seule règle, dans ce cas, est l'application stricte de la formule constitutive, quelles que soient les anomalies qui en résultent. Mais, si ses conséquences deviennent logiquement inexécutables, il casse le hobous et en restitue la substance au fondateur, à ses héritiers, ou, à défaut, au Beït-el-Mal.

Les anomalies créées par le hobous disparaissent en même temps que lui et les bénéficiaires ne peuvent réclamer les droits qu'il leur conférait, contre la loi, lorsqu'il est détruit.

V. — Les bénéficiaires intermédiaires ou définitifs n'ont qu'un droit viager de participation aux revenus du hobous; mais ils ne peuvent même pas le percevoir directement, sans un mandat spécial.

Ils n'ont aucun droit sur le fond et se trouvent en opposition absolue d'intérêt, eux, attributaires précaires des fruits, avec le fondateur resté nu propriétaire, dont le but est de conserver ce fond intact, pour assurer perpétuellement l'exécution de son hobous.

C'est pourquoi les bénéficiaires ne peuvent ni l'administrer, ni le transformer, ni le donner en location, ni l'échanger, ni l'aliéner, sans y avoir été spécialement autorisés par une délégation de qui de droit, car cette chose n'est pas à eux.

Ils ne peuvent, non seulement plaider sur le fond, ni sur la nature et les conditions du hobous, mais pas même sur les fruits, s'ils en sont dépouillés. Sur tous ces points leur témoignage n'est pas recevable puisqu'ils sont intéressés.

VI. — Si les bénéficiaires ont fait, sans mandat, un acte quelconque de la catégorie ci-dessus, cet acte est nul; s'ils ont joui ou disposé sans délégation spéciale des fruits ou du fond, s'ils en ont touché le prix, ils en sont responsables au

double point de vue civil et pénal, comme ayant disposé de choses ne leur appartenant pas.

Aucune prescription ne peut être invoquée, aucune forclusion opposée.

VII. — Le cadi, seul, à la condition qu'il soit d'une moralité et d'une compétence indiscutables, est chargé, en outre de la surveillance générale de l'administration des hobous : de prescrire les mesures nécessaires pour leur conservation ; de revendiquer leur substance ; de repousser les usurpations ; de les louer à long terme à charge de les remettre en état ; de les échanger, s'ils ne produisent plus rien, ou de les vendre et d'en affecter le prix à des achats à titre de remploi (sauf dans le cas où le fondateur s'est réservé ce droit), ou de constater leur destruction et d'en attribuer la substance ou le prix au fondateur ou à ses héritiers, selon le cas.

VIII. — Le hobous ne se présume pas ; il doit résulter de faits précis ; il en est de même de l'échange ou du remploi.

Seuls, les mosquées et édifices religieux sont présumés appartenir à Dieu et, en général, ne peuvent être revendiqués ni échangés ; le hobous à eux affecté survit à leur destruction.

La destruction de toutes autres fondations d'utilité publique entraîne la destruction du hobous qui les régit ou leur est affecté.

IX. — Toutes les difficultés survenant entre les bénéficiaires intermédiaires doivent être tranchées selon le sens étroit de la formule dont leurs droits découlent. Il n'est pas permis de les rectifier, ni de les compléter. Aucune analogie n'est admissible ; s'il y a doute au sujet de la quotité des droits respectifs ou de la simultanéité de l'accession, on penche toujours pour la suppression des privilèges, des catégories et des exclusions.

X. — L'emploi de formules ou d'expressions générales pour désigner les bénéficiaires intermédiaires (enfants, postérité, etc.), non suivies de restrictions précises, entraîne la participation générale et égale de tous ceux qui sont compris dans le terme les désignant.

L'expression akeb restreint le bénéfice du hobous aux enfants des deux sexes du fondateur et aux enfants des deux sexes de ses descendants mâles, à l'exclusion des enfants des filles.

Si le fondateur a ajouté : « et aux akeb de leurs akeb », ce bénéfice s'étend aux enfants des deux sexes de la première fille insérée dans la descendance, et aux enfants des deux sexes de ses descendants mâles.

S'il appelle à la participation une troisième ou une quatrième lignée d'akeb, les mêmes principes leur sont appliqués.

XI. — Toute atteinte portée au hobous en lui-même, selon sa constitution, toute modification à ses clauses, toute ouverture de droits nouveaux incompatibles avec lui, tout partage, transformation, échange, vente, effectués dans des conditions irrégulières, mal définis et non autorisés, entraînent la destruction du hobous et de ses conséquences, surtout si ces actes ont été faits par les bénéficiaires ; leurs auteurs sont rendus responsables des préjudices et des détournements par eux commis, de ce qu'ils ont touché à tort, des fruits dont ils ont profité sans droit.

Le hobous est, par sa nature, indivisible ; l'atteinte portée à l'une de ses parties étend ses effets sur le tout, car il doit rester dans sa substance et dans ses conséquences, tel que le fondateur l'a établi, et l'on n'a pas plus le droit de le restreindre ou de le morceler que d'en modifier les conditions et le but.

Il ne peut subsister qu'intact et immuable, sinon il est détruit, car les conditions générales qui le régissent deviennent inapplicables ; ce qui le représente cesse d'être régi par des conditions arbitraires, pour retomber sous le droit commun, c'est-à-dire se retrouver dans l'état normal, au jour de la constitution du hobous et subir les règles de la loi, comme si cet acte n'en avait pas entravé momentanément l'application.

Les faits qui précèdent se trouveront, sur bien des points, en contradiction avec les théories admises ; il ne nous appartient pas de le faire ressortir. Nous nous sommes borné à exposer les faits et à poser les règles fixes et précises de la loi musulmane, sans discuter les opinions contraires.

Tout notre espoir est d'avoir produit des éléments nouveaux permettant de mieux juger la question et de se débarrasser des traditions et des préjugés qui l'ont obscurcie.

Ces complications étaient naturelles et conformes à la loi d'acquisition de toutes les connaissances humaines ; peut-être serait-il temps de les abandonner et de revenir au simple, en se bornant à suivre les vrais principes avec les conséquences qui en découlent. Alors, certainement, disparaîtraient les contradictions de notre jurisprudence sur les hobous.

BIBLIOGRAPHIE

—

DE LA JURIDICTION FRANÇAISE EN TUNISIE. — ÉTUDE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE, par M. S. BERGE, vice-président du tribunal de Tunis (extrait du *Bulletin de la société de législation comparée*), Paris, Pichon, 1895.

—

Lorsqu'en 1881, la France installa son protectorat sur la Tunisie, une des premières questions qu'elle eut à régler fut celle de l'établissement de la justice française. Cette question était singulièrement complexe, autrement difficile même qu'elle ne l'avait été pour l'Algérie. Dans ce pays, en effet, la difficulté se réduisait à ceci : fallait-il conserver aux indigènes leurs juges et leurs lois ? fallait-il, au contraire, leur donner les lois et les juges français ? La question ne se posait que sur le terrain de la théorie : maîtres de l'Algérie, nous avions le droit d'y commander en souverains absolus, sauf à supporter plus tard nous-mêmes les conséquences de nos systèmes erronés. — En Tunisie, le problème était plus complexe : s'il avait bien son importance théorique, il soulevait surtout de graves questions diplomatiques. Nous ne pouvions là parler en souverains, supprimer d'un trait de plume ce qui existait, et élever quelque chose de tout nouveau sur cette table rase. Il nous fallait compter, et avec les puissances étrangères qui avaient traité avec la Tunisie, et avec le Bey lui-même, qui conservait les attributions de la souveraineté ; nous avions en face de nous, et les juridictions consulaires, et la juridiction du Bey. Ces premières questions furent cependant résolues assez aisément. Les puissances étrangères, confiantes en la juridiction française, consentirent à supprimer leurs tribunaux consulaires ; le Bey fit quelques renonciations partielles à sa propre souveraineté ; et ainsi se trouvèrent constitués en Tunisie les tribunaux français, qui tiennent leurs pouvoirs de trois sources, ayant ceux qui appartenaient à la juridiction consulaire française, ceux des juridictions consulaires des puissances, enfin ceux que le Bey leur a abandonnés.

Les tribunaux français établis, le législateur régla avec netteté leur organisation et les munit de tous les organes qui leur étaient nécessaires pour fonctionner avec régularité. Mais une autre question, très grave également, s'imposait à lui : c'était la solution des conflits des lois, qui

devaient nécessairement naître du contact entre de nombreuses colonies européennes et la population indigène restée, ainsi que le sol, sous l'empire du droit tunisien. Cette grave question, le législateur l'a complètement négligée. Était-ce une faute de sa part ? — Avec M. Berge, nous ne le pensons pas. « Il faut reconnaître, dit l'auteur, qu'il était sage de ne pas essayer, en 1883, d'édifier par le menu le Code destiné à régir des combinaisons juridiques dont les éléments étaient alors inconnus, et dont les termes exacts ne pourront être déduits avec sûreté que grâce aux observations d'une longue expérience. On doit donc applaudir à la réserve prudente qui a ménagé pour l'avenir la possibilité de créer un droit plus parfait que celui qu'on aurait alors demandé aux seules lumières de la théorie ».

C'est à la jurisprudence tunisienne qu'incombait la lourde tâche de combler les lacunes de la loi ; voilà douze ans que les tribunaux tunisiens ont entrepris ce redoutable travail. M. Berge a pensé qu'il était bon, après cette longue période, de s'arrêter un moment pour mesurer des yeux le chemin parcouru. Dans son livre, il nous a présenté le tableau des travaux de la jurisprudence des tribunaux de Tunisie, il a tenté « de faire l'inventaire des résultats acquis et de reconnnître toutes les parties du terrain légal sur lequel se meuvent les intérêts privés dans la Régence. » Son œuvre est une œuvre éminemment de pratique : elle présente la synthèse raisonnée, la coordination savante des très nombreuses décisions de jurisprudence, auxquelles a donné lieu la multiplicité des intérêts engagés en Tunisie ; elle nous montre le lien qui relie entre eux tous ces documents, d'apparence parfois si dissemblables. L'œuvre de M. Berge sera d'un grand secours pour l'étude d'un sujet encore mal connu, mais bien digne d'attirer et de retenir l'attention du jurisconsulte ; et nous sommes certains qu'elle réalisera entièrement l'intention de l'auteur, « préciser avec plus de netteté qu'on n'a pu le faire jusqu'ici la voie à suivre pour la bonne conduite des instances, pour la satisfaction équitable et légale des besoins des justiciables, en somme, pour la réalisation de nouveaux progrès dans l'administration de la justice ».

Paul SUMIEN.

PRINCIPES

DU DROIT MUSULMAN

SELON LES RITES

D'ABOU ḤANÎFAH ET DE CHÂFI'Î

PAR

L. W. C. VAN DEN BERG

—

Traduit du Hollandais, avec l'autorisation de l'auteur (1)

PAR

MM. DE FRANCE DE TERSANT, CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES,
et DAMIENS, RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT (2)

TUTELLE ET MINORITÉ. — Les enfants, pendant leur minorité, sont sous la tutelle (walâyah) de leur père et, à défaut de père, sous la tutelle de leur plus proche agnat ('açabah) de la ligne ascendante. Le père, et à défaut de père, le grand'père paternel, ont le droit de désigner, par testament, un ou plusieurs tuteurs à leurs enfants ou petits-enfants. Le qâdhî pourvoit à la tutelle des orphelins qui n'ont ni parents auxquels cette fonction revienne de droit, ni tuteur désigné par testament (3).

La tutelle du père ou de tout autre agnat en ligne ascendante est, au même titre que chez nous la puissance paternelle, un droit familial naturel et irrévocable. Si le père ou tout autre agnat appelé à la tutelle est incapable de gérer ses propres affaires, son curateur l'exercera en son lieu et place.

---

(1) Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

(2) V. *Rev. Alg.*, 1891. 1. 25, 41, 89, 126, 166, 1893. 93, 130, 181, 1894. 129 et 1895. 21.

(3) Voici les noms sous lesquels on désigne les différents tuteurs:

Ne peuvent être nommés tuteurs, soit par testament, soit par le qâdhî, les gens dont la mauvaise conduite est notoire (fâsiq); les personnes qui, pour un motif quelconque, sont elles-mêmes en tutelle ou curatelle; les esclaves. La seule tutelle que les femmes puissent exercer est celle qui leur est conférée par testament ou, selon quelques-uns, par le qâdhî.

La tutelle dure jusqu'à la majorité, c'est-à-dire, pour les garçons, jusqu'à l'apparition des premiers signes de la virilité, pour les filles, jusqu'à l'apparition des menstrues, et à condition, toutefois, que le garçon ait, d'après Abou Hanîfah, atteint l'âge de 12 ans et la fille l'âge de 9 ans. Châfi'î admet l'âge de 9 ans pour les deux sexes (1).

D'après Châfi'î et la plupart des Hanafîtes, la majorité, pour l'un et l'autre sexe est, de droit, atteinte à 15 ans, lors même qu'il ne se serait manifesté aucun signe de puberté. Abou Hanîfah lui-même a cependant fixé, dans cette même hypothèse, la majorité à 18 ans pour les garçons et à 17 ans pour les filles (2).

A la majorité (3), le tuteur doit rendre compte (4) de son administration (5) en présence de témoins. Châfi'î établit, en cette matière, la distinction suivante : s'il s'agit d'une tutelle légale d'ascendant, c'est à l'ex-pupille à prouver que son tuteur a mal géré. La tutelle, au contraire, a-t-elle été déférée

---

tuteur à raison de la parenté, walî; tuteur nommé par le qâdhî, walî ou qayyim; tuteur testamentaire, waçî.

(1) En droit mahométan, les mineurs, et surtout les orphelins, sont regardés comme personnes ayant droit à une protection spéciale. Le qâdhî doit toujours traiter leurs affaires comme *causæ favorabiles*. Coran : II, 77, 218, 219; IV, 126; XCIII, 9.

(2) Dans le cas où, à l'âge de la majorité, le développement intellectuel du mineur ne paraît pas suffisant, le tuteur est tenu, selon Abou Hanîfah, de continuer ses fonctions jusqu'à ce que le mineur ait atteint 25 ans. D'après Châfi'î, il les conserverait sans limitation d'âge; mais il n'y serait pas obligatoirement tenu. En Arabe, le majeur est appelé : bâligh.

(3) Coran : IV, 5.

(4) Coran : IV, 2, 5 à 7; XVII, 36.

(5) Le droit musulman ne contient, au sujet de cette administration, que des règles peu explicites. Il dispose seulement que le tuteur ne peut aliéner, à titre gratuit, les biens du mineur au moyen de donations ou d'affranchissement d'esclaves, et que le tuteur ne peut demander d'être rétribué pour sa gestion que s'il est dans l'indigence. Les immeubles des mineurs ne peuvent être vendus qu'en cas d'absolue nécessité, ou s'il y a avantage évident. Coran : IV, 10, 11; VI, 153; XVII, 36.

par le qâdhî ou par testament, c'est au tuteur, en cas de difficulté, à démontrer qu'il a administré en bon père de famille. Abou Hanîfah met toujours le fardeau de la preuve à la charge de l'ex-pupille.

Lorsqu'un tuteur désigné par testament ou par le qâdhi commet une infidélité ou devient, pour un motif quelconque, incompétent ou incapable, il encourt la destitution (1) et, le cas échéant, une pénalité.

Le qâdhî doit exercer un contrôle sur toutes les tutelles ; il peut même adjoindre au tuteur un nâthir ou subrogé tuteur. La personne désignée comme tuteur par le qâdhî ou par testament ne doit pas accepter ces fonctions si elle ne se sent pas capable de les exercer convenablement. Le tuteur testamentaire a le droit, à toute époque, de se démettre de la tutelle ou, à son tour, de nommer par testament un autre tuteur. Ce droit de nomination, ainsi que la désignation, par testament, de plusieurs walî, est régi par les principes applicables aux exécuteurs testamentaires en général et qui ont été précédemment exposés.

---

(1) En dehors du cas d'infidélité, la destitution peut être prononcée s'il est survenu, depuis l'entrée en fonctions du tuteur, des motifs d'incompétence.

CHAPITRE TROISIÈME

DE L'ESCLAVAGE

SECTION I

CONDITION DES ESCLAVES

Le droit musulman ne reconnaît comme esclaves ('abd, mamlouk, raqabah), que : 1° ceux qui naissent d'une esclave (1); 2° les prisonniers de guerre. Tous les prisonniers de guerre ne sont même pas esclaves, mais seulement ceux qui ont été capturés dans la guerre contre les infidèles. Les prisonniers faits dans les guerres entre Musulmans ne peuvent être réduits en servitude. On sait que ce précepte de clémence est souvent violé dans la pratique. Pour répondre aux besoins de leur infâme trafic, les marchands d'esclaves (djallâb) n'hésitent pas à acheter les prisonniers de guerre musulmans; dans quelques pays, spécialement dans les contrées de l'Afrique centrale, ils organisent de véritables chasses à l'homme, et s'emparent aussi bien des Croyants que des Infidèles.

Le droit musulman interdit aux parents de vendre comme esclaves leurs enfants, en particulier les filles.

Les esclaves n'ont, en principe, aucune personnalité juridique (2). Considérés comme des choses, ils sont la propriété de leur maître.

La règle n'est cependant pas toujours strictement appliquée. La manière de traiter les esclaves fait l'objet de multiples dispositions qui sont autant d'exceptions au principe, et qui témoignent des sentiments d'humanité dont le Prophète et ses disciples étaient animés. On trouve là, tout à la louange de l'Islâm, un contraste frappant avec les usages qui, jusqu'à

---

(1) Sauf, bien entendu, les enfants issus du maître de l'esclave.

(2) Cor., XVI, 73, 77; XXX, 27.

une date relativement récente, se sont maintenus chez des peuples qui se targuaient de marcher en tête de la civilisation (1).

Nous avons, à l'occasion du mariage, traité des droits familiaux des esclaves.

Ajoutons que l'esclave a droit à la nafaqah, c'est-à-dire au logement, à la nourriture et à l'habillement, proportionnellement aux services qu'il peut rendre, et à la fortune de son maître. Il a droit également à des soins lorsqu'il est malade ; et s'il se trouve dans l'impossibilité de travailler pour des raisons indépendantes de sa volonté, son droit à la nafaqah reste encore intact.

Il est tenu à tous les travaux dont le charge son maître et que, raisonnablement, il est en état de faire.

Les mères ne doivent pas être vendues séparément de leurs enfants tant que ceux-ci ne peuvent se passer de leurs soins, c'est-à-dire, d'après les Chafi'îtes, jusqu'à la septième année, et selon les Hanafites, jusqu'à la majorité. Ces derniers, toutefois, considèrent la vente seulement comme un acte blâmable, et non pas comme une convention entachée de nullité.

Il est interdit de vendre aux Infidèles des esclaves musulmans. Bien plus, si l'esclave d'un Infidèle embrasse l'Islâm, le maître est obligé de s'en défaire ou de l'affranchir. Le maître a le droit de châtier et même de tuer son esclave. Mais s'il le faisait sans justes motifs, de même que s'il faisait subir à l'esclave un traitement ou un châtiment inhumain, il serait lui-même passible d'une correction (ta'zîr) que le qâdhî arbitrerait d'après les circonstances (2).

Toute personne qui trouve un esclave évadé (âbiq) a le devoir de l'arrêter, si elle le peut, et de le ramener à son propriétaire (3). Si celui-ci est inconnu ou introuvable, l'esclave est mis en fourrière et l'administration est, temporairement, chargée de le surveiller.

---

(1) Cor., IV, 40. Une esclave ne peut être contrainte de se livrer à la débauche : Cor., XXIV, 33.

(2) Le maître est responsable des amendes et des dommages-intérêts résultant des délits commis par son esclave jusqu'à concurrence de la valeur de celui-ci. Il peut, du reste, en paiement de ces condamnations, abandonner l'esclave.

(3) Les enfants d'esclaves qui s'enfuient sont considérés comme ayant agi sans discernement. Ils sont désignés, non par le terme de âbiq, mais par celui de dhâll qui s'applique également aux animaux domestiques échappés. Il n'est pas obligatoire de les arrêter et de les reconduire au maître.

La personne qui le ramène a, selon les Hanafites, droit à une récompense (djo'l) minima de 4 dînâr ou 40 dirham. D'après Châfi'î, elle ne pourrait réclamer une récompense que si elle l'avait stipulée au préalable.

L'inventeur n'est pas fondé à demander la récompense, même suivant la doctrine des Hanafites, s'il est tuteur, époux, ascendant ou descendant du maître, ou si l'esclave arrêté meurt avant d'avoir été restitué.

C'est seulement au point de vue du droit aux biens que l'esclave n'a aucune personnalité juridique. Mais, en fait, beaucoup de commerçants et industriels confient leurs affaires à des esclaves; il est admis qu'un maître peut habiliter l'esclave pour le commerce ou l'industrie. — Cet acte s'appelle idsn. L'esclave habilité est appelé mâdsoun et peut conclure toute espèce de conventions (1). S'il a contracté des dettes, ses créanciers, pour se récupérer, seront autorisés à discuter les biens qui servent à l'exercice de son commerce ou de son industrie, sans que le maître soit fondé à se prévaloir, contre eux, de son droit de propriété.

Abou Hanîfah va plus loin. Il admet que les créanciers peuvent faire vendre l'esclave et se faire payer sur le prix.

Il soutient, en outre, que pour être mâdsoun, une déclaration explicite n'est pas indispensable; que l'autorisation peut être implicite.

Il ajoute que l'idsn est, de sa nature, général (motlaq), et n'est pas susceptible d'être limité à telle ou à telle branche spéciale de commerce ou d'industrie.

Sur ces deux derniers points, Châfi'î enseigne la doctrine opposée.

L'idsn prend fin lorsque le propriétaire le révoque. Mais la révocation n'a d'effet, vis-à-vis des tiers, que lorsqu'elle a été publiée et notifiée à tous les intéressés.

L'idsn finit de droit par la mort, l'apostasie ou la folie du maître; — s'il avait été conféré à une esclave, par le fait qui élève celle-ci au rang d'omm walad; — et enfin, mais seulement d'après les Hanafites, par la fuite de l'esclave.

Les bénéfices réalisés par le mâdsoun appartiennent naturellement au propriétaire.

---

(1) Cependant, il ne peut se vendre lui-même. D'après les Châfi'ites, il ne peut pas non plus se louer lui-même.

SECTION II

AFFRANCHISSEMENT

C'est faire œuvre très méritoire que d'affranchir ses esclaves, surtout ceux qui appartiennent à la religion musulmane. L'affranchissement est prescrit, notamment, à titre de kaffârah ou réparation en cas d'inexécution d'un vœu ou d'autres obligations religieuses et morales.

L'affranchissement n'est permis, toutefois, qu'à celui qui a la libre disposition de ses biens (itlâq at-taçarrof). Le mineur ne peut donc, par ce moyen, aliéner aucune partie de son patrimoine. Le tuteur n'a pas davantage qualité pour affranchir l'esclave de son pupille, parce que ses pouvoirs sont limités à l'aliénation à titre onéreux, et que les actes de bienfaisance, susceptibles de préjudicier aux intérêts dont il a la garde, lui sont formellement interdits.

Abou Hanîfah enseigne que l'affranchissement a lieu *ipso jure*, pour les esclaves qui sont parents du maître au degré où le mariage est prohibé. Achète-t-on sa mère, son père, sa sœur, ils sont libres de plein droit.

Selon Châfi'î, le principe se restreint aux ascendants et aux descendants.

Quand un esclave de l'un ou de l'autre sexe appartient indivisément à plusieurs personnes, si l'un des copropriétaires l'affranchit, pour sa part, à quelque titre que ce soit, l'esclave est entièrement libre. L'auteur de l'affranchissement doit seulement indemniser ses copropriétaires. Mais, s'il n'est pas en situation d'acquitter l'indemnité, l'affranchi demeure, jusqu'au paiement, esclave pour une part proportionnelle.

De même, l'esclave acquiert la liberté entière lorsque le maître affranchit une partie de cet esclave, par exemple, sa main.

Le motif de ces deux décisions est qu'en principe le même individu ne peut être à la fois libre et esclave.

Entre l'esclave affranchi et son ancien maître (1) subsiste

---

(1) Ou, à défaut, entre l'esclave et les agnats du maître.

une sorte de lien juridique appelé patronat (walâ) qui se manifeste surtout dans les rapports de droit concernant le mariage et les successions. En outre, l'affranchi est tenu envers celui qui l'a libéré à des témoignages de respect, et doit l'assister lorsqu'il en est requis (1).

Le droit de patronat n'est pas susceptible de transmission.

(1) Le libérateur ou patron est appelé mawlâ. Abou Hanîfah permet qu'une personne, même née libre, se place sous le patronat d'une autre. Il en est souvent ainsi, dans la pratique, pour les néophytes de l'Islâm.

SECTION III

DES DIFFÉRENTES SORTES D'AFFRANCHISSEMENT

L'affranchissement peut avoir lieu entre vifs ou à la mort du maître. L'affranchissement entre vifs est simple ou conditionnel. Dans le premier cas, l'esclave devient libre immédiatement; dans le second cas, il peut être stipulé qu'il ne jouira de la liberté qu'après l'accomplissement de certaines conditions. L'affranchissement à la mort du maître a cette conséquence que celui-ci conserve, jusqu'à ce moment, son autorité sur l'esclave.

§ 1er. — AFFRANCHISSEMENT ENTRE VIFS. — L'affranchissement entre vifs se subdivise en deux classes :

1° Le 'itq. Il résulte de la déclaration expresse ou implicite que tel esclave est libre; ou bien d'un acte qui emporte nécessairement la reconnaissance de l'affranchissement.

Le 'itq peut être affecté d'une condition (1).

Il a pour conséquence la libération immédiate de l'esclave. Celui qui en bénéficie ne peut jamais retomber dans son ancienne condition. Il est appelé ma'touq.

2° La kitâbah ou mokâtabah (2). C'est une convention entre maître et esclave, qui confère au dernier (mokâtab) la faculté de gagner, par sa propre industrie, la somme nécessaire pour se racheter lui-même. Cette convention implique d'ores et déjà reconnaissance implicite de la liberté. Autrement, elle serait incompatible avec la règle générale selon laquelle tout gain fait par un esclave profite au maître.

Le contrat lie le maître d'une manière irrévocable (3). L'esclave se trouve, par conséquent, dans une situation intermédiaire entre l'esclavage et la liberté. Il ne peut ni être vendu ni engagé, ni être l'objet d'un acte juridique susceptible de

---

(1) Par exemple, le paiement d'une somme d'argent. Il ne faut pas, néanmoins, le confondre, dans cette hypothèse, avec la kitâbah dont il sera question plus loin.

(2) Cor., XXIV, 33.

(3) L'esclave, au contraire, peut rompre le contrat. Mais alors, il retombe naturellement dans sa condition antérieure.

mettre obstacle à l'acquisition de sa liberté. Il a toute latitude pour faire le commerce et même pour voyager. Mais il ne doit pas s'évader.

Il ne peut, sans le consentement de son maître, ni se marier, ni aliéner ses biens à titre gratuit. Mais ce consentement ne lui est pas indispensable pour posséder des esclaves et les marier. Cependant, il ne pourrait les affranchir, bien qu'Abou Ḥanîfah lui reconnaisse la faculté de conclure la mokâtabah avec ses propres esclaves et d'en faire des omm-walad.

Une esclave mokâtabah qui met au monde un enfant des œuvres de son maître peut, sur sa demande, être déliée de son engagement. Elle devient alors omm-walad.

Inversement, rien n'empêche le maître de conclure la kitâbah avec son omm-walad. Cette dernière condition confère à l'esclave, sinon plus tôt, du moins plus facilement sa liberté.

La rançon du mokâtab peut consister en objets ou prestations de nature quelconque, pourvu qu'il s'agisse de choses susceptibles d'appropriation. Mais, selon Châfi'î, l'on ne pourrait stipuler que la libération aura lieu en une seule fois. Elle doit être répartie en deux termes au moins. Elle peut faire l'objet d'un cautionnement.

Si le mokâtab n'est pas en mesure de satisfaire à ses engagements, le maître doit lui accorder quelque délai ; ou bien il doit lui être alloué un secours prélevé sur la zakâh. S'il est impossible de recourir à l'un ou à l'autre de ces moyens, le mokâtab qui s'est engagé à échéance fixe retombe, à l'expiration du terme, dans son ancien état d'esclavage.

Au décès du mokâtab, si la rançon n'est pas acquittée, la dette sera, d'après Abou Ḥanîfah, payée sur son patrimoine ou éteinte par ses héritiers, et il mourra libre. Selon Châfi'î, au contraire, il mourra esclave et, par suite, son patrimoine appartiendra de droit à son maître.

La mort du maître n'a pas d'effet relativement à la kitâbah.

§ II. — AFFRANCHISSEMENT A LA MORT DU MAÎTRE. — L'on distingue également deux sortes d'affranchissement à la mort du maître :

1° L'istîlâd : c'est l'acte qui déclare la qualité d'omm-walad. Il en a été question plus haut.

2° Le tadbîr : c'est la déclaration faite par le maître qu'à son décès son esclave deviendra libre. D'après Châfi'î, cet affranchissement n'acquiert un caractère irrévocable que par le décès du propriétaire. Celui-ci peut donc, de son vivant, révoquer sa déclaration. Il le peut même tacitement; or la ré-

vocation résulterait de la vente de l'esclave ou de tout autre mode d'aliénation; mais non d'une cession temporaire, telle que le louage.

Abou Hanîfah considère le tadbîr comme étant immédiatement irrévocable. L'esclave ainsi libéré (modabbar) se trouve, d'après lui, jusqu'au décès du maître, dans une situation juridique présentant avec celle de l'omm-walad une grande analogie. Il reste esclave et ne pourrait, par exemple, s'enfuir; mais, par contre, le maître n'a le droit ni de l'aliéner, ni de l'engager.

Il faut enfin observer que le tadbîr peut être affecté d'une condition, mais qu'il ne saurait être un moyen, pas plus, d'ailleurs, que le 'itq, de tourner la loi qui interdit d'aliéner, par voie de disposition à cause de mort, plus du tiers de son patrimoine.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE QUELQUES PERSONNES QUI SE TROUVENT DANS UNE SITUATION JURIDIQUE PARTICULIÈRE

En dehors des personnes qui sont, en totalité ou en partie, destituées de l'administration de leurs biens, et dont nous venons de parler, il en est d'autres que des circonstances indépendantes de leur volonté mettent dans une situation juridique particulière, à raison de laquelle des mesures spéciales ont paru nécessaires.

SECTION I

ENFANTS TROUVÉS

A ce point de vue, nous rencontrons, en premier lieu, les enfants trouvés (laqît).

Toute personne qui trouve un enfant abandonné est obligée de le recueillir, surtout s'il est à présumer que l'enfant périrait sans son secours.

L'inventeur (moltaqit) peut élever l'enfant s'il le veut, et nul n'a, ensuite, le droit de le lui enlever, sauf cependant les parents. Le cas arrivé, il n'est pas fondé à répéter, plus tard, contre l'enfant trouvé, les dépenses qu'il a faites pour son entretien et son éducation.

Il n'acquiert, sur l'enfant trouvé, aucun droit familial. Ainsi, il n'aura droit ni de le marier, ni de disposer de ses biens sans l'autorisation du qâdhî. Mais il peut envoyer l'enfant à l'école ou lui faire apprendre un métier; accepter pour lui des donations, parce que ces actes ne peuvent qu'être profitables.

Si l'inventeur ne consent pas à se charger de l'enfant, l'entre-

tien de ce dernier reste à la charge du trésor (bait al-mâl). Le qâdhî doit alors le confier à la garde de personnes sûres et surveiller à son éducation. Dans ce cas, l'enfant, s'il se trouve plus tard en situation de le faire, sera tenu de restituer les frais faits pour son entretien. On appliquera, tout d'abord, à cette fin, ce que l'on aura trouvé sur lui d'argent ou autres objets précieux, ces objets étant considérés comme sa propriété.

Les enfants trouvés sont libres, car la liberté est l'état normal de l'homme. Ils sont Musulmans ou dsimmî, selon qu'ils ont été trouvés dans un pays habité par des Musulmans ou exclusivement par des dsimmî.

SECTION II

ABSENTS

Nous trouvons, en second lieu, les absents (mafqoud).

La loi édicte des mesures spéciales à l'égard de ceux qui ont quitté leur domicile sans mettre ordre à leurs affaires, lorsqu'on ignore non seulement le lieu où ils se trouvent, mais s'ils sont morts ou vivants (1).

Dès qu'il est informé de l'absence, le qâdhî nomme un curateur qui est mis en possession des biens de l'absent, et les administre sous la surveillance du qâdhî. Le curateur est habile à faire tous actes juridiques et même à ester en justice.

Néanmoins, quand l'action porte sur une demande contestée, et que l'origine de la dette est antérieure à son administration, il ne peut la poursuivre, selon Châfi'î, qu'avec l'autorisation du qâdhî. D'après Abou Hanîfah, le procès, dans ce cas, n'entre pas dans les limites de sa gestion.

Les choses appartenant à l'absent qui ne peuvent être conservées sont vendues par le curateur. Celui-ci pourvoit encore à l'entretien (nafaqah) des parents ou des femmes du mafqoud qui sont fondés à le réclamer. Les biens provenant de successions qui échoient au mafqoud ne sont pas confondus dans son patrimoine. Ils sont administrés séparément.

Quand l'absence dure depuis un temps suffisant pour que la personne disparue fût âgée de 90 ans (2), si elle vivait encore, et si l'on n'a pu recueillir aucun indice de son existence, l'absent est présumé décédé. Son patrimoine est partagé entre ses héritiers ; son mariage est dissous ; mais sa femme doit observer la 'iddah des veuves avant de se remarier.

---

(1) Une personne temporairement absente, par exemple en voyage, est dite non pas mafqoud, mais ghâïb.

(2) Quelques juristes admettent un délai plus long. Mais aucun ne dépasse 120 ans.

SECTION III

HERMAPHRODITES

Une troisième catégorie de personnes se trouve dans une situation juridique spéciale ; c'est celle des hermaphrodites (khonthâ). La prolixité des juristes arabes s'est donné carrière sur ce sujet : ils abondent en détails qui sont pour nous inexplicables (1). En réalité, les dispositions concernant les hermaphrodites se réduisent à ceci :

L'un des deux sexes est généralement plus accusé ; alors il détermine la condition juridique de l'hermaphrodite.

Si l'assimilation n'est pas possible, la situation juridique sera intermédiaire. L'hermaphrodite se placera, pour la prière, à la mosquée, entre les hommes et les femmes ; mais il accomplira la prière à la façon des femmes ; il portera, pour le pèlerinage, des vêtements de femme. Il sera circoncis par une esclave achetée spécialement à cet effet, et, après sa mort, il sera purifié de la manière appelée tayammom.

Quand un hermaphrodite vient à une succession, en concours avec d'autres héritiers, il reçoit moitié de la part d'un homme et de celle d'une femme, de sorte que, même à cet égard, sa position intermédiaire se trouve sauvegardée.

---

(1) Nous en trouverions peut-être la clef dans la polygamie et dans la préoccupation d'écarter du harîm un être dont la présence ferait échec à l'égoïste tranquillité que le Musulman demande à des mesures coercitives et non à l'éducation morale de la femme. (N. d. t.)

QUATRIÈME PARTIE

DROIT PÉNAL

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT PÉNAL

C'est peut-être sous le rapport du droit pénal que l'Islâm s'écarte le plus des principes reconnus, surtout aux temps modernes, par les législations européennes. Les institutions musulmanes sont empreintes d'une barbarie qui va directement contre nos idées actuelles d'humanité ; elles se rattachent, à ce point de vue, aux conceptions des âges les plus reculés. On cherche en vain les raisons sur lesquelles a dû s'appuyer le Prophète, l'idéal qu'il s'est proposé. Parmi les peines qu'il prononce, quelques-unes donneraient à penser qu'à ses yeux le fondement juridique et le but des châtiments était de compenser par le mal infligé au coupable, le mal par lui commis, de manière à rétablir dans l'ordre moral l'équilibre rompu. D'autres ne peuvent avoir pour raison que l'espoir de détourner du crime le malfaiteur, par la terreur qu'inspire leur sévérité. D'autres encore semblent inspirées par l'idée de réparer le préjudice subi par la partie lésée.

Je n'essaierai pas de condenser le droit pénal en un corps de doctrine savamment ordonné. Je suivrai pas à pas les écrivains arabes.

Le méfait (djaram) est l'acte défendu sous peine d'un châ-

timent (’aqoubah), ou bien l’omission de ce qui est prescrit par la loi ou par l’autorité publique.

Sont des méfaits :

1° Toutes les violences exercées contre les personnes, c’est-à-dire l’homicide (qatl) (1); la blessure (djarh) dans le sens du mot le plus étendu. Ces délits sont appelés (djinâyât) (2). Ils entraînent la peine du talion (qiçâç, thâr, ou qawad) ou le paiement du prix du sang (diyah).

2° Les crimes contre lesquels le Coran prononce une peine afflictive et définie (hadd).

3° Les contraventions qui, sans être spécifiées et frappées d’une peine particulière par la loi, sont néanmoins commises en violation des ordres émanés de l’autorité légitime, ou présentent un caractère tel que l’intérêt et l’ordre publics exigent l’intervention du qâdhî. On applique à ces contraventions une correction (ta’zîr) dont la gravité varie selon les circonstances (3).

---

(1) Cor. II, 78.

(2) Plur. de djinâyah.

(3) Le droit musulman ne reconnaît donc pas le principe : nullum delictum sine prœviâ lege penali.

CHAPITRE DEUXIÈME

DÉLITS (DJINÂYÂT) CONTRE LESQUELS EST PORTÉE LA PEINE DU TALION (QIÇÂÇ) (1).

Dans la première catégorie de méfaits, entrent tous les actes qui causent à autrui la perte de la vie, des membres ou des organes, ou lui occasionnent des blessures, lors même que ces blessures n'entraîneraient pas la mort ou la perte d'un membre ou d'un organe.

SECTION I

DE L'HOMICIDE

Quiconque, avec intention ('amd ou ta'ammod), a tué ou blessé mortellement avec une arme (2) une autre personne, doit subir la peine de mort, à moins que les héritiers (wârith) de la victime ne fassent grâce au meurtrier, et ne lui permettent de se racheter (3) moyennant le prix du sang (diyah). Le coupable doit, en outre, selon Châfi'î, la kaffârah prescrite pour le thihâr. Le prix du sang doit alors être versé sur-le-champ, à moins que l'héritier n'accorde un délai pour le paiement.

Lorsque la victime laisse plusieurs héritiers, si l'un d'eux renonce à exiger l'application du talion (qiçâç), les autres héritiers sont tenus de se soumettre à la même détermination.

La plupart des juristes, en cas d'assassinat et à moins que l'on n'excipe de circonstances atténuantes, blâment celui

---

(1) J. Kohler : *Zur Lehre von der Blutrache ;* Würtzbourg, 1885.

(2) Il faut entendre ici par arme tout objet qui peut servir à tuer, par exemple, une pierre, un bâton.

(3) Cor., II, 173, 175 ; IV, 95 ; V, 49 ; XVII, 35.

qui accepte le prix du sang, au lieu d'exiger l'application du talion.

Quiconque, sans intention (khatâ), a tué ou fait une blessure mortelle, doit, d'après Châfi'î, aussi bien que d'après Abou Hanîfah, acquitter la kaffârah dont il vient d'être question, et payer, en outre, aux héritiers, le prix du sang, non plus, comme dans l'espèce précédente, sur-le-champ, mais dans un délai de 3 ans (1).

L'homicide non intentionnel peut être divisé en deux classes :

Il peut arriver qu'on ait le malheur de tuer, alors qu'on se proposait seulement de blesser (2), ou bien sans avoir eu l'intention de faire aucun mal.

Ainsi, un coup porté avec un bâton léger ou avec la main occasionne la mort, par suite de l'état particulier, physique ou moral, où se trouve le blessé : c'est la première espèce.

Si l'on cause la mort d'une personne, soit par imprudence, soit par suite d'infraction aux ordres de l'autorité compétente, soit par inexpérience, c'est la seconde espèce.

L'on est coupable d'imprudence, par exemple lorsqu'on circule à cheval, à une allure trop rapide, au milieu d'une foule ; lorsqu'on n'exerce pas une surveillance suffisante autour des animaux dangereux que l'on entretient.

L'on enfreint les ordres de l'autorité compétente en laissant debout une maison qui menace ruine; lorsqu'on embarrasse la voie publique ; et l'infraction entraîne une responsabilité si elle a été cause d'un accident.

L'inexpérience est parfois le fait des médecins (tabîb).

Le coupable d'homicide involontaire, s'il n'avait l'intention de faire aucun mal, doit seulement le prix du sang « léger » (diyah mokhaffafah). Dans tous les autres cas, on doit le prix du sang « grave » (diyah moghallathah).

Le talion ne peut être appliqué :

1° Aux femmes durant la grossesse ;

2° Aux ascendants de la victime ;

3° Au maître qui tue son esclave ; à l'ascendant qui tue l'esclave de son descendant ; ni même à la personne qui tue

---

(1) Cor., IV, 94. Le délai se calcule, d'après Châfi'î, à partir de la mort de la victime, et, suivant Abou Hanîfah, à partir de la date du jugement.

(2) Le meurtre est alors qualifié de chibh al-'amd, c'est-à-dire quasi-intentionnel, ou 'amd al-khatâ, c'est-à-dire intention mélangée d'erreur. La pure intention est appelée, par opposition, 'amd mahdh, et la pure erreur khatâ mah.

l'esclave dont elle est propriétaire pour partie. Néanmoins, le meurtre de l'esclave commis, sans motif, par l'une des personnes que nous venons de désigner, est punissable du ta'zîr.

S'il s'agit d'une femme enceinte, l'application du talion sera retardée non seulement jusqu'à la délivrance, mais jusqu'au jour où l'enfant pourra se passer du lait de la mère.

Les ascendants de la victime sont libérés par le paiement de la diyah (1). La raison en est qu'il serait contraire à l'essence du droit musulman de punir de mort un père, pour avoir ôté la vie à celui qui lui devait le jour. Abou Hanîfah exige seulement la diyah et la kaffârah pour homicide involontaire ; mais Châfi'î considère la diyah et la kaffârah dans ce cas, comme la réparation de l'homicide intentionnel, et par suite, il impose le paiement immédiat de la diyah.

L'homme libre qui tue volontairement l'esclave d'une autre personne est, suivant Abou Hanîfah, passible du talion. D'après Châfi'î cette peine ne lui est pas applicable. Si l'homicide n'a pas été intentionnel, l'auteur est responsable, envers le maître, de la valeur de l'esclave. D'après Abou Hanîfah, cette valeur doit nécessairement être inférieure d'un dînâr au moins, à la diyah fixée pour une personne libre (2). Châfi'î exige, au contraire, dans cette hypothèse, comme en cas d'homicide volontaire, la valeur entière de l'esclave, si élevée qu'elle puisse être.

Un Musulman qui tue intentionnellement un kâfir harbî n'encourt aucune responsabilité. Si la victime est un dsimmî, Abou Hanîfah accorde le talion, tandis que Châfi'î le refuse.

Les mineurs et les insensés ne sont pas passibles du talion, parce qu'à défaut de discernement, l'on ne reconnaît pas, chez eux, l'intention ('amd) de tuer. Mais la kaffârah et la diyah doivent être acquittés de leurs deniers, sauf à tenir compte des distinctions établies ci-dessus relativement à l'homicide involontaire (khatâ).

Ne sont pas punissables l'homicide accompli ou la blessure infligée en exécution des ordres de l'autorité publique, ou dans la guerre, ou dans la lutte que l'on soutient pour défendre sa personne ou ses biens, voire la personne ou les biens

---

(1) Antérieurement à Mahomet, l'infanticide, chez les Arabes, n'était pas punissable. Cor., VI, 141, 152; XVII, 33 ; LXXXI, 8, 9.

(2) Par conséquent, elle atteindrait au plus 999 dînârs. Même règle pour les omm-walad, modabbar et mokâtab.

d'autrui (1). L'on tuera donc impunément le voleur pris en flagrant délit. Mais l'on ne se trouverait plus en état de légitime défense si le voleur était en fuite, ou si l'on avait affaire à un mineur ou un insensé.

Celui qui commet un méfait comme contraint et forcé n'est pas punissable, mais bien celui qui a exercé la contrainte.

Il en est de même de celui qui a été cause de la mort d'autrui, sans avoir à se reprocher aucune imprudence, inexpérience ou négligence (2).

Le coupable qui a, intentionnellement, tué plusieurs personnes, encourt le talion pour la première des victimes, et la diyah sera prélevée sur son patrimoine pour chacune des autres. En d'autres termes, il subira autant de peines qu'il aura commis de méfaits.

Inversement, si plusieurs personnes ont participé au même meurtre, chacune d'elles sera frappée du talion ou de la diyah, suivant que le crime aura été, de sa part, intentionnel ou non. En d'autres termes, on n'est responsable que de son propre fait. Ce principe est encore appliqué au cas où la mort a été la conséquence de plusieurs blessures combinées, dont chacune, considérée isolément, n'était pas mortelle.

Si plusieurs personnes en ont simplement blessé une autre, tous les coupables devront, conjointement, d'après Abou Hanîfah, l'indemnité fixée à raison de la blessure, quand même la nature de cette blessure ou les circonstances qui l'auraient entourée seraient telles que, faite par une seule personne, elle eût entraîné le talion. Mais Châfi'î suit, pour ce cas, exactement les mêmes règles que pour l'homicide.

Le droit musulman ne reconnaît, comme complices de l'homicide et, plus généralement, de tout méfait, que ceux qui y ont réellement coopéré (coauctores) et ceux qui ont excité le coupable à le commettre, ou en ont facilité, favorisé ou dirigé l'exécution (socii). Ceux qui n'y ont été mêlés qu'après la perpétration, soit pour empêcher qu'il fût découvert, soit pour procurer une retraite au coupable (fautores), ne sont pas complices et encourent, au plus, une correction (ta'zîr).

La tentative n'est également punissable que de la correction, à moins qu'elle ne constitue en elle-même un fait contre lequel la loi a édicté une peine spéciale.

La récidive n'est une circonstance aggravante que dans les cas expressément prévus dans la loi, et dont il sera question au chapitre suivant.

---

(1) Cor. XVII, 35.

(2) Cor. II, 173-175 ; IV, 21 ; XVI, 111, 120.

Quand un esclave (s'agît-il d'omm-walad, de mokâtab ou de modabbar) s'est rendu coupable d'homicide ou de blessures, le maître doit le livrer à la partie lésée ou, s'il n'y a lieu qu'à la diyah, l'acquitter à sa place. Que si la diyah est supérieure à la valeur de l'esclave, le maître peut se libérer définitivement en abandonnant l'esclave à la partie lésée. Abou Hanîfah considère que l'abandon de l'esclave est la règle générale, applicable à tous les cas, et que le paiement d'une somme d'argent aurait lieu, non à titre de diyah, mais comme rançon (fidâ). L'esclave venant à décéder avant que la réclamation de la partie lésée se soit produite, le maître se trouve affranchi de toute obligation.

On a déjà vu que la diyah varie suivant les circonstances. Elle est tantôt grave (moghallathah), tantôt légère (mokhaffafah). Cette dernière est de 100 chameaux, dont 80 femelles (1) et 20 mâles, ou en argent, de 1000 dînâr ou 12000 dirham (2). La diyah grave est de 100 chamelles (3), ou, en argent, supérieure, selon Châfi'î, d'un tiers à la mokhaffafah, soit 1333 1/3 dînâr, ou 16000 dirham. D'après Abou Hanîfah, la diyah grave et la diyah légère, calculées en argent, sont égales.

La moghallathah est due pour l'homicide commis soit sur le territoire de la Mecque, soit durant les mois sacrés (4), soit sur l'une des personnes dont le coupable se trouvait parent au degré prohibant le mariage, soit lorsque le meurtrier avait l'intention sinon de tuer, du moins d'attaquer la victime.

La diyah dont il est ici question est celle que la loi fixe pour un Musulman libre.

Une femme est censée ne représenter que moitié de cette valeur; un dsimmî, le tiers seulement, d'après Châfi'î, bien qu'Abou Hanîfah l'assimile sous ce rapport au Musulman.

Un mage (5) ou un autre païen admis sur le territoire musulman est estimé au quinzième de la valeur d'un croyant.

La diyah, quand elle est payable dans un délai de trois années, forme une dette répétible, non seulement sur les

---

(1) Précisément, 20 djadsa'ah, 20 hiqqah, 20 bint laboun et 20 bint makhâdh.

(2) Abou Hanîfah, comptant le dînâr pour 10 dirham, n'arrive qu'à 10,000 dirham.

(3) 30 hiqqah, 30 djadsa'ah et 40 khalifah.

(4) C'est-à-dire Moharram, Radjab, Dsou l-Qâ'idah et Dsou l-Hidjdjah. Cor. IX, 2, 5 et 36.

(5) Adorateur du feu.

biens du meurtrier (qâtil), mais aussi sur ceux de ses 'âqilât (1), c'est-à-dire de ses agnats (2) et, à, défaut sur ceux du patron, si le meurtrier était un esclave affranchi, enfin, subsidiairement, contre l'État.

Si le coupable fait partie d'une corporation reconnue, celle-ci est, d'après les Hanafites, astreinte à payer la diyah, même avant les 'âqilât (3).

Celui qui donne la mort au moyen de poison, de brûlures, de submersion, tombe sous le coup des mêmes règles que l'homicide proprement dit (4).

---

(1) Pluriel de 'âqilah.

(2) Suivant Châfi'î, seulement des agnats dans la ligne collatérale.

(3) La responsabilité pour la diyah en cas que le coupable soit inconnu sera exposée dans le titre II du chap. II de la cinquième partie.

(4) Cor. V, 49 ; XVI, 127.

SECTION II

DES BLESSURES

Nous avons déjà vu que le principe du talion s'étend à la blessure faite volontairement. L'on y applique le qiçâç, si la chose est possible, c'est à-dire s'il s'agit d'une blessure qui puisse être rendue au coupable exactement dans les mêmes conditions qu'il l'a faite à la victime. Il n'en peut guère être ainsi que pour les blessures du crâne et pour l'ablation d'une partie du corps, des dents, etc. Quant aux blessures provenant d'un instrument piquant, tranchant ou contondant, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible de les rendre exactement ; l'on n'arriverait pas à faire une piqûre, une entaille, à porter un coup parfaitement équivalent au sévice qu'il s'agirait de venger. L'on doit alors se contenter de la diyah, comme pour la blessure involontaire.

Pour les blessures, la diyah est généralement plus faible que pour l'homicide. Elle ne pourrait être intégralement exigée que pour la perte des parties du corps qui ne sont pas géminées (1), ou pour la perte de l'un des sens ou de leurs organes. Il en serait de même pour l'amputation des deux jambes, des deux mains, des dix doigts, etc.

Pour la mutilation de l'un des membres géminés, tels qu'une jambe, une main, il n'est dû que moitié de la diyah ; pour la mutilation d'un doigt, un dixième (les doigts étant au nombre de dix). Pour chaque phalange, on paie un tiers de la valeur du doigt, soit 1/30 de la diyah ; pour chaque dent, 1/20 du prix du sang.

Les blessures qui n'entraînent pas la perte d'un membre doivent être taxées d'après leur gravité. Celles qui déterminent la privation d'un membre déjà mutilé, ne motivent pas le talion, mais, dans tous les cas, la diyah. Celles qui ont pour effet non pas l'ablation, mais la mise hors d'usage d'une partie du corps, et dont la victime demeure, par conséquent, estropiée, sont taxées à moitié de la somme fixée pour l'ablation. Il doit être fait état, en cette matière, des distinctions

(1) Abou Hanifah considère comme tels la barbe et les cheveux ; Châfi'î non.

exposées ci-dessus, touchant les différentes catégories de personnes, de sorte qu'une femme, toutes choses égales d'ailleurs, ne peut prétendre pour une blessure, qu'à moitié de l'indemnité que toucherait un homme.

Les blessures qui, une fois guéries, ne laissent ni cicatrice, ni mutilation, ne donnent aucun droit à la diyah et n'exposent l'auteur qu'à la peine du ta'zîr.

Quiconque a procuré l'avortement d'une femme libre, est puni d'un vingtième de la diyah entière. Ce prix porte le nom spécial de ghorrah. Il doit être acquitté, d'après Châfi'î, dans les trois ans, et d'après Abou Hanîfah, dans l'année.

L'avortement d'une esclave rend l'auteur des manœuvres passible d'une indemnité égale au dixième de la valeur de l'esclave.

Quant à la manière dont il convient d'appliquer la peine de mort et les autres mutilations prescrites à titre de qiçâç, il existe, entre Châfi'î et Abou Hanîfah, une profonde divergence. Le premier veut que le coupable reçoive la même blessure que la victime et dans des conditions entièrement identiques. Le second veut que l'on emploie toujours, pour l'exécution, une arme tranchante, et que le coupable subisse sa peine avec le moins de tortures et le moins de complications possible (1).

L'exécution du qiçâç et la répétition de la diyah appartiennent de droit à l'offensé ou à son héritier (wârith) (2), mais sous la surveillance du qâdhî. Lorsque le qiçâç consiste en une blessure ou une mutilation, le qâdhî doit toujours le faire appliquer par une personne expérimentée. Si la personne qui doit poursuivre l'application du qiçâç ou exiger la diyah est mineure ou insensée, le coupable sera détenu jusqu'à la majorité ou le retour à la raison.

A défaut d'héritier, l'autorité est obligée d'en remplir le rôle. Du reste, le mode d'application des peines varie dans les diverses contrées où domine l'Islâm. Nous ne pourrions entrer à ce sujet dans quelques détails sans nous écarter des prescriptions qui ont un caractère général, pour tomber dans le domaine des coutumes locales et de l'ethnographie.

---

(1) Cor., XVII, 35.

(2) En cas de concours de plusieurs héritiers, ils doivent désigner l'un d'eux pour exiger et exécuter le qiçâç. Celui-ci s'appelle wali ad-dam.

CHAPITRE TROISIÈME

DES CRIMES POUR LESQUELS EST PRONONCÉE UNE PEINE AFFLICTIVE ET DÉFINIE (HADD)

La seconde catégorie de méfaits comprend ceux pour lesquels le Coran porte des peines afflictives et définies (hadd, pluriel hodoud). Fondées sur l'expresse volonté d'Allâh, ces peines ne peuvent être remises par la partie lésée (1). C'est ce qui les distingue, en droit, de celles qui punissent les djinâyât. Les règles exposées au chapitre précédent relativement à la culpabilité, à la complicité, etc., sont, d'ailleurs, presque entièrement applicables aux méfaits dont il va être question. Il suffira donc de signaler les points sur lesquels portent des exceptions.

Les méfaits de la seconde catégorie sont :

I. LA FORNICATION (ZINÂ). — C'est le commerce charnel de l'homme avec la femme qui lui est interdite (harâm), c'est-à-dire qui ne lui est pas unie par le mariage, où ne lui appartient pas comme esclave ou comme omm-walad (2). Le Musulman libre qui commet ce crime n'encourt rien moins que la lapidation (radjm) (3), s'il a, antérieurement, possédé une femme avec laquelle il était régulièrement marié. Dans tout autre cas, le châtiment est de 100 coups de fouet (djaladah), auxquels s'ajoute, suivant Châfi'î, le bannissement (taghrîb) pour un an. Un esclave n'encourt, dans tous les cas, que 50 coups de fouet (4).

---

(1) Sauf, pourtant, la peine prononcée contre la calomnie en matière de zinâ (qadsf). V. *infrà*.

(2) Cor., XXIII, 6, 7 ; LXX, 31. Les femmes publiques, dans l'Islâm, sont défendues. Cor., XXIV, 33.

(3) Voici comment a lieu l'exécution : on expose publiquement le (ou la) coupable, enterré jusqu'à la ceinture, et on lui jette des pierres jusqu'à ce que mort s'ensuive.

(4) Cor., IV, 19, 20, 30; XVII, 34; XXIV, 2. Il n'est question, au texte, que

Il ne faut pas perdre de vue que le maître ne peut, du moins d'après Abou Hanîfah, infliger de sa propre autorité, le hadd à son esclave. Il doit, à cet effet, requérir l'autorisation du qâdhî. Il y a donc là exception à la règle ordinaire qui laisse au maître la liberté d'infliger un châtiment à ses esclaves.

Indépendamment des causes générales d'excuse, telles que la minorité, la violence, la folie, le méfait de zinâ n'est pas punissable lorsqu'on peut exciper d'une erreur, lorsque, par exemple, un homme, persuadé qu'il est légitimement marié à une femme, a commerce avec elle, et que la nullité du mariage est ensuite reconnue ; ou encore quand l'homme croit avoir des relations avec sa propre esclave, et qu'ensuite il est démontré qu'il s'agissait de l'esclave d'une autre personne ou d'une femme libre.

La sévérité de ces dispositions est mitigée par la difficulté de faire la preuve du crime. En effet, en dehors de l'aveu (iqrâr), la fornication n'est prouvée que si quatre témoins (châhid) mâles ont vu l'accomplissement de l'acte dans toutes ses circonstances (1). Quant à l'aveu, il doit, d'après Abou Hanîfah, être répété quatre fois et, selon tous les juristes, émaner d'une personne majeure, en pleine possession de ses facultés intellectuelles ; le coupable devra même indiquer les motifs pour lesquels il fait l'aveu, et fournir des renseignements précis sur les circonstances du crime. Enfin, l'aveu peut être révoqué.

Quiconque accuse de fornication une personne honorable (mohçan), homme ou femme, sans être en mesure de faire la preuve légale ci-dessus indiquée, est coupable de calomnie (qadsf). Ce crime est puni de 80 coups de fouet si l'auteur est un homme libre, et de 40 si c'est un esclave. L'époux peut, toutefois, échapper à cette peine en prononçant le li'ân ; mais alors son mariage est irrévocablement dissous.

La personne calomniée a, néanmoins, le droit de remettre la peine encourue par le calomniateur (2).

Sont assimilés au zinâ, suivant Châfi'î, la sodomie (liwât) et la bestialité (3). D'après Abou Hanîfah, ces crimes sont punissables, la première fois, du ta'zîr et, après récidive, de la mort.

---

des hommes. Mais les mêmes peines s'appliquent aux femmes. Le principe selon lequel un homme vaut deux femmes n'a pas trait aux crimes contre Allâh.

(1) Cor., IV, 19.

(2) Cor., XXIV, 4 à 9,13, 18, 19, 24.

(3) Cor., VII, 79; XXVI, 165, 166 ; XXVII, 56 ; XXIX, 28.

Les actes voluptueux, autres que le coït, commis avec une femme qui est harâm, quelque blâmables qu'ils soient, ne constituent pas le zinâ et ne sont pas punissables comme tels.

II. L'ACTE DE BOIRE (CHORB) (1) DU VIN (2) OU D'AUTRES BOISSONS ENIVRANTES, COMMIS PAR UN MUSULMAN. — Ce crime, selon la plupart des juristes, est puni de 40 coups de fouet au moins, si l'auteur est un homme libre, et de 20 au moins, si c'est un esclave. Le qâdhî a, en outre, le droit de doubler la peine et d'infliger respectivement 80 et 40 coups de fouet. Il existe, pour ce méfait, des modes de preuve déterminés, savoir : l'aveu, l'odeur de l'haleine (3), le témoignage de deux hommes.

Ces prescriptions sont tombées en désuétude dans la plupart des États musulmans. L'on ne poursuit pas rigoureusement aujourd'hui les personnes coupables d'avoir bu du vin.

III. LE VOL (SARIQAH). — C'est la soustraction frauduleuse du bien d'autrui, lorsque ce bien était en la possession du propriétaire ou d'une autre personne qui le détenait pour le compte de celui-ci et qu'il se trouvait placé en lieu suffisamment sûr (hirz), eu égard à sa nature. Par suite, celui qui soustrait une chose qui lui avait été réellement remise, commet un abus de confiance, mais ne doit pas être traité comme voleur (sâriq).

La peine (4) portée contre ce méfait est l'ablation de la main droite. En cas de récidive, le voleur est condamné à perdre le pied gauche. S'il vole une troisième fois, il doit, suivant Abou Hanîfah, être emprisonné ; mais d'après Châfi'î, l'on doit, au troisième vol, lui trancher la main gauche, et au quatrième, le pied droit. Et si, réduit à ce misérable état, il volait une cinquième fois, il appartiendrait, selon Châfi'î, au qâdhî de lui appliquer, en tenant compte des circonstances, une correction (ta'zîr).

Indépendamment de ces peines, le coupable est tenu de restituer les objets volés. S'il ne les a plus en sa possession, il en rembourse la valeur, du moins d'après la doctrine de Châfi'î. Mais Abou Hanîfah l'exonère, dans le dernier cas, du remboursement de la valeur.

---

(1) Sauf ce qui est dit *suprà*, page 22, note 4.

(2) Cor., II, 216 ; V, 92, 94 ; XVI, 69.

(3) Mais Châfi'î n'admet pas ce moyen de preuve.

(4) Cor., V, 42.

Les peines dont il s'agit ne sont, d'ailleurs, applicables que si la valeur de l'objet dérobé s'élève, suivant les Hanafites, à 10 dirham, ou, d'après leur mode de supputation, à un dînâr, et, selon les Châfi'ites, à trois dirham, soit, d'après leur estimation, à 1/4 de dînâr. En outre, le voleur préviendrait les poursuites en restituant volontairement l'objet volé (1).

N'est pas punissable, suivant Abou Hanîfah, la soustraction commise au préjudice des parents au degré où le mariage est prohibé, ou, d'après Châfi'î, au préjudice des ascendants ou des descendants, ou même, selon quelques juristes, au préjudice d'un étranger, dans la demeure des parents susdésignés.

Ne sont pas non plus punissables comme vols, les détournements commis par les esclaves au détriment de leur maître, ou, selon Abou Hanîfah, par les époux au préjudice l'un de l'autre. Dans tous ces cas, cependant, le juge peut prononcer le ta'zîr, s'il y a lieu.

Les choses qui ne sont pas dans le commerce et qui, par conséquent, ne sont pas propriété privée, ne sauraient être l'objet d'un vol. L'on ne peut, pareillement, imaginer que l'on dérobe un esclave majeur de l'un ou de l'autre sexe, ou encore moins un immeuble. Celui qui s'emparerait de biens de cette nature serait constitué en état de ghaçb (possession de mauvaise foi).

Quelques juristes veulent que l'on punisse, non pas de la perte de la main droite, mais du ta'zîr, le vol de comestibles, de fruits nouveaux ou de lait.

IV. LE BRIGANDAGE (qat' at-tarîq). — C'est le crime que commettent une ou plusieurs personnes qui, sur les chemins publics, arrêtent et dépouillent les voyageurs, ou qui pénètrent par effraction dans les habitations.

Celui qui s'est affilié à une bande de brigands, mais qui l'abandonne volontairement avant qu'elle n'ait commis de méfait, n'encourt aucune pénalité (2).

En cas d'arrestation d'un brigand (3) ou d'une bande de brigands, celui qui n'a encore participé à aucun attentat est puni d'emprisonnement; celui qui a seulement volé doit avoir la main droite et le pied gauche tranchés; celui qui a seulement assassiné est pendu ou décapité; celui qui a commis vol et assassinat est mis à mort de la même manière et exposé

(1) Cor., v, 43.

(2) Cor., v, 38.

(3) Qâti' at-tarîq.

en croix (1). Tous les brigands affiliés à une même bande sont tenus pour complices du méfait commis par l'un d'eux. Mais si l'auteur principal est exempt de peine, pour quelque motif que ce soit, les complices restent également indemnes.

V. LA DÉSOBÉISSANCE A LA LOI ET LA VIOLATION DE L'ORDRE PUBLIC. — Ce méfait se subdivise en deux branches :

a) Apostasie (riddah) (2);
b) Rébellion (baghï).

APOSTASIE

Est apostat (mortadd), le Musulman qui renie la véracité de l'Islâm et la force obligatoire de la loi. Ce méfait emporte la mort civile et morale du coupable. Tous ses droits sont anéantis; son mariage est dissous de plein droit; la liberté est acquise à ses omm-walad, modabbar, etc.

Les biens de l'apostat sont confisqués. Cependant, les Hanafites restreignent la confiscation, en ce sens qu'elle opère le retour à l'État seulement des biens acquis postérieurement à l'apostasie; les autres biens sont partagés entre les héritiers, comme après la mort naturelle du propriétaire.

D'après Châfi'î, l'apostat doit être emprisonné trois jours, durant lesquels on vient lui expliquer les vérités de la foi, en l'exhortant à revenir sur son erreur (3).

S'il persiste, il doit être mis à mort.

Abou Hanîfah considère ce sursis comme désirable, mais non comme obligatoire. Suivant lui, les femmes ne doivent pas être mises à mort pour apostasie; elles n'encourent même pas, de ce chef, la confiscation des biens; mais elles doivent être emprisonnées avec flagellation journalière jusqu'à ce qu'elles reviennent à la foi. Au contraire, le mineur ayant agi avec discernement serait, selon Abou Hanîfah, punissable. Pour Châfi'î, le majeur seul est responsable en pareille matière.

L'esclave, au point de vue de l'apostasie, est assimilé à l'homme libre.

Un apostat qui avait fui du territoire musulman, et qui se convertit ensuite, n'a, en rentrant, à craindre aucun châ-

(1) Cor., v, 37. D'après Abou Hanîfah, le cadavre d'un brigand n'est pas enterré selon le rite musulman.

(2) Cor., iv, 136; ix, 67; xvi, 108.

(3) Cor., iii, 19.

timent. Mais il ne recouvre, de ses biens, que ceux non partagés ou confisqués.

Si deux époux renégats s'enfuient au territoire des infidèles, leur faute retombe sur les enfants qui leur y naissent, de sorte que ceux-ci seraient réduits en esclavage, au cas où le territoire serait plus tard conquis par les Musulmans.

RÉBELLION

Le rebelle (bâghî) est celui qui, tout en restant attaché à l'Islâm, refuse de reconnaître l'autorité du gouvernement légal, ou d'exécuter les obligations imposées par la loi (1).

Il doit, comme l'apostat, être emprisonné et recevoir les exhortations convenables. S'il ne s'amende pas, il est passible de la peine de mort (2). Toutefois, ses biens ne sont pas confisqués, car la simple rébellion n'entraîne pas la mort civile. Son cadavre, suivant Châfi'î, sera même enterré selon le rite musulman, ce qui n'est pas permis pour l'apostat.

L'outrage envers Allâh ou ses Prophètes, qu'il ait été commis par un Musulman ou par un infidèle (3), est puni comme l'apostasie, à cette différence près qu'il n'y a pas lieu d'adresser au blasphémateur les exhortations, le méfait n'étant pas de nature à être réparé par la conversion (tawbah).

Si l'apostasie ou la rébellion s'étend à une contrée entière, les moyens ordinaires de répression devenant impuissants, il y a lieu d'entreprendre une guerre contre les coupables. Mais, dans ce cas même, les conditions de la guerre sont moins dures pour les rebelles que pour les apostats. Nous y reviendrons tout à l'heure.

---

(1) Cor., IV, 62; VI, 165.

(2) Suivant Abou Hanîfah, l'individu qui n'a commis d'autre méfait que de négliger la prière n'est pas puni de mort; mais il subit la prison jusqu'à ce qu'il s'amende, au besoin toute sa vie.

(3) Cor., XXXIII, 57.

CHAPITRE QUATRIÈME

DE LA CORRECTION ARBITRAIRE (TA'ZÎR)

Certains actes contre lesquels ne sont prononcés ni le qiçâc ou la diyah, ni le hadd, constituent cependant une contravention aux prescriptions de la loi (1), ou aux ordres de l'autorité légitime, ou à la morale. Il appartient au qâdhî de réprimer ces méfaits, de même que tout autre acte qui lui paraît mériter une correction, et il détermine la gravité du châtiment d'après les circonstances.

Cette correction s'appelle ta'zîr. Elle peut, suivant les cas, consister en une simple exhortation, la flagellation, la prison (habs), l'amende (djarîmah (2) ou gharâm), ou le bannissement. Le ta'zîr doit cependant rester toujours inférieur à une peine déterminée. Ainsi, l'on ne peut infliger, à titre de ta'zîr, plus de 39 coups de fouet à une personne libre. De même pour la durée de l'emprisonnement, on admet généralement une limite sur laquelle, toutefois, les opinions sont divisées (3). En tout cas, il s'en faut de beaucoup que la prison tienne, en droit musulman, la place considérable que lui ont faite, en Europe, les législations contemporaines.

La peine de mort ne peut jamais être prononcée à titre de ta'zîr, attendu qu'elle est incompatible avec le but de ce genre de peine qui est l'amendement du malfaiteur. Si même l'application du ta'zîr occasionne la mort du patient, le trésor paie la diyah.

La partie lésée peut faire au coupable remise de la peine du ta'zîr, pourvu qu'aucun intérêt autre que le sien ne se trouve en jeu, et qu'il ne s'agisse pas d'un méfait d'ordre public.

Il est dans les attributions du qâdhî de surveiller l'application de cette peine, comme toute autre exécution.

(A suivre).

---

(1) Citons en première ligne, les actes contraires aux prescriptions du Coran, mais qui, néanmoins, manquent de sanction pénale, comme la violation de domicile (Cor., II, 78, 79 ; XXIV, 28) ; la désertion (Cor., XXXIII, 16) ; la calomnie en toute autre matière que le zînâ (Cor., IV, 112) ; le faux témoignage (Cor., II, 177 ; IV, 134 ; XXV, 72 ; LXX, 33).

(2) Le mot djarîmah (pluriel djarâïm), est également employé dans le sens de djaram, c'est-à-dire méfait.

(3) L'opinion la plus générale, chez les Châfi'ites aussi bien que chez les Hanafites est que l'emprisonnement ne peut se prolonger au delà de six mois.

PRINCIPES

DU DROIT MUSULMAN

SELON LES RITES

D'ABOU HANÎFAH ET DE CHÂFI'Î

PAR

L. W. C. VAN DEN BERG

Traduit du Hollandais, avec l'autorisation de l'auteur (1)

PAR

MM. DE FRANCE DE TERSANT, CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES,
et DAMIENS, RECEVEUR DE L'ENREGISTREMENT (2)

CINQUIÈME PARTIE

DROIT PUBLIC

CHAPITRE PREMIER

DE LA SOUVERAINETÉ (IMÂMAH)

La société musulmane forme un état théocratique à la tête duquel est placé un prince portant le titre d'imâm ou souverain. L'imâm est le successeur (khalîfah) (3) du Prophète, le vicaire et le représentant d'Allâh sur la terre. Pour avoir de son rôle une idée exacte, il faut songer que toute théocratie, et spécialement la théocratie mahométane, doit, en principe, étendre sa domination au monde entier, ou tout au moins à l'universalité des croyants. Le morcellement du monde musulman en un certain nombre d'États indépendants les

(1) Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

(2) V. *Rev. Alg.*, 1891. 1. 25, 41, 89, 126, 166, 1893. 93, 130, 181, 1894. 129, 1895. 21 et 225.

(3) Cor., IV, 62.

uns des autres, exerçant chacun sur son territoire les droits de la souveraineté, est donc, à proprement parler, une illégalité. Tous les croyants doivent avoir un chef suprême, — l'amîr al-mômînîn (1), — dont l'autorité n'est soumise qu'à la loi directement émanée d'Allâh, qui ne doit compte de ses actes qu'à Allâh, autant, du moins, qu'il satisfait lui-même aux conditions voulues par la loi. Il doit, en outre, être issu de la même tribu arabe que le Prophète, c'est-à-dire des Qoraichites, et même, autant que possible, être choisi dans la descendance du Prophète ou des membres de sa famille.

Les califes qui régnèrent pendant les six premiers siècles de l'ère musulmane ont exercé cette domination universelle, ont été ce centre unique du monde mahométan. Si de temps à autre, quelques parcelles se détachèrent de leur vaste empire ; si, peu à peu, la majeure partie de leurs lieutenants se rendirent en quelque sorte indépendants, ils conservaient cependant, *facto et jure*, une suprématie plutôt morale, peut-être, qu'effective. La prise de Baghdâd par les Mongols, l'an 656 de l'Hégire, le supplice du dernier calife, ruina la puissance temporelle de ces princes, et l'Islâm se trouva sans imâm. Dans les divers États qui naquirent, par la suite, de la désagrégation du grand empire, le souverain s'attachait à demeurer, pour son propre territoire, ce point central qu'avait perdu le monde musulman, considéré comme entité. Mais la plupart de ces princes n'ont jamais pris le titre d'imâm ou de khalîfah. Ils se contentaient de celui de sultan (soltân).

Cependant l'un des derniers 'Abbâsides (2) se retira en Égypte (Miçr). Pour des raisons politiques aisées à déduire, les princes de ce pays lui reconnurent, ainsi qu'à ses descendants, le titre d'imâm, mais avec le sens restreint de chef du culte, et sans y attacher aucun pouvoir temporel. Le sultan de Turquie Sélim Ier, ayant fait la conquête de l'Égypte (923 de l'Hégire), emmena à Constantinople (Istamboul) le dernier calife nominal, et le contraignit à se démettre de sa dignité en faveur du souverain de l'Empire (ad-Dawlah) (3). C'est pour ce motif que le Grand Seigneur est reconnu, non seulement par ses propres sujets, mais aussi par la plupart des orthodoxes, comme successeur des anciens imâm, et chef suprême de l'Islàm. Il peut donc, avec quelque apparence de droit, porter, outre son titre de sultan, celui de calife (4).

(1) C'est-à-dire gouverneur des croyants.

(2) C'est-à-dire la dernière dynastie des califes de Baghdâd.

(3) Les écrivains arabes modernes appellent la Turquie l' « Empire » par excellence ; on ajoute quelquefois « le sublime » (al-'âliyah).

(4) Cf. N. B. E. Baillie ; *Is the sultan of the Turks the Caliph of the Mussul-*

L'imâmah de la Porte, disons-nous, n'est reconnu que par les Sonnites (1) ou Orthodoxes. Et c'est là précisément, au point de vue juridique, la plus sérieuse controverse qui existe entre eux et la secte hérétique des Chî'ites. Cette divergence de vues ne peut s'expliquer que par des raisons historiques.

Les trois premiers successeurs du Prophète, Abou Bakr, 'Omar et 'Othmân, furent appelés à la dignité suprême par le vœu plus ou moins général des croyants ; en tous cas, ils finirent par être reconnus par la grande majorité. A la mort du dernier, assassiné à Médine, l'an 35 de l'Hégire, une ardente compétition, jusque-là sans exemple, mit aux prises les prétendants au califat, 'Alî, qui fondait ses prétentions principalement sur son mariage avec Fâtimah, fille de Mahomet, et Mo'âwiyah, gouverneur de Syrie (Châm). Cette lutte prit fin en l'an 40 de l'Hégire, par l'assassinat de 'Alî et la reconnaissance de Mo'âwiyah, en qualité de calife, par la plupart des provinces.

Toutefois, les habitants de la Perse ('Irâq) parmi lesquels 'Alî avait trouvé ses plus zélés partisans, demeurèrent, après la mort de celui-ci, ennemis irréconciliables du parti victorieux. C'est sur eux principalement que les fils de 'Alî, Hasan et Hosain, trouvèrent à s'appuyer, chaque fois qu'ils renouvelèrent leurs tentatives pour s'emparer du pouvoir. Le premier se fut bientôt convaincu qu'il n'avait aucune chance de réussir. Il consacra les restes d'une vie désormais paisible à l'accomplissement des devoirs religieux, et aux faciles plaisirs que lui offrait un harîm bien pourvu. Hosain, au contraire, à plusieurs reprises, recommença la lutte, jusqu'à ce que, vaincu, il trouvât la mort au combat de Karbalâ, l'an 61 de l'Hégire.

Les Perses, bien qu'ils eussent accepté l'Islâm, ne trouvaient, dans cette religion sans élévation, rien qui répondît aux aspirations d'un caractère plutôt enclin au mysticisme et à la théosophie. La mort de 'Alî et de ses fils (2) leur fournit l'occasion de céder à leur penchant : ils donnèrent naissance à la secte des Chî'ites (3). Non seulement le plus grand nombre d'entre eux ne reconnaissaient pas Mo'âwiyah, mais ils

---

mans? Londres, 1877. — Sur la qualification des princes orientaux en général, V. T. E. Colebrooke : *Journal of the R. A. S.; new series*, vol. IX, part. II, ann. 1877, p. 314 et suiv., et particulièrement p. 355 et suiv.

(1) Ahl as-sonnah wal-djamâ'ah, ou simplement ahl as-sonnah.

(2) Hasan aussi, affirment-ils, a été assassiné par les Orthodoxes qui l'auraient empoisonné.

(3) Conf. Houtsma, *op. cit.* p. 56, 67 et suiv. 125.

allaient jusqu'à soutenir que 'Alî avait dû succéder directement à Mahomet, et qu'Abou Bakr, 'Omar et 'Othmân étaient de simples usurpateurs (1). L'imâmah prit, chez eux, un sens purement mystique ; 'Alî, Hasan et Hosain ne furent plus seulement des princes : on les révéra, de même que leur mère Fâtimah, comme des saints, au point que le culte qu'on leur voua jetait presque dans l'ombre le Prophète lui-même. Les descendants directs de 'Alî dans la ligne masculine, ont toujours été considérés par les Chî'ites comme les véritables imâm, bien qu'ils fussent dépouillés du pouvoir temporel. D'après eux, le dernier de ceux qui ont été revêtus de cet honneur n'a pas subi l'épreuve de la mort. Quoique invisible, il vit toujours et, à la fin du monde, il réapparaîtra, comme Mahdî, pour fonder le royaume qui durera mille ans.

Le dogme de la venue du Mahdî est aussi admis par les Orthodoxes, quoique dans un sens différent. La conséquence de ce dogme est que, dans l'histoire de l'Islâm, on voit constamment surgir des individus qui, de mauvaise foi pour la plupart, si tant est qu'il s'en soit trouvé un de bonne foi, se donnent pour descendants de 'Alî et tentent de s'emparer, comme Mahdî, de l'empire du monde. Et, le plus étrange, c'est qu'ils trouvent presque toujours assez de partisans pour jeter le trouble dans la région qu'ils exploitent. Le dernier exemple d'un soulèvement de cette nature, est celui qu'a suscité le Mahdî bien connu du Soudân.

Telle est l'explication de la controverse passionnée qui divise Sonnites et Chî'ites. Revenons maintenant au dogme de la souveraineté, tel que le conçoivent les premiers.

QUALITÉS EXIGÉES DE L'IMÂM. — Diverses conditions sont requises pour être élevé à la dignité d'imâm. Il faut d'abord être du sexe masculin et de conduite irréprochable. Il faut encore être brave, capable de gouverner l'État, posséder une connaissance suffisante du droit et de la religion pour être à même de prendre personnellement une décision. Il est, par suite, désirable que l'imâm possède un degré d'autorité juridique (idjtihâd). Les deux dernières conditions peuvent, à la vérité, être considérées plutôt comme des prescriptions morales, puisqu'il n'existe aucun criterium de l'honnêteté et de la science. Au surplus, l'histoire fournit de nombreux

(1) Ils fondent cette affirmation sur plusieurs passages du Coran, surtout sur le 54me verset de la IIIe sourah, appelé âyat al-mobâhalah, c'est-à-dire verset de la malédiction. Mais pour que ce passage pût être invoqué à l'appui de leur thèse, ils ont dû lui donner l'interprétation la plus forcée.

exemples de souverains dont l'autorité fut reconnue d'une manière générale, et qui ne se distinguèrent ni par la piété ni par le talent. Il n'est pas rare, du reste, de rencontrer dans le droit musulman des préceptes d'une application difficile, parce qu'ils manquent de précision.

L'imâm doit, en outre, être majeur, musulman, libre, sain d'organes et exempt d'infirmités. Des conditions de forme purement extérieure, en pareille matière, nous paraissent étranges. Si nous considérons, pourtant, que les peuples orientaux tiennent toujours en moindre estime l'individu qui ne dispose pas de tous ses moyens, nous reconnaîtrons que le droit musulman fait preuve de sagesse en soumettant à ces exigences non seulement le prince, mais tous les hauts fonctionnaires de l'État, ceux surtout qui représentent aux yeux des foules l'autorité publique.

Les organes dont il est ici question sont ceux de l'ouïe, de la vue, de la parole. L'homme privé de l'une de ces facultés, ou chez lequel l'exercice en serait considérablement affaibli, ne pourrait être imâm. Il en serait de même pour celui qui, par suite d'une infirmité, se trouverait gêné dans sa tenue, sa démarche ou ses manières.

Quant à la nécessité d'appartenir à la tribu des Qoraichites, nous en avons déjà parlé. Chez les Chî'ites, le principe de légitimité a naturellement plus d'importance que chez les Orthodoxes. Pour eux, il ne suffit pas d'être de la tribu des Qoraich. Il faut encore être de la descendance de 'Alî.

Bien que les conditions dont il s'agit ne soient, à la rigueur, applicables qu'au chef du monde musulman, chaque État doit, autant que possible, faire en sorte que les princes actuels y satisfassent. Chaque pays, en effet, doit être, en petit, l'image de l'empire universel. A ce point de vue, les règles établies par les juristes ont, aujourd'hui encore, un intérêt pratique chez les Mahométans.

SUCCESSION AU TRÔNE. — Les Sonnites n'admettent pas que le droit de succéder au trône soit acquis par la primogéniture ou la parenté avec le prince régnant. Il n'est cependant pas interdit, et c'est même un fait très fréquent, que le fils, et en particulier le fils aîné, succède au père. Mais il est nécessaire pour lui, comme pour tout autre, d'être spécialement appelé à cette dignité, soit par le prince, soit par le suffrage du peuple.

Le droit public mahométan revêt par-dessus tout un caractère historique. Les institutions qu'il régit reposent en grande partie sur les enseignements de l'histoire de l'Islâm

et surtout de l'histoire des premiers temps. L'on s'est donc guidé, pour déterminer les modes d'attribution du pouvoir (désignation et élection), sur ce qui avait été fait pour les premiers Califes. La désignation se fonde sur la nomination de 'Omar, et le libre choix de la communauté, sur celle d'Abou Bakr.

L'imâm peut désigner comme successeur au trône qui il lui plaît, pourvu que la personne choisie réunisse les qualités légalement requises, tant au jour de la désignation qu'au jour où elle prendra possession de la souveraineté. Serait, par conséquent, illégale, la nomination d'un mineur ou d'un infidèle, lors même qu'il serait établi qu'à la mort de l'imâm le mineur avait atteint sa majorité, ou que l'infidèle s'était converti. L'imâm ne pourrait également désigner un absent (mafqoud), tandis que rien ne s'oppose à ce que son choix porte sur une personne qui, temporairement, n'est pas sur les lieux (ghâïb). Tant que le successeur appelé n'a pas déclaré accepter la dignité, l'imâm peut révoquer son choix et désigner une autre personne. Mais il est nécessaire que l'acceptation du successeur appelé se produise avant la mort du prince régnant. Le droit de monter sur le trône reste néanmoins suspendu (mawqouf), jusqu'à la mort ou à l'abdication du prince, de sorte que le successeur n'a pas, avant cette date, le droit de désigner son propre successeur.

Il n'est pas permis au souverain de nommer plusieurs successeurs au trône ; mais il ne lui est pas interdit de substituer, en cette qualité, plusieurs personnes les unes aux autres, c'est-à-dire qu'il peut disposer, pour le cas où la première ferait défaut ou se trouverait empêchée, que la seconde montera sur le trône et ainsi de suite. Le souverain peut également nommer plusieurs personnes entre lesquelles il sera fait un choix après sa mort.

Si, de son vivant, le prince n'a pas désigné de successeur, il y a lieu, après sa mort, de choisir un imâm. Mais comme l'élection d'Abou Bakr fut faite au milieu des plus graves désordres, les juristes sont restés très divisés quant aux règles qui gouvernent l'opération. C'est, par exemple, un point très douteux que de savoir à qui appartient le droit de vote, combien de personnes doivent prendre part à l'élection pour qu'elle soit valable. L'opinion la plus répandue est qu'une élection est légale si elle est faite par les fidèles notables du lieu où est mort le prince qu'il s'agit de remplacer. Car, pour l'élection d'Abou Bakr, l'on ne convoqua pas tous les Musulmans présents sur les lieux ou habitant au loin.

Il peut arriver que, dans différentes parties de l'empire, plusieurs imâm aient été élus, réunissant chacun à peu près le même nombre de suffrages et satisfaisant, d'ailleurs, à toutes les conditions requises. C'est alors au premier élu que revient le pouvoir légitime. Que si les élections ont été simultanées, elles sont toutes considérées comme nulles.

De même que le successeur désigné, le successeur élu doit faire connaître s'il accepte le choix dont il a été l'objet. La collation de la souveraineté, de même que toute nomination, est considérée comme une convention (' aqd). Enfin, après l'acceptation, tout le peuple, autant que possible, doit reconnaître le nouvel imâm (1).

L'imâm prend le titre de khalîfat rasoul Allâh, c'est-à-dire successeur du Prophète. Quelques juristes attachent cependant au mot khalîfah le sens de vicaire, de sorte qu'ils préfèrent le titre de khalîfat Allâh. D'autres prétendent que, présent partout, Allâh n'a pas besoin de vicaire (2).

OBLIGATIONS DE L'IMÂM. — Les devoirs (3) de l'imâm peuvent se résumer en quelques traits principaux :

1° La défense de la religion, aussi bien dans les pratiques extérieures du culte (dîn) que dans la pureté de la doctrine (îmân), contre les hérétiques et les faux docteurs (4) ;

2° La distribution de la justice et le soin de veiller à l'exécution des peines, principalement de celles qui sont qualifiées hodoud ;

3° La guerre pour l'extension de la foi, le maintien de la sécurité de l'empire au dehors et à l'intérieur, et le règlement de toutes les affaires relatives à la guerre (5) ;

4° La perception de la zakâh et des autres revenus du trésor ;

5° La direction de l'administration, la nomination et la surveillance des fonctionnaires (6).

---

(1) La plupart des juristes reconnaissent aussi que la souveraineté peut être obtenue par le droit du plus fort. Celui qui, de fait, a ainsi pris possession du pouvoir suprême, n'a pas besoin de réunir les qualités personnelles exposées ci-dessus, à la seule condition d'être musulman.

(2) La question se lie à l'explication qu'il convient de donner à Cor., VI, 165.

(3) Il n'est pas ici question des devoirs purement moraux. Conf. Cor., XXXVIII, 25.

(4) Cor., VI, 100. Le souverain est en même temps le premier des pontifes de l'empire.

(5) Cor., IV, 73.

(6) En général, le souverain ne nomme que les fonctionnaires princi-

Les sujets (ra'îyah) sont, par le fait de la reconnaissance (1) du souverain, tenus (2) envers lui à l'obéissance (3), au respect, à l'assistance. L'on doit, le vendredi, prononcer son nom à la khotbah, et prier (4) pour attirer sur lui et sur son règne la bénédiction d'Allâh.

Le souverain administre le pays sans contrôle. Nulle part, les juristes ne mentionnent le droit, pour les assemblées populaires, de s'ingérer dans la marche des affaires. A peine trouve-t-on çà ou là l'expression du désir que le souverain prenne, dans les circonstances importantes, conseil de quelques-uns de ses sujets, choisis parmi les plus âgés, les plus sages et les plus considérables.

La souveraineté prend fin par la mort, par l'abdication, par l'incapacité physique ou morale du prince (5). Parmi les défauts d'ordre moral, il faut compter une conduite scandaleuse et l'adhésion à des doctrines hérétiques. L'apostasie emporte contre le souverain la mort civile et entraîne, *à fortiori,* incapacité d'exercer l'administration.

Les défauts physiques sont la folie, la perte de l'ouïe, de la vue, de la parole ou de membres indispensables. Quand il s'agit de conserver la souveraineté, l'on peut, à cet égard, se montrer moins sévère que pour l'obtenir.

La souveraineté prend fin aussi lorsque le prince est prisonnier de guerre chez les infidèles, à moins que la captivité ne soit de très courte durée. La captivité résultant de la guerre contre les rebelles s'opposerait à la prise de possession, mais elle n'empêche pas de conserver la souveraineté.

---

paux, par exemple, le wazîr, l'amîr, le qâdhî, etc. Ceux-ci ont le libre choix des fonctionnaires subalternes. La même règle est applicable aux fonctions militaires, de sorte que le chef d'armée nomme lui-même ses propres officiers.

(1) Cor., XLVIII, 10.

(2) Cor., IV, 62 ; VI, 165.

(3) Un ordre du souverain s'appelle firmân.

(4) Dans la plupart des États mahométans actuels, on prie pour le prince régnant, quand même il ne s'arrogerait pas le titre de chef de tous les Musulmans. Dans quelques-uns, même hors de la Turquie, l'on prie pour le soltân de ce pays, soit seul, soit pour le chef local après lui.

(5) V. p. 203, note 1.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

SECTION I

FONCTIONS DU QÂDHÎ

Durant les premières années de l'Islâm, la solution des difficultés concernant le culte et le droit fut réservée à Mahomet et à ceux qui, vivant dans son intimité, avaient pu se pénétrer plus profondément de l'esprit des doctrines nouvelles. Parmi les dépositaires de la pensée du Prophète, les quatre premiers califes tiennent naturellement la première place. Leurs décisions, en matière de droit, sont prépondérantes, et ils sont rangés, ainsi qu'on l'a déjà dit, au nombre des personnes qui possèdent le plus haut degré d'autorité juridique.

Mais l'empire mahométan prit bientôt, par la conquête de la Syrie (Châm), de l'Égypte (Miçr) et de la Perse ('Irâq), trop d'extension pour qu'il fût possible à son chef de rendre la justice et, sous les Omayyades, le califat revêtait déjà un caractère plus séculier et plus politique. Les chefs des croyants avaient perdu leur supériorité comme théologiens et juristes. Le pouvoir judiciaire fut alors délégué par le souverain à des fonctionnaires spéciaux dont il se réservait la nomination, et qui furent appelés qâdhî.

Comparée à l'organisation judiciaire actuellement en vigueur dans la plupart des pays chrétiens, la juridiction des qâdhî se distingue par trois caractères fondamentaux :

1° Le qâdhî juge seul : l'Islâm ne connaissait pas, originairement du moins, les collèges judiciaires.

2° Les décisions du qâdhî sont sans appel (1).

3° La procédure est exactement la même au civil et au criminel. On y remarque l'absence presque totale de formes et de formalités. Le ministère public est inconnu. Lorsqu'un méfait se produit, le qâdhî n'a pas le droit d'en connaître si le fait ne lui est pas dénoncé par un plaignant (2), de même qu'il ne pourrait forcer à payer ses dettes le débiteur qui ne lui serait pas déféré par les créanciers.

CHOIX ET NOMINATION DU QÂDHÎ. — Pour être nommé qâdhî, il faut être majeur, de condition libre, Musulman, de conduite irréprochable ('adl), et en possession de ses facultés intellectuelles. Il faut, en outre, autant que possible, posséder un degré d'autorité juridique (idjtihâd) et connaître la langue arabe. C'est en cette langue qu'est écrite la loi que le qâdhî est appelé à appliquer, et l'Islâm répugne à mettre, par des traductions, la loi à la portée des peuples même dont l'arabe n'est pas la langue usuelle.

L'on n'exige pas du qâdhî, comme des hauts fonctionnaires administratifs et du souverain, qu'il soit sain de corps et exempt d'infirmités. Il doit seulement avoir l'ouïe et la vue bonnes.

Une femme ne pourrait remplir les fonctions de qâdhî parce que, inférieure à l'homme (3), elle ne saurait avoir sur lui aucune autorité.

L'esclave est pareillement exclu de cet emploi, attendu qu'il ne possède même pas la *persona standi in judicio*. Rien, pourtant, ne s'oppose à ce que l'esclave obtienne un degré d'autorité juridique, ou soit consulté sur un point de droit.

A ce point de vue, les mokâtab et les modabbar sont assimilés aux esclaves. L'affranchi (ma'touq) est, au contraire, assimilé à l'homme né libre.

---

(1) Cependant l'on voit dans l'histoire de l'Islâm, qu'il a quelquefois existé un fonctionnaire chargé de contrôler tous les autres agents, et par conséquent les qâdhî eux-mêmes. L'on pouvait porter plainte devant lui à raison des jugements iniques, des exactions, etc. Ce fonctionnaire était appelé çâhib al-mathâlim, littéralement : « inspecteur des injustices ».

(2) L'accusateur est, en règle générale, la partie offensée, ou son représentant et, subsidiairement, la police, dans les cas où l'ordre public est atteint, par exemple, par l'un des méfaits punis de hodoud, ou par le meurtre d'une personne qui ne laisse point d'héritiers.

(3) Coran, IV, 38.

Les infidèles (1), selon Abou Hanîfah, peuvent être nommés qâdhî avec juridiction sur leurs coreligionnaires. Châfi'î ne leur accorde pas ce droit. Il ne reconnaît au juge qui serait nommé dans ces conditions, d'autre autorité que celle d'un arbitre (hakam). Si ses coreligionnaires veulent se soumettre à ses décisions, ils en ont la faculté ; car chacun est libre, pour peu que la partie adverse y consente, de soumettre ses différends à un arbitrage. Mais en toute autre hypothèse, l'infidèle, s'il veut obtenir un jugement exécutoire contre son coreligionnaire, doit porter l'affaire devant le qâdhî mahométan.

A plus forte raison en doit-il être ainsi lorsqu'un Musulman est partie au procès, ou s'il s'agit de méfaits à raison desquels le dsimmî tombe sous le coup de la loi pénale de l'Islâm.

Quoi qu'il en soit, dans les états mahométans, les dsimmî ont généralement des chefs de leur nationalité, revêtus des pouvoirs nécessaires pour assurer le maintien de la tranquillité et de l'ordre dans leurs quartiers respectifs ; ces chefs sont en même temps chargés de décider les contestations relatives au statut personnel de leurs administrés.

La nomination d'un qâdhî qui ne satisferait pas aux conditions indiquées ci-dessus serait radicalement nulle (bâtil). Les jugements qu'il rendrait n'auraient aucune force, quand même ils seraient conformes aux exigences du droit. Toutefois, Abou Hanifah se montre, sur ce point, un peu moins rigoureux. Il permet de nommer aux fonctions de qâdhî une personne qui n'a aucune autorité juridique. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui du moins, l'on procède dans la plupart des pays musulmans, malgré la prescription contraire du Prophète. L'état lamentable où sont tombées les études juridiques ne permettrait pas de suivre strictement, sur ce point, le vœu de la loi. Les Musulmans justifient cette infraction du droit idéal en invoquant la dharourah ou force majeure.

Le qâdhî peut être nommé par le souverain ou par son délégué (2). S'il n'est pas présent au moment de la nomination, sa commission (tawliyah) doit être dressée en présence de deux témoins (châhid). Une nomination par simple lettre

---

(1) C'est-à-dire les dsimmî. Les kâfir harbî n'ayant point de statut, se trouvent, par là même, en dehors de notre sujet.

(2) Par exemple par un wazîr ou un amîr. Les qâdhî qui exercent au chef-lieu d'une province administrée par un amîr ou gouverneur sont, cependant, nommés d'ordinaire par le souverain lui-même.

n'est pas valable et, dans tous les cas, la nomination d'un qâdhî doit être publiquement notifiée aux justiciables. La commission doit préciser, en outre, à quelle région, et jusqu'à quel degré s'étendra la juridiction du qâdhî, puisque, naturellement, la loi n'a pu rien déterminer à cet égard.

Aucun traitement n'est attaché à la fonction de qâdhî *quâ talis*. Mais si la personne choisie est sans ressources, il doit lui être alloué une subvention sur les fonds du trésor (bait al-mâl). Dans le même cas, le qâdhî est autorisé à porter en compte les frais de ses employés, tels qu'un greffier (kâtib), etc. Sous aucun prétexte, il ne peut rien exiger des justiciables. Les frais de justice sont inconnus en droit musulman. Si donc, de temps immémorial, aucun qâdhî ne s'est fait scrupule de s'enrichir du fruit de ses rapines et de ses exactions, ce n'en est pas moins là, aux termes de la loi, un abus de la pire espèce.

En règle générale, il n'appartient pas aux habitants d'une contrée de nommer un qâdhî (1). Une seule exception est admise pour le cas où il y aurait lieu de pourvoir à l'emploi durant la vacance du trône.

L'individu qui satisfait aux conditions énumérées plus haut ne peut refuser les fonctions de qâdhî, s'il n'est pas en mesure de désigner, dans le pays, une autre personne réunissant, au même degré, les qualités requises (2). De même, un qâdhî ne peut, sans motifs sérieux, donner sa démission ou être révoqué par le souverain (3). C'est, d'ailleurs, une pratique blâmable que de briguer le poste de juge, et il est interdit au prince de tenir compte des sollicitations. Il est, surtout, rigoureusement défendu au postulant d'offrir des présents pour faire pencher le choix en sa faveur.

(A suivre).

---

(1) Car la nomination du qâdhî est l'une des attributions du souverain.

(2) C'est ainsi que l'imâm Abou Hanîfah, ayant refusé la charge de qâdhî, fut jeté en prison par le calife al-Mançour. Il y mourut en l'année 150 de l'Hégire.

(3) Par contre, le souverain a non seulement le droit, mais le devoir de destituer le qâdhî qui, par un motif quelconque, a perdu sa confiance. L'inamovibilité de la magistrature n'existe pas en droit musulman.

LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE MUSULMANE

MAINTIEN ET RÉGLEMENTATION

II

Le Droit et la Critique

Nous présumons avoir démontré précédemment (1) que la contrainte par corps n'a pas été atteinte en droit musulman par l'abrogation qui la frappait en droit français ; que son sort n'était pas lié logiquement dans le domaine de la coutume musulmane à ses destinées dans le ressort de la loi française, parce que l'institution dérivait dans les deux régimes juridiques d'origines différentes, et s'y présentait avec une nature, un caractère, des effets dissemblables ; qu'enfin, en fait, ni le législateur métropolitain de 1867, ni le législateur algérien de 1886 n'ont réformé sur ce point la loi islamique.

Mais suffit-il de constater que la pratique judiciaire est légale ? C'est d'un sentiment hostile au principe même de la contrainte corporelle qu'émane, il ne faut pas se le dissimuler, la thèse doctrinale dont nous avons entrepris la réfutation. Condamnée en jurisprudence, doit-elle triompher en législation ? S'il ne veut pas s'isoler du penseur et du politique, le légiste n'accordera pas sans examen la consécration

(1) *Rev. Alg.*, 1894. 1. 73.

du droit rationnel au fait juridique. Comme son ancêtre Proculus, il demandera aux institutions en vigueur si leur existence est l'unique argument de leur excellence et leur seul titre à régir les destinées sociales d'un peuple. *Non tamen spectandum est quid Romae factum est, quam quid fieri debeat* (1).

L'incarcération pour dettes doit-elle donc continuer à subsister dans la société musulmane algérienne? Tout avis de l'y maintenir est susceptible de provoquer deux sortes d'objections : des considérations générales d'ordre philosophique ou politique, et des arguments directs tirés des exemples mêmes d'une longue pratique, trop souvent abusive.

Rayée de nos codes comme un opprobre à la civilisation moderne, le gage corporel ne resterait toléré dans les coutumes auxquelles nous gardons leur autorité chez nos regnicoles que par une coupable dérogation au rôle séculaire de la France dans le monde. Il serait indigne de notre mission civilisatrice de favoriser davantage parmi nos sujets musulmans du Nord de l'Afrique cette odieuse violation du droit naturel. L'abolition de la contrainte par corps islamique poursuivrait ainsi sur le terrain du droit cette œuvre grandiose de relèvement et d'assimilation qui est, à notre honneur, l'objectif de nos conquêtes sur la barbarie. Civilisateurs résolus, nous ferions aussi acte de politiques avisés en dépouillant d'un pouvoir redoutable sur la liberté de ses coreligionnaires une caste mi-partie religieuse et judiciaire, dont nous avons déjà trop imprudemment ménagé l'influence en la laissant même partiellement investie de la judicature, apanage exclusif du droit de souveraineté. Aussi bien, à quel arbitraire et à quels excès, à quelle oppression de l'humble fellah, à quelles spéculations de l'usure et de l'accaparement foncier ce décret abolitif mettrait-il enfin un terme trop longtemps souhaité pour le renom et la dignité de notre justice !

Tels sont les divers ordres d'idées qui militent contre le maintien de l'exécution sur la personne dans la procédure musulmane. Il importe d'examiner si l'argumentation est radicalement victorieuse ou si elle n'aboutit pas simplement à conclure, comme l'indique déjà le sous titre de cette étude, non à l'abrogation de la coutume islamique, mais à la nécessité impérieuse de réglementer sévèrement la pratique de l'incarcération pour dettes.

---

(1) *Dig.* I, XVIII, l. 12.

§ 1er. — Les « principes ».

Il est entendu que la France porte les droits de l'homme inscrits dans les plis de son drapeau et que ses soldats sont les apôtres de la civilisation. Quand ceux-ci tirent un coup de canon au delà des mers, ce n'est pas pour une conquête égoïste, mais dans l'intérêt du progrès de l'humanité. Les autres nations pénétrent pacifiquement à leur suite et sur leurs cadavres par la brèche qu'ils ont ouverte ; elles s'installent dans la place et en exploitent toutes les ressources économiques, laissant le conquérant à son œuvre plus haute d'éducateur, d'autant plus bruyamment applaudie par l'étranger qu'elle absorbe davantage l'activité du maître et dresse plus promptement ses élèves à l'évincer au nom des principes mêmes qu'il leur inculque et par le jeu naturel des institutions qu'il leur octroie.

On pourrait soupçonner avec quelque vraisemblance que le peuple français, un peu revenu de ce sublime désintéressement, inclinerait volontiers à prendre moins souci de civiliser les barbares que de les discipliner au respect de sa domination et au service de ses intérêts. Mais il subit la servitude de sa gloire. Il rappelle ces littérateurs ou ces artistes que les exigences d'un public idolâtre et les éloges perfides de confrères jaloux emprisonnent dans un genre et condamnent à se répéter toujours.

Suivons donc nos destinées en gouvernant les groupes sociaux qu'englobe peu à peu notre « expansion coloniale » d'après les grands principes de cette civilisation moderne dont les États du vieux monde nous sont déjà redevables, ainsi qu'on le proclame toujours au bon moment des quatre coins de l'Europe. Et puisqu'il s'agit actuellement des Arabes et de leur législation, notre premier devoir est de leur enseigner le droit naturel et d'élaguer de leurs lois toutes les dispositions réprouvées par ce code transcendant de tous les codes. Plus ils se rapprocheront du droit philosophique, mieux ils se prendront d'admiration pour le code civil et de l'irrésistible désir de s'abriter sous l'égide tutélaire du code de procédure. Enfin, pour serrer le sujet de plus près, proscrivons de leurs coutumes cette odieuse violation de la liberté individuelle, ce honteux outrage à la dignité de la personne humaine, cette contrainte par corps désormais bannie de toutes les législations civilisées, à commencer par la nôtre qui, comme chacun sait, est la première du monde.

On ne saurait se soustraire décemment à l'obligation de convenir qu'un tel discours exprime de nobles pensées, des sentiments généreux, et qu'il impressionne profondément l'esprit. Nous n'avons donc garde de le traiter de déclamation et d'avouer qu'il nous laisse indifférent. Mais sans rechercher si le prétendu droit naturel n'est pas une formule vide de sens comme les théories fictives et contradictoires de Hobbes, de Rousseau, de Quesnay et des autres docteurs de l'école de la nature, dont les postulats dogmatiques s'écroulent devant les résultats de la méthode d'observation appliquée de nos jours à la recherche des origines du droit comme à une paléontologie d'un nouveau genre (1) ; — sans examiner si cet archétype immuable du droit absolu n'est pas en réalité, malgré la redondante définition de Cicéron (2), une pure conception de l'esprit, partant variable et contingente comme toute vue subjective, comme tout idéal qui, dans son essor vers le mieux, s'élève du seul bien connu, le bien actuel et relatif de l'époque et du milieu social qui fut l'idéal d'hier, qui n'est peut-être pas encore à cent lieues plus loin l'étape où se repose une société voisine ; — nous demanderons simplement quel grief raisonnable cause au principe moderne du respect de la dignité et de la liberté de l'homme l'incarcération d'une personne douée de plein discernement qui manque à des obligations librement consenties envers son semblable.

« Il faut se mettre dans l'esprit, — dit Montesquieu, — ce que c'est que l'indépendance et ce que c'est que la liberté. La liberté, c'est le droit de faire tout ce que les lois permettent ; et si un citoyen pouvait faire ce qu'elles défendent, il n'aurait plus de liberté, parce que les autres auraient tout de même ce pouvoir. » (3). Aucune législation n'autorisant de violer les contrats privés, quelle atteinte porte donc à la liberté la loi qui va jusqu'à frapper dans sa personne même le débiteur qui, en trompant la foi de son créancier, ébranle indirectement le crédit public? En dépit des logomachies dont le pharisaïsme juridique s'évertue à donner le change sur le caractère réel de la contrainte par corps dans les temps modernes, l'exécution corporelle n'est au fond qu'une peine civile et ne se distingue guère en fait de cette correction disciplinaire qui est sa caractéristique chez les musulmans, mais dont elle diffère à tant

(1) Voir notre préface aux *Institutions primitives* de H. S. Maine. — Paris, Thorin, 1880.

(2) *De Rep.*, III, 17.

(3) *Esprit des lois*, liv. XI, chap. III.

d'autres égards (1). Y voir en droit français une épreuve de solvabilité, c'est manquer de sincérité, du moment que l'insolvabilité constatée n'a d'autre effet que de réduire la durée de l'emprisonnement. Protester que le débiteur subit une contrainte, une coaction, non une pénalité, c'est abuser de l'équivoque, la peine étant aussi, par la menace qu'elle comporte, une contrainte à respecter l'ordre social : *quia peccatum, ne autem peccetur*. En fait, là où la contrainte par corps est en

(1) Avant qu'un humanitarisme cauteleux n'en désaouvât la légitimité tout en en admettant la pratique, la contrainte par corps était envisagée avec franchise comme un châtiment par les législateurs et les juristes français des premières années de l'ère contemporaine. La loi du 15 germinal an VI, qui rétablit une contrainte corporelle bien plus rigoureuse que sous l'ordonnance de 1667, lui attribuait expressément un caractère répressif : « Toute stipulation de contrainte par corps..., toute condamnation qui prononcerait *cette peine*, » etc., porte l'art. 3. Et les auteurs du Code civil ne parlent pas autrement. Dans son exposé des motifs du titre XVI (livre III), Bigot-Préameneu se montrait plus explicite encore : « ... La loi recherche si... lorsque son immoralité (du débiteur) ne l'expose pas à des poursuites criminelles, l'ordre social n'exige pas qu'elle soit *réprimée par la privation de sa liberté*, jusqu'à ce qu'il ait réparé sa *faute* en payant sa dette. C'est alors le *premier degré des peines* nécessaires pour maintenir l'ordre public. » (*Motifs du Code civil*, de Didot, t. I, p. 730). Le rapport de Gary au Tribunat considère l'emprisonnement pour dettes sous le même aspect : « ... Ces exceptions (au respect dû à la liberté des citoyens), comme vous l'avez vu, sont toutes fondées ou sur l'intérêt public lié à celui des créanciers, ou sur la nécessité de *réprimer* par une plus grande rigueur la mauvaise foi et l'infidélité du débiteur. » (*Ibid.*, p. 739). Cette idée des rédacteurs du Code civil se reflétait manifestement dans l'art. 2 de la loi du 17 avril 1832 qui appliquait à la contrainte par corps la règle de l'art. 379 du Code d'instruction criminelle sur le non-cumul des peines. Et quant au maintien de l'emprisonnement, édicté par l'art. 35 de cette loi, malgré la justification de l'insolvabilité, Bayle-Mouillard le défendait par cette considération « qu'il est juste que l'homme insolvable qui ne peut être *puni* dans ses biens, soit *puni* dans sa personne. » (Cité par Troplong, *Contr. par corps*, n° 641).

C'est cependant au cours de la discussion de la loi de 1832 que se manifesta à la tribune, par l'organe du rapporteur Parant, la théorie de « l'épreuve de solvabilité » qui est devenue en vogue parmi les commentateurs de la seconde moitié du siècle. Mais comme la vérité des situations triomphe toujours par quelque éclat soudain des fictions dont on l'enveloppe, elle obligea le garde des sceaux Baroche à la confesser en pleine discussion de la loi actuellement en vigueur du 22 juillet 1867. La commission du Corps législatif proposait un amendement à l'art. 10, tendant à l'élargissement immédiat du débiteur après justification de son insolvabilité. « Il résulterait de là, veuillez bien le remarquer, — répliquait le ministre, — que la seule condamnation étant l'amende, il y aurait une *impunité* complète dans le cas de contraventions forestière, de chasse et

vigueur, le débiteur payera pour ne pas aller en prison ; il attendra rarement d'être incarcéré pour se libérer. Par là se trouve mise à l'épreuve l'insolvabilité qu'il peut mensongèrement alléguer, et c'est surtout par cet effet préventif de la mauvaise foi que se manifeste dans la pratique l'utilité considérable du droit de contrainte (1). Mais si l'insolvabilité est

---

de douane. Eh bien ! qu'est-ce que nous vous demandons ? Nous avons voulu que si le condamné justifie de son insolvabilité, il ne fût passible de la contrainte par corps que pendant la moitié de la durée fixée par le jugement. *Au moins, il y aura une peine subie* ! » (Séance du 29 mars 1867). L'exposé des motifs avait d'ailleurs qualifié la contrainte « une sorte de *peine éventuelle et complémentaire* prononcée par anticipation pour le cas où le condamné ne voudrait pas ou ne pourrait pas satisfaire à la peine pécuniaire qui lui a été infligée au profit de la partie civile (D. P., 1867. 4. 81). N'est-ce pas la pensée qu'avait nettement formulée l'art. 5 (tit. II) de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 : « La détention remplacera l'amende à l'égard des insolvables. » Cette disposition n'a pas été maintenue, à la vérité, dans la législation postérieure, et c'est avec raison que le Conseil d'État, dans son avis du 15 novembre 1832, déclarait que l'emprisonnement du débiteur insolvable ne se substitue pas légalement à la peine prononcée par les tribunaux répressifs. Mais si l'on ne saurait partir de cette idée de substitution pour déduire les conséquences juridiques de la contrainte, il n'en est pas moins vrai qu'en fait l'insolvable est puni par son incarcération de ne point payer l'amende, et que, dans l'esprit du législateur, c'est un genre de satisfaction qu'il convient d'accorder au Trésor et aux parties lésées.

Aucune différence n'est à faire d'ailleurs sous ce rapport entre la contrainte par corps en matière civile et la contrainte par corps en matière criminelle, sous le prétexte que dans ce dernier cas « le plaignant n'est créancier, — comme le disait le rapporteur de la loi de 1832, — que parce qu'il a été victime ». Il suffit pour s'en convaincre d'évoquer l'exemple de l'abus de confiance où la créance ne nait pas du délit mais de l'un des contrats protégés par l'art. 408 C. pén. L'une des parties est toujours victime dans une instance litigieuse de la violation d'un contrat quelconque ou d'un quasi-contrat, et les art. 1382 et suivants C. civ. organisent au demeurant ce qu'on pourrait appeler la répression civile (V. Laurent, *Dr. civ.*, t. XX, n° 530). Disons, si l'on y tient, que la contrainte par corps n'est pas une peine, mais en rééditant la spirituelle saillie de Bethmont qui, pendant la discussion de la loi de 1867, criait de son banc à un orateur invoquant je ne sais quelle analogie tirée de la peine de mort : « C'est un moyen d'exécution ! » (Séance du 29 mars).

(1) La plupart des procès-verbaux d'arrestation des contraignables pour amendes et frais de justice criminelle transmis aux parquets mentionnent que le débiteur a été conduit immédiatement sur sa demande à la recette des contributions diverses où il s'est libéré. Autant de gens parfaitement solvables dont le Trésor n'aurait jamais reçu un centime si la gendarmerie n'était allée les appréhender au corps. Le rapporteur de la loi du 13 dé-

réelle, le débiteur n'en porte-t-il pas vraiment la peine par sa détention ?

Quant à la dignité humaine, l'emprisonnement pour dettes ne la dégrade pas plus que l'emprisonnement pour infraction aux lois sur la parole et l'écriture qui, en atteignant l'homme dans son intelligence et dans sa pensée, le touchent au siège même de sa noblesse et dans l'attribut de sa prééminence sur tous les êtres. Sa liberté n'en est pas davantage ravalée au rang d'un instrument d'échange ou d'une denrée sujette à trafic, puisque l'incarcération n'affranchit pas le débiteur de ses engagements.

Ce qu'exige le principe de la dignité et de la liberté de la personne humaine, c'est d'être défendu contre l'arbitraire du pouvoir politique, de ne souffrir d'autres dérogations que celles nécessaires à la sécurité des personnes et des biens, et dans la seule mesure où celle-ci le commande. Or, est-il contestable que certains dols civils peuvent causer des désastres irréparables, troubler plus profondément l'économie des familles et la fortune publique même que bien des crimes réprimés par la loi pénale ? En quoi l'emprisonnement individuel choque-t-il davantage en pareil cas qu'en matière criminelle ? Si l'on estimait « qu'il serait plus de la nature que la peine des crimes contre la sûreté des biens fût punie par la perte des biens, » nous répondrions avec l'auteur de l'*Esprit des lois* que » cela devrait être ainsi, si les fortunes étaient communes ou égales : mais comme ce sont ceux qui n'ont point de biens qui attaquent plus volontiers celui des autres, il a fallu que la peine corporelle suppléât à la pécuniaire. » (1). La même considération justifie la prise de corps contre l'insolvable.

L'emprisonnement pour dettes n'est généralement regardé comme une mesure flétrie par les lois de l'humanité que parce qu'on imagine toujours, au souvenir des romans célè-

---

cembre 1848 exposait que sur les 75,000 individus à peu près contre qui le tribunal de commerce de la Seine prononçait annuellement la contrainte par corps, 1,800 récalcitrants seulement motivaient l'intervention des gardes du commerce, et que 1,400 de ces débiteurs réglaient avant l'écrou (D. P. 49. 4. 9). Dans une courte note qu'il a publiée en français l'année dernière sur le sujet qui nous occupe, Si Hammou ben Omar ben Zornadji, assesseur musulman au tribunal de Constantine, constate de son côté que parmi ses coreligionnaires « la majeure partie des débiteurs récalcitrants ne s'exécutent le plus souvent que parce qu'ils craignent d'être écroués ».

(1) *Esprit des lois*, liv. XII, ch. IV.

bres de Walter Scott et de Dickens, le cas d'un débiteur malheureux aux prises avec un créancier impitoyable, quelque drame de l'usure, quelque manœuvre d'une spéculation abominable. On ne songe jamais aux situations inverses, à l'honnête homme dupé dans une transaction loyale par la fourberie du coquin qui s'est fait son obligé pour le dépouiller, victime de la mauvaise foi, acculé peut-être à la ruine et au déshonneur par la propre faillite du débiteur à ses engagements. On ne réfléchit pas à l'improbité réelle de certains emprunteurs ou de certains acheteurs qui ne se font en contractant aucune illusion sur leur impuissance à restituer ou à payer, et dont un parlementaire anglais a dit avec justesse « qu'il n'y a pas grande différence entre celui qui contracte une dette, sachant qu'il ne pourra pas l'acquitter, et celui qui est convaincu d'un léger larcin » (1). Mais dans une législation sage et prudente, qui procéderait avec mesure et discernement à l'édiction des cas de contrainte, qui ne frapperait que la fraude ou l'indélicatesse, l'institution n'apparaîtrait nullement comme un outrage aux droits de l'humanité, car en soi elle est conforme à la raison et à la justice.

Aussi bien les principes au nom desquels on la condamne n'ont jamais paru plus impérieux aux nations civilisées que l'utilité sociale de la conserver, et l'on a le droit de demander à quel titre nous interdirions à nos sujets musulmans l'exercice de la contrainte par corps quand nous l'exerçons nous-mêmes. Car c'est encore une des duplicités de dialectique dont on abuse volontiers dans cette controverse que de faire le silence sur le recours persistant et encore très rigoureux à l'emprisonnement pour dettes, même entre particuliers, par la législation française dont on affecte de célébrer avec enthousiasme l'initiative abolitionniste de 1867. Ce grand progrès n'est à tout prendre qu'un recul jusqu'aux temps de Saint-Louis. L'empire s'est fait libéral et généreux aux dépens des intérêts privés, mais il n'a eu garde d'exonérer de la contrainte corporelle les débiteurs d'amendes, restitutions ou dommages-intérêts envers l'État (2). Telle avait été la réforme de l'ordonnance de 1254 : « Nous leur défendons (aux baillifs et autres officiaux) que pour nulle debte, *fors pour la nostre*, ils ne pregnent nul, ne tiegnent pris ». Elle était moins large, sans doute, puisqu'elle n'excluait aucune créance fiscale. Mais le rapprochement va s'accentuer davantage en 1871 : la contrainte par corps sanctionnera la créance

(1) Barring, cité par Troplong, *Contr. par corps*, préface, page CLXXXVIII.
(2) Loi du 22 juillet 1867, art. 3.

des frais de justice criminelle pour laquelle le législateur de 1867 l'interdisait (1).

Et c'est encore matière à réflexion que nos lois n'aient jamais été définitivement expurgées de l'exécution sur la personne, même par les gouvernements les mieux qualifiés pour servir les droits de la liberté, même par les législateurs les plus hostiles au principe de cette institution. Ni le saint roi Louis « qui se contint si doucement envers Nostre-Seigneur et si droiturièrement envers ses subjects », pour parler comme Joinville (2) ; ni la Convention qui décrétait le 9 mars 1793 la contrainte par corps « contraire à la saine morale, aux droits de l'homme et aux vrais principes de la liberté » (3); ni le Gouvernement provisoire de 1848 qui décrétait le 9 mars qu'elle est « incompatible avec notre nouveau droit public, repoussée par la raison et l'humanité », et qu'elle constitue une « violation de la dignité humaine » (4) ; ni enfin la République actuelle n'ont édicté hardiment l'abolition absolue de la contrainte par corps. Le décret du 9 mars 1793 chargeait au contraire le comité de législation de rechercher les cas exceptionnels de contrainte qu'il serait possible d'admettre, c'est-à-dire, si l'on veut être logique, les cas où il conviendrait de violer la morale, les droits de l'homme et les principes de la liberté. Et dès le 30 du même mois, la contrainte par corps était décrétée contre les comptables de deniers publics ! Elle était étendue l'année suivante aux contrevenants en matière de douane pour droits, confiscation, amende et restitution (5). Au profit de l'État toujours, statuant comme au XIII[e] siècle : « Que nul de ceulz qui soient dessous nous soient mis en prison pour debte qu'ils doivent, si ce n'est pour la nostre seulement » (6). Plus sincère avec lui-même, le Conseil des Anciens faisait du moins quatre ans plus tard franchement litière des anathèmes de la Convention en rétablissant purement et simplement la contrainte par corps, pour « rendre aux obligations entre citoyens la sûreté et la solidité qui

---

(1) Loi du 19 décembre 1871.

(2) *Mémoires,* n° 379.

(3) Du moins Portalis le déclare dans son rapport sur le projet de loi de 1832 (D. J. G. *Contr. par corps*, n° 27). Mais le décret de la Convention ne porte ce considérant ni dans son préambule ni dans son texte. Il figurait sans doute dans l'exposé des motifs ou dans le discours de quelque orateur.

(4) D. P. 1848. 4, 46.

(5) Loi du 4 germinal an II, art. 4.

(6) Joinville, *loc. cit.*

seules peuvent donner au commerce de la République la splendeur et la supériorité qu'il doit avoir » (1). Ainsi procéda à son tour l'Assemblée nationale lorsqu'elle répondit au fulminant réquisitoire du décret suspensif du 9 mars par la loi du 13 décembre 1848 qui remettait en vigueur, avec certains amendements, l'ancienne législation sur la matière. La commission exécutive s'était déjà d'ailleurs déjugée elle-même par son arrêté du 19 mai déclarant son décret du 9 mars inapplicable au recouvrement des amendes et réparations prononcées au profit de l'État ; et dès le 23 mars, Crémieux, délégué à la justice, avisait les procureurs généraux que la contrainte par corps devait rester applicable, en dépit du décret, aux stellionataires et aux débiteurs d'amendes et frais de justice criminelle (2). Quant à la troisième République, nous avons rappelé qu'elle réagit en 1871 contre le libéralisme déjà si relatif de la loi de 1867. La Chambre des députés vient encore de rejeter à une forte majorité, dans ses deux séances du 10 février 1895, d'abord un amendement au budget tendant à diminuer de cent francs le crédit du chapitre 64 (entretien des détenus) à titre d'indication en faveur de la suppression totale de la contrainte par corps ; puis une proposition de résolution présentée à l'occasion de ce chapitre par MM. Dutreix, Marcel Habert, Berteaux et Maurice Faure « invitant le gouvernement à prendre l'initiative d'un projet de loi modifiant la loi de 1867 sur la contrainte par corps » (3).

Tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis 1789 ont donc reconnu en fait, même sous les régimes les plus démocratiques, la légitimité du principe de l'emprisonnement pour dettes. Et ce n'est pas seulement au profit de l'État que la contrainte par corps est exercée de nos jours sur le territoire français : ce sont encore de simples particuliers qui peuvent faire incarcérer leurs concitoyens pour dettes nées d'une obligation purement civile, reconnue par la juridiction civile à la suite d'une condamnation pénale (4). Cette faculté, dont on n'use guère en Algérie où nous avons souvent remarqué que les justiciables et même certains hommes de loi la connaissent peu, reçoit au contraire en France une application plus commune qu'on ne pourrait le

---

(1) Loi du 24 ventôse an v.
(2) Voir le rapport sur la loi du 13 décembre 1848 : D. P. 1849. 4, 9.
(3) *J. Off.* du 20 février 1895.
(4) Loi du 22 juillet 1867, art. 4 et 5.

supposer (1). Il conviendrait tout au moins de prêcher d'exemple aux Arabes avant de proscrire du droit musulman la contrainte par corps au nom de prétendus principes intangibles dont nous ne tenons aucun compte dans notre droit pratique.

DURIEU DE LEYRITZ,
Substitut du Procureur Général à Alger.

(A suivre).

(1) Un exemple bien topique en a été rapporté à la Chambre pendant la discussion du budget du service pénitentiaire dont nous avons rappelé plus haut deux incidents. « J'ai connu, il y a environ deux ans, à Sainte-Pélagie, — racontait M. Gérault-Richard — un vieux gentilhomme qui avait eu des démêlés d'intérêt avec un de ses parents. Je crois que c'était un parent de la branche cadette de sa famille. Ces branches cadettes n'en font jamais d'autres aux branches aînées. (*On rit.*) Après l'avoir dépouillé, ce parent ne trouva rien de mieux que de l'amener à des violences de langage : il obtint contre lui une condamnation à des dommages-intérêts, et afin de consommer la ruine morale de son cousin en même temps que sa ruine pécuniaire, il le fit emprisonner, et tous les mois il venait au greffe de la prison verser, avec une ponctualité que ses créanciers auraient peut-être souhaitée, les 45 francs exigés par la loi ». *Débats parlem. Ch. des députés : 1re séance du 19 février 1895 ; J. Off. du 20.*) Si ce détenu a exactement rapporté à M. Gérault-Richard les circonstances qui ont motivé sa contrainte par corps, on s'indignera avec raison que la loi autorise d'aussi basses vengeances. Mais il faudra se demander aussi en quoi consiste sous ce rapport la supériorité de notre procédure d'exécution sur celle du droit musulman. Dans tous les cas, ce qu'il convient de reprocher à notre législation, c'est de tolérer de tels abus dans l'exercice de la contrainte, non de consacrer le principe même d'une institution répressive et surtout préventive de la mauvaise foi dans les transactions.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

JURISPRUDENCE

COUR D'ALGER (2e Ch.)

6 décembre 1894

Habous, échange entre les particuliers et l'État, caractère, aliénation, nullité, effet absolu.

L'immeuble reçu de l'État par des particuliers en échange de biens habous entre dans le patrimoine de ceux-ci avec les mêmes charges et participe du même caractère de habous (1);

Mais il perd ce caractère et devient melk lorsqu'il a été l'objet, de la part des dévolutaires, de partages de propriété ou d'aliénations accomplis au mépris de la volonté de l'auteur commun et qui rendent à jamais impossible la dévolution du bien habousé dans l'ordre prévu par le constituant;

Cette nullité du habous se produit à l'égard de tous; le habous est anéanti rétroactivement et l'immeuble ou son prix doit être partagé entre les héritiers du constituant, comme si ce dernier n'avait apporté à la loi successorale aucune modification (2).

(Ben Cheikh Lefgoun c. Ben Cheikh Lefgoun)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les consorts Ben Cheikh ben Lef-

(1) En ce sens, Alger, 30 nov. 1881 (*Bull. Jud. Alg.*, 1884. 194).

(2) En ce sens, Alger, 27 janv. 1879 (*Bull. Jud. Alg.*, 1880. 303); 23 mars 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 3. 323). — V. aussi note dans *Rev. Alg.*, 1890. 2. 57.

goun, bien que dûment réassignés conformément à l'arrêt de défaut profit-joint du 3 décembre 1892, n'ont constitué ni défenseur, ni avoué; qu'il échet, en conséquence, de statuer par itératif défaut à leur égard; — Attendu que l'appel interjeté par les sieurs Ben Cheikh Lefgoun, nom patronymique Hassen et Boubeker ben Mohamed, est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Attendu qu'aux termes d'une transaction intervenue à la date du 2 octobre 1860 entre le domaine de l'État et les héritiers de Si Mohamed ben Abdelkrim ben Lefgoun, parties au procès, ceux-ci ont reçu, en échange de la terre dite des Ouled-Djebara, abandonnée par eux à l'État, cinq domaines dans lesquels se trouvent compris ceux dont la licitation ou le partage en nature a été demandé par les intimés; — Attendu que la terre des Ouled-Djebara, ainsi que tous les biens dépendant de la succession de Si Mohamed ben Abdelkrim ben Lefgoun, étaient grevés de habous; que, suivant les principes admis par la jurisprudence et quels que soient les termes de la transaction du 2 octobre 1860, les immeubles remis en échange aux cohéritiers de Si Mohamed ben Abdelkrim ben Lefgoun sont entrés dans leur patrimoine avec les mêmes charges, et qu'ils ont participé du même caractère de habous; — Mais attendu que des partages successifs de propriété et des aliénations de diverse nature leur ont fait perdre ce caractère; — Qu'il résulte des actes de partage dressés par Me Ceccaldi, notaire à Constantine, aux dates des 13 mai 1870, 5 décembre 1882, 12 février 1883, 21 avril et 7 janvier 1884, enregistrés, que les fils et petits-fils du constituant Si Mohamed ben Abdelkrim ben Lefgoun, dans le but de permettre à l'un d'eux, Si Hamouda, de contracter des emprunts hypothécaires sur sa part, ont procédé au partage des immeubles litigieux; que ces actes révèlent l'intention commune des parties de faire non un simple partage de jouissance, mais un partage définitif de propriété; qu'il y est expressément stipulé que chacun de ces partageants demeurera propriétaire définitif et incommutable de la part qui lui est attribuée; qu'il aura la possession et jouissance des immeubles qui lui sont abandonnés à titre de propriétaire définitif et de plus, pour l'exécution du partage, les parties déclarant se soumettre à la loi française, à renoncer formellement au statut personnel musulman; — Attendu que par ces partages, accomplis au mépris de la volonté de l'auteur commun, en rendant à jamais impossible la dévolution des biens habousés dans l'ordre prévu par lui, chacun des copartageants s'est justement reconnu propriétaire définitif de la

part à lui échue, et en a disposé comme de sa chose propre, soit en la vendant, soit en l'hypothéquant, ainsi que le révèle l'état des inscriptions conventionnelles ou judiciaires existant du chef de chacun d'eux, notamment de Si Hamouda dont les biens ont été vendus sur saisie immobilière; qu'il suit de là que le habous dont pouvaient être frappés les immeubles partagés est manifestement devenu caduc, et qu'il doit, par suite, être considéré comme nul au regard de chacun des héritiers du constituant, qui tous, sans exception, ont participé aux partages précités;

Attendu qu'on ne saurait dire, ainsi que l'ont fait les premiers juges, que l'annulation du habous n'est que relative; que le habous reste entier à l'égard des codévolutaires qui ont observé les conditions de leur jouissance ou des dévolutaires venant après eux en ordre utile; qu'en fait, il est constant que tous les dévolutaires ont participé aux actes de partage et en ont bénéficié; qu'ils ont, d'un commun accord, violé la loi du contrat; que ni eux, ni leurs héritiers ne sauraient, par suite, l'invoquer; qu'en droit, le habous est un droit réel qui se perpétue, quels que soient les dévolutaires, tant que le statut réel de l'immeuble, qui est son assiette, n'est pas lui-même modifié; mais, dès que ce statut réel vient à subir une modification incompatible avec le caractère habous de l'immeuble, celui-ci devient melk *erga omnes;* qu'à partir de ce moment, le habous est anéanti rétroactivement et l'immeuble ou son prix doit être partagé entre les héritiers du constituant, comme si celui-ci n'avait apporté à la loi successorale aucune modification;

Attendu, d'après ces principes, que la part dévolue à l'un des cohéritiers de Si Omar ben Cheikh ben Lefgoun, et qui constitue les lots 1 à 8, dont les intimés El Haoussine et Abdelkrim ben Cheikh ben Lefgoun ont demandé la licitation ou le partage en nature, a été transformée en melk dont les appelants doivent être déclarés seuls propriétaires en leur qualité d'uniques héritiers dudit Omar;

Attendu qu'il en est de même, en ce qui concerne les lots 9 et 10 attribués à ce dernier pour sa part dans le partage intervenu le 25 avril 1883, suivant acte aux minutes de Me Ceccaldi; que bien qu'il ait été reconnu que ces immeubles étaient grevés de habous, ce partage n'a eu d'autre but que de faire cesser l'indivision et faire disparaître le habous; que chacune des parties, en effet, a déclaré ce partage définitif; que l'association qui existait entre eux était dissoute, et que chaque part formerait à l'avenir « une terre indépendante attribuée en propre à ceux à qui elle était échue; » — Que

cette volonté s'est affirmée, en outre, par des aliénations et des hypothèques consenties par la plupart des copartageants sur les lots à eux échus; que, dans ces conditions, le caractère melk de ces deux derniers lots n'est pas plus contestable que celui des autres, et qu'il échet d'en reconnaître les appelants propriétaires au même titre que des huit premiers lots;

Attendu que les intimés ne sauraient exciper à l'appui de leurs prétentions de la transaction intervenue entre eux et leurs frères Hassen et Boubeker, le 13 janvier 1891, de laquelle ils essaient de faire résulter une reconnaissance de la qualité de habous desdits immeubles dont s'agit au procès, et une obligation d'en partager entre eux la jouissance dans certaines proportions; que cette transaction porte uniquement sur les biens habous laissés par Omar; que si, d'une part, elle ne précise pas quels sont ces biens habous, elle n'indique pas, de l'autre, que les parties aient entendu comprendre parmi eux les immeubles litigieux; qu'il n'est d'ailleurs pas admissible qu'elles aient entendu renoncer à tous les droits à elles acquis par les précédents partages, qui ont constitué à leur profit une propriété définitive et incommutable; que la renonciation à un droit ne se présume pas, et qu'enfin si la transaction invoquée devait avoir l'effet de rendre aux immeubles litigieux le caractère de habous qu'ils ont perdu, elle constituerait non une transaction, mais une véritable donation; — Qu'au surplus, la volonté des appelants de reconnaître le caractère de habous des immeubles litigieux serait-elle justifiée, qu'elle serait impuissante à rétablir l'ordre de dévolution arrêté par le constituant et devenu un fait caduc par la faute des dévolutaires, qu'ils n'auraient pu changer la nature des choses, modifier le statut réel des immeubles et supprimer les aliénations et hypothèques dont ils ont été l'objet;

Attendu d'ailleurs que cette transaction a fait l'objet d'instances qui ont donné lieu à des décisions qui ont acquis l'autorité de la chose jugée, et qui révèlent le sens et la portée qui doivent lui être attribués; qu'il résulte, en effet, d'un jugement rendu par le cadi de Constantine, le 6 août 1891, « que toutes les propriétés dont Si Omar avait la jouissance, lui provenaient pour partie d'acquisitions, pour partie d'échanges et pour le reste de partages effectués par-devant notaire, à titre définitif, conférant le droit de propriété selon les règles de la législation française; que le texte de la transaction entre les deux frères germains du défunt et les deux frères consanguins règle la participation de ces deux derniers avec les deux premiers aux biens habous exclusivement aux biens melk; — Qu'un jugement rendu sur appel par le tribunal de

Constantine, le 9 avril 1892, s'est basé sur les mêmes conclusions pour déclarer cette transaction sans valeur ; — Que ces décisions établissent donc d'une façon incontestable que les immeubles en litige ont perdu tout caractère de habous; qu'ils sont devenus melks; que la transaction invoquée ne pouvait leur être appliquée; qu'il y a donc lieu de l'écarter du débat;

Attendu, en ce qui concerne le sieur Mortera ben Hamouda, qu'il ne saurait être admis à figurer dans l'instance; qu'il ne saurait, en effet, se prévaloir des habous qui ont été anéantis par la participation de son auteur lui-même aux divers actes de partage auxquels il a consenti et qui ont été suivis, de sa part, d'aliénations qui attestaient la plénitude de ses droits de propriété; qu'ainsi qu'il a déjà été dit, les immeubles qui ont fait l'objet des partages de 1870, 1882 et 1883 sont devenus melks de droit commun et *ipso facto* à dater de chacun de ces partages, tant au regard de Si Hamouda ben Cheikh ben Lefgoun que de ses copartageants ayant pratiqué d'un commun accord la division de la propriété ; — Que d'ailleurs, en fût-il autrement, Mortera ben Hamouda faisant partie de la seconde ligne de 24 dévolutaires, son droit serait subordonné à la double condition de sa survie à tous les dévolutaires de la première ligne, et à la non-aliénation par eux des immeubles prétendus grevés de habous ; qu'il n'aurait donc pas encore d'intérêt né, et d'autre; qu'il n'y a donc pas lieu d'accueillir sa demande;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre les consorts Ben Cheikh ben Lefgoun, intimés défaillants, et statuant définitivement à l'égard de toutes parties par un seul et même arrêt ; — Reçoit l'appel interjeté par les sieurs Hassen et Boubeker ben Cheikh Lefgoun ; — Confirme le jugement déféré ; — Dit les sieurs El Haoussine et Abdelkrim ben Cheikh Lefgoun mal fondés en leur demande en licitation et subsidiairement en partage de jouissance ; — Dit que les immeubles concédés à titre d'échange aux héritiers de Si Mohamed ben Abdelkrim ben Lefgoun et frappés comme tels de habous ont perdu ce caractère, par suite des actes successifs de partage intervenu entre les dévolutaires et les aliénations consenties par eux ; — Dit melk lesdits immeubles dont la licitation ou le partage de jouissance est demandé ; — Dit, en conséquence, les appelants seuls et uniques propriétaires de ces immeubles dépendant de la succession du sieur Omar ben Cheikh ben Lefgoun dont, en leur qualité de frères germains, ils sont les seuls héritiers à l'exclusion des frères consanguins et neveux ; — Dit ce dernier, Mortera ben Hamouda, non recevable à

figurer dans l'instance; — Déboute les intimés de leurs demandes, fins et conclusions; — Les condamne solidairement aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.;* ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BROUSSAIS et TILLOY, *av.*

TRIBUNAL DE BATNA

27 avril 1894

Interprète judiciaire, traducteur assermenté, actes produits en justice, traduction, privilège, interprète militaire, territoire de commandement, défaut de qualité.

En Algérie, les interprètes judiciaires et les traducteurs assermentés ont seuls qualité, à l'exclusion des interprètes militaires, pour faire et certifier la traduction des actes soumis à la justice (Ordon. 19 mai 1846, art. 2 et 7);

Et il n'y a pas lieu de faire exception à cette règle lorsque les parties habitent le territoire de commandement;

Par suite, si les parties produisent aux débats des actes traduits par un interprète militaire, ces actes, sans être nuls, ne peuvent faire état dans la cause, et les juges doivent surseoir à statuer jusqu'à ce que lesdits actes aient été traduits par un interprète judiciaire ou un traducteur assermenté.

(Bachir ben Khanouche c. Zohra bent Si el Arbi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'appelant Bachir ben el Hadj ben Khanouche ne se présente pas; — Qu'il y a lieu de statuer par défaut à son encontre;

Attendu que son appel est contesté au point de vue de sa recevabilité; — Qu'il est soutenu de plus que les actes et documents produits à l'appui sont nuls comme ayant été traduits par un interprète militaire; — Que cette dernière question étant préjudicielle, il convient tout d'abord d'en apprécier le mérite;

Attendu que, comme toute déchéance, une nullité est une peine; que les tribunaux ne peuvent la déclarer qu'autant qu'elle est édictée ; que n'étant écrite dans aucun texte, il n'y a pas lieu de la prononcer ; — Attendu que l'ordonnance du 19 mai 1846, organique des interprètes civils en Algérie, régularise et complète l'institution des interprètes judiciaires et des interprètes assermentés ; — Que, par son art. 2, elle dispose que les interprètes spécialement attachés au service des tribunaux ont seuls qualité pour faire et certifier la traduction des notifications en matière criminelle ou correctionnelle et généralement de tous actes ordonnés par justice; — Que son art. 7 répète qu'ils ont exclusivement qualité, dans le ressort de la juridiction devant laquelle ils sont assermentés, pour intervenir entre les parties dans toutes les conventions authentiques ou sous seing privé, et que l'art. 4 pose en principe que nul acte écrit en langue arabe ne peut être produit en justice, cité ou annexé à un autre acte, s'il n'est accompagné de la traduction faite et certifiée par un interprète traducteur assermenté ;

Attendu que ces dispositions établissent, au profit des interprètes judiciaires et des traducteurs assermentés, un privilège d'autant plus manifeste que l'intention du législateur y est exprimée de la manière la plus claire et la plus précise ; — Que, dès lors, les interprètes militaires n'étant ni interprètes judiciaires, ni traducteurs assermentés, n'ont ni droit, ni qualité pour faire et certifier les traductions des actes soumis à la justice ; — Qu'il échet d'autant mieux de le reconnaître que les interprètes assermentés ne sont investis de leurs fonctions qu'après un examen subi devant une commission spéciale désignée par le procureur général et après justification de certaines conditions d'âge et de nationalité (art. 5 de l'arrêté ministériel du 29 mai 1846) ; — Qu'ils sont nommés par le ministre de la justice ; — Que leur nombre, leur résidence, l'exercice de leurs fonctions, leurs traitements sont fixés par un texte spécial (art. 1, 2 et 7 du même arrêté) ; — Qu'avant d'entrer en fonctions, ils prêtent serment devant le tribunal de leur arrondissement (art. 9 de l'ordonnance du 19 mai 1846) ; — Qu'ils ne peuvent exercer aucune profession et sont placés sous la surveillance du procureur général ; — Qu'ils sont divisés en trois classes par le décret du 25 avril 1851 ; — Qu'un tarif particulier détermine le chiffre des droits et honoraires qu'ils ont à réclamer (décret du 20 novembre 1852) ; — Attendu que ces textes délimitent nettement leurs attributions et leur caractère ; Qu'ils sont si bien des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, investis

de droits et tenus à des devoirs spéciaux, que l'art. 11 de l'ordonnance du 19 mai 1846 punit d'une peine déterminée toute personne qui exercera leurs fonctions ;

Attendu que la déclaration d'appel, le jugement attaqué du 22 décembre 1893 et l'avis exprimé par le medjelès de Biskra, actes dont la production était indispensable pour la solution du litige, sont versés aux débats traduits par un interprète militaire ; — Que ce dernier n'ayant pas le droit de faire cette traduction, il y a nécessité de surseoir au jugement de la cause jusqu'à ce que lesdits actes auront été traduits par un traducteur assermenté ou un interprète judiciaire ;

Attendu que vainement il serait prétendu que les parties au procès habitent un territoire de commandement, puisque les textes ci-dessus mentionnés disposent d'une manière générale et absolue, et que, par application de la maxime romaine : *ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*, les juges ne peuvent établir une distinction là où la loi ne distingue pas ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre El Bachir ben el Hadj ben Khanouche, appelant, faute par lui de se présenter ; — Pour le profit, dit que la traduction des trois actes versés aux débats par l'appelant, émanant d'un interprète militaire, n'est pas nulle, mais ne peut faire état dans la cause ; — Par suite, sursoit au jugement du litige jusqu'à ce que ces actes seront rapportés avec une traduction opérée par un traducteur assermenté ou un interprète judiciaire ; — Condamne le défaillant aux dépens de l'incident.

M. CONSTANT, *prés.* — Me MAUDUIT, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

24 novembre 1894

Boissons, impôt des licences, Algérie, décret du 27 juin 1893, traiteur-restaurateur, préposé des contributions, visite, officier de police judiciaire, assistance, boissons, consommation sur place.

Si, en cas de simple soupçon de fraude de la part de per-

sonnes non sujettes à l'exercice, l'art. 23 du décret du 27 juin 1893, sur l'impôt des licences en Algérie, veut impérieusement que les employés de l'administration se fassent assister d'un officier de police judiciaire pour légaliser leurs visites, ils sont, au contraire, formellement autorisés, par les art. 20 et 22 du même décret, à se présenter chez les assujettis sans être assistés, lorsqu'il s'agit de personnes pratiquant publiquement un commerce notoirement assujetti audit impôt (dans l'espèce un traiteur-restaurateur);

Le même décret du 27 juin 1893 soumet à l'impôt de la licence tous les traiteurs-restaurateurs, sans distinguer entre ceux qui fournissent, pour les repas, à leur clientèle, les boissons et spiritueux et ceux chez qui la clientèle apporte, pour ses repas, les liquides qu'elle consomme.

(Contributions diverses **c.** Thiar)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Thiar contre le jugement du tribunal correctionel d'Alger, du 18 mai 1894; — Et statuant, au fond, sur le mérite de cet appel;

Attendu que par le jugement précité ledit appelant a été condamné, sur la poursuite de l'administration des contributions diverses, en 300 fr. d'amende pour contravention aux dispositions de l'art. 39 de la loi du 28 avril 1893, comme ayant exercé à Alger, sans licence, la profession de restaurateur; qu'il a été, de plus, condamné, par le même jugement, à payer à ladite administration la somme de 160 fr. 40 cent. pour la valeur des droits par lui fraudés du mois de janvier 1894 au jour du jugement; — Attendu qu'il demande à la Cour la réformation de cette décision; — Qu'en effet, il soutient, en premier lieu, qu'il ne doit pas l'impôt de licence; que cet impôt se rattache, en effet, à la vente des boissons et spiritueux; qu'il ne débite dans son établissement ni boissons, ni spiritueux; que les liquides imposables qui s'y consomment y sont habituellement apportés par ses clients eux-mêmes et nullement fournis par lui; — Attendu que ces

divers moyens doivent être purement et simplement écartés en fait et en droit;

En ce qui touche le procès-verbal du 8 mars 1894 et les prétendus vices qui lui sont reprochés : — Attendu, tout d'abord, que Thiar n'est pas recevable à se prévaloir de ces vices; — Attendu, en effet, que la dame Thiar, sa femme, se trouvait présente sur les lieux au moment de la visite des employés de l'administration; — Qu'elle s'est, sans difficulté, prêtée à leur exercice; — Qu'elle n'a élevé aucune réclamation; qu'elle n'a soulevé aucune contestation; — Attendu qu'il est de principe qu'en ces sortes de circonstances, la femme du commerçant est réputée le préposé, l'agent, le représentant naturel du mari; — Attendu qu'il est admis que l'absence de toute réclamation au moment de la visite ne permet plus à celui qui subit cette visite de se plaindre ultérieurement de son irrégularité; — Attendu que, postérieurement au 8 mars 1894, Thiar a tacitement ratifié lui-même l'attitude de sa femme à cette dernière époque; qu'il n'a point, devant les premiers juges, excipé des nullités dont il se prévaut aujourd'hui; — Qu'il a purement et simplement défendu au fond à l'action de l'administration; — Que l'on peut dire que, ces nullités étant d'ordre personnel et privé, il les a, par ces défenses, définitivement couvertes;

Mais attendu qu'il y a plus, et qu'en fait il faut reconnaître que les irrégularités d'où ces nullités découleraient n'existent même pas; — Attendu, en effet, que si en cas de simple soupçon de fraude et de personnes non sujettes à l'exercice, l'art. 23 du décret du 27 juin 1893 veut impérieusement que les employés de l'administration se fassent assister d'un officier de police judiciaire pour légaliser leurs visites, il n'en est pas de même au cas où il s'agit de personnes pratiquant publiquement un commerce notoirement assujetti à un impôt de licence (art. 20 et 22 du même décret); que, dans ce dernier cas, les employés, agents ou simples préposés de l'administration sont formellement autorisés à se présenter chez les assujettis sans être assistés; — Attendu que Thiar est traiteur-restaurateur; qu'il se reconnaît cette qualité; — Que les documents qu'il verse lui-même au procès-verbal la lui attribuent au besoin; — Attendu qu'aux termes de l'art. 39 de la loi du 28 avril précitée, toute personne se livrant, en Algérie, à l'un des commerces ou à l'une des opérations mentionnée aux états O. P. Q. annexés à cette loi est astreinte à des droits de licence conformément aux tarifs insérés dans ces états; — Attendu que parmi ces commerces figure expressément sur l'état O le commerce de trai-

teur-restaurateur; — Attendu qu'il suit de là qu'étant de sa nature notoirement et légalement sujet aux droits de licence, l'établissement de Thiar, où se pratiquait ce dernier commerce, était virtuellement soumis à l'obligation de la visite des employés sans assistance, et qu'ainsi les opérations qui ont été faites chez lui dans ces conditions, le 8 mars 1894, sont incontestablement régulières ;

En ce qui touche le moyen subsidiaire, pris de ce que l'impôt de licence ne serait pas dû à raison de cette circonstance que le prévenu ne débiterait dans son commerce ni spiritueux, ni boissons : — Attendu qu'en admettant que ce dernier fait fût prouvé ou pût même l'être dans la cause, il n'en résulterait pas nécessairement que le prévenu se trouverait affranchi, par suite, de toute obligation de licence; — Attendu, en effet, que sans établir de différences entre les traiteurs-restaurateurs qui fournissent pour les repas à leur clientèle les boissons et les spiritueux et les traiteurs-restaurateurs chez qui la clientèle apporte à ses repas les liquides qu'elle consomme, l'état O les soumet tous à l'impôt de la licence ; — Que les indications de cet état O sont à cet égard générales et absolues ; qu'il est de règle que là où la loi ne distingue pas, le juge, dans l'interprétation, n'a point à distinguer ; — Attendu que Thiar était donc incontestablement assujetti, de par sa profession, aux obligations que la loi du 28 avril 1893, art. 39, et le décret du 27 juin de la même année imposent en Algérie aux commerçants de sa qualité; — Attendu, dès lors, qu'en se dérobant à ces obligations, spécialement en exerçant son commerce de traiteur-restaurateur sans licence, il a formellement contrevenu aux dispositions de ces lois et justement encouru de la sorte les condamnations que les premiers juges lui ont infligées ;

Par ces motifs et ceux du tribunal, en tant qu'ils ne sont point en désaccord avec les motifs du présent arrêt : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux exceptions et moyens du prévenu dans la cause, exceptions et moyens dans lesquels il est déclaré mal fondé et dont il est débouté; — Le démet de son appel; — Confirme le jugement attaqué; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet; — Condamne ledit appelant aux frais et fixe au minimum de la loi la durée de la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende, des dommages-intérêts et des frais.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; ÉON, *av. gén.* — Mes SOUBIRANNE et MEUNIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 octobre 1894

Vol de récoltes, pénalité, circonstances particulières, art. 388, 471 et 475 C. pén., application.

Le vol ou la tentative de vol de récoltes ou autres produits utiles de la terre, commis dans les champs, ne sont punis des peines correctionnelles portées à l'art. 388 C. pén. que dans les deux cas suivants : 1° lorsque ces récoltes ou autres productions utiles étaient détachées du sol; 2° lorsque, n'étant pas encore détachées du sol avant d'être soustraites, elles ont été dérobées, soit au moyen de paniers ou de sacs, ou d'objets équivalents, soit pendant la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes;

Si le vol ou la tentative de vol de récoltes non encore détachées du sol ont eu lieu sans aucune de ces circonstances, la peine applicable ne peut plus être que celle de l'art. 475, n° 15 C. pén. ou celle de l'art. 471, n° 9 du même Code.

(Ministère public c. Magdouri)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu, en fait, que les trois demandeurs, déclarés « coupables d'avoir, du 11 au 12 mai, frauduleusement soustrait des fèves dans les champs, au préjudice du sieur Favret », ont été condamnés à deux ans d'emprisonnement et 200 fr. d'amende, par application de l'art. 388 C. pén. ;

Attendu, en droit, que le vol ou la tentative de vol de récoltes ou autres productions utiles de la terre, commis dans les champs, ne sont punis des peines correctionnelles portées audit art. 388 que dans les deux cas suivants : 1° lorsque ces récoltes ou autres productions utiles « étaient déjà détachées du sol » ; 2° lorsque « n'étant pas encore détachées du sol avant d'être soustraites », elles ont été dérobées soit au moyen « de paniers ou de sacs, ou d'objets équivalents, soit la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes » ; — Que, si le vol ou la tentative de vol de récoltes non encore détachées du sol ont eu

lieu sans aucune de ces circonstances, la peine applicable ne peut plus être que celle de l'art. 375, n° 15 ou celle de l'art. 471, n° 9 du même Code; — Attendu que, dans l'espèce, il n'est spécifié par l'arrêt entrepris ni que les récoltes volées fussent détachées du sol, avant d'être soustraites, ni qu'attenant encore au sol, avant la soustraction, elles aient été dérobées, soit en réunion par plusieurs personnes, soit la nuit, soit à l'aide d'un des moyens énumérés à l'art. 388 ; — Qu'il y a donc lieu de reconnaître que le fait imputé aux demandeurs, tel qu'il est retenu à leur charge par la Cour d'appel, ne justifie pas l'application dudit art. 388 et que, par suite, la peine prononcée manque de base légale ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger (Ch. correct.), en date du 7 septembre 1894, qui a condamné : 1° Magdouri Ahmed ben Ali ben Mohamed ; 2° Zahafi Babah ben Mohamed ; 3° Mahmoudi Mohamed ben M'Ahmed, à deux ans d'emprisonnement et 200 fr. d'amende pour vol de récoltes dans les champs; et, pour être statué à nouveau sur l'appel interjeté par eux du jugement du tribunal correctionnel d'Alger du 28 juillet dernier, renvoie les pièces du procès et les prévenus, en l'état où ils se trouvent, devant la Cour d'Aix (Ch. correct.).

MM. Lœw, *prés.*; De Larouverade, *rap.*; Sarrut, *av. gén.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

19 novembre 1894

Privilège, trésor public, Tunisie, décret beylical du 3 octobre 1884, usages tunisiens, créanciers européens, gage immobilier. — Prescription, obligation personnelle et mobilière, droit tunisien, délai.

L'art. 129 du décret beylical du 3 octobre 1884, qui a reconnu au profit du trésor tunisien un privilège sur les immeubles de ses débiteurs, n'a pas établi une législation nouvelle, mais s'est borné à rappeler une législation déjà existante, résultat d'un usage ancien, constant et adopté d'une façon générale dans le pays ;

Et de semblables usages ont force de loi non seulement à

l'égard des indigènes, mais encore à l'égard des Européens ;

En matière immobilière, notamment lorsqu'il s'agit de déterminer les droits réels ou les charges dont un immeuble est susceptible, la législation locale doit seule être appliquée à tous les intéressés, quelle que soit leur nationalité ; — Ce principe a été formellement consacré dans les traités diplomatiques conclus par la Tunisie avec l'Angleterre d'une part, et l'Italie d'autre part, le 10 octobre 1863 et le 8 septembre 1868 (1) ;

Toutefois, si la législation musulmane, fondée sur l'usage dont il vient d'être parlé, accorde un droit de préférence aux créances du trésor, la même législation décide que ce droit ne peut primer que les gages immobiliers qui n'avaient pas encore acquis date certaine au jour où la créance de l'État est née.

D'après les principes du droit tunisien, les obligations personnelles et mobilières se prescrivent par quinze ans.

(Consorts Vignale c. Gouvernement tunisien)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les consorts Vignale sont restés adjudicataires pour la somme de 20,000 fr. d'un immeuble sis à la Goulette, dont ils avaient poursuivi l'expropriation contre les époux Youssef Samama; que suivant un exploit de l'huissier Martin en date du 15 juin 1893, le gouvernement tunisien a pratiqué une saisie-arrêt entre les mains desdits adjudicataires pour assurer le paiement d'une créance privilégiée s'élevant à 14,703 fr. 19 cent.;

Attendu que les consorts Vignale demandent actuellement la nullité de cette saisie, en soutenant que le prix de leur adjudication s'est compensé valablement avec une créance hypothécaire de 30,000 fr. qu'ils possédaient eux-mêmes contre les débiteurs expropriés;

Attendu que le gouvernement tunisien déclare d'abord s'en rapporter à justice sur le point de savoir si les demandeurs n'auraient pas dû verser à la caisse des dépôts et consignations le prix de l'immeuble en litige et faire ouvrir une distribution par contribution au lieu d'engager la présente instance;

(1) V. ces traités *Rev. Alg.*, 1887. 2. 174 et suiv.

Mais attendu que les consorts Vignale et le gouvernement tunisien sont seuls aujourd'hui à émettre des prétentions sur le prix dont il s'agit; que d'autre part, le différend soumis au tribunal consiste simplement à rechercher si le défendeur a ou non un droit de préférence opposable à celui invoqué par ses adversaires; — Qu'il n'y a donc aucune raison pour recourir à la procédure longue et coûteuse d'une distribution par contribution; que sans doute en négligeant cette procédure les consorts Vignale s'exposent à avoir de nouvelles difficultés dans le cas où d'autres créanciers des époux Samama viendraient à se révéler plus tard; mais que le gouvernement ne court lui-même aucun risque à voir trancher en la forme d'un procès ordinaire, la question d'antériorité qui se pose entre lui et les demandeurs; — Qu'il n'a donc point d'intérêt à critiquer la voie suivie par ces derniers pour résister à sa prétention d'être payé par privilège sur la somme de 2,000 fr. mentionnée ci-dessus;

Attendu au fond, que toutes les parties reconnaissent que l'immeuble vendu avait été recueilli par la dame Youssef Samama dans la succession de son père Elie Samama, ancien receveur du ministère de la marine, à la Goulette;

Attendu que par une décision prise le 12 janvier 1882, la Cour des comptes de la régence a déclaré que ledit sieur Elie Samama était resté débiteur à la fin de sa gestion, d'une somme de 24,505 piastres 5 caroubes; — Que cette décision a été sanctionnée par un jugement de la section pénale de l'Ouzara en date du 5 septembre de la même année; — Que c'est pour parvenir au recouvrement de la créance ainsi liquidée, que le gouvernement tunisien a fait savoir aux consorts Vignale qu'il entendait leur réclamer la majeure partie du prix de l'immeuble provenant de la succession de son débiteur; qu'il se prévaut à cet effet du privilège attaché aux créances du trésor et indiqué dans l'art. 129 du décret beylical du 3 octobre 1884;

Attendu que les consorts Vignale repoussent l'application de ce privilège sous prétexte que la créance du gouvernement est bien antérieure à la promulgation du décret qui vient d'être cité;

Mais attendu que ce décret n'a pas établi une disposition nouvelle; — Qu'il s'est borné à rappeler la législation déjà existante; — Que cette législation n'était basée sans doute sur aucun texte, mais qu'elle résultait d'un usage ancien, constant et adopté d'une façon générale dans le pays; — Que cela n'a rien d'extraordinaire si l'on songe qu'un grand nombre de dispositions du droit musulman applicable en Tunisie

reposent uniquement sur des usages ayant acquis force de loi et dont quelques-uns ont été codifiés, comme dans l'espèce, depuis l'installation du protectorat français ;

Attendu que les demandeurs objectent aussi que de semblables usages bien que réunissant les caractères voulus pour avoir force légale et pour créer un privilège à l'encontre des indigènes, ne peuvent pas néanmoins produire le même résultat vis-à-vis de créanciers européens; — Mais attendu que cette objection n'est pas plus fondée que la précédente; — Attendu en effet qu'en matière immobilière, notamment lorsqu'il s'agit de déterminer les droits réels ou les charges dont un immeuble est susceptible, la législation locale doit seule être appliquée à tous les intéressés, quelle que soit leur nationalité; — Que ce principe a été formellement consacré dans les traités diplomatiques conclus par la Tunisie avec l'Angleterre d'une part et l'Italie d'autre part, le 10 octobre 1863 et le 8 septembre 1868; — Attendu dès lors, que puisque l'usage rappelé dans le décret susvisé du 3 octobre 1884 a établi au profit du trésor tunisien un privilège sur les immeubles de ses débiteurs, l'État est autorisé à invoquer ce privilège non seulement à l'encontre des indigènes, mais aussi à l'égard des Européens ayant acquis eux-mêmes un droit de gage ou d'hypothèque sur lesdits immeubles; — Qu'il en est ainsi du moins, quand il s'agit d'une propriété non immatriculée et soumise en conséquence à la loi musulmane; que telle était précisément la nature de l'immeuble saisi contre les époux Youssef Samama par les consorts Vignale; de sorte que ceux-ci ont tort de contester le principe du privilège qui leur est opposé;

Attendu toutefois, que si la législation musulmane fondée sur l'usage dont il vient d'être parlé, accorde un droit de préférence aux créances du trésor, la même législation décide que ce droit ne peut primer que les gages immobiliers qui n'avaient pas encore acquis date certaine au jour où la créance de l'État est née;

Attendu en outre, que dans l'instance actuelle c'est le gouvernement tunisien qui, en pratiquant une saisie-arrêt, a émis la prétention d'exercer un droit préférable à celui des consorts Vignale et de faire tomber la compensation que ceux-ci avaient opérée au moment de l'adjudication; que par suite, il incombe audit gouvernement de justifier que son privilège se trouve dans les conditions voulues pour passer avant l'hypothèque dont se prévalent ses adversaires; — Attendu qu'il ne fournit pas cette justification; — Attendu, en effet, que les consorts Vignale produisent deux

actes de subrogation d'hypothèque, passés devant des notaires israélites le 27 novembre 1877 en faveur du sieur Jean-Baptiste Mascaro ; que dans ces actes, dont la validité et l'authenticité ne sont pas discutées, le notaire rédacteur affirme : que le sieur Elie Samama avait hypothéqué avant sa mort tous ses immeubles à un sieur Rousseau pour une somme principale de 25,000 piastres et que c'est cette hypothèque qui, après avoir appartenu successivement à une dame Carlotta et au sieur Michel Pisani, a été enfin transférée au sieur Mascaro ;

Attendu qu'il rentrait dans les attributions de ce notaire d'attester ainsi l'origine de l'hypothèque faisant l'objet des contrats qu'il était chargé de rédiger ; — Que ses affirmations sur ce point ont d'autant plus de valeur, qu'il était intervenu dans les précédents transferts de ladite hypothèque, en raison de la minorité de la dame Youssef Samama, seule héritière de son père Elie, et qu'il avait par conséquent une connaissance certaine des actes dressés à ce sujet ;

Attendu, en outre, qu'il résulte de divers documents produits aux débats, et spécialement d'un troisième acte dressé par un notaire rabbinique le 9 novembre 1884, que le sieur Mascaro a cédé à son tour l'hypothèque précitée au sieur Guiseppe Vignale, aux droits duquel les demandeurs actuels se trouvent eux-mêmes subrogés ;

Attendu, dès lors, que l'hypothèque possédée par les consorts Vignale sur l'immeuble exproprié avait été sûrement constituée du vivant du sieur Elie Samama ;

Attendu d'autre part, qu'il existait entre ce dernier et le gouvernement tunisien un véritable compte-courant, ainsi que cela est démontré par plusieurs passages joints au dossier du défendeur et même par ses dernières conclusions ;

Attendu que le compte dont il s'agit ne devait être réglé définitivement qu'à la fin de la gestion du sieur Elie Samama ; — Qu'en effet, c'est seulement à cette époque que la Cour des comptes s'est placée pour apprécier la situation respective de l'État et de son ancien receveur ; que c'est en comparant toutes les remises de fonds échangées entre ces deux parties pendant la durée des fonctions du sieur Elie Samama que ladite Cour a pu décider que celui-ci avait reçu 24,505 piastres de plus que ce qu'il avait versé lui-même dans les caisses du trésor ; que c'est donc seulement aussi à la fin des fonctions dudit sieur Elie qu'une créance véritable et exigible est née en faveur de l'État pour le solde final du compte dont les éléments s'étaient réglés jusque-là par compensation ;

Attendu que le gouvernement ne prouve pas et n'offre pas

d'établir que ce point de départ de sa créance ait une date antérieure à la constitution de l'hypothèque consentie par son débiteur au sieur Rousseau et transférée successivement jusqu'aux consorts Vignale ; qu'il est même permis de croire le contraire si l'on songe que le sieur Elie Samama devait exercer sa gestion de receveur jusqu'à sa mort et que le défendeur, dans ses conclusions complémentaires, semble bien reconnaître qu'effectivement cette gestion n'a pas été interrompue plus tôt;

Attendu, dans ces conditions, qu'il est certain que le gouvernement ne produit pas les justifications nécessaires pour obliger les consorts Vignale à respecter sa saisie-arrêt et à subir les conséquences rigoureuses de son privilège occulte;

Attendu, au surplus, que le sieur Elie Samama est décédé le 5 avril 1873 et que, d'après les considérants qui précèdent, la créance du trésor est née au plus tard à cette époque; que cependant la décision par laquelle la Cour des comptes a liquidé ladite créance ne date que du 12 janvier 1885 et n'a été sanctionnée par la section pénale de l'Ouzara que le 5 septembre suivant ; — Que, d'autre part, aucun des documents sur lesquels l'État fonde aujourd'hui ses prétentions ne démontre que les deux décisions susénoncées aient été rendues à la suite d'une demande ou d'une action dirigée contre l'unique héritière de feu Elie Samama;

Attendu que l'instance à la suite de laquelle les décisions dont il s'agit sont intervenues n'a été introduite qu'après la mort d'Elie Samama ; — Attendu, dès lors, que l'héritière de ce dernier aurait dû y être appelée; — Attendu que, cette formalité n'ayant pas été remplie, ces décisions ne sont pas opposables à la succession d'Elie Samama et qu'elles n'ont pas pu interrompre la prescription à son égard; — Attendu que d'après les principes du droit tunisien les obligations personnelles et mobilières se prescrivent par quinze ans; — Attendu qu'il est également de règle que la prescription peut être opposée par des créanciers ou toutes autres personnes ayant intérêt à l'invoquer alors même que le débiteur y renonce; — Attendu que le gouvernement tunisien ne justifie pas avoir poursuivi régulièrement le paiement de sa créance dans les quinze ans qui ont suivi le jour où elle est devenue exigible; — Attendu que les consorts Vignale sont donc fondés à soutenir que cette créance est éteinte et ne peut pas leur préjudicier;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort; — Dit que les demandeurs ont procédé valablement en introduisant la présente instance et qu'il

n'y a pas lieu de les obliger à ouvrir une distribution par contribution ; — Dit également que le défendeur ne peut pas opposer dans l'espèce actuelle aux consorts Vignale le privilège ordinairement attaché aux créances du trésor ; — Annule en conséquence la saisie-arrêt pratiquée par le gouvernement tunisien le 15 juin 1893 ; — Ordonne que cette saisie ne pourra pas empêcher la compensation opérée par les consorts Vignale entre le prix de leur adjudication et la créance hypothécaire qu'ils possédaient contre les débiteurs expropriés ; — Déboute le gouvernement de sa demande en attribution de la plus grande partie du prix de ladite adjudication et le condamne aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; VIAL, *ff. subst.* — Mes VIGNALE et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

5 novembre 1894

Liquidation judiciaire, dépôt du bilan, expiration du délai, tribunaux, pouvoir d'appréciation.

Il résulte de la discussion qui a précédé le vote par le Sénat de la loi du 4 mars 1889, sur les liquidations judiciaires, que, dans la pensée du législateur, les tribunaux ont la faculté, lorsque le débiteur a laissé passer le délai de quinze jours, après sa cessation de paiements, avant de provoquer sa mise en liquidation, d'apprécier les circonstances de fait et de vérifier si le déclarant est oui ou non en situation d'être admis au bénéfice de la liquidation malgré le retard apporté par lui au dépôt de son bilan.

(Caillat et Poirson et autres c. Bambagini)

Le 21 octobre 1893, le TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER a rendu le JUGEMENT suivant :

LE TRIBUNAL, — Jugeant contradictoirement en premier ressort ; — Attendu que, par requête présentée le 7 octobre courant, Bambagini, invoquant les termes de la loi du 4 mars 1889, demande sa mise en état de

liquidation judiciaire ; — Attendu que par exploit, enregistré, du 10 du même mois, les sieurs Caillat et Poirson, négociants à Alger, créanciers dudit Bambagini d'une somme principale de 997 fr. 40 cent., aux termes d'un jugement de ce tribunal, du 2 septembre dernier, demandent la mise en état de faillite de leur débiteur; — Attendu qu'un sieur Vauclare, créancier dudit sieur Bambagini d'une somme principale de 189 fr. 75 cent., montant des condamnations également prononcées par jugement de ce tribunal, du 10 juin dernier, déclare intervenir dans ladite instance en déclaration de faillite et se joindre à ladite demande ; — Que les sieurs Jeannet et Cie, également créanciers du même Bambagini d'une somme principale de 178 fr. 20 cent., aux termes d'un jugement du 29 août dernier, interviennent et demandent eux aussi la mise en faillite de leur débiteur ; — Attendu que toutes ces demandes sont connexes, qu'il y a lieu de les joindre et de statuer sur elles par un même jugement ;

Attendu que Bambagini, tout en reconnaissant que la cessation de ses paiements remonte à une époque antérieure aux quinze jours qui ont précédé le 7 octobre courant, date du dépôt de son bilan, se fondant sur les termes de l'art. 19 de ladite loi du 4 mars 1889, demande le bénéfice de la liquidation judiciaire ; — Qu'il soutient qu'aux termes de cet art. 19, les tribunaux, appréciant les diverses circonstances qui ont amené la déconfiture d'un commerçant, peuvent, malgré les termes formels de l'art. 2 de cette loi, déclarer la liquidation judiciaire ; — Attendu qu'à l'appui de cette thèse, il invoque deux arrêts: l'un de la Cour d'appel de Paris du 5 juin 1891, et l'autre de la Cour de cassation du 3 juin dernier ; — Attendu que ces décisions ne font aucune dérogation aux termes formels et impératifs de l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889, lesquels imposent à tout commerçant qui veut bénéficier des avantages de la liquidation judiciaire de déposer son bilan dans les quinze jours qui suivent la date de la cessation de ses paiements ; — Que ces deux arrêts, rapportés par Bambagini, sont intervenus dans deux cas prévus par l'art. 19 de cette loi du 4 mars 1889, c'est-à-dire après mise en état de liquidation judiciaire ; — Attendu que si cet art. 19, dans son paragraphe premier, laisse aux tribunaux le droit d'apprécier s'il y a lieu ou non lieu à déclarer la faillite ou de maintenir la liquidation judiciaire, cette faculté ne leur est donnée que dans deux cas bien spécifiés, c'est-à-dire : 1° lorsque après avoir déclaré la liquidation judiciaire on s'aperçoit que la requête à fin de cette liquidation n'a pas été présentée dans le délai fixé par l'art. 2 ; 2° lorsque le débiteur n'obtient pas son concordat ; — Que c'est donc seulement après la déclaration de liquidation judiciaire que les tribunaux ont cette faculté d'appréciation ; — Mais attendu que la situation actuelle de Bambagini n'est pas celle prévue par cet art. 19 ; qu'il se trouve, au contraire, dans le cas de l'art. 2, dont les termes sont formels, et disent expressément que la liquidation judiciaire ne peut être ordonnée que sur requête présentée par le débiteur au tribunal de son domicile, dans les quinze jours de la cessation de ses paiements ; — Attendu que Bambagini reconnait qu'il a cessé ses paiements bien antérieurement à la date fixée par l'art. 2 précité, mais qu'il se fonde encore, pour bénéficier des dispositions de la loi susindiquée, sur ce que, aux termes de son bilan, son actif serait supérieur à son passif de la somme de 37,910 fr., et cela d'après une

estimation des marchandises qui aurait été faite par trois experts compétents ; — Attendu que le tribunal ne saurait s'arrêter à un pareil moyen, rien n'établissant, en effet, que l'actif, porté dans le bilan pour un chiffre supérieur de 37,910 fr. au passif, puisse être réalisé dans des conditions qui permettent d'éteindre complètement le passif ; — Qu'il n'y a qu'un seul fait à retenir pour le tribunal, c'est que Bambagini a cessé ses paiements, et que cette cessation remonte à une date antérieure aux quinze jours qui ont précédé celle de sa demande de mise en liquidation judiciaire ; — Que le tribunal ne peut donc ordonner sa mise en liquidation judiciaire, conformément à la loi du 4 mars 1889 ;

Par ces motifs : — Donne acte à Vauclare et Jeannet et C^ie^ de leur intervention ; — Joint les instances comme connexes ; — Déclare Bambagini déchu du droit au bénéfice de la loi du 4 mars 1889 ; — Et faisant droit aux demandes de Caillat et Poirson, Jeannet et C^ie^ et Vauclare : — Déclare le sieur Titus Bambagini en état de faillite, dont l'ouverture est provisoirement fixée au 7 octobre 1893 ; — Nomme M. Cognon juge-commissaire et M. Gaudet syndic provisoire ; — Ordonne l'apposition des scellés sur toutes ses facultés mobilières, partout où besoin sera, et l'accomplissement de toutes les autres formalités prescrites par la loi ; — Dispense le failli du dépôt de sa personne dans la maison d'arrêt ; — Emploie les dépens en frais privilégiés de faillite.

Sur APPEL de Bambagini,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Vauclare et Jeannet et C^ie^ ne comparaissent pas ni personne pour eux, bien que dûment assignés ; — Qu'il échet de donner contre eux itératif défaut et de statuer définitivement à l'égard de toutes parties ; — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il résulte de la discussion qui a précédé le vote par le Sénat de la loi du 4 mars 1889 que, dans la pensée du législateur, les tribunaux ont la faculté, lorsque le débiteur a laissé passer le délai de quinze jours, après sa cessation de paiements, avant de provoquer sa mise en liquidation, d'apprécier les circonstances de fait et de vérifier si le déclarant est oui ou non en situation d'être admis au bénéfice de la liquidation, malgré le retard apporté par lui au dépôt de son bilan ; — Mais attendu que rien, dans les circonstances de la cause, n'est de nature à permettre de relever Bambagini des conséquences de son retard ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Donne itératif défaut contre Vauclare et Jeannet et C^ie^, faute d'avoir constitué avoué et défenseur ; — Et statuant définitivement à l'égard de toutes parties : — Reçoit l'appel

en la forme ; — Le rejette comme non justifié ; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Condamne Bambagini en tous les dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.;* GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes REY et GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

12 novembre 1894

Immatriculation, Tunisie, bail excédant une année, inscription, tiers, lésion, dol, action en dommages-intérêts, auteur du dol.

L'art. 17 de la loi du 1er juillet 1885, aux termes duquel tout bail dépassant une année doit, pour être opposable aux tiers, être inscrit sur le titre de l'immeuble auquel il se rapporte, ne fait aucune distinction entre les baux antérieurs à l'immatriculation et ceux qui ont été consentis depuis cette formalité ;

Aux termes de l'art. 38 de la même loi, dont la loi du 15 mars 1892 n'a fait que consacrer le principe, toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'a jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol ;

Et d'après une jurisprudence constante, cette action en dommages-intérêts n'est jamais accordée que contre l'auteur de la lésion et lorsque celui-ci a agi de mauvaise foi.

(Averso c. Hadj Mostefa ben Ahmed Echicheti et Richard Costa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'aux termes d'un acte passé devant des notaires indigènes, le 7 mars 1883, le sieur Hadj Mostefa

ben Ahmed Echicheti a donné en location au sieur Saverio Averso, pour une période de six ans, une parcelle de terre située dans la banlieue de Tunie; que, d'après un second acte également passé devant des notaires arabes le 1er février 1887, le bail dont il s'agit a été prolongé pour une nouvelle période de six ans, qui devait commencer à la fin de la première; qu'ainsi le sieur Averso est devenu locataire du terrain précité pour un délai qui devrait expirer seulement le 1er octobre 1895; — Attendu que, le 24 avril 1890, le sieur Hadj Mostefa ben Ahmed Echicheti a vendu la parcelle de terre désignée ci-dessus au sieur Richard Costa, qui l'a revendue lui-même à la municipalité de Tunis, le 1er septembre 1891; — Attendu qu'au mois de janvier 1873, le sieur Averso a été empêché de cultiver ladite parcelle employée par la municipalité à l'installation d'un jardin public; qu'à la suite de ce trouble causé à sa possession, le sieur Averso a assigné son bailleur Hadj Mostefa ben Ahmed et le sieur Richard Costa, acquéreur direct de ce dernier, pour les obliger à reconnaître la validité de son bail et pour les faire, en outre, condamner au paiement d'une somme de 2,000 fr. à titre de dommages-intérêts; — Attendu que, par exploit de l'huissier Patel en date du 10 avril 1894, le sieur Averso a aussi appelé en cause la municipalité de Tunis; que, ces deux instances étant connexes, il y a lieu de les joindre et de statuer sur le tout par un seul jugement; — Attendu que le sieur Hadj Mostefa persiste à ne pas comparaître, malgré un jugement de défaut profit-joint rendu à son encontre et qui lui a été régulièrement signifié avec réassignation; qu'il échet, en conséquence, de donner itératif défaut contre lui;

Attendu que les prétentions du sieur Averso doivent être examinées séparément vis-à-vis de chacun des défendeurs; — Qu'il convient, tout d'abord, de mettre hors de cause la municipalité de Tunis; — Qu'en effet, lorsqu'elle a exproprié le terrain litigieux, celui-ci avait été immatriculé par les soins du sieur Richard Costa, et le bail du sieur Averso ne figurait pas sur le titre de propriété dressé à la conservation foncière relativement audit terrain;

Attendu que la municipalité était donc autorisée à ne pas tenir compte de ce bail, puisqu'aux termes de l'art. 17 de la loi du 1er juillet 1885, qui a organisé l'immatriculation en Tunisie, « tout bail dépassant une année doit être inscrit sur le titre de l'immeuble auquel il se rapporte, pour être opposable aux tiers »; — Attendu que cet article, conçu en termes généraux, ne fait aucune distinction; qu'il s'applique aux baux antérieurs à l'immatriculation aussi bien qu'à ceux qui ont été consentis

depuis cette formalité; qu'en raison dudit article, le sieur Averso ne peut obliger la municipalité à reconnaître l'existence de son contrat de location; — Qu'il ne peut davantage la contraindre au paiement d'une indemnité pour la privation de jouissance qu'il a éprouvée;

Attendu que le demandeur cherche vainement à se prévaloir d'un jugement rendu par le tribunal de céans, le 23 mai 1894; — Qu'en effet, dans l'instance qui a donné lieu à ce dernier jugement, il s'agissait d'une action engagée directement par un locataire contre l'immatriculation elle-même, lequel avait eu tort de s'opposer à l'inscription d'un bail dont la validité avait été reconnue à son encontre par un arrêt passé en force de chose jugée; — Que, dans l'espèce actuelle, la municipalité représente, au contraire, pour le sieur Averso, un véritable tiers étranger à l'immatriculation, aussi bien qu'au contrat de bail dont l'inscription a été omise; que c'est donc bien le cas d'appliquer la disposition de l'art. 17 énoncé ci-dessus;

Attendu que le sieur Averso ne peut invoquer utilement aujourd'hui que l'art. 38 de la loi précitée du 1er juillet 1885, lequel est ainsi conçu : « Toute personnne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol »; — Attendu, sans doute, qu'au moment de l'immatriculation de la parcelle en litige, le texte dont il s'agit n'avait pas encore reçu sa rédaction actuelle, édictée seulement par la loi du 15 mars 1892; — Mais attendu que l'ancien texte de l'art. 38 de la loi foncière disposait déjà : « que toute personne dont les droits auraient été lésés par une immatriculation, sans avoir jamais de recours sur l'immeuble, aurait pourtant une action personnelle en dommages-intérêts »; — Que, d'autre part, d'après une jurisprudence constante, cette action en dommages-intérêts n'était jamais accordée que contre l'auteur de la lésion et lorsque celui-ci avait agi de mauvaise foi;

Attendu qu'il résulte clairement des considérations qui précèdent que telle n'est pas la situation de la municipalité; que d'ailleurs aucun acte de dol n'est allégué contre elle, de sorte que le demandeur a eu tort de l'appeler au procès;

En ce qui concerne le sieur Richard Costa : — Attendu qu'il était tenu de respecter le bail du sieur Averso, puisque cet acte avait acquis date certaine antérieurement à la vente consentie audit sieur Costa par le sieur Hadj Mostefa ben Ahmed Echicheti; — Attendu, en outre, que le contrat passé le 24 avril

1890, au sujet de cette vente, contient la stipulation suivante: « L'acheteur a reconnu au préalable avoir vu, examiné et accepté entièrement que son achat ne soit basé que sur simple déclaration, et qu'il n'entrerait en possession du terrain vendu qu'à l'expiration de la location de Saverio l'Italien. » — Attendu que cette clause démontre que le sieur Richard Costa avait été prévenu de l'existence et de la durée du bail conclu entre son vendeur et le sieur Averso ; — Que, dès lors, puisqu'il savait que ce bail devait durer jusqu'au 1er octobre 1896, il a eu tort de ne pas le faire inscrire à la conservation foncière au moment de la procédure d'immatriculation qu'il a engagée le lendemain même de son achat, le 25 avril 1890 ; — Attendu, en effet, que cette procédure devait avoir pour résultat de fixer définitivement, à l'égard des tiers, la consistance de l'immeuble immatriculé, non seulement en ce qui concerne les droits réels, mais encore au point de vue des locations de plus d'une année grevant la jouissance dudit immeuble ; que, par suite, le sieur Richard Costa ne pouvait pas se faire établir sciemment un titre qui lui attribuait désormais vis-à-vis des tiers une jouissance plus grande que celle qu'il possédait réellement, sans commettre un acte de mauvaise foi à l'égard du locataire lésé ; — Que c'est précisément cette fraude que le législateur a voulu réprimer dans l'art. 38 de la loi foncière rappelé ci-dessus, lequel article, tout en respectant les droits acquis par des tiers de bonne foi, autorise néanmoins la victime d'un dol à s'en faire indemniser par la personne qui le lui a causé ; — Attendu que, dans le procès actuel, la responsabilité du sieur Richard Costa est d'autant plus évidente que ce défendeur avait également pour devoir, au moment de l'expropriation poursuivie par la municipalité de Tunis, de dénoncer à cette dernière tous les baux se référant à la parcelle expropriée et dont il avait connaissance ; qu'en s'abstenant de déclarer le bail du demandeur et en traitant avec la ville, comme s'il avait seul des droits sur le terrain litigieux, il a obtenu, sans doute, un prix plus élevé de ce terrain, mais en revanche il s'est rendu responsable envers le sieur Averso, auquel il doit réparation du préjudice qu'il lui a occasionné en l'empêchant de pouvoir réclamer personnellement une indemnité à l'expropriante ;

En ce qui concerne le sieur Hadj Mostefa ben Ahmed Echicheti : — Attendu qu'il avait contracté l'obligation d'assurer à son preneur une jouissance paisible et de le garantir contre les troubles de droit ; — Qu'il n'aurait été dégagé de cette obligation que si le sieur Averso avait été prévenu de la vente consentie au sieur Richard Costa, et avait accepté ce dernier

comme bailleur au lieu et place du sieur Hadj Mostefa; — Mais attendu que cette circonstance n'est pas établie; — Que le sieur Hadj Mostefa ben Ahmed, qui avait encaissé d'avance le montant intégral du prix de location, n'a pas cru devoir avertir son preneur du changement opéré dans le nom du propriétaire du terrain loué, de sorte que le sieur Averso est fondé à lui reprocher de ne pas avoir surveillé les agissements de l'acquéreur qu'il s'était substitué et d'avoir laissé le sieur Richard Costa faire immatriculer ledit terrain dans des conditions qui devaient nécessairement troubler la jouissance que lui Hadj Mostefa continuait à être tenu d'assurer; — Attendu que la faute commise ainsi par le sieur Hadj Mostefa ben Ahmed permet de le rendre responsable solidairement avec le sieur Richard Costa du préjudice souffert par le demandeur; — Qu'il pourra, toutefois, s'il le juge utile, réclamer au sieur Richard Costa le remboursement des sommes qu'il devra payer par suite du dol de ce dernier; — Qu'en effet, le sieur Richard Costa avait promis au sieur Hadj Mostefa de respecter le bail du sieur Averso; qu'en n'exécutant pas cette promesse, il a engagé sa responsabilité, non seulement vis-à-vis de la partie lésée, mais encore à l'égard de son vendeur auquel il n'a point tenu parole; — Attendu que le tribunal possède des éléments suffisants d'appréciation pour évaluer dès à présent le chiffre exact du dommage dont la réparation incombe solidairement aux sieurs Richard Costa et Hadj Mostefa; — Que le sieur Averso fournit lui-même des documents d'où il résulte qu'il ne retirait pas de la parcelle en litige un bénéfice annuel supérieur à 500 fr.; — Que, puisqu'il a été privé pendant trois ans de ladite parcelle, il convient de lui accorder une indemnité totale de 1,500 fr.; — Attendu que, le sieur Richard Costa succombant dans ses conclusions principales, sa demande accessoire en dommages-intérêts, pour procès vexatoire, doit être elle-même écartée; — Attendu, enfin, que les conclusions subsidiaires, par lesquelles le sieur Averso sollicite une enquête, deviennent sans objet en l'état des considérants qui précèdent;

Par ces motifs : — Statuant en premier ressort par un jugement qui ne sera susceptible d'opposition de la part d'aucune des parties : — Joint comme connexes les deux instances successivement introduites par le sieur Averso; — Donne itératif défaut contre le sieur Hadj Mostefa ben Ahmed Echicheti; — Et, pour le profit, ordonne la mise hors de cause de la municipalité de Tunis; — Condamne le sieur Averso aux dépens vis-à-vis d'elle; — Condamne solidairement le sieur

Richard Costa et le sieur Hadj Mostefa ben Ahmed à payer au sieur Averso, pour les causes susénoncées, une somme fixe de 1,500 fr.; — Rejette, pour le surplus, les prétentions du demandeur; — Déboute également le sieur Richard Costa de ses fins et conclusions, notamment de sa demande en dommages-intérêts; — Dit ne pas y avoir lieu de statuer sur les conclusions subsidiaires du sieur Averso; — Condamne solidairement les sieurs Richard Costa et Hadj Mostefa aux dépens envers le demandeur, lesquels dépens comprendront ceux du jugement de défaut profit joint, en date du 15 mai 1893; — Ordonne, sauf en ce qui concerne les dépens, l'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution, attendu que les droits du sieur Averso sont fondés sur l'inexécution d'un bail passé avec le sieur Hadj Mostefa et accepté par le sieur Richard Costa, qui s'était obligé lui-même à le respecter.

MM. FABRY, *prés.*; VIAL, *subst.* — Mes BODOY, BESSIÈRE et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

24 avril 1894

—

Notaire, honoraires, actes non tarifés, pouvoir d'appréciation du juge.

—

Les notaires n'ont pas droit, pour les actes non tarifés, à des honoraires proportionnels aux avantages que les parties peuvent retirer de ces actes, et les tarifs adoptés à cet égard par les assemblées générales ou les chambres de notaires ne lient pas les magistrats, qui ont, pour la fixation desdits honoraires, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation d'après les circonstances.

(Picard c. Guillaume)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que si, pour les actes non tarifés par la loi, les notaires n'ont pas droit à des honoraires proportionnels aux avantages que l'une des parties peut retirer des dis-

positions que ces actes contiennent, et que si les tarifs adoptés à cet égard par les assemblées générales ou les chambres de notaires ne sauraient lier les magistrats, ceux-ci jouissent d'un pouvoir discrétionnaire d'appréciation pour fixer les honoraires dus au notaire à raison de ces actes, suivant leur nature, les difficultés que leur rédaction a présentées et la responsabilité qu'ils peuvent faire encourir ;

Attendu que, dans l'espèce, où il s'agit d'un testament olographe, Me R..., auquel il a été confié par le testateur, s'est borné, lors du décès de celui-ci, à le présenter au président du tribunal, à en dresser l'acte de dépôt et à en assurer la conservation au rang de ses minutes ; — Qu'il ne saurait prétendre à l'allocation d'honoraires proportionnels au chiffre du legs, ce qui serait contraire à la loi ; — Que les premiers juges, usant de leur pouvoir d'appréciation, ont estimé que la somme de 650 fr. était hors de proportion avec les peines et soins de Me R..., dont ils l'ont jugé suffisamment rémunéré par le montant des vacations qu'il a encaissées et les autres émoluments qui ont été la conséquence du dépôt ;

Attendu, cependant, qu'un émolument est dû au notaire pour la garde du testament olographe qui lui est remis en dépôt ; — Qu'il y a lieu d'allouer à Me R... un émolument qu'il convient de fixer à 100 fr., etc.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes JOUYNE et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

10 novembre 1894

Adultère, indigène musulman, statut personnel, loi française, application.

La loi pénale française est applicable aux indigènes musulmans, en matière d'adultère comme en toute autre ;

Il importe peu que les formes du mariage diffèrent pour les indigènes de celles du Code civil.

(Ministère public c. Aouda bent El-Hadj Mohamed et Abdelkader ben Mohamed).

Le 9 août 1894, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ORLÉANSVILLE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, malgré l'aveu fait par les inculpés, la première, qu'elle a abandonné le domicile conjugal et vit avec Abdelkader ben Mohamed, le second, qu'il a des relations intimes avec Aouda bent El-Hadj Mohamed ben Ali, il échet avant tout de rechercher s'il y a adultère au sens légal de l'art. 336 C. pén.; — Attendu que les inculpés et que le plaignant, mari de la première, sont indigènes musulmans non naturalisés et sont, par suite, régis par le statut personnel musulman en tout ce qui concerne les questions d'état; — Que s'il est vrai que le Code pénal français est applicable aux indigènes, ce n'est toutefois que dans la mesure où ledit Code pénal n'est pas absolument contraire au statut personnel dont il vient d'être parlé;

Attendu, en ce qui concerne le mariage, que les musulmans le contractent dans des conditions toujours différentes de celles qu'impose le Code civil; — Que les époux ne se promettent pas mutuellement fidélité, comme le veut l'art. 212, et que la femme, notamment, achetée sans consentement personnel de sa part, n'a juré aucune des obligations imposées à la femme française; — Attendu que, de son côté, le mari peut avoir plusieurs femmes et entretenir des concubines dans la maison conjugale, sans pour cela tomber sous l'application des art. 339 et 340 C. pén.; — Attendu que si, dans ces cas, le Code pénal n'est pas applicable au mari, il ne doit pas l'être davantage à la femme, dont le mariage se présente sous un aspect tout autre que le mariage du Code civil et dont l'adultère ne peut être considéré juridiquement comme celui visé par les art. 336 et 337 C. pén.; — Attendu, par suite, qu'il n'y a pas lieu de faire application desdits articles et qu'il échet, au contraire, de renvoyer les prévenus sans dépens;

Par ces motifs : — Renvoie Aouda et Kebabsa purement et simplement des fins de la poursuite sans dépens.

Sur l'APPEL du ministère public,

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel est régulier; — Attendu que les prévenus ne se présentent pas, quoique régulièrement cités; qu'il échet de statuer par défaut à leur égard;

Au fond : — Attendu qu'Aouda bent El-Hadj Mohamed s'est mariée avec Kaddour ben Salem ben Miliani, ainsi qu'il résulte d'un acte de la mahakma d'Orléansville, du 5 octobre 1891; — Qu'à la date du 20 septembre 1892 et à celle du 21 mai 1895, deux jugements de la même mahakma lui ont ordonné de rentrer au domicile conjugal; — Que le cadi, par acte du 6 juillet 1894, atteste que le bachadel s'est transporté au domicile où elle habite avec son complice et coprévenu; que celui-ci a refusé de la laisser partir; — Attendu que les deux prévenus ont reconnu le délit d'adultère qui leur est imputé et ont

déclaré vouloir continuer à habiter ensemble; — Attendu que le mari a porté plainte contre sa femme et son complice et demande qu'ils soient punis conformément à la loi; — Attendu que la loi pénale française est applicable aux indigènes, en matière d'adultère comme en toute autre; qu'il importe peu que les formes du mariage diffèrent pour les indigènes de celles du Code civil; que la fidélité est un devoir des époux et spécialement de la femme; — Qu'en conséquence, les art. 336 et 337 C. pén. doivent être appliqués; — Que c'est à tort que les premiers juges ont décidé le contraire; — Que, par suite, il échet de réformer leur décision;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les prévenus non comparant, quoique régulièrement assignés, défaut déjà prononcé à l'audience publique du 8 novembre; — Ce faisant, reçoit comme régulier en la forme l'appel du ministère public; — Et y faisant droit : — Infirme et met à néant le jugement attaqué; — Statuant par décision nouvelle: — Déclare la femme Aouda bent El-Hadj Mohamed coupable du délit d'adultère et Kebabsa Abdelkader ben Mohamed ben Henni coupable de complicité dudit délit d'adultère, délits prévus et punis par les art. 336, 337 et 338 C. pén., et dont il a été donné lecture à l'audience par M. le président; — Dit qu'il y a lieu de reconnaître en faveur des prévenus des circonstances atténuantes et de modifier la peine conformément à l'art. 463 C. pén.; — Et, par application desdits articles et aussi des art. 52, 55 C. pén., 194 C. inst. crim., de la loi du 22 juillet 1867, condamne Aouda bent El-Hadj Mohamed à la peine de huit jours d'emprisonnement, Kebabsa ben Henni à huit jours de la même peine et 50 fr. d'amende; les condamne, en outre, solidairement aux frais.

MM. DEDREUL-PAULET, *prés.*; EON, *av gén.*

TRIBUNAL DE LA SEINE (7e Ch.)

18 décembre 1894

Chemins de fer, compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, tarifs, réseau algérien, applicabilité, décret du 27 juillet 1862.

Sont applicables aux chemins de fer algériens, en vertu du

décret du 27 juillet 1862, les art. 48 et 49 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, qui ont soumis les nouveaux tarifs ou les modifications de ces tarifs à une série de formalités à observer dans les lieux où ces tarifs doivent être mis en vigueur ;

En conséquence, les tarifs du réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour lesquels ces formalités n'ont pas été remplies en Algérie ne visent que le réseau français de cette compagnie et non le réseau algérien ;

Les décrets de rattachement du 26 août 1881, qui ont conféré au ministre des travaux publics le droit d'homologuer les tarifs des chemins de fer algériens, n'ont porté aucune atteinte à la règle d'après laquelle les actes du pouvoir exécutif ne deviennent exécutoires en Algérie qu'en vertu d'une disposition ou d'une déclaration spéciales.

(Arnould c. Cie Paris-Lyon-Méditerranée)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'Arnould, porteur d'une carte de circulation à demi-place donnant droit à la délivrance de billets à demi-tarif de toute classe valables pour un an, du 12 juillet 1892 au 15 juillet 1893, a été contraint, à la date du 27 avril 1893, par l'un des contrôleurs de la compagnie, de verser une somme complémentaire de 22 fr. 85 cent., prix de la deuxième moitié du tarif, pour le parcours qu'il effectuait sur l'une des lignes du réseau algérien de la compagnie ; — Attendu qu'il réclame à la compagnie P.-L.-M. le remboursement de ladite somme, qu'il n'aurait versée que contraint et forcé et sous toutes réserves de ses droits ; qu'il prétend en effet que la carte dont il était porteur lui donnait la faculté de voyager à demi-tarif sur les lignes algériennes du réseau P.-L.-M., aussi bien que sur les lignes françaises du même réseau, le tarif commun G. V., nº 101, relatif aux cartes de circulation à demi-place, étant, d'après ses termes mêmes, applicable à « toutes les lignes » du réseau du P.-L.-M. ;

Attendu que la compagnie défenderesse soutient au contraire que ce tarif, ne faisant pas d'une manière expresse mention du réseau algérien, lui est nécessairement étranger ;

Attendu que les deux parties sont d'accord pour reconnaître la compétence du tribunal qui ne saurait en effet être mise en doute ;

Attendu, sur l'étendue d'application du tarif invoqué, qu'une observation s'impose tout d'abord, c'est que l'on comprendrait difficilement en fait que, malgré la généralité apparente de ses termes, et sans une disposition spéciale, ce tarif qui vise dans leur ensemble sept grands réseaux communiquant les uns avec les autres, ce qui permet à un voyageur de circuler, dans des conditions identiques, en vertu d'une disposition unique et au moyen d'une seule carte, sur des lignes de chemins de fer faisant pour ainsi dire suite les unes aux autres et formant un tout, fût applicable à un réseau complètement séparé, n'ayant avec tous les autres aucun point d'attache ; — Que cette considération de fait milite tellement en faveur de l'interprétation restrictive du tarif, que les diverses compagnies de chemins de fer intéressées n'ont jamais, dans la répartition du produit des cartes de circulation à demi-tarif, fait entrer en ligne de compte que la longueur kilométrique du réseau français des chemins de fer P.-L.-M. ; — Que l'administration supérieure a ratifié cette manière de voir ;

Attendu que, cette constatation faite, et cette observation préalable présentée, le tribunal doit rechercher si le tarif peut être considéré comme ayant été rendu applicable aux lignes algériennes ; si, en d'autres termes, les tarifs de chemins de fer n'ayant de valeur et ne s'imposant soit aux compagnies, soit aux particuliers, que par l'homologation, celle du tarif G. V., n° 101, dans les conditions où elle est intervenue, a pu le rendre applicable à dater du 1er avril 1892 au réseau algérien comme au réseau français ;

Attendu que, depuis les décrets du 26 août 1881 qui ont rattaché les différents services du gouvernement général de l'Algérie aux ministères compétents, l'homologation des tarifs de chemins de fer, pour les réseaux algériens, aussi bien que pour les réseaux français, appartient au ministre des travaux publics, mais que les décrets susrappelés n'ont porté aucune atteinte à la règle d'après laquelle les actes du pouvoir exécutif, aussi bien que ceux du pouvoir législatif, ne deviennent exécutoires en Algérie qu'en vertu d'une disposition ou d'une déclaration spéciales ; — Que cette règle est applicable aux arrêtés d'homologation, et qu'en conséquence le tarif G. V., n° 101, ne saurait être considéré comme obligatoire en Algérie que si son homologation avait visé spécialement le réseau algérien ;

Attendu qu'à défaut de disposition particulière, le demandeur cherche vainement à tirer argument de la généralité des termes du tarif visant « toutes les lignes » du réseau P.-L.-M. ; — Attendu, en effet, que de nombreuses dispositions, et

notamment les art. 48 et 49 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, portant règlement d'administration publique, ont soumis les modifications de tarifs et l'adoption de nouveaux tarifs à une série de formalités à observer dans les lieux où les nouvelles réglementations doivent s'appliquer : publicité préalable de la demande par l'affichage dans les gares intéressées, avis aux préfets des départements traversés, etc., etc.; après l'homologation, insertion aux tableaux ou livrets de tarifs exposés dans les gares ; que ces dispositions régissent les chemins de fer algériens, soit en vertu du décret du 27 juillet 1862, soit en vertu de l'art. 2 du décret du 26 août 1881 ; — Attendu qu'aucune des formalités prescrites n'a été remplie en Algérie pour le tarif G. V., n° 101 ; qu'il ressort manifestement de cette constatation que l'autorité supérieure n'a jamais eu l'intention de rendre et n'a jamais en réalité rendu applicable à tout ou partie du réseau algérien le tarif en question ;

Attendu qu'une semblable conclusion s'impose d'autant plus qu'il est à observer que dans les tarifs rendus communs à toute l'étendue du réseau de la compagnie P.-L.-M. (réseau algérien et réseau français), comme le tarif spécial G. V., n° 3, une mention particulière vise les premières de ces lignes d'une façon expresse, et qu'aucune disposition du même genre ne se trouve dans le tarif qui a créé les cartes de circulation à demi-place ;

Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu de débouter purement et simplement Arnould de sa demande ;

Par ces motifs : — Déclare Arnould mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens.

M. BEDOREZ, *prés.* — M^{es} DECORI et JACQUEMIN, *av.*

COUR D'ALGER (3^{e} Ch.)

29 octobre 1894

Compétence, Tunisie, jugement de cadi, questions d'état, tribunaux français, exequatur.

Si les jugements rendus par les tribunaux étrangers doivent être revêtus de l'exequatur quand il y a lieu de les

exécuter au sens juridique du mot, il n'en est pas de même lorsque ces jugements se bornent à constater l'état des personnes ;

En Tunisie, aux termes de l'art. 2 du décret du 31 juillet 1884, le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets tunisiens est expressément réservé aux tribunaux religieux ;

En conséquence, les tribunaux français de la régence sont incompétents pour connaître de l'appel d'un jugement de cadi qui a prononcé l'interdiction d'un Tunisien.

(Berrebi c. Sellaoui)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu, ainsi qu'il est généralement admis par la doctrine et par la jurisprudence que, si les jugements rendus par les tribunaux étrangers doivent être revêtus de l'*exequatur* quand il y a lieu de les exécuter au sens juridique de ce terme, il n'en est pas de même lorsque ces jugements se bornent à constater l'état des personnes, ce qui est le cas de l'espèce ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du décret du 31 juillet 1894, le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets tunisiens est expressément réservé aux tribunaux religieux ; — Que statuant dans les limites de cette compétence exclusive, le cadi de Sfax a, le 16 février 1892, prononcé l'interdiction de Ali ben El Hadj Mohamed Es Sellami, en homologuant et s'appropriant un acte de notoriété du 8 décembre 1891, par lequel dix-huit témoins attestent que depuis plus de cinq ans le dit Sellami n'a plus le discernement nécessaire pour sauvegarder ses intérêts et administrer convenablement sa fortune ; — Que le cadi a ainsi jugé, en la forme usitée en Tunisie, que l'incapacité qui a motivé l'interdiction était notoire depuis plus de cinq ans ; — Que, dans ces conditions, autoriser la preuve offerte serait à la fois méconnaître l'autorité de la chose jugée et s'immiscer dans une matière qui échappe à la compétence de la juridiction française en Tunisie ; — Que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont rejeté les conclusions de l'appelant à cet effet ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges ; — Confirme, etc.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

11 janvier 1895

Dernier ressort, contravention substituée à un délit, connexité, qualification, compétence, presse, diffamation, loi du 29 juillet 1881, injure non visée dans la citation.

Aux termes de l'art. 192 C. inst. crim., si le fait n'est qu'une contravention, le tribunal correctionnel doit, à défaut de demande en renvoi, statuer sur la peine et sur les dommages-intérêts, et sa décision est en dernier ressort ;

Mais il n'en est pas ainsi quand le tribunal a statué en même temps sur un délit connexe (1) ;

La décision est d'ailleurs susceptible d'appel en ce qui concerne la qualification donnée par le tribunal aux faits retenus comme constituant une contravention (2) ;

A plus forte raison en ce qui concerne sa compétence, quand, saisi régulièrement d'une action en diffamation, il ne l'a pas été subsidiairement de la contravention d'injure ;

L'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 modifie l'art. 192 C. inst. crim. en ce sens que le tribunal correctionnel, saisi d'un délit de diffamation, ne peut lui substituer la contravention

---

(1) V. sur ce point *Journal du Ministère public*, t. 5, p. 185, et 241 ; t. 6, p. 185 et les arrêts cités.

(2) V. Cass., 31 août 1815, 6 mars 1818, 4 août 1826, 2 oct. 1828, 16 mai 1829, 29 déc. 1865 ; Dijon, 17 févr. 1847 ; Nîmes, 20 déc. 1860 ; Colmar, 24 déc. 1862 ; Dutruc, *Mémorial du Ministère public*, v° *Appel correctionnel*, n° 6 ; Faustin Hélie, t. 6, n° 2993. — Dans notre espèce, le tribunal avait jugé au fond, en dernier ressort, que les faits retenus par lui devaient être imputés au prévenu ; mais ces faits, tels qu'il les avait retenus, constituaient-ils une injure, pouvaient-ils être qualifiés d'injure ? Cette question de qualification n'était jugée qu'en premier ressort, et elle se formulait ainsi : des propos diffamatoires tenus dans une conversation privée, sans

d'injure que s'il a été saisi de cette contravention et si l'art. 33 de la loi de 1881 a été visé dans la citation (1).

(B... c. M...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, le 19 juin, M... a fait citer B... devant le tribunal correctionnel d'Orléansville en dénonciation calomnieuse et en diffamation, en visant, pour la diffamation, les art. 29 et 32 de la loi du 29 juillet 1881, sans conclure subsidiairement à la contravention d'injure, sans viser l'art. 33 qui réprime l'injure; — Attendu que, le 21 septembre 1894, le tribunal, après avoir entendu les témoins, a rendu un premier jugement qui déclare sa compétence pour statuer sur l'exactitude des faits formulés dans la plainte; — Attendu que, par jugement du 6 octobre, le tribunal a condamné B... à 500 fr. d'amende pour dénonciation calomnieuse, à 5 fr. d'amende pour injure, à 500 fr. de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par la dénonciation calomnieuse et par les propos outrageants sans indiquer quelle part se réfère à la dénonciation, quelle part à l'injure; que ce même jugement rejette la demande reconventionnelle de B...; — Attendu que B... a interjeté appel de ce jugement, dans le délai légal, et que cet appel frappe toutes les dispositions, sauf le chef pour lequel il y a eu acquittement; — Attendu que la recevabilité de l'appel est reconnue pour la dénonciation calomnieuse; qu'elle est contestée pour la contravention d'injure, en vertu de l'art. 192 C. inst. crim.;

Sur l'injure : — Attendu que la disposition de l'art. 192 n'est pas applicable en cas de connexité du fait qualifié contravention avec un autre fait retenu comme délit; que, dans la cause, la connexité résulte de ce que l'injure peut avoir été provoquée par les faits qui ont donné lieu à la dénonciation, et que l'injure n'est punissable que si elle n'a pas été provoquée; que c'est à raison de cette connexité, sans doute, que le jugement n'a pas divisé la réparation pécuniaire accordée par lui pour la dénonciation et pour l'injure; qu'en outre, aux termes de la jurisprudence, l'appel est recevable, sinon sur

---

expression outrageante, sans terme de mépris, sans invective, en l'absence de la personne prétendue injuriée, peuvent-ils être qualifiés d'injure? — La Cour n'a pas eu à statuer sur cette question de qualification, puisque elle a décidé que le tribunal n'avait pas été saisi régulièrement de la contravention d'injure.

(1) Conf. Cass., 30 oct. 1891 (*Bull. crim.*).

le fond, du moins en ce qui concerne la qualification; qu'à plus forte raison il doit en être ainsi pour la compétence du tribunal non saisi régulièrement de la contravention; — Attendu que l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 exige impérieusement qu'en cas d'injure comme pour la diffamation, la citation précise le délit ou la contravention et l'article dont l'application est demandée; — Attendu que cette disposition modifie l'art. 192 en ce sens que le tribunal ne peut plus réprimer comme contravention le fait poursuivi comme délit, si la contravention n'a pas été visée, subsidiairement au moins, dans la citation (Cass., 30 oct. 1891);

Par ces motifs : — Dit que le tribunal n'avait pas le droit de statuer sur la contravention d'injure qui n'avait pas été visée dans la citation; — Annule sa décision sur ce point.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.*; ÉON, *av. gén.* — Mes FRUCHIER et HONEL, *av.*

Compétence, bois et forêts, chênes-liège, concession, redevance, recouvrement, contrainte, cahier des charges, décret, interprétation, sursis.

En Algérie, les tribunaux civils sont compétents pour apprécier la validité des contraintes décernées par la direction des domaines contre les concessionnaires de forêts de chênes-liège pour le recouvrement des redevances imposées auxdits concessionnaires;

Sous la constitution du 14 janvier 1852, le gouvernement a pu légalement insérer dans le cahier des charges annexé à un décret de concession de forêts de chênes-liège une disposition attribuant compétence au conseil de préfecture pour statuer sur les contestations qui s'élèveraient entre les concessionnaires et l'administration au sujet de l'exécution dudit cahier des charges;

En conséquence, lorsque l'opposition formée par les concessionnaires à la contrainte contre eux décernée nécessite l'interprétation des clauses du cahier des charges, le tribunal civil est tenu de surseoir jusqu'à ce que cette interprétation ait été donnée par le conseil de préfecture (1).

---

(1) V. Cons. d'État, 26 déc. 1862 (D. P., 63. 3. 10); Alger, 2 déc. 1892; Cons. d'État, 13 janv. 1893; Alger, 12 mai et 23 juin 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 2) et les notes.

PREMIÈRE ESPÈCE

CONSEIL D'ÉTAT

18 février 1876

(Lucy, Falcon et autres)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant que la demande des sieurs Lucy, Falcon et consorts devant le conseil de préfecture de Constantine tendait, en premier lieu, à faire décider qu'ils ont droit, en vertu de l'art. 75 de leur cahier des charges, à être déchargés de la portion de leurs redevances jusqu'au 1er juillet 1870, afférentes aux parties incendiées de leur concession ; en deuxième lieu, et par suite, à faire déclarer nulle la contrainte décernée contre eux pour le recouvrement desdites redevances ; en tous cas, décider qu'il y a lieu d'opposer aux poursuites, pour l'ensemble de l'arriéré antérieur au 5 juin 1869, la prescription triennale édictée par les art. 140 et 150 de la loi du 3 frimaire an 7 ;

Considérant que la contrainte dont les requérants ont demandé l'annulation a été décernée contre eux en exécution de la loi des 19 août — 12 septembre 1791, qui règle le recouvrement des revenus et des droits du domaine, et celle du 22 frimaire an 7, et visée par le président du tribunal civil de Philippeville ; qu'en vertu des art. 64 et 65 de ladite loi du 22 frimaire au 7, il n'appartenait qu'aux tribunaux judiciaires de statuer sur la validité de cet acte, ainsi que sur les moyens tirés de la prescription, qui pouvaient lui être opposés par les requérants ; qu'ainsi, c'est avec raison que le conseil de préfecture de Constantine s'est déclaré incompétent pour statuer sur cette partie de leur demande ;

Mais considérant que le décret du 28 mai 1862 a réglé les conditions auxquelles serait désormais concédée l'exploitation des forêts de chênes-liège en Algérie; qu'aux termes de l'art. 68 du cahier des clauses et conditions générales y annexé, les contestations relatives au sens et à l'exécution du contrat de concession entre l'administration et les concessionnaires seront jugées par le conseil de préfecture ; — Considérant que c'est en vertu des dispositions de ce décret que la concession des forêts de chênes-liège qui fait l'objet du litige a été faite aux sieurs Lucy, Falcon et consorts, par décret du 7 juillet 1862 ; que la demande présentée par eux avait pour objet d'obtenir, par application de l'art. 75 du

cahier des charges générales, et à raison des incendies survenus pendant les années 1863 à 1865, la diminution du prix de leur jouissance ; que cette demande rentrait dans celles dont la connaissance a été attribuée aux conseils de préfecture par la disposition qui précède, et que, dès lors, en refusant d'en connaître, le conseil de préfecture a méconnu sa compétence et qu'il y a lieu sur ce point d'annuler son arrêté... (Arrêté annulé).

MM. MATHÉUS, *rap.*; DAVID, *av. gén.* — Mes AGUILLON et NIVARD, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

10 décembre 1877

(Besson c. Directeur général des affaires civiles et financières de l'Algérie)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le décret du 28 mai 1862, réglant les concessions faites en vertu de l'art. 10 du décret du 10 décembre 1860, relatif aux amodiations des biens de l'État en Algérie, a déterminé les conditions auxquelles serait désormais concédée l'exploitation des forêts de chênes-liége; qu'aux termes de l'art. 78 du cahier des charges y annexé, les contestations relatives à l'exécution du contrat de concession entre les concessionnaires et l'administration doivent être jugées administrativement par les conseils de préfecture; — Attendu que cette disposition n'excède pas les limites du droit qu'exerçait à cette époque, en Algérie, le chef du gouvernement de régler par décret ce qui intéressait l'ordre et la conservation de la colonie, et qu'elle n'est en contradiction avec aucune loi spéciale à l'Algérie;

Attendu, en fait, que si l'instance liée devant le tribunal civil de Bône avait d'abord pour objet la validité de la contrainte décernée par la direction des domaines contre les demandeurs pour le recouvrement des redevances, et si, à cet égard, le tribunal de Bône avait compétence, l'opposition de ces demandeurs portait sur l'interprétation des art. 4, 49 et 69 du cahier des charges ; — Qu'aux termes de l'art. 78 précité, le tribunal de Bône était incompétent pour cette interprétation, et qu'il devait surseoir jusqu'à ce qu'elle eût été donnée par le conseil de préfecture ; — Que, dès lors, en reje-

tant les conclusions des demandeurs en sursis, l'arrêt attaqué a violé les dispositions susvisées;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt attaqué de la Cour d'Alger du 27 décembre 1876 (1).

MM. MERCIER, *prem. prés.*; ONOFRIO, *rap.*; CHARRINS, *av. gén.* — Mes LARNAC et NIVARD, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

8 novembre 1894

Protêt, Tunisie, traduction en langue arabe non obligatoire.

Le décret du 31 juillet 1884, portant que toute pièce signifiée à un indigène devra, à peine de nullité, être traduite en langue arabe, jusqu'à ce qu'il y ait constitution d'avoué, ne s'applique pas au protêt, qui est un acte de procédure.

(Taïeb ben Taïeb c. Banque de Tunisie)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le moyen unique invoqué dans l'acte d'appel consiste à soutenir que le protêt est nul, parce qu'il n'a pas été traduit en langue arabe et signifié en cette langue; que, cependant, le décret du 31 juillet 1884 porte que toute pièce signifiée à un indigène devra à peine de nullité l'être en langue arabe, jusqu'à ce qu'il y ait constitution d'avoué; — Attendu qu'il s'agit, dans cette prescription, des actes de procédure; or, que le protêt n'est pas un acte de procédure;

Attendu, dans notre espèce, que l'appelant est pris comme endosseur d'un billet souscrit à son ordre par une tierce personne; qu'en cette qualité, l'appelant savait bien qu'il avait signé l'endos et touché le montant du billet à ordre; qu'il était donc fixé sur la somme à payer; qu'il n'a pas, au reste, dénié la signature; — Attendu que l'obligation de la traduction du protêt, tout au moins quand l'effet a été accepté par le débiteur, n'est imposée par aucune loi; que la traduction n'est du reste pas nécessaire, le débiteur sachant ce qu'il doit payer;

Par ces motifs : — Dit mal appelé, bien jugé; infirme, etc.

MM. MAISONNAVE, *prés.*; MATHIEU, *subst.* — Mes GALLINI et MARTY, *av.*

---

(1) Du même jour, deux arrêts identiques sur les pourvois des sieurs Berthon-Lecoq et Cie, et des époux Sabran. — Mêmes magistrats et avocats.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 novembre 1894

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, acte administratif, notarié ou judiciaire, préexistence, acte de cadi, dépôt chez un notaire, titre français, conditions du dépôt, arrêt en matière musulmane, titre musulman, antichrèse, défaut de transcription, art. 19 de la loi du 26 juillet 1873, droit du créancier antichrésiste non payé.

Aucun acte constitutif de propriété antérieur ne peut prévaloir contre le titre définitif délivré en vertu de la loi du 26 juillet 1873 et transcrit ; — Il n'en peut être autrement que dans le cas où la propriété de l'immeuble a été établie par un acte français antérieur, administratif, notarié ou judiciaire (1);

Un acte de cadi, constatant un contrat d'antichrèse, bien que déposé chez un notaire, ne peut être considéré comme ayant établi par titre français la propriété des immeubles donnés en nantissement, alors que le dépôt a été effectué en dehors et à l'insu des débiteurs et sans qu'il soit justifié d'un mandat ad hoc *donné au déposant par les créanciers ou l'un d'eux* (2);

Un arrêt de la chambre musulmane de la Cour d'Alger, qui a statué sur l'appel d'un jugement de cadi, ne constitue pas un titre français dans le sens de la loi du 26 juillet 1873 (3);

Aux termes de l'art. 19 de la loi du 26 juillet 1873, un créancier antichrésiste est déchu de son droit réel sur

---

(1) Jurisprudence aujourd'hui fixée en ce sens : Cass., 13 nov. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 1); Alger, 6 févr. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 96); 14 avril 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 363) ; 13 juin 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 506); 6 déc. 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 33).

(2) En ce sens : trib. d'Alger, 22 déc. 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 36).

(3) En ce sens : Alger, 2 nov. 1891 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 352); trib. d'Alger, 22 déc. 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 36; Alger, 4 avril 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 305. — En sens contraire : Alger, 16 févr. 1887 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 163 ; 19 mars 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2, 469).

l'immeuble, faute par lui d'avoir fait transcrire son titre avant la transcription du titre délivré en vertu de la loi précitée (1);

Le créancier antichrésiste ne devient pas propriétaire de l'immeuble donné en nantissement par le seul défaut du paiement au terme convenu; il n'a que le droit de faire vendre l'immeuble.

(Hamoud ben Abbès et autres c. Veuve Chananel)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel des sieurs Hamoud ben Abbès El Hadj Mohamed, Djemah, Rabah, Abdellah, Saïd, ces quatre derniers fils de Moussa ben Djemah, revendiquants et demandeurs en distraction, est régulier et recevable; — Attendu que les sieurs Ayad, Aïssa, Ayad Djemah, enfants d'Ali Seghir, M. le cadi de Ménerville, pris comme tuteur d'Ayad M'hamed, Ayad Yamina, enfants mineurs d'Ali Seghir, le sieur Ayad Ahmed ben Mohamed, la dame Ayad Kanier, épouse d'Ali ben Mohamed ben Ismaël, fille d'Ali Seghir, Ali ben Mohamed, cités pour la validité, parties saisies, quoique régulièrement intimés sur ledit appel, n'ont pas constitué avoué; — Qu'il y a lieu, en cet état de la procédure, de statuer, à leur égard, en exécution de l'art. 731 C. pr. civ. par arrêt de défaut non susceptible d'opposition;

En ce qui concerne l'identité des terres revendiquées par les consorts Ben Djemah avec celles saisies à la requête de la dame veuve Chananel sur les consorts Ben Ayad : — Attendu que cette identité ressort du rapprochement des titres et actes produits de part et d'autre; — Qu'il n'y a lieu de ce chef à expertise;

Quant au droit de propriété des consorts Ben Ayad, parties saisies, sur lesdites terres : — Attendu qu'il résulte du titre définitif qui leur a été délivré le 29 mars 1887, ensuite des opérations sur le territoire indigène de Blad-Guitoun, de la loi du 26 juillet 1873; — Que ce titre a été régulièrement transcrit au bureau des hypothèques d'Alger le 18 mai de la même année; — Qu'il forme à compter de cette date, aux termes des

---

(1) Sur la transcription exigée par l'art. 19, V. Alger 29 janv. et 2 févr. 1880 (*Bull. jud. Alg.*, 1880, p. 300 et 275); 5 déc. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 86).

art. 3, dernier paragraphe, et 8, paragraphe 3 de ladite loi, le point de départ unique et exclusif de la propriété; — Qu'aucun acte constitutif de propriété antérieur ne peut prévaloir sur ce titre définitif; — Qu'il n'en pourrait être autrement qu'au cas où la propriété des immeubles dont s'agit aurait été établie, avant l'application des opérations de la loi de 1873 au territoire indigène de Blad-Guitoun, par acte français, soit administratif, soit notarié, les opérations de ladite loi étant, en pareil cas, d'après une jurisprudence aujourd'hui fixée, inapplicables et les titres délivrés en vertu de ces opérations étant, en conséquence, radicalement nuls; — Que les pièces en date des 31 octobre et 13 juin 1883, enregistrées, qu'invoquent en ce sens les revendiquants, n'ont pas ce caractère; — Que la première consiste en un acte de dépôt chez Me Brice, notaire à Alger, d'un acte de cadi, du 5 mai 1881, constatant la remise aux Ben Djemah par les Ben Ayad, à titre d'antichrèse ou gage immobilier, pour garantie de prêts d'argent, des immeubles dont s'agit; — Que ce dépôt, fait par le père seulement d'un des créanciers, sans justification de mandat *ad hoc* de ceux-ci ou de l'un d'eux, en dehors et à l'insu de tous les débiteurs, ne saurait être considéré, dans le sens de la loi de 1873, comme établissant, à la date du 31 octobre 1883, par titre français, la propriété desdits immeubles; — Que la seconde consiste en un arrêt de la Cour, chambre musulmane, rendu sur appel d'un jugement de cadi; — Que ce jugement était, incontestablement, à tous les points de vue, un titre musulman; — Qu'il n'en saurait être autrement de l'arrêt rendu, sur appel de cette décision, par la Cour, chambre musulmane, statuant entre musulmans, par application de la loi musulmane, à l'occasion d'immeubles non encore francisés, exécutoire lui-même en la forme musulmane, non soumis à la transcription, ne pouvant, pas plus que le jugement de cadi qu'il confirme, servir de base à une inscription d'hypothèque judiciaire; — Qu'il ressort des considérations qui précèdent que les Ben Ayad sont seuls et exclusifs propriétaires des immeubles saisis à la requête de la dame veuve Chananel;

Sur le moyen tiré de ce que les consorts Ben Ayad, n'étant plus propriétaires au 29 mars 1887 des immeubles dont s'agit, n'ont pu obtenir que par une fraude, qui le rendrait nul à l'égard des Ben Djemah, le titre définitif qui leur a été délivré: — Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent qu'au 29 mars 1887, les Ben Ayad étaient seuls et exclusifs propriétaires desdits immeubles; — Que les Ben Djemah n'avaient à leur encontre d'autres droits que ceux de

créanciers antichrésistes ; — Qu'il n'est pas, du reste, sans intérêt de remarquer qu'à cette époque les Ben Ayad étaient entrés en possession de leurs immeubles, fait qui, rapproché de leur précédente demande d'anticiper le remboursement de leur prix d'antichrèse, indique qu'ils en avaient alors effectivement remboursé le montant ;

Quant au caractère d'antichrèse de la convention du 5 mai 1881 : — Attendu qu'il résulte formellement de l'arrêt du 23 juin 1883 ; — Qu'on y lit : — « Devant le cadi de Ménerville, Ali ben Tahar et consorts demandaient à être autorisés à reprendre possession d'un immeuble par eux donné en antichrèse à Hamoud ben El Abbès et El Hadj Mohamed ben Moussa ben Djemah, s'engageant à rembourser le prix d'antichrèse. » — Les défendeurs reconnaissaient qu'ils ne détenaient, en effet, l'immeuble en question qu'en qualité de créanciers antichrésistes, mais ils prétendaient que l'antichrèse aurait été constituée pour six ans ; qu'ils ne pouvaient être tenus à la restitution dudit immeuble qu'après l'expiration de ce délai ; — Qu'ensuite la Cour, par ledit arrêt, s'appuyant, comme le cadi, sur les termes mêmes de l'acte d'antichrèse, a, comme ce magistrat et en confirmant sa décision, maintenu les intimés d'alors en possession des immeubles en litige jusqu'à la fin de la période de six années indiquée en la convention du 5 mai 1881 ;

Sur la prétention des consorts Ben Djemah d'avoir acquis, par l'expiration, sans remboursement, de ces six années, les immeubles en litige : — Attendu que l'expiration de ce délai ne leur donnait que le droit de faire vendre lesdits immeubles ; — Qu'elle ne leur en conférait pas la propriété ;

Sur la prétention des mêmes d'en avoir acquis, par la prescription décennale, la propriété des immeubles en litige ; — Attendu qu'un des éléments essentiels, en dehors du juste titre et de la bonne foi, de cette prescription, est une possession de dix ans ; — Que les Ben Djemah n'ont appréhendé les immeubles en question, de leur propre aveu, qu'en avril 1881 ; — Qu'en 1887, ils ne les détenaient plus, puisque le commissaire enquêteur a trouvé ces immeubles en la possession des Ben Ayad ; — Que cette situation n'a pas changé jusqu'en 1892, puisque à la date du 22 décembre de cette année l'huissier qui instrumentait contre les Ben Ayad constatait que ceux-ci en étaient encore en possession ; — Qu'ainsi les Ben Djemah, à l'expiration du délai de six années susindiqué, ont cessé de détenir les immeubles dont s'agit ; — Qu'en admettant, par hypothèse seulement, qu'ils puissent invoquer, comme ayant fait courir le délai de la prescription

décennale à leur profit, ces six années, ils n'ont, même en ce cas, jamais acquis par dix ans la prescription qu'ils invoquent; — Qu'une enquête est à cet égard inutile;

En ce qui touche les droits réels des consorts Ben Djemah sur les immeubles saisis; — Attendu que, à supposer que ces indigènes n'aient pas été remboursés du montant de leur antichrèse, ils seraient, aux termes de l'art. 19 de la loi de 1873, déchus de ces droits réels comme créanciers antichrésistes sur ces immeubles, faute de transcription de leur titre avant la transcription de celui délivré aux Ben Ayad;

Par ces motifs : — Donne défaut, etc.; — Dit régulier et recevable, mais mal fondé, l'appel des sieurs Hamoud ben Abbès et consorts; — Dit qu'il y a identité entre les immeubles revendiqués et ceux qui ont été saisis; — Déclare les consorts Ben Ayad seuls et exclusifs propriétaires, en vertu de leur titre définitif, de ces immeubles; — Dit que les actes produits par les Ben Djemah ne constituent pas, dans le sens de la loi de 1873, des titres français établissant, à la date de ces actes, la propriété de ces immeubles; — Rejette comme mal fondés les moyens de fraude d'acquisition de propriété en vertu de titre ou de prescription des consorts Ben Djemah; — Dit inutiles les expertises et enquêtes qu'ils sollicitent; — Dit mal fondée la demande en distraction des consorts Ben Djemah; — Les déclare, en tant que de besoin, déchus, par application de l'art. 19 de la loi de 1873, de leurs droits réels antérieurs sur les immeubles saisis de créanciers antichrésistes; — Confirme, dans ces termes, le jugement déféré; — Condamne Hamoud ben Abbès et consorts aux dépens.

MM. MÉROT, *ff. prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes GOUTTEBARON et BLASSELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

25 octobre 1894

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, acte notarié, commissaire enquêteur, attribution de propriété, modification, incompétence, délivrance de nouveaux titres, déchéance de l'art. 18.

Le commissaire enquêteur procédant aux opérations prescrites par la loi du 26 juillet 1873 est absolument incompétent

pour modifier en quoi que ce soit l'attribution de propriété d'immeubles qui ont déjà fait l'objet d'aliénations par actes notariés;

Par suite, ses opérations ne peuvent donner lieu à la délivrance de nouveaux titres et à la déchéance édictée par l'art. 18 de ladite loi (1).

(Blanchet c. Mazeran)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Attendu que s'il n'est pas justifié que le territoire de la tribu des Ouled-Zeïr ait été soumis aux opérations du cantonnement, il n'en est pas moins constant que les lots nos 111 et 112 de la commune d'Aoubellil ont été soumis à l'application de la loi du 26 juillet 1873; qu'ayant déjà fait l'objet d'aliénations par actes notariés, le commissaire enquêteur était absolument incompétent pour opérer une modification quelconque dans l'attribution de propriété consacrée par ces actes; que, par suite, ses opérations ne pouvaient donner lieu à la délivrance de nouveaux titres et à la déchéance édictée par l'art. 18 de la loi précitée; que les appelants sont donc irrecevables dans la fin de non-recevoir par eux proposée;

Attendu qu'aux termes de l'art. 464 C. pr. civ., les parties peuvent en cause d'appel demander des intérêts, arrérages, loyers et autres accessoires échus depuis le jugement de première instance, et des dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis ledit jugement; — Attendu que, depuis le dépôt du rapport de l'expert et le jugement du 31 juillet 1893 jusqu'à ce jour, une nouvelle année agricole 1893-94 s'est écoulée, et qu'il échet d'accorder à l'intimé, pour cette année, à titre de restitution de fruits et d'indue jouissance, l'indemnité dont le chiffre a été fixé par l'expert;

Par ces motifs et ceux déduits par les premiers juges : — Reçoit l'appel interjeté par les consorts Blanchet; — Dit bien jugé, mal et sans griefs appelé; — Confirme le jugement déféré; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet; — Et, faisant application des dispositions de l'art. 464 C. pr. civ., élève à 550 fr. le chiffre de l'indemnité accordée au sieur Mazeran, intimé, pour restitution de fruits et indue jouis-

(1) V. Alger, 13 déc. 1892 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 5) et la note.

sance ; — Condamne les appelants à l'amende et aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes MÉNEAU et NEUGASS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

21 novembre 1894

Propriété, Algérie, partage et licitation, loi du 28 avril 1887, indigènes, représentant unique, cessation, prix, paiement, quittance unique, fonctions.

Il est dans le vœu de la loi du 28 avril 1887 que le notaire, tenu, pour ne pas engager sa responsabilité, de verser directement entre les mains de chacun des coayants droit le prix des immeubles licités, fasse consentir une seule et même quittance au représentant unique des défendeurs indigènes nommé par le juge de paix ;

Les fonctions de ce représentant unique cessent de plein droit lorsque la liquidation est terminée et que le prix est payé et quittancé ; dès lors les actions dirigées contre lui en ladite qualité doivent être déclarées irrecevables.

(Ghnassia c. Nehhal)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le sieur Ahmed ben el Hadj Djelloul ben Salem, nom patronymique Nehhal, et le greffier en chef du tribunal civil de première instance d'Orléansville ne comparaissent pas ni personne pour eux ; qu'il y a lieu de statuer par défaut à leur encontre ; — Et pour le profit : — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que la loi du 28 avril 1887 a eu pour but évident de simplifier les formalités relatives à l'établissement, à la transmission et à la conservation de la propriété en Algérie ; — Attendu que la nomination d'un représentant

unique des défendeurs indigènes à l'encontre duquel la procédure est valablement suivie est une des plus heureuses innovations de la loi de 1887 ; — Attendu qu'il importe, dans un intérêt supérieur, de confier à ce représentant des pouvoirs suffisants pour que les intentions bienveillantes du législateur soient pleinement respectées ; — Attendu que si ce mandataire légal n'avait pour mission de représenter les indigènes que jusqu'au seuil de l'étude du notaire, le vœu de la loi, conforme à la raison et à l'équité, ne serait pas rempli, puisque, dans l'exposé des motifs, il est dit, en termes exprès, que ce mandataire doit les représenter dans toutes les phases de la procédure ; — Attendu que l'instance actuelle démontre combien les restrictions proposées sont périlleuses ; — Attendu en effet que Ghnassia, qui s'est incontestablement libéré de son prix, qui rapporte la justification de sa libération pour la presque totalité du prix, allègue qu'il n'a pu se procurer des quittances notariées nécessaires, car cela eût dépassé du double et du triple le montant de ces attributions ;

Attendu que, incontestablement, cet inconvénient ne se fût pas produit si le représentant unique avait, ainsi que sa fonction l'y obligeait, donné quittance, par un seul et même acte, de toutes les sommes partielles versées aux intéressés ;

Attendu qu'on objecte en vain que des contrariétés d'intérêts auraient pu se manifester devant le notaire, et qu'il pourrait être périlleux de verser un prix souvent considérable ès-mains d'un mandataire unique ; — Attendu, en effet, et sur la première objection, que, en cas de contrariété d'intérêts surgissant entre la masse des cointéressés et un ou plusieurs de ceux-ci, rien ne met obstacle à ce que les dissidents soient représentés par un mandataire *ad hoc* par eux désigné ; qu'il en est ainsi lorsque l'avoué unique constitué se trouve exposé à occuper pour des intérêts contraires ; — Attendu, sur le second point, que toucher un prix n'est pas un acte de procédure ; que la loi, en chargeant un représentant unique de suivre la procédure dans ses différentes phases, ne lui a, à aucun titre, conféré le pouvoir de recevoir pour le compte de ses mandants, à moins que ceux-ci, par une procuration nouvelle et spéciale, ne l'y aient expressément autorisé ; — Attendu que le notaire, tenu, pour ne pas engager sa responsabilité, à verser le prix directement entre les mains de chacun des coayants droit, peut et doit, en vertu de la loi, faire consentir une seule et même quittance au mandataire légal nommé par le juge de paix ; qu'en agissant autrement, il s'expose, soit à laisser non quittancées certaines sommes de peu d'importance, soit à imposer aux parties des frais

dont le caractère frustratoire est évident ; — Attendu que de ce qui précède il résulte encore que, la liquidation terminée, le prix payé et quittancé, les fonctions du représentant unique cessent de plein droit ; — Attendu, dès lors, que c'est sans droit ni qualité que, dans l'espèce, Ahmed ben Djelloul a introduit contre Ghnassia, libéré de son prix, une action que le tribunal d'Orléansville a eu le tort de ne pas repousser d'emblée, après avoir posé en principe que la loi de 1887 a eu pour but de diminuer et de simplifier les frais en matière de licitation ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Donne défaut contre le sieur Ahmed ben el Hadj Djelloul ben Salem, nom patronymique Nehhal, et le greffier en chef du tribunal de première instance d'Orléansville, faute par eux d'avoir constitué défenseur ou avoué ; — Au fond : — Infirme le jugement attaqué ; — Statuant à nouveau, dit vexatoire et irrecevable l'action engagée par Djelloul Nehhal ; — Dit la sommation du 21 août 1893 nulle ; fait défense à Djelloul de procéder sur icelle ; — Et, attendu que Djelloul, payé lui-même par compensation, a causé à Ghnassia un préjudice dont réparation est due à ce dernier ; — Condamne le dit Djelloul en 100 francs de dommages et intérêts ; — Le condamne en outre aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Me CHÉRONNET, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

25 novembre 1881

Élections départementales, Algérie, chemin vicinal, travaux, entrepreneur, éligibilité.

Les chemins vicinaux, même de grande communication, étant à la charge des communes, et constituant, par suite, un service communal, bien que ces chemins puissent recevoir des subventions sur les fonds du budget départemental, l'entrepreneur des travaux à exécuter sur un chemin vicinal de grande communication ne peut être considéré comme entrepreneur d'un service départemental dans le sens de l'art. 10

du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 3 août 1880, et, par suite, il peut faire partie du conseil général ;

Si, aux termes de l'art. 15 du décret du 23 septembre 1875, les protestations doivent être notifiées à la partie intéressée dans le délai d'un mois, à compter du jour de l'élection, le retard apporté à l'accomplissement de cette formalité, qui n'est pas prescrite sous peine de nullité, ne suffit pas pour rendre non recevables lesdites protestations.

(Élections de Constantine)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le décret du 23 septembre 1875; — Vu la loi du 27 juillet 1872, art. 5, la loi du 6 novembre 1875 et celle du 30 novembre 1875 ;

Sur la fin de non-recevoir opposée par le sieur Lesueur aux protestations, et tirées de ce qu'elles n'auraient pas été notifiées au candidat élu dans le délai d'un mois à compter de l'élection : — Considérant que, si, aux termes de l'art. 15 du décret du 23 septembre 1875, les protestations doivent être, dans tous les cas, notifiées à la partie intéressée dans le délai d'un mois à compter du jour de l'élection, le retard apporté à l'accomplissement de cette formalité, qui n'est pas prescrite sous peine de nullité, ne suffit pas pour rendre non recevables lesdites protestations ;

Sur le grief tiré de ce que le sieur Lesueur serait entrepreneur de la construction d'un chemin vicinal de grande communication : — Considérant qu'il résulte des art. 1 et 14 du décret du 5 juillet 1854, portant règlement sur les chemins vicinaux en Algérie, que lesdits chemins sont à la charge des communes ; — Que s'ils peuvent recevoir des subventions sur les fonds ordinaires du budget départemental, ils n'en constituent pas moins un service communal ; — Qu'il suit de là que les requérants ne sont pas fondés à soutenir qu'en qualité d'entrepreneur des travaux de construction du chemin vicinal de grande communication n° 12, le sieur Lesueur devait être considéré comme entrepreneur d'un service départemental dans le sens de l'art. 10 du décret du 23 septembre 1875 et qu'il ne pouvait, dès lors, être élu membre du conseil général ; — (Rejet).

MM. BAUDENET, *rap.* ; MARGUERIE, *com. du gouv.* — Mes BOUCHIÉ DE BELLE et MAZEAU, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

2 décembre 1881

Élections départementales, Algérie, médecin de colonisation, éligibilité.

Un médecin de colonisation, en Algérie, étant nommé par le gouverneur général, et recevant son traitement sur les fonds de l'État, n'est pas un agent salarié du département, et peut, par suite, faire partie du conseil général, bien qu'en sa qualité, il ait droit, d'après les règlements, à des honoraires payés par le département pour les enfants assistés malades et à des rétributions également à la charge du département pour les vaccinations réussies (1).

(Élections d'Alger)

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu les décrets des 23 septembre 1875 et 3 août 1880 ; — Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 5 avril 1878 ;

Sur le grief tiré de ce que le sieur Bauzières ne serait pas éligible au conseil général par le motif qu'il serait médecin de colonisation : — Considérant qu'en vertu de l'arrêté ci-dessus visé du 5 avril 1878, les médecins de colonisation sont nommés par arrêté du gouverneur général de l'Algérie et que leur traitement est à la charge de l'Etat ; — Que si, en qualité de médecin de colonisation, le sieur Bauzières peut avoir droit, aux termes de l'art. 32 de l'arrêté du 5 avril 1878, à des honoraires payés par le département pour les enfants assistés malades et à des rétributions du département pour les vaccinations réussies, cette circonstance ne suffit pas pour le faire considérer comme agent salarié du département dans le sens du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 3 août 1880 ; — Que dès lors, les requérants ne sont pas fondés

---

(1) Cette décision a été rendue sous l'empire de l'arrêté du 5 avril 1878 ; mais les raisons de décider seraient les mêmes depuis le décret du 23 mars 1883, portant réorganisation du service médical de colonisation. — V. l'art. 26 de ce décret.

à soutenir qu'il ne pouvait être élu membre du conseil général ; — (Rejet).

MM. BAUDENET, *rap.* ; CHANTE-GRELLET, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

15 mars 1884

Élections départementales, Algérie, pasteur protestant, inéligibilité.

En Algérie, les pasteurs protestants sont inéligibles au conseil général, non seulement dans la paroisse de leur résidence, mais encore dans les localités rattachées administrativement à cette paroisse par application des art. 2 et 3 du décret du 14 septembre 1859 (Décr. 3 août 1880).

(Élections d'Inkermann)

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le décret du 14 septembre 1859; — Considérant que l'auteur de la protestation se fonde, pour demander l'annulation de l'élection attaquée, sur ce que le sieur Astier, qui exerce les fonctions de ministre du culte protestant à Mostaganem, ne serait pas éligible dans la circonscription d'Inkermann, qui ferait partie du ressort de sa paroisse; — Considérant qu'aux termes de l'art. 8, § 10, de la loi du 10 août 1871, rendu applicable à l'Algérie par le décret du 3 août 1880, ne peuvent être élus membres du conseil général les ministres des différents cultes, dans les cantons de leur ressort; que, d'autre part, les art. 2 et 3 du décret du 14 septembre 1859 portent qu'il y a une paroisse partout où l'État rétribue un ou plusieurs pasteurs; — Que les protestants habitant les localités où le gouvernement n'a pas encore institué de pasteurs sont rattachés administrativement à la paroisse la plus voisine; — Considérant qu'il résulte de l'instruction et qu'il n'est pas contesté que le sieur Astier exerce les fonctions de ministre du culte protestant dans la circonscription d'Inkermann, laquelle fait partie du ressort de la paroisse de Mostaganem; que, dans ces circonstances, le

requérant est fondé à soutenir que le sieur Astier était inéligible aux fonctions de conseiller général pour la circonscription dont il s'agit;

Art. 1er. — L'élection.... est annulée.

MM. SAINT-PAUL, *rap.*; CHANTE-GRELLET, *com. du gouv.* — Mes DARESTE et CHAMBAREAUD, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

9 mai 1884

Élections départementales, Algérie, circonscriptions, délimitation, liste unique, répartition.

Dans le cas où le gouverneur général de l'Algérie a divisé une commune entre deux circonscriptions électorales pour la nomination des membres du conseil général, et où il n'a été néanmoins dressé qu'une seule liste électorale dans cette commune, la répartition des électeurs entre les deux circonscriptions est une simple opération matérielle, et cette opération doit être considérée comme régulière lorsque le réclamant, sur la communication à lui donnée de la liste de la circonscription à laquelle il appartient, ne cite le nom d'aucun électeur indûment inscrit ou omis.

(Élections d'Aboukir)

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le grief tiré de ce que les électeurs de la banlieue de Mostaganem, qui étaient déjà représentés au conseil général par le sieur Priou, à l'élection duquel ils avaient participé en 1889, dans la treizième circonscription d'Oran, ont voté, le 16 septembre 1883, pour la nomination d'un conseiller général dans la quatorzième circonscription, sur une liste qui n'aurait pas été régulièrement dressée et publiée ; — Considérant que les arrêtés du gouverneur général de l'Algérie du 20 août 1877 et du 23 août 1883, rendus conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 23 janvier 1875, ont compris la commune de Mostaganem (moins la ville) dans la quatorzième circonscription d'Oran, dont le

chef-lieu est Aboukir ; que la liste des électeurs de la commune appartenant à cette section est extraite, par une simple opération matérielle de répartition, de la liste électorale générale dressée antérieurement pour les élections municipales, et que le sieur Tarbouriech, auquel cette liste a été communiquée, ne cite le nom d'aucun électeur qui y ait été indûment inscrit ou omis ; — (Rejet).

MM. GUILLEMIN, *rap.* ; MARGUERIE, *com. du gouv.* — Me CHOPPART, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

24 octobre 1894

Hadana, attribution, intérêt de l'enfant, principe dominant.

Il est de jurisprudence constante qu'en matière de hadana, la rigueur du droit primitif doit être tempérée par une considération attentive de l'intérêt de l'enfant, et ce serait faire du droit musulman une fausse application que d'en tirer, pour la garde des enfants, des conséquences de nature à les priver des garanties de bons soins et de bonne éducation que le législateur a voulu leur assurer (1).

(Fathma El Gharbi c. Epoux Mostefa Abdelkader)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il est de jurisprudence constante qu'en matière de hadana la rigueur du droit primitif doit être tempérée par une considération attentive de l'intérêt de l'enfant et que ce serait faire du droit musulman une fausse application que d'en tirer, pour la garde des enfants, des conséquences de nature à les priver des garanties de bons

---

(1) V. Alger, 26 juill. 1880 (*Bull. jud. Alg.* 1881, 111) ; Alger, 27 juin 1881 (*Bull. jud. Alg.* 1881, 229) ; Alger, 22 déc. 1886 ; (*Rev. Alg.* 1886. 2. 418) ; Alger, 10 déc. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 154).

soins et de bonne éducation que le législateur a voulu leur assurer ;

Attendu qu'il n'est même pas allégué que la défenderesse et son mari aient maltraité l'enfant resté en fait à leur garde ou même aient omis de lui donner les soins que réclamait son jeune âge; que d'autre part il est constant que la demanderesse est âgée et qu'elle exerce la profession de sage-femme et de laveuse de morts, qui l'oblige à quitter fréquemment et longuement son domicile; qu'ainsi il ne semble pas qu'elle soit en mesure d'assurer à la jeune Baya qui est à peine sevrée, la protection et les soins continus nécessités par son jeune âge; que le seul droit que puisse à juste titre réclamer la grand'-mère demanderesse dans ces circonstances est celui de voir sa petite-fille de manière à se voir satisfaite, soit dans les sentiments d'affection, soit dans les droits de surveillance et de contrôle qui peuvent lui appartenir ; qu'il lui sera donné sur ce point satisfaction en décidant qu'elle devra être admise à voir la jeune Baya chez sa mère une fois par semaine pendant deux heures si elle le désire ;

Par ces motifs : — En la forme : — Reçoit l'opposition au jugement du 7 février 1894 ; — Au fond : — Déboute la demanderesse de ses demandes, fins et conclusions ; — Dit toutefois que les défendeurs seront tenus de laisser visiter à leur domicile par la demanderesse la jeune Baya une fois par semaine pendant deux heures si la demanderesse se présente pour les en requérir ; — Condamne la demanderesse aux dépens.

MM. BERGE, *vice-prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes BODOY et VIGNALE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

18 octobre 1894

Pension alimentaire, caractère, durée, besoins présents et futurs, urgence.

La provision ou pension alimentaire ne peut prendre naissance, être maintenue ou prendre fin qu'avec la nécessité qui, seule, est sa cause ;

Elle est destinée uniquement à pourvoir, immédiatement et

d'urgence, aux besoins présents et futurs de celui qui l'obtient, et non pas à des besoins applicables à un temps passé, pendant lequel le bénéficiaire a vécu sans être obligé d'y avoir recours.

(Gourgues c. Broqua)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu, en droit, que la provision ou pension alimentaire ne peut prendre naissance, être maintenue ou prendre fin qu'avec la nécessité qui, seule, est sa cause; — Qu'elle est destinée uniquement à pourvoir, immédiatement et d'urgence, aux besoins présents et futurs de celui qui l'obtient, et non pas à des besoins applicables à un temps passé, pendant lequel le bénéficiaire a vécu sans être obligé d'y avoir recours;

Attendu, en fait, qu'au cours de l'instance en divorce, la dame Gourgues, alors épouse Broqua, a obtenu, le 18 septembre 1891, un jugement condamnant son mari à lui verser une pension alimentaire de 50 fr. par mois; — Qu'en exécution de ce jugement, elle a fait pratiquer, sur les appointements du sieur Broqua, une saisie-arrêt qu'elle a dénoncée, avec assignation en validité, le 12 novembre suivant; — Que, depuis lors et jusqu'au 19 juin 1894, date de son appel, quoique le jugement de divorce, qui date du 23 mars 1893, ait clos définitivement la période pendant laquelle la pension alimentaire devait être servie, la dame Gourgues n'a donné aucune suite à sa demande en validité; — Que c'est neuf mois après le jugement de divorce que le sieur Broqua, qui ne pouvait rester indéfiniment sous le coup de la saisie-arrêt, a été obligé de prendre l'initiative d'une solution et a obtenu, le 23 janvier 1894, le jugement dont appel a été relevé par la dame Gourgues à la date précitée; — Que la dame Gourgues a donc laissé deux ans et sept mois sans manifester l'intention de réclamer un seul arrérage mensuel de la provision alimentaire dont elle pouvait poursuivre le recouvrement, en vertu d'un jugement exécutoire nonobstant opposition ou appel et sans caution; — Qu'elle ne justifie en aucune manière et n'allègue même pas dans ses conclusions, qu'elle ait contracté des emprunts pour subvenir à ses besoins, ni qu'aucune circonstance l'ait empêchée de réclamer lesdits arrérages au fur et à mesure de leur exigibilité; — Que cette inaction si prolongée démontre que les causes, qui paraissaient au

début motiver l'allocation de la provision alimentaire, se sont modifiées ou même ont cessé d'exister ; — Que l'on doit en conclure que la dame Gourgues a pu faire face, avec ses revenus personnels, à ses besoins et à ceux de ses deux enfants, alors en bas âge ; — Qu'en conséquence, la saisie-arrêt opérée à sa requête, le 30 octobre 1891, n'a plus de cause et ne peut produire d'effet ; que c'est donc à bon droit que les premiers juges en ont prononcé la main-levée ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel de la dame Gourgues comme régulier en la forme ; — Au fond : — L'en déboute ; — Confirme le jugement déféré ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne la dame Gourgues à l'amende de son appel et aux dépens de première instance et d'appel.

MM. CUNIAC, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes FRUCHIER et LE DENTU, *av.*

TRIBUNAL DE BONE

—

11 décembre 1894

—

Douanes, Algérie, sucres, expertise, droits à l'importation, loi du 19 mars 1875, loi du 10 juillet 1880, défaut de promulgation, non-applicabilité.

—

Il y a lieu à expertise, en matière de douanes, toutes les fois que le différend porte sur la qualité de la marchandise et, par suite, sur la quotité des droits exigibles ;

En Algérie, le tarif des droits à l'importation des sucres est fixé par la loi du 19 mars 1875 ;

La loi du 10 juillet 1880, portant dégrèvement des droits sur les sucres, n'ayant pas été spécialement promulguée en Algérie, n'y est pas applicable.

(Administration des Douanes c. X...)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — En la forme : — Attendu que l'appel est régulier et, par suite, recevable ;

Au fond : — Attendu que le 31 juillet 1894, X... a déclaré au bureau des douanes de Bône vouloir débarquer d'un navire venu de Rouen dix sacs de sucre brut et s'engager, en conséquence, à payer les droits afférents à cette marchandise ; — Attendu que l'administration des douanes, estimant que ladite marchandise paraissait consister en sucre raffiné et non en sucre brut, des échantillons en ont été prélevés et des experts nommés par ordonnance du juge de paix de Bône, en date des 6 août et 29 septembre 1894, conformément aux prescriptions des lois des 5 août 1810, 27 juillet 1822, art. 19 et 7 mai 1881, art. 4; — Attendu que les experts ont procédé à leur mission et ont déclaré que la marchandise soumise à leur examen représentait du sucre raffiné ;

Attendu qu'en conformité de cette déclaration, et à la date du 29 octobre 1894, procès-verbal a été dressé contre X... et assignation lui a été donnée à comparaître devant le juge de paix de Bône, pour s'entendre condamner à la confiscation de la marchandise faussement déclarée, à l'amende de 125 fr. et aux dépens; — Attendu que ce magistrat s'est déclaré incompétent par le jugement du 6 novembre 1894 dont est appel; que cependant l'affaire qui lui était soumise consistait en une contestation concernant le refus de payer des droits de douanes, et rentrait dans ses attributions, aux termes de l'art. 10 de la loi du 14 fructidor an III ; qu'il y a donc lieu d'infirmer sa décision ; — Attendu que la matière étant en état de recevoir une solution définitive, il échet d'évoquer; — Attendu que X... n'est pas fondé à prétendre qu'il n'y avait pas lieu à expertise; qu'au contraire, cette mesure s'imposait, puisqu'il y avait dissentiment entre lui et l'administration des douanes sur le point de savoir si la marchandise était du sucre brut ou du sucre raffiné ; que le différend portait donc sur la qualité de la marchandise et, par suite, sur la quotité des droits exigibles;

Attendu qu'en Algérie, le tarif applicable à l'importation des sucres est établi par la loi du 19 mars 1875 et ainsi fixé : — Sucres bruts de toute origine : 20 fr. les 100 kil. — Sucres raffinés de toute nature : 30 fr. les 100 kil. — Attendu que la loi du 19 juillet 1880, portant dégrèvement des droits sur les sucres, n'a pas été spécialement promulguée en Algérie et n'y est donc pas applicable ; que, par conséquent, il est inutile d'examiner les moyens invoqués par X... et basés sur les art. 16, 17 et 18 de ladite loi ; — Attendu que, dans l'espèce, les experts ont été d'accord pour déclarer que la marchandise était du sucre raffiné ; qu'il suit de là qu'en la déclarant sucre brut, X... s'est rendu passible des dispositions des art. 21, titre

II,, de la loi du 22 août 1891 et 9 de la loi du 22 juillet 1867, etc. ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel ; — Infirme et met à néant le jugement attaqué ; — Dit que le premier juge était compétent ; — Évoquant : — Déclare X... mal fondé en ses fins et conclusions ; l'en déboute ; — Prononce la confiscation des dix sacs de sucre inexactement déclarés par lui ; — Le condamne à une amende de 100 fr., décimes et demi-décime en sus, ainsi qu'aux dépens ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

MM. GENTY, *prés.* ; BESSET, *ff. subst.* — Me MONOD, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

20 octobre 1894

Compétence, Tunisie, immeuble non immatriculé, contestation, incompétence des tribunaux français, ordre public.

Les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître des contestations entre sujets tunisiens, relatives à un immeuble non immatriculé ;

Et cette incompétence, étant d'ordre public, peut être invoquée en tout état de cause (1).

(Taïeb ben Ali c. Cardoso)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le sieur Cardoso, intimé, bien que régulièrement assigné, n'a constitué ni défenseur ni avoué, qu'il échet en conséquence de statuer par défaut à son égard ;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il résulte des faits et documents de la cause que l'immeuble dont s'agit au procès n'a pas été immatriculé et que les appelants sont sujets tunisiens ; qu'aux termes de l'art. 20 de la loi du 12 juillet 1885, qui a soumis à la juridiction des tribunaux français en Tunisie les seuls immeu-

(1) V. Alger, 1er juill. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 438) et la note.

bles immatriculés a, par cela même, laissé les immeubles non immatriculés soumis aux juridictions beylicales; que le tribunal de Tunis était en conséquence incompétent pour connaître de la demande du sieur Cardoso; que cette incompétence touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie est d'ordre public et peut dès lors être invoquée en tout état de cause; — Attendu que les appelants, en l'état de la cause, ne justifient d'aucun préjudice; qu'il n'y a pas lieu par suite de faire droit à leur demande en dommages-intérêts;

Par ces motifs : — Donne défaut contre le sieur Cardoso, intimé, défaillant; — Pour le profit : — Reçoit l'appel interjeté par les sieurs Taïeb ben Ali et consorts; — Et y faisant droit au fond : — Infirme et met à néant le jugement déféré; — Dit le tribunal de Tunis incompétent pour connaître de la demande du sieur Cardoso; — Dit n'y avoir lieu à dommages-intérêts; — Renvoie Cardoso à se pourvoir devant la juridiction compétente; — Le condamne aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 novembre 1894

Ordre amiable, saisi, convocation, non-comparution, demande en nullité, irrecevabilité.

Dans l'ordre amiable, si le saisi doit être convoqué, sa comparution ne lui confère pas voix délibérative, son défaut de comparution ne l'expose à aucune amende, et, dans aucun cas, il ne peut empêcher le règlement d'aboutir, lorsque les créanciers sont tous d'accord pour le conclure;

En conséquence, il ne saurait être admis à alléguer la nullité de l'ordre amiable, par le seul motif que, y ayant été régulièrement appelé, il aurait jugé inutile d'y assister.

(Santiago c. Lhoste)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu qu'il convient de le constater tout d'abord, la valeur de l'ordre amiable ne saurait être discutée dans la cause actuelle, en ce sens qu'il n'appartiendrait ni aux parties d'en proposer, ni à la Cour d'en prononcer la nullité ; — Attendu qu'il ne peut s'agir que d'examiner si, la collocation de Lhoste ayant acquis l'autorité de la chose jugée, il échet de tirer de cette situation légale des conséquences applicables à l'instance actuelle;

Attendu que la procédure de saisie immobilière et les formalités destinées à répartir le prix d'un immeuble saisi entre les coayants droit sont assez compliquées et assez coûteuses pour qu'il soit du devoir strict du juge de n'y rien ajouter et de se renfermer dans les termes de la loi ; — Attendu, d'une part, que le législateur, en organisant l'ordre amiable, a eu pour but évident de rendre les parties responsables du surcroît de dépenses que leur occasionne l'ordre judiciaire et dont il leur est loisible de s'affranchir pour peu qu'elles aient le souci de leurs véritables intérêts ; — Attendu qu'il importe donc, pour ne pas détruire l'œuvre du législateur, de laisser à l'ordre amiable sa simplicité et de s'inspirer, pour en rejeter toutes les complications inutiles, des idées de rapidité et d'économie qui en ont dicté l'organisation ; — Attendu que, dans l'ordre amiable, le saisi doit, il est vrai, être convoqué, mais que sa comparution ne lui confère pas voix délibérative; que son défaut de comparution ne l'expose à aucune amende; que, dans aucun cas, il ne pourrait empêcher le règlement d'aboutir, les créanciers étant tous d'accord pour le conclure; qu'on ne conçoit donc pas à quel titre, dans le silence de la loi, il serait admis à en alléguer la nullité, par le seul motif que, y ayant été régulièrement appelé, il aurait jugé inutile d'y assister; — Attendu qu'il serait irrationnel de soutenir que cette théorie le laisse désarmé devant une convention à laquelle il n'a pas participé; qu'en effet, les voies ordinaires de l'action en nullité ou en rescision lui demeurent ouvertes;

Attendu que, par application de ces principes, les consorts Santiago sont irrecevables à critiquer, par voie indirecte, le règlement amiable du 21 juillet 1891, leur convocation, seule formalité à laquelle on fût tenu à leur égard, ayant été régulièrement faite ; — Attendu, dès lors, que le jugement attaqué a fait des droits respectifs des parties une juste et saine appréciation, et qu'il échet de le maintenir dans toutes ses dispositions ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit bien jugé, mal et sans grief appelé ; — Confirme, en conséquence, le jugement attaqué ; — Dit qu'il

sortira son plein et entier effet pour être exécuté suivant sa forme et teneur ; — Condamne Santiago à l'amende et en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BLASSELLE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

14 février 1885

Chemin vicinal, classement, arrêté préfectoral, propriété, commune, attributions, droits des tiers, passage, prescription.

Les arrêtés préfectoraux qui portent classement des chemins vicinaux n'ont pas pour effet d'attribuer par eux-mêmes aux communes la propriété de ces chemins, et ne sont jamais rendus que sauf le droit des tiers (1) ;

Le passage exercé, même depuis plus de trente ans, par les habitants d'une commune, sur un chemin ou sentier traversant des propriétés particulières, ne suffit pas à lui seul pour faire acquérir à la commune par la prescription la propriété de ce chemin ou sentier (2).

(Commune d'Hussein-Dey c. Jaïs frères)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la commune d'Hussein-Dey a assigné les frères Jaïs devant le tribunal d'Alger aux fins d'être reconnue propriétaire d'un chemin qu'elle revendique comme public et communal traversant la propriété des frères Jaïs ; — Attendu que rien n'établissant que la commune soit en possession légale du chemin dont s'agit, c'était bien à la commune qu'incombait la preuve de la propriété qu'elle réclamait ; — Attendu, à la vérité, que la commune soutient que le chemin dont s'agit a été classé comme vicinal par arrêté

---

(1) V. en ce sens Cons. d'Etat, 13 mars 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 341).

(2) V. Civ. cass., 9 mai 1881 (Sir., 82. 1. 456).

préfectoral du 21 janvier 1860, mais qu'il est de principe que les arrêtés préfectoraux qui portent classement des chemins ou sentiers ruraux n'ont jamais pour effet d'attribuer par eux-mêmes aux communes la propriété de ces chemins ou sentiers ; qu'ils ne sont jamais rendus que sauf le droit des tiers ;

Attendu d'un autre côté que les frères Jaïs soutiennent que ce chemin n'a jamais servi qu'à l'exploitation des carrières ouvertes par les frères Jaïs le long et dans la limite de leur propriété, par le sieur Aguéli en amont et le sieur Dulac en aval, et qu'il n'a jamais été pour eux et pour tous qu'une voie simplement tolérée par les propriétaires riverains pour l'exploitation de leurs propriétés ; qu'il résulte effectivement de l'arrêté de classement même, produit par la commune, que ce chemin était communément désigné sous le nom de chemin des Carrières ; — Attendu que la commune soutient également que ce chemin servait autrefois aux Arabes habitant le haut des collines pour descendre jusqu'au cimetière de Sidi-Abdallah, existant près de la route d'Hussein-Dey à Maison-Carrée, où ils enterraient leurs morts, mais que l'existence de ce cimetière supposait nécessairement l'existence d'un chemin communal public ; mais qu'il résulte du rapport des experts nommés par les premiers juges que le chemin litigieux avait desservi d'anciennes carrières, qu'il pouvait avoir été prolongé jadis au delà et rencontrait un ancien sentier arabe sur lequel il aboutissait à angle droit, que le plan des experts désigne sous le nom de chemin rural nº 6, mais que les experts ajoutent que les traces de ce dernier chemin qui traversait la prairie et ne la longeait pas comme l'autre, démontrent qu'il était jadis très encaissé, abrupt en quelques endroits et très étroit et n'avait jamais été carrossable ; qu'enfin, il résulte des renseignements recueillis par les experts que le chemin litigieux n'a jamais été entretenu que par les carriers dans l'intérêt de leurs propriétés ; — Attendu qu'il résulte de ces diverses constatations qu'il n'est pas possible d'admettre l'existence d'un chemin communal public, et qu'on ne saurait considérer le chemin litigieux que comme un chemin rural d'exploitation dont les riverains se sont concédé réciproquement la jouissance ;

Attendu que les résultats de l'enquête et de la contre-enquête ordonnées par la Cour par son arrêt du 20 novembre 1884, n'ont pas détruit ces appréciations ; — Que les contradictions des témoins de l'enquête laissent planer un doute sérieux sur la date récente de l'ouverture des carrières ; qu'en effet, si ces carrières n'avaient été ouvertes qu'il y a 5 ou 6 ans, on ne comprendrait pas qu'en 1860 déjà, date de l'arrêté de classement, le che-

min eût été communément désigné sous le nom de chemin des Carrières ; — Que du reste, quelle que soit l'époque à laquelle les carrières ont été ouvertes, et en admettant avec plusieurs témoins de l'enquête qu'au moment de cette ouverture le chemin qui conduisait au cimetière existait déjà, il est certain que ce chemin (d'après le 2e témoin), était un sentier qui a été ensuite élargi pour le transport des matériaux ; (d'après le 4e témoin), le chemin était un petit chemin, on n'y passait pas en voiture, il était simplement tracé à côté de la prairie, en bas ; — Attendu que si plusieurs témoins de la contre-enquête affirment également l'existence d'un sentier traversant la propriété Jaïs, la direction de ce sentier est loin d'être certaine et déterminée, puisque les témoins ajoutent que les Arabes, pour arriver au cimetière, passaient à travers les propriétés, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; — Attendu enfin, que si le plan topographique, produit par la commune, dressé en 1843, semble indiquer l'existence d'un chemin reliant le bord de la mer et le marabout Sidi-Abdallah au haut des collines, rien n'établit que cette voie de communication soit autre chose que le sentier dont il a été parlé, que les experts qualifient de simple piste et qui a été successivement élargi par les propriétaires selon les besoins du moment ; — Attendu que le troisième témoin de la contre-enquête, employé au gouvernement général, affirme qu'en 1867, alors qu'il était mandataire du sieur Aguelli, pour l'exploitation des carrières, en amont de la propriété Jaïs, le chemin litigieux existait, que c'est lui qui le faisait entretenir, et qu'on le considérait comme chemin de tolérance, qu'il avait constaté au service topographique que le chemin litigieux n'existait pas sur le plan de 1843, mais que ce plan reproduisait un autre chemin partant de la route, qui se confondait au début avec le chemin litigieux, plus loin se détournait à gauche vers la propriété Dulac et se perdait dans la plaine jusqu'au chemin d'Ouchaïa, que le sol appartenait aux propriétaires riverains, que c'étaient eux qui l'empierraient ; — Attendu dans ces circonstances et à raison, soit de l'incertitude qui plane sur l'existence même du chemin, à l'état de chemin et non de sentier ou même de simple piste, soit à raison des contradictions qui se sont produites relativement à sa direction, il est impossible d'admettre que la commune eût rapporté la preuve à laquelle elle a été appointée, à savoir que le chemin dit des Carrières existe depuis un temps immémorial comme chemin public, et que par suite, elle soit en droit d'en revendiquer la propriété ; que du reste, il est de principe en jurisprudence que le passage exercé, même depuis plus de trente ans, par les habitants

d'une commune sur un chemin ou sentier traversant des propriétés particulières, ne suffit pas à lui seul pour faire acquérir à la commune, par la prescription, la propriété de ce chemin ;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Confirme purement et simplement le jugement dont est appel ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne l'appelante à l'amende et aux dépens.

MM. LAUTH, *ff. prés.* ; RACK, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et MALLARMÉ, *av.*

TRIBUNAL DE MASCARA (Ch. civ.)

8 février 1894

Cautionnement, droit musulman, caractère, dommages-intérêts, paiement, corps certain.

D'après les principes du droit musulman, le cautionnement présente deux caractères: 1° l'obligation de payer une dette, à défaut du débiteur principal; 2° l'engagement d'assurer la comparution de ce débiteur, de l'amener devant le juge, engagement qui fait de la caution l'équivalent du répondant dans le vieux droit germanique ;

Le cautionnement qui comporte l'obligation de payer une dette ne s'entend que du paiement de la valeur de la dette, de son montant lorsqu'il s'agit de choses fongibles, et ne peut être étendu à l'obligation de payer des dommages-intérêts pour indemnité de la perte d'un corps certain ; en d'autres termes, le cautionnement, d'après Sidi Khelil, ne peut obliger celui qui l'a contracté à un paiement, que lorsqu'il peut rendre lui-même la chose faisant l'objet du contrat ; d'où il résulte que le cautionnement ne peut avoir lieu quand cet objet est un corps certain.

(Almi Ould Ali c. Mohamed Ould Abdelkader)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Naït, appelé comme caution,

soutient qu'en droit il ne pouvait être recherché, sur la nature du contrat; subsidiairement, que le débiteur principal devait d'abord être discuté; — Attendu que, dans les principes du droit musulman, le cautionnement présente deux caractères: 1° l'obligation de payer une dette, à défaut du débiteur principal; 2° l'engagement d'assurer la comparution de ce débiteur, de l'amener devant le juge; engagement qui fait de la caution l'équivalent du répondant dans le vieux droit germanique;

Attendu que le cautionnement qui comporte l'obligation de payer une dette ne s'entend que du paiement de la valeur de la dette, de son montant lorsqu'il s'agit de choses fongibles, et ne peut être étendu à l'obligation de payer des dommages-intérêts pour indemnité de la perte d'un corps certain; qu'en d'autres termes, le cautionnement, d'après Sidi Khelil et son commentateur le plus autorisé, M. Zeys, ne peut obliger celui qui l'a contracté à un paiement que lorsqu'il peut rendre lui-même la chose faisant l'objet du contrat, d'où il résulte que le cautionnement ne peut avoir lieu quand cet objet est un corps certain; — Attendu que cette disposition légale, un peu singulière à première vue, se justifie, au contraire, quand on en scrute la pensée inspiratrice, par une grande logique et même des considérations morales d'un ordre élevé: qu'en effet, la caution ne peut évidemment s'engager à restituer le corps certain, dans le cas où le débiteur principal l'a détourné ou dissipé; et que, cette dernière éventualité étant réalisée, la caution n'est pas tenue de payer les dommages-intérêts qui résultent de la faute du débiteur principal, la mauvaise foi n'ayant pas dû entrer dans les prévisions des contractants, en d'autres termes, un délit ne devant pas être prévu; — Attendu qu'en matière de cheptel l'objet est une chose non fongible, un corps certain, le preneur devant restituer les animaux eux-mêmes, à moins qu'il ne justifie de leur perte par cas fortuit ou force majeure, toute responsabilité disparaissant en ce cas;

Attendu en l'espèce que Naït ne peut être recherché comme débiteur de la valeur des animaux non représentés, corps certain, chose non fongible, et qu'il est simplement le répondant du débiteur principal; mais que, de ce chef, il y a lieu de le mettre hors de cause, ce débiteur ne se dérobant point et comparaissant en justice; — Attendu que Almi, débiteur principal, soutient qu'aucune faute ne lui est imputable, que les animaux sont morts par cas fortuit, qu'il en a informé l'intimé et lui a représenté les peaux; que cette offre de preuve est d'autant plus pertinente et admissible que les témoins de l'enquête n'ont déposé que sur la remise du trou-

peau et non sur la cause de la disparition de certaines bêtes ;

Par ces motifs : — Réforme le jugement en ce qu'il a pris et condamné Naït comme caution ; met d'ores et déjà Naït hors de cause sans dépens ; — Statuant en regard d'Almi, avant faire droit, l'autorise à prouver tant par titres que par témoins, devant M. le juge de paix de Palikao, à ces fins commis, que 1° les trente-deux bêtes ont péri de maladie et par cas fortuit ; 2° qu'elles étaient déjà malades lors de la remise du cheptel ; 3° que Almi en a fait l'observation au bailleur, lequel a dit qu'il fallait les faire changer d'air ; 4° qu'en route il mourut deux agneaux, le lendemain quatre et ainsi de suite ; 5° que chaque fois Almi a prévenu le bailleur ; que les peaux auraient été montrées au bailleur et partagées entre lui et le preneur ; — Dépens réservés.

MM. LOUSTAU, *prés.* ; DES HAMEAUX, *proc. de la Rép.* — Mes VINCI et ROBERT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 novembre 1894

Appel, matière indivisible, effet à l'égard de toutes les parties.

Dans les matières indivisibles, l'appel interjeté par l'une des parties profite aux autres (1).

(Lebeau c. Consorts Viguier)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la dame Louise-Antoine Jean, le mineur émancipé Laurent-Pierre-Charles-Antoine Jean et le sieur Rigollot, son curateur, la dame Joséphine-Antoine Jean, épouse divorcée du sieur Lucien-Philibert Lebeau, le sieur Philibert Lebeau, sont appelants d'un jugement rendu contre eux, et au profit des consorts Viguier, le 7 février 1894, par le tribunal de Constantine ; — Attendu que l'appel de la dame Louise-Antoine Jean, celui de la dame Joséphine-Antoine

(1) V. civ. cass., 7 juin 1887 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 345) ; Alger, 22 déc. 1892 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 24).

Jean, épouse divorcée du sieur Lucien-Philibert Lebeau, celui enfin du sieur Lucien-Philibert Lebeau sont réguliers en la forme et conséquemment recevables ; — Attendu qu'en ce qui concerne, au contraire, l'appel du mineur émancipé Laurent-Pierre-Charles-Antoine Jean et celui du sieur Rigollot, son curateur, les consorts Viguier, intimés, soulèvent une fin de non-recevoir tirée de l'inobservation par ces deux appelants des prescriptions de l'art. 762 C. pr.. civ.;

Sur cette fin de non-recevoir : — Attendu que les circonstances de fait dont l'intimé la fait dériver sont exactes ; qu'il est certain que le mineur émancipé et son curateur, qui sont domiciliés à Constantine, n'ont relevé appel que le 19 avril 1894, du jugement déféré qui, pourtant, avait été, conformément à la loi, signifié à toutes parties par acte d'avoué, le 8 mars de la même année ; qu'ils ont ainsi laissé passer le délai de dix jours que prescrit l'art. 762 C. pr. civ. susvisé et encouru la déchéance édictée par cet article ; — Attendu cependant, et, d'autre part, que dans les matières indivisibles l'appel interjeté par l'une des parties profite aux autres ; — Attendu que devant les premiers juges, comme en cause d'appel, la demande par les consorts Viguier présentait et présente encore ce caractère d'indivisibilité, puisque, sans entreprendre en rien les mineurs Jean dans leurs actes personnels, les intimés ne se sont attachés qu'à discuter la réalité intrinsèque de la créance objet de la production et à soutenir que cette créance, viciée dans son origine, ne résultait que d'une simulation imaginée dans son compte de tutelle par la mère et tutrice pour avantager ses enfants au préjudice de ses créanciers ;

Au fond : — Attendu que les premiers juges ont fait des circonstances de la cause une appréciation exacte ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel de la dame Louise-Antoine Jean, celui de la dame Joséphine-Antoine Jean, épouse divorcée du sieur Lucien-Philibert Lebeau, celui du sieur Lucien-Philibert Lebeau ; — Dit non recevable comme tardif l'appel du mineur émancipé Laurent-Pierre-Charles-Antoine Jean et celui du sieur Rigollot, son curateur ; — Dit néanmoins que les appels régulièrement formés profiteront à ces derniers et que le présent arrêt leur sera commun ; — Maintient conséquemment au regard de tous les intimés le jugement déféré et ordonne qu'il sortira effet ; — Condamne les appelants en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE, MEUNIER et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

29 octobre 1894

Billet à ordre, endossement en blanc, effet, transfert de propriété, tiers porteur.

Les endossements en blanc ne valent que comme procuration, et ils ne transfèrent la propriété au tiers porteur que si celui-ci établit qu'il a remis les fonds à l'endosseur (1).

(Fassina c. Consorts Addi)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il résulte de l'examen même des trois billets contestés, comme de toutes les circonstances de la cause, que tous les endos de ces billets ont été écrits de la main de Chiche, souscripteur, et qu'ils ont été remplis après la négociation à Addi et avant la faillite de Chiche et de Moïse Fassina ; — Que les endos en blanc ne valent que comme procuration et qu'ils ne transportent la propriété au tiers porteur que si celui-ci établit qu'il a remis les fonds à l'endosseur ; — Que cette preuve ne saurait résulter dans l'espèce des simples passations d'écritures constatées par les premiers juges sur les livres de Moïse ben Addi ; — Qu'il importe de rechercher, tant sur les livres de Moïse ben Addi que sur ceux de Chiche et de Moïse Fassina la preuve de la négociation à leur date des valeurs dont s'agit, et de l'encaissement ou réelle sortie de leur montant ; — Qu'il échet en conséquence de faire droit aux conclusions subsidiaires de Fassina ;

Par ces motifs : — Avant faire droit au fond ; — Nomme comme expert M. Everaert, ex-chef de comptabilité de la Compagnie algérienne, lequel, en cas de refus ou d'empêchement, sera remplacé par ordonnance du président et sur simple requête, et aura pour mission, serment préalablement prêté

---

(1) V. Civ. cass., 21 déc. 1864 (D. P. 65. 1. 30) ; Req., 14 avril 1856 (D. P. 56. 1. 266) ; Civ. cass., 7 août 1867 (D. P. 67. 1. 327) ; Alauzet, *Code de commerce*, nos 1363 à 1367.

entre les mains dudit président, d'examiner les livres tant de Moïse ben Addi que de Joseph Chiche et de Moïse Fassina, d'y rechercher : 1° s'il existe trace à leur date de la négociation des trois valeurs dont s'agit au procès ; 2° Si, par la vérification de la comptabilité et de l'état de la caisse à ces dates, il y a eu encaissement ou réelle sortie du montant des dites valeurs ; — Pour, sur son rapport déposé au greffe de la Cour, être ensuite conclu et statué ce qu'il appartiendra ; — Dit qu'il sera procédé à la dite expertise à la requête de la partie la plus diligente et aux frais avancés des consorts Ben Addi, dans un délai de trois mois à partir de la signification du présent arrêt, passé lequel délai il sera statué au fond ; — Dépens réservés.

MM. BLANCKAERT, *prés.*; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE, CHÉRONNET, JOUYNE et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

3 décembre 1894

—

Tutelle, droit musulman, veuve, succession du mari. — Prescription extinctive, Tunisie, droit tunisien, durée.

—

La loi musulmane ne donne pas à la mère la tutelle de ses enfants mineurs (1) ;

En matière de succession, cette loi attribue à la veuve une partie des biens de son mari (2);

En droit musulman tunisien, la prescription extinctive des obligations est de quinze ans (3).

(Halima bent El Hadj Salah c. Héritiers Othman ben Ali Maouïa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par quatre actes passés devant

(1) V. Alger, 12 déc. 1887 (*Rev. Alg.* 1888, 2. 47).

(2) V. Alger, 27 mai 1891 (*Rev. Alg.* 1891, 2. 413) et la note.

(3) V. trib. de Tunis, 25 janv. et 29 févr. 1892 (*Rev. Alg.* 1892, 2. 153) et la note.

des notaires tunisiens en juillet et en décembre 1865, avril 1866 et janvier 1867, Othman ben Ali Maouïa, aujourd'hui décédé, a reconnu devoir à El Hadj Eddris diverses sommes qui représentent un chiffre total de 2,300 piastres ou 1,380 fr. et qui étaient remboursables à première réquisition : — Attendu que El Hadj Eddris est mort à son tour et que sa veuve Halima bent El Hadj Salah El Gharbi, agissant tant en son nom personnel que comme tutrice légale de ses enfants mineurs Ahmed et Hassin, a assigné les héritiers de Othman ben Ali Maouïa en paiement de cette créance;

Attendu que les défendeurs soutiennent que la juridiction française est incompétente pour connaître du litige; — Mais attendu que la dame Halima établit, par un certificat de M. le Résident général de France à Tunis, en date du 5 février 1894, qu'elle jouit ainsi que ses enfants de la protection française; — Attendu que le procès est de nature purement mobilière; qu'il rentre donc dans la compétence de la juridiction française, conformément à la règle posée par le décret beylical du 31 juillet 1884;

Attendu que les parties ont conclu subsidiairement au fond;

Attendu que la dame Halima et ses enfants sont des indigènes musulmans et qu'aucun d'eux n'a la qualité de citoyen français; — Attendu qu'ils sont donc soumis à la loi musulmane relativement à leur statut personnel; — Attendu que cette loi ne donne pas à la mère la tutelle de ses enfants mineurs; — Attendu que la dame Halima ne justifie d'aucun acte qui lui ait conféré cette tutelle; — Attendu, au surplus, que, d'après les termes mêmes du certificat mentionné ci-dessus et qui a été produit par elle à l'appui de sa demande, ses deux enfants seraient âgés, l'un de vingt-quatre ans et l'autre de dix-huit ans; que dès lors, ils paraissent avoir atteint l'âge de la majorité, tel qu'il est fixé par la loi musulmane; — Attendu que la dame Halima n'a donc pas le droit d'exercer l'action actuelle en leur nom;

Attendu qu'elle peut poursuivre toutefois les défendeurs pour la part qui lui revient dans ces créances, en vertu des principes admis par la loi musulmane en matière de succession et qui attribuent à la veuve une partie des biens de son mari;

Attendu que ses adversaires lui opposent la prescription; — Attendu que la convention qui sert de cause au procès a pris naissance en Tunisie entre indigènes musulmans; qu'elle est donc régie par le droit musulman tunisien en ce qui concerne la prescription extinctive des obligations qui en dérivent; — Attendu que d'après cette législation cette pres-

cription est de quinze ans ; — Attendu que les créances dont le paiement est réclamé aux défendeurs avaient, comme échéance la plus récente, le mois de janvier 1867 ; — Attendu que l'instance actuelle a été introduite par exploit du 6 juillet 1894; — Attendu qu'il n'est pas établi qu'il ait été fait entre ces deux dates aucun acte interruptif de prescription ; — Attendu enfin que la dame Halima ne prouve et n'allègue même pas avoir été mineure au moment de la mort de son mari; — Attendu que la prescription a donc couru contre elle ; qu'en effet les créances dont il s'agit ont pour objet des sommes d'argent et qu'elles sont essentiellement divisibles ;

Par ces motifs : — Se déclare compétent ; — Dit que la dame Halima bent El Hadj Salah El Garbi n'a pas qualité pour agir au nom de ses enfants, Ahmed et Hassin ; — Déclare l'action prescrite en ce qui concerne la demande formée par elle en son nom personnel ; — La déboute en conséquence de cette demande et la condamne aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes BODOY et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

16 novembre 1894

Mariage, promesse, rupture motivée, demande en dommages-intérêts, irrecevabilité.

Ne saurait donner ouverture à une action en dommages-intérêts de la part d'une future épouse, le fait par le fiancé de rompre le mariage projeté, lorsque cette rupture n'a d'autre cause que le défaut d'exécution, par le père de la fiancée, de son engagement de constituer une dot à sa fille (1).

(Demoiselle Bacry c. Sadia ben Amran)

Le 8 mars 1894, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE BOUGIE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Cohen avait été appointé sur sa

(1) V. Civ. cass., 16 janv. 1877 (D. P., 1877. 1. 85).

demande expresse à prouver qu'une dot de 10,000 fr. avait été consentie à la demoiselle Bacry par son oncle Moatti ; — Attendu que, d'après lui, le refus de délivrer cette dot avait été la seule cause de l'abandon, par lui-même, du projet de mariage après les publications; — Attendu que l'enquête n'a nullement établi les prétentions de Cohen ; qu'il parait, au contraire, résulter des dépositions recueillies, que Moatti n'avait pris aucun engagement vis-à-vis de sa nièce ; — Attendu qu'il y a donc lieu de décider que le projet de mariage a été rompu par le pur caprice de Cohen ;

Attendu que des documents versés au dossier, il résulte qu'en vue du mariage, la demoiselle Bacry avait préparé son trousseau; qu'elle avait aussi congédié des élèves qu'elle instruisait comme institutrice; — Attendu qu'elle a, dès lors, subi un réel préjudice dont il lui est dû réparation par Sadia Cohen ; — Attendu que le tribunal trouve dans la cause les éléments d'appréciation suffisants ;

Par ces motifs : — Vidant son interlocutoire susvisé : — Condamne Sadia Cohen à payer à la demoiselle Bacry la somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts pour avoir rompu sans motif le projet de mariage formé avec elle, et ce après les publications faites ; — Le condamne, en outre, aux dépens.

Sur l'APPEL de Sadia ben Amran,

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que si des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé ne résulte pas la preuve que le sieur Moatti se soit engagé à constituer une dot de 10,000 fr. à sa nièce, la demoiselle Bacry, en vue du mariage projeté entre elle et le sieur Sadia, il n'en est pas moins certain, d'une part, que la promesse de mariage a été échangée sous ses auspices, et que le sieur Sadia a pu compter, dans une certaine mesure, sur ses bonnes dispositions en faveur de sa nièce, ainsi que l'a pensé, du reste, le sieur Soudaka, premier témoin de l'enquête, qui a servi lui-même d'intermédiaire entre le sieur Sadia et lui; que, d'autre part, le sieur Bacry père s'est engagé, malgré son état de gêne, à fournir une dot à sa fille; — Qu'à l'époque fixée pour le mariage, n'ayant pu tenir ses engagements et s'étant adressé au sieur Sadia pour lui proposer de nouvelles conditions, ainsi que le révèle la lettre du sieur Sadia, en date du 16 juin 1892, versée au procès, celui-ci a déclaré ne pouvoir les accepter et a renoncé au mariage; que la rupture du mariage n'a donc eu d'autre cause que le défaut d'exécution par le sieur Bacry, tout ou moins, de ses engagements de constituer une dot à sa fille; qu'elle ne saurait être attribuée, ainsi que l'ont décidé les premiers juges, à un pur caprice du sieur Sadia ;

Attendu que, dans sa situation de négociant désireux de s'établir, le sieur Sadia a pu légitimement prétendre à une dot qui, si modeste qu'elle fût, pût lui permettre d'assurer les charges du ménage; que, dans le refus du paiement de ladite dot, dans l'inexécution des engagements pris envers lui, il a trouvé un juste sujet de dédit, un juste motif de retirer son consentement; que c'est donc à tort que les premiers juges ont accueilli la demande de la demoiselle Bacry et y ont fait droit; qu'il échet, en conséquence, d'infirmer leur décision;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel interjeté par le sieur Sadia; — Dit bien appelé, mal jugé; — Infirme et met à néant le jugement déféré; — Dit la demoiselle Bacry mal fondée en sa demande; l'en déboute; — Décharge le sieur Sadia de la condamnation prononcée contre lui; — Condamne la demoiselle Bacry aux entiers dépens, ceux d'appel distrait au profit, etc.; — Ordonne la restitution de l'amende consignée.

MM. CUNIAC, *prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes VANDIER et MARTIN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

21 novembre 1894

Propriété, Tunisie, mutation, défaut de transcription sur le titre, habous, application, remise du titre au créancier, effet, droit de rahnia.

Le défaut de transcription d'une mutation immobilière sur le titre de propriété afférent à un immeuble tunisien non immatriculé a pour effet de rendre ladite mutation non opposable aux tiers qui ont acquis sur l'immeuble des droits réels;

Ce principe s'applique en matière de habous, le propriétaire devant avoir, en droit musulman, la liberté entière de disposer d'un bien immobilier pour en faire valablement l'objet d'une constitution de habous (1);

Il s'impose surtout s'il s'agit d'un propriétaire qui a remis

(1) V. trib. de Sousse, 28 févr. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 417); trib. de Tunis, 10 août 1892 (*Rev. Alg.* 1893. 2. 373).

en gage à son créancier le titre de sa propriété et lui a ainsi conféré un droit de gage ou rahnia, qui lui donne sur le prix à en provenir un droit de préférence, et aussi sur le bien même un droit de suite lui permettant de saisir l'immeuble en quelques mains qu'il se trouve (1).

(Consorts El Ferri c. Haddad)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le défaut de transcription d'une mutation immobilière sur le titre de propriété afférent à un immeuble tunisien non immatriculé a pour effet de rendre ladite mutation non opposable aux tiers qui ont acquis sur l'immeuble des droits réels ; — Attendu que ce principe, qui a été accueilli par la Cour de cassation en matière de donation, et qui, d'ailleurs, est de jurisprudence constante, est également vrai en matière de habous ; — Attendu, en effet, que le propriétaire n'a plus la libre disposition de son immeuble quand des tiers ont acquis des droits réels à son encontre et qu'en droit musulman, applicable à l'espèce, il faut avoir la liberté entière de disposer d'un bien immobilier pour en faire valablement l'objet d'une constitution de habous ; — Attendu que cette règle s'impose surtout s'il s'agit d'un propriétaire qui a remis en gage, à son créancier, le titre de sa propriété, et lui a ainsi conféré un droit de gage ou *rahnia* qui lui donne sur le prix à en provenir un droit de préférence et aussi, sur le bien même, un droit de suite qui lui permet de saisir l'immeuble en quelques mains qu'il se trouve ; — Qu'admettre le contraire serait autoriser les plus graves abus, un désordre universel et la ruine totale du crédit immobilier dans la régence ; qu'en effet tout débiteur qui aurait mis un titre de propriété en gage chez son créancier pourrait se soustraire sans peine à ses obligations, en constituant l'immeuble ainsi engagé habous au profit de ses héritiers naturels ; que de telles conséquences seraient la négation des principes les mieux assis de la législation tunisienne ;

Attendu, ces principes étant admis, que, pour trancher le litige, il convient de rechercher si, comme le prétendent André et Haddad, le second était créancier gagiste lorsqu'il a saisi, ou si, comme le prétendent les demandeurs, ils sont encore en possession du titre originaire de la propriété ; ou

(1) V. trib. de Tunis, 21 nov. 1892 (*Rev. Alg.*, 1893, 2. 90) et la note.

plutôt, pour préciser davantage, car les consorts El Ferri produisent une pièce sur laquelle est inscrite une constitution de habous, si c'est cette pièce qui est le titre véritable de la propriété ou si c'est celle des défendeurs ; — Attendu que la solution de cette question implique nécessairement la recherche de l'identité de la propriété litigieuse avec celles décrites dans les susdits titres ; que cet examen pourra être utilement confié à des experts qui procéderont, s'il y a lieu, à une application des titres sur le terrain ;

Attendu que les consorts El Ferri se prévalent d'un jugement de l'autorité indigène qui aurait validé le habous litigieux, de telle sorte qu'il y aurait chose jugée en leur faveur ; — Mais attendu que cet argument est sans valeur ; qu'en effet les défendeurs n'ayant pas été parties au procès dont s'agit, la sentence rendue ne leur est pas plus opposable que l'acte de constitution lui-même ; — Attendu d'ailleurs qu'il n'échet de tenir aucun compte du jugement rendu dans une instance simulée, comme il est d'usage d'en conduire devant la justice indigène, alors que le débiteur n'a pas appelé en cause son créancier gagiste pour y défendre ses intérêts ;

Par ces motifs, etc.

MM. BERGE, *vice-prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes CARDOSO, PIÉTRI et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

22 octobre 1894

Obligation. Tunisie, paiement d'acompte, libération. preuve, lacération des titres, traduction, inefficacité.

D'après d'anciens usages suivis en Tunisie entre indigènes et qui ont dans ce pays force de loi, le paiement des acomptes est constaté par des mentions apposées au dos des titres de créance, et la preuve de la libération s'établit au moyen de la lacération de ces titres ;

Au moment de la lacération, le débiteur n'est pas tenu de rechercher si le titre a été traduit ;

En conséquence, la production de la traduction ne saurait

être considérée comme constituant pour le créancier une justification suffisante de ses droits.

(Haï Bismùth c. consorts Bou Remana el Hamrouni)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Haï David Bismuth soutient que Salah ben Ali ben bou Remana el Hamrouni et El Hadj Mohamed ben bou Remana el Hamrouni, aujourd'hui décédés, lui devaient solidairement une somme de 1620 fr. qu'il leur avait remise à titre de prêt ; — Attendu qu'il a assigné les représentants de leurs successions en remboursement de cette somme ; — Attendu qu'il prétend que cette créance résulte de deux actes passés à son profit par ses débiteurs devant des notaires tunisiens le 29 janvier 1884 ; — Attendu qu'il ne produit pas les originaux de ces actes, mais seulement une traduction qui en a été faite par un interprète judiciaire ;

Mais attendu que cette dernière pièce ne saurait suffire pour remplacer les originaux ; — Attendu, en effet, que d'après d'anciens usages suivis en Tunisie entre indigènes et qui ont dans ce pays force de loi, le paiement des acomptes est constaté par des mentions apposées au dos des titres de créance et que la preuve de la libération s'établit au moyen de la lacération de ces titres ; — Attendu qu'au moment de cette lacération, le débiteur n'est pas tenu de rechercher si le titre a été traduit ; — Attendu, dès lors, que la production de la traduction ne saurait être considérée comme constituant pour le créancier une justification suffisante de ses droits ; — Attendu que, si l'on admettait le contraire, on ouvrirait la porte à de nombreux abus et qu'on fournirait à des créanciers peu scrupuleux le moyen de se faire payer une seconde fois une dette déjà réglée ;

Attendu qu'il convient particulièrement de faire à la cause l'application de ces principes ; — Attendu, en effet, que, d'après les traductions mêmes dont est porteur Haï, fils de David Bismuth, les actes dont il s'agit se réfèrent expressément aux usages mentionnés ci-dessus et contiennent une clause d'après laquelle les débiteurs seront libérés dans le cas où le titre aura été déchiré ; — Attendu au surplus que le demandeur ne démontre nullement que ses titres originaux aient été égarés par lui et que son allégation sur ce point est peu vraisemblable ;

Attendu qu'il offre vainement de fournir caution ; — Attendu

qu'une semblable prétention n'est appuyée sur aucune loi ; — Attendu que celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit en établir l'existence et qu'une offre de cautionnement ne peut pas tenir lieu de cette preuve ; etc.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes GUEYDAN et ABÉASIS, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

5 novembre 1894

Jugement, tribunal de commerce, juges, nombre insuffisant, nullité.

Il y a lieu de déclarer nul, par application des art. 626 C. com. et 4 de la loi du 30 août 1883, le jugement d'un tribunal de commerce rendu par trois juges, dont l'un n'a pas assisté aux débats et plaidoiries.

(Girard c. Gonzalès)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition est régulière et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il résulte d'un certificat du greffier du tribunal de commerce d'Oran, et qu'il est d'ailleurs formellement reconnu par toutes les parties, que la cause jugée par la décision déférée a été plaidée devant le tribunal et mise en délibéré le 12 février 1892 ; que, à l'audience de ce jour siégeaient MM. Lallement, président, Touzet et Jullian, juges de siège ; — Qu'il est d'autre part établi par la grosse du jugement entrepris, que ce jugement a été rendu à l'audience du 20 mai 1892, où siégeaient MM. Lallement, président, Touzet, juge et Bardoux-Keller, juge suppléant ; — Qu'il suit de là que, M. Bardoux-Keller n'ayant pas qualité pour connaître de l'affaire pour n'avoir point assisté aux débats et plaidoiries, le jugement a été rendu par deux juges seulement ; — Qu'il échet en conséquence de le déclarer nul et de nul effet, par application des dispositions des art. 626 C. com. et 4 de la loi du 30 août 1883 ;

Et attendu que la cause n'est pas en état de recevoir solution définitive ; — Qu'il convient par suite d'en ordonner le renvoi;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition de Girard ; Y faisant droit au fond ; — Rétracte l'arrêt de défaut du 1er mai 1893 ; — Et, statuant à nouveau : — Annule, pour vice de forme, le jugement du 20 mai 1892 ; — Et renvoie la cause et les parties, pour être statué au fond, devant le tribunal de commerce d'Oran autrement composé ; — Dépens réservés.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes JOUYNE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

6 novembre 1894

—

Saisie-exécution, objets saisis, vente par le saisi constitué gardien, abus de confiance.

—

L'art. 400 C. pén. n'assimile au vol le détournement des objets saisis, imputable au saisi, que si la garde en avait été confiée à un tiers;

Il se réfère au contraire aux dispositions de l'art. 406 C. pén. (abus de confiance), dans le cas où le saisi lui-même a accepté la garde.

(Époux Naturel c. Cie des messageries de Belcourt)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les époux Naturel ont relevé appel d'un jugement rendu contre eux et au profit de la société des tramways de Belcourt, le 21 février 1893 ; — Que cet appel régulier en la forme est recevable ; — Attendu que Joseph Buccia également intimé fait itératif défaut après arrêt de défaut joint ; qu'il échet de statuer par une décision qui sera définitive entre toutes parties ;

Au fond : — Attendu que, définitivement condamné le 18 mars 1892 à payer aux époux Naturel une somme de 300 fr. en réparation du préjudice que leur avait causé son domes-

tique ou préposé Raphaël Pérez, Joseph Buccia a vu, le 21 mars 1892, ce jugement ramené à exécution par la saisie réelle de ses meubles et effets mobiliers ; — Attendu que, dans le procès-verbal qui constate cette saisie, le saisi lui-même, Joseph Buccia, a accepté la garde des objets placés sous main de justice et notamment celle des chevaux et de la voiture que, plus tard, Jean Buccia aurait vendus à la société des messageries de Belcourt intimée, et qui font l'objet de la demande en revendication aujourd'hui soumise à la Cour ;

Attendu que le premier moyen proposé par les appelants et présenté d'ailleurs en première instance consiste à soutenir que le détournement d'objets saisis imputable à Joseph Buccia aurait eu tous les caractères et tous les effets légaux du vol ; que la revendication de ces objets devrait, dès lors, être admise conformément aux dispositions de l'art. 2279 C. civ. ; — Mais attendu que les termes de l'art. 400 C. pén. sont formels et explicites, qu'il n'assimile au vol le détournement d'objets saisis imputable au saisi que si la garde en avait été confiée à un tiers ; qu'il se réfère, au contraire, aux dispositions de l'art. 406 C. pén. dans le cas où le saisi lui-même a accepté la charge de la garde ; — Attendu que c'est cette dernière situation qui se présente dans l'espèce ;

Attendu, au surplus, que la prétention des époux Naturel est qu'au fond, la Cie des tramways de Belcourt a agi de mauvaise foi en achetant les chevaux et la voiture saisis ; — Attendu que, dans la matière, la connaissance que l'acheteur aurait eue de la saisie et conséquemment du vice qui s'attachait à son acquisition suffisent à caractériser la mauvaise foi ; — Que c'est donc à la vérification de cette circonstance de fait qu'il importe seulement de s'attacher ; — Attendu qu'il ne saurait être contesté que la société de Belcourt avait, à l'époque même de l'exécution poursuivie par les appelants, des relations permanentes avec Joseph Buccia, le prétendu vendeur, avec Raphaël Pérez, l'auteur de l'accident, avec le saisi Jean Buccia ; — Attendu, en effet, qu'à cette époque, la voiture et les chevaux saisis faisaient partie de l'équipage de la société des tramways de Belcourt, que la voiture était enregistrée sous le numéro 15 comme étant la propriété de Joseph Buccia, que Raphaël Pérez la conduisait, que Jean Buccia y était monté en qualité de receveur ; — Attendu cependant, qu'à la même époque et lors du procès-verbal de saisie-exécution du 12 mars 1892, aucune revendication ne s'étant encore manifestée de la part de la société des tramways, et Jean Buccia ayant alors été seul à alléguer son droit de propriété, il en résulte que c'est après une saisie opérée sur la

route de Mustapha de la voiture, des chevaux et des harnais dont s'agit que la société intimée les aurait achetés de son receveur Jean Buccia ; — Attendu qu'une acquisition ainsi faite est exclusive de toute ignorance du vice de la chose achetée et conséquemment de toute idée de bonne foi ; et qu'il est ainsi démontré pour la Cour que la société des tramways de Belcourt n'a ignoré ni l'accident causé au jeune Naturel par Raphaël Pérez, son cocher, ni la condamnation encourue par celui-ci, ni celle prononcée contre la partie civile Joseph Buccia, ni les mesures d'exécution qui avaient placé la voiture et les chevaux sous main de justice, ni les revendications téméraires de Jean Buccia, son prétendu vendeur ; — Qu'elle a donc pu agir de mauvaise foi en achetant, si plutôt elle n'a colludé avec les frères Buccia ;

Sur les dommages-intérêts : — Attendu qu'il en est dû et que la Cour a les éléments qui lui permettent de les fixer à 300 fr.

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier l'appel des époux Naturel ; — Donne itératif défaut contre Joseph Buccia ; — Et statuant par un arrêt qui sera définitif entre toutes parties ; — Infirme le jugement déféré en ce qu'il a sans droit déclaré que l'acquisition de la société des tramways de Belcourt avait été faite de bonne foi ; — Dit, au contraire, nulle et de nul effet la vente à elle consentie ; — Admet par ce motif la revendication des époux Naturel ; — Dit et ordonne que, sans s'arrêter à la revendication de la société intimée, il sera procédé à la vente des chevaux, voiture et harnais saisis ; — Condamne la société des tramways de Belcourt en 300 fr. de dommages-intérêts ; — La condamne en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BASSET et CHARPENTIER, *av.*

JUSTICE DE PAIX DE BOUFARIK

—

22 décembre 1894

—

Courses de chevaux, Algérie, pari mutuel, loi du 2 juin 1891, inapplicabilité, société hippique, règlement.

—

Ni la loi du 2 juin 1891, réglementant les courses de chevaux, ni le décret du 7 juillet suivant, relatif au pari mutuel

sur les champs de courses, n'ont été promulgués en Algérie ;

En conséquence, si le pari mutuel est installé et fonctionne sur les champs de courses algériens, c'est par une simple tolérance de l'administration, et, par suite, chaque société hippique reste maîtresse de déterminer les conditions dans lesquelles les paris mutuels seront reçus (1).

(Foucault c. Société hippique de Boufarik)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que ni la loi du 2 juin 1891, réglementant les courses de chevaux, ni le décret du 7 juillet suivant, relatif au pari mutuel sur les champs de courses, n'ont été promulgués en Algérie ; — Attendu que, par suite, si le pari mutuel est installé et fonctionne sur les champs de courses algériens, c'est par une simple tolérance de l'administration ; — Attendu que chaque société hippique reste maîtresse de déterminer les conditions dans lesquelles les paris mutuels seront reçus ;

Attendu que c'est bien ainsi que les choses se passent en réalité ; — Que, si quelques sociétés font application du règlement accepté par les sociétés françaises, il est vrai de dire que ce règlement n'est obligatoire pour elles que par la déclaration qu'elles publient de s'y soumettre ; — Attendu que nous trouvons la confirmation de cet argument dans le *Sport algérien* lui-même, n° du 31 mars 1894, lequel publie ledit règlement en son entier, non comme constituant un statut obligatoire, mais afin, dit-il, de faciliter aux sociétés hippiques algériennes le bon fonctionnement de leur pari mutuel ; — Attendu que la plupart des sociétés algériennes, usant de leur droit, se sont fait à elles-mêmes leur propre règlement, qu'elles impriment et publient au bas de chacun de leurs programmes, et que, du fait même de cette publication, résulte pour elles l'engagement, envers le public, d'en appliquer loyalement les dispositions ; — Attendu que c'est ainsi que la société hippique de Boufarik a procédé depuis sa constitution ;

Attendu que l'action de Foucault ne peut être accueillie qu'à la charge, par lui, de démontrer que la société défenderesse a violé les règlements qu'elle s'était engagée de suivre, ou bien que des faits de dol, de supercherie ou

(1) Sur la législation applicable aux courses de chevaux en Algérie, V. trib. de Sidi-bel-Abbès, 1er mai 1894 et trib. d'Oran, 4 juin 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 330 et 480).

d'escroquerie peuvent lui être reprochés (art. 1967 C. civ.) ; — Attendu qu'il est établi que, le 13 août 1894, le prix des prairies avait réuni vingt-et-un engagements; que les commissaires, pour obvier aux inconvénients et aux dangers qu'offrait un pareil nombre de coureurs, décidèrent que deux pelotons seraient formés par la voie du tirage au sort, et que la société offrirait deux prix au lieu d'un ; qu'à la course du premier peloton, comprenant neuf chevaux, il y eut trois chevaux placés, et qu'à celle du deuxième peloton, comprenant huit chevaux, il fut déclaré qu'il n'y aurait que deux placés; — Attendu que l'ensemble de ces dispositions a été porté à la connaissance du public, lequel a pu, sans difficulté, en apprécier la portée, les applications et les conséquences; — Attendu que, moins que tout autre, le demandeur a pu se méprendre sur les conventions ainsi établies, à raison de sa compétence toute spéciale concernant les courses de chevaux; — Attendu que, en procédant ainsi, la société hippique de Boufarik n'a violé aucune des dispositions de son règlement et n'a manqué à aucun des engagements de son programme; que, par le fait du sectionnement relaté ci-dessus, deux chevaux ont été primés et cinq placés; que cet arrangement donnait ainsi, soit aux coureurs, soit au public, plus qu'il n'avait été promis; d'où il suit que la loyauté de la société est à couvert de toute attaque; — Attendu, enfin, que, en dehors des considérations qui précèdent, il y a lieu de remarquer que la réclamation du demandeur aurait dû se produire au moment même où il a constaté que deux chevaux seulement, au lieu de trois, avaient été placés; — Qu'en s'abstenant de toute réclamation, il a adhéré à la répartition des fonds du pari faite, séance tenante, entre les gagnants; — Qu'il était tenu de faire cette réclamation sans délai, par l'art. 7 du règlement de l'hippodrome de Boufarik, ainsi conçu : « Tous les cas imprévus dans le présent règlement seront jugés, séance tenante, par les commissaires de la société hippique. Leurs décisions seront sans appel. » — Attendu qu'il est constant que le demandeur a gardé le silence pendant un mois, et que c'est seulement le 14 septembre qu'il a manifesté ses prétentions par un acte extrajudiciaire; qu'à ce point de vue encore, son action est irrecevable ;

Par ces motifs : — Déclarons le sieur Foucault mal fondé dans sa demande; l'en déboutons et le condamnons aux dépens.

MM. JEANMIN, *juge de paix*. — Mes BROQUIÈRE et BROUSSAIS, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

7 décembre 1894

—

Commissionnaire, caractère, mandataire, marchandises confiées, détournement, abus de confiance.

—

Le commissionnaire, agissant en son nom personnel pour le compte d'autrui, est, dans ses rapports avec son commettant, un véritable mandataire ;

En conséquence, lorsqu'il détourne au préjudice de son commettant les marchandises qui lui avaient été confiées en sa qualité, pour en faire un emploi déterminé, il commet un véritable abus de confiance (1).

(Médioni c. Larchez)

Le 19 mai 1894, JUGEMENT DU TRIBUNAL D'ORAN, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — En ce qui touche l'action publique : — Attendu que, suivant conventions verbales intervenues entre les parties dans le courant du mois d'avril 1893, Larchez a, le 15 mai suivant, remis à Médioni 575 hect. 43 lit. de vin rouge et blanc, provenant de ses propriétés, avec mandat de les vendre à Paris, moyennant un prix minimum de 10,090 fr. 5 cent., l'excédant du prix ci-dessus devant, dans des proportions déterminées au contrat, constituer le bénéfice de Médioni ; — Attendu qu'à l'arrivée des vins à Paris, à la date du 16 juin 1893, Médioni les a consignés chez un sieur Dupuy, entrepositaire public à Charenton, par lequel il s'est fait avancer une somme de 8,480 fr. sur laquelle somme il n'a remis à Larchez que 1,500 fr. ; — Attendu que la matérialité de ces faits n'est pas méconnue par Médioni, qui se borne à soutenir n'avoir commis aucun délit, les agissements qui lui sont reprochés ne rentrant pas dans la définition légale de l'art. 408 C. pén. ; qu'il excipe notamment de l'absence d'intention frauduleuse ;

Attendu que, des termes du contrat susanalysé, il résulte que Médioni était un commissionnaire dans le sens de l'art. 91 C. com. ; que cette qualité n'est d'ailleurs pas sérieusement contestée par Médioni qui s'intitule, dans toute la correspondance, « courtier-commissionnaire ; » — Attendu qu'il est de principe et de jurisprudence consacrés, notamment, par un arrêt de la Cour de cassation du 18 novembre 1882, que le commissionnaire,

---

(1) Sur la distinction entre la commission et le mandat, V. Troplong, *Mandat*, n° 229 ; Lyon-Caen et Renault, n°s 748 et suiv. ; Ruben de Couder, v° *Commissionnaire*, n°s 2 et 8 ; Boistel, *Précis de droit commercial*, n°s 511 et suiv.

agissant en son nom personnel pour le compte d'autrui, est, dans ses rapports avec son commettant, un véritable mandataire, d'où il suit que, lorsqu'il détourne au préjudice de son commettant les marchandises qui lui avaient été confiées en sa qualité pour en faire un emploi déterminé, il commet un véritable abus de confiance ;

Attendu que Médioni, en consignant les marchandises entre les mains du sieur Dupuy et en les grevant d'un privilège de nantissement, ne pouvait se faire illusion sur les conséquences de son acte ; qu'il n'ignorait pas qu'à raison de son insolvabilité, il serait dans l'impuissance de dégager le vin consigné, impuissance qui devait avoir nécessairement pour résultat la vente des marchandises aux enchères publiques, c'est-à-dire dans les conditions les plus défavorables pour le commettant ; — Attendu que l'intention frauduleuse résulte, au surplus, de toutes les circonstances de la vente et notamment de ces faits que Médioni, après avoir rengagé, le 16 juin 1893, les vins, a dissimulé cette opération à Larchez qui n'en a eu connaissance que le 9 août suivant ; qu'il n'a cessé de leurrer son commettant de belles promesses et de l'entretenir d'espérances chimériques, alors que l'opération de vente dont il avait été chargé se trouvait par son fait irrémissiblement compromise ; — Attendu que les faits ci-dessus constatés constituent le délit prévu et puni par l'art. 408 C. pén. ;

En ce qui touche l'action civile : — Attendu que les agissements de Médioni ont causé à Larchez un préjudice dont il lui est dû réparation et pour l'évaluation duquel, le tribunal possède des éléments suffisants d'appréciation ; — Attendu qu'il est équitable de limiter le chiffre des dommages-intérêts réclamés par Larchez à la somme de 8,590 fr. 05 cent. représentant le prix minimum de 10,090 fr. 05 cent. garanti par Médioni aux termes des accords verbaux intervenus entre les parties, déduction faite de la somme de 1,500 fr. versée à compte par Médioni ;

Par ces motifs : — Déclare le sieur El Médioni Judas, s'étant dit Médioni Isaac, coupable du délit d'abus de confiance qui lui est reproché et le condamne à la peine de trois mois d'emprisonnement et 50 fr. d'amende ; Statuant sur la demande de la partie civile, le condamne à payer à cette dernière la somme de 8,590 fr. 05 cent. à titre de dommages-intérêts ; — Le condamne en outre en tous les dépens ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps ; — Déclare la partie civile responsable des frais envers l'Etat s'élevant à la somme de 2 fr., sauf son recours contre la partie condamnée.

Sur l'APPEL de Médioni :

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme purement et simplement le jugement entrepris ; condamne l'appelant aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; EON, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et JOUYNE, *av.*

CONSEIL DE REVISION D'ALGER

—

30 août 1894

—

Conseil de guerre, procédure, question subsidiaire, position, formes.

—

Lorsque le président d'un conseil de guerre pose, d'office, une question subsidiaire, il faut, à peine de nullité, qu'avant la clôture des débats, il ait fait connaître son intention, tant au ministère public qu'à l'accusé ;

Mais cet avertissement n'est pas nécessaire lorsque cette question, au lieu d'être posée d'office par le président, ne l'a été que sur la demande du ministère public dans son réquisitoire.

(Boetje c. Min. pub.)

ARRÊT

LE CONSEIL DE REVISION, — Vu les recours non motivés des condamnés et les conclusions du défenseur de Boetje à l'appui du recours de ce dernier, tendant à l'annulation du jugement sus-énoncé et se fondant sur ce que le président a, d'office, posé en Chambre du Conseil, comme résultant des débats, la question subsidiaire de désertion à l'étranger en temps de paix, sans que le ministère public et la défense aient été avisés de cette intention, et que, si cette question subsidiaire a été résolue négativement, elle aurait pu l'être affirmativement sans que la défense ait pu intervenir, et qu'elle a pu influencer les juges au sujet de l'application de la peine ; — Ouï le Commissaire du Gouvernement en ses réquisitions tendant au rejet du moyen invoqué par la défense, comme n'étant fondé ni en fait ni en droit ;

Sur ce moyen ; — Vu l'art. 132 C. just. milit. ;

Attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal d'audience que les nommés Boetje et Sikora étaient prévenus de désertion à l'intérieur en temps de paix, avec emport d'effets non représentés ; qu'en terminant son réquisitoire, le ministère public a demandé au président, dans le cas où la question de désertion à l'intérieur serait résolue négativement, de vou-

loir bien poser au Conseil la question subsidiaire de désertion à l'étranger en temps de paix ; que les accusés ont été ensuite entendus dans leur défense, tant par eux que par leurs défenseurs, et que dans la salle des délibérations, le président, après avoir posé les questions résultant de l'ordre de mise en jugement, et bien qu'elles eussent été résolues affirmativement, a posé la question subsidiaire de désertion à l'étranger, sur laquelle les juges ont répondu négativement ;

Attendu que ce n'est donc pas d'office, mais bien sur la demande du ministère public, que la question subsidiaire a été posée ;

Attendu, en droit, que lorsque le président d'un Conseil de guerre pose d'office une question subsidiaire, il faut, à peine de nullité, qu'avant la clôture des débats il ait fait connaître son intention tant au ministère public qu'à l'accusé ; — Que cette formalité substantielle a pour but de mettre à même les organes de la défense comme de l'accusation de présenter leurs observations ; — Mais attendu que cet avertissement n'est pas nécessaire et que les intérêts de la défense sont suffisamment sauvegardés lorsque cette question, au lieu d'être posée d'office par le président, ne l'a été que sur la demande qu'en a faite le ministère public dans son réquisitoire ; que, dans ce cas, le défenseur a pu dans sa plaidoirie user du droit qu'il a de présenter des observations sur les questions, et fournir toutes les explications qu'il a jugées nécessaires sur la position de la question subsidiaire demandée par le ministère public ; — Attendu que cette question subsidiaire, inopportunément posée du reste, puisque les juges avaient répondu affirmativement à la question principale résultant de l'ordre de mise en jugement, a été résolue négativement ; — Qu'elle n'a pu, par conséquent, porter préjudice au condamné ; — Attendu, au surplus, que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, un condamné n'est pas recevable à se faire un moyen de cassation d'une question illégalement posée qui a été résolue en sa faveur ;

Par ces motifs : — Rejette, à l'unanimité, cet unique moyen du recours ; — Et, considérant que le Conseil de guerre, légalement composé, était compétent ; que l'instruction a été régulièrement faite et que les peines ont été bien appliquées aux faits déclarés constants ; — Confirme, à l'unanimité, le jugement dont est recours, et ordonne qu'il recevra sa pleine et entière exécution.

MM. le général COLLET-MEYGRET, *prés.* ; FERRÈRE, *Com. du gouv.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

3 décembre 1894

—

Société commerciale, association en participation, défaut de personnalité juridique, représentation en justice, liquidateur.

Une association en participation, ne constituant pas un être moral, ne saurait être représentée en justice par un liquidateur ou autre mandataire (1).

(Toucas c. Taïeb ben Hamlaoui)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que Toucas prétend agir en qualité de liquidateur de l'association en participation Barkatz Sebaoun Ben Amour et Kaziz ben Amour ; — Attendu que l'association en participation ne constitue pas un être moral, une personnalité juridique ; — Qu'elle ne saurait par suite être représentée en justice par un liquidateur ou autre mandataire ; — Que Toucas est donc sans qualité pour ester en la cause ;

Que, au surplus, il est à remarquer que les trois membres de l'association en participation dont s'agit au procès ont été, depuis l'instance, individuellement déclarés en faillite, ainsi qu'il est allégué et non contesté, et que dès lors ils sont dessaisis de l'exercice de leurs droits et actions au profit de leurs syndics ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Reçoit en la forme l'appel de Toucas ; — L'en démet au fond et confirme le jugement entrepris ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Condamne Toucas aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET et TILLOY, *av.*

---

(1) V. Alger, 4 juillet 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 429) et la note.

TRIBUNAL DE CONSTANTINE (Ch. musulm.)

—

19 mai 1894

—

Dernier ressort, juge de paix, matière musulmane, non-comparution sur les deux avertissements, incompétence « ratione personæ » soulevée pour la première fois en appel, irrecevabilité.

En matière musulmane, l'exception d'incompétence ratione personæ *n'est pas recevable, si elle est soulevée pour la première fois en appel, même lorsque le défendeur a été condamné par défaut en première instance et qu'il n'a pu, en conséquence, la proposer* in limine litis (1).

(1) A force de vouloir la simplification de la procédure musulmane, on est arrivé à ce résultat de sacrifier souvent les intérêts des justiciables au désir d'abréger les formes. Le jugement rapporté ci-dessus nous fournit l'occasion de parler de certaines dispositions qui régissent la procédure à observer par les musulmans devant les juges de paix, lesquels, on le sait, connaissent des actions civiles, commerciales, mobilières et immobilières (immobilières quand la propriété n'est pas établie par un titre français, administratif ou judiciaire). Il nous sera facile de démontrer que le défendeur n'est pas protégé contre les surprises qui permettent d'obtenir à son encontre une décision non susceptible de recours, avant même que celui qu'elle frappe en ait eu connaissance !

Aux termes de l'art. 28 du décret du 17 avril 1889, les juges de paix sont saisis, dans les contestations entre musulmans, soit par la comparution volontaire des parties, soit par un avertissement délivré à la requête du demandeur. Si toutes les parties se présentent, dit l'art. 30 du même décret, elles sont entendues en leurs explications et le jugement est rendu sur-le-champ. L'art. 31 porte que, si le défendeur ne comparaît pas, le juge de paix déboute immédiatement le demandeur, quand la demande ne lui paraît aucunement justifiée. S'il estime que la demande nécessite un débat contradictoire, il indique une audience ultérieure à laquelle l'affaire sera appelée pour recevoir jugement. Un nouvel avis est envoyé au défendeur, et, si, à la nouvelle audience fixée, la partie ne se présente pas, quoique dûment avertie, il est rendu jugement. Ce jugement n'est pas susceptible d'opposition.

Par suite de nombreuses circonstances, il peut arriver que le défendeur ne soit touché ni par le premier, ni par le deuxième avertissement. Supposons, en effet, que l'on considère un individu comme domicilié au chef-lieu du canton, alors qu'il n'a là qu'une simple résidence. L'intéressé est absent ; l'aoun, dont les connaissances juridiques laissent le plus souvent à désirer, se préoccupe peu de la distinction à faire entre le domicile et la

(Koraïd Saïd ben Ali c. Nini Guettaf)

Par jugement du 6 février 1894, M. le juge de paix de Condé-Smendou avait condamné le nommé Koraïd Saïd ben Ali à payer au nommé Nini Guettaf ben Ahmed la somme de 180 fr., montant de six charges d'orge vendues et livrées. —

---

résidence. Il laissera l'avertissement au premier venu. Il arrivera même, et la chose se produit fréquemment, qu'il ne remettra pas l'avertissement. Supposons encore qu'au domicile réel ou apparent, une personne quelconque se dise le parent ou le serviteur du demandeur. Elle recevra l'avertissement, mais elle ne le remettra pas au destinataire. Il peut aussi y avoir similitude de noms et entente entre le demandeur et un indigène portant le même nom que le défendeur véritable. Le défendeur peut être malade et ne pouvoir s'occuper de ses affaires. On pourrait citer d'autres cas très nombreux où le défendeur n'est pas touché, ou ne peut comparaître.

Qu'arrive-t-il alors ? Le juge de paix, on le suppose, s'assure de la remise des avertissements ; sa religion est surprise, et il prononce condamnation, une condamnation importante peut-être, en dernier ressort souvent, et son jugement n'est pas susceptible d'opposition ! Les indigènes connaissent cette particularité, nous dirons même cette anomalie, et combien savent en profiter, ou en sont les victimes ! Lorsque le jugement est rendu en premier ressort et que la signification par avertissement en est faite régulièrement, il n'y a que demi-mal ; la partie condamnée peut interjeter appel de la sentence. Mais si la décision est irrévocable, le défendeur est tenu de se soumettre, d'exécuter une condamnation prononcée sur une demande peut-être injuste, très souvent exagérée. Il ne peut même invoquer en appel l'incompétence *ratione personæ* du premier juge, car il soulèverait alors une exception qui doit être proposée *in limine litis*. Le jugement rapporté plus haut fait l'application de ce principe. Et le texte est formel : nulle voie de recours n'est ouverte, pas même s'il est péremptoirement démontré que le défendeur est victime d'une erreur ou d'une machination. *Dura lex, scripta tamen.*

Et cependant, quel exemple de prudence on trouve dans la législation française pour éviter ces surprises, si fréquentes en matière musulmane, et si regrettables ! Les jugements des tribunaux civils et de commerce sont, aux termes de l'art. 158 C. pr. civ., susceptibles d'opposition jusqu'à l'exécution. Les jugements sont réputés exécutés quand il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution a été connue de la partie défaillante. Les jugements des tribunaux de paix peuvent être frappés d'opposition dans les trois jours de la signification, et le défaillant peut être relevé de la déchéance en justifiant qu'il lui a été impossible de former opposition dans le délai imparti. Ces mesures sont prises malgré la confiance que doit inspirer la qualité de l'officier instrumentaire, qui présente des garanties de savoir et d'impartialité que n'offrent certainement pas les aouns. Ces agents ne donnent pas, au surplus, à leurs actes le caractère d'authenticité que les huissiers impriment aux leurs.

Koraïd Saïd ben Ali, le défendeur, est domicilié dans le canton de Collo et n'avait pas été touché par les avertissements, prétendait-il. — Il interjeta appel, mais, devant le juge du deuxième degré, il basa son appel seulement sur l'incompétence à raison de son domicile, le jugement étant rendu en dernier ressort. — Le tribunal de Constantine statua dans ces termes :

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Koraïd, défendeur en première instance, est domicilié à Collo ; — Que son avocat soutient à l'audience que Koraïd, n'ayant pas comparu devant le premier juge, incompétent *ratione personæ*, on se trouve en appel *in limine litis*, et que l'exception d'incompétence peut être utilement soulevée sans examiner le fond ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu d'examiner cette prétention de l'appelant ; qu'il suffit de considérer et de retenir que l'appel de Koraïd est ainsi conçu ; qu'il porte non sur l'incompétence du premier juge, mais sur le jugement rendu par lequel ce dernier statue uniquement sur le fond ; — Qu'il y a d'autant plus lieu d'en décider ainsi, que Koraïd n'a pas soulevé davantage la question de compétence devant M. le juge rapporteur, devant lequel il ne s'est préoccupé que du fond ; — Que, dans ces circonstances, le jugement attaqué, non pour cause d'incompétence, mais quant au fond, étant en dernier ressort, il y a lieu de déclarer l'appel irrecevable ;

Par ces motifs : — Déclare l'appel irrecevable ; — Déboute Koraïd de sa demande et le condamne aux dépens.

MM. DUMINY, *ff. prés.* — Mes ZÉVACO et MAILLE, *av.*

Il y a donc là une lacune importante à combler dans notre législation musulmane. Elle peut disparaître par un moyen facile, si l'on veut s'inspirer de la procédure française. Il suffirait, à notre avis, pour arriver au résultat proposé, de rendre un jugement de défaut sur le premier avertissement, en cas de non comparution du défendeur, et de permettre à celui-ci d'user de la voie de l'opposition. On pourrait autoriser ce moyen, soit jusqu'à l'exécution, comme en matière civile ou commerciale française, soit dans les trois jours de la signification du jugement, comme pour les décisions des juges de paix entre Français. Dans cette dernière hypothèse, il faudrait donner au juge la faculté de relever de la déchéance le défaillant qui justifierait de l'impossibilité où il aurait été de former opposition dans le délai imparti.

J. LÉVY.

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

2 novembre 1894

—

Succession musulmane, pacte sur succession future, exhérédation, nullité, habous, constitution, conditions particulières, validité.

—

D'après la loi musulmane, il n'est permis, à aucun titre, à un musulman d'abandonner un droit sur une succession non ouverte, ni d'en disposer avec ou sans compensation;

La loi musulmane n'a jamais reconnu au père le droit d'exhéréder ses fils;

Le constituant d'un habous a toutefois la faculté de soumettre le habous à certaines conditions, lesquelles doivent être strictement observées (1).

(Ali ben Ouari et Consorts ben Saïd c. Isaac Nathan)

Le 23 décembre 1891, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE BOUGIE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Isaac Nathan, créancier d'Ali ben Ouari, en vertu de billets remontant à 1884 et d'un jugement du 20 juillet 1890, a fait procéder à une saisie-exécution au domicile de son débiteur, le 25 septembre 1890; — Attendu qu'il a été déclaré à l'huissier, par M'hamed ben Saïd, frère d'Ali ben Ouari, tant en son nom personnel qu'au nom de ses parents, Embarek ben Saïd, Abderrahman ben Saïd et Boucherma ben Saïd, qu'il s'opposait à la saisie parce que les meubles et facultés mobilières garnissant leur domicile lui appartenaient indivisément avec ce dernier et qu'Ali ben Ouari ne possédait absolument rien; — Attendu que, par ordonnance de référé, le juge de paix a ordonné la discontinuation des poursuites;

Attendu qu'Isaac Nathan a alors, en vertu des art. 815 et 1166 C. civ., intenté une action en partage contre les défendeurs, héritiers, comme son débiteur, du caïd Essid; — Attendu qu'à la demande les défendeurs oppo-

---

(1) V. Alger, 7 déc. 1864 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1864. 38); trib. d'Alger, 9 juin 1888; Alger, 17 avril 1889; trib. d'Alger, 29 juin 1889 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 8. 11. 14); civ. cass., 23 avril 1879 et Aix, 22 déc. 1881 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 17); Alger, 15 mai 1892 et 3 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 35 et 282).

sent un acte du caïd de Zamoura, dressé le 10 mai 1878, portant, d'après eux, renonciation à la succession du caïd Essid par Ali ben Ouari, et une déclaration écrite de la main du caïd à la suite de l'acte, de laquelle il résultait que le caïd a déshérité Ali ben Ouari ; — Attendu qu'il résulte de l'acte du cadi qu'Ali ben Ouari reconnaît devoir à son père, stipulant par son frère Lakdar ben Ouari, la somme de 1,200 fr., qu'il s'engage à rembourser dans un an et si, à l'expiration de ce délai, il n'est pas libéré, il n'aurait pas de part parmi ses frères (*sic*); — Attendu qu'à la suite de l'acte de 1878, est écrite de la main du caïd la mention suivante : « Je » reconnais qu'Ali ben Ouari est mon fils, mais il n'a aucun droit sur les » propriétés, les biens et tout mon avoir, avec ses frères, car c'est un » mauvais sujet et un débauché ; » — Attendu que le tribunal a à examiner : 1° l'acte du cadi, contenant stipulation de renonciation à une succession non ouverte; 2° la mention écrite à la suite, contenant exhérédation ;

Sur la stipulation de renonciation à la succession non ouverte du caïd Essid : — Attendu que, d'après la loi musulmane, il n'est permis, à aucun titre, à un musulman d'abandonner un droit sur une succession non ouverte, ni de pouvoir en disposer soit avec ou sans compensation ; — Attendu que de nombreux auteurs musulmans se sont prononcés en ce sens ; — Que l'un d'eux, Ben El Kacem, déclare même qu'il n'est même pas permis de disposer par donation charitable d'un droit d'héritage ; — Que, dans cette espèce, il s'agit cependant d'un acte méritoire entre tous, aux yeux des musulmans, et qu'à plus forte raison il doit en être ainsi lorsque l'abandon des droits successoraux a lieu moyennant un prêt ; — Attendu que l'une des conditions essentielles à la validité d'un contrat est celle que l'objet soit connu et déterminé, ce qui ne pouvait avoir lieu, puisqu'au moment où il s'engageait, Ali ben Ouari ne pouvait savoir quelle serait l'importance de la succession à laquelle il renonçait ; — Attendu, dès lors, qu'il y a lieu de déclarer nulle la renonciation dont s'agit ;

Sur la mention écrite de l'acte : — Attendu que Me Lanon, pour son client, a déclaré à l'audience reconnaître que cette mention était écrite de la main du caïd Essid ; — Attendu qu'il n'est point contesté que Ali ben Ouari n'a pas restitué les 1,200 fr. prêtés d'après l'acte ; — Que la mention mise par le caïd Essid n'a pas d'autre but, dès lors, que de déclarer qu'il le déshéritait ; — Attendu que la réglementation des successions musulmanes a été établie par le Coran ; — Attendu que si l'indépendance de celui qui fait une libéralité entre vifs est absolue, il n'en est plus de même du testateur, qui ne peut disposer de ses biens que suivant les règles tracées par le Coran ; — Attendu que c'est ainsi qu'il est dit au verset 8, chapitre 4 : — « Les hommes doivent avoir part dans les biens » laissés par leur père et mère et leurs proches parents ». — Et plus loin au verset 12 : — « Dieu vous commande dans le partage de vos héritages » entre vos enfants de donner aux fils la part de deux filles » ; — Attendu que la loi musulmane n'a jamais reconnu au père le droit d'exhéréder ses fils ; — Qu'ainsi il y a lieu de déclarer que la mention mise à la suite de l'acte de 1878 ne peut, dès lors, avoir aucun effet ;

Attendu qu'au cours de l'instance et sur des conclusions du demandeur tendant à obtenir un compulsoire, il a été produit par le défendeur deux actes de habous, l'un de 1854, par lequel le caïd Essid a constitué habous tous les biens, meubles et immeubles qu'il possédait alors, au profit de

son fils Ali ben Ouari ; — L'autre, du 21 février 1877, par lequel le caïd Essid a habousé, au profit de ses fils vivants, les biens acquis par lui ultérieurement au premier habous ; — Attendu que ce dernier habous porte la clause suivante : les constituants (le caïd Essid et son frère) imposent comme condition aux bénéficiaires ce qui suit : — « Celui d'entre eux » qui désobéirait à son père, ou qui serait reconnu de mauvaise vie ou » comme joueur, n'aurait aucun droit sur les immeubles habousés, sa » part reviendrait à son plus proche parent, jusqu'à ce qu'il vienne dans la » bonne voie et dans la vie honnête et que cela soit établi par une preuve » légale » ; — Attendu que le constituant d'un habous a la faculté de soumettre le habous à certaines conditions et que ces conditions doivent être strictement observées ; — Attendu qu'en l'espèce, la condition n'a pas été observée par Ali ben Ouari ; — Attendu que la preuve de sa non observation se trouve dans l'acte de 1878, par lequel Ali ben Ouari reçoit 1,200 fr. de son père, moyennant laquelle somme il renonce illicitement à la succession de ce dernier ; — Que cette preuve résulte encore de l'emprunt qui fait l'objet du procès actuel ; — Attendu que le habous est devenu dès lors caduc à l'égard de Ali ben Ouari ; — Attendu que le caïd Essid a alors fait un partage à la date de 1886, entre ses enfants ; — Que ce partage exclut Ali ben Ouari ; — Mais que, comme il est dit plus haut, le père de famille a le droit de disposer entre vifs de ses biens comme il l'entend ; — Que ce partage n'est en rien contraire au habous, puisqu'il est fait au profit des mêmes personnes et qu'il n'a pour effet que de dessaisir le caïd de la nue propriété de ses immeubles, l'usufruit en ayant été attribué aux dévolutaires ; — Attendu, au surplus, que toutes les règles applicables au partage ont été observées ; — Que la prise de possession a été immédiate ; — Attendu qu'ainsi tous les biens du caïd Essid ayand été par lui, de son vivant, partagés entre ses enfants autres qu'Ali ben Ouari, ce dernier ne peut élever aucune prétention sur la succession et que par suite Nathan, son créancier, n'a aucune qualité pour en demander le partage ;

Par ces motifs : — Donne acte à toutes parties de ce que la mention écrite à la suite de l'acte de 1878 est reconnue comme ayant été écrite par le caïd Essid ; — Déclare nulle et de nul effet la clause par laquelle Ali ben Ouari stipule dans l'acte de 1878 qu'il renonce à la succession de son père, moyennant le prêt de 1,200 fr. qui lui est fait ; — Déclare nulle et de nul effet l'exhérédation faite par le caïd Essid, au préjudice d'Ali ben Ouari, à la suite dudit acte, comme faite en violation du droit musulman ; — Dit que les habous de 1854 et 1877 sont devenus caducs par la faute d'Ali ben Ouari, qui n'a pas rempli les conditions imposées dans le habous de 1877, mais en ce qui le concerne seulement : — Dit que le partage de 1887, fait par le caïd Essid, entre ses enfants, à l'exclusion d'Ali ben Ouari, revêt toutes les conditions exigées par la loi et qu'il est, dès lors, bon et valable ; — Dit, en conséquence qu'Ali ben Ouari n'a aucun droit sur les biens provenant de la succession du caïd Essid ; — Déboute Nathan de sa demande et le condamne aux dépens ;

Sur APPEL relevé par Nathan ;

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme purement et simplement le jugement entrepris.

MM. CUNIAC, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes JOUYNE et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 janvier 1895

Enquête, Algérie, formes ordinaires, validité, droit commun, application. — Commune de plein exercice, indigènes, déprédations, responsabilité, droit commun.

Aucune législation n'interdit en Algérie l'enquête par voie ordinaire;

Lorsque les tribunaux ont cru devoir recourir à ce mode de procéder, une semblable décision entraîne virtuellement pour toutes les questions de détail l'obligation de se référer aux prescriptions inscrites au titre XII du C. pr. civ., et notamment à celle des art. 256 et 267 de ce code (1).

Les communes de plein exercice sont responsables, dans les termes du droit commun, des déprédations commises sur leur territoire par des bandes indigènes.

(Commune de Guelma c. Maklouf ben Simon)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme réguliers en la forme tant l'appel principal que l'appel incident ;

---

(1) En sens contraire, Alger, 16 juill. 1862 (Estoublon, *jurisp. Alg.* 1862. 39); Alger, 5 mars 1875 (Estoublon, *op. cit.* 1875. 15); Alger, 19 mai 1879 (*Bull. jud. Alg.* 1879. 283). — Cependant, dès 1852, la Cour d'Alger reconnaissait qu'aucune disposition de loi n'interdit en Algérie l'enquête par voie ordinaire : Alger, 15 oct. 1852 (Estoublon, *Jurisp. Alg.* 1852. 43.)

Sur la nullité de la contre-enquête : — Attendu qu'aucune législation n'interdit en Algérie l'enquête par voie ordinaire ; — Attendu que lorsque les tribunaux algériens ont cru devoir recourir à ce mode de procéder, une semblable décision entraîne virtuellement, pour toutes les questions de détail, l'obligation de se référer aux prescriptions inscrites au titre XII C. pr. civ., et notamment à celles des art. 256 et 257 de ce code ; — Attendu, en effet, que, prescrites à peine de nullité, ayant pour objet de garantir la sincérité des témoignages, les prescriptions dont s'agit sont de la substance même de l'enquête ordinaire, et qu'admettre les parties à s'y soustraire serait les autoriser à ne produire en justice que des éléments de preuve incertains ou tout au moins frappés de suspicion par le législateur ;

Attendu, en conséquence, que le tribunal de Guelma, et après ce tribunal, la Cour, ayant cru opportun d'autoriser la commune de Guelma à faire preuve des faits articulés par elle dans la forme des enquêtes ordinaires, il en est résulté que l'une et l'autre partie ont eu, conformément à l'art. 257 C. pr. civ., l'obligation de commencer soit l'enquête, soit la contre-enquête, dans la huitaine de la signification du jugement à avoué ; — Attendu que le jugement d'appointement a été prononcé le 26 mars 1891, qu'il a été signifié à l'avoué de Ben Simon le 24 juillet suivant, que conséquemment, dès le lendemain de cette signification, c'est-à-dire le 25 juillet 1891, a couru, à l'encontre des deux parties, le délai de huitaine imparti par l'art. 257 pour commencer l'enquête et la contre-enquête ; — Attendu que l'appel interjeté par Maklouf Ben Simon, le 31 juillet 1891, n'a pu avoir pour effet de dépouiller la commune de Guelma du bénéfice d'un délai qui, ayant à la fois couru pour et contre elle, lui était partiellement acquis à cette date du 31 juillet ; — Que, d'ailleurs, l'arrêt confirmatif rendu à la suite de cet appel n'a en rien modifié la situation des parties, ni pu créer conséquemment un nouvel état de choses justifiant un nouveau délai ; — Qu'il faut donc admettre que la signification de l'arrêt à l'avoué de Maklouf Ben Simon a été non le point de départ d'un délai nouveau, mais seulement le point de départ de la reprise de celui qui avait commencé à courir le 25 juillet 1894 ; — Attendu cependant que c'est le 6 janvier 1893 qu'a été faite la signifi-

---

Depuis lors, de nombreuses décisions ont adopté cette jurisprudence. (V. tables de la *Jurisp. Alg.* et du *Bull. jud. Alg.* v° *Enquête.*) La pratique semble même aujourd'hui avoir complètement oublié que l'enquête en matière sommaire est le principe en Algérie.

cation de l'arrêt confirmatif ; que Maklouf ben Simon n'a commencé sa contre-enquête que le 14 du même mois, restant ainsi huit jours dans l'inaction, alors que précédemment il avait épuisé un premier délai de cinq jours, du 24 au 31 juillet ; qu'il a ainsi encouru la déchéance de l'art. 257 C. pr. civ., puisque les deux délais réunis dépassent, de quelque façon qu'on les suppute, la huitaine impérativement prescrite par le dit article ; — Attendu, dès lors, qu'il y a lieu de dire qu'il ne sera pas fait état de la contre-enquête et que les frais en résultant resteront à la charge de Maklouf ben Simon ; — Attendu, au surplus, que les documents de cette contre-enquête n'ont aucun caractère de pertinence ; qu'ils ne présentent pour la solution du litige déféré à la Cour aucune utilité, et que, même régulier en la forme, ce document pourrait être, à raison du nombre des témoins entendus, considéré comme partiellement frustratoire ;

Au fond : — Attendu qu'actionnée par Maklouf ben Simon en responsabilité du dommage que lui aurait causé une bande d'indigènes qui a pillé son magasin le 19 mai 1890, et ayant été admise à prouver qu'elle avait pris toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir les attroupements d'où est né l'acte dommageable, la commune de Guelma soutient aujourd'hui : 1° qu'elle a, en fait, administré cette preuve ; 2° que, ne l'eût-elle pas administrée, en fait, elle échapperait encore à toute responsabilité, par ce motif que la législation algérienne n'ayant armé les communes de plein exercice d'aucun moyen d'action sur les indigènes musulmans, ces communes ne sauraient en aucun cas être tenues des suites d'actes délictueux qu'elles n'ont pu ni connaître ni prévenir ;

Attendu que ce dernier moyen doit être péremptoirement écarté du débat ; — Qu'il ne tendrait à rien moins, en effet, qu'à créer, en ce qui concerne les déprédations commises par des bandes indigènes, une exception qui ne se trouve pas comprise au nombre de celles que l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884 a explicitement et limitativement prévues ; — à dépouiller ceux qui ont été victimes de ces déprédations des seuls recours en garantie que cette loi leur ait assurés ; — à déplacer tout au moins des responsabilités que le législateur a entendu imposer aux seules communes et non à telle ou telle autorité ; — à effacer enfin du texte de la loi de 1884 cet article 108, qui est et doit rester le siège unique du procès actuel ; — Attendu, en réalité, que le moyen dont s'agit ne repose que sur une interprétation vicieuse des principes qui régissent l'organisation municipale, et sur une appréciation

inexacte des situations ; — Qu'il n'est pas vrai que les communes de plein exercice soient, comme il a été plaidé, dépourvues de toute possibilité d'investigation et de toute action, lorsqu'il s'agit pour elles de connaître, de prévenir ou de réprimer les méfaits commis sur le territoire communal par les indigènes musulmans ; — Qu'elles ont, à ces égards, au contraire, des moyens et un pouvoir qui leur sont propres et qui ne leur ont jamais été contestés ; — Que sans doute, soit dans un intérêt politique ou de sûreté générale, soit dans un intérêt de tutelle administrative, la haute surveillance des indigènes a été, en Algérie, comme il devait être, réservée à l'autorité supérieure ; mais que, loin d'entreprendre sur le droit qu'ont les communes de faire la police de leur territoire et d'en assurer la sécurité, cette concentration de la surveillance ne peut au contraire que favoriser leur action ; — Qu'elle est, en effet, une source précieuse de renseignements auxquels les municipalités ont la faculté et le devoir de puiser, lorsque les circonstances et l'intérêt de leurs administrés le rendent nécessaire ; — Qu'elles manquent, peut-on dire, à ce devoir, lorsque, s'isolant de l'administration supérieure dont elles dépendent et qui peut les édifier sur l'état des esprits en pays arabe, elles se laissent surprendre par des événements tels que celui d'où est né le litige actuel ;

Attendu que, ramené sur ce terrain, le seul qui soit juridique, circonscrit dès lors dans les termes de l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884, tout l'intérêt du procès doit se borner à vérifier, au vu de l'enquête, si la municipalité de Guelma, par elle ou par ses agents, a été en fait, et rien qu'en fait, en situation de prévoir les désordres qui se sont produits le 19 mai 1890, et si ces désordres ainsi présumables, ou prévus, elle a eu la possibilité de les réprimer à l'aide des moyens dont elle disposait ; — Attendu qu'à ce double point de vue de la prévision et de la répression des événements, le jugement déféré a fait justement état de certaines circonstances significatives, qu'il est pourtant utile de reprendre et de retenir ;

Attendu d'abord que c'était, au 19 mai 1890, un fait notoire que, dans tout le cours de ce même mois, aux dates des 3, 5, 6, 14 et 15 mai, des désordres graves, suivis de pillages de magasins israélites, s'étaient manifestés sur divers points du département de Constantine ; — Attendu que, coïncidant avec le dernier jour du ramadam, qui finissait précisément le 19 mai 1890, avec celui du marché hebdomadaire de Guelma, qui allait amener dans les rues de cette ville et sur le territoire de la commune une agglomération considérable d'indi-

gènes, surexcités par un long jeûne et par la contagion de récents exemples, un tel concours de circonstances était à lui seul l'annonce d'un danger qu'il était prudent de prévoir ; — Attendu que cette prévision, la municipalité de Guelma a eu le tort de ne pas l'avoir eue ; — Attendu, il est vrai, que, pour repousser ce grief, elle a, devant la Cour, objecté de son ignorance de ce qui s'était passé en dehors de chez elle, prétextant que rien ne lui en avait été signalé par l'autorité supérieure ; — Mais attendu que, se rattachant à un ordre de considérations qui ont déjà été examinées, un semblable argument ne mérite pas une discussion plus ample ; — Qu'il serait étrange, au surplus, qu'il fût possible aux municipalités de se décharger des responsabilités de premier ordre qui leur incombent, en arguant de l'ignorance de faits qui ont eu la publicité et l'éclat de véritables émeutes ; et que la sécurité des citoyens, la conservation de leurs propriétés pût dépendre de la communication plus ou moins certaine, ou régulière, de renseignements que des événements publics et répétés avaient portés à la connaissance de tous ; — Attendu, d'ailleurs, ainsi que l'ont constaté les premiers juges, que dès le 9 mai 1890, la municipalité de Guelma, ou ce qui est la même chose, son commissaire de police, avait été pleinement édifié sur les troubles qui s'étaient produits dans deux communes du département et sur la nécessité de surveiller les marchés en vue d'éviter de nouvelles *nefras;* — Attendu qu'en ce qui concerne cet avertissement de l'autorité supérieure, la Cour ne peut que s'en référer, sans réserve, aux motifs qui figurent au jugement entrepris ; — Attendu, qu'étant ainsi démontré que la commune de Guelma, a de toute nécessité, dû connaître et prévoir les désordres, il reste à vérifier ce qu'elle a fait pour les prévenir ;

Attendu que, le 19 mai 1890, la municipalité disposait d'un commissaire de police et de sept agents ; qu'elle avait, par surcroît, le droit de réquisitionner la gendarmerie et les troupes tenant garnison sur son territoire ; — Attendu cependant que le commissaire de police n'a reçu du maire aucune instruction préventive ; que ni les troupes ni la gendarmerie n'ont reçu réquisition que lorsqu'il s'est agi de réprimer le désordre, et lorsque déjà le pillage était consommé ; — Attendu que l'inertie du commissaire de police, qui pourtant avait été avisé par la préfecture de Constantine, et que rien n'empêchait de prendre l'initiative des mesures utiles, n'a pas été moindre ; — Qu'il est, en effet, démontré par l'enquête que, des sept agents qu'il avait sous ses ordres, aucun n'a été averti de la possibilité d'une *nefra* ; — Qu'aucun n'a reçu de

son chef direct des instructions en vue de cette éventualité ; qu'à aucun enfin n'a été donnée une consigne ou assigné un poste spécial de surveillance ; — Attendu encore qu'à cet égard, les considérations qui ont trouvé place au jugement déféré ont conservé après les débats d'appel, toute leur force ; que la Cour ne peut que se les approprier ;

Attendu cependant qu'un dernier moyen a été présenté devant la Cour par la commune de Guelma ; qu'elle a fait plaider que, loin de n'avoir eu que ce caractère d'un désordre partiel, qu'une municipalité a toujours l'obligation de réprimer, les événements du 19 mai 1890 avaient pris les proportions d'un véritable soulèvement de la population indigène du département, et que, contre ce soulèvement, tous les efforts d'une simple commune devaient nécessairement échouer ; — Attendu que cette allégation, qui tendrait à assimiler le pillage d'un magasin à un fait de guerre, n'est pas sérieusement discutable ; — Que l'enquête encore établit nettement qu'il n'y a eu réellement à Guelma qu'une de ces *nefras*, encore si fréquentes en Algérie, que le moindre incident fait naître ou provoque au sein des agglomérations indigènes, qui n'ont généralement d'autre cause qu'un désir de pillage, ou des antipathies séculaires de races, et dont enfin la force publique vient sans peine à bout, pour peu qu'elle se montre ; — Attendu que, par leur nature même, de semblables méfaits ne sauraient relever que de la prévoyance des administrations locales ; que, dans l'espèce, les mesures préventives étaient si faciles que, malgré la surprise et le désarroi du premier moment, le désordre a été arrêté sur place, dès que la force publique s'est montrée, et que, tandis qu'il était encore à son comble, 203 délinquants ont pu être arrêtés et emprisonnés sans qu'aucune manifestation inquiétante ait suivi ces mesures énergiques ;

Attendu que de tout ceci il résulte que la commune de Guelma n'a aucun droit de se prévaloir des exceptions inscrites à l'art. 108 de la loi de 1884 et que les premiers juges ont sainement apprécié les résultats de l'enquête à laquelle cette commune a fait procéder ;

Sur les dommages-intérêts : — Attendu que la commune de Guelma n'en discute pas le chiffre tel que les experts l'ont apprécié, soit à une somme de 10,042 fr. ;

Sur l'appel incident : — Attendu que Maklouf ben Simon demande incidemment qu'il lui soit encore alloué une somme de 913 fr. 91 c., représentant la valeur des marchandises saisies par le magistrat instructeur, à titre de pièces à conviction et qu'un long séjour aux greffes aurait mis hors d'usage ;

— Mais attendu que, cette cause de préjudice fût-elle réelle, la responsabilité n'en saurait être supportée par la commune ; que de ce chef l'appel incident n'est donc pas fondé ; — Attendu qu'il l'est aussi peu, en tant qu'il est relatif à un complément de dommages-intérêts représentant une prétendue indisponibilité de capitaux dont Maklouf ben Simon aurait souffert depuis le pillage de ses marchandises ; — Que l'appelant incident recevra de ce chef toute satisfaction par l'allocation des intérêts de la somme qui lui est attribuée à partir du jour où il a formé sa demande ; — Qu'il ne saurait légalement prétendre à plus ;

Par ces motifs : — Reçoit comme réguliers en la forme tant l'appel principal que l'appel incident ; — Au fond : — Dit nulle et de nul effet la contre-enquête commencée par Maklouf ben Simon après les délais prescrits par les art. 256 et 257 C. pr. civ. ; — Infirme de ce chef le jugement déféré ; — Dit que la commune, à qui seule incombait la responsabilité des désordres commis sur son territoire, n'a pas administré la preuve mise à sa charge ; — Confirme conséquemment de ce chef le jugement dont est appel ; — Le confirme également en tant qu'il a fixé à 10,042 fr. le chiffre de l'indemnité due à Maklouf Ben Simon ; — Dit l'appel incident mal fondé et, en conséquence, que Maklouf Ben Simon n'a droit ni aux 913 fr. 91 c. qu'il réclame par cette voie pour dépérissement de partie de ses marchandises saisies comme pièces à conviction, ni aux 3,000 fr. de dommages-intérêts auxquels il prétend complémentairement, à raison d'une prétendue indisponibilité de capitaux ; — Condamne, en tant que de besoin, la commune à payer à Ben Simon la somme de 10,042 fr. ci-dessus, avec intérêts du jour de la demande ; — La condamne à l'amende et en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; · BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes BROUSSAIS et WEIL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

24 décembre 1894

Société, apport de créances, signification aux débiteurs, créancier de l'associé apporteur, saisie-arrêt, connaissance de l'apport.

La mise en société d'une ou plusieurs créances actives,

emportant transmission de la propriété de ces créances à la société, doit, selon l'art. 1690 C. civ., pour que celle-ci soit saisie, à l'égard des tiers, desdites créances à elle ainsi apportées, avoir été signifiée aux débiteurs ou acceptées par eux dans un acte authentique (1);

Et, par suite, à défaut de cette signification ou de cette acceptation, un créancier personnel de l'associé apporteur peut valablement faire saisir-arrêter lesdites créances, sans même que la connaissance que ce créancier aurait eue de la mise en société puisse lui être opposée, lorsqu'il n'est point établi qu'il y a eu fraude de sa part (2).

(Kerform c. Bregante et C^ie^)

Premier moyen, fondé sur ce que l'arrêt attaqué a déclaré des saisies-arrêts nulles, parce que la cession des fermages saisis-arrêtés était connue en fait du saisissant, bien que n'eussent eu lieu ni notification de la cession, ni acceptation par acte authentique;

Deuxième moyen, fondé sur ce que la Cour d'Alger se serait dessaisie du litige porté devant elle, parce qu'il était déjà porté devant un tribunal, bien que les principes de la litispendance fussent inapplicables, ce tribunal étant étranger.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le deuxième moyen : — Attendu que, des termes de l'arrêt attaqué, il résulte que la question des droits de Kerform à l'encontre de la société Bregante et Compagnie, soulevée pour la première fois en appel, est distincte de celle dont la Cour était saisie; — Que cette question, par suite de la présence au procès de parties de nationalité étrangère,

---

(1) Cpr. civ. cass., 28 avril 1869 et les observations de M. le conseiller Woirhaye (Sir., 69. 1. 315; *J. du Palais*, 69. 777; D. P., 69. 1. 445); Paris, 13 déc. 1884 (*Gaz. Pal.*, 85. 1. 397). — Dans le même sens : Duvergier, *Société*, n° 369; Troplong, *Société*, t. II, n° 766; Aubry et Rau, t. IV § 378.

(2) « Il est bien entendu, disent très nettement MM. Aubry et Rau (t. IV § 359 *bis*, note 13, *in fine*, p. 429), que l'on ne pourrait jamais se prévaloir contre les créanciers saisissants de la connaissance qu'ils auraient eue avant la saisie-arrêt de l'existence du transport non signifié ni accepté : *Jura vigilantibus succurrunt, non dormientibus.* » C'est ce qu'enseigne également M. Troplong, *Vente*, t. II, n° 901, p. 472.

rentrait dans la compétence exclusive des tribunaux mixtes; — Attendu qu'en l'état de ces constatations, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a refusé de connaître des conclusions dudit Kerform, relatives à ses droits au regard de la société Bregante;

Rejette ce moyen;

Mais sur le premier moyen : — Vu l'art. 1690 C. civ.; — Attendu, en droit, que si la mise en société d'une ou plusieurs créances actives transmet la propriété de ces créances de l'associé à la société, selon l'art. 1690 C. civ., la société ne peut être saisie, à l'égard des tiers, des créances à elle ainsi apportées que par la signification de cet apport au débiteur ou par l'acceptation de celui-ci dans un acte authentique; — Attendu, en fait, que des constatations de l'arrêt attaqué il résulte qu'il n'a été fait aucune signification par la société Bregante de la cession des fermages à elle apportés par le sieur Bregante, et qu'aucune acceptation de cette cession n'a été donnée, dans les termes de la loi, par les débiteurs de ces fermages; — Que, cependant, l'arrêt attaqué a déclaré nulles et non avenues les saisies-arrêts pratiquées par Kerform entre les mains des fermiers pour avoir paiement des sommes à lui dues par Bregante, par le seul motif que ledit Kerform avait eu connaissance de la cession des fermages et sans établir qu'il y ait eu fraude de sa part; — Qu'en statuant ainsi, il a violé l'article de loi susvisé;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Aix du 12 avril 1893, et renvoie devant la Cour de Nîmes.

MM. MAZEAU, *prem. prés.*; CRÉPON, *rap.*; RAU, *av. gén.* — Mes GAULT et RAMEL, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

29 novembre 1894

Tutelle musulmane, cadi, juge de paix, incompétence.

Les difficultés résultant d'une tutelle musulmane sont de la compétence exclusive du cadi, et c'est à bon droit que le juge de paix se déclare d'office incompétent (1).

(1) V. Alger, 1er juill. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 496).

(Cadi maléki d'Alger c. Lalahoun)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur la compétence : — Attendu que l'action soumise au premier juge était relative à des difficultés résultant d'une tutelle ; — Que, comme telle, elle était de la connaissance exclusive du cadi, tant d'après les principes généraux de l'organisation judiciaire chez les musulmans que d'après la disposition spéciale de l'art. 7 du décret du 17 avril 1889, qui attribue compétence au cadi pour statuer sur les contestations relatives au statut personnel ; — Que c'est donc à bon droit que le premier juge s'est déclaré incompétent et que ce motif suffit à lui seul à faire rejeter l'appel principal ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement entrepris ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne l'appelant aux dépens.

MM. RÉGNIER, *vice-prés.* ; CHAMBLARD, *subst.* — Mes MISSÉ et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

20 décembre 1894

Jugement ou arrêt, juge absent, reprise des débats devant un autre juge, consentement des parties.

Les débats peuvent être recommencés devant un autre juge, avec le consentement des parties et du magistrat absent pour cause de maladie (L. 20 avril 1810, art. 7). (1)

(1) L'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 déclare nulle la décision rendue par un juge qui n'a pu assister à toutes les audiences; d'où la nécessité de reprendre les débats si l'un des juges ne peut plus en connaître, par suite de décès, de démission ou révocation, de nomination dans un autre tribunal, si l'on n'a pas pris la précaution de prononcer avant le départ du juge. Dans ces divers cas, on peut forcer les parties à conclure et plaider à nouveau, ou rayer la cause du rôle. On ne peut, en aucun cas, au civil comme au criminel, les obliger à reprendre les conclusions sans plaider. Mais elles ont le droit de le faire et de déposer leurs pièces sur le bureau.

(Djian)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la maladie de M. le président X... paraît devoir se prolonger ; — Qu'il demande lui-même que l'affaire soit de nouveau appelée et plaidée ; — Attendu que le ministère public, les prévenus et leurs défenseurs le demandent également ;

Par ces motifs : — Ordonne que l'affaire soit appelée, rapportée et plaidée à nouveau pour être jugée devant la Cour

---

En cas d'absence momentanée, pour cause de maladie ou pour toute autre, quel est le droit des parties ? Peut-on les forcer à renoncer à un juge acquis ? En principe, et tel est l'usage adopté par la pratique, ce consentement doit être demandé, et il est convenable d'obtenir aussi l'adhésion de tous les magistrats qui ont connu de la cause. Dans notre espèce, le ministère public et la Cour n'ont pas voulu, l'un requérir, l'autre ordonner la reprise des débats devant un autre juge, sans la demande écrite du juge malade ; les prévenus et leurs défenseurs ont aussi donné leur consentement formel. Dans une autre affaire, l'un des défenseurs n'ayant pas consenti à reprendre les débats, la Cour ne les a pas repris.

Faut-il conclure que, dans aucun cas, les débats ne pourront être repris sans le consentement de toutes les parties ? Non. Si l'une d'elles a des motifs pour obtenir une prompte décision, elle peut saisir la chambre de l'incident, et il devra être statué par décision motivée. Si les deux parties préfèrent attendre que le magistrat qui a connu de l'affaire reprenne ses fonctions, ni la chambre, qui n'est pas saisie de la question de la reprise des débats par l'une des parties, et qui ne peut statuer sur la cause plaidée devant elle avec un juge qui n'a pas assisté à toutes les audiences, ni à plus forte raison le président, qui ne peut rayer du rôle une affaire conclue et plaidée, n'ont le droit d'ordonner que les débats seront recommencés.

Quoique les deux parties le demandent, la chambre peut refuser de reprendre les débats, mais elle doit éviter avec soin de les reprendre quand la majorité peut être déplacée ; à moins de circonstances particulières, il est préférable d'attendre que le collègue absent soit revenu, et, malgré la perte de temps qui en résulte, il importe de faire recommencer les plaidoiries devant le nouveau magistrat, quand la décision à intervenir peut être modifiée. Au contraire, quand on est certain qu'elle restera la même, il suffit de reprendre les conclusions, *si les parties y consentent*. Dans la pratique, le barreau n'y consent qu'à la condition tacite que la décision sera ce qu'elle aurait été si le magistrat absent eût été présent.

Toute décision ordonnant la réouverture des débats devant un nouveau juge doit être rendue à la majorité ; mais il convient, si la question n'est pas devenue contentieuse, d'obtenir l'assentiment de tous les magistrats qui ont assisté aux audiences, et c'est ce qui a été fait dans l'espèce ci-dessus.

composée des mêmes magistrats et de M. le conseiller X..... en remplacement du magistrat absent.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.* ; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.* — Mes BÉNISTI et LADMIRAL, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

30 juillet 1894

Enzel, bail à kirdar, augmentation, pouvoir du juge, point de départ, intérêts moratoires, validité.

Le kirdar ne pouvant être augmenté que par le juge, l'augmentation doit partir du jour de la décision qui l'a ordonnée (1) ;

Les intérêts des enzels arriérés ne peuvent être dus que du jour où ceux-ci ont été réclamés en justice (2) ; *on objecterait vainement que, lorsque toutes les parties en cause sont musulmanes, le prêt à intérêt n'étant pas prévu par leur religion, aucune condamnation aux intérêts ne saurait intervenir, les intérêts moratoires ayant leur fondement dans la loi de procédure et non dans le statut personnel des parties.*

(Consorts Ben-Arous c. Héritiers Ben Diab)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Dit l'instance régulièrement reprise ; — Autorise en tant que de besoin les femmes mariées à ester en justice, et pour le profit ;

Attendu que le rapport des experts commis contient une juste appréciation des faits ; qu'il échet de l'homologuer, par conséquent de fixer à 1,350 fr. par an, au lieu de 900 fr., le kirdar à payer à la fondation El-Aroussi par les parties de Me Abéasis ; — Attendu que les parties sont en désaccord sur le point de savoir à quelle époque doit être fixé le point de

(1) Sur le bail à kirdar, V. Alger, 8 mai 1889 et trib. de Tunis, 27 févr. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 429).

(2) V. l'étude publiée *Rev. Alg.*, 1893. 1. 201.

départ de l'augmentation, et si les termes échus doivent porter intérêts;

Sur le premier point : — Attendu que le kirdar ne peut être augmenté que par le juge ; que l'augmentation doit donc partir du jour de la décision en justice qui l'a ordonnée ;

Sur les intérêts : — Attendu que les intérêts des enzels arriérés ne sauraient être dus que du jour où ceux-ci ont été réclamés en justice, c'est-à-dire en l'espèce, du 18 juillet 1894, jour où ont été déposées les conclusions qui les demandent ; qu'on objecterait vainement que, toutes les parties en cause étant musulmanes et le prêt à intérêt n'étant pas reconnu par leur religion, aucune condamnation aux intérêts ne saurait intervenir en la cause ; — Qu'en effet, il s'agit en l'espèce d'intérêts moratoires qui ont leur fondement dans la loi de procédure et non dans le statut personnel des parties ;

Attendu que le tribunal ne possède pas les éléments du compte à faire entre les parties ;

Par ces motifs : — Dit que le kirdar dû à la fondation El-Aroussi est fixé, à partir de la présente décision, à 1,350 fr. par an ; — Dit que les intérêts moratoires des enzels arriérés ne seront calculés qu'à partir du 18 juillet 1894 ; — Renvoie les parties, pour faire leurs comptes relativement aux enzels arriérés, devant M. Henry, expert ; — Réserve les dépens d'expertise, etc.

MM. BERGE, *vice-prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes ABÉASIS et BODOY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

16 novembre 1894

Vol, constatation insuffisante, pourvoi en cassation, recevabilité.

Est insuffisamment motivé le jugement qui, pour déclarer le prévenu coupable de vol, se borne à constater qu'il « s'est sauvé en emportant un burnous volé au préjudice de la victime ».

(Taïeb ben Mohamed c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen d'office pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810: — Attendu que Taïeb ben Mohamed, Mohamed ben Bachir et El-Hadj Saïd ben Kouïder ont été condamnés, les deux premiers à cinq ans de prison et le dernier à trois ans de la même peine, comme coupables à la fois du délit de coups et blessures volontaires et du délit de vol; — Attendu que le jugement, dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs, constate très nettement le délit de coups et blessures, mais que la peine d'emprisonnement attachée à ce délit ne peut excéder deux ans alors que, comme dans l'espèce, la circonstance de préméditation ou de guet-apens n'a pas été relevée;

Attendu, en ce qui concerne le vol, qui pourrait seul justifier les peines prononcées, que le jugement se borne à constater que Taïeb ben Mohamed, au moment de l'arrestation de ses coprévenus, s'était sauvé en emportant un burnous volé au préjudice du sieur Dessup, mais qu'en s'exprimant ainsi le tribunal n'affirme pas, d'une manière catégorique, que le vol ait été commis par Taïeb ben Mohamed; — Que, d'autre part, le même jugement ne constate pas que Mohamed ben Bachir et El-Hadj Saïd ben Kouïder aient participé d'une façon quelconque, soit comme coauteurs, soit comme complices, au vol imputé à Taïeb ben Mohamed; — Qu'enfin, après avoir d'abord déclaré que les faits contre lui retenus constituent les délits prévus et punis par les art. 311 et 401 C. pén., le jugement se contredit un peu plus loin, en déclarant les prévenus coupables du délit ci-dessus spécifié, de telle sorte que l'on peut se demander si le tribunal a reconnu l'existence des deux délits ou d'un seul;

Attendu que, dans de telles conditions, le jugement du tribunal correctionnel n'est pas motivé et, par conséquent, l'arrêt attaqué ne l'est pas non plus, puisqu'il a purement et simplement adopté les motifs des premiers juges;

Par ces motifs: — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Alger, chambre correctionnelle, en date du 4 octobre dernier, et, pour être à nouveau statué sur l'appel interjeté par les prévenus contre le jugement du tribunal correctionnel d'Alger, du 6 septembre 1894, les renvoie, avec les pièces de la procédure, et en l'état où ils se trouvent, devant la Cour

d'Aix, chambre correctionnelle, à ce déterminée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil, etc.

MM. LŒW, *prés.* ; ACCARIAS, *rap.* ; DUVAL, *av. gén.*

TRIBUNAL DE GUELMA (Ch. correct.)

9 novembre 1894

Juge de paix à compétence étendue, délit de presse, défaut d'insertion, tribunal civil, incompétence, ordre public.

Rentre dans la compétence des juges de paix à compétence étendue, le délit de refus d'insertion prévu et réprimé par l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ;

L'incompétence du tribunal civil est d'ordre public et doit être soulevée d'office par le juge.

(Corporation mozabite de Souk-Ahras c. Luigi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Luigi, gérant du journal le *Petit Souk-Ahras*, est poursuivi devant le tribunal à la requête de Ben Aïssa et consorts pour refus d'insertion ;

Attendu, à cet égard, qu'aux termes du décret du 19 août 1854, interprété par la jurisprudence, les juges de paix à compétence étendue connaissent de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement et 500 fr. d'amende; — Que le décret susvisé constitue le droit commun en cette matière, sans contestation possible; — Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, uniquement visé dans l'assignation, le refus d'insertion n'est passible que d'une amende de 50 à 500 fr., et qu'il est constant que la loi précitée n'a apporté aucune modification au droit commun sur la compétence; — Qu'il s'ensuit que les demandeurs auraient dû porter leur action devant le juge de paix de Souk-Ahras, magistrat à compétence étendue et juge à la fois du lieu du délit et du domicile commun des parties; — Qu'au surplus, il est égale-

ment admis que la dérogation à l'ordre ordinaire des juridictions résultant du décret de 1854 ci-dessus mentionné est d'ordre public, et que son application ne saurait être facultative; d'où cette conséquence, que l'incompétence du tribunal correctionnel de céans ne peut être couverte par l'adhésion ou le silence du prévenu et qu'elle doit être soulevée d'office;

En ce qui touche les 500 fr. de dommages-intérêts reconventionnellement demandés par Luigi : — Attendu que le tribunal ne peut, en se dessaisissant des poursuites exercées contre le susnommé, retenir la connaissance d'une demande reconventionnelle exclusivement basée sur le caractère illégitime et vexatoire desdites poursuites; — Qu'il convient, mais qu'il suffit dans ces conditions, de réserver à Luigi les droits et actions pouvant lui appartenir, quant à ce;

Par ces motifs : — Se déclare d'office incompétent; — En conséquence, renvoie Brahim ben Aïssa et consorts à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront; — Renvoie également Luigi à faire valoir ultérieurement ses droits qui lui sont réservés; — Et condamne les demandeurs aux dépens.

MM. GAULTIER, *prés.*; RÉMOND, *subst.* — Mes WEILL et POGGI, *av.*

JUSTICE DE PAIX D'ORAN

4 novembre 1894

Ports maritimes, bâtiment de commerce étranger, principe d'exterritorialité, droit de visite, convention franco-espagnole du 7 janvier 1862, contravention, arrêté préfectoral.

Un arrêté préfectoral peut valablement interdire aux capitaines et patrons de navires entrant dans le port de laisser débarquer les étrangers consignés à bord par le service de la sûreté;

La violation de cet arrêté ne constitue pas une contravention de grande voirie, mais motive l'application de l'art. 471, § 15, C. pén.;

Le capitaine d'un navire marchand étranger est soumis, dans un port français, à la juridiction française pour les contraventions commises à son bord, le privilège d'exterri-

torialité, consacré en faveur des navires de guerre, ne s'appliquant pas aux bâtiments marchands ;

L'art. 24 de la convention franco-espagnole du 7 janvier 1862 n'a trait qu'au maintien de l'ordre intérieur à bord, et non point à des faits ayant des conséquences extérieures, comme l'évasion d'un passager consigné ;

S'il est vrai, d'autre part, que, aux termes de l'art. 23 de la même convention, les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou administratif ne peuvent procéder à bord à aucune visite, sans être accompagnés par le consul général ou le vice-consul de la nation à laquelle appartient le navire, il est loisible au capitaine de renoncer à cette formalité protectrice mais gênante dans la pratique.

(Min. pub. c. Lhoret)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que le 22 septembre dernier, un procès-verbal a été dressé par Miston, Albert, commissaire spécial des chemins de fer et des ports d'Oran, à Lhoret, capitaine du vapeur espagnol *Besos,* pour avoir contrevenu à l'art. 1er de l'arrêté de M. le préfet d'Oran, du 31 mai 1893, en faisant échapper un individu consigné à bord; — Que l'arrêté préfectoral susvisé dispose, en son art. 1er, « qu'il est interdit aux capitaines de navire, entrant dans les ports du département d'Oran, de laisser débarquer les étrangers consignés à leur bord par les services chargés de la police; » — Qu'il appartient au préfet, délégué du pouvoir central, d'ordonner dans sa circonscription administrative toutes les mesures de police générale destinées à assurer la sécurité publique; qu'en conséquence, l'arrêté est légal; — Qu'il est revêtu des formes prescrites par la loi; qu'il a été publié et qu'il est obligatoire; — Que Lhoret prétend que cet arrêté ne lui est pas applicable comme étranger; qu'il est contraire au droit international maritime et à la convention franco-espagnole de 1862;

Attendu que l'art. 3 C. civ. dispose que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire; — Que dans ce mot « loi, » le législateur a compris les divers actes du pouvoir exécutif et des fonctionnaires agissant dans le cercle de leurs attributions, comme c'est le cas de l'arrêté précité; — Que, d'autre part, l'expression « qui habitent le territoire » s'étend évidemment à ceux qui n'y font que passer ou même y toucher, comme le capitaine d'un navire, — Que tous les auteurs s'accordent d'ailleurs à reconnaître la

compétence des tribunaux français en ce qui concerne les crimes, délits et contraventions commis par les étrangers en France; — Qu'en ce qui touche particulièrement Lhoret, il invoque que la contravention commise par lui l'a été à bord d'un bâtiment espagnol; que le navire mouillé dans un port étranger est considéré comme la continuation du territoire de la nation à laquelle il appartient et que, conséquemment, la contravention dont s'agit ne pourrait être poursuivie que devant les tribunaux espagnols;

Attendu que ce principe d'exterritorialité n'est applicable qu'à l'égard des infractions relatives à la discipline et à l'administration intérieure du bâtiment; — Qu'une autorité en la matière, un ancien ministre d'Espagne, M. Charles Calvo, dans son *Manuel du droit international*, p. 240, dit textuellement : « Cette exemption (il s'agit du privilège d'exterritorialité), acquise aux bâtiments de guerre, ne s'applique jamais aux navires de commerce, qui, en effet, représentent simplement une propriété privée, des intérêts particuliers et jouent un rôle essentiellement pacifique; les personnes qui sont à bord ne peuvent donc se soustraire à l'action de la juridiction du pays où elles se trouvent. » — Et plus loin : « Que l'État étranger exerce la police sur tous les navires mouillés dans le port; » — Qu'il est admis unanimement, d'ailleurs, par les auteurs et la jurisprudence, que les tribunaux français sont compétents pour connaître des crimes, délits et contraventions commis à bord d'un navire de commerce étranger, stationnant dans un port français : Cass., 25 février 1859; Watel, *Droit des gens*, liv. I, chap. 19; Faustin-Hélie, *Instr. crim.*, t. II, p. 510; Demangeat sur Fœlix, t. II, p. 258; Ortolan, *Éléments de droit pénal*, p. 935; — Qu'en conséquence, l'arrêté n'est pas contraire au droit maritime international;

Qu'il n'est pas davantage contraire à la convention de 1862; — Que l'art. 24 de cette convention dispose, il est vrai, « que les consuls généraux et vice-consuls seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation, et que les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord de ces navires seront de nature à troubler la tranquillité publique et l'ordre publics à terre ou dans le port. » — Mais que cet art. 24 n'a trait qu'au maintien de l'ordre intérieur à bord et non point à des faits ayant, comme celui qui nous occupe, des conséquences extérieures; — Que, s'il est vrai, d'autre part, que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou administratif ne peuvent procéder à bord (art. 23 de la convention) à aucune visite, sans être accompagnés par le consul

général ou le vice-consul de la nation à laquelle appartiennent ces navires, il est établi aux débats que c'est par suite d'une tolérance du capitaine que l'agent verbalisateur a pénétré sur le *Besos* sans être accompagné du consul, et que Lhoret a, de lui-même, renoncé à une formalité protectrice, mais gênante dans la pratique, puisqu'elle a pour résultat de retarder le débarquement; — Que, dans ces conditions, le passager dont s'agit a été régulièrement consigné à bord, et que le capitaine du *Besos* a commis une contravention en le laissant évader;

Qu'il appartient au juge de police d'apprécier dans quelle mesure l'arrêté préfectoral du 31 mai, par le trouble qui résulte de son infraction, oblige les étrangers; — Qu'étant donné les faits de la cause, ils doivent être rigoureusement tenus à l'observer; — Qu'à une époque, en effet, où l'on signale de toutes parts, en Algérie, une recrudescence de crimes, où les corps élus sont unanimes à réclamer des mesures énergiques qui doivent assurer la sécurité du pays, les pouvoirs publics ont le droit de couper court à cette importation permanente de vagabonds, de gens sans aveu et souvent aussi, — comme c'est le cas dans l'affaire du *Besos*, — d'expulsés et de repris de justice, importation qui se pratique aujourd'hui presque impunément dans nos ports algériens; — Qu'au surplus, au point de vue international, tous les peuples ont intérêt à surveiller étroitement le personnel immigrant; qu'ils ont le droit et même le devoir de s'opposer au libre échange des malfaiteurs, et qu'il est loisible à chaque nation, lorsqu'un de ses voisins prend des mesures en ces sens, d'user, vis-à-vis de lui, de réciprocité;

Par ces motifs : — Attendu que la contravention est reconnue par le capitaine du *Besos;* — Qu'elle ne saurait être excusée par ce fait que ledit capitaine n'avait pas à son bord d'aménagement et de force suffisante pour retenir des prisonniers; que le prévenu ne justifie aucunement d'ailleurs s'être trouvé dans un cas de force majeure qui l'a mis dans l'impossibilité physique de se conformer à l'arrêté; que la contravention dont il s'agit est prévue et réprimée par l'arrêté préfectoral du 31 mai 1893; — Que la violation de cet arrêté motive l'application de l'art. 571, paragraphe 15, C. pén.; qu'on ne peut, en effet, considérer comme contravention de grande voirie, justiciable des conseils de préfecture, les infractions commises dans un port, quand elles ne concernent pas la navigation; que, d'ailleurs, la jurisprudence paraît fixée en ce sens; — Vu l'art. 571 paragraphe 15 C. pén.; — Et attendu qu'il est constant que, depuis moins d'un an, il a été rendu contre Lhoret, capitaine du *Besos,* un premier jugement définitif

pour contravention identique commise dans le ressort du tribunal; — Vu l'art. 474 C. pén., qui dispose que la peine de l'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées en l'art. 471 aura lieu en cas de récidive pendant trois jours au plus; — Condamne Lhoret, capitaine du *Besos,* à 5 fr. d'amende et à trois jours de prison; — Le condamne aux dépens.

MM. HOURIE, *juge de paix*; FAURE, *com. de police.* — Me Louis GIRAUD, *av.*

TRIBUNAL DE BONE (1re Ch.)

11 décembre 1894

Douanes, Algérie, sucres, importation, tarif applicable, loi du 19 juillet 1880, inapplicabilité, droits de douane, refus de paiement, juge de paix, compétence.

En Algérie, le tarif applicable à l'importation des sucres est celui de la loi du 19 mars 1875 ;

La loi du 19 juillet 1880, portant dégrèvement des droits sur les sucres, n'ayant pas été spécialement promulguée en Algérie, n'y est pas applicable ;

Les contestations concernant les refus de payer des droits de douane rentrent dans les attributions du juge de paix (L. 14 fructidor an III, art. 10) (1).

(Administration des douanes c. X...)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — En la forme : — Attendu que l'appel est régulier, et par suite, recevable ;

Au fond ; — Attendu que, le 31 juillet 1894, X... a déclaré au bureau des douanes de Bône vouloir débarquer d'un navire venu de Rouen dix sacs de sucre brut, et s'engager, en con-

---

(1) V. crim. cass. 24 juill. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 16); Req. 9 juin 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 513) et les notes.

séquence, à payer les droits afférents à cette marchandise ; — Attendu que, l'administration des douanes estimant que ladite marchandise paraissait consister en sucre raffiné et non en sucre brut, des échantillons en ont été prélevés, et des experts nommés par ordonnances du juge de paix de Bône, en date des 6 août et 29 septembre 1894, conformément aux prescriptions des lois des 5 août 1810, 27 juillet 1822, art. 19, et 7 mai 1881, art. 4 ; — Attendu que les experts ont procédé à leur mission et ont déclaré que la marchandise soumise à leur examen représentait du sucre raffiné ;

Attendu qu'en conformité de cette déclaration, et à la date du 29 octobre 1894, procès-verbal a été dressé contre X... et assignation lui a été donnée à comparaître devant le juge de paix de Bône, pour s'entendre condamner à la confiscation de la marchandise faussement déclarée, à l'amende de 125 fr. et aux dépens ; — Attendu que ce magistrat s'est déclaré incompétent par le jugement du 6 novembre 1894 dont est appel ; que cependant l'affaire qui lui était soumise consistait en une contestation concernant le refus de payer des droits de douanes, et rentrait dans ses attributions, aux termes de l'art. 10 de la loi du 14 fructidor an III ; qu'il y a donc lieu d'infirmer sa décision ;

Attendu que, la matière étant en état de recevoir une solution définitive, il échet d'évoquer ; — Attendu que X... n'est pas fondé à prétendre qu'il n'y avait pas lieu à expertise ; qu'au contraire, cette mesure s'imposait, puisqu'il y avait dissentiment entre lui et l'administration des douanes sur le point de savoir si la marchandise était du sucre *brut* ou du sucre *raffiné ;* que le différend portait donc sur la *qualité* de la marchandise, et par suite, sur la quotité des droits exigibles ; — Attendu qu'en Algérie, le tarif applicable à l'importation des sucres est établi par la loi du 19 mars 1875 et ainsi fixé : — Sucres bruts de toute origine : 20 fr. les 100 kil. ; — Sucres raffinés de toute nature : 30 fr. les 100 kil. ; — Attendu que la loi du 19 juillet 1880, portant dégrèvement des droits sur les sucres, n'a pas été spécialement promulguée en Algérie et n'y est donc pas applicable ; que, par conséquent, il est inutile d'examiner les moyens invoqués par X... et basés sur les art. 16, 17 et 18 de ladite loi ; — Attendu que, dans l'espèce, les experts ont été d'accord pour déclarer que la marchandise était du sucre raffiné ; qu'il suit de là qu'en la déclarant sucre brut, X... s'est rendu passible des dispositions des art. 21, titre II, de la loi du 22 août 1891, et 9 de la loi du 22 juillet 1867 ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond :

— Infirme et met à néant le jugement attaqué ; — Dit que le premier juge était compétent ; — Évoquant : — Déclare X... mal fondé en ses fins et conclusions, l'en déboute ; — Prononce la confiscation des dix sacs de sucre inexactement déclarés par lui ; — Le condamne à une amende de 100 francs, décimes et demi-décimes en sus, ainsi qu'aux dépens ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

MM. GENTY, *prés.* ; BESSET, *ff. subst.* — Me MONOD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

6 décembre 1894

Chose jugée, réponse négative du jury sur le fait principal, circonstance aggravante, délit, poursuite nouvelle, recevabilité.

Quand des faits qui, isolés, constituent un délit, ont été retenus comme circonstance aggravante d'un crime, et que le jury, ayant répondu négativement sur le fait principal, n'a statué ni pu statuer sur la circonstance aggravante, il n'y a pas chose jugée sur ces faits et ils peuvent être déférés à la juridiction correctionnelle comme délit ;

Spécialement, peuvent être déférés à la juridiction correctionnelle des coups et blessures qui, qualifiés de torture, avaient été soumis au jury comme circonstance aggravante d'une séquestration, si le jury a répondu négativement à la question de séquestration (1).

(Abadie c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la

(1) La jurisprudence est aujourd'hui définitivement fixée dans ce sens. — V. crim. cass. 17 avril 1874 (*Bull.*, n° 118) ; 7 juill. et 12 août 1875 (*Bull*, nos 215 et 259) ; 1. août 1875 et (Ch. réun.), 10 janv. 1876 (Sir., 77. 1. 41) ; 14 déc. 1877 (*Bull.*, n° 260 ; Mangin, n° 409 ; Bonnier, n° 899 ; Le Sellyer, n° 644 ; Trébutien, II, p. 644 ; Garraud, *Précis*, nos 1366 et 1367). — V. également crim. cass., 29 août 1863 (Sir., 64. 1. 198) ; 10 févr. 1870 (Sir., 71. 1. 264). — L'opinion contraire est fortement soutenue par MM. Faustin Hélie, nos 1010 et suiv. ; Ortolan, nos 1788 et suiv. ; Villey, p. 440 ; Griolet, p. 266. — V. sur cette question : Lacoste, *De la chose jugée*, nos 961 et suiv.

violation de l'art. 360 C. inst. crim., de la règle *non bis in idem*, et du principe de l'autorité de la chose jugée, en ce que les demandeurs, légalement acquittés par la Cour d'assises d'Alger de l'accusation de séquestration arbitraire, avec la circonstance aggravante de tortures corporelles, auraient été, à tort et au mépris de la chose jugée, poursuivis correctionnellement à raison des mêmes faits, sous la qualification nouvelle de coups et blessures volontaires: — Attendu que les nommés Abadie Célestin, Abadie Laurent, Bion Henri, Triki Charles et Abadie Jean, traduits devant la Cour d'assises d'Alger comme accusés d'arrestation, détention ou séquestration arbitraire, avec la circonstance aggravante de tortures corporelles, ont été, à la suite de la réponse négative du jury sur le fait principal, acquittés de l'accusation portée contre eux; — Que le jury s'est abstenu de répondre sur la circonstance aggravante par suite de sa réponse négative sur le fait principal; — Attendu que la circonstance de tortures corporelles pouvant, par elle-même, constituer un délit, et le jury n'ayant rien répondu à cet égard, l'action publique demeurait entière; — Qu'ainsi les demandeurs, après leur acquittement sur l'accusation de séquestration arbitraire, ont pu être légalement poursuivis pour un fait délictueux qui était resté en dehors de la déclaration du jury; — Qu'en le décidant ainsi l'arrêt attaqué n'a violé ni l'art. 350 C. inst. crim., ni la maxime *non bis in idem*; — Et attendu d'ailleurs que l'arrêt est régulier en la forme;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé par les susnommés contre l'arrêt de la chambre correctionnelle de la Cour d'appel d'Alger du 2 novembre 1894 (1).

MM. Lœw, *prés.*; Sevestre, *rap.*; Sarrut, *av. gén.*

TRIBUNAL DE LA SEINE (2e Ch.)

23 novembre 1894

Enregistrement, jugement rendu par un tribunal colonial, pourvoi en cassation, droit de titre et de condamnation, tarif réduit.

N'a pas à acquitter le paiement intégral des droits de titre et de condamnation sur le tarif établi pour les jugements

(1) V. cet arrêt *Rev. Alg.* 1894. 2. 561.

métropolitains, mais reste, au contraire, soumis au tarif réduit applicable aux colonies, le jugement qui, rendu par un tribunal d'une colonie, est déféré, par voie de pourvoi, à la Cour de cassation.

(Société Flers-Exportation c. Administration de l'enregistrement.)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par requête déposée le 23 janvier 1894, la société Flers-Exportation a formé au greffe de la Cour de cassation un pourvoi contre un jugement du tribunal de commerce de Nouméa, en date du 8 mai 1892; que ce jugement avait, à la Nouvelle-Calédonie, acquitté la somme de 6 fr. pour droits de titre et de condamnation, suivant le tarif spécial réduit applicable à cette colonie; qu'au moment de l'enregistrement du pourvoi, le receveur près la Cour de cassation a réclamé sur ledit jugement, en vertu de l'art. 58 de la loi du 28 avril 1846, le paiement intégral des droits de titre et de condamnation sur le tarif établi pour les jugements des tribunaux métropolitains par les art. 69 § 2, n° 9, de la loi du 22 frimaire an VII; 15, n° 1 et 16 § 15 de la loi du 26 janvier 1892; que la société Flers-Exportation a dû ainsi verser une somme de 16 fr. 82 cent. dont elle a réclamé la restitution par exploit du 26 avril 1894, portant assignation devant le tribunal, et par les conclusions de son mémoire signifié le lendemain, auquel la régie a répondu par un autre mémoire, signifié le 31 juillet de la même année;

Attendu que la prétention de la régie s'appuie uniquement sur l'art. 58 de la loi du 28 avril 1846 susvisé, ainsi conçu : « Il ne pourra être fait usage en justice d'aucun acte passé en pays étranger ou dans les colonies, qu'il n'ait acquitté les mêmes droits que s'il avait été souscrit en France et pour des biens situés dans le royaume, et il en sera de même pour les mentions desdits actes dans les actes publics. » — Attendu que la perception éventuelle ainsi édictée est soumise à trois conditions, dont la dernière tacite, mais évidente : 1° l'existence d'un acte; 2° l'usage en justice de cet acte; 3° l'usage en justice devant un tribunal métropolitain; — Attendu que, d'après la demanderesse, aucune de ces trois conditions ne se présenterait dans l'espèce; qu'en effet, un jugement ne serait pas un acte; que frapper un jugement d'un pourvoi en cassation ne serait pas en faire usage en justice; que le pro-

duire devant la Cour suprême ne serait pas en faire usage devant un tribunal métropolitain ; — Attendu qu'il y a lieu d'examiner séparément ces trois propositions dont une seule, si elle était justifiée, serait d'ailleurs suffisante pour faire rejeter les prétentions de la régie ;

Sur la première proposition : — Attendu qu'il convient avant tout de rechercher si, dans la pensée du rédacteur de l'art. 58, le mot acte constitue ou non un terme générique comprenant les jugements ; que l'examen doit porter tout d'abord sur l'ensemble de la loi du 22 frimaire an VII et de la loi du 28 avril 1816, qui en est le développement partiel et qu'il s'agit plus spécialement d'appliquer ; — Attendu que, dans la loi de frimaire an VII, si le mot acte est pris comme impliquant l'idée de jugement, c'est quand la disposition même où ce mot apparaît ne peut laisser aucun doute sur sa signification spéciale ; — Attendu que, à part cette exception, la terminologie est assez nette pour ne laisser place à aucune confusion ; qu'ainsi les art. 3, 7, 8, 11, 31 et 44 emploient, non le mot acte, mais les mots géminés actes judiciaires pour désigner les divers événements, jugements compris, qui rentrent dans la sphère d'action des tribunaux ; que, de leur côté, les art. 29, 37, 45, 47, 49 opposent le mot jugement au mot acte, même quand il s'agit d'actes judiciaires proprement dits ; — Attendu, enfin, que les art. 22, 23, 26, 38, 42 démontrent l'assimilation complète établie par la loi entre les actes sous seing privé et les actes passés à l'étranger ou dans les îles et colonies ; que la loi de l'an VII adoptait ainsi la distinction fondamentale, que la législation antérieure avait toujours établie, entre les décisions des tribunaux français, d'une part, et, d'autre part, les contrats souscrits à l'étranger et dans les colonies, comme aussi les jugements étrangers qui, dépourvus de force exécutoire en France, valaient seulement comme conventions privées ; — Attendu que la loi du 28 avril 1816 s'est approprié, mais en la rendant plus précise, la terminologie de la loi de l'an VII ; qu'une seule fois, en effet, on trouve, dans l'art. 38, l'expression actes judiciaires comme comprenant les jugements français ; mais que la rédaction de cet article ne peut laisser aucun doute sur le sens réel de la disposition ; que partout ailleurs, notamment dans les art. 39, 44, nos 9 et 10 ; 45, nos 5, 6, 8 ; 46, 47, nos 2 et 3 ; 48, no 2, 49, le texte emploie les mots jugements ou arrêts pour désigner les décisions judiciaires proprement dites et les opposer à tous les autres actes dont il est fait mention ; — Attendu que le soin ainsi apporté par la loi de 1816 à toujours désigner par leur terme propre les jugements et arrêts et à

ne jamais les sous-entendre dans le mot isolé acte ne permet pas de penser que ce dernier mot puisse, dans l'art. 58, comporter le sous-entendu que la régie voudrait y trouver ;

Attendu, au surplus, que la discussion qui précède, et qui s'explique par la nécessité de suivre à toutes fins utiles tous les arguments invoqués, ne paraît pas présenter un intérêt réel au présent procès; qu'en effet, il ne s'agit pas, en réalité, de rechercher quel sens peut avoir le mot acte dans les multiples parties des deux lois dont s'agit, mais quelle portée ce mot possède dans l'art. 58; — Or, attendu que cet article complète les art. 22 et 23 de la loi de l'an VII et vise, d'une manière toute spéciale, celle des actes passés à l'étranger ou dans les colonies; que les art. 22 et 23 assimilent les actes de cette nature aux actes sous seing privé, ce qui est exclusif de l'idée de jugement proprement dit; que l'art. 58 reproduit presque textuellement les termes de l'art. 23, et que le législateur de 1816 n'a pu vouloir tacitement modifier, dans l'art. 58, le principe considérable dont s'inspiraient les deux autres articles susvisés; que la preuve contraire résulterait, si besoin était, du texte même, puisque l'art. 58 parle « d'actes passés à l'étranger et dans les colonies » et les frappe comme s'ils avaient été souscrits en France; qu'en effet, les jugements coloniaux, ayant la même force exécutoire que les jugements métropolitains, ne peuvent être considérés comme étant passés ou souscrits; — Attendu, enfin, que ces principes sont précisément ceux que la régie avait jusqu'ici toujours et sans hésitation appliqués ; que c'était bien cependant au lendemain de la promulgation de la loi de 1816 que l'administration pouvait en connaître, de la façon la plus sûre, les origines, les travaux préparatoires, le but précis et les conséquences légitimes; que si, à cette époque et pendant si longtemps, la régie n'a jamais songé, ainsi qu'elle le reconnaît, à interpréter l'art. 58 comme comprenant les jugements coloniaux, c'est que rien ne pouvait l'y autoriser; — Attendu, au surplus, qu'en matière d'impôts, les juges ne peuvent, sous prétexte d'interprétation ou d'analogie, suppléer au silence du texte, ni combler une lacune de la loi; que ce serait, pour le tribunal, faire œuvre législative, que de soumettre aujourd'hui à l'effet de l'art. 58 une catégorie de faits juridiques qu'il ne mentionne pas;

Sur la deuxième proposition : — Attendu que la demanderesse fait justement ressortir le caractère tout spécial de la Cour de cassation, laquelle ne constitue pas un degré de juridiction, n'apprécie jamais les faits de la cause, mais juge seulement la question de savoir si la loi a été régulièrement

appliquée à des faits réputés constants; — Attendu cependant que cette mission supérieure d'assurer l'unité de la jurisprupence nationale n'empêche pas la Cour suprême de faire partie de notre organisation judiciaire, et de représenter la justice dans sa plus haute expression ; — Attendu, dès lors, que produire devant elle une décision judiciaire pour en obtenir la cassation, c'est bien faire de cette décision usage en justice, cette production étant indispensable à l'examen du pourvoi ; — Attendu, d'autre part, que vainement prétend-on que ce n'est pas faire usage d'un acte que d'en poursuivre l'annulation ; qu'en effet, tout demandeur, qu'il poursuive l'annulation d'un fait préjudiciable ou la consécration d'un fait avantageux, cherche toujours, sous ces formes distinctes, mais également utiles, à défendre ses intérêts ; que, dès lors, produire un document utile au succès d'une instance constitue bien l'usage en justice de ce document ;

Sur la troisième proposition : — Attendu que l'action régulatrice de la Cour de cassation s'exerce sur tous les points du monde où la justice est rendue au nom du peuple français ; qu'elle ne saurait ainsi être confondue avec les juridictions qui possèdent un ressort territorial limité, et qu'elle est aussi bien coloniale au regard des tribunaux coloniaux, que métropolitaine au regard des tribunaux de la mère-patrie ; que, dès lors, la pensée fondamentale de notre organisation judiciaire ne serait point respectée si l'on prétendait limiter le caractère général de la Cour suprême en la considérant comme un tribunal métropolitain, par l'unique raison que la force des choses a nécessité son installation matériello sur un point localisé du territoire ; que, dans cette situation, produire un jugement colonial devant la Cour de cassation, c'est le produire devant la Cour régulatrice des colonies, et non devant une autorité métropolitaine ;

Attendu que, d'après tout ce qui précède, deux des conditions auxquelles est soumise l'application de l'art. 58 font défaut dans l'espèce ;

Par ces motifs : — Dit la société Flers-Exportation bien fondée dans sa demande ; — Condamne la régie à rembourser à la demanderesse la somme de 16 fr. 82 cent. ; — La condamne en outre, à tous les dépens.

MM. THUREAU, *vice-prés.*; BONJEAN, *rap.*; BOMBOY, *subst. du proc. de la Rép.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

26 janvier 1895

Postes, lettre en forme d'imprimé, correspondance personnelle, tarif réduit, contravention, pénalité, bonne foi.

Constitue une contravention, réprimée non par une surtaxe, mais par les art. 20, 21 et 22 de la loi du 22 juin 1854, l'expédition d'une lettre en forme et au tarif des imprimés, papiers de commerce ou d'affaires, relevés de comptes ou de factures revêtues d'écritures ou de chiffres à la main, présentant un caractère de correspondance personnelle ou contenant un texte ou une formule de salutation ;

S'agissant d'une contravention, il n'y a lieu, pour le juge, de rechercher la bonne ou la mauvaise foi du contrevenant.

(Min. pub. c. Bordino)

Le 31 octobre 1894, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE SOUSSE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que la lettre adressée par le sieur Bordino au sieur Graziani, le 30 septembre 1894, laquelle fait l'objet du procès-verbal de contravention, ne saurait être assimilée aux imprimés affranchis à prix réduit, lesquels ne doivent contenir ni chiffres, ni aucune espèce d'écriture à la main, si ce n'est la date et la signature ; que c'est une correspondance commerciale qui a pour but de prévenir le destinataire de la somme qu'il doit et qui varie chaque mois et pour chaque client ; — Attendu que la lettre incriminée constitue donc une correspondance ordinaire, qui aurait dû être affranchie à 10 centimes, mais que l'insuffisance d'affranchissement n'a d'autre sanction qu'une surtaxe ; — Attendu, d'autre part, que Bordino n'a point usé de fraude ; que l'enveloppe ne porte point la mention *imprimés* ou *papiers d'affaires* ; qu'il est peut-être coupable de n'avoir point fermé le pli, mais que rien dans la loi ne l'y oblige ; — Attendu que, dans cet état, on ne saurait retenir contre Bordino la contravention qui a été relevée contre lui ; qu'il y a lieu au contraire de le relaxer purement et simplement ;

Par ces motifs : — Relaxe purement et simplement le sieur Bordino des fins de la plainte, sans dépens.

Sur APPEL du ministère public,

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par M. le procureur général contre le jugement du tribunal correctionnel de Sousse (Tunisie), du 31 octobre 1894, qui relaxe un sieur Bordino des fins de la poursuite dont il était l'objet devant ce tribunal ; — Et statuant au fond sur le mérite de son appel ;

Attendu qu'à la date du 30 septembre de la même année, le dit sieur Bordino, distillateur à Sousse, a adressé à un sieur Graziani, à Monastir (Tunisie), une lettre ainsi libellée : — « Sousse, le 30 septembre 1894. — Monsieur Grazziani, minotier ; — J'ai l'honneur de vous informer que, désormais, je ne confierai plus le recouvrement de mes factures à mes charretiers ; — En conséquence, je prends la liberté de vous remettre votre compte arrêté au 28 février 1894 ; — Il s'élève à la somme de 93 fr. 35, que je vous prie de vouloir bien régler, à mon bar, place de France, ou à ma distillerie, avenue de la Quarantaine, en mandat-poste ; — Toujours à vos ordres, recevez, Monsieur, mes salutations empressées : — B. Bordino. » — Attendu que cette lettre se présente sous la forme d'un imprimé, où se trouvent réservés des blancs dans lesquels sont insérés à la main, la date et la signature de l'expéditeur, les mots « Grazziani, minotier », « en mandat-poste » et les dates et chiffres « 28 février 1894 et 93 fr. 35 ; » — Attendu que ladite lettre a été expédiée de Sousse à Monastir, sous une enveloppe non close, bien que les bords en fussent gommés ; qu'elle a été affranchie avec un timbre de 0 fr. 05, prix réduit admis pour l'affranchissement des imprimés, lettres de commerce, papiers d'affaires ;

Attendu que l'expédition d'une telle lettre, soit que l'on considère cette lettre comme un imprimé, papiers de commerce ou d'affaires, relevé de comptes ou de factures, constitue formellement une infraction aux dispositions expresses de la loi du 25 juin 1856, et de l'arrêté ministériel du 30 novembre 1893 ; — Attendu que l'art. 9 de cette loi du 25 juin 1856 dispose ainsi qu'il suit : — « Les imprimés affranchis à prix réduits ne doivent contenir, sauf le cas d'autorisation mentionné dans l'art. 10 de la présente loi, ni chiffres ni aucune espèce d'écritures à la main, si ce n'est la date et la signature ; — Il est en outre défendu d'insérer dans un imprimé, ainsi que dans un paquet d'imprimés, échantillons, de papiers de commerce ou d'affaires, aucune lettre ou note

ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu ; — En cas de contravention, les imprimés contenant de l'écriture ou un chiffre à la main, ainsi que les lettres insérées en fraude, sont saisis et le contrevenant est poursuivi conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 prairial an IX, ou de la loi du 22 juin 1854 ; » — Attendu que l'arrêté ministériel du 25 novembre 1893, qui est pris en exécution de l'art. 10 de la loi du 25 juin 1856 susvisé et qui abroge les dispositions des arrêtés et décisions ministériels antérieurs, non seulement ne comprend pas, dans le cas d'autorisation d'affranchissement au tarif de 0 fr. 05 par 30 grammes, l'imprimé, le papier de commerce ou d'affaires, le relevé de comptes ou de factures dont il s'agit dans la cause, mais qu'il l'exclut même expressément de ces cas, à raison du caractère de correspondance personnelle que ces imprimés, papiers de commerce, relevés de comptes présentent, et de la forme en laquelle ils sont rédigés ; — Attendu que l'art. 22 § 15 n'admet au tarif à prix réduit que les objets ou papiers manuscrits ne présentant aucun caractère de correspondance personnelle ou ne pouvant en tenir lieu ; — Que l'art. 24 § 2 du même arrêté énonce textuellement qu'il est interdit d'expédier à taxe réduite des relevés de comptes ou relevés de factures rédigés en la forme personnelle ou contenant un texte de lettre ou une formule de salutation ;

Attendu que, nonobstant ces textes précis, les premiers juges ont cru devoir renvoyer l'appelant de la poursuite dont ils avaient été à bon droit saisis contre lui, pour infraction aux lois et arrêtés qui précèdent ; — Que, pour ce faire, ils se sont fondés sur deux motifs principaux, le premier, pris surtout de ce que l'affranchissement insuffisant que portait la lettre incriminée ne pouvait donner lieu qu'à une surtaxe, et le deuxième tiré de ce que, dans l'espèce, l'expéditeur avait été de bonne foi ;

En ce qui touche le premier de ces motifs : — Attendu que les lois et textes susvisés, dans leurs dispositions combinées, prohibent et érigent en contravention l'expédition d'une lettre en forme et au tarif des imprimés, papiers de commerce ou d'affaires, relevés de comptes ou de factures revêtus d'écritures ou de chiffres à la main, présentant un caractère de correspondance personnelle rédigés en cette forme ou contenant un texte ou une formule de salutation ; — Attendu que la loi du 25 juin 1856 sanctionne ces prohibitions d'une pénalité spéciale et nouvelle ; — Qu'elle substitue, en effet, cette pénalité à la répression ou mesure moins rigoureuse de la taxe ou surtaxe, par des considérations que l'exposé des

motifs de la loi du 25 juin 1856 fait valoir en ces termes, sur l'art. 9 de cette loi ; — « Plus on abaisse le port des imprimés au-dessous de la taxe des lettres, plus il est nécessaire d'empêcher qu'on ne cherche à les transformer en véritables correspondances. De là, la défense absolue d'ajouter à un imprimé ni chiffre, ni aucune espèce d'écriture à la main, si ce n'est la date et la signature et l'interdiction précise d'insérer dans un imprimé ou dans un paquet d'imprimés, d'échantillons, de papiers de commerce ou d'affaires, aucune lettre ou note en ayant le caractère ou pouvant en tenir lieu ; ces dispositions ne sont pas nouvelles et sont empruntées aux lois existantes et notamment au 2e § de l'art. 9 de la loi du 15 mars 1827 ; mais, jusqu'ici, leur inobservation n'entraînait que la taxe de l'imprimé, suivant le tarif établi pour les lettres. Cette sanction insuffisante sera remplacée par une véritable pénalité, et l'infraction aux dispositions que nous venons de rappeler sera poursuivie et réprimée conformément aux dispositions des art. 20, 21 et 22 de la loi du 22 juin 1854; cette sévérité ne peut paraître exagérée dans la loi qui abaisse dans une proportion si considérable le prix de transport des imprimés. Plus la loi est libérale à cet égard, plus elle doit veiller à ce qu'on n'abuse pas des facilités nouvelles qu'elle concède ; »

En ce qui concerne le deuxième motif donné par les premiers juges à l'appui de la décision de relaxe : — Attendu qu'il doit être écarté ; — Attendu qu'il s'agit en la cause d'une contravention ; — Qu'il n'y a donc pas lieu, en pareille matière, de rechercher la bonne ou la mauvaise foi du contrevenant ; — Qu'en aucun cas, elle ne peut lui servir d'excuse légale pouvant permettre au juge d'exonérer ce dernier des peines que lui fait encourir son infraction aux lois, dont les prescriptions ont été transgressées ;

Attendu que de tout ce qui précède il suit donc que c'est à tort que le tribunal a, dans les circonstances de la cause, renvoyé le sieur Bordino de la poursuite intentée contre lui par le ministère public ; — Qu'il échet, par suite, de réformer la décision de relaxe qui est intervenue sur cette poursuite ;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement susvisé du tribunal de Sousse, du 3 octobre 1894 ; — Et statuant par décision nouvelle : — Déclare le sieur Bordino atteint et convaincu de la contravention relevée par le procès-verbal du receveur des postes de Monastir, dressé dans le cours du mois d'octobre, et contenant une infraction aux lois et textes susvisés sur l'expédition à prix réduit des imprimés, papiers d'affaires ou de commerce, relevés de factures ou de comptes

contenant des chiffres et écritures à la main, autres que la date et la signature, rédigés en forme personnelle ou contenant un texte de lettre ou formule de salutation ; — Et pour répression ; — Condamne le sieur Bordino à la peine de 150 fr. d'amende ; — Le condamne de plus aux frais du procès ; — Et fixe au minimum la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer, pour le recouvrement de l'amende et des frais ; — Le tout par application des art. 9 et 10 de la loi du 25 juin 1856, 22 § 15, 24 de l'arrêté ministériel du 25 novembre 1893, 5 de l'arrêté du 25 prairial an IX, 52 C. pén., 194 C. inst. crim., 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; EON, *av. gén.* — Me HUGUES, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

10 décembre 1894

Postes et télégraphes, Tunisie, office postal, lois et règlements de la France, applicabilité, affaire administrative, défenseur, ministère non obligatoire.

Aux termes de l'art. 1er du décret beylical du 11 juin 1888, les lois et règlements de l'administration des postes et télégraphes de France sont applicables à l'office postal tunisien, en ce qui concerne les correspondances et le paiement des mandats ;

En conséquence, est applicable à l'office postal tunisien la loi du 5 avril 1879, qui exonère en France l'administration des postes de toute responsabilité en cas de retard des objets de correspondance et des lettres recommandées contenant des valeurs à recouvrer (1) ;

Il n'y a pas lieu pour le tribunal, dans une pareille instance, de prononcer la distraction des dépens, l'affaire étant une affaire administrative, pour laquelle le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire (2).

---

(1) V. trib. de Tunis, 30 janv. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 446).

(2) V. trib. de Tunis, 16 juin 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 118).

(Durif et Soulé c. Office postal tunisien)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Durif et le sieur Soulé sont associés pour un commerce d'animaux exotiques ; — Attendu que l'un d'eux, le sieur Soulé, s'est rendu en Égypte au printemps de cette année pour y faire des achats ; — Attendu que le sieur Durif lui a envoyé de Tunis à Port-Saïd, le 2 mai dernier, une somme de 200 fr. au moyen d'un mandat sur la poste ; — Attendu que ce mandat a été délivré suivant les formes ordinaires alors qu'il aurait dû être établi d'après les règles des mandats internationaux ; — Attendu qu'en raison de cette circonstance son paiement a subi certains retards, qu'il a exigé un échange de correspondance entre les administrations des postes françaises et tunisiennes et le bureau de Port-Saïd et qu'il n'a pu avoir lieu que le 6 juin ; — Attendu que les sieurs Durif et Soulé soutiennent que l'absence momentanée de cette somme leur a fait manquer l'achat de deux orangs-outangs et d'un certain nombre de flamants qui auraient pu être revendus avec un bénéfice considérable ; — Attendu qu'ils évaluent à 2,500 fr. le préjudice qu'ils ont ainsi souffert par la faute de l'office tunisien des postes et télégraphes ; — Attendu qu'ils ont assigné cette administration en paiement de cette somme ; — Attendu que l'administration défenderesse décline toute responsabilité ;

Attendu que l'office tunisien des postes et télégraphes a été créé par un décret beylical du 11 juin 1888 revêtu du visa de M. le résident général ; — Attendu que, d'après l'art. 1er de ce décret, les lois et règlements de l'administration des postes et télégraphes de France sont applicables à cet office en ce qui concerne les correspondances de toute nature ainsi que l'émission et le paiement des mandats ;

Attendu que la responsabilité de l'État et de ses divers organes n'est pas soumise en France aux mêmes principes que celle qui incombe aux particuliers d'après le Code civil ; — Attendu qu'en ce qui regarde notamment celle de l'administration des postes elle est déterminée et strictement limitée par des lois spéciales ; — Attendu, en effet, que cette administration rend au public des services considérables moyennant une très faible rétribution, que son fonctionnement deviendrait impossible si sa responsabilité était réglée par le droit commun et qu'il en résulterait pour l'État des charges disproportionnées avec les bénéfices procurés par l'encaissement des taxes ; — Attendu que, pour ces divers motifs,

les lois françaises qui ont organisé l'administration des postes, admettent seulement dans certains cas et sous certaines conditions sa responsabilité partielle pour la perte des objets confiés à sa garde, mais qu'elles excluent absolument cette responsabilité pour le simple retard dans le transport des correspondances et le paiement des mandats ; — Attendu que cette règle, déjà établie par des textes antérieurs, a été complétée par la loi du 5 avril 1879, dont l'art. 8 est ainsi conçu : « La non-responsabilité de l'administration en cas de retard des objets de correspondance est étendue aux lettres recommandées contenant les valeurs à recouvrer, à ces valeurs et aux mandats de paiement ; aucune indemnité ne peut être réclamée de ce chef » ; — Attendu que ce texte est clair et précis et qu'il ne soulève aucune difficulté d'interprétation ; — Attendu qu'il pose un principe général et qu'il ne distingue pas selon que le retard apporté dans le paiement des mandats provient d'un cas fortuit ou d'une faute imputable aux agents de l'administration, ni selon qu'il a été produit par une fausse direction donnée à la lettre ou par toute autre cause ; — Attendu, dès lors, que l'action des sieurs Durif et Soulé n'est pas recevable ;

Attendu, au surplus, qu'il convient de rappeler qu'aux termes de l'art. 1150 C. civ., le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est pas exécutée ; — Attendu qu'aucun acte de dol n'est prouvé ni même allégué à l'encontre de l'administration défenderesse ; — Attendu qu'en émettant un mandat de 200 fr. cette administration ne pouvait assurément pas prévoir qu'un retard d'un mois apporté dans son paiement entraînerait pour les sieurs Durif et Soulé un préjudice s'élevant à 2,500 fr. ; — Attendu que si elle avait connu cette circonstance elle n'aurait certainement pas consenti à assumer une pareille responsabilité ; — Attendu, dès lors, que la demande des sieurs Durif et Soulé devrait être repoussée, même si elle était jugée d'après les règles du droit commun ;

Attendu, enfin, que l'existence du dommage allégué par eux n'est nullement établie ; — Attendu qu'il est impossible d'admettre que le manque d'une somme aussi modique ait suffi pour arrêter un voyage qui, d'après leur propre aveu, exigeait une avance de fonds considérable ; — Attendu que s'ils pouvaient, comme ils le prétendent, revendre pour 5,644 fr. des animaux achetés pour 200 fr., il aurait été facile pour le sieur Soulé de se procurer à Port-Saïd cette dernière somme par un emprunt ou de se la faire envoyer de Tunis par son

associé au moyen d'un mandat télégraphique ; — Attendu qu'il résulte d'une lettre adressée le 12 juin 1894 par le sieur Soulé au sieur Durif et versée aux débats par les demandeurs que les frais de séjour du sieur Soulé à Port-Saïd se sont élevés seulement à la somme de 250 fr. environ et qu'il a pu profiter de sa présence à cet endroit pour acheter des pélicans ; — Attendu que dans ces conditions les demandeurs ne démontrent pas que le fait dont ils se plaignent leur ait causé un préjudice quelconque ;

Attendu que Me Gueydan, défenseur de l'administration défenderesse, demande à tort la distraction des dépens ; — Attendu qu'il s'agit en effet d'une affaire administrative dans laquelle le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire, aux termes de l'art. 2 du décret beylical du 27 novembre 1888 ;

Par ces motifs : — Déclare les sieurs Durif et Soulé mal fondés dans leurs demandes, fins et conclusions ; — Les en déboute et les condamne aux dépens ; — Dit ne pas y avoir lieu de prononcer la distraction des dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *subst.* — Mes GUEYDAN et BESSIÈRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

10 décembre 1894

Filiation naturelle, Code civil italien, recherche de la paternité, interdiction, reconnaissance, preuve, Code Albertin, nom, droit aux aliments, statut personnel, tribunaux français, compétence.

Les tribunaux français ont, en Tunisie, plénitude de juridiction sur les Européens, mais les questions d'état doivent être jugées d'après le statut personnel des parties en cause (1).

L'art. 189 C. civ. italien interdit la recherche de la paternité naturelle, si ce n'est en cas d'enlèvement ou de viol ;

L'art. 181 du même Code dispose que la reconnaissance

(1) V. trib. de Tunis, 15 mai 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 305) et la note.

d'un enfant naturel ne peut se faire que par acte authentique ;

Il résulte du rapprochement des art. 185 et 193 de ce Code qu'une reconnaissance de paternité contenue dans un acte sous seing privé confère seulement à l'enfant une action pour obtenir des aliments, mais ne lui donne pas le droit de porter le nom de son père ;

Mais, aux termes de l'art. 185 du Code Albertin, la recherche de la paternité est admise, lorsque l'individu indiqué comme le père de l'enfant a reconnu par écrit sa qualité ou lorsqu'il existe un écrit émanant de lui et duquel il résulte qu'il a donné à l'enfant une suite de soins à titre de père ;

Pour déterminer la manière dont peut être prouvé un rapport juridique, il faut appliquer la loi qui était en vigueur au moment où ce lien de droit a pris naissance ;

La loi italienne, comme la loi française, attribue le nom de son père à l'enfant naturel dont la filiation est légalement constatée, mais elle n'accorde à cet enfant le droit de réclamer des aliments que lorsqu'il en a réellement besoin.

(Carlo Stresino c. Paolo Stresino)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par requête du 27 septembre 1894, le sieur Carlo Stresino a fait opposition à un jugement de défaut en date du 2 août 1894 qui l'a condamné à payer à son fils naturel, Paolo Stresino, diverses sommes à titre de pension alimentaire; — Attendu que cette opposition est régulière en la forme; — Attendu que le sieur Carlo Stresino soutient que le sieur Paolo n'est pas son fils; — Attendu qu'il conclut en conséquence au rejet de ses prétentions ; — Attendu qu'il demande en outre qu'il soit fait défense à cet individu de porter son nom ;

Attendu que le procès soulève donc tout d'abord une question d'état relative à la filiation du sieur Paolo Stresino; — Attendu que les parties sont de nationalité italienne; mais que cependant le tribunal est incontestablement compétent pour trancher la difficulté qui les divise ; — Attendu, en effet, qu'elles sont domiciliées toutes les deux dans l'arrondisse-

ment de Tunis ; — Attendu qu'en vertu de l'art. 2 de la loi française du 27 mars 1883, et par suite des traités qui ont supprimé les juridictions coloniales, les tribunaux français ont, en Tunisie, plénitude de juridiction sur les Européens ;

Mais attendu qu'il s'agit d'une question de statut personnel, qui doit être jugée d'après la loi italienne; — Attendu que cette loi contient, relativement à la recherche de la paternité naturelle, une règle analogue à celle du droit français ; — Attendu que l'art. 189 C. civ. italien interdit cette recherche, si ce n'est en cas d'enlèvement ou de viol ; — Attendu que l'art. 181 du même Code dispose que la reconnaisance d'un enfant naturel ne peut se faire que par acte authentique ; — Attendu enfin qu'il résulte du rapprochement des art. 185 et 193 de ce Code qu'une reconnaissance de paternité contenue dans un acte sous seing privé confère seulement à l'enfant une action pour obtenir des aliments, mais qu'elle ne lui donne pas le droit de porter le nom de son père ;

Mais attendu que le sieur Paolo Stresino est né à Monghidoro, dans l'arrondissement de Gênes, le 3 août 1864 ; — Attendu qu'à cette époque le Code civil italien n'avait pas encore été promulgué et que les parties étaient régies par le Code des États de Sardaigne, appelé Code Albertin ; — Attendu que l'art. 2 du chapitre préliminaire du Code civil italien décide que la loi ne dispose que pour l'avenir et qu'elle n'a pas d'effet rétroactif ; — Attendu que les lois qui admettent un mode de preuve touchent au fond du droit ; — Attendu en effet que le rejet d'une preuve équivaut souvent à l'anéantissement du droit lui-même ; — Attendu, d'autre part, qu'une personne ne saurait être tenue de se procurer pour la sauvegarde de ses droits un moyen de preuve qui n'est pas exigé par la loi ; — Attendu, dès lors, que, pour déterminer la manière dont peut être prouvé un rapport juridique, il faut appliquer la loi qui était en vigueur au moment où ce lien de droit a pris naissance ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 185 du Code Albertin, la recherche de la paternité est admise lorsque l'individu indiqué comme le père de l'enfant a reconnu par écrit sa qualité, ou lorsqu'il existe un écrit émanant de lui et duquel il résulte qu'il a donné à l'enfant une suite de soins à titre de père ; — Attendu que le sieur Paolo Stresino produit quatre lettres qui ont été adressées à sa mère par le sieur Carlo Stresino le 16 mai 1864, le 1er et le 14 janvier 1868 et le 2 septembre de la même année ; Attendu que le sieur Carlo Stresino ne nie pas avoir écrit et signé ces lettres ; — Attendu qu'elles

démontrent de la façon la plus certaine qu'il considérait le sieur Paolo Stresino comme son fils, qu'il s'est occupé de lui trouver une nourrice, qu'il lui a procuré des vêtements et des aliments et que pendant plusieurs années il lui a donné des soins d'une façon continue en qualité de père ; — Attendu que, dans la lettre du 14 janvier 1868, il déclare formellement être le père de cet enfant ; — Attendu qu'il a renouvelé cette reconnaissance dans un acte signé par lui le 21 septembre 1890 au consulat d'Italie à Tunis, en présence de deux témoins ; — Attendu que les circonstances dans lesquelles est intervenue cette reconnaissance ne permettent pas de croire qu'elle qu'elle ait été extorquée par la violence ou qu'elle ait eu une cause illicite ; — Attendu que le sieur Carlo Stresino n'a pas apporté la preuve de ses allégations sur ce dernier point ; — Attendu que, lorsque le sieur Carlo Stresino a signé cet acte, il était déjà animé de sentiments peu bienveillants envers le sieur Paolo Stresino qui s'était livré envers lui à diverses vexations ; — Attendu que ce fait résulte des termes mêmes de cette convention et qu'il rend encore plus certaines la sincérité et l'exactitude de l'aveu de paternité contenu dans l'acte ; — Attendu que cet aveu est du reste corroboré par les lettres mentionnées ci-dessus ; — Attendu, enfin, qu'au moment de la naissance du sieur Paolo Stresino, le sieur Carlo Stresino avait atteint l'âge viril, qu'il habitait la même ville que la mère de l'enfant et que dans l'acte de baptême de cet enfant il est désigné comme son père ; — Attendu que le sieur Paolo Stresino a donc établi l'existence du lien de filiation qu'il invoque ; — Attendu que le sieur Carlo Stresino ne peut pas lui interdire le droit de porter son nom ; — Attendu, en effet, que la loi italienne, comme la loi française, attribue le nom de son père à l'enfant naturel dont la filiation est légalement constatée ;

Mais attendu que cette loi n'accorde à cet enfant le droit de réclamer des aliments que lorsqu'il en a réellement besoin ; — Attendu que le sieur Paolo Stresino est encore dans la force de l'âge tandis que son père est arrivé à un âge assez avancé ; — Attendu qu'il ne saurait avoir la prétention de mener une existence oisive et de se faire constamment nourrir par son père ; — Attendu sans doute, qu'il résulte d'un certificat médical en date du 17 novembre 1894 qu'il est atteint d'une maladie de cœur qui l'oblige à éviter les fatigues excessives ; — Mais attendu que cette maladie ne l'empêche pas d'aller et de venir ; — Attendu qu'il ne manque pas d'intelligence ; qu'il pourrait donc gagner sa vie en se livrant à des occupations qui n'exigent pas un effort musculaire trop violent ; — Attendu

qu'il exerce à Tunis un commerce de charbon ; — Attendu que ce fait est démontré par un certificat de M. le chef de gare de Tunis qui porte la date du 23 novembre 1894 et dont l'exactitude n'est pas contestée ; — Attendu que le sieur Paolo Stresino se trouve donc en état de subvenir à ses besoins ; — Attendu, il est vrai, que, dans l'acte du 21 septembre 1890 dont il a été parlé ci-dessus, le sieur Carlo Stresino s'était obligé à lui verser diverses sommes et à lui servir une pension mensuelle ; — Mais attendu qu'il justifie avoir fait pour lui des paiements s'élevant à un millier de francs ; — Attendu, en outre, que, d'après les termes de cet acte, l'exécution des engagements contractés par le sieur Carlo Stresino était subordonnée à cette triple condition, que le sieur Paolo Stresino retournerait en Italie, qu'il prouverait avoir besoin de la pension et qu'il cesserait de causer directement ou indirectement aucun ennui à son père ; — Attendu que le sieur Paolo Stresino n'a rempli aucune de ces conditions ; qu'il est venu se fixer à Tunis, qu'il ne se trouve pas dans le besoin et qu'enfin il a adressé aux autorités italiennes une lettre qui est injurieuse pour son père et qu'il a refusé de rétracter ; — Attendu que le procès actuel paraît être la suite d'une campagne de diffamation dirigée contre le sieur Carlo Stresino et à laquelle son fils a eu le tort de s'associer ; — Attendu que les demandes du sieur Paolo Stresino doivent donc être rejetées ;

Attendu que ses droits lui sont du reste réservés dans le cas où il remplirait plus tard les conditions exigées par la loi pour l'obtention d'une pension alimentaire ; — Attendu qu'il y a lieu d'espérer qu'à cette époque les parties reviendront l'une envers l'autre à de meilleurs sentiments et qu'elles n'oublieront pas les devoirs réciproques qui leur sont imposés par les liens du sang ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition dont il s'agit ; — Met le jugement dont il est question à néant ; — Et statuant à nouveau : — Dit que le sieur Paolo Stresino est le fils du sieur Carlo Stresino ; — Dit en conséquence qu'il a le droit de porter le nom de ce dernier ; — Mais le déboute pour le surplus de ses demandes, fins et conclusions ; — Lui réserve toutefois le droit de réclamer ultérieurement à son père une pension alimentaire dans le cas où il en aura besoin et où son père sera en état de la fournir ; — Et, vu la qualité des parties, compense les dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *subst.* — Mes VIGNALE et NOLCO, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

24 décembre 1894

—

Mitoyenneté, Tunisie, droit musulman, mosquée, application.

—

Les lois et coutumes musulmanes en vigueur en Tunisie n'excluent pas les règles de la mitoyenneté en ce qui concerne les mosquées et les autres édifices consacrés au culte.

(Piquet c. Abdallah ben Achour)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Piquet a fait élever une construction sur un terrain situé à Bizerte et contigu à un établissement religieux musulman appelé zaouïa de Sidi Moustarime ; — Attendu que l'administrateur de cet établissement soutient que le sieur Piquet a utilisé à tort pour cette construction une partie des murs de cette zaouïa ; qu'il demande, en conséquence, que le sieur Piquet soit condamné à remettre les lieux dans l'état primitif, à faire disparaître toute trace de mitoyenneté et à lui payer une somme de 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts ;

Attendu qu'aucun des immeubles qui ont donné lieu au procès n'a été immatriculé jusqu'à ce jour ; — Attendu, dès lors, que le litige doit être jugé d'après les lois et coutumes musulmanes en vigueur en Tunisie ; — Mais attendu que le demandeur ne prouve pas que ces lois et coutumes excluent les règles de la mitoyenneté en ce qui concerne les mosquées et les autres édifices consacrés au culte ; — Attendu que la nationalité et la religion du sieur Piquet ne peuvent exercer aucune influence sur la solution du procès ; — Attendu, au surplus, que l'immeuble dont il est propriétaire et sur lequel il a fait élever sa construction, appartenait autrefois à un musulman ; qu'il a donc succédé, en l'acquérant, à tous les droits de son auteur ;

Attendu que le sieur Piquet a élevé sa construction sur l'emplacement d'une ancienne bâtisse ; que les murs dont il s'est servi et dont la copropriété lui est contestée séparaient

cette bâtisse de la zaouïa et que les deux édifices s'élevaient à la même hauteur ; — Attendu, dès lors, que, d'après les principes du droit musulman tunisien, comme d'après ceux du droit français, ces murs doivent être présumés mitoyens ; — Attendu qu'il n'a été démontré aucun fait qui soit de nature à détruire cette présomption ; — Attendu, en effet, qu'il n'a été nullement prouvé qu'un des édifices fût plus ancien que l'autre et qu'ils aient eu des murs distincts ; — Attendu que plusieurs circonstances permettent de croire le contraire ; — Attendu, en effet, que la voûte qui recouvrait autrefois l'immeuble du sieur Piquet s'appuyait, non seulement sur les pilliers, mais encore sur les murs de la zaouïa ; — Attendu qu'un des murs litigieux était près d'une porte qui faisait communiquer les édifices l'un avec l'autre ; que l'autre mur se prolongeait sur l'immeuble du sieur Piquet par une saillie qui comprenait la moitié de son épaisseur ; — Attendu que ces circonstances ne sont pas contestées ; qu'elles corroborent la présomption légale et établissent jusqu'à l'évidence que les murs dont s'agit sont mitoyens et que le défendeur n'a pas outrepassé ses droits en s'en servant ;

Mais attendu que le sieur Piquet a causé un préjudice à la zaouïa en imposant à ce mur une surchage ; que le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à 250 fr. l'indemnité qu'il doit de ce chef au demandeur, etc.

MM. FABRY, *prés.* ; M. VIAL, *ff. subst.* — Mes GUEYDAN et BODOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 novembre 1894

Succession vacante, curateur, honoraires, fixation, pouvoir du juge.

Les honoraires du curateur à une succession vacante doivent être réglés d'après l'importance de la succession et les soins que la curatelle aura exigés ;

Les tribunaux ont, pour ce calcul, un pouvoir discrétionnaire et doivent s'inspirer des circonstances (1).

(1) V. l'étude sur les successions vacantes publiée *Rev. Alg.* 1894. 1. 92.

(Dessoliers c. St-Julien)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que les appels principal et incident sont réguliers et recevables ;

Au fond : — Sur la légitimité de l'intervention du sieur St-Julien comme curateur aux successions vacantes du canton de Ténès, dans la succession du feu sieur Édouard Dessoliers, décédé à Marseille, le 3 juillet 1893, ayant eu son dernier domicile dans le canton de Ténès : — Attendu qu'elle n'a été, soit en première instance, soit en appel, l'objet entre les parties d'aucune contestation ; — Qu'elle se justifie, d'ailleurs, par les motifs qu'en ont donné les premiers juges dans la décision dont est appel, motifs qu'au surplus et en tant que de besoin la Cour déclare adopter ;

Sur les bases de la remise proportionnelle due au sieur de St-Julien : — Attendu que cette remise doit, aux termes des art. 8 § 3 du décret du 7 octobre 1884, 44 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, être réglée d'après l'importance de la succession et d'après les soins que la curatelle aura exigés ;

Quant à la question de savoir si l'importance de la succession doit, en droit, être nécessairement évaluée d'après son actif net, comme le prétendent les consorts Dessoliers, ou d'après son actif brut, comme le soutient le sieur de St-Julien et ainsi qu'en ont décidé les premiers juges : — Attendu que l'emploi, dans le texte, sans aucune précision, de l'expression, vague et générale, d'importance de la succession, exclut, par lui-même, l'une et l'autre des interprétations proposées ; — Qu'admettre que, par importance de la succession, il faut entendre actif net ou brut de celle-ci, ce serait donner, arbitrairement, au texte une portée qu'il n'a pas et qu'il eût été facile à son rédacteur de lui attribuer si telle avait été son intention ; — Que le vague et la généralité de l'expression qu'il a employée étaient d'ailleurs commandés par la force des choses ; — Qu'en effet, d'une part, le plus souvent, lors de la liquidation de la remise proportionnelle, l'actif net ou brut ne peut être exactement fixé ; qu'il en est de même, plus fréquemment encore, et l'instance actuelle en est un exemple, du passif ; qu'il n'était donc pas possible au législateur de décider que le juge évaluerait rigoureusement l'importance de la succession d'après son actif net ou brut ; — Qu'en effet encore, et d'autre part, la remise devant en être faite non pas seulement d'après l'importance de la succession mais aussi

et en outre d'après les soins donnés à celle-ci par le curateur, il était sans intérêt d'astreindre le juge à un calcul inflexible de cette remise d'après l'actif net ou brut de la succession, puisque, par une appréciation souveraine de la valeur des soins donnés par le curateur à la succession, il peut attribuer à ce dernier la somme qu'il estime équitable de lui accorder ; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède qu'en droit, la remise proportionnelle due à un curateur doit être calculée par les tribunaux usant du pouvoir discrétionnaire dont ils sont en cette matière investis, d'une part, d'après l'importance de la succession, sans être astreints à s'en tenir rigoureusement soit à son actif net, soit à son actif brut, mais en s'inspirant à cet égard des circonstances dans chaque espèce, et, d'autre part, d'après les soins effectifs donnés à la succession par le curateur agissant, il importe de retenir ce point, dans le double intérêt des héritiers et des créanciers, en tenant compte d'ailleurs de la responsabilité par lui réellement encourue ;

Quant aux faits constituant les soins donnés par le sieur de S^{t}-Julien à la succession Édouard Dessoliers: — Attendu qu'on ne saurait légalement admettre que, ainsi qu'il est dit au jugement déféré, les curateurs doivent être largement rémunérés dans les successions importantes, pour compenser celles qui ne leur rapportent rien ; mais que, ce motif écarté, il y a lieu d'adopter au surplus, quant aux faits dont s'agit, les raisons de décider des premiers juges;

En ce qui touche la remise proportionnelle due au sieur de S^{t}-Julien, celui-ci ayant d'ailleurs touché, à titre de frais et émoluments comme greffier ou commissaire priseur, et pour frais comme curateur dans la succession Édouard Dessoliers, la somme de 590 fr. 40 : — Attendu qu'il y a lieu de la fixer, d'après l'importance de la succession, les soins donnés à celle-ci par le curateur, la responsabilité réellement encourue par lui, pour gestion du 3 juillet au 8 octobre 1893, à 1,500 fr. ;

Sur la demande en élévation à 4,000 fr. du chiffre de cette remise réclamée par le sieur de S^{t}-Julien, par voie d'appel incident : — Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'elle est mal fondée;

Quant aux dépens : — Attendu qu'ils doivent être mis, aux termes de l'art. 130 C. pr. civ., à la charge de la partie qui succombe ; — Que si l'appel incident du sieur de S^{t}-Julien est rejeté, il y a lieu de retenir qu'il lui est accordé 1,500 fr. alors que le chiffre de la somme qui lui a été offerte est de 250 fr. ;

Par ces motifs : — Dit régulier et recevable et en partie fondé l'appel principal ; — Émendant quant aux bases et au

chiffre de l'indemnité proportionnelle allouée ; — Dit que celle-ci doit être réglée sur les bases indiquées aux motifs du présent arrêt ; — Réduit à 1,500 fr. le chiffre de cette remise ; — Dit l'appel incident régulier et recevable en la forme ; — Le rejette au fond comme non justifié ; — Confirme, dans ses termes, pour être exécuté en sa forme et teneur, sous les modifications qui précèdent, le jugement déféré ; — Dit que les dépens dont il sera fait masse seront supportés moitié par les héritiers Dessoliers, ès qualités qu'ils agissent, et moitié par le sieur de St-Julien ; — Ordonne la restitution de l'amende principale ; — Condamne le sieur de St-Julien à l'amende de son appel incident envers le trésor ; — Rejette toutes demandes, fins et conclusions contraires aux dispositions qui précèdent.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et MEUNIER, *av.*

TRIBUNAL DE MASCARA (Ch. correct.)

—

7 septembre 1894

—

Contributions diverses, distillerie, appareil en activité, défaut de déclaration, contravention, propriétaire de la distillerie, représentant.

—

Par le fait seul que les appareils de distillation sont mis en activité, le distillateur est obligé d'en faire immédiatement la déclaration sur le registre n° 4, et ensuite le résultat de la fabrication doit être inscrit sur le registre n° 4 A ;

L'omission de ces formalités constitue une contravention, non en matière d'octroi, mais en matière de contributions diverses ou indirectes ;

Pour échapper à l'application de la loi pénale en cette matière, le distillateur arguerait vainement de sa bonne foi, en soutenant qu'il a fait toutes les démarches nécessaires pour se faire remettre par l'administration compétente le registre prescrit par la loi, sans pouvoir y parvenir, et qu'il a pris la précaution de mentionner ses opérations, à défaut de ce registre, sur un cahier de papier, s'il n'a pas pris la pré-

caution de faire constater authentiquement l'impossibilité où il s'est trouvé de se procurer le registre que l'administration est tenue de lui fournir ;

Mais si, dans ce cas, le distillateur est punissable, il n'en est pas de même de son représentant, lorsqu'aucun fait pouvant engager la responsabilité personnelle de ce dernier n'est relevé contre lui.

(Contributions diverses c. Ollagnier et Cie)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la contravention commise par le distillateur Bergeron entraîne, si elle est prononcée, la condamnation du propriétaire, c'est-à-dire d'Ollagnier, mais que la responsabilité de Saubion, représentant d'Ollagnier, n'apparaît point et qu'il doit être renvoyé des fins de la plainte sans dépens ;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par les employés des contributions diverses, faisant foi jusqu'à inscription de faux, que, du 3 au 5 avril 1894, bien que les appareils fussent en activité, aucune déclaration de mise en distillation n'a été portée par le distillateur Bergeron sur le registre nº 4 et que la déclaration constatant les résultats de la fabrication n'a pas été portée, entre les mêmes dates, sur le registre nº 4 A ; — Attendu que les prévenus arguent de leur bonne foi, et prétendent que, le registre nº 4 étant épuisé, ils n'ont pas trouvé à leur domicile les employés qui devaient leur fournir un nouveau registre et que, n'ayant pu arrêter le fonctionnement des appareils mis en activité pour toute la durée du mois, d'après une déclaration régulière, ils se sont vus dans la nécessité d'inscrire les opérations sur un cahier de papier qu'ils représentent au tribunal ; — Attendu que les prévenus auraient dû se préoccuper de cette situation avant le 5 avril et faire constater, authentiquement, qu'ils n'avaient rien négligé pour obtenir le nouveau registre ; — Que, loin de procéder ainsi, il ne résulte même pas du procès-verbal qu'ils aient exhibé le cahier susénoncé aux employés, auxquels ils ont déclaré simplement que l'un d'eux s'était rendu, en leur absence, au bureau de poste pour y prendre un registre ; — Attendu, au surplus, qu'en admettant même leur non-culpabilité à cet égard, ils se sont rendus coupables, incontestablement, du défaut de déclaration des résultats de la fabrication (registre nº 4 A et 4 B), défaut qu'ils ne démentent point

et n'essayent même pas de justifier ou d'expliquer ; — Attendu que ces défauts de déclaration entraînent toutes les conséquences prévues par les dispositions légales, et notamment celles qui résultent de la non-déclaration de la faculté d'entrepôt ; que ces contraventions tombent sous l'application des art. 26-27 de la loi du 28 avril 1816, promulguée en Algérie ; art. 2 du décret du 25 décembre 1884 ; paragraphes 1 et 2 du décret du 27 juin 1887, 36 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 ;

Attendu qu'il s'agit, en l'espèce, d'une contravention en matière de contributions diverses ou indirectes ; qu'en effet, c'est l'art. 46 de la loi de 1816, se référant aux contraventions aux lois sur ces contributions et non à l'octroi qui est applicable, et non les dispositions légales relatives aux octrois ; qu'en conséquence, aux termes de l'art. 42 de la loi de finances du 30 mars 1888, l'art. 463 C. pén. est applicable ;

Par ces motifs : — Renvoie Saubion des fins de la plainte sans dépens ; — Condamne conjointement et solidairement Ollagnier et Bergeron à 25 fr. d'amende ; — Et, en conséquence, les condamne au paiement de 1,665 fr. pour la valeur de ces objets ; celle de 2,892 fr. 31 cent., montant des droits fraudés, et à la somme de 6 fr. 50 cent., coût du procès-verbal avec intérêts de droit de ces sommes et aux dépens.

MM. LOUSTAU, *prés.* ; GOURDIEU DES HAMEAUX, *proc. de la Rép.* — Mes MASSA et SIÈYE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

7 janvier 1895

Domaine de l'État, Tunisie, action en justice, représentation, directeur des finances, remplacement par un agent local.

Le décret beylical du 17 février 1886 exige que les actions intéressant le domaine de l'État soient exercées par le directeur des finances ;

Mais il n'interdit pas à ce fonctionnaire de faire suivre la procédure en son nom par un agent local.

(Abd-El-Gelie c. Directeur des finances tunisiennes)

Premier moyen : — Violation du décret beylical de la régence

de Tunis, du 17 février 1886, en ce que l'action possessoire qui intéressait le domaine de l'État a été irrégulièrement exercée poursuites et diligences du caïd de Medjez-El-Bab, alors qu'aux termes dudit décret, le directeur des finances a seul qualité pour exercer, tant en demandant qu'en défendant, les actions qui intéressent le domaine de l'État;

Deuxième moyen : — Violation des art. 23 et suiv. C. pr. civ., en ce que le jugement attaqué a décidé que la possession annale avec les caractères exigés par la loi n'était pas établie en faveur d'aucune des parties, et les a renvoyées à se pourvoir au pétitoire, par le motif qu'il y avait eu de la part du demandeur et du défendeur simultanément des actes de possession partielle sur le domaine litigieux, alors que le jugement attaqué, constatant que l'exposant a eu incontestablement la possession de la partie cultivée de ce domaine, devait tout au moins le maintenir en possession de cette partie.

ARRÊT

LA COUR, — Sur la fin de non-recevoir opposée au premier moyen : — Attendu qu'il s'agit, non d'une simple nullité de procédure, mais de la question de savoir si l'État a été représenté dans l'instance par le fonctionnaire seul autorisé à le faire, d'où il suit que l'ordre public est intéressé, et que le moyen peut, dès lors, être produit pour la première fois devant la Cour de cassation;

Déclare le moyen recevable;

Sur ledit moyen, au fond : — Attendu qu'il résulte des qualités du jugement attaqué que ce jugement a été rendu entre le sieur Abd-El-Gelil ben Brahim, d'une part, le directeur des finances de la régence de Tunis, représentant le domaine de l'État, poursuites et diligences du caïd de Medjez-El-Bab, d'autre part; — Attendu que si le décret beylical du 17 février 1886 exige que les actions intéressant le domaine de l'État soient exercées par le directeur des finances, cette prescription a été observée dans la cause, ce fonctionnaire y figurant à titre de représentant de l'État, le décret ne lui interdisant pas d'ailleurs de faire suivre la procédure en son nom par un agent local;

Sur le second moyen : — Attendu que le jugement attaqué a refusé au demandeur et au défendeur le maintien en possession par eux respectivement réclamé du fonds dit Garat-El-Moum, et que cette décision est basée sur ce que le fonds a été, de part et d'autre, l'objet d'actes simultanés de jouissance; — Attendu qu'il est allégué par le pourvoi que Garat-

El-Moum comprend deux parties distinctes, l'une pacagère, l'autre cultivée, et que si la possession a pu être promiscuë quant aux actes de pacage, les terres de culture ont été exclusivement exploitées par Abd-El-Gelil ben Brahim, d'où suivrait que, relativement à ces terres, la demande en maintenue possession de celui-ci était fondée ; — Mais attendu qu'il ne ressort pas, d'une façon suffisante du jugement attaqué qu'Abd-El-Gelil ait prétendu dans ses conclusions, et que les juges du fond aient admis dans leurs constatations, que les parcelles momentanément exploitées en culture par celui-ci fussent distinctes de celles sur lesquelles le pâturage s'était exercé en commun ; — Que, dès lors, le moyen proposé manque par le fait qui lui sert de base ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre le jugement du tribunal de Tunis du 13 janvier 1891.

MM. QUESNAY DE BEAUREPAIRE, *prés.* ; PETITON, *rap.* ; RAU, *av. gén.* — Mes LESAGE et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

18 décembre 1894

Liquidation judiciaire, conversion en faillite, art. 19 de la loi du 4 mars 1889, prescription limitative, absence de livres, exagération de la valeur des immeubles, emprisonnement, tribunal, pouvoir d'appréciation.

L'art. 19 de la loi du 4 mars 1889, article dont les prescriptions sont limitatives, n'a compris ni au nombre des cas qui donnent aux tribunaux de commerce la faculté de substituer la faillite à la liquidation judiciaire, ni au nombre de ceux qui leur imposent impérativement l'obligation de prononcer cette substitution, la tenue irrégulière ou l'absence de livres de commerce ;

L'exagération par les faillis de la valeur de leurs immeubles, dépouillée d'ailleurs de manœuvres ou circonstances de nature à lui imprimer un caractère frauduleux, ne saurait être assimilée à cette exagération du passif, à laquelle la loi du 4 mars 1889 attache, à titre de sanction pénale, la déclaration de faillite ;

Aux termes de l'art. 456 C. com., les tribunaux sont autorisés à puiser dans les circonstances de la cause, et même d'office, les motifs qui les déterminent à rapporter la mesure qui a affranchi le failli du dépôt de sa personne.

(Ben Embareck c. Roussel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les consorts Embareck ont interjeté appel : 1° d'un jugement rendu entre eux et la compagnie algérienne le 7 mai 1894, par le tribunal de commerce d'Alger, jugement qui a transformé en état de faillite la liquidation judiciaire dont précédemment le bénéfice leur avait été accordé ; 2° d'un autre jugement qui, sur les poursuites de leur syndic, a ordonné, conformément aux dispositions de l'art. 456 C. com., l'incarcération des faillis ; — Attendu que les appels sont réguliers ; qu'il y a lieu de les recevoir ; — Attendu qu'ayant trait l'une et l'autre à la situation commerciale des appelants, les instances qui ont fait l'objet des jugements déférés sont connexes ; qu'il y a lieu de les joindre et de statuer par un seul arrêt ;

Sur le jugement ayant prononcé la substitution de l'état de faillite à la liquidation judiciaire : — Attendu que les premiers juges ont basé cette décision sur trois circonstances, qu'il échet d'examiner divisément ;

Attendu, d'abord, que c'est sans motifs qu'ils ont trouvé dans l'irrégularité des livres des appelants, ou même dans l'absence absolue de ces livres, un motif péremptoire de déclaration de faillite, substituée à la liquidation judiciaire ; — Attendu, en effet, que l'art. 19 de la loi du 4 mars 1889, article dont les prescriptions sont limitatives, n'a compris ni au nombre des cas qui donnent aux tribunaux de commerce la faculté de substituer la faillite à la liquidation judiciaire, ni au nombre de ceux qui leur imposent impérativement l'obligation de prononcer cette substitution, la tenue irrégulière ou l'absence des livres de commerce ;

Attendu qu'en retenant à l'encontre des appelants les deux autres circonstances dont il leur a fait grief, l'exagération au bilan de la valeur des immeubles, la dissimulation d'une part indivise dans une maison sise rue Sidi-Abdallah, il ne semble pas que le jugement déféré ait fait des circonstances dont s'agit une appréciation exacte, puisqu'il est certain, tout au moins, que, traduit devant le juge d'instruction sous l'incul-

pation de détournement d'actif, et ayant alors fourni des explications, que le jugement déféré ne contrôle ni n'examine, les appelants ont, de ce premier chef, bénéficié d'une ordonnance de non-lieu, qui, jusqu'à démonstration contraire, doit leur profiter, même devant la juridiction civile; — Attendu, d'autre part, que fût-il établi que les appelants ont exagéré la valeur de leurs immeubles, une semblable exagération, dépouillée d'ailleurs de manœuvres ou circonstances de nature à lui imprimer un caractère frauduleux, ne saurait être assimilée à cette exagération du passif à laquelle la loi du 4 mars 1889 attache à titre de sanction pénale la déclaration de faillite; — Que c'est la fraude, en effet, ainsi que l'affirme explicitement le même article, que la loi veut atteindre, et que la simple inexactitude, le mensonge même, lorsque aucune manœuvre ne les accompagne, n'ont pas dans notre législation ce caractère de fraude;

Mais attendu que, les divers éléments qui viennent d'être examinés faisant défaut, il est exact, au contraire, ainsi que l'ont plaidé les intimés, que les faillis ont été condamnés pour banqueroute simple; — Attendu qu'il importe peu que cette condamnation soit intervenue depuis le jugement déféré; — Qu'elle a, quoi qu'il en soit, créé une situation de fait d'où la loi fait dériver impérativement l'obligation pour les magistrats de substituer la faillite à la liquidation judiciaire, à toute période de celle-ci; — Attendu que, conséquemment et par l'unique motif ci-dessus précisé, il y a lieu pour la Cour de maintenir la faillite déclarée par les premiers juges;

Sur le jugement qui a prononcé l'incarcération des faillis: — Attendu qu'aux termes de l'art. 456 C. com., les tribunaux de commerce sont autorisés à puiser dans les circonstances de la cause, et même d'office, les motifs qui les déterminent à rapporter la mesure qui a affranchi le failli du dépôt de sa personne; — Attendu qu'en faisant usage de cette faculté contre des commerçants qui n'avaient ni tenu de livres, ni fait inventaire, les premiers juges ont fait preuve d'une vigilance qui s'imposait, et, loin de contrevenir à la loi, en ont fait une application exacte; — Que depuis leur décision, d'ailleurs, les appelants ont été mis en liberté, et que, quelle que soit la régularité de cette mesure, il en résulte pourtant que la demande de ceux qui en ont légalement ou illégalement bénéficié est aujourd'hui sans intérêt;

Par ces motifs: — Reçoit comme réguliers tant l'appel formé à l'encontre du jugement du 7 mai 1894 que celui formé à l'encontre du jugement du 11 juin de la même année; — Joint comme connexes les deux instances, et statuant par

un seul et même arrêt : — Dit bien jugé, mal appelé ; — Dit qu'à bon droit les premiers juges ont substitué à la liquidation judiciaire, dont avaient bénéficié les appelants, une déclaration de faillite, que rend, au surplus, inévitable leur condamnation pour banqueroute simple survenue depuis le jugement; — Dit qu'à bon droit aussi, le second jugement déféré a rapporté la disposition qui avait affranchi les appelants du dépôt de leur personne ; — Déboute les appelants de leurs autres conclusions ; — Les condamne en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.* — Mes LE DENTU et JOLY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 janvier 1895

Saisie immobilière, commandement, ouverture de crédit, notification, documents accessoires.

Au cas de commandement fait pour une créance résultant d'une ouverture de crédit, il suffit de donner copie du titre contenant la stipulation de cette ouverture, sans qu'il soit besoin de donner également copie de tous les documents propres à déterminer le chiffre des versements effectués.

(Époux Rebeix c. Borastéro)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel interjeté par les époux Rebeix est recevable en la forme ;

Au fond : — Sur le moyen tiré de l'inobservation des prescriptions de l'art. 673 C. pr. civ. : — Attendu qu'aux termes d'un acte reçu par Me Zehler, notaire à Aumale, le 17 octobre 1891, les consorts Rebeix reconnaissaient devoir à Borastéro, qui la leur prêtait, une somme de 15,000 fr., laquelle somme était destinée à désintéresser les sieurs Nyer et Barukel jusqu'à concurrence de 11,420 fr., et Borastéro, personnellement, pour le solde de 15,000 fr., soit 3,580 fr. ; — Qu'à la vérité

Borastéro s'obligeait à désintéresser personnellement Nyer et Barukel, mais que cet engagement n'ôtait pas à l'acte le caractère d'une sorte d'ouverture de crédit ; — Qu'au surplus, il résulte des documents de la cause que Borastéro avait, dès avant l'acte du 17 octobre, désintéressé Nyer et Barukel ; que Nyer a donné quittance notariée le 24 octobre 1891, et que Barukel a donné mainlevée de l'inscription prise pour garantir sa créance à la date du 30 octobre même année ; — Que les consorts Rebeix ne contestent pas d'une façon formelle la réalité de ces paiements, mais prétendent seulement que, aux termes de l'art. 673 C. pr. civ., et à peine de nullité, copie des quittances devait leur être donnée en même temps qu'on leur donnait copie du titre qui sert de fondement à la créance ;

Attendu que l'art. 673 C. pr. civ. ne parle que du titre en vertu duquel la saisie immobilière sera faite et non pas des documents accessoires propres à déterminer le chiffre réel des sommes déboursées par le prêteur ou par l'emprunteur ; qu'il a été jugé, notamment, que le titre dont copie entière doit être donnée en tête du commandement est uniquement celui qui sert de fondement à la créance ; — Qu'ainsi, au cas de commandement fait pour une créance résultant d'une ouverture de crédit, il suffit de donner copie du titre contenant la stipulation de cette ouverture de crédit, sans qu'il soit besoin de donner également copie de tous les documents propres à déterminer le chiffre des versements effectués ; — Que la simple copie du titre d'emprunt suffisait donc, et qu'il était inutile de donner copie des quittances Barukel et Nyer ; — Qu'ainsi, d'ailleurs, que l'ont fait remarquer les premiers juges, l'acte d'obligation du 17 octobre mentionnait une somme due personnellement à Borastéro, et qu'à ce titre seul la copie de l'obligation du 17 octobre était suffisante ;

Sur le moyen tiré de ce que l'obligation du 17 octobre aurait une cause illicite, cette obligation ayant pour cause le prêt de sommes d'argent par Borastéro, tenancier de maison de tolérance, aux consorts Rebeix, également tenancier de maison de tolérance, et lesdites sommes destinées à l'exploitation de cette maison : — Attendu que dans un acte reçu par Me Bérard, en date du 19 septembre 1893, les consorts Rebeix prennent les titres de commerçants et propriétaires ; qu'aux termes de l'acte d'obligation Zehler, du 17 octobre 1891, ils prennent uniquement le titre de propriétaires ; que des documents versés au procès il résulte qu'en effet les consorts Rebeix sont propriétaires de divers immeubles, et notamment d'une grande ferme d'environ 200 hectares, sise à Saïda (avec bâtiments d'habitation et d'exploitation), depuis 1886 ;

— Que Borastéro, beau-frère de Rebeix, avait envoyé des sommes d'argent importantes pour l'exploitation de cet immeuble ; que, dès lors, il est vraisemblable que les emprunts Nyer, Barukel et Borastéro ont été destinés à l'exploitation de cette ferme ; que, dans ces conditions, la cause illicite dont ils excipent n'est nullement justifiée, et que Borastéro établit au contraire que ces prêts d'argent ont été effectués pour l'exploitation dudit immeuble ; — Qu'il n'y a lieu de s'arrêter à la preuve offerte par les consorts Rebeix, les faits articulés par eux n'étant ni concluants ni pertinents ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges qui ne sont pas contraires à ceux du présent arrêt : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme le jugement dont est appel ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Ordonne la confiscation de l'amende ; — Condamne les consorts Rebeix aux dépens.

MM. MÉROT, *ff. prés.*, EON, *av. gén.* — Mes MENEAU et FRUCHIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 janvier 1895

Testament, révocation tacite, testament postérieur, dispositions inconciliables.

Au cas de deux testaments, alors que le second ne révoque pas expressément le premier, le testament postérieur n'annule, dans celui qui l'a précédé, que les dispositions incompatibles ou en contradiction avec les siennes (C. civ., art. 1036).

(Veuve Cousinard c. Guillemard)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de la dame veuve Jules Cousinard est régulier et recevable ;

Au fond : — Sur la question de savoir si le testament olographe du 3 octobre 1884 a été, en ce qui concerne le legs

particulier de 20,000 fr. au profit de la dame Guillemard qu'il renferme, tacitement révoqué par le testament notarié du 3 janvier 1889 : — Attendu que, au cas de deux testaments successifs, alors que le second ne révoque pas expressément le premier, comme dans la cause, le testament postérieur n'annule, aux termes de l'art. 1036 C. civ., dans celui qui l'a précédé, que les dispositions de ce testament antérieur qui sont incompatibles ou en contradiction avec les siennes ; — Attendu que le legs particulier dont s'agit n'a rien d'incompatible ou de contradictoire avec les dispositions du testament du 3 janvier 1889, par lequel le feu Cousinard a eu manifestement pour but de substituer, comme légataire universel définitif et immédiat des biens composant sa succession, sans modifier autrement son testament du 3 octobre 1884, sa femme à la commune de Saint-Denis-du-Sig ; — Que la disposition du testament olographe antérieur, du 3 octobre 1884, qui renferme ledit legs particulier, n'a donc pas été annulée par le testament notarié postérieur, du 3 janvier 1889 ;

Attendu qu'il ressort d'ailleurs du rapprochement des dispositions de ces deux actes que, loin d'avoir eu, au 3 janvier 1889, la pensée de révoquer le legs en question, le sieur Cousinard avait, à cette époque, la volonté ferme et certaine d'y persister et de le maintenir ; — Attendu que cette volonté résulte encore des faits de la cause, notamment de nombreux codicilles, rédigés par le feu sieur Cousinard dans l'intervalle des deux testaments ; du maintien aux mains du notaire qui a reçu son testament authentique de son testament olographe et de ses annexes ; de l'absence complète de motif de révocation du legs particulier en question ; de la persistance des causes qui avaient motivé cette libéralité ; de la connaissance particulière qu'avait le testateur, en sa qualité de notaire, du concours légal, à défaut de révocation expresse, des dispositions de deux testaments successifs non inconciliables et non contradictoires ; — Attendu qu'aux considérations qui précèdent il convient d'ajouter, en les adoptant, sauf quant à l'intention gratuitement prêtée au défunt d'avoir voulu rémunérer, avec l'idée qu'il y était moralement obligé, le sieur Guillemard, en la personne de sa femme ou ses enfants, de propositions officielles en sa faveur, les motifs par lesquels les premiers juges ont statué dans le même sens que le présent arrêt ;

Attendu enfin que le doute, en pareille matière, à supposer qu'il existât, ce qui n'a pas lieu dans la cause, doit s'interpréter dans le sens de la validité des dispositions d'un pre-

mier testament non expressément révoqué par un second ;

Quant à la fixation du jour de la demande en délivrance et du point de départ des intérêts de la somme léguée : — Attendu qu'elle n'a été l'objet d'aucune critique formelle de la dame veuve Cousinard ; qu'elle constitue d'ailleurs une juste application à la cause des art. 1014, 1015 C. civ. ;

En ce qui touche les dépens : — Attendu qu'ils doivent, aux termes de l'art. 130 C. pr. civ., être supportés par la partie qui succombe ;

Par ces motifs : — Dit régulier et recevable en la forme, mais rejette au fond comme non justifié l'appel de la dame veuve Cousinard ; — Confirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il soit exécuté en sa forme et teneur ; — Condamne la dame veuve Jules Cousinard à l'amende et en tous les dépens ;

MM. MÉROT, *f. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et BLASSELLE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

10 janvier 1895

Compétence, bail entre commerçants, acte civil, juridiction civile.

Un bail ne peut jamais constituer qu'un acte civil pour le bailleur même commerçant, louant même à un commerçant, et peu importe que la vente du fonds de commerce et la location servant à son exploitation aient été faites par un seul et même acte ;

En conséquence, la juridiction civile est seule compétente pour apprécier les difficultés relatives à l'exécution dudit bail, et faire application à la matière des dispositions du Code civil sur le contrat de louage.

(Pellet c. Matignon)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le jugement dont est appel a le

caractère d'un jugement interlocutoire; que ce jugement préjuge, en effet, le rejet des exceptions proposées par le défendeur appelant, notamment celle tirée de ce fait, que la machine qui fait l'objet du litige n'est pas indiquée dans le bail; — Que le seul travail d'expertise auquel il a été procédé, nonobstant le présent appel, démontre combien l'accomplissement de cette mission touche le fond même du débat; que l'appel est donc recevable; — Attendu, au surplus, que le jugement est attaqué pour cause d'incompétence *ratione materiæ;* que, par suite et de ce chef encore, il est susceptible d'appel;

Sur la compétence : — Attendu que, suivant acte sous seing privé du 10 janvier 1894, enregistré, le sieur Pellet, appelant, a vendu au sieur Matignon, intimé, un fonds de boulangerie qu'il exploitait à Alger, dans une maison lui appartenant, rue Porte-Neuve, n° 4, et lui a laissé, par le même acte, ladite maison comprenant un rez-de-chaussée, un magasin et deux arrière-magasins, un sous-sol servant d'atelier, un premier étage composé de trois pièces et une cuisine, et une cave, moyennant un loyer annuel de 3,000 fr. payable par trimestre et d'avance; — Attendu que, dans le magasin servant à l'exploitation du fonds de commerce, se trouvait scellée dans le mur une machine à pétrir, dit pétrin mécanique; que c'est la location de cette machine qui fait l'objet du litige; — Attendu, dès lors, que les premiers juges étaient compétents pour connaître de la cause; que le fait de louer un immeuble ne constitue pas un acte de commerce; qu'un bail ne peut jamais constituer qu'un acte civil pour le bailleur, même commerçant, louant même à un commerçant; qu'il importe peu que la vente du fonds de commerce et la location de la maison servant à son exploitation aient été faites par un seul et même acte; que le litige ne porte uniquement que sur une question de location, sur les difficultés qui se sont élevées au sujet de l'exécution du bail; que la juridiction civile était seule compétente pour les apprécier et faire application à la matière des dispositions du Code civil sur le contrat de louage; — Attendu qu'en retenant la cause, les juges consulaires ont excédé les limites de leur compétence; qu'il échet, en conséquence, d'infirmer leur décision;

Attendu que la cause est en état; qu'il y a lieu pour la Cour, conformément aux dispositions de l'art. 473 C. pr. civ., de dire droit au fond; — Attendu que le bail consenti par le sieur Pellet au sieur Matignon ne fait aucune mention de la machine à pétrir dont celui-ci réclame la mise en bon état de fonctionnement; que le sieur Pellet n'a loué, aux termes dudit bail,

que les locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce par lui cédé et, en outre, un appartement composé de trois pièces et d'une cuisine ; — Que si la machine à pétrir, d'une valeur relativement considérable, avait été comprise dans la location, avec l'obligation pour le propriétaire de la mettre en bon état de fonctionnement, et si, comme le prétend le sieur Matignon, elle en était un des éléments importants, il n'eût pas manqué de le faire mentionner spécialement dans le bail; — Que le sieur Matignon a pris possession des lieux loués sans protestations ni réserves au sujet de ladite machine; qu'il ne justifie d'autres réclamations que celles contenues dans son exploit introductif d'instance; que sa lettre du 29 mars, adressée au sieur Pellet, recommandée, refusée par celui-ci, ne fait plus aucune allusion à ces prétentions ; que, par cette lettre, il se borne à réclamer au sieur Pellet une somme d'argent que celui-ci avait touchée pour son compte particulier; que, vainement, il allègue le prix élevé de la location, soit 3,000 fr., pour soutenir que celle-ci devait comprendre forcément l'usage de la machine à pétrir ; que ce prix se justifie par l'importance des lieux loués destinés à une exploitation également importante, ainsi qu'en témoigne l'achalandage à lui cédé ; — Attendu que, du silence des parties et de leur commune intention, il y a lieu d'induire que, hors d'état de fonctionner et inutilisée pour le sieur Pellet lui-même, la machine à pétrir a été laissée en dehors de la location comme un objet désormais sans emploi; — Attendu que l'offre de preuve du sieur Matignon ne saurait être accueillie; qu'elle se trouve prohibée par l'art. 1341 C. civ., aux termes duquel il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes; qu'il doit en être d'autant plus ainsi en matière de bail, conformément aux dispositions de l'art. 1715 du même Code ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel interjeté par le sieur Pellet ; — Et y faisant droit : — Dit la juridiction consulaire incompétente pour connaître de la demande du sieur Matignon, relative à un contrat de bail; — Infirme, en conséquence, et met à néant le jugement déféré, et, statuant au fond conformément aux dispositions de l'art. 473 C. pr. civ. : — Dit le sieur Matignon mal fondé en sa demande; l'en déboute ; — Le condamne aux dépens.

MM. CUNIAC, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes GOUTTEBARON et LEJEUNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

21 décembre 1894

—

Peine, détention préventive, durée, imputation, besoins de l'instruction.

—

Le motif que la détention préventive a été nécessitée par les besoins de l'instruction n'est pas suffisant pour refuser l'imputation sur la peine de la durée de cette détention.

(Min. public c. Kaled Saïd)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'imputation de la détention préventive et sur l'appel du ministère public : — Attendu que, même avant la loi qui a prescrit que la durée de la détention préventive s'imputerait sur la peine, bien souvent les tribunaux tenaient compte, par esprit d'équité, de la durée de la détention préventive pour réduire d'autant la peine ; — Qu'aujourd'hui, grâce à la loi, le juge n'a plus à se préoccuper de la détention préventive pour déterminer la peine ; — Attendu que, s'il peut déroger à la loi, c'est pour des motifs tout particuliers, et non par un motif banal, qui deviendrait de règle dans les greffes et supprimerait la loi, comme celui-ci, que la détention préventive est justifiée par les nécessités de l'instruction, motif qui peut s'appliquer à toutes les affaires ; que la détention préventive n'en est pas moins une conséquence du délit, une répression anticipée, une véritable peine qu'il est juste d'imputer sur la peine prononcée, surtout en Algérie, quand l'arrestation ne résulte pas d'un mandat de dépôt régulier ; — Attendu que, dans l'espèce, rien de spécial ne justifie la dérogation à la loi, et que la peine infligée par le tribunal suffit pour la répression ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels comme réguliers ; — Confirme le jugement du tribunal de Bougie, avec cette modification, que la durée de la détention préventive s'imputera sur la peine ; — Condamne les prévenus aux dépens.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.* ; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.*

TRIBUNAL DE MASCARA (Ch. civ.)

—

6 février 1895

—

Esclavage, décret du 27 avril 1848, constitutionnalité, commerce des esclaves, qualité de Français, déchéance, compétence des tribunaux civils, ministère public, action, qualité.

—

Est constitutionnel le décret du 27 avril 1848, promulgué en Algérie le 9 juin suivant, qui déclare déchu de la qualité de Français celui qui participe au commerce des esclaves;

La perte de la qualité de Français n'est pas une peine de notre droit pénal, mais une déchéance civile;

Par suite, les tribunaux civils sont seuls compétents pour prononcer cette déchéance, et le ministère public a seul qualité pour introduire devant eux une action à cet effet, conformément à l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810 (1).

(Min. public c. Guerbaoui)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit, enregistré, en date du 12 décembre 1894, le sieur Guerbaoui, naturalisé Français, est cité devant le tribunal civil, à la requête du ministère public, pour, « attendu qu'il a participé au commerce des esclaves, s'entendre déclarer déchu de la qualité de citoyen français et condamné aux dépens, conformément aux dispositions du décret du 27 avril 1848, promulgué en Algérie le 9 juin suivant »;

Attendu que le défendeur soutient que le décret susvisé est inconstitutionnel et subsidiairement inapplicable, aucune juridiction n'ayant été désignée pour lui donner une sanction;

Attendu que ce décret, rendu dans la période comprise entre la chute de la monarchie dite de 1830 et la convocation de

(1) V. sur les effets du décret du 27 avril 1848, quant aux droits de succession du maître, Alger, 4 mars 1889 et trib. de Tunis, 21 févr. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 233 et 357).

l'assemblée nationale de 1848, émane d'un gouvernement de fait, sans mandat régulier, ayant assumé la charge de régir provisoirement la France, mais ne réunissant aucune des conditions et garanties nécessaires, d'après le droit public moderne, pour faire des lois capables d'obliger la conscience des Français, principalement en ce qui touche à la liberté, à l'état civil, à l'impôt; — Attendu que les dispositions édictées par les pouvoirs de fait, dans ces périodes où la vie politique normale est suspendue, sont atteintes d'un vice originel, mais peuvent acquérir l'autorité et la dignité de la loi dans le cas où le gouvernement régulier les reconnaît et les légitime en quelque sorte; — Attendu que ces reconnaissance et légitimation ont été obtenues par le décret du 27 avril 1848; — Qu'en effet, les lois du 11 février 1851 et 28 mai 1858 ont prorogé le délai imparti aux propriétaires d'esclaves pour régulariser leur situation et implicitement, par cela même, conféré au décret abolitionniste toute la valeur et la portée légales; — Que le pouvoir législatif, saisi de la question par l'initiative impériale, a admis et fait siennes toutes les dispositions de cet acte, puisqu'il en a modifié deux; que proroger le délai accordé aux possesseurs, c'était reconnaître que l'esclavage était aboli par un texte et que l'on s'exposait aux rigueurs de ce texte en persistant à posséder des esclaves; or, ce texte n'est autre que le décret du 27 avril 1848, et qu'ainsi soutenir, après les lois de 1851 et 1858, qu'il est constitutionnellement inexistant, c'est donner à ces lois mêmes le caractère et l'efficacité légales, et dire que l'esclavage n'est pas aboli et que les propriétaires d'esclaves ne sauraient être inquiétés, bien que la loi ait fixé un dernier délai pour se mettre en règle; — Attendu, en outre, qu'au cours de la discussion de la loi du 26 juin 1889, le sénat vota l'abrogation de ce décret, mais que la chambre des députés ne s'associa pas à ce vote, et que, le projet de loi ainsi modifié ayant été retourné au sénat, celui-ci ne maintint pas son vote d'abrogation; que voter l'abrogation d'un décret, c'est en reconnaître l'existence légale, car on n'abroge pas le néant, et que rejeter complètement ce vote, c'est proclamer plus haut encore et consacrer cette existence d'une manière définitive;

Attendu, sur l'action du ministère public et la compétence du tribunal civil, que le décret susvisé porte, en son art. 8 § 1^er^, que les faits spécifiés entraînent la perte de la qualité de Français; — Attendu qu'ils ne constituent pas un fait délictueux au sens juridique du terme, et que la perte de la qualité de Français qui en est la conséquence n'est pas une peine en droit pénal; qu'en effet, le décret ne dit pas que les faits

qu'il prohibe seront punis de..., mais qu'ils entraînent la perte d'une qualité; qu'il ne les qualifie ni de crime, ni de délit, ni de contravention; que son texte est donc exclusif du caractère pénal; que, tout étant de droit très étroit en matière criminelle et les peines étant énumérées au livre 1er C. pén. (art. 6 à 11), la perte de la qualité de Français ne figure pas dans cette énumération; qu'on ne saurait procéder par voie d'assimilation, très imparfaite d'ailleurs, et prétendre qu'elle est renfermée dans la dégradation civique; qu'enfin, cette perte de qualité n'étant pas une peine admise par notre droit, le fait qui l'entraîne n'est ni un crime, ni un délit, ni une contravention, le caractère du fait criminel résultant, d'après l'art. 1er C. pén., de la peine encourue; — Attendu que l'achat, la vente et la possession d'esclaves est un fait d'une nature particulière entraînant, d'après une disposition spéciale, la perte de la qualité de Français; que cette conséquence est une déchéance ou, si l'on veut, une peine civile qui enlève à celui qui s'y est exposé la jouissance des droits civils et politiques appartenant à tout Français, d'après l'art. 8 C. civ. et les autres textes législatifs;

Attendu que le décret ne nomme pas la juridiction compétente pour statuer sur la déchéance, mais qu'il est inutile de recourir à une analogie toujours dangereuse, et qui doit être même absolument proscrite en matière de déchéance et de privation de droit; que la compétence des seuls tribunaux civils résulte avec évidence et des termes mêmes dans lesquels le débat est posé et de l'ensemble de nos lois; — Attendu que tout ce qui concerne l'état et la capacité des personnes, qu'il y ait à statuer soit sur l'existence de cet état, soit sur ses modifications ou sa perte, est par essence de la compétence des tribunaux civils, protecteurs naturels des citoyens et gardiens des lois; qu'à eux seuls il appartient de dire, hors les cas spécialement prévus par le droit pénal, si un Français a conservé la jouissance des droits inhérents à sa qualité (Cons. d'État, 10 août 1844); que les droits civils s'acquièrent soit par la naissance, soit par la naturalisation, et les droits politiques conformément à la loi constitutionnelle; que telles sont les dispositions expresses du Code civil, en son livre 1er, que peut invoquer devant les tribunaux civils tout Français qui se prétend lésé, et dont l'on peut se prévaloir devant les mêmes tribunaux contre celui qui a encouru une déchéance civile ou politique; qu'attribuer compétence, en ces matières, aux tribunaux d'exception ou à la juridiction administrative, ou bien dénier la compétence à tout tribunal, sous prétexte du silence de la loi, serait priver le Français de ses plus précieuses

garanties, désarmer la loi et méconnaître aux tribunaux civils de l'ordre judiciaire la plénitude de juridiction qui leur appartient ; — Attendu qu'il importe peu que le décret de 1848 ait omis de désigner la juridiction chargée de l'appliquer ; il édicte, en effet, une déchéance nouvelle de la qualité de Français qui doit être ajoutée à celles qu'énumère l'art. 17 C. civ., et dont l'appréciation et le jugement appartiennent aux tribunaux civils, tout comme celle, par exemple, de la situation d'un Français qui s'est établi à l'étranger sans esprit de retour ; — Attendu que l'ordonnance du 9 septembre 1837, statuant sur un cas particulier, n'est que l'application de ces principes incontestables ;

Attendu qu'étant ainsi établie la compétence des tribunaux civils, le ministère public avait qualité pour introduire l'action ; — Attendu qu'institué pour défendre dans toutes les causes les droits de l'État et de la société, il lui appartient de provoquer l'exclusion de ceux qui se sont rendus indignes de continuer à appartenir à la famille française ; que si cette exclusion est une peine civile, son caractère pénal entraîne naturellement l'action du ministère public ; mais qu'il paraît plus juridique d'employer l'expression de déchéance, conforme au texte et à l'esprit du décret, et de dire que le ministère public est compétent parce qu'il doit, aux termes de l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810, en matière civile, surveiller l'exécution des lois, des arrêts et des jugements et poursuivre d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public ; — Attendu que la disposition ayant pour but de faire déclarer un citoyen déchu de la qualité de Français intéresse au plus haut point l'ordre public dans une société démocratique où le vote universel est comme la base de l'organisation politique ; — Attendu que lui seul pouvait poursuivre l'exécution de la disposition légale que le défendeur est soupçonné d'avoir violée ; — Attendu, en effet, que les particuliers, hors le cas d'un intérêt direct, ne possèdent que la faculté de dénonciation, et qu'au ministère public seul, organe de la société, appartient le droit et incombe le devoir de la défendre ;

Par ces motifs : — Statuant en matière civile contradictoirement et en premier ressort : — Se déclare compétent ; — Reçoit en la forme l'action du ministère public ; — Ordonne qu'il sera plaidé au fond ; — Condamne le défendeur aux dépens de l'exception.

MM. LOUSTAU, *prés.* ; CONSTANT, *subst.* — Me VINCI, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

5 février 1895

—

Propriété, Algérie, sénatus-consulte du 22 avril 1863, loi du 28 avril 1887, décret du 22 septembre 1887, délimitation et bornage, réclamation, action spéciale, dispense de mémoire préalable, instance domaniale, décret du 28 décembre 1855, citation, préfet, directeur ou receveur des domaines, sous-préfet, secrétaire de la sous-préfecture, nullité facultative.

—

L'action intentée contre l'État, au cours des opérations prescrites par l'art. 2 de la loi du 28 avril 1887, pour l'application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, est réglée par l'art. 13 du décret du 22 septembre 1887, qui impartit, à peine de nullité, aux intéressés réclamants d'introduire leur demande en justice, par une citation contre qui de droit, dans le délai d'un mois à dater de la notification administrative de l'opposition prévue à l'art. 11 (1);

Par suite, cette action contre l'État n'est pas une action domaniale ordinaire, soumise à l'obligation du mémoire préalable prescrit par l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855 (2);

Toutes notifications ou significations, en matière domaniale, devant, aux termes de l'art. 6 du même décret, être faites au préfet en la personne du directeur des domaines ou, à défaut, du receveur résidant au siège du tribunal compétent, il y a nullité de la citation donnée au préfet en la personne du sous-préfet ou du secrétaire de la sous-préfecture (3);

Mais cette nullité est de celles que les tribunaux d'Algérie ont la faculté d'accueillir ou de rejeter, suivant les circonstances de la cause, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 (4);

Et lorsque la citation a atteint le but qu'elle se proposait,

---

(1, 2) V. en ce sens, Alger, 4 avril 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 305).

(3, 4) Il est intéressant de rapprocher de cette décision celle qui a été

de mettre l'administration en mesure de répondre à l'action dirigée contre elle sans que celle-ci puisse invoquer aucun préjudice, la nullité doit être rejetée par la Cour avec d'autant plus de raison qu'en le faisant, elle se conforme à l'esprit de la circulaire ministérielle du 25 septembre 1858 (1).

---

rendue par la Cour le 12 janvier 1886 (*Rev. Alg.*, 1886. 2. 45). Dans une instance dirigée contre le domaine, l'appel avait été notifié au directeur des domaines, pris comme représentant l'État. La Cour déclare nul cet acte d'appel, et l'annotateur de l'arrêt fait justement remarquer que cette nullité ne pouvait être facultative pour le juge, l'irrégularité consistant à donner à l'État un représentant autre que son représentant légal.

Mais l'irrégularité sur laquelle la Cour avait à statuer dans l'espèce que nous rapportons n'avait pas le même caractère. C'est le préfet qui avait été assigné ; c'est contre lui que l'action avait été dirigée. L'irrégularité ne portait que sur la remise de la citation, qui avait été faite au sous-préfet au lieu de l'être au receveur des domaines ; on peut donc dire qu'elle concernait seulement la forme et non le fond. C'est dans ces circonstances, toutes différentes, que la Cour a cru devoir user de la faculté résultant pour elle de l'art. 69 de l'ordonnance de 1842.

(1) *Instruction ministérielle du 25 septembre 1858.* — Je vous ai fait connaître, par dépêche du 23 août dernier, que je désirais qu'aucune instance judiciaire en matière domaniale ne fût désormais introduite ou soutenue qu'après un examen très attentif de la solidité du droit de l'administration et des considérations d'équité particulières à l'affaire qui pourraient militer en faveur d'une transaction amiable. — Je crois à propos de revenir sur ces instructions sommaires et de les développer, afin que dans aucune circonstance vous ne puissiez hésiter sur la marche à suivre.

Attention scrupuleuse à n'exciper, soit pour l'attaque, soit pour la défense, que d'un droit évident ; rapidité dans la notification et la justification des prétentions ; abstention des expédients de procédure ; esprit de conciliation et d'équité présent à toutes les phases de la discussion, et constamment prêt à tenir compte, pour arriver à un arrangement amiable, de la position personnelle de la partie adverse et de l'importance relative des intérêts en présence ; enfin désistement immédiat, lorsque, dans le cours du procès, l'administration, mieux renseignée, vient à douter de la justice de sa cause. — Telles sont les règles générales que vous aurez dorénavant à suivre dans toutes les matières litigieuses. — J'ajoute que, quand bien même l'État aurait des droits irrécusables à faire valoir sur un immeuble indûment détenu par un tiers, si cet immeuble paraît avoir été acquis de bonne foi, et si, d'ailleurs, il a été mis en valeur, on devra toujours, au lieu d'exercer une action en déguerpissement contre le tiers détenteur, s'efforcer d'abord de l'amener à composition en lui offrant de régulariser sa situation par une cession amiable.

Je tiens essentiellement à accorder ainsi un juste encouragement aux colons méritants en leur garantissant la paisible jouissance du fruit de leur travail et la possibilité d'appliquer à leurs cultures le capital de temps et

(Consorts Ben Matri c. Préfet d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de M. le préfet d'Oran, ès-qualité, est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu qu'à l'action des intimés l'appelant, devant la Cour comme devant les premiers juges, oppose deux exceptions tirées, la première du défaut par Brahim ben Matri et consorts du dépôt d'un mémoire préalable, la seconde de la nullité de la citation provenant de ce qu'elle aurait été laissée dans les bureaux de la sous-préfecture de Tlemcen au lieu d'être portée dans ceux du receveur des domaines; qu'il y a lieu d'examiner le mérite de ces deux moyens;

Sur le premier moyen : — Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, non d'une action domaniale ordinaire soumise aux prescriptions de l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855, mais d'une contestation soulevée au cours ou à la suite des opérations de délimitation du domaine forestier, pour lesquelles le décret postérieur du 22 septembre 1887 a prescrit une procédure spéciale; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 10 de ce décret, le procès-verbal de délimitation doit être, avec le plan à l'appui, déposé ès-mains du président de la djemâa, après avis préalable aux intéressés de formuler leurs réclamations dans le délai d'un mois; que l'art. 11 donne à l'administration le même délai pour faire opposition aux réclamations; qu'enfin, l'art. 13 accorde aux réclamants un autre délai d'un mois, et ce à peine de nullité, pour introduire, par une citation contre qui de droit, leur demande en justice; — Attendu qu'il résulte bien des dispositions de ce dernier article

---

d'argent qu'ils dépenseraient inutilement en luttes judiciaires. — Mais il importe d'obvier à ce que l'application de ces principes puisse raviver l'esprit de fraude et d'usurpation. — S'il est dans mes intentions de traiter avec une grande bienveillance les colons honnêtes, je n'entends nullement procéder de la même manière à l'égard des hommes qui semblent s'être fait une profession d'exploiter toutes les obscurités du code musulman au profit de leur avidité, et dont les noms se retrouvent toujours dans les contrats d'acquisitions litigieuses. — Quand l'administration sera ainsi en présence d'un adversaire de mauvaise foi, elle devra au contraire exercer rigoureusement la revendication de ses droits.

Je vous recommande de veiller à ce que ces règles soient ponctuellement observées à l'avenir, et servent de guide pour terminer les affaires actuellement pendantes devant les tribunaux de votre département.

que ce n'est pas par un mémoire, mais par une citation préalable, que, dans les contestations de l'espèce, et dans le délai d'un mois, la justice doit être saisie ; que l'obligation du dépôt d'un mémoire est remplacée, dans cette procédure spéciale, par celle que l'art. 10 du décret du 22 septembre 1887 impose aux réclamants, à peine de nullité, d'indiquer dans une réclamation écrite la nature, la contenance approximative, la situation et au moins deux tenants et aboutissants de l'immeuble réclamé; que, de cette façon, l'administration est suffisamment renseignée sans qu'il soit besoin d'un mémoire préalable sur l'objet exact de la demande dirigée contre elle; — Attendu, d'un autre côté, que le délai si court d'un mois imparti aux réclamants pour introduire leur demande en justice est inconciliable avec les formalités du mémoire préalable prescrit par l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855; — — Qu'il y a donc lieu de rejeter cette première exception, comme l'ont fait les premiers juges;

Attendu qu'aux termes de l'art. 6 du décret du 28 décembre 1855, la citation doit être donnée au préfet en la personne du directeur des domaines ou, à défaut, du receveur résidant au siège du tribunal qui doit connaître du litige; que la citation donnée au préfet dans la personne du sous-préfet ou du secrétaire de la sous-préfecture ne constitue pas seulement une irrégularité, mais bien une nullité, puisque aux termes de l'art. 70 C. pr. civ. les prescriptions relatives aux assignations doivent être observées à peine de nullité; que c'est donc à tort que le jugement entrepris, se basant sur l'art. 1030 du même Code, s'est refusé à voir une nullité dans la citation qui fait l'objet de l'exception soulevée par l'appelant;

Mais attendu qu'il est constant, en fait, que cette citation a atteint le but qu'elle se proposait, de mettre l'administration compétente en demeure et en mesure de répondre à l'action dirigée contre elle; que cette administration n'a éprouvé aucun préjudice de l'irrégularité de la citation, et qu'on se trouve, par suite, incontestablement dans l'un des cas où, en Algérie, le juge peut facultativement accueillir ou rejeter les nullités d'actes d'exploit et de procédure; — Qu'il échet d'autant plus d'appliquer à la cause actuelle cette faculté admise par l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et de déclarer valable, malgré son irrégularité, la citation dont s'agit, que, ce faisant, la Cour s'inspirera d'une circulaire ministérielle du 25 septembre 1858 sur les instances domaniales (Ménerville, 1er vol., *v° Procédure judiciaire*, p. 575) recommandant aux agents de l'administration la rapidité dans la notification et la justification des prétentions, l'abstention

des expédients de procédure, l'esprit de conciliation et d'équité, etc., et, en outre, parce que accueillir sur ce point les conclusions de l'appelant, ce serait mettre les intimés dans l'impossibilité de soumettre aux tribunaux la connaissance du fond du litige ; — Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé les premiers juges, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux présents ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit bien jugé, mal et sans grief appelé ; — Confirme le jugement déféré et condamne l'appelant, ès-qualité, à l'amende et aux dépens.

MM. HUGUES *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes BORDET et CHARPENTIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

18 mars 1895

Prescription, Tunisie, impôts fonciers, carroube, annuités, loi tunisienne, applicabilité.

Les immeubles étant régis, aux termes de l'art. 3 C. civ., par la loi du pays où ils sont situés, il en est de même des impôts et charges publiques dont ils peuvent être grevés et des obligations incombant aux propriétaires en cette qualité ;

Par suite, c'est à cette même loi qu'il faut recourir pour savoir si les annuités de l'impôt foncier sont prescriptibles, et dans quel délai ;

L'établissement du protectorat français en Tunisie n'a nullement modifié, en ce qui concerne les rapports de la Tunisie et de la France, la règle du droit international privé prévue par l'art. 3 C. civ. ;

En conséquence, c'est en violation dudit article qu'un jugement d'un tribunal français de la régence a appliqué à la prescription des annuités de l'impôt de la carroube la règle de l'art. 2227 du même Code (1).

---

(1) Cpr. trib. de Tunis, 19 nov. 1894 *(suprà*, p. 13).

(Ville de Tunis c. Dame Garsin)

Il existe à Tunis une taxe sur la propriété bâtie, dite « carroube, » et perçue au profit de la municipalité. Le 24 janvier 1891, la municipalité de Tunis fit pratiquer une saisie-arrêt, pour plusieurs annuités arriérées dudit impôt, sur les loyers d'une maison appartenant à Hamida ben Ayed. Une contribution fut ouverte. Un des créanciers produisants, la dame Garsin, tout en reconnaissant le privilège attaché à la créance de la municipalité, soutint qu'une partie de la somme réclamée par celle-ci était atteinte par la prescription. Cette prétention fut accueillie par un jugement du tribunal de Tunis, du 17 avril 1893.

La ville de Tunis s'est pourvue en cassation contre ce jugement. — Moyen unique : « Violation des décrets beylicaux, approuvés par le résident général de France à Tunis, qui régissent le recouvrement de l'impôt, et des principes qui régissent le droit international privé, en ce que le jugement attaqué a appliqué dans l'espèce la législation française sur la prescription. »

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 3 C. civ. ainsi conçu : « Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. »

Attendu que les immeubles sont régis par la loi du pays où ils sont situés ; qu'il en est de même des impôts et charges publiques dont ils peuvent être grevés et des obligations imposées aux propriétaires en cette qualité ; que, par suite, c'est à cette même loi qu'il faut recourir pour savoir si les annuités de l'impôt foncier sont prescriptibles, et dans quel délai ;

Attendu que la ville de Tunis poursuivait Hamida ben Ayed en paiement d'une somme totale de 7,562 piastres, soit 4,537 fr. 50 cent., montant de l'impôt foncier dit « carroube, » du 13 octobre 1882 au 13 octobre 1891 ; que, lors du règlement de la contribution ouverte, la dame Allegra Garsin, se prétendant créancière dudit Hamida ben Ayed, a soutenu que la créance de la ville était prescrite pour les annuités dont l'échéance remontait à plus de cinq ans, et que le tribunal, accueillant cette contestation et appliquant l'art. 2277 C. civ., a réduit à 3,472 fr. 50 cent. le principal de la collocation privilégiée accordée à la ville de Tunis dans le règlement provisoire de

la contribution; — Attendu que l'établissement du protectorat français en Tunisie n'a nullement modifié, en ce qui concerne les rapports de la Tunisie et de la France, la règle de droit international posée par l'art. 3 C. civ.; — Attendu, dès lors, qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait, le jugement attaqué a faussement appliqué l'art. 2277 C. civ. et, par suite, violé l'art. 3 du même Code;

Par ces motifs : — Casse le jugement du tribunal de Tunis du 17 juillet 1893 et renvoie la cause devant le tribunal de Sousse.

MM. MAZEAU, *prem. prés.;* DARESTE, *rap.;* RAU, *av. gén.* — Me LESAGE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 janvier 1895

Effets de commerce, endossement après l'échéance, validité.

L'endossement sérieux et non frauduleux d'un effet de commerce, fait même après l'échéance, produit tous les effets de l'endossement régulier (1).

(Cherfils c. Compagnie de navigation autrichienne)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Au fond : — Sur la demande principale de la société autrichienne de crédit contre l'appelant en paiement de la traite impayée et de ses accessoires; — Attendu qu'il est constant que Cherfils, au regard de ladite société autrichienne, est débiteur de la traite par lui fournie en paiement du fret sur les affréteurs; que vainement il lui refuse la

---

(1) Jurisprudence constante. V. civ. cass., 18 août 1856 (Sir. 57. 1. 586). — La même solution est facilement admise par les auteurs pour les effets *inter partes;* mais elle est plus controversée pour les effets que l'endossement produit à l'égard des tiers. V. Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial,* n° 1094. La loi belge (art. 26) admet la solution d'une façon absolue.

qualité de tiers porteur ordinaire sous prétexte que la transmission par endossement après l'échéance ne serait valable qu'autant que l'effet de commerce n'aurait pas été protesté, le protêt fixant la créance entre les mains de celui à la requête de qui il a été fait; — Attendu, en effet, que l'endossement sérieux et non frauduleux, même fait après l'échéance, produit tous les effets de l'endossement fait avant l'échéance, et que dans l'espèce il n'est allégué aucune fraude de la part de la société autrichienne de crédit; — Attendu que cette demande s'agite uniquement entre la société autrichienne, tiers porteur de la traite, et Cherfils, tireur de cette même traite; que Saint-Foix et C^ie^ ne pourraient à aucun titre être obligés au paiement de cette traite sur laquelle ne figure pas leur signature;

Sur la demande en garantie formée par l'appelant contre Saint-Foix et C^ie^ : — Attendu que s'il n'existe entre eux et Cherfils aucun lien de droit au titre de la traite fournie par ce dernier sur les affréteurs en paiement du fret, il résulte des circonstances de la cause qu'il n'en existe à aucun titre; que Saint-Foix et C^ie^ n'ont jamais été tenus de payer le fret pour le transport de mélasses d'Alexandrie à Alger; que ce fret était dû par le sieur Léon Heller, expéditeur de mélasses, qui avait traité pour ce transport avec Cauze d'Esson, affréteur du navire *Quarnero*, et commettant de Cherfils; — Attendu, il est vrai, que Léon Heller, désireux d'éviter l'avance du fret, ayant prié Saint-Foix et C^ie^ de le payer en son acquit, en imputant le montant sur le prix des mélasses, ceux-ci ont par pure obligeance acquitté le montant du fret dû, en payant une traite de 11,700 fr. tirée sur leur caisse par Cauze d'Esson et en versant à Cherfils, son agent à Alger, une somme de 1,500 fr.; mais qu'on ne saurait faire découler de ce fait pour la maison Saint-Foix et C^ie^ la preuve qu'elle fût personnellement débitrice du fret et par suite tenue de l'obligation de garantir Cherfils contre l'imprudence qu'il a commise lui-même en faisant confiance à ses commettants tombés en déconfiture; — Attendu en outre que Cherfils, ayant agi comme agent de Cauze d'Esson, ne saurait avoir plus de droits que ceux-ci qui avaient pour le paiement du fret une action contre Léon Heller, non contre la maison Saint-Foix; que dans tous les cas cette action était éteinte par le paiement de la traite de 11,700 fr. et le versement de la somme de 1,500 fr.;

Attendu que la traite objet du procès représente un règlement de fret entre affréteurs et armateurs auquel Saint-Foix et C^ie^, destinataires des mélasses, sont complètement étrangers; — Que c'est par suite à bon droit que le jugement

entrepris a rejeté la demande en garantie formée par l'appelant contre la maison Saint-Foix et Cie et a mis celle-ci purement et simplement hors de cause;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond : — Confirme purement et simplement le jugement attaqué, tant en ce qui concerne la demande principale de la société autrichienne contre Cherfils qu'en ce qui touche la demande en garantie de celui-ci contre Saint-Foix et Cie dont il est débouté; — Dit que le jugement sortira son plein et entier effet.

MM. HUGUES, *ff. prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes HUARD, TILLOY et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

5 février 1895

Chemins de fer, frais accessoires de manutention, régime applicable, arrêté ministériel du 25 mai 1887.

Les frais accessoires sur les chemins de fer algériens, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins des compagnies, restent soumis au régime de l'arrêté ministériel du 25 mai 1887, auquel n'ont dérogé ni l'arrêté du 27 décembre 1887, ni ceux des 2 mars et 23 août 1893.

(Cie P.-L.-M. c. Daprela)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Attendu que, aux termes de l'art. 47 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, régissant la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, le règlement des frais accessoires, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins des compagnies, doit être soumis à l'approbation du ministre des travaux publics;

— Que l'arrêté ministériel du 25 mai 1887, portant règlement des frais accessoires sur les chemins de fer algériens, a été pris sur les propositions des compagnies, ainsi qu'il résulte des termes mêmes de cet arrêté ; — Qu'il remplit en conséquence les conditions de validité prescrites par l'ordonnance précitée ; — Qu'il est clair et précis et ne comporte point d'interprétation ; — Qu'il échet donc de l'appliquer en la cause ;

Attendu qu'il dispose en son titre 2, § 2, manutention, petite vitesse, que... pour les marchandises transportées par wagon complet de 4,000 kilog. et au-dessus ou par expédition d'un poids équivalent, les droits à percevoir se décomposent ainsi : 1° frais de chargement au départ, 0,30 c. ; 2° frais de déchargement à l'arrivée, 0,30 c. ; 3° frais de gare au départ, 0,20 c. ; 4° frais de gare à l'arrivée, 0,20 c. ; et que, pour ces mêmes marchandises, il sera déduit 0,30 par tonne, lorsque le chargement au départ sera laissé au soin de l'expéditeur ; — Que c'est ce tarif ainsi établi que la Cie P.-L.-M. était tenue d'appliquer aux expéditeurs dont s'agit en la cause ;

Attendu que la compagnie soutient que les frais accessoires ainsi réglés ont été successivement modifiés : 1° par un arrêté du ministre des travaux publics du 27 décembre 1887 ; 2° par un arrêté ministériel du 2 mars 1893, portant homologation d'un tarif spécial n° 7 nouveau ; 3° par un arrêté ministériel du 23 août 1893, homologuant diverses modifications aux tarifs de transport ; — Attendu, en ce qui touche l'arrêté ministériel du 27 décembre 1887, que les termes de cette décision, comme les propositions de la compagnie qui l'ont provoquée, telles qu'elles sont précisées dans l'affiche de la compagnie, qui les a publiées à la date du 24 septembre précédent, visent exclusivement les droits d'emmagasinage, de stationnement des wagons, et les conditions de chargement et de déchargement des animaux dangereux ; — Que cet arrêté, n'ayant rien innové en ce qui touche les frais de manutention, n'a point, à cet égard, abrogé tacitement les dispositions de l'arrêté du 25 mai précédent, pas plus qu'il ne les a abrogées expressément ; — Que ces frais accessoires sont par suite restés régis par l'arrêté du 25 mai 1887 ;

Attendu, en ce qui concerne l'arrêté du 2 mars 1893, qu'il s'est borné à des dispositions relatives au transport des marchandises sur les voies du port de Philippeville, dispositions dont aucune n'est incompatible ou inconciliable avec celles de l'arrêté du 25 mai, touchant les frais accessoires ;

Attendu enfin, quant à celui du 23 août 1893, qu'il règle à nouveau les tarifs de transport à petite vitesse des marchandises de toute nature sur les lignes d'Alger à Oran et de Phi-

lippeville à Constantine, en spécifiant que dans ces tarifs, pour cette dernière ligne, ne sont point compris les frais accessoires de chargement, de déchargement et de gare ; — Que, ne modifiant rien quant à ces frais accessoires, cet arrêté les laisse régis par les dispositions précédemment en vigueur, suivant le principe posé par l'art. 47 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, aux termes duquel, jusqu'à décision nouvelle du ministre des travaux publics, les anciens tarifs des frais accessoires continuent à être perçus ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que les moyens proposés par la Cie P.-L.-M. ne sont point fondés ; — Que, par suite, les premiers juges ont décidé à bon droit que l'arrêté ministériel du 25 mai 1887, qui fixe à 0,70 c. par tonne, le chargement au départ étant laissé aux soins de l'expéditeur, les frais accessoires à percevoir par la Cie P.-L.-M. pour la manutention des marchandises transportées par wagon complet de 4,000 kilog. et au-dessus, ou par expédition d'un poids équivalent, sur la ligne de Philippeville à Constantine, doit être appliqué à toutes les expéditions faites par les intimés du 10 janvier 1889 au 31 décembre 1893 ; — Que c'est donc sur ces bases que les experts commis par la décision attaquée devront rechercher et déterminer les sommes indûment perçues par ladite compagnie ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit, en la forme, l'appel de la Cie P.-L.-M. ; — L'en démet au fond et la déboute de ses fins et conclusions ; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré, et dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Condamne la Cie P.-L.-M. à tous les dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes ROBE et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

17 novembre 1894

Élections, tentative de fraude, partie civile, préjudice, preuve, action en dommages-intérêts, acquittement du prévenu, demande reconventionnelle en dommages-intérêts, lettre missive, propriété, restitution.

L'action en dommages-intérêts dirigée contre un prévenu de tentative de fraude en matière électorale, par le moyen

d'une lettre écrite par le prévenu à un électeur, ne peut être déclarée recevable qu'autant que la partie civile établit l'existence d'un préjudice réel et personnel à elle causé par cette lettre missive ;

En cas d'acquittement du prévenu, celui-ci est fondé, aux termes de l'art. 191 C. inst. crim., à former contre la partie civile poursuivante une demande reconventionnelle en dommages-intérêts ;

Une lettre missive, étant la propriété du destinataire, ne saurait être restituée à celui qui l'a écrite que du consentement et en la présence de ce destinataire.

(Barrault c. Heil)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Barrault contre le jugement du tribunal correctionnel de Blida, du 23 février 1894 ; — Disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel ;

Attendu que l'appelant a, suivant exploit de Masson, huissier à Miliana, du 5 février 1894, fait citer Heil devant la juridiction criminelle de Blida pour le faire condamner à lui payer la somme de 100 fr. à titre de réparation du préjudice à lui causé par une tentative de fraude électorale qu'il impute à ce dernier, et que celui-ci aurait commise lors des élections municipales complémentaires qui ont eu lieu dans la commune de Lavarande, le 26 novembre 1893, en écrivant à un sieur Cabirol, électeur, une lettre ainsi conçue : « Cher Cabirol, des élections complémentaires auront lieu à Lavarande dimanche prochain, 26 novembre courant. Comme vous êtes électeur de notre commune, je crois pouvoir compter sur vous. Venez à Lavarande dimanche sans manquer. Je vous payerai votre journée et vous rembourserai vos frais de voyage. Comptant sur vous, je vous serre cordialement la main. Signé : Heil. »

Attendu que, devant les premiers juges, Heil a conclu au rejet pur et simple de cette demande ; qu'il a, de plus, reconventionnellement réclamé à Barrault, en cas d'acquittement, 1° la somme de 100 fr. à titre de dommages-intérêts et 2° la restitution de la lettre écrite à Cabirol ; — Attendu que le jugement attaqué a déclaré irrecevable la demande de Barrault et a condamné ce dernier à 1 franc de

dommages-intérêts envers Heil ; qu'il a encore condamné Barrault à restituer à Heil la lettre de Cabirol, à peine de 5 fr. par jour de retard ; — Attendu que Barrault demande l'infirmation de ce jugement et reprend devant la Cour, par l'organe de Me Meneau, son avocat, ses prétentions de première instance ; — Que, de son côté, Heil conclut à la confirmation du jugement entrepris ; — Attendu que le ministère public n'a point interjeté appel de ce jugement ; — Qu'il se borne à déclarer qu'il s'en rapporte à la justice sur les demandes respectives des parties ;

En ce qui touche la demande de Barrault : — Attendu que c'est à bon droit que les premiers juges ont refusé de la recevoir ; — Attendu, en effet, que l'existence du préjudice réel et personnel causé à Barrault par la lettre de Heil à Cabirol se trouvait, en fait, dépourvue de toute justification ; — Que l'intérêt direct de son action faisait donc en réalité défaut dans la cause ;

En ce qui touche la demande reconventionnelle de Heil en dommages-intérêts : — Attendu que cette demande se fondait sur les dispositions de l'art. 191 C. inst. crim., qui, en cas d'acquittement, permet au prévenu de réclamer à la partie plaignante la légitime réparation du préjudice que lui a causé son action injuste et vexatoire ; — Attendu que les premiers juges ont, dès lors, à bon droit, accueilli le principe de ladite demande ; — Qu'il échet, sur ce point, de maintenir la décision qu'ils ont rendue ;

En ce qui touche la restitution à Heil de la lettre de Cabirol : — Attendu que cette lettre est la propriété du destinataire ; — Qu'elle ne saurait être restituée à Heil, hors la présence et à défaut du consentement de ce destinataire ; — Qu'en l'état, donc, la demande de Heil demeure irrecevable ;

Par ces motifs : — Confirme la décision des premiers juges en tant qu'elle a déclaré la demande de Barrault irrecevable et a condamné celui-ci à payer à Heil la somme de 1 franc à titre de dommages-intérêts ; — Ordonne que, quant à ces dispositions, ladite décision sortira son plein et entier effet ; — L'infirme, au contraire, dans la disposition qui a ordonné la restitution par Barrault à Heil de la lettre de Cabirol à peine de 5 fr. de dommages-intérêts par chaque jour de retard ; — Et statuant à nouveau quant à ce : — Déclare Heil irrecevable en sa demande de ce chef ; — Condamne Barrault en tous les frais du procès.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; EON, *av. gén.* — Mes JOUYNE et MENEAU, *av.*

CONSEIL DE RÉVISION D'ALGER

27 décembre 1894

Conseil de guerre, témoins à décharge, moyen non produit devant les juges du fond, irrecevabilité, citation anticipée, art. 109 et 111 C. just. mil., pluralité d'accusés, circonstances aggravantes.

Est irrecevable devant le conseil de révision le moyen tiré de ce que l'accusé n'a pas été mis à même de faire entendre des témoins à décharge, lorsque ce moyen n'a pas été produit devant les juges du fond ;

Commet un excès de pouvoir le commissaire du gouvernement qui cite les témoins à charge dans une affaire sur laquelle le général n'a pas encore statué ni pu faire connaître la décision qui interviendrait après l'examen du dossier ; cette irrégularité ne peut toutefois vicier le jugement, lorsque les intérêts du condamné n'ont pas été lésés ;

Si les circonstances aggravantes matérielles sont communes à tous les coaccusés d'un même crime et ne peuvent être résolues différemment pour chacun d'eux, il n'en est pas de même des circonstances aggravantes purement morales d'intention, telles que la préméditation et le mobile du crime, qui sont, par leur nature même, personnelles à chaque accusé.

(Ben Terbah ben Seddik c. Min. pub.)

ARRÊT

LE CONSEIL, — Vu le recours en révision non motivé du condamné et les conclusions de Me Cadoret, avocat à la Cour d'Alger, tendant à l'annulation du jugement précité et se fondant sur les deux moyens suivants :

Premier moyen tiré de la violation de la liberté de la défense, en ce que l'ordre de mise en jugement a été signé par M. le général commandant la division d'Alger à la date du 26 novembre dernier ; que la notification de cet ordre a été faite

le même jour à l'accusé en même temps que la liste des témoins cités à la requête du commissaire du gouvernement, pour l'audience du 4 décembre suivant, et que le délai laissé à l'accusé entre le 26 novembre et le 4 décembre était matériellement insuffisant pour que celui-ci pût faire citer des témoins demeurant au cercle de Laghouat au même lieu que les témoins cités par le commissaire du gouvernement ; qu'enfin l'insuffisance de ce délai est si manifeste que les témoins entendus à la requête de l'accusation ont été cités par cédules datées du 19 novembre, alors que l'ordre de mise en jugement n'est que du 26 novembre ;

Deuxième moyen tiré de ce que les questions posées au conseil de guerre et les réponses faites par lui touchant le nommé Ben Terbah ben Seddik et son coaccusé Kouider ben el Hirèche concernent un même homicide, un seul et même délit de vol ; que ces réponses écartent pour ce dernier condamné les circonstances aggravantes de préméditation et de concomitance, tandis qu'elles les retiennent pour le demandeur ; d'où il suit que ces réponses, en ce qui concerne les circonstances aggravantes de concomitance, sont contradictoires et entraînent la nullité du jugement ;

Sur la première branche du premier moyen : — Vu l'art. 109 C. just. mil. ;

Attendu, en fait, qu'il résulte des pièces portant les nos 88 à 95 que, le 26 novembre 1894, M. le général commandant la division militaire d'Alger a donné l'ordre de mise en jugement concernant Ben Terbah ben Seddik et ses deux coaccusés, et a ordonné que le conseil de guerre chargé de les juger se réunirait le 4 décembre suivant ; — Que ce même jour toutes les formalités prescrites par l'article susvisé ont été remplies et que l'accusé n'a pas demandé à faire citer des témoins à décharge ; — Attendu que si Me de Méredieu, le défenseur qui a assisté l'accusé à l'audience, jugeait l'absence de témoins à décharge susceptible d'affecter les intérêts de sa défense, il aurait dû saisir d'une demande de sursis le conseil de guerre, qui aurait statué sur cette réclamation ; — Attendu que le procès-verbal du jugement ne mentionne aucun incident à ce sujet ; d'où il suit qu'il y a présomption légale qu'aucune demande de sursis n'a été formulée ;

Attendu, en droit, que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, n'est pas recevable le moyen tiré de ce que l'accusé n'aurait pas été mis à même de faire entendre des témoins à décharge, lorsque ce moyen n'a pas été produit devant les juges du fond ;

Par ces motifs : — A l'unanimité, rejette cette branche du premier moyen ;

Sur la deuxième branche du premier moyen : — Vu les art. 108, 109 et 111 C. just. mil. ;

Attendu, en fait, qu'il résulte d'une mention insérée sur l'inventaire des pièces de la procédure paraphée par le greffier du conseil, ainsi que des pièces portant les nos 87 et 88 du dossier, que le commissaire du gouvernement a cité, le 19 novembre, les témoins qu'il se proposait de faire entendre ; qu'il a seulement demandé la mise en jugement le 23 du même mois et que M. le général commandant la division a prononcé le 26 cette mise en jugement ;

Attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison des articles susvisés que le général commandant a seul le droit de statuer sur la mise en jugement et d'ordonner la convocation du conseil de guerre et qu'il n'est nullement lié par les conclusions du commissaire du gouvernement ; — Attendu qu'en citant dès le 19 novembre les témoins qu'il se proposait de faire entendre dans une affaire sur laquelle le général n'avait pas encore statué ni pu faire connaître la décision qui interviendrait après l'examen du dossier, le commissaire du gouvernement a commis un excès de pouvoir et violé les dispositions formelles desdits art. 109 et 111 ; — Mais attendu que cette irrégularité, qui doit être sévèrement relevée et, en tous cas, proscrite à l'avenir, peut être considérée comme n'ayant pas nui aux intérêts de l'accusé, puisque ces témoins, dont les noms lui ont été régulièrement notifiés, ont comparu et ont été entendus, sans réclamation de sa part, le jour qui a été indiqué par le général pour la comparution de l'accusé devant le conseil de guerre ;

Par ces motifs : — A l'unanimité, rejette cette deuxième branche du premier moyen ;

Sur le deuxième moyen : — Vu les art. 132 C. just. mil., 337 C. inst. crim., 302 et 304 C. pén. ;

Attendu, en fait, que Ben Trebah ben Seddik était renvoyé devant le conseil de guerre, conjointement avec Kouïder ben El Hirèche et un autre indigène, lesquels ne se sont pas pourvus, comme accusés : 1° d'homicide volontaire commis avec préméditation sur la personne de l'indigène Mohamed ben Ahmed, lequel homicide a eu pour objet de préparer, faciliter et exécuter le délit de vol ci-après spécifié ; 2° de vol d'une djebira contenant environ 3,000 fr. appartenant à la victime précitée ; qu'après avoir, pour chacun des accusés, répondu affirmativement aux questions principales d'homicide volontaire et de vol, les juges du conseil de guerre, saisis, sur cha-

cune des circonstances aggravantes ci-dessus précitées, d'une question ainsi libellée pour chaque accusé et placée après le fait principal qu'elle concerne : « 1° L'accusé a-t-il agi avec préméditation ? 2° L'homicide volontaire spécifié en la question (première question pour le premier accusé, et huitième pour le deuxième), a-t-il eu pour objet de préparer, faciliter ou exécuter le délit de vol ci-dessus spécifié ? » ont répondu à chacune de ces questions par des déclarations affirmatives en ce qui concerne Ben Terbah ben Seddik et par des déclarations négatives en ce qui concerne Ben El Hirèche ;

Attendu, en droit, que si les circonstances aggravantes tenant à des faits matériels, telles que les circonstances du lieu, du moment, du concours de plusieurs personnes, de port d'armes apparentes ou cachées par l'un des coupables, d'escalade ou d'effraction et même de concomitance de l'homicide avec un autre crime, engagent la responsabilité de tous ceux qui y ont participé, font que le crime est un et que les déclarations des juges sur ces circonstances ne peuvent, sans être contradictoires et entraîner la nullité du jugement, être différentes pour chacun des coauteurs, il n'en est pas de même des circonstances aggravantes purement morales d'intention, qui, par leur nature même, sont personnelles à chacun d'eux : — Qu'il en est ainsi de la préméditation qui est l'objet de la première des deux questions ; — Qu'il en est de même du mobile du crime qui est l'objet de la seconde ; — Attendu que ces principes ont été affirmés par la Cour de cassation dans un arrêt du 12 décembre 1889 ; — Attendu, dès lors, que, ces circonstances étant un des éléments de la moralité de chaque accusé, il en résulte que les juges peuvent les affirmer à l'égard de l'un d'eux et les dénier pour l'autre, sans que les réponses ainsi faites soient contradictoires ; d'où il suit que le moyen invoqué n'est pas fondé ;

Attendu, au surplus, que, Ben Terbah ben Seddik ayant été déclaré coupable, avec circonstances atténuantes, d'homicide volontaire commis avec préméditation, la peine qui a été prononcée contre lui est justifiée par l'art. 302 C. pén. dont l'application lui a été légalement faite, et qu'on ne peut demander l'annulation d'un jugement sous le prétexte de la violation de la loi sur un autre chef d'accusation ;

Par ces motifs : — A l'unanimité, rejette le deuxième et dernier moyen ;

Et considérant que le conseil de guerre, légalement composé, était compétent ; que l'instruction a été régulièrement faite, et que les peines ont été bien appliquées aux faits déclarés constants ; — Confirme, à l'unanimité, le jugement dont

est recours, et ordonne qu'il recevra sa pleine et entière exécution.

MM. le général COLLET-MEYGRET, *prés.* ; DUCROISET, *rap.* ; FERRIÈRE, *com. du gouv.* — Me CADORET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

21 novembre 1894

Gage, détérioration, perte des hypothèques, créancier gagiste, faute, responsabilité, caution, décharge.

Est déchargée de son obligation la caution qui ne peut plus être subrogée aux droits du débiteur principal, par suite de la perte des hypothèques que le créancier a laissé périmer par sa négligence.

(Huertas c. Comptoir d'escompte de Saint-Cloud)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deuxième et troisième moyens réunis ; — Vu les art. 2080 et 2037 C. civ. ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Michel Huertas, par acte authentique des 4 et 6 août 1886, s'est engagé, comme caution de son frère Joseph Huertas, à raison d'un crédit de 16,000 fr. ouvert à ce dernier par le Comptoir d'escompte ; que, pour sûreté de ce crédit, des créances hypothécaires ont été remises en gage, soit par le débiteur principal, soit par la caution ; qu'enfin, le 4 octobre 1886, Michel Huertas s'est obligé à payer, dans un délai de trois ans, la somme de 9,840 fr., solde dû par son frère Joseph, avec intérêts tels que de droit ; — Attendu qu'il est encore expressément déclaré, par le même arrêt, que les titres des créances dont s'agit ont été laissés en la possession du Comptoir d'escompte, qui a omis de faire renouveler les inscriptions hypothécaires ;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 2080 susvisé, le créancier gagiste est responsable de la détérioration du gage qui est resté entre ses mains et, par suite, de la perte des

hypothèques qu'il a laissé périmer par sa négligence; qu'une des conséquences de cette responsabilité est la décharge de la caution, qui ne peut plus être subrogée aux droits du débiteur principal; — Attendu que, sans contester ces principes, l'arrêt attaqué a néanmoins condamné Michel Huertas à payer la somme de 9,840 fr., par ce motif que, par l'acte du 4 octobre 1886, il serait obligé à payer la somme due par son frère, dans un délai de trois années, sans stipuler aucune réserve et sans soumettre le Comptoir d'escompte à aucune obligation de renouvellement des inscriptions dont il s'agit; — Mais attendu que Michel Huertas, dont la situation était réglée par l'acte authentique de 1883, n'avait aucune réserve à faire, lorsqu'en 1886 il se portait garant du solde dû par son frère et déclarait expressément laisser au pouvoir du Comptoir d'escompte les titres de créance donnés en gage et toutes les pièces concernant l'affaire; que les renonciations ne se présument pas, et qu'en présence des termes de l'acte de 1886, il n'est pas possible de soutenir, sans dénaturer ledit acte, que Michel Huertas a entendu prendre à sa charge la dette de son frère en renonçant à sa qualité de caution, ni décharger le Comptoir d'escompte des obligations imposées au créancier gagiste par l'art. 2080 C. civ.; — D'où il suit que l'arrêt attaqué, en stauant ainsi qu'il l'a fait, a violé les articles susvisés;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 29 février 1892 et renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. MAZEAU, *prem. prés.*; DARESTE, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes RIGOT et ROBIQUET, *av.*

COUR D'APPEL D'ALGER (1re Ch.)

3 décembre 1894

Cautionnement, limites, indigènes musulmans, loi musulmane, prohibition du prêt à intérêt, convention, interprétation, imputation des paiements, poursuites abusives, dommages-intérêts.

Le cautionnement ne peut être étendu au delà des limites dans lesquelles il a été contracté;

La loi musulmane prohibant le prêt à intérêt, il en résulte que l'indigène musulman qui s'est porté caution du rembour-

sement d'une somme d'argent est présumé, à moins d'une stipulation expresse de sa part dans l'acte de cautionnement, avoir eu l'intention de garantir le paiement du capital, nullement celui des intérêts ;

Par suite, le créancier ne peut, sous forme d'imputation de paiements, faire supporter par voie indirecte les intérêts à la caution ;

Dans tous les cas, s'il y a doute à cet égard, la convention doit s'interpréter en faveur de celui qui s'est obligé à cautionner le débiteur ;

Les règles imposées au débiteur pour les imputations des paiements ne sont pas opposables à la caution par le créancier.

Il n'y a pas lieu d'allouer des dommages-intérêts pour poursuites abusives au défendeur qui ne justifie d'aucun préjudice autre que celui résultant de la nécessité où il s'est trouvé de se défendre contre les prétentions du demandeur, et la condamnation de ce dernier aux entiers dépens constitue une réparation suffisante.

(Consorts Arnahout c. Lumbroso)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme ; — Attendu que l'appel du jugement du 23 décembre 1892 et l'opposition à l'arrêt de défaut-congé du 7 mars 1894 par les sieurs El-Hadj Abdelkader el Arnahout et son fils Ahmet sont réguliers et recevables ;

Au fond ; — Sur la demande du sieur Lumbroso et de la dame veuve Lumbroso, ès-qualités, qu'elle agit contre le sieur El Hadj Abdelkader en paiement de la somme principale de 3,109 fr. 37 cent. avec intérêts et frais ; — Attendu qu'elle est basée sur ce que ledit sieur El Hadj serait obligé envers les consorts Lumbroso comme caution de leur débiteur Ali ben Rechid, actuellement discuté dans l'intégralité de ses biens, au paiement de ladite somme ; — Attendu qu'à la vérité El Hadj a, par sous-seing privé, en date à Tunis du 13 février 1885, enregistré à Alger : « pris l'engagement pour Ali ben Rechid de payer (dans les six mois) à Haï Lumbroso (auteur des intimés) la somme de 23,928 piastres (14,955 fr. 55) d'après les intimés (14,356 fr. 80) d'après les appelants » ; — Mais que

ce cautionnement qui ne peut, par application de l'art. 2015 C. civ., être étendu au delà des limites dans lesquelles il a été contracté, n'a pas la portée que lui attribuent les consorts Lumbroso ; — Que des termes employés par El Hadj au dit acte, du court délai fixé pour le paiement par la caution à défaut de remboursement par le débiteur principal, de la qualité de musulman soumis à une loi religieuse et civile qui prohibe le prêt à intérêt de El Hadj, il ressort clairement que celui-ci n'a jamais eu l'intention de cautionner à Haï Lumbroso autre chose que le versement par Ali ben Rechid d'une somme de 14,955 fr. 55 ou 14,356 fr. 80 représentant le capital de la dette de ce dernier ; — Qu'il n'a pas garanti, en outre, à Haï Lumbroso le paiement des intérêts élevés, accumulés, que celui-ci voudrait, actuellement, sous forme d'imputations de paiements, lui faire, par voie indirecte, supporter ; — Que le doute à cet égard, en admettant qu'il y en eût, devrait, en vertu de l'art. 1162 C. civ., s'interpréter contre le stipulant Haï, et en faveur de l'obligé El Hadj Abdelkader ; — Qu'il reste à rechercher si les consorts Lumbroso ont reçu des adjudicataires des immeubles d'Ali une somme égale à celle de 14,955 fr. 55 ou 14,356 fr. 80 cent. ; — Que les intimés reconnaissent avoir touché du cheick Mahsen et de Mohamed, fils de El Hadj Abdelkader, adjudicataires distincts des dits immeubles aux dates des 1er décembre 1886 et 10 mars 1887, d'abord 2,450 puis 13,000 fr., soit ensemble 15,450 fr. ; — Que cette somme est supérieure à celle dont El Hadj avait cautionné le paiement à Haï ; — Que les consorts Lumbroso n'ont donc plus d'action contre ledit El Hadj pris comme caution d'Ali, dans les termes du sous-seing privé de 1885 ; — Attendu que leur demande contre cet indigène au paiement de 3,129 fr. 37, avec intérêts et frais, devait dès lors être rejetée ; — Que c'est à tort qu'il en a été décidé autrement par les premiers juges ;

Quant aux imputations, par les consorts Lumbroso, des sommes par eux touchées des adjudicataires d'abord sur les frais, puis sur les intérêts, enfin sur le capital des sommes prêtées par leur auteur à Ali ben Rached : — Attendu que si elles peuvent être opposées, par application de l'art. 1254 C. civ., à ce débiteur par ses créanciers, elles ne sauraient être utilement opposées par ceux-ci à El Hadj, caution restreinte, et jusqu'à concurrence seulement d'une somme fixe de 14,955 fr. 55 ou 14,356 fr. 80, de ce débiteur ;

Quant au retrait, par les consorts Lumbroso, de la caisse des dépôts et consignations sur leur simple quittance, des 1,350 fr. et 81 fr. 25 qui y ont été versés les 22 septembre

1891 et 19 février 1892 par Mohamed ben El Hadj Abdelkader El Arnahout, pour solde de son prix d'adjudication d'immeubles ayant appartenu à Ali ; — Attendu que ces sommes réunies sont inférieures à celle que redoit encore Ali ben Rechid aux consorts Lumbroso ; — Qu'il y a lieu, en conséquence, de maintenir la disposition par laquelle les premiers juges ont autorisé ces derniers à en effectuer le retrait à leur profit ;

Quant aux 500 fr. versés par les consorts Lumbroso à la caisse des dépôts et consignations : — Attendu que cette somme représente le montant des frais et dépens auxquels ceux-ci ont été condamnés par arrêt du 25 mars 1891 ; qu'elle revient, étant retenu que El Hadj ne doit rien aux intimés, à cet indigène ; — Que la disposition par laquelle il en a été décidé autrement ne saurait être maintenue ;

Sur la demande de El Hadj et son fils Mohamed en dommages-intérêts à raison des poursuites abusives et manifestement contraires à leurs titres que les consorts Lumbroso auraient dirigées contre eux : — Attendu que les intimés ont pu se croire fondés dans leurs prétentions ; — Que El Hadj et son fils ne justifient d'aucun préjudice autre que celui résultant pour eux de la nécessité où ils se sont trouvés de se défendre contre ces prétentions ; — Qu'ils en seront suffisamment dédommagés par la condamnation des consorts Lumbroso aux entiers dépens de première instance et d'appel ;

Par ces motifs : — Dit réguliers et recevables en la forme, au fond justifiés, les appel et opposition dont s'agit ; — Rapporte l'arrêt de défaut-congé du 7 mars 1894 ; — Ordonne qu'il soit considéré comme nul et non avenu ; — Confirme le jugement déféré uniquement dans celle de ses dispositions par laquelle il autorise les consorts Lumbroso à retirer, sur leur quittance, de la caisse des dépôts et consignations, les sommes qui y ont été déposées par Mohamed ben Abdelkader El Arnahout pour solde de son prix d'adjudication d'immeubles ayant appartenu au sieur Ali ben Rechid ; — Infirme dans toutes ses autres dispositions le jugement déféré ; — Ordonne que, sauf seulement quant à l'autorisation de retrait dont il vient d'être question et qui recevra son exécution, ledit jugement soit considéré comme nul et non avenu ;

Statuant à nouveau : — Déboute les consorts Lumbroso de leur demande contre El Hadj Abdelkader El Arnahout au paiement de 3,109 fr. 37 avec intérêts et frais ; — Autorise ledit sieur El Hadj Abdelkader à retirer de la caisse des dépôts et consignations sur sa simple quittance avec intérêts dus par la dite caisse au jour du retrait la somme de 500 fr. qui y a

été versée par les consorts Lumbroso comme représentant le montant des condamnations prononcées contre eux au profit dudit El Hadj par arrêt du 25 mars 1891 ; — Rejette la demande en dommages-intérêts de ce dernier et son fils Mohamed ; — Condamne le sieur Abraham Lumbroso et la dame veuve Lumbroso, ès-qualités, qu'elle agit aux dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

CONSEIL DE RÉVISION D'ALGER

13 décembre 1894

Conseil de guerre, défenseur militaire, substitution à l'audience du défenseur désigné par le président, validité.

Si, devant les Cours d'assises, le conseil de l'accusé ne peut être désigné par le président que parmi les avocats ou avoués, devant les conseils de guerre, au contraire, aux termes de l'art. 110 C. just. mil., le défenseur peut être pris soit parmi les avocats ou avoués, soit parmi les militaires ;

La substitution, faite à l'audience, d'un autre défenseur au défenseur désigné par le président n'emporte aucune nullité, lorsqu'il est constaté que ce défenseur a assisté l'accusé pendant les débats, sans réclamation de sa part, a plaidé pour lui et fait tout ce que la défense exigeait.

(Banizette c. Min. pub.)

JUGEMENT

LE CONSEIL, — Vu le recours du condamné, ainsi que ses conclusions développées dans une lettre jointe à l'appui, tendant à l'annulation du jugement précité et se fondant sur les deux moyens suivants : — Premier moyen, tiré d'une violation des termes du Code d'instruction criminelle, qui prescrivent la présence réelle d'un avocat inscrit au tableau ; — Deuxième moyen, pris de ce qu'ayant comparu

seul et sans défenseur devant le conseil de guerre, il a été privé des moyens de défense qui lui sont accordés par le Code précité et qu'il n'a pu déposer des conclusions dans les formes légales;

Sur le premier moyen: — Vu les art. 205 C. inst. crim. et 110 C. just. milit.; — Attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal du jugement que le défenseur qui a assisté l'accusé était militaire, le sergent Bricotte, du 2e régiment de zouaves; — Attendu, en droit, que, si devant les cours d'assises, le conseil de l'accusé ne peut être désigné par le président que parmi les avocats ou avoués de la Cour d'appel ou de son ressort, il en est autrement devant les conseils de guerre; — Attendu, en effet, qu'aux termes dudit art. 110, le défenseur doit être pris soit parmi les militaires, soit parmi les avocats ou avoués; — Attendu, dès lors, qu'en désignant un militaire comme défenseur, le président a scrupuleusement observé les dispositions de l'article précité;

Par ces motifs: — Rejette ce premier moyen;

Sur le deuxième moyen: — Attendu, en fait, que le procès-verbal du jugement attaqué constate que l'accusé a été introduit devant le conseil accompagné de son défenseur d'office, le sergent Bricotte du 2e régiment de zouaves, en remplacement de Me Falk, avocat à Oran, désigné d'office et qui a fait défaut; — Que le défenseur l'a assisté pendant le cours des débats sans aucune réclamation de sa part; — Attendu, en droit, que le procès-verbal du jugement fait foi jusqu'à inscription de faux; que les simples allégations du condamné ne peuvent prévaloir contre les constatations légales et authentiques de ce procès-verbal; — Attendu, au surplus, qu'il résulte de la pièce n° 24 du dossier que, conformément aux prescriptions de l'art. 109 C. just. milit. et dans les délais prévus par cet article, Me Falk, avocat à Oran, a été désigné d'office par le président pour présenter la défense de l'accusé; que si ce défenseur ne s'est pas présenté à l'audience, il a pu valablement être remplacé; qu'en effet, il résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation que la substitution d'un défenseur faite à l'audience au défenseur choisi ou désigné par le président n'emporte aucune nullité, lorsqu'il est constaté que le nouveau défenseur a assisté l'accusé pendant les débats, a plaidé pour lui et a fait tout ce que la défense exigeait;

Par ces motifs: — Rejette ce deuxième et dernier moyen;

Et considérant que le conseil de guerre, légalement composé, était compétent; que l'instruction a été régulièrement faite et que la peine a été bien appliquée au fait déclaré cons-

tant ; — Confirme, à l'unanimité, le jugement dont est recours, et ordonne qu'il recevra sa pleine et entière exécution.

MM. le général VARLOUD, *prés.* ; DUCROISET, *rap.* ; FERRIÈRE, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

27 décembre 1894

Donation entre époux, art. 1094 C. civ., quotité disponible, attribution équivalente, validité.

Un conjoint peut valablement disposer en faveur de son conjoint du quart en nue propriété et de la moitié en usufruit de ses biens, cette attribution étant équivalente à celle qu'autorise l'art. 1094 C. civ. (1).

(Veuve Zermati c. Époux Chudaka)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de la dame Zermati porte exclusivement : 1° sur l'interprétation du testament de Simon Zermati, en date du 24 novembre 1890 ; 2° sur celle du jugement du 19 avril 1891, qui aurait définitivement, ainsi que l'a décidé le jugement déféré, fixé à un quart en usufruit et un quart en nuc propriété la libéralité testamentaire dont elle réclame le bénéfice ; 3° enfin, sur une somme de 6,826 fr. 50 cent. dont les époux Chudaka, intimés, seraient redevables envers la succession ; — Attendu que les autres dispositions du jugement dont s'agit n'ont donné lieu à aucun recours, soit par voie d'appel principal, soit par voie d'appel incident, et qu'elles doivent, dès lors, être maintenues ; — Attendu qu'à l'exception des époux Chudaka, les héritiers Zermati et la Compagnie algérienne, parties au procès, demandent qu'il leur soit donné acte qu'ils se joignent aux conclusions prises par l'appelant ;

Sur le premier point : — Attendu que, par testament olo-

(1) V. cependant Baudry-Lacantinerie, *Droit civil*, t. II, n° 766.

graphe du 24 novembre 1890, Simon Zermati a institué sa femme légataire universelle de tout ce que la loi lui permettait de lui attribuer, tant en nue propriété qu'en usufruit; — Attendu que la généralité et l'extension de ces termes dénotent clairement son intention formelle d'épuiser, en faveur de celle-ci, l'intégralité de la quotité disponible; que cette interprétation littérale de la formule dont il s'est servi se trouve d'ailleurs confirmée par l'expression des sentiments d'affection et de reconnaissance, qui caractérisent si nettement la manifestation de ses dernières volontés; qu'elle est encore certaine par l'adhésion que ses enfants, à l'exception des époux Chudaka, ont donné aux prétentions de leur mère, bénéficiaire du legs; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1094 C. civ., l'époux testateur peut, à son gré, disposer en faveur de son conjoint, soit du quart en pleine propriété et du quart en usufruit, soit de la moitié en usufruit des biens qu'il laissera à son décès; que ces dispositions, strictement impératives en ce qui concerne la détermination invariable de la quotité disponible dont le maximum en aucun cas ne saurait être dépassé, n'imposent pas au disposant qu'il se renferme dans ces limites; qu'elles ne lui tracent aucune restriction de nature à amoindrir la faculté que l'art. 1094 lui confère; qu'elles ne lui impartissent pas davantage une forme sacramentelle à observer pour en user comme il entend; que, s'il lui est loisible de léguer à son conjoint un quart en pleine propriété et un quart en usufruit, on ne voit pas pour quel motif il lui serait interdit de lui attribuer un quart en nue propriété et une moitié en usufruit; qu'il y a dans ces deux hypothèses une équivalence d'attribution sous une forme différente, il est vrai, mais également respectueuse des principes qui dominent la matière; que c'est à l'aide de ces considérations qu'il convient d'interpréter la volonté du testateur; — Qu'il a évidemment entendu léguer à la dame Zermati un quart en nue propriété et une moitié en usufruit; qu'admettre, avec les époux Chudaka et le notaire liquidateur, que la libéralité testamentaire dont s'agit ne doit pas excéder un quart en nue propriété et un quart en usufruit, soit un quart en toute propriété, serait méconnaître l'expression formelle de ses dernières volontés, puisque cette attribution serait inférieure d'un quart en usufruit au maximum de la quotité dont il pouvait disposer; que cette simple constatation suffit pour faire repousser sur ce point la prétention des intimés sans qu'il soit besoin d'y insister autrement;

Sur le second point : — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont décidé que le jugement du 17 avril 1891, ayant

acquis aujourd'hui l'autorité de la chose jugée, avait irrévocablement fixé à un quart en nue propriété et un quart en usufruit la quotité du legs dont s'agit; — Attendu, en effet, que ce jugement, rendu d'accord entre toutes parties, n'avait pas à rechercher de quelle façon devait être entendue et appliquée une disposition testamentaire qui, à cette époque, n'était pas en discussion, et sur le sens et la portée de laquelle aucune objection n'était élevée; qu'il s'est borné à prescrire la délivrance du legs en sa forme et teneur, accueillant ainsi, sans restriction ni réserve, la demande de la légataire; qu'il est à observer que, dans cette demande, la dame Zermati a eu soin de préciser que la quotité du legs dont elle réclamait le bénéfice comprenait un quart en toute propriété et un quart en usufruit; qu'en faisant droit à ladite demande ainsi formulée, le jugement du 17 avril 1891, loin de décider dans le sens qui lui est attribué par les premiers juges, aurait plutôt virtuellement reconnu, le bien fondé des prétentions de la dame Zermati; — Attendu, il est vrai, que, dans un des motifs du jugement susénoncé, où se trouve rappelé l'art. 1094 C. civ., il est dit que le testateur a pu disposer du quart en nue propriété et du quart en usufruit de ses biens; mais que l'on ne saurait sérieusement soutenir que ce considérant isolé, n'ayant aucun rapport direct avec la demande telle qu'elle était formée, a eu pour effet de fixer définitivement la quotité du legs, alors surtout qu'elle n'était pas discutée; qu'il aurait fallu, pour entraîner ce résultat, une disposition formelle du jugement statuant expressément de ce chef; que rien de pareil ne s'y rencontre, et que, là où il n'existe pas de décision, il ne saurait y avoir de chose jugée; — Qu'à quelque point de vue que l'on se place pour apprécier la mention dont s'agit, elle ne peut avoir d'autre valeur que celle d'une simple énonciation hypothétique, d'où ne saurait découler à l'encontre de l'appelante la décision qu'on lui impose; — Que de ce chef le jugement entrepris doit être réformé;

Sur le troisième point : — Attendu que les 6,826 fr. 50 cent. dont l'appelante demande le rapport à l'actif de la succession comprennent : 1° une somme de 3,516 fr. 67 cent. due par Léon Chudaka à la liquidation; 2° une somme de 1,000 fr. montant d'un bon de caisse qu'il aurait touché; 3° enfin, un solde de loyer dû par les époux Chudaka; — Attendu que des documents versés au dossier il résulte que les deux premières sommes constitueraient une dette personnelle à Chudaka, qui devrait seul en être tenu en la supposant établie; que, dans aucune hypothèse, elle ne saurait être mise à la charge de la dame Chudaka, soit par une condamnation à

payer, soit par une imputation proportionnelle sur le montant de sa part héréditaire ; — Attendu, en ce qui touche les loyers, qu'il n'est pas suffisamment démontré qu'ils soient dus ; — Qu'il échet de confirmer sur ces divers points le jugement déféré ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — En ce qui touche l'interprétation du testament de Simon Zermati et celle du jugement du 17 avril 1891 : — Dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme de ce chef le jugement entrepris ; — Décide que le legs institué en faveur de l'appelante sera exécuté suivant sa forme et teneur ; que le jugement n'avait pas à en fixer et n'en a pas fixé la quotité ; qu'il ne saurait être invoqué comme ayant acquis, à cet égard, l'autorité de la chose jugée ; — Dit que, par son testament du 24 novembre 1891, Simon Zermati a entendu attribuer à sa femme l'intégralité de la quotité dont il pourrait disposer ; que, dès lors, le notaire liquidateur s'est mépris en attribuant à la légataire un quart en nue propriété et un quart en usufruit, soit un quart en toute propriété ; qu'elle a droit, en outre, à un quart en usufruit ; — Renvoie les parties devant ledit notaire pour être procédé au redressement de l'état liquidatif sur la base qui vient d'être indiquée, à savoir qu'il sera attribué à la dame Zermati un quart en usufruit, en sus du quart en toute propriété ; — Confirme dans toutes ses autres dispositions le jugement dont est appel, notamment en celle qui concerne la somme de 6,826 fr. 50 cent. dont le rapport à la liquidation est dûment réclamé par l'appelante ; — Dit qu'elles sortiront leur plein et entier effet ; — Déboute les parties de leurs plus amples fins, moyens et conclusions ; — Donne acte aux héritiers de Simon Zermati et à la Compagnie algérienne, parties au procès, de ce qu'ils déclarent se joindre aux conclusions de l'appelante ; — Dit que les dépens seront employés en frais privilégiés de liquidation.

MM. D'ANDRÉE DE RENOARD, *ff. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et GOUTTEBARON, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

27 novembre 1894

Saisie-arrêt, jugement de validité, effet, débiteur, dessaisissement, créance non échue, éventuelle ou conditionnelle.

L'effet nécessaire du jugement qui prononce la validité

d'une saisie-arrêt est de dessaisir le débiteur des sommes saisies-arrêtées, pour en faire attribution exclusive et transport au saisissant qui, dans les limites où la saisie a été autorisée et validée, devient ainsi créancier direct du tiers saisi ;

Les créances non encore échues, celles subordonnées à une condition, ou même purement éventuelles, peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt aussi bien que d'une cession, et le transport qui en résulte au profit du saisissant produit, sous les modalités dont elles sont affectées, tous ses effets à l'égard des tiers, dans le premier cas à dater de la notification au tiers saisi du jugement de validité, comme il les produirait, dans le second, à dater de la signification du contrat de cession (1).

(Vito-Traverio c. Société Franco-Africaine)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi ; — Vu les art. 1351, 1330, et 1690 C. civ ;

Attendu, d'une part, que l'effet nécessaire des jugements prononçant la validité des saisies-arrêts est de dessaisir le débiteur des sommes saisies-arrêtées pour en faire attribution exclusive et transport au saisissant, qui, dans les limites où la saisie a été autorisée et validée, devient ainsi créancier direct du tiers saisi ; — Attendu, d'autre part, que les créances non encore échues, celles subordonnées à une condition, ou même purement éventuelles, peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt, aussi bien que d'une cession, et que le transport qui en résulte au profit du saisissant produit, sous les modalités dont elles sont affectées, tous ses effets à l'égard des tiers, dans le premier cas à dater de la notification au tiers saisi du jugement de validité, comme il les produirait, dans le second, à dater de la signification du contrat de cession ;

Attendu, en fait, que par jugement du 15 juillet 1885, depuis longtemps devenu définitif et dûment notifié à la société Franco-Africaine, le tribunal de première instance de Tunis avait validé, à concurrence d'une somme annuelle de 1450 fr. et jusqu'à l'entier paiement d'un capital de 35,000 fr., la saisie-arrêt pratiquée par les consorts Traverio sur les appointe-

(1) Sur la nature et les effets de la saisie-arrêt, V. Alger, 13 août 1894 (*Rev. Alg.* 1894. 2. 494) et la note.

ments dont la dite société se reconnaîtrait ou serait reconnue débitrice envers le sieur Mangiavachi, en rémunération de ses services dans l'emploi qu'elle lui avait confié; — Que ce jugement, loin de faire aucune distinction entre les salaires échus ou à échoir du sieur Mangiavachi, s'appliquait expressément aux seconds aussi bien qu'aux premiers; — Que le jugement attaqué n'a donc pu, sans violer les règles de la saisie-arrêt et du transport des créances, et méconnaître l'autorité de la chose jugée, déclarer désormais sans effet, en raison de la survenance d'une saisie postérieure à la notification au tiers saisi du jugement de validité, l'attribution exclusive qui en résultait, au profit des consorts Traverio, des sommes retenues sur les salaires de Mangiavachi, par la société Franco-Africaine, et, par suite, dispenser celle-ci de vider ses mains en celles des dits consorts Traverio dont elle avait été constituée, par décision du 15 juillet 1885, la débitrice directe;

Par ces motifs: — Casse le jugement du tribunal de Tunis du 25 janvier 1892.

MM. MAZEAU, *prem. prés.*; ROUSSELIER, *rap.*; RAU, *av. gén.* — Me DE VALROGER, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

17 décembre 1894

Compétence administrative, Tunisie, travaux publics, marché de fournitures, tribunaux civils, ministre, conseil d'État.

Les tribunaux civils français en Tunisie sont incompétents pour trancher, entre un particulier et l'État français, une contestation née de l'exécution d'un contrat concernant une entreprise de travaux publics et annuler une décision du ministre de la guerre relative à cette entreprise;

L'institution des conseils de contentieux administratif, qui, dans les colonies, remplacent les conseils de préfecture, n'ayant pas encore été établie en Tunisie, il y a lieu de suivre, pour les litiges entre l'État français et les entrepreneurs de travaux publics, la règle générale posée par l'art. 13 du

décret du 11 juin 1806 pour les marchés de fournitures passés par l'État ;

En vertu de cette règle, l'entrepreneur qui veut former une demande contre l'État doit provoquer d'abord une décision du ministre qui a conclu le marché, et, si ce dernier refuse de lui donner satisfaction, il peut soumettre directement le litige au conseil d'État (1).

(Dumergue c. Ministre de la guerre)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Césaire Dumergue s'est rendu adjudicataire des travaux de la batterie de Rhadès; — Attendu que ces travaux ont été commandés par l'administration du génie militaire de la brigade d'occupation; — Attendu que le sieur Césaire Dumergue prétend que cette administration lui doit, en raison de cette entreprise, une somme de 29,753 fr.; — Attendu qu'il a formé à ce sujet une réclamation qui, après avoir été soumise à l'examen de M. le directeur du génie à Tunis, a été rejetée par une décision de M. le ministre de la guerre de France; — Attendu qu'à la suite de cette décision, il a assigné l'administration du génie militaire devant le tribunal pour le faire condamner à lui payer le montant de sa créance; — Attendu que cette administration n'a pas une individualité distincte, et qu'elle forme seulement un des organes du ministère de la guerre français; — Mais attendu que ce ministère intervient à l'instance, et qu'il conclut à ce que le tribunal se déclare incompétent pour statuer sur le litige;

Attendu que l'armée d'occupation est, en Tunisie, comme la justice française elle-même, indépendante du pouvoir beylical, et que ces deux services publics constituent dans la Régence une émanation directe de la France; — Attendu qu'il importe peu qu'en raison des avantages procurés au pays par leur présence, une partie de leurs dépenses soit remboursée au trésor français par une subvention prélevée sur les finances tunisiennes; — Attendu que c'est là un règlement intérieur qui ne modifie nullement leur caractère, et qui intéresse uniquement les deux budgets;

Attendu que le sieur Césaire Dumergue demande, en réalité au tribunal de trancher, entre un particulier et l'État français, une contestation produite par l'exécution d'un contrat con-

(1) V. trib. de Tunis, 24 avril 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 412) et la note.

cernant une entreprise de travaux publics, et d'annuler une décision du ministre de la guerre relative à cette entreprise; — Attendu que le tribunal ne pourrait juger de semblables questions sans commettre un excès de pouvoir évident et sans violer les règles fondamentales de notre droit public;

Attendu, en effet, que les juridictions ordinaires ne doivent pas s'immiscer dans les actes de l'administration; qu'il leur est donc interdit de connaître du contentieux administratif, et que ce contentieux comprend les contrats passés par l'État pour l'exécution des travaux publics; — Attendu que ces principes avaient été déjà proclamés sous l'ancienne monarchie par diverses ordonnances royales, et notamment par l'édit de Saint-Germain du mois de février 1641; qu'ils ont été consacrés de nouveau par la loi des 16 et 24 août 1790, par celle des 7 et 11 septembre 1790, par plusieurs autres lois de l'assemblée constituante et par un décret de la convention nationale du 16 fructidor an III, et qu'ils ont été respectés par tous les régimes qui se sont succédé en France depuis cette époque;

Attendu que la loi du 27 mars 1883, qui a organisé en Tunisie les tribunaux français, leur a donné plénitude de juridiction en matière civile et commerciale, mais non pas en matière administrative; — Attendu que cette même loi admet que cette juridiction, qui n'existait d'abord que sur les Français, pourra être étendue par des décrets de Son Altesse le bey, rendus avec l'assentiment du gouvernement français; — Mais attendu qu'elle prévoit cette extension de compétence à d'autres personnes et non pas à d'autres matières;

Attendu, sans doute, que Son Altesse le bey a pu renoncer à sa propre juridiction administrative et rendre, sous certaines conditions, ses administrations publiques justiciables des tribunaux civils français pour tous les litiges qu'elles peuvent avoir avec les Européens; — Attendu que c'est ce qu'il a fait par un décret du 27 novembre 1888, revêtu du visa de M. le résident général, et dont l'art. 1er dispose que « sont soumises aux juridictions civiles instituées dans la régence, dans les limites de la compétence attribuée à chacune d'elles, toutes les instances tendant à faire déclarer l'administration débitrice, soit à raison de l'inexécution des marchés conclus par elle, soit à raison des travaux qu'elle a ordonnés, soit à raison de tout acte de sa part, ayant, sans droit, porté préjudice à autrui. » — Attendu que la forme même suivant laquelle a été prise cette mesure législative suffit pour démontrer qu'elle concerne seulement les administrations tunisiennes, mais qu'elle est étrangère aux actes accomplis directement dans

la régence par le ministre de la guerre du gouvernement français; — Attendu qu'il en est de même de l'art. 6 du protocole ou arrangement diplomatique conclu, le 25 janvier 1884, entre la France et l'Italie pour la suppression ou suspension indéfinie de la juridiction consulaire italienne en Tunisie; — Attendu, en effet, que cet article est ainsi conçu : — « La juridiction du tribunal consulaire italien devant intégralement passer au nouveau magistrat, il est convenu que ce dernier aura compétence aussi dans les matières de contentieux administratif, en conformité de la loi italienne du 20 novembre 1865. Cette compétence n'ira pas jusqu'à remettre en question les arrangements financiers garantis par la France, l'Italie et l'Angleterre ou bien les actes antérieurs du gouvernement tunisien; il appartient cependant aux nouveaux magistrats de se prononcer aussi sur toute controverse d'interprétation ou d'exécution de ces arrangements et de ces actes. » — Attendu que le tribunal consulaire italien n'a jamais exercé aucune juridiction sur le ministre de la guerre français, et que la réserve contenue dans cet article prouve qu'il avait simplement pour but de régler les rapports des sujets italiens avec les administrations tunisiennes; — Attendu que telle est l'interprétation donnée à ces textes par le conseil d'État et par les décisions antérieures du tribunal de Tunis, et qu'elle paraît absolument conforme à leurs termes et à leur esprit (V. dans ce sens un arrêt du conseil d'État du 21 déc. 1888, Sir., 1891. 3. 2; V. aussi jugement du trib. de Tunis du 31 juill. 1891);

Attendu que l'application de cette jurisprudence s'impose dans l'espèce actuelle avec une force particulière; — Attendu, en effet, que nul n'est tenu de se porter adjudicataire des travaux exécutés par le ministre de la guerre; — Attendu, dès lors, que les particuliers qui concourent à cette adjudication acceptent toutes les clauses du cahier des charges, toutes les autres conditions du marché et notamment les règles qui attribuent en cette matière compétence à la juridiction administrative pour les litiges entre l'entrepreneur et l'État; — Attendu qu'ils ne peuvent donc introduire un semblable procès devant une autre juridiction sans violer la loi du contrat auquel ils se sont volontairement soumis;

Attendu, enfin, que la théorie consacrée par le tribunal n'aura pas pour effet d'assimiler la Tunisie à un pays étranger, ni de livrer les particuliers sans défense au pouvoir arbitraire de l'administration; — Attendu qu'en France même la loi distingue le contentieux de l'État et celui des administrations locales, telles que les départements et les communes; —

Attendu qu'elle ne leur applique pas toujours les mêmes règles; — Attendu, notamment, que les contestations produites entre l'administration et les entrepreneurs par l'exécution des marchés de fournitures rentrent dans la compétence de la juridiction administrative lorsqu'il s'agit de marchés passés par l'État, tandis qu'elles relèvent, en principe et sauf dans certains cas particuliers, de la juridiction civile, lorsque ces marchés ont été conclus par les départements et par les communes;

Attendu, il est vrai, que tout le contentieux des travaux publics est porté en France devant les conseils de préfecture; — Mais attendu que ces conseils constituent une juridiction d'exception; que leur compétence est purement territoriale, et qu'ils n'existent que dans la métropole et en Algérie; — Attendu qu'ils sont remplacés dans les colonies par les conseils de contentieux administratif; mais que cette dernière institution n'a été étendue à tout le territoire colonial que par un décret du 7 septembre 1887, et qu'elle n'a pas été encore établie dans tous les pays de protectorat; — Attendu que tel est précisément le cas de la Tunisie; qu'elle se trouve donc dans la même situation que les colonies dans lesquelles n'avait pas été créé de conseils de contentieux administratif, avant le décret dont il vient d'être parlé; — Attendu qu'on suivait alors dans ces colonies, pour les litiges entre l'État français et les entrepreneurs de travaux publics, et qu'on doit suivre encore aujourd'hui, dans les cas analogues, la règle générale posée par l'art. 13 du décret du 11 juin 1806 pour les marchés de fournitures passés par l'État; — Attendu qu'en vertu de cette règle, l'entrepreneur qui veut former une demande contre l'État doit provoquer d'abord, à ce sujet, une décision du ministre qui a conclu le marché et que, si ce dernier refuse de lui donner satisfaction, il peut soumettre directement le litige au conseil d'État; — Attendu que cette haute juridiction remplit, du reste, toutes les conditions de lumière et d'impartialité; que sa jurisprudence a porté à un très haut degré la science française du contentieux administratif; que tout en sauvegardant les pouvoirs légitimes de l'État, elle protège avec le plus grand soin les droits des particuliers, et qu'elle procure à ces derniers toutes les garanties qu'ils peuvent désirer;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent; — Renvoie le sieur Césaire Dumergue à se pourvoir ainsi qu'il avisera; — Et le condamne aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; VIAL, *subst.* — Mes BESSIÈRE et GUEYDAN, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

—

7 juillet 1882

—

Impôts arabes, réclamation, quittance des termes échus, israélite algérien, décret du 24 octobre 1870, naturalisation, décharge.

—

Les impôts arabes achour el zekkat n'étant pas divisés en douzièmes pour le paiement, les réclamations contre ces impôts ne doivent pas, à peine de nullité, être accompagnés de la quittance des termes échus.

Les impôts arabes ne sont pas dus par les israélites algériens qui ont été admis par le décret du 26 octobre 1870 à jouir des droits de citoyen français.

(Ministre de l'intérieur c. Chaloum Lebahr)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le recours formé par le ministre de l'intérieur, tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler deux arrêts, en date du 5 mai 1881, par lesquels le conseil de préfecture du département d'Alger a accordé décharge au sieur Chaloum Lebahr des impôts achour et zekkat auxquels il a été assujetti, pour l'année 1880, sur les rôles des communes d'Aumale et de Saint-Eugène; — Ce faisant, attendu que la réclamation présentée au conseil de préfecture par le sieur Chaloum Lebahr n'était pas accompagnée de la quittance des termes échus de ses contributions; que, dès lors, elle n'était pas recevable, rétablir le sieur Chaloum Lebahr aux rôles desdits impôts pour l'année 1880;

Vu les réclamations du sieur Chaloum Lebahr devant le conseil de préfecture; — Attendu que le défendeur a été admis, en vertu du décret du décret du 24 octobre 1870, à jouir des droits de citoyen français et qu'en cette qualité il doit être exempt de tous les impôts arabes ;

En la forme : — Considérant que si, d'après l'art. 28 de la loi du 21 avril 1832 ci-dessus visée, les demandes en réduction ou en décharge des contributions directes formées par les contribuables doivent être accompagnées de la quittance

des termes échus desdites contributions, cette disposition est corrélative à la règle d'après laquelle les contributions directes sont divisées en douzièmes payables par mois ; — Considérant que les impôts achour et zekkat ne sont pas divisés en douzièmes pour le paiement : qu'il suit de là que les réclamations contre ces impôts ne doivent pas, à peine de nullité, être accompagnées de la quittance des termes échus; — Que, dès lors, la réclamation du sieur Chaloum Lebahr était recevable en la forme ;

Au fond : — Considérant que si l'ordonnance du 17 janvier 1845 a maintenu les impôts dus par les Arabes, notamment l'achour et le zekkat, aucune disposition législative ou règlementaire n'a étendu ces impôts aux citoyens français ; — Considérant que, par le décret ci-dessus visé du 24 octobre 1870, le sieur Chaloum Lebahr a été admis à jouir des droits de citoyen français; que, dès lors, il était fondé à demander décharge des impôts achour et zekkat auxquels il a été assujetti, pour l'année 1880, sur les rôles des communes d'Aumale et de Saint-Eugène, et que c'est avec raison que le conseil de préfecture lui a accordé la décharge demandée ;

Décide : — Art. 1er. — Le recours du ministre de l'intérieur est rejeté.

MM. BENAC, *rap.* ; GOMEL, *com. du gouv.* — Me LEHMANN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

17 janvier 1895

Désistement, acte d'appel, acceptation, art. 400 C. pr. civ., application, appel incident, effet.

L'art. 400 C. pr. civ., qui exige que le désistement soit accepté, n'est applicable qu'aux matières de première instance et ne régit pas le désistement, fait par une partie, de son acte d'appel ;

Le désistement de l'appel principal laisse subsister l'appel incident (1).

(1) V. Alger, 9 janv. 1878 (*Bull. jud. Alg.*, 1873. 36) ; Alger, 17 avril et 1er juill. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 240 et 423) et les notes.

(Llorens c. Ribes fils)

ARRÊT

La COUR, — Attendu que les deux instances suivies, d'une part, par les sieurs Cerdou, Llorens et Sanchez, d'autre part, par les sieurs Ribes fils et C^ie^ sur les appels des jugements du 17 juin 1892 et du 10 mars 1893, rendus par le tribunal de commerce d'Oran sont connexes ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer sur chacune d'elles par un seul et même arrêt ; — Attendu, sur l'opposition formée par les sieurs Ribes fils et C^ie^ à l'arrêt de défaut du 8 mars 1893, que cette opposition est régulière et recevable en la forme ; — Qu'elle est pleinement justifiée au fond ;

Attendu, en effet, qu'à la date du 29 avril 1892, les sieurs Joseph Cerdou père et fils, Francisco Cautz, ont, d'une part, relevé appel du jugement rendu, le 17 juin 1892, par le tribunal de la commune d'Oran à leur encontre ; — Que ledit appel a été signifié sous la constitution de M^e^ Garau, défenseur ; — Que le même jour, 29 août 1892, les mêmes et les sieurs Lloren et Sanchez, se disant agir dans un intérêt commun, ont aussi, d'autre part, fait notifier un second appel du même jugement, sur la constitution de M^e^ Lemaire, défenseur ; — Attendu que, dès le 10 octobre 1892, M^e^ Moatti, avoué, s'est constitué pour les sieurs Ribes fils et C^ie^, sur le premier appel, notifié sous la constitution de M^e^ Garau ; — Que le débat était dès lors contradictoire entre les appelants et les intimés ; — Attendu qu'en cet état de la procédure, les sieurs Cerdou père et fils, et Cautz ont, à la même date du 8 mars 1893, sollicité et obtenu de la Cour un arrêt de défaut à l'encontre des sieurs Ribes et fils, faute de comparaître, alors qu'un arrêt faute de conclure pouvait intervenir contre leur avoué, constitué depuis le 2 octobre 1892 ; — Que cet arrêt de défaut irrégulièrement rendu, et qui d'ailleurs n'a été suivi d'aucune exécution dans le délai prescrit par la loi, doit dès lors être considéré comme nul et non avenu ; — Qu'il échet, en conséquence, de déclarer bien fondée l'opposition formée par les sieurs Ribes fils et C^ie^ et d'annuler le dit arrêt ;

Attendu que, par acte aux minutes de M^e^ Bailly, notaire à Aïn-Témouchent, en date du 5 juin 1894, les sieurs Cerdou père et fils et Cautz ont déclaré acquiescer purement et simplement à l'arrêt de défaut du 8 mai 1893 et se désister en même temps de l'appel, par eux interjeté, du jugement rendu à leur encontre du 17 juin 1892 ; que, de leur côté, les sieurs

Llorens et Sanchez avaient déjà, par exploit du 25 août suivant, notifié à leur cointéressé qu'ils entendaient accepter purement et simplement le jugement du 17 juin, être prêts à l'exécuter et protester contre tout appel de cette décision ; — Attendu que, si l'acquiescement des sieurs Cerdou père et fils et Cautz à l'arrêt de défaut du 8 mars 1893 ne peut avoir d'effet à l'égard de cette décision, considérée comme nulle et non avenue, par suite inexistante, il n'en saurait être de même de leur désistement d'appel ; — Qu'un désistement est formel ; qu'il constitue un véritable acquiescement à la décision frappée d'appel, et se passe d'acceptation ; — Attendu, en effet, que l'art. 400 C. pr. civ., qui exige que le désistement soit accepté, n'est applicable qu'aux matières de première instance, et ne régit pas le désistement fait par une partie de son acte d'appel ; que, dans l'espèce, les sieurs Cerdou père et fils et Cautz, en se désistant purement et simplement, donnaient dès ce moment un acquiescement entier au jugement, qu'ils avaient voulu d'abord faire réformer, et le faisaient passer en force de chose jugée ; que, par une conséquence nécessaire, les sieurs Ribes et fils et C^ie^ trouvaient dans ce même jugement un titre irréfragable, qui fixait leurs droits comme créanciers et les obligations de leurs adversaires comme débiteurs, de telle sorte qu'il y avait de part et d'autre tous les éléments d'un contrat synallagmatique inattaquable ; que ce serait exiger une condition tout à fait inutile que de requérir des sieurs Ribes fils et C^ie^ une manifestation de volonté sur un état de choses désormais complet et définitif ;

Attendu, d'ailleurs, que ce désistement ne saurait faire grief au droit d'appel incident des sieurs Ribes fils et C^ie^, si cet appel était lui-même recevable ; que le désistement de l'appel principal laisse subsister l'appel incident ; — Mais que l'appel incident relevé par les sieurs Ribes fils et C^ie^ ne saurait être accueilli, ayant fait procéder régulièrement à l'exécution du jugement dont par leur appel ils demandent la réformation ; — Que leurs signification et commandement des 29 juillet et 21 octobre 1892, pour avoir paiement des causes de ce jugement, emportent de leur part acceptation pure et simple de la décision rendue à leur profit ; qu'ils objectent vainement que cette exécution a été faite, de leur part, sous toutes réserves, notamment de la solidarité ; — Que ces réserves ne peuvent s'entendre, ainsi que le porte le commandement lui-même, que des réserves sur le procès pendant, à raison de la solidarité ; que, dans ces conditions, ils ne sont plus recevables à requérir, par voie d'appel incident, ni modi-

fications, ni additions au jugement rendu à leur profit le 17 juin 1892 ;

Sur l'appel interjeté par les sieurs Ribes fils et C^ie^ du jugement du 10 mars 1893 : — Attendu qu'en décidant, ainsi qu'ils l'ont fait, que leur premier jugement ne contenait ni omission ni erreur matérielle, que la condamnation ayant été prononcée dans les termes mêmes de la demande reconventionnelle des sieurs Ribes fils et C^ie^ et qu'ils auraient jugé *ultrà petita* s'ils avaient prononcé une solidarité qui ne leur était pas demandée, que s'agissant du même litige, il ne leur appartenait pas de modifier, restreindre ou étendre le droit consacré par leur première décision, les premiers juges ont fait une juste et exacte appréciation de la nouvelle demande qui leur était soumise par les appelants ; — Attendu, au surplus, qu'aux termes de l'art. 1202 C. civ., la solidarité ne se présume pas ; qu'elle doit être expressément stipulée ; qu'on ne saurait induire du silence du marché intervenu entre les appelants et les intimés, que ceux-ci aient été dans l'intention de s'obliger solidairement et qu'il existe entre eux un mandat réciproque par suite duquel ils se représentent les uns les autres envers les créanciers ; — Que si dudit marché il résulte pour eux une obligation conjointe, elle n'est point pour cela solidaire ; — Qu'un engagement solidaire de leur part est d'autant moins vraisemblable, que le marché contracté par l'intermédiaire de l'un d'eux porte sur une quantité de vin récoltée par cinq producteurs différents, n'ayant aucune raison de contracter les uns pour les autres, de s'engager à livrer d'autres vins que ceux produits par chacun d'eux et encore moins de garantir à chacun autre chose que la qualité de ses vins ; — Qu'il importe peu que, dans l'exploit introductif de l'instance en résiliation du marché, les intimés aient dit qu'ils agissaient dans un intérêt commun ; — Qu'ils peuvent avoir en effet des intérêts communs sans être pour cela tenus par les liens de la solidarité ;

Par ces motifs : — Joint les deux instances connexes, et statuant par un seul et même arrêt : — Reçoit l'opposition formée par les sieurs Ribes et C^ie^ à l'arrêt de défaut du 8 mars 1893 ; — Déclare la dite opposition bien fondée ; — Dit que les sieurs Ribes et fils et C^ie^ étant, dès le 12 octobre 1892, légalement représentés devant la Cour par la constitution de M^e^ Moatti, avoué, régulièrement signifiée, il ne pouvait intervenir à leur encontre qu'un arrêt de défaut faute de conclure contre avoué, et non un arrêt faute de comparaître contre parties ; — Dit par suite nul l'arrêt du 8 mars 1893, le dit encore nul comme n'ayant pas été exécuté dans les six mois

de sa date, conformément aux dispositions de l'art. 156 C. pr. civ.; — Dit valable le désistement d'appel des sieurs Cerdau père et fils et Cautz du jugement du 17 mars 1892, bien que ce désistement n'ait pas été accepté par les sieurs Ribes fils et Cie, ce désistement équivalant à un véritable acquiescement se passant d'acceptation; — Leur en donne acte; — Dit irrecevable l'appel incident de ces derniers par suite de l'exécution de leur part du jugement rendu à leur profit et les en déboute; — Reçoit l'appel interjeté par eux du jugement du 10 mars 1893; — Dit bien jugé, mal et sans griefs appelé; — Dit que les premiers juges ne pouvaient, s'agissant d'un même litige, modifier, restreindre ou étendre le droit consacré par une première décision; qu'au surplus les intimés ne sont point tenus à l'égard des appelants par les liens de la solidarité; — Confirme en conséquence le jugement déféré; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

MM. CUNIAC, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes LE DENTU et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

31 janvier 1895

Tribunaux correctionnels, appel, jugement de défaut, délai pour le demandeur, sursis.

Est recevable l'appel d'un jugement correctionnel rendu par défaut contre le défendeur, s'il est formé par le demandeur dans le délai de dix jours; il importe peu que le délai pour l'opposition n'ait pas encore couru contre le défendeur;

Un sursis pourrait être ordonné, mais si le délai d'opposition vient à expirer, il n'y a pas lieu à sursis.

(Blondeau c. Feuille)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Feuille ne se présente pas; —

Attendu que, aux termes de l'art. 203 C. inst. crim., les jugements de défaut sont susceptibles d'appel ; — Attendu que si le jugement du 12 octobre 1894, rendu par le tribunal de Philippeville, sur la citation de Blondeau comparant, est par défaut contre Feuille et Albertini non comparants, il est contradictoire à l'égard de Blondeau ; que son appel a été interjeté régulièrement dans le délai de dix jours depuis le jugement ; — Attendu que s'il y avait lieu à sursis pour le jugement de cet appel tant que le délai d'opposition n'avait pas couru contre les défaillants, afin de ne pas leur fermer cette voie de recours, ce délai ne saurait être accordé aujourd'hui que le délai est expiré, le jugement leur ayant été signifié par exploit du 3 janvier 1894 ; — Attendu que si Albertini a fait connaître, à l'audience, son intention de former opposition, il ne l'a pas réalisée conformément à l'art. 187 ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Feuille ; — Déclare recevable l'appel de Blondeau ; — Ordonne qu'il soit plaidé au fond à l'audience du samedi 16 février prochain ; — Réserve les dépens.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.* ; EON, *av. gén.* — Mes GUILHEM et SUSINI, *av.*

JUSTICE DE PAIX DE BONE

10 décembre 1894

Élections consulaires, Algérie, loi du 8 décembre 1883, défaut de promulgation, loi du 21 décembre 1871, listes électorales, formation, réclamations, juge de paix, incompétence.

Les élections consulaires en Algérie sont régies, non par la loi du 8 décembre 1883, qui n'y a pas été l'objet d'une promulgation spéciale, mais par celle du 21 décembre 1871, qui a été promulguée dans la colonie par le décret du 10 mai 1872 ;

En conséquence, les listes électorales sont formées en Algérie conformément aux prescriptions de la loi du 12 décembre 1871, et le juge de paix est incompétent pour con-

naître des réclamations élevées contre les décisions de la commission (1).

(Rasteil et autres)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que sous l'empire de la loi du 21 décembre 1871, modifiant les art. 618, 619, 620 et 621, tous les commerçants n'avaient pas le droit d'exiger leur inscription sur les listes d'électeurs chargés de nommer les juges consulaires ; — Qu'une commission, composée du président et d'un juge du tribunal de commerce (ou du tribunal civil), du président et d'un membre de la chambre de commerce, de trois conseillers généranx, du président du conseil de prud'hommes ou à défaut du juge de paix de la ville ou siège le tribunal, et du maire de cette même ville, était chargée de choisir parmi les commerçants recommandables par leur probité, leur esprit d'ordre et d'économie, un nombre d'électeurs égal au dixième du nombre des commerçants inscrits à la patente ne pouvant dépasser mille ni être inférieur à cinquante ; — Que si cette commission n'était pas absolument souveraine, le procureur de la République ayant le droit de demander à la juridiction supérieure l'annulation ou la modification de la liste, il n'y avait cependant aucun moyen d'attaquer ses décisions devant le tribunal de paix, soit pour obtenir une inscription d'office, soit pour demander une radiation ; — Qu'on ne saurait, en effet, reconnaître au juge de paix le pouvoir de se prononcer comme juge d'appel sur la validité d'une décision à laquelle il aurait pu prendre part lui-même (art. 619 § 4, modifié) ;

Attendu, il est vrai, que de grands changements ont été apportés dans la législation française ; que la loi du 8 décembre 1883, invoquée, a bouleversé complètement les principes de la loi de 1871 ; — Que la commission est composée d'une façon différente ; que tous les commerçants patentés depuis cinq ans au moins peuvent être électeurs et que le juge de paix exclu de la commission est devenu compétent pour en modifier les décisions ; — Mais que cette loi n'a pas été promulguée en Algérie et que toute loi nouvelle ne devient exécutoire en Algérie qu'en vertu d'une promulgation spéciale ;

---

(1) Jurispr. constante. V. Alger, 13 janvier 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 121) et les arrêts cités en note.

Attendu que si la loi du 8 décembre 1883 a un caractère plus libéral, plus démocratique, plus en conformité avec les institutions républicaines définitivement adoptées en France, on est obligé de reconnaître que son application à l'Algérie aurait pu entraîner à l'époque à laquelle elle a été votée, des conséquences très graves ; — Qu'en effet, les commerçants venus de la métropole étaient en minorité ; que les indigènes ou étrangers naturalisés seraient arrivés à occuper tous les sièges ; que les véritables Français *jure soli et sanguinis* en auraient été exclus et n'auraient pu faire prévaloir en Algérie les usages français que nos gouvernements s'efforcent depuis si longtemps d'implanter dans notre colonie ; — Attendu que ces raisons d'ordre purement politique, il est vrai, suffisent pour faire comprendre la nécessité d'une promulgation spéciale ; « Que cette néces-
« sité a été introduite et qu'elle est maintenue dans l'intérêt
« supérieur d'une bonne administration appliquant les lois
« nouvelles dans la mesure où le permettent l'état de la popu-
« lation et les progrès réalisés » (Cass. 5 nov. 1894) ; — Attendu d'autre part qu'il n'y a pas à se méprendre sur la volonté du législateur ; — Que la loi du 21 décembre 1871 elle-même n'a pas été toujours applicable à l'Algérie, que tout d'abord elle n'était suivie qu'en France, et qu'il a fallu, pour la rendre exécutoire dans la colonie, le décret du 10 mars 1872 ; — Qu'enfin chaque exception à la règle est prévue par un décret spécial et qu'il n'y a pas de décret spécial relatif à l'organisation de la justice consulaire ;

Par ces motifs : — Déclarons la loi de 1883 inapplicable à l'Algérie, et statuant en vertu de la loi de 1871, nous déclarons incompétent.

M. AUROUX, *juge de paix*.

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

28 janvier 1895

—

Chose jugée, motifs, dispositif.

—

S'il est vrai en principe que la chose jugée réside dans le dispositif et non dans les motifs d'un jugement ou d'un arrêt, il importe de remarquer que cette règle reçoit exception au

cas où la décision formulée dans le dispositif implique celle qui est énoncée dans les motifs et en est la conséquence logique et nécessaire (1).

(Maklouf Zarka c. Roussel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Attendu que, s'il est vrai, en principe, que la chose jugée réside dans le dispositif et non dans les motifs d'un jugement ou d'un arrêt, il importe de remarquer que cette règle reçoit exception au cas où la décision formulée dans le dispositif implique celle qui est énoncée dans les motifs et en est la conséquence logique et nécessaire ; — Que, si le jugement interlocutoire du 22 juillet 1893 se borne dans son dispositif à désigner un expert, cette désignation présuppose la décision énoncée dans les motifs, à savoir que Maklouf Zarka a droit à une indemnité à évaluer, et en est une conséquence logique et nécessaire ; — Que, par suite, ce jugement emporte chose jugée, quant au droit à cette indemnité ; — Que la cause du préjudice qu'il s'agit de réparer est le non paiement par Simon Zarka à Maklouf Zarka de la somme de 8,103 fr. 53 cent. qu'il lui doit d'après le rapport de l'expert Jansigny ; — Que, aux termes de l'art. 1153 C. civ., s'agissant en l'espèce de l'obligation de payer une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne peuvent consister que dans les intérêts fixés par la loi ; — Que les premiers juges ont en conséquence donné pleine satisfaction à Maklouf Zarka en l'admettant au passif de la faillite de Simon Zarka pour le montant de sa créance de 8,103 fr. 53 cent. avec intérêts de droit ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires, et sans avoir égard au rapport de l'expert Beudon qui est sans utilité dans la cause ; — Reçoit en la forme l'appel de Maklouf Zarka ; — Le rejette comme mal fondé ; — Confirme en conséquence le jugement entrepris ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Condamne Maklouf Zarka aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; M. ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes AMAR et PARISOT, *av.*

---

(1) V. Lacoste, *De la chose jugée*, nos 213 et suiv., et les décisions rapportées.

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

—

12 décembre 1894

—

Cour d'appel d'Alger, poursuite disciplinaire, assemblée générale, composition ; chambre des appels entre musulmans, loi du 30 août 1883.

—

La Cour d'appel d'Alger, se composant, aux termes de la loi du 30 août 1883, de quatre chambres dont chacune ne peut juger qu'au nombre minimum de cinq membres, doit, pour sa composition en assemblée générale et la formation d'un nombre impair, se réunir au nombre minimum de vingt-un magistrats ;

Si l'une des chambres de la Cour, spécialement chargée de la connaissance des appels entre musulmans, peut statuer sur ces appels au nombre de trois conseillers seulement, cette exception n'est pas applicable au cas où ladite chambre est appelée à statuer sur toute autre affaire et, notamment, dans une poursuite disciplinaire intentée contre un Français (1).

---

(1) Les assemblées générales ne sont régulièrement constituées, aux termes de l'ordonnance du 18 janvier 1846, qu'autant que le nombre des membres présents ne sera pas inférieur au nombre nécessaire pour la composition de chaque chambre. L'art. 1er de la loi du 30 août 1883, qui a fixé à cinq ce dernier nombre, ne saurait évidemment s'appliquer à la chambre des appels entre musulmans de la Cour d'Alger, dont la composition a fait l'objet de dispositions spéciales antérieures et postérieures à la loi de 1883. Sous le régime du décret du 13 décembre 1866, concernant la justice musulmane, et en vigueur lors de la promulgation de la loi précitée, cette chambre se composait de trois magistrats français et de deux assesseurs musulmans ayant voix délibérative, mais qui, à la différence des conseillers, ne pouvaient délibérer que sur les affaires portées devant ladite chambre. Le décret du 10 septembre 1886, qui réorganisa pour la quatrième fois la justice musulmane, ne donne plus que voix consultative aux assesseurs, permet de se passer de leur assistance et dispose que les décisions des juridictions d'appel entre musulmans, tant à la Cour que devant les tribunaux d'appel, seront rendues par trois magistrats au moins. Ces dispositions sont littéralement reproduites dans le cinquième décret du 17 avril 1889. Il est donc vrai de dire que la chambre musulmane de la Cour, chambre légalement constituée et qui ne comprend que trois magistrats français, désignés lors du roulement annuel, n'a jamais dû et ne doit encore, *en tant que chambre musulmane*, compter que

(Cuttoli c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'art. 27 de l'ordonnance du 20 novembre 1822 ; — Vu également l'art. 1er de l'ordonnance du 18 janvier 1846 ;

Attendu que, aux termes de la loi du 30 août 1883, la Cour d'appel d'Alger est composée de quatre chambres, dont chacune ne peut juger qu'au nombre de cinq membres ;

Attendu que, si l'une de ces quatre chambres, spécialement chargée de juger les appels entre indigènes musulmans, peut statuer sur ces appels au nombre de trois membres, aux termes de l'art. 39 du décret du 17 avril 1889, sur la justice musulmane, cette exception n'est pas applicable au cas où la dite chambre est appelée à statuer sur toute autre affaire, et

---

pour trois magistrats dans les assemblées générales, quel que soit l'objet sur lequel ces assemblées sont appelées à délibérer. Mais, et c'est ici que nait la difficulté, un décret du 16 mai 1887 (*Rev. Alg.*, 1888. 3. 25) a autorisé la chambre des appels entre musulmans de la Cour d'Alger à juger les affaires ordinaires, moyennant l'adjonction de deux conseillers aux trois magistrats qui la composent. Ce décret, dans son préambule, vise l'art. 2 de la loi du 30 août 1883, lequel est ainsi conçu : « Si les besoins du service l'exigent, il pourra être formé, par règlement d'administration publique, une chambre temporaire, composée de conseillers pris dans d'autres chambres. »

» En fait, la nouvelle chambre ainsi constituée à la Cour d'Alger, dénommée « chambre mixte » dans l'intitulé du décret du 16 mai 1887 et devenue la 3e chambre civile, siège d'une façon permanente, tout aussi bien que celle des appels entre musulmans. Si cependant elle n'est que temporaire, dans le sens et selon le vœu de l'art. 2 de la loi de 1883, si, ce qui est surtout à considérer, elle est composée, conformément à la disposition de cet art. 2, de conseillers pris dans des chambres déjà représentées en assemblée générale par le minimum du nombre des membres sans lesquels chacune de celles-ci ne peut valablement juger, est-il exact que cette chambre doive cinq magistrats aux assemblées générales? Ne suffit-il pas, pour la validité des décisions de ces assemblées, qu'aux quinze conseillers représentant les trois autres chambres (civiles et correctionnelle), on adjoigne trois magistrats pour représenter la chambre musulmane, plus un dix-neuvième, de façon à délibérer en nombre impair? Depuis la création de la chambre mixte jusqu'à l'arrêt rapporté ci-dessus, tel était, croyons-nous, le mode de procéder constamment suivi à la Cour d'Alger. Pour la formation des assemblées générales, on ne faisait entrer en ligne de compte que la chambre musulmane, mais pas plus la chambre mixte que celle des mises en accusation qui, cependant, est incontestablement permanente, mais dont les membres sont, en même temps, attachés à d'autres chambres.

notamment sur une poursuite disciplinaire intentée par le ministère public contre un Français ;

Attendu, dès lors, que, dans l'espèce, le nombre de vingt-un magistrats était indispensable pour la composition de l'assemblée générale de la Cour, et la formation d'un nombre impair, conformément à l'art. 1er de la loi du 30 août 1883 ; — Que, néanmoins, il est constaté par l'arrêt attaqué que dix-neuf magistrats seulement ont concouru audit arrêt ; — D'où il suit que les articles susvisés ont été violés ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger, du 10 février 1894, et renvoie la cause et les parties devant la Cour d'Aix.

MM. MAZEAU, *prem. prés.* ; DARESTE, *rap.* ; RAU, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

Du même jour, arrêt identique sur le pourvoi formé par Me Sterlin, avocat à Constantine, contre le même arrêt.

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

14 février 1895

Motifs des jugements, interdiction, musulman, actes antérieurs, cause de l'interdiction, notoriété, preuve, droit musulman, insuffisance de motifs.

Lorsqu'un tribunal a refusé d'annuler des billets souscrits par un musulman interdit, antérieurement à son interdiction, en se fondant sur ce que le tuteur était tenu de prouver que la cause de l'interdiction existait notoirement au moment de la souscription et sur ce qu'il ne rapportait pas cette preuve, et que devant la Cour l'intimé a conclu à la confirmation pure et simple du jugement, est insuffisamment motivé l'arrêt qui se borne à déclarer, pour infirmer ledit jugement, « qu'il résulte des circonstances de la cause qu'au moment de la création des deux billets l'interdit était dans un état de faiblesse d'esprit qui le livrait sans défense aux entreprises d'autrui, » sans examiner si cet état était notoire, ni si, en droit musulman, cette notoriété est exigée. (1)

(1) V. l'arrêt de la Cour d'Alger, du 27 juillet 1891, qui a donné lieu au pourvoi (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 547) et la note.

(Ichoua Smadja c. Mohamed Bonachour)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que pour refuser d'annuler deux billets souscrits par l'interdit Lebben, antérieurement à son interdiction, le tribunal de première instance s'était fondé sur ce que le tuteur Bonachour était tenu de prouver que la cause de l'interdiction existait notoirement au moment de la souscription, et sur ce qu'il ne rapportait pas cette preuve ; — Attendu qu'en concluant devant la Cour d'appel à la confirmation pure et simple du jugement, Ichoua Smadja s'est approprié les moyens qui avaient motivé les décisions des premiers juges ; — Que, dès lors, en se bornant à déclarer, pour infirmer le jugement « qu'il résultait des circonstances de la cause qu'au moment de la création des deux billets, Mohamed ben Hadj Ali Lebben était dans un état de faiblesse d'esprit qui le livrait sans défense aux entreprises d'autrui », sans examiner si cet état était notoire, ni si, en droit musulman, cette notoriété était exigée, l'arrêt attaqué (Alger, 27 juillet 1891) n'a pas répondu à un moyen formellement proposé et qu'il a, par suite, violé les prescriptions de l'article de loi susvisé ;

Par ces motifs : — Casse et renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. MAZEAU, *prem. prés.*; FAYE, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.* — Me DUFOURMANTELLE, *av.*

JUSTICE DE PAIX D'ORAN

4 février 1895

Louage, appartement, maladie contagieuse, défaut de désinfection, propriétaire, responsabilité, compétence du juge de paix.

Lorsqu'il se produit, dans un appartement, un décès par suite d'une maladie contagieuse, telle que la diphtérie, le propriétaire de la maison est tenu, avant de relouer les

lieux, de les faire désinfecter par le service de l'hygiène publique ;

Faute par lui de ce faire, et si l'un des nouveaux locataires est atteint par la contagion, le propriétaire en faute n'est pas fondé à réclamer le paiement de ses loyers, et sa négligence le rend, en outre, passible de dommages-intérêts ;

La demande reconventionnelle du locataire en dommages-intérêts est de la compétence du juge de paix.

(A... c. V...)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — En ce qui concerne la demande en paiement de loyer : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1719 C. civ., le bailleur est tenu de faire jouir paisiblement le preneur de la chose louée; — Qu'il est démontré que les locaux loués étaient, avant l'entrée des défendeurs, infectés par la diphtérie ; — Qu'il tombe sous le sens qu'un propriétaire, en louant un appartement contaminé par la diphtérie, ne procure pas à ses locataires la jouissance de la chose louée, telle que l'entend l'art. 1719 C. civ.; — Que, sans cette jouissance, il ne peut exiger de loyer; — Que V..., dès lors, est mal fondé en sa demande; — L'en déboutons et le condamnons aux dépens;

En ce qui concerne la demande reconventionnelle de 1,500 fr. de dommages-intérêts formée par les époux A... : — Attendu que cette demande rentre dans notre compétence en vertu de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1838; — Qu'il ressort de la combinaison des art. 1719-1721 C. civ. et paragraphe 4 de la loi de 1838, qu'un locataire qui a subi un préjudice, par suite d'un vice caché de la chose louée, a droit à des dommages-intérêts, lorsque ce propriétaire a connu ce vice; — Que le mandataire de V... l'a évidemment connu, puisqu'il a essayé de désinfecter le logement; — Que s'il avait eu recours au service de l'hygiène pour cette opération, il aurait pu assurer à ses locataires l'immunité presque absolue; — Que la statistique établit, en effet, que sur deux cents appartements désinfectés par ce service, à Oran, la diphtérie n'a fait sa réapparition que dans deux seulement; — Qu'au lieu de s'adresser à des hommes compétents, le représentant du propriétaire a préféré appliquer un procédé qui n'avait aucune efficacité au point de vue antiseptique; — Que c'est vainement qu'il invoque sa bonne foi et son ignorance; que la bonne foi n'est pas une excuse, et que

l'ignorance est une faute lourde quand elle aboutit, comme dans l'espèce, à développer un foyer d'épidémie; — Que V..., aux termes de l'art. 1384 C. civ., est responsable des agissements de son préposé; — Attendu que c'est bien dans la maison V..., où elle a séjourné quelque temps, que la petite fille des époux A... a contracté la diphtérie infectieuse qui l'a emportée; — Qu'il est certain qu'on ne peut administrer scientifiquement la preuve d'un fait de cette nature, mais qu'il existe dans la cause des présomptions si précises et si concordantes qu'elles suffisent à déterminer notre conviction; — Que c'est d'ailleurs l'opinion du docteur G..., qui a soigné l'enfant et n'a pas hésité à déclarer par écrit qu'il avait engagé la dame A... à quitter l'appartement « où sa petite fille avait contracté la diphtérie à laquelle elle avait succombé; » — Qu'en admettant même par impossible que ce soit au dehors que l'enfant ait gagné cette terrible maladie, il est un point hors de contestation, c'est que le logement se trouvait contaminé avant l'entrée des locataires; que ceux-ci étaient exposés à une mort presque certaine en l'habitant; que leur déménagement immédiat s'imposait avec ses conséquences, et que, dès lors, en tout état de cause, il leur a été causé un préjudice sérieux dont réparation est due aux termes de l'art. 4 de la loi de 1838 précitée; — Attendu qu'en présence des constatations de l'enquête, il ne saurait y avoir aucune incertitude sur la question de non jouissance du preneur par le fait du propriétaire; qu'il est impossible, dès lors, au bailleur de dénier l'existence des défauts de la chose louée sur lesquels est fondée la demande en indemnité; — Que, par suite, la contestation qu'il soulève sur le fond du droit n'est pas sérieuse et ne peut, par conséquent, entraîner notre incompétence;

En ce qui concerne le quantum des dommages-intérêts : — Attendu qu'il est bien certain qu'aucune indemnité pécuniaire ne peut compenser une perte comme celle qu'ont éprouvée les époux A...; — Mais qu'en dehors le préjudice moral qu'ils ont eu à subir, il leur a été causé un dommage matériel que les éléments de la cause nous permettent d'apprécier; — Que les époux A... ont dû, en effet, faire face aux frais occasionnés par la maladie de leur petite fille, puis par son enterrement; qu'ils ont été forcés d'isoler leurs deux autres enfants, de quitter ensuite, sur l'ordre du médecin, l'appartement du boulevard Charlemagne pour aller, pendant une quinzaine de jours, s'installer à l'hôtel; qu'ils ont dû, enfin, procéder à un déménagement que les circonstances ont rendu coûteux; — Que l'on ne peut admettre aucune atténuation à la responsa-

bilité du propriétaire, lorsqu'il s'agit d'une question intéressant comme celle-là l'existence de ses locataires; — Que, pour toutes ces raisons, la demande en 1,500 fr. de dommages-intérêts formée par les époux A... nous paraît justifiée;

Par ces motifs : — Condamnons V... à leur payer la somme de 1,500 fr. pour les causes susénoncées; — Le condamnons aux dépens.

M. HOURIE, *juge de paix.*



COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 janvier 1895

Connaissement, attribution de juridiction, destinataire, effets, incompétence relative.

Le destinataire de la marchandise est-il tenu, comme le chargeur et le transporteur, par les termes du connaissement, attribuant notamment compétence à un tribunal particulier pour toutes les difficultés pouvant naître de l'usage de ce connaissement? (Non résolu);

En tous cas, cette incompétence étant purement relative, doit être invoquée in limine litis *et avant toute défense au fond* (1).

(Compagnie Knoth Prince Liwe c. Farudjia)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, pour décliner la compétence du tribunal de Tunis, qui a rendu la décision attaquée, la compagnie appelante invoque la clause de ses connaissements qui attribue compétence à la chambre arbitrale des transports d'Anvers, et celle des mêmes connaissements qui stipule que par l'acceptation des connaissements les destinataires des marchandises ont accepté expressément de se conformer à

---

(1) V. sur ces deux questions, Alger, 31 janv. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 139) et la note.

toutes les conditions écrites ou imprimées, nonobstant usage contraire dans le port ; que sur ce premier point elle fait remarquer qu'il est de jurisprudence que les stipulations du contrat intervenu entre le chargeur et le transporteur s'imposent au destinataire pour l'exécution de toutes les clauses licites, et que sur le second elle soutient qu'en admettant qu'on se trouve en présence d'une clause compromissoire, elle n'en devrait pas moins être validée, s'agissant dans l'espèce d'un contrat intervenu en Belgique et la loi belge ne prohibant pas les clauses de cette nature ;

Attendu que, sans qu'il soit nécessaire d'examiner s'il est exact que le destinataire de la marchandise soit tenu par les termes du connaissement, comme le chargeur et le transporteur, ou si c'est la loi belge ou la loi française qui doit être appliquée aux connaissements invoqués dans l'espèce par la compagnie appelante, il y a lieu de dire avec les premiers juges que s'agissant au procès actuel d'une compétence *ratione loci* purement relative, cette question aurait dû être posée tout d'abord avant toute défense au fond ; que vainement il est allégué que le fait d'avoir comparu sur une assignation donnée d'heure à heure et d'avoir consenti à des mesures conservatoires n'implique pas renonciation à l'exception d'incompétence ; — Attendu, en effet, que les jugements rendus par le tribunal de commerce les 16 juin et 13 juillet 1893 ne sauraient constituer des ordonnances de référé, et de plus qu'ils n'ordonnaient pas de simples mesures conservatoires, mais ordonnaient une expertise à l'effet d'établir les responsabilités et d'évaluer le préjudice, en un mot de déterminer les éléments constituant le fond du procès ; — Attendu, dans tous les cas, sur ce point, que la compagnie appelante a comparu par son agent, le sieur Lasry, devant les premiers juges, qu'elle a laissé nommer l'expert contradictoirement sans faire aucune réserve et que, d'accord avec les intimés Farudjia et Camilleri, elle a demandé même que cet expert fût appelé à compléter sur un point spécial son rapport, et ce, toujours sans aucune réserve ; qu'il est par suite manifeste que cette compagnie a perdu la faculté qu'elle pouvait avoir, en vertu des connaissements, d'opposer à ses adversaires l'exception d'incompétence, et que c'est à bon droit que les premiers juges ne se sont pas arrêtés à cette exception tardivement présentée ;

Sur l'exception tirée de la tardivité de la réclamation de Farudjia et Camilleri, en ce qui concerne Farudjia : — Attendu que la compagnie appelante base son exception sur une clause de connaissement portant qu'il n'est accordé aux destinataires

un délai de vingt-quatre heures, après le déchargement, pour toute réclamation écrite pour dommages ou manquement ; que les fers ayant été déchargés, suivant elle, le 4 juin, et la réclamation de Farudjia ne s'étant produite que le 13 du même mois, cette réclamation devait être rejetée comme tardive; — Attendu qu'il y a lieu d'adopter, sur ce point, les motifs qui ont déterminé les premiers juges à rejeter l'exception proposée par la compagnie appelante; — Attendu, au surplus, que si cette compagnie, après avoir opéré le déchargement dans les mauvaises conditions exposées dans le jugement dont est appel, pouvait se retrancher derrière cette clause de connaissement pour échapper par une forclusion à toute responsabilité, cela équivaudrait à s'exonérer indirectement des conséquences de sa faute personnelle; qu'il y a eu, en effet, d'après les constatations de l'expertise, faute du capitaine qui aurait dû opérer un déchargement régulier, faute de l'agent de la compagnie, qui n'aurait pas dû accepter des mains du capitaine des fers jetés en tas dans le plus grand désordre; qu'on ne peut s'exonérer de ses fautes personnelles par des clauses spéciales insérées dans les contrats, et que, dans l'espèce, cette preuve de la faute personnelle de la compagnie résulte pleinement de l'expertise ;

Au fond : — Attendu que les réclamations de Farudjia et de Camilleri sont relatives les unes aux autres marchandises déjà introduites dans leurs magasins au moment de l'expertise, les secondes aux colis encore déposés à la douane quand l'expert les a vérifiés, les autres aux marchandises manquantes;

Sur le premier point : — Attendu que les premiers juges ne les ont pas admises en se fondant avec raison sur ce que, au moment des opérations de l'expert, ces marchandises étaient depuis plusieurs jours déjà en magasin, sans que les demandeurs aient pris les mesures nécessaires pour en assurer l'identité ; qu'il n'y a du reste aucun appel incident de ce chef et qu'il y a lieu dès lors, en ce qui concerne ces marchandises, de maintenir leur décision ;

Sur le second et troisième point et sur les dommages-intérêts; — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Sur l'action en garantie formée par la compagnie appelante contre la société La Providence : — Attendu que cette action, formulée pour la première fois en cause d'appel, constitue une demande nouvelle et par suite irrecevable en l'état de la procédure ; — Attendu toutefois qu'il y a lieu de donner acte à cette compagnie des réserves qu'elle fait de renouveler en temps et lieu cette demande par action principale ;

Par ces motifs : — Confirme tant sur les exceptions que sur le fond le jugement attaqué en ce qui concerne la demande de Farudjia ; — Déclare irrecevable l'appel de la compagnie Knoth Prince Liwe en ce qui concerne celle de Camilleri ; — Dit en conséquence que ce jugement sortira son plein et entier effet ; — Dit irrecevable cette compagnie dans sa demande en garantie contre la société La Providence ; lui donne toutefois acte de ses réserves de la reprendre par action principale ; — Condamne la compagnie appelante à l'amende et aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; ÉON, *av. gén.* — Mes BORDET, LEMAIRE et Paul BLASSELLE, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

22 octobre 1894

Chemins de fer, marchandises, transport, wagon complet, poids, tarif.

Le tarif de 1 fr. par tonne s'applique aux marchandises désignées, soit dans les tarifs généraux, soit dans les tarifs spéciaux, comme transportées par wagon complet de 4,000 kilos et au-dessus, ou par expédition d'un poids équivalent ;

Par suite, il suffit qu'une expédition égale 4,000 kilos ou paie pour ce poids, pour que le bénéfice de ce tarif soit acquis ; — et cela sans qu'il soit nécessaire que le tarif spécial aux marchandises transportées fasse ou non mention d'expéditions comportant ce poids ou payant pour ce poids.

(Gaudet c. Cie de l'Est-Algérien)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Roussel et Gaudet, syndics de la faillite Joly et Pertus, réclament à la Cie de l'Est-Algérien paiement, outre intérêts de droit et dépens, de la somme de 502 fr. 70 cent. pour trop perçu sur 291 expéditions de fûts

pleins et celle de 158 fr. 95 cent. pour 25 expéditions de fûts vides; — Attendu que la Cie défenderesse déclare être prête à rembourser aux demandeurs la somme de 291 fr. 40 cent., montant des détaxes reconnues par elle et d'erreurs de chiffres et de calculs, plus une autre somme de 13 fr. qui, ajoutée à celle de 63 fr. déjà payée à Joly et Pertus en 1889, forment un total de 367 fr. 40 cent. qu'elle aura ainsi remboursés sur les expéditions dont s'agit; — Qu'elle ajoute que c'est à tort que les demandeurs lui réclament une somme supérieure en se basant sur ce que les marchandises qui ont fait l'objet de ces expéditions doivent être décomptées pour frais de chargement, et de gare à gare, à raison de 1 fr. la tonne moins 30 cent. pour les frais afférents au chargement ou au déchargement, qui ont été faits par les soins de Joly et Pertus, soit 70 cent. pour la tonne au lieu de 1 fr. 50 cent. qu'elle a perçu, suivant le décompte ci-après : — Frais de chargement au départ, 40 cent.; frais de déchargement à l'arrivée, 40 cent.; frais de gare au départ, 35 cent.; frais de gare à l'arrivée, 35 cent.; frais de surveillance sur la voie du port, 40 cent.; 1 fr. 90 cent.; total : 1 fr. 90 cent., moins les frais de chargement ou déchargement effectués par les soins des expéditeurs ou destinataires, 40 cent.; — Reste 1 fr. 50 cent. par tonne;

Attendu que les demandeurs, au contraire, se basent sur l'art. 1er des transports à petite vitesse applicable aux marchandises en général voyageant par wagon complet de 4,000 kilos et au-dessus ou par expéditions d'un poids équivalent, soutiennent ne devoir que 70 cent. par tonne, décomptés comme suit : — 1° frais de chargement au départ, 30 cent.; 2° frais de déchargement à l'arrivée, 30 cent.; 3° frais de gare au départ, 20 cent.; 4° frais de gare à l'arrivée, 20 cent.; total : 1 fr.; — A déduire, frais de chargement ou de déchargement effectué, soit par les expéditeurs, soit par les destinataires, 30 cent., reste 70 cent. par tonne;

Attendu que, pour faire repousser ce système, la Cie défenderesse soutient que les stipulations du chapitre 1er art. 1er § 1er du tarif général qui stipulent, pour les marchandises transportées par wagon complet de 4,000 kilos et au-dessus ou par expéditions d'un poids équivalent, 1 fr. par tonne, ne sont pas applicables aux expéditions Joly et Pertus parce que celles-ci se composaient de marchandises non désignées dans les tarifs, comme transportées par wagon de 4,000 kilos ou par expéditions d'un poids équivalent; — Mais attendu que toutes les expéditions visées dans la demande sont chacune supérieure à 4,000 kilos; que, d'autre part, il est formellement spécifié, dans ce chapitre 1er, que le tarif de 1 fr. par tonne

est applicable pour les marchandises désignées, soit dans les tarifs généraux, soit dans les tarifs spéciaux, comme étant transportées par wagon complet de 4,000 kilos et au-dessus ou par expéditions d'un poids équivalent, c'est-à-dire qu'il suffit qu'une expédition égale 4,000 kilos ou paie pour ce poids pour que le bénéfice du tarif à 1 fr. soit appliqué, et cela sans qu'il soit nécessaire que le tarif spécial, auquel sont classées les marchandises transportées, fasse ou non mention des expéditions pour 4,000 kilos en payant pour ce poids ; — Que, conséquemment, aucune disposition contraire ne s'opposant à l'application de ce tarif, il y a lieu de dire que, déduction faite des frais de chargement ou de déchargement, les syndics Joly et Pertus ne doivent payer que sur le pied de 70 cent. par tonne;

Mais attendu qu'il convient d'ajouter à ce prix 40 cent. par tonne pour frais de surveillance sur la voie du port d'Alger, conformément au tarif spécial n° 10, ce qui porte le prix de la tonne à 1 fr. 10 cent. ;

Attendu qu'il y a cependant lieu de déduire du montant de la demande : — 1° La détaxe applicable à l'expédition n° 15 de l'alinéa (n° d'ordre 1er), les sieurs Joly et Pertus n'étant ni expéditeurs, ni destinataires; — 2° Celles applicables aux expéditions portant les numéros d'ordre 15, 19, 20 et 45, toutes actions résultant de ces lettres de voiture étant prescrites aux termes de l'art. 108 C. com., modifié par la loi du 11 avril 1888; — Attendu que, de ce qui précède et des calculs faits sur la base de 1 fr. 10 cent., il résulte que le montant des détaxes réclamées par Roussel et Gaudet ne s'élève plus qu'à la somme de 608 fr. 65 cent., de laquelle il convient encore de déduire 63 fr. payés à Joly et Pertus en 1889, soit net 545 fr. 65 cent., alors que la Cie de l'Est-Algérien n'offre que 304 fr. 40 cent. pour solde; — Que son offre est donc insuffisante et non satisfactoire, et qu'il convient de la condamner purement et simplement au paiement de la somme de 545 fr. 79 cent. ci-dessus fixée ;

Par ces motifs : — Donne acte à la Cie de l'Est-Algérien, défenderesse, de son offre de payer 304 fr. 40 cent. pour solde; — Déclare ladite offre insuffisante et non satisfactoire; — Condamne, en conséquence, ladite Cie des chemins de fer de l'Est-Algérien de payer à Roussel, ès-qualités, la somme de 545 fr. 65 cent., montant ainsi fixé des causes de la demande.

M. TINÉ, *prés.* — Mes LE DENTU, VANDIER et SUBERBIELLE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

16 février 1895

—

Douanes, Algérie, contravention, procès-verbal, force probante, marchandises prohibées, introduction, rayon frontière, décret du 24 juillet 1890, bonne foi, circonstances atténuantes.

—

Les procès-verbaux des agents des douanes, non attaqués par l'inscription de faux, font foi pleine et entière des faits matériels qu'ils constatent (L. 11 floréal an VII, art. 11) ;

Aux termes de l'art. 38 de la loi du 28 avril 1816, les marchandises prohibées à l'entrée sont réputées avoir été introduites en fraude, notamment lorsqu'elles sont trouvées dans le rayon des frontières non munies d'un acquit de paiement, passavant ou autre expédition, valable pour la route qu'elles tiendront ;

L'art. 41 de la même loi interdit et punit toute importation par terre d'objets prohibés et toute introduction frauduleuse d'objets tarifés dont le droit serait de 20 fr. le quintal métrique et au-dessus ;

Le décret du 24 juillet 1890 asssujettit, en Algérie, à la police du rayon frontière, c'est-à-dire aux lois sur la contrebande, les marchandises prohibées et spécialement les tissus de coton ;

En déterminant le rayon douanier de la frontière est de l'Algérie et en soumettant ce rayon à la police douanière, le décret de 1890 a, implicitement et nécessairement, placé ce rayon sous l'empire de toutes les lois générales répressives de douane ;

En cette matière, le tribunal de répression n'est pas autorisé à excuser le contrevenant en se basant sur son intention et sa bonne foi, non plus qu'à appliquer les circonstances atténuantes, prévues par l'art. 463 C. pén., la loi abandonnant à l'administration seule l'examen des questions d'intention et de bonne foi du contrevenant, et lui laissant le soin d'apprécier les circonstances qui, dans chaque espèce,

peuvent être de nature à faire modérer ou même remettre les peines encourues ou prononcées.

(Min. pub. c. Ali ben El Hadj)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par M. le procureur général contre le jugement du tribunal correctionnel de Guelma du 6 novembre 1894; — Reçoit également, comme régulière en la forme et au surplus comme non contestée, l'intervention de l'administration des douanes devant la Cour; — Et statuant, au fond, tant sur les fins dudit appel que sur celles de ladite intervention;

Attendu, tout d'abord, que les nommés Ali ben El Hadj et Ramdan Madjebeur ont été, à la date du 12 juillet 1894, l'objet de deux procès-verbaux des préposés des douanes de Biskra pour des contraventions distinctes et personnelles à chacun d'eux; — Attendu qu'il n'existe entre les procédures de poursuite ni connexité indispensable ou indivisibilité; — Qu'il n'existe, non plus, à raison des contraventions relevées, aucune solidarité entre les prévenus; — Attendu que c'est par suite sans motifs justifiés que devant les premiers juges ces deux poursuites ont été réunies, et qu'il a été statué sur toutes les deux par une seule et unique décision; — Attendu que l'administration des douanes demande, en conséquence, que les deux causes soient disjointes et qu'il soit prononcé sur chacune d'elles par des décisions séparées; — Qu'il échet de faire droit à ces conclusions de l'administration;

En ce qui touche, dès lors, la contravention aux lois douanières imputée au sieur Ali ben El Hadj, l'un des deux prévenus : — Attendu que des énonciations d'un procès-verbal dressé par les préposés des douanes à Biskra le 12 juillet 1894, il ressort que la veille, 11 juillet, le sieur Ali ben El Hadj a été rencontré par lesdits préposés à 5 kilomètres en avant de Ménah, sur la route qui conduit à Amontave, à 80 kilomètres de la résidence et à environ 200 kilomètres de la frontière tunisienne, conduisant un mulet chargé de marchandiseses; qu'interpellé, il a répondu qu'il venait de Biskra et qu'il allait de village en village pour y vendre les marchandises par lui transportées; qu'il a exhibé un permis de circulation; qu'après examen de ce permis et visite sommaire desdites marchandises, il a été reconnu qu'elles contenaient douze pièces de coton et onze foulards de soie qui ne figuraient

pas sur ledit permis et qui n'étaient pas estampillés; — Attendu que les procès-verbaux des agents des douanes, non attaqués par l'inscription de faux, font, aux termes de l'art. 11 de la loi du 11 floréal an VII, foi pleine et entière des faits matériels qu'ils constatent; — Attendu que l'art. 38 de la loi du 28 avril 1816 dispose que les machandises prohibées à l'entrée sont réputées avoir été introduites en fraude, notamment lorsqu'elles sont trouvées dans le rayon des frontières sans être munies d'un acquit de paiement, passavant ou autre expédition, valable pour la route qu'elles tiendront; — Attendu que l'art. 41 de la même loi interdit et punit toute importation par terre d'objets prohibés et toute introduction frauduleuse d'objets tarifés dont le droit serait de 20 fr. par quintal métrique et au-dessus; — Attendu que le décret du 24 juillet 1890 assujettit, en Algérie, à la police du rayon frontière de terre, c'est-à-dire aux lois sur la contrebande, les marchandises prohibées et spécialement les tissus de coton; — Attendu que la région dans laquelle a été trouvée en circulation la marchandise saisie sur le prévenu est, aux termes de l'art. 2 du décret précité du 24 juillet 1890, formellement comprise dans le rayon frontière soumis à la police douanière; — Attendu, dès lors, qu'en introduisant ou en important dans le rayon frontière, sans permis, passavant, acquit de paiement ou toute autre expédition valable, des tissus de coton, marchandise prohibée, ledit prévenu est légalement présumé avoir fait l'introduction ou l'importation frauduleuse prévues et punies par les art. 41, 42 et 43 de la loi du 26 avril 1816 et 4 de la loi du 2 juin 1875; — Qu'il a encouru les pénalités édictées par ces textes;

Attendu que c'est donc indûment que, sans tenir compte de la matérialité des faits relatés au procès-verbal des préposés des douanes, de la présomption légale de fraude en résultant, de la foi due aux énonciations de ce procès-verbal, les premiers juges ont cru devoir, par des considérations tirées de circonstances étrangères aux constatations faites, exempter le délinquant de l'action dont il était l'objet; — Attendu que l'art. 16 de la loi du 9 floréal an VII leur interdisait, en principe, de l'excuser sur l'intention; — Que la loi, d'une manière générale, abandonne effectivement, en cette matière, à l'administration l'examen des questions d'intention et de bonne foi; qu'elle lui laisse le soin d'apprécier les circonstances qui, dans chaque espèce, peuvent être de nature à faire modérer ou même remettre les peines encourues ou prononcées; — Qu'ainsi il est de règle qu'en la même matière l'art. 463 C. pén. ne peut être appliqué par les tribunaux;

Attendu que c'est à tort, en conséquence, qu'à l'appui de sa décision le tribunal a, notamment, fait état au profit du contrevenant de cette circonstance qu'aucun bureau de douane n'existant ni à Constantine, ni à Batna, ledit contrevenant s'était trouvé dans l'impossibilité de se procurer le permis de circulation exigé par la loi ; — Attendu, tout d'abord, que ce dernier point était inexact; — Qu'il est constant, en effet, que des bureaux de douane sont installés dans ces dernières localités; — Qu'il est également certain qu'un représentant de la douane existe à Biskra, localité d'où serait parti le sieur Ali ben El Hadj pour se rendre dans le rayon frontière où il a été surpris par les agents en flagrant délit de contrebande; — Attendu que de ce dernier fait il ressort même que celui-ci aurait eu à Biskra toutes les facilités voulues pour se munir de permis régulier, et que, par suite, il est en faute de ne point l'avoir fait;

Attendu que vainement encore le même tribunal tire argument de ce que le décret du 24 juillet 1890 ne contiendrait que des dispositions comminatoires dépourvues de toute sanction; — Attendu qu'il est manifeste qu'en déterminant le rayon douanier de la frontière est de l'Algérié française et en soumettant ce rayon à la police douanière, le décret dont il s'agit a, implicitement et nécessairement, placé ledit rayon sous l'empire de toutes les lois générales répressives de douane; — Attendu, en ce qui touche la valeur des marchandises et objets de contrebande saisis, que du procès-verbal du 12 juillet 1894 il appert que cette valeur n'excède pas 500 fr.; — Attendu que parmi ces objets se trouvaient quatre pièces de tissus servant à masquer la fraude ; — Attendu que l'art. 4 de la loi du 2 juin 1875 prononce spécialement, quant à ces dernières marchandises, la peine de la confiscation;

Par ces motifs : — Disjoignant la cause du prévenu Ali ben El Hadj de celle du sieur Ramdan ben Saïd ben Madjebeur pour être statué sur cette dernière par une décision distincte et séparée; — Et prononçant, en conséquence, sur la poursuite dirigée contre ledit sieur Ali ben El Hadj : — Faisant droit à l'appel du ministère public et aux conclusions de l'administration des douanes : — Infirme et met à néant, en ce qui concerne le sieur Ali ben El Hadj, le jugement du tribunal de Batna du 6 novembre 1894; — Décharge l'administration des douanes des dispositions portées contre elle par ce jugement; — Statuant par décision nouvelle et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Déclare le prévenu coupable d'avoir, le 11 juillet 1894, frauduleusement importé ou introduit dans le pays occupé, par la frontière de

l'est, sans permis, acquis de paiement, acquit à caution, passavant ou toute autre expédition valable, des marchandises prohibées; — Et pour répression : — Le condamne à six jours d'emprisonnement et 500 fr. d'amende et décimes en sus; — Prononce la confiscation des marchandises ayant fait l'objet du délit de contrebande susspécifié, ensemble des marchandises ayant servi à masquer la fraude et du mulet ou de la mule ayant servi à les transporter, lesdites marchandises détaillées au procès-verbal du 12 juillet 1894; — Le tout d'une valeur de 400 fr.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

16 février 1895

Action civile, jugement, ministère public, acquiescement, partie civile, arrêt, recevabilité, pouvoirs du juge du second degré. — Dénonciation calomnieuse, conditions, simple écrit.

Il est de principe que l'acquiescement formel ou tacite du ministère public à un jugement laisse subsister l'action civile tout entière ;

Le juge du second degré, saisi de l'appel de la partie civile quant à ses intérêts civils, a le droit d'examiner et d'apprécier tous les éléments du procès pouvant servir à la décision et la justifier ;

En matière de dénonciation calomnieuse, un simple écrit, même non rédigé ni signé par le dénonciateur, suffit pour constituer le délit.

(M'rah c. Tabti)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de M'rah Ould El Hadj M'rah, partie civile, est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'à la date du 24 juin 1894, le nommé

Tabti Abdelkader Ould El Hadj ben Ali ben Tabet a adressé et remis lui-même à l'administrateur de la commune mixte de Renchi une lettre ainsi conçue : « J'ai l'honneur de vous informer que le caïd M'rah et les gendarmes de l'Isser sont venus faire une perquisition dans notre maison et ont saisi toutes les armes de El Hadj Ali ; ils ont fouillé les femmes. Le caïd a voulu de même fouiller la nommée Jamina, veuve de El Hadj Ali, qui avait sur ses bras la jeune Fathma ben Miloud. En s'approchant d'elle, il l'a poussée et l'a fait tomber à terre ainsi que la fille en question. Cette fille s'est évanouie et est décédée à 8 heures du soir. Ces perquisitions ont été faites le samedi, 23 courant, à 9 heures du matin. J'ai prévenu le médecin de Pont-de-l'Isser et je vous porte plainte. — Le 24 juin 1894 de la part de votre serviteur : Abdelkader Ould El Hadj ben Ali. » — Attendu qu'à la suite de cette lettre une instruction criminelle a été ouverte contre le caïd M'rah, au tribunal de Tlemcen ; — Attendu que cette instruction s'y est terminée par une ordonnance de non-lieu rendue, le 29 juillet 1894, au profit dudit caïd, par le juge d'instruction ; — Attendu que le caïd M'rah a saisi alors les premiers juges d'une action correctionnelle contre le plaignant en dénonciation calomnieuse et en dommages-intérêts ; — Attendu que, par jugement du 28 novembre 1894, le tribunal de Tlemcen a renvoyé ledit plaignant des fins de la poursuite et débouté le caïd de toutes ses demandes ; — Attendu que le ministère public a laissé acquérir à cette décision, en ce qui concerne l'action publique, l'autorité de la chose jugée ; — Attendu que le caïd l'a, au contraire, frappée d'appel ; — Attendu que cet appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond ; — Attendu, en droit tout d'abord, qu'il est de principe que l'acquiescement formel ou tacite du ministère public à un jugement, en couvrant ce jugement sur les chefs relatifs à l'action publique, laisse subsister et vivre l'action civile tout entière ; — Attendu que le but de cette dernière action est d'obtenir la réparation du dommage occasionné par le fait incriminé ; — Attendu que ce dommage ne peut être réparé devant la juridiction répressive qu'autant qu'il provient d'un fait qualifié délit ; — Attendu qu'il suit de là que le juge du second degré, saisi de l'appel de la partie civile quant à ses intérêts civils, a le droit d'examiner et d'apprécier tous les éléments du procès pouvant servir à la décision et la justifier ; qu'il a dès lors incontestablement le pouvoir de rechercher si le fait qui a donné lieu à sa plainte ou sur lequel s'est appuyée cette plainte existe réellement, et s'il a causé un dommage à celui à l'encontre duquel il a été dénoncé ;

Attendu, cela étant, qu'il échet de voir, dans la cause, si la lettre du 24 juin 1894, attribuée à l'intimé, présente tous les caractères de la dénonciation calomnieuse reprochée à ce dernier, et si en outre elle a été dommageable à l'appelant ; — Attendu qu'aucun doute ne saurait exister à cet égard ; — Attendu que la dénonciation qui résulte de cette lettre du 24 juin 1894 réunit bien, en effet, toutes les conditions qui en font le délit prévu et réprimé par l'art. 373 C. pén. ; — Qu'ainsi il est constant pour la Cour que cette dénonciation a été formulée par écrit, qu'elle a été adressée et remise par l'intimé à un officier de police judiciaire, qu'elle a été spontanée, qu'elle a été faite avec intention de nuire et mauvaise foi, ledit intimé n'ayant pu ignorer dans les circonstances de la cause que les faits dénoncés par lui étaient sans fondement ; que la fausseté de ces faits a été régulièrement reconnue et proclamée par l'autorité compétente ; qu'enfin lesdits faits étaient de nature à exposer le dénoncé à des peines correctionnelles ou tout au moins à des mesures disciplinaires graves de l'administration ;

Attendu que vainement, au nom du sieur Abdelkader Ould El Hadj Ali, on a opposé : 1° que la dénonciation dont il s'agit n'a pas été faite dans les formes voulues par l'art. 31 C. inst. crim., et 2° qu'elle n'a été en réalité ni écrite ni signée par le prétendu dénonciateur ;

Sur le premier de ces moyens : — Attendu, à la vérité, que l'art. 31 précité veut que la dénonciation en justice d'un crime ou d'un délit soit rédigée ou par le dénonciateur, ou par son mandataire, ou par le procureur de la République, et signée par ce magistrat à chaque feuillet et le dénonciateur ou son mandataire, et qu'enfin mention soit faite que ceux-ci ne savent ou ne veulent signer ; — Mais attendu que ces équivalents se rencontreraient, au besoin, dans les formes employées par le dénonciateur pour sa dénonciation ; — Attendu que l'art. 31 C. inst. crim. a été modifié d'ailleurs par l'art. 373 C. pén. ; — Que ce dernier article, en matière de dénonciation calomnieuse, n'exige plus en effet qu'un simple écrit ;

Sur le deuxième moyen : — Attendu que le même art. 373 dispose au sujet de cet écrit d'une manière générale ; — Qu'il ne précise pas que l'écrit doive être rédigé et signé par le dénonciateur ; — Qu'il lui paraît suffire que cet écrit existe ; — Que l'article se borne à exclure en principe les déclarations à un officier de police judiciaire et ce, au fond, par ce motif que ces déclarations pourraient manquer de la réflexion constitutive du délit ou de la précision nécessaire à la preuve ;

Attendu, dans l'espèce, qu'en admettant que la lettre du 24 juin n'ait été ni rédigée ni signée par le prévenu, il est suffisamment démontré par les documents du procès qu'elle a été dans tous les cas, faite sur l'ordre et à l'instigation de celui-ci, qu'elle se termine par ces mots significatifs « de la part de votre serviteur Abdelkader Ould El Hadj ben Ali ; » que de plus et enfin, elle a été remise par ce dernier en personne à l'administrateur de la commune de Remchi lui-même, et accompagnée des explications verbales dudit prévenu à ce dernier ; — Attendu, dès lors, que la dénonciation contenue dans la lettre du 24 juin 1894 doit être, à bon droit, considérée comme constituant en fait, suivant le texte, le sens et l'esprit de la loi, une véritable dénonciation écrite ;

Attendu que si, avec raison, les premiers juges ont déclaré que le délit imputé à l'intimé ne ressortait ni d'une autre lettre adressée par Me Brou, avocat, au procureur de la République le 25 janvier 1894, ni de la déposition du même intimé du 7 juillet suivant devant le juge d'instruction, étant donné, d'une part, que la participation du prévenu à ladite lettre n'était pas établie et d'autre part que les déclarations du 7 juillet étaient dépourvues de spontanéité, c'est à tort au contraire que les mêmes magistrats ont, en écartant l'existence du délit de dénonciation calomnieuse résultant de la lettre du 24 juin 1894 à l'administrateur de Remchi, débouté l'appelant de ses demandes en dommages-intérêts fondé sur ce même délit en découlant ; — Attendu que, de ce chef, leur décision doit être réformée ; — Attendu que le préjudice causé au dit appelant par l'effet de la dénonciation calomnieuse ci-dessus spécifiée et retenue est constant ; — Que réparation en est due ; — Que la Cour trouve dans les circonstances de la cause les éléments nécessaires pour en déterminer le quantum ;

Par ces motifs : — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par le caïd M'rah pour ses intérêts civils, contre le jugement du tribunal correctionnel de Tlemcen du 28 novembre 1894 ; — Au fond : — Prononçant sur le mérite de cet appel ; — Confirme et maintient ledit jugement dans ses dispositions relatives au rejet de la demande fondée sur la lettre du 25 juin 1894 et les déclarations du 7 juillet de la même année ; — Infirme, au contraire, et met à néant le même jugement quant au surplus de ses autres dispositions ; — Et sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, exceptions et moyens contraires à la présente décision, fins exceptions et moyens dans lesquels le prévenu est déclaré mal fondé et dont il est débouté ; — Dit constant, à sa charge, le délit de dénonciation calomnieuse qui lui est reproché, comme résul-

tant de la lettre susrappelée du 24 juin 1894 ; — Dit qu'en l'absence de tout appel du ministère public, il n'y a lieu de prononcer les peines édictées par la loi pour la répression de ce délit, mais statuant sur l'action civile, fixe à la somme de 1,000 fr. le chiffre de la réparation due à celle-ci ; — Condamne en conséquence par corps l'intimé à payer à l'appelant la dite somme de 1,000 fr ; — Le condamne de plus en tous les dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes JOUYNE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

7 février 1895

Louage, colonage partiaire, bail fait sans écrit, preuve testimoniale, art. 1715 C. civ., loi du 18 juillet 1889.

La disposition de l'art. 1715 C. civ., qui interdit la preuve testimoniale du bail fait sans écrit et non encore exécuté, est une disposition générale visant le bail de colonage partiaire comme les autres baux (1).

(Hubert Félix c. Durand)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel interjeté par le sieur Hubert Félix est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Attendu qu'il est constant en la cause que le bail verbal intervenu entre les parties est un bail à colonage partiaire ; que ce bail, comme les autres baux, se trouve soumis aux règles des art. 1715 et 1716 C. civ. ; que l'art. 1347, qui se réfère aux matières pour lesquelles la preuve testimoniale est admissible jusqu'à 150 fr., ne s'applique pas au contrat de bail, pour lequel l'art. 1715 interdit cette preuve même au-dessous de 150 fr., et cela qu'il y ait ou non commencement de preuve par écrit ; que cette interdiction est générale, et qu'elle vise le bail à colonage partiaire comme les autres baux ; — Que si la loi du 18 juillet 1889, dans ses art. 4, 7 et

---

(1) V. Pau, 5 avril 1884 (Sir. 84. 2. 186) ; Riom, 19 nov. 1884 (Sir. 85. 2. 125) ; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, III, n° 717.

13, n'énumère pas, au nombre des articles du Code civil du titre du louage applicables au colonage partiaire les art. 1715 et 1716, on ne saurait en induire que la preuve du contrat de colonage partiaire doit avoir lieu d'après le droit commun, conformément aux art. 1341 et suivants C. civ.; qu'elle pourra être faite par témoins au-dessous de 150 fr. et même au-dessus de ce chiffre s'il existe un commencement de preuve par écrit; qu'il suffit de se reporter à cette énumération pour se convaincre que la loi précitée n'a entendu exprimer qu'une chose, que les articles du Code civil qui ne sont susceptibles par leur texte même de s'appliquer qu'aux baux à loyer ne sont pas applicables au bail à colonage partiaire; — Que si les art. 1715 et 1716 n'ont pas été mentionnés dans cette énumération, c'est uniquement parce que le législateur de 1889 s'en est tenu à leur texte qui ne parle pas du prix du bail, élément qui ne se retrouve pas dans le colonage partiaire, sans tenir compte de l'induction tirée de ces articles par la jurisprudence en ce qui concerne la durée du bail; que la meilleure preuve que la loi du 18 juillet 1889 ne déroge en aucune façon à la législation antérieure, en ce qui concerne le mode de preuve de la durée du colonage partiaire, se trouve dans l'art. 13 de cette loi, qui déclare applicable à ce contrat l'art. 1736 C. civ.;

Attendu donc, en l'espèce, que la durée du bail verbal consenti par l'appelant au sieur Durand ne peut être prouvée par témoins, même à l'aide d'un commencement de preuve par écrit, encore bien qu'il ait reçu un commencement d'exécution; que c'est uniquement d'après les usages locaux que doit être déterminée la durée d'un tel bail; que cet usage est que la durée du bail fait sans écrit est d'une année; que le bail consenti au sieur Durand a donc pris fin à l'expiration de l'année agricole 1892-1893; que c'est donc à tort que les premiers juges l'ont admis à faire une preuve irrecevable aux termes des art. 1715 et 1716 C. civ.; qu'il échet, en conséquence, d'infirmer de ce chef leur décision;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel interjeté par le sieur Hubert Félix; y faisant droit : — Infirme pour partie le jugement déféré; — Dit irrecevable la preuve offerte par le sieur Durand; la rejette; — Dit, par suite, que le bail à lui consenti par l'appelant a pris fin à l'expiration de l'année agricole 1892-1893; — Confirme, pour le surplus de ses dispositions, le jugement entrepris; — Condamne le sieur Durand aux dépens.

MM. CUNIAC, *prés.*; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes GOUTTEBARON et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

23 février 1895

Prescription criminelle, action civile, délit de chasse, délai, interruption, prescription nouvelle, délai, jugement, ministère public, acquiescement, partie civile, appel, recevabilité, pouvoirs du juge du second degré.

Il est de principe qu'à défaut d'appel du ministère public, le juge du second degré, saisi par l'appel de la partie civile, conserve néanmoins en pareil cas, au point de vue des intérêts de la partie civile, le pouvoir de rechercher si le délit d'où découleraient les dommages allégués existe, et si, en conséquence, il échet d'accorder les réparations demandées (1);

Aux termes de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1844, toute action relative aux délits de chasse se prescrit par le laps de trois mois à compter du jour du délit ;

En matière criminelle, l'action civile, liée à l'action publique, se prescrit dans le même délai que celle-ci ; en cette matière, la prescription est d'ordre public et doit être appliquée d'office par le juge (2);

Constituent, pour les délits, des actes interruptifs de prescription le jugement en premier ressort et la déclaration d'appel (3);

Le délai de la nouvelle prescription est le délai de droit commun, de trois ans pour les délits (4).

(Menet c. Dupuy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que suivant exploit de Branthomme, huissier à Alger, du 10 avril 1894, Menet a porté contre Dupuy,

(1) V. Alger, 16 févr. 1895 (*suprà*, p. 217).

(2) V. Bertauld, XXIXe leçon, p. 625 et suiv.

(3) V. Brun de Villeret, *Prescription*, nos 371 et suiv., 381 et suiv. ; Villery, *Revue critique*, 1875, p. 86 et suiv.

(4) V. Le Sellyer, *Actions publique et privée*, II, no 478.

devant le tribunal correctionnel d'Alger, une demande en 50 fr. de dommages-intérêts à titre de réparation d'un préjudice qui serait résulté pour lui de délits de chasse qu'il imputait audit intimé ; — Attendu que sur cette demande est intervenu, à la date du 18 mai suivant, un jugement dudit tribunal qui a renvoyé Menet des fins de sa demande et implicitement Dupuy des fins de l'action publique; — Attendu que le ministère public n'a frappé cette décision d'aucune voie de recours ; — Que seul Menet en a interjeté appel ; — Attendu que cet appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il est de principe qu'à défaut d'appel du ministère public, le juge du second degré conserve en pareil cas, néanmoins, au point de vue des intérêts de la partie civile, le pouvoir de rechercher si le délit d'où découleraient les dommages allégués existe et si en conséquence il échet d'accorder les réparations demandées ; — Attendu que la citation introductive d'instance précitée relève à la charge de Dupuy deux délits de chasse qu'il aurait commis sur la propriété de Menet, le premier, le 24 décembre 1893 et le deuxième, le 6 février 1894 ;

En ce qui touche le premier de ces délits : — Attendu qu'aux termes de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1844 « toute action rela» tive aux délits de chasse se prescrit par le laps de temps de » trois mois à compter du jour du délit ; » — Attendu qu'il s'est écoulé plus de trois mois entre le 24 décembre 1893, date du premier délit reproché à Dupuy, et le 10 avril 1894, date de la citation de Menet ; — Qu'ainsi l'action civile de celui-ci se trouvait déjà éteinte au jour de cette citation ; — — Attendu qu'en matière criminelle, par dérogation aux dispositions de l'art. 2262 du Code civil, l'action civile liée à l'action publique se prescrit dans le même délai que cette dernière action ; — Attendu qu'en cette même matière la prescription est d'ordre public et doit dès lors être appliquée d'office par le juge ;

En ce qui touche le deuxième délit : — Attendu que le jugement qui a statué sur l'action civile de Menet est du 18 mai 1894, qu'il a été frappé d'appel le 28 du même mois et que ce n'est qu'à la date du 20 décembre 1894 que l'appelant a fait citer l'intimé devant la Cour pour voir statuer sur cet appel ; — Attendu, cela étant, qu'il échet de voir : 1° quel a été, quant à la prescription, l'effet du jugement du 18 mai 1894 et de la déclaration d'appel du 28, et 2° quel est, en cas d'un effet interruptif de cette prescription par ces actes, la durée du nouveau délai pour prescrire qui a repris cours à partir des dits actes ;

Sur la première question : — Attendu que le jugement du 18 mai 1894 n'était pas souverain, qu'il avait été rendu en premier ressort ; — Attendu que les art. 637 et 638 C. inst. crim. ne contiennent aucune disposition spéciale sur l'effet quant à la prescription des jugements réformables ; — Attendu que dans le silence de la loi il y a lieu de décider que ces sortes de jugements ont pour résultat d'éteindre la prescription commencée et de lui ouvrir un nouveau cours à partir de leur date ; — Attendu que la déclaration d'appel doit produire un effet analogue ; — Que l'art. 640 du même Code le veut ainsi pour les contraventions ; — Qu'il y a lieu d'appliquer cette règle aux délits ; — Que telle paraît être, d'une manière générale, en ces matières, la pensée de la loi ;

Sur la deuxième question : — Attendu que, tout en visant dans l'art. 643 C. inst. crim. les prescriptions de courte durée consacrées par des lois spéciales pour certaines contraventions, le législateur maintient, par les art. 637 et 638 du même Code, sous l'empire du droit commun, les prescriptions qui recommencent à courir à partir des derniers actes d'instruction ou de poursuite ; — Que sur ce point sa volonté paraît ferme ; — Attendu qu'il suit de là que le délai de la prescription qui a repris cours, à partir soit du 18 mai 1894, soit du 28 mai de la même année, dates des jugements et acte d'appel susrelatés, est le délai, non de la prescription spéciale de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1844, qui est de trois mois, mais bien celui des art. 638 et 637 combinés C. inst. crim. qui est, pour les délits, de trois années révolues ; — Attendu, dès lors, que relativement au deuxième délit de chasse dont s'agit dans la cause, la prescription n'avait point atteint l'action civile de Menet au jour de la citation du 20 décembre 1894 ;

En ce qui touche le mérite de cette action au fond relativement au même délit : — Attendu que s'il est établi par les débats et l'information que, dans la matinée du 6 février 1894, les chiens courants de Dupuy ont parcouru, en chassant, la propriété de Menet à Birmandreïs, il n'est nullement démontré, ainsi que les premiers juges l'ont à bon droit décidé, ni que ces chiens aient été lancés par Dupuy sur cette propriété et employés par lui à la poursuite du lièvre qui s'était levé, ni même que Dupuy ait été véritablement, à ce moment, en action de chasse ; — Attendu que les dispositions de la loi demeurent donc inapplicables à l'espèce, puisqu'il n'y a pas de délit justifié ; — Attendu que l'action civile de Menet doit être par suite rejetée ,

Par ces motifs : — Reçoit, comme régulier en la forme,

l'appel émis par Menet contre le jugement du 18 mai 1894, précité ; — Statuant au fond ; — Émendant : — Dit éteinte par la prescription l'action civile de Menet relative au prétendu délit de chasse du 24 décembre 1893 imputé à Dupuy ; — En conséquence déclare de ce chef la dite action irrecevable ; — Confirme, quant à la même action civile de Menet relative au prétendu délit de chasse du 6 février 1894 le jugement entrepris ; — Ordonne qu'il sortira, quant à ce, son plein et entier effet ; — Condamne Menet aux dépens d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; EON, *av. gén.* — Me GOUTTE-BARON, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

19 novembre 1894

—

Exécution des jugements, Tunisie, jugement de cadi, exequatur, tribunaux français, révision. — Immatriculation, Tunisie, décision du tribunal mixte, titre de propriété, effets, action en dommages-intérêts, conditions d'exercice, dol.

—

La sentence émanée d'une juridiction tunisienne ne peut être rendue exécutoire contre un Européen par le tribunal civil qu'après une révision tant en la forme qu'au fond (1).

La décision du tribunal mixte de Tunis qui admet une immatriculation a pour effet de fixer la situation juridique de l'immeuble immatriculé ; le titre dressé en suite de ladite décision est définitif, inattaquable, et forme devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent (2) ;

L'action en dommages-intérêts réservée par l'art. 38 de la loi foncière tunisienne aux personnes dont les droits sont lésés par une immatriculation existe seulement en cas de dol et ne peut être exercée que contre l'auteur du dol (3).

---

(1) V. trib. de Sousse, 17 janv. 1895 (*infrà*, p. 228) et la note.

(2, 3) V. trib. de Tunis, 30 janv. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893, 2. 257).

(Veuve Lagrenée c. Héritiers Ahmed El Djeziri)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'une sentence du cadi malékite de Tunis, en date du 15 décembre 1887, a condamné par défaut le sieur Georges Lagrenée à restituer aux héritiers d'Ahmed El Djeziri une parcelle de terre qui appartiendrait à ces derniers et dont il se serait emparé indûment; — Attendu que les consorts Ahmed El Djeziri ont obtenu, le 30 novembre 1891, du tribunal de céans, un jugement de défaut qui ordonne contre le sieur Georges Lagrenée l'*exequatur* de cette sentence et qui le condamne, en outre, à leur payer une somme de 2,400 piastres représentant le préjudice causé par son usurpation ; — Attendu que, par requête du 10 février 1892, le sieur Georges Lagrenée a fait opposition à ce jugement; — Attendu que cette opposition est régulière en la forme ; — Attendu que le sieur Georges Lagrenée est décédé, mais que l'instance a été régulièrement reprise par la dame veuve Lagrenée, son héritière;

Attendu que la sentence dont il s'agit émane d'une juridiction tunisienne, et que le tribunal ne peut pas la rendre exécutoire contre un Européen sans la soumettre à une révision tant en la forme qu'au fond; — Attendu que ce point n'est pas contesté par les consorts Ahmed El Djeziri;

Attendu que la dame Lagrenée a requis l'immatriculation de l'immeuble qui fait l'objet du procès ; — Attendu que, se fondant sur le droit de propriété qui sert de base à leur demande actuelle, les consorts Ahmed El Djeziri se sont opposés à cette immatriculation ; qu'ils ne se sont pas prévalus de la présente instance pour dessaisir le tribunal mixte du litige, mais qu'ils ont, au contraire, volontairement soumis à cette juridiction l'examen de leurs prétentions; — Attendu que, par jugement du 19 juin 1894, le tribunal mixte a rejeté leur opposition, et qu'il a décidé qu'il serait passé outre à l'immatriculation de l'immeuble litigieux; — Attendu qu'il résulte de ce jugement que cet immeuble appartient à la dame Lagrenée, et que le droit de propriété invoqué par les consorts Ahmed El Djeziri n'existe pas;

Attendu que, dans ces conditions, des motifs d'ordre public s'opposent à ce que le tribunal donne l'*exequatur* à la sentence du cadi qui a jugé le contraire; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 37 de la loi foncière tunisienne, la décision du tribunal mixte qui admet une immatriculation a pour

effet de fixer la situation juridique de l'immeuble immatriculé; — Attendu qu'un décret du président de la République française, en date du 17 juillet 1888, dispose, dans son art. 2, que le titre dressé en suite de la décision du tribunal mixte prononçant l'immatriculation, est définitif et inattaquable et qu'il formera devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent; — Attendu que la demande principale des consorts Ahmed El Djeziri tend, en réalité, à l'annulation du titre de propriété délivré à la dame Lagrenée à la suite de l'immatriculation qui a été ordonnée à son profit; — Attendu que cette demande ne peut donc pas être accueillie par le tribunal;

Attendu que la dame Lagrenée ne saurait être davantage condamnée à des dommages-intérêts pour avoir exercé un droit de propriété qui est aujourd'hui incontestable; — Attendu, il est vrai, que l'art. 38 de la loi foncière tunisienne réserve une action en dommages-intérêts aux personnes dont les droits sont lésés par une immatriculation; — Mais attendu que ce texte décide formellement que cette action existe seulement en cas de dol, et qu'elle ne peut être exercée que contre l'auteur du dol; — Attendu qu'aucun fait de dol n'est prouvé, ni même allégué, contre la dame Lagrenée ou contre ses auteurs;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition du sieur Lagrenée; — Déclare l'instance valablement reprise au nom de la dame Lagrenée; — Met le jugement dont est opposition à néant; — Et statuant à nouveau; — Déclare les héritiers de Ahmed El Djeziri mal fondés dans leurs demandes, fins et conclusions; — Condamne les héritiers d'Ahmed El Djeziri aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; VIAL, *ff. subst.* — Mes BESSIÈRE et CARDOSO, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE (Ch. civ.)

17 janvier 1895

Exécution des jugements, Tunisie, jugement du châra, exequatur, révision, pouvoir des tribunaux français, compétence, Tunisie, matière immobilière, indigène en cause.

En l'état de la législation en vigueur en Tunisie, les juri-

dictions françaises créées dans ce pays en 1883 ne peuvent connaître des questions immobilières qui s'agitent entre Européens et indigènes, l'examen de ces questions étant réservé au tribunal du châra (1);

En conséquence, ces juridictions doivent revêtir de l'exequatur les jugements rendus par le châra en matière immobilière, sans les réviser au fond, pourvu qu'ils aient été régulièrement rendus en la forme (2).

(Bel Ouar c. Société Franco-Africaine)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'en vertu de l'état de la législation en vigueur en Tunisie, les juridictions françaises créées dans ce pays en 1883 ne peuvent compétemment connaître des questions immobilières qui s'agitent entre des Européens et des indigènes; que l'examen de ces questions est, de par les lois existantes, réservé au tribunal indigène du châra;

Attendu que les juridictions françaises ne sont pas plus compétentes par suite du droit de révision au fond des jugements rendus par le châra, que sur une citation directe de l'affaire portée devant elles; — Attendu que le tribunal de céans ne peut donc examiner au fond la question immobilière tranchée en toute compétence et souverainement par le tribunal indigène du châra; — Attendu qu'il échet simplement

---

(1) V. Alger, 1er juill. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 438) et la note.

(2) La jurisprudence tunisienne n'est pas encore nettement fixée sur cette importante question. — Le 2 février 1887, le tribunal de Tunis déclare que le tribunal du châra et les juridictions locales, dans la régence, constituent, au regard des justiciables français ou des assimilés, des tribunaux étrangers, dont les sentences, avant d'être pourvues de l'exequatur, doivent être soumises à une révision au fond par la juridiction française; que l'incompétence du tribunal civil, en matière immobilière, ne fait pas obstacle à son droit de révision au fond, non plus que les traités passés avec la France en 1824, avec l'Italie en 1868, avec l'Angleterre en 1863 (V. *Rev. Alg.*, 1887. 2. 169). Même jurisprudence dans un jugement du même tribunal du 5 janvier 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 345). V. également, dans le même sens, trib. de Tunis, 27 févr. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 429). — Le 18 février 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 222), arrêt de la Cour d'Alger, qui décide

de rechercher si les formes de la procédure habituellement suivies devant le tribunal du châra ont été régulièrement suivies et observées ;

Attendu qu'il est établi par les pièces du dossier que la société Franco-Africaine défenderesse a été, par deux reprises au moins, régulièrement sommée d'avoir à comparaître devant le tribunal du châra, d'avoir à y présenter ses observations et ses titres, en réponse aux titres produits par le demandeur ; que la société défenderesse n'a qu'à s'en prendre à elle-même si elle n'a pas comparu devant le tribunal ; — Attendu, à la vérité, que, sur la deuxième sommation, il s'est présenté à la barre du tribunal du châra un prétendu mandataire de la société défenderesse, lequel n'a pas produit les pièces habituellement exigées par le juge indigène pour prouver le mandat ; — Attendu que, dans cet état, il a été rendu par le tribunal du châra un jugement qui n'est pas, d'après le droit tunisien, susceptible d'opposition ; — Attendu que le jugement pour lequel on demande l'exequatur n'est pas contraire aux lois ni aux bonnes mœurs ; qu'il a, d'autre part, été rendu conformément au droit tunisien en la forme et au fond ; — Attendu qu'il y a donc lieu d'ordonner que ce jugement soit, ainsi qu'il est conçu dans sa forme et sa teneur, et entre les parties seulement qui y ont figuré, revêtu de la formule exécutoire ; qu'il soit exécuté par les huissiers et les officiers de la force publique, comme s'il émanait d'un tribunal français, etc.

MM. MAISONNAVE, *prés.* ; MATHIEU, *subst.* — Mes JACQUEMART et KRAFT, *av.*

---

que les jugements rendus par les anciens tribunaux consulaires italiens, et l'arrêt de la Cour italienne qui les a confirmés, doivent être rendus exécutoires en France, sans révision au fond, par les cours d'appel françaises. L'arrêt se base sur le traité franco-sarde du 21 mars 1760. A la suite de cet arrêt, le tribunal de Tunis abandonne sa jurisprudence antérieure (jugement du 20 février 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 204), et décide que la décision du châra n'a pas besoin, pour être exécutée à l'égard des ayants cause européens de l'indigène musulman, d'être revêtue de l'exequatur du tribunal français. — Par le jugement rapporté *suprà*, p. 226, le même tribunal pose en termes absolument généraux le principe contraire. — Le jugement ci-dessus se rattache à la jurisprudence du jugement du 20 février 1893.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 février 1895

Nationalité, enfant naturel non reconnu, naissance en Algérie, qualité de Français, reconnaissance postérieure par la mère étrangère.

Est réputé Français l'enfant naturel non reconnu, né en Algérie antérieurement à la promulgation de la loi du 26 juin 1889;

Cette qualité ne saurait lui être enlevée par la reconnaissance postérieure faite par la mère, qui était, au moment de ladite reconnaissance, de nationalité espagnole.

(Andreu c. Andreu)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Jean-Baptiste Andreu, Barthélemy-Lucien Andreu et la demoiselle Lucena Andreu, intimés réassignés, font défaut ;

Statuant définitivement à l'égard de toutes les parties en cause : — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Attendu qu'il est constaté, en fait, par les premiers juges que les trois frères Joseph-Vincent, Barthélemy-Gabriel, Jean-Baptiste Andreu sont nés tous trois à Alger ; qu'ils n'ont pas été reconnus directement par leur mère, mais simplement inscrits sous le nom de celle-ci et de père inconnu, sur la déclaration d'un tiers ; — Attendu que, dès lors, et en vertu de la législation antérieure à la loi du 26 juin 1889, ils étaient, au moment de leur naissance, seule époque à considérer, réputés Français comme enfants naturels non reconnus ; — Attendu que si, postérieurement et par des actes analysés par les premiers juges, ils ont été reconnus par leur mère, celle-ci étant, à l'époque contemporaine de ces actes, d'abord de nationalité espagnole, puis de nationalité française, à la suite de son mariage avec un Français, cette reconnaissance ne peut avoir aucune influence sur la nationalité précédemment acquise des trois frères Andreu ; — Attendu, en effet,

que la qualité de Français ne saurait s'acquérir, puis se perdre, que dans les cas formellement énumérés par le Code civil ; — Attendu que s'il en était autrement, on verrait, par exemple, Jean-Baptiste, dont la reconnaissance est présumée par l'effet d'un bail du 31 janvier 1887 et qui est reconnu par une femme alors devenue Française, avoir une nationalité autre que son frère Vincent ; — Attendu, en effet, que la reconnaissance de ce dernier résulte à la fois d'un acte du 9 février 1886, antérieur d'un mois seulement au mariage de la dame Andreu, laquelle était encore Espagnole à ce moment mais à la veille de changer de nationalité, et de deux quittances du 10 août 1886 et du 10 août 1888, postérieures à ce changement de nationalité ; d'où cette conséquence que les présomptions tirées de ces divers actes ne tendraient à rien moins qu'à rendre sa propre nationalité incertaine ; — Attendu que l'on verrait enfin Barthélemy-Gabriel, reconnu dès le 19 février 1881, c'est-à-dire cinq ans avant le mariage de sa mère, et par un acte qui se suffit à lui-même, placé dans une situation différente de celle de ses frères, et exposé, par suite de l'application d'une législation étrangère, à être traité moins favorablement qu'eux ; — Attendu que les circonstances de la cause s'opposent à ce qu'il en soit ainsi, les parties n'ayant par aucun acte personnel modifié ni songé à modifier leur complète égalité devant la loi, leur mère les ayant toujours traités comme ses enfants sans introduire aucune différence entre eux, et s'étant bornée à proclamer, à leur égard, sa maternité chaque fois que l'occasion lui en était offerte, et, dès lors, chacun de ses trois enfants naturels ayant une possession d'état conforme à celle des deux autres ; — Attendu, dès lors, que la loi comme l'équité s'accordent pour sanctionner la décision des premiers juges, et qu'il échet de confirmer, dans toutes ses dispositions, le jugement déféré, du 23 mars 1893 ;

Attendu que Riboulat, ès-qualités et les parties de Me Dazinière s'en rapportent à la justice ;

Par ces motifs ; — Donne itératif défaut contre les intimés réassignés non comparants ; — Et statuant définitivement entre toutes les parties en cause ; — Reçoit l'appel comme régulier ; — Au fond : — Confirme le jugement déféré pour être exécuté suivant sa forme et teneur ; — Déboute respectivement les parties de toutes plus amples fins et conclusions ; — Condamne l'appelant à l'amende et en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET, JOUYNE et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 mars 1895

Octroi de mer, Algérie, alcools, droit, fabrique, contestation, décret du 27 juin 1887, juge de paix, compétence.

Il résulte des art. 37 et 38 du décret du 27 juin 1887 que le juge de paix est le juge de droit commun, à l'exclusion du tribunal de première instance, en tout ce qui concerne l'octroi de mer comme en matière de douane, quels que soient le chiffre et l'importance de la contestation;

Spécialement, est de la compétence de ce magistrat la question de savoir si un particulier est fabricant d'alcool ou s'il se borne à rectifier les spiritueux achetés dans le commerce et dont les droits ont été acquittés;

Cette compétence n'a pas été modifiée par l'art. 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892, qui s'est bornée à ajouter une taxe de consommation au droit d'octroi de mer déjà établi sur les alcools introduits ou fabriqués en Algérie.

(Rivoire c. Contributions diverses)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel des sieurs Rivoire fils est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu que les appelants soutiennent qu'ils ne sont pas fabricants d'alcool; qu'ils se bornent à rectifier les spiritueux achetés dans le commerce et dont les droits ont été déjà acquittés; qu'ils ne doivent pas les payer une seconde fois;

Attendu que cette question est de la compétence du juge de paix, ainsi que l'ont décidé les premiers juges; que l'art. 37 du décret du 27 juin 1887 sur l'octroi de mer place dans les attributions du magistrat cantonal les contestations auxquelles peut donner lieu l'application du tarif ou la quotité du droit réclamé; — Que l'art. 38 du même règlement, prévoyant le cas spécial soumis à la Cour, édicte surabondamment que les oppositions aux contraintes pour le recou-

vrement des droits d'octroi sont jugées conformément à l'article précédent, c'est-à-dire par le juge de paix; que ces dispositions ne sont d'ailleurs que l'application et le développement des principes déjà posés dans la législation antérieure; qu'il est dit, dans l'art. 6 de l'ordonnance du 21 décembre 1844, que les lois et règlements relatifs aux douanes sont applicables aux droits d'octroi, notamment en ce qui concerne le contentieux; — Que, par suite, le juge de paix est le juge de droit commun en tout ce qui concerne l'octroi de mer comme en matière de douane, quels que soient le chiffre et l'importance de la contestation;

Attendu que l'art. 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892 n'a pas modifié cet état de choses; qu'il est, en effet, ainsi conçu : — « Il est ajouté, au droit d'octroi de mer établi sur » les alcools introduits ou fabriqués en Algérie, une taxe de » consommation de 30 fr. par hectolitre, qui sera perçue au » profit du trésor; » — Qu'en disant qu'un nouveau droit d'octroi sera ajouté aux droits déjà existants, et en gardant le silence sur la perception de cet impôt supplémentaire, le législateur de 1892 s'est évidemment référé, quant à la compétence, aux règles tracées pour l'impôt principal créé par le décret de 1887;

Qu'il y a donc lieu de maintenir le jugement déféré;

Par ces motifs et ceux qui ont déterminé les premiers juges : — Reçoit l'appel en la forme; — Au fond : — Dit que le tribunal de première instance était incompétent; — Confirme, en conséquence, le jugement dont est appel; — Condamne les sieurs Rivoire fils aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LE DENTU, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

21 mars 1893

Vente, échantillon, marchandises, livraison, agréages successifs, commune intention des parties, vinage. Algérie, arrêté du 7 juin 1890, arrêt, motifs.

Ne viole ni les art. 1134 et suivants du C. civ. sur les obligations en général, ni les art. 1582 et suivants du même Code

sur la vente, l'arrêt qui, en matière de vente sur échantillon d'une certaine quantité de vin, décide que l'exactitude rigoureuse du degré alcoolique n'a pas été considérée par l'acheteur comme un élément essentiel du marché, mais qu'à raison des circonstances et de la nature de la chose vendue une certaine latitude a été laissée au vendeur en ce qui touche le degré alcoolique du vin, objet de la vente, alors que pour le décider ainsi, l'arrêt se fonde sur la commune intention des parties, révélée par les stipulations du contrat et notamment par la clause relative aux agréages successifs de la marchandise ;

Est suffisamment motivée la décision qui, après avoir établi en fait que le degré alcoolique convenu pouvait être obtenu par le vinage, constate que le fait seul par l'acheteur d'avoir stipulé l'agréage en cave d'un vin qu'il savait devoir être viné en dehors des prescriptions de l'arrêté du gouverneur général du 7 juin 1890, le rend non recevable à critiquer le vinage ainsi pratiqué.

(Cie Transatlantique c. Latrille)

La Compagnie générale Transatlantique s'est pourvue en cassation contre un arrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger, le 15 décembre 1891 (1).

1er moyen. — Violation des art. 1134 et suivants C. civ., des art. 1184, 1582, 1603, 1610, 1641 et suivants du même Code, en ce que l'arrêt attaqué a, sous prétexte de prétendus usages commerciaux, qui étaient inapplicables à la cause, dénaturé le sens et la portée d'une convention dont les termes clairs et précis obligeaient le vendeur à livrer une marchandise exactement conforme à l'échantillon, et en ce que ledit arrêt a ainsi condamné la compagnie exposante à prendre livraison d'une marchandise autre que celle qui avait été stipulée ;

2e moyen. — Violation des art. 1134 et suivants C. civ., des art. 1184, 1582, 1603, 1610, 1641 et suivants du même Code, de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, du 7 juin 1890, sur le vinage des vins, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a, sans donner de motifs suffisants à l'appui de sa décision, condamné la compagnie exposante à

(1) V. cet arrêt *Rev. Alg.* 1892, 2. 173.

prendre livraison d'un vin viné, en dehors des termes de la convention et des dispositions de l'arrêté du gouverneur de l'Algérie.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le 1er moyen pris de la violation des art. 1134 et suivants C. civil, des art. 1184, 1582, 1610, 1641 et suivants du même Code : — Attendu, en fait et suivant les constatations de l'arrêt attaqué, que le vin d'équipage vendu par Latrille à la Cie Transatlantique devait peser 12° 5/10 d'alcool, et que le vin offert à la Cie et dont celle-ci se refusait de prendre livraison pesait 12° 2/10 ; — Attendu que l'arrêt attaqué décide que l'exactitude rigoureuse du degré alcoolique n'avait pas été considérée par l'acheteur comme un élément essentiel du marché, mais qu'à raison des circonstances et de la nature de la chose vendue, une certaine latitude avait dû être laissée au vendeur en ce qui touche le degré alcoolique du vin qui était l'objet de la vente; que, pour le décider ainsi, l'arrêt se fonde, non comme le pourvoi l'allègue à tort, sur les usages commerciaux, mais sur la commune intention des parties révélée par les stipulations du contrat, et notamment par la clause relative aux deux agréages successifs auxquels il devait être procédé ; — Attendu que l'arrêt attaqué a pu interpréter en ce sens la convention litigieuse sans en dénaturer la signification et la portée, d'où il suit qu'en refusant de prononcer la résiliation de la vente et en condamnant la Cie à reprendre livraison sauf bonification de 0 fr. 75 par hectolitre à raison de la différence de degré, ledit arrêt n'a violé aucun des articles du Code civil visés sous le premier moyen;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 1134 et suivants C. civ., des art. 1184, 1582, 1603, 1610, 1641 et suivants du même Code, de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 7 juin 1890 sur le vinage des vins, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu qu'après avoir établi, en fait, en se fondant sur les circonstances de la cause, que le degré alcoolique stipulé pouvait être obtenu par le vinage, la Cour constate que le fait seul par la compagnie d'avoir stipulé l'agréage en cave d'un vin qu'elle savait devoir être viné en dehors des prescriptions de l'arrêté du 9 juin 1890, la rendait non recevable à critiquer le vinage ainsi pratiqué ; — Attendu que, par cette constatation, la Cour a satisfait aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 et motivé sa décision

qui ne viole ni l'art. 1134 C. civ., ni l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 9 juin 1890.

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. MANAU, *prés.* ; LARDENOIS, *rap.* ; RAU, *av. gén.* — Me CHAUFFARD, *av.*

TRIBUNAL DE PHILIPPEVILLE (Ch. civ.)

23 mars 1893

Phylloxéra, Algérie, loi du 21 mars 1883, vigne, destruction, usufruitier, nu propriétaire, droit à l'indemnité.

L'indemnité prévue par l'art. 9 de la loi du 21 mars 1883, sur les mesures à prendre contre l'invasion du phylloxéra en Algérie, représente la privation de jouissance et non la dépréciation du fonds ;

Par suite, lorsque ladite indemnité concerne un vignoble grevé d'usufruit, elle est due à l'usufruitier, sans que le propriétaire puisse y prétendre aucun droit ;

(Dimeglio c. Veuve Dimeglio)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL. — Attendu que la demande est régulière et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que la somme de 2,243 fr. 84 c., objet du litige, a été versée par M. le gouverneur général à la caisse des dépôts et consignations pour en être retirée par le véritable ayant droit ; — Attendu qu'à l'audience du 2 mars courant, Me Saingery a déclaré pour les défendeurs renoncer à l'exception d'incompétence opposée et développée dans ses dernières conclusions ; qu'il a plaidé le fond et soutenu : — « Que la loi de 1883 a attribué l'indemnité au propriétaire de

la vigne atteinte du phylloxéra ; ce qui veut dire, à celui qui en a la pleine propriété ; que cette indemnité est assimilée, d'après le rapport sur cette loi, à une indemnité d'expropriation ; que cette indemnité, représentant la pleine propriété, doit être attribuée en usufruit à Jean-Antoine Dimeglio et en nue propriété à ses petits-enfants ; que le demandeur, n'ayant pas la pleine propriété de la pièce de vigne phylloxérée, ne saurait, en présence d'une saine interprétation de la loi de 1883, prétendre à la totalité de l'indemnité ; »

Mais attendu que, pour déterminer le caractère de l'indemnité, il n'était nullement nécessaire de raisonner par analogie ; qu'il suffit, en effet, de rappeler le texte de la loi du 21 mars 1883 pour décider que le législateur a voulu accorder une indemnité pour privation de jouissance et non pour dépréciation du fonds ;

Attendu, en effet, que l'art. 10 frappe de déchéance tout détenteur de vigne, à un titre quelconque, qui aura contrevenu aux dispositions qui précèdent concernant les déclarations à faire à l'autorité administrative, etc. ; — Ce qui démontre bien qu'il n'est pas nécessaire d'avoir la pleine propriété pour exercer le droit à l'indemnité ; — Que, d'autre part, l'art. 9, § 2, édicte que l'indemnité ne pourra dépasser la valeur en produit net de trois récoltes moyennes que ladite vigne aurait pu donner, déduction faite des frais de culture, de main-d'œuvre et autres que le propriétaire ou le vigneron aurait eu à faire pour l'obtenir ; — Qu'en conséquence, si le nu propriétaire, qui n'a avancé ni frais de culture, ni frais de main-d'œuvre, participait à l'indemnité, il s'enrichirait aux dépens de l'usufruitier et l'indemnité ne serait plus allouée dans la proportion prévue par la loi précitée ;

Attendu qu'il y a donc lieu de débouter les défendeurs de leurs moyens ;

Par ces motifs : — Reçoit la demande comme régulière en la forme et faisant droit aux conclusions de Jean-Antoine Dimeglio ; — Au fond : — Dit et ordonne que le préposé à la caisse des dépôts et consignations devra, sur la production de la grosse du présent jugement, verser audit Jean-Antoine Dimeglio la somme de 2,243 fr. 84 cent., montant d'une indemnité phylloxérique, suivant mandat n° 525, délivré par erreur à Marie-Palma Talierchi, ès-qualités ; — Condamne les défendeurs ès-qualités aux dépens.

M. BILLIET, *prés.* — Mes PASSERIEU, LEPITRE et SAINGERY, *av.*

TRIBUNAL DE MASCARA

—

10 avril 1895

—

Succession musulmane, créanciers du de cujus musulman, hypothèque judiciaire prise contre les héritiers musulmans sur les biens successoraux, nullité, héritiers, saisine, obligation aux dettes, vente des immeubles, créanciers de la succession, statut personnel, renonciation tacite, formes.

—

Aux termes de l'art. 1er du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane, les musulmans restent soumis à leurs lois et coutumes, notamment en ce qui concerne les successions ;

D'après ces lois et coutumes, le musulman ne succède pas à la personne, mais aux biens ; il n'est pas tenu des obligations personnelles du de cujus, *de ses dettes, lesquelles sont dues, non par les héritiers, mais par les choses laissées ; la saisine dont il est investi par le fait seul du décès de son auteur ne s'applique qu'aux biens restés libres après le prélèvement des dettes ;*

L'hypothèque étant un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation, les créanciers du de cujus *musulman ne peuvent prendre hypothèque sur les biens successoraux pour sûreté des obligations contractées par celui-ci, en vertu d'un jugement obtenu contre les héritiers, aucune obligation personnelle n'existant entre ces créanciers et les héritiers ;*

Il ne serait pas juridiquement exact de dire que l'hypothèque ne peut pas être prise parce que la succession est bénéficiaire, ce qui équivaudrait à qualifier et à apprécier les successions musulmanes d'après les règles de notre droit et non d'après les textes de la loi musulmane ; mais il existe entre ces deux ordres de successions une véritable analogie, et les motifs qui ont fait décider qu'il ne pouvait pas être pris hypothèque judiciaire sur une succession bénéficiaire sont applicables à la succession musulmane ;

L'héritier musulman est libre de vendre l'immeuble de la

succession, sans encourir le risque d'être déclaré héritier pur et simple ;

Si la loi musulmane exige expressément que les dettes soient prélevées avant le partage, le créancier de la succession, frustré par la violation de cette obligation et par la vente des immeubles successoraux consentie par les héritiers, ne peut cependant pas agir contre les acquéreurs, la vente étant valable, « pourvu qu'elle ne soit pas entachée de dol, » dit Sidi-Khelil ;

Dans un cas, toutefois, l'héritier musulman est tenu ultra vires, *c'est-à-dire personnellement vis-à-vis du créancier, c'est celui où, contrairement aux injonctions de la loi, il a été procédé au partage avant l'obligatoire prélèvement des dettes ;*

On ne saurait, chez des indigènes musulmans, inférer une renonciation tacite à leur statut personnel du seul fait de la réception d'actes de partage d'une succession par un notaire français, alors surtout que le partage a été opéré à l'amiable et d'après la loi musulmane.

(Duine c. Pérez)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la surenchère du dixième ne peut être faite que par un créancier inscrit ; — Attendu que Duine a pris inscription dans l'année 1888 sur les immeubles faisant partie de la succession d'Ahmed Ould Cadi, quand vivait le bach-agha de Frenda, décédé le 8 janvier 1885, en vertu d'un jugement de défaut qu'il avait obtenu, le 21 novembre 1888, du tribunal de céans, contre les héritiers dudit Ahmed Ould Cadi ; — Attendu que les héritiers ont fait opposition à ce jugement ; que le tribunal, avant dire droit, a nommé trois experts pour régler les comptes des parties ; que l'opposition n'a jamais été vidée, mais que les parties ont adhéré aux conclusions du rapport dressé le 1er juillet 1890, et qu'un acte du ministère de Me Bancharelle, notaire à Mascara, en date du 21 novembre 1893, constate que les consorts Ould Cadi se sont reconnus débiteurs de Duine d'une somme principale de 46,933 fr. 86 cent., montant avec les intérêts et autres accessoires à 65,209 fr. 52 cent. ;

Attendu qu'il échet, en premier lieu, de statuer sur l'exis-

tence de l'hypothèque prise par Duine, en vertu du jugement de défaut susvisé ; — Attendu que ce jugement a été obtenu contre des héritiers musulmans pour dettes de leur auteur ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 17 avril 1889, sur la justice musulmane, les musulmans restent soumis à leurs lois et coutumes, notamment en ce qui concerne les successions ; — Attendu que, d'après ces lois et coutumes, le musulman ne succède pas à la personne, mais aux biens ; qu'il n'est pas tenu des obligations personnelles du *de cujus*, de ses dettes, lesquelles sont dues, non par l'héritier, mais par les choses laissées ; que la saisine dont il est investi par le fait seul du décès de son auteur ne s'applique qu'aux biens restés libres après le prélèvement des dettes ; que ces principes ressortent avec évidence du chapitre 1er de Sidi-Khelil sur les successions, qui édicte, tout d'abord et avant de déterminer les aptitudes héréditaires et les diverses catégories de réserves, le prélèvement des dettes, et qu'ils se retrouvent dans tous les commentateurs du droit musulman (Zeys, *Des successions*, p. 237, n° 714 ; Sautayra et Cherbonneau, *Statut personnel et successions*, p. 266) ; — Attendu que l'hypothèque étant un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation, les créanciers du *de cujus* musulman ne peuvent prendre hypothèque sur les biens successoraux pour sûreté des obligations contractées par celui-ci, en vertu d'un jugement obtenu contre les héritiers, puisqu'il n'existe aucune obligation personnelle entre ces créanciers et les héritiers ; — Attendu qu'il ne serait pas juridiquement exact de dire que l'hypothèque ne peut être prise parce que la succession est bénéficiaire, ce qui équivaudrait à qualifier et à apprécier les successions musulmanes d'après les règles de notre droit et non d'après les textes de la loi musulmane, mais qu'il existe entre ces deux ordres de successions une véritable analogie, et que les motifs qui ont fait décider qu'il ne pouvait pas être pris hypothèque judiciaire sur une succession bénéficiaire (Bordeaux, 6 févr. 1851, Dall., 1852) sont applicables à la succession musulmane ;

Attendu que les musulmans sont libres de renoncer à leurs lois et coutumes, d'une manière expresse ou tacite, aux termes du décret précité du 17 avril 1889, et qu'il importe d'abord de rechercher si, en l'espèce, les héritiers du bach-agha ont, par leurs engagements, leur position ou leurs qualités prises, abandonné le bénéfice de leur législation et accepté le titre et les charges d'héritiers purs et simples de successibles français, que leur avait prêté Duine en les assignant comme obligés personnels et en prenant hypo-

thèque judiciaire sur les biens de la succession ; — Attendu que les actes relatifs au partage de la succession de leur auteur ou bien au règlement de la créance Duine sur cette succession sont les suivants : instance d'opposition au jugement de défaut du 21 novembre 1888; jugement nommant trois experts ; partage amiable des 22 janvier 1887 et 4 décembre 1890 du ministère de Me Pottier, notaire à Oran; vente à Henry Pérez par Abdelkader et Mohamed Seghir, les 17 novembre 1892 et 2 février 1893 (Me Bancharelle), et enfin, acceptation des conclusions du rapport d'experts et délégation à Duine du 21 novembre 1893 du ministère de Me Bancharelle, notaire à Mascara; — Attendu qu'aucun de ces documents ne renferme une renonciation expresse au statut personnel, et qu'on ne saurait inférer une renonciation tacite du seul fait de la réception des actes par un notaire français, le partage ayant été opéré à l'amiable et d'après la loi musulmane et la délégation comportant de toute nécessité le ministère d'un notaire, un Européen étant l'une des parties contractantes; — Attendu que, dans l'instance en opposition du jugement de défaut, les consorts Ould Cadi se sont bornés à dire qu'ils ne devaient pas 58,000 fr. et à solliciter une expertise; que leur langage peut paraître entaché d'inexactitude, en ce sens que la dette était celle de la succession, mais que cette absence de purisme juridique ne saurait être interprétée contre eux et valoir comme renonciation à un droit formel ; — Attendu que Abdelkader et Mohamed Seghir, en vendant des immeubles par acte authentique à Henri Pérez, n'ont fait aucune déclaration, ni pris aucun engagement de nature à faire présumer cette renonciation ; qu'en effet, l'héritier musulman est libre de vendre l'immeuble de la succession sans encourir le risque d'être déclaré héritier pur et simple ; qu'il en est autrement dans notre droit en cas de succession bénéficiaire, mais que ce ne sont pas nos codes, mais les textes musulmans qui doivent être appliqués aux successions musulmanes ; — Attendu, en conséquence, que jusqu'à l'acte de délégation du 21 novembre 1893, les consorts Ould Cadi n'ont ni expressément ni tacitement renoncé à leur statut propre;

Attendu que, dans cet acte et les procurations y annexées, ils déclarent adhérer aux rapports des experts qui ont réglé non seulement les comptes de la succession, mais une partie des comptes personnels aux héritiers, puisque le chapitre Moulin s'étend jusqu'à la date de 1890, postérieure de cinq ans à la mort du *de cujus*; qu'en outre, ils parlent de ce que doivent à Duine la succession du bach-agha et ses repré-

sentants; qu'ils ne protestent pas contre la prétention hautement émise par Duine de conserver son hypothèque judiciaire de 1888, et qu'ainsi ils paraissent avoir laissé confondre leurs dettes personnelles avec celles de leurs auteurs et consentir à succéder, non aux bien seulement, mais à la personne, seule interprétation raisonnable du mot « représentant » plusieurs fois répété ; — Mais attendu que Mohamed Seghir, vendeur de Henri Pérez, était mort le 21 avril 1893, dans tous les cas antérieurement à cet acte, ce que reconnaissent d'ailleurs les deux parties; que ses héritiers, sa mère Fathma Chérifa, sa sœur Fathma, sa veuve Khedidja bent Mauffock, ses frères Mohamed Bou Medien et Zoubir y ont adhéré, ce qui est également reconnu, mais qu'ils n'ont pu faire rétroagir leur acceptation de la qualité d'héritiers à la personne au préjudice d'un tiers, de l'acquéreur Pérez ; — Attendu, en effet, que si la loi musulmane exige expressément que les dettes soient prélevées avant le partage, le créancier de la succession, frustré par violation de cette obligation et par la vente des immeubles successoraux consentie par les héritiers, ne peut agir contre les acquéreurs; que la vente est valable, « pourvu qu'elle ne soit pas entachée de dol, » dit Sidi-Khelil; qu'en l'espèce, la fraude n'est pas même alléguée et qu'elle ne se présume pas (Sautayra, p. 267); — Attendu que le créancier ne pouvant, dans ce cas, faire saisir et vendre à son profit, jusqu'à concurrence du montant de sa créance, l'immeuble ainsi aliéné par l'héritier, il en résulte que Duine ne peut surenchérir du dixième, puisque cela reviendrait à la saisie et à la revente prohibées (Sautayra, p. 267); — Attendu qu'il est toutefois un cas dans lequel l'héritier musulman est tenu *ultra vires*, c'est-à-dire personnellement vis-à-vis du créancier, c'est celui où, contrairement aux injonctions de la loi, il a été procédé au partage avant l'obligatoire prélèvement des dettes; alors, en effet, disent les commentateurs, le solvable paie pour l'insolvable; — Attendu qu'aucun prélèvement de la créance Duine, aucun acte équivalent n'a été fait par les Ould Cadi, qui ont procédé au partage en violant leur propre loi; mais attendu que la sanction de cette faute est l'obligation éventuelle pour les héritiers de payer au delà de leur émolument en cas d'insolvabilité de certains d'entre eux (Sautayra et Cherbonneau, *loc. cit.*; Perron, t. IV, p. 27); — Attendu qu'aucune insolvabilité n'est alléguée dans la cause et que l'exception au principe « que le créancier n'a de recours contre l'héritier que jusqu'à concurrence de ce qu'a reçu celui-ci, » n'y trouve point son application ; — Attendu que l'inscription d'hypothèque judi-

ciaire prise contre les consorts Ould Cadi, en vertu du jugement de défaut de 1888 sur l'opposition duquel il n'a pas d'ailleurs été statué, n'a jamais été valable au regard du tiers détenteur Henri Pérez, et que Mohamed Seghir, vendeur de celui-ci, n'a jamais dû à Duine sur l'immeuble vendu qu'une part de la dette en rapport avec son émolument;

Attendu, sur les offres réelles, qu'elles sont libératoires, puisqu'elles sont suffisantes pour éteindre les créances Villate et Lévy Valensi; que la loi exige seulement cette suffisance, et qu'il importe peu que la somme offerte excède de quelques francs ce qui est réellement dû; qu'en l'espèce, d'ailleurs, il existe des intérêts et des frais non encore liquidés; — Attendu que la condition mise par Pérez à l'acceptation des offres est légitime; si elles eussent été acceptées, en effet, et que Pérez ne fût pas resté acquéreur, il eût été censé ne l'avoir jamais été et se fût trouvé sans titre pour le recouvrement des sommes représentant des créances Villate et Valensi; — Attendu qu'il n'a pu être statué sur ces offres, mais que la demande en validité est faite et les défenseurs des parties constitués; — Attendu que Pérez, tiers détenteur, ne peut être recherché par Duine, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué, mais qu'il est prêt à verser à celui-ci la somme de 7,475 fr. 18 cent., solde de son prix d'achat, qu'il offre en barre à deniers découverts, à charge par Duine de justifier de la part de Mohamed Seghir dans sa dette totale; — Attendu, en conséquence, que Duine, étant intégralement désintéressé par ces offres de ce qui lui est dû sur les créances Villate et Valensi et sur sa propre créance par Mohamed Seghir, se trouve sans qualité pour faire la surenchère du dixième; qu'en effet, elle n'est autorisée qu'en faveur du créancier inscrit, c'est-à-dire non désintéressé, car, dans le cas contraire, l'axiome « point d'intérêt, point d'action » lui est opposable;

Par ces motifs : — Dit que par suite de la consignation opérée avec affectation spéciale aux créanciers Villate et Valensi, il existe somme suffisante pour désintéresser Duine, en tant que subrogé de ces créanciers; — Donne acte à Pérez de son offre en barre, à deniers découverts, de la somme de 1 fr., sauf à parfaire, pour le montant des frais non liquidés de consignation et de surenchère exposés par Duine, jusqu'au 11 courant, jour où les offres réelles ont été faites; — Déclare nulle, au regard de Pérez, l'inscription judiciaire prise par Duine, en vertu du jugement de défaut du 21 novembre 1888; — Déboute Duine de sa demande en nullité de la vente consentie par Mohamed Seghir à Pérez, par acte des 17 novembre 1892 et 2 février 1893; — Donne acte

à Pérez de son offre en barre et à deniers découverts de payer 7,475 fr. 18 cent. à Duine, à charge par celui-ci de justifier de la part de Mohamed Seghir dans la contribution à la dette de son père; — Condamne Duine aux dépens faits depuis le 11 février 1895; — Dit n'y avoir lieu à dommages-intérêts.

MM. LOUSTAU, *prés.*; DES HAMEAUX, *proc. de la Rép.* — Mes VINCI et MASSA, *av.*

COUR D'AIX (Ch. correct.)

22 février 1895

Compétence, Tunisie, sujet tunisien, délit au préjudice de Français, tribunal correctionnel, conseil de guerre, incompétence.

Les tribunaux criminels français, et non les conseils de guerre, sont compétents en Tunisie pour connaître, dans les limites de leur compétence respective et en conformité de la loi française, de tous les crimes, délits ou contraventions commis en Tunisie par des sujets tunisiens, non militaires ni assimilés, au préjudice des Français ou protégés français et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes (1).

(Dahman ben Hamouda)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que le fait délictueux déféré à la connaissance de la Cour ne s'étant point produit en territoire

---

(1) Dahman ben Hamouda, sujet tunisien, avait été traduit devant le conseil de guerre de la brigade de Tunisie, pour délit de fraude dans la pesée relative à une livraison de viande à une compagnie d'infanterie. — Le conseil de guerre s'étant déclaré compétent pour connaître du délit, pourvoi de Dahman ben Hamouda contre cette décision. — Par arrêt du 13 janvier 1894, la Cour de cassation, se conformant à sa jurisprudence antérieure, annula le jugement du conseil de guerre de Tunis, pour incompétence, et renvoya le prévenu devant le tribunal correctionnel de Sousse (*Rev. Alg.*,

ennemi et le prévenu n'étant ni militaire, ni assimilé, il appartient, ainsi que l'a nettement établi l'arrêt de la Cour suprême du 13 janvier 1894, aux tribunaux ordinaires, et non aux conseils de guerre, de connaître de la poursuite;

Sur la compétence : — Considérant qu'il serait tout à fait contraire aux traditions de notre législation coloniale que la justice française n'eût point à connaître de toutes les infractions qui portent une atteinte plus ou moins grave aux intérêts de nos nationaux et d'en livrer la répression au hasard de législations qui ne s'inspirent ni de nos traditions, ni de nos mœurs; que son altesse le bey de Tunis est loin d'avoir méconnu ces nécessités pratiques; qu'on se prévaudrait vainement d'une expression dont l'incorrection juridique, au point de vue de notre législation, a pu facilement échapper à la plume d'un légiste étranger, pour refuser aux tribunaux français la connaissance des délits proprement dits intéressant nos nationaux, tout en leur laissant la connaissance de faits qui engagent d'une manière autrement grave la responsabilité de leurs auteurs; qu'il convient donc de reconnaître que le mot *crime*, dont s'est improprement servi l'art. 1^er^ § 1^er^ du décret beylical du 2 septembre 1885, doit avoir une signification plus générale et indiquer toute infraction à la loi pénale; que, s'il en était autrement, il faudrait aller jusqu'à prétendre, ainsi que l'a fait très justement remarquer l'arrêt du 13 janvier 1894, que les tribunaux indigènes seraient seuls compétents pour connaître de tous les délits perpétrés en Tunisie par des sujets tunisiens au préjudice même de militaires de l'armée française composant la brigade de Tunisie, ce qui n'a pu entrer dans la pensée de l'auteur du décret; — Que, pour repousser cette interprétation, on se prévaudrait vainement des expressions dont se sert le même article aux paragraphes suivants pour classer, au point de vue de la compétence, différentes natures d'infractions à la loi pénale; que, pour opérer ces classements, le législateur s'est, en effet, placé à un point de vue tout différent

---

1894. 2. 155, et la note). — Par jugement du 2 mai 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 427), le tribunal de Sousse, se rangeant au contraire à la jurisprudence des tribunaux de Tunisie, se déclara incompétent; ce jugement fut confirmé par adoption de motifs par la Cour d'Alger par arrêt du 28 juillet 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 427, et la note). — Nouveau pourvoi de Dahman ben Hamouda : la Cour suprême, par arrêt du 9 novembre 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 541), casse l'arrêt de la Cour d'Alger et renvoie devant la Cour d'Aix, laquelle, par l'arrêt ci-dessus, adopte la jurisprudence de la Cour de cassation. — La question paraît donc définitivement tranchée.

de celui dont s'agit en l'espèce et complètement étranger à la nature de l'infraction proprement dite dont il ne semble pas s'être particulièrement préoccupé; qu'il s'en réfère, au contraire, tantôt à la qualité de la victime, tantôt au lieu où l'infraction a été commise; qu'on ne saurait, dès lors, en tirer la moindre conséquence au point de vue soumis à la Cour, pour interpréter le sens et la portée de l'expression employée au paragraphe 1er dudit article; — Qu'il convient donc, en conséquence, de réformer la décision du tribunal de Sousse et de retenir la connaissance du délit;

Par ces motifs: — Réforme le jugement du tribunal correctionnel de Sousse, se déclare compétent, et, statuant au fond, etc...

MM. LORIN DE REURE, *prés.*; FONTANILLE, *subst. du proc. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

16 février 1895

Courses de taureaux, chevaux, taureaux, animaux domestiques, mauvais traitements, loi Grammont. responsabilité.

Les taureaux doivent, de même que les chevaux, être considérés comme des animaux domestiques;

En conséquence, encourent les pénalités de la loi du 2 juillet 1850, dite loi Grammont, les picadors ou toreros qui, dans un lieu public, comme sont les arènes des courses de taureaux, ont exercé des mauvais traitements à l'égard de ces animaux, soit en déchirant les chairs à des taureaux, soit en exposant aux coups de cornes de ces taureaux des chevaux qui ont succombé à leurs blessures; et le propriétaire des animaux maltraités doit être déclaré civilement responsable du fait de ses préposés.

(Min. pub. c. Fayot)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte de procès-verbaux réguliers et non contredits : 1° que le 2 septembre dernier, les nommés Carille (et autres), et le 9 du même mois les nommés Salgnero (et autres), tous picadors au service du sieur Iribarnégaray, président des courses bayonnaises, ont, dans les arènes de Bayonne, déchiré les chairs à plusieurs taureaux espagnols et exposé aux coups de cornes de ces taureaux des chevaux qui ont succombé à leurs blessures ; 2° que le 2 septembre dernier les nommés Delcampo et Guerra, et le 9 du même mois les nommés Delcampo (et autres), tous toréros au service du sieur Iribarnégaray, ont, dans les arènes de Bayonne, exercé les mêmes mauvais traitements à l'égard de plusieurs taureaux espagnols ; — Et attendu que les susnommés, traduits pour ces faits devant le tribunal de simple police de Bayonne, ont été relaxés par quatre jugements, qui ont en même temps déchargé de toute responsabilité le sieur Iribarnégaray poursuivi comme civilement responsable, le tout par ces motifs que les mauvais traitements n'auraient été exercés ni publiquement, ni abusivement, ni envers des animaux domestiques ;

Sur le moyen pris de la violation de l'article unique de la loi du 2 juillet 1850 : — Attendu que les arènes bayonnaises sont, sans contestation possible, un lieu public, puisqu'elles sont accessibles à quiconque veut bien y payer sa place ; — Attendu que les mauvais traitements exercés envers les taureaux espagnols et chevaux, n'étant justifiés par aucune nécessité, constituent par cela même l'abus que la loi a voulu réprimer ; — Attendu que les chevaux comptent indubitablement parmi les animaux domestiques visés par la loi de 1850, et que les jugements attaqués ont vainement nié qu'il en fût de même des taureaux espagnols ; qu'en effet ces animaux vivent sous la surveillance de l'homme, sont élevés, sont nourris et se reproduisent par ses soins, et rentrent dès lors parmi les animaux domestiques que la loi de 1850 a entendu protéger ; — Attendu, d'ailleurs, qu'il n'a pas été contesté qu'Iribarnégaray fût propriétaire des chevaux et taureaux maltraités, ni que les prévenus fussent ses préposés ;

Par ces motifs : — Casse et annule les quatre jugements du tribunal de simple police de Bayonne en date du 6 octobre 1894.

MM. LŒW, *prés.* ; MANAU, *proc. gén.* ; ACCARIAS, *rap.* — Mes DE RAMEL et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

19 janvier 1895

Abus de confiance, enfants, ascendants, alliés au même degré, art. 380 C. pén.

Est applicable à l'abus de confiance la disposition de l'art. 380 C. pén. aux termes de laquelle les soustractions commises par des enfants au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendants, ou par des alliés au même degré, ne donnent lieu qu'à des réparations civiles.

(Min. pub. c. Abdelkader ben Hamou)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par le nommé Abdelkader ben Hamou contre un jugement du tribunal correctionnel d'Orléansville, du 15 novembre 1894, qui l'a condamné, pour abus de confiance, à la peine de trois mois d'emprisonnement ; — Et statuant au fond sur le mérite de cet appel ;

Attendu que de l'information et des débats il ressort à la vérité que, dans le courant de l'année 1894, l'appelant a véritablement détourné, au préjudice de la nommée Yamina bent el Hadj, à la biorca Aïada, circonscription des Trois-Palmiers, deux taureaux, deux vaches et huit moutons, qui n'avaient été laissés entre ses mains qu'à titre de dépôt ou de prêt à usage, mais à la charge de les représenter ; — Attendu que ces faits constituaient bien dès lors le délit prévu et réprimé par les art. 406 et 408, que les premiers juges ont appliqués ; — Mais attendu que, dans l'espèce, ces mêmes faits ne pouvaient être l'objet d'aucune répression devant la justice criminelle ; — Attendu, en effet, qu'il est constant et reconnu par la plaignante elle-même que le prévenu est le fils de son mari ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 380 C. pén. les soustractions commises par des enfants au préjudice de leur père ou de leur mère ou autres ascendants, ou par des alliés au même degré, ne donnent lieu au profit des parties lésées qu'à des réparations civiles ;

Attendu, il est vrai, que le dit article ne dispose ainsi que pour le vol ; — Mais attendu que les motifs qui ont déterminé le législateur à créer cette exception pour ce dernier cas s'appliquent avec plus de force encore à l'abus de confiance dont le caractère de gravité est bien moindre ; — Attendu, en effet, que, d'après l'exposé des motifs de la loi, la dite exception s'étend à « toute espèce de fraude », et, d'après le rapport, « à toutes atteintes à la propriété » ; — Qu'au nombre de ces fraudes et de ces atteintes se trouve en conséquence manifestement compris le délit d'abus de confiance ; — Attendu qu'en raison de l'affinité qui existe entre la dame Yamina bent el Hadj et le prévenu, celui-ci devait donc bénéficier des dispositions de l'art. 380 ; — Qu'il en résulte que c'est à tort que, pour les faits qui lui sont imputés, des poursuites criminelles et des condamnations de même nature sont intervenues contre lui ; — Qu'il échet, en conséquence, de réformer le jugement qui a accueilli ces poursuites et prononcé ces condamnations ;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement entrepris ; — Décharge le prévenu de toutes les dispositions de ce jugement ; — Statuant par nouveau jugement ; — Dit, pour les causes susexprimées seulement, non recevables les poursuites dont le prévenu a été l'objet devant les premiers juges ; — Et le renvoie des dites poursuites sans dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; EON, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

12 février 1895

Divorce, étrangers, loi étrangère, application, juge du fond, interprétation souveraine.

La législation russe est applicable à la demande en divorce formée par une Française qui a épousé un Russe devant l'officier de l'état civil français (1) ;

Aux termes de cette législation, qui prohibe le divorce entre

---

(1) Cpr. Alger, 2 déc. 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 62) et les notes ; trib. de Nice, 10 janv. 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 152).

des époux de cultes différents dont l'union n'a été célébrée qu'à l'église catholique, la demande en divorce est irrecevable, quand le mari est luthérien et que l'union n'a pas été consacrée par un ministre de ce culte ;

Du reste, l'interprétation que les juges du fond donnent ainsi à la loi étrangère est souveraine, comme portant sur une simple question de fait, et échappe à la censure de la Cour de cassation (1);

D'autre part, en constatant un fait religieux pour en déduire des conséquences juridiques entre étrangers, par application de leur législation nationale, les juges du fond ne violent pas le principe, qu'en France le mariage civil produit seul des effets légaux.

(Dame Lanthé c. Lanthé)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deux moyens pris, le premier de la violation des art. 3, 19, 47, 165, 170, 230 et 231 C. civ., 54 et 55 de la loi du 28 germinal an X, 5 et 8 du titre VI de la loi du 20 septembre 1792; le deuxième, de la violation des mêmes articles et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défaut de motifs;

Attendu qu'après avoir déclaré, en fait : 1° que les époux Lanthé étaient sujets russes-polonais, le mari par son origine, la femme par son mariage; 2° qu'à la suite de leur union, contractée en France devant l'officier de l'état civil de Toulouse, ils en avaient demandé la consécration religieuse au seul ministre du culte catholique, la Cour de Paris a déclaré non recevable la demande en divorce de la femme, par application de la législation russe-polonaise, qui, d'après l'interprétation qu'elle a donnée et qui échappe à la censure, prohibe le divorce entre des époux de culte différent, quand leur union n'a été célébrée qu'à l'église catholique; — Qu'une telle décision ne viole aucun des textes invoqués par le pourvoi; qu'en effet, le divorce produit un changement dans l'état des personnes qu'il désunit et qu'en conséquence, c'est leur statut personnel qui décide si, entre elles, le divorce est ou n'est pas licite; que, d'autre part, l'arrêt attaqué n'a porté aucune atteinte au principe qui ne donne effet en France qu'au mariage civil, puisqu'il s'est borné à constater un fait religieux pour en

(1) Jurisprudence constante. — V. Paris, 26 janv. 1888.

déduire les conséquences juridiques entre étrangers par l'effet direct de la loi à laquelle ils étaient soumis; qu'on ne saurait non plus faire grief à l'arrêt, qui est dûment motivé, de ne s'être pas expliqué sur d'autres dispositions de la législation étrangère dont l'existence n'a pas même été alléguée dans l'instance;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris du 20 juin 1894.

MM. TANON, *prés.*; MELEOT, *av. gén*; DENIS, *rap.* — Me DARESTE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

11 février 1895

Vente, vin plâtré, chose hors du commerce, vice caché, vendeur, garantie.

La loi du 11 juillet 1891 prohibe la vente des vins plâtrés contenant plus de deux grammes de sulfate de potasse;

En conséquence, le vin plâtré est chose hors du commerce, et la vente en est nulle et de nul effet, aux termes des art. 1598 et 1128 C. civ.;

Le plâtrage des vins, échappant à la simple dégustation et ne pouvant être constaté que par l'analyse chimique, constitue dès lors un vice caché dont le vendeur reste tenu envers l'acheteur.

(Veuve Cuny c. Dupuy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel principal de la veuve Cuny et les appels incidents de Dupuy et Weiss et Lamy, Hanet, Boudin et Martineau sont réguliers et recevables en la forme;

Au fond : — Sur la demande principale : — Attendu qu'il est d'ores et déjà établi par le certificat délivré par l'administration des douanes, le 26 septembre 1894 et qui sera enregistré en même temps que le présent arrêt, que les vins expédiés

par Dupuy et Weiss à Lamy, à Hanet et à Boudin et Martineau et qui ont été saisis à Rouen en mars 1892, ont été, après analyse du laboratoire des douanes, reconnus plâtrés, savoir : ceux expédiés à Lamy à 5 grammes 97 centigrammes de sulfate de potasse par litre, ceux de Hanet à 3 gr. 40 cent. et ceux de Boudin et Martineau à 4 gr. 58 cent. ; — Que la loi du 11 juillet 1891 prohibe la vente des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ; — Que le vin ainsi plâtré est donc hors de commerce ; — Que, en conséquence, la vente en est nulle et de nul effet, aux termes des art. 1598 et 1128 du C. civ. ; — Que Dupuy et Weiss reconnaissent que les vins saisis sont les mêmes que ceux qu'ils ont vendus et expédiés ; — Que Lamy, Hanet, Boudin et Martineau sont dès lors fondés à demander à leur encontre la résiliation de la vente qu'ils leur en ont faite et la restitution des prix de vente qu'ils leur ont payés, savoir : Lamy, 8,257 fr. 95, Hanet, 4,999 fr. 90, Boudin et Martineau, 4,529 fr. 10, plus les frais exposés par eux pour la réalisation de leur marché, tels que location et transport de fûts, magasinage, etc. ; — Que, en ce qui touche leur demande en dommages-intérêts, ils ne justifient point de préjudice qui ne soit suffisamment réparé par l'allocation des intérêts de droit des sommes à rembourser ;

Sur la demande en garantie : — Attendu tout d'abord que la veuve Cuny soutient que le vin vendu par elle à Dupuy et Weiss a été rectifié, goûté et agréé par eux avant de conclure la vente ; qu'ils l'ont trouvé conforme aux conditions stipulées, c'est-à-dire, *sain*, *loyal* et *marchand*, suivant les termes du marché conclu ; — Qu'ils en ont pris livraison et payé le prix, et que, par suite, la vente est parfaite et définitive, et l'action en résolution de Dupuy et Weiss irrecevable ; — Attendu, sur cette exception, que le plâtrage des vins échappe à la simple dégustation et ne peut être constaté que par l'analyse chimique ; — Qu'il constitue dès lors un vice caché, dont le vendeur reste tenu envers l'acheteur ; — Que l'action de Dupuy et Weiss est donc recevable ; — Attendu que cette action est aussi fondée, puisque le vice dont s'agit, outre qu'il rend l'objet vendu impropre à l'usage auquel il était destiné, le met de plus hors de commerce, et entraîne par suite la nullité de la vente que la dame Cuny en a consentie à Dupuy et Weiss ;

Attendu que la dame Cuny objecte vainement qu'il n'est point établi que les vins vendus par elle à Dupuy et Weiss soient les mêmes que ceux vendus et expédiés par ceux-ci à Lamy, à Hanet et à Boudin et Martineau, et saisis par l'admi-

nistration des douanes à Rouen, comme plâtrés au degré prohibé ; — Qu'elle fonde cette prétention sur ce que : 1° les acheteurs ont pris livraison des vins vendus dans des fûts à eux et que, après les avoir conservés en leur possession pendant quelques jours, ils les ont expédiés à Lamy, Hanet, Boudin et Martineau, sans qu'il soit possible d'en suivre la trace avec aucune garantie ; 2° il n'y a pas concordance de quantité entre celle du vin vendu par elle à Dupuy et Weiss et les expéditions qu'ils ont pu faire à Arzew ;

Attendu, sur ces deux moyens, qu'il est d'ores et déjà établi par les documents produits et par les circonstances de la cause, que les vins vendus ont été mis en fûts dans les caves de la veuve Cuny ; que le jour même où cette opération a été terminée, les fûts au nombre de 100 ont été transportés directement de la propriété de la venderesse à la gare du chemin de fer à Mascara, le 9 février 1893, 26 fûts portant la marque B. M., 30 marqués H. H. et 44 marqués W. ; que le lendemain 10 février, ils sont arrivés à la gare d'Arzew, où ils sont restés en wagons ; que le 18 ils ont été retirés par le transitaire Carretier, déposés devant la douane jusqu'au 22, et embarqués à cette date sur le vapeur *Général Chanzy*, à destination de Rouen ; — Que les fûts saisis par l'administration des douanes étaient en même nombre et portaient les mêmes marques et numéros que ceux indiqués dans le récépissé de la Cie des chemins de fer au départ de Mascara et dans les connaissements du vapeur *Général Chanzy ;* — Que, durant tout le cours du voyage de Mascara à Rouen, les fûts sont demeurés successivement sous la garde des agents du chemin de fer de l'Ouest-Algérien, des employés et fonctionnaires de la douane et du personnel du vapeur *Général Chanzy*, sans qu'à aucun moment ils aient été à la disposition, et sans qu'à aucun moment quelconque ils aient pu subir une substitution ou une altération ; — Que, ainsi que l'ont avec raison considéré les premiers juges, la différence entre la quantité des vins vendus par la veuve Cuny à Dupuy et Weiss et celle des vins expédiés à Lamy et Hanet, Boudin et Martineau, a été surabondamment expliquée par les expéditeurs ; — Qu'il est à remarquer que les vins expédiés à Hanet, et dans lesquels étaient compris les 4 fûts provenant de la cave Sagrera et d'une contenance de 2,257 litres, n'étaient d'après l'analyse du laboratoire de la douane, plâtrés dans leur ensemble qu'à 3 grammes 40 centigrammes, tandis que ceux expédiés à Lamy et à Boudin et Martineau, l'étaient à 5 gr. 97 cent. et à 4 gr. 58 cent., d'où il est permis de conclure que les vins provenant de la cave Sagrera n'étaient point plâtrés comme ceux

provenant de la cave Cuny ; — Qu'il suit de ce qui précède que les moyens proposés par la veuve Cuny ne sont point fondés, et qu'il ne peut subsister aucun doute sur l'identité des vins vendus par elle à Dupuy et Weiss et ceux saisis par la douane comme plâtrés au degré prohibé ; — Attendu en conséquence, que les causes de nullité du marché intervenu, entre Dupuy et Weiss d'une part et Lamy, Hanet, Boudin et Martineau d'autre part, sont dues à la faute de la veuve Cuny, et qu'elle est tenue de relever et garantir les dits Dupuy et Weiss des conséquences de cette nullité ; — Que ceux-ci déclarent toutefois ne pas étendre à la quantité de vin contenu dans les 4 fûts provenant de la cave Sagrera, soit 2,257 litres, l'effet de leur demande récursoire contre la veuve Cuny ; — Qu'il échet de leur donner acte de leur déclaration ; — Qu'ils ne justifient d'aucun préjudice appréciable qui ne soit suffisamment réparé par la garantie des condamnations prononcées contre eux ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires : — Reçoit les appels en la forme ; — Rejette comme mal fondé l'appel principal ; — Faisant droit aux appels incidents ; — Infirme le jugement déféré en ce qu'il a ordonné une mesure préparatoire qui n'a plus d'utilité en la cause ; — Statuant à nouveau et évoquant : — Dit nulle et de nul effet comme ayant pour objet des choses hors de commerce la vente intervenue entre Dupuy et Weiss et Lamy, Hanet et Boudin et Martineau ; — Condamne Dupuy et Weiss conjointement et solidairement à restituer aux demandeurs avec intérêts de droit du jour de la demande, les prix de vente qu'ils ont reçus, savoir : à Lamy, 8,259 fr. 95 ; à Hanet, 4,999 fr. 90 ; à Boudin et Martineau, 4,529 fr. 10 ; — Les condamne avec la même solidarité à rembourser aux dits Lamy, Hanet et Boudin et Martineau, tous les frais exposés par ceux-ci pour la réalisation de leur marché, tels que location et transport de fûts, magasinage, etc., ces frais à fournir par état ; — Condamne la dame veuve Cuny à relever et garantir Dupuy et Weiss de toutes les condamnations prononcées contre eux au profit de Lamy, Hanet et Boudin et Martineau ; — Donne acte aux parties de ce que Dupuy et Weiss déclarent qu'ils n'entendent pas étendre à la quantité contenue dans les quatre fûts de vin provenant de la cave Sagrera, soit 2,251 litres, l'effet de leur action récursoire contre la dame veuve Cuny ; — Dit nulle et de nul effet la vente entre Dupuy et Weiss et la dame veuve Cuny ; — Déboute les parties du surplus de leurs fins et conclusions ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée sur l'appel principal et la restitution de

celles consignées sur les appels incidents; — Condamne la dame veuve Cuny aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.*; GARAU, *subst. du proc. gén.* — Mes JOUYNE, LASSEREY et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

7 février 1895

Appel, jugement interprétatif, recevabilité, conditions.

Les jugements interprétatifs ne sont susceptibles d'appel qu'autant qu'ils altèrent ou modifient les jugements interprétés, soit par retranchement de quelques-unes de leurs dispositions, soit par addition de dispositions nouvelles;

Par suite, est non recevable l'appel d'un jugement qui interprète, sans les modifier, les dispositions d'un jugement antérieur, qui lui-même n'a pas été frappé d'appel et a acquis l'autorité de la chose jugée (1).

(Bertagna c. Polèse)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels des 21 avril, 8 et 14 août 1891, 8 et 22 juillet 1893, interjetés d'une part par les sieurs Dominique Bertagna, Jérôme Bertagna, Couitéas et Coyotropoulo, de l'autre part le sieur Polèse, sont connexes, et qu'il y a lieu de les joindre et de statuer par un seul et même arrêt;

Sur la recevabilité des appels des 21 avril et 14 août 1891, interjetés par le sieur Dominique Bertagna, des ordonnances de référé et jugement des 10 août et 29 mai 1891 : — Attendu que les jugements interprétatifs ne sont susceptibles d'appel qu'autant qu'ils altèrent ou modifient les jugements interprétés, soit par retranchement de quelqu'une de ses dispositions, soit par addition de dispositions nouvelles; que par suite est non recevable l'appel d'un jugement qui inter-

(1) V. Lacoste, *De l'autorité de la chose jugée*, nos 790 et 791 et les décisions rapportées.

prète, sans les modifier, les dispositions au jugement antérieur, qui lui-même n'a pas été frappé d'appel et a acquis l'autorité de la chose jugée; que d'ailleurs l'interprétation d'un jugement ne peut entraîner une violation de la chose jugée qui en résulte; — Attendu que le jugement du 7 février 1891, interprété, est passé en force de chose jugée, qu'il est définitif et fait la loi des parties; — Que l'ordonnance de référé du 10 avril et après elle le jugement du 29 mai 1891 se bornent à déclarer que les termes du jugement du 7 février sont formels et ne paraissent pas donner lieu à interprétation; que ses dispositions sont claires et précises; qu'elles ne présentent ni obscurité, ni ambiguïté; — Que précisant les motifs de ce jugement, le jugement du 29 mai ajoute seulement que toutes les parties sont tombées d'accord sur la distribution immédiate des sommes liquides, et considérant que l'excédent d'actif serait suffisant pour faire face aux droits des tiers et aux comptes particuliers des associés; — Que ce jugement n'apporte ainsi aucune modification au jugement dont l'interprétation était demandée et ne peut constituer une violation de la chose jugée; — Que l'appel dont il a été frappé, de même que celui de l'ordonnance de référé qui l'a précédé, doivent donc être déclarés irrecevables;

Sur l'appel du 8 août 1891, interjeté d'une part par le sieur Dominique Bertagna, et d'autre part par les sieurs Couitéas, Coyotropoulo et Jérôme Bertagna, et l'appel incident relevé par le sieur Polèse: — Attendu que ces appels sont réguliers et recevables en la forme;

Au fond: — Attendu que le sieur Dominique Bertagna, se faisant abusivement l'arbitre d'une situation qu'il n'avait pas le pouvoir d'apprécier, a totalement méconnu le caractère de la mission qui lui avait été confiée par le jugement du 7 février et cependant nettement défini par ledit jugement; que, se refusant d'obtempérer à des ordres réitérés de justice et conservant sans droit et au mépris de ces ordres des titres et des sommes qui ne lui appartenaient pas et qu'il avait mandat de répartir entre chacun des associés, il a encouru vis-à-vis du sieur Polèse une responsabilité dont celui-ci était bien fondé à lui demander compte; que c'est donc avec juste raison que les premiers juges, faisant droit à la requête du sieur Polèse, ont retiré au sieur Dominique Bertagna le mandat qu'ils lui avaient confié et l'ont condamné en même temps à payer au sieur Polèse des justes dommages-intérêts; — Attendu en effet qu'aux termes du jugement du 7 février 1891, le sieur Dominique Bertagna avait seulement pour mission, en qualité de liquidateur de la Société en participation ayant

existé entre les parties, de représenter ladite Société à l'égard des tiers, de réaliser l'actif et d'éteindre le passif; qu'il n'avait pas à apurer les comptes des associés; que trois experts pris en dehors des associés étaient spécialement chargés de ce soin ; qu'aucune équivoque n'était possible; que le sieur Dominique Bertagna devait répartir immédiatement entre les participants et au prorata de leur part, sans attendre le résultat de l'expertise, toutes sommes liquidées et non litigieuses, notamment les 725 obligations avec les coupons y afférents de la dette tunisienne et le montant du prix des tabacs existant en magasin et achetés par la nouvelle régie des tabacs, ces deux masses de capitaux étant considérées pour toutes les parties comme liquides et non litigieuses et inutiles pour l'extinction du passif; que les experts de leur côté devaient vérifier la comptabilité des livres et écritures de la société, établir les comptes respectifs des participants et dresser le bilan de ladite participation ; que si des difficultés venaient à s'élever au sujet des comptes respectifs des associés, il appartenait aux experts de les apprécier ; que le liquidateur n'avait pas à s'immiscer dans ces comptes et à les dresser ; que son mandat était nettement limité ; qu'il n'avait nullement le pouvoir de l'étendre ; qu'en procédant ainsi qu'il l'a fait sans avoir égard aux décisions de justice rendues à son encontre, vendant des titres, retenant des sommes qu'il devait remettre à chacun des associés au prorata de leur part, il a gravement méconnu ses obligations et justifié les légitimes réclamations du sieur Polèse, qui, sur la foi d'une exécution immédiate du jugement du 7 février 1891, avait consenti à la mainlevée de l'opposition qu'il avait faite sur les obligations et les sommes déposées ;

Attendu, sur l'appel incident du sieur Polèse, que les sieurs Couitéas, Coyotopoulo et Jérôme Bertagna se sont portés garants solidaires des faits de gestion du liquidateur Dominique Bertagna, de même que de toutes créances qui seraient reconnues au profit du sieur Polèse de la part de la Société en liquidation ; que c'est donc à bon droit que le sieur Polèse a demandé leur condamnation solidaire au paiement de dommages-intérêts reconnus lui être dus par le sieur Dominique Bertagna ; que les sieurs Couitéas, Coyotopoulo et Jérôme Bertagna ne sauraient d'ailleurs méconnaître avoir plus ou moins directement participé aux faits de gestion du liquidateur ; qu'ils se sont associés en sa résistance aux jugements des 7 février et 29 mai 1891 ; que leur appel est la preuve qu'ils n'ont cessé de faire cause commune avec lui ; qu'il y a donc lieu, contrairement à la décision des premiers juges, de

les déclarer solidaires de la condamnation à des dommages-intérêts prononcée à son encontre ;

Sur l'appel interjeté par le sieur Polèse du jugement du 11 août 1892 : — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont repoussé la demande reconventionnelle du sieur Polèse, comme faisant double emploi avec ses demandes antérieures ; que le jugement du 7 février 1891 et les décisions qui l'ont suivi se sont bornés à fixer les obligations du liquidateur sans les ramener à une exécution se précisant sous forme de condamnation au paiement de sommes déterminées ; que la demande du sieur Polèse est donc distincte des demandes antérieures ; qu'il échet en conséquence de l'accueillir ; — Attendu que le sieur Polèse justifie de ses droits à 2/10 des parts de Société lui revenant comme participant de son chef, et à 1/10 du chef des héritiers de La Salle, ainsi qu'il appert d'un jugement du 20 décembre 1888, passé en force de chose jugée ; qu'il y a donc lieu de fixer à ces parts, représentées par des sommes liquides et certaines, soit à 3/10 des obligations, coupons de la société et du prix de vente des tabacs la condamnation déjà prononcée solidairement à l'encontre du liquidateur et de ses cautions ; — Attendu que la nouvelle demande de dommages-intérêts du sieur Polèse n'est pas fondée ; que des dommages et intérêts lui ont déjà été alloués par le jugement du 25 juillet 1891, confirmé par le premier arrêt ; qu'il n'y a donc pas lieu de l'accueillir ;

Par ces motifs : — Joint comme connexes les appels interjetés, d'une part par le sieur Dominique Bertagna, Couitéas, Coyotopoulo et Jérôme Bertagna, de l'autre par le sieur Polèse ; — Et statuant par un seul et même arrêt : — Dit irrecevables les appels des 21 avril et 14 août 1891, interjetés par le sieur Dominique Bertagna, l'en déboute ; — Dit irrecevable et régulier en la forme, l'appel principal interjeté par les sieurs Dominique Bertagna, Couitéas, Coyotopoulo et Jérôme Bertagna, l'appel incident relevé par le sieur Polèse du jugement du 25 juillet 1892 ; — Y faisant droit : — Confirme le jugement déféré pour être exécuté en sa forme et teneur ; — Émendant toutefois sur l'appel incident : — Dit les sieurs Couitéas, Coyotopoulo et Jérôme Bertagna garants solidaires des faits de gestion du liquidateur Dominique Bertagna ; — Dit en conséquence solidaire à leur encontre la condamnation prononcée contre ce dernier au profit du sieur Polèse à titre de dommages-intérêts ; — Dit régulier et recevable en la forme l'appel interjeté par le sieur Polèse du jugement du 11 août 1892 ; — Y faisant droit au fond : — Infirme pour partie ledit jugement ; — Dit que c'est à tort que les premiers juges

ont repoussé la demande reconventionnelle du sieur Polèse comme faisant double emploi avec ses demandes antérieures ; — Dit cette demande distincte de celles-ci et bien fondée ; — Fixe à 3/10 les parts revenant au sieur Polèse des obligations, coupons de la société et du prix de vente des tabacs ; — Condamne, solidairement et conjointement entre eux, les sieurs Dominique Bertagna et les sieurs Couitéas, Coyotopoulo et Jérôme Bertagna à payer au sieur Polèse les parts ainsi fixées ; — Dit la demande en dommages-intérêts du sieur Polèse non justifiée, l'en déboute ; — Confirme pour le surplus le jugement déféré ; — Les condamne solidairement à l'amende de leur appel et aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes JOUYNE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

7 février 1895

Obligation, preuve, acte notarié, irrégularités, force probante, acte sous seing privé, conditions.

Aux termes de l'art. 1318 C. civ. et 68 de la loi du 25 ventôse an XI, pour qu'un acte, nul comme acte authentique, ait la valeur d'un acte sous seing privé, il faut au moins qu'il ait le signe essentiel et apparent de l'authenticité ;

Un acte, qui n'est pas signé par le notaire, nul comme acte authentique, ne vaut pas davantage comme acte sous seing privé, s'il ne réunit pas les conditions exigées pour ces sortes d'actes, notamment s'il n'est pas signé par toutes les parties contractantes ;

Il ne suffit pas que le défaut de signature provienne de ce que les parties ou l'une d'elles ne savent pas signer, et la mention faite à cet égard par le notaire est insuffisante pour donner à l'acte la valeur d'un acte sous seing privé.

(Ben Choufi c. Ben Sliman)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que, quel que soit le prix stipulé de l'immeuble qui fait l'objet du litige, il n'est pas justifié que son revenu soit inférieur à 60 fr.; que le jugement a donc pu valablement statuer en premier ressort; qu'il échet, en conséquence, de déclarer l'appel recevable;

Au fond : — Attendu qu'aux termes des art. 1318 C. civ. et 68 de la loi du 25 ventôse an XI, pour qu'un acte, nul comme acte authentique, ait la valeur d'un acte sous seing privé, il faut au moins qu'il ait le signe essentiel et apparent de l'authenticité; qu'un acte qui n'est point signé par le notaire, nul comme acte authentique, ne vaut pas davantage comme acte sous seing privé, s'il ne réunit les conditions exigées par ces sortes d'actes, notamment s'il n'est pas signé par toutes les parties contractantes; qu'il ne suffit pas que le défaut de signatures provienne de ce que les parties, ou l'une d'elles, ne savent pas signer; que la mention faite à cet égard par le notaire, conformément à la loi, serait insuffisante pour donner à l'acte la valeur d'un acte sous seing privé;

Attendu que l'acte de vente, dont les appelants demandent l'exécution, n'a été signé ni par le notaire qui l'a reçu, ni par les témoins instrumentaires, ni par toutes les parties contractantes; que la déclaration faite par elles de ne savoir signer, reçue et constatée par l'interprète, est sans valeur; — Que cet acte ne constitue pas, dès lors, un acte imparfait contenant un germe d'obligations et pouvant, par suite, donner lieu à une confirmation ou à une ratification expresse ou tacite; qu'il doit être considéré comme inexistant et ne pouvant produire aucun effet;

Par ces motifs et sans qu'il y ait lieu de s'arrêter aux autres fins et conclusions des parties : — Reçoit l'appel interjeté par les consorts Ben Choufi; — Dit bien jugé, mal et sans griefs appelé; — Confirme le jugement déféré; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet; — Condamne les appelants à l'amende et aux entiers dépens, tant de première instance que d'appel.

MM. CUNIAC, *prés.*; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

9 février 1895

Degré de juridiction, demande reconventionnelle fondée sur la demande principale, taux du ressort.

Aux termes de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, la demande reconventionnelle, quelle que soit d'ailleurs son importance, ne modifie pas le taux du ressort, quand elle est exclusivement fondée sur la demande principale.

(Aubry c. Valette)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel interjeté par le sieur Aubry : — Attendu que le jugement déféré, bien que non qualifié, a été rendu en dernier ressort; — Que, suivant le dernier état des conclusions signifiées par les intimés, ceux-ci ont demandé la condamnation pure et simple des époux Aubry au paiement de la somme totale de 1,444 fr. 80 avec intérêts de droit et dépens ; — Que leur demande, inférieure à 1,500 fr., a donc été jugée en dernier ressort ; — Que vainement le sieur Aubry invoquerait à l'appui de la recevabilité de son appel la demande reconventionnelle au paiement de 2,000 fr. de dommages et intérêts par lui formée dans son exploit d'opposition au jugement de défaut du 28 novembre 1892 ; — Qu'aux termes de la loi du 11 avril 1838, art. 2, la demande reconventionnelle, quelle que soit d'ailleurs son importance, ne modifie pas le taux du ressort, quand elle est exclusivement fondée sur la demande principale; — Qu'il n'est pas douteux en l'espèce, et d'après l'exploit même d'opposition, que la demande de dommages-intérêts formée reconventionnellement par les époux Aubry, n'a d'autre base que la demande principale des sieurs Azais et Rodier ; — Qu'il échet en conséquence de déclarer l'appel irrecevable ;

Par ces motifs : — Donne acte à Me Moatti de ce qu'il déclare n'avoir reçu ni pièces, ni renseignements; — Dit irrecevable l'appel interjeté par le sieur Aubry ; — L'en déboute ; — Le condamne à l'amende et aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Me DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

—

8 avril 1895

—

Presse, diffamation, adjudicataire de marché public, caractère, action civile, citation devant le tribunal civil, formes.

—

Les adjudicataires des fournitures de viande nécessaires à des hôpitaux militaires ne sauraient être assimilés à des fonctionnaires publics, ni à des dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni à des citoyens chargés d'un service public, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881 ;

En conséquence, ne leur est pas applicable la disposition de l'art. 46 de la loi du 29 juillet 1881, aux termes de laquelle l'action civile résultant des délits de diffamation prévus et punis par les art. 30 et 31, ne pourra, sauf dans le cas de décès de l'auteur du fait incriminé ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique ;

La nullité édictée par l'art. 60 de la même loi, pour défaut de qualification du fait incriminé et d'indication du texte de loi applicable à la poursuite, ne saurait être étendue aux assignations devant les tribunaux civils, même pour réparations du préjudice résultant d'une diffamation par un journal (1).

(Fernand Grégoire c. Mantout frères)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation des art. 31 et 45 de la loi du 29 juillet 1881 : — Attendu qu'aux termes de leurs marchés, les frères Lucien et Ernest Mantout, bouchers à Alger, sont simplement adjudicataires de la fourniture de la viande fraîche, nécessaire aux hôpitaux militaires d'Alger ; — Qu'ils ne sauraient dès lors être assimilés à des fonctionnaires publics, ni à des dépositaires ou agents de

(1) V. l'arrêt de la Cour d'Alger du 25 oct. 1893 (*Rev. Alg.* 1894. 2. 481) et les notes.

l'autorité publique, ni à des citoyens chargés d'un service public, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881 ; — Qu'ils ne détiennent aucune partie des pouvoirs publics et ne prennent point part directement ou par délégation à l'administration publique ; — Qu'en conséquence, le moyen qui est pris de ce qu'aux termes de l'art. 46 de la loi du 29 juillet 1881, Mantout frères n'étaient pas recevables à exercer l'action civile pour diffamation, séparément de l'action publique, doit être rejeté, cette disposition de loi n'étant pas susceptible d'application en dehors des cas prévus par l'art. 31 de la même loi ;

Sur le second moyen, tiré de la violation de l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 : — Attendu que les dispositions de l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881, prescrivant que la citation précisera et qualifiera le fait incriminé et indiquera le texte de loi applicable à la poursuite, le tout à peine de nullité, ne se rapportent, d'après leurs termes mêmes, qu'à la poursuite devant les tribunaux correctionnels ou de simple police ; — Que la nullité ainsi édictée ne saurait être étendue aux assignations devant les tribunaux civils, même pour réparation du préjudice résultant d'une diffamation par un journal ; — Que, dès lors, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a décidé que les citations données aux demandeurs en cassation, en conformité des règles de l'art. 61 C. pr. civ. étaient valables devant le tribunal civil ;

Sur le 3e moyen, pris de la violation de l'art. 473 C. pr. civ. ; — Attendu que les premiers juges, statuant sur les conclusions réciproques des parties, avaient déclaré l'action des frères Mantout éteinte par la prescription ; — Que la Cour d'Alger s'est trouvée saisie par l'effet dévolutif de l'appel de la connaissance d'une demande que les premiers juges avaient entièrement rejetée ; — Qu'elle n'avait donc point à user et n'a pas usé, en effet, de la faculté d'évocation que l'art. 473 C. pr. civ. donne aux juges du second degré dans les cas expressément déterminés, et qu'en conséquence, il n'y avait pas pour elle obligation de statuer sur le tout par un seul et même arrêt ; — Qu'elle a donc pu, après avoir décliné sa compétence et rejeté le moyen déduit de la prescription, renvoyer à une audience ultérieure pour vider le fond du litige ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 25 octobre 1893.

MM. TANON, *prés.* ; MELEOT, *av. gén.* ; DENIS, *rap.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

7 décembre 1892

—

Juge de paix, musulmans, comparution volontaire, exécution, compétence, stipulation d'intérêts, loi française.

—

Au cas où des musulmans (de la région militaire hors Tell) ont, d'un commun accord, saisi le juge de paix (en prorogeant la compétence de ce magistrat, conformément à l'art. 7 C. pr. civ.), ils se sont interdit de porter le même différend devant la justice musulmane et de le faire juger, dans ses suites éventuelles, d'après la loi musulmane;

Il en résulte notamment, que le créancier est fondé à se faire allouer les intérêts des sommes dues, encore bien que la loi musulmane prohibe le prêt à intérêt;

Il en est ainsi, alors surtout que les parties ont stipulé que des intérêts seraient dus en cas de retard (1).

(Ahmed ben Moulay Ali c. Sliman bel Hadj Aïssa)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que les appels principal et incident sont réguliers et qu'il y a lieu de les recevoir ;

---

(1) Il s'agissait, dans l'espèce soumise à la Cour, d'un règlement de compte entre musulmans de la région hors Tell et pour lequel les parties s'étaient, l'une et l'autre, adressées au juge de paix de Laghouat, à l'effet d'obtenir de ce magistrat, dont elles avaient cru devoir proroger la compétence, un jugement en dernier ressort consacrant leurs accords respectifs. Les deux parties, étant domiciliées en territoire militaire, se trouvaient régies par le décret du 8 janvier 1870, sur la justice musulmane. Or, l'art. 2 de ce décret dispose que les musulmans de la région hors Tell peuvent, d'un commun accord, porter leurs contestations devant la justice française, auquel cas il est procédé conformément au décret du 13 décembre 1866. D'après l'art. 2 de ce dernier décret, c'est au juge de paix, et au juge de paix seul, que les plaideurs musulmans doivent s'adresser lorsqu'ils sont d'accord pour saisir la justice française, et, dans ce cas, le juge de paix, dont la juridiction est substituée à celle du cadi, statue par applica-

Au fond : — Sur l'appel principal : — Attendu que les premiers juges ont avec raison repoussé l'offre de preuve formulée par Ahmed ben Moulay Ali; que les parties ont contracté conformément à la loi française, en comparaissant volontairement devant le juge de paix et en le requérant de constater leurs accords; qu'ils se sont interdit, par suite, aussi bien de porter leur différend devant le juge musulman, que de faire vider ce différend, dans ses suites éventuelles, d'après les principes de la loi musulmane;

---

tion de la loi musulmane. Les parties n'avaient donc pas à proroger la compétence de ce magistrat dans les termes de l'art. 7 C. pr. civ. V., sur ce point, les observations, en note sous Blida, 8 févr. 1888 *Rev. Alg.*, 1888. 2. 246). Aux termes de l'art. 1 du même décret, c'est encore le juge de paix qui est compétent entre musulmans, lorsque ceux-ci ont contracté sous l'empire de la loi française et qu'il y a lieu, dès lors, de leur faire application de ladite loi. Mais aux termes de cet art. 1, pour que la loi française soit applicable, il faut la déclaration, dans un acte, que les parties contractent sous l'empire de cette loi. — Dans l'espèce ci-dessus, la stipulation d'intérêts, prohibée par la loi musulmane, impliquait évidemment, de la part des contractants, adoption de la loi française quant à ce. V. Alger, 1er août 1848 Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1848, p. 17). — En ce qui concerne le mode de preuve, le seul fait de la comparution des parties devant le juge de paix, même saisi comme juge français et dans les termes d'une disposition du Code de procédure, impliquait-il dérogation aux règles de la loi musulmane? En territoire civil, où les décrets des 18 septembre 1886 et 17 avril 1889 ont si considérablement étendu le domaine de la loi française, l'art. 2 de ces décrets déclare les musulmans régis par cette loi, notamment en matière personnelle et mobilière, mais à charge, par le juge, de tenir compte, dans l'interprétation des conventions, dans l'appréciation des faits et dans l'admission de la preuve, des coutumes et usages des parties.

Ajoutons que, à la suite du jugement d'accord rendu par le juge de paix, le créancier impayé ayant fait signifier à la partie condamnée un commandement par huissier, le débiteur fit opposition à cet acte, prétendant s'être libéré et offrant de prouver sa libération par témoins. C'est ainsi que le tribunal de première instance s'est trouvé saisi du différend. S'il est vrai que la juridiction du juge de paix n'ait pu être saisie, au début, qu'en tant que juridiction musulmane, il semble que l'exécution de la sentence eût dû être poursuivie en la forme musulmane, et que la juridiction française ordinaire n'eût été compétente que pour apprécier la régularité, en la forme, de l'exécution à laquelle il avait été procédé. — Il est vrai que, devant le tribunal et devant la Cour, les parties ont conclu au fond sur l'exécution. Mais leur accord à cet égard pouvait-il déroger à l'ordre des juridictions? V. dans le sens de la négative : Alger, 6 janv. 1877 (*Bull. jud. Alg.*, 1877. 90); 16 avril 1880 (*Bull. jud. Alg.*, 1884. 154); 10 déc. 1889 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 446); trib. d'Oran, 4 nov. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 84), et note sous Alger, 8 janv. 1884 (*Rev. Alg.*, 1885. 2. 96). — V. en sens contraire : Alger, 24 juin. 1870 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1870, p. 4).

Sur l'appel incident : — Attendu que c'est par une contradiction évidente, après avoir admis cette théorie, que les premiers juges ont décidé n'y avoir lieu à allouer au créancier les intérêts des sommes dues, le législateur musulman prohibant le prêt à intérêt d'une façon absolue; — Attendu que non seulement la loi musulmane ne saurait être invoquée par les parties sur ce point, mais encore que celles-ci ont expressément stipulé qu'en cas de retard le débiteur devrait les intérêts à son créancier;

Par ces motifs : — En la forme : — Reçoit les appels principal et incident comme réguliers; — Au fond : — Sur l'appel principal : — Confirme purement et simplement le jugement déféré; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet, pour être exécuté suivant sa forme et teneur; — Sur l'appel incident : — Modifie ledit jugement du chef des intérêts; — Condamne Ahmed ben Moulay Ali aux intérêts stipulés au jugement du juge de paix du 17 avril 1890, et ce jusqu'à parfait paiement; — Condamne l'appelant à l'amende et en tous les dépens; — Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel incident; — Met les parties hors de cause pour toutes plus amples fins et conclusions.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE et GASTU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 mars 1893

Appel, degré de juridiction, tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou, décret du 29 août 1874, demande principale, demande reconventionnelle, taux du ressort.

Est en dernier ressort, aux termes de l'art. 7 du décret du 24 août 1874, une demande personnelle et mobilière portée devant le tribunal de Bougie (ou de Tizi-Ouzou), et qui ne dépasse pas 2,000 fr. (1);

(1) V. sur la compétence, en premier ou dernier ressort, des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, Alger, 6 juill. 1882 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 24); Alger, 5 nov. 1879 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 70); Alger, 23 juill. 1879 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 133).

Une demande reconventionnelle, même supérieure à 2,000 fr., ne peut, aux termes de l'art. 2 § 3 de la loi du 11 avril 1838, modifier le taux de la compétence de ces tribunaux en dernier ressort, lorsque cette demande est exclusivement fondée sur la demande principale elle-même.

(Compagnie transatlantique c. Raimbault)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu, d'une part, que la demande ne s'élève qu'à 1,564 fr. 45 cent.; qu'elle est donc dans les limites de la compétence en dernier ressort du tribunal de Bougie, aux termes de l'art. 7 du décret du 29 août 1874; — Attendu que la demande reconventionnelle de la Compagnie transatlantique est fondée sur la demande principale elle-mème; qu'en effet, elle consiste en une somme de 3,000 fr. de dommages-intérêts destinée à la dédommager du préjudice causé à son crédit et à lui tenir lieu du fret dont elle a été privée; — Attendu que cette demande, ainsi libellée, ne peut, aux termes de l'art. 2, alinéa 3, de la loi de 1838, modifier la compétence en dernier ressort du tribunal de Bougie;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond : — Déclare l'appel irrecevable, la décision entreprise ayant été rendue en dernier ressort; — Condamne la Compagnie transatlantique à l'amende et aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* MARSAN, *av. gén,* — Mes ROBE et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 novembre 1893

Propriété, terres collectives de tribu, action en revendication, djemaâ de douar, particuliers, défaut de qualité, opposabilité en appel.

Des particuliers sont sans qualité pour revendiquer une terre au nom d'une djemaá de douar instituée en exécution du décret du 22 septembre 1887;

Ces mêmes individus ne sont pas davantage recevables à agir en leur nom personnel, dès lors que les titres sur lesquels ils se fondent établissent à leur profit, non point un droit de propriété privative, mais un droit appartenant en commun aux membres de la tribu ou du douar et constituant, d'après le sénatus-consulte du 22 avril 1863, un droit de propriété collective (1);

La fin de non recevoir prise du défaut de qualité du demandeur n'est qu'une défense à sa demande et peut, dès lors, être proposée pour la première fois en appel.

(Préfet d'Alger c. Consorts Ben Ferhat)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les sieurs : 1° Salem bel Hadj M'hamed ben Rabah ; 2° El Hadj Latrech ben Difflah ou Diffah et autres enfants mineurs du *de cujus* n'ont pas constitué défenseur ou avoué, quoique dûment réassignés en vertu de l'arrêt de défaut profit-joint précité ; — Qu'il y a lieu de statuer par défaut à leur égard ;

Attendu que les appels, tant principal qu'incident, sont réguliers et recevables en la forme ;

Sur l'exception ou fin de non recevoir proposée par M. le préfet du département d'Alger, agissant au nom comme représentant du domaine de l'État : — Attendu que la fin de non recevoir tirée du défaut de qualité des demandeurs n'est qu'une défense à l'action principale et peut, dès lors, être proposée pour la première fois en appel, et qu'il échet à la Cour d'en apprécier le mérite ;

Attendu que l'action introduite par les intimés tend à faire déclarer propriété de la djemaâ et des habitants du douar des Rebaïa, commune mixte de Berrouaghia, la terre dite Aïoum-el-M'hella et des eaux salées qu'elle contient ; qu'elle a donc pour objet la revendication de droits appartenant à une collectivité ; qu'ils n'ont aucune qualité pour agir ainsi ; — Que le douar des Rebaïa a sa représentation organisée dans la djemaâ instituée par l'arrêté préfectoral du 27 juin 1888, pris en exécution du décret du 22 septembre 1887 ; qu'ils

(1) V. en ce sens Cass., 5 août 1874 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1874. 50) ; Alger, 12 mai 1879 *(Bull. jud. Alg.*, 1880, p. 389 ; Alger, 18 oct. 1876 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1876, p. 23) ; Alger, 24 oct. *(Bull. jud. Alg.*, 1884, p. 296) ; Alger, 6 mai 1885 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 436).

ne peuvent, par suite, être admis à arguer du nom de ce douar ou de sa djemaâ ; — Attendu que les sieurs Mohamed ben Hamed Haoudi et Bouzid El Hadj M'hamed ben Ferhat ne sont pas davantage recevables à agir en leur nom personnel, les titres sur lesquels ils se fondent établissant à leur profit, non un droit existant à titre privatif, mais un droit de tribu ou de douar, appartenant en commun aux membres de la tribu ou du douar, et constituant un droit de jouissance permanente et traditionnelle avant le sénatus-consulte de 1863 et, depuis, un droit de propriété collective ;

Par ces motifs : — Et donnant en tant que de besoin itératif défaut contre Salem El Hadj M'hamed et autres ; — Sans s'arrêter aux autres fins et conclusions des parties ; — En la forme : — Reçoit l'appel principal interjeté par M. le préfet du département d'Alger, ès-qualités, et l'appel incident relevé par les sieurs Mohamed ben Haoudi et Bouzid bel Hadj M'hamed ben Ferhat ; — Au fond : — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Dit les sieurs Mohamed ben Ahmed Haoudi et Bouzid bel Hadj M'hamed non recevables en leur action en revendication ; les en déboute et les condamne à l'amende de leur appel incident et aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes BORDET et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

9 novembre 1893

—

Propriété : — Terres collectives de culture, sénatus-consulte du 22 avril 1863, droit des tribus ; — Loi du 28 avril 1887, promesses de vente ; — Loi du 26 juillet 1873, titre définitif, attributions, droits antérieurs, maintien, terre collective de culture, constitution en propriété individuelle, héritiers, femmes, demande en licitation, qualité.

—

La loi du 26 juillet 1873 n'a en rien modifié l'état de choses consacré par la disposition du sénatus-consulte du 22 avril

1863, qui déclare les tribus propriétaires des terrains collectifs de culture. — Si l'article 3 de ladite loi dispose que le titre définitif sera l'origine unique de la propriété, il faut entendre par là qu'elle y rattache, non point l'attribution génératrice du droit, mais celle de son plein et entier exercice (1) ;

La loi du 28 avril 1887 a consacré implicitement les droits de co-propriété appartenant aux indigènes sur les terres collectives de culture, en autorisant les promesses de vente consenties avant la délivrance des titres et relatives à ces terres (2) ;

En conséquence, des héritiers, et spécialement des femmes, sont fondés à poursuivre la licitation de terres dont leur auteur avait joui comme terres de culture, et pour lesquelles, après le décès de celui-ci, un titre définitif de propriété avait été établi en son nom.

(Préfet de Constantine c. Veuve El Kouachi)

Du 12 mai 1891, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE SÉTIF, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Cherifa bent M'ahmed ben Abdallah, veuve d'El Kouachi, agissant en sa qualité d'héritière pour partie de son défunt mari, a fait assigner les défendeurs pour voir dire et ordonner par le tribunal de céans, qu'après l'accomplissement des formalités légales, il sera procédé à la vente sur licitation et à l'adjudication. au plus offrant et dernier enchérisseur, des immeubles ci-après désignés, savoir : 1° une pièce de terre appelée Driaça, située aux Ouled-Boudan, douar Chabia, commune d'El-Ouricia, n° 34 du plan, de la contenance de 11 hectares 3 ares ; 2° une pièce de terre et pâture appelée Djerba, au douar Chabia, n° 48 du plan de lotissement, de la contenance de 7 hectares 1 are ; 3° une pièce de terre et pâture appelée Choukmali, située aux Ouled-Doudou,

(1) Jugé, en ce sens, que la transcription du titre définitif ne crée pas un droit nouveau, mais consacre seulement des droits existants ou antérieurs : trib. d'Oran, 7 fév. 1887 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 117) ; Alger, 15 mars 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 293). — Jugé d'autre part, que les attributions du titre définitif ne peuvent être modifiées par aucun droit antérieur : Alger, 2 fév. 1886 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 206).

(2) Sur la validité des ventes, ou promesses de vente, de terres *arch*, avant leur constitution en propriété individuelle, V. Alger, 23 déc. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 106) ; trib. d'Oran, 21 avril 1890 ; (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 503) ; trib. de Sidi-bel-Abbès, 15 févr. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 224).

portant le nº 61, de la contenance de 14 hectares 73 ares; — Attendu que, sur cette assignation, le domaine de l'État, par conclusions prises par Mᵉ Panisse au nom de M. le préfet, déclare s'opposer à cette demande en licitation; — Que Ahmed ben Zidan, par conclusions du même défenseur, déclare s'associer aux conclusions prises par M. le préfet de Constantine; — Que Sakria bent El Djemaï, Bouzid ben Zidan, Garmia bent Si Lamri, Yamina bent Si Seghir, ladite veuve d'El Kouachi, Kebaïli ben Aïchour, tuteur datif de la mineure Turquia, déclarent, par conclusions de Mᵉ Davet, s'en rapporter à justice sur la demande en licitation dont s'agit; — Attendu que le domaine de l'État conteste à la dame Cherifa bent M'ahmed ses droits sur les trois parcelles Driaça, Djerba et Choukmali, pour les motifs que le sieur Messaoud ben El Kouachi est décédé le 19 février 1889, c'est-à-dire quinze mois antérieurement à la délivrance des titres; qu'en établissant ces titres au nom d'El Kouachi, dont le nom patronymique est Ziadma, l'administration n'a pu et n'a voulu le délivrer qu'au nom de la succession, qu'au nom de l'hoirie Messaoud ben El Kouachi; que les effets de ces titres, en ce qui concerne les héritiers, doivent remonter à la date de l'ouverture de la succession; — Qu'un titre délivré postérieurement à la date de l'ouverture de la succession ne peut conférer aux héritiers plus de droits qu'ils n'en avaient au jour du décès; — Qu'il est de principe que l'attribution d'un terrain arch ou de collectivité ne peut être faite qu'en faveur de ceux qui l'exploitent, le vivifient et en ont la jouissance effective; que cette jouissance effective appartient uniquement, dans la région du Tell, au chef de famille qui laboure, est propriétaire du matériel agricole et paie les impôts; — Attendu que, dans l'espèce, Cherifa bent M'ahmed n'a jamais été chef de famille; que cette qualité a toujours exclusivement appartenu au sieur Messaoud ben El Kouachi; qu'elle n'avait, dès lors, au moment du décès de son mari aucun droit à faire valoir, pas plus que la fille et les autres veuves du défunt, sur les terres d'origine arch, dont le mari seul avait la jouissance effective;

Attendu que cette théorie de l'administration est en opposition formelle avec la loi musulmane; — Que la loi musulmane accorde aux femmes des droits sur toutes les facultés de leurs maris, sans distinction des facultés mobilières et immobilières; — Attendu que, si les femmes n'héritent point sur territoire arch, c'est seulement parce que ce territoire n'est partageable en nature qu'après l'accomplissement des formalités administratives nécessaires pour le constituer en terrain de propriété privée, conformément à la loi du 26 juillet 1873; — Que, bien mieux, la loi musulmane accorde aux femmes la qualité d'héritières légitimaires ou réservataires; — Qu'en l'espèce, d'après la loi musulmane, la fille mineure Turquia bent El Messaoud a droit à la moitié, les quatre veuves ensemble à un quart, le beït-el-mal, représenté par le domaine de l'État, au quart restant, Ahmed ben Zidan ne pouvant venir en concurrence avec le domaine de l'État qu'en vertu de la qualité d'aceb que le domaine de l'État lui a reconnue par transaction et dans les limites de cette transaction; — Attendu que, déjà sous l'empire de la loi de 1873, on a dû soutenir et avec raison que la promulgation de cette loi reconnaissait un droit réel à la propriété collective, droit aussi intense, aussi complet que celui attaché à la propriété privée; que, seulement, ce droit étant collectif et ne reposant que sur une possession effective, était soumis à des opérations qui avaient pour but de

le dégager, de le préciser à certaines conditions; — Attendu que ces principes, admis à une certaine époque par la Cour d'appel d'Alger, ont trouvé une consécration définitive dans la loi du 28 avril 1887 (art. 7); — Attendu que depuis la promulgation de cette loi, il n'est pas juste de dire qu'on doit maintenir, entre les deux catégories de terrain melk et arch, une distinction absolue dans la manière dont la propriété de ces terrains s'acquiert et se transmet; — Attendu qu'il est vrai de dire, au contraire, que le terrain collectif de culture n'est autre qu'un terrain soumis à un statut transitoire d'attente, terrain ayant toutes les qualités de melk par la jouissance constante dans la même famille et n'attendant que l'accomplissement des formalités administratives pour être déclaré melk; — Attendu donc qu'au décès d'El Kouachi, le 19 février 1889, sa fille et ses veuves avaient des droits dans les parcelles dont la licitation est demandée, droits soumis à l'éventualité des opérations de constitution, éventualité qui était prochaine, imminente, puisque ces opérations ont été homologuées le 31 mai 1893; — Attendu que cette date, du 31 mai 1889, démontre qu'au décès d'El Kouachi lesdites opérations, quoique non encore homologuées, étaient terminées dans le douar Chabia; que les droits d'El Kouachi avaient été reconnus; — Attendu que, si l'on admet avec l'administration que les femmes n'héritent point de ces droits reconnus auxquels il ne manquait que la sanction de l'autorité supérieure, si l'on admet les conclusions du domaine tendant à ce que les immeubles soient laissés en l'état, on arrive à cette conséquence bizarre que des immeubles ayant fait l'objet d'un titre privé délivré à l'hoirie El Kouachi feraient, malgré ce titre, retour à la communauté, et que le conseil communal aurait le droit d'en disposer; — Attendu que cette solution ne saurait être admise, avec d'autant plus de raison que le lot n° 32 dénommé Chaab-el-Amra, de la contenance de 37 hectares, a fait l'objet, comme les trois parcelles dont on demande la licitation, des arrêtés des 23 août 1887 et 31 mai 1889 et a été compris dans le titre délivré le 2 mai 1890; — Que, cependant, ce lot a fait partie de la vente des biens de la succession El Kouachi, du 20 août 1889; que le prix en a été partagé entre tous les héritiers, y compris le domaine de l'État représentant comme aujourd'hui le beït-el-mal, et cela sans aucune protestation;

Par ces motifs : — Dit qu'il sera procédé aux vente et adjudication par licitation, à l'audience des criées du tribunal civil de Sétif, au plus offrant et dernier enchérisseur, des immeubles ci-dessus désignés, etc.

Sur l'APPEL du préfet de Constantine.

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme; — Attendu qu'Ahmed ben Zidoun, bien que régulièrement assigné ne comparaît pas; qu'il échet de statuer par défaut à son endroit;

Au fond : — Attendu qu'en déclarant les tribus de l'Algérie

propriétaires des terrains collectifs de culture, l'art. 1er du sénatus-consulte de 1863 a définitivement consacré un état de choses qui depuis n'a pas varié ; qu'il est vrai de dire qu'à partir de cette époque, un droit de propriété dont la réalisation effective restait subordonnée à l'accomplissement de certaines formalités administratives a été créé au profit des nouveaux attributaires mis aux lieu et place de l'État ;

Attendu que la loi du 26 juillet 1873, inspirée par le désir d'asseoir sur des bases définitives la propriété indigène, en favorisant tout à la loi les intérêts des musulmans et ceux de la colonisation, n'a pu avoir pour effet de modifier la situation existante et de frapper ainsi les tribus et les membres qui les composent d'une déchéance aussi contraire à son principe qu'opposée à son but ; que si elle dispose, dans son article 3, que la délivrance du titre sera l'origine unique de la propriété, il faut entendre par là qu'elle y rattache non pas l'attribution génératrice du droit dont s'agit, mais bien celle de son plein et entier exercice ;

Attendu d'ailleurs, qu'en l'état actuel de la législation, il n'est plus possible de mettre en doute les droits de co-propriété appartenant aux indigènes sur les terrains collectifs de culture ; que la loi du 28 avril 1887 les consacre implicitement, en autorisant les promesses de vente consenties avant la remise des titres et relatives aux termes de cette catégorie ; — Attendu qu'en faisant l'application des principes qui précèdent à la cause actuelle, il échet de reconnaître que c'est avec raison que les intimées, fille et veuve de El Messaoud el Kouachi, ont poursuivi, devant le tribunal de Sétif, la licitation de trois parcelles dites : Driaça, Djerba et Choukmali, dont leur auteur avait joui comme biens de culture et pour lesquelles, après son décès et en son nom, un titre définitif a été délivré par l'administration, à la date du 29 mars 1890 ; que, leur qualité d'héritières n'étant et ne pouvant être contestée, il convient de décider qu'elles ont puisé dans sa succession l'origine du droit dont elles excipent aujourd'hui ; qu'il convient toutefois de réduire de 1/4 à 1/8 la quote-part à attribuer aux quatre veuves de El Kouachi et de réformer de ce chef la décision déférée ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges, en tant qu'ils n'ont rien de contraire à ceux qui précèdent : — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond : — Donne itératif défaut contre Ahmed ben Zidoun qui ne comparait pas, quoique régulièrement assigné ; — Dit bien jugé, mal et sans cause appelé ; — Confirme purement et simplement le jugement entrepris ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet, sauf toutefois en ce qui con-

cerne la détermination de la quote-part attribuée aux veuves de Messaoud El Kouachi, qui sera réduite de 1/4 à 1/8; — Déboute le préfet de Constantine, ès-qualités, de toutes ses autres fins, moyens et conclusions ; — Le condamne en tous les dépens.

MM. D'ANDRÉE DE RENOARD, *ff. prés;* ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

29 janvier 1894

Cadi ibadite, décret du 29 décembre 1890, Mozabites, statut personnel, droits successoraux, action personnelle et mobilière, compétence.

Les cadis ibadites institués par le décret du 29 décembre 1890 ne connaissent que des contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux des Mozabites, introduites hors du M'zab, entre Mozabites ;

Il s'ensuit que ces cadis sont incompétents pour connaître, même entre Mozabites, de la demande en paiement d'une somme due à la succession d'un Mozabite, une semblable action étant purement personnelle et mobilière.

(Bel Hadj ben Baba Aïssa c. Consorts ben Hamou)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Sur la compétence : — Attendu qu'aux termes du décret du 29 décembre 1890, les cadis ibadites institués hors du M'zab ne connaissent que des contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux des mozabites; — Que le litige porté devant le cadi n'avait pas pour objet un différend entre héritiers, mais la réclamation d'une dette due à la succession d'Amar ben Hamou par son associé Bel Hadj ben Baba Aïssa; — Que le cadi était, par suite, incompétent; — Mais attendu que l'appelant reconnaît devoir à la succession

d'Amar ben Hamou la somme de 2,431 fr. 80 cent.; que l'existence de cette créance est encore établie par les livres de Bel Hadj ben Baba; — Qu'il n'y a lieu de s'arrêter à la prétention de l'appelant de ne payer cette créance liquide et exigible qu'après la solution d'un procès existant entre lui et Daoud ben Hamou au sujet d'une autre créance;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel; — Dit que le cadi ibadite était incompétent ; — Annule en conséquence le jugement dont est appel et évoquant, condamne Bel Hadj ben Baba Aïssa à payer à la succession d'Amar ben Hamou la somme de 2,431 fr. 80 pour solde du compte ; — Dit que cette somme sera versée entre les mains du cadi ibadite d'Alger, pour être partagée entre les héritiers d'Amar ben Hamou.

MM. VERNER, *prés.* ; DE LEYRITZ, *subst.* — Mes GOUTTEBARON et NEUGASS, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

—

28 décembre 1894

—

Avocat, avoué, plaidoirie, cours d'appel, délibération, garde des sceaux, approbation, excès de pouvoir.

—

L'ordonnance du 27 février 1822 ne soumet à l'approbation du garde des sceaux que les délibérations des Cours d'appel autorisant exceptionnellement les avoués à plaider ;

Au contraire, ne sont pas sujettes à l'approbation ministérielle, les délibérations par lesquelles les Cours d'appel, en refusant de donner ou de maintenir aux avoués l'autorisation de plaider, ne font que conserver ou rendre aux avocats l'exercice du droit qu'ils tiennent de l'ordonnance elle-même.

(Bâtonnier des avocats de Philippeville)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant que, si l'ordonnance du 27 février 1822 ne soumet à l'approbation du garde des sceaux que les délibérations des Cours d'appel autorisant exceptionnellement les avoués à plaider, c'est dans le but évident de lui permettre de veiller à ce que cette faculté ne lui soit accor-

dée que devant des tribunaux où il estimerait que le nombre des avocats inscrits est insuffisant ; — Qu'au contraire, ne sont pas sujettes à l'approbation ministérielle les délibérations par lesquelles les Cours d'appel, en refusant de donner ou de maintenir aux avoués l'autorisation de plaider, ne font que conserver ou rendre aux avocats l'exercice du droit qu'ils tiennent de l'ordonnance elle-même ; — Qu'il suit de là que le ministre, en prenant la décision attaquée (1), a agi en dehors du cas prévu par l'ordonnance précitée et que la dite décision doit, de ce chef, être annulée ;

Décide : — Art. 1er. — La décision susvisée du ministre de la justice, en date du 8 mars 1894, est annulée.

MM. LAFERRIÈRE, *vice-prés.* ; GRÉVY, *rap.* ; ROMIEU, *com. du gouv.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

10 avril 1895

Avoué, plaidoirie, contestation, compétence ; degré de juridiction, appel, recevabilité ; ministère public, bâtonnier des avocats, syndic des avoués, avoué étranger à la cause, intervention, qualité ; Algérie, décret du 27 décembre 1881, incidents de procédure, affaire sommaire, appel de jugement de juge de paix.

Lorsque le ministère public et le bâtonnier des avocats ont déclaré s'opposer à ce qu'un avoué prenne la parole dans une affaire, le jugement de cet incident appartient, non point à la Cour réunie en assemblée générale, mais au tribunal saisi de l'affaire à l'occasion de laquelle s'est produit ledit incident, et, en appel, à la chambre de la Cour au rôle de laquelle cette dernière contestation a été portée ;

Est recevable l'appel du jugement qui a statué sur cette

(1) Décision qui refusait l'approbation à des délibérations du tribunal de Philippeville et de la Cour d'Alger, réservant le privilège de la plaidoirie aux avocats de Philippeville.

contestation incidente, alors même que l'affaire principale aurait été jugée en dernier ressort ;

Le procureur de la République et le bâtonnier des avocats ont qualité pour contester à un avoué, par voie principale ou incidente, le droit de plaider dans une affaire où occupe ce dernier ;

Sont irrecevables, dans une semblable contestation, l'intervention du syndic des avoués, agissant en cette qualité et celle d'un avoué étranger à la cause (1) ;

Le décret du 27 décembre 1881 conférant aux avoués, en Algérie, le droit de plaider les incidents de procédure et les affaires réputées sommaires d'après la législation de la métropole, les avoués, en Algérie, ont le droit de plaidoirie dans les appels des jugements de juges de paix (2).

(Pianelli, Lanon et Jauffret c. Procureur de la République et bâtonnier des avocats de Bougie).

Le 31 janvier 1895, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE BOUGIE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que M. le procureur de la République s'est opposé à ce que les avoués prennent la parole dans l'affaire Camiliéri-Saffar, qui est un appel de justice de paix et, par conséquent, une affaire sommaire, aux termes de l'art. 404 du Code de procédure civile ; — Attendu que Me Pianelli oppose que le décret de 1881 accorde aux avoués d'Algérie le droit de plaider les affaires sommaires ; — Attendu que, par sa délibération du 24 novembre 1894, la Cour d'Alger a décidé que, devant le Tribunal de Bougie, les avoués devraient se borner à l'instruction des affaires, sauf l'exception posée en l'art. 2 du décret du 2 juillet 1812, confirmé par l'art. 5 de l'ordonnance du 27 février 1822, relativement aux demandes incidentes qui sont de nature à être jugées sommairement ainsi que tous les autres incidents de procédure ; — Attendu qu'en présence des termes formels de cette délibération, le tribunal n'a pas à rechercher si les avoués peuvent plaider les affaires réputées sommaires (3); — Attendu

---

(1) Cpr. Cour d'assises de Bône, 19 mars 1884 (*Bull. jud. Alg.* 1884, p. 108).

(2) Sur le droit de plaidoirie des avoués devant les Cours d'assises, V. l'arrêt indiqué par la note ci-dessus. — En ce qui concerne les défenseurs, V. Alger, 5 nov. 1859 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1859-1867).

(3) Sur les délibérations des Cours d'appel, refusant l'autorisation de plaider aux avoués, V. conseil d'État, 28 déc. 1894 (*suprà*, p. 276).

que l'affaire dont le tribunal est saisi n'est ni un incident de procédure, ni une demande incidente; que, par conséquent, les avoués ne peuvent plaider; — Attendu qu'il y a lieu de donner acte à Me Balléro de ce qu'il déclare faire adjonction aux réquisitions de M. le Procureur de la République; — Attendu qu'il y a lieu de donner acte à Me Lanon, syndic des avoués, et à Me Jauffret, avoué, de ce qu'ils déclarent faire adjonction aux conclusions de Me Pianelli;

Par ces motifs : — Donne acte au bâtonnier des avocats, à Me Lanon, syndic des avoués, et à Me Jauffret, de leur intervention; — Dit que l'affaire Camiliéri-Saffar n'étant ni un incident de procédure, ni une demande incidente, les avoués ne peuvent la plaider; — Condamne les avoués aux dépens de l'incident.

Sur l'APPEL, relevé par les avoués,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les intimés n'ont pas constitué avoué; qu'il y a lieu de statuer par défaut à leur encontre; — Attendu que les appels sont réguliers en la forme; — Attendu qu'il échet de joindre lesdits deux appels et de statuer par un seul et même arrêt;

Attendu que tout citoyen a le droit de réclamer un droit qu'il prétend lui être accordé par la loi; — Attendu qu'à défaut d'une juridiction spécialement désignée pour connaître d'un litige, celui-ci doit être porté devant les tribunaux de droit commun; — Attendu, dans l'espèce, que Lanon et Pianelli ne pouvaient à aucun titre soumettre leur réclamation à la Cour, toutes chambres réunies, celle-ci n'étant appelée qu'à émettre un avis réglementaire et n'ayant nulle qualité pour statuer sur un intérêt purement privé, pas plus que M. le garde des sceaux, à qui la loi confère exclusivement le droit d'approuver ou de modifier les délibérations prises par les Cours d'appel en assemblée générale; — Attendu, dès lors, que le tribunal de Bougie était seul compétent pour examiner le mérite de la prétention formulée par Lanon et Pianelli, et que, par les mêmes motifs, la chambre de la Cour à laquelle l'affaire a été distribuée par M. le premier président, est compétente pour statuer sur l'appel régulièrement relevé par lesdits Lanon et Pianelli; que décider autrement serait violer le principe fondamental en vertu duquel toute demande et tout justiciable doivent trouver des juges;

Attendu que la délibération prise le 24 novembre 1894 par la Cour, toutes chambres réunies, ne saurait mettre obstacle à la recevabilité de la demande actuelle; — Attendu, en effet, que la Cour statue, par voie réglementaire, en l'absence des

avoués et sans que ceux-ci aient qualité pour intervenir directement ou indirectement devant elle ou pour se pourvoir contre sa délibération par voie d'appel, de recours en cassation ou même de tierce opposition, les décisions de ce genre n'ayant pas le caractère d'un jugement ou d'un arrêt et n'étant susceptibles d'aucun recours judiciaire ; — Attendu, en outre, que la Cour était appelée à désigner les tribunaux dans lesquels, faute d'avocats en nombre suffisant, les avoués seraient admis à plaider toutes affaires sans distinction, mais qu'elle n'était nullement appelée à décider dans quelles limites ce droit de plaidoirie demeurerait acquis aux avoués des autres tribunaux, ce point étant réglé par la loi et ne pouvant l'être que par elle ; d'où la conséquence que la question soumise à la première chambre de la Cour reste entière ;

Attendu, quant à la régularité de la procédure suivie, que le ministère public est institué pour veiller à la stricte exécution des lois ; que le procureur de la République de Bougie avait le droit et le devoir de s'opposer à ce que la prétention de Lanon et de Pianelli fut accueillie, du moment où il la jugeait mal fondée et contraire à la législation algérienne ; qu'il importe peu qu'il ait manifesté son opposition par voie principale ou par voie incidente ; qu'il est logique que son opposition se soit produite à l'audience même où Lanon et Pianelli réclamaient le droit de plaider dans une affaire où ils occupaient ; — Attendu, au surplus, que le bâtonnier des avocats de Bougie est, dans l'espèce, l'adversaire naturel de Lanon et Pianelli ; que Balléro a déclaré se joindre aux réquisitions du ministère public ; d'où la conséquence que l'instance est en tous points régulière, même en supposant que cette intervention fût nécessaire ; — Attendu, toutefois, que celle de Lanon, en qualité de syndic des avoués, et celle de Jauffret, qui n'occupait pas dans l'affaire à l'occasion de laquelle l'incident est né, doivent être déclarées irrecevables, la première chambre de la Cour n'ayant à statuer que dans une espèce déterminée et sa décision n'ayant à aucun égard une valeur réglementaire ; — Attendu enfin, qu'il importe peu, pour la recevabilité de l'appel, que l'affaire à propos de laquelle l'incident s'est produit soit en premier ou en dernier ressort, puisque le fond du procès n'est pas en litige, et que rien ne s'oppose à ce que, au cours d'une instance qui doit être jugée en dernier ressort, il s'élève une difficulté dont la solution est révisable par voie d'appel ; qu'il en est ainsi, notamment, de tout jugement sur récusation, même dans une matière où le tribunal saisi statue sans appel ;

Au fond : — Attendu que la législation algérienne a rédigé la charte de tous les auxiliaires de la justice : défenseurs, avoués, notaires, greffiers, interprètes, huissiers, en tenant compte du milieu dans lequel ils avaient à exercer leurs fonctions ; que rien n'est plus périlleux, plus arbitraire que de chercher à tout prix à établir, entre ces officiers publics ou ministériels et ceux de la métropole, des assimilations auxquelles des textes généralement clairs et précis ne se prêtent pas ;

Attendu, notamment en ce qui concerne les avoués, qu'ils sont régis, quant à leur institution, à leur aptitude professionnelle, à leurs obligations et à leurs droits, par le décret du 27 décembre 1881, par l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 et par le décret du 24 juillet 1882 ; — Attendu que la simple lecture de ces textes démontre que ces officiers ministériels forment, en Algérie, une corporation qui diffère notablement de celle de la France ; qu'ainsi leurs charges ne sont pas vénales ; qu'ils doivent être pourvus du diplôme de licencié en droit, du certificat de droit administratif et de coutumes indigènes ; que leurs actes sont soumis à un tarif spécial ; — Attendu que ce serait s'engager dans la voie dangereuse de la recherche de l'intention présumée du législateur, que de puiser dans la législation métropolitaine des arguments pour déterminer dans quelles limites ils sont admis à plaider concurremment avec les avocats ; que ce procédé d'interprétation ne serait rationnel que si la législation algérienne était muette sur ce point ; — Attendu que, bien au contraire, le § 2 de l'art. 1er du décret du 27 décembre 1881, énonce, en termes clairs, précis, exclusifs de toute controverse, qu'ils pourront plaider les incidents de procédure et les affaires qui, d'après la législation de la métropole, sont réputées sommaires ;

Attendu, il est vrai, qu'il est allégué que ce texte est en contradiction avec le § 1er du même article, d'après lequel les règlements applicables à la plaidoirie devant les Cours d'appel et les tribunaux de France le sont en Algérie ; — Attendu que, tout d'abord, cette contradiction est purement apparente ; qu'en effet, le § 1er de cet article peut rationnellement ne s'appliquer qu'aux conditions générales d'institution et fonctionnement des collèges d'avocats ; que, de plus, il n'est pas rare de voir un texte législatif poser un principe général et le faire suivre immédiatement d'une disposition restrictive que rien n'autorise à considérer comme inconciliable avec celle qui la précède ;

Attendu que cette interprétation est d'autant plus admis-

sible qu'en France également les avoués licenciés en droit ont, pendant de longues années, joui du droit de plaider, non seulement les incidents de procédure et les affaires sommaires, mais même toutes les affaires dans lesquelles ils postulaient ; que la loi du 22 ventôse an XII est formelle à cet égard ; que, plus tard, le décret du 14 décembre 1810 a maintenu l'exercice de ce droit aux avoués ; que le décret du 2 juillet 1812, plus restrictif, les a admis à plaider les affaires sommaires devant les Cours et devant les tribunaux des chefs-lieux ; que dans les autres tribunaux ils ont conservé le privilège résultant de la loi du 22 ventôse an XII ; qu'enfin l'ordonnance de 1822 elle-même a maintenu aux avoués licenciés en droit, à titre transitoire, une situation exceptionnelle ;

Attendu que les régimes différents auxquels les avoués de France ont été soumis n'ont jamais eu pour conséquence de porter atteinte aux prérogatives des collèges d'avocats ; que, si quelques-uns de ces collèges ont élevé des réclamations à ce sujet, la jurisprudence s'est toujours prononcée dans le sens du respect des dispositions ci-dessus analysées ;

Attendu que rien ne démontre que le législateur algérien n'ait pas emprunté aux textes dont il vient d'être parlé les termes du § 2 de l'art. 1er du décret du 27 décembre 1881, dans le but de tenir compte aux avoués algériens des conditions plus onéreuses que la législation algérienne leur impose, et dans le but aussi de ménager une période de transition entre le régime organisé par l'arrêté de 1841, qui réunit la postulation et la plaidoirie dans les mêmes mains, et le même régime auquel les avoués métropolitains sont soumis ;

Attendu que le tribunal a méconnu ces principes et interprété à tort, par des emprunts au droit métropolitain, un texte qui, par sa précision, sa clarté, s'impose dans la rigueur même de ces termes ; — Attendu qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'un appel de justice de paix, réputé sommaire d'après la législation de la métropole ; que Lanon et Pianelli avaient donc le droit de plaider dans cette cause ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les intimés, faute par eux d'avoir constitué avoué ; — Reçoit les appels comme connexes et statuant sur iceux par un seul et même arrêt ; — Déclare l'intervention de Lanon et Pianelli, en tant qu'avoués occupant dans la cause, recevable ; — Déclare irrecevable l'intervention de Lanon, ès-qualités de syndic des avoués, et de Jauffret, avoué étranger à la cause ; — Donne acte à Balléro, ès-qualités de bâtonnier, de ce qu'il a déclaré se joindre aux réquisitions du ministère public ; — Infirme le

jugement du tribunal civil de Bougie, du 31 janvier 1895 ; — Statuant à nouveau : — Dit que Lanon et Pianelli ont le droit de plaider l'affaire dans laquelle l'incident s'est produit ; — Condamne le bâtonnier de l'ordre des avocats aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE MOSTAGANEM (Ch. des appels musulm.)

18 mai 1895

Cadi, marchés, décrets des 17 avril 1889 et 25 mai 1892, action personnelle et mobilière, compétence.

Est nul, pour cause d'incompétence, aux termes de l'art. 7, § 6, du décret du 17 avril 1889, modifié par le décret du 25 mai 1892, un jugement de cadi dont l'expédition porte qu'il a été rendu, non sur le marché, mais au prétoire judiciaire séant dans la localité où siège le cadi ;

Est également nul, pour cette même cause, aux termes des décrets précités, et alors même qu'il aurait été rendu sur le marché, un jugement de cadi ayant statué, non point sur une demande purement personnelle et mobilière, n'excédant pas 200 fr. en principal, mais sur une demande en dommages-intérêts, non évaluée devant le premier juge, pour indue jouissance de terres, — une semblable demande étant indéterminée et, de plus, ayant un caractère mixte en ce que son bien ou mal fondé peut être subordonné à des droits de propriété contestés ;

En outre, la compétence des cadis est limitée, par le décret du 25 mai 1892, aux contestations qui naissent sur les marchés.

(Benkedouma c. Khadidja Benkedouma)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le nommé Benkedouma Ali Hadj Mohammed ben Smaïl est appelant d'un jugement rendu, le 18 octobre 1894, par la mahakma de Mazouna, au profit de son

adversaire, la nommée Benkedouma Ali Khadidja bent Taïeb ould Kebir Benkedouma; — Attendu que celle-ci soutenait que son adversaire avait joui indûment, pendant quatre ans, de ses droits sur deux terres désignées sous les noms de Ardjet-el-Henni et Haoud-el-Besbas, et réclamait des dommages-intérêts, sans en fixer le chiffre, pour réparation du préjudice causé; — Attendu qu'après avoir entendu les explications du défendeur, qui nia formellement, et les dépositions de deux témoins produits par la demanderesse, le cadi a condamné le défendeur à payer à cette dernière une somme de 150 fr. à titre de dommages-intérêts; — Attendu, tout d'abord, qu'aux termes de l'art. 7, § 6, du décret du 17 avril 1889, modifié par celui du 25 mai 1892, les cadis ne peuvent statuer sur les contestations personnelles et mobilières, dont la valeur ne dépasse pas 200 fr. en principal, que sur les marchés où ils auront été autorisés à se transporter par un décret rendu, en conseil d'État, par le ministre de la justice ou par délégation du gouverneur général; — Attendu que l'expédition du jugement dont est appel porte qu'il a été rendu au prétoire judiciaire, séant en la ville de Mazouna; qu'il doit donc être tenu comme rendu en la mahakma et non sur le marché; qu'il doit, par suite, être annulé pour incompétence; — Qu'en admettant même qu'il ait été rendu sur le marché tenu ce jour-là à Mazouna, marché où le cadi est autorisé à se transporter en vertu d'un arrêté de M. le gouverneur général, en date du 25 août 1894, il devrait encore être annulé pour incompétence; — Attendu, en effet, que la demande dont a été saisi le premier juge n'était pas purement personnelle et mobilière; qu'elle avait un caractère mixte, son bien ou mal fondé pouvant être subordonné à des droits de propriété contestés; que, d'autre part, le taux de cette demande était indéterminé, la demanderesse s'étant bornée à demander des dommages-intérêts pour indue jouissance pendant quatre ans de deux terrains, mais sans en indiquer le chiffre; — Attendu, en outre, qu'il résulte clairement du rapport du garde des sceaux, qui forme l'exposé des motifs du décret du 25 mai 1892, que la compétence des cadis doit être limitée aux contestations qui naissent sur les marchés; qu'on lit, en effet, dans ce rapport, pour justifier la limitation du taux de la compétence donnée aux cadis, le passage suivant, qui ne peut laisser aucun doute sur l'intention du législateur : « Si les contestations qui » naissent sur les marchés n'ont pas, en principe, une sérieuse » importance, il était néanmoins prudent, sous peine de ré- » duire à l'état de lettre morte le principe suivant lequel la » compétence des juges de paix doit être la règle, de limiter la

» compétence des cadis. » — Attendu que la demande dont était saisi le cadi de Mazouna, et qui a pour cause des actes d'indue jouissance remontant à quatre années, ne peut être considérée comme étant née sur le marché de Mazouna;

Attendu qu'à tous ces titres l'annulation du jugement déféré s'impose au tribunal;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme; — Au fond : — Dit bien appelé, mal jugé; — Dit que le premier juge était incompétent et que cette incompétence est d'ordre public; — Annule et met à néant le jugement dont est appel et renvoie les parties à se pourvoir devant le juge compétent; — Condamne l'intimé aux dépens de la première instance et d'appel.

M. VENAT, *prés.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 janvier 1894

Défenseur, avoué, Algérie, fonctions, caractère, presse, diffamation, adjoint au maire, connexité, compétence.

En Algérie, les défenseurs et les avoués, institués par le décret du 27 décembre 1881, bien que nommés directement par le pouvoir exécutif, ne peuvent être considérés comme fonctionnaires publics, ni comme dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni comme citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 28 juillet 1881;

En conséquence, la juridiction correctionnelle est compétente pour connaître d'imputations diffamatoires et d'injures dirigées, par la voie de la presse, contre un défenseur, et relatives à ses fonctions d'officier ministériel;

Et cette juridiction ne peut s'en dessaisir sous prétexte de connexité avec des imputations diffamatoires et des injures dirigées contre le même en sa qualité d'adjoint au maire.

(Legeay c. X...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que si, en Algérie, les avocats-défenseurs et les avoués, institués par le décret du 27 décembre 1881, sont

nommés, déplacés et révoqués directement par le pouvoir exécutif, ces officiers ministériels ne sont chargés d'aucune partie de l'administration publique et n'exercent leur privilège que dans des intérêts privés; — Attendu qu'ils ne peuvent donc être considérés comme fonctionnaires publics, ni comme dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni comme citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Attendu que les imputations diffamatoires et les injures relevées dans les articles incriminés sont dirigées contre X..., les unes à raison de ses fonctions d'avocat-défenseur à Mascara, les autres en sa qualité d'adjoint au maire d'Oran; — Mais que ces dernières sont distinctes et indépendantes, et nullement indivisibles; — Que la juridiction correctionnelle, qui n'a été saisie par X... que de celles relatives à l'exercice de ses fonctions d'avocat-défenseur, était compétente pour en connaître et ne pouvait s'en dessaisir sous prétexte de connexité avec les imputations et les injures dirigées contre ledit X... en sa qualité d'adjoint, qui, elles, sont de la compétence de la Cour d'assises ; — Qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué a fait une juste application des art. 31 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 11 novembre 1893.

MM. LŒV, *prés.;* POULET, *rap.*; DUVAL, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

13 juillet 1895

Étranger, déclaration de résidence, loi du 8 août 1893, résidence antérieure, déclaration expresse, omission, enseigne, demande d'autorisation, non équivalence.

La déclaration de résidence que les étrangers non admis à domicile doivent faire à la mairie, conformément à l'art. 1er de la loi du 8 août 1893, déclarée applicable à l'Algérie par le décret du 7 février 1894, est exigée non seulement des étrangers arrivant dans une commune pour y exercer une profession ou une industrie, mais de ceux qui se trouvaient déjà sur le territoire français au moment de la promulgation de ladite loi;

Cette déclaration constitue une formalité d'une nature spéciale et ne peut être remplacée par des formalités qui l'impliquent, mais dont l'objet est tout autre ;

Spécialement, on ne peut considérer comme équivalent à une déclaration de résidence la demande d'autorisation, par un commerçant étranger, de placer une enseigne au-dessus de son magasin, et l'obtention de cette autorisation.

(Min. pub. c. Giacomino)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que devant le tribunal, le prévenu a reconnu, et qu'il est d'ailleurs constant, en fait, qu'il habite l'Algérie depuis le mois de février 1893, et qu'il s'est définitivement installé à Constantine, comme bijoutier, depuis le mois de mai de la même année ; — Attendu que, poursuivi, dans ces conditions, sous l'inculpation d'avoir, étant étranger non admis à domicile, négligé de faire à la mairie la déclaration prescrite par l'art. 1er de la loi du 8 août 1893, promulguée en Algérie par le décret du 7 février 1894, ledit prévenu a été acquitté ;

Attendu que, pour le déclarer en voie de relaxe, le tribunal s'est fondé sur ce double motif : — 1° que l'obligation pour les étrangers, de faire à la mairie la déclaration sus mentionnée, ne visait que les étrangers arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, mais non ceux qui y étaient déjà au moment de la promulgation de la loi précitée du 8 août 1893 ; — 2° que, dans l'espèce, la même personne avait obtenu de la mairie de Constantine l'autorisation de placer, devant son magasin, une enseigne indiquant sa profession de bijoutier, fait pouvant être considéré comme une déclaration de résidence ;

Attendu qu'en décidant ainsi, les premiers juges ont ouvertement transgressé les dispositions de la loi dont le ministère public leur demandait à bon droit l'application ; — Attendu, en effet, que l'art. 5 de cette loi est formel, que son texte ne peut laisser aucun doute ; — Que, disposant au sujet des étrangers « actuellement en France », il leur impose les mêmes obligations qu'à ceux déjà visés dans l'art. 1er, c'est-à-dire qu'à ceux arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie ; — Qu'il se borne à étendre à leur profit le délai accordé pour accomplir les prescriptions de la loi ; — Attendu, au surplus, que le texte est ainsi conçu : « Il est accordé aux étrangers visés

par l'art. 1er et *actuellement en France*, un délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions de la loi ; » — Attendu que la déclaration de résidence exigée par l'art. 1er, susvisé, constitue une formalité d'une nature spéciale, qui ne peut être remplacée par des formalités impliquant cette déclaration, mais ayant par elles-mêmes une base principale autre, et pouvant, dès lors, laisser toujours place à l'équivoque sur leur sens et leur portée au point de vue de l'existence réelle de cette déclaration de résidence; — Attendu, par suite, que c'est à tort que les premiers juges ont, dans la cause, considéré comme une formalité équivalente à la déclaration de résidence prescrite la demande d'autorisation, par un étranger, de placer une enseigne au-dessus de son magasin et l'obtention de cette autorisation ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Giacomino non comparant, ni personne pour lui ; — Et, pour le profit: — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par le ministère public contre le jugement du tribunal de Constantine, du 21 janvier 1895 ; — Y faisant droit au fond : — Infirme et met à néant ledit jugement ; — Statuant à nouveau et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Déclare le prévenu coupable d'avoir, en 1894, à Constantine, étant étranger non admis à domicile, arrivé et installé dans la commune de Constantine, en qualité de bijoutier, négligé de faire à la mairie de ladite ville la déclaration prescrite par l'art. 1er de la loi du 8 août 1893; — Et, pour répression, le condamne à la peine de 50 fr. d'amende, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; HONEL, *rap.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

1er avril 1895

—

Intérêts des capitaux, Tunisie, législation applicable, matière civile.

—

La loi du 27 août 1881, qui décide qu'à défaut de convention l'intérêt légal est, en Algérie, de 6 0/0 tant en matière civile qu'en matière commerciale, n'est pas applicable en Tunisie ;

En conséquence, il y a lieu, pour les juridictions françaises

de Tunisie, de fixer les intérêts moratoires à 5 0/0 en matière civile, conformément au droit commun et à la loi du 3 septembre 1807 ;

Ce principe a été, d'ailleurs, toujours observé en Tunisie depuis l'installation des tribunaux français, et il s'est formé à ce sujet un usage qui est aujourd'hui constant (1).

(Naaman Khoudja c. Messana)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'une loi du 27 août 1881 décide, qu'à défaut de convention, l'intérêt légal est, en Algérie, de 6 p. % tant en matière civile qu'en matière commerciale ; — Mais attendu que cette loi réglemente une matière qui touche au fond du droit et qui est étrangère à la procédure ; — Attendu qu'elle n'a jamais été rendue applicable à la Tunisie ; — Attendu qu'il faut donc s'en tenir dans ce pays, devant les juridictions françaises, au droit commun, d'après lequel l'intérêt légal est de 5 p. % en matière civile ; — Attendu que c'est là ce qui résulte de la loi du 3 septembre 1807 ; — Attendu que ce principe a toujours été observé dans la Régence depuis l'installation des tribunaux français, et qu'il s'est formé à ce sujet un usage aujourd'hui constant, etc...

M. FABRY, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

28 mars 1895

Effets de commerce, Tunisie, paiement, monnaie étrangère, billets de banque italiens.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour affirmer

(1) V. trib. de Tunis, 24 juill. 1883 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 339); trib. de Tunis, 14 avril et Sousse, 13 juill. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 239 et 277). — V. également l'étude publiée *Rev. Alg.* 1887. 1. 171.

que nul n'est tenu de recevoir une monnaie fiduciaire, à moins qu'elle n'ait cours forcé au lieu du paiement;

Les billets de la banque nationale d'Italie n'ont en Tunisie ni cours forcé, ni même cours légal.

(Montefiore c. Comptoir d'escompte)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la doctrine et la jurisprudence ne sont pas d'accord sur l'interprétation à donner à l'art. 143 C. Com. français, au cas où il a été stipulé que le paiement d'une lettre de change serait fait en une monnaie qui n'est pas en usage au lieu du paiement; que les uns, guidés par la nécessité de faire régir les litiges commerciaux par les règles les plus propres à faciliter les transactions, admettent que le paiement d'un tel effet peut se faire au moyen de la monnaie en usage au lieu où ce paiement doit être effectué, en tenant compte du change; que les autres, au contraire, préoccupés de satisfaire rigoureusement aux prescriptions d'un texte légal formel, enseignent qu'en aucun cas le débiteur ne peut donner autre chose que ce qui est stipulé, quand bien même il offrirait un équivalent ou même un avantage;

Mais attendu qu'il n'est pas nécessaire, pour la solution du présent litige, de trancher cette controverse; qu'en effet, en l'état des dernières conclusions, il ne se pose plus que la question de savoir si le Comptoir d'escompte a valablement fait protester l'effet litigieux et s'il existe, par suite, une base pour l'action en 50,000 fr. de dommages-intérêts intentée par le sieur Moses Montefiore; — Attendu que celui-ci avait offert le paiement de l'effet en faisant présenter par un huissier onze billets de la banque nationale d'Italie, représentant ensemble la somme de 1,000 lires italiennes; — Or, attendu que la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour affirmer que nul n'est tenu de recevoir une monnaie fiduciaire, à moins qu'elle n'ait cours forcé au lieu du paiement; qu'en fait, les billets de la banque nationale d'Italie n'ont ni cours forcé, ni même cours légal en Tunisie; que les offres de Moses Montefiore n'étaient donc pas acceptables, etc.

MM. BERGE, *vice-prés.*; VIAL, *ff. subst.* — Mes GUEYDAN et NISSIM, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. des mises en accus.)

22 février 1895

Juge d'instruction, délégation pour informer, ordonnance, nullité, procureur général, pouvoirs.

Le juge d'instruction délégué uniquement pour informer est incompétent pour rendre une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi ;

Pareille ordonnance est nulle, et le procureur général peut, n'en tenant aucun compte, requérir lui-même le non-lieu ou saisir directement la chambre des mises en accusation ;

(Procureur général c. Petit-Lafitte)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par réquisition de M. le procureur général en date du 9 octobre 1894, il a été requis information contre : 1° Petit-Lafitte, notaire à Souk-Ahras et suppléant du juge de paix de cette localité, pour avoir depuis moins de dix ans, détourné ou dissipé, au préjudice de plusieurs personnes, diverses sommes d'argent dont le montant était à déterminer, et qui ne lui avaient été remises qu'à titre de dépôt, à la charge par lui de les rendre ou représenter ou d'en faire un usage déterminé ; — 2° Le sieur Delagarde, clerc salarié du sieur Petit-Lafitte, pour s'être, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, rendu coupable ou complice d'abus de confiance qualifié au préjudice de divers ;

En ce qui concerne Delagarde : — Attendu que le juge d'instruction de Guelma n'a été délégué que pour informer; qu'il était, dès lors, incompétent pour rendre une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi, soit en ce qui concerne le suppléant de juge de paix, soit en ce qui concerne le prévenu de complicité dont la cause ne pouvait être séparée de l'auteur principal et soumise à un juge différent; — Attendu que l'ordonnance est donc double, et que M. le procureur général a pu n'en pas tenir compte et requérir lui-même le non lieu; — Attendu que c'est aussi avec raison que M. le

procureur général a saisi directement la chambre d'accusation, en se conformant à la jurisprudence de la Cour de cassation; — Que la chambre d'accusation a appliqué cette jurisprudence dans plusieurs affaires dont elle a été saisie directement par M. le procureur général;

Attendu que de l'instruction il ne résulte aucune charge contre Delagarde;

Par ces motifs : — Faisant droit aux réquisitions de M. le procureur général : — Dit n'y avoir lieu à suivre contre Delagarde Georges, à raison des faits dont il a été inculpé.

MM. EYSSAUTIER, *prés.;* GAROT, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

18 février 1895

Divorce, preuve, parent, admissibilité, cause, maladie de la femme, conduite scandaleuse du mari, injure grave.

La preuve, en matière de divorce, est soumise à des règles particulières, en ce sens que des personnes, dont le témoignage serait suspect en toute autre matière, ne peuvent ni ne doivent être mises en suspicion par un motif tiré uniquement de leur qualité;

Constitue une injure grave, susceptible de faire prononcer le divorce, le fait par le mari de mener une conduite scandaleuse pendant une maladie de sa femme.

(Dame Adam c. Adam)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Attendu que c'est à bon droit que les premiers juges ont écarté quatre des griefs formulés par la dame Adam contre son mari, la preuve n'en ayant pas été rapportée; — Attendu, quant au cinquième grief, qu'après avoir constaté qu'il était justifié par deux témoins dans les termes les plus

précis, les premiers juges l'ont néanmoins écarté par le motif que ces témoignages émanent de personnes unies par les liens du sang à la dame Adam; — Attendu que la preuve, en matière de divorce, est soumise à des règles particulières, en ce sens que des personnes dont le témoignage serait suspect en toute autre matière ne peuvent ni ne doivent être mises en suspicion par un motif tiré uniquement de leur qualité; — Attendu, en effet, que les faits sur lesquels se basent les demandes de divorce se produisent presque toujours dans le secret de la vie de famille et n'ont d'autres témoins que les personnes placées dans l'intimité des époux, parents, amis, serviteurs; que si, par conséquent, on écartait ces témoignages, bien peu de demandes de ce genre pourraient aboutir, et que les actions les mieux fondées seraient repoussées, contrairement à toute justice, à toute équité;

Attendu qu'il convient, dans l'espèce, et sans se préoccuper outre mesure de la qualité des dames Lapeyre et Anaïs Gadot, de rechercher si elles ont fourni des témoignages acceptables ou si, au contraires, ces témoignages sont dictés par des sentiments de haine contre l'une des parties ou d'affection aveugle pour l'autre; — Attendu que la dame Gadot ne peut être accusée de partialité par cette unique raison qu'elle est la tante de la dame Adam; qu'il n'est rapporté à son égard aucun fait qui soit de nature à rendre sa déposition suspecte; — Attendu que, si ce témoignage demeure entier, il communique à celui de la dame Lapeyre, avec lequel il est d'accord, une force incontestable; — Attendu, en ce qui touche la dame Lapeyre, que l'on ne peut lui reprocher que d'avoir tenté d'éloigner son gendre de l'appartement de la fille, un jour que celle-ci, malade et alitée, dormait paisiblement; qu'en supposant même exagéré le soin que prenait la dame Lapeyre de veiller sur le sommeil de sa fille, il serait irrationnel d'y voir un acte d'hostilité dirigé contre Adam;

Attendu qu'ainsi appréciés les deux témoignages recueillis doivent être retenus; qu'ils établissent qu'Adam a mené, sous le toit conjugal et tandis que sa femme était malade, une conduite scandaleuse; que ce fait constitue, au premier chef, l'injure grave prévue par la loi et déterminante, pour faire prononcer le divorce à ses torts; — Attendu que si l'on examine la conduite de la dame Adam, on n'y trouve rien qui soit de nature à faire prononcer le divoce à ses torts;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond : — Infirme le jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Constantine, le 24 avril 1894; — Statuant à nouveau : — Prononce le divorce aux torts

d'Adam; — Renvoie les époux Adam devant Me Azan, notaire à Constantine, pour procéder à la liquidation de la communauté existant ou pouvant exister entre la dame Adam et son mari et des reprises de cette dernière contre lui, sous réserve par elle d'accepter ou de renoncer à ladite communauté selon qu'elle avisera; — Nomme M. Saunier, juge au tribunal civil de Constantine, pour surveiller les opérations et faire rapport en cas de difficulté; — Ordonne que, sur le vu de la signification du présent arrêt qui sera faite à l'officier de l'état civil de Constantine et des pièces constatant que cet arrêt est devenu définitif, il sera tenu d'inscrire le dispositif dudit arrêt sur le registre de l'état civil de la commune de Constantine et de le mentionner en marge de l'acte de mariage desdits époux Adam, célébré le 12 septembre 1885; — Déboute Adam de sa demande subsidiaire; — Le condamne en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes HUARD et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

6 février 1895

Novation, termes de paiement, modification, effets.

N'emporte pas novation, le fait par le débiteur de demander à son créancier une modification dans les termes du paiement.

(Cohen c. Ristellimber)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont admis qu'il y eût novation dans l'espèce; — Attendu, en effet, que la novation suppose deux dettes, l'une ancienne, l'autre nouvelle, la nouvelle faisant disparaître l'ancienne; — Attendu que, aussi longtemps que la dette originaire subsiste dans son intégrité et que les parties se bornent à y apporter un changement, il n'y a pas novation dans le sens strict du

mot; — Attendu que c'est bien le cas de Cohen qui, devant une certaine somme à Ristellimber, continue à la lui devoir et se borne à demander à son créancier une modification dans les termes du paiement;

Attendu que la seule question à juger est celle de savoir si Ristellimber a expressément ou tacitement accepté les offres de Cohen; — Attendu, à cet égard, qu'il suffit de constater que le 4 novembre 1893, Me Gaillard a délivré à Cohen une quittance ainsi libellée : « Je soussigné, reconnais avoir reçu de M. Cohen les sommes suivantes, représentant le 25 0/0 de ce qui est dû à mes clients en capital, intérêts et frais à ce jour. » — Attendu que quatre créanciers figurent dans cette quittance comme ayant reçu ces 25 0/0 de leur créance; — Attendu que seul Ristellimber, l'un de ces quatre créanciers, soutient n'avoir jamais accepté les propositions de Cohen tendant au paiement intégral de ses dettes, savoir, 25 0/0 fin octobre 1893 et les 75 0/0 restants à trois échéances successives; — Attendu que son mandataire judiciaire reçoit le 4 novembre le premier versement, non seulement de sa créance, mais encore de celle de trois autres créanciers; que ce versement s'élève exactement à 25 0/0 de la créance; que la quittance est délivrée sans aucune réserve, ni au profit des trois autres créanciers qui n'élèvent aucune réclamation, ni au profit de Ristellimber; — Attendu que, du rapprochement de ces circonstances, offre le 25 0/0 fin novembre, acceptation de ces 25 0/0 à l'époque convenue, défaut de réserve ou de protestation, il résulte péremptoirement que Ristellimber a consenti à l'arrangement proposé; — Attendu que si, par des motifs que la Cour n'a pas à rechercher ni à apprécier, il s'est ravisé depuis, il ne doit pas moins être tenu de respecter ses engagements; — Attendu que c'est donc à tort que les premiers juges ont débouté Cohen de sa demande;

Attendu que la procédure arbitraire suivie par Ristellimber a porté à Cohen un préjudice dont réparation lui est due;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond : — Infirme le jugement du tribunal civil d'Alger du 11 mai 1894; — Statuant à nouveau : — Annule la saisie réelle du 21 mars 1894 et la procédure qui en a été la suite, comme faite sans droit; — Ordonne la radiation de ladite saisie sur le vu d'un extrait du présent arrêt; — Condamne Ristellimber à 100 fr. de dommages-intérêts et aux dépens.

MM. Zeys, *prem. prés.;* Bourrouillou, *av. gén.* — Mes de Sambœuf et Tilloy, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 janvier 1895

Faillite, concordat, créance, admissibilité, titre antérieur, cause préexistante.

Les créances ne sont soumises à la loi du concordat qu'autant qu'elles reposent sur un titre certain antérieur à ce contrat ;

Peu importe que la cause d'une échéance soit préexistante, si elle n'est reconnue légitime qu'à une époque où le failli a été remis à la tête de ses affaires (arg. art. 516 C. com.)

(Bussutil c. Tabone)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels sont réguliers en la forme ; — Que Me Blasselle, avoué de Bussutil, ne se présente pas ;

Sur l'appel principal : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur l'appel incident : — Attendu que, par arrêt du 7 février 1891, Tabone a été condamné à payer à un sieur Demosslys une somme de 1,000 fr. pour le préjudice à lui causé par l'établissement d'une industrie similaire dans la maison qu'il occupe en qualité de locataire ; — Attendu que Bussutil est l'auteur de ce fait dommageable, ce qu'il n'a jamais contesté, mais qu'il a décliné toute responsabilité, alléguant en première instance que Tabone avait renoncé à la clause d'interdiction de sous-louer insérée dans le bail ; — Attendu que les premiers juges ont admis cette renonciation en se basant tant sur les termes d'un jugement, en date du 18 septembre 1890, que sur une saisie-arrêt pratiquée le 28 novembre 1889 par Tabone ès-mains du sous-locataire au préjudice de Bussutil ; — Attendu qu'on cherche vainement dans le jugement précité la renonciation de Tabone à son droit de garantie ; — Qu'il se borne seulement à réserver à ce dernier tous droits contre le sous-locataire, ce qu'il n'a jamais demandé ; — Que le contraire résulte clairement 1° d'un jugement du 20 février 1890,

portant que Bussutil et Fargeon n'ont pu s'affranchir des obligations par eux contractées envers Tabone et qu'ils ne prouvent pas que ce dernier ait consenti à les délier de leurs engagements ; 2° de l'arrêt du 7 février 1891 qui réserve expressément à Tabone sur sa demande son action en garantie; — Attendu qu'on ne saurait trouver un indice de renonciation à la clause d'interdiction de sous-louer dans la procédure de saisie-arrêt précitée, le créancier pouvant exercer son droit à son gré et au mieux de ses intérêts ; — Attendu, dès lors, que c'est à tort que les premiers juges ont repoussé l'action en garantie pour le principal des condamnations prononcées contre Tabone, par arrêt du 7 février 1891, et versées entre les mains du bénéficiaire de cette décision : — Qu'il y a lieu d'infirmer à cet égard le jugement déféré ;

Attendu qu'il reste à examiner si, comme l'ont décidé les premiers juges, la créance de Tabone doit subir les conditions du concordat accordé à Bussutil ; — Attendu que les créances ne sont soumises à la loi du concordat qu'autant qu'elles reposent sur un titre certain antérieur à ce contrat ; qu'il importe peu que la cause d'une créance soit préexistante, si elle n'est reconnue légitime qu'à une époque où le failli a été remis à la tête de ses affaires ; que ce principe, qui est la sauvegarde des intérêts de la masse, et sans lequel le concordat n'aurait aucune base solide et définitive, découle des dispositions de l'art. 516 C. com. et a été consacré par la Cour suprême ;

Attendu, en fait, que Bussutil a obtenu son concordat le 18 septembre 1890 ; — Attendu que l'action en garantie remonte, il est vrai, au mois de novembre 1889, mais que sa légitimité n'était pas reconnue au moment du concordat, puisqu'elle était soumise à l'appréciation de la Cour ; que c'est donc à tort que les premiers juges l'ont admise seulement dans les termes et conditions de ce concordat ; — Qu'il y a donc lieu d'infirmer à cet égard et de dire l'action de Tabone fondée dans son intégralité ;

Attendu, quant aux dommages-intérêts, que les premiers juges ont fait une saine appréciation des faits de la cause ;

Par ces motifs : — Donne défaut-congé contre Bussutil et Me Blasselle, son avoué constitué, faute de conclure ; — Confirme le jugement déféré dans les dispositions qui font grief à l'appelant principal ; — L'infirme, au contraire, en ce qu'il a rejeté comme non justifiée l'action en garantie de la condamnation prononcée par l'arrêt du 7 février 1891 et en ce qu'il a réduit aux conditions du concordat la créance accessoire de 300 fr. ; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû

faire : — Condamne Bussutil à payer à Tabone, avec intérêts de droit du jour de la demande, la somme de 1,300 fr., montant en principal et accessoires de l'arrêt du 7 février 1891 ; — Valide en conséquence le commandement du 23 février 1893 ; — Condamne Bussutil, à titre de dommages-intérêts aux dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

31 janvier 1895

Expert, prestation de serment, dispense, juge des référés, pouvoir, nullité, acquiescement tacite.

Il est de jurisprudence, que le juge des référés peut, quand il ordonne une expertise, dispenser d'office l'expert de la prestation de serment, et aucune disposition de loi ne s'oppose à ce que les juges du fond prennent pour base de leur décision une opération ainsi prescrite et à laquelle il a été procédé contradictoirement ;

D'ailleurs, la nécessité du serment n'étant pas d'ordre public, la nullité résultant du défaut de prestation peut toujours être couverte par l'acquiescement exprès ou tacite des parties (1).

(Duroux c. de La Villegontier)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels tant principaux qu'incidents sont réguliers et recevables en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il est de jurisprudence que le juge des référés peut, quand il ordonne une expertise, dispenser d'office l'expert de la prestation de serment ; — Qu'aucune disposition de loi ne s'oppose à ce que les juges du fond prennent

---

(1) Dans le même sens, Alger, 2 juin 1894. (*Rev. Alg.* 1894, 2. 466).

pour base de leur décision une opération ainsi prescrite et à laquelle il a été procédé contradictoirement ; — Que d'ailleurs la nécessité du serment n'étant pas d'ordre public, la nullité résultant du défaut de prestation peut être toujours couverte par l'acquiescement exprès ou tacite des parties ; — Que c'est donc à tort dans la cause que les premiers juges ont déclaré nul le travail de l'expert nommé par le juge des référés et décidé n'y avoir lieu d'en faire état ;

Attendu qu'il résulte de ce travail que le fossé litigieux se trouve situé entre le chemin dit « de la Carrière » propriété communale et la propriété Duphart, notamment au point où il a été barré par le sieur Duroux et en dehors de la propriété de celui-ci ; — Que ce fossé créé il y a plus de trente ans par l'administration et entretenu à ses frais, sert au desséchement et va se déverser dans le canal de Ben Daly Bey ; — Qu'au point où il a été barré par le sieur Duroux (point B du plan annexé) il est coupé par un grand canal de desséchement, lequel canal cause à entretenir les inondations dont se plaint le sieur de La Villegontier ; — Que ce barrage en effet a pour résultat de refouler dans le grand canal de desséchement les eaux qui, par le fossé, devraient s'écouler dans le canal du Ben Daly Bey ; — Que le débit du grand canal de desséchement se trouvant ainsi fortement augmenté, des inondations se sont nécessairement produites et ont occasionné au préjudice de l'intimé une perte de céréales de blé et d'avoine sur une superficie de un hectare quatre-vingt-douze ares ; — Que si, par suite de la configuration des lieux, le domaine de La Villegontier peut être facilement inondé par les crues de l'oued Boréa, la suppression de la dérivation du grand canal de desséchement ne peut qu'aggraver une situation déjà très fâcheuse en elle-même ; — Attendu que les constatations de l'expert Debacq corroborées par tous les éléments de la cause, justifient le bien fondé de la demande du sieur de La Villegontier ; — Que le sieur Duroux ne saurait exciper d'un droit de propriété sur le fossé litigieux ; que les premiers juges avec l'expert Debacq, ont fait partie de ses prétentions à cet égard ; qu'il ne saurait davantage se retrancher derrière l'autorisation qui lui aurait été accordée sur sa demande par l'administration préfectorale à l'effet de construire un barrage destiné à mettre sa propriété à l'abri des inondations ; que cette autorisation, toute momentanée d'ailleurs et donnée en l'état d'une situation à laquelle l'administration elle-même s'engageait à remédier à bref délai, ne saurait préjudicier aux droits des tiers et l'exonérer de la responsabilité qu'il a encourue vis-à-vis d'eux ;

Attendu que les premiers juges paraissent avoir fait une

juste appréciation du dommage causé à l'intimé ; que celui-ci ne justifie pas que ce dommage se soit aggravé depuis le jugement déféré ; qu'il n'y a donc pas lieu de faire droit à la demande basée sur les dispositions de l'art. 464 C. proc. civ. ;

Par ces motifs et ceux déduits par les premiers juges, et sans qu'il y ait lieu de s'arrêter aux autres fins et conclusions des parties : — Reçoit l'appel principal interjeté par les époux Duroux, l'appel incident relevé par le sieur de La Villegontier ; — Confirme le jugement déféré ; — Émendant toutefois sur l'appel incident : — Dit que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré nul le rapport de l'expert Debacq pour défaut de serment, et décidé qu'il n'y avait lieu d'en faire état ; — Dit régulier et valable le rapport dudit expert et l'homologue ; — Ordonne que, sous cette modification, le jugement entrepris sortira son plein et entier effet ; — Dit non justifiée la demande en supplément de dommages et intérêts basée par l'intimé sur les dispositions de l'art. 464 C. proc. civ. ; — L'en déboute ; — Condamne le sieur Duroux appelant à l'amende et aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHAMPEIL et REY, *av.*

CONSEIL DE RÉVISION D'ALGER

28 février 1895

Conseil de guerre, jugement d'incompétence, pourvoi, irrecevabilité, conflit négatif de juridiction, règlement de juges, cour de cassation.

Contrairement à ce qui a lieu dans le droit commun, ce n'est que postérieurement à la décision rendue sur le fond qu'un pourvoi en nullité peut être formé devant le conseil de révision, soit sur les moyens d'incompétence, soit contre le jugement de toute autre exception ou de tout incident soulevé dans le cours des débats ;

Il y a conflit négatif de juridiction nécessitant un règlement de juges par la Cour de cassation, lorsque le conseil de guerre, devant lequel un ordre du général commandant la

division a renvoyé un accusé, s'est déclaré incompétent, pour le motif que cet accusé n'est pas justiciable des tribunaux militaires.

(Min. pub. c. Amar ben Mohamed Akli)

JUGEMENT

LE CONSEIL DE RÉVISION, — Vu le recours formé par le substitut du commissaire du gouvernement près le conseil de guerre, tendant à l'annulation du jugement d'incompétence précité, et se fondant sur ce que la qualité de militaire justiciable du conseil de guerre est reconnue à tout individu qui a été incorporé dans un régiment où il sert, reçoit la solde et est astreint aux exercices et à la discipline, sans qu'il y ait réclamation de sa part, quelle que soit d'ailleurs la légalité de l'acte qui le lie au service ; — Que cette qualité de militaire subsiste encore dans certaines circonstances, alors même que le militaire aurait été libéré du service ; qu'il suffit notamment que cet homme habite encore un bâtiment militaire où on lui accorde une hospitalité provisoire, hospitalité qu'il reçoit de droit et d'obligation, pour ainsi dire, en raison même de sa qualité de militaire libéré, en instance de départ pour regagner ses foyers ;

Attendu, en droit, que, contrairement à ce qui a eu lieu dans le droit commun, ce n'est que postérieurement à la décision rendue sur le fond, qu'un pourvoi en nullité peut être formé devant le conseil de révision, soit sur les moyens d'incompétence, soit contre le jugement de toute autre exception ou de tout incident soulevé dans le cours des débats ; — Attendu, au surplus, qu'il y a conflit négatif de juridiction nécessitant un règlement de juges par la cour de cassation, lorsque le conseil de guerre devant lequel un ordre du général commandant la division a renvoyé un accusé s'est déclaré incompétent, pour le motif que cet accusé n'est pas justiciable des tribunaux militaires ;

Attendu, en fait, que dans l'espèce, le conseil de guerre de Constantine, en se déclarant incompétent et en renvoyant l'accusé devant le procureur de la République de Philippeville pour être statué ce qu'il appartiendra, n'a rendu qu'un jugement d'incompétence et ne s'est pas prononcé sur le fond de l'affaire qui fait l'objet de l'ordre de mise en jugement en vertu duquel Amar ben Mohamed Akli était traduit devant lui ;

Par ces motifs: — Déclare, à l'unanimité, le substitut du commissaire du gouvernement près ledit conseil de guerre non recevable en son recours contre le jugement précité.

MM. le général COLLET-MEYGRET, *prés.*; FRANCÈS, *rap.*; FERRÈRE, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

24 décembre 1894

Degré de juridiction, saisie, revendication, taux du ressort, objet saisi, valeur.

S'il est vrai que, dans les contestations entre le saisi et le saisissant touchant la saisie elle-même, le taux du litige est déterminé par les causes de la saisie, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de revendication d'objets saisis;

Dans ce cas, la valeur du litige se détermine par l'objet de la revendication.

(Contributions diverses de Coléa c. Demoiselle Bouchet)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition de la demoiselle Bouchet et de Léon Vernon est régulière et recevable en la forme;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que, s'il est vrai que, dans les contestations entre le saisi et le saisissant, touchant la saisie elle-même, le taux du litige est déterminé par les causes de la saisie, il n'en est point de même lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit de revendication des objets saisis; que, dans ce cas, la valeur du litige se détermine par l'objet de la revendication; — Que la revendication de la demoiselle Bouchet a pour objet l'ensemble des meubles qui ont été saisis par procès-verbal de Guercy, porteur de contraintes à Coléa, en date du 20 mars 1893; que la valeur de ces meubles est indéterminée; — Que, par suite, les premiers juges n'ont pu statuer qu'en premier ressort; — Que l'appel du receveur des contributions diverses, d'ailleurs régulier en la forme, est donc recevable;

Au fond : — Persistant dans les motifs de l'arrêt entrepris, et au surplus : — Attendu qu'il résulte de l'aveu de la demoiselle Bouchet, consigné au procès-verbal de saisie, que Vernon était son locataire ; — Que les objets servant à l'exercice de l'industrie de Vernon, et saisis par le procès-verbal précité, se trouvaient au moment de la saisie dans le local loué à Vernon par la demoiselle Bouchet ; — Qu'ils ont, par suite, été saisis en sa possession ; — Que si, dans ses conclusions devant les premiers juges, la demoiselle Bouchet a soutenu qu'ils étaient sa propriété comme provenant, partie de la succession de son père, partie d'acquisitions faites de ses propres deniers, partie enfin de cadeaux faits par un ami, elle ne produit aucune justification à l'appui de son allégation ; — Qu'il résulte, au contraire, de deux certificats du maire de Coléa, que la demoiselle Bouchet est insolvable ; qu'elle ne possède absolument rien ; qu'elle n'est imposée à aucune contribution, soit de l'État, soit communale, et que son père est décédé dans l'indigence en 1886 ; qu'il est, d'autre part, établi, par le relevé des rôles des taxes communales, que Vernon y était imposé en 1890, 1891, 1892 ;

Par ces motifs et ceux de l'arrêt dont est opposition : — Reçoit l'opposition en la forme ; — La rejette comme mal fondée ; — Maintient, en conséquence, l'arrêt de défaut du 25 avril 1894 ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne la demoiselle Bouchet et Léon Vernon aux nouveaux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et BASSET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 janvier 1895

Jugement par défaut, opposition, défendeur itérativement défaillant, irrecevabilité, demandeur défaillant, défaut-joint, opposition, recevabilité.

Le droit d'opposition n'est dénié qu'aux défendeurs itérativement défaillants ou aux défendeurs ayant comparu lors du jugement de jonction et défaillants lors du jugement au fond ;

Mais le demandeur défaillant, après jugement de défaut profit-joint par lui pris, peut au contraire former opposition (1).

(Ben Chergui c. Cadi maleki d'Alger)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que les parties de Me Lemaire ont interjeté appel d'un jugement de défaut-congé du tribunal d'Orléansville, en date du 19 décembre 1888 et d'un jugement du même tribunal du 11 avril 1889, rendu sur opposition au précédent ; que ces jugements ont été signifiés les 18 et 25 septembre 1889 et que les appels ont été formés du 7 au 18 octobre suivant ; qu'ils sont donc recevables comme réguliers ;

Au fond : — En ce qui concerne le jugement du 19 décembre 1888 : — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont estimé que les appelants n'avaient pas mis leur procédure en état, dès lors qu'ils avaient cependant, conformément aux dispositions d'un jugement de défaut profit-joint du 28 juin 1887, réassigné tous les défaillants ; qu'en donnant défaut-congé et en déboutant les appelants de leur demande la décision intervenue à cette phase de la procédure ne vise même pas le jugement du 28 juin 1887 ; que cependant le jugement du 19 décembre 1888 rendu sur le fond, après une jonction du défaut, devait à peine de nullité, statuer sur le profit du défaut-joint ;

En ce qui concerne le jugement du 11 avril 1889 : — Attendu que, sans qu'il soit besoin de remarquer que les premiers juges auraient dû donner acte aux appelants des faits dont, dans leurs conclusions, ils demandaient qu'il leur fût donné acte, notamment en ce que la minute du jugement du 19 décembre ne faisait pas mention des consorts Bouteïba, il est inexact de dire, avec le jugement du 11 avril 1889, que celui du 19 décembre précédent intervenu après un jugement de défaut profit-joint n'était pas susceptible d'opposition comme ayant acquis au regard de toutes les parties l'autorité de la chose jugée ;

Attendu qu'il est généralement admis que le droit d'opposition n'est dénié qu'aux parties assignées et réassignées,

---

(1) V. Metz, 24 déc. 1844 (D. P. 45. 4. 352) ; Req., 4 avril 1859 (D. P. 59. 1. 163).

c'est-à-dire aux défendeurs itérativement défaillants ou aux défendeurs ayant comparu lors du jugement de jonction et défaillants lors du jugement au fond ; qu'il en résulte que le demandeur défaillant après jugement de défaut profit-joint par lui pris peut au contraire former opposition ; qu'en effet les défendeurs ont été mis en demeure de se défendre et ont pu fournir leurs moyens tandis que le demandeur a dû se borner, vu l'absence de quelques-uns des défendeurs, à un jugement de défaut profit-joint, sans pouvoir même répondre aux moyens qui ont pu être soulevés par les défendeurs non défaillants ; que si, par une circonstance quelconque, le demandeur n'a pu développer sa demande, le défaut-congé ne saurait être non susceptible d'opposition de sa part ; — Attendu que c'est donc à tort que les premiers juges ont attribué l'autorité de la chose jugée à un jugement, comme celui du 19 décembre 1888, qui avait d'autant moins ce caractère qu'il était en outre susceptible d'appel ;

En ce qui concerne les prétentions des appelants sur le fond du litige : — Attendu que les parties de Me Dazinière déclarent s'en rapporter à justice sur le mérite de l'appel et demandent acte qu'ils ne prétendent aucun droit sur les parcelles du douar Medjadja et portant les numéros 1926, 1927 et 1939 du plan du commissaire-enquêteur, ainsi que leur mise hors d'instance dans un procès où ils n'ont que faire ; qu'il y a lieu d'accueillir leurs conclusions à cet égard ; — Que la partie de Me Gronier déclare elle aussi être absolument étrangère au procès et demande également sa mise hors de cause ; que cette demande paraît juste et justifiée ; — Que les autres intimés contestent l'identité prétendue par les appelants entre les terres qui leur ont été attribuées de par le partage de 1866 sur lequel ceux-ci basent leurs réclamations, et celles par eux revendiquées en la cause actuelle ; qu'il échet, en présence de cette contestation, avant de dire droit au fond, d'ordonner une mesure préparatoire ;

Par ces motifs : — Donne acte de leur déclaration au cadi maleki d'Alger et aux consorts Bou Teïba ; — Reçoit les appels comme réguliers en la forme et, avant de statuer sur le fond du litige, dit et ordonne que par trois experts désignés à la requête de la partie la plus diligente, par M. le président d'Orléansville, faute par les parties de les désigner elles-mêmes dans les trois jours de la signification du présent arrêt, il sera procédé, aux frais avancés des appelants, à l'application sur le terrain de l'acte de partage de 1866, en ce qui concerne seulement les parcelles aujourd'hui litigieuses ; dit que les experts vérifieront si ce partage a attribué en

réalité aux appelants les parcelles en question et si ces parcelles sont identiquement celles à propos desquelles les appelants ont formé opposition à la délivrance des titres définitifs de propriété au profit de leurs adversaires ; leur donne mission de rechercher et de préciser dans les faits de possession sur les parcelles en question depuis le partage de 1866 et les autorise à cet effet à entendre tous témoins et à s'entourer de tous renseignements utiles ; dit qu'ils dresseront de leurs opérations un rapport détaillé, qui sera déposé au greffe de la Cour, pour être ensuite de nouveau conclu, plaidé et statué ce que de droit ; dépens réservés.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

18 février 1895

Louage, preuve, art. 1715 C. civ., commencement de preuve par écrit, preuve testimoniale, admission.

Malgré les termes précis de l'art. 1715 C. civ., qui interdit toute autre preuve du bail que la preuve écrite ou le serment décisoire, on admet qu'un commencement de preuve écrite permet l'admission de la preuve par simples présomptions (1).

(Demouchy c. Veil)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que les billets souscrits au profit de Achille Veil pour paiement de fermages par les indigènes sous-fermiers ne sauraient constituer la preuve de la cession par Gustave Veil à Achille Veil, du bail consenti par Demouchy audit Gustave Veil ; — Que la sous-location à ces indigènes peut en effet être consentie aussi bien par un manda-

(1) V. cependant Caen, 12 nov. 1883 (Sir. 84. 2. 15).

taire ou un gérant d'affaires du fermier que par un cessionnaire du bail ou un sous-fermier ; — Que si, malgré les termes précis de l'art. 1715 C. civ. qui interdit toute autre preuve de bail que la preuve écrite ou le serment décisoire, l'on admet qu'un commencement de preuve par écrit permet l'admission de la preuve par simples présomptions, il y a lieu de retenir que les faits et circonstances allégués par Demouchy comme entraînant cette preuve par présomptions ne sont point pertinents et concluants; — Que ces présomptions sont d'ailleurs réduites par des présomptions contraires résultant de faits non contestés par Demouchy, tels que le paiement des fermages de l'année précédente reçu par lui des mains de Achille Veil, payant pour le compte de Gustave Veil, et le dépôt par Achille Veil des billets susvisés au crédit foncier et agricole d'Algérie en sûreté et garantie d'engagements contractés par ou pour Gustave Veil ; — Que, en ce qui touche la dissimulation dolosive de la personnalité de Gustave Veil sous celle d'Achille Veil alléguée par Demouchy, il convient d'observer que le dol ne se présume pas, et qu'il n'est nullement établi en la cause ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit en la forme l'appel de Demouchy ; — L'en démet au fond et le déboute de ses fins et conclusions ; — Confirme en conséquence le jugement déféré et dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Condamne Demouchy aux dépens ;

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 avril 1895

Naturalisation, effets, juridiction française, compétence, changement de nationalité, modification.

Il est de principe, que la naturalisation n'a d'effet que pour l'avenir et qu'elle n'accorde à l'étranger le bénéfice de la juridiction française que du moment où ladite naturalisation a été obtenue et à l'égard seulement des contestations dont la cause est postérieure ;

Admettre la thèse contraire, serait permettre à l'étranger de se soustraire à ses juges naturels, et d'entraîner ses adversaires devant une nouvelle juridiction au cours d'un débat déjà lié, et de leur enlever le bénéfice d'une situation déjà acquise (1).

(Coll c. Coll)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels sont réguliers en la forme ;

Sur la jonction demandée par les appelants et repoussée par l'intimé : — Attendu qu'il importe peu que les questions de fond soulevées par les deux instances soient différentes, que les unes soient indépendantes ou non des autres, que les unes soient ou non la conséquence des autres ; qu'il est de toute évidence, que les deux jugements entrepris ont été rendus entre les mêmes parties ; que les deux demandes tendent au même résultat, qu'elles ont le même but définitif, qu'elles sont entre elles dans une situation d'étroite connexité ; — Attendu qu'il échet par suite de les joindre, et de statuer sur icelles par un seul et même arrêt ;

Sur la compétence : — Attendu que c'est avec raison que le tribunal de Bône s'est déclaré incompétent ; que les motifs sur lesquels il a basé ses deux décisions sont fondés en droit, et qu'il y a lieu de les adopter purement et simplement ; — Attendu que si la dame Francisca Coll y Fullana a été naturalisée française par décret signé à Fontainebleau le 27 juillet 1892, c'est-à-dire la veille seulement du jour où le premier jugement a été rendu, ce changement de nationalité ne peut avoir aucune influence dans la cause ; — Attendu qu'il est de principe que la naturalisation n'a d'effet que pour l'avenir et qu'elle n'accorde à l'étranger le bénéfice de la juridiction française que du moment où ladite naturalisation a été obtenue et à l'égard des contestations dont la cause est postérieure ; — Attendu qu'admettre la thèse contraire, ce serait permettre à l'étranger de se soustraire à ses juges naturels et d'entraîner ses adversaires devant une nouvelle juridiction au cours d'un débat déjà lié, et de leur enlever le bénéfice d'une situation acquise ; — Attendu que ces principes posés, c'est à bon droit et par une déduction logique que

(1) V. trib. de Tunis, 23 mai 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 385) et la note.

les premiers juges ont d'une part, refusé d'accueillir la demande en nomination de séquestre, et d'autre part, sursis à statuer sur la demande en rectification de l'acte de décès du 26 septembre 1876 ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit les appels comme réguliers en la forme; — Joint lesdits deux appels comme connexes, et statuant sur iceux par un seul et même arrêt : — Confirme purement et simplement les deux jugements entrepris pour être exécutés suivant leur forme et teneur ; — Condamne les appelants aux amendes et en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et FORCIOLI, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

21 mars 1895

Mariage, israélites algériens, mariage antérieur au décret de 1870, loi mosaïque, preuve, possession d'état.

Le mariage contracté en 1864 par des israélites algériens échappe aux prescriptions du décret du 24 octobre 1870, et ne relève que de la loi mosaïque;

Aux termes de cette loi, le mariage entre israélites n'est assujetti à aucune forme sacramentelle;

C'est un contrat purement consensuel, dont la justification peut être faite par tous les modes de preuve ordinaires, et même par la possession d'état (1).

(Deddouche c. Deddouche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les sieurs Judas Deddouche, Adrien Champ, ès-qualités, Maklouf Bensimon, intimé, n'ont pas

(1) Cet arrêt semble inaugurer une jurisprudence nouvelle. Jusqu'à ce jour, la Cour d'Alger avait toujours jugé que le mariage contracté entre israélites algériens antérieurement au décret du 24 octobre 1870 était, depuis

constitué avoué; qu'il y a lieu de statuer par défaut à leur égard; — Et pour le profit : — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu que la dame Esther Nakache, tant en son nom personnel que comme se prétendant tutrice de son enfant mineur, Isaac Deddouche, poursuit en justice sa reconnaissance de femme légitime de Chaloum Deddouche; — Attendu que le mariage dont se prévaut l'appelante remonterait à l'année 1864 et échapperait donc aux prescriptions du décret du 24 octobre 1870; qu'il ne relèverait, conséquemment, que de la loi mosaïque; — Attendu qu'aux termes de cette loi, le mariage entre israélites n'est assujetti à aucune forme sacramentelle; que c'est un contrat purement consensuel, dont la justification peut être faite par tous les modes de preuve ordinaires; — Attendu, au surplus, que, d'après la même loi mosaïque, la possession d'état peut être utilement invoquée par celui des conjoints qui s'en prévaut;

Attendu que, devant les premiers juges, c'est de ce double moyen, tiré de la substance même de la législation à laquelle elle est en droit de se référer, que l'appelante a fait la base de son action; — Attendu qu'en cause d'appel, c'est la même thèse qu'elle soutient; — Attendu que le jugement préparatoire rendu, malgré des conclusions ainsi prises, n'a pu avoir pour effet de mettre en échec ou même retarder la solution d'une question dont les premiers juges ont été saisis, et qu'ils ont eu le devoir d'apprécier en dehors et indépendamment des mesures d'investigations qu'ils ont prescrites; — Attendu, en effet, qu'envisagé comme simple ketouba, l'acte du 5 avril 1864, dont excipe l'appelante, se suffit à lui-même et est une démonstration non équivoque de la réalité du mariage; — Qu'il en est d'autant mieux ainsi que, déposé le 16 décembre 1865 aux minutes d'un notaire français, cet acte a eu, dès ce jour, date certaine; — Attendu, au surplus, que la possession d'état de femme légitime de Chaloum Deddouche ne saurait être sérieusement et ne paraît jamais avoir été contestée à la dame Esther Nakache; qu'il est constant, en effet, que la vie commune a duré entre les deux conjoints vingt-six ans, et qu'au cours de cette vie commune est né, le 3 septembre 1875, un enfant du sexe masculin, Isaac Chaloum-Deddouche, dont le père a déclaré la naissance, et qu'il a dit être né de lui-

---

ce décret, régi par la loi française. — Dans ce sens, Alger, 29 déc. 1875 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1875. 54); Alger, 7 mars 1871 (Estoublon, *op. cit.*, 1871. 10); Alger, 26 mars 1873 (Estoublon, *op. cit.*, 1873. 19); Alger, 14 juill. 1873 (Estoublon, *op. cit.*, 1873. 38); Cass. civ., 4 août 1884 (*Rev. Alg.*, 1886. 120). — V. également, Alger, 15 juin 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 403).

même et de sa femme Esther Nakache ; — Attendu que, dans de telles conditions de fait et de droit, il échet d'accueillir *de plano* la demande de la femme Esther Nakache et de faire droit à son appel ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre le sieur Judas Deddouche, intimé, faute par lui d'avoir constitué avoué ; — Et pour le profit : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme le jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Guelma, le 24 novembre 1892 ; — Statuant à nouveau : — Dit qu'Esther Nakache, en sa qualité de femme légitime de Chaloum Deddouche, est habile à faire valoir ses droits résultant de son acte de mariage ; — Dit que le mineur Isaac Deddouche est seul et unique héritier, en sa qualité d'enfant légitime de son père décédé ; — Dit qu'à cet égard les consorts Deddouche sont sans droits sur ladite succcession ; — Commet Me Pierrat, notaire à Guelma, pour procéder à la liquidation des reprises de l'appelante et de la succession de son défunt mari ; — Condamne l'intimé à l'amende et en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

8 mai 1895

Commissaire-priseur, Algérie, vente mobilière, monopole, ressort, ordonnance du 1er juin 1841.

Les commissaires-priseurs en Algérie ont le monopole des ventes mobilières dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de quatre kilomètres, sous réserve toutefois des ventes spécialement réservées aux courtiers (ordonnance du 1er juin 1841) (1).

(Zénati c. Bourgarel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;
Au fond : — Attendu que l'ordonnance du 1er juin 1841 a

(1) V. Alger, 21 avril 1849 (Estoublon, *Jurispr. Alg.* 1849. 11) ; Alger,

réglé dans les plus minutieux détails, les droits, prérogatives et obligations des commissaires-priseurs en Algérie; — Attendu que ce texte se suffit à lui-même; que rien n'indique que son rédacteur ait eu l'intention de s'inspirer des règles qui régissent la profession de commissaire-priseur dans la métropole; que rien, par conséquent, n'autorise à faire des emprunts à la législation de la France, à établir des rapprochements entre celle-ci et celle de l'Algérie; — Attendu, au surplus, que l'art. 1er de l'ordonnance de 1841 est précis dans ses termes et n'offre aucune prise à la controverse; — Attendu qu'il en résulte que les commissaires-priseurs ont le monopole des ventes mobilières dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de quatre kilomètres, sous réserve toutefois des ventes spécialement réservées aux courtiers; — Attendu que l'action de Zénati, greffier de la justice de paix d'Orléansville, est fondée en principe;

Attendu, toutefois, qu'il n'est pas justifié avec assez de précision, que Bourgarel ait instrumenté en dehors des limites que l'ordonnance de 1841 lui assigne; que, dans tous les cas, le chiffre du préjudice que Zénati aurait éprouvé n'est pas déterminé d'une façon assez exacte pour qu'il soit possible de lui allouer des dommages-intérêts; — Attendu, dans ces conditions, que la condamnation de Bourgarel aux dépens sera pour Zénati une réparation suffisante, d'autant plus que le présent arrêt lui donne pour l'avenir pleine satisfaction;

Par ces motifs: — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond: — Infirme le jugement du tribunal civil d'Orléansville du 19 décembre 1893; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire: — Dit que les commissaires-priseurs ont le monopole des ventes mobilières dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de quatre kilomètres, sous réserve toutefois des ventes spécialement réservées aux courtiers; — Fait défense à Bourgarel de procéder désormais à toutes prisées ou ventes mobilières au delà du rayon ci-dessus indiqué, sous peine de 100 fr. de dommages-intérêts pour chaque contravention; — Déboute Zénati de ses plus amples fins et conclusions; — Et condamne Bourgarel en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes GOUTTE-BARON et JOUYNE, *av.*

---

7 oct. 1851 (Estoublon, *op. cit.* 1851. 52); Alger, 21 juill. 1852 (Estoublon, *op. cit.* 1852. 31); Alger, 10 févr. 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 153); Alger, 24 juin 1890 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 556).

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

25 mars 1895

—

Propriété, Algérie, décret du 22 septembre 1887, délimitation, réclamation, action spéciale, dispense de mémoire préalable, instance domaniale, décret du 28 décembre 1855, citation, préfet, directeur ou receveur des domaines, sous-préfet, nullité facultative.

—

L'action intentée contre l'État au cours des opérations de délimitation du domaine forestier, pour lesquelles le décret du 22 septembre 1887 a prescrit une procédure spéciale, n'est pas une action ordinaire soumise à l'obligation du mémoire préalable prescrit par l'art. 1er du décret du 22 décembre 1855;

L'assignation notifiée au préfet, en la personne et dans les bureaux du sous-préfet, et non dans les bureaux du directeur ou du receveur des domaines, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 6 du décret du 22 décembre 1855, est entachée de nullité, non pas aux termes de l'art. 6 du décret de 1855, qui ne s'en explique pas, mais en vertu de l'art. 70 C. pr. civ., qui attache cette sanction à l'inobservation de toutes les prescriptions relatives aux assignations;

Mais, lorsque cette assignation a, malgré son irrégularité, atteint son but, et que l'administration n'en a éprouvé aucun préjudice, le juge a la faculté de la déclarer valable, non en vertu de l'art. 1030 C. pr. civ., mais en vertu de la faculté à lui accordée par l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842;

On soutiendrait vainement que la nullité dont s'agit est expressément prévue par l'art. 3 § 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, et que l'art. 46 de cette même ordonnance, en maintenant les dispositions de l'art. 69 de l'ordonnance de 1842, a formellement exclu de leur bénéfice les nullités établies par l'ordonnance de 1843,— l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ne visant que les litiges entre particuliers et non ceux

où l'État est en cause, et où le préfet est le mandataire légal et nécessaire de l'État (1).

(Préfet d'Oran c. Kheir)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel formé par M. le préfet d'Oran, ès-qualités, est régulier et recevable; que les intimés ne se présentant pas, ni personne pour eux, et qu'il y a lieu de statuer par défaut à leur égard;

Au fond : — Sur le moyen tiré du défaut de signification par les intimés du mémoire préalable prescrite par l'art. 1er du décret du 22 décembre 1855 : — Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, non d'une action domaniale ordinaire soumise aux prescriptions dudit article, mais d'une contestation soulevée au cours des opérations de délimitation du domaine forestier, pour lesquelles le décret postérieur du 22 septembre 1887 a prescrit une procédure spéciale; qu'il y a lieu d'adopter sur ce point les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Sur le moyen tiré de la nullité des assignations : — Attendu que l'assignation a été notifiée au préfet en la personne et dans les bureaux du sous-préfet de Tlemcen, et non en la personne et dans les bureaux du directeur ou du receveur des domaines, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 6 du décret précité du 22 décembre 1855; — Attendu qu'une assignation ainsi donné est entachée de nullité, non aux termes de l'art. 6 du décret de 1855 susvisé, qui ne s'en explique pas, mais en vertu de l'art. 70 C. pr. civ., qui attache cette sanction à l'inobservation de toutes les prescriptions relatives aux assignations; — Attendu qu'en fait cette assignation ayant, malgré son irrégulité, atteint son but, et l'administration n'en ayant éprouvé aucun préjudice, le tribunal de Tlemcen a cru pouvoir passer outre et déclarer valable ladite assignation, par application de l'art. 1030 C. pr. civ.; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que l'art. 1030 est inapplicable dans la cause, mais qu'il y a lieu d'user de la faculté accordée par l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 au juge algérien d'accueillir ou de rejeter, selon les cas, les nullités d'actes d'exploit ou de procédure; que vainement l'appelant soutient que la nullité dont s'agit est expressément prévue par le paragraphe deu-

---

(1) V. Alger, 4 avril 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 805) et la note; Alger, 15 févr. 1895 (*suprà*, p. 157) et la note.

xième de l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, et que l'art. 46 de cette même ordonnance, en maintenant les dispositions de l'art. 69 de l'ordonnance précitée de 1842, a formellement exclu de leur bénéfice les nullités établies par l'ordonnance de 1843, car il est manifeste que l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ne vise que les litiges entre particuliers et non ceux où l'État est en cause, et où le préfet est le mandataire légal et nécessaire de l'État ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel et donne défaut contre les intimés non comparant, et, statuant au fond, rejette comme non fondées les exceptions tirées du défaut de signification d'un mémoire préalable et de la nullité de l'assignation donnée par les intimés à la date du 5 septembre 1892 ; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré et condamne l'appelant aux dépens d'appel.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

26 février 1895

Donation, Tunisie, transcription, effet à l'égard des tiers, remise du titre de propriété, donataire, faute lourde, responsabilité.

La loi tunisienne n'impose en aucune manière l'obligation de la transcription de la donation sur le titre de propriété pour la rendre opposable aux tiers ;

Mais le donataire commet une faute lourde, engageant sa responsabilité, lorsque, n'ayant pas fait transcrire sa donation sur le titre de propriété, il laisse en outre ce titre de propriété entre les mains du donateur, et permet par son silence à celui-ci de persuader aux tiers qu'il n'a jamais cessé d'être propriétaire (1).

---

(1) V. Alger, 16 mai 1893, et trib. de Tunis, 17 juil. 1893. (*Rev. Alg.* 1893. 2 329 et 454).

(Baïa bent Hamdan c. Société des Orphelinats)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'en exécution de deux arrêts, le premier du 19 mai 1891 et le second du 16 mai 1893, le tribunal du chara a été appelé à se prononcer contradictoirement entre les parties en cause, sur les questions suivantes : — 1° La donation faite le 19 septembre 1874, par Hassouna bent Aya à sa femme Baïa, de deux immeubles n'en faisant en réalité qu'un seul, situés quartier El Djezira à Tunis, et saisis immobilièrement par Bago, créancier chirographaire d'Hassouna bent Ayed, est-elle valable ? — 2° Cette donation, dans tous les cas, en admettant sa validité entre le donateur et le donataire, est-elle opposable aux tiers, bien que la mutation de propriété qui en a été la conséquence n'ait pas été mentionnée sur le titre de propriété ?

Attendu qu'il suffit de lire les décisions rendues par le chara pour l'exécution des deux arrêts précités, pour se convaincre que le tribunal tunisien, seul compétent en la matière, a reconnu, non seulement que la donation dont s'agit au procès était régulière et valable aux regards des deux époux Hassouna et Baïa, mais aussi que la loi tunisienne n'impose en aucune manière l'obligation de la transcription de la donation sur le titre de propriété pour la rendre opposable aux tiers, et que, par suite, la donation invoquée par Baïa ne pouvait recevoir nulle atteinte de la saisie pratiquée par Bogo, créancier chirographaire de son mari Hassouna ; — Attendu par suite que Bago et la société des Orphelinats agricoles, en présence de ces deux décisions auxquelles ils ont été parties, et qui ont acquis l'autorité de la chose jugée, sont mal fondés à contester la validité de cette donation et à prétendre qu'elle ne leur est pas opposable ; — Qu'il suit de là que la demande en distraction formée par Baïa est justifiée au fond et qu'il y a lieu d'y faire droit ;

Mais attendu que la procédure de saisie immobilière et tous les frais qui en ont été la suite jusqu'au présent arrêt ont été amenés par le fait et la faute de la dame Baïa qui, si elle n'était pas tenue par la loi tunisienne musulmane de faire transcrire la donation à elle faite par son mari sur le titre de propriété des immeubles objets de la donation, n'aurait pas dû laisser ce titre entre les mains du donateur, ce qui a permis à ce dernier, qu'il ait été ou non de connivence avec elle, de persuader aux tiers qu'il n'avait pas cessé d'être proprié-

taire et d'obtenir d'eux des remises de fonds plus ou moins considérables à titre de prêt ; — Attendu qu'il est manifeste que Bago et la société des Orphelinats agricoles, le premier en saisissant les immeubles sur le propriétaire apparent et en poursuivant la vente ; la seconde en s'en rendant adjudicataire, n'ont commis aucune faute comme celle qui est imputable aux époux Hassouna et Baïa et qui a donné naissance au litige ; que cette faute s'est aggravée de cette circonstance, que Baïa a laissé son mari engager son titre de propriété à la société des Orphelinats agricoles comme s'il n'avait pas cessé d'être propriétaire ; — Attendu par suite que dans cette situation, il y a lieu de la reconnaître responsable du préjudice qui en est résulté pour ses adversaires, et en réparation de ce préjudice mettre tous les dépens sans exception à sa charge ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Hassouna bent Ayed et le greffier du tribunal de Tunis, faute de constitution d'avoué ; — Et sans qu'il soit nécessaire d'examiner et de trancher la question de validité du gage de la société des Orphelinats agricoles, qui n'est aucunement liée à la demande en distraction, qui seule fait l'objet du litige ; — Dit bien appelé ; — Infirme et faisant ce que le jugement déféré aurait dû faire, dit bien fondée la demande en distraction formée par l'appelante, ordonne en conséquence que les deux immeubles dont s'agit au procès seront distraits de la saisie pratiquée par Bago sur Hassouna ben Ayed ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Condamne toutefois la dame Baïa bent Hamsan en tous les dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes SOUBIRANNE, TILLOY et REY, *av.*

TRIBUNAL DE BOUGIE

—

28 décembre 1894

—

Requête civile, Kabylie, coutume kabyle, cas limitatifs.

—

La coutume kabyle limite à sept le nombre des cas dans lesquels une requête civile doit être admise, en matière kabyle : 1° lorsqu'on a découvert des actes dont on ignorait l'existence lors du jugement ; 2° lorsque depuis la même

époque, il s'est révélé des témoignages décisifs ; 3° lorsqu'il est démontré que des témoins produits dans une enquête avaient dissimulé leur qualité de parents ou associés ; 4° lorsqu'il y a preuve de faux témoignage ; 5° lorsqu'il apparaît que le juge ou l'un des témoins a cédé à la corruption ; 6° lorsque la partie qui a succombé sur son aveu était en état de démence ; 7° lorsque le plaideur qui a obtenu gain de cause avoue un fait qui aurait assuré le triomphe de son adversaire ;

Il est de jurisprudence, que l'art. 480 C. pr. civ. n'est pas applicable en pareille matière, quant aux cas d'admission de la requête civile, qui ne se trouvent pas dans ces kanouns (1).

(Fatima bent Ali c. Sliman Lamrani)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Vu le jugement du 21 février 1894, le jugement définitif du 18 mai 1894, la requête civile du 28 septembre 1894 ; — Attendu que le moyen invoqué consiste à dire que le tribunal a statué en appel sur une demande nouvelle, non déférée au juge du premier degré ;

Attendu qu'il est de jurisprudence que l'art. 480 C. pr. civ. n'est pas applicable en l'espèce dans toutes ses dispositions ; que la coutume kabyle limite à sept le nombre des cas dans lesquels une requête civile doit être admise, en matière kabyle : 1° lorsqu'on a découvert des actes dont on ignorait l'existence lors du jugement ; 2° lorsque, depuis la même époque, il s'est révélé des témoignages décisifs ; 3° lorsqu'il est démontré que des témoins produits dans une enquête avaient dissimulé leur qualité de parents ou associés ; 4° lorsqu'il y a preuve de faux témoignage ; 5° lorsqu'il apparaît que le juge ou l'un des témoins a cédé à la corruption ; 6° lorsque la partie qui a succombé, sur son aveu, était en état de démence ; 7° lorsque le plaideur qui a obtenu gain de cause avoue un fait qui aurait assuré le triomphe de son adversaire ; — Attendu que la requête présentée ne s'appuie sur aucun des cas ; qu'il y a lieu, dès lors, de la rejeter ;

Par ces motifs : — Rejette la requête civile.

M. GENTY, *prés.* — Mes GALLE et LANON, *av.*

(1) V. Alger, 10 févr. 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 93) et la note.

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

28 janvier 1895

—

Interdiction, Tunisie, ordonnance du bey, validité, publicité, loi musulmane, fin de l'interdiction, causes, mort du tuteur.

—

Est valable et opposable aux tiers, quelle que soit leur nationalité, l'ordonnance du bey qui prononce l'interdiction d'un sujet tunisien, le bey exerçant sur tous ses sujets le pouvoir judiciaire, et le cadi, quand il statue, n'agissant lui-même que comme délégué du souverain de son pays ;

La législation tunisienne ne contient pas de dispositions analogues à celles de l'art. 501 C. civ., et n'impose pas la publication des jugements d'interdiction ;

Si quelques indigènes annoncent dans les journaux l'interdiction de leurs parents, c'est à titre de simple précaution et uniquement pour éviter d'être exposés eux-mêmes à un recours quelconque de la part des personnes qui traiteraient avec l'interdit; mais une semblable publicité n'est exigée par aucun texte, ni par aucun usage ayant force de loi ;

En conséquence, la sentence d'interdiction est régulière et opposable aux tiers, même si elle n'a été l'objet d'aucune publication ;

L'interdit tunisien ne recouvre pas le libre exercice de ses droits par le seul fait de la mort du tuteur qui lui a été désigné ;

En droit musulman comme en droit français, l'interdiction ne cesse qu'avec les causes qui l'ont déterminée, et l'interdit n'est relevé de son incapacité que par une décision spéciale émanant de l'autorité compétente ;

D'ailleurs, en principe, le cadi est le tuteur de droit de l'interdit, et celui qui en exerce les fonctions à sa place n'agit que comme son délégué et sous sa surveillance.

(Sitbon Berkaïk c. Mohamed Chaouch ben Saad ben Abid)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Hassouna ben Hassen Khoudja justifie que Mohamed Chaouch ben Saad ben Abid a été

interdit par une ordonnance de son altesse le bey de Tunis, en date du 2 ramadan 1299 (23 juillet 1882); que cette ordonnance est assurément valable et opposable aux tiers, quelle que soit leur nationalité; — Attendu, en effet, qu'elle se borne à régler l'état et la capacité de Mohamed Chaouch ben Saad; que, d'autre part, elle a été compétemment rendue, puisque Mohamed Chaouch est sujet tunisien; — Que le bey exerce sur tous ses sujets le pouvoir judiciaire; qu'il pouvait, en conséquence, prononcer lui-même l'interdiction contenue dans l'ordonnance précitée, au lieu de laisser rendre un jugement par le cadi, qui n'aurait agi dans cette circonstance que comme délégué du souverain de son pays; — Attendu que Sitbon Berkaïk ne conteste pas d'ailleurs la légalité de l'ordonnance invoquée par ses adversaires; qu'il soutient seulement qu'elle ne peut produire aucun effet à son égard parce qu'elle n'a pas été publiée régulièrement; — Mais attendu que, prononcée dans le pays de l'incapable et par une autorité compétente indigène, l'interdiction de Mohamed Chaouch ne pouvait être soumise à d'autres formalités que celles qui sont prescrites en pareil cas par la législation musulmane; que cette législation ne contient pas de dipositions analogues à celles de l'art. 501 C. civ. français et n'impose pas la publication des jugements d'interdiction; — Que si quelques indigènes annoncent dans les journaux l'interdiction de leurs parents, c'est à titre de simple précaution et uniquement pour éviter d'être exposés eux-mêmes à un recours quelconque de la part des personnes qui traiteraient avec l'interdit; — Mais qu'une semblable publicité n'est exigée par aucun texte, ni par aucun usage ayant acquis force de loi; — Que l'on pouvait se demander, sans doute, s'il ne conviendrait pas de remédier aux inconvénients que peut avoir cette situation, en permettant aux créanciers de se prévaloir de leur bonne foi pour faire maintenir les obligations contractées à leur égard par l'incapable; mais que cette question ne saurait se poser dans l'instance actuelle, car il sera exposé dans les considérants qui vont suivre que la bonne foi de Berkaïk n'est nullement établie; — Attendu, au surplus, que tout en prononçant l'interdiction de Mohamed Chaouch, son altesse le bey a ordonné au cadi malékite de le faire savoir à tous les notaires de Tunis, et que cette prescription a été sûrement exécutée;

Attendu que Berkaïk ajoute que Othman ben Mahmoud, premier tuteur de Mohamed Chaouch, a rendu ses comptes de tutelle le 29 octobre 1891, est mort peu de temps après, et n'a été remplacé que le 17 mars 1894; — Attendu que Berkaïk croit pouvoir soutenir que, dans l'intervalle écoulé entre la

reddition des comptes dont il vient d'être parlé et la nomination d'un nouvel administrateur, Mohamed ben Chaouch avait recouvré le libre exercice de ses droits ; — Mais attendu qu'en droit musulman, comme en droit français, l'interdiction ne cesse qu'avec les causes qui l'ont déterminée, et que l'interdit ne peut être relevé de son incapacité que par une décision spéciale émanant de l'autorité compétente; qu'aucune décision de ce genre n'est intervenue dans la présente affaire; — Que, d'ailleurs, le cadi malékite est, en principe, le véritable tuteur de Mohamed Chaouch; que ce magistrat peut, sans doute, déléguer tout ou partie de ses fonctions à un tiers qui les exerce sous sa surveillance; mais lorsqu'il use de cette faculté, il ne reste pas moins le seul représentant légal de l'interdit, lequel continue à ne pas pouvoir gérer lui-même ses intérêts;

Attendu que le sieur Mohamed Chaouch ben Saad était donc sûrement en état d'interdiction régulière à l'époque où ont été rendus les deux jugements frappés d'appel; que, par conséquent, toute la procédure suivie contre lui est nulle, et que lesdits jugements doivent être infirmés comme ayant été prononcés contre un incapable, etc.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.* — Mes ABÉASIS et GAUDIANI, *av.*

COUR MIXTE D'ALEXANDRIE (2e Ch.)

24 janvier 1895

Échange, droit musulman, bien wakf, effets.

Il est de principe, en droit musulman, que tout bien donné en échange ou en remplacement d'un autre bien déjà wakf, devient wakf, et par conséquent inaliénable, par le seul fait de l'échange ou de la substitution, sans que la passation d'un acte en forme de hogget légal soit requise pour lui conférer ce caractère.

(Coronel c. Dame Nabia Hanem)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'appel des hoirs Youssef Yacoub, relevé du

chef du jugement attaqué, par lequel six cents feddans de terrain donnés par le gouvernement à Nabia Hanem ont été déclarés wakfs ; — Attendu que, suivant décision du conseil des ministres du 28 novembre 1886, les six cents feddans dont s'agit ont été donnés à Nabia Hanem en remplacement de ce qui manquait des mille feddans à elle précédemment donnés dans la Haute Égypte, des terrains qui avaient été pris par l'administration des chemins de fer, et d'une maison sise à Nasrieh ; — Que, par un ordre du 4 février 1889, envoyé par le conseil des ministres au ministère des finances, il a encore été décidé que les terrains remis et à remettre à la dame Nabia Hanem doivent être constitués en wakf, comme la propriété originaire en échange de laquelle ces terrains ont été donnés ;

Attendu qu'il est constant que les mille feddans de la Haute Égypte ont été donnés en remplacement du palais Bab-el-Kharh, au Caire, connu sous le nom de palais Mansour Pacha ; — Que ce palais avait été régulièrement constitué en wakf par feu Hassan Pacha el Tawil, père de Nabia Hanem, par wakfieh du 24 zilheggé 1279, numéro 137 ; — Qu'il est de principe, en droit musulman, que tout bien donné en échange ou en remplacement d'un autre bien déjà wakf devient wakf et, par conséquent, inaliénable par le seul fait de l'échange ou de la substitution, sans que la passation d'un acte en forme de hogget légal soit requise afin de produire cet effet ; — Que, dès lors, les mille feddans dont s'agit ayant revêtu la nature de bien wakf qu'avait eue le palais précité, tout ce qui a été donné afin de compléter ces mêmes feddans participe également de leur qualité de wakfs ;

Par ces motifs : — Infirme en partie le jugement déféré, le confirme pour le surplus, etc.

M. De KORIZMICS, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

6 avril 1895

Phylloxéra, Tunisie, fruits et légumes frais, végétaux à l'état vivant, débris de la vigne, importation, interdiction, décrets des 29 janvier 1892 et 11 juillet 1894, interprétation. — Frais et dépens, Tunisie, matière administrative, défenseur, appel.

Les art. 1 et 2 du décret beylical du 29 janvier 1892 défen-

dent d'importer en Tunisie, non seulement tous les organes et débris de la vigne, dans quelque état qu'ils se trouvent, mais encore les fruits et légumes frais, les plants d'arbres et enfin les végétaux de toute nature à l'état vivant ;

Cette dernière expression comprend tout végétal qui n'a pas encore complètement perdu sa sève et qui conserve des propriétés suffisantes pour servir d'aliment et de véhicule au phylloxéra ; c'est à tort qu'on prétendait qu'il ne s'applique pas aux feuilles détachées de l'arbre ou à l'herbe détachée du sol et qu'il désigne seulement les végétaux susceptibles de se reproduire ;

Le décret beylical du 11 juillet 1894, qui a levé l'interdiction d'importer des fruits en Tunisie, doit s'interpréter restrictivement, et ne peut être considéré comme ayant autorisé l'introduction, même comme emballage, des feuilles et herbes vertes.

Aux termes de l'art. 2 du décret du 17 novembre 1888, le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire dans les litiges administratifs ;

L'art. 5 du même décret dispose que les décisions rendues en matière administrative sont toujours susceptibles d'appel.

(Sangès et Maniscalco c. Administration des douanes)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, dans le courant du mois d'août 1894, les sieurs Sangès et Maniscalco ont fait venir de Palerme à Tunis une certaine quantité de prunes et de poires ; — Attendu que l'administration des Douanes tunisiennes s'est opposée à l'introduction de ces fruits, parce qu'ils étaient emballés avec des feuilles de vigne et des feuilles d'arbre encore vertes ; — Attendu que les sieurs Sangès et Maniscalco ont refusé de réexporter cette marchandise, et que les agents de l'administration ont procédé à sa destruction ; — Attendu que les sieurs Sangès et Maniscalco soutiennent que ces mesures étaient contraires à la loi ; — Attendu qu'ils ont assigné en conséquence le gouvernement tunisien pour le faire condamner à leur payer une somme de 1213 francs 70 centimes représentant la valeur de la marchandise détruite et une somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que les actes administratifs dont s'agit ont été accomplis en vertu du décret beylical du 29 janvier 1892, qui est revêtu du visa de M. le résident général et qui a en Tunisie force de loi pour tous les habitants de ce territoire ; — Attendu que ce décret a eu pour but de protéger contre un péril redoutable la viticulture tunisienne, c'est-à-dire une industrie créée avec beaucoup d'efforts, et qui constitue l'une des principales richesses agricoles de ce pays ; — Attendu que cette circonstance explique et justifie la rigueur de ses dispositions et qu'il importe d'en assurer la complète exécution ; — Attendu que, dans ses art. 1 et 2, ce décret défend d'importer en Tunisie non seulement tous les organes et tous les débris de la vigne dans quelque état qu'ils se trouvent, mais encore les fruits et légumes frais, les plants d'arbres et enfin les végétaux de toute nature à l'état vivant ;

Attendu que les sieurs Sangès et Maniscalco soutiennent que cette dernière expression ne s'applique pas aux feuilles détachées de l'arbre ou à l'herbe arrachée du sol, et qu'elle désigne seulement les végétaux qui ont la faculté de se reproduire ; — Mais attendu que cette interprétation est arbitraire et fausse, et qu'elle est contraire à l'esprit et au texte même de la loi ; — Attendu qu'en raison du but qu'a voulu atteindre le législateur, il est évident que, dans le décret du 29 janvier 1892, l'expression de végétaux à l'état vivant comprend tout végétal qui n'a pas complètement perdu son suc nourricier et qui conserve des propriétés suffisantes pour servir d'aliment et de véhicule à l'insecte dont on craint l'invasion ; — Attendu que les feuilles et les herbes vertes présentent précisément ce danger ; — Attendu que dans la pratique on a toujours admis que la prohibition édictée par ce décret était applicable à ces produits ; — Attendu que, du reste, les feuilles et les herbes sont certainement des végétaux ; — Attendu que ces végétaux ne perdent pas la vie aussitôt après avoir été enlevés de l'arbre ou du sol qui les porte, et qu'ils ne reçoivent le nom de feuille ou d'herbe morte qu'après s'être jaunis et desséchés ;

Attendu, il est vrai, qu'un décret beylical du 11 juillet 1894, revêtu également du visa de M. le résident général, a levé l'interdiction d'importer des fruits en Tunisie ; — Attendu que ce décret déroge à des mesures générales qui avaient été antérieurement prises dans un intérêt d'ordre public ; — Attendu qu'il doit donc s'interpréter restrictivement ; — Attendu que, dans son art. 2, il maintient expressément, sauf en ce qui concerne les fruits, toutes les dispositions prohibitives contenues dans le décret du 29 janvier 1892 ; — Attendu qu'il est

possible et facile d'expédier des fruits sans les emballer avec des feuilles ou des herbes vertes ; — Attendu que l'introduction de ces derniers produits reste donc interdite dans la Régence ; — Attendu qu'un avis publié le 17 juillet 1894 dans le *Journal officiel tunisien* rappelle sans doute aux intéressés qu'on peut importer en Tunisie tous les végétaux à l'état vivant, sauf la vigne ; — Mais attendu que cet avis a soin d'ajouter que l'on devra pour cette importation se conformer aux art. 5 et 6 du décret du 29 janvier 1892, dont il reproduit le texte ; — Attendu que ces articles subordonnent l'introduction de ces produits à plusieurs conditions très précises et très minutieuses et notamment à l'autorisation du Gouvernement ;

Attendu que l'instance est relative à une matière administrative ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du décret du 17 novembre 1888, le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire dans les litiges de cette nature ; — Attendu que l'art. 5 de ce même décret dispose que les décisions rendues en cette matière sont toujours susceptibles d'appel ;

Par ces motifs : — Déclare les sieurs Sangès et Maniscalco mal fondés dans leurs demandes, fins et conclusions ; — Les en déboute et les condamne aux dépens, sans distraction.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes PIETRI et GUEYDAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

22 juillet 1895

Dot, femme musulmane, célébration du mariage, répudiation antérieure.

La femme musulmane a droit à la moitié de la dot constituée, lorsqu'elle a été répudiée avant la célébration du mariage.

(Ahmed ben Abdelkader c. Salah ben Sidi Aïssa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Ahmed ben Abdelkader a assi-

gné par-devant M. le juge de paix du canton Nord de Tunis le sieur Salah ben Sidi Aïssa en paiement d'une somme de 327 fr. 60 c., composée de la façon suivante :

1° 72 fr. 60 c. montant de divers objets mobiliers à lui vendus . . . . . 72 fr. 60

2° 115 fr. déposés entre ses mains pour le compte du demandeur. . . . . 115 »

3° 140 fr. argent prêté . . . . . 140 »

327 fr. 60

Attendu que le défendeur reconnut avoir reçu une somme de 115 fr. à titre de dot pour le mariage projeté entre sa fille et Ahmed ben Abdelkader ; — Qu'il prétendit que ce dernier, refusant de se marier, n'a plus le droit de réclamer ladite somme ; — Que reconventionnellement le défendeur demande 1,000 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu, en outre, que le demandeur ayant déféré à son adversaire le serment, celui-ci jura n'avoir point reçu les 140 fr. à lui réclamés par l'assignation ; — Attendu qu'en cet état, le demandeur ne justifiant pas de ses prétentions en ce qui concerne le mobilier, M. le juge de paix du canton Nord a condamné Salah ben Sidi Aïssa à restituer à Ahmed ben Abdelkader la somme de 115 fr., dot d'un mariage non réalisé et par conséquent reçu sans cause (jugement du 1er décembre 1894) ;

Attendu que Salah a interjeté appel de ce jugement ; — Que dans le dernier état de ses conclusions il demande au tribunal de mettre à néant le jugement entrepris et de condamner Ahmed en 1 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu d'autre part qu'Ahmed demande au tribunal de débouter l'appelant de toutes ses fins et conclusions, de confirmer le jugement entrepris et de lui allouer en outre 72 fr. 60 c. pour objets mobiliers ;

Attendu que le tribunal en cet état a ordonné la comparution des parties ; — Que Salah a de nouveau reconnu à l'audience du 15 juillet avoir reçu de l'intimé à titre de dot la somme de 115 fr. ; — Qu'il a de plus reconnu avoir reçu d'Ahmed un certain nombre d'effets mobiliers devant constituer le mobilier du futur ménage, lesdits effets d'une valeur de 30 fr. ; — Mais que d'autre part Salah émet la prétention de retenir à titre d'indemnité cette dot de 145 fr., le mariage ayant été manqué par la faute d'Ahmed ; — Que l'appelant a en outre déclaré être prêt encore aujourd'hui à réaliser l'union ; — Qu'Ahmed s'y est refusé en donnant pour unique motif qu'il est actuellement tirailleur au service de la France pour deux ans encore ; — Qu'il paraît par suite établi que c'est par la faute seule de l'intimé qu'il n'a pas été donné suite au projet

de mariage susénoncé ; — Que le fait par Ahmed de s'être engagé comme tirailleur quand rien ne l'y obligeait et de se refuser encore aujourd'hui à la réalisation du mariage doit être considéré comme une véritable répudiation antérieure à sa célébration ;

Attendu que MM. Sautayra et Cherbonneau, t. 2, p. 83, professent que « la femme a droit à la moitié de la dot constituée, » lorsqu'elle a été répudiée avant la célébration du mariage. » — Attendu par suite qu'il y a lieu de condamner Salah ben Sidi Aïssa à restituer à l'intimé la moitié de la somme de 145 fr. qu'il reconnaît avoir reçue à titre de dot ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme les appels principal et incident ; — Met le jugement entrepris à néant et statuant à nouveau ; — Condamne Salah ben Sidi Aïssa à payer à Ahmed ben Abdelkader 72 fr. 50 c. montant des causes susénoncées avec intérêts de droit à 5 °/° l'an à partir du jour de la demande en justice ; — Déboute Salah de sa demande en un franc de dommages-intérêts, la mauvaise foi de l'intimé n'étant pas établie ; — Déboute les parties du surplus de leurs conclusions ; — Ordonne la restitution des amendes ; — Et attendu que chaque plaidant succombe sur certains chefs, dit que chacun d'eux supportera ses dépens tant de première instance que d'appel.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes BODOY et UZANNAS JORIS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

22 juillet 1895

Prêt sur gage, Tunisie, transactions, liberté absolue.

En matière de prêt sur gage, la liberté la plus complète des transactions existe dans tout le territoire tunisien.

(Société des monts-de-piété de Tunisie c. Francesco Zecchino)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la société des Monts-de-Piété de Tunisie représentée par son directeur le sieur Daninos, prétend qu'elle a seule le droit d'établir à Tunis une maison de

prêt sur gage ; — Attendu que le sieur Francesco Zecchino a ouvert pendant quelque temps à Tunis un établissement de cette nature ; — Attendu qu'elle l'a assigné en conséquence pour le faire condamner à cesser l'exercice de cette industrie et à lui payer une somme de 100,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que par conclusions en date du 15 juillet 1895, elle a réduit cette demande de dommages-intérêts à la somme de 1 franc ; — Attendu que de son côté le sieur Francesco Zecchino a, par ses conclusions dernières, renoncé à une exception d'incompétence qu'il avait soulevée ;

Attendu que la Société demanderesse a été constituée le 30 novembre 1891, par un acte déposé chez Me Yver, notaire à Paris et aux termes duquel le sieur Daninos lui cède l'exploitation des Monts-de-Piété de Tunisie ; — Attendu que cet acte paraît être régulier et qu'il n'est pas prouvé qu'une décision judiciaire en ait prononcé l'annulation ; — Attendu que le conseil d'administration de la société a nommé le sieur Daninos aux fonctions de directeur et qu'il l'a autorisé à engager l'instance actuelle ; — Attendu que ces délibérations ont été prises en vertu des pouvoirs conférés à ce conseil par les statuts sociaux ; — Attendu que les fins de non-recevoir opposées par le défendeur doivent donc être rejetées ;

Attendu, au fond, que la société demanderesse se prévaut de deux décrets qui ont été rendus par le bey Mohammed Essadok, l'un le 13 août 1879, et l'autre le 15 juin 1881 ; — Attendu que le premier de ces décrets autorise le sieur Daninos à fonder une société anonyme pour établir en Tunisie un Mont-de-Piété, c'est-à-dire une banque destinée à consentir des prêts sur gages aux individus nécessiteux ; — Attendu que l'autorisation du Bey était nécessaire pour cette création ; — Attendu en effet, que conformément à la règle rappelée dans l'art. 18 du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 et dans l'art. 16 du traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, aucune société anonyme ne pouvait se constituer dans la Régence sans l'autorisation du gouvernement local ; — Mais attendu que le décret du 13 août 1879 dispose formellement dans son art. 12 que cette autorisation ne confère aucun monopole soit au sieur Daninos soit à la société formée par lui, et que la liberté la plus complète des transactions est maintenue dans tout le territoire tunisien en matière de prêt sur gage ; — Attendu que ce décret ne saurait donc servir de base à la demande qui est soumise à l'examen du tribunal ;

Attendu que par le décret du 15 juin 1881, le Bey s'engage à ne donner à aucune autre personne l'autorisation d'établir une institution semblable à celle qui avait fait l'objet de la

concession accordée au sieur Daninos ; — Mais attendu que la société demanderesse ne produit ni le texte original ni une copie authentique de ce décret ; — Attendu en outre, qu'il résulte de ses termes mêmes qu'il n'a pas le sens qu'elle voudrait lui attribuer ; — Attendu qu'il enlève seulement au gouvernement la faculté d'autoriser la constitution d'une société anonyme qui aurait fait concurrence au sieur Daninos en ouvrant un établissement de prêt sur gage semblable au sien ; — Mais attendu qu'il ne retire nullement aux particuliers, relativement à cette industrie, les droits qui leur avaient été conservés par le décret précédent et qui s'exerçaient en dehors de toute intervention de l'État ; — Attendu que loin d'innover sur ce point, il décide formellement dans son dernier paragraphe, que toutes les lois et coutumes appliquées aux transactions de cette nature resteront en vigueur ; — Attendu que ces lois et ces coutumes admettaient en cette matière, au profit des particuliers, la liberté des conventions ; que cette liberté a donc continué à pouvoir s'exercer ;

Attendu que le sieur Francesco Zecchino n'a formé aucune société anonyme et que l'établissement qu'il a créé était exploité pour son compte personnel ; — Attendu que le monopole invoqué dans ces conditions par la société demanderesse présente un caractère particulièrement exorbitant ; — Attendu en effet, qu'il mettrait fin en Tunisie à un commerce qui était pratiqué depuis un temps immémorial, et qu'il supprimerait sans indemnité pour un grand nombre de personnes une profession qui leur fournissait les moyens de vivre ; — Attendu qu'il entraînerait ainsi la ruine de plusieurs familles et qu'il pourrait apporter dans le pays le trouble le plus profond ; — Attendu qu'il est difficile d'admettre que le Bey Mohammed Essadok ait voulu prendre dans l'intérêt du sieur Daninos une mesure aussi contraire au bien public ; — Attendu que dans tous les cas, un texte formel serait nécessaire pour établir un monopole de cette nature, et que la liberté du commerce et de l'industrie doit toujours être présumée en cas de doute ; — Attendu que non seulement les textes produits par la société demanderesse ne consacrent pas ce monopole, mais qu'ils condamnent ses prétentions ;

Attendu, d'autre part, que, même en lui donnant le sens restreint qui vient d'être indiqué, le décret du 15 juin 1881 est dépourvu de toute valeur légale ; — Attendu d'abord que le décret du 13 août 1879 a été inséré dans le *Journal officiel tunisien*, tandis que celui du 15 juin 1881 n'a pas été régulièrement publié et n'a fait l'objet d'aucune promulgation ; — Attendu dès lors que ce dernier décret ne peut pas être mis

à exécution, que les particuliers ont le droit d'en ignorer l'existence et qu'il doit être considéré par les tribunaux comme inexistant : V. dans ce sens, Cass. 16 juil. 1894 (*Journal du droit international privé* 1894, 1023) ; — Attendu ensuite, que postérieurement à l'établissement du protectorat et à l'installation de la justice française en Tunisie, un arrêté de M. le ministre Résident en date du 15 décembre 1884, a approuvé au nom du gouvernement de la République tous les anciens décrets beylicaux dont l'exécution pouvait être poursuivie devant les tribunaux français à l'encontre des justiciables de ces tribunaux ; — Attendu que cette formalité n'a pas été remplie pour le décret dont il s'agit ; qu'il ne saurait donc motiver devant le tribunal une action dirigée contre le sieur Francesco Zecchino, sujet italien ; — Attendu enfin que ce décret est postérieur au traité du 12 mai 1881, qui a placé la régence de Tunis sous le protectorat de la France et qu'il n'a pas obtenu l'assentiment de la nation protectrice ;

Attendu il est vrai, que ce protectorat n'a été établi d'abord que pour les relations extérieures et la politique générale du pays et qu'il a été étendu plus tard aux détails de l'administration intérieure par un second traité qui a été conclu le 8 juin 1883 ; — Attendu que c'est en vertu de ce dernier traité qu'un décret du président de la République française en date du 10 novembre 1884 a délégué le Ministre résident à l'effet d'approuver au nom du gouvernement français la promulgation et la mise à exécution dans la régence de Tunis de tous les décrets rendus par le Bey ; — Attendu que c'est ce même traité qui a permis à la France d'obtenir des autres nations européennes la renonciation aux pouvoirs judiciaires qu'elles exerçaient autrefois en Tunisie, d'étendre ainsi la compétence de ses propres tribunaux, de garantir le remboursement de la dette tunisienne, de supprimer la commission financière qui tenait en tutelle l'administration du pays, de prendre elle-même en mains cette tutelle et d'accomplir toutes les réformes et tous les progrès qu'elle a réalisés dans la régence ; — Mais attendu que les principes consacrés par le traité du 8 juin 1883 se trouvaient déjà en germe dans celui du 12 mai 1881, dans lequel le Bey de Tunis s'engageait expressément à ne prendre aucune mesure pouvant entraîner des conséquences internationales sans s'être entendu avec le gouvernement français ; — Attendu qu'il promettait aussi formellement de procéder d'un commun accord avec ce gouvernement à l'organisation financière de la régence ; — Attendu enfin qu'en acceptant le protectorat de la France, il s'obligeait implicitement à consulter la nation protectrice pour tous les actes qui

pouvaient avoir une portée politique générale; — Attendu qu'il a été exposé ci-dessus que le décret du 15 juin 1881, tout en laissant aux particuliers le droit d'ouvrir des maisons de prêt sur gage, conférait au sieur Daninos un privilège à l'effet de fonder une société anonyme destinée à exploiter en Tunisie un Mont-de-Piété ; — Mais attendu que même en limitant ainsi ce privilège, ce décret était très préjudiciable pour les finances publiques ; — Attendu qu'il procurait en effet, au concessionnaire, un bénéfice considérable sans qu'aucun profit fût stipulé en retour pour l'État ; — Attendu d'autre part que ce décret intéressait gravement la politique générale du pays en dépouillant le gouvernement tunisien de l'exercice d'un droit régalien et en lui retirant la faculté d'autoriser à l'avenir la fondation de sociétés anonymes nouvelles qui auraient pu ouvrir des Monts-de-Piété dans des conditions beaucoup plus avantageuses pour l'État et pour les particuliers ; — Attendu enfin qu'il pouvait avoir des conséquences économiques désastreuses pour la population soumise au protectorat de la France, en restreignant dans cette matière la libre concurrence et en supprimant ainsi le moyen le plus efficace d'amener une réduction du taux de l'intérêt ;

Attendu qu'en réalité il perpétuait le fléau de l'usure auquel il prétendait porter remède, qu'il créait un privilège contraire à l'intérêt général et qu'il attribuait ce privilège à une société dont le fonctionnement ne répondait nullement à la véritable destination d'un Mont-de-Piété, et qui n'avait que le nom de commun avec les institutions françaises du même genre ; — Attendu, en effet, que les Monts-de-Piété sont en France des institutions de bienfaisance établies au profit des pauvres ; que les bénéfices qui peuvent résulter de leur fonctionnement sont attribués aux hospices et que la loi interdit de les faire exploiter par une association d'actionnaires ayant droit à une part quelconque des produits ; — Attendu que, contrairement aux principes qui régissent cette matière, le décret du 15 juin 1881 détourne cette institution de son but charitable, qu'il la transforme en une affaire de spéculaton dont les profits sont concédés à un particulier, et qu'enfin il enlève à l'administration le droit de l'obliger, tout au moins par la création de sociétés rivales, à réduire l'intérêt de ses prêts ; — Attendu qu'une semblable mesure ne pouvait pas être tolérée par la France en Tunisie depuis l'établissement de son protectorat, et que dans tous les cas elle faisait partie de celles qui, d'après les termes et l'esprit du traité du 12 mai 1881, ne pouvaient pas être prises valablement sans le consentement du gouvernement français ; — Attendu que loin de donner son consen-

tement à ce décret, ce gouvernement a protesté contre cet acte ; — Attendu sans doute, que le sieur Daninos a déposé aux archives du consulat de France à Tunis une traduction de ce décret et qu'il s'est fait délivrer une copie légalisée de cette pièce ; — Mais attendu que les chanceliers des consulats remplissent en Tunisie les fonctions de notaire et qu'un acte quelconque peut faire l'objet d'un semblable dépôt ; — Attendu que cette formalité n'a donc aucune portée et aucune signification et qu'elle ne saurait donner au décret dont il s'agit la valeur légale qui lui manque ;

Attendu que la société demanderesse savait parfaitement que ses prétentions étaient formellement contestées par le gouvernement du protectorat ; — Attendu qu'elle aurait donc dû introduire d'abord une instance contre l'État pour faire reconnaître l'existence de son monopole avant de se retourner contre les particuliers ; — Attendu qu'elle a mieux aimé suivre cette dernière voie, parce qu'elle pensait que le sieur Francesco Zecchino ne se trouverait pas en mesure de se défendre et qu'elle pourrait ainsi créer en sa faveur un précédent dont elle se prévaudrait contre l'État ; — Attendu que dans ces conditions elle ne saurait être considérée comme étant de bonne foi ; que ce procès présente de sa part un caractère téméraire et vexatoire, et qu'en troublant le défendeur dans l'exercice de son commerce, elle a causé au sieur Francesco Zecchino un préjudice dont elle lui doit réparation ; — Attendu toutefois que la somme réclamée par le sieur Francesco Zecchino est exagérée et que le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à 100 francs le chiffre de ce préjudice ;

Par ces motifs : Donne acte au sieur Francesco Zecchino de ce qu'il retire son exception d'incompétence et de ce qu'il accepte d'être jugé par le tribunal ; — Donne acte à la société des Monts-de-Piété de Tunisie de ce qu'elle réduit à 1 fr. sa demande de dommages-intérêts ; — Dit que la société des Monts-de-Piété de Tunisie a qualité pour agir en justice ; — Dit au fond qu'elle ne jouit d'aucun monopole ; — La déboute en conséquence de toutes ses demandes, fins et conclusions ; — La condamne à payer au sieur Francesco Zecchino une somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts pour procès vexatoire ; — Déboute pour le surplus le défendeur de sa demande reconventionnelle ; — Condamne la société des Monts-de-Piété de Tunisie aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes BODOY et UZANNAS JORIS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

7 mars 1895

—

Courses de chevaux, Algérie, arrêté du 31 août 1851, société d'encouragement, règlement, nature.

—

L'arrêté du 31 août 1851 sur les courses de chevaux en Algérie est tombé en désuétude;

La clause contenue dans le règlement d'une société de courses, portant l'engagement de soumettre d'avance à des arbitres toutes les difficultés à naître entre les parties, est nulle comme ne précisant, ni l'objet du litige, ni le nom des arbitres (C. pr. civ., art. 1006). (1)

(De Valdan c. Schott)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel interjeté par de Valdan est régulier en la forme;

Sur la fin de non-recevoir soulevée par l'appelant, et tendant à faire admettre que la commission des courses d'Aïn-Témouchent, constituée en tribunal arbitral, aurait statué en dernier ressort et sans recours possible devant une autre juridiction : — Attendu qu'en écartant de ce chef de contestation l'application de l'art. 9 de l'arrêté ministériel du 31 août 1851, arrêté aujourd'hui tombé en désuétude, et en s'en référant uniquement à celle de l'art. 53 des statuts et règlements de la commission hippique d'Aïn-Témouchent, le jugement déféré est sainement apprécié; — Attendu qu'également ce jugement a fait des circonstances de la cause et des dispositions de l'art. 1006 C. pr. civ. une application exacte, en décidant que la clause compromissoire invoquée par de Valdan était nulle, comme ne précisant pas ni l'objet du litige, ni le nom des arbitres; — Attendu, au surplus, qu'aucun texte de la prétendue sentence arbitrale n'ayant été rédigé ou produit, et cette sentence étant, dès lors, dépourvue d'existence légale, il est résulté de cette omission une nullité substantielle, suffi-

(1) V. le jugement du trib. d'Oran du 4 juin 1894, dont est appel (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 480), et la note.

sante à elle seule pour faire écarter la fin de non-recevoir proposée par De Valdan; — Attendu, enfin, que, même dans l'hypothèse où le tribunal arbitral aurait été régulièrement constitué et aurait, en la forme, régulièrement procédé, encore faudrait-il que la contestation qu'il a jugée eût été de celles que l'art. 53 des statuts et règlements de la société d'Aïn-Témouchent a réservées à la commission des courses et à son président; — Attendu, en effet, qu'en précisant que cette commission juge séance tenante et sans appel les réclamations et les contestations auxquelles les courses peuvent donner lieu, il est manifeste que l'article susvisé a entendu restreindre la juridiction exceptionnelle qu'il constitue aux incidents divers qui peuvent éventuellement se produire sur le champ de courses au moment même des courses et naître, enfin, des courses elles-mêmes; — Attendu qu'ainsi se trouveraient exclues les contestations qui ne surviennent que lorsque les courses sont achevées, et qui ne présentent pas d'ailleurs ce caractère absolument technique qui rend utile l'intervention de juges spéciaux, et notamment celles qui, comme dans l'espèce, ne résident en réalité que dans l'interprétation d'un texte ou de celle d'un contrat; — Attendu que, par ces divers motifs, la compétence des tribunaux de droit commun devait et doit être retenue;

Au fond : — Attendu qu'il est certain que *Professor*, le cheval de Schott, est arrivé premier aux courses des 30 et 31 octobre 1894; — Attendu que *Professor* avait été régulièrement engagé le 29 octobre précédent par son propriétaire, qui avait payé la somme exigée par l'engagement; — Attendu qu'en cet état, Schott avait de sa part satisfait à toutes les clauses du contrat commutatif qui s'est, le 29 octobre 1894, formé entre lui et la commission des courses d'Aïn-Témouchent, satisfait, en conséquence, à toutes les clauses de la demande qu'il a portée devant le tribunal d'Oran et qu'il soutient aujourd'hui en appel; — Attendu que c'était pour De Valdan ou la commission des courses d'Aïn-Témouchent une obligation corrélative de délivrer les prix au gagnant ou de justifier sans délai les motifs de disqualification qui pouvaient les déterminer à retenir ces prix; — Attendu, il est vrai, que dans les conclusions signifiées en première instance par Schott, le 30 janvier 1894, se trouve inscrite cette affirmation, que *Professor* aurait, en effet, gagné antérieurement plus de 20,000 fr. de prix; — Mais attendu d'abord que le jugement déféré constate que cette affirmation n'est due qu'à une erreur reconnue par les parties; que, quoi qu'il en soit, Schott conteste formellement en cause d'appel que son cheval ait effec-

tivement gagné aux courses antérieures plus de 20,000 fr.; — Qu'une preuve négative ne saurait lui être imposée, et que c'est, au contraire, aux intimés à produire une justification qu'ils devaient avoir en mains, lorsqu'ils ont refusé à Schott la délivrance des prix qui lui étaient acquis; — Attendu que cette justification, non seulement ils ne la font pas, mais que même, mis en demeure par les déclarations formelles de Schott, ils n'en offrent pas la preuve; — Attendu, au surplus, ainsi d'ailleurs que l'ont déclaré les premiers juges, qu'il n'est pas exact que la circonstance que le cheval de Schott eût gagné antérieurement plus de 20,000 fr., ait pu être péremptoirement une cause de disqualification; que ce n'était là, au contraire, qu'une cause facultative dont la commission pouvait certainement user et dont finalement elle ne s'est pas prévalue, puisqu'elle a laissé Schott engager son cheval, et ce cheval courir; — Attendu, en effet, qu'il n'est pas contesté par De Valdan que la société hippique d'Aïn-Témouchent est, comme presque toutes les autres sociétés de la province d'Oran, affiliée à la société d'encouragement pour l'amélioration de la race des chevaux barbes et arabes en Algérie, et qu'à ce titre elle s'est imposé l'obligation de se soumettre aux réglementations diverses insérées dans un code des courses publié par cette société; — Attendu que chaque mois est publié, par la société d'encouragement, un bulletin contenant soit les règlements nouveaux, soit les modifications apportées aux règlements anciens; — Attendu que le bulletin du 1er avril 1893 contient une modification de l'art. 24 ancien du code des courses, modification ainsi conçue : « La clause établissant » que les chevaux gagnants d'une somme de 20,000 fr. devaient » être exclus est remplacée par celle-ci : « Les sociétés » auront la faculté d'exclure les gagnants d'une somme de » 20,000 fr. » — Attendu qu'en s'en référant dans son programme des 29 et 30 octobre 1894, au paragraphe « conditions générales » aux clauses et conditions contenues dans le code des courses, de l'art. 7 à l'art. 74, et en précisant que ces clauses et conditions seront rigoureusement appliquées, la société hippique d'Aïn-Témouchent a manifestement fait allusion au code des courses tel qu'il existait à cette époque, c'est-à-dire avec les modifications que ce code avait régulièrement subies, et que le bulletin mensuel avait d'ailleurs portées à la connaissance des intéressés; — Attendu que les intimés ont vainement contesté cette interprétation, la seule qui soit conforme aux principes ordinaires en de telles matières, la seule qui ne puisse faire équivoque;

Sur l'exception d'irrecevabilité proposée par Barret : —

Attendu que la demande en garantie formée par De Valdan contre Barret tendait à la restitution d'un prix de 800 fr. que la commission des courses avait décerné à Barret, que celui-ci avait encaissé, ce qui pourtant n'avait été, à en croire De Valdan, que le résultat d'une erreur; — Attendu que, quelle que soit l'origine de cette erreur, à laquelle Barret n'a eu aucune part, il est certain qu'il n'existait entre sa situation et celle de Schott, qui n'était que son concurrent, aucun lien d'indivisibilité; — Qu'il n'a donc pu être, par des circonstances auxquelles il est resté étranger, déchu du bénéfice qui s'attache au dernier ressort, et exposé à venir défendre en appel un procès dont l'intérêt ne dépassait pas et n'a jamais dépassé la compétence des juges de première instance;

Sur l'appel de la demande en garantie formée par De Valdan contre Girin : — Attendu que si cette demande ne tendait qu'à la restitution d'une somme de 100 fr., il est certain que Girin a élevé au-dessus du premier ressort l'intérêt du litige en concluant reconventionnellement au paiement d'une somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts; que la Cour reste donc saisie d'une contestation qui n'a pas été définitivement jugée en première instance;

Au fond : — Attendu que, ne contestant pas et ne pouvant contester que le prix du ministre de l'agriculture lui a été indûment et par erreur attribué, la prétention de Girin a été, en première instance comme en appel, de retenir les 1,100 fr. représentant ce prix en réparation du préjudice que lui aurait causé l'erreur ou la faute de la commission des courses d'Aïn-Témouchent; — Attendu que c'est à cette prétention que les premiers juges ont fait droit; — Attendu que l'erreur ou la faute sur laquelle ils ont fondé leur décision est manifeste; — Mais attendu que les dommages-intérêts ne sauraient être jamais que la réparation d'un préjudice actuel, certain et directement relatif au fait qui a causé ce préjudice; — Attendu que le jugement déféré a méconnu ces principes élémentaires en faisant entrer dans l'évaluation du préjudice qu'a subi Girin les bénéfices fort problématiques que son cheval aurait pu réaliser dans une course postérieure, s'il n'avait pas été astreint à une surcharge comme ayant gagné le premier prix; — Attendu que non plus ne sauraient être comprises dans cette évaluation, comme se rattachant en rien à la faute de la commission des courses d'Aïn-Témouchent, les libéralités qu'il a plu à Girin de faire à son jockey ou le cinquième du prix qu'il lui a convenu de lui abandonner; qu'il sera fait droit en lui allouant, en bloc et sans autre détermination, une somme de 500 fr. destinée à l'indemniser des ennuis, décon-

venues et dérangements qu'il a soufferts du fait des intimés, comme aussi de la dépréciation qui a pu en résulter pour son cheval;

Par ces motifs et ceux du jugement déféré, en tant qu'ils ne sont pas contraires à ceux qui viennent d'être déduits : — Confirme dans toutes ses dispositions ce jugement du chef de la demande principale; — Dit non recevable l'appel de De Valdan du chef de la demande en garantie formée par celui-ci contre Barret; — Dit, au contraire, recevable en la forme l'appel interjeté sur la demande en garantie formée contre Girin, et statuant au fond à cet égard: — Réduit à 500 fr. l'importance du préjudice souffert par Girin du fait de la commission des courses; l'autorise, en tant que de besoin, à retenir cette somme de 500 fr. sur les 1,100 fr. qu'il a touchés indûment, les 600 fr. restant entre ses mains devant être par lui restitués à De Valdan ou à la commission des courses, et condamne, si besoin est, Girin à cette restitution; — Condamne l'appelant en l'amendé et en tous les dépens, tant de première instance que d'appel.

MM. GEOFFROY, *prés.;* MARSAN, *av. gén.*— Mes GOUTTEBARON et JOUYNE, *av.*

JUSTICE DE PAIX DE TUNIS (Canton nord)

20 avril 1895

Saisie-arrêt, Tunisie, petits traitements, fonctionnaires tunisiens, procédure, loi du 12 janvier 1895 (titre II), receveur général, déclaration affirmative, saisie-arrêt antérieure au 12 janvier 1895.

La procédure de saisie-arrêt, instituée par le titre II de la loi du 12 janvier 1895 pour les salaires et petits traitements, est seule applicable en Tunisie devant la juridiction française;

La quotité saisissable des salaires et traitements payés sur les fonds du gouvernement tunisien est déterminée par le décret beylical du 16 septembre 1892 et non par la loi du 12 janvier 1895;

L'art. 569 C. proc. civ., n'ayant rien de contraire à la loi du 12 janvier 1895, n'a pas été abrogé par elle ;

En conséquence, les receveurs, dépositaires ou administrateurs de fonds publics font valablement la déclaration affirmative de l'art. 9 de cette loi, en délivrant au greffe de la justice de paix, en réponse à la convocation, le certificat de l'art. 569 C. proc. civ. ;

Est nulle la saisie-arrêt faite en conformité de la loi du 12 janvier 1895, lorsqu'il existait sur la même somme une saisie-arrêt antérieure à cette loi.

(Altaras c. Receveur général des finances)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que, conformément à l'art. 9 de la loi du 12 janvier 1895, Jacob Altaras, saisissant, a fait convoquer devant nous le receveur général des finances du gouvernement tunisien, tiers saisi, et le cheikh Mohamed ben Salah, débiteur saisi, pour faire statuer sur la validité de la saisie-arrêt faite par lui, conformément à ladite loi, le 13 mars dernier ; — Attendu que le receveur général soutient : 1° que la procédure instituée par la loi du 12 janvier 1894 n'est pas, en principe, applicable à la saisie-arrêt des traitements et salaires alloués sur les fonds de l'État tunisien ; 2° qu'aux termes de l'art. 569 C. pr. civ., il ne doit point être assigné en déclaration affirmative ; 3° subsidiairement, qu'en l'espèce, la saisie dont s'agit ne pouvait être faite, en raison de l'existence des saisies antérieures ;

Sur le premier point : — Attendu que le receveur général fonde sa prétention sur ce que le titre II de la loi du 12 janvier 1895 ne serait applicable que si le titre Ier l'était lui-même, ce qui ne peut s'admettre, les saisies-arrêts sur les fonds de l'État tunisien étant régies par le décret beylical du 16 septembre 1892 que la loi française n'a pu abroger ; — Attendu qu'en ce qui concerne les saisies-arrêts des salaires et petits traitements, les règles édictées par le Code de procédure ayant été abrogées par la loi nouvelle du 12 janvier 1895, ce sont les nouvelles règles de procédure instituées par cette loi qui sont désormais seules applicables pour lesdites saisies-arrêts, poursuivies depuis sa promulgation devant les tribunaux français ; — Attendu que les règles édictées au titre II de la loi du 12 janvier 1895 sont des règles de procédure appartenant à la classe des formes ordinaires, c'est-à-dire des

règles qui, étrangères au fond de la contestation, sont exclusivement relatives à la marche de l'instance engagée, laquelle devra recevoir solution d'après la loi régissant le fond du procès; qu'elles sont du domaine de la *lex fori* et ne peuvent être déterminées que par elle; qu'elles procèdent, en effet, de la nature même du tribunal saisi, de la compétence que la *lex fori* lui attribue, de son organisation propre; que ce tribunal ne peut se dispenser de suivre les formes établies par le législateur dont il tient son pouvoir de juger; — Attendu qu'en vertu de ce principe général, lesdites règles de compétence et de procédure de la loi française du 12 janvier 1895 doivent être seules observées par la juridiction française, pour les saisies-arrêts sur les salaires et les petits traitements, quelle que soit la nationalité des parties et quel que soit le territoire étranger sur lequel cette juridiction fonctionne, spécialement en Tunisie, où l'établissement de la justice française a eu pour résultat de soumettre la Régence à la souveraineté française, en ce qui concerne le pouvoir judiciaire et en ce qui touche les litiges où des Européens ou protégés sont intéressés; — Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de rejeter de ce chef les conclusions du receveur général;

Sur le deuxième point : — Attendu qu'aux termes de l'art. 569 C. pr. civ., les fonctionnaires publics, administrateurs de caisses ou deniers publics, ne doivent point être assignés en déclaration affirmative, mais doivent seulement délivrer un certificat constatant ce qui est dû à la partie saisie; — Attendu que l'art. 17 de la loi du 12 janvier 1895 n'abroge que les dispositions de loi antérieures qui lui sont contraires; — Attendu que l'art. 569 C. pr. civ. n'a rien de contraire à ladite loi; que la lettre envoyée par le greffier, conformément à l'art. 9, au fonctionnaire public, tiers saisi, n'a d'autre but que de provoquer la délivrance du certificat prévu à l'art. 569 C. pr. civ.; — Attendu, par suite, que le fonctionnaire public, tiers saisi, en délivrant au greffier un certificat constatant ce qui est dû à la partie saisie, accomplit le vœu de la loi et fait ainsi valablement la déclaration affirmative à laquelle il est tenu; — Attendu qu'il y a donc lieu d'admettre comme valant déclaration affirmative l'envoi du certificat relatif aux saisies-arrêts mises sur le traitement du cheikh Mohamed ben Salah;

Sur le troisième point : — Attendu qu'il est établi que Jacob Altaras, créancier saisissant, tient ses droits de Raphaël Silvera, lequel avait formé saisie-arrêt par acte du 19 octobre 1893, et lui avait fait une cession régulièrement signifiée à la date du 8 juin 1894; — Attendu que la saisie-arrêt dont s'agit

en l'instance actuelle, formée le 13 mars 1895 pour les mêmes causes, était inutile; qu'elle n'a pu annuler la saisie précédente, laquelle, ayant été formée antérieurement à la loi de 1895, doit être suivie conformément aux règles du Code de procédure; que la dernière saisie-arrêt ne saurait donc être maintenue;

Par ces motifs : — Annulons la saisie-arrêt dont s'agit.

M. MARTINEAU, *juge de paix.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

22 juillet 1895

—

Impôts, Tunisie, mahsoulats, fermier, caractère, droit de surveillance, limites, décret du 3 octobre 1884.

—

Les fermiers des mahsoulats ne sont dépositaires d'aucune partie de l'autorité publique; ils administrent leur fermage à leurs risques et périls et par leurs propres moyens ;

L'État leur doit aide et assistance pour arriver à la découverte et à la répression des contraventions commises à leur préjudice, mais ils ne peuvent pas se livrer personnellement à des actes d'exécution ayant un caractère de réparation civile ou de réparation pénale;

Ils jouissent seulement d'un droit de surveillance indispensable à leur exploitation et destiné à sauvegarder leurs intérêts; d'après une pratique constante, admise en Tunisie et ayant acquis force de loi, on a reconnu que ce droit de surveillance autorisait les fermiers à placer des gardiens près de la porte d'un commerçant, afin de s'assurer des quantités des marchandises entrant chez le contribuable ou sortant de chez lui; d'après le même usage, on a permis aux fermiers de l'impôt de faire des perquisitions au domicile d'un particulier, à condition d'être assistés par un agent de l'autorité publique dont la désignation a été réglementée par l'art. 89 du décret du 3 octobre 1884; on va même jusqu'à permettre aux fermiers de saisir, préventivement et provisoirement, les marchandises sur lesquelles ils prétendent avoir des droits à exercer;

Mais ces prérogatives, ayant un caractère exceptionnel, doivent être essentiellement limitées dans leur application ; elles ne peuvent pas, notamment, autoriser un fermier à interdire à un négociant l'entrée de son magasin pendant une période qu'il plaît à ce fermier de fixer lui-même ; en procédant à une pareille mesure, le fermier dépasse certainement la limite de ses droits et commet un abus de pouvoir de nature à engager sa responsabilité ;

Le fermier chercherait vainement à se retrancher derrière l'art. 122 du décret du 3 octobre 1884, aux termes duquel les contraventions en matière d'impôts peuvent être prouvées par tous les moyens de droit commun : si le législateur, en effet, a donné aux agents du fisc le plus de facilité possible pour établir l'existence des fraudes dont ils ont à se plaindre, c'est une raison de plus pour que les fermiers s'abstiennent de mesures et de vexations vis-à-vis des contribuables, alors surtout que lesdites mesures ne sont pas indispensables à la sauvegarde de leurs droits.

(Gandous c. Mahmoud El Hassaïri)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, dans le courant du mois de décembre 1894, le sieur Mahmoud ou Mohamed Bey El Hadj Hamouda El Hassaïri a transporté dans son magasin, à Nabeul, une certaine quantité de poivrons qu'il a mis en vente sans avoir payé préalablement la taxe de 25 0/0 établie par le décret beylical du 13 août 1887 ; que ce fait étant venu à la connaissance du sieur Gandous, fermier des mahsoulats de Nabeul et de Beni-Khiar, le sieur Meyer-Mamou, agent dudit fermier, s'est présenté chez le sieur Mahmoud ben El Hadj El Hassaïri pour vérifier le nombre de poivrons introduits dans le domicile de cet indigène et pour obtenir des explications sur la provenance des marchandises en question ; — Attendu que le sieur Mahmoud ben El Hadj a refusé de fournir à l'agent des mahsoulats les renseignements qu'il désirait, et a quitté son magasin après l'avoir fermé avec sa clef ordinaire ; — Attendu que le sieur Meyer a profité de cette circonstance pour cadenasser lui-même la porte du magasin dont il s'agit et pour y placer un gardien chargé d'en interdire l'accès ; — Attendu que le sieur Mahmoud Ben El Hadj soutient que les agissements du sieur Meyer lui ont causé un préju-

dice dont il demande réparation, non seulement à l'auteur direct, mais aussi au sieur Gandous, patron du sieur Meyer; qu'il a cité les deux défendeurs pour les faire condamner conjointement et solidairement à 3,000 fr. de dommages-intérêts;

Attendu que les fermiers des mahsoulats ne sont dépositaires d'aucune partie de l'autorité publique; qu'ils administrent leur fermage à leurs risques et périls, et par leurs propres moyens; que l'État leur doit, sans doute, aide et assistance pour arriver à la découverte et à la répression des contraventions commises à leur préjudice, mais qu'ils ne peuvent pas se livrer personnellement à des actes d'exécution ayant un caractère de réparation civile ou de répression pénale; — Attendu que les fermiers jouissent seulement d'un droit de surveillance indispensable à leur exploitation et destiné à sauvegarder leurs intérêts; que, d'après une pratique constamment admise en Tunisie, et ayant acquis force de loi, on a reconnu que ce droit de surveillance autorisait les fermiers à placer des gardiens près de la porte d'un commerçant, afin de s'assurer des quantités de marchandises entrant chez ce contribuable ou sortant de chez lui; que, d'après le même usage, on a permis aux fermiers de l'impôt de faire des perquisitions au domicile d'un particulier, à condition d'être assistés par un agent de l'autorité publique dont la désignation a été réglementée par l'art. 89 du décret du 3 octobre 1884; — Que l'on va même jusqu'à permettre aux fermiers de saisir, préventivement et provisoirement, les marchandises sur lesquelles ils prétendent avoir des droits à exercer; — Mais attendu que les prérogatives dont il s'agit, ayant un caractère exceptionnel, doivent être essentiellement limitées dans leur application; qu'elles ne peuvent pas, notamment, autoriser un fermier à interdire complètement à un négociant l'entrée de son magasin pendant une période qu'il plaît à ce fermier de fixer lui-même; qu'en procédant à une pareille mesure, et en empêchant le sieur Mahmoud ben El Hadj de vaquer totalement à ses affaires, le sieur Meyer a certainement dépassé les limites de ses droits; qu'il a commis un abus de pouvoir de nature à engager sa responsabilité et celle de son patron;

Attendu que les défendeurs cherchent vainement à se retrancher derrière l'art. 122 du décret susénoncé, en date du 3 octobre 1884, aux termes duquel les contraventions en matière d'impôts peuvent être prouvées par tous les moyens de droit commun; — Attendu, en effet, que si le législateur a donné aux agents du fisc le plus de facilité possible pour établir l'exis-

tence des fraudes dont ils ont à se plaindre, c'est une raison de plus pour que les fermiers s'abstiennent de mesures de rigueur et de vexation vis-à-vis des contribuables, alors surtout que, comme dans l'espèce actuelle, lesdites mesures ne sont pas indispensables à la sauvegarde de leurs droits; que le sieur Meyer se trouvait dans une ville où il pouvait facilement faire surveiller les abords du magasin du sieur Mahmoud ben El Hadj, et même obtenir l'assistance d'un agent de l'autorité pour perquisitionner chez cet indigène et procéder au besoin à une saisie provisoire des marchandises litigieuses; qu'il n'avait donc pas de motif pour arrêter d'une façon générale le commerce dudit demandeur;

Attendu, toutefois, que le sieur Mahmoud ben El Hadj El Hassaïri demande une somme de dommages-intérêts notablement exagérée; qu'il n'a été privé de la jouissance de son magasin que pendant une seule journée; qu'en outre, il a eu tort de ne pas communiquer amiablement au sieur Meyer les renseignements dont cet agent avait besoin pour connaître l'importance des taxes de mahsoulats qu'il pouvait être en droit d'exiger sur les poivrons détenus par le demandeur; que, dans ces conditions, le tribunal possède des éléments suffisants d'appréciation pour fixer seulement à 50 fr. le montant de l'indemnité qui doit incomber aux défendeurs;

Attendu que ces derniers avaient soulevé dans leurs conclusions une exception de communication de pièces; mais qu'ils y ont ensuite renoncé, ladite exception n'étant du reste nullement justifiée; — Attendu, d'autre part, que les conclusions subsidiaires prises par les sieurs Gandous et Meyer sont absolument inutiles, le tribunal se trouvant d'ores et déjà complètement édifié par les documents du procès sur tous les points du litige; — Attendu, enfin, que les considérants qui précèdent démontrent que les défendeurs sont mal fondés à demander reconventionnellement des dommages-intérêts pour procès vexatoire;

Par ces motifs : — Condamne conjointement et solidairement les sieurs Gandous et Meyer à payer au sieur Mahmoud ou Mohamed ben El Hadj Hamouda El Hassaïri, pour les causes susénoncées, la somme de 50 fr. de dommages-intérêts; — Déboute respectivement les parties du surplus de leurs demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires et reconventionnelles; — Condamne solidairement les défendeurs aux dépens.

MM. MARTINEAU DES CHENEZ, *ff. prés.*; VIAL, *ff. subst.* — Mes BODOY, GRÉBAUVAL et VIGNALE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

6 avril 1895

Compétence, Tunisie, matière immobilière, immeuble non immatriculé, Tunisien en cause, déclinatoire, rejet.

La réserve de compétence inscrite dans l'art. 5 du décret beylical du 31 juillet 1884, pour les actions immobilières qui portent sur des immeubles non immatriculés, a été faite dans l'intérêt unique des sujets tunisiens ;

En conséquence, elle ne peut pas être invoquée par les Européens ou protégés européens, et les Tunisiens sont libres d'y renoncer expressément ou tacitement ;

L'incompétence des tribunaux français n'a pas un caractère absolu, ne tenant ni à la matière, ni à l'ordre des juridictions (1).

(Hadj Ahmed Ed Dridi c. Cesari)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les défendeurs déclinent la compétence du tribunal sous prétexte que leurs adversaires sont tunisiens et que la demande formée par les consorts Ed Dridi se réfère à un immeuble non immatriculé ;

Attendu que l'art. 5 du décret beylical du 31 juillet 1884 contient, sans doute, une réserve au point de vue de la compétence des tribunaux français en matière immobilière, lorsqu'il s'agit d'un immeuble non immatriculé ; mais que cette réserve a été inscrite uniquement dans l'intérêt des sujets tunisiens, d'où il suit : 1° qu'elle ne peut pas être invoquée

(1) Ce jugement ne fait que confirmer la jurisprudence des tribunaux de Tunisie, sur la question du caractère de l'incompétence des tribunaux français relativement aux immeubles non immatriculés quand un Tunisien est en cause. Nous avons cru toutefois devoir rapporter cette décision, à cause des nombreux motifs donnés à l'appui de la thèse développée. — V. pour l'indication de la jurisprudence, Alger, 1er juillet 1893 (*Rev. Alg.* 1893. 2. 438) et la note.

par les Européens ou protégés d'une puissance européenne ; 2° que les Tunisiens sont libres d'y renoncer, soit d'une façon expresse, soit même tacitement, en se présentant volontairement devant la juridiction française ;

Attendu que les sieurs Cesari et Ristori objectent vainement que l'incompétence dont ils se prévalent aurait un caractère absolu, de sorte qu'elle pourrait être invoquée indistinctement par toutes les parties, en tout état de cause, et qu'elle devrait même être soulevée d'office par les juges ; — Attendu, en effet, que pour qu'il en soit ainsi, il faudrait : ou bien que les tribunaux français soient incompétents en raison de la matière du litige, ou bien qu'ils ne puissent pas statuer sur des affaires immobilières intéressant des Tunisiens sans violer l'ordre des juridictions établies en Tunisie ;

Attendu que les défendeurs ne prouvent l'existence d'aucune de ces conditions : — Que, tout d'abord, l'incompétence de la justice française pour connaître d'un procès relatif à un immeuble tunisien n'est pas fondée sur la nature ou la matière de la contestation ; — Attendu, en effet, que l'on n'hésite pas à attribuer aux tribunaux français installés en Tunisie la connaissance des procès immobiliers qui concernent exclusivement des Européens ou protégés des nations européennes, même lorsque l'immeuble en litige n'est pas immatriculé ; — Attendu que la juridiction française est également compétente, quelle que soit la nationalité des parties, quand l'immeuble en discussion est immatriculé ou que le procès porte sur deux immeubles dont un au moins a été soumis à l'immatriculation ; — Attendu enfin que dans les affaires qui se rapportent, comme aujourd'hui, à un immeuble non immatriculé, et où des Tunisiens sont en cause, on reconnaît aussi sans hésitation la compétence des tribunaux français dans les cas suivants : 1° quand il s'agit d'une demande en *exequatur* d'une décision du Charâ, les tribunaux français ayant alors le droit de réviser au fond ladite décision ; 2° dans les procès immobiliers qui surgissent à l'occasion de l'exécution d'une sentence prononcée par la justice française, et notamment dans les litiges survenus au cours d'une procédure de saisie immobilière ; — Attendu que si les tribunaux français sont ainsi compétents dans les différentes hypothèses qui viennent d'être énumérées, il s'ensuit que pour les cas qui ne rentrent pas dans cette énumération, l'incompétence desdits tribunaux ne peut provenir que de la présence au procès de sujets tunisiens, puisque la nature du litige est toujours la même et que la juridiction française est sûrement compétente quand toutes les parties sont européennes ; — Attendu qu'il

est de principe que l'incompétence fondée uniquement sur la qualité de l'un des plaideurs est purement relative, c'est-à-dire qu'elle ne peut être invoquée que par la personne au profit de qui elle est établie et que, de plus, cette personne peut renoncer à s'en prévaloir ; — Attendu que c'est là ce qui est admis en France lorsqu'on soulève devant les tribunaux français une exception d'incompétence fondée sur la qualité d'étranger des parties ou de l'une d'elles ; qu'il n'existe aucun motif pour s'écarter en Tunisie de la doctrine constante dont s'agit ;

Attendu que les sieurs Cesari et Ristori soutiennent sans doute que l'incompétence qu'ils invoquent tient à l'ordre des juridictions instituées dans ce pays par des lois ou des traités internationaux ; — Mais attendu que dans les Échelles du Levant, le principe fondamental de l'organisation de la justice est que les Européens ou protégés doivent être jugés en toutes matières par leurs tribunaux consulaires ; — Attendu que les consuls n'ont jamais hésité à appliquer ce principe et à juger leurs nationaux ou leurs protégés, même dans les actions immobilières intentées contre ces derniers par des sujets tunisiens ; — Attendu qu'en succédant à la juridiction exercée par les consuls, les tribunaux français installés en Tunisie ont recueilli le pouvoir de juger eux-mêmes toutes les instances immobilières engagées contre des européens ou protégés de nations européennes, même par des sujets tunisiens ; — Attendu que ce pouvoir ne leur a jamais été enlevé et qu'une telle restriction de leur compétence ne résulte ni du texte, ni de l'esprit du décret promulgué le 31 juillet 1884 ; — Attendu que ce décret a eu pour but d'étendre au contraire la compétence des tribunaux français en décidant que désormais les indigènes seraient obligés de se soumettre à la juridiction française dans les actions personnelles et mobilières, toutes les fois qu'ils seraient en conflit avec un européen ou protégé, à moins qu'il ne s'agisse de contestations relatives au statut personnel et aux successions de sujets tunisiens musulmans ou israélites ; — Attendu que S. A. le Bey n'a pas cru devoir sans doute étendre de suite cette même obligation aux matières immobilières ; mais que la seule conséquence à tirer de la réserve faite à ce sujet, c'est que, pour les litiges immobiliers, la législation antérieure est restée applicable, en ce sens que le Tunisien défendeur assigné devant le tribunal français conserve le droit, s'il ne s'agit pas d'un immeuble immatriculé, de demander son renvoi devant la justice indigène, pourvu qu'il le fasse avant toute défense au fond ;

Attendu que l'on ne saurait soutenir du reste qu'il est interdit aux tunisiens d'accepter la juridiction française ; que cette interdiction ne résulte d'aucun texte de loi ni d'aucun usage et n'est pas plus justifiée que l'attribution exclusive au tribunal du Charâ des litiges immobiliers entre européens et tunisiens ; — Attendu, dès lors, qu'en retenant la connaissance de ces derniers litiges, lorsqu'ils sont dirigés par un tunisien contre un européen, ou bien lorsque le tunisien défendeur consent à plaider devant les tribunaux français, ces tribunaux ne violent pas l'ordre des juridictions ; qu'ils se conforment au contraire aux lois et traités en vigueur dans ce pays ;

Attendu que les partisans du système soutenu par les sieurs Cesari et Ristori apportent des exceptions à leur principe quand il s'agit de réviser les décisions prononcées par le Charâ contre un européen, ou quand on se trouve en présence d'un litige immobilier survenu au cours de l'exécution d'une sentence rendue par la justice française, bien que ces exceptions n'aient fait l'objet d'aucun texte spécial ; — Attendu qu'en l'état actuel de la législation locale et des traités, les tribunaux français institués en Tunisie sont en effet la juridiction de droit commun en matière civile et commerciale, pour les actions mobilières ou immobilières, dès l'instant qu'un européen est intéressé dans la contestation ; que, par conséquent, les défendeurs actuels, sujets français, ne sauraient décliner la compétence de leur juridiction de droit commun que si un texte formel les y autorisait ; que ce texte n'existant pas, les prétentions des sieurs Cesari et Ristori doivent être écartées, etc.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes GUEYDAN, GERVAIS et BODOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 mai 1895

Testament, succession, legs, insuffisance d'actif, réduction proportionnelle.

Malgré les termes restrictifs de l'art. 926 C. civ., dès que l'actif d'une succession est insuffisant pour l'acquittement

des legs, les principes élémentaires de l'équité exigent que ces legs subissent une réduction, tous les légataires, à moins d'une volonté contraire expressément manifestée par le testateur, se trouvant placés sur le même pied, et l'acquittement complet d'un legs devant entraîner, par une iniquité flagrante, l'abolition arbitraire de la loi d'égalité qui domine la matière (1).

(Victor Guillot c. Legardeur)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Attendu que Me Dazinière, avoué constitué pour les intimés, déclare n'avoir reçu ni pièces, ni renseignements de ses clients, et requiert qu'il lui soit donné acte de sa déclaration ; — Attendu, par suite, qu'il échet de donner défaut faute de conclure contre les intimés ;

Au fond : — Attendu qu'il est constant, en fait, que l'actif de la succession Capry est de 9,580 fr. et 65 cent., et que les legs faits par le défunt s'élèvent à 22,000 fr., d'où la conséquence que le passif dépasse l'actif de 12,419 fr. 35 cent. ; — Attendu que vainement les intimés demandent à Guillot, institué légataire universel, la délivrance intégrale des legs dont ils sont bénéficiaires ; — Attendu, d'une part, que malgré les termes restrictifs de l'art. 926 C. civ., dès que l'actif d'une succession est insuffisant pour l'acquittement des legs, les principes élémentaires de l'équité exigent que ces legs subissent une réduction, tous les légataires, à moins d'une volonté contraire expressément manifestée par le testateur, se trouvant placés sur le même pied, et l'acquittement complet d'un legs devant entraîner, par une iniquité flagrante, l'abolition arbitraire de la loi d'égalité qui domine la matière; — Attendu, d'autre part, que Guillot a conservé le droit d'opposer la réduction proportionnelle de leur legs aux intimés ; qu'en effet il a déclaré, le 12 janvier 1893, au greffe du tribunal civil d'Alger, qu'il n'acceptait la succession que sous bénéfice d'inventaire; que sa déclaration est régulière et recevable comme conforme aux dispositions de l'art. 800 C. civ. ; qu'il n'est pas justifié qu'il ait fait acte d'héritier et qu'il n'existe contre lui aucun jugement passé en force de chose jugée qui le condamne en qualité d'héritier pur et simple :

(1) V. Alger, 19 juill. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 477).

que s'il s'est fait envoyer en possession, il s'est conformé à l'art. 1008 C. civ., sans qu'on puisse inférer de ce fait qu'il ait pris une qualité définitive lui interdisant d'user du bénéfice de la loi ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Donne acte à Me Dazinière, avoué des intimés, de ce qu'il déclare n'avoir ni pièces ni renseignements ; — Donne défaut contre la veuve Legardeur et les époux Chemit intimés ; — Infirme le jugement du tribunal de première instance d'Alger du 20 avril 1893 ; — Statuant à nouveau : — Donne acte à Guillot de ce qu'il s'en remet à justice sur la demande en délivrance des intimés, et sous le bénéfice de cette déclaration : — Dit que l'actif de la succession Capry étant insuffisant pour l'acquittement intégral des legs, ceux dont les intimés sont bénéficiaires subiront une réduction proportionnelle aux forces de la succession et au chiffre total des legs ; — Condamne les intimés en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me FRUCHIER, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

21 mars 1895

Navire, Tunisie, capitaine étranger, rapport de mer, force probante, avaries, arrimage.

Si, aux termes des art. 242 et 243 C. com., le capitaine est tenu de faire, dans les 24 heures de son arrivée, un rapport de mer, soit au greffe du tribunal de commerce, soit à celui de la justice de paix, ces deux articles sont inapplicables aux capitaines étrangers, qui peuvent faire leur rapport devant le consul de leur nation ;

Il ne s'ensuit pas cependant, que le rapport ainsi déposé par le capitaine d'un navire étranger au consul de sa nation ait la même valeur probante que celle qui est attribuée au rapport dressé en conformité des art 242 et 243 C. com. ;

Il n'a, comme les nominations d'experts et les auditions de

témoins dont il a été suivi, rien de l'autorité qui s'attache à des actes de juridiction ;

Et, en conséquence, il peut être débattu devant les tribunaux français par toutes les preuves contraires (1) ;

Le rapport de mer, même régulier en la forme, ne vaut, ni comme preuve, ni même comme simple présomption des événements qui y sont consignés, si le navire arrivant en avarie ne produit pas un certificat de bon arrimage ou si, à défaut, il ne fait pas constater l'état de cet arrimage en présence des destinataires.

(Brischetti c. Cherry et Muscat)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les destinataires demandent 1,944 fr. de dommages-intérêts pour coulage de 800 bidons de pétrole ; que le capitaine soutient n'être responsable d'aucune avarie et invoque la fortune de mer, qu'il prétend prouver à l'aide d'un rapport de mer qu'il a déposé, le 21 février dernier, devant l'agent consulaire d'Italie à la Goulette ;

Sur la valeur de ce rapport de mer, qui est contestée parce que les autorités judiciaires françaises auraient été seules compétentes pour le recevoir : — Attendu que si, aux termes des art. 242 et 243 C. com., le capitaine est tenu de faire, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, un rapport de mer, soit devant le président du tribunal de commerce, soit devant le juge de paix, ces deux articles sont inapplicables aux capitaines étrangers, qui peuvent faire leur rapport devant le consul de leur nation ; — Qu'il ne s'ensuit pas cependant que le rapport de mer, ainsi déposé par un capitaine de navire étranger au consul de sa nation, ait la même valeur probante que celle qui est attribuée au rapport dressé en conformité des art. 242 et 243 C. com. ; — Qu'il n'a, comme les nominations d'experts et les auditions de témoins dont il a été suivi, rien de l'autorité qui s'attache à des actes de juridiction ; d'où cette conséquence qu'il peut être débattu devant les tribunaux français par toutes les preuves contraires ;

Attendu que, ce point de droit précisé, on doit en retenir pour la solution de l'instance cette conclusion, qu'il est loisible aux défendeurs d'apporter au tribunal toutes les preuves

(1) V. trib. de Tunis, 9 mars 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 357), et la note.

qui pourraient être de nature à infirmer la portée des déclarations faites dans le rapport de mer du capitaine Brischetti ; — Attendu, au surplus, que, n'en serait-il pas ainsi, et le rapport de mer dont s'agit devrait-il être tenu pour fait dans les conditions prévues par les art. 242 et 243 C. com., il ne vaudrait, en l'espèce, ni comme preuve, ni même comme simple présomption des événements qui y sont consignés; qu'en effet, il ne pourrait avoir cette portée, dans tous les cas, que si le navire, arrivant en avarie, produisait un certificat de bon arrimage, ou, à défaut, avait fait constater cet arrimage en présence des destinataires; — Or, attendu que non seulement le capitaine Brischetti ne produit pas un certificat de bon arrimage, mais qu'encore il est constant qu'il a ouvert les panneaux et déchargé une quantité de marchandises considérable avant même de parler d'avarie et de faire connaître qu'il y en avait; qu'il a fait sa déclaration en douane sans signaler non plus aucun désordre dans sa cargaison, et que ce n'est que plus de vingt-quatre heures (au moins trente heures) après son arrivée, qu'il s'est décidé à faire une déclaration à son consul; — Attendu que la faute qu'il a commise, en agissant ainsi, est d'autant plus lourde, qu'il a reconnu, dans cette déclaration, qu'il avait pompé pendant plusieurs heures par jour, à la Galipia, du pétrole mélangé d'eau, ce qui prouve bien qu'il n'ignorait pas l'avarie dont se plaignent les destinataires;

Attendu que le capitaine Brischetti produit une pièce de laquelle il résulte que les consignataires lui avaient envoyé une mahonne avec autorisation de décharger; mais que cette circonstance ne saurait produire effet à leur encontre; qu'en effet, les consignataires étaient dans l'ignorance de l'avarie survenue, et que leur autorisation de débarquer n'aurait une portée que si, au contraire, l'avarie leur avait été signalée antérieurement;

Attendu qu'il résulte des éléments d'appréciation fournis au tribunal preuve suffisante que l'avarie est due à un défaut d'arrimage; qu'il semble que cet arrimage a été modifié par le capitaine après son départ de Malte et la prise en charge et en l'absence des chargeurs; — Que, du moins, l'allégation des chargeurs sur ce point est corroborée par ce fait, que le premier débarquement effectué a compris des caisses en bois et des bidons en zinc, tandis que, au cas d'un arrimage bien fait, il n'aurait pu porter que sur des bidons; qu'en effet, la résistance de ceux-ci étant faible, ils devaient être placés sur les caisses en bois, et, par suite, se présenter les premiers au débarquement; qu'il est donc certain que les objets les

plus lourds et les plus résistants avaient été placés sur les objets les plus faibles, ce qui est un défaut d'arrimage flagrant; — Attendu que les conséquences du défaut d'arrimage sont à la charge du capitaine, etc.

MM. BERGE, *vice-prés.*; VIAL, *ff. subst.* — Mes GOIN et DE GUIDI, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

21 mai 1895

Responsabilité, compagnie de chemins de fer, accident, voyageur, maladie.

Une compagnie de chemins de fer, transportant et acceptant de transporter sans distinction, et des voyageurs en pleine santé, et ceux moins valides, que d'impérieuses nécessités obligent pourtant à se déplacer, a vis-à-vis des uns comme des autres la même responsabilité.

(Ouest-Algérien c. Aubrun)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien et les époux Aubrun ont interjeté appel d'un jugemcnt du tribunal civil de Sidi-bel-Abbès du 24 juillet 1894, enregistré; — Attendu que ces appels sont connexes, et qu'il y a lieu de les joindre pour être statué sur iceux par un seul et même arrêt; — Attendu que lesdits appels sont réguliers en la forme;

Au fond : — En ce qui touche l'accident du 7 août 1892 : — Attendu que de ce chef les premiers juges ont sainement apprécié, en décidant que la dame Aubrun, n'ayant fait faire aucune constatation opportune et utile, les causes de cet accident ne devaient influer en rien sur l'évaluation des dommages-intérêts;

En ce qui touche l'accident du 28 octobre suivant : — Attendu qu'il ne saurait être contesté que cet accident est dû à une

faute de la Compagnie de l'Ouest-Algérien, et que cette faute a été lourde; — Attendu, d'ailleurs, qu'il n'est pas exact que la collision qui s'est produite à cette date, du 28 octobre 1892, n'ait eu que des effets insignifiants; que la secousse, au contraire, a été assez violente pour que deux des wagons qui, s'étant détachés, sont venus heurter le train, aient été brisés, pour que la locomotive ait été mise hors de service; — Attendu que, dans de telles conditions et comme le fait pourtant plaider la Compagnie de l'Ouest-Algérien, il n'est pas sérieux de prétendre que les voyageurs n'ont dû nécessairement rien ressentir d'un choc aussi violemment imprimé; — Attendu, au contraire, qu'il est suffisamment démontré par les résultats de l'enquête, que la dame Aubrun, qui avait pu au départ s'installer seule dans son compartiment, n'a pu en sortir à l'arrière et après le tamponnement, qu'avec l'appui et le secours des siens qui ont dû la transporter jusqu'à la voiture, qui l'a conduite à son domicile, le cheval marchant au pas et tenu par la figure; — Attendu qu'il est également justifié qu'un médecin a dû être immédiatement appelé; — Attendu que, même en dehors d'autres constatations, ces précisions de fait sont décisives, et attestent que la collision du 28 octobre 1892 a certainement déterminé chez la dame Aubrun des lésions pathologiques dont les rapports médico-légaux ont ensuite suffisamment précisé la gravité; — Attendu, enfin, qu'il importe peu que, lorsqu'elle a pris place dans les voitures de la compagnie de l'Ouest-Algérien, la dame Aubrun ait été dans un état de santé plus ou moins précaire, puisque les désordres dont elle se plaint, et dont elle a fait la base de sa demande, n'ont eu manifestement pour cause ni cet état de sa santé, ni un de ces accidents qui doivent entrer dans les prévisions de ceux qui voyagent, et que la vigilance ni la prudence ne sauraient prévenir; — Attendu, au surplus, que, transportant et acceptant de transporter sans distinction, et des voyageurs en pleine santé et ceux moins valides, que d'imprévues nécessités obligent pourtant à se déplacer, il est à peine besoin de dire que les compagnies de chemins de fer ont, vis-à-vis des uns comme vis-à-vis des autres, la même responsabilité; — Attendu que celle de la compagnie de l'Ouest-Algérien ainsi définie, il convient de noter que, depuis le 20 octobre 1892, jour du second accident, la situation de la dame Aubrun est restée toujours assez grave pour qu'il lui ait été impossible de se livrer à ses occupations habituelles; que rien ne permet de prévoir quand cette situation s'amendera; — Attendu que dans de telles conditions, les premiers juges n'ont pas fait du préjudice souffert une suffisante appréciation; — Qu'il échet

d'élever le chiffre des dommages-intérêts et de le porter de 3,000 à 6,000 fr. ;

Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges en tant que ces motifs n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt ;

Par ces motifs : — Joint les appels comme connexes, et statuant sur iceux par un seul et même arrêt ; — Reçoit les dits appels comme réguliers en la forme ; — Au fond : — Confirme dans toutes ses dispositions le jugement déféré ; — Élève de 3,000 à 6,000 fr. le chiffre des dommages-intérêts ; — Condamne la compagnie de l'Ouest Algérien au paiement de cette somme avec intérêts de droit ; — La condamne aux nouveaux dépens d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

25 mars 1895

Saisie immobilière, domicile élu, commandement, signification, validité.

Est valable, d'après une jurisprudence constante, le commandement à fin de saisie immobilière, signifié au domicile d'élection du débiteur saisi.

(Glorget c. Veuve Prévot)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Sur le premier moyen proposé par la dame Prévot : — Attendu qu'il échet de le repousser par les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Sur le second moyen : — Attendu que Glorget frères, sous peine de créer une valeur sans cause, nulle par conséquent, ont dû indiquer dans leur traite du 14 mai 1888 le titre de créance dont elle était la représentation ; qu'en portant sur cette traite la mention « pour solde des causes de l'obligation

du 12 avril 1882, » ils n'ont pas pu nover cette dernière, la dette, le débiteur et le créancier n'ayant pas changé ; — Attendu que la novation alléguée ne résulte pas davantage de la négociation de la traite, Glorget frères s'étant bornés par là à indiquer une personne qui devait recevoir pour eux les fonds dont elle leur avait fait l'avance, conformément aux usages du commerce ; — Attendu que si le jour de l'échéance, la dame Prévot a refusé de s'exécuter, s'il a fallu prendre jugement contre elle, et si Glorget frères ont été contraints de restituer la somme qui leur avait été avancée, on ne voit pas comment ces diverses circonstances auraient pu produire une novation, Glorget frères continuant à tirer leur droit de créance de l'obligation notariée et non pas de la décision judiciaire dont l'unique effet était de les replacer dans la position où ils se trouvaient avant la création de la traite, et les poursuites exercées par le porteur de cette valeur n'ayant eu d'autre but que de rendre ce dernier indemne de l'avance de fonds qu'il avait consenti en raison de la solvabilité de Glorget frères ; — Attendu que le jugement du 24 août 1888, prononcé par défaut contre la dame Prévot et frappé d'opposition par elle, a été rapporté par une nouvelle décision du 29 novembre 1888 ; — Que le tribunal de Blida, statuant commercialement, a purement et simplement déclaré qu'il était incompétent et condamné Glorget frères aux dépens ; — Attendu que l'on cherche vainement par quelle argumentation ce jugement d'incompétence pourrait avoir une influence quelconque sur les faits de la cause ; — Attendu que si, par leur appel irréfléchi, les frères Glorget ont pu tenir en suspens l'existence du jugement du 24 août 1888, leur désistement du 22 février 1895 a eu pour résultat incontestable de faire disparaître tous les actes de procédure et toutes les décisions judiciaires qui leur auraient permis d'agir utilement contre la dame Prévot, contre laquelle ils n'ont plus d'autres armes que l'obligation du 12 avril 1882 ; — Attendu, dès lors, que le second moyen proposé par la dame Prévot doit être également repoussé ;

Sur le troisième moyen : — Attendu que le tribunal s'est manifestement trompé lorsqu'il a affirmé que le commandement est nul comme étant fait à un domicile d'élection ; que la théorie contraire ne soulève plus aucune discussion dans l'état actuel de la jurisprudence ; — Attendu qu'il échet par suite de déclarer l'opposition de la dame Prévot mal fondée, de décider que les frères Glorget ont valablement et régulièrement procédé contre elle et enfin d'annuler le jugement entrepris ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la

forme ; — Au fond : — Infirme le jugement attaqué du 29 mai 1889, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Ordonne la continuation des poursuites, déboute la dame Prévot de son opposition, la condamne à l'amende et en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

8 mai 1895

Compétence, Tunisie, matière immobilière, Tunisien en cause, licitation, demande d'immatriculation en cours, effets.

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître de l'action en licitation et partage intentée par un Européen contre son copropriétaire Tunisien, et le déclinatoire proposé par ce dernier doit être admis, s'il est proposé in limine litis ;

Peu importe que le demandeur européen ait requis l'immatriculation de l'immeuble indivis antérieurement à la mise en mouvement de son action en licitation et partage, — une réquisition d'immatriculation ne pouvant avoir pour résultat de faire passer, par elle seule et avant toute décision du tribunal mixte, l'immeuble qui en est l'objet sous l'empire de la juridiction française (1).

(Khamous Madar c. Consorts Bach Mamelouk)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Khamous Madar, demandeur en licitation, reconnaît que son action est de nature immobilière, que Youcef Bach Mamelouk, le défendeur, est tunisien, et que l'exception d'incompétence soulevée par ce dernier, étant formulée *in limine litis*, serait recevable, d'après les principes qui régissent la matière ; mais qu'il objecte que,

(1) V. trib. de Tunis, 6 avril 1895 *(suprà*, p. 344), et la note.

pour se soustraire à un renvoi devant la justice indigène, il a formé une demande d'immatriculation de l'immeuble ; qu'il conclut donc à ce que, au lieu de le débouter purement et simplement de sa demande, il y soit, au contraire, fait droit, tout en renvoyant la mise en vente de l'immeuble indivis jusqu'après son immatriculation ;

Attendu que pareille prétention ne serait admissible que si une réquisition d'immatriculation avait pour effet de faire passer l'immeuble sous la juridiction française ; mais que cela n'est pas, parce qu'il est impossible de prévoir et de préjuger, au début d'une instance en immatriculation, si elle aura une suite heureuse ; que le tribunal, s'il acceptait d'ordonner la vente sur licitation d'un immeuble dont l'immatriculation est poursuivie, rendrait une décision subordonnée à un jugement ultérieur du tribunal mixte ; que si celui-ci venait à refuser l'immatriculation, le tribunal français se trouverait avoir mal à propos rendu un jugement qu'il n'aurait pas, lui-même, le droit de réformer, et qu'il ne peut rendre, en l'état, à titre purement conditionnel ;

Par ces motifs : — Se déclare en l'état incompétent.

MM. BERGE, *vice-prés.* ; SPIRE, *proc. de la Rép.* — Mes ABÉASIS et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

14 mars 1895

Opérations de bourse, coulissier, preuve, agent de change, bordereau, production.

Aux termes de l'art. 1315 C. civ., celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit faire la preuve des conditions essentielles de sa validité ;

En conséquence, un coulissier, qui présente un compte d'opérations de bourse, doit, par application de ce principe, établir que lesdites opérations ont été faites par un agent de change ayant qualité pour les faire.

(Haï Khayat c. Luc)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel interjeté par le sieur Haï Israël Khayat est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1315 du C. civ. c'est celui qui réclame l'exécution d'une obligation, qui doit faire preuve des conditions essentielles de sa validité ; — Qu'un coulissier, qui présente un compte d'opérations de bourse, doit par application de cette règle établir que les dites opérations ont été faites par un agent de change ayant qualité pour les faire ; — Attendu que les intimés ne produisent aucun bordereau émanant d'un de ces officiers publics ; qu'ils ne justifient même pas qu'un ordre de bourse leur ait été donné par l'appelant au sujet de l'opération à la suite de laquelle ils lui demandent le paiement d'une différence de 2,201 fr. 50 cent. ; — Que l'expert Ricklin a constaté lui-même qu'il n'y a eu aucun échange de lettres ou de télégrammes entre le sieur Luc et C^ie^ et le sieur Khayat au sujet de ladite opération ; que les ordres donnés par le sieur Stez, courtier des sieurs Luc et C^ie^ au sieur Matheï, leur teneur de carnet, ne sauraient lier le sieur Khayat en dehors d'un mandat qu'il dénie et constituer à son encontre un engagement à l'exécution duquel il soit tenu ;

Par ces motifs, et sans avoir égard au rapport de l'expert Ricklin : — Reçoit l'appel interjeté par le sieur Khayat ; — Y faisant droit : — Dit bien appelé, mal jugé ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Dit les sieurs Luc et C^ie^ mal fondés en leur demande ; les en déboute ; — Les condamne aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — M^es^ SOUBIRANNE et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2^e^ Ch.)

20 mars 1895

Immatriculation, Tunisie, effets, copropriétaires, constitution de habous sur une part indivise, antériorité.

Aux termes du décret du président de la République en date du 18 juillet 1888, « le titre dressé en suite de la décision du tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable ; il forme devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels

qui l'affectent, à l'exclusion de tous autres droits non inscrits » ;

Par application de ce texte, il ne peut être fait état d'une constitution de habous sur une propriété immatriculée, portant une date antérieure à l'immatriculation ;

L'art. 22 de la loi foncière qui, dans sa dernière rédaction (1892), a donné au copropriétaire la faculté de requérir l'immatriculation de l'immeuble dont il possède une part, n'a pas entendu qu'il ne pourrait faire bénéficier que cette part des effets de la décision qu'il demande au tribunal mixte ; au contraire, l'immeuble immatriculé sur sa demande l'est pour le tout, et passe, par suite, en totalité, sous le régime de la loi foncière, même au cas où l'autre copropriétaire ne le désirerait pas.

(Ibrahim Siala c. Durand)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Durand, copropriétaire d'une moitié indivise d'un henchir appelé Kledia Sghira, immatriculé à la propriété foncière sous le n° 635, en demande la licitation contre le défendeur, copropriétaire par indivis de l'autre moitié dudit henchir, d'après le même titre ; — Attendu que le défendeur s'oppose à la demande ainsi formulée contre lui pour deux motifs : 1° parce que, sa part indivise étant frappée de habous, est inaliénable ; 2° parce que l'immeuble serait partageable en nature ;

Attendu, en fait, que le titre n° 635, produit aux débats, indique que la propriété dont s'agit a été immatriculée au nom du sieur Durand et de Si Ibrahim Siala, par indivis et pour moitié à chacun ; qu'il n'y est nullement question d'une constitution de habous ; — Attendu, en droit, qu'aux termes du décret du président de la République en date du 17 juillet 1888, « le titre dressé ensuite de la décision du tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable ; qu'il forme devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent, à l'exclusion de tous autres droits non inscrits » ; — Attendu que, par application de ce texte, il ne peut être fait aucun état de l'acte de constitution de habous produit par

Ibrahim Siala et portant une date antérieure à l'immatriculation ; qu'il n'y a donc pas lieu d'examiner si cet acte est, ou non, régulier ;

Attendu, il est vrai, que Si Ibrahim Siala objecte que sa moitié indivise n'est point immatriculée ; que seul M. Durand a poursuivi l'immatriculation de son droit de propriété, et que la décision intervenue sur sa requête n'a pu amener que l'immatriculation du droit appartenant au sieur Durand sans affecter en quoi que ce soit celui reconnu à Ibrahim Siala ; — Attendu que si cette thèse était exacte, il s'ensuivrait que le décret du 17 juillet 1888, visé plus haut, ne serait aucunement opposable à Ibrahim Siala ; mais qu'elle est absolument inacceptable ; que l'art. 22 de la loi foncière qui a donné, dans sa dernière rédaction (1892), la faculté au copropriétaire de requérir l'immatriculation de l'immeuble dont il possède une part, n'a pas entendu qu'il ne pourrait faire bénéficier que cette part des effets de la décision qu'il demande au tribunal mixte ; qu'au contraire, il a donné le droit au copropriétaire de faire immatriculer l'ensemble, la totalité de la propriété ; que c'est là un des cas dans lesquels la loi, après avoir posé en principe que l'immatriculation est facultative, a aussitôt apporté au caractère absolu de cette déclaration des exceptions destinées à faciliter l'application de la loi foncière ; — Qu'admettre le contraire serait laisser supposer que le législateur a pu accepter qu'un même immeuble pût être soumis à deux lois différentes dans toutes ses parties, s'il appartient par indivis à plusieurs et qu'un seul fasse immatriculer son droit ; que le législateur aurait ainsi donné ouverture à des difficultés inextricables et augmenté, au lieu de la faire disparaître, la confusion qui règne dans l'ancien droit foncier tunisien ; — Mais qu'il n'en est rien, et que cela paraît en toute évidence quand on remarque que l'objet de l'immatriculation est de créer un nouveau régime légal pour la propriété, et non pas seulement de préciser les droits des propriétaires ;

Attendu, en conséquence, que la loi foncière elle-même est seule applicable à la demande en licitation du sieur Durand ; — Attendu que, suivant cette loi, nul n'est tenu de rester dans l'indivision, et que la licitation est inévitable, si l'immeuble n'est pas partageable en nature, etc.

MM. BERGE, *vice-prés.* ; VIAL, *ff. subst.* — Mes GUEYDAN et UZANNAS JORIS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

18 juillet 1895

—

Impôts, Tunisie, mahsoulats, piments frais ou secs, interprétation, coutume constante, région de Nabeul, décrets beylicaux des 9 et 13 août 1887, poivrons, imposition, hachakèches, taxe, vente faite sans publicité, dégrèvement, décret du 29 février 1888, art. 13 du décret du 13 août 1887, interprétation, ville de Tunis, décret du 29 janvier 1895, portée.

—

D'après une pratique ancienne et constamment suivie dans toutes les parties de la Régence où le tarif commun des mahsoulats promulgué en 1840 est devenu successivement applicable, les ventes des piments ont été assujetties à cet impôt, sans qu'aucune distinction ait jamais été faite entre les piments frais ou secs ;

Il n'est pas extraordinaire qu'un impôt ait pu être établi et perçu sur ces sortes de ventes en vertu d'un simple usage, un grand nombre de dispositions de la législation tunisienne reposant sur des usages ayant acquis force de loi ;

Depuis l'établissement du protectorat français, pour couper court aux incertitudes résultant quelquefois de l'absence de textes formels, on est déjà parvenu à codifier beaucoup de ces usages ; mais plusieurs n'ayant encore donné lieu à aucun décret, lorsqu'on se trouve en présence de l'une de ces pratiques certaines, observées depuis longtemps dans le pays et non contredites par un texte récent, il faut s'y conformer, bien qu'elle n'ait pas été reproduite dans une disposition expresse ;

Il doit en être surtout ainsi, quand il s'agit d'une question purement territoriale, telle que la réglementation des impôts : ce principe a d'ailleurs été consacré pour les droits de mahsoulats par l'arrêté du résident du 15 décembre 1884 ;

La région de Nabeul est soumise aux taxes de mahsoulats tout au moins depuis le 12 avril 1881, et, depuis cette époque, ledit impôt n'a cessé d'y être exigé sur les ventes de poivrons

de toute nature, frais ou secs, absolument comme dans les autres localités assujetties aux taxes en question;

Les décrets beylicaux du 9 et du 13 août 1887, qui sont venus réglementer sur des bases nouvelles la perception des droits de mahsoulats relatifs aux fruits et aux légumes, n'ont pas dérogé à ces usages, ni affranchi les piments frais ou secs du paiement de l'impôt;

Les poivrons secs ne sauraient bénéficier de la taxe de 6 et 1/4 0/0 fixée par le décret beylical du 9 août 1887 sur les légumes secs, ces légumes ne pouvant être compris dans l'espèce particulière de légumes pour lesquels est établie ladite taxe de 6 et 1/4 0/0, et qui, sous le nom de hachakèches, se rapprochent des céréales, tels que les haricots secs, les lentilles, les fèves sèches, les pois chiches non grillés, le maïs sec, le sorgho;

On ne saurait, d'autre part, prétendre que les poivrons secs ne peuvent tomber davantage sous le coup de la taxe de 25 0/0 fixée par le décret du 13 août 1887, sous prétexte que ce décret ne parle que des légumes frais, — ayant toujours été admis entre l'administration des finances et les contribuables que ces mots « légumes frais » ne s'employaient que par opposition au mot « hachakèches », et n'empêchaient pas les légumes entrant dans la première de ces deux catégories, c'est-à-dire tous ceux qui n'étaient pas hachakèches, d'être assujettis à l'impôt prévu pour les légumes frais, même quand ils étaient vendus secs; — d'ailleurs, tout doute sur ce point disparaît devant la pratique constante suivie sans protestation d'aucune sorte depuis la promulgation du décret du 13 août 1887;

Il résulte des termes de l'art. 13 § 1er du décret du 13 août 1887 que, pour savoir si une vente de fruits ou de légumes, dits légumes frais, doit être considérée comme clandestine et prohibée, il faut se reporter aux art. 3, 4 et 6 du décret du 9 août 1887 relatif aux céréales et aux légumes secs appelés hachakèches;

D'après ces trois articles, la vente faite sans publicité chez un propriétaire producteur, loin d'être défendue, étant au contraire formellement autorisée, en conséquence cette même vente doit être également permise pour les produits désignés dans le décret du 13 août 1887;

On objecterait en vain qu'une dispense d'impôt ne peut exister qu'en vertu d'une disposition formelle, cette disposition existant dans l'espèce, puisque l'art. 13 du décret du 13 août 1887 renvoie, sans modification ni réserve, au texte de l'art. 3 du décret du 9 août 1887 ;

En outre, le décret du 29 février 1888, qui réglemente les taxes de mahsoulats relatives aux ventes d'animaux de trait, de selle, de bât, de labour et de boucherie, se borne lui-même à déclarer, dans son art. 5, « que la vente desdits animaux ne pourra avoir lieu que sur les marchés publics ou chez leur propriétaire, ainsi qu'il est dit aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 3 et à l'art. 4 du décret du 9 août 1887. »

L'administration des finances et ses fermiers n'hésitent pas cependant à reconnaître que le simple renvoi contenu dans ce dernier article suffit à démontrer que le législateur a voulu appliquer aux ventes d'animaux toutes les faveurs établies par les deux premiers paragraphes de l'art. 3 du décret sur les céréales, épices et hachakèches, c'est-à-dire que, non seulement les ventes de chevaux et de bestiaux, faites sans publicité chez un éleveur sont autorisées, mais que de plus ces sortes de ventes sont dispensées des droits de mahsoulats ;

L'interprétation ainsi donnée à l'art. 5 du décret de 1888 ne saurait être différente pour l'art. 13 du décret du 13 août 1887, dont le texte est encore plus explicite, notamment dans son paragraphe 2, la rédaction de ce paragraphe démontrant qu'il a eu pour but d'apporter une restriction à un régime de faveur qui venait d'être édicté au profit des acquisitions de fruits et de légumes faites directement dans les jardins, et que ce régime de faveur ne peut être que celui résultant de l'art. 3 du décret du 9 août 1887 dont l'application est rappelée dans le précédent paragraphe du même article, c'est-à-dire que les acquisitions susénoncées sont exemptes d'impôt toutes les fois qu'elles s'opèrent sans publicité chez un producteur ;

En pareil cas, on a maintenu sans doute pour le vendeur et l'acheteur l'obligation de présenter les fruits et les légumes sur le marché, mais cette obligation n'a été imposée que dans un but de contrôle et ne saurait avoir pour résultat d'empêcher la dispense de taxes dont il s'agit ;

Cette prescription d'apporter sur les marchés tous les légumes récoltés en Tunisie, étant très rigoureuse, vient d'être supprimée pour la ville de Tunis, et doit être interprétée aussi restrictivement que possible pour les autres endroits, où elle est encore applicable;

L'inexécution de cette règle peut sans doute être prise en considération pour apprécier la bonne ou la mauvaise foi d'un contribuable, mais elle ne saurait suffire pour permettre à un fermier d'exiger des droits de mahsoulats, même lorsqu'on lui justifie qu'il se trouve en présence d'une vente dispensée de cet impôt;

Il n'y a aucune différence à faire, quant à la perception, entre la taxe de 6 et 1/4 0/0 établie par le décret du 9 août 1887 pour les céréales ou les hachakèches et celle de 25 0/0 fixée par le décret du 13 août 1887 pour les fruits et légumes frais;

Le producteur qui introduit des légumes dans une ville pour sa consommation, n'est pas tenu de payer les droits de mahsoulats, suivant l'usage constamment suivi dans la Régence;

Aux termes du décret du 29 janvier 1885, contenant réglementation nouvelle des mahsoulats pour la ville de Tunis, les taxes qui se payaient autrefois sur le marché se perçoivent maintenant aux portes de la ville;

Grâce à cette innovation, les propriétaires ne sont plus obligés de se présenter au marché avant de pouvoir disposer de leurs marchandises; mais en revanche il semble résulter de l'art. 1er § 2 et l'art. 8 de ce nouveau texte, qu'on ne fait plus de distinction pour les légumes destinés à la consommation personnelle d'un propriétaire, et qu'en outre la dispense d'impôt accordée précédemment aux ventes opérées sans publicité chez le producteur n'existe plus;

Il résulte enfin des intentions du rédacteur des décrets de 1887 et 1888, qu'aucune différence ne saurait être faite entre les fruits et les légumes et les autres produits du sol tunisien;

Du reste, si un doute était susceptible de s'élever sur le sens de l'art. 13 du décret du 13 août 1887, ce doute devrait s'interpréter en faveur des contribuables (1).

(1) Sur l'impôt des mahsoulats en Tunisie, V. trib. de Tunis, 17 avril

(Gandous c. Salah Daoud)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Salah Daoud a interjeté appel d'un jugement rendu, le 1er février 1895, par M. le juge de paix de Grombalia, le condamnant à payer au sieur Gandous, fermier des mahsoulats de Nabeul et de Beni-Khiar, une somme de 320 fr.; que cet appel est recevable en la forme;

Attendu, au fond, que la condamnation obtenue par le sieur Gandous se décompose ainsi : 300 fr. pour droit de mahsoulats sur des ventes de poivrons, et 20 fr. à titre de dommages-intérêts; — Attendu que le sieur Salah Daoud reconnaît avoir vendu effectivement, dans la circonscription du fermage du sieur Gandous, une certaine quantité de poivrons; qu'il prétend néanmoins ne rien devoir à son adversaire, et ajoute subsidiairement ne pouvoir être contraint qu'au paiement d'une taxe de 6 et 1/4 0/0 au lieu de celle de 25 0/0 réclamée par le sieur Gandous; — Attendu qu'il fonde d'abord ses conclusions principales et subsidiaires sur cette circonstance, que les poivrons par lui vendus étaient secs; — Mais attendu qu'il ne justifie pas cette allégation, et que, dans tous les cas, en supposant même que les poivrons en litige aient été complètement secs au moment de leur mise en vente, cela ne suffirait pas pour permettre au sieur Salah Daoud d'échapper à l'impôt ou de ne payer qu'une taxe inférieure à celle qui lui est demandée; — Attendu que l'appelant déclare, sans doute, que les poivrons secs, contrairement aux poivrons frais, n'auraient jamais été soumis à des droits de mahsoulats; — Mais attendu qu'il a été obligé de reconnaître lui-même le contraire dans une note qu'il a adressée au tribunal pendant le délibéré; qu'il est certain en effet que, d'après une pratique ancienne et constamment suivie dans toutes les parties de la Régence où le tarif commun des mahsoulats promulgué en 1840 est devenu successivement applicable, les ventes de piments ont été assujetties à cet impôt, sans qu'aucune distinction ait jamais été faite entre les piments frais ou secs; — Que c'est là notamment ce qui résulte d'un certificat délivré, le 16 janvier 1895, par M. le directeur des contributions

---

1892 (*Rev. Alg.*. 1892. 2. 373); trib. de Tunis, 16 mai 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 378); Req., 13 juill. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 444); trib. de Tunis. 15 janv. 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 283); trib. de Tunis 22 juill. 1895 (*suprà*, p. 340).

diverses du gouvernement tunisien; — Que du reste il n'est pas extraordinaire qu'un impôt ait pu être établi et perçu sur ces sortes de ventes en vertu d'un simple usage, car un grand nombre de dispositions de la législation tunisienne reposent uniquement sur des usages ayant acquis force de loi; que, depuis l'établissement du protectorat français, pour couper court aux incertitudes résultant quelquefois de l'absence de textes formels, on est déjà parvenu à codifier beaucoup de ces usages; mais que plusieurs n'ont encore donné lieu à aucun décret; que, par suite, lorsqu'on se trouve en présence de l'une de ces pratiques, observées depuis longtemps dans le pays et non contredites par un texte de loi récent, il faut nécessairement s'y conformer bien qu'elle n'ait pas été reproduite dans une disposition expresse; qu'il doit en être ainsi surtout quand il s'agit d'une question purement territoriale, telle que la réglementation des impôts; que ce principe a d'ailleurs été consacré pour les droits de mahsoulats par un arrêté résidentiel du 15 décembre 1884 (Bompard, p. 311), et qu'il échet d'en faire l'application au litige actuel; que la région de Nabeul est en effet soumise aux taxes de mahsoulats tout au moins depuis le 12 avril 1871, et que depuis cette époque ledit impôt n'a cessé d'y être exigé sur les ventes de poivrons de toute nature frais ou secs, absolument comme dans les autres localités assujetties aux taxes en question;

Attendu, il est vrai, que deux décrets beylicaux, en date du 9 et du 13 août 1887, sont venus réglementer sur des bases nouvelles la perception des droits de mahsoulats relatifs aux fruits et aux légumes; — Que d'autre part on ne trouve dans ces deux décrets aucune prescription spéciale aux piments secs; — Mais attendu que l'on ne saurait conclure de ce silence que les produits dont il s'agit aient été affranchis du paiement de l'impôt; que les décrets susénoncés ne parlent pas davantage des piments frais, et que cependant le sieur Salah Daoud avoue lui-même que les droits existent toujours pour cette catégorie de légumes; — Attendu, en effet, que si l'on se reporte au texte et aux travaux préparatoires des deux décrets précités, on voit que ces dispositions législatives n'ont pas eu pour conséquence d'abroger complètement la législation antérieure en matière de mahsoulats; qu'elles ont eu simplement pour but d'apporter des réformes à cette législation, en réduisant notamment à une taxe unique les droits multiples qui grevaient autrefois un même objet; — Attendu que l'intention du législateur de 1887 a été de maintenir les anciens principes, consacrés indifféremment par des textes ou par des usages, sur tous les points qui ne seraient pas

contraires aux nouveaux décrets; que, puisque l'on ne trouve dans ces derniers décrets aucun article d'où l'on puisse conclure que la perception des droits de mahsoulats antérieurement pratiquée sur les ventes de poivrons frais ou secs ait été supprimée, il faut conséquemment admettre que cette perception est toujours légale et qu'elle continue à être autorisée aussi bien qu'avant la promulgation des deux décrets mentionnés ci-dessus;

Attendu que ces décrets de 1887 ont fait sans doute une distinction entre les légumes secs et les légumes frais; que celui du 9 août n'a imposé qu'une taxe de 6 et 1/4 0/0 sur les légumes secs, tandis que celui du 13 août a établi un droit de 25 0/0 sur les légumes frais; — Qu'il semble donc, au premier abord, que le sieur Gandous serait mal fondé à réclamer, comme il le fait aujourd'hui, une taxe de 25 0/0 sur les poivrons vendus par le sieur Salah Daoud, au cas où il serait démontré que ces poivrons étaient réellement secs; — Mais attendu que cette contradiction entre les prétentions de l'intimé et la législation en vigueur est purement apparente; — Que, même en admettant l'hypothèse alléguée par l'appelant au sujet de la nature de ses produits, cela n'empêcherait pas la taxe de 25 0/0 demandée par le sieur Gandous de pouvoir seule être appliquée dans l'affaire actuelle; — Attendu en effet que le législateur a eu soin de préciser que les légumes secs, auxquels devait s'appliquer la taxe de 6 et 1/4 0/0 établie par le décret du 9 août 1887, consistaient uniquement dans une espèce particulière de légumes se rapprochant des céréales et désignés dans le pays sous le nom de hachakèches; que cette expression comprend, par exemple, les haricots secs, les lentilles, les fèves sèches, les pois chiches non grillés, le maïs sec, le sorgho; — Mais qu'il est impossible de l'étendre aux poivrons; — Attendu que ces derniers légumes ne peuvent pas non plus être assimilés à des épices, quand ils sont simplement séchés comme l'auraient été ceux du sieur Salah Daoud, et qu'ils n'ont pas été réduits en poudre; qu'il n'y a donc aucun motif pour pemettre à l'appelant de bénéficier de la taxe de 6 et 1/4 0/0 indiquée ci-dessus et se rapportant aux céréales, aux hachakèches, aux graines et aux épices; — Attendu que le sieur Salah Daoud objecte il est vrai, que des poivrons secs ne sauraient davantage tomber sous le coup de la taxe de 25 0/0 fixée par le décret du 13 août 1887, sous prétexte que ce décret ne parle que des légumes frais; — Mais attendu que cette dernière expression ne doit pas être prise à la lettre, et qu'il faut avant tout s'attacher à l'esprit de la loi; — Que, depuis la mise en vigueur des

droits de mahsoulats, il avait toujours été admis, entre l'administration des finances et les contribuables, de se servir des mots « légumes frais », par opposition au mot hachakèches; que cela n'empêchait pas les légumes rentrant dans la première de ces deux catégories, c'est-à-dire tous ceux qui n'étaient pas hachakèches, d'être assujettis à l'impôt prévu pour les légumes frais, même quand ils étaient vendus secs; — Attendu qu'en reproduisant ces termes de « légumes frais » le législateur de 1887 n'a pas voulu leur donner un autre sens que celui qui avait été adopté précédemment; qu'il a entendu, au contraire, maintenir leur ancienne signification, car son but a été de spécifier par cette formule que le second des nouveaux décrets modifiant les tarifs de droits de mahsoulats concernerait les légumes auxquels ne s'appliquait pas la dénomination de hachakèches; qu'il n'est donc pas possible de faire état de la formule dont il s'agit pour soutenir que la taxe de 25 0/0 déterminée par le décret du 13 août 1887 ne peut porter que sur des légumes frais et vivants; — Attendu que cette taxe a été établie en réalité pour tous les légumes autres que les hachakèches, mais sans distinction entre le cas où lesdits légumes sont vendus frais et celui où ils sont vendus secs; — Que, d'ailleurs, si un doute était possible sur ce point, il disparaîtrait devant la pratique constamment suivie sans protestation d'aucune sorte depuis la promulgation de ce décret du 13 août 1887; — Attendu en effet que la taxe de 25 0/0 fixée par ledit décret n'a pas cessé d'être perçue indifféremment sur les poivrons frais ou secs dans toutes les localités de la Régence soumises aux droits de mahsoulats; que cette pratique, ainsi observée d'une façon générale depuis près de huit ans, suffirait à elle seule pour constituer un usage ayant acquis force de loi et de nature à renverser les prétentions du sieur Salah Daoud, alors surtout qu'aux termes de l'arrêté résidentiel du 15 décembre 1884, déjà cité plus haut, on doit tenir compte des usages qui ont modifié les décrets et arrêtés relatifs aux mahsoulats; — Attendu que la taxe de 25 0/0 réclamée par le sieur Gandous est donc bien la seule dont il puisse être question dans la présente instance;

Attendu que, pour se soustraire au paiement de cette taxe, le sieur Salah Daoud se prévaut encore de ce que les poivrons en litige auraient été vendus sans publicité dans une maison lui appartenant; — Attendu que le sieur Gandous voudrait écarter ce nouveau moyen par une fin de non-recevoir, tirée de ce que l'exemption invoquée par l'appelant serait spéciale aux produits visés dans le décret du 9 août 1887, et ne serait pas applicable aux fruits et aux légumes ayant fait l'objet

du deuxième décret rendu le 13 août de la même année; — Mais attendu que le tribunal ne saurait suivre le sieur Gandous sur un pareil terrain; — Attendu en effet que l'art. 13 du décret susvisé, en date du 13 août 1883, contient un premier paragraphe ainsi conçu : « Les dispositions des art. 3, 4 et 6 du décret du 9 août 1887, en tant qu'elles s'appliquent à la vente sur les marchés publics et aux prohibitions qu'elles prévoient, ainsi que les peines édictées pour contravention à ces articles, sont communes au présent décret. » — Attendu qu'il résulte clairement de ce paragraphe que, pour savoir si une vente de fruits ou de légumes dits « légumes frais » doit être considérée comme clandestine et prohibée, il faut se reporter aux dispositions des art. 3, 4 et 6 du décret du 9 août relatif aux céréales et aux légumes secs appelés hachakèches; or, d'après ces trois derniers articles, la vente faite sans publicité chez un propriétaire producteur, loin d'être défendue, est au contraire formellement autorisée; — Par conséquent, cette même vente doit être également permise pour les produits désignés dans le décret du 13 août 1887, puisque le législateur a voulu que, dans ce dernier cas, il n'y ait pas d'autres prohibitions que celles édictées pour les objets auxquels se rapporte le décret du 9 août de la même année; — Attendu d'autre part que, dans ce décret du 9 août 1887, le législateur a déclaré d'une façon expresse qu'il autorisait la vente opérée sans publicité dans la ferme ou les entrepôts d'un producteur, parce qu'il dispensait cette vente du paiement des droits de mahsoulats; — Or si, dans le deuxième décret promulgué quatre jours plus tard, il a de nouveau toléré le mode de transaction dont il s'agit, ce ne peut être également que pour le même motif, car on ne s'expliquerait pas sans cela que le législateur ait cru devoir permettre aux cultivateurs de vendre chez eux sans publicité leurs fruits et leurs légumes;

Attendu que le sieur Gandous objecte, sans doute, qu'une dispense d'impôt ne peut exister qu'en vertu d'une disposition formelle; — Mais attendu que cette disposition existe dans l'espèce, puisque l'art. 13 du décret du 13 août 1887 renvoie, sans modification ni réserve, au texte de l'art. 3 du premier décret rendu le 9 du même mois, et que ce texte édicte expressément l'exemption des droits de mahsoulats au profit des ventes opérées sans publicité dans la ferme ou l'entrepôt d'un propriétaire; — Attendu que le décret du 29 février 1888, qui réglemente les taxes de mahsoulats relatives aux ventes d'animaux de trait, de selle, de bât, de labour et de boucherie, se borne lui-même à déclarer, dans son art. 5 :

« que la vente desdits animaux ne pourra avoir lieu que sur les marchés publics ou chez leur propriétaire, ainsi qu'il est dit aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 3 et à l'art. 4 du décret du 9 août 1887; » — Attendu que l'administrateur des finances et ses fermiers n'hésitent pas cependant à reconnaître que le simple renvoi contenu dans ce dernier article suffit à démontrer que le législateur a voulu appliquer aux ventes d'animaux toutes les faveurs établies par les deux premiers paragraphes de l'art. 3 du décret sur les céréales, épices et hachakèches, c'est-à-dire que, non seulement les ventes de chevaux et de bestiaux, faites sans publicité chez un éleveur sont autorisées, mais que de plus ces sortes de ventes sont dispensées des droits des mahsoulats;

Attendu que l'interprétation ainsi donnée avec raison à l'art. 5 du décret de 1888 ne saurait être différente pour l'art. 13 du décret du 13 août 1887, dont le texte est encore plus explicite; — Attendu, en effet, que ledit article ne se contente pas de renvoyer aux art. 3, 4 et 6 du décret relatif aux céréales et hachakèches; qu'il renferme en outre un deuxième paragraphe ainsi rédigé : « Mais il est entendu que pour l'introduction des produits en ville et leur apport sur le marché, en cas d'acquisition directe dans les jardins, l'acquéreur de ces produits sera assimilé au producteur lui-même, au point de vue des obligations qui incombent à ce producteur, en vertu du présent décret sur la matière. » — Attendu que la rédaction de ce dernier paragraphe démontre qu'il a eu pour but d'apporter une restriction à un régime de faveur qui venait d'être édicté au profit des acquisitions de fruits et de légumes faites directement dans les jardins; que ce régime de faveur ne peut être que celui résultant de l'art. 3 du décret du 9 août 1887 dont l'aplication est rappelée dans le précédent paragraphe du même article, c'est-à-dire que les acqusitions susénoncées sont exemptes d'impôt toutes les fois qu'elles s'opèrent sans publicité chez un producteur; — Attendu qu'en pareil cas, on a maintenu sans doute pour le vendeur et l'acheteur l'obligation de présenter les fruits et les légumes sur le marché; — Mais attendu que cette obligation n'a été imposée que dans un but de contrôle et ne saurait avoir pour résultat la dispense de taxes dont il vient d'être parlé; — Que, lorsque des fruits et des légumes sont achetés directement dans une propriété, il importe que les agents du fisc en soient prévenus le plus tôt possible, afin de vérifier si cette opération a été accomplie sans publicité et peut à ce titre échapper à l'impôt; — Que d'autre part on ne pouvait pas contraindre l'administration des finances et ses fermiers à

avoir des agents sur tous les points du territoire de la Régence où existent des jardins; — Que, désireux cependant d'assurer un contrôle aussi efficace que possible, le législateur a cru devoir alors obliger les contribuables à venir eux-mêmes, dans tous les cas, sur le marché d'où dépend la propriété où ils ont opéré leur transaction; — Qu'ils trouvent, en effet, à cet endroit des employés du fisc prêts à contrôler leurs déclarations et à vérifier s'ils peuvent ou non disposer de leurs marchandises sans acquitter de droits de mahsoulats; — Attendu que cette prescription d'apporter sur les marchés tous les légumes récoltés en Tunisie est évidemment très rigoureuse; — Qu'elle vient d'être supprimée pour la ville de Tunis, et qu'elle doit être interprétée aussi restrictivement que possible pour les autres endroits où elle est encore applicable; — Que l'inexécution de la règle dont il s'agit peut sans doute être prise en considération pour apprécier la bonne ou la mauvaise foi d'un contribuable; — Mais qu'elle ne saurait suffire pour permettre à un fermier d'exiger des droits de mahsoulats, même lorsqu'on lui justifie qu'il se trouve en présence d'une vente dispensée de cet impôt;

Attendu que le sieur Gandous prétend qu'il y aurait une différence à faire entre la taxe de 6 et 1/4 0/0 établie par le décret du 9 août 1887 pour les céréales ou hachakêches, et celle de 25 0/0 fixée par le décret du 13 août de la même année pour les fruits et légumes frais; — Attendu qu'il déclare que la première de ces taxes constitue un droit de mutation exigible seulement quand il y a vente avec publicité, tandis que la deuxième, celle du décret du 13 août, constituerait un droit de marché exigible par cela seul que des légumes seraient introduits dans une localité soumise aux droits de mahsoulats; — Mais attendu que si l'on se reporte d'une part aux art. 1, 3 et 5 du décret du 9 août 1887, et si l'on consulte d'autre part les art. 1, 4 et 9 du décret rendu le 13 août suivant, on voit que les taxes édictées par ces deux décrets ont absolument la même nature; — Qu'il s'agit dans les deux cas d'un impôt complexe représentant à la fois des droits de mutation et de stationnement ou de marché; — Qu'il n'est donc pas surprenant que le législateur ait assimilé ces deux taxes au point de vue des cas dans lesquels leur perception peut ou non être exigée; — Attendu d'ailleurs que si la prétention du sieur Gandous était exacte, et si l'impôt établi par le décret du 13 août 1887 portait sur l'introduction des légumes dans une localité, il en résulterait que ledit impôt ne serait dû qu'une seule fois, en ce sens que, lorsque des légumes auraient payé les droits de mahsoulats au moment de leur

arrivée sur un marché ou dans une ville, ils pourraient ensuite y être l'objet d'un nombre indéfini de transactions sans acquitter de nouvelles taxes; — Attendu que le sieur Gandous repousse lui-même cette conséquence et admet que le droit de 25 0/0 sur les légumes aussi bien que l'impôt de 6 et 1/4 0/0 sur les céréales grèvent toutes les mutations auxquelles ces divers produits donnent lieu avant d'être exportés ou consommés; — Qu'il reconnaît donc ainsi à la taxe en litige un caractère tout différent de celui qu'il voudrait lui attribuer pour les besoins de sa discussion;

Attendu que le sieur Gandous objecte encore que le producteur qui introduit des légumes dans une ville, même pour sa consommation, est tenu de payer les droits de mahsoulats; — Mais attendu qu'en supposant que l'art. 4 du décret du 13 août 1887 puisse faire naître un certain doute à cet égard, ce doute disparaîtrait devant l'usage constamment suivi dans un sens contraire à l'allégation du sieur Gandous; — Que, non seulement à La Goulette, mais aussi partout ailleurs, l'administration des finances n'a jamais rien perçu et a toujours recommandé à ses fermiers de ne rien percevoir sur les légumes qu'un agriculteur apporte pour sa consommation et celle de sa famille;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter du reste à un procès-verbal de constat dressé, le 13 février 1896, par l'huissier Martin et produit par l'intimé dans le but d'établir que les poivrons frais ou secs doivent payer les droits de mahsoulats par le seul fait qu'ils sont introduits dans une ville assujettie audit impôt; — Attendu en effet que le procès-verbal susénoncé se rapporte à des poivrons introduits dans la ville de Tunis à une époque où les mahsoulats de cette localité avaient déjà donné lieu à une nouvelle réglementation contenue dans le décret du 29 janvier 1895; — Qu'aux termes de ce dernier décret, les taxes qui se payaient autrefois sur le marché se perçoivent maintenant aux portes de la ville; — Que, grâce à cette innovation, les propriétaires ne sont plus obligés de se présenter au marché avant de pouvoir disposer de leurs marchandises; — Mais qu'en revenche, il semble bien résulter du second paragraphe de l'art. 1er et de l'art. 8 de ce nouveau texte de loi qu'on ne fait plus de distinction pour les légumes destinés à la consommation personnelle d'un propriétaire, et qu'en outre la dispense d'impôt accordée précédemment aux ventes opérées sans publicité chez le producteur n'existe plus; — Qu'il n'est donc pas surprenant que les poivrons présentés le 13 février 1895 à une porte de Tunis par un employé du sieur Gandous aient été astreints

aux droits de mahsoulats, sans qu'aucune exemption n'ait été admise à raison de leur provenance ou de leur destination ; que ce fait ne peut avoir aucune importance dans l'affaire actuelle, puisque la circonscription de Nabeul et de Beni-Khiar est toujours régie par le décret du 13 août 1887 et n'a pas encore bénéficié des avantages de la récente législation édictée pour la ville de Tunis ; — Attendu en outre que les agents placés aux portes d'une ville ne peuvent pas se faire juges des causes d'exemption invoquées par les introducteurs; — Que ceux-ci doivent commencer par payer l'impôt ou par déposer un gage, sauf à s'adresser ensuite aux fonctionnaires de l'administration des contributions diverses ou aux fermiers pour solliciter la restitution de ce qu'ils prétendent avoir payé indûment; — Que, dans ces conditions, le procès-verbal de constat fourni par le sieur Gandous n'a pas plus de valeur que les autres arguments invoqués par cet intimé pour essayer de démontrer que le décret du 13 août 1887 n'aurait pas reproduit la dispense d'impôt édictée par l'art. 3 du décret rendu le 9 août de la même année ;

Attendu qu'en dehors des considérations qui viennent d'être exposées, les prétentions du sieur Gandous sur ce point sont également contredites par les circonstances dans lesquelles sont intervenues les réformes apportées au régime des mahsoulats par les trois décrets successivement promulgués au mois d'août 1887 et au mois de février 1888; — Que, d'après un rapport adressé en 1890 par M. le résident général de Tunis à M. le ministre des affaires étrangères de la République française, les trois décrets dont il s'agit ont eu pour but, non seulement de réduire et d'unifier les taxes de mahsoulats, mais aussi de favoriser l'agriculture et l'élevage du bétail dans le pays; que c'est cette dernière considération qui a motivé l'exemption d'impôt pour les ventes faites sans publicité chez le propriétaire, exemption consacrée par l'art. 3 du décret du 9 août 1887, auquel se sont référés les deux autres décrets postérieurs indiqués ci-dessus ; — Qu'il n'y avait pas de raison pour refuser aux exploitations fruitières et maraîchères la même faveur qu'à la culture des céréales et des hachakèches ; — Que si le législateur avait entendu établir une différence à cet égard, il s'en serait exprimé d'une façon expresse ; que loin de formuler cette restriction, il a rédigé au contraire l'art. 13 du décret du 13 août 1887 dans des termes qui révèlent clairement sa volonté de traiter aussi favorablement les fruits et les légumes que les autres produits du sol tunisien ; — Attendu enfin que si le sens dudit art. 13 était susceptible d'un doute, ce doute devrait s'interpréter en

faveur des contribuables; — Qu'il échet en conséquence de décider que la cause de dispense invoquée par le sieur Salah Daoud existe bien en droit;

Mais attendu qu'en fait l'appelant ne justifie pas se trouver dans les conditions nécessaires pour pouvoir bénéficier de la dispense en question; que le paiement de l'impôt étant la règle, c'est à celui qui invoque une exemption à en fournir la preuve; — Que cependant le sieur Salah Daoud ne prouve pas et n'offre même pas d'établir que les ventes qu'il a consenties chez lui aient eu lieu sans publicité; — Que le contraire résulte d'ailleurs des documents soumis au tribunal; — Qu'en effet le sieur Salah Daoud est propriétaire d'un jardin situé près d'une localité appelée Fahri et comprise dans la circonscription du fermage du sieur Gandous; — Qu'il possède en outre, dans cette localité une maison où il transporte les produits de son jardin; — Qu'il a vendu sans doute dans ladite maison les poivrons en litige, mais qu'il l'a fait avec publicité, c'est-à-dire en employant des procédés de nature à attirer la clientèle chez lui; — Qu'il est allé au-devant des acheteurs soit par lui-même, soit par des intermédiaires; que de plus, il avait suspendu près de sa porte une certaine quantité de poivrons, ce qui constitue, d'après les habitudes du pays, un signe indubitable annonçant que le propriétaire de la maison, dont la porte est ainsi garnie, vend des felfels ou des piments; — Attendu qu'il est donc impossible de faire profiter le sieur Salah Daoud de l'exemption dont il se prévaut;

Mais attendu que les sommes réclamées par le sieur Gandous sont notablement exagérées; — Que les poivrons ne se vendent pas aussi cher que le prétend l'intimé; qu'en outre, le nombre des ventes réalisées par l'appelant est bien au-dessus du chiffre indiqué par son adversaire; — Que le tribunal possède des éléments suffisants d'appréciation pour fixer seulement à 45 fr. le montant des droits de mahsoulats dus par le sieur Salah Daoud au sujet des poivrons qu'il a vendus en 1894;

Attendu que, dans un appel incident, d'ailleurs recevable en la forme, le sieur Gandous demande que la somme de 20 fr. de dommages-intérêts, qui lui a été allouée par le premier juge, soit élevée à 600 fr. « pour remplacer, dit-il, l'amende qu'il aurait pu percevoir et la confiscation qu'il aurait été en droit d'opérer; » — Mais attendu que si le sieur Gandous se croyait autorisé à exiger une amende ou à confisquer les marchandises litigieuses, il lui incombait de le faire sous sa responsabilité en ayant recours aux moyens qu'il pouvait juger utile d'employer; — Que le tribunal n'étant saisi actuelle-

ment que d'une demande ordinaire en dommages-intérêts, il convient simplement de rechercher si le sieur Gandous a souffert un préjudice, et quelle est l'importance du dommage qu'il a éprouvé; — Attendu que le sieur Salah Daoud ne s'étant pas présenté aux marchés de Nabeul et de Beni-Khiar et n'ayant fait aucune déclaration au fermier, celui-ci s'est trouvé dans la nécessité de se livrer à des démarches et à des investigations auxquelles il n'était pas tenu pour arriver à découvrir les ventes assujetties aux taxes qu'il réclame valablement aujourd'hui; — Attendu que le sieur Gandous a subi de ce chef un préjudice dont il lui est dû réparation; — Mais que loin d'augmenter le chiffre de l'indemnité qui lui a été accordée en première instance, il convient, au contraire, de le réduire à 5 fr., car l'intimé ne justifie pas d'un dommage plus considérable;

Attendu que le montant intégral de la condamnation principale qui doit être maintenue contre le sieur Salah Daoud s'élève donc à 50 fr.; — Que, pour éviter le paiement de cette somme, l'appelant soulève un dernier argument tiré de ce que le sieur Gandous n'aurait payé que 18,000 fr. le prix de son fermage; — Mais attendu que cette allégation ne peut avoir aucune influence sur la solution du présent litige, alors surtout qu'elle n'est pas exacte; qu'il résulte en effet des documents soumis au tribunal, que le fermage des mahsoulats de Nabeul et de Beni-Khiar a coûté à l'intimé, pour l'année 1894, une somme de 31,950 fr.;

Attendu qu'en l'état des considérants qui précèdent, les conclusions subsidiaires prises par le sieur Gandous en vue d'établir le principe de la responsabilité du sieur Salah Daoud deviennent sans objet; — Qu'il n'y a pas lieu non plus d'ordonner l'enquête ou l'expertise sollicitée par l'intimé pour démontrer l'inexactitude de la somme de 300 fr. qu'il réclame à titre de droits de mahsoulats, car il n'articule à cet égard aucun fait précis, et d'ailleurs le tribunal se trouve déjà suffisamment renseigné sur ce point; — Attendu que le sieur Daoud est mal fondé lui-même à reproduire sa demande reconventionnelle en 500 fr. de dommages-intérêts pour procès vexatoire; — Qu'en effet, si l'action du sieur Gandous est exagérée dans son chiffre, elle est néanmoins fondée dans son principe et a été régulièrement introduite;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel principal et l'appel incident; — Au fond : — Faisant droit seulement à l'appel principal et réformant de ce chef le jugement entrepris; — Réduit à 50 fr. le montant intégral des sommes dues par le sieur Salah Daoud aussi bien à titre de droits de mahsoulats

que pour dommages-intérêts; — Déboute respectivement les parties du surplus de leurs demandes, fins et conclusions, tant principales que subsidiaires, accessoires et reconventionnelles; — Dit en conséquence que le sieur Salah Daoud est condamné à payer au sieur Gandous, pour les causes susénoncées, une somme de 50 fr. avec intérêts de droit à 5 0/0 par an depuis le 31 décembre 1894, date originaire de la demande en justice; — Décharge l'appelant des autres condamnations prononcées contre lui par le premier juge; — Ordonne la restitution de l'amende relative à l'appel principal et la confiscation de celle de l'appel incident; — Mais attendu que le sieur Salah Daoud n'a jamais fait aucune offre, le condamne à tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. MARTINEAU DES CHESNEZ, *ff. prés.*; VIAL, *ff. subst.* — Mes BODOY et LEFÈVRE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

29 juin 1895

—

Compétence, comptable de deniers publics, malversation, ministre, abandon du coupable, tribunaux judiciaires.

—

Suivant une jurisprudence certaine, les dépositaires d'objets publics et les comptables de deniers publics ne peuvent être déclarés coupables de délits résultant de malversations par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions, qu'après avoir été au préalable déclarés reliquataires ou débiteurs envers l'État, à raison de leur comptabilité ou des faits de leur gestion, — les tribunaux judiciaires ne pouvant s'immiscer dans l'examen d'une comptabilité administrative, et se livrer à cet effet à l'appréciation d'actes et de faits purement administratifs, sans méconnaître d'une manière flagrante le principe fondamental de la séparation des pouvoirs ;

Mais cette règle doit cesser de recevoir son application, lorsque le comptable ou le dépositaire public a été abandonné

à la juridiction ordinaire par le ministre lui-même sous les ordres duquel il se trouvait au moment où il s'est rendu coupable des détournements relevés contre lui, — cet abandon impliquant, dans ce cas, la désapprobation par le pouvoir administratif, soit de la comptabilité, soit de la gestion de l'agent inculpé.

(Min. pub. c. Lamouche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels relevés tant par Lamouche que par le ministère public contre le jugement du tribunal correctionnel de Tizi-Ouzou du 6 février 1895 sont réguliers et recevables en la forme ;

Au fond : — Attendu que le prévenu a été traduit devant les premiers juges sous l'inculpation : 1° d'avoir, dans le courant de l'année 1891, à Dellys, détourné au préjudice de l'État 106 sacs de chaux hydraulique d'une valeur totale de 106 fr., qui ne lui avaient été remis qu'à la charge d'en faire un usage ou un emploi déterminé ; 2° d'avoir, dans le courant du mois de février 1891, au même lieu, détourné au préjudice de l'État, 600 litres de vin d'une valeur totale de 150 fr., qui ne lui avaient été remis qu'à la charge de les rendre ou représenter ; 3° d'avoir, depuis un temps non prescrit, au même lieu, détourné au préjudice de l'État, une somme de 150 fr. formant le solde de celle de 794 fr. 69 cent. due à l'école de Dellys par un sieur Franceschi ; et ce, en établissant une compensation entre ladite somme de 150 fr. et ce qu'il devait personnellement à Franceschi pour diverses fournitures ; 4° d'avoir, depuis un temps non prescrit, au même lieu, détourné ou dissipé au préjudice de l'État, une somme de 278 fr. 35 cent., due par une dame Jamin à l'école de Dellys, et ce, en compensant ladite somme de 278 fr. 35 avec ce qu'il devait personnellement à la dame Jamin ; 5° d'avoir, dans le courant du mois de mars 1891, à Dellys, avec le sieur Pécaud, comptable de l'école, ensemble et de concert, détourné ou dissipé au préjudice de l'État une somme de 42 fr. 20, ladite somme représentant la valeur d'une fourniture d'orge ayant servi exclusivement à la nourriture des chevaux de Lamouche ; 6° enfin d'avoir, dans le courant du mois d'octobre 1891, au même lieu, avec le sieur Pécaud, ensemble et de concert, détourné ou dissipé au préjudice de l'État, une somme de

330 fr., cette somme représentant la valeur d'une fourniture de fourrage ayant servi exclusivement à la nourriture des chevaux de Lamouché ; — Attendu que, à l'exception des faits compris sous les nos 3 et 4, tous les autres ont été déclarés constants par le tribunal qui, pour répression des délits qui en résultaient, a frappé le prévenu d'une peine de deux années d'emprisonnement et cent francs d'amende et de l'incapacité édictée par l'art. 171 C. pén. ;

Attendu que le ministère public conclut à la confirmation de la décision déférée, et de plus à l'aggravation des peines qu'elle a prononcées ; — Attendu que, de son côté, Lamouche oppose tout d'abord devant la Cour à l'action du ministère public une exception préjudicielle ; qu'il demande qu'à raison même de la nature des poursuites dont il est l'objet, la Cour sursoit à statuer sur ces poursuites jusqu'après examen de ses comptes et de sa gestion et constatation d'un déficit à sa charge par l'autorité administrative ; — Qu'il réclame, au fond, son renvoi pur et simple des dites poursuites ;

En ce qui touche la demande de sursis : — Attendu qu'il est constant que c'est en sa qualité de dépositaire public d'objets appartenant à l'État, et de coauteur ou de complice d'un comptable de deniers publics, et à raison de détournements d'objets et de deniers publics, que Lamouche est poursuivi par le ministère public ; — Attendu à la vérité que suivant une jurisprudence certaine les dépositaires d'objets publics et les comptables de deniers publics ne peuvent être déclarés coupables de délits résultant de malversations de l'espèce de celles qui précèdent par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions, qu'après avoir été, au préalable, déclarés reliquataires ou débiteurs envers l'État, à raison de leur comptabilité ou des faits de leur gestion ; — Qu'il est reconnu en effet que les tribunaux de l'ordre judiciaire ne sauraient en dehors de l'autorité compétente s'immiscer dans l'examen d'une comptabilité administrative, et se livrer à cet effet à l'appréciation d'actes et de faits purement administratifs, sans méconnaitre d'une manière flagrante le principe fondamental de la séparation des pouvoirs ; — Mais attendu que cette règle doit cesser de recevoir son application lorsque le comptable ou le dépositaire public a été abandonné à la juridiction ordinaire par le Ministre lui-même sous les ordres duquel il se trouvait au moment où il s'est rendu coupable des détournements relevés contre lui ; — Que cet abandon implique, dans ce cas, la désapprobation par le pouvoir administratif soit de la comptabilité, soit de la gestion de l'agent inculpé ; — Attendu en fait, dans l'espèce, que par sa

lettre du 24 janvier 1893, versée dans la cause, M. le garde des sceaux a fait connaître à M. le procureur général que M. le ministre du commerce et de l'industrie, qui avait été saisi de l'affaire Lamouche, avait estimé qu'il y avait lieu de requérir une information sur les faits reprochés à ce dernier ; — Attendu, de plus, qu'à la date du 5 juin 1893, M. le garde des sceaux a informé encore M. le procureur général qu'à raison des faits graves relevés par l'instruction contre lesdits sieurs Lamouche et Pécaud, M. le ministre du commerce avait, par arrêté du 1er juin, prononcé la révocation de ces deux agents ; — Attendu qu'en réclamant l'ouverture d'une information judiciaire contre ces derniers, en prononçant même ultérieurement leur révocation pour les faits relevés par cette information, le ministre du commerce et de l'industrie a laissé de la sorte un libre cours à l'action de la justice de droit commun contre ses subordonnés ; — Qu'il n'échet donc pas en l'état de ces faits de faire droit aux demandes de sursis du prévenu Lamouche ;

En ce qui touche le fond : — Sur les 3e et 4e chefs des inculpations ci-dessus visées : — Adoptant en tant que de besoin, les raisons de décider qui ont déterminé les premiers juges à déclarer l'action du ministère public soit irrévocable comme éteinte par la prescription, soit même mal fondée ;

Sur les 1er et 2e chefs de ces mêmes inculpations ayant pour objet les détournements de 106 sacs de chaux hydraulique et de 600 litres de vin :

Relativement à la chaux : — Attendu que Lamouche reconnaît, il est vrai, avoir pris possession de cette chaux qui appartenait à l'école, mais qu'en même temps il déclare l'avoir rendue à sa destination ; — Attendu qu'en admettant que le principe de l'indivisibilité de l'aveu doive s'appliquer dans toute sa rigueur en matière civile, ce principe ne saurait avoir ici son effet ; — Qu'effectivement la première partie des faits que comprend l'aveu du prévenu, la prise de possession de la chaux détournée est établie, en dehors de cet aveu, par les témoignages formels des sieurs Loir, Léoni Vion, Prosper Lassenou, Lacour, Chalaye, Amar ben Si Ali ben Chaïb, Valet et Pécaud ; — Qu'il incomberait dès lors, au prévenu, de démontrer qu'il a, ainsi qu'il le prétend, restitué ladite chaux à l'école ; — Que non seulement il ne fait pas cette preuve, mais que des mêmes témoignages, il semble au contraire formellement résulter que jamais cette restitution n'a eu lieu ;

Relativement au vin : — Attendu que s'il est également certain et reconnu que ce vin qui appartenait à l'école a été

pris par Lamouche, il n'est nullement démontré non plus que le vin ait été remis à l'école, ni même qu'il ait eu le sort que, pour les nécessités de sa défense, le prévenu lui attribue ; — Adoptant, au surplus, sur les constatations de fait afférentes à ces deux chefs d'inculpation, les raisons de décider des premiers juges ; — Attendu, relativement à la qualification que comportent ces deux chefs, que les détournements qu'ils ont pour objet constituent, non les délits ordinaires d'abus de confiance prévus et punis par les articles 408 et 406 C. pén., mais les délits réprimés par les art. 169, 171 et 172 du même code ; — Qu'il s'agit en effet dans la cause de détournements d'objets ou de deniers publics commis par des dépositaires ou comptables publics, lesquels tombent spécialement sous l'application de ces derniers articles ;

Sur les autres inculpations relatives aux détournements : 1° d'une somme de 318 fr., 2° d'une autre somme de 42 fr. 25, 3° d'une autre somme de 33 fr. : — Adoptant, quant à la constatation des faits d'où résultent ces détournements du mode employé pour les commettre, les raisons de décider du tribunal ; — Attendu, relativement à la qualité en laquelle Lamouche y a pris part, que c'est à tort que les premiers juges ont estimé que c'était en qualité de complice par recel que le prévenu y avait coopéré ; — Qu'il y a lieu de décider à cet égard que la participation qui lui est imputable lui donne la qualité de coauteur des délits qui dérivent desdits détournements, qualité que lui attribuait avec raison déjà l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction ;

Attendu que les malversations ainsi relevées et retenues à la charge de Lamouche présentent incontestablement, dans la cause, soit à raison des circonstances dans lesquelles elles ont été commises, soit à raison des fonctions qu'exerçait le prévenu au moment où elles ont eu lieu, un caractère tout particulier de gravité ; — Mais attendu qu'il faut néanmoins considérer que les détournements dont s'agit ne s'élèvent en réalité qu'à une somme totale de 946 fr. 20 ; qu'enfin le coauteur de Lamouche demeure définitivement puni de peines beaucoup moins sévères que celui-ci au sujet des mêmes faits ; — Qu'il échet, en conséquence, de réduire au lieu d'aggraver les condamnations prononcées par le tribunal ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme l'appel du ministère public et celui du prévenu ; — Et statuant sur le mérite desdits appels, sans s'arrêter ni avoir égard à la demande de sursis formulée par Lamouche dans la cause, demande dans laquelle il est déclaré mal fondé et dont il est débouté ; — Prononçant au fond : — En tant que de besoin

confirme la décision des premiers juges relativement aux 3e et 4e chefs susvisés de l'inculpation ; — Dit qu'elle sortira, quant à ce, son plein et entier effet ; — Dit constants les faits de détournements relevés contre Lamouche et compris sous les nos 1, 2, 5, 6 et 7 des chefs de la même inculpation ; — Confirme également, quant à ce, la même décision ; — Emendant, quant à la qualification : — Dit que les faits qui font l'objet des nos 1 et 2 desdits chefs constituent les délits prévus et punis par les articles 169, 171 et 172 précités C. pén. ; — Dit de plus, relativement à tous les autres faits compris sous les nos 5, 6 et 7 de la même inculpation, que Lamouche est le coauteur et non le complice par recel ; — Emandant également quant à la répression : — Dit qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes en faveur du prévenu ; — Réduit à quinze mois la peine de deux années d'emprisonnement prononcée contre lui ; — Confirme pour tout le surplus de ses dispositions pénales la décision entreprise ; — Et ordonne qu'elle sortira quant à ces dispositions son plein et entier effet ; — Condamne le prévenu aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; — ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Me JOLY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

29 juin 1895

Boissons, Algérie, alcool, fabricant, déclaration, décrets des 26 décembre 1884 et 27 juin 1887, textes antérieurs, promulgation.

L'art. 2 du décret du 26 décembre 1884 établit en Algérie un impôt sur tous objets récoltés, préparés dans l'intérieur ;

Par suite, l'alcool fabriqué à l'intérieur est assujetti à cet impôt ;

Le même article astreint le fabricant à une déclaration de fabrication, qui l'oblige, à défaut par lui de réclamer la faculté d'entrepôt, à l'acquittement immédiat des droits ;

Ce même décret du 26 décembre 1884, complété par le dé-

cret du 27 juin 1887 (art. 22, 23, 28, 40 § 2) promulgue et rend applicables en Algérie, dans son art. 3, l'art. 36 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 et par suite les art. 8 et 9 de la loi du 24 mai 1834, 27 et 46 de la loi du 29 mars 1816, lesquels textes prévoient et autorisent implicitement, pour la perception de l'impôt et la répression des fraudes relatives à cette perception, toutes les mesures de constatations, de visites, de perquisitions et de saisies nécessaires à cet effet (1).

(Contributions diverses c. Montagné et consorts)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels de Montagné, d'Hosteng et de Serda sont réguliers et recevables en la forme; — Attendu que l'appel incident de l'administration des contributions diverses est au contraire irrégulier et irrecevable; — Attendu, en effet, qu'il n'a été interjeté ni dans les termes, ni dans les délais prescrits par la loi; — Qu'il n'y a donc pas lieu d'avoir égard dans la cause aux fins de cet appel;

Sur le fond: — Attendu que des faits de la cause relevés et constatés par un procès-verbal du 6 août 1894, dressé par les sieurs Goulin, Ferrer et Gobier, préposés du service des contributions diverses, il ressort que Montagné qui, à cette époque, exerçait l'industrie de distillateur à Boufarik, a cherché frauduleusement, avec la complicité de Hosteng et Serda, à soustraire à la perception de l'impôt sur la fabrication une quantité considérable d'alcool, fabriqué par lui, et non déclaré; — Que dans ce but, il a fait clandestinement transporter chez le sieur Attard, dont il était, en réalité, le véritable locataire, sous le nom d'Hosteng, son locataire, 755 hectolitres 25 litres d'alcool contenus dans 140 fûts; — Qu'aux mêmes fins il a fait également transporter dans les mêmes conditions chez Serda, à la ferme Pérard, canton de Boufarik, 64 autres hectolitres 80 litres d'alcool contenus dans 12 fûts; — Attendu que ces alcools et ces fûts ont été saisis; — Attendu que pour échapper aux conséquences de la fraude dont ils se sont rendus coupables, Montagné, comme auteur principal, Hosteng et Serda comme complices, lesdits trois prévenus con-

(1) Comp. Alger, 18 oct. 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 477) et la note; Alger, 24 nov. 1894 (*suprà*, p. 8); trib. de Mascara, 7 sept. 1894 (*suprà*, p. 138).

testent la validité du procès-verbal du 6 août 1894, relevant à leur charge les circonstances et les faits établissant cette fraude ; — Qu'ils soutiennent, en effet, que ce procès-verbal est radicalement nul tant en la forme qu'au fond ; — Qu'ils prétendent, quant à la forme, que les agents et préposés de l'administration n'avaient pas le droit de procéder ainsi qu'ils l'ont fait aux domiciles d'Hosteng et de Serda, qu'aucun texte de la loi applicable en Algérie à cette matière ne les y autorisait, que par suite les constatations, les perquisitions et les saisies de ces agents sont illégales et nulles comme constituant des violations de domicile ; et qu'en conséquence l'administration doit être déboutée de ses demandes et condamnée même à de légitimes dommages-intérêts ; — Attendu que les prétentions desdits prévenus ont été, à bon droit, combattues par l'administration et repoussées par les premiers juges, dont il échet, par suite, de confirmer la décision ;

En ce qui touche effectivement les nullités de forme reprochées au procès-verbal susvisé et expressément prises : 1° de ce que ce procès-verbal a été dressé à la requête du gouverneur général et non du préfet ; 2° de ce que ce même procès-verbal n'a pas été notifié à Montagné dans les 24 heures de sa clôture, et 3° de ce qu'il n'a pas été notifié à ce dernier mais affiché simplement à la mairie de Boufarik : — Attendu que ces moyens ne reposent sur aucun fondement sérieux ; qu'à cet égard il convient d'adopter purement et simplement les raisons de décider qui ont déterminé les premiers juges à les rejeter ;

En ce qui touche les nullités de fond : — Attendu que toute l'argumentation produite au nom des prévenus par leurs défenseurs, aboutirait, au cas où elle serait reconnue fondée, à cette conséquence inadmissible que si, en Algérie, des textes législatifs ont installé un impôt sur la fabrication des alcools à l'intérieur, le législateur imprévoyant a omis d'organiser en même temps un système suffisant de surveillance permettant soit d'assurer la perception dudit impôt, soit d'empêcher les fraudes si préjudiciables dont il est l'objet ; qu'ainsi aucun droit de visites, aucun droit de perquisitions chez les particuliers non assujettis, soupçonnés de fraude ou de complicité de fraude n'appartiendrait en l'état de cette législation aux préposés de l'administration ; — Attendu que cette interprétation si étrange des dispositions des lois qui régissent la matère n'est nullement justifiée, qu'elle méconnaît ouvertement l'esprit des textes actuellement en vigueur à cet égard ; — Attendu, en effet, tout d'abord, que l'art. 2 du décret du 26 décembre 1884 établit formellement en Algérie un impôt sur

tous objets récoltés, préparés dans l'intérieur ; — Que l'alcool fabriqué à l'intérieur se trouve par suite assujetti à cet impôt ; — Attendu que le même article astreint le fabricant à une déclaration de fabrication; qu'il l'oblige, à défaut par lui de réclamer la faculté d'entrepôt, à l'acquittement immédiat des droits ; — Attendu que ce même décret du 26 décembre 1884, complété par le décret du 27 juin 1887 (art. 22, 23, 28, 40 § 2), promulgue et rend applicables en Algérie, dans son art. 3, savoir : l'art. 36 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, par suite l'art. 28 de la même ordonnance, puis l'art. 9 de la loi du 24 mai 1834, par suite l'art. 8 de la loi du 24 mai 1834, par voie de suite encore les art. 27 et 46 de la loi du 29 mars 1816, lesquels textes prévoient et autorisent implicitement pour la perception de l'impôt et la répression des fraudes relatives à cette perception, toutes les mesures de constatations, de visites, de perquisitions et de saisies nécessaires à cet effet ; — Attendu que les visites, les perquisitions et les saisies qui ont été pratiquées chez Hosteng et Serda pour y rechercher la preuve des fraudes imputées à Montagné doivent donc être reconnues pour licites et régulières comme ayant été exécutées en vue de l'application de ces décrets et de ces lois ; — Qu'elles ont été pratiquées avec l'assistance du commissaire de police ; — Qu'elles n'ont donné lieu, sur place, à aucun refus d'exercice ; — Qu'elles ont eu lieu en présence du sieur Grech, préposé et beau-frère de Serda, et du sieur Hosteng, lui-même, sans protestation contre leur légalité ; — Attendu que des constatations qu'elles ont amenées et que du procès-verbal du 6 août 1894 rapporté, il ressort que les alcools découverts chez Hosteng et Serda étaient bien la propriété de Montagné ; que dès lors, en ne déclarant pas ces alcools fabriqués par lui à Boufarik et secrètement ensuite transportés dans les lieux où ils ont été trouvés, et en outre en n'acquittant pas immédiatement les droits de fabrication de ces alcools, ce dernier a formellement, en ce qui le concerne, contrevenu aux dispositions des art. 2 et 3 du décret du 26 décembre 1884 et des textes de loi que ce dernier article a promulgués en Algérie, notamment aux dispositions de l'art. 46 de la loi du 28 avril 1816 ; — Qu'il s'est par suite rendu passible des peines édictées par ce dernier article ; — Que, de leur côté, Hosteng et Serda, en ce qui les concerne, ont, en prêtant leur assistance et leur concours aux fraudes commises par Montagné, personnellement encouru l'application des dispositions pénales de l'art. 40 § 3 du décret du 27 juin 1887 ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges en tant qu'ils s'accordent avec ceux du présent arrêt : — Statuant sur les

appels incidents et principaux relevés contre le jugement correctionnel du 14 décembre 1894; — Dit irrecevable, comme irrégulièrement interjeté, l'appel incident de l'administration des contributions diverses; — Dit, par suite, qu'il n'y a lieu de prononcer sur les fins de cet appel au fond; — Reçoit, au contraire, comme réguliers en la forme les appels de Montagné, Hosteng et Serda; — Et y statuant: — Sans s'arrêter ni avoir égard à toutes les fins, conclusions et demandes dans lesquelles ils sont déclarés mal fondés et dont ils sont déboutés; — Dit leurs appels non justifiés; — Les en démet; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré, en tant qu'il prononce contre Montagné l'amende de 200 fr. pour répression de la contravention qui lui est imputée, en tant également que ce même jugement prononce la confiscation des alcools saisis; — Émendant toutefois quant à Serda et à Hosteng, et rectifiant à leur égard les dispositions du jugement les concernant; — Les déclare seulement responsables, dans les termes de l'art. 40 § 3 du décret précité du 27 juin 1887, des condamnations pécuniaires portées contre Montagné; — Ordonne que sous cette modification ledit jugement sortira son plein et entier effet; — Condamne les prévenus solidairement aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes LE DENTU, MEUNIER et JOLY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

11 mai 1895

Voirie, arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, contravention, tribunal de simple police, compétence.

Est de la compétence des tribunaux de simple police, et non pas de celle des tribunaux correctionnels, la contravention aux prescriptions de l'arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, portant règlement général sur la voirie (1).

---

(1) L'arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832 n'a-t-il pas été abrogé par la loi du 16 juin 1851 ? — Pour la négative, Cass. (crim.), 6 janv. 1854 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1854. 2); 24 févr. 1859 (Estoublon, *op. cit.*, 1859.

(Coriat Samuel c. Min. pub.)

JUGEMENT du tribunal correctionnel d'Oran, du 5 janvier 1895, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que la police de la conservation des routes, d'abord attribuée aux tribunaux de district, aujourd'hui d'arrondissement, par la loi du 11 septembre 1790, art. 6, a été transportée aux conseils de préfecture par la loi du 20 floréal, art. 10; — Attendu que le décret du 2 février 1808 a attribué à l'avenir aux tribunaux de simple police exclusivement compétence pour statuer sur de simples dépôts de matériaux ou encombrements effectués sur une grande route et *a fortiori* sur les dépôts, jets, écoulements de matières pouvant intéresser la sûreté ou la salubrité publique, lorsque la route en question traverse ou longe les rues, places, quais d'une ville, bourg ou village comme dans l'espèce; — Attendu que, dans ce cas, les règles relatives à la police urbaine sont applicables; — Qu'en effet, l'art. 471, nos 4, 5 et 6 C. pén., embrasse à cet égard, par la généralité de ses dispositions, tout refus ou négligence d'exécuter les arrêtés concernant la petite voirie; — Qu'il suit de là que toutes les infractions à la petite voirie doivent être soumises à la juridiction ordinaire en cette matière, c'est-à-dire aux tribunaux de simple police et non aux tribunaux correctionnels; — Mais attendu que les tribunaux de simple police ne connaissent, en vertu d'une compétence générale, que de toutes les contraventions qui peuvent donner lieu soit à une amende de 15 fr. au plus, soit à un emprisonnement de cinq jours au plus; — Attendu que l'art. 13 de l'arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, modifié par l'arrêté du 23 février 1838, texte dont la voirie municipale demande l'application, vise une pénalité de 50 à 500 fr. d'amende, bien supérieure à celles des peines de simple police; — Attendu que pour les pénalités supérieures à celles de simple police la compétence de la juridiction administrative des conseils de préfecture se restreint à l'application des peines pécuniaires, et que le tribunal correctionnel ne saurait intervenir que s'il y avait lieu à une condamnation à l'emprisonnement, ce qui n'est pas le cas de l'espèce; — Attendu, d'autre part, qu'en Algérie, où les deux arrêtés du 8 octobre 1832, modifiés par l'arrêté du 23 février 1838, composèrent longtemps, avec les deux arrêtés du 8 mai 1833, toute la législation applicable en matière de grande et petite voirie, c'était aux conseils spéciaux et permanents de voirie créés à Alger, Oran et Bône que les contraventions étaient déférées (art. 5 de l'arrêté du 8 mai 1833); — Attendu que ces attributions sont passées aux conseils de préfecture depuis qu'ils ont commencé à fonctionner en Algérie, c'est-à-dire depuis le décret organique du 27 octobre

---

7); 29 mars 1867 (Estoublon, *op. cit.*, 1867. 8); 27 juill. 1867 (Estoublon, *op. cit.*, 1867. 31); 31 déc. 1868 (Estoublon, *op. cit.*, 1868. 54); trib. de Constantine, 22 août 1879 (*Bull. jud. alg.*, 1880. 12); Cass. (crim.), 20 déc. 1879 (*Bull. jud. alg.*, 1880. 34); trib. 11 juin 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 471). — Pour l'affirmative, trib. de police de Philippeville, 27 août 1867 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1867. 35).

1858; — Attendu que, dans ces circonstances, il n'est pas douteux que c'est ou la juridiction de simple police ou la juridiction de préfecture qui sont compétentes, mais non la juridiction correctionnelle ;

Par ces motifs : — Accueille l'exception d'incompétence soulevée par Samuel Coriat ; — Se déclare incompétent ; — Renvoie le ministère public à se pourvoir devant telle juridiction qu'il avisera.

Sur l'APPEL du Ministère public,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, d'un procès-verbal dressé le 26 octobre 1894 par le sieur Bienaimé, contrôleur chef de la voirie urbaine à Oran, il appert que, dans un terrain vague situé en bordure d'une rue de cette dernière ville, appelée rue de l'Aqueduc et clôturé en planches, ledit terrain appartenant au sieur Coriat, il existe une excavation profonde empiétant sur ladite rue, d'une longueur de 5 mètres et d'une largeur de 1m40 cent.; que cette excavation n'est qu'à 50 centimètres du niveau du sol et n'est recouverte que de madriers en état complet de vétusté; — Qu'elle présente, dans ces conditions, de graves dangers pour la sécurité des passants; — Attendu qu'ensuite de ce procès-verbal, ledit sieur Coriat a été, à la date du 24 décembre 1894, traduit devant le tribunal correctionnel d'Oran sous l'inculpation « d'avoir, depuis moins de trois ans, à Oran, contrevenu à l'arrêté de l'intendant civil de 1832 sur la voirie en Algérie, en laissant subsister une excavation dans un terrain lui appartenant, laquelle constitue un danger pour les passants; » — Attendu que, par le jugement dont est appel, ledit tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître de la poursuite; — Attendu que c'est à bon droit qu'il a jugé ainsi; — Qu'il échet de maintenir sa décision; — Attendu, effectivement, que les divers faits relevés par le procès-verbal susanalysé tombent, soit sous l'application de l'arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832 visé par le ministère public, ledit arrêté encore en vigueur, pris comme règlement légalement fait par l'autorité administrative et sanctionné, dès lors, par l'art. 471 § 15 C. pén., soit sous l'application des art. 471 § 4 ou 479 § 11 du même Code; — Qu'ils constituent, en conséquence, dans tous les cas, des contraventions de simple police qui échappent au domaine de la juridiction correctionnelle ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme l'appel du ministère public; — Au fond : — Rejette ledit appel;

— Confirme, par suite, dans son dispositif seulement, le jugement déféré et ordonne qu'il sortira, quant à ce, son plein et entier effet ; — Laisse les dépens, tant de première instance que d'appel, à la charge de l'État.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 mai 1895

Propriété, Algérie, législation spéciale, interprétation, immeuble, revendication contre l'État, mémoire préalable.

Le sénatus-consulte du 22 avril 1863, la loi du 22 juillet 1873 et les lois, décrets, réglements qui les ont modifiés, constituent un code spécial, qui se suffit à lui-même, sans qu'il y ait lieu de le compléter par des emprunts faits, soit à la législation antérieure de l'Algérie, soit à la législation métropolitaine ;

Aucune disposition de ce code n'impose aux particuliers actionnant l'État en revendication d'un immeuble attribué, à tort d'après eux, soit à un tiers, soit au domaine de l'État, la formalité du mémoire préalable imposé par les art. 1 et 3 du décret du 18 décembre 1855, en matière d'actions domaniales du droit commun (1).

(Domaine de l'État c. Mahieddin ben Ali)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;
Au fond : — Sur les numéros 7, 117, 1174 et 2272 : — Attendu

(1) V. Alger, 25 mars 1895 (*suprà*, p. 313) et la note.

qu'il échet de confirmer le jugement attaqué par les motifs y énoncés ;

Sur les numéros 7028 et 7116 : — Attendu que le sénatus-consulte du 22 avril 1863, la loi du 22 juillet 1873 et les lois, décrets et règlements qui les ont modifiés, constituent un code spécial qui se suffit à lui-même, sans qu'il y ait lieu de le compléter par des emprunts soit à la législation antérieure de l'Algérie, soit à la législation métropolitaine ; — Attendu qu'aucune disposition de ce code n'impose aux particuliers actionnant l'État en revendication d'un immeuble attribué à tort d'après eux soit à un tiers, soit au domaine de l'État, la formalité du mémoire préalable imposé par les art. 1 et 3 du décret du 18 décembre 1855 en matière d'actions domaniales de droit commun ; — Attendu que, ce premier point admis, il ne saurait être fait grief à l'intimé, ni d'avoir donné assignation avant l'expiration du délai de 40 jours, ni d'avoir omis de produire les documents sur lesquels il fonde son action ;

Attendu, en ce qui touche la nature et le caractère légal des parcelles revendiquées, qu'il est de toute évidence que les biens vacants appartiennent à l'État, mais que l'intérêt du litige est précisément de rechercher si les lots litigieux doivent ou non être placés dans cette catégorie, eu égard aux faits de possession allégués par l'intimé et contestés par l'État ; — Attendu que c'est donc à bon droit que le tribunal de Tizi-Ouzou se jugeant insuffisamment édifié par les titres produits a admis l'intimé sur sa demande à prouver que, depuis un temps immémorial, il a joui desdites parcelles, soit par ses auteurs, soit par lui-même, et que sa possession a été non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire ; — Attendu que cette recherche ne peut préjudicier en rien aux droits éventuels de l'État, puisqu'il est admis à faire la preuve contraire et que, sur le vu de l'enquête, il pourra prendre toutes conclusions utiles et contester la valeur légale des faits de possession établis par l'intimé ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme sous les modifications de doctrine qui précèdent la décision entreprise pour être exécutée suivant sa forme et teneur ; — Condamne le préfet d'Alger ès-qualités aux dépens d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et BALU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

25 mars 1895

—

Hypothèque légale, nature, institution du droit civil, femme mariée étrangère; naturalisation, Algérie, résidence de trois ans, effets.

—

L'hypothèque légale est une institution du droit civil dont il ne peut dépendre des parties de s'attribuer le bénéfice, eussent-elles d'ailleurs contracté mariage devant un officier public français et adopté l'un des régimes organisés par la législation française, lorsqu'elles ne se trouvent pas dans la catégorie des personnes qui ont, en France, la jouissance des droits civils, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'une convention internationale ;

Spécialement, la femme née en Algérie d'un père Sarde et mariée avec un Anglo-Maltais, qui n'est Française, ni par le fait de sa naissance, ni par le fait de son mariage, n'appartient pas à la catégorie des personnes ayant en France ou en Algérie la jouissance des droits civils (1) ;

Il importe peu que le mari, par application de l'art. 3 du sénatus-consulte de 1865, prétende à cette jouissance pour sa femme et pour lui, par le motif qu'il justifie de trois années de résidence en Algérie, — cette condition de résidence ne suffisant pas pour lui conférer la nationalité française, mais le rendant seulement admissible à en faire la demande, et la nationalité française ne lui étant acquise que par le décret qui la lui accorde (2).

(Attard c. X...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme : —

(1) V. Metz, 6 juill. 1853 (Sir., 53. 2. 547); Cass. civ., 20 janv. 1862 (Sir., 62. 1. 673; Grenoble, 23 avril 1863 (Sir., 63. 2. 124); Aubry et Rau, I, p. 304, note 62.

(2) V. l'étude publiée *Rev. Alg.*, 1889. 1. 149 et 165.

Attendu que l'hypothèque légale est une institution du droit civil dont il ne peut dépendre des parties de s'attribuer le bénéfice, eussent-elles d'ailleurs contracté mariage devant un officier public français et adopté l'un des régimes organisés par la législation française, lorsqu'elles ne se trouvent pas dans la catégorie des personnes qui ont, en France, la jouissance des droits civils, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'une convention internationale ; — Attendu que l'hypothèque légale est si bien une création du droit civil que certaines législations étrangères, comme celle de la Belgique, l'accordent en termes exprès à la femme étrangère, même mariée en pays étranger, sur les biens de son mari situés dans le pays ; que d'autres législations étrangères, comme celle de l'Angleterre, la refusent même à leurs nationaux ;

Attendu, ces principes posés, qu'il échet purement et simplement de rechercher, dans l'espèce, quelle est la condition de la dame Frendo et si elle se trouve dans la catégorie des personnes qui ont, en France, la jouissance des droits civils ; — Attendu que la dame Frendo est née en Algérie, le 8 décembre 1861, d'un père Sarde ; que si elle avait eu l'intention d'acquérir la nationalité française, elle aurait dû se conformer à l'ancien art. 9 C. civ., seul applicable dans la cause, la loi du 26 juin 1889 ne pouvant avoir d'effet rétroactif ; — Attendu que n'en ayant rien fait, elle est demeurée de nationalité sarde jusqu'à son mariage, c'est-à-dire jusqu'au 9 novembre 1878 ; — Attendu d'ailleurs que, même s'il en était autrement, elle aurait suivi la condition de son mari et serait devenue étrangère par le fait de son union avec Frendo, né à Malte en 1846 de parents anglo-maltais, et anglo-maltais lui-même ; — Attendu, il est vrai, que Frendo prétend tirer de l'article 3 du sénatus-consulte de 1865 son droit pour lui et pour sa femme à la jouissance de tous les droits civils, par le seul fait qu'il justifie de trois années de résidence en Algérie ; — Attendu, sans nul doute, qu'après avoir rempli cette condition de résidence, l'étranger est admissible à jouir des droits civils, mais à la charge d'en faire la demande au gouvernement, que rien n'oblige à l'accueillir ; — Attendu en effet que le rapporteur au Sénat du projet de sénatus-consulte s'exprimait en ces termes : « La naturalisation n'est pas un » droit, mais une faveur, et, avant de la concéder, il appar- » tient à l'administration de vérifier si, au-dessus des condi- » tions officielles, il n'existe pas des conditions de moralité, » d'ordre, d'intérêt public qui s'opposent à ce que le récla- » mant soit adopté par la nation française, s'il n'y a pas » quelque motif de craindre que ce titre de citoyen qu'il

» ambitionne ne soit par lui compromis et souillé ; c'est une » prérogative dont l'exercice est prédominant et sacré ; » — Attendu que ces préoccupations d'ordre élevé ont reçu leur sanction dans le règlement d'administration publique du 5 mai 1866; que les articles 15, 16, 17 et 18 de ce règlement traitent de la procédure à suivre par l'étranger pour parvenir à la naturalisation ; — Attendu qu'il n'est même pas allégué par Frendo qu'il ait adressé une demande au gouvernement et qu'il se soit conformé aux articles sus visés ; d'où cette conséquence qu'il est demeuré étranger, et qu'il ne peut avoir conféré à sa femme une qualité qu'elle ne possédait pas par elle-même ; — Attendu que c'est donc à tort que les premiers juges ont débouté les consorts Attard de leur contredit ; — Attendu qu'il est superflu d'examiner les autres moyens proposés par ces derniers ;

Par ces motifs : Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Infirme le jugement du tribunal civil de Philippeville du 18 octobre 1894 ; — Statuant à nouveau : — Dit que X... créancier hypothécaire de Frendo seul sera colloqué seulement au rang de son inscription sur les immeubles dont le prix est en distribution ; — Ordonne que le règlement provisoire sera modifié conformément au présent arrêt ; — Condamne X... en tous les dépens de première instance et d'appel ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Déboute respectivement les parties de toutes leurs plus amples fins et conclusions.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

29 juin 1895

Abus de confiance, plainte, poursuite, transactions et restitutions postérieures, effets.

Si, antérieurement aux plaintes judiciaires et aux poursuites de même nature, des accords, des transactions ou des règlements librement consentis et acceptés par les parties lésées peuvent avoir pour conséquence de modifier la situa-

tion d'un mandataire infidèle, inculpé d'abus de confiance, de faire perdre à sa dette sa nature originairement délictueuse, et d'imprimer à l'avenir à cette dette un caractère purement civil, il en est différemment des règlements, transactions ou accords qui interviennent postérieurement aux plaintes et aux poursuites judiciaires, et qui de plus ne sont acceptés par la partie lésée que sous l'empire, soit de l'impossibilité où elle se trouve d'obtenir mieux de son débiteur, soit de la crainte légitime qu'elle peut concevoir d'éventualités pires à affronter ;

Les restitutions ou remises d'argent par le mandataire infidèle à la partie lésée, postérieures aux plaintes ou poursuites judiciaires, ne couvrent pas le délit d'abus de confiance devenu irrévocablement définitif et consommé par l'effet de ces plaintes et de ces poursuites, et il importe peu dès lors, pour que ce délit existe et soit passible des peines des art. 406 et 408 C. pén., que la partie lésée n'ait point été en réalité définitivement dépouillée des sommes détournées à son profit.

(Min. pub. c. C...)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel relevé par le ministère public contre le jugement du tribunal correctionnel de Guelma du 14 janvier 1895 est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que le 20 décembre 1887, un sieur Michel Coutaya était inopinément assassiné à Tébessa ; — Attendu qu'il laissait pour héritières de sa succession ainsi ouverte : 1° la dame Gratia Coutaya, aujourd'hui veuve Missud, sa sœur germaine demeurant à Tébessa, et 2° la dame Carmen ou Carmela Coutaya, épouse Mikaleff, demeurant au Caire, sa sœur consanguine ; — Attendu que sur les indications des auteurs du crime, une somme de 6,450 fr. soustraite par eux à la victime était retrouvée par le curateur aux successions vacantes et déposée par lui à la caisse des dépôts et consignations de Guelma ; — Attendu que le prévenu, qui était alors agent d'affaires à Tébessa, se fit confier par les intéressées le mandat de poursuivre la liquidation de la succession du feu sieur Coutaya et d'effectuer le recouvrement de toutes les sommes en dépendant ; — Attendu que, sans atten-

dre même la détermination régulière des parts héréditaires de ses mandants, agissant en vertu de leurs procurations, il se hâta, tout d'abord, et ce à la date du 8 octobre 1889, de retirer de la caisse de Guelma les fonds qui y étaient déposés ; — Que le 9 octobre, il versa à la vérité sur ces fonds à la dame Missud un acompte de 2,200 fr., mais qu'il conserva le reste et qu'il disposa pour ses besoins personnels de tout ou partie desdits fonds ; — Que depuis cette époque jusqu'au 16 octobre 1894, malgré des réclamations et des mises en demeure réitérées, des poursuites disciplinaires et correctionnelles, il est même resté indûment détenteur de ces fonds ; — Attendu que la part héréditaire de la dame Missud dans la succession de son frère avait été fixée aux trois quarts de cette succession, et celle de la dame Mikaleff au quart seulement ;

Attendu que, poursuivi pour abus de confiance à raison de l'indue rétention des sommes appartenant à ces dernières, C... a été néanmoins par le jugement susvisé du 16 janvier 1895 purement et simplement renvoyé des fins de cette poursuite ; — Attendu que pour l'en relaxer les premiers juges se sont fondés : 1° sur ce que, en ce qui concerne la dame Missud, C..., ayant par acte sous seing privé en date à Tébessa du 5 juin 1893, enregistré le 16 du même mois, consenti à celle-ci une délégation de loyers à concurrence de sa créance s'élevant à 2,300 fr., et sur ce que, en ce qui concerne la dame Mikaleff, un règlement de compte étant intervenu à la date du 26 mars 1894, cet acte du 5 juin 1893 et ce règlement du 26 mars 1894 ont eu pour effet d'opérer novation de la dette du prévenu, de la transformer par suite, et de lui faire perdre son origine et sa cause délictueuses ; 2° sur ce que, en réalité, la rétention par ledit prévenu des sommes dont il avait disposé, n'avait pas eu pour résultat de dépouiller définitivement les dames Missud et Mikaleff de la propriété de ces sommes ; 3° sur ce que enfin, il n'existait pas dans la cause d'intention criminelle de la part du délinquant ; — Attendu que ces divers moyens, reproduits en appel au nom de C..., par son défenseur, sont à bon droit combattus par le ministère public ; — Que tout particulièrement dans l'espèce ils doivent être écartés par la Cour ;

En ce qui touche, en effet, le 1er moyen tiré de la novation invoquée et des effets de cette novation : — Attendu que si, antérieurement aux plaintes judiciaires et aux poursuites de même nature, des accords, des transactions ou des règlements librement consentis et acceptés par les parties lésées peuvent avoir pour conséquence de modifier la situation du

mandataire infidèle, de faire perdre à sa dette sa nature originairement délictueuse et d'imprimer à l'avenir à cette dette un caractère purement civil, il en est différemment des règlements, transactions ou accords qui interviennent postérieurement aux plaintes et aux poursuites judiciaires, et qui de plus ne sont acceptés par la partie lésée que sous l'empire soit de l'impossibilité où elle se trouve d'obtenir mieux de son débiteur, soit de la crainte légitime qu'elle peut concevoir d'éventualités pires à affronter; — Attendu qu'après d'inutiles et infructueuses réclamations, la dame Missud ne pouvant obtenir de C... la restitution de l'argent qu'il avait touché, prit le parti de recourir à la justice; — Qu'elle adresse le 23 avril 1893 une plainte à M. le procureur général contre le prévenu; — Attendu que c'est alors que, pour arrêter les conséquences de cette plainte et en paralyser les effets, ce dernier rédigea de sa main et remit à la dame Missud un écrit daté par lui du 5 juin 1893 et portant en vue de l'extinction de sa dette envers cette dernière, qu'il fixait lui-même à cette époque à 2,300 fr., une délégation de pareille somme à prendre sur les revenus d'un bordj lui appartenant, ladite somme déléguée payable savoir : 1° 500 fr. à partir du 5 janvier 1894, 2° 500 fr. à partir du 5 avril suivant, 3° 500 fr. à partir du 5 juillet de la même année et 4° 800 fr. à partir du 5 octobre suivant; — Attendu qu'à l'aide de cet écrit il obtint le 10 janvier 1893 de la dame Missud, alors malade et alitée, un désistement de sa plainte du 28 avril; — Mais attendu que se ressaisissant et se ravisant presque aussitôt, ladite dame veuve Missud reprit et renouvela dès le lendemain, 11 janvier 1893, d'une manière plus pressante qu'elle ne l'avait fait déjà, sa dite plainte du 28 avril précédent; — Attendu que, de son côté, le mandataire de la dame Mikaleff, le sieur Sciartino, réclamait avec insistance le versement de la part héréditaire de sa cliente; — Attendu que pour se soustraire encore à ces nouvelles réclamations et retarder le plus qu'il le pouvait l'époque des satisfactions qu'il leur devait, C... imagina d'user envers la dame Mikaleff du même procédé dont il s'était servi vis-à-vis de la dame Missud; — Qu'à cet effet, il ne craignit pas d'intercaler, à l'insu de la dame Mikaleff, entre la signature de l'écrit du 5 juin et la mention d'enregistrement de cet acte, une déclaration ainsi conçue: « Je déclare, en outre, que sur la créance des époux Mikaleff, domiciliés au Caire, qui est de 1,200 fr., je paierai entre les mains de la dame Missud, leur chargée de pouvoir, 400 fr. le 1er février 1894, 400 fr. le 1er avril 1894 et 400 fr. le 1er juin 1894; Tébessa, le 5 juin 1893, signé : C... » ; — Attendu que les pouvoirs qu'il attribuait

ainsi à la dame Missud étaient mensongers; — Que la date même de cet engagement était fausse; — Attendu qu'au nom des plaignants tout fut mis en œuvre alors pour obtenir du plus fort, du prévenu, la restitution des sommes qu'il gardait indûment; — Attendu que le bâtonnier de l'ordre des avocats dont le sieur C... était devenu membre, le président du tribunal civil de Guelma, le parquet de Guelma, le juge de paix de Tébessa furent successivement appelés à intervenir; — Attendu que l'intervention de toutes ces autorités demeura sans résultat; — Attendu qu'à la date du 5 avril 1894 le parquet de Guelma requit enfin une information régulière; — Attendu qu'au cours de cette information celui-ci se décida tardivement à verser divers acomptes aux dames Missud et Mikaleff; — Attendu que le 9 mai suivant le conseil de discipline de l'ordre des avocats de Guelma, qui avait été saisi notamment de la réclamation de ces dernières, raya Me C... de son tableau; — Attendu que ce n'est qu'en octobre 1894 que la dame Missud finit par être intégralement désintéressée de ce qui lui était dû, et que ce n'est qu'en juillet de la même année que la dame Mikaleff reçut également satisfaction définitive et entière; — Attendu qu'en présence des faits qui viennent d'être exposés, et qui sont retenus comme constants, il demeure bien évident que, ni l'acte du 5 juin 1893, ni les prétendus accords qui en seraient résultés d'une lettre du 26 mars 1894, du mandataire de la dame Mikaleff, n'ont pu avoir pour effet de nover les créances desdites dames Missud et Mikaleff, et par suite de faire disparaître, au profit de C..., la criminalité des faits d'où dérivaient ces créances; — Attendu qu'il n'est point prouvé que les dits accords aient été librement acceptés par les plaignantes; — Que le contraire paraît même établi par les pièces de l'information; — Attendu que de ce qui précède il suit donc que le premier des moyens invoqués par le prévenu et admis par le tribunal est sans fondement;

Sur le deuxième moyen: — Attendu que les restitutions ou remises d'argent par le mandataire infidèle à la partie lésée, postérieures aux plaintes ou poursuites judiciaires, ne couvrent point le délit d'abus de confiance devenu irrévocablement définitif et consommé par l'effet de ces plaintes et de ces poursuites; — Qu'il importe peu, dès lors, pour que ce délit existe et soit passible des peines des art. 406 et 408 C. pén., que la partie lésée n'ait point été, en réalité, définitivement dépouillée des sommes détournées à son préjudice; — Attendu, dans l'espèce, que les restitutions effectuées par le prévenu n'ont eu lieu ainsi que cela a été dit plus haut que

postérieurement aux plaintes des dames Missud et Mikaleff et aux poursuites judiciaires qui en ont été la conséquence ; — Que ces restitutions ne peuvent donc faire échapper le prévenu à l'action publique dont il est l'objet ;

En ce qui touche le troisième et dernier moyen ; — Attendu que la mauvaise foi dudit prévenu dans les faits de la cause ne saurait être révoquée en doute; — Qu'il est démontré en effet qu'il a par des manœuvres que la délicatesse et la probité réprouvent, cherché soit à s'approprier personnellement les sommes détournées par lui, soit à en retarder la restitution : 1° en opposant à la dame Missud, du chef de son mari, et après le décès de celui-ci, des compensations de dettes non certaines, non liquides, non exigibles, essentiellement contestables, et en fait, formellement contestées, 2° en tentant d'imposer à la dame Mikaleff, au moyen d'une affirmation mensongère de pouvoirs attribués à la dame Missud, un règlement de sa dette à des échéances par lui déterminées ; — Attendu que les détournements reprochés au prévenu dans les conditions sus-rappelées constituent bien en réalité à sa charge les délits d'abus de confiance prévus et punis par les art. 406 et 408 précités, dont il échet dès lors de lui faire application ;

Attendu qu'il y a lieu toutefois de tenir compte dans la répression desdits délits, de ce fait que, par suite des restitutions définitives sus-rappelées, tout préjudice a désormais cessé pour les parties lésées ; — Que dans ces circonstances, c'est le cas de faire bénéficier ledit prévenu des dispositions de l'art. 463 C. pén. ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme l'appel du ministère public ; — Y faisant droit au fond : — Infirme et met à néant le jugement du tribunal correctionnel de Guelma du 11 janvier 1895 ; — Statuant à nouveau et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Déclare C... coupable : 1° d'avoir dans le cours de l'année 1893, et en tout cas depuis un temps non prescrit, à Tébessa, canton et arrondissement de Guelma, détourné au préjudice de la dame Gracia Coutaya, veuve Missud, une somme de 2,300 fr., qui ne lui avait été remise qu'à titre de mandat à la charge de la rendre ou représenter ; 2° dans les mêmes circonstances de temps et de lieu et en tout cas depuis un temps non prescrit, détourné au préjudice de la dame Carmela Coutaya, femme Mikaleff, une autre somme de 1,200 fr. qui ne lui avait été remise qu'à titre de mandat à la charge de la rendre ou représenter ; — Et pour répression des délits d'abus de confiance résultant de ces détournements ; — Condamne ledit

prévenu à 100 fr. d'amende ; — Le condamne de plus en tous les dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; — ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Me BORDET, *av.*

COUR D'ASSISES D'ALGER

24 juin 1895

Mariage, droit musulman, épouse non nubile, consommation, viol.

Aux termes de la loi musulmane, une jeune fille en bas âge peut être légitimement épousée, mais la consommation n'est permise au mari que lorsque l'épouse est devenue nubile ;

En conséquence, le mari qui, contrevenant à ces prescriptions, a des rapports sexuels avec sa jeune épouse et use envers elle de violences pour parvenir à ses fins, commet le crime de viol (1).

(Min. pub. c. Mohamed ben Ahmed el Houssin)

Ainsi jugé par l'arrêt ci-dessus analysé, qui a condamné l'accusé à vingt années de travaux forcés pour viol commis sur la personne de sa femme âgée de neuf ans.

MM. RONNOT, *cons. prés.* ; EON, *av. gén.* — Me HUGUES, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

31 mai 1895

Adjoint indigène, nomination, préfet, maire, consultation préalable, formes.

Le décret du 7 avril 1884, disposant que les adjoints indigènes des communes algériennes sont nommés par le préfet,

(1) V. Alger, 29 janv. 1878 (*Bull. jud. Alg.*, 1878. 235) ; Cons. de rév. d'Alger, 12 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 197) et la note ; Alger, 9 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 31).

le maire préalablement consulté, n'a déterminé aucun mode particulier de consultation ;

En conséquence, ses dispositions ne sont pas violées, lorsque le préfet, ayant provoqué de la part du maire, avant de procéder à toute nomination, la remise d'une liste de présentation de candidats, a choisi l'adjoint indigène ailleurs, en dehors de la liste qui lui avait été soumise.

(Maire de Miliana)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant que si le décret du 7 avril 1884 dispose que les titulaires des emplois d'adjoints indigènes seront nommés par le préfet, le maire préalablement consulté, l'art. 5 de ce décret n'a déterminé aucun mode particulier de consultation ; — Que le préfet d'Alger a demandé au maire de Miliana, préalablement à toute nomination, une liste de présentation de candidats à l'emploi d'adjoint indigène ; — Que, dès lors, le requérant n'est pas fondé à soutenir qu'en procédant ainsi le préfet d'Alger n'a pas satisfait aux prescriptions ci-dessus visées, et à demander par suite l'annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté de nomination du sieur El Hadj Kaddour ben Taïeb comme adjoint indigène de la commune de Miliana ;

Décide : — La requête du maire de Miliana est rejetée.

M. BERGER, *prés.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

1er juin 1895

—

Poudres, Algérie, importation, détention, délit unique, amende, contributions diverses.

—

Le délit d'importation de poudre étrangère en Algérie et celui de détention de cette poudre ne forment pas deux délits distincts, mais n'en font en réalité qu'un seul, celui d'importation de poudre en Algérie, — l'importation de la poudre ne

pouvant effectivement se comprendre sans le fait de la détention de cette poudre ;

L'amende encourue de ce chef par le délinquant revient, à titre de réparation civile, à l'administration des contributions diverses.

(Contributions diverses c. Ramdan ben Messaoud)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche les appels relevés par Ramdan ben Messaoud ben Hamlat, par le ministère public et l'administration des contributions diverses : — Attendu que ces appels sont réguliers et recevables en la forme ;

Au fond : — Attendu que le jugement déféré a condamné le prévenu à la peine de deux années d'emprisonnement et de 2,000 fr. d'amende pour répression du double délit d'importation en Algérie de poudre étrangère et de détention de cette poudre ; qu'il a prononcé de plus la confiscation de la poudre saisie ; qu'il a décidé en outre qu'il ne serait point fait attribution à l'administration des contributions de l'amende prononcée ; qu'il a fait notamment application dans l'espèce des art. 2, 17 et 18 de l'ordonnance du 4 septembre 1851, et 365 C. d'inst. crim. ; — Attendu que cette décision est erronée et qu'il y a lieu de la réformer ;

Attendu en effet que les deux délits reprochés au prévenu dans la cause n'en font en réalité qu'un seul ; que le délit de détention de 160 kilogs de poudre se trouve nécessairement compris dans le délit d'importation des mêmes 160 kilogs de poudre ; qu'il est absorbé par ce dernier délit ; que l'importation de la poudre dont s'agit ne peut effectivement se comprendre sans le fait de la détention de cette poudre ; qu'un seul délit, celui d'importation de poudre étrangère existe donc au procès ; que seul il peut être poursuivi et puni ; — Attendu que ce délit résulte contre le prévenu non seulement des termes du procès-verbal rédigé à la requête de l'administration des contributions, mais aussi et surtout de l'aveu du prévenu lui-même, et de la déposition du gendarme Guillon ; — Qu'il est donc constant, ainsi que les premiers juges l'ont déclaré ;

Attendu que les art. 2, 17 et 18 de l'ordonnance de 1844 portent contre le délinquant la peine de trois mois d'emprisonnement, en plus celle de 20 fr. d'amende pour chaque kilogramme de poudre saisie, et celle, en outre, de la confiscation

de cette poudre ; — Attendu de plus que l'amende encourue revient à titre de réparation civile à l'administration des contributions diverses; — Attendu que c'est donc à tort que sur ces divers points le tribunal a jugé le contraire ;

Par ces motifs : — Statuant sur lesdits appels, les reçoit comme réguliers en la forme ; — Au fond : — Les dit justifiés ; — Infirme le jugement déféré et statuant à nouveau, etc ; — Condamne le prévenu aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes PROBST et LE DENTU, *av.*

CONSEIL DE RÉVISION D'ALGER

10 avril 1895

Meurtre, conclusions du défenseur de l'auteur principal tendant à la position de la question d'excuse légale tirée de la provocation, omission de statuer, nullité, recours seul du complice, étendue de l'annulation.

L'art. 321 C. pén. dispose que le meurtre ainsi que les coups et blessures volontaires sont excusables lorsqu'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes ;

Le président est tenu, à peine de nullité, de soumettre aux juges la question d'excuse posée par la défense dans les termes de la loi ;

Par suite, constitue une violation des articles 132 du Code de justice militaire et 339 du Code d'instruction criminelle, et l'un des cas d'annulation prévus par l'article 74 du Code militaire, l'omission de statuer sur cette question ainsi posée ;

Si certaines causes d'atténuation personnelles à l'auteur principal, telles que celles résultant de l'âge ou de la déclaration des circonstances atténuantes, peuvent ne pas profiter au complice, il n'en est pas de même de l'excuse de provocation, qui est inhérente au fait même, et dont le bénéfice est acquis

au complice lorsque cette excuse a été admise par le conseil ;

Le complice, ayant le plus grand intérêt à ce que la question d'excuse soit posée et résolue, peut se pourvoir, quoiqu'elle n'ait été posée que pour l'auteur principal ; mais si ce dernier n'a pas formé de pourvoi, le jugement, en ce qui le concerne, a acquis l'autorité de la chose jugée et les effets du recours doivent être circonscrits au complice seul.

(Mohamed ben Brahim)

ARRÊT

LE CONSEIL DE RÉVISION, — Attendu, en fait, que les nommés Ahmed ben Bouzehla et Mohamed ben Brahim ont été traduits devant le conseil de guerre comme accusés : le premier, d'homicide volontaire sur la personne du nommé Mohamed ben Khalifa ; 2° d'homicide volontaire commis avec préméditation sur la personne du nommé El-Guessar ben Harani, avec cette circonstance que ce crime a suivi celui de meurtre ci-dessus spécifié ; — Le second, de s'être rendu complice de ces deux crimes, en aidant et assistant avec connaissance l'auteur des dites actions dans les faits qui les ont préparées ou dans ceux qui les ont consommées ;

Attendu que le procès-verbal du jugement relate qu'après sa plaidoirie, le défenseur de l'accusé Ahmed ben Bouzehla a déposé des conclusions tendant à la position, en faveur de son client, de la question d'excuse tirée de la provocation dans les termes des articles 321 et 326 C. pén. ; — Que le ministère public a pris des réquisitions tendant au rejet des dites conclusions, et qu'avant de clore les débats, le président a informé les parties qu'il poserait au Conseil, le cas échéant, la question d'excuse sollicitée par la défense ; — Attendu qu'il résulte de ce même procès-verbal que le Conseil a répondu affirmativement, en ce qui concerne l'auteur principal, sur les questions d'homicide volontaire et de concomitance, et qu'après avoir admis des circonstances atténuantes en sa faveur, il l'a condamné à la peine de vingt ans de travaux forcés et à vingt ans d'interdiction de séjour ; qu'il a également répondu affirmativement, en ce qui concerne Mohamed ben Brahim, sur la question de complicité du premier homicide volontaire, et négativement sur la question de complicité du deuxième homicide, et l'a condamné, circonstances atténuantes admises, à la peine de dix ans de travaux forcés et à

cinq ans d'interdiction de séjour ; — Attendu que si le président s'est conformé à la jurisprudence consacrée dans l'espèce en ce qui concerne l'avis préalable à donner aux parties, il ressort de l'examen des motifs du jugement qu'aucune question d'excuse n'a été posée et qu'ainsi il n'a nullement été donné satisfaction à la demande légale du défenseur ;

Attendu, en droit, que l'homicide ainsi que les coups volontaires sont déclarés excusables lorsqu'il a été établi qu'ils ont été provoqués par des coups ou des violences graves envers les personnes ; — Attendu que le défenseur de l'auteur principal ayant proposé pour excuse des faits admis comme tels par la loi, le président était tenu, à peine de nullité, de soumettre aux juges cette question d'excuse qui devait suivre immédiatement la question de culpabilité sur chacun des chefs d'homicide volontaire ; — Que l'omission dûment constatée de statuer sur la demande formelle et expresse du défenseur, tendant à user d'une faculté ou d'un droit à lui accordé par la loi, constitue une violation flagrante des articles 132, 339, 321 sus-visés, et est par suite le vice radical de nullité prévu au n° 5 de l'art. 74 du Code de justice militaire ;

Attendu, il est vrai, que Mohamed ben Brahim s'est pourvu en révision, et que ni Ahmed ben Bouzehla, en faveur de qui la position de la question d'excuse a été demandée, ni le commissaire du gouvernement n'ont formé de pourvoi ; — Mais attendu que si certaines causes d'atténuation personnelles à l'auteur principal, telles que celles résultant de l'âge ou de la déclaration des circonstances atténuantes, peuvent ne pas profiter au complice, il n'en est pas de même de l'excuse de provocation qui est inhérente au fait même, et dont le bénéfice est acquis au complice lorsque cette excuse a été admise par le conseil ; que le complice, par conséquent, a intérêt à ce que la question d'excuse soit posée et résolue ; — Attendu, en effet, que, dans l'espèce, si cette question avait été résolue affirmativement en faveur de l'auteur principal, Mohamed ben Brahim, au lieu d'être condamné à la peine de dix ans de travaux forcés, ne serait condamné qu'à une peine de un an à cinq ans d'emprisonnement ;

Par ces motifs : — Le Conseil, à l'unanimité, admet ce moyen de recours ; — Sur l'étendue de l'annulation : — Attendu qu'il résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation que l'annulation ne peut profiter qu'à ceux qui se sont pourvus ; que, dès lors, Ahmed ben Bouzehla n'ayant pas formé de pourvoi en révision, le jugement rendu contre lui a

acquis l'autorité de la chose jugée ; — Attendu qu'en ce qui concerne Mohamed ben Brahim, le Conseil ayant répondu négativement sur le chef d'accusation de complicité de l'homicide commis sur la personne du nommé El Guessar ben Hanari, cette réponse négative doit définitivement lui être acquise et l'accusation purgée sur ce chef ; — En conséquence, le Conseil annule, à l'unanimité, le jugement de condamnation prononcé contre Mohamed ben Brahim, la question de complicité de l'homicide volontaire commis sur la personne du nommé Mohamed ben Khalita et la réponse faite, renvoie ledit accusé, en l'état, ensemble les pièces de la procédure, devant le 2e Conseil de guerre de la division militaire d'Oran, pour y être procédé à de nouveaux débats, conformément à la loi, sur le chef d'accusation restant à la charge dudit Mohamed ben Brahim.

MM. le général VARLOUD, *prés.* ; le commandant FERRÈRE, *com. du gouv.* — Me SUBERBIELLE-RIZZO, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 mai 1895

Prescription, art. 2277 C. civ., fondement, ordre public.

Les prescriptions de l'art. 2277 C. civ. sont fondées non seulement sur une présomption de paiement, mais plus encore sur une considération d'ordre public, ayant surtout pour but de prévenir la ruine des débiteurs par une accumulation d'intérêts, qu'il était loisible et facile au créancier de prévenir, s'il avait été soigneux et diligent (1).

---

(1) Il en résulte, entre autres conséquences pratiques :

1° Que l'aveu du débiteur, qu'il n'a pas payé les annuités, ne le met pas dans l'impossibilité d'invoquer l'art. 2277 (Cass. 5 août 1878 — *Sir.* 79. 1. 301), pourvu toutefois que cet aveu n'impliquât pas renonciation au bénéfice de la prescription, ce qui du reste ne devrait pas se présumer ;

2° Que le créancier, auquel est opposée la prescription de l'art. 2277, ne peut pas déférer au débiteur le serment, sur le point de savoir s'il a réellement payé.

(Valensi c. Dumain)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que les prescriptions de l'art. 2277 C. civ. sont fondées non-seulement sur une présomption de paiement, mais plus encore sur une considération d'ordre public ; qu'elles ont surtout pour but de prévenir la ruine des débiteurs par une accumulation d'intérêts qu'il était loisible et facile au créancier de prévenir s'il avait été soigneux et vigilant ; — Attendu qu'il n'a pas été contesté que, du vivant de Joseph Valensi ont existé entre celui-ci et Mardochée Lévi Valensi, son père, des relations d'intérêts qui n'ont pas alors été liquidées ; — Attendu que c'est dans de telles circonstances que Joseph Lévi Valensi a habité dans une maison de son père pendant 6 années, 6 mois et 15 jours ; — Attendu qu'il n'apparaît pas que jamais pendant ce temps Mardochée Lévi Valensi ait réclamé à son fils le montant du loyer de ce logement ; qu'il ne semble même pas que le prix de la location ait jamais été déterminé entre eux ; — Attendu enfin que c'est seulement lorsqu'il est devenu débiteur de la succession de son fils et poursuivi par l'intimé administrateur de la succession en paiement de sommes qu'il reconnaît devoir, que Mardochée Lévi Valensi a songé à opposer une compensation qui aurait pour cause une location remontant alors à plus de cinq années ; — Attendu que la prétendue reconnaissance qu'aurait faite les autres héritiers qui ne sont pas en cause ne saurait être opposable à Dumain administrateur judiciaire de la totalité de la succession, et qu'à ce titre, il est en droit d'ignorer des arrangements auxquels il n'a pas du tout participé ;

Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Par ces motifs : — Dit l'appel régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme purement et simplement le jugement du tribunal civil d'Alger du 16 juin 1894 ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet pour être exécuté suivant sa forme et teneur ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et NEUGASS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 mai 1895

Cours et tribunaux, question d'état, formes, audience solennelle, décret du 30 mars 1808.

Aux termes de l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, les contestations sur l'état civil des citoyens doivent être jugées en audience solennelle par les cours d'appel ;

Peu importe que la contestation se produise sous la forme principale ou sous la forme incidente et comme simple moyen de défense à l'action principale, qu'elle constitue un litige spécial, ou bien affecte les caractères d'une simple demande reconventionnelle, — une question d'état, de quelque façon qu'elle se présente, devant toujours être jugée avec une solennité particulière.

(Chateau c. Girard)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est recevable en la forme ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, les contestations sur l'état civil des citoyens doivent être jugées en audience solennelle par les cours d'appel ; — Attendu qu'il importe peu, en présence d'une règle posée avec une pareille netteté, que la contestation se produise sous la forme principale ou sous la forme incidente et comme simple moyen de défense à l'action principale ; — Attendu qu'il n'importe pas davantage que la contestation constitue un litige spécial, ou bien affecte les caractères d'une simple demande reconventionnelle ; — Attendu qu'il est rationnel qu'une question d'état, de quelque façon qu'elle se présente, soit jugée avec une solennité particulière ; — Attendu que le système des distinctions offre le grand désavantage de manquer d'une base qui échappe à toute discussion ; qu'il n'en est pas ainsi du système qui s'appuie sur les termes formels d'un texte de loi ;

Attendu qu'il échet, par application de ces principes, de décider que le point de savoir si Chateau est fondé à réclamer la qualité d'enfant naturel de la dame Chateau, épouse Girard,

doit être apprécié par la Cour en audience solennelle, et de surseoir à statuer sur la demande en liquidation des droits dudit Chateau, dans la succession de la dame Chateau, jusqu'à l'issue de cette première instance ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Renvoie la cause en ce qui touche la qualité revendiquée par Chateau devant la Cour réunie en audience solennelle ; — Sursoit à statuer pour le surplus ; — Tous moyens au fond réservés, ainsi que les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

14 mars 1895

Contrat de mariage, communauté, divorce, art. 1463 C. civ., renonciation implicite, effets, ordre public.

Est absolue et met obstacle à toute acceptation ultérieure, la disposition de l'art. 1463 C. civ., aux termes de laquelle la femme divorcée ou séparée de corps, qui n'a point dans les 3 mois et 40 jours après le divorce ou la séparation de corps accepté la communauté, est censée y avoir renoncé, à moins, qu'étant encore dans le délai, elle n'en ait obtenu la prorogation en justice ;

Cette disposition, touchant au fond même du droit, est une disposition d'ordre public, qui peut être invoquée en tout état de cause, devant la Cour d'appel.

(Izart c. Tournier)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels tant principal qu'incident sont réguliers et recevables en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1463 C. civil, la femme divorcée ou séparée de corps, qui n'a point dans les trois mois et 40 jours après le divorce ou la séparation définitivement prononcés accepté la communauté, est censée y avoir renoncé, à moins, qu'étant encore dans le délai, elle n'en ait obtenu la prorogation en justice, contradictoirement avec le mari ou lui dûment appelé ; — Attendu que ces dispositions sont absolues et mettent obstacle à toute acceptation

ultérieure ; — Attendu que le jugement prononçant le divorce entre la dame Bilon et le sieur Tournier le 25 février 1891 est devenu définitif par la transcription, le 1er octobre de la même année, et que la dame Bilon n'a fait aucun acte dont elle puisse faire résulter de sa part une acceptation de la communauté ayant existé entre elle et le sieur Tournier, dans les délais impartis par la loi ; que ce n'est que le 10 février 1892 du même mois qu'elle a déclaré accepter devant Me Gineste, notaire, commis pour procéder à la liquidation de la communauté ; qu'ayant ainsi encouru la déchéance édictée par l'article précité, elle est sans qualité pour réclamer sa part de la communauté ; — Attendu que la dame Bilon ne saurait se prévaloir de ce que le sieur Tournier paraît avoir accepté en principe la liquidation par elle demandée ; que celui-ci en ne protestant pas formellement contre une déchéance acquise n'a pu la relever d'une forclusion prononcée par la loi ; qu'il s'agit là d'une fin de non-recevoir et d'une nullité de la demande touchant au fond même du droit, qui pour être accueillie n'a pas besoin d'être proposée *in limine litis*, qu'elle peut être utilement produite en cause d'appel ; — Attendu que c'est donc à tort que les premiers juges ont fait droit à la demande de la dame Bilon, qu'il échet de ce chef d'infirmer leur décision ; — Attendu que le seul droit revenant à la dame Bilon consiste dans la somme de 2,320 fr., provenant de la vente d'un immeuble dépendant de la succession de son père, diminuée de celle de 928 fr. et 28 centimes montant des frais taxés de l'instance en divorce mis à sa charge, soit donc la somme de 1,421 fr. 74 centimes dont le sieur Tournier se déclare prêt à lui tenir compte ; qu'il y a lieu, ainsi que l'ont fait les premiers juges, de lui donner acte de sa déclaration ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel principal interjeté par la dame Bilon, l'appel incident relevé par le sieur Tournier ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Dit la dame Bilon mal fondée en sa demande de liquidation et partage de la communauté aux termes de l'art. 1463 C. civ., l'en déboute ; — Dit que le seul droit lui revenant consiste dans la somme de 2,350 fr. diminuée de celle de 928 fr. 26 centimes, soit donc la somme de 1,421 fr. 74 centimes ; — Donne acte au sieur Tournier de ce qu'il est prêt à lui payer ladite somme ; — Le condamne en tant que de besoin à ce paiement ; — Condamne la dame Bilon à l'amende et aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes MÉNEAU et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

18 mars 1895

—

Commune mixte, recettes et dépenses, réglementation, arrêté du 20 mai 1868, ordonnance du 28 septembre 1847, état de redevance, formes, administrateur délégué, visa, validité, législation métropolitaine, inapplicabilité.

—

Aux termes de l'art. 12 de l'arrêté du gouverneur général du 20 mai 1868 régissant l'administration des communes mixtes, les dépenses et les recettes de ces communes sont réglées par les dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1847 ;

L'art. 70 de cette ordonnance dispose que toutes les recettes municipales, pour lesquelles il n'est point prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectueront sur des états dressés par le maire et rendus exécutoires par le visa du préfet ;

Une décision du préfet d'Alger du 31 octobre 1878, renouvelée le 15 mars 1888, a délégué aux administrateurs des communes mixtes les pouvoirs conférés au préfet par la loi, à l'effet de signer la contrainte des poursuites à exercer contre les contribuables retardataires ;

En conséquence, remplit les conditions de validité prescrites par l'ordonnance du 28 septembre 1847 l'état de redevances arrêté et signé par l'administrateur-maire d'une commune mixte, et visé pour exécution par l'administrateur délégué du préfet ;

On objecterait vainement que, aux termes de l'art. 63 de la loi du 18 juillet 1837 et de l'art. 514 du décret du 31 mai 1862, les états de redevances dressés par les maires ne sont exécutoires qu'après avoir été visés par le sous-préfet, et que le préfet n'a pu déléguer aux mains des administrateurs des pouvoirs propres aux sous-préfets ; — ces dispositions, édictées en vue de l'administration communale de la métropole, n'ayant jamais été rendues applicables aux communes mixtes

de l'Algérie, lesquelles demeurent régies par les arrêté et ordonnance susvisés.

(Boutonnet c. commune mixte des Braz)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Sur la validité de la poursuite : — Attendu que le juge de l'opposition à poursuite a incontestablement pouvoir pour vérifier le titre en vertu duquel la poursuite est exercée; — Que la commune mixte des Braz poursuit Boutonnet en vertu d'un état de redevances arrêté et signé par l'administrateur-maire de la dite commune mixte et visé pour exécution par l'administrateur délégué du préfet; — Que, aux termes de l'art. 12 de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 20 mai 1868 régissant l'administration des communes mixtes, les dépenses et les recettes de ces communes sont réglées par les dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1847; — Que l'art. 70 de cette ordonnance dispose que toutes les recettes municipales pour lesquelles il n'est point prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectueront sur des états dressés par le maire et rendus exécutoires par le visa du préfet; — Qu'aucun mode spécial de recouvrement n'étant prescrit par la loi en ce qui touche le genre de recettes dont s'agit en la cause, c'est la disposition qui précède qui doit régir la poursuite exercée contre Boutonnet; — Que l'état en vertu duquel celui-ci est poursuivi a été arrêté par l'administrateur-maire de la commune mixte des Braz et régulièrement rendu exécutoire par le visa sinon du préfet du moins de son représentant autorisé; — Que, en effet, une décision du préfet d'Alger du 31 octobre 1878, renouvelée le 15 mars 1888, a délégué aux administrateurs des communes mixtes les pouvoirs conférés au préfet par la loi, à l'effet de signer la contrainte des poursuites à exercer contre les contribuables retardataires; — Que le titre de la poursuite exercée contre Boutonnet remplit donc les conditions de validité prescrites par l'art. 70 susvisé;

Attendu que l'on objecte, il est vrai, que, aux termes de l'art. 63 de la loi du 18 juillet 1837 et de l'art. 514 du décret du 31 mai 1862, les états de redevances dressés par les maires ne sont exécutoires qu'après avoir été visés par le sous-préfet, et que le préfet n'a pu déléguer au maire des pouvoirs

propres audit sous-préfet ; — Que cette objection n'est pas fondée ; — Que, en effet, les dispositions que l'on invoque, édictées en vue de l'administration communale de la métropole, n'ont jamais été rendues applicables aux communes mixtes d'Algérie, lesquelles demeurent régies par les arrêté et ordonnance sus-visés ; — Attendu qu'il suit de ce qui précède que la poursuite exercée contre Boutonnet est régulière en la forme ;

Sur le fond de la poursuite : — Attendu que, suivant acte sous seing privé du 13 août 1885, enregistré à Duperré, le 2 mars 1893, folio 98, Boutonnet s'est engagé à verser annuellement, à la première réquisition de l'administrateur, la somme de 300 fr. pour aider la commune à payer les intérêts de la somme qu'elle doit voter pour l'établissement de la gare projetée à la Passerelle, et ce, jusqu'à libération complète de la dette contractée par la commune, et sauf à subir la diminution proportionnelle dans le cas de remboursements partiels ; — Que, par délibération de la commission municipale des Braz, du 28 août suivant, approuvée par le préfet d'Alger le 30 avril 1887, la commune mixte a accepté l'engagement pris par Boutonnet, en spécifiant qu'il n'aurait effet qu'à partir du jour où elle sera elle-même engagée au service des intérêts du capital à emprunter pour la construction de la gare ; — Que le contrat s'est ainsi définitivement formé entre elle et Boutonnet ; — Que la gare ayant été construite à l'aide des fonds empruntés et ouverte à tous les trains desservant la ligne du chemin de fer d'Alger à Oran depuis les premiers jours de 1889, ainsi qu'il est établi par les documents et renseignements de la cause, Boutonnet n'établit, ni même n'allègue aucun fait ou circonstance de nature à l'exonérer de sa contribution promise au paiement des intérêts pour les années 1889, 1890, 1891, 1892 et 1893, les seuls dont le recouvrement fait l'objet de la poursuite ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires : — Reçoit en la forme l'appel de Boutonnet ; — Le rejette comme mal fondé, et le déboute de ses fins et conclusions ; — Confirme en conséquence le jugement déféré ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Condamne Boutonnet aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et GOUTTEBARON, *av.*

JUSTICE DE PAIX D'ALGER (Canton nord).

2 octobre 1895

Mariage, kanouns Kabyles, interprétation, femme Kabyle, état d'insurrection, divorce, répudiation, effets, droits et obligations du mari, enfant commun, pension alimentaire.

Le décret du 17 avril 1889 a soumis à la compétence du juge de paix les questions intéressant le statut personnel des Kabyles, et, pour les juger, le juge doit tenir le plus large compte des principes généraux du droit qui les régit, principes souvent en contradiction avec les lois sur lesquelles repose la société moderne ;

Notamment, quand il s'agit de la femme Kabyle, que les coutumes tiennent pour une chose dont le mari peut disposer à son gré, le juge français est contraint d'accepter comme légale la situation pénible et attristante qui lui est faite, mais en même temps son devoir est de chercher, dans la mesure où la loi le lui permet, à venir au secours de cette déshéritée ;

C'est surtout dans les affaires qui intéressent la femme que le juge français doit interroger les Kanouns *avec précaution, et, parmi toutes les prescriptions dont la femme est l'objet de leur part, refuser une sanction tout au moins à celles qui violent les principes inscrits dans le Code pénal français et dans la loi naturelle* (1) ;

Les Kanouns *Kabyles posent en principe que la femme Kabyle, lorsqu'elle abandonne son mari pour se retirer chez ses parents, est en état d'*insurrection, *c'est-à-dire dans une situation légale qui met la femme hors des atteintes de son mari, mais la laisse sans droits lorsqu'il s'agit de réclamer à celui-ci des aliments ;*

Les Kanouns *d'autre part autorisent le mari en ce cas, soit à répudier l'épouse, lorsque la rançon légale,* thamamth, *lui a été payée, soit à la laisser* thamaouokt, *c'est-à-dire à la*

(1) Sur cette importante question d'interprétation, V. Estoublon, *Mariages Musulmans et Kabyles* (*Rev. Alg.* 1892. 1. 81) ; comp. Jacquey, *Du délit d'adultère pour les musulmans* (*suprà*, 1. 157).

retenir dans les liens du mariage, en la soustrayant au commerce des hommes et en lui interdisant à jamais de reprendre sa liberté (1) ;

Si les coutumes Kabyles et notamment celle de Yazzouzen-Bauadda érigent bien en principe « que si la femme quitte volontairement son mari et qu'elle emmène l'enfant, elle n'a aucune pension pour ce dernier », — le devoir du juge français, lorsque les coutumes Kabyles consacrent de telles iniquités, est de ne pas tenir compte de leurs prescriptions et de faire respecter la loi naturelle qui est au-dessus de tous les Kanouns ;

Les auteurs Kabyles varient sur la quotité de la nefaka *que le mari doit payer pour l'entretien de l'enfant commun à la femme dont il se sépare, — cette pension étant tantôt d'un douro, tantôt de deux réaux par mois ;*

La femme Kabyle n'est pas admise à demander le divorce ;

Le mari qui dit à sa femme : « Je te répudie si tu me donnes la somme de 250 fr. » prononce le berrou'n tegouri *(répudiation avec fixation de prix) ;*

Cette formule de répudiation, prononcée une seule fois, a pour effet de donner à la femme la liberté de se remarier moyennant paiement de la somme fixée ;

Par la puissance de la formule : « Je mets sur ta tête 250 fr., » le mari est irrévocablement lié et ne peut plus se dédire ni augmenter le prix de la rançon, et en conséquence, le jour où cette rançon est payée, la répudiation s'opère de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une intervention quelconque (2).

(Amzian c. Hadj Amar ben Mohamed)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que Zineb ben Saïd Amezian, prétendant avoir été abandonnée par son mari El Hadj Amar ben Mohamed, l'a fait citer devant nous en paiement de la

(1) Sur le droit d'*insurrection* de la femme Kabyle, V. trib. d'Alger, 31 oct. 1892 (*Rev. Alg.* 1892. 2. 426.)

(2) Sur la répudiation d'après les coutumes Kabyles, V. Alger, 4 févr. 1892 (*Rev. Alg.* 1892. 2. 332.)

somme de 1800 francs, montant, à raison de 50 fr. par mois, de trois années de pension alimentaire ou « nefaka », que celui-ci lui doit à elle et à sa fille pour la période qui s'est écoulée du 1er juillet 1892 au 1er juillet 1895 ; — Que de son côté, El Hadj Amar a soutenu que sa femme avait volontairement quitté le domicile conjugal pour se retirer chez son frère ; qu'elle s'était ainsi mise « en état d'insurrection » et avait, en vertu des « Kanouns Kabyles », perdu tout droit à des aliments ; — Que dans ces conditions, nous avons ordonné une enquête pour permettre à Zineb d'établir le bien fondé de sa demande ;

Sur l'application des « Kanouns » ; — Attendu que le décret du 17 avril 1889 a soumis à notre compétence les questions intéressant le statut personnel des Kabyles et que, pour les juger, nous devons tenir le plus large compte des principes généraux du droit qui les régit, principes souvent en contradiction avec les lois sur lesquelles repose notre société moderne ; — Que notamment, quand il s'agit de la femme Kabyle, que les coutumes tiennent pour une chose dont le mari peut disposer à son gré, nous sommes contraints d'accepter comme légale la situation pénible et attristante qui lui est faite ; mais qu'en même temps, notre devoir est de chercher, dans la mesure où la loi nous le permet, à venir au secours de cette déshéritée ; — Que c'est surtout dans les affaires qui l'intéressent qu'il nous faut interroger les « Kanouns » avec précaution et, parmi toutes ces prescriptions draconiennes dont la femme est l'objet de leur part, refuser une sanction tout au moins à celles qui violent les principes inscrits dans notre Code pénal et dans la loi naturelle ; — Qu'il importe encore, dans le cas particulier qui nous est soumis, de ne pas oublier qu'El Hadj Amar et sa femme vivent à Alger, loin de leur tribu, et que nécessairement leurs mœurs doivent se plier aux exigences du milieu dans lequel ils se trouvent ;

Sur le droit d'insurrection : — Attendu que les « Kanouns » posent en principe que la femme Kabyle, lorsqu'elle abandonne son mari pour se retirer chez ses parents, est « en état d'insurrection » ; — Que « l'état d'insurrection » est une situation légale qui met la femme hors des atteintes de son seigneur et maître, mais la laisse sans droits lorsqu'il s'agit de réclamer à celui-ci des aliments ; — Que les « Kanouns » d'autre part, autorisent le mari en ce cas, soit à répudier l'épouse lorsque la rançon légale (thamamth) lui a été payée, soit à la laisser « thamaouok't », c'est-à-dire à la retenir dans les liens du mariage, en la soustrayant au commerce des

hommes et en lui interdisant à jamais de reprendre sa liberté ; — Qu'il s'agit de savoir si Zineb est « en état d'insurrection » ;

Attendu qu'il résulte de l'enquête et des explications fournies par les parties en comparution personnelle, qu'El Hadj Amar est allé il y a 3 ans 1/2 en Kabylie chercher une autre femme, l'a amenée au domicile conjugal, parée des vêtements de Zineb, et qu'à partir de ce moment, la vie commune est devenue insupportable pour cette dernière ; — Que la belle-sœur d'El Hadj Amar prétend qu'à cette occasion s'est produite une scène de violence dont elle a été témoin et au cours de laquelle Amar aurait frappé Zineb avec une lanière de cuir et l'aurait ensuite chassée de chez lui ; — Que, si difficile qu'il soit d'administrer la preuve de faits de ce genre, qui ne se passent pas d'ordinaire au grand jour, le seul témoignage d'une femme, belle-sœur d'Amar, en procès avec lui et entendue à titre de simple renseignement, nous paraît insuffisant en présence des dénégations de ce dernier ; -- Que Zineb, qui n'a pas présenté d'autres témoins pour établir qu'elle a quitté le toit conjugal sous l'empire de la violence, doit être présumée « en état d'insurrection » ; — Que d'autre part, si pénible qu'il fût pour Zineb d'avoir à ses côtés une rivale vêtue de ses propres effets, ce procédé, peu délicat sans doute, ne pouvait justifier son départ, le mari — d'après la coutume kabyle — habillant sa femme ou ses femmes suivant son caprice et restant propriétaire des vêtements ; — Qu'El Hadj Amar avait réellement le droit d'épouser quatre femmes à la fois, ce qu'il se vante d'avoir fait d'ailleurs ; que deux de ces dernières, il est vrai, après une courte expérience, se sont lassées de la vie commune, et qu'il les a répudiées contre paiement de la « thâmamth » ; qu'il se déclare prêt à agir de même pour Zineb lorsqu'elle lui aura versé la somme de 250 fr. ; — Que ces combinaisons sont évidemment peu morales en ce qu'elles font du mariage un simple essai, mais qu'elles ne sont contraires — étant données les mœurs Kabyles — ni au droit pénal, ni à la loi naturelle, et que les parties savaient à quoi s'en tenir sur les conséquences possibles de leur union ; — Que, dans ces conditions, Zineb se trouve bien « en état d'insurrection » et n'a pas le droit de réclamer pour elle-même à son mari des aliments ;

En ce qui concerne sa fille : — Attendu qu'une fille est née de l'union d'El Hadj Amar et de Zineb ; que cette dernière a dû pourvoir seule à l'entretien de l'enfant commun pendant trois ans et qu'elle s'est endettée pour cet objet ; qu'au cours de cette période, jamais, à aucun moment, le mari n'a offert

de subvenir en quoi que ce soit aux besoins de sa fille ; — Que les coutumes kabyles, celle de Yazzouzen-Bauadda notamment, érigent en principe que : « Si la femme quitte volon- » tairement son mari et qu'elle emmène l'enfant, elle n'a droit » à aucune pension pour ce dernier » ; — Attendu que le devoir d'un père de fournir des aliments à sa fille mineure dérive d'une obligation naturelle que la loi civile sanctionne chez tous les peuples civilisés ; que la fille de Zineb n'est pas responsable de « l'état d'insurrection » dans lequel se trouve sa mère ; qu'El Hadj Amar peut d'autant moins se soustraire à ce devoir que, comme Kabyle, sa puissance paternelle est illimitée et qu'il a sur ses filles, jusqu'à ce qu'il les ait vendues à un mari, un véritable droit de propriété ; — Qu'enfin, lorsque les coutumes Kabyles consacrent de telles iniquités, le devoir du juge français est de ne pas tenir compte de leurs prescriptions et de faire respecter la loi naturelle qui est au-dessus de tous les « Kanouns » ; — Que c'est donc à bon droit que Zineb assigne son mari en paiement de la pension alimentaire que ce dernier lui doit pour sa fille ;

Sur le quantum de la pension : — Attendu que les auteurs kabyles varient sur la quotité de la « nefaka » que le mari doit payer pour l'entretien de l'enfant commun à la femme dont il se sépare ; que cette pension est tantôt d'un douro, tantôt de deux réaux par mois ; — Que dans l'espèce, il y a lieu de tenir compte des circonstances de la cause, des conditions de la vie à Alger, de l'âge de l'enfant, et que ces sommes nous paraissent insuffisantes ;

Par ces motifs : — Évaluons à 15 fr. par mois les dépenses que la fille de Zineb a occasionnées à sa mère pendant les trois années d'abandon ; — Disons qu'il y a lieu en conséquence de condamner El Hadj Amar à payer à Zineb la somme de 540 francs ;

Statuant enfin sur la répudiation : — Attendu que la femme kabyle n'est pas admise à demander le divorce ; — Que Zineb n'a, d'après la loi, aucun moyen de rompre les liens qui la retiennent et qu'elle supplie son mari de la répudier ; — Qu'El Hadj Amar, d'autre part, lors de la comparution personnelle ordonnée par nous, a dit à sa femme : « Je te répudie si tu me donnes la somme de 250 fr. » ; — Qu'il a de la sorte prononcé l'une des deux formules de répudiation en usage dans la Kabylie : le « berrou'n-tegouri » (répudiation avec fixation de prix) ; — Que l'acte est parfait par lui-même ; — Que l'effet du « berrou'n-tegouri » prononcé une seule fois est de donner à la femme la liberté de se remarier moyennant paiement de la somme fixée ; que, par la puissance de la formule : « Je

mets sur ta tête 250 francs », le mari est irrévocablement lié et ne peut plus se dédire ni augmenter le prix de la rançon ; — Qu'il suit de là que le jour où cette rançon est payée, la répudiation s'opère de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une intervention quelconque. « Lorsque, disent certains Kanouns, » un homme, pour répudier sa femme, fixe la somme pour » laquelle elle pourra être rachetée, il ne peut revenir sur sa » parole » ; — Attendu que si répugnants que puissent nous paraître de tels marchés, la loi et l'humanité nous font un devoir de les sanctionner ; — Attendu, d'autre part, que postérieurement à cette répudiation, El Hadj Amar, par de nouvelles conclusions, a demandé acte de ce qu'il se déclarait prêt à reprendre sa femme ; mais qu'il nous paraît avoir oublié l'effet irrévocable de la formule de répudiation par lui prononcée ;

Par ces motifs : — Condamnons El Hadj Amar à payer à sa femme Zineb la somme de 540 fr. ; — Lui donnons acte de l'offre qu'il a faite devant nous de répudier sa femme contre paiement de la somme de 250 fr. ; — Déclarons qu'il a prononcé en notre présence la formule de répudiation dite : « berrou'n-tegouri » ; — Lui donnons acte de son offre de reprendre Zineb, offre inopérante d'ailleurs, puisqu'il avait déjà répudié cette femme et n'avait par conséquent plus de droit sur elle ; — Donnons acte à Zineb de l'offre qu'elle a faite en comparution personnelle de payer à El Hadj Amar cette somme ; — Disons que la condition qu'elle a mise à ce paiement, à savoir que les 250 fr. dont s'agit seraient acquittés par son nouveau mari sur la « thâmamth » qu'il verserait — condition admise d'ailleurs par les « Kanouns » — n'a plus d'objet ; — Que ces 250 francs en effet, aussi bien d'après le droit kabylique que d'après la loi française, viennent tout naturellement compenser jusqu'à due concurrence la somme de 540 francs que nous venons de condamner El Hadj Amar à payer à Zineb ; — Et attendu que la condition imposée à la répudiation se trouve réalisée par suite de la compensation et qu'El Hadj Amar a reçu de la sorte en paiement les 250 francs qu'il réclame ; — Disons que Zineb est légalement répudiée ; — Donnons acte à cette dernière de l'offre faite par elle, au cas d'une répudiation, de renoncer à la pension à laquelle elle a droit pendant la retraite légale ; — Disons en conséquence qu'El Hadj Amar sera dispensé de lui fournir des aliments durant la période de l'*Aïdda* ; — Condamnons El Hadj Amar à tous les dépens.

M. HOURIE, *juge de paix.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

25 avril 1895

Concession de terres domaniales, décret du 30 septembre 1878, art. 12, concessionnaire, hypothèque, condition suspensive, privilège, rang.

L'hypothèque consentie par le concessionnaire sous condition suspensive et dans les conditions prévues par l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878 constitue une hypothèque privilégiée, primant les autres hypothèques, sans distinction entre les hypothèques légales, conventionnelles ou judiciaires (1).

(Bounias c. Cerri)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels, tant principal qu'incident, sont réguliers et recevables en la forme;

Au fond : — Sur le premier moyen : — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Sur le second moyen : — Attendu que l'hypothèque consentie par le concessionnaire, sous condition suspensive et dans les conditions prévues par l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878, constitue une hypothèque privilégiée; — Qu'en effet, des art. 14, 15, 21 dudit décret, il résulte que, lorsque la déchéance du concessionnaire est prononcée par l'administration, le créancier, aux termes de l'art. 12, est payé par préférence sur le prix de vente de l'immeuble concédé; qu'*a fortiori* doit-il en être ainsi lorsque le concessionnaire n'est frappé d'aucune déchéance; que, pour ne laisser aucun doute sur la portée absolue de cette disposition, le législateur a pris soin d'ajouter, dans l'art. 21 du décret précité, que l'État, c'est-à-dire le propriétaire, ne peut se prévaloir à l'encontre de ce prêteur de l'art. 2125 C. civ.; qu'ainsi la créance du prêteur, qui se trouve dans les conditions prévues par les art. 12 et 13 du décret du 30 septembre 1878, ce qui est le cas de l'in-

(1) V. trib. d'Orléansville, 31 mai 1887 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 375); Alger, 22 oct. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 515); trib. d'Oran, 10 déc. 1890 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 571); Alger, 18 nov. 1890; 3 et 15 janv. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 113). — V. également les articles publiés *Rev. Alg.*, 1885. 1. 68 et 237.

timé, est garantie, non pas par une simple hypothèque dont l'efficacité serait subordonnée à l'obtention par l'emprunteur du titre définitif de propriété, mais bien par un véritable privilège préférable à tous les autres; — Attendu que la raison d'être de ce privilège spécial résulte de la nature même et de l'emploi des fonds garantis par lui; — Qu'aux termes de la loi, ces fonds doivent servir à l'amélioration, à la mise en valeur, soit en travaux de construction ou reconstruction, de réparation ou d'agrandissement des bâtiments d'habitation ou d'exploitation, soit en travaux agricoles constituant des améliorations utiles et permanentes, soit enfin en acquisition d'un cheptel, en un mot, à l'exécution des conditions imposées par l'État au concessionnaire sous condition suspensive pour qu'il devienne concessionnaire définitif; — Qu'avec les fonds à lui prêtés dans ce but exclusif, le concessionnaire réalise les exigences de l'État; que ce sont ces fonds ainsi employés qui permettent à celui-ci d'obtenir son titre définitif de propriété; qu'il est permis de dire que, dans ces conditions, le prêteur est, sinon le créateur des droits de propriété en germe du concessionnaire, du moins l'origine première, la cause de la naissance de ces droits; qu'il y a là une créance d'une nature toute spéciale garantie par l'État à l'aide d'un privilège spécial aussi, mais assimilable à celui que le Code civil a institué au profit du constructeur ou de celui qui a prêté les deniers pour construire, sous les paragraphes 4 et 5 de l'art. 2103; — Attendu que les privilèges priment les hypothèques, sans distinction entre les hypothèques légales, conventionnelles ou judiciaires; — Que, s'il en était autrement pour l'hypothèque privilégiée créée par l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878, que si elle ne passait qu'avant les hypothèques conventionnelles, comme celles-ci pourraient primer à leur tour les hypothèques légales et judiciaires qui auraient le pas sur l'hypothèque privilégiée, on tournerait dans un cercle vicieux et on aboutirait à une confusion inextricable;

Adoptant, au surplus, les motifs qui ont déterminé la décision des premiers juges;

Par ces motifs: — Reçoit l'appel principal interjeté par la dame Bounias et l'appel incident relevé par le sieur Cerri; — Dit bien jugé, mal et sans griefs appelé; — Confirme en conséquence le jugement déféré; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens de leur appel respectif.

MM. CUNIAC, *prés.;* HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes GOUTTEBARON et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

Saisie immobilière, folle enchère, actes de poursuite, incident, appel, notification au greffier, opposition, irrecevabilité; indigènes musulmans, immeuble devenu français, saisie, formes, immeuble musulman, jugement du cadi, arrêt, exequatur, abrogation.

Les actes de procédure pratiqués conformément aux art. 733, 734, 735 C. pr. civ., à l'effet de mettre l'adjudicataire sous menace de poursuite de folle enchère, classés dans le chapitre des incidents de saisie immobilière, sont partie essentielle de la procédure en vente judiciaire, laquelle n'est pas encore définitivement arrivée à son terme;

En conséquence, les contestations auxquelles ces actes donnent naissance rentrent sous l'application des règles générales prescrites par la loi pour les appels concernant les incidents de saisie immobilière, et notamment sous celles des art. 730, 731 et 732 C. pr. civ. (1re espèce);

Les jugements qui statuent sur des incidents de saisie immobilière ne sont pas susceptibles d'opposition, aux termes des art. 730 et 739 C. pr. civ. (1);

Dans le dernier état de la législation algérienne, aux termes des art. 1 et 2 du décret du 17 avril 1889, les musulmans résidant en Algérie sont régis par la loi française, sauf uniquement en ce qui concerne : 1° leur statut personnel; 2° les successions; 3° les immeubles restés musulmans;

Aux termes des art. 2113 C. civ. et 551 C. pr. civ., combinés avec les art. 1 et 2 du décret précité, tout créancier a, en Algérie, le droit de procéder par voie de saisie immobilière à l'encontre des immeubles non restés musulmans de son débiteur, pourvu qu'il procède en vertu de titres authentiques, exécutoires pour dette certaine et liquide;

Quant aux immeubles restés musulmans, la saisie immobilière ne peut être poursuivie contre eux que dans la forme musulmane, conformément aux art. 1, 2, 36 et 50 du décret précité de 1889;

---

(1) V. Alger, 24 mai 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 331).

*La formalité de l'*exequatur *que prescrivait pour les jugements de cadi l'art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843 a été abrogée par les dispositions des décrets de 1854 et 1859, et, en conséquence, il n'y a pas lieu de s'en préoccuper pour l'exécution d'un arrêt de la Cour d'Alger, chambre musulmane* (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

—

28 mars 1895

—

(Théveny c. Ghnassia)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le sieur Miloud ben Abdallah, bien que dûment réassigné, n'a constitué ni défenseur, ni avoué ; qu'il échet, en conséquence, de statuer par itératif défaut à son égard ;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que les actes de procédure pratiqués conformément aux art. 733, 734, 735 C. pr. civ., à l'effet de mettre l'adjudicataire sous menace de poursuite en folle enchère, classés dans le chapitre des incidents de saisie immobilière, sont partie essentielle de la procédure en vente judiciaire, laquelle n'est pas encore définitivement arrivée à son terme ; — Qu'ainsi les contestations auxquelles ces actes donnent naissance rentrent sous l'application des règles générales prescrites par la loi pour les appels concernant les incidents de saisie immobilière ; — Qu'aux termes des art. 730, 731, 732 C. pr. civ., l'appel de tous jugements rendus sur des incidents en matière de saisie immobilière, lorsque ces jugements sont susceptibles d'appel, doit, à peine de nullité, avoir été signifié au domicile de l'avoué, quand il y a avoué en cause, et avoir été déclaré au greffier dans les dix premiers jours à compter de la signification du jugement ;

Attendu, dans l'espèce, que sur l'adjudication prononcée au profit du sieur Théveny, le sieur Ghnassia lui a fait sommation d'avoir à satisfaire aux charges et conditions de son adjudication, et notamment d'avoir à déposer son prix à

---

(1) V. trib. d'Oran, 4 nov. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 84).

la caisse des dépôts et consignations sous menace de poursuite en folle enchère; que, sur cette sommation, le sieur Théveny a appelé en cause le sieur Miloud ben Abdallah et actionné en responsabilité le sieur Mousmer, greffier du tribunal ; — Que les contestations qui se sont élevées au sujet de cette sommation constituent donc des incidents de saisie immobilière; — Que l'appel du jugement intervenu doit, dès lors, être soumis aux règles et conditions voulues par les articles du Code de procédure précités ; — Attendu que ce jugement a été signifié le 8 juin 1892 à avoué et le 13 août suivant au sieur Théveny lui-même; que l'appel interjeté par ce dernier ne l'a été qu'à la date du 12 septembre, en dehors du délai prescrit par la loi; qu'il échet, en conséquence, de le déclarer irrecevable;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre le sieur Miloud ben Abdallah, intimé défaillant; — Déclare irrecevable, comme interjeté en dehors du délai prescrit par l'art. 731 C. pr. civ., l'appel du sieur Théveny ; — L'en déboute ; — Le condamne à l'amende et aux dépens.

MM. CUNIAC, *prés.;* HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes GOUTTEBARON et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

3 juillet 1895

(Consorts Ben Ryan c. El Tedjini)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Me Gronier, avoué constitué par les consorts Ryan en leur exploit d'appel, enregistré, a déclaré n'avoir ni ordres, ni instructions pour conclure en leur nom ;

Sur le moyen tiré par les consorts Tedjini de ce que l'opposition des consorts Ryan au jugement de défaut du 10 août 1898, enregistré, était irrecevable : — Attendu que ce jugement statue sur un incident de saisie immobilière ; — Qu'à ce titre, il n'était pas, aux termes des art. 730 et 739 combinés du Code de procédure civile, susceptible d'opposition ; — Que c'est, par suite, à tort que les premiers juges ont, par décision contradictoire du 24 avril 1894, enregistrée, statué au fond, après l'avoir accueillie en la forme, sur l'opposition des con-

sorts Ryan audit jugement; — Que cette décision contradictoire doit être par ces motifs infirmée;

Attendu qu'il ne constitue pas, comme le prétendent les consorts Tedjini, à l'appui du moyen qui précède, un jugement de subrogation à poursuites, entre saisissants, pour cause de négligence, dans les termes des art. 720 et 721 C. pr. civ., dont l'appel ne serait pas, d'après l'art. 730 du même Code, recevable, mais un jugement de jonction de deux saisies immobilières pratiquées à la requête de cointéressés ayant agi, dans l'une et l'autre, ensemble et de concert pour un intérêt commun, afin d'avoir paiement d'une seule et même créance, jugement qui est susceptible d'appel aux termes des art. 443 et 730 du même Code combinés; — Que l'appel, d'ailleurs régulier et recevable en la forme, interjeté par les consorts Ryan du jugement contradictoire sur opposition du 24 avril 1894 a, par son effet dévolutif, remis en question devant la Cour, et ce jugement contradictoire et le jugement de défaut du 10 août 1893; — Que la décision de 1894 infirmée, il reste à apprécier le mérite du jugement de défaut du 10 août 1893;

Au fond et quant à celui-ci : — En ce qui touche la nullité des commandements et saisies des 30 décembre 1891, 24 mars 1892, 10 août 1892 et 5 octobre 1892 et jours suivants, enregistrés, pour avoir été notifiés et dressés principalement en vertu d'un arrêt de la Cour, chambre musulmane, du 22 juillet 1879;

Quant aux commandements et saisies des 30 décembre 1891, 24 mars 1892 : — Adoptant les motifs par lesquels les premiers juges, en constatant qu'il n'a été procédé à ces actes qu'en vertu de titres essentiellement français et nullement de l'arrêt de 1879, ont repoussé ce moyen;

Quant aux commandements et saisies des 10 août 1892, 5 octobre 1892 et jours suivants : — Attendu que les immeubles saisis se divisent en deux catégories : 1° ceux francisés de Laghouat dont la propriété aurait été attribuée après séquestre, par titres administratifs, aux consorts Ryan ou à leur auteur; 2° ceux restés musulmans de Tadjemout et El-Madhi; — Attendu qu'il est tout d'abord indiscutable qu'il a été régulièrement procédé, lors des commandements et saisies dont il s'agit, en vertu de titres français à l'encontre des immeubles français de Laghouat; — Que la seule question à examiner est celle de la régularité de ces actes, notifiés ou dressés en vertu de l'arrêt de 1879 à l'encontre soit des immeubles français de Laghouat, soit des immeubles restés musulmans de Tadjemout et El-Madhi;

Quant à ceux de Biskra : — Attendu que dans le dernier

état de la législation algérienne, aux termes des art. 1 et 2 du décret du 17 avril 1889, les musulmans résidant en Algérie sont régis par la loi française, sauf uniquement en ce qui concerne : 1° leur statut personnel ; 2° les successions ; 3° les immeubles restés musulmans ; — Attendu que les immeubles saisis à Laghouat sont français ; — Qu'ils sont régis par la loi française ; — Attendu qu'aux termes des art. 2113 C. civ. et 551 C. pr. civ., combinés avec les art. 1 et 2 du décret précité, tout créancier a, en Algérie, le droit de procéder par voie de saisie immobilière à l'encontre des immeubles restés musulmans de son débiteur, pourvu qu'il procède en vertu de titre authentique, exécutoire pour dette certaine et liquide ; — Que les consorts Tedjini ont agi en vertu de la grosse en forme exécutoire d'un arrêt de la Cour, chambre musulmane, du 22 juillet 1879, titre authentique s'il en fût, constituant l'auteur des consorts Ryan leur débiteur d'une somme parfaitement liquide et exigible de 113,836 fr. ; — Qu'ils ont donc régulièrement procédé en vertu de cet arrêt par voie de saisie immobilière à l'encontre des immeubles de Laghouat ;

Attendu que les immeubles de Tadjemout et El-Madhi sont restés musulmans ; — Qu'ils sont, dès lors, régis par la loi musulmane ; — Que, quant à ces immeubles, l'exécution de l'arrêt de 1879 ne pouvait être poursuivie que dans la forme musulmane, conformément aux art. 1, 2, 36, 50 du décret de 1889 ; — Que les Tedjini ont donc irrégulièrement procédé par voie de saisie immobilière en la forme française en vertu de l'arrêt du 22 juillet 1879 à l'encontre des immeubles de Tadjemout et de El-Madhi ; — Que les effets des commandements et saisies dont s'agit, nuls quant à ces immeubles, doivent être restreints à ceux de Laghouat ;

Sur la formalité d'*exequatur* que prescrivait pour les jugements de cadi l'art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843 : — Attendu qu'elle a été nécessairement abrogée, ainsi que l'a décidé un arrêt de la Cour du 16 avril 1858, par les dispositions des décrets de 1854 et 1859 ; — Qu'il n'y a donc lieu à supposer qu'elle peut être étendue à un arrêt de la Cour, chambre musulmane, de s'en préoccuper ;

En ce qui touche la nullité des deux saisies pour avoir été pratiquées par l'huissier instrumentant sans assistance d'interprète : — Adoptant, purement et simplement, les raisons par lesquelles les premiers juges l'ont écartée ;

Quant à l'utilité des commandements et saisies des 10 août 1892, 5 octobre 1892 et jours suivants et la désignation de celles des parties qui doivent en supporter les frais : — Attendu que les actes, commandements et saisies des 30 dé-

cembre 1891, 24 mars 1892 ne faisaient pas mention de l'arrêt de 1879; — Que cette décision constitue cependant le titre principal de la créance des frères Tedjini; que les commandements et saisies des 10 août 1892, 5 octobre 1892 et jours suivants qui le mentionnent, en même temps que les titres français des consorts Tedjini, étaient indispensables; — Qu'il convient toutefois de laisser les frais de commandements et saisies qui les ont précédés incomplets par la faute de Tedjini à la charge de ces derniers;

Sur les prétentions des consorts Ryan de faire décider que les consorts Tedjini avaient abandonné leurs poursuites des 30 décembre 1891 et 24 mars 1892; que celles-ci étaient irrégulières et nulles; que les commandements et saisies des 10 août 1892, 5 octobre 1892 et jours suivants étaient inutiles: — Attendu qu'elles sont inexactes quant à l'abandon des poursuites et quant au surplus, démontrées par les considérations qui précèdent mal fondées;

Par ces motifs: — Donne défaut-congé, faute de conclure, contre Mohamed ben Hamani ben Ryan, Belkacem ben Hamani ben Ryan, Amar ben El Mecheri Ryan, Ali ben Ama, ès-qualités qu'ils agissent, et contre Me Gronier, avoué constitué; — Dit les appels principal et incident réguliers, recevables, justifiés; — Infirme le jugement contradictoire du 24 avril 1894; — Ordonne qu'il soit considéré comme nul et non avenu dans toutes ses dispositions; — Émendant à l'égard du jugement de défaut du 10 août 1893; — Dit nuls, à l'égard des immeubles de Tadjemout et El-Madhi, les deux commandements et les deux saisies susmentionnés; — Restreint aux immeubles de Laghouat l'effet de ces actes; — Dit valable à l'égard desdits immeubles les deux commandements et saisies dont s'agit; — Dit qu'il y a été valablement procédé quant aux immeubles de Laghouat en vertu des jugement, arrêts, quittances, titres français et arrêt de la chambre musulmane, titre musulman y visés; — Met, toutefois, à la charge de Sid Ahmed ben Mohamed El Tedjini et Sid El Bachir ben Mohamed ben Ahmed El Tedjini le coût du commandement de décembre 1891 et la saisie de mars 1892; — Les renvoie à exécuter, en la forme musulmane sur les immeubles de Tadjemout et El Madhi, leur arrêt de 1879; — Confirme, dans ces termes, pour, ainsi modifié, recevoir son exécution, le jugement du 10 août 1893; — Dit que les dépens de première instance et d'appel dont il sera fait masse seront supportés moitié par les consorts Ryan et moitié par les Tedjini.

MM. GEFFROY, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Me CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

2 juillet 1895

—

Compétence, instruction publique, lycée, proviseur, expulsion d'un élève, mesure administrative, contrat entre les parents et l'administration, nature, tribunaux judiciaires, incompétence.

—

L'administration de chaque lycée est confiée à un proviseur, et à chacun de ces établissements est attaché un médecin spécial, avec mission de fournir au proviseur tous les documents utiles relatifs à la santé des élèves et à l'hygiène du lycée ;

Lorsque, après avoir reçu l'avis du médecin délégué, le proviseur prend une de ces mesures d'ordre intérieur, que commande l'hygiène du lycée et qui n'admet ni indécision, ni atermoiement, il est manifeste que ce n'est pas privativement mais comme fonctionnaire administratif qu'il agit, manifeste aussi que la décision ainsi prise se rapporte exclusivement et ne peut se rapporter qu'à un objet d'ordre administratif ;

En conséquence, les tribunaux judiciaires n'ont aucune compétence pour apprécier de tels actes ;

Vainement, on objecterait que, applicables peut-être au moment où il s'agit de l'admission d'un élève au lycée, ces principes ne le seraient plus lorsque cette admission est un fait acquis, — s'étant ainsi formé entre les parents de l'écolier et l'administration un contrat civil dont le mode d'exécution ne pourrait plus ressortir que de l'appréciation des tribunaux ordinaires ;

Si un contrat se forme bien, au moment de l'admission d'un élève dans un lycée, entre les parents de celui-ci et l'administration, ce contrat reste subordonné dans son existence ou sa durée aux clauses et conditions qui résultent de la discipline et de la réglementation intérieure des quais ;

Au surplus, si l'exclusion d'un élève, prescrite dans un intérêt général et de conservation, constitue, lorsque d'ailleurs elle émane d'un fonctionnaire compétent et lorsqu'elle

n'est entachée d'aucun abus d'autorité, une mesure d'ordre essentiellement administratif, elle conserve ce caractère qui lui est propre, quelle que soit l'époque à laquelle elle intervient.

(Botella c. Préfet d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'aux termes de la législation organique qui réglemente la matière, l'administratiou de chaque lycée est confiée à un proviseur ; — Attendu que la même législation a attaché à chacun de ces établissements un médecin spécial avec mission de fournir au proviseur tous les documents utiles relatifs à la santé des élèves et à l'hygiène du lycée ; — Attendu que, lorsqu'après avoir reçu l'avis du médecin délégué, le proviseur prend une de ces mesures d'ordre intérieur que commande l'hygiène du lycée et qui n'admet ni indécision ni atermoiement, il est manifeste que ce n'est pas privativement mais comme fonctionnaire administratif qu'il agit, manifeste aussi que la décision ainsi prise se rapporte exclusivement et ne peut se rapporter qu'à un objet d'ordre administratif ; — Attendu que les tribunaux n'ont aucune compétence pour apprécier de tels actes ; — Attendu que, dans l'espèce, lorsque le proviseur du lycée d'Oran s'est résolu à exclure momentanément de cet établissement le jeune Botella, que le médecin délégué avait déclaré être atteint d'une maladie essentiellement contagieuse et dont il avait formellement demandé l'éloignement, il a pris dans le plein exercice de ses pouvoirs et de ses fonctions une décision administrative qui échappe au contrôle judiciaire ;

Attendu que vainement il a été objecté qu'applicables peut-être au moment où il s'agit de l'admission d'un élève au lycée, ces principes ne le seraient plus, lorsque, cette admission étant un fait acquis, il se serait ainsi formé entre les parents de l'écolier et l'administration un contrat civil dont le mode d'exécution ne pourrait plus ressortir que de l'appréciation des tribunaux ordinaires ; — Mais attendu que, plus spécieuse que juridique, cette argumentation ne saurait être accueillie ; — Attendu, en effet, que si un contrat civil se forme bien, au moment de l'admission d'un élève dans un lycée, entre les parents de celui-ci et l'administration, il va néanmoins de soi que ce contrat reste subordonné dans son

existence ou sa durée aux clauses et conditions qui résultent de la discipline et de la réglementation intérieure des lycées ; — Attendu, au surplus, que si, de toute évidence, l'exclusion d'un élève prescrite dans un intérêt général et de préservation constitue, lorsque d'ailleurs elle émane d'un fonctionnaire compétent et lorsqu'elle n'est entachée d'aucun abus d'autorité, une mesure d'ordre essentiellement administratif, il faut admettre qu'elle conserve ce caractère qui lui est propre, quelle que soit l'époque à laquelle elle intervient ;

Attendu, dès lors, que les premiers juges ne pouvaient statuer juridiquement qu'en déclinant leur compétence et en décidant que les appelants n'avaient pu soumettre utilement à la justice ordinaire la contestation objet du litige ; — Que c'est donc à tort que le jugement déféré a examiné le fond ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Infirme le jugement déféré en tant qu'il a statué au fond ; — Dit qu'étant émané d'un fonctionnaire administratif, ayant agi dans la limite de ses pouvoirs et pour un objet administratif, l'acte dont il est fait grief échappe nécessairement au contrôle des tribunaux de droit commun ; — Renvoie l'appelant à se pourvoir comme il avisera ; — Le condamne à l'amende et aux dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes BORDET et VIVIANI, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 juin 1895

Domaine public, Tunisie, place de guerre, forteresse, ouvrage de défense, destination militaire.

Avant l'occupation française, les fortifications des villes de la Régence, étant affectées à une destination militaire, étaient insusceptibles d'appropriation privée ;

Par décret beylical du 19 octobre 1883, les places de guerre ont été l'objet d'un classement dans lequel ont été comprises les fortifications de la ville de Tunis ;

Par décrets beylicaux des 24 septembre 1885 et 2 septembre 1886, les ouvrages de défense ou forteresses classées ont été

déclarés faire partie du domaine public et remis au ministre de la guerre, sans qu'il ait été inséré dans la loi, en ce qui concerne ces ouvrages ou défenses, les réserves expresses qui ont, au contraire, été faites relativement aux cours d'eau, sources, abreuvoirs, et aux rivages de la mer (1).

(Chaloum Sitbon c. Ministre de la guerre)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'action du ministre de la guerre : — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Sur le moyen tiré de la prescription : — Adoptant également les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Au fond : — Attendu que tant des vérifications faites sur place par le tribunal de Tunis que de celles faites à l'occasion de la procédure en immatriculation portée devant le tribunal mixte, il résulte clairement que la propriété revendiquée par Chaloum Sitbon se compose : 1° d'un ancien fortin aujourd'hui en ruines et faisant partie intégrante des fortifications de la ville de Tunis ; 2° d'une portion du chemin de ronde ou rue du Rempart destiné à accéder aux dites fortifications ; — Attendu d'ailleurs que Chaloum Sitbon ne paraît pas insister sur les objections qu'il a présentées relativement à l'identité de la propriété revendiquée, mais que, le fît-il, son argumentation contredite par des constatations naturelles resterait vaine et sans portée ; — Attendu que des documents non moins importants et versés au débat par le ministre de la guerre ont établi péremptoirement que jamais, sous les anciens Beys, les fortifications des villes, bien qu'ayant parfois été affectées à des services publics, n'ont été distraites de la destination militaire ; — Attendu qu'à cet égard, l'acte dressé le 13 Rabi Aouel 1306 par les notaires Ahmed el Mosuaisy et Mohamed ben Ghazalla, celui dressé le 19 Rabi 1306 par le notaire Ahmed el Mosuaisy, enfin l'attestation donnée le 6 décembre 1888 par le lieutenant-colonel Mohamed El Badry sont décisifs ; — Attendu que, mieux que ces renseignements, une pratique observée constamment par l'ancienne administration tunisienne est la démonstration décisive de cette insusceptibilité d'appropriation privée ou, de règle générale, étaient, avant notre occupation, maintenues dans la Régence les défenses des villes ; — Attendu qu'alors, en effet,

(1) V. le jugement du trib. de Tunis dont est appel, du 11 juin 1894 (*Rev. Alg.* 1894. 2. 434) et la note.

toutes les propriétés composant le domaine de l'État beylical étaient inscrites sur un registre ou sommier de consistance d'où étaient aussitôt effacées celles qui étaient gratuitement concédées ou vendues par le souverain ; — Attendu que c'était là le signe certain, la consécration officielle des mutations opérées ; — Attendu que jamais les fortifications des villes ou leurs dépendances n'ont été portées sur le sommier ; — Attendu que dans un pays où la tradition faisait loi, une telle omission ne saurait comporter qu'une signification plausible, l'immobilisation absolue et de principe des défenses des villes ; — Attendu que, conforme à une nécessité primordiale de sécurité, cette exception n'avait en soi rien de contradictoire avec l'exercice du pouvoir absolu, puisqu'en réalité, c'est de celui de qui émanait ce pouvoir qu'elle procédait ; — Attendu que c'est dans de telles conditions que, par décret beylical du 19 octobre 1883 les places de guerre ont été l'objet d'un classement dans lequel ont été comprises les fortifications de la ville de Tunis ; — Que par décrets beylicaux des 24 septembre 1885 et 2 septembre 1886 les ouvrages de défenses ou forteresses classées ont été déclarés faire partie du domaine public et remis au ministre de la guerre sans qu'il ait été inséré dans la loi, en ce qui concerne ces ouvrages ou défenses, les réserves expresses qui ont au contraire été faites relativement aux cours d'eau, sources, abreuvoirs, et aux rivages de la mer ;

Attendu qu'ayant justement autorisé les premiers juges à induire l'invraisemblance de la donation, origine des droits de l'appelant, les considérations qui précédent devaient plus justement encore opposer aux prétentions de Chaloum Sitbon une fin de non-recevoir préalable et péremptoire ; que tout au moins elles lui ont imposé, quelle qu'ait été sa situation au procès, l'obligation rigoureuse de justifier clairement de prétendus droits de propriété contre lesquels s'élevaient d'aussi graves présomptions ; — Attendu cependant que si l'on soumet à un minutieux examen les documents à l'aide desquels l'appelant à tenté de faire valoir ses droits, il ne suffira point, comme l'a fait le jugement déféré, de déclarer que les justifications produites ont été insuffisantes ou douteuses, qu'il faudra aller plus loin et reconnaître qu'elles n'ont aucune base et qu'enfin Chaloum Sitbon n'a rien prouvé, que tout, au contraire, a été prouvé contre lui ; — Attendu, en effet, que les titres sur lesquels Sitbon appuie sa revendication sont par ordre de date : 1° un décret du 7 sfar 1286 (16 mai 1869) ; 2° un autre décret beylical du 5 kodda 1287 ; 3° un acte notarié ayant la date du 30 mars 1886, acte par lequel le

colonel Hassouna ben Mustapha lui aurait vendu la propriété aujourd'hui litigieuse ; — Attendu que le décret du 5 sfar 1268 consacre au profit d'Hassouna la donation d'un magasin situé à Bab el Akeuds, faubourg de Bab Souihas et de l'emplacement avoisinant ; — Attendu que le décret du 7 kada 1287 n'est qu'une annexe du précédent puisqu'il n'a pour objet que d'inviter le service des Domaines à radier sur le sommier de consistance la propriété concédée ; — Attendu que la relation de dépendance qui rattache ces deux décrets l'un à l'autre est donc évidente et qu'il échet en tant que de besoin d'écarter à priori la prétention étrange qu'ont manifestée un moment Sitbon et son auteur Hassouna, de faire dépendre exclusivement leurs droits des énonciations moins complètes et plus susceptibles d'équivoques contenues dans le second décret ;

Attendu que ramenée à ces termes, toute la question du procès se résume à rapprocher le contexte de l'acte de vente du 30 mars 1886 des indications de ce décret du 5 sfar 1286 qui, en réalité, est le véritable et le seul titre de l'appelant ; — Attendu que devant les notaires tunisiens, le 5 avril 1886, Hassouna ben Mustapha, auteur de Sitbon, se déclarait propriétaire de l'étendue de terre nue, dénommée El Torbeklana, située à Bab el Akouas, faubourg de Bab Souïka et de la totalité du magasin ouvrant à l'est, situé sur l'étendue de la terre nue susdite ; — Attendu qu'il donnait pour limites principales à ce terrain, au sud la halle du marché aux grains, située près de Bab Housnet el Alloudj, à l'est différents immeubles appartenant à des particuliers et longuement énumérés dans l'acte ; au nord et à l'ouest, les remparts de la ville ; — Attendu qu'ainsi délimitée la propriété vendue présentait certaines particularités éminemment propres à l'identifier, et qu'il est, dès lors, utile d'énumérer ; — Attendu d'abord que l'immeuble vendu est caractérisé par une dénomination qui lui est spéciale et qu'il emprunte à l'enclave d'un ancien fort compris dans la vente Et Torbe Khebana, que c'est en un mot du terrain Et Torbe Khebana et non d'un autre qu'il s'agit à l'acte de 1886 ; — Attendu en second lieu que, de façon manifeste, c'est un terrain nu qui fait l'objet principal de la vente ; un terrain situé dans un quartier populeux ainsi qu'en justifie la longue nomenclature des propriétés privées qui le limitent à l'est, un terrain d'ailleurs d'une assez considérable superficie, puisque s'étendant sur une longueur de 750 mètres il présente sur le même parcours une largeur correspondante à celle du chemin de ronde destiné à accéder aux fortifications ; — Attendu que si à ce terrain était jointe sans plus de désignation la totalité d'un magasin, il est

certain eu égard aux précisions qui viennent d'être relevées, eu égard même à la rédaction de l'acte, que ce magasin, à moins d'affecter une importance qu'effectivement il ne prétend pas, n'a pu être considéré que comme un accessoire de l'immeuble vendu ; — Attendu que c'est le cas de rappeler que de magasin, il n'en a jamais, à proprement parler, existé sur le Et Torbe Khebana et que ce qui a pu servir de prétexte à cette affirmation d'Hassouna c'est l'occupation ou l'appropriation qu'il a pu faire du fortin en ruines auquel le terrain vendu doit son nom ;

Attendu au surplus que, loin de se retrouver dans le décret du 5 sfar 1286, les précisions et les déterminations de limites de l'acte notarié de 1867 paraissent, au contraire, formellement contredites par des énonciations divergentes ; — Attendu, en effet, que le terrain concédé par ce décret n'y reçoit pas cette dénomination d'Et Torbe Khebana qui, à elle seule, eût pourtant suffi à manifester clairement l'intention du donateur que l'objet principal de la concession n'est pas dans ce décret un terrain nu mais un magasin dont l'emplacement avoisinant n'est présenté que comme un accessoire ; — Attendu que lorsque l'on s'en prend aux limites, les divergences sont plus saisissantes encore ; — Attendu, en effet, que la longue énumération des limites de l'est que Mustapha Hassouna a fait insérer à l'acte de vente de 1886 et qui a permis à son acheteur de revendiquer la rue des Remparts sur un parcours de 750 mètres, ne se retrouve pas au décret du 5 sfar 1286 ; que la limite extrême nord qui est constituée dans le décret de 1286 par une ruelle dénommée Lanket ben el Hofra se trouve être dans l'acte de vente les remparts faisant retour sur eux-mêmes et englobant une partie d'une huilerie domaniale que Sitbon avait comprise d'abord dans sa revendication et à laquelle il a dû renoncer ; — Que la limite extrême sud qui est constituée dans le décret du 5 sfar 1286 par des propriétés privées se trouve être dans l'acte de vente une halle au marché aux grains Rahbet Naama, située près de la porte du quartier dit El Alloudj Bab Houmet el Alloudj ; — Attendu, en un mot, que tout concourt à démontrer la complète inanité des prétentions de l'appelant ; — Attendu que, bien plus, son attitude devant le tribunal mixte, celle de son auteur Hassouna, autorisent la Cour à ne voir dans le procès intenté par l'appelant au ministre de la guerre qu'une entreprise dénuée d'apparence et de bonne foi ;

Attendu, cependant, que c'est après avoir tenté de faire constater ses droits par la procédure qui, en Tunisie, a pour but de donner à la propriété son assiette définitive, que Sitbon

qui avait ainsi entraîné son adversaire devant la juridiction spéciale du tribunal mixte, discuté contradictoirement avec lui, s'est tout à coup désisté lorsqu'il a compris que le gain de son action lui échappait ; — Attendu cependant, et malgré une décision contraire rendue par ce tribunal qu'il avait sollicité, qu'il a repris devant la juridiction ordinaire des prétentions sur la valeur desquelles il ne pouvait se méprendre ; que ce sont là, au dernier chef, des procédés frustratoires ; — Attendu qu'il en est résulté pour l'intimé un préjudice dont avec raison il a demandé réparation ; — Attendu conséquemment que du chef des dommages-intérêts les premiers juges ont mal apprécié en écartant la demande du ministre de la guerre ; — Qu'il échet d'y faire droit ; — Attendu que le préjudice sera suffisamment réparé par l'allocation d'une somme de mille francs ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme le jugement dont est appel en ce qu'il a admis la recevabilité de l'action du ministre de la guerre, en ce qu'il a repoussé le moyen proposé par Sitbon et tiré de la prescription ; — Dit qu'il n'y a aucune identité entre la propriété achetée par Sitbon à Hassouna ben Mustapha en 1886 et celle gratuitement concédée à ce dernier par le Bey régnant le 5 sfar 1286 ; — Confirme de ces divers chefs le jugement entrepris ; — L'émendant, au contraire, du chef des dommages-intérêts réclamés par le ministre de la guerre ; — Fixe à mille francs le chiffre de ces dommages-intérêts ; — Condamne Sitbon à payer cette somme au ministre de la guerre avec intérêts du jour de la demande ; — Le condamne en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

27 juillet 1895

Armes et munitions de guerre, Algérie, décret du 12 décembre 1851, interprétation, détention d'armes et de poudre, peines, non cumul.

Le décret du 12 décembre 1851, absolu dans ses dispositions, n'a point égard à la quantité des munitions trouvées chez

l'indigène qui en est détenteur sans autorisation, et il soumet à une répression le seul fait de cette détention par cet indigène, quels que soient l'importance et le nombre de ces munitions ;

En cas de conviction des deux délits de détention d'armes et de détention de poudre sans autorisation, il y a lieu pour les juges de faire application à la cause de l'art. 365 C. inst. crim. (loi du 24 mai 1834, art. 11).

(Ministère public c. Boukhamla Achour ben Ahmed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le nommé Achour ben Ahmed Boukhamla ne se présente pas ni personne pour lui, quoique régulièrement intimé devant la Cour ; — Qu'il y a lieu de procéder par défaut à son encontre ; — Attendu que l'appel relevé par le ministère public est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que le dit intimé a été traduit devant le tribunal correctionnel de Philippeville sous la prévention de détention d'armes et de munitions de guerre sans autorisation ; — Attendu que le Ministère public requérait en conséquence qu'il fût fait application à ce prévenu à la fois des dispositions de la loi du 24 mai 1834 et de celles du décret spécial du 12 décembre 1851 ; — Attendu que le tribunal n'a pas tenu compte de ces réquisitions ; qu'il s'est borné, dans son jugement du 7 juin 1895 dont est appel, à appliquer dans la cause les dispositions de la loi du 24 mai 1834 et à condamner le dit prévenu à une peine de 25 francs d'amende seulement ; que, pour le décider ainsi et écarter de l'espèce l'application des dispositions du décret du 12 décembre 1851, il a déclaré prendre en considération la faible quantité de munitions trouvées sur la personne du délinquant ; — Attendu que cette décision est erronée et doit être réformée ; que le motif sur lequel elle s'appuie est sans valeur juridique et même contraire à la loi ; que le décret du 12 décembre 1851 ne fait en effet aucune distinction ; qu'il est absolu dans ses dispositions ; qu'il n'a point égard à la quantité des munitions trouvées sur l'indigène qui en est détenteur sans autorisation ; qu'il soumet à une répression le seul fait de cette détention par cet indigène, quels que soient l'importance et le nombre de ces munitions ; — Attendu que toute autre inter-

prétation est purement arbitraire et formellement opposée aux termes de ce décret ;

Attendu que du procès-verbal dressé le 6 juin 1895 par le commissaire de police de St-Charles, il ressort que, le dit jour, le prévenu a été rencontré, dans ladite localité, nanti : 1° d'un couteau arabe à lame fixe et d'un pistolet à piston à deux coups, et en outre, 2° de deux chevrotines, de trois balles, de trois capsules et d'une fiole renfermant deux ou trois charges de poudre ; — Attendu qu'il n'a pu justifier d'aucune autorisation pouvant légitimer entre ses mains la détention de ces armes et de ces munitions ; — Attendu qu'il a ainsi commis un doublé délit ; que par la détention sans autorisation d'un couteau à lame fixe et d'un pistolet il a contrevenu aux dispositions des art. 3 et 4 de la loi du 24 mai 1834 et encouru les pénalités édictées par ces articles ; que par la détention sans autorisation de chevrotines, de balles, de capsules et de poudre, il a contrevenu également aux dispositions des art. 1, 2, 4 et 5 du décret du 12 décembre 1851 et encouru de même les pénalités édictées par ces derniers articles ; — Attendu que c'était le cas pour les premiers juges, tout en reconnaissant l'existence de ces deux contraventions et tout en les réprimant au moyen des textes qui les punissent, de faire application aussi dans la cause des dispositions de l'art. 365 C. inst. cr., auquel l'art. 11 de la loi précitée du 24 mai 1834 permettait lui-même d'avoir recours ; — Qu'aux termes de cet article 365, en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte sera seule prononcée ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre le prévenu Boukhamla Achour ben Ahmed non comparant ; — Et pour le profit : — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par le ministère public contre le jugement précité du tribunal correctionnel de Philippeville du 7 juin 1893 ; — Au fond : — Faisant droit au dit appel ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Statuant par décision nouvelle et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Déclare le prévenu : 1° coupable de détention sans autorisation d'un couteau à lame fixe et du pistolet trouvés sur sa personne à St-Charles le 6 juin 1895, armes de guerre entre les mains d'un indigène, et 2° coupable aussi de détention sans autorisation de chevrotines, de balles, de capsules et de poudre, objets constituant des munitions de guerre ; — Et pour répression de ces deux délits, le condamne à la peine de un mois d'emprisonnement et celle de 200 fr. d'amende ; — Prononce la confiscation des armes et des munitions saisies ; — Condamne

en outre ledit prévenu aux dépens tant de première instance que d'appel, et fixe au minimum de la loi la durée de la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende et des frais ; — Le tout par application, dans la cause, des art. 3, 4, 10 de la loi du 24 mai 1834, 1, 2, 4 et 5 du décret du 12 décembre 1851, 365 C. inst. cr.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.*

CONSEIL D'ÉTAT

22 décembre 1894

Élections municipales, Algérie, commune mixte, adjoints spéciaux, législation de la métropole, application.

En vertu des principes généraux du droit électoral contenus dans la loi du 5 avril 1884 et auxquels il n'est dérogé en ce qui touche les communes mixtes par aucune disposition légale particulière, n'est pas éligible, comme adjoint spécial de la commune mixte, une personne qui n'est ni électeur, ni inscrite au rôle des contributions directes dans la commune et qui ne justifie pas qu'elle dût y être inscrite au 1er janvier de l'année de l'élection.

(Deschamps)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant qu'il résulte de l'instruction, que le sieur Deschamps n'est ni électeur, ni inscrit au rôle des contributions directes dans la commune de Rhira et qu'il ne justifie pas qu'il devrait y être inscrit au 1er janvier de l'année de l'élection ; — Que, dans ces conditions, c'est avec raison que, par application des principes généraux du droit électoral, contenus notamment dans la loi du 5 avril 1884 et auxquels il n'est dérogé en ce qui touche les communes mixtes par aucune disposition légale particulière, le

conseil de préfecture a annulé son élection comme adjoint spécial de la commune de Tocqueville... (Rejet).

MM. LAGRANGE, *rap.*; JAGERSCHMIDT, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

5 mai 1893

Compétence, vente domaniale, tribunaux judiciaires, tribunaux administratifs, incompétence.

Les tribunaux administratifs ne sont pas compétents pour interpréter le sens et la portée des ventes domaniales en Algérie, cette matière rentrant dans la compétence des tribunaux judiciaires.

(Société des chênes-liège de Bône)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu le décret du 2 février 1870; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et du 24 mai 1872;

Considérant que, pour demander l'annulation de l'arrêté attaqué, les requérants soutiennent qu'ils ne peuvent être tenus personnellement de payer les annuités du prix afférent aux parties de forêts domaniales par eux acquises en Algérie, mais incendiées depuis le 1er juillet 1870; — Considérant que l'arrêté attaqué ne fait pas obstacle à ce que les requérants, s'ils s'y croient fondés, discutent leurs droits devant l'autorité judiciaire compétente en Algérie, pour interpréter le sens et la portée des contrats de ventes domaniales, et que, par suite, ils ne sont pas recevables à déférer au Conseil d'État l'arrêté du gouverneur général par la voie du recours pour excès de pouvoir... (Rejet).

MM. EYMOND, *rap.*; LE VAVASSEUR DE PRÉCOURT, *com. du gouv.* — Mes DARESTE et NIVARD, *av.*

COUR D'ASSISES D'ALGER

15 juin 1895

Partie civile, constitution, formes, avocat, mandat non justifié, irrecevabilité.

Est irrégulière et irrecevable l'intervention de l'avocat se présentant au nom de la partie civile, lorsque, celle-ci ne comparaissant pas personnellement, l'avocat ne justifie d'aucun mandat pour la représenter et qu'il se borne à produire une requête d'intervention signée d'un avoué, qui lui-même ne se présente pas ;

Pour que l'intervention de l'avocat soit admissible, il est nécessaire que l'avoué comparaisse, de façon que la cause de la partie civile soit liée contradictoirement à celle de l'accusation.

(Amar ben El Hadj c. Bouarif)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la partie civile peut intervenir aux débats personnellement ou par fondé de pouvoir; — Attendu que, dans l'espèce, la partie civile ne comparaît pas; que Me Hugues ne justifie d'aucun mandat pour la représenter; qu'il produit une requête d'intervention signée par un avoué de la Cour d'appel qui fait lui-même défaut; que, dans ces conditions, la cause de la partie civile ne pouvant être liée contradictoirement à celle de l'accusation, l'intervention de Me Hugues, au nom du sieur Amar ben El Hadj Ahmed et des dames Tessadit bent Ahmed et Fatma bent Ahmed, est irrégulière et non recevable;

Par ces motifs : — Rejette l'intervention de Me Hugues au nom de la partie civile.

MM. QUESLIER, *cons. prés.*; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes HUGUES et LADMIRAL, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

14 mars 1895

—

Compétence, droits et actions nés en Algérie, ordonnance du 16 avril 1843, action commerciale, application.

Aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie, le demandeur peut assigner à son choix devant le tribunal du domicile en France du défendeur, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance ;

Cet article ne distingue pas entre les actions civiles et celles ayant un caractère commercial (1).

(Bajac c. Gazaniol)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel interjeté par le sieur Bajac est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance des 16 avril et 12 mai 1843, lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie le demandeur peut assigner à son choix devant le tribunal du domicile en France du défendeur, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action ont pris naissance ; — Que cet article ne distingue pas entre les actions civiles et celles ayant un caractère commercial ; — Que les règles de la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce sont écrites dans le Code de procédure civile qui, sous certaines modifications, a été promulgué en Algérie par l'ordonnance précitée ; — Que dans l'espèce l'action du sieur Gazaniol dérivant non du contrat lui-même mais de son exécution a

---

(1) Dans ce sens, trib. com. d'Alger. 1er mars 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 2. 445) ; Alger, 18 janv. 1887 (*Rev. Alg.* 1887. 2. 367) ; Alger, 11 juill. 1888 (*Rev. Alg* 1890 2. 78). — En sens contraire, Cass. civ.,7 mai 1860 (Estoublon, *Jurisp. Alg.* 1860, 29.)

évidemment pris naissance à Sidi-bel-Abbès, siège social de la maison Gazaniol frères ; — Que c'est donc à bon droit que le tribunal de Sidi-bel-Abbès, repoussant l'exception soulevée par le sieur Bajac s'est déclaré compétent pour connaître de cette action ; — Qu'il échet en conséquence de confirmer sa décision ;

Par ces motifs et sans qu'il y ait lieu de s'arrêter aux autres fins et conclusions de l'appelant : — Reçoit l'appel interjeté par le sieur Bajac ; — Dit bien jugé, mal et sans griefs appelé ; — Confirme le jugement déféré, ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne le sieur Bajac à l'amende et aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE GUELMA

8 mai 1895

Jugement par défaut, matière commerciale, avoué représentant la partie et non porteur d'une procuration spéciale, art. 421 et 414 C. proc. civ. et 627 C. com., décret du 27 décembre 1881, opposition, recevabilité.

Des articles 421 et 414 C. proc. civ. et 627 C. com., il résulte que les parties doivent comparaître devant les tribunaux de commerce ou devant les tribunaux civils jugeant commercialement, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir porteur d'une procuration spéciale, et que le ministère des avoués devant ces tribunaux n'est valable qu'autant que ceux-ci ont été expressément autorisés par la partie elle-même présente à l'audience ou qu'ils sont munis d'un pouvoir spécial ;

En conséquence, le jugement prononcé par un tribunal de commerce contre une partie représentée par un avoué non pourvu d'une autorisation spéciale est un jugement par défaut

faute de comparaître, et l'opposition introduite contre un pareil jugement est recevable ;

La disposition de l'arrêté du Gouverneur général du 17 juillet 1848, aux termes de laquelle le pouvoir spécial de représenter les parties devant les tribunaux de commerce de l'Algérie est présumée en faveur de l'avocat ou du défenseur porteur de la citation est inapplicable aux avoués, régis par le décret du 27 décembre 1881.

(Michel Bezzina c. Sens-Olive)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Michel Bezzina est opposant à un jugement de ce tribunal en date du 21 novembre dernier enregistré, qui l'a condamné, conjointement et solidairement avec sa femme, à payer à Sens-Olive la somme de 917 fr. 10, avec intérêts et dépens pour les causes portées au dit jugement, lequel est qualifié contradictoire à l'égard des deux défenseurs ; — Attendu que cette opposition est régulière en la forme ;

Sur sa recevabilité : — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 421 C. pr. civ. les parties sont tenues de comparaître devant les tribunaux de commerce, soit en personne soit par le ministère d'un fondé de procuration spéciale ; — Attendu, d'autre part, qu'en vertu des art. 414 C. pr. civ. et 627 C. com., le ministère des avoués est interdit dans les tribunaux consulaires, aussi bien devant les tribunaux civils jugeant commercialement que devant les tribunaux de commerce proprement dits ; — Qu'à la vérité, la loi laisse aux avoués le droit d'y représenter les parties, mais seulement comme simples particuliers ; — Que dans ce cas, l'avoué cesse d'agir en sa qualité d'officier ministériel ; qu'il n'est plus, ne peut plus être mandataire *ad litem*, puisqu'il est hors de sa fonction ; qu'il lui faut donc être expressément autorisé par la partie elle-même présente à l'audience ou munie d'un pouvoir spécial, ce qui doit être mentionné dans la minute du jugement (ordonnance du 10 mars 1825, art. 1er) ; — Qu'ainsi le jugement prononcé par un tribunal de commerce contre une partie représentée par un avoué, non pourvu d'autorisation spéciale, est un jugement par défaut faute de comparaître ; — Attendu que les règles et principes sus-énoncés qui sont en vigueur dans la métropole doivent être également observés en Algérie ; —

Qu'en effet, si l'arrêté du 17 juillet 1848, art. 2, dispose que le pouvoir spécial de représenter les parties devant les Tribunaux de commerce est présumé de plein droit en faveur de l'avocat ou du défenseur porteur de l'original ou de la copie de la citation, du caractère exceptionnel de cette disposition on peut déduire, qu'étant de stricte application, elle ne s'étend point aux avoués, régis par le décret du 27 décembre 1881 ;

Attendu en fait et dans l'espèce, que la cause Sens-Olive — époux Bezzina, inscrite, le 23 octobre 1894, sous le n° 187 du rôle, a été appelée pour la première fois à l'audience commerciale du lendemain 24 octobre et successivement remise pour être plaidée aux audiences des 7, 14 et 21 novembre suivant ; — Qu'enfin, à cette dernière date, le demandeur a pris jugement contre ses adversaires ; — Attendu que d'un examen attentif du plumitif, il résulte que Michel Bezzina n'a jamais comparu en personne ; — Qu'en outre, la minute du jugement entrepris ne mentionne pas la procuration spéciale dont aurait dû être muni Me Poggi, avoué à Guelma, pour défendre le susnommé, au nom duquel il s'est présenté ; que le plumitif lui-même n'en fait nullement mention ; — Attendu dès lors, que la décision déférée a été mal à propos qualifiée contradictoire vis-à-vis de Michel Bezzina, qu'en réalité c'est par défaut faute de comparaître qu'elle a été rendue contre lui ; — D'où il suit que son opposition au dit jugement est recevable ;

Au fond : — Attendu qu'il est certain, et d'ailleurs non contesté, que Bezzina ne doit à aucun titre, ni comme débiteur principal ni comme caution, le montant des traites au paiement desquelles il a été condamné à tort, lesdites traites uniquement tirées sur sa femme, née Pauline Zamith dont il est séparé de biens depuis le 4 septembre 1889 et acceptées par elle seule ; — Qu'il y a donc lieu de rapporter à son égard le jugement entrepris ;

Par ces motifs : — Déclare Michel Bezzina recevable et fondé dans son opposition ; — Ce faisant, rétracte et met à néant quant à lui le jugement du 21 novembre 1894 susvisé ; — En conséquence décharge l'opposant des condamnations prononcées à son encontre ; — Statuant à nouveau : — Déclare Sens-Olive irrecevable en tout cas mal fondé dans sa demande contre ledit Bezzina pris comme débiteur et en son nom personnel ; — L'en déboute ; — Et le condamne aux dépens.

MM. GAULTIER, *prés.* ; CHANTEAU, *subst. du proc. de la Rép.* — Mes MOUNAUD et WEIL, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

11 mai 1895

Compétence, Algérie, décret du 10 septembre 1886, matière personnelle et mobilière, indigènes musulmans en cause, tribunal civil, incompétence, ordre public.

L'incompétence des tribunaux ordinaires, édictée par l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886, lorsque, en matière personnelle et mobilière, les parties en cause sont des indigènes musulmans, est d'ordre public et peut être proposée en tout état de cause (1).

(Ould Kouïder c. Abdallah Abdelkader)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel interjeté par le sieur Sassy Ould Kouïder est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que le sieur Sassy ould Kouïder excipe à l'appui de son appel de l'incompétence des premiers juges, à raison de sa qualité d'indigène musulman et de la nature de l'action suivie à son encontre par l'intimé; — Attendu, en effet, que les parties en cause sont des indigènes musulmans; qu'il s'agit d'une action personnelle et mobilière qui, aux termes de l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886, ne pouvait être portée que devant le magistrat jugeant en matière musulmane, en l'espèce devant le commandant d'armes du Kreider, faisant fonctions de juge de paix; qu'il importe peu que devant les premiers juges l'appelant ait conclu au fond; que son exception ne saurait être couverte par la défense au fond; qu'elle a trait à une incompétence touchant à l'ordre des juridictions qui, étant d'ordre public, peut être invoquée en tout état de cause;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel interjeté par le sieur Sassy ould Kouider; — Infirme et met à néant le jugement déféré; — Statuant à nouveau : — Dit la juridiction de droit commun incompétente pour connaître de la cause, d'après la qualité

(1) Alger, 17 déc. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 479); Alger, 29 janv. 1891 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 43); Alger, 8 nov. 1893 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 22).

des parties et la matière du litige, conformément à l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886; — Renvoie les parties à se pourvoir devant le magistrat compétent; — Condamne le sieur Abdallah ould Abdelkader aux dépens.

MM. CUNIAC, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes JOUYNE et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 juillet 1895

Notaire, honoraires, taxe, président du tribunal civil, caractère, règlement entre parties, retranchement, tribunal civil, compétence, taux du ressort.

La taxe des honoraires d'un notaire, faite par le président du tribunal civil, n'a pas le caractère d'un jugement, et n'est qu'un règlement auquel peuvent ou non acquiescer les parties;

Si l'une ou l'autre des parties n'acquiesce pas à ce règlement, c'est devant le tribunal civil qu'elle doit porter sa réclamation, qui ne saurait avoir d'autre détermination que le retranchement opéré par le président;

C'est ce retranchement qui devient la cause de l'action, et son chiffre celui de la compétence (1).

(Me X... c. Delage)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit l'appel interjeté par X...;

Statuant sur le déclinatoire proposé par les intimés : — Attendu que la taxe des honoraires du notaire, faite par le président du tribunal civil, n'a pas le caractère d'un jugement; que ce n'est, à proprement parler, qu'un règlement auquel

---

(1) V. Alger, 26 avril 1872 (Estoublon, ***Jurispr.*** *alg.*, 1872. 17); Alger, 5 juin 1883 *(Bull. jud. alg.*, 1884. 26); Alger, 30 déc. 1886 *(Rev. Alg.*, 1887. 1. 263); Alger, 9 et 29 avril, 29 oct. 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 294. 372 et 531).

peuvent ou non acquiescer les parties ; — Attendu que si l'une ou l'autre n'acquiesce pas à ce règlement, c'est devant le tribunal civil qu'elle doit porter sa réclamation qui nécessairement ne saurait avoir d'autre détermination que le retranchement effectué par le président ; — Attendu qu'ainsi c'est ce retranchement qui devient la cause de l'action, et son chiffre celui de la compétence ; — Attendu que dans la cause, le mémoire présenté par X... s'élevait à 3,000 fr. ; que la réduction a porté sur une somme de 1,500 fr. ; — Attendu que les consorts Delage ne contestant d'ailleurs pas les 1,500 fr. alloués pour ses honoraires à leur notaire, la demande de celui-ci n'a eu d'autre but que le rétablissement des 1,500 fr. retranchés ; — Attendu que l'appel ne peut tendre à de plus amples fins ; — Attendu, conséquemment, que les premiers juges ont statué dans les limites de leur compétence ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier ; — Et faisant droit au déclinatoire proposé par les intimés : — Se déclare incompétente ; — Renvoie X... à se pourvoir comme il avisera ; — Le condamne à l'amende et aux dépens.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

7 juin 1895

Faillite, concordat, art. 516 C. com., créancier personnel.

Les dispositions de l'art. 516 C. com. ne s'appliquent qu'aux créanciers sociaux, connus ou inconnus, présents ou absents, mais non à des créanciers personnels, étrangers aux opérations de la société, et qui n'ont pas été appelés à concourir à sa liquidation.

(Guibert c. époux Balu)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;
Au fond : — Attendu que Guibert reconnaît que la dette qu'il

a contractée envers la dame Balu est antérieure à l'époque où il est devenu commerçant par son association avec Bourgarel et Desgoria ; — Que cette dette a donc un caractère essentiellement civil et personnel sans aucun rapport avec la société commerciale ; — Que néanmoins Guibert prétend que le concordat homologué le 26 septembre 1891 est, aux termes de l'art. 516 C. com., opposable à la dame Balu, et qu'en conséquence la créance de l'intimée doit subir la réduction à 2 1/2 p. % consentie par ce concordat ; — Mais attendu que les dispositions de l'article susvisé ne s'appliquent qu'aux créanciers sociaux, connus ou inconnus, présents ou absents, mais non à des créanciers personnels, étrangers aux opérations de la société et qui n'ont pas été appelés à concourir à sa liquidation ; — Que la dame Balu n'a jamais été convoquée à aucune assemblée ; — Que cette formalité s'imposait à Guibert avec d'autant plus de rigueur qu'il sollicitait et qu'il a obtenu en dehors de ses associés un concordat particulier ; qu'il devait donc soumettre ses offres et propositions, non seulement à ses créanciers sociaux, mais encore à ses créanciers personnels, dont les créances lui étaient particulièrement connues et qu'il ne peut aujourd'hui tirer profit de l'omission qui lui est imputable pour écarter la demande de la dame Balu ; — Que celle-ci n'ayant jamais été appelée à faire valoir des droits, le concordat particulier provoqué et obtenu par Guibert en dehors d'elle ne lui est pas opposable ;

Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel émis par Guibert comme régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme le jugement déféré ; — Dit qu'il sera exécuté suivant sa forme et teneur ; — Déboute Guibert de son appel et le condamne à l'amende et aux dépens.

MM. ZILL DES ILES, *ff prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LE DENTU, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

Compétence, Tunisie, matière immobilière, immeuble non immatriculé, Tunisien en cause, tribunal français, incompétence, ordre public.

—

Les tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour

connaître d'un litige pendant entre parties de nationalité tunisienne au sujet d'un immeuble non immatriculé;

Cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions établies en Tunisie en vertu de traités internationaux, est d'ordre public (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

—

9 mai 1895

—

(Hamouna Attia c. Arouche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition formée par la dame Hamouna bent Attia à l'arrêt de défaut-congé du 25 novembre 1893 est régulier et recevable en la forme;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que le jugement déféré a été signifié à la dame Hamouna bent Attia par exploit de Me Patel, huissier à Tunis, le 20 avril 1893 ; qu'elle a interjeté appel de ce jugement le 16 juin suivant, près d'un mois après l'expiration des délais légaux; que cet appel serait donc irrecevable, s'il était justifié qu'elle ait été réellement touchée par l'exploit de signification du 30 avril; — Attendu que la dame Hamouna ben Attia déclare n'avoir eu aucune connaissance de ladite signification; qu'elle affirme que ce n'est que le 13 juin seulement que le jugement lui a été notifié avec commandement de payer le montant des condamnations qui y étaient prononcées et que, dès le 16 juin, elle en a relevé appel; — Attendu que les circonstances et documents de la cause tendent à démontrer la sincérité de son affirmation; que le simple examen de l'acte de signification du 20 avril suffit à faire suspecter ces énonciations; que tout d'abord il est conçu dans une forme absolument insolite; qu'il porte deux dates différentes, celles des 15 et 20 avril 1893, alors que les personnes auxquelles il devait être notifié étaient domiciliées au même lieu; qu'il n'a pas été notifié à la personne de la dame Hamouna bent Attia, mais à une femme à son service; qu'il est établi qu'elle est dans un état voisin de l'indigence, et qu'elle n'a personne à son service; qu'on ne

---

(1) V. Alger, 9 déc. 1893 et 27 janv. 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 161 et 234), et les notes; trib. de Tunis, 6 avril 1895 (*suprà*, p. 344) et la note.

saurait admettre d'ailleurs en l'état des faits de la cause, que la dame Hamouna ait renoncé à appeler d'une décision dont les conséquences étaient si graves pour elle, puisqu'elle consacrait à son encontre les droits de propriété de l'intimé sur l'immeuble litigieux, alors surtout que sur la signification et le commandement du 13 juin, elle s'est empressée de relever appel ; qu'il échet, en conséquence, de déclarer son appel recevable ;

Au fond : — Attendu que la dame Hamouna bent Attia et le sieur Jacob Arouche sont sujets tunisiens ; que l'immeuble dont s'agit au procès n'est pas immatriculé ; que les premiers juges étaient dès lors incompétents pour connaître du litige ; que cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie en vertu de traités internationaux, est essentiellement d'ordre public ; qu'elle peut, dès lors, être opposée en tout état de cause ;

Par ces motifs : — Reçoit l'opposition formée par la dame Hamouna bent Attia à l'arrêt de défaut-congé du 25 novembre 1893, rétracte ledit arrêt ; — Et statuant à nouveau déclare recevable l'appel interjeté par la dame Hamouna bent Attia ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Dit la juridiction française incompétente pour connaître du litige et renvoie les parties à se pourvoir devant telle juridiction que de droit ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Condamne le sieur Jacob Arouche aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me LEMAIRE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

16 mai 1895

—

(Époux Ali Djouini c. Haïm Fellous)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel interjeté par la dame Founa bent Amar dite Machouchi est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Sur l'exception d'incompétence : — Attendu que la dame Founa bent Amar dite Machouchi, appelante, et le sieur Haïm Fellous, intimé, sont sujets tunisiens ; que l'art. 20 de la loi du 12 juillet 1885, qui a soumis à la juridiction des

tribunaux français en Tunisie les seuls immeubles immatriculés sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les immeubles urbains et les immeubles ruraux, a, par cela même, laissé les immeubles non immatriculés soumis aux juridictions beylicales ; que les premiers juges étaient, dès lors, incompétents pour connaître du litige; que cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie en vertu de traités internationaux, est d'ordre public et peut, dès lors, être invoquée en tout état de cause; — Attendu, quant aux dépens, que l'instance a été introduite et poursuivie à tort par la dame Founa bent Amar devant une juridiction incompétente; qu'ils doivent, dès lors, être mis à sa charge;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel interjeté par la dame Founa bent Amar; — Y faisant droit au fond : — Infirme et met à néant le jugement déféré; — Statuant à nouveau : — Dit la juridiction française incompétente pour connaître du litige; — Renvoie les parties à se pourvoir devant telle juridiction que de droit; — Ordonne la restitution de l'amende consignée; — Condamne la dame Founa bent Amar aux entiers dépens.

MM. CUNIAC, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et NEUGASS, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

15 juin 1895

Crédit foncier de France, décret-loi du 28 février 1852, annuité, non-paiement, jugement, dernier ressort, commandement, caractère, contestation, appel, Code de procédure civile, formes et délais.

Est formel et ne saurait prêter à l'équivoque l'art. 32 du décret-loi du 28 février 1852, spécial au Crédit foncier de France, aux termes duquel, dans le cas de non-paiement d'une annuité, s'il y a contestation, le jugement qui intervient n'est pas susceptible d'appel;

Le commandement signifié au débiteur à la requête du

Crédit foncier équivaut à un procès-verbal de saisie immobilière, et il y a lieu d'observer, pour l'appel du jugement qui a statué sur l'opposition formée à ce commandement, les formes et les délais prescrits par la loi en matière de saisie immobilière.

(Ghobrini Kaddour c. Crédit foncier de France)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel interjeté par le sieur Ghobrini ben Kaddour : — Attendu qu'aux termes de l'art. 32 du décret du 28 février 1852, dans le cas de non-paiement d'une annuité, s'il y a contestation, le jugement qui intervient n'est pas susceptible d'appel; que ce texte est formel et ne saurait prêter à l'équivoque ; — Attendu que la qualification en premier ressort donnée par les premiers juges à leur décision doit être déclarée erronée et l'appel interjeté par le sieur Ghobrini irrecevable ;

Attendu au surplus que le jugement entrepris statue sur un incident de saisie immobilière; — Qu'en effet, le commandement auquel le sieur Ghobrini a fait opposition équivaut à un procès-verbal de saisie immobilière, d'après la législation spéciale au Crédit foncier; que l'appel du sieur Ghobrini n'a pas été fait dans les formes et délais prescrits par la loi en matière de saisie immobilière ; qu'il n'a pas été interjeté dans le délai de dix jours prescrit par l'art. 731 C. pr. civ.; qu'il n'a été ni signifié au domicile de l'avoué, ni notifié au greffier du tribunal; qu'il ne contient pas l'énonciation des griefs conformément aux dispositions de l'art. 732 du même Code; qu'à ces divers points de vue il est donc nul et irrecevable en la forme ;

Attendu qu'il échet de faire application à la cause des dispositions de l'art. 457 C. pr. civ. et d'ordonner l'exécution provisoire du jugement déféré ;

Par ces motifs : — Déclare irrecevable l'appel interjeté par le sieur Ghobrini ben Kaddour; — L'en déboute, et faisant application des dispositions de l'art. 457 C. pr. civ. ordonne l'exécution provisoire du jugement déféré ; — Le condamne aux dépens.

MM. CUNIAC, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

25 mars 1895

Dernier ressort, Tunisie, tribunal de Sousse, taux, décret du 1er décembre 1887, loi du 28 mars 1883.

N'est pas susceptible d'appel la décision du tribunal de Sousse, dont la compétence en dernier ressort a été fixée à 3,000 fr. par le décret du 1er décembre 1887 et la loi du 28 mars 1883, statuant sur une demande en paiement de 3,000 piastres.

(Hamed ben Achour c. Septaï Lévy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition de Hamed ben Achour, ès-qualités, est régulière et recevable en la forme;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que les premiers juges ont statué uniquement sur une demande en paiement de 3,000 piastres, montant de deux billets causés valeur en marchandises et souscrits par Lebben au profit de Septaï Lévy; — Que, aux termes des art. 2 du décret du 1er décembre 1887 et 4 de la loi du 23 mars 1883, la compétence en dernier ressort du tribunal de Sousse a été fixée à 3,000 fr.; — Que c'est donc à bon droit que la décision déférée a été qualifiée en dernier ressort; — Que l'appel, par suite, n'est pas recevable;

Sur la demande en dommages-intérêts de Septaï Lévy : — Attendu que l'intimé ne justifie d'aucun préjudice;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition de Hamed ben Achour; — Et statuant sur son mérite : — Dit irrecevable l'appel dudit Hamed ben Achour à l'encontre du jugement rendu en la cause par le tribunal de Sousse du 5 avril 1889; — Dit, en conséquence, que le jugement déféré sortira son plein et entier effet; — Dit qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts au profit de Septaï Lévy; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée; — Condamne Hamed ben Achour, ès-qualités, en tous les dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.*; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

18 mars 1895

Assurance terrestre, incendie, indemnité, réclamation, délai préfixe, police, clause, validité, expertise, réserves, reconnaissance de dette.

N'a rien de contraire à l'ordre public, par suite est licite et obligatoire entre les parties qui l'ont librement consentie, la clause d'une police d'assurance, aux termes de laquelle les dommages résultant de l'incendie doivent être réclamés par l'assuré dans un délai de six mois à compter du jour de l'incendie ou des dernières poursuites, passé lequel délai la compagnie ne peut être tenue à aucune indemnité ;

Ne saurait constituer de la part de la compagnie une reconnaissance de la dette, le fait de provoquer et de suivre une expertise pour rechercher la cause du sinistre, vérifier l'exactitude des déclarations contenues dans la police, constater l'existence des objets assurés au moment de l'incendie, et estimer les dommages, lorsque ces faits ont été accompagnés de réserves qui excluent cette reconnaissance.

(Cie Le Monde c. Trubner)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que, aux termes de l'art. 25 de la police d'assurances souscrite entre les parties le 23 avril 1892 (enregistrée à Alger, le 8 juillet 1892, folio 18, case 1), les dommages résultant de l'incendie doivent être réclamés par l'assuré dans un délai de six mois à compter du jour de l'incendie ou des dernières poursuites, passé lequel délai la compagnie ne peut être tenue à aucune indemnité ; — Que cette clause n'a rien de contraire à l'ordre public ; — Que par suite, elle est licite et obligatoire entre les parties qui l'ont librement consentie ; — Attendu en fait, que l'incendie à raison duquel

Trubner réclame indemnité s'est produit le 21 mai 1892, et que Trubner a formé sa demande en indemnité par exploit du 9 décembre 1893 ; — Que, au moment de cette demande, l'assuré était déchu de tout droit à indemnité, aux termes de l'art. 25 de sa police ; — Attendu que Trubner soutient que la déchéance stipulée ne peut lui être opposée : 1° parce que la Cie Le Monde a reconnu le principe de sa dette ; 2° parce qu'une saisie-arrêt signifiée par la Cie l'Afrique Française entre les mains de la Cie Le Monde a interrompu la prescription ou déchéance ;

Attendu, en ce qui touche le premier moyen, qu'il n'est produit aucune justification de la reconnaissance par la Cie Le Monde du principe de sa dette ; — Que si le fait de provoquer et de suivre une expertise pour rechercher la cause du sinistre, vérifier l'exactitude des déclarations contenues dans la police, constater l'existence des objets assurés au moment de l'incendie, et estimer les dommages, peut impliquer la reconnaissance d'un droit à indemnité, il n'en est plus de même lorsque ce fait a été accompagné de réserves qui excluent cette reconnaissance ; — Qu'il importe de retenir que, avant toute opération d'expertise, et dans l'acte même de nomination des experts par Trubner et Le Monde, l'appelante a fait des réserves formelles de tous ses droits et spécialement en ce qui concerne la déchéance que l'assuré pourrait avoir encourue par suite d'infractions qui seraient ultérieurement reconnues ; — Que Trubner soutient vainement que ce sont là de simples réserves de style ; — Qu'il échet de remarquer en effet qu'elles ont été expressément ajoutées à une formule de compromis imprimée et écrite à la main ; — Qu'il suit de ce qui précède qu'il n'y a lieu de s'arrêter à ce premier moyen qui n'est point fondé ;

Attendu en ce qui touche le deuxième moyen que, en admettant que la saisie signifiée à la requête de tout autre que de celui contre lequel on veut prescrire peut interrompre la prescription, il est évident qu'elle ne pourrait produire cet effet qu'à la condition d'être valablement faite ; — Que tel n'est pas le cas de l'espèce ; — Que, en effet, la saisie-arrêt pratiquée entre les mains de la Cie Le Monde par la Cie l'Afrique Française à la charge de Trubner, le 8 juin 1892, a été annulée comme faite sans droit ni qualité, par jugement du tribunal d'Alger du 13 décembre 1892, confirmé par arrêt du 25 novembre 1893 ; — Que, nulle et de nul effet à l'égard de Trubner, elle n'a pu davantage produire effet à l'égard de la Cie Le Monde, et interrompre la prescription ou déchéance à l'encontre de celle-ci ; — Qu'il est à remarquer, au surplus,

qu'elle n'a pu en rien empêcher Trubner de former sa demande contre cette compagnie, ainsi qu'il en était tenu, sous peine de déchéance, par la clause précitée de l'art. 25 de sa police ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel de la Cie Le Monde ; — Y faisant droit au fond : — Infirme le jugement déféré ; — Statuant à nouveau : — Dit Trubner déchu à l'égard de la Cie Le Monde de tous droits à indemnité à raison de l'incendie du 21 mai 1892, et le déboute des fins de sa demande à l'encontre de ladite compagnie ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Condamne Trubner aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés ;* ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BLASSELLE et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

20 mars 1895

Appel, Algérie, ordonnance du 16 avril 1843, signification, domicile élu.

Si en Algérie l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, modifiant les prescriptions impératives de l'art. 456 C. proc. civ., permet la signification de l'acte d'appel au domicile réel ou d'élection de l'intimé, encore faut-il que cette élection de domicile ait été expressément faite dans un acte quelconque de la procédure (1).

(M'ahmed Bahloul c. la commune mixte du Chéliff)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le sieur M'ahmed ben El-Hadj Khelifa Bahloul, appelant, ne se présente pas ; — Que Me Doudart de la Grée défenseur par lui constitué, déclare n'avoir reçu ni pièces ni renseignements pour conclure et plaider ;

(1) V. Alger, 23 nov. et 28 déc. 1892 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 15 et 16), et les notes.

Attendu que la commune mixte du Chéliff est créancière de M'ahmed ben El-Hadj Khelifa ben Ali Bahloul de la somme de 112 fr. 37 c. pour prêt de grains de semences fait pour la campagne de 1893 ; — Qu'en vertu de la contrainte délivrée le 28 décembre 1893, elle a fait saisir-exécuter à l'encontre de son débiteur, et par exploit de Lelouch, du 27 juin 1894, 30 quintaux d'orge, 15 quintaux de blé, une jument et un poulain ; — Attendu que M'ahmed ben El-Hadj Khelifa, fils de la partie saisie, a, par exploit du même huissier du 21 juillet 1894, revendiqué les grains et animaux saisis, comme l'ayant été sur sa propriété ; qu'il a prétendu que son père n'habite même pas la bocco, et qu'il a invoqué, en outre, un acte du cadi d'Orléansville, du 27 janvier 1886, par lequel son père El-Hadj Khelifa lui a fait donation du tiers de ses biens ; — Attendu que sur cette demande il a été statué par jugement du tribunal civil d'Orléansville, en date du 20 novembre 1894, qui déclare non fondée la revendication de M'ahmed ben El-Hadj Khelifa, l'en déboute et ordonne la continuation des poursuites, et pour le préjudice causé par son action injustifiée, le condamne à 50 fr. de dommages-intérêts envers la commune mixte du Chéliff ; — Attendu que suivant exploit de Parrès, huissier à Orléansville, en date du 10 janvier 1895, le sieur M'ahmed ben El-Hadj Khelifa Bahloul a relevé appel de cette décision, et a fait signifier cet acte à l'étude de Me Ravel de Malval, prise comme domicile élu par la commune ; — Attendu que Me Gronier, avoué, s'est constitué sur cet appel et a mis l'affaire au rôle de la Cour ;

Attendu qu'il y a lieu de déclarer cet appel nul comme ayant été signifié en l'étude de Me Ravel de Malval, et non au domicile de la commune ; — Attendu que si en Algérie l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, modifiant les prescriptions impératives de l'art. 450 C. de pr. civ., permet la signification de l'acte d'appel au domicile réel ou d'élection de l'intimé, faut-il encore que cette élection de domicile ait été expressément faite dans un acte quelconque de la procédure ; — Attendu que tel n'est pas le cas dans l'espèce ; — Qu'il résulte au contraire, de l'examen des pièces du dossier, que la commune mixte du Chéliff intimée a toujours fait élection de domicile en ses bureaux, ou encore en la mairie de la commune mixte du Chéliff ; — Attendu que la nullité de l'appel résultant de cette signification irrégulière est donc manifeste ;

Attendu que cet appel serait au surplus irrecevable, comme relevé à l'encontre d'un jugement ayant statué en dernier ressort ; — Attendu, en effet, que la demande originaire de la commune comporte une somme de 112 fr. 37 c. pour prêt de

semences ; — Attendu que, si forte que soit la valeur des objets revendiqués, elle ne pourrait atteindre la somme de 1,500 fr., taux du dernier ressort ; — Attendu qu'il est incontestable que l'appel du sieur M'ahmed ben El-Hadj Khelifa Bahloul fait sans droit et dans le but unique de retarder le paiement des sommes qui sont légitimement dues à la commune, a causé à cette dernière un préjudice dont réparation lui est due ; — Qu'il échet, en conséquence, de faire application en la cause de l'art. 464 C. pr. civ.

Par ces motifs : — Donne défaut-congé contre le sieur M'ahmed ben El-Hadj Khelifa Bahloul, appelant et contre Me Doudart de la Grée, son défenseur ; — Et en tant que de besoin, donne défaut contre Mohamed ben El-Hadj Khelifa ben Ali, partie saisie pour le cas où il aurait été intimé par l'appelant ; — Donne acte à Me Doudart de la Grée de sa déclaration qu'il n'a reçu ni pièces ni renseignements pour conclure et plaider ; — Déclare l'appel de M'ahmed ben El-Hadj Khelifa Bahloul nul, comme non signifié au domicile réel ou d'élection de l'intimée ; — Le déclare au surplus irrecevable comme relevé à l'encontre d'un jugement ayant statué en dernier ressort ; — Et faisant en la cause application de l'art. 464 du C. de pr. civ. : — Élève à 200 fr. le chiffre des dommages-intérêts alloués par les premiers juges pour réparation du préjudice causé à la commune ; — Condamne l'appelant à l'amende de son appel et à tous les dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Me DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

5 septembre 1894. — Décision du min. de l'intérieur désignant les localités interdites en Algérie aux indigènes algériens frappés d'interdiction de séjour. *(B. O.*, 1894, p. 1004.)

Une décision de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, du 5 septembre 1894, a interdit, à titre général, à partir du 1er octobre 1894, les localités et territoires dont les noms suivent aux indigènes algériens atteints par l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885 :

Département d'Alger : commune de plein exercice de Dellys ; communes mixtes de Dellys, Azeffoun et Haut-Sebaou ; communes d'Alger, Mustapha, Hussein-Dey, Kouba, Birmandreïs, Birkadem, El-Biar, Saint-Eugène et Bouzaréa.

Département de Constantine : commune mixte de la Soummam ; commune de Constantine, Bône, Philippeville, Sétif, Guelma, Batna, La Calle, Jemmapes et Bordj-Bou-Arréridj.

Département d'Oran : communes mixtes de Nédroma et de Sebdou ; communes de Relizane, Oran, Sidi-Bel-Abbès, Mascara, Saïda, Tlemcen, Beni-Saf, Nemours.

En outre, lorsqu'il y aura lieu, M. le ministre de l'intérieur leur interdira, à titre spécial, les localités du territoire continental de la métropole et de l'Algérie qui lui seront désignées.

29 octobre 1894. — Décret autorisant l'administration des contributions indirectes à mettre en vente un nouveau type de coton-poudre azotique, dit « coton azotique n° 2. » *(B. O.*, 1894, p. 1003.)

Vu la loi du 16 mars 1819 ;
Sur le rapport des ministres des finances et de la guerre,

Art. 1er. — L'administration des contributions indirectes est autorisée à mettre en vente, pour la préparation des dynamites gommes, un type spécial de coton-poudre azotique, dit coton azotique n° 2, au prix de 3 fr. 40 par kilogramme de coton azotique sec (transport compris).

Art. 2. — Ce prix de vente est applicable à l'Algérie.

8 novembre 1894. — Décret du bey affectant la medraça d'Ibn Asfour à une école normale de moueddeb, et lui donnant le nom de medraça Asfouria. *(J. O. T.*, 21 déc. 1894.)

Vu le règlement en date du 26 dou elhedja 1292, indiquant les conditions que doivent remplir les personnes qui désirent se consacrer à l'enseignement du coran à Tunis et dans la régence;

Vu le rapport du directeur de l'enseignement public faisant ressortir les avantages qu'il y aurait à fonder une medraça destinée à préparer les maîtres qui doivent donner cet enseignement;

Vu le rapport de notre premier ministre signalant la nécessité d'établir le règlement de cette medraça et de préciser les études qui doivent y être faites;

Art. 1er. — La medraça d'Ibn Asfour, située à Tunis près du fondouk des parfumeurs, est affectée à une école normale de moueddeb qui prendra le nom de medraça Asfouria.

Art. 2. — Cette medraça sera destinée à former des moueddeb qui n'obtiendront ce titre qu'à la suite d'un examen subi conformément aux art. 4, 5 et 9 ci-après.

Art. 3. — Le personnel de cette medraça comprendra un directeur et des professeurs qui seront choisis parmi les professeurs de la grande mosquée. Le nombre de professeurs variera suivant les besoins.

Le directeur sera nommé par Nous sur la proposition du directeur de l'enseignement.

Les professeurs seront nommés par notre premier ministre sur la proposition du directeur de l'enseignement.

Les professeurs de français et les maitres chargés de faire répéter le coran seront nommés par le directeur de l'enseignement.

Art. 4. — La commission d'examen comprendra les membres suivants:

L'inspecteur général des études arabes;

Le directeur de la medraça;

Le cheikh des lecteurs du coran de la grande mosquée;

Le premier ou le second professeur de tedjouid à la grande mosquée;

L'amin des moueddeb;

Le professeur de français (pour la partie relative aux études de français).

Art. 5. — Les études faites dans cette medraça porteront sur les matières suivantes:

1° Révision du coran;

2° Tedjouid et orthographe du coran;

3° Eléments de touhid;

4° Eléments de droit;

5° Grammaire arabe et éléments de littérature;

6° Calligraphie arabe;

7° Education et pédagogie;

8° Langue française et éléments de calcul, de système métrique et de géographie.

Art. 6. — Le nombre des élèves à admettre à cette medraça variera suivant les crédits inscrits au budget de la direction de l'enseignement. L'admission et le renvoi des élèves dépendront du directeur de l'enseignement.

Art. 7. — Ne pourront être reçus dans cette medraça que les jeunes gens qui auront satisfait aux conditions spécifiées dans le règlement sur les moueddeb en date du 26 dou elhedja 1292, c'est-à-dire qui connaîtront parfaitement le texte du coran et qui auront des notions de tedjouid et d'ortho-

graphe, ce qui sera constaté par un certificat délivré par les membres de la commission désignée à l'art. 4. Les candidats devront présenter en outre une pièce constatant leur âge et un certificat de bonne vie et mœurs délivré soit par les notaires, soit par le moueddeb, le cheikh ou le gouverneur de leur localité.

Art. 8. — La durée des études sera de cinq années.

Tout élève qui interrompra ses études avant l'expiration de cinq années sans motifs valables sera tenu, lui ou ses parents, de rembourser à l'État ses frais d'étude et d'entretien pendant son séjour à l'école.

Art. 9. — Les candidats qui auront subi avec succès l'examen portant sur les matières indiquées à l'art. 5, devant la commission composée comme il est dit à l'art. 4, recevront le diplôme de moueddeb.

Art. 10. — Les maîtres pourvus de ce diplôme pourront exercer dans les écoles et les medraça. Ils pourront être soumis à des examens ultérieurs destinés à constater qu'ils n'ont pas oublié les matières qu'ils ont apprises à l'école.

Quant aux écoles dans lesquelles on n'enseigne que l'arabe, elles ne seront l'objet d'aucune modification. Toutefois elles pourront être confiées aux moueddeb sortant de la medraça Asfouria si les habitants intéressés le demandent.

5 décembre 1894. — Loi portant création de troupes sahariennes. *(Mob.*, 22 déc. 1894.)

Art 1er. — Il est formé en Algérie des corps de troupes indigènes d'infanterie et de cavalerie montée à mehara, spécialement chargés de l'occupation et de la surveillance des régions sahariennes de la colonie.

L'infanterie est organisée en bataillons de quatre compagnies, subdivisées en quatre pelotons, portant le nom de bataillons de tirailleurs sahariens et ayant chacun la composition indiquée par le tableau A.

La cavalerie est organisée en escadrons de quatre pelotons, portant le nom d'escadrons de spahis sahariens et ayant chacun la composition indiquée par le tableau B.

Les troupes d'autres armes et le personnel militaire des divers services qu'il y a lieu d'adjoindre aux troupes sahariennes seront prélevés sur l'ensemble des corps de troupes et services de l'armée de terre.

Art. 2. — Les cadres français et indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens sont pris dans les corps de troupes de toutes armes, où ils sont numériquement remplacés.

Ces cadres passeront dans l'arme de l'infanterie lors de leur désignation pour les bataillons dont il s'agit.

Art. 3. — Les cadres français des escadrons de spahis sahariens comprennent des militaires de toutes armes, reconnus aptes au service spécial de ces escadrons.

Ce personnel est mis hors cadres dans les armes auxquelles il appartient et remplacé numériquement.

Art. 4. — Des décrets du président de la République, rendus sur la proposition du ministre de la guerre, fixent les conditions dans lesquelles sont recrutées et organisées les troupes sahariennes, ainsi que les allocations, les prestations et les avantages spéciaux de toute nature attribués aux militaires qui font partie de ces groupes ou des détachements qui peuvent leur être adjoints.

L'uniforme des troupes sahariennes est déterminé par décision du ministre de la guerre.

Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français de ces troupes peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs, dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués, dans les colonies, aux militaires de ces dernières troupes, pour des rengagements de même durée.

Les soldats des corps permanents d'Afrique ou de l'intérieur, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, peuvent être autorisés, au bout de leur première année de service, à contracter des rengagements de deux, trois ou quatre ans, au titre des troupes sahariennes. Ces rengagements donnent droit à des primes et des hautes payes spéciales.

Art. 5. — Il sera procédé progressivement, suivant les nécessités du service et les ressources du recrutement, à la formation du 1" bataillon de tirailleurs et du 1" escadron de spahis sahariens.

Les autres bataillons et les autres escadrons, dont la formation sera ultérieurement reconnue nécessaire, seront créés en vertu de décrets du président de la République, sur la proposition du ministre de la guerre.

Ar. 6. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi, en ce qui concerne les avantages attribués aux troupes sahariennes, sont et demeurent abrogées.

7 décembre 1894. — Arrêté du gouv. gén. réglementant l'organisation et le fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels des communes de l'Algérie. (*B. O.*, 1894, p. 1036.)

Vu les art. 1 et 8 de la loi du 14 avril 1893 définissant le but des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels des communes de l'Algérie, et conférant à ces établissements la personnalité civile dans des limites déterminées ;

Vu les art. 4 et 5 de ladite loi relatifs aux statuts des sociétés indigènes de prévoyance ; ensemble l'art. 6 disposant que « l'approbation de ces statuts est accordée par arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement » ;

Vu les projets des statuts présentés par ces sociétés, en exécution de l'art. 18 de la loi susvisée ;

Considérant, d'une part, que les clauses et conditions de ces actes sont conformes aux prescriptions légales ;

Considérant, d'autre part, que les opérations des sociétés indigènes de prévoyance sont soumises par les art. 10 et 11 de la loi aux inspections des agents des finances et à la sanction de l'administration supérieure ;

Considérant que la surveillance administrative ne peut utilement s'exercer sur certaines de ces opérations telles que : emprunts de société à société, assurances collectives, adjudications en vue de l'achat ou de la vente des grains, inventaire annuel, tenue des registres et conservation des archives, que grâce à des règles uniformes imposées à tous les établissements intéressés ; que ces mêmes règles sont, à plus forte raison, nécessaires, en ce qui concerne le contrôle financier à exercer sur les trésoriers ;

Vu l'art. 19 de la loi ainsi conçu : « Des arrêtés du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement, règleront les mesures d'exécution de la présente loi » ;

Sur les propositions de MM. les préfets de l'Algérie et de M. le général commandant la division d'Alger ;

Le conseil de gouvernement entendu,

TITRE I

APPROBATION DES STATUTS

Art. 1er. — Sont approuvés tels qu'ils se trouvent consignés dans les actes annexés au présent arrêté, les statuts des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels des communes dont les noms suivent. Lesdits statuts ont été reconnus conformes aux dispositions de la loi du 14 avril 1893.

Département d'Alger

Arrondissement d'Alger : communes mixtes d'Aïn-Bessem, Aumale, Beni-Mansour, Gouraya, Palestro et Tablat.

Arrondissement de Médéa : communes mixtes de Berrouaghia et de Boghari.

Arrondissement de Miliana : communes mixtes des Braz, Djendel, Hammam-Righa et Téniet-el-Haâd.

Arrondissement d'Orléansville : communes mixtes du Chéliff, Ouarsenis et Ténès.

Arrondissement de Tizi-Ouzou : communes mixtes de Dellys, Dra-el-Mizan et Fort-National.

Département d'Oran.

Arrondissement d'Oran : communes mixtes d'Aïn-Témouchent et de Saint-Lucien.

Arrondissement de Mascara : communes mixtes de Cacherou, Frenda, Mascara et Saïda.

Arrondissement de Mostaganem : communes mixtes d'Ammi-Moussa, Cassaigne, l'Hillil, Renault, Tiaret et Zemmora.

Arrondissement de Sidi-bel-Abbès : communes mixtes de la Mékerra et du Télagh.

Arrondissement de Tlemcen : communes mixtes d'Aïn-Fezza, Nédroma, Remchi et Sebdou.

Département de Constantine

Arrondissement de Batna : communes mixtes d'Aïn-el-Ksar, Aïn-Touta, Aurès, Khenchela et Ouled-Soltan.

Arrondissement de Bône : communes mixtes des Beni-Salah, l'Edough et La Calle.

Arrondissement de Bougie : communes mixtes de Taher, Akbou, Guergour, Oued-Marsa, Soummam, Tababort et Takitount.

Arrondissement de Constantine : communes mixtes d'Aïn-M'lila, Châteaudun-du-Rhumel, El-Milia, Fedj-M'zala, La Meskiana, Morsott, Oum-el-Bouaghi et Sedrata.

Arrondissement de Guelma : communes mixtes de l'Oued-Cherf, de Séfia et de Souk-Ahras.

Arrondissement de Philippeville : communes mixtes d'Attia, Collo et Jemmapes.

Arrondissement de Sétif : communes mixtes des Biban, Eulma, Maadid, M'sila et Rhira.

Division d'Alger

Commune indigène de Boghar ; annexe de Chellala ; commune indigène de Bou-Saâda ; annexe de Sidi-Aïssa ; communes indigènes de Djelfa et de Laghouat.

TITRE II

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Art. 2. — *Emprunts de société à société.* — En cas de disette, le conseil d'administration d'une société indigène de prévoyance, dont les ressources sont reconnues insuffisantes, peut, avec l'autorisation du préfet du département, contracter, auprès d'une ou plusieurs sociétés de même nature exclusivement, des emprunts dont le montant ne devra pas dépasser la valeur totalisée des cotisations tant en nature qu'en argent perçues pendant les trois derniers exercices.

Le taux de ces emprunts ne devra jamais excéder 5 0/0 par an, ni le délai de remboursement être supérieur à trois années.

Lorsque la somme empruntée devra profiter, non à toutes les sections indigènes faisant partie de la société, mais à quelques-unes seulement de ces sections, le calcul des cotisations sur lequel est basé le chiffre maximum à emprunter ne portera que sur les sections bénéficiaires, lesquelles demeureront responsables, en premier lieu, du remboursement sous la garantie toutefois de la société elle-même.

Il sera procédé, pour la répartition des fonds d'emprunt et pour le recouvrement des prêts consentis aux sociétaires à l'aide de ces fonds, comme s'il s'agissait de fonds appartenant à la société.

Art. 3. — *Prêts de société à société.* — Le conseil d'administration d'une société indigène de prévoyance peut, dans les conditions de durée et de taux de l'intérêt fixées par l'article précédent, consentir, avec l'autorisation du préfet, des prêts à d'autres sociétés de même nature exclusivement. Le montant de ces prêts est limité au dixième des fonds disponibles de la société prêteuse.

Art. 4. — *Assurances collectives.* — Sur la demande des conseils de section (djemâa) intéressés, le conseil d'administration d'une société indigène de prévoyance peut contracter des assurances contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents. Ces assurances devront faire l'objet d'un contrat spécial pour chaque section, lequel contrat, signé au nom de la société, par le président du conseil d'administration, ne sera valable qu'après l'autorisation du préfet.

Le montant de la prime ou des primes totalisées, s'il est contracté des assurances de plusieurs natures, ne devra pas dépasser le tiers de la valeur des cotisations annuelles de la section assurée, à moins que les sociétaires de ladite section ne s'engagent à verser, pour le surplus, une cotisation supplémentaire.

En cas de sinistre, le montant de la somme à payer par la compagnie d'assurances sera versé à la caisse du trésorier de la société. La répartition en sera faite par le conseil d'administration au prorata des pertes subies par les sociétaires et sinistrés.

Art. 5. — *Adjudications.* — Lorsqu'une société indigène de prévoyance a été dûment autorisée à effectuer un achat ou une vente de grains, il est procédé à l'adjudication publique par le président du conseil d'administration assisté de deux présidents de conseils de section (djemâa) désignés

d'avance par le conseil d'administration. Le trésorier de la société sera appelé à toutes les adjudications.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever sur les opérations préparatoires de l'adjudication seront résolues, séance tenante, par le président et les deux assistants à la majorité des voix. L'adjudication sera toujours subordonnée à l'approbation du préfet et ne deviendra valable et définitive, à l'égard de la société intéressée, qu'après cette approbation.

Les règles suivies dans les adjudications pour le compte des communes, notamment en ce qui concerne les mesures de publicité, la rédaction des cahiers des charges et des procès-verbaux, sont applicables aux adjudications pour le compte des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels.

Art. 6. — *Inventaire annuel.* — Tous les ans, pendant le mois de septembre, il est dressé, par les soins du président du conseil d'administration, un inventaire de l'actif mobilier des sociétés. Les résultats de cet inventaire sont relatés dans le compte rendu que, suivant l'art. 11 de la loi du 14 avril 1893, les présidents des sociétés indigènes doivent, le 1er janvier de chaque année, adresser au gouverneur général.

Art. 7. — *Registres et archives.* — Les opérations d'administration des sociétés sont consignées sur les registres ci-après, lesquels doivent être cotés et paraphés par le président du conseil d'administration, savoir :

Pour le conseil de section (djemaâ) : 1° un registre des délibérations; 2° un registre par doit et avoir des silos de réserve; 3° un registre nominatif des sociétaires de la section;

Pour le conseil d'administration : 1° un registre des délibérations; 2° un registre sur lequel le président de ce conseil inscrira tous les bons ou ordres de versement des prêts consentis par le conseil d'administration; 2° un registre nominatif, par section, de tous les membres de la société.

Les registres des conseils de section et d'administration seront communiqués, sur sa demande, à tout agent du contrôle chargé de la vérification des comptes de l'association.

Les archives formées des registres ci-dessus sont conservées par le secrétaire du conseil d'administration dans le local mis par la commune à la disposition de la société, conformément à l'art. 9 de la loi.

TITRE III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 8. — *Exercice financier.* — L'exercice financier des sociétés indigènes de prévoyance est de douze mois. Il commence le 1er octobre de chaque année pour finir le 30 septembre de l'année suivante.

Art. 9. — *Compte rendu de la situation financière et morale.* — Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, le compte rendu de la situation financière et morale de chaque société indigène de prévoyance est soumis au préfet (ou au général commandant la division), qui l'adresse au gouverneur général à la date du 1er janvier fixée par l'art. 11 de la loi. Le préfet ou le général n'effectue cette transmission qu'après avoir soumis le compte rendu ainsi que le compte du trésorier, appuyé des pièces de dépenses, à la vérification de la commission de surveillance instituée par l'art. 10 de la loi.

Art. 10. — *Recouvrement des cotisations.* — Les cotisations annuelles en numéraire font l'objet d'un état individuel portant indication de la somme due par chaque sociétaire ayant opté pour le paiement en argent. Cet état

est établi et signé par le président du conseil d'administration qui l'adresse au trésorier dans les premiers jours de l'ouverture de l'exercice.

Art. 11. — *Calcul de l'intérêt des prêts.* — L'intérêt des prêts remboursables, soit en nature, soit en argent, est calculé par mois entier, sans fraction de jours. Il est dû pour le mois entier pendant lequel l'emprunt est effectué, quel que soit le jour. Il n'est pas dû pour le mois du remboursement.

Les constatations à ce titre sont justifiées dans le compte du trésorier par un décompte général des intérêts acquis à la société et dont le modèle est joint au présent arrêté sous le n° 2.

Art. 12. — *Recouvrement des prêts.* — Les prêts dûment autorisés font l'objet, de la part de l'emprunteur, d'un engagement rédigé dans la forme indiquée au modèle n° 1 annexé au présent arrêté.

Dans le cas où l'emprunteur ne se libérerait pas à l'époque fixée, l'action en recouvrement serait poursuivie, sur la demande du conseil d'administration, comme en matière musulmane, conformément aux décrets des 17 avril 1889 (territoire civil), 29 août 1874 (ressort des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie) et 8 janvier 1870 (territoire de commandement).

Art. 13. — *Registres du trésorier.* — Pour la tenue des écritures et la reddition des comptes des sociétés de prévoyance, les trésoriers se conforment aux règles de la comptabilité communale. Les écritures comprennent :

1° Un quittancier, des livres de détail des recettes et des dépenses, un livre des comptes divers, tenus conformément aux prescriptions de l'instruction générale du 20 juin 1859 ;

2° Un livre des prêts et des remboursements d'après le modèle n° 3 qui fait suite au présent arrêté.

Art. 14. — *Bordereaux trimestriels.* — Le trésorier doit fournir, à l'expiration de chaque trimestre, au président du conseil d'administration et au directeur ou sous-directeur des contributions diverses un bordereau détaillé des opérations de recettes et de dépenses faites depuis l'ouverture de l'exercice et établi d'après le modèle n° 4 ci-annexé.

Art. 15. — *Compte de gestion.* — Le trésorier établit, à la fin de chaque exercice, un compte de gestion conforme au modèle n° 5. Dans le cas de gestion scindée, le compte s'établit sur des formules dont les modèles sont donnés sous les n°s 5 *bis* et 5 *ter*, et il doit être appuyé d'un procès-verbal de remise de service conforme au modèle n° 6.

Le compte de gestion est divisé en deux parties présentant, d'une part, les opérations en deniers et, de l'autre, les opérations en matières. Toutes les opérations d'entrées ou de sorties des matières doivent figurer pour leur montant en argent dans les écritures et dans le compte-deniers du trésorier qui procède, à cet effet, à une conversion d'après les bases fixées au commencement et pour la durée de l'exercice, par le conseil d'administration.

Le trésorier est seulement responsable des opérations de recettes et de dépenses qu'il effectue en argent.

Art. 16. — *Jugement des comptes.* — Le compte de gestion annuel du trésorier est soumis, avec pièces à l'appui, à l'approbation du conseil d'administration de la société qui formule ses appréciations sur ce compte dans une délibération conforme au modèle n° 7. Le tout est ensuite adressé par le trésorier au directeur des contributions diverses qui, après vérification dans ses bureaux, en saisit la commission de surveillance, ainsi qu'il est prescrit à l'art. 9.

Le préfet et le général, au nom de la commission de surveillance, en délivrent récépissé pour servir de décharge au comptable.

La commission de surveillance statue sur les comptes des trésoriers d'après les mêmes règles et dans les mêmes formes que la Cour des comptes et les conseils de préfecture en ce qui concerne les gestions de comptables publics.

Le compte de gestion du trésorier est conservé, avec toutes les pièces à l'appui, dans les archives de la préfecture.

Une expédition de ce compte est jointe au compte rendu de la situation financière et morale dont il est question à l'art. 11 de la loi du 14 avril 1893.

Art. 17. — *Remises des trésoriers*. — Les remises des trésoriers sont calculées d'après le tarif édicté par l'arrêté ministériel du 7 octobre 1858 (gestions communales confiées aux receveurs des contributions diverses).

Ne donnent pas lieu à remises les opérations suivantes qui rentrent dans la catégorie des conversions de valeurs :

En recette : Le produit des ventes de grains ; les prêts faits par d'autres sociétés indigènes, en nature ou en argent ; le recouvrement des prêts en nature ou en argent, faits à d'autres sociétés indigènes ; les opérations faites à titre de « consignation ».

En dépense : La dépense pour ordre du remboursement des prêts en nature ; le montant des achats de grains ; le montant des prêts faits à d'autres sociétés indigènes ; le remboursement à d'autres sociétés indigènes des prêts consentis par elles ; les opérations faites à titre de consignation.

Ne donne également pas lieu à remises la dépense du montant des prêts en argent.

Les remises sont ordonnancées au profit des ayants droit, à l'expiration de chaque trimestre, sur la production de décomptes conformes au modèle n° 8, préalablement vérifiés et visés par le directeur des contributions diverses.

Ces remises sont passibles, pour les trois quarts de leur montant, des retenues prescrites par l'art. 3 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles.

9 décembre 1894. — Décret relatif aux bataillons et escadrons de spahis et tirailleurs sahariens. (*Mob.*, 29 déc. 1894 et 12 janv. 1895.)

Vu la loi du 5 décembre 1894, portant création de troupes sahariennes;
Sur le rapport du ministre de la guerre,

CHAPITRE Ier

BATAILLONS DE TIRAILLEURS SAHARIENS

Dispositions générales

Art. 1er. — Chaque bataillon de tirailleurs sahariens comprend des cadres français et des cadres indigènes dans la proportion indiquée au tableau A annexé à la loi du 5 décembre 1894. Les soldats dans le rang sont tous en principe des indigènes des régions sahariennes.

Art. 2. — Les emplois de l'état-major, ceux du petit état-major et de la section hors rang de chaque bataillon sont exclusivement dévolus aux militaires français.

La moitié des emplois de lieutenant ou de sous-lieutenant dans chaque compagnie est affectée aux Français, l'autre moitié est réservée aux indigènes.

Il en est de même pour les emplois de sergents et de caporaux dans les compagnies.

Art. 3. — Le commandement d'une compagnie, même par intérim, ne pourra jamais être exercé que par un officier français.

Art. 4. — Les officiers de compagnie des bataillons de tirailleurs sahariens devront posséder la pratique de la langue arabe.

L'étude de cette langue sera obligatoire pour les sous-officiers, caporaux et élèves caporaux des compagnies.

Après la première formation de chaque bataillon, ces militaires ne pourront, en principe, obtenir de l'avancement dans le corps qu'après justification de la connaissance suffisante de la langue arabe.

Art. 5. — Les permutations pour convenances personnelles des officiers de tout grade des bataillons de tirailleurs sahariens ne pourront avoir lieu qu'avec des officiers du même grade de l'arme de l'infanterie possédant la pratique de la langue arabe.

Recrutement des hommes de troupe parmi les indigènes des régions sahariennes

Art. 6. — Les soldats indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens sont recrutés au moyen d'engagements volontaires et de rengagements donnant droit aux primes et hautes payes déterminées par le tableau n° 1.

La durée de chaque engagement ou rengagement est de 2, 3 ou 4 ans.

Le recrutement s'opère :

1° Parmi les hommes originaires des régions sahariennes de l'Algérie;

2° Exceptionnellement, parmi les hommes libérés des régiments des tirailleurs algériens qui présentent les conditions de conduite, d'âge et de santé désirables, et, pour la première formation, parmi les volontaires, originaires du Sud, des régiments indigènes.

Les engagements et rengagements au titre des troupes sahariennes sont contractés dans la forme prescrite pour les régiments de tirailleurs algériens. L'acte d'engagement ou de rengagement spécifie que l'indigène ne devra pas être employé en dehors des régions sahariennes.

Les engagements et rengagements sont reçus par une commission composée d'un officier des services des affaires indigènes, d'un fonctionnaire de l'intendance militaire ou de son suppléant légal.

Recrutement des cadres français. — Avancement

Art. 7. — Les cadres français sont pris, pour la première fois :

a) Parmi les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des régiments de tirailleurs algériens;

Ou exceptionnellement :

b) Parmi les militaires des autres corps de toutes armes stationnés en France ou en Afrique;

Lorsque le corps sera constitué, les vacances qui se produiront dans le cadre français seront comblées de la façon suivante :

a) Les officiers seront remplacés par des officiers des corps de troupes d'infanterie stationnés en Afrique ou en France, régulièrement préposés par l'emploi;

b) Les sous-officiers et les caporaux seront remplacés de préférence par des militaires du corps qui rempliront les conditions déterminées par les règlements en vigueur.

A défaut de ressources, les vacances seront comblées par des prélève-

ments faits, parmi des volontaires, sur les régiments de tirailleurs algériens et exceptionnellement sur les corps de troupes de toutes armes stationnés en Afrique ou en France.

c) Les élèves-caporaux de chaque compagnie seront pris parmi les soldats qui demanderont à contracter un engagement pour les troupes sahariennes dans les conditions spécifiées par le paragraphe 3 de l'art. 4 de la loi du 5 décembre 1894 ou, sur leur demande, parmi les élèves-caporaux des corps de troupes d'infanterie stationnés en Afrique ou exceptionnellement en France.

Ils pourront être pris également parmi les soldats de toutes armes des corps de troupes stationnés en Afrique ou en France, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, qui auront demandé, à l'expiration de leur première année de service, à contracter le rengagement spécial aux troupes sahariennes, prévu par le paragraphe 4 de l'art. 45 de la loi du 5 décembre 1894.

Ces rengagements, qui donnent droit aux primes et aux hautes payes fixées par le tableau n° 1, ne peuvent être reçus qu'en Afrique.

d) Les autres soldats français du corps (clairons et élèves-clairons, sapeurs, ouvriers, secrétaires, ordonnances, infirmiers) sont pris, sur leur demande ou d'office, parmi les hommes des corps de troupes de toutes armes stationnés en Afrique ou en France et reconnus aptes au service dans les bataillons de tirailleurs sahariens.

Ils se recrutent aussi parmi les jeunes soldats justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, rengagés au bout d'un an de service et visés dans le paragraphe précédent *(c)*.

Art. 8. — Conformément au paragraphe 3 de l'art. 4 de la loi du 5 décembre 1894, les sous-officiers, caporaux et soldats français des bataillons de tirailleurs sahariens peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués dans les colonies aux militaires de ces dernières troupes pour des rengagements de même durée.

Les hautes payes et les gratifications annuelles sont les mêmes que celles allouées dans les colonies aux militaires du même grade.

Art. 9. — La rétrogradation et la cassation des gradés français a lieu dans les mêmes conditions que dans les régiments de tirailleurs algériens. Les militaires qui ont encouru la cassation sont renvoyés comme soldats dans les corps auxquels ils appartenaient précédemment.

Recrutement des cadres indigènes. — Avancement

Art. 10. — Les cadres indigènes seront constitués de la façon suivante :

a) Pour la première formation, les officiers seront pris, sur leur demande ou d'office, parmi les officiers indigènes des régiments de tirailleurs algériens. Dans la suite, les emplois de lieutenant et de sous-lieutenant indigènes seront conférés uniquement au choix dans les conditions déterminées pour les régiments de tirailleurs algériens. Ces officiers ont la même situation et les mêmes droits que ceux des officiers indigènes de ces derniers régiments.

b) Au début de la formation, les cadres indigènes (sous-officiers et caporaux) seront pris dans les régiments de tirailleurs algériens, de préférence parmi les volontaires. Ils pourront être complétés par des sous-officiers ou caporaux indigènes, libérés du service, qui présenteraient toutes les garanties désirables et qui contracteraient un rengagement de quatre ans donnant droit à la prime et à la haute paye prévues au tableau n° 1.

Lorsque le corps sera constitué, les vacances de sous-officiers et de caporaux seront attribuées, jusqu'à concurrence de la moitié au moins, aux indigènes recrutés sur le pays : les cadres seront complétés au moyen de gradés provenant des régiments de tirailleurs algériens ou d'anciens gradés indigènes rengagés dans les conditions spécifiées au paragraphe précédent.

Art. 11. — Les sous-officiers et caporaux indigènes sont nommés, cassés ou rétrogradés d'après les règles appliquées dans les régiments de tirailleurs algériens.

Les nominations de soldats à la 1re classe et le renvoi à la 2e classe sont également prononcés dans les formes prescrites pour ces régiments.

Les sous-officiers, caporaux et soldats indigènes peuvent contracter des engagements successifs de deux, trois ou quatre ans, donnant droit aux primes et hautes payes fixées par le tableau n° 1.

CHAPITRE II

SOLDES ET ACCESSOIRES. — PRESTATIONS. — AVANTAGES SPÉCIAUX

Dispositions générales

Art. 12. — Les officiers (français et indigènes) des bataillons de tirailleurs sahariens reçoivent la solde, les indemnités, les allocations diverses déterminées au tableau n° 1.

La solde de la troupe (français et indigènes) est décomptée par jour, conformément aux indications du même tableau qui détermine également les indemnités diverses, les primes et les prestations en nature.

Avantages réservés aux Français et aux indigènes non recrutés sur le pays

Art. 13. — Après un séjour de quatre ans dans les régions sahariennes, les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats, sauf ceux qui proviennent d'indigènes recrutés sur le pays, ont le droit d'être replacés dans un des corps de troupe d'infanterie stationnés en Afrique ou en France. Ils peuvent cependant, sur leur demande, être maintenus plus longtemps dans les troupes sahariennes, s'ils ont conservé les aptitudes nécessaires à ce service.

Toutefois, les sous-officiers, caporaux et soldats, engagés ou rengagés au titre des bataillons de tirailleurs sahariens, devront accomplir intégralement dans ces bataillons la durée de l'engagement ou du rengagement souscrit par eux, à moins que leur état de santé, dûment constaté, ne leur permette pas de rester dans les régions sahariennes.

Dans ce dernier cas, ils seront replacés d'office dans un corps d'infanterie stationné en France ou en Afrique.

Les rengagés qui se trouveront dans cette situation recevront la part proportionnelle de la gratification annuelle et de la prime de rengagement afférente au temps qu'ils auront dans ces troupes. Du moment où ils auront rejoint leur nouveau corps, ils seront assimilés, au point de vue des gratifications et des primes de rengagement et des hautes payes, aux rengagés des corps de l'intérieur.

Les officiers, sous-officiers, caporaux et hommes des cadres (français et indigènes, autres que ceux recrutés dans le pays) qui seront ainsi replacés dans les corps de troupes en France ou en Afrique, seront remplacés dans leur emploi aux bataillons sahariens comme il est indiqué aux art. 7 et 10.

Avantages spéciaux aux Français

Art. 14. — Les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats français ont droit, après une première période de quatre années de séjour dans les régions sahariennes et ensuite tous les trois ans, à un congé de quatre mois non compris l'aller et le retour.

Pendant toute la durée de ces congés, y compris l'aller et le retour, il est alloué la solde de présence, ainsi que l'indemnité pour cherté de vivres attribuée aux militaires français des divers grades par le tableau n° 1.

La durée des congés ci-dessus spécifiés peut être prolongée en cas de maladie constatée.

Toute année passée dans les régions sahariennes sera comptée comme campagne double pour tous les militaires français des bataillons de tirailleurs sahariens.

Lors de leur nomination dans ces bataillons, les officiers reçoivent l'indemnité d'un mois de solde prévue par le décret du 20 mai 1890 pour les officiers appelés à faire partie des colonnes expéditionnaires en Algérie ou en Tunisie.

Avantages spéciaux aux indigènes

Art. 15. — Les indigènes qui s'engagent dans les bataillons de tirailleurs sahariens sont exempts, pendant la durée de leur service, d'une partie ou de la totalité des impôts dus à l'État, suivant les dispositions qui seront concertées à ce sujet entre les départements ministériels intéressés.

Ils jouissent d'une pension de retraite dans les conditions déterminées, pour les indigènes, par les dispositions en vigueur.

Les cadres indigènes, qui n'ont pas été recrutés sur le pays ou qui n'en sont pas originaires, ont droit, après une première période de quatre années de séjour dans les régions sahariennes et ensuite tous les trois ans, à un congé de quatre mois, y compris l'aller et le retour.

Pendant toute la durée de ces congés, y compris l'aller et le retour, il leur est alloué la solde de présence, ainsi que l'indemnité de cherté de vivres attribuée aux militaires indigènes non originaires des régions sahariennes par le tableau n° 1.

Toute année passée dans les régions sahariennes compte comme campagne simple pour les cadres indigènes qui ne sont pas recrutés sur le pays, et s'ajoute à la pension de retraite.

CHAPITRE III

HABILLEMENT. — ARMEMENT. — ÉQUIPEMENT

Art. 16. — Conformément aux dispositions de l'art. 4 de la loi du 5 décembre 1894, l'habillement, l'équipement et l'armement des militaires français et indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens seront déterminés par décision du ministre de la guerre.

CHAPITRE IV

ESCADRONS DE SPAHIS SAHARIENS

Dispositions générales

Art. 17. — Les cadres des escadrons de spahis sahariens, tels qu'ils

sont déterminés par le tableau B annexé à la loi du 5 décembre 1894, sont tous français.

Les cavaliers dans le rang sont tous des indigènes des régions sahariennes.

Le grade de chef de groupe, correspondant à celui de brigadier, pourra seul être conféré aux indigènes.

Recrutement des hommes de troupe parmi les indigènes des régions sahariennes

Art. 18. — Les cavaliers indigènes des escadrons de spahis sahariens sont recrutés au moyen d'engagements volontaires et de rengagements donnant droit aux primes et hautes payes déterminées par le tableau n° 2.

La durée de chaque engagement ou rengagement est de deux, trois ou quatre ans :

Le recrutement s'opère :

1° Parmi les nomades des régions sahariennes sachant monter à mehari;

2° Exceptionnellement, parmi les spahis ou tirailleurs algériens libérés qui, en dehors des conditions de conduite et de santé requises, seraient aptes à monter à mehari.

Pour la première formation, le recrutement pourra admettre aussi des spahis ou tirailleurs algériens originaires des régions sahariennes se présentant volontairement.

Les engagements et rengagements sont contractés dans la forme prescrite de l'art. 6 du présent décret; l'acte d'engagement ou de rengagement spécifiera que l'indigène ne devra pas être employé en dehors des régions sahariennes.

Recrutement des cadres. — Avancement

Art. 19. — Les officiers sont pris, sur leur demande, parmi les officiers de toutes armes, soit du service des affaires indigènes, soit des corps de troupes ou des divers services employés en Afrique qui, par leur connaissance du pays, des mœurs, de la langue, des habitants, paraitraient aptes à servir dans ces nouveaux corps.

Les sous-officiers et les brigadiers sont pris, sur leur demande ou d'office, parmi les sous-officiers, brigadiers ou caporaux des corps de troupes de toutes armes stationnés en Afrique, ayant la connaissance pratique de la langue arabe et des mœurs des habitants et sachant autant que possible monter à mehari.

Les élèves-brigadiers sont pris exclusivement parmi les soldats des corps de troupes de toutes armes stationnés en Afrique ou en France, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, qui auront demandé, à l'expiration de leur première année de service, à contracter le rengagement spécial aux troupes sahariennes prévu par le paragraphe 4 de l'art. 4 de la loi du 5 décembre 1894.

Ces rengagements, qui donnent droit aux primes et hautes payes fixées par le tableau n° 2, ne peuvent être reçus qu'en Afrique.

Les autres soldats français (trompettes et élèves-trompettes, cavaliers, ordonnances, ouvriers) sont pris, sur leur demande ou d'office, parmi les militaires des corps de troupes de toutes armes stationnés en Afrique ou en France et reconnus aptes au service dans les escadrons de spahis sahariens.

Ils se recrutent aussi parmi les jeunes soldats justifiant de la connais-

sance pratique de la langue arabe, renvoyés au bout d'un an de service et visés dans le paragraphe précédent.

Art. 20. — Conformément à l'art. 3 de la loi du 5 décembre 1894, tous les militaires français des escadrons de spahis sahariens sont mis hors cadres dans les armes auxquelles ils appartiennent et remplacés numériquement.

Art. 21. — Lorsque le corps sera constitué, les vacances qui se produiront dans le cadre français seront comblées de la façon suivante :

Les officiers seront remplacés par des officiers choisis comme il est dit à l'article 19 et régulièrement proposés pour l'emploi.

Les sous-officiers et brigadiers seront remplacés de préférence par des militaires du corps qui rempliront les conditions déterminées par les règlements en vigueur dans la cavalerie, et, à défaut de candidats, parmi les sous-officiers, brigadiers et caporaux des corps de troupe stationnés en Afrique, proposés pour servir dans les escadrons, conformément au deuxième paragraphe de l'art. 19.

Art. 22. — La rétrogradation ou la cassation des gradés a lieu dans les mêmes conditions que dans les régiments de cavalerie de l'intérieur.

Les militaires qui ont encouru la cassation sont renvoyés comme soldats dans les corps auxquels ils appartenaient précédemment.

Art. 23. — Les sous-officiers, brigadiers et cavaliers français peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués dans les colonies aux militaires de ces dernières troupes pour des rengagements de même durée.

Les hautes payes et les gratifications annuelles sont les mêmes que celles attribuées dans les colonies aux militaires du même grade.

Recrutement de chefs de groupe indigènes

Art. 24. — Les chefs de groupe indigènes seront pris, pour la première formation, parmi les indigènes faisant partie des magzen des bureaux arabes du Sud.

Après la constitution de chaque escadron, les emplois de ce grade seront attribués, jusqu'à concurrence de la moitié au moins, aux cavaliers recrutés sur le pays : le cadre sera complété par la nomination de cavaliers provenant des maghzen des bureaux arabes du Sud.

Les chefs de groupe seront nommés et cassés dans les mêmes formes que les caporaux des régiments de tirailleurs algériens.

CHAPITRE V

SOLDES ET ACCESSOIRES. — PRESTATIONS.— AVANTAGES SPÉCIAUX

Art. 25. — Les cadres français des escadrons de spahis sahariens, officiers, sous-officiers, brigadiers et soldats reçoivent la solde, les indemnités, les prestations et les allocations diverses déterminées au tableau n° 2 annexé au présent décret.

La solde de la troupe (cadres français) est décomptée par jour.

La solde des indigènes (chefs de groupe et cavaliers) est décomptée par mois, conformément aux indications du tableau n° 2.

Les indigènes doivent, au moyen de cette solde, pourvoir eux-mêmes à leur nourriture. Ils peuvent toutefois, s'ils le demandent, recevoir de l'administration de la guerre des vivres à titre remboursable.

Lors de leur nomination dans les escadrons de spahis sahariens, les officiers reçoivent l'indemnité d'un mois de solde prévue par le décret du 20 mai 1890 pour les officiers appelés à faire partie des colonnes expéditionnaires en Algérie ou en Tunisie.

Ils reçoivent, en outre, une indemnité pour changement de tenue, fixée d'après les tarifs en vigueur pour les officiers changeant d'office de subdivision d'arme dans la cavalerie.

Avantages spéciaux aux militaires français et indigènes des escadrons de spahis sahariens

Art. 26. --- Les divers avantages spécifiés aux articles 13, 14 et 15 du présent décret pour les militaires français et indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens sont applicables dans les mêmes conditions aux militaires français et indigènes des escadrons de spahis sahariens. Toutefois, les militaires qui quittent les escadrons dans les conditions prévues à l'art. 13 sont, en principe, replacés dans leur corps d'origine.

CHAPITRE VI

HABILLEMENT. — ARMEMENT. — ÉQUIPEMENT. — HARNACHEMENT

Art. 27. — Conformément aux dispositions de l'art. 4 de la loi du 5 décembre 1894, l'habillement, l'armement et l'équipement des militaires français et indigènes des escadrons de spahis sahariens sont déterminés par décision du ministre de la guerre.

Art. 28. — Les indigènes (chefs de groupe et cavaliers) fournissent et entretiennent eux-mêmes leur habillement et le harnachement nécessaire à leurs montures. Une indemnité de première mise renouvelable tous les deux ans et fixée par le tableau n° 2 ci-annexé leur est allouée à cet effet.

La tenue devra être aussi uniforme que possible.

L'armement et l'équipement sont fournis aux indigènes par les soins de l'administration de la guerre.

Art. 29. — L'administration de la guerre pourvoit également à la fourniture, à l'entretien et au renouvellement de l'habillement, de l'équipement, de l'armement et du harnachement nécessaires aux sous-officiers, brigadiers et cavaliers français.

Les officiers reçoivent pour l'achat et l'entretien du harnachement nécessaire à leurs montures une indemnité fixée au tableau n° 2 ci-annexé et qui sera renouvelée tous les deux ans.

Art. 30. — Les chefs de groupe et cavaliers indigènes fournissent eux-mêmes les deux montures dont ils doivent constamment être pourvus.

Les mehara destinés aux officiers, sous-officiers, brigadiers et cavaliers français leur sont fournis gratuitement par l'administration de la guerre.

CHAPITRE VII

TROUPES DÉTACHÉES DANS LES RÉGIONS SAHARIENNES

Art. 31. — Les troupes et le personnel militaire des divers services employés dans les mêmes régions que les bataillons de tirailleurs et escadrons de spahis sahariens jouissent, pendant leur séjour dans ces régions, des mêmes allocations et prestations en ce qui concerne la solde et les subsistances.

Toute année de service dans les régions sahariennes leur est également comptée comme campagne double.

Les sous-officiers, brigadiers ou caporaux et soldats reçoivent, par les soins de l'administration de la guerre, les effets d'habillement et d'équipement spéciaux qui leur sont nécessaires.

Les officiers reçoivent, comme ceux des troupes sahariennes, l'indemnité d'un mois de solde afférente à leur grade.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 32. — Dès la promulgation du présent décret, il sera procédé à la constitution des cadres suivants dans les troupes sahariennes :

A. — *Bataillon de tirailleurs sahariens*

1° Portion de l'état-major et du peloton hors rang :

Officiers : 1 officier-payeur remplissant les fonctions d'officier d'habillement et d'armement.

Soldats : 5 soldats français (1 secrétaire de l'officier-payeur, 1 garde-magasin, 1 ouvrier armurier, 1 ouvrier tailleur, 1 ouvrier cordonnier).

2° Une compagnie (tableau annexé à la loi du 5 décembre 1894) :

Officiers : 1 capitaine ; 8 lieutenants ou sous-lieutenants (4 français, 4 indigènes) ; 1 médecin aide-major.

Sous-officiers : 1 adjudant français ; 1 sergent-major français ; 1 fourrier français ; 16 sergents (8 français, 8 indigènes).

Caporaux : 1 caporal-clairon français ; 1 caporal-fourrier français ; 16 caporaux (8 français, 8 indigènes).

Soldats : 16 élèves caporaux français ; 4 clairons (2 français, 2 indigènes ; 4 élèves clairons (2 français, 2 indigènes) ; 4 sapeurs porteurs d'outils (2) français, 2 indigènes) ; 2 ouvriers tailleurs (1 français, 1 indigène) ; 2 ouvriers cordonniers (1 français, 1 indigène) ; 4 infirmiers (2 français, 2 indigènes) ; 6 soldats ordonnances français.

B. — *Escadrons de spahis sahariens (2 pelotons)*

Officiers : 1 capitaine commandant ; 2 lieutenants ou sous-lieutenants.

Sous-officiers ; 1 adjudant ; 1 maréchal des logis chef ; 4 maréchaux des logis.

Brigadiers ; 1 brigadier-fourrier ; 4 brigadiers ; 8 chefs de groupe indigène.

Cavaliers ; 4 élèves brigadiers ; 2 trompettes ; 2 élèves-trompettes ; 3 cavaliers (ouvriers armurier, bottier, tailleurs) ; 2 cavaliers ouvriers selliers ; 3 cavaliers ordonnances.

Les autres cadres du 1er bataillon de tirailleurs et du 1er escadron de spahis sahariens seront créés au fur et à mesure que les ressources du recrutement permettront de compléter ces unités.

Art. 33. — Les compagnies de tirailleurs algériens et les deux pelotons de spahis actuellement stationnés dans la région saharienne de la province d'Alger seront maintenus dans leurs postes et dans leur rôle actuel jusqu'au moment où la 1re compagnie du 1er bataillon de tirailleurs sahariens et le 1er escadron de spahis sahariens seront définitivement constitués et où leur instruction sera jugée suffisante.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 34. — Le ministre de la guerre fixera, sur la proposition du gouverneur général de l'Algérie et du général commandant le 19e corps d'armée :

1° Les emplacements des portions centrales des bataillons de tirailleurs et des escadrons de spahis sahariens ;

2° La répartition des troupes sahariennes sur le territoire à garder et à surveiller ;

3° Les commandants supérieurs des cercles sous les ordres desquels seront placées les troupes dont il s'agit.

Art. 35. — Le service du ravitaillement des troupes stationnées dans les régions sahariennes est organisé par les soins du général commandant le 19e corps d'armée.

Le transport est gratuit pour les cadres français et pour les cadres indigènes non originaires du pays en ce qui concerne les effets, vivres et objets destinés à leur usage personnel.

9 décembre 1894. — **Décret** réglant l'organisation des circonscriptions militaires en Algérie. (*Mob.*, 26 déc. 1894.)

Vu les décrets du 24 octobre 1870 et du 29 août 1887, ainsi que les décisions présidentielles du 23 janvier 1872 et du 15 avril 1876, réglant l'organisation du commandement territorial en Algérie ;

Considérant que cette organisation telle qu'elle existe ne répond plus aux exigences de la situation actuelle ;

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et de la guerre (1),

---

(1) RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le président. — L'organisation du commandement, qui a été modifiée en France par la loi du 24 juillet 1873, a continué à fonctionner en Algérie exclusivement d'après le principe territorial.

Cet état de choses se justifiait par la nécessité de mettre à la disposition de chaque commandant de territoire les moyens de faire face à un soulèvement subit. Maintenant il ne s'impose plus au même degré dans la région Nord, où ces éventualités ne sont plus à prévoir. D'autre part, le développement des voies de communication, l'établissement de notre protectorat en Tunisie et l'extension de l'occupation du Sud ont transformé sensiblement les conditions générales du commandement dans notre colonie. La subdivision de Bône, qui, avant 1891, avait surtout sa raison d'être à cause du danger résultant de la proximité de la Tunisie, n'offre plus aucun intérêt au point de vue militaire. Il en est de même de la subdivision de Dellys, depuis que la construction du chemin de fer d'Alger à Tizi-Ouzou a rapproché la première de ces places du centre de la Kabylie. Par contre, la politique suivie dans l'extrême Sud des divisions d'Oran et d'Alger exige la création dans ces régions de nouveaux sièges de subdivisions militaires.

Enfin, l'organisation actuelle, nuisible à l'unité de direction et d'instruc-

Art. 1er. — Les subdivisions militaires de Bône et de Dellys sont supprimées.

Art. 2. — Le territoire de la subdivision de Bône est rattaché à la subdivision de Constantine; celui de la subdivision de Dellys est rattaché à la subdivision d'Alger, moins Aumale qui passe à la subdivision de Médéa.

Art. 3. — Des subdivisions militaires nouvelles sont créées à Aïn-Sefra (division d'Oran) et à Laghouat (division d'Alger).

Art. 4. — La subdivision d'Aïn-Sefra comprendra : les cercles d'Aïn-Sefra et de Géryville, avec les annexes de Saïda et de Méchéria.

Celle de Laghouat comprendra : les cercles de Laghouat et de Ghardaïa, l'annexe d'El-Goléa et les différents postes dépendant de ces cercles et annexe.

Art. 5. — Les subdivisions militaires d'Oran, de Tlemcen, de Mascara, d'Alger, de Médéa, de Constantine, de Sétif et de Batna sont maintenues. Toutefois, et indépendamment des dispositions déjà prévues par les art. 2 et 4 qui précèdent, les modifications suivantes sont apportées à leur constitution territoriale :

Le territoire de Teniet-el-Haâd passe de la subdivision d'Alger à celle de Médéa.

La place et le cercle de Tébessa, dépendant directement de la division de Constantine, sont rattachés à la subdivision de Batna.

La place et la commune de Djidjelli, les communes de Tababort, de Duquesne et de Taher passent de la subdivision de Constantine à celle de Sétif.

L'arrondissement de Sidi-bel-Abbès est distrait de la subdivision d'Oran et rattaché à celle de Tlemcen.

En conséquence, les circonscriptions militaires territoriales de l'Algérie seront constituées conformément au tableau ci-annexé.

10 décembre 1894. — Arrêté du gouv. gén. relatif au pèlerinage de la Mecque. (*Mob.*, 26 janv. et 2 févr. 1895.)

Vu le décret du 26 août 1881, aux termes duquel le gouverneur général règle, par délégation du ministre de l'intérieur, les questions relatives aux pèlerinages ;

---

tion des corps de troupes, présente encore de sérieux inconvénients au point de vue de la mobilisation.

Ces considérations nous engagent à proposer :

1° La suppression des subdivisions de Bône et de Dellys ;

2° La création de deux subdivisions militaires nouvelles à Aïn-Sefra (division d'Oran) et à Laghouat (division d'Alger) ;

3° Le remaniement du territoire des autres subdivisions de l'Algérie dans des conditions répondant mieux aux besoins de la situation et, notamment, plus favorables à l'embrigadement des troupes du 19e corps d'armée.

Les mesures dont il s'agit n'entraîneront aucune dépense nouvelle ; elles ne modifieront en rien la délimitation des trois divisions militaires d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Si vous approuvez les propositions que nous venons de formuler, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Vu le règlement adopté par la conférence sanitaire internationale de Paris, dans sa séance du 3 mars 1894;

Vu les propositions de MM. les généraux commandant les divisions et MM. les préfets des trois départements de l'Algérie;

Art. 1er. — Tout pèlerin musulman, quel que soit son lieu d'origine, qui s'embarquera dans un port de l'Algérie à destination de la Mecque devra justifier par des actes authentiques : 1° qu'il dispose de la somme indispensable pour effectuer le voyage, aller et retour, dans de bonnes conditions, laquelle somme est fixée à 1,000 fr.; 2° que sa famille est à l'abri du besoin et n'aura pas à souffrir de son absence; 3° qu'il a acquitté les impôts et taxes dont il est redevable envers l'Etat ou envers la commune.

Il devra présenter, en outre, un répondant solvable, domicilié dans la même commune et ne prenant pas part au pèlerinage, lequel s'engagera, par acte authentique, à rembourser, le cas échéant, les avances qui seraient faites au pèlerin pendant le voyage.

Art. 2. — Toute demande tendant à obtenir l'autorisation d'accomplir le pèlerinage de la Mecque devra être établie sur timbre et remise au maire, à l'administrateur ou au commandant supérieur de la commune du domicile, qui la transmettra, avec pièces à l'appui, au préfet ou au général commandant la division, suivant les territoires.

Art. 3. — Les autorités locales ne délivreront aucun permis de voyage avant d'y avoir été autorisées, pour chaque pèlerin, par décision du général commandant la division ou du préfet, qui s'assurera si le pèlerin a le temps de se rendre de son domicile au port d'embarquement avant la date extrême fixée pour la délivrance des passeports.

Art. 4. — Le permis de voyage délivré au pèlerin à destination du port d'embarquement fera mention de la date de la décision du général ou du préfet. Ce permis sera échangé, au port d'embarquement, contre un passeport délivré par le général commandant la division, le préfet ou le sous-préfet, et sur lequel seront inscrits, en arabe, les nom patronymique et prénoms, âge et domicile du titulaire, sans préjudice des indications ordinaires à y porter en français.

Art. 5. — Le passeport ne sera établi que sur le vu d'un billet délivré par un armateur français, et donnant droit au passage, aller et retour, sur un bateau français remplissant les conditions imposées tant par le présent règlement que par le règlement adopté par la conférence sanitaire internationale de Paris.

Art. 6. — Les passeports destinés aux pèlerins seront délivrés, chaque année, jusqu'à la date qui précédera de vingt-cinq jours pleins celle de la fête d'Arafa, c'est-à-dire jusqu'au 13e jour inclus du mois arabe de doulkada. A partir de cette date, il n'en sera plus délivré dans aucun port de l'Algérie.

Art. 7. — Les permis de voyage retirés au moment de la délivrance des passeports seront remis au commissaire du gouvernement à bord du bateau, lequel s'en servira pour dresser un contrôle nominatif des pèlerins, indépendamment de la liste qui doit être tenue par le capitaine du bateau.

Art. 8. — Les pèlerins seront répartis en groupes de vingt personnes en moyenne, suivant leur pays d'origine, et chaque groupe aura un chef désigné, autant que possible, par l'autorité administrative de la commune du domicile, ou par l'autorité du lieu d'embarquement, ou, enfin, par le commissaire du gouvernement à bord.

Art. 9. — Les chefs de groupe seront choisis parmi les pèlerins sachant lire et écrire en français ou en arabe et, de préférence, parmi ceux qui sont déjà investis de fonctions officielles en Algérie. Il leur sera délivré par

l'une des autorités désignées à l'art. 8, un titre de nomination accompagné de la liste des pèlerins composant chaque groupe. Ils seront chargés de la réception des vivres à distribuer aux passagers, et serviront d'intermédiaires entre les pèlerins et les représentants de l'autorité française. Ils devront fournir au commissaire du gouvernement et au consul de France à Djedda tous les renseignements utiles.

Art. 10. — Les pèlerins seront libres d'emporter les armes à feu qu'ils jugeront nécessaires à leur sécurité pendant leur voyage ; mais ils ne pourront emporter que les armes qu'ils possèdent déjà et ne seront pas autorisés à en acheter de nouvelles spécialement en vue du pèlerinage.

Art. 11. — Tout musulman résidant en Algérie qui se sera soustrait aux conditions imposées par le présent arrêté sera, à son retour du pèlerinage, interné dans un pénitencier pour une durée qui sera fixée par le gouverneur général sur la proposition du général commandant la division ou du préfet.

Art. 12. — Toute compagnie de navigation, tout armateur qui entreprendra le transport des pèlerins devra en faire la déclaration préalable à la préfecture ou à la sous-préfecture du lieu d'embarquement, et s'engager, par écrit, à observer les conditions imposées par le présent arrêté. Au cas où le bateau affecté au transport des pèlerins aurait été affrété, l'affréteur sera tenu de déposer, à l'appui de sa déclaration, un engagement écrit par lequel l'armateur ou la compagnie de navigation propriétaire se soumettra, solidairement avec lui, à l'exécution des mêmes conditions.

Art. 13. — Pour la garantie de la stricte observation des conditions imposées, l'armateur ou l'affréteur devra déposer dans une caisse publique, qui lui sera désignée par le préfet ou le sous-préfet, un cautionnement de 15,000 fr. pour chaque bateau affecté au transport des pèlerins en Arabie. Il devra être représenté, au port d'embarquement, par un consignataire ayant qualité pour solder les droits sanitaires constatés et recevoir toutes réclamations ou notifications d'actes administratifs ou judiciaires.

L'armement demeurera seul responsable de tous accidents ou contestations qui viendraient à surgir sans pouvoir opposer à l'administration ou aux pèlerins les clauses de la charte-partie passée avec l'affréteur.

Art. 14. — Pour permettre à tous intéressés d'exercer les revendications qu'ils auraient à formuler contre l'armement, le cautionnement ne sera remboursé qu'après un délai minimum de trente jours, à partir du jour du débarquement des pèlerins, ou de l'achèvement de la quarantaine qu'ils auront eu à subir à leur retour en Algérie.

Art. 15. — Tout navire destiné au transport des pèlerins sera, avant toute opération d'embarquement, visité à son point de départ, en Algérie, par une commission spéciale dont la composition sera fixée par le préfet ou le sous-préfet, et qui s'assurera que le navire remplit toutes les conditions déterminées par la convention sanitaire internationale de Paris et par le présent règlement. Un mesurage de l'entrepont déterminera le nombre maximum de pèlerins qui pourra y être logé pendant toute la traversée, aller et retour, sans que la surface réservée à chaque pèlerin puisse jamais être inférieure à deux mètres carrés avec une hauteur d'entrepont d'au moins un mètre quatre-vingts centimètres.

Art. 16. — Les lieux d'aisances établis dans les conditions et proportions fixées par l'art. 18 de la convention sanitaire internationale de Paris seront nettoyés et désinfectés, trois fois par jour, avec une solution d'acide phénique au 1/100e, avec du chlorure de chaux, du sulfate de fer ou de cuivre, ou même avec une solution de sublimé au 1/1000e, suivant les prescriptions du médecin.

Le directeur du service de la santé ou, à son défaut, un médecin spécialement requis par le service sanitaire, fixera, pour chaque bateau, la

nature et la quantité des désinfectants et des médicaments qui devront exister à bord.

Art. 17. — Le pont devra être, sur toute son étendue, couvert d'une tente-abri.

Art. 18. — Le prix du passage, qui sera débattu librement entre les pèlerins et l'armateur du bateau, devra comprendre le voyage direct des ports de l'Algérie à Djedda, et le voyage de route de Djedda en Algérie, avec escale à Yambo, pour permettre aux pèlerins de visiter Médine. Il comprendra également les droits dus à l'Office de santé ottoman, droits qui seront acquittés, à l'arrivée en Arabie, par le capitaine du bateau, pour tous les passagers, et la nourriture du pèlerin à bord pendant la traversée de retour de Djedda à Yambo, et de Yambo en Algérie.

Art. 19. — L'alimentation à bord sera assurée par les denrées dont la nomenclature suit : Boîtes de sardines, lentilles, pois chiches, julienne en tablettes, pressées, farine, pain, biscuit, couscous, riz, caisses de lait concentré, raisins secs, figues sèches, café en grains, thé, sucre blanc, poivre rouge, épices, sel fin, poivre noir de Cayenne, huile d'olive de cuisine, huile de Kabylie, beurre arabe salé, viande, charbon de bois.

Les quantités à embarquer seront fixées porportionnellement au nombre des passagers par le service sanitaire, qui aura le droit de refuser l'embarquement des vivres dont la qualité laisserait à désirer.

Art. 20. — Pendant la traversée d'Alger à Djedda, la vente de ces denrées aux pèlerins sera faite d'après leur prix habituel dans les magasins d'Alger.

Pendant la traversée de retour, la quantité des aliments et du combustible à distribuer gratuitement, par jour et par pèlerin, est fixée conformément au tableau ci-après :

Pain, 500 gr. ; sardines, 1 boîte pour cinq jours ; lentilles, 15 gr, ; pois chiches, 30 gr. ; julienne, 6 gr. ; couscous, 375 gr. ; riz, 50 ; figues ou dattes, 50 ; café, 22 ; sucre, 32 ; poivre-épices, Q. S. ; sel, 15 gr. : huile, 25 ; beurre, 20 ; viande, 60 ; charbon, 250 ; eau potable, 5 litres.

Art. 21. — L'eau nécessaire pour les ablutions, douches, lavages corporels, sera fournie à la volonté des passagers par la pompe petit cheval et sera puisée dans la mer. En aucun cas l'armement ne pourra percevoir le prix de l'eau qui sera distribuée aux pèlerins pour quelque usage que ce soit.

Les douches seront données, à l'aide de la pompe petit cheval, à des heures règlementaires fixées par le médecin ; elles seront facultatives pour les passagers, mais pourront être rendues obligatoires sur l'ordre du médecin.

Art. 22. — Le médecin, dont la présence à bord est exigée par la convention sanitaire internationale de Paris, sera désigné par la compagnie de navigation et devra être agréé par le préfet ou le sous-préfet. Il exercera les fonctions de commissaire du gouvernement à bord. Dans le cas prévu par l'art. 11 de la convention sanitaire, où un second médecin devrait être embarqué, le préfet ou le sous-préfet désignera celui des deux qui sera commissaire du gouvernement.

Art. 23. — Le traitement et la nourriture, à bord, du médecin, sont à la charge de l'armement. Le montant du traitement sera fixé par le préfet ou le sous-préfet pour toute la durée du voyage, et sera déposé en consignation dans une caisse publique.

Art. 24. — Le médecin recevra la moitié de ses émoluments, à la diligence du préfet ou du sous-préfet, au moment de son départ. La seconde moitié lui sera payée au retour, mais seulement après remise et acceptation, par le service sanitaire, des registres et rapports dont il est parlé à l'art. 30.

Art. 25. — L'armement est tenu de se conformer à toutes les indications

qui seront données par le médecin, soit dans l'intérêt personnel des passagers, soit pour l'observation des instructions médicales et hygiéniques.

Art. 26. — Le commissaire du gouvernement devra veiller rigoureusement à ce que le nombre de pèlerins autorisés ne soit jamais dépassé. Il veillera également à ce que le dénombrement des passagers soit établi avec le concours et le contrôle des autorités sanitaires et consulaires. Il s'opposera à tout embarquement sur des points de la côte où ces autorités ne sont pas représentées. Il aura le droit de prescrire le débarquement et le rapatriement, aux frais de la compagnie, de tout pèlerin qui aura été embarqué sans avoir satisfait aux conditions imposées.

Art. 27. — Le commissaire doit se concerter avec les autorités sanitaires et consulaires pour empêcher l'encombrement du bateau et l'embarquement d'un surcroît de passagers. Il s'assurera, à chaque escale, que le nom, le sexe et le nombre des passagers embarqués ou débarqués sont mentionnés sur la patente du navire. Il devra, en outre, tenir à la disposition du consul de France à Djedda tous les renseignements qui lui seront demandés touchant les pèlerins.

Art. 28. — Le commissaire du gouvernement déterminera la nature, la quantité et la dimension des bagages que les pèlerins pourront garder avec eux. Tous les autres bagages seront enregistrés, numérotés et placés dans la cale, et il en sera délivré reçu aux intéressés, comme pour tout objet qui serait confié à l'armement.

Art. 29. — Les décès survenus à bord seront constatés dans les conditions prévues par l'art. 86 du Code civil. Il sera en même temps dressé un inventaire des effets à usage, marchandises, argent, papiers appartenant au décédé. L'inventaire sera signé et certifié exact par le médecin et le capitaine du bateau. Tous les objets qui y seront mentionnés seront réunis en paquets scellés, sous la responsabilité du capitaine, pour être remis aux héritiers ou ayants-droit, ou, à défaut, à l'autorité sanitaire du port de débarquement en Algérie, qui en délivrera reçu à l'armement et en rendra compte à l'autorité préfectorale.

Art. 30. — Après le retour du bateau en Algérie, le capitaine du navire devra remettre au service sanitaire un double de la liste nominative de tous les pèlerins embarqués à l'aller et au retour. Ce document sera signé par le capitaine et le médecin. Le médecin remettra également au service sanitaire une copie du journal dont la tenue est prescrite par l'art. 12, 6°, de la convention sanitaire internationale et un rapport détaillé relatant tous les incidents du voyage.

Art. 31. — Les quarantaines ou opérations de désinfection auxquelles il y aurait lieu de soumettre les bateaux ramenant des pèlerins en Algérie seront subies au lazaret de Matifou. Dans ce cas, à l'expiration de la quarantaine, les pèlerins seront rapatriés par mer s'ils le désirent, aux frais de l'armement, avec nourriture, jusqu'au port où ils se sont embarqués au départ.

Art. 32. — Les pèlerins étrangers qui, n'étant pas partis d'un port de l'Algérie, auront pris passage, à leur retour du pèlerinage, sur les bateaux transportant les pèlerins algériens, ne seront pas autorisés à débarquer sur le territoire français et devront être conduits dans leur pays d'origine par la voie de mer et aux frais de l'armement. En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers en Algérie est interdit. Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins non algériens suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port algérien.

Art. 33. — Les compagnies de navigation et les capitaines des bateaux affectés au transport des pèlerins sont tenus de se conformer aux pres-

criptions du règlement élaboré par la commission sanitaire internationale de Paris. Les infractions commises seront constatées par le commissaire du gouvernement ou par les agents du service sanitaire, et mention en sera faite sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. Les procès-verbaux seront transmis au procureur général de la Cour d'appel à Alger aussitôt après le retour du bateau en Algérie.

30 décembre 1894. — Décret fixant l'impôt de capitation dans la Grande-Kabylie. *(Mob.*, 12 janv. 1895.)

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 17 janvier 1845 sur le régime financier de l'Algérie, et notamment l'art. 1er, paragraphe 2, concernant l'assiette des impôts arabes ;

Vu le sénatus-consulte du 22 avril 1863, et notamment l'art. 4 aux termes duquel les rentes, redevances et prestations dues à l'État par les détenteurs des territoires des tribus continueront à être perçues jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique ;

Vu la décision du gouverneur général de l'Algérie, en date du 18 juin 1858, portant fixation d'un impôt de capitation dans la Grande-Kabylie ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1895, l'impôt de capitation spécial à la Grande-Kabylie, y compris la part afférente aux communes mixtes et à l'assistance hospitalière, est établi ainsi qu'il suit :

Les hommes susceptibles de porter les armes, c'est-à-dire en âge de concourir aux charges publiques, sont divisés en sept catégories dont la première, celle des indigents, ne payera rien et dont les six autres payeront respectivement : 5 fr. — 10 fr. — 15 fr. — 30 fr. — 50 fr. — 100 fr.

Ces catégories sont définies d'après la situation de fortune des contribuables, par arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement.

Art. 2. — Toutes les cultures indigènes sont soumises à l'impôt achour dans les territoires de l'Algérie où cet impôt est perçu. Toutefois, les plantations d'arbres fruitiers, les vignes, les jardins potagers et autres cultures sarclées d'une étendue moindre de 1 hectare en sont exempts.

Art. 3. — Les plantations d'arbres fruitiers, les vignes, les jardins potagers et les autres cultures de 1 hectare et au-dessus sont imposés au même titre et dans les mêmes conditions que le blé et l'orge, c'est-à-dire en raison, d'une part, de la superficie cultivée, de la qualité et de la quantité de la récolte, et, d'autre part, suivant les tarifs de conversion en argent arrêtés chaque année.

Art. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

31 décembre 1894. — Arrêté du gouv. gén. déterminant les catégories de contribuables assujettis à l'impôt de capitation dans la Grande-Kabylie. *(Mob.*, 12 janv. 1895.)

Vu le décret du 30 décembre 1894, relatif à l'impôt de capitation spécial à la Grande-Kabylie ;

Vu notamment l'art. 1er de ce décret, aux termes duquel les contribuables assujettis au paiement de cet impôt sont divisés en sept catégories dont la première, celle des indigents, ne paiera rien et dont les six autres paieront respectivement 5, 10, 15, 30, 50 et 100 fr. ;

Considérant qu'en vertu de cet article, les catégories doivent être définies d'après la situation de fortune des contribuables par arrêté du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement ;

Le conseil de gouvernement entendu,

Art. 1er. — Les catégories de contribuables assujettis à l'impôt de capitation de la Grande-Kabylie sont déterminées ainsi qu'il suit :

1° Les indigents, qui ne paient rien ;

2° Les individus ayant de faibles ressources, soumis à un impôt fixe annuel de 5 fr. ;

3° Les individus ayant de faibles ressources moyennes, soumis à un impôt fixe annuel de 10 fr. ;

4° Les individus aisés, soumis à un impôt fixe annuel de 15 fr. ;

5° Les individus très aisés, soumis à un impôt fixe annuel de 30 fr.

6° Les individus riches, soumis à un impôt annuel de 50 fr. ;

7° Les individus très riches, soumis à un impôt annuel de 100 fr.

29 novembre 1894. — Décret rendant exécutoire en Algérie le décret du 13 avril 1894 modifiant et complétant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. (*Mob.*, 27 févr. 1895.)

Vu les décrets des 28 mars 1887, 17 août 1888 et 27 janvier 1890, qui ont rendu exécutoires en Algérie les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888 et 15 mars 1890, déterminant la nomenclature et la division en 3 classes des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu le décret du 13 avril 1894 qui a complété et modifié la nomenclature des établissements classés ;

Vu le décret du 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Vu les propositions du gouverneur général ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Art. 1er. — Le décret en date du 13 avril 1894 est rendu exécutoire en Algérie et y sera promulgué à cet effet.

15 décembre 1894. — Décret modifiant l'art. 2 du décret du 1er mai 1894, portant réorganisation du conseil de prud'hommes d'Oran. (*Mob.*, 6 févr. 1895.)

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu la loi du 1er juin 1853 sur les conseils de prud'hommes ;

Vu la loi du 23 février 1881 rendant applicables en Algérie les dispositions législatives relatives aux conseils de prud'hommes ;

Vu le décret du 15 avril 1885, instituant un conseil de prud'hommes à Oran ;

Vu le décret du 1er mai 1894, portant réorganisation du conseil de prud'hommes d'Oran ;

Vu la lettre du gouverneur général de l'Algérie, en date du 17 août 1894 ;
Le Conseil d'État entendu,

Art. 1er. — L'art. 2 du décret du 1er mai 1894 est complété ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — La juridiction du conseil de prud'hommes d'Oran s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et qui seront situés sur le territoire de la ville d'Oran et des communes de Mers-el-Kebir, Aïn-el-Turk, Bou-Sfer, El-Ançor, Misserghin, La Sénia, Valmy, Mangin, Arcole et Sidi-Chamy.

» Seront praticables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis travaillant pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres. »

31 décembre 1894. — Arrêté du gouv. gén. réglementant les frais à payer aux conseillers de gouvernement envoyés en mission. *(B. O.*, 1894, p. 1053.)

Vu les décrets du 26 août 1881 sur l'organisation de l'administration civile de l'Algérie ;
Considérant qu'il y a lieu de réglementer le payement des frais occasionnés aux conseillers de gouvernement par les missions dont ils peuvent être chargés ;
Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1895, les conseillers de gouvernement envoyés en mission recevront une indemnité pour frais de déplacement fixée à vingt francs (20 fr.) par journée d'absence.
Le jour du départ et celui de la rentrée seront compris dans le décompte de l'indemnité.
Ils auront droit, en outre, au remboursement de leurs frais de transport autres que sur mer ou par voie ferrée.

12 janvier 1895. — Décret du bey ordonnant l'usage exclusif du système métrique des poids et mesures en Tunisie, à partir du 1er mars 1895. *(J. O. T.*, 18 janv. 1895.)

Art. 1er. — A partir du 1er mars 1895 le système décimal des poids et mesures dit « système métrique » sera seul employé dans toute l'étendue de la Tunisie, en ce qui concerne les poids, les mesures de longueur et les mesures de volume.
Art. 2. — A partir de la même date, il sera interdit de faire usage de dénomination de poids, de mesures de longueur ou de mesures de capacité autres que ceux énumérés dans le tableau ci-après :

TABLEAU DES MESURES LÉGALES

NOMS SYSTÉMATIQUES	VALEUR
Mesures de longueur	
Myriamètre	Dix mille mètres.
Kilomètre	Mille mètres.
Hectomètre	Cent mètres.
Décamètre	Dix mètres.
Mètre	Unité fondamentale des poids et mesures. (Dix-millionième partie du quart du méridien terrestre).
Décimètre	Dixième du mètre.
Centimètre	Centième du mètre.
Millimètre	Millième du mètre.
Mesures de capacité pour les liquides et les matières sèches	
Kilolitre	Mille litres.
Hectolitre	Cent litres.
Décalitre	Dix litres.
Litre	Décimètre cube.
Décilitre	Dixième du litre.
Poids	
Tonne métrique	Mille kilogrammes.
Quintal métrique	Cent kilogrammes.
Kilogramme	Mille grammes.
Hectogramme	Cent grammes.
Décagramme	Dix grammes.
Gramme	Poids d'un centimètre cube d'eau distillée à quatre degrés centigrades.
Décigramme	Dixième de gramme.
Centigramme	Centième de gramme.
Milligramme	Millième de gramme.

Art. 3. — Les taxes frappant les marchandises vendues au poids, à la mesure linéaire ou à la capacité, seront remaniées de façon à ce qu'elles correspondent aux nouvelles unités.

Art. 4. — Tout marchand qui aura fait usage, après la date fixée ci-dessus, d'un poids, d'une mesure de longueur ou d'une mesure de capacité autres que ceux indiqués à l'article ci-dessus, sera puni d'une amende de 11 à 15 fr.

En outre, ces poids et ces mesures seront saisis et détruits.

Art. 5. — Il est interdit aux notaires et à tous officiers publics ou ministériels, sous peine d'une amende de 20 fr., de dresser et recevoir des contrats de vente ou d'achat, de dresser ou recevoir aucun acte public dans lequel le poids, la longueur ou la capacité d'objets ou marchandises quelconques seraient calculés sur des unités autres que celles indiquées au présent décret.

La même interdiction est prononcée, à peine d'une amende de 10 fr. par contrevenant, pour la rédaction d'actes sous seing privé, registres de commerce ou autres écritures privées produits en justice. Cette amende de 10 fr. sera perçue pour chaque acte ou écriture sous signature privée ; quant aux registres de commerce, ils ne donneront lieu qu'à une seule amende pour chaque contestation dans laquelle ils seront produits.

Art. 6. — Il n'est rien innové, quant à présent, aux mesures agraires ou aux mesures de solidité actuellement en usage dans la régence et qui continueront à être valablement employées.

Art. 7. — Un règlement ultérieur interviendra pour déterminer les conditions de vérification d'exactitude que les poids et mesures employés devront présenter.

Art. 8. — Pour l'exécution des contrats en cours au jour fixé pour l'application du présent décret, et dans lesquels les poids et mesures de longueur ou mesures de capacité actuellement en usage seront mentionnés, l'équivalence de ces poids et mesures avec ceux du système métrique sera déterminée par le tableau au présent décret ou à dire d'expert suivant les usages locaux pour ceux de ces poids ou mesures qui ne figurent pas à ce tableau.

Toutes les dispositions antérieures, contraires au présent décret, sont et demeurent abrogées.

TABLEAU DES ÉQUIVALENCES (1) DES POIDS ET MESURES TUNISIENS AVEC LES POIDS ET MESURES DU SYSTÈME MÉTRIQUE.

NOMS SYSTÉMATIQUES DES UNITÉS TUNISIENNES	ÉQUIVALENCES dans les unités correspondantes du système métrique
Mesures de longueur	
Dra ou pik Arbi	0m4929
Dra ou pik Turki	0m6452
Dra ou pik Andoulsi	0m6485
Cheber ou palme	0m1810
MESURES DE CAPACITÉ	
A. — Mesures pour matières sèches	
Ouiba de Tunis (Le multiple de la ouiba est le caffis qui vaut 16 ouibas. Le sous-multiple de la ouiba est le sâa qui vaut un douzième de ouiba).	40 litres 180
B. — Mesure pour le plâtre	
Temna	18 litres 040
C. — Mesure pour le lait aigre	
Kabbous	0 litre 450

(1) Le tableau des équivalences a été dressé à la suite des expériences faites par le conservatoire national des arts et métiers de France, sur les mesures étalons conservées à la direction des monnaies de Tunis.

NOMS SYSTÉMATIQUES DES UNITÉS TUNISIENNES	ÉQUIVALENCES dans les unités correspondantes du système métrique
Mesure pour l'huile	
Goulla de Tunis.....	10 litres 100
Goulla de Sousse et Monastir.....	12 litres 775
Goulla de Ksour Essaf.....	15 litres 860
Goulla de Mahdia.....	13 litres 983
Goulla de Sfax.....	14 litres 905
(Le multiple de la goulla est le metar ou metal qui vaut deux goullas. — Le sous-multiple de la goulla est le sâa qui vaut un huitième de goulla).	
D. — Mesures et poids	
Once.....	31 gr. 4870
Les multiples de l'once sont les divers rotolos qui valent :	
Le rotolo Attari..... 16 onces.	
Le rotolo Bakkali..... 17 —	
Le rotolo Souki..... 18 —	
Le rotolo Khaddari..... 20 —	
Le rotolo des bouchers à Gabès.... 24 —	
Le rotolo pour légumes et fruits à Gabès..... 32 —	
Le rotolo des bouchers à Tozeur... 42 —	
Les sous-multiples de l'once, ce sont :	
Le tsem qui vaut un huitième d'once ;	
La nouaïa qui vaut un vingtième de tsem, soit un cent soixantième d'once;	
Le metkal qui vaut vingt-quatre nouaïa, soit trois vingtièmes d'once.	

11 janvier 1895. — Décret du bey qui abroge les art. 5, 6, 7, 10, 13 et 16 du décret du 16 juin 1892, réglementant la pêche des éponges et des poulpes sur toute l'étendue des bancs tunisiens. *(J. O. T.,* 11 janv. 1895.)

Vu le décret du 16 juin 1892 en ce qui concerne, notamment, l'obligation imposée aux pêcheurs de transporter au marché, pour être vendus aux enchères, les éponges noires et les poulpes ;

Considérant qu'il parait utile, dans l'intérêt des pêcheurs et du trésor, d'apporter à l'état de choses existant les modifications que l'expérience a suggérées,

Art. 1er. — Les art. 5, 6, 7, 10, 13 et 16 du décret du 16 juin 1892 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 5. — Quiconque veut exercer la pêche noire, c'est-à-dire la pêche des éponges que l'on débarque à l'état brut, ou, à la fois, la pêche noire et

la pêche des poulpes, doit, au préalable, se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après :

Par barque pêchant au trident et n'ayant pas un équipage supérieur à trois hommes, 75 fr., payables 45 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Par homme d'équipage en sus de trois, 20 fr., payables 10 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Toutefois les patentes demandées postérieurement au 30 septembre ne seront délivrées que moyennant le paiement immédiat de l'intégralité de la taxe.

Art. 6. — Dans aucun cas, les bateaux inscrits pour la pêche exclusive des poulpes ne pourront compter comme annexes de bateaux inscrits pour la pêche noire, et les bateaux de l'une ou l'autre de ces catégories ne pourront dans aucun cas compter comme annexes de bateaux inscrits pour la pêche blanche.

Art. 7. — Quiconque veut exercer la pêche des poulpes, avec ou sans embarcation, doit au préalable se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après :

Par barque n'ayant pas un équipage supérieur à trois hommes, 30 fr., payables 20 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Par homme d'équipage en sus de trois, 10 fr., payables 5 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Par homme exerçant la pêche à pied, 10 fr., payables en entier au moment de la délivrance de la patente.

Toutefois, les patentes demandées postérieurement au 30 septembre ne seront délivrées que moyennant le paiement immédiat de l'intégralité de la taxe.

Art. 10. — Les éponges blanches, les éponges noires et les poulpes secs ou frais devront être intégralement apportés dans l'un des ports ouverts au commerce.

Cette disposition n'est pas applicable aux poulpes pris par les pêcheurs à pied.

A leur débarquement, les éponges et les poulpes seront présentés au préposé à la police de la navigation et des pêches, qui enregistrera leur poids ou leur nombre.

Cette formalité accomplie, les pêcheurs disposeront à leur gré du produit de leur pêche par vente ou autrement.

Art. 13. — Toute association secrète ou manœuvre entre les marchands d'éponges ou autres, tendant à nuire aux enchères, à les troubler ou à obtenir les éponges et poulpes à plus bas prix, donnera lieu à l'application des peines portées par l'art. 412 du Code pénal français, indépendamment de tous dommages-intérêts.

Art. 16. — Sera puni d'une amende de 200 à 2,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livrera en barque à la pêche des éponges ou des poulpes sans être muni d'une patente délivrée dans les conditions indiquées aux art. 2, 5 et 7 du présent décret.

Si la pêche a lieu à la drague ou au scaphandre, le minimum de l'amende sera de 500 fr. et il pourra être prononcé un emprisonnement de 15 jours à 3 mois.

Quiconque se livrera à la pêche des poulpes à pied sans être muni de la patente speciale à cette pêche sera puni d'une amende de 20 à 50 fr. et d'un emprisonnement de 5 à 10 jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

12 janvier 1895. — Loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés. (*B. O.*, 1895, p. 63.)

TITRE 1er

SAISIE-ARRÊT

Art. 1er. — Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires.

Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième lorsqu'ils ne dépassent pas 2,000 fr. par an.

Art. 2. — Les salaires, appointements et traitements visés par l'art. 1er ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième.

Art. 3. — Les cessions et saisies faites pour le payement des dettes alimentaires prévues par les art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349 C. civ. ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent.

Art. 4. — Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

1° Des outils ou instruments nécessaires au travail ;

2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ;

3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

Art. 5. — Tout patron qui fait une avance en espèces en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 4 qui précède ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles.

La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable ni avec la partie cessible portée en l'art. 2.

Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances.

TITRE II

PROCÉDURE DE SAISIE-ARRÊT SUR LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS

Art. 6. — La saisie-arrêt sur les salaires et les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2,000 fr., dont il s'agit à l'art. 1er de la présente loi, ne pourra être pratiquée, s'il y a titre, que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi.

S'il n'y a point de titre, la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi. Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui, par simple avertissement, le créancier et le débiteur ; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier, sur un registre spécial exigé par l'art. 14.

L'exploit de saisie-arrêt contiendra en tête l'extrait du titre s'il y en a un, ainsi que la copie du visa, et, à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge. L'exploit sera signifié au tiers saisi ou à son représentant préposé au

payement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi.

Art. 7. — L'autorisation accordée par le juge évaluera ou énoncera la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera formée.

Le débiteur pourra toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements.

Une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge. S'il survient d'autres créanciers, leur réclamation, signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'art. 14. Le greffier se bornera à en donner avis dans les 48 heures au débiteur saisi et au tiers saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition.

Art. 8. — L'huissier saisissant sera tenu de faire parvenir au juge de paix, dans le délai de huit jours à dater de la saisie, l'original de l'exploit, sous peine d'une amende de 10 fr. qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique.

Art. 9. — Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu en l'art. 14.

Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera : 1° au saisi ; 2° au tiers saisi ; 3° à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel dans la limite de sa compétence et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante.

Le tiers saisi qui ne comparaîtra pas, ou qui ne fera pas sa déclaration, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés.

Art. 10. — Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé.

L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'art. 14.

Toutes parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire. L'appel relevé contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement, et, dans le cas où il aurait été rendu par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition, sans que, dans le cas de jugement contradictoire, il soit besoin de le signifier.

Art. 11. — Après l'expiration des délais de recours, le juge de paix pourra surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, d'après la déclaration du tiers saisi, et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 pour 100 au moins. S'il y a somme suffisante, et si les parties ne se sont pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit. Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'art. 14. Une copie de cet état, signée du juge et du greffier,

indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la répartition à chaque ayant droit, sera transmise par le greffier, par lettre recommandée, au débiteur saisi ou au tiers saisi, et à chaque créancier colloqué.

Ces derniers auront une action directe contre le tiers saisi en payement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles donneront quittance en marge de l'état de répartition remis au tiers saisi, qui se trouvera libéré d'autant.

Art. 12.— Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur.

Art. 13. — Les frais de saisie-arrêt et de distribution seront à la charge du débiteur saisi. Ils seront prélevés sur la somme à distribuer.

Tous frais de contestation jugée mal fondée seront mis à la charge de la partie qui aura succombé.

Art. 14. — Pour l'exécution de la présente loi, il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré, qui sera coté et paraphé par le juge de paix et sur lequel seront inscrits :

1° Les visas ou ordonnances autorisant la saisie-arrêt ; — 2° Le dépôt de l'exploit; — 3° La réquisition de la convocation des parties ; — 4° Les arrangements intervenus ; — 5° Les interventions des autres créanciers ; — 6° La déclaration faite par le tiers saisi ; — 7° La mention des avertissements ou lettres recommandées transmises aux parties ; — 8° Les décisions du juge de paix ; — 9° La répartition établie entre les ayants droit.

Art. 15. — Tous les exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux et états de répartition qui pourront intervenir en exécution de la présente loi seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis. Les avertissements et lettres recommandées et les copies d'états de répartition sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Art 16. — Un décret déterminera les émoluments à allouer aux greffiers pour l'envoi des lettres recommandées et pour dressé de tous extraits et copies d'états de répartition.

Art. 17. — Les lois et décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

Art. 18. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

15 janvier 1895. — Décret ayant pour objet l'extension du cabotage pratique algérien. (*Mob.*, 30 janv. 1895.)

Vu les décrets du 1er septembre 1855 et du 15 avril 1885 sur le cabotage algérien ;

Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie ;

Sur le rapport du ministre de la marine ;

Le comité des inspecteurs généraux de la marine entendu,

Art. 1er. — L'article 6 du décret du 15 avril 1885 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 6. — Les marins illettrés ou qui ne justifieraient que de connaissances pratiques ne pourront obtenir que des brevets spéciaux à la côte d'Algérie et à la côte septentrionale de Tunisie jusques et y compris Tunis, dans les limites et pour le genre de navigation que ces brevets désigneront. Ils devront préalablement être reconnus, dans un examen, aptes à exercer un commandement dans les conditions du décret du 7 septembre 1856 et réunir les qualités énoncées à l'art. 2 du présent décret. »

28 janvier 1895. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la composition des commissions disciplinaires de Laghouat et d'Aïn-Sefra. *(Mob.*, 9 févr. 1895.)

Vu l'arrêté du 14 novembre 1874 ;
Vu le décret du 9 décembre 1894;
Considérant que les garnisons de Laghouat et d'Aïn-Sefra ne renferment pas les éléments nécessaires pour y constituer les commissions disciplinaires de subdivision et de cercle conformément aux dispositions de l'arrêté susvisé du 14 novembre 1894,

Art. 1er. — Les commissions disciplinaires de subdivision siégeant à Laghouat et à Aïn-Sefra sont composées :
Du commandant de la subdivision, président ; du juge de paix ou de l'officier qui en remplit les fonctions ; de deux officiers supérieurs ou à défaut de deux capitaines désignés par le commandant de la subdivision.
Art. 2. — Les commissions disciplinaires de cercle siégeant à Laghouat et Aïn-Sefra sont présidées par un officier supérieur délégué par le commandant de la subdivision, leur composition restant, d'ailleurs, celle indiquée par l'arrêté du 14 novembre 1874.

14 février 1895. — Décret du bey instituant dans la régence un service de vérification des poids et mesures. *(J. O. T.*, 15 févr. 1895.)

Vu le décret du 12 janvier 1895 (6 redgeb (1313) ;
Sur la proposition de notre premier ministre,

TITRE I

DES VÉRIFICATEURS

Art. 1er. — Il est institué un service de vérification des poids et mesures dans la régence.
Les agents de ce service seront nommés par notre premier ministre.
Il sera nommé autant de vérificateurs qu'il sera jugé nécessaire pour la bonne marche du service de vérification.
Art. 2. — Nul ne peut exercer l'emploi de vérificateur s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis et s'il n'a subi avec succès des examens spéciaux, d'après un programme arrêté par notre premier ministre.
Les vérificateurs ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.
Art. 3. — Le bureau de vérification sera pourvu d'un assortiment d'étalons vérifiés et poinçonnés au dépôt des prototypes établis à Tunis.
Ces étalons devront être vérifiés de nouveau au même dépôt au moins une fois en cinq ans.
Les poinçons destinés à la vérification primitive des poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés seront différents de ceux qui sont destinés à constater les vérifications périodiques successives.
Les poinçons destinés à la vérification périodique des poids et mesures porteront des marques distinctes pour chaque année d'exercice.
Art. 4. — Les étalons et les poinçons des bureaux de vérification sont conservés par les vérificateurs sous leur responsabilité.

TITRE II

DE LA VÉRIFICATION

Art. 5. — Les poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés seront présentés au bureau du vérificateur, vérifiés et poinçonnés avant d'être livrés au commerce.

Art. 6. — Aucun poids ou aucune mesure ne peut être soumis à la vérification, mis en vente ou employé dans le commerce s'il ne porte, d'une manière distincte et lisible, *en caractères français et en caractères arabes*, le nom qui lui est affecté par le système métrique.

Il devra porter également la marque du fabricant. Cette marque devra faire l'objet d'un dépôt légal, conformément à la loi du 3 juin 1889 (5 chaoual 1306).

Sont exceptés de l'exécution du présent article les poids ou mesures dont la dimension ne s'y prêterait pas.

Art. 7. — La forme des poids et mesures servant à peser ou mesurer les matières de commerce est déterminée par le tableau A annexé au présent décret, ainsi que les matières avec lesquelles ces poids et mesures seront fabriqués.

Les balances, romaines ou autres instruments de pesage sont soumis à la vérification primitive et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au public.

Ces instruments doivent réunir les conditions de bonne fabrication, de justesse, de sensibilité déterminées au tableau A.

Art. 8. — Indépendamment de la vérification primitive, dont il est question dans l'art. 5, les poids et mesures et les instruments de pesage dont les commerçants, agriculteurs, artisans à façon ou industriels compris dans le tableau B, annexé au présent décret, font usage ou qu'ils ont en leur possession sont soumis à une vérification périodique pour reconnaître si la conformité avec les étalons n'a pas été altérée.

Chacune de ces vérifications est constatée par l'apposition d'un poinçon nouveau.

Art. 9. — Les poids et mesures des bureaux de douanes, d'octroi et de poids public, des hôpitaux, hospices, prisons, établissements de bienfaisance et en général de tous les établissements publics, civils et militaires, sont soumis à la vérification périodique.

Cette vérification sera faite dans les locaux où les poids et mesures et instruments de pesage appartenant à ces établissements se trouvent installés.

Art. 10. — Les fabricants, ajusteurs et marchands de poids et mesures ne sont assujettis à la vérification périodique que pour ceux dont il est fait usage dans leur commerce.

Les poids, mesures et instruments de pesage et mesurage, neufs ou rajustés, qu'ils destinent à être vendus, doivent seulement être marqués du poinçon de la vérification primitive.

Art. 11. — Le tableau C, annexé au présent décret, indique l'assortiment des poids et mesures dont chaque profession assujettie est tenue de se pourvoir.

Les séries des poids et mesures possédées par les assujettis doivent être complètes; seront tolérés toutefois : 1° les poids et mesures dits « hors séries; » 2° les poids ou mesures isolés doublant ceux de la série complète.

Art. 12. — L'assujetti qui se livre à plusieurs genres de commerce doit être pourvu de l'assortiment de poids et mesures fixé pour chacun d'eux, à moins que l'assortiment exigé pour l'une des branches de son commerce

ne se trouve déjà compris dans l'une des autres branches des industries qu'il exerce.

Art. 13. — L'assujetti qui, dans une même ville, ouvre au public plusieurs magasins, boutiques, ateliers ou bureaux distincts et placés dans des maisons différentes et non contiguës, doit pourvoir chacun de ces magasins, boutiques, ateliers ou bureaux de l'assortiment exigé pour la profession qu'il y exerce.

L'assujetti qui occupe plusieurs locaux pour le commerce ou la profession qu'il exerce, bien que ces locaux ne soient pas ouverts au public, doit soumettre à la vérification les poids et mesures dont il y est fait usage.

Art. 14. — La vérification périodique se fait tous les ans. Elle s'effectuera au lieu de résidence du vérificateur, au bureau permanent de la vérification et, dans les autres localités, au bureau temporaire qui sera établi dans un local désigné à cet effet.

Les localités à vérifier, les locaux où seront établis les bureaux temporaires et les époques auxquelles la vérification s'effectuera seront déterminés tous les ans par arrêté de notre premier ministre.

Art. 15. — Au jour fixé pour la vérification, les fabricants, marchands et ajusteurs de poids et mesures devront présenter au bureau de la vérification les poids, mesures ou instruments de pesage nouvellement fabriqués ou rajustés pour que ces instruments y soient soumis à la vérification primitive.

Ces mêmes fabricants, marchands et ajusteurs, ainsi que les autres assujettis désignés au tableau B, devront également présenter au bureau de vérification, pour être soumis à la vérification périodique, les poids, mesures ou instruments de pesage qu'ils possèdent pour l'exercice de leur profession, commerce ou industrie.

Sont exceptés de la présentation au bureau et seront soumis à la vérification périodique où ils sont employés : 1° les dépotoirs; 2° les balances dont la portée excède 30 kilogs; 3° les balances-bascules; 4° les bascules romaines et les ponts à bascule.

Les détenteurs de ces instruments devront posséder une quantité de poids suffisante pour en permettre la vérification sur place; ces poids, préalablement vérifiés au bureau de la vérification, seront exempts de la taxe dont il sera parlé plus loin.

Art. 16. — Les instruments présentés à la vérification ne pourront être vérifiés sans qu'au préalable l'assujetti ait justifié de son identité, s'il en est requis par le vérificateur.

Art. 17. — Ne peuvent être admis à la vérification primitive que les instruments de pesage et de mesurage fabriqués en conformité du présent décret, et à la vérification périodique que ceux qui ont subi la vérification primitive et en portent l'empreinte. Ces instruments devront être en parfait état de propreté et dégagés de toute matière qui pourrait en altérer la justesse ou la sensibilité.

Art. 18. — Les poids, mesures et instruments de pesage reconnus défectueux à la vérification, mais susceptibles d'être rajustés, seront remis à leur propriétaire, qui devra en faire effectuer le rajustage immédiatement ou dans un délai fixé par le vérificateur, selon les circonstances.

Ceux de ces instruments qui seraient reconnus illégaux ou non susceptibles d'être rajustés seront brisés par le vérificateur, et la matière en sera remise à leur propriétaire. Si celui-ci s'opposait à cette destruction, les instruments seraient saisis et il serait poursuivi comme employant des poids et mesures illégaux.

Art. 19. — Les instruments de pesage et de mesurage rajustés ne pourront être remis en service, gardés, ni employés par les assujettis qu'après avoir été soumis à une nouvelle vérification et revêtus de l'empreinte du poinçon annuel.

Art. 20. — Après que la vérification a eu lieu dans chaque localité, et à l'expiration des délais accordés pour le rajustage des instruments défectueux, les assujettis détenteurs d'instruments non revêtus de la marque annuelle de vérification seront poursuivis comme employant des poids et mesures différents de ceux établis par la loi.

Art. 21. — Les marchands ambulants qui font usage de poids et mesures sont tenus de les faire vérifier et poinçonner dans les trois premiers mois de chaque année ou de l'exercice de leur profession au bureau permanent ou à l'un des bureaux temporaires, si les circonstances le leur permettent.

TITRE III

DU MODE DE CONSTATER LES CONTRAVENTIONS

Art. 22. — En dehors des vérifications primitives et périodiques dont il est parlé ci-dessus, les vérificateurs peuvent, à toute époque, se rendre inopinément chez l'assujetti en vue de constater les contraventions prévues par le décret du 12 janvier 1895 (6 redjeb 1312) et par le présent décret.

Ils sont tenus de justifier de leur commission aux assujettis qui le requièrent.

Leurs procès-verbaux font foi en justice jusqu'à preuve contraire.

Art. 23. — Ils saisissent tous les poids et mesures autres que ceux prévus par le présent décret.

Ils saisissent également tous les poids, mesures, instruments de pesage et mesurage altérés ou défectueux ou qui ne seraient pas revêtus des poinçons de la vérification.

Ils déposent au siège des municipalités ou des contrôles civils les objets saisis, toutes les fois que cela est possible.

Art. 24. — Ils doivent recueillir et relater les circonstances qui ont accompagné soit la possession, soit l'usage des poids ou des mesures dont l'emploi est interdit.

Art. 25. — S'ils trouvent des mesures qui, par leur état d'oxydation ou autrement, puissent nuire à la santé des citoyens, ils en donnent avis à l'autorité compétente.

Art. 26. — Les vérificateurs dressent leurs procès-verbaux dans les 24 heures de la contravention par eux constatée; ils les écrivent eux-mêmes, ils les signent et les remettent dans les 15 jours de la contravention à la juridiction compétente.

Art. 27. — Les visites que les vérificateurs sont autorisés à faire chez les assujettis ne peuvent avoir lieu que pendant le jour.

Néanmoins, elles peuvent avoir lieu chez les marchands et débitants pendant tout le temps que les lieux de vente sont ouverts au public.

Art. 28. — Les vérificateurs, officiers de police judiciaire sont sous la surveillance des procureurs de la République, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

TITRE IV

PÉNALITÉS

Art. 29. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 fr. ceux qui auront contrevenu aux dispositions du présent décret.

Le possesseur de faux poids et de fausses mesures pourra être puni de la peine d'emprisonnement jusqu'à cinq jours; les faux poids et les fausses mesures seront saisis et confisqués.

L'usage de poids et mesures non autorisés puni, en vertu de l'art. 4 du décret du 12 janvier 1895 (16 redjeb 1312), d'une amende de 11 à 15 fr., sera passible en cas de récidive de la peine d'emprisonnement de 1 à 5 jours.

L'art. 463 C. pén. français est applicable dans tous les cas prévus par le présent décret.

Art. 30. — La vérification première des poids, mesures et instruments de pesage est faite gratuitement.

Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage rajustés qui sont soumis à une nouvelle vérification, ainsi que pour ceux qui seront présentés par l'assujetti en remplacement des poids et mesures mis hors de service par le vérificateur.

TITRE V

DES DROITS DE VÉRIFICATION

Art. 31. — Les droits de la vérification périodique sont perçus conformément au tarif du tableau C.

Art. 32. — La vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage appartenant aux établissements publics désignés à l'art. 9 est faite gratuitement, en tant que ces établissements sont gérés directement par l'État ou les municipalités.

Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage présentés volontairement à la vérification par des individus non assujettis.

Art. 33. — Les états-matrices des rôles sont dressés pour chaque localité par les vérificateurs, d'après le résultat de leurs opérations.

Ces états-matrices sont remis à notre directeur des finances à mesure que les opérations sont terminées dans une localité.

Lorsque les marchands ambulants présenteront au bureau de la vérification, conformément à l'art. 21, leurs poids et mesures, les taxes de vérification seront immédiatement liquidées par le vérificateur et les poids et mesures vérifiés ne seront rendus à l'assujetti qu'après présentation d'un récépissé constatant le versement de cette taxe.

Art. 34. — Après avoir vérifié et arrêté les états-matrices mentionnés à l'article précédent, notre directeur général des finances procédera à la confection des rôles de perception qui seront rendus exécutoires dans la forme ordinaire pour être mis en recouvrement par voie de commandement.

La taxe régulièrement établie au moment de la vérification est due dans son entier. Mais l'intéressé pourra, dans les trois mois qui suivront la date de la sanction du rôle, présenter par écrit au directeur des finances une réclamation motivée sur laquelle il sera statué après avis des agents de la vérification.

Les intéressés auront la faculté de se pourvoir devant le juge de paix du lieu où la taxe est exigible. Il sera statué sur mémoire et sans frais.

Tout pourvoi non exercé dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet et non accompagné de la quittance des droits sera déclaré non recevable.

Art. 35. — A titre exceptionnel, la vérification périodique sera gratuite pendant l'exercice 1895.

1er septembre 1894. — Arrêté du gouv. gén. organisant un service de renseignements généraux et des expositions à Paris. (*B. O.*, 1895, p. 198).

Vu l'arrêté en date du 30 août 1892, qui a institué un service de renseignements généraux et de publicité ayant pour mission de développer la colonisation en Algérie ;

Considérant qu'il y a lieu d'attirer l'immigration française en Algérie et d'entourer le choix des immigrants de renseignements de nature à assurer le succès des centres en voie de création et de la colonisation en Algérie ;

Que, d'autre part, il est utile, au point de vue de la colonisation, de rechercher de nouveaux débouchés pour les produits algériens, afin de développer la production de la colonie ;

Que le grand nombre d'expositions auxquelles l'Algérie est appelée à prendre part, dans l'intérêt de son commerce, rend nécessaire l'organisation d'un service permanent ;

Que, d'autre part, il y a lieu de mettre constamment à la disposition du public, dans la métropole, tous les renseignements de nature à diriger utilement vers la colonie une partie de son activité industrielle et commerciale ;

Qu'enfin, il importe, au point de vue des intérêts économiques de l'Algérie, d'assurer un instrument d'informations à l'administration et au commerce,

Art. 1er. — Le service créé par l'arrêté sus-visé prendra le titre de service des renseignements généraux et des expositions.

Il relèvera directement du secrétaire général du gouvernement.

Art. 2. — Un employé du secrétariat général du gouvernement sera chargé de correspondre avec le service des renseignements généraux et des expositions, et de recueillir dans les bureaux les documents destinés à ce service.

Art. 3. — Le service des renseignements généraux et des expositions tiendra à la disposition du public de la métropole tous les documents statistiques et économiques concernant l'Algérie.

Il portera notamment à sa connaissance :

Les conditions et formalités à remplir pour obtenir des terres domaniales à titre gratuit ou onéreux ;

Les avantages accordés aux immigrants ;

Les programmes annuels de colonisation ;

Les avis de vente d'immeubles domaniaux ;

Enfin, tous les renseignements propres à éclairer l'immigration sur les centres créés ou à créer et sur les ressources que l'on y peut rencontrer, ainsi que sur la nature de l'exploitation à laquelle se prêtent les régions ouvertes à la colonisation.

Art. 4. — Le service des renseignements généraux et des expositions sera chargé d'instruire, d'après les indications du bureau de la colonisation du gouvernement général, les demandes en concession émanées de la métropole et de prendre sur leurs auteurs toutes les informations nécessaires au point de vue de la moralité, des ressources pécuniaires, et de l'aptitude.

Art. 5. — Il correspondra à cet effet avec les correspondants institués dans les différentes préfectures de la Métropole.

Art. 6. — Le service des renseignements généraux réunira toutes les informations de nature à développer la vente des principaux produits algériens au dehors.

Il signalera au secrétariat général les adjudications importantes ouvertes dans la métropole aux producteurs algériens. Ces informations seront portées, s'il y a lieu, à la connaissance des chambres de commerce et des sociétés agricoles de la colonie.

Art. 7. — Le service des renseignements généraux constituera à Paris, à son siège même, une collection de produits de l'Algérie et une collection de

produits de l'étranger actuellement importés en Algérie, et qui pourraient être demandés à l'industrie métropolitaine. Ces collections seront mises à la disposition du public avec tous les renseignements concernant les conditions de ventes et autres intéressant l'Algérie.

Il constituera des collections analogues dans les villes qui possèdent des musées commerciaux.

Art. 8. — Le service des renseignements et des expositions sera chargé de l'organisation sur place de la section algérienne dans les expositions métropolitaines ou étrangères, sous réserve des dispositions spéciales à prendre pour l'organisation de la représentation de l'Algérie aux expositions universelles de Paris ou à celles qui, par leur importance exceptionnelle, comporteraient des mesures particulières.

Art. 9. — Le service des renseignements généraux étudiera les documents législatifs et autres paraissant dans les différentes colonies européennes et signalera au gouvernement général les principales dispositions de nature à intéresser le développement de la colonie.

Art. 10. — La distribution dans la métropole des documents publiés par le gouvernement général de l'Algérie sera effectuée par le service des renseignements généraux.

30 novembre 1894. — Loi sur les habitations à bon marché. *(J. O.,* 1er déc. 1894.)

Art. 18. — La présente loi est déclarée applicable en Algérie.

1er février 1895. — Loi sur l'amnistie. *(J. O.,* 2 févr. 1895.)

Art. 2. — La présente loi est déclarée applicable en Algérie.

20 février 1895. — Arrêté du gouv. gén. portant réglementation nouvelle de la profession d'oukil. *(Mob.,* 8 mars 1895.)

Vu le décret du 17 avril 1889, portant réorganisation du service de la justice musulmane en Algérie ;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1855, portant règlement de la profession d'oukil ;

Sur les propositions du premier président de la Cour d'appel d'Alger, du procureur général près la même Cour, et des généraux commandant les divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine,

Art. 1er. — Tout aspirant au titre d'oukil (défenseur près les tribunaux musulmans), devra : 1° être âgé de 25 ans accomplis ; 2° produire un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire, ou l'administrateur de la commune, ou le fonctionnaire qui en tient lieu, et un certificat de fin d'études délivré par une medraça ; 3° fournir un cautionnement de 500 fr. qui sera affecté, par privilège, à la réparation du préjudice résultant de sa faute professionnelle ou de son dol.

Art. 2. — L'oukil ne pourra exercer son ministère que près la mahakma à laquelle l'aura attaché l'arrêté de sa nomination.

Art. 3. — Le consentement verbal donné en présence du juge tient lieu

à l'oukil de pouvoir écrit de représenter la partie qui ne jugera pas à propos de se défendre elle-même.

Art. 4. — Les oukils pourront être désignés d'office à tour de rôle, pour défendre gratuitement les indigents. L'indigence sera constatée par un certificat du maire, ou de l'administrateur de la commune, ou du fonctionnaire qui en tient lieu.

Les oukils sont également désignés d'office dans les cas prévus par la législation musulmane.

Toutes les fois qu'ils auront été désignés d'office, les oukils ne pourront refuser leur ministère sans avoir fait agréer leurs excuses par le cadi.

Art. 5. — Il est interdit aux oukils, à peine de révocation : 1° de se rendre directement ou indirectement acquéreurs de biens, meubles ou immeubles, dont ils sont chargés de poursuivre la vente ; 2° de se rendre cessionnaires de droits successifs ou litigieux ; 3° de faire avec leurs parties des conventions aléatoires ou autres subordonnées à l'issue des procès ; 4° de s'associer, soit entre eux, soit avec des tiers, pour l'exploitation de leur office et le partage de ses produits.

Art. 6. — Les oukils ne pourront exiger des parties d'autres honoraires que ceux fixés ci-après : — Pour les affaires qui n'excéderont pas 100 fr. et n'exigeront pas de déplacement, l'oukil recevra 3 fr. — Pour les affaires de 100 fr à 1,000 fr., l'oukil recevra 3 fr., plus 1 pour 100 à partir de la seconde centaine. — Pour les affaires excédant 1,000 fr. l'oukil recevra, pour les premiers 1.000 fr., la rémunération indiquée au paragraphe précédent, et pour le surplus 1/2 pour 100.

Art. 7. — Dans les affaires dont la quotité ne peut être déterminée, l'oukil aura droit à 3 fr. par séance dans laquelle il aura plaidé.

Art. 8. — Dans les affaires qui exigeront des déplacements, l'oukil aura droit à 3 fr. par journée ou partie de journée de 3 heures au moins.

Art. 9. — En cas de contestation entre les oukils et les parties au sujet de la fixation des honoraires, le tribunal qui aura connu de l'affaire réglera la rémunération de l'oukil.

Art. 10. — Les honoraires de l'oukil lui seront payés intégralement, quelle que soit l'issue du procès.

Art. 11. — S'il survient un arrangement à l'amiable entre les parties, après que l'oukil a été chargé de l'affaire, mais avant que celle-ci n'ait été appelée au tribunal, l'oukil aura droit à la moitié des honoraires fixés aux art. 7 et 8.

Art 12. — Le tarif des honoraires dus aux oukils sera affiché dans les locaux des tribunaux près lesquels ils peuvent exercer.

Art. 13. — Un tableau indiquant les noms et domicile des oukils devra être affiché dans le local du tribunal musulman auquel ils seront attachés par l'arrêté de leur nomination. Le même tableau devra être affiché dans toutes les mahakmas du ressort.

Art. 14. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux oukils des mahakmas du territoire civil comme à ceux des mahakmas du territoire de commandement régies par le décret du 8 janvier 1870 et à ceux des justices de paix de la région kabyle régies par le décret du 29 août 1874.

Toutefois, les oukils du territoire de commandement pourront être dispensés, par des décisions individuelles du général commandant la division, de verser le cautionnement prévu par l'art. 1er.

Pour les mêmes oukils, le certificat de fin d'études délivré par les médraça, pourra être remplacé par un certificat d'aptitude délivré par un medjelès consultatif suivant les prescriptions de la circulaire du 13 février 1879, n° 350.

Art. 15. — Le présent arrêté n'aura pas d'effet rétroactif.

Art. 16. — L'arrêté du 30 novembre 1855, portant règlement sur la profession d'oukil, est abrogé.

7 mars 1895. — Décret du bey donnant au commerce de transit des facilités nouvelles. *(J. O. T.*, 8 mars 1895.)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301) réglementant les douanes ;

Pour donner au commerce de transit des facilités nouvelles,

Art. 1er. — Le transit institué par l'art. 42 du décret du 3 octobre 1884 susvisé peut avoir lieu sans visite ni consignation préalables, à charge par la compagnie du chemin de fer de se soumettre aux conditions et formalités déterminées par les articles suivants.

Le même régime est rendu applicable au transit par les voies ferrées de Bizerte à Tunis et de Bizerte à Ghardimaou.

Art. 2. — Les marchandises et bagages à l'égard desquels le bénéfice du transit est réclamé sont placés dans des wagons à coulisses ou sous bâches dûment fermés et plombés au plomb de la douane. Ces wagons doivent satisfaire aux conditions déterminées par l'arrêté ministériel français du 31 mars 1887, relatif au conditionnement et au mode de fermeture des wagons expédiés sous le régime du transit international.

Tout colis pesant moins de 25 kilogr. ne peut être admis que dans un wagon à coulisses ou dans une caisse ou panier agréé par la douane et mis sous plomb.

Les colis trop peu nombreux pour composer le chargement complet d'un wagon et trop volumineux pour entrer dans des paniers peuvent être plombés isolément et expédiés en wagons libres.

Le coût de chaque plomb est fixé à soixante centimes ; le plombage des wagons ou paniers contenant exclusivement des colis postaux a lieu en franchise.

Les wagons plombés doivent, dans les convois, être réunis et former un seul groupe à la suite les uns des autres.

Le déchargement des wagons au lieu de destination s'effectue immédiatement après l'arrivée des convois : le transport des colis déchargés dans les magasins fermés prévus à l'article suivant est assuré par l'administration du chemin de fer sous la surveillance de la douane.

Art. 3. — La compagnie du chemin de fer est tenue de fournir, tant à Tunis qu'à Bizerte et à Ghardimaou, un magasin spécial agréé par la douane où les marchandises peuvent être provisoirement placées sous clef, en attendant leur mise en wagon plombé ou leur transbordement. La compagnie est tenue de faire agréer, en outre, tous autres locaux nécessaires au service, notamment un bureau et un corps de garde.

Art. 4. — Chaque convoi peut être placé sous l'escorte non interrompue d'employés des douanes, sans autres frais pour l'administration du chemin de fer que l'obligation de les placer, soit à l'aller, soit au retour, dans les convois, aussi près que possible des wagons renfermant les marchandises en transit. Les douaniers convoyeurs sont admis, le cas échéant, dans les voitures de 2e classe des convois de voyageurs ou dans les compartiments des gardes des convois de marchandises.

Art. 5. — La compagnie du chemin de fer remet à la douane de départ une déclaration portant soumission de représenter les marchandises ou bagages à la douane de sortie ou de destination, ou d'encourir en cas de

contraventions constatées, soit en cours de transport, soit à l'arrivée, les pénalités édictées par l'art. 8 ci-après. Cette déclaration-soumission, dont le coût est de soixante-quinze centimes, sert d'acquit-à-caution ; elle est appuyée de déclarations de gros, indiquant, outre la nature et la valeur des marchandises, le poids brut et le nombre des colis, ainsi que leurs marques et numéros.

Chaque convoi est accompagné d'un double de la soumission-acquit-à-caution et d'une feuille de route, récapitulative et distincte par lieu de destination, que la compagnie est tenue de faire viser par la douane au lieu de chargement ; cette feuille relate le nombre et les numéros des wagons renfermant des marchandises en transit ; elle est appuyée des documents présentant toutes les indications prescrites pour les déclarations de douane en détail (factures, lettres de voiture ou connaissements) et nécessaires pour établir et liquider, éventuellement, les sommes dues au trésor.

Les acquits-à-caution s'appliquant à des colis postaux sont affranchis du droit de timbre.

Art. 6. — Les marchandises et bagages arrivés à Tunis ou à Bizerte sous le régime du transit peuvent y être déclarés pour la consommation ou pour l'entrepôt ; les règlements généraux sur la mise en consommation et l'entrepôt leur deviennent alors applicables.

Art. 7. — L'administration du chemin de fer obtient l'annulation de la soumission passée à la douane de départ en faisant constater l'intégrité des plombs au bureau de destination ou de sortie et en rapportant un certificat de passage à l'étranger ou un certificat de reconnaissance des marchandises, sauf l'application des pénalités établies, si des fraudes, substitutions ou contraventions quelconques ont été découvertes.

Art. 8. — En cas de déficit de colis ou de substitution de marchandises constatés au bureau de destination ou de sortie, la compagnie du chemin de fer sera condamnée à 2,000 fr. d'amende pour chaque colis manquant ou reconnu contenir une marchandise différente ; les moyens de transport seront retenus préventivement pour sûreté de l'amende.

La substitution de marchandises sera suffisamment établie et la pénalité ci-dessus encourue, lorsque, le plombage n'étant pas intact, la douane de destination ou de sortie constatera, sur des colis, une différence de poids par rapport aux énonciations des documents annexés à la déclaration acquit-à-caution.

Lorsqu'un déchargement de colis sera constaté en cours de transport, le colis déchargé sera saisi et confisqué, et la compagnie du chemin de fer condamnée à une amende de 500 fr. par colis déchargé.

Dans le cas d'échange de colis constaté en cours de transport, les colis déchargés et les colis substitués seront saisis et confisqués et la compagnie condamnée à une amende de 500 fr. par colis déchargé et par colis substitué.

L'échange de colis sera suffisamment établi et la pénalité ci-dessus encourue, lorsque, le plombage n'étant pas intact, la douane de destination ou de sortie constatera une différence dans l'espèce d'un colis.

Le plombage du wagon étant intact, si le bureau de destination ou de sortie reconnaît un excédent de colis, cet excédent sera saisi et la compagnie du chemin de fer condamnée à une amende de 500 fr. par colis trouvé en plus.

La simple rupture du plombage pourra faire considérer le transit comme non accompli et donner ouverture à l'amende de 2,000 fr. édictée sous le paragraphe 1er du présent article.

Art. 9. — Il n'est dérogé en rien aux lois de douanes ni à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation,

d'exportation ou de transit, et l'administration reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et autres formalités, soit à l'entrée, soit à la sortie, s'il existait de graves soupçons de fraude.

11 mars 1895. — Décret du bey autorisant tout intéressé à requérir l'enregistrement ou la transcription des actes, titres ou écrits quelconques, dont il voudrait conserver la trace ou assurer la date. *(J. O. T.*, 15 mars 1895.)

Considérant qu'il y a intérêt à faciliter au public les moyens d'assurer la date et de conserver la trace des actes ou écrits quelconques et de donner ainsi plus de sécurité aux transactions.

Art. 1er. — Toute personne qui voudra assurer la date et conserver la trace d'un acte ou écrit quelconque pourra en requérir l'enregistrement ou la transcription dans l'un des bureaux des contributions diverses établis dans la régence pour la perception des droits de mutation.

Art. 2. — Tout acte ou écrit dont on requerra l'enregistrement ou la transcription devra, s'il est rédigé dans une langue autre que la langue française, être accompagné d'une traduction entière en français, faite aux frais de la partie requérante et certifiée par un interprète assermenté.

L'original sera toujours présenté accompagné de sa traduction. L'enregistrement ou la transcription sera opéré sur la traduction.

Art. 3. — L'enregistrement consistera en une analyse sommaire de l'acte ou de l'écrit soumis à la formalité.

Cette analyse sera opérée sur un registre, dit *registre des actes divers,* lequel sera arrêté jour par jour au moyen d'une mention écrite, datée et signée par le receveur.

Le receveur sera seul juge de l'étendue et de la forme à donner à l'analyse.

Tout acte enregistré sera revêtu, tant sur l'original que sur la traduction, s'il y a lieu, d'une mention signée par le receveur constatant le lieu où la formalité aura été opérée, la date de son accomplissement et le montant des droits et salaires perçus.

Art. 4. — La transcription consistera en une copie littérale de l'acte ou de l'écrit représenté ou de sa traduction sur le registre des actes divers.

Les surcharges, ratures et autres particularités que contiendra la pièce transcrite y seront indiquées.

Tout acte transcrit sera revêtu d'une mention analogue à celle prévue par le dernier alinéa de l'art. 3 pour les actes enregistrés.

Art. 5. — Aucune copie d'actes enregistrés ou transcrits ne pourra être délivrée qu'aux parties contractantes ou à leurs ayants cause, à moins d'une ordonnance du juge.

Les copies seront établies sur papier timbré au droit fixe de dimension, suivant le tarif prévu par l'art. 20 du décret du 14 juin 1886 (12 ramadan 1303) modifié par l'art. 4 du décret du 16 mars 1892 (17 chaban 1309).

Art. 6. — L'enregistrement et la transcription des actes donneront lieu à la perception de droits au profit du trésor et de salaires déterminés ainsi qu'il suit :

Acte enregistré par analyse, pour chaque acte: (droit) 1 fr. ; (salaires) 0 fr. 25; — acte transcrit: (droits) 1 fr.; (salaires) 0 fr. 60 par rôle de registre de 33 lignes et 15 syllabes à la ligne, compensation faite d'une ligne à l'autre.

Copie collationnée d'un enregistrement délivrée aux parties: (droits) 1 fr.;

(salaires) 0 fr. 25 ; — copie d'un acte transcrit : (droits) 1 fr. ; (salaires) 0 fr. 60 par rôle de moyen papier de 30 lignes à la page et de 15 syllabes à la ligne.

Toute page commencée sera comptée pour un demi-rôle et rendra exigible un salaire de 0 fr. 30.

13 mars 1895. — Instruction du min. de la guerre, pour le classement des animaux susceptibles d'être requis par le service de l'armée. (*Mob.*, 24 avril 1895.)

17 mars 1895. — Arrêté du premier ministre du bey, sur la police du transport des pèlerins. (*J. O. T.*, 22 mars 1895.)

Vu le règlement adopté par la conférence sanitaire internationale sur la police du transport des pèlerins, dans sa séance à Paris du 3 mars 1884 (1) ;

---

(1) RÈGLEMENT SUR LA POLICE DU TRANSPORT DES PÈLERINS

Art. 1er. — Ce règlement est applicable aux navires à pèlerins qui transportent au Hedjaz ou qui ramènent des pèlerins musulmans.

Art. 2. — N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins à la dernière classe en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Art. 3. — Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la Mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente convention.

Art. 4. — Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Les navires à pèlerins faisant le cabotage, destinés au transport de courte durée dit « voyage au cabotage », sont soumis aux prescriptions contenues dans le règlement spécial mentionné à l'art. 3.

Art. 5. — Le capitaine, ou à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente (*) du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

Art. 6. — A la suite de cette déclaration, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection, si le capitaine est déjà pourvu

(*) L'autorité compétente est actuellement : — dans les Indes anglaises, un *officer* désigné à cet effet par le gouvernement local (*Native passenger ships Act.* 1887, art. 7) ; — dans les Indes néerlandaises, le maître du port ; — en Turquie, l'autorité sanitaire ; — en Autriche-Hongrie, l'autorité sanitaire ; — en Italie, le capitaine du port ; — en France, en Tunisie et en Espagne (îles Philippines), l'autorité sanitaire.

Considérant qu'il importe de rappeler les conditions dans lesquelles les pèlerins sont autorisés à prendre part au pèlerinage de la Mecque et de déterminer les obligations qui incombent aux compagnies de navigation quant à l'hygiène des navires, au traitement et à la nourriture des pèlerins,

---

d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne répond plus à l'état actuel du navire.

Art. 7. — L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assuré :

a) Que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté.

b) Que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger ; qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations ; qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers ; que le pont et l'entrepont sont en bois et pas en fer.

c) Qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage, et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée du voyage.

d) Que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés, de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes.

e) Que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de cinq litres au moins par tête et par jour pour toute personne embarquée, y compris l'équipage.

f) Que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité.

g) Que l'équipage comprend un médecin, et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux art. 11 et 23.

h) Que le pont du navire est dégagé de toute marchandise et objets encombrants.

i) Que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites pourront être exécutées.

Art. 8. — Le capitaine est tenu de faire afficher à bord dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer et indiquant :

1° La destination du navire ;

2° La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin ;

3° Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part.

Art. 9. — Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en main :

1° Une liste, visée par l'autorité compétente, et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ;

2° Une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées : équipages, pèlerins et autres passagers, la nature

Art. 1er. — Toute compagnie de navigation, tout armateur qui entreprendra le transport des pèlerins devra en faire la déclaration préalable au gouvernement et s'engager, par écrit, à observer les conditions imposées par le présent arrêté. Au cas où le bateau affecté au transport des pèlerins

---

de la cargaison, le lieu du départ, celui de la destination, l'état de la santé publique dans le lieu du départ.

L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Art. 10. — L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet suspect (*), suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

Art. 11. — Chaque navire embarquant 100 pèlerins ou plus doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le gouvernement du pays auquel le navire appartient. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse 1.000.

Art. 12. — Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment :

1° S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés ;

2° S'assurer que les prescriptions de l'article relatif à la distribution de l'eau sont observées ;

3° S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'art. 21 ci-dessous ;

4° S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'art. 18 ci-dessous ;

5° S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite comme il sera dit à l'art. 19 ci-dessous ;

6° Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 13. — Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface d'au moins deux mètres carrés, soit un mètre sur deux mètres, avec une hauteur d'entrepont d'au moins 1 mètre 80 centim.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins deux mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

Art. 14. — Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants ; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

Art. 15. — Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés

(*) D'après la définition de l'annexe V, I, 1° II, de la convention de Venise.

aurait été affrété, l'affréteur sera tenu de déposer, à l'appui de sa déclaration, un engagement écrit par lequel l'armateur ou la compagnie de navigation propriétaire se soumettra, solidairement avec lui, à l'exécution des mêmes conditions.

---

et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ces navires par chaque gouvernement en détermineront la nature, la quantité et les dimensions.

Art. 16. — Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec avec lequel on mélangera des agents désinfectants convenables pendant que les pèlerins seront sur le pont.

Art. 17. — De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Art. 18. — Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Aucuns lieux d'aisances ne doivent exister dans les entreponts ni dans la cale.

Les latrines destinées aux passagers, aussi bien que celles affectées à l'équipage, doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

Art. 19. — La désinfection du navire doit être faite conformément aux prescriptions des paragraphes 5 et 6 de l'art. 5 de l'annexe IV de la convention de Venise (*).

Art. 20. — La quantité d'eau potable mise chaque jour à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins cinq litres.

Art. 21. — S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie et stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de la meilleure.

Art. 22. — Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Art. 23. — Chaque navire doit avoir à bord des médicaments et les

(*) On videra les cabines et toutes les parties du bâtiment. On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionnée de 10 p. 100 d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale. On descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes. Les planchers seront lavés avec la même solution. Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau. Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, pour neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer ; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé. L'eau de la cale ne sera pas déversée dans un port.

Art. 2. — Les compagnies de navigation et les capitaines des bateaux affectés au transport des pèlerins sont tenus de se conformer aux prescriptions du règlement élaboré par la commission sanitaire internationale de

---

objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ces navires par chaque gouvernement détermineront la nature et les quantités des médicaments. Les soins et les remèdes seront fournis gratuitement aux pèlerins.

Art. 24. — Une infirmerie régulièrement installée et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité doit être réservée au logement des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 0/0 des pèlerins embarqués, à raison de trois mètres carrés par tête.

Art. 25. — Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes.

Les personnes chargées de soigner de tels malades peuvent seules pénétrer auprès d'elles et n'auront aucun contact avec les autres personnes embarquées.

Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent des malades qui ont pu être souillés. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur, doivent être soit jetés à la mer, si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé.

Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

Les locaux occupés par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

Les opérations de désinfection doivent être faites conformément à l'art. 5 de l'annexe IV de la convention de Venise.

Art. 26. — En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution de sublimé, sera jeté à la mer (*).

Art. 27. — La patente délivrée au port de départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1° Le nombre des passagers débarqués ou embarqués à nouveau ;

2° Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;

(*) Convention de Venise, annexe V, titre II, 6.

Paris, sauf en ce qui concerne les modifications prévues au présent arrêté. Les infractions commises seront constatées à telles fins que de droit par les agents du service sanitaire et mention en sera faite sur la patente de santé.

3° L'état sanitaire du port de relâche.

Art. 28. — Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'art. 9.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste, conformément à l'art. 9 et préalablement au visa nouveau.

Art. 29. — Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée (*).

Art. 30. — Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires qui doivent être comprises dans le prix du billet.

Art. 31. — Tout capitaine convaincu de ne s'être pas conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, sera passible d'une amende de 2 livres turques. Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Art. 32. — Toute infraction à l'art. 8 est punie d'une amende de 30 livres turques.

Art. 33. — Tout capitaine qui aurait commis ou qui aurait sciemment laissé commettre une faute quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'art. 9 est passible d'une amende de 50 livres turques.

Art. 34. — Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les art. 9, 27 et 28, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

Art. 35. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de 100 pèlerins sans la présence d'un *médecin commissionné*, conformément aux prescriptions de l'art. 11, est passible d'une amende de 300 livres turques.

Art. 36. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'art. 9 est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

Art. 37. — Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de destination, sauf leur consentement ou hors

(*) Convention de Venise, annexe, V, titre II, 7.

Art. 3. — Les latrines affectées à l'usage des pèlerins devront être suspendues hors bordage, aux flancs du navire. Elles seront nettoyées et désinfectées trois fois par jour, avec une solution d'acide phénique au 1/100e, avec du chlorure de chaux, du sulfate de fer ou de cuivre, ou même avec une solution de sublimé au 1/1000e, suivant les prescriptions du médecin.

Le directeur du service de la santé ou, à son défaut, un médecin spécialement requis par le service sanitaire, fixera, pour chaque bateau, la nature et la quantité de désinfectants et des médicaments qui devront exister à bord.

Art. 4. — Le pont devra être, sur toute son étendue, couvert d'une tente-abri.

Art. 5. — Le prix du passage, qui sera débattu librement entre les pèlerins et l'armateur du bateau, devra comprendre le voyage et les droits dus à l'office de santé ottoman, droits qui seront acquittés à l'arrivée en Arabie par le capitaine du bateau pour tous les passagers.

Art. 6. — L'alimentation à bord sera assurée par les denrées dont la nomenclature suit : boîtes de sardines, lentilles, pois chiches, julienne en tablettes pressées, farine, pain, biscuit, couscous, riz, caisses de lait concentré, raisins secs, figues sèches, café en grains, thé, sucre blanc, poivre rouge, épices, sel fin, poivre noir de Cayenne, huile d'olive de cuisine, beurre arabe salé, viande, charbon de bois.

Les quantités à embarquer seront fixées proportionnellement au nombre des passagers par le service sanitaire qui aura le droit de refuser l'embarquement des vivres dont la qualité laisserait à désirer.

Art. 7. — Pendant la traversée, la vente de ces denrées aux pèlerins sera faite d'après leur prix moyen dans la régence.

Art. 8. — La quantité d'eau potable mise chaque jour à la disposition de chaque pèlerin doit être d'au moins cinq litres.

L'eau nécessaire pour les ablutions, douches, lavages corporels, sera fournie à la volonté des passagers par la pompe Petit-Cheval et sera puisée dans la mer. En aucun cas l'armement ne pourra percevoir le prix de l'eau qui sera distribuée aux pèlerins pour quelque usage que ce soit.

Les douches seront données, à l'aide de la pompe Petit-Cheval à des heures réglementaires fixées par le médecin ; elles seront facultatives pour

---

le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 38. — Toute infraction aux autres prescriptions du présent règlement est punie d'une amende de 10 à 100 livres turques.

Art. 39. — Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

Art. 40. — Dans les ports ottomans, la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions de l'annexe IV de la convention.

Art. 41. — Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce règlement sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs, en cas de fautes commises par eux dans son application.

Art. 42. — Le présent règlement sera affiché dans la langue de la nationalité des navires et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

les passagers, mais pourront être rendues obligatoires sur l'ordre du médecin.

15 avril 1895. — **Décret** portant réduction du tarif pour les télégrammes à transmission différée échangés entre la France continentale ou la Corse d'une part, et l'Algérie et la Tunisie, d'autre part. (*Mob.*, 1er mai 1895.)

Vu la loi du 21 mars 1878 relative à la taxe télégraphique, et en particulier l'art. 2 ;

Vu le décret du 28 décembre 1892, portant réduction de taxe pour les télégrammes à transmission différée, échangés entre la France continentale ou la Corse, d'une part, et l'Algérie ou la Tunisie, d'autre part ;

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du président du conseil, ministre des finances (1),

Art. 1er. — A partir du 1er mai 1895, la taxe des télégrammes privés ordinaires, admis dans les relations entre la France continentale ou la Corse, d'une part, pour être expédiés à tarif réduit dans les conditions déterminées par l'art. 2 du décret du 28 décembre 1892, sera réduite de 0 fr. 75 à 0 fr. 05 c. par mot, avec minimum de perception de 0 fr. 50 par télégramme.

Un arrêté ministériel déterminera l'heure à partir de laquelle les télégrammes à transmission différée pourront, chaque jour, être transmis par les câbles.

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le président, — A plusieurs reprises, la question de la réduction de la taxe des télégrammes franco-algériens a été mise à l'étude en vue d'étendre à l'Algérie le benéfice du tarif intérieur de la métropole.

Mais, toute réduction de taxe entraînant inévitablement un accroissement de trafic, la réforme du tarif franco-algérien devrait être préparée par le développement des moyens de communication et notamment par l'immersion de deux nouveaux câbles entre la France et l'Algérie. La situation budgétaire ne permet pas d'entreprendre immédiatement ce travail.

Toutefois, si l'on ne peut songer à faire face, durant le jour, à une augmentation de trafic avec les câbles existants, il est constant que ceux-ci se trouvent moins occupés pendant la nuit, et le nombre des télégrammes transmis en dehors des heures de la journée consacrées aux affaires pourrait augmenter, sans occasionner de difficultés réelles.

Le décret du 28 décembre 1892 a déjà réduit de 25 p. °/₀ la taxe des télégrammes transmis aux heures où le travail journalier subit un certain ralentissement. Il nous a paru qu'on pouvait aller un peu plus loin, réduire la taxe normale de 50 p. 100 en faveur des télégrammes différés qui proviennent d'une catégorie intéressante d'expéditeurs, et même avancer l'heure de transmission journalière de ces télégrammes, qui serait fixée par arrêté ministériel, suivant les fluctuations du trafic.

Nous avons l'honneur de vous prier, monsieur le président, de vouloir bien, si vous approuvez nos propositions, revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

21 avril 1895. — **Décret** interdisant l'exportation des armes de guerre à Madagascar. (*Mob.*, 15 mai 1895.)

Vu la loi du 14 août 1885 ;
Vu la loi du 13 avril 1895 ;
Vu l'art. 4, titre III, de la loi des 6-22 août 1791 ;
Sur la proposition du ministre de la guerre et l'avis conforme du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce et du ministre des finances,

Art. 1er. — La faculté d'exporter les armes et munitions de guerre, accordée par la loi du 14 août 1885, sera exercée, pendant la durée des opérations militaires à Madagascar, dans les conditions indiquées ci-après.

Art. 2. — Est prohibée, pendant la même durée, la sortie de France et d'Algérie de toutes armes de guerre, pièces d'armes de guerre finies et munitions de guerre à destination de Madagascar.

Art. 3. — L'exportation des objets visés ci-dessus pour toutes autres destinations restera autorisée dans les conditions fixées par la loi du 14 août 1885, mais sous les conditions indiquées ci-après.

Art. 4. — L'exportateur devra justifier auprès du préfet de sa résidence qu'il est Français, résidant en France, ou, s'il est étranger, qu'il a été régulièrement autorisé à résider en France et qu'il y réside en effet.

Art. 5. — Il devra faire devant le même préfet une déclaration portant que les objets par lui exportés ne sont destinés à être expédiés à Madagascar ni directement par lui, ni par acquéreur interposé.

La déclaration indiquera les nom, prénoms et domicile de l'exportateur, la nature, le modèle et le nombre ou poids des objets à exporter ; le bureau de douanes par lequel ils doivent sortir de France ; leur lieu de destination ainsi que les nom, prénoms et domicile du destinataire.

Art. 6. — Comme garantie de ladite déclaration, l'exportateur souscrira un acquit-à-caution, délivré conformément aux prescriptions de l'art. 4, titre III, de la loi des 6-22 août 1791.

Art. 7. — Lesdits acquits seront déchargés par les agents consulaires de France, trois mois après l'arrivée des objets exportés, si ces objets se trouvent encore dans le pays où ils ont été primitivement expédiés par

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le président, — La loi qui vient d'être votée par le Parlement a donné au président de la République le droit d'interdire l'exportation des armes et munitions de guerre en raison des opérations militaires engagées à Madagascar.

Le devoir du gouvernement est de prendre des mesures pour que cette interdiction, tout en atteignant d'une manière certaine le but proposé, n'apporte que la moindre gêne possible à l'industrie de la fabrication des armes et munitions de guerre, si importante et si utile au pays par le grand nombre d'ouvriers qu'elle fait vivre.

Tel est l'esprit dans lequel a été étudié le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation, après avoir pris l'avis des ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, du commerce et des finances.

Les circonstances actuelles rendent la publication de ce décret particulièrement urgente.

l'exportateur, ou s'il n'est pas à la connaissance de l'agent consulaire qu'ils en soient sortis pour être réexpédiés à Madagascar.

Art. 8 — S'il est à la connaissance de l'agent consulaire que certains objets sont sortis pour être expédiés à Madagascar, il refusera de décharger l'acquit pour ces objets et en donnera avis au ministre des finances, qui, après enquête et l'exportateur entendu, décidera, s'il y a lieu, de poursuivre la rentrée du montant de l'acquit non déchargé.

22 avril 1895. — Décret du bey créant un entrepôt réel de marchandises étrangères dans les ports de Tunis et de Bizerte. (*J. O. T.*, 26 avril 1895.)

Vu le décret du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301) réglementant les douanes;

En vue, notamment, de favoriser le développement du commerce extérieur de la Régence,

Art. 1er. — Il y aura un entrepôt réel de marchandises étrangères dans les ports de Tunis et de Bizerte. Ledit entrepôt aura lieu à charge de réexporter ou de payer les droits d'entrée à l'expiration du délai fixé à l'art. 3 ci-après.

L'entrepôt réel ne sera ouvert qu'aux marchandises étrangères tarifées. En seront exclues les marchandises étrangères exemptes de droits d'entrée, les marchandises nationales ou nationalisées par le paiement des droits, ainsi que les marchandises prohibées.

Art. 2. — Les marchandises seront reçues en entrepôt sur une déclaration détaillée, remise dans la même forme et sous les mêmes peines que s'il s'agissait de marchandises déclarées pour la consommation immédiate.

Quand la visite, lors de la mise en entrepôt, fera découvrir un excédent de poids, de nombre ou de mesure par rapport à la déclaration, et que cet excédent sera de plus du vingtième pour les métaux et du dixième pour les autres marchandises, le déclarant sera immédiatement soumis, à titre d'amende, au paiement du droit d'entrée sur l'excédent, après quoi cet excédent, ainsi que les quantités déclarées, seront reçus en entrepôt sous les mêmes conditions.

Les marchandises mises en entrepôt seront enregistrées par la douane sur un sommier ou compte-ouvert par entrée et par sortie.

Art. 3. — La durée de l'entrepôt sera de trois années, à compter du jour de l'importation des marchandises.

Les marchandises mises à la consommation dans ce délai seront assujetties au tarif en vigueur au moment de la déclaration pour la consommation; en ce qui concerne les marchandises taxées *ad valorem*, la liquidation des droits aura lieu sur la base de la valeur actuelle. Cette disposition sera applicable aux échantillons prélevés sur les marchandises entreposées.

La réexpédition des marchandises d'entrepôt ne pourra être effectuée par mer, que par des navires d'un tonnage minimum de cent tonneaux, s'il s'agit de bâtiments à voiles, et de cinquante tonneaux, s'ils sont à vapeur; par terre, que sous les conditions et garanties du transit par chemin de fer.

Si, à l'expiration du délai de trois années, il n'a pas été satisfait à l'obligation d'acquitter les droits ou de réexporter, les droits seront liquidés d'office d'après le tarif applicable au moment où le délai d'entrepôt se sera trouvé périmé; et si l'entrepositaire ne les a pas acquittés dans le mois de la sommation qui lui en sera faite par un huissier ou par deux préposés

des douanes, à son domicile s'il est présent, ou à la municipalité s'il est absent, les marchandises seront vendues à la diligence et par les soins de l'administration des douanes. Les droits d'importation, les frais nécessités par l'inventaire, les frais de vente, les frais de magasinage ou autres qui seront dus, seront prélevés dans cet ordre par privilège sur le prix. L'excédent, s'il en existe, sera restitué aux ayants droit qui en feront la demande dans un délai de trois ans, à partir du jour de la vente. Passé ce délai, cet excédent appartiendra à l'État.

Pendant la durée du délai d'entrepôt, les marchandises pourront être expédiées d'un entrepôt sur l'autre, soit par mer, soit par terre, sous la garantie d'un acquit-à-caution ou moyennant la consignation des droits d'entrée.

Les mutations qui pourront être faites d'un entrepôt sur un autre ne donneront lieu à aucune prolongation de délai.

Art. 4. — Les marchandises entreposées devont être représentées en mêmes qualité et quantité à toute réquisition. Aucun déballage, transvasement, mélange, bénéficiement, division ou réunion de colis ne pourra avoir lieu dans l'intérieur de l'entrepôt qu'avec l'autorisation du service des douanes et en présence des agents de ce service.

Art. 5. — Le service de douanes procédera, chaque année, à un recensement général des marchandises qui se trouveront en entrepôt réel, sans préjudice des recensements partiels qui pourront avoir lieu dans le courant de l'année.

Pour faciliter les recensements, les marchandises seront classées dans les magasins par espèces et par chacun des propriétaires ayant à la douane un compte ouvert; des étiquettes indiqueront leur numéro d'inscription au sommier.

Les propriétaires de marchandises entreposées, qui ne pourront pas représenter ces marchandises ni justifier qu'une cause indépendante de leur volonté les met dans l'impossibilité de les représenter, seront présumés en avoir disposé, et condamnés à l'amende de 90 fr. édictée par l'art. 7 du décret du 3 octobre 1884 susvisé, sans préjudice de la confiscation de la valeur des marchandises non représentées.

Art. 6. — Les entrepositaires demeureront obligés vis-à-vis de la douane, en vertu de leurs déclarations, alors même qu'ils auraient cessé d'être propriétaires des marchandises entreposées; leur responsabilité ne cessera qu'après qu'ils auront déclaré qu'ils ont cédé leur propriété à un tiers, qu'ils auront fait intervenir ce tiers pour s'engager envers la douane et que l'engagement du cessionnaire aura été accepté et réalisé par celle-ci.

Art. 7. — Tout négociant ou commissionnaire convaincu d'avoir importé ou exporté des marchandises en fraude, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt ou du transit, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourra, indépendamment des peines prononcées par les lois, être privé, par arrêté spécial du directeur des finances, de la faculté de l'entrepôt. Le négociant ou commissionnaire qui prêterait son nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints encourra les mêmes peines.

Art. 8. — Les magasins servant d'entrepôt réel seront fermés à deux clefs différentes dont l'une restera entre les mains d'un préposé des douanes, pour la garantie des intérêts du trésor, et l'autre dans les mains du délégué du commerce, pour la conservation et la garde de la marchandise.

Il ne sera admis dans l'entrepôt réel, pour la manutention des marchandises, que des ouvriers et employés agréés par l'administration des douanes.

Art. 9. — Les villes auxquelles l'entrepôt réel est accordé n'en jouiront qu'à la charge de fournir sur le port un bâtiment spécial, isolé et distribué

intérieurement de manière à ce que l'on y puisse classer séparément les marchandises selon qu'il pourra être prescrit. Le même bâtiment devra offrir la distribution convenable pour l'installation des corps de garde des préposés des douanes, ainsi que les logements et bureaux réservés à l'agent du commerce et à celui des douanes, dépositaires des clefs des magasins.

Les villes concessionnaires de la faculté d'entrepôt devront pourvoir à la dépense spéciale nécessitée par la création et le service de l'entrepôt, tant pour les bâtiments que pour les salaires des employés chargés des écritures, de la garde, de la surveillance, de la perception, de la manutention et généralement à tous les frais quelconques occasionnés par l'entrepôt. Ces villes jouiront des droits de magasinage dans l'entrepôt, conformément aux tarifs qui seront concertés avec la chambre de commerce et approuvés par le gouvernement. Elles pourront faire concession temporaire de ces droits, avec concurrence et publicité, à des adjudicataires qui se chargeraient de la dépense du local, de la construction et de l'entretien des bâtiments, ainsi que de toutes les autres charges de l'entrepôt.

La chambre de commerce française pourra, au refus du conseil municipal, se charger de remplir les mêmes obligations au moyen d'une association d'actionnaires qui sera constituée en société anonyme.

Les dispositions du présent article ne préjudicient pas aux droits antérieurement concédés à la Compagnie du port de Bizerte.

30 avril 1895. — Décret sur la licence en droit. *(J. O.*, 30 avril 1895.)

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (1);

Vu les décrets des 28 décembre 1880, 24 juillet 1889, 31 juillet 1890 et 31 juillet 1891;

Vu la loi du 27 février 1880;

Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

TITRE Ier

DE L'ENSEIGNEMENT

Art. 1er. — L'enseignement des facultés de droit comprend, en première, en deuxième et en troisième années, les matières suivantes :

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LA RÉORGANISATION DES ÉTUDES JURIDIQUES

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, — J'ai l'honneur de vous soumettre deux projets de décret relatifs aux études et aux grades dans les Facultés de droit.

La principale nouveauté de ces projets consiste dans la division du doctorat en *sciences juridiques* et en *sciences politiques et économiques.*

Cette réforme n'est ni une œuvre de circonstance ni une improvisation ; elle répond à un mouvement scientifique qui remonte à la fin du dix-huitième siècle et duquel sont sorties peu à peu les sciences administratives, les sciences politiques et les sciences économiques; en même temps, elle est le résultat longuement préparé, mûrement réfléchi, d'efforts persévé-

Première année

Droit romain : ensemble des institutions juridiques de Rome exposées dans leur développement juridique ;
Droit civil ;
Économie politique ;
Histoire générale du droit français (un semestre) ;
Éléments du droit constitutionnel et organisation des pouvoirs publics (un semestre).

---

rants et d'expériences progressives, et l'on peut dire qu'elle bénéficie d'une élaboration séculaire.

Depuis très longtemps en effet, on a cherché à établir en France un programme rationnel d'enseignement, par l'État, des sciences administratives, économiques et politiques. Dans plusieurs cahiers de 1789 était déjà exprimé le vœu qu'il fût créé des écoles d'administration. La loi du 3 brumaire an IV et celle du 11 floréal an X avaient décidé que l'État enseignerait l'économie politique et les principes mêmes de gouvernement. Ces prescriptions sont demeurées lettre morte. Les écoles de droit furent fondées, à l'origine, pour former des magistrats et des hommes de loi. Les règlements de l'an XII faisaient bien de discrètes allusions au droit public; mais, jusqu'à la fin du premier empire, les sciences politiques et administratives furent assez volontairement négligées.

La Restauration éprouva un instant la velléité de se montrer plus libérale. L'ordonnance royale du 24 mars 1819 divisa l'école de droit de Paris en deux sections et créa dans l'une un cours de droit positif et de droit administratif français. La tentative dura peu ; elle fut condamnée trois ans après, le 6 décembre 1822.

La monarchie de juillet, en 1834, rend le droit constitutionnel obligatoire pour le deuxième examen de doctorat.

En 1838, M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique, provoque la formation d'une commission des hautes études de droit et se propose de la consulter sur l'utilité de développer les sciences politiques et administratives. Mais il tombe du ministère en 1839.

En 1840, M. Laboulaye est envoyé en mission pour étudier en Allemagne l'organisation du même enseignement. M. de Salvandy reprend, en 1845, la direction de l'Université et il reconstitue immédiatement la commission des études de droit.

Dans le rapport qu'il adresse au roi, il écrit : « La faculté de Paris renferme dans son sein plusieurs enseignements particuliers qui ne peuvent pas être tous obligatoires pour les élèves de cette grande école. Quels sont les moyens de coordonner ces enseignements et de les rendre tous également utiles ? Le droit administratif, germe heureux déposé au sein de nos Facultés par un grand esprit, n'a pas pris dans les études une place suffisante, puisqu'il est isolé. Ne conviendrait-il pas de lui donner l'appui de quelques autres branches du même ordre de connaissances et d'études ? Et, comme dans l'ancienne Université on distinguait les docteurs en droit criminel, les docteurs en droit civil, ne pourrait-on pas avoir, à côté des gradués ordinaires, des gradués particuliers dans le droit administratif et politique ?... La diplomatique et toutes ses branches, le droit des gens,

Deuxième année

Droit romain : matières spéciales intéressant particulièrement le droit français (un semestre);
Droit civil;
Droit criminel;
Droit administratif;
Droit international public (un semestre).

---

le droit international, c'est-à-dire le droit des gens appliqué à toutes les matières d'État et de commerce, l'histoire des traités qui est l'histoire même de la constitution des États, le droit public de l'Europe actuelle..., notre régime financier, si vaste et si nouveau, l'économie politique..., toutes ces sciences ont été professées autrefois avec un grand éclat dans les universités. Elles le sont encore, pour la plupart, dans tout le Nord; elles le sont en Allemagne, en Angleterre, en Italie. Elles ne le sont en France nulle part ou n'occupent à peine que deux ou trois chaires sans lien entre elles, ne composant point un cours d'études, ne contribuant en rien à former la pépinière des serviteurs de l'État. Serait-il bien de rassembler toutes ces sciences... en un même faisceau? Cet ordre nouveau de connaissances et d'épreuves ne préparerait-il pas utilement à l'État des magistrats, des administrateurs, des représentants de l'intérêt et du droit de la France au dehors? N'attirerait-il pas aussi ces jeunes hommes des classes éclairées qu'on voit s'inscrire aux écoles de droit sans se destiner au barreau, ceux qui, sans se mettre directement, par des fonctions, au service de la chose publique, aspireraient simplement à tenir leur place d'une manière honorable dans la commune, dans le département, dans l'État? »

Les Facultés furent appelées à délibérer sur les diverses questions traitées dans ce rapport. Celles d'Aix, de Caen, de Dijon, de Grenoble, de Poitiers, de Rennes, de Toulouse, reconnurent la nécessité de développer l'enseignement des sciences administratives. Celle de Strasbourg alla beaucoup plus loin. Elle réclama une chaire de statistique et de science administrative proprement dite, une chaire d'économie politique et de science financière, une chaire de droit public comparé. Elle démontra que, sans une connaissance générale des diverses matières du droit, l'étude des sciences politiques et administratives est impossible, parce qu'elle manquerait d'une de ses bases, et elle traça le programme complet d'une Faculté de droit et de sciences politiques et administratives « telle que, disait-elle, le meilleur intérêt des études et l'honneur comme l'expérience de notre temps et de notre pays exigent que nous en voyions surgir dans toutes les villes de France, sièges actuels des Facultés de droit ».

Un projet de loi fut rédigé et déposé en 1847.

« Sous l'empire d'institutions comme les nôtres, lisait-on dans l'exposé des motifs, n'ouvrira-t-on pas d'une façon plus large le champ de la connaissance du droit public? Ne lui donnera-t-on pas l'appui de cours de droit naturel, de droit maritime, d'économie politique qui fleurissent dans toutes les universités d'Europe presque sans exception et qui sont à peu près inconnus parmi nous?

Troisième année

Droit civil;
Droit commercial ;
Droit international privé (un semestre);
Procédure civile (un semestre) et, au choix des étudiants, un des cours semestriels suivants :
Procédure civile (voies d'exécution);
Législation financière;
Et droit maritime, dans les facultés où existe cet enseignement.

» Ces questions ne nous ont point paru douteuses ; elles ne l'ont pas été pour la haute commission qui les a longuement pesées et mûries. Elles se lient à l'appréciation de la nature et de la mission de notre Gouvernement, de l'état vrai et des besoins de notre société. »

Et le texte ajoute :

« Le droit administratif pourra être divisé en plusieurs cours et donner à la législation industrielle, par exemple, une place plus appropriée aux besoins généraux de la société, et, en particulier, de certaines contrées. » Quant à l'économie politique, elle ne peut, d'après le même exposé des motifs, trouver de place ailleurs que dans les facultés de droit, et elle est « indispensable à la jeunesse des écoles, puisque cette jeunesse est destinée à toutes les carrières pour lesquelles la science de la richesse publique, dans l'état présent des idées et des faits, est une nécessité première. »

La Révolution empêcha le projet d'aboutir ; mais, dès le 8 mars 1848, le Gouvernement provisoire décréta la création d'une grande école d'administration qui fut installée, le 8 juillet suivant, au Collège de France.

Le 9 juin 1849, M. de Falloux, ministre de l'instruction publique, présenta un projet de loi ayant pour objet de créer dans toutes les facultés de droit l'enseignement du droit public et administratif. L'école récemment ouverte était supprimée par l'article 9, à la fois comme superflue et comme insuffisante.

Mais le Gouvernement ayant annoncé un projet de loi d'ensemble sur l'enseignement supérieur, la commission de l'Assemblée, qui avait d'abord adopté « l'établissement, dans toutes les facultés de droit, d'un enseignement du droit public et administratif comprenant des notions d'économie politique et de statistique », renvoya l'examen de cette question à la loi générale. Dans la discussion, le Ministre promit formellement à M. Wolowski de dresser un plan d'études comprenant l'économie politique, les finances, la statistique, le droit public. Mais il ne resta du débat que cette promesse, dont le coup d'Etat empêcha l'exécution, et une réalité : la suppression de l'école d'administration.

Il fallut attendre la fin de l'Empire pour que l'idée de la réforme fût reprise. Elle le fut naturellement par M. Duruy, dont le nom est inséparable de tant de progrès accomplis ou tentés dans l'enseignement public. Il soumit, en 1869, au Conseil impérial, un projet instituant à la Faculté de droit de Paris une section administrative et politique. Ce projet, savamment préparé par MM. Giraud, Batbie, Leveillé, Blanche et Boulatignier,

TITRE II

DES EXAMENS

Art. 2. — Les examens qui déterminent la collation du grade de licencié en droit sont au nombre de trois :

Le premier est subi à la fin de la première année d'études, après la quatrième et avant la cinquième inscription trimestrielle ;

---

fut adopté par le Conseil impérial de l'Instruction publique, puis transmis au Conseil d'État ; mais peu de jours après, au départ de M. Duruy, il fut retiré par ordre.

Ainsi, depuis le commencement du siècle, sous tous les régimes qui s'étaient succédé, le problème était resté posé et n'avait reçu, de la part de l'État que des solutions incomplètes ou temporaires. Il était impossible que la République ne cherchât point à en finir avec ces hésitations et ces tâtonnements.

En 1876, fut déposée au Sénat une proposition due à l'initiative de M. Carnot et de M. Jules Simon et tendant au rétablissement de l'école publique d'administration. La commission sénatoriale y substitua un contre-projet dont M. de Parieu fut le principal rédacteur, et qui organisait délibérément dans les Facultés de droit l'enseignement du droit administratif, du droit constitutionnel comparé, de l'économie politique, de la science financière, du droit des gens et de l'histoire des traités, « avec la sanction d'un diplôme de docteur ès sciences politiques et administratives. »

Ce contre-projet fut soumis, en 1878, aux Facultés de droit qui s'y montrèrent, en grande majorité, favorables. La Faculté de Paris, cependant, combattit le sectionnement du doctorat et indiqua sa préférence pour la création, au-dessus d'une licence en droit proprement dite, d'une licence ès sciences politiques et administratives.

Cette intéressante consultation fut le prélude d'une transformation graduelle, dont les décrets du 28 décembre 1878, du 28 décembre 1880 et du 24 juillet 1889 marquent les phases successives. On peut suivre, dans les règlements de la licence et du doctorat, le progrès continu des idées nouvelles. La place est faite de plus en plus large au droit public et à l'économie sociale. Les Facultés ne se bornent plus à interpréter les lois ; elles élargissent leurs cadres ; elles n'enseignent plus seulement pour la salle d'audience et pour la chambre des délibérations, elles enseignent en vue de la haute culture scientifique ; elles rajeunissent leurs méthodes sous l'influence de la critique et de l'histoire.

L'heure a paru venue de mettre à profit les résultats de cette expérience et de coordonner l'œuvre commencée.

Il y a deux ans, par une circulaire du 13 juillet 1893, j'avais provoqué sur ce grave sujet les délibérations des Facultés de droit. J'avais tenu à leur laisser toute latitude, à ne leur soumettre aucun programme, à ne pas enfermer leur enquête dans les limites étroites d'un questionnaire. Elles ont fait, en pleine liberté, connaître leurs avis motivés. De la diversité des opinions exprimées se dégage cette vue dominante, que les matières qui sont ou qui peuvent être enseignées dans les Facultés de droit sont trop vastes pour être, au degré supérieur, étudiées par tous ceux qui aspirent

Le deuxième, à la fin de la deuxième année, après la huitième et avant la neuvième inscription;

---

au grade de docteur, et que, dès lors, c'est servir les véritables intérêts de la science et du pays que de faire dans ce large ensemble des provinces différentes, et que de substituer à l'unique diplôme de docteur en droit deux ou plusieurs diplômes portant chacun une mention distincte et correspondant chacun à un programme déterminé d'études.

Mais, avant de réaliser cette conception, je suis tombé d'accord avec la section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique qu'au préalable il fallait fortifier la licence.

Il n'y a pas à dissimuler qu'en aucun temps le niveau de la licence en droit n'a été suffisamment élevé. Cette infériorité relative était assurément l'objection la plus grave qu'on pût faire à l'organisation d'un doctorat scindé, dont les diverses sections ne comporteraient pas la reprise et la revision des parties fondamentales du droit. Les représentants des Facultés de droit au Conseil supérieur ont insisté sur cette objection et ils ont pensé qu'on ne pouvait la lever qu'en rehaussant la valeur scientifique du grade de licencié. Il leur a paru que, si ce grade impliquait à un degré plus élevé la possession de ce qui est la substance essentielle des études juridiques, il deviendrait possible et d'abréger la durée aujourd'hui excessive de la préparation au doctorat, et d'organiser ce grade avec plus d'indépendance et un plus grand souci des divers besoins auxquels doivent satisfaire les études supérieures des Facultés de droit. De la sorte, il pourrait être tenu compte, sans rien sacrifier d'essentiel, de la nécessité qui s'impose à l'État de faire une place de plus en plus large dans l'enseignement public à ces sciences d'ordre politique dont il ne revendique pas le monopole, mais qu'il est, plus que jamais, de son devoir de cultiver et de développer.

Une autre raison, sur laquelle aussi je suis tombé d'accord avec la section permanente, m'a paru également rendre nécessaire une réforme de la licence. Le législateur de 1889 a attaché le bénéfice de l'article 23 de la loi sur le recrutement de l'armée au doctorat et non à la licence en droit. Or, il n'est pas douteux que l'effet de cette mesure sera, quoi qu'on fasse, d'abaisser le niveau du doctorat. Les grades supérieurs ne se maintiennent haut que s'ils ne sont recherchés que par une élite, et ils ne sont recherchés par une élite que s'ils conservent un caractère désintéressé. Aussi, dans l'enquête, la plupart des Facultés, soucieuses de conserver au doctorat en droit la valeur qu'il a prise, ont-elles demandé que le bénéfice de l'article 23 fût transféré à la licence. Dans l'état présent des choses, le Gouvernement ne saurait aborder l'examen de cette question. Les raisons qui ont empêché les Chambres en 1889 d'assimiler, à ce point de vue, la licence en droit aux licences ès sciences et ès lettres, subsistent toujours. Mais il semble qu'on les ferait disparaître en élevant le niveau de la licence.

Si à ces diverses considérations l'on ajoute que les professions et les fonctions auxquelles donne accès le diplôme de licencié en droit confèrent à ce grade une importance sociale qui impose aux Facultés le strict devoir d'en mettre la valeur en rapport avec les prérogatives qu'il comporte, on ne pourra manquer de reconnaître qu'une réforme de la licence en droit

Le troisième, à la fin de la troisième année, après la douzième inscription ;

Le deuxième et le troisième se subdivisent en deux parties.

était le préliminaire indispensable d'une réforme sérieuse et durable du doctorat.

Telles sont, Monsieur le Président, les idées générales desquelles s'inspirent les décrets que j'ai l'honneur de vous soumettre. Je ne saurais mieux faire, pour en justifier les dispositions essentielles, que de placer sous vos yeux la plus grande partie du rapport présenté au Conseil supérieur de l'Instruction publique par M. Bufnoir, professeur à la Faculté de droit de Paris, au nom de la Commission chargée par le Conseil d'examiner les projets que je lui avais soumis.

§ 1er.

MODIFICATIONS AU RÉGIME DE LA LICENCE EN DROIT.

La médiocrité actuelle des études de licence en droit tient à des causes diverses. Il en est qui peuvent être imputées, dans une certaine mesure, à une organisation défectueuse de l'enseignement. D'autres sont imputables au mauvais travail des étudiants dont un trop grand nombre poursuivent sans goût ni application des études entreprises au hasard, auxquelles ils dérobent au profit d'autres occupations une partie, la plus considérable souvent, du temps qui devrait leur être consacré, quand ils ne se laissent pas entraîner à une vie d'oisiveté.

A ces causes de faiblesse, les projets qui vous sont soumis s'efforcent d'obvier par un ensemble de mesures qui semblent modestes à première vue, mais qui, en améliorant à la fois le régime des études et celui des examens, paraissent devoir donner de bons résultats Elles se complètent par une réorganisation des conférences en vue de susciter, d'encourager et de seconder le travail des étudiants, un peu trop abandonnés à eux-mêmes aujourd'hui, et à qui font défaut le contact immédiat et la direction spéciale des maîtres.

Les modifications proposées au régime de l'enseignement tendent, d'un côté, à en améliorer la méthode en ce qui touche les parties fondamentales, de manière à lui faire produire la plus grande part d'utilité possible, et, d'un autre côté, à concentrer l'attention et les efforts des étudiants sur les matières principales sans les disperser sur des matières intéressantes sans doute, mais épisodiques et auxquelles la place est nécessairement trop mesurée pour qu'elles reçoivent les développements qui seraient désirables.

Les innovations relatives à la méthode d'enseignement concernent le droit romain et le droit civil français, c'est-à-dire les enseignements dont la durée dépasse une année et qui trouvent leur sanction dans des examens qui portent distinctement sur les parties enseignées dans chaque année. Ces examens morcelés et que ne domine aucune synthèse préliminaire ne laissent dans l'esprit que des impressions morcelées également et qui ne se fondent pas dans une conception suffisante de l'ensemble.

Art. 3. — Le premier examen porte sur les matières qui font l'objet des enseignements de première année.

Il comprend quatre interrogations; une sur le droit romain, une sur le

---

On pourrait chercher le remède dans un système qui rejetterait l'examen à une époque où il pourrait embrasser toute la matière, mais l'expérience montre que les étudiants ont absolument besoin d'être soutenus et maintenus dans un travail régulier par la perspective d'examens suivant pas à pas l'enseignement qu'ils reçoivent. D'autre part, pour le droit civil, cela conduirait à un examen unique et final infiniment trop vaste, qui embrasserait l'enseignement de trois années. Pour le droit civil encore, cela n'obvierait pas aux difficultés que l'ordre actuellement imposé pour la répartition des matières entre les trois années crée aux professeurs et aux étudiants.

On a donc été conduit à proposer un système de répartition de l'enseignement du droit romain et du droit civil qui lui imprime une plus grande unité en en coordonnant les diverses parties suivant un ordre rationnel, sans porter une atteinte trop grave à la liberté scientifique du professeur.

Il semble que le mieux serait de laisser cette liberté entière et complète, en permettant à chacun de distribuer à son gré, suivant l'ordre et la méthode qui lui paraîtraient préférables, les diverses parties de son enseignement et en répartissant les matières de chaque examen suivant le programme annuel du professeur lui-même. C'est ainsi que les choses se passent aujourd'hui pour le droit romain, et, à ce point de vue du moins, on peut penser que l'introduction d'une règle uniforme est une mesure rétrograde

Malheureusement, on est obligé de compter avec les interruptions d'études assez fréquentes résultant de causes diverses, telles que le service militaire, une maladie, l'ajournement à un examen, comme aussi les changements de facultés qui peuvent avoir des motifs très légitimes. Dans ces divers cas, avec la liberté de son programme laissée à chaque professeur, l'étudiant n'aurait pas la certitude de trouver le complément des études commencées et, chose plus grave, les examens qu'il serait appelé à subir présenteraient pour partie des lacunes peut-être très considérables et pour partie des répétitions dont son indifférence pourrait s'accommoder, mais non le bien de ses études. C'est ce qui est arrivé pour le droit romain, sous le régime actuel, particulièrement à Paris, où, en dehors des faits accidentels qui viennent d'être signalés, la dualité des cours et des programmes a pu favoriser des calculs regrettables.

Le problème n'a pas été résolu de la même manière pour le droit romain et pour le droit civil français. Pour le droit romain, la solution a pu être empruntée à la pratique suivie dès à présent par certains professeurs et qui paraît excellente parce que, en même temps qu'elle s'applique à la difficulté dont il s'agit ici, elle concilie très heureusement deux méthodes d'enseignement du droit romain dont chacune a son utilité propre et aussi ses partisans. Elle a d'ailleurs, en outre, l'avantage de venir en aide à l'enseignement du droit français en présentant aux étudiants, dès la première année, un tableau d'ensemble des institutions du droit civil.

L'économie en est très simple : en première année, un exposé général

droit civil, une sur l'économie politique, une sur l'histoire du droit français, le droit constitutionnel et l'organisation des pouvoirs publics.

Le jury est composé de quatre examinateurs.

---

des institutions du droit romain envisagées particulièrement dans leur développement historique; en deuxième année (cours semestriel), l'étude spéciale des matières choisies par le professeur parmi celles qu'il jugera les plus intéressantes pour l'étude du droit français, ce qui implique l'examen attentif des textes et l'initiation des élèves aux procédés des jurisconsultes romains. La matière de ce cours pouvant varier suivant les années, il deviendra un auxiliaire très utile de la préparation au doctorat pour l'examen du droit romain.

Pour le droit civil français, l'établissement d'un plan général et uniforme de répartition des matières entre les trois années constitue un problème beaucoup plus délicat à résoudre. La solution pourrait en être simplifiée par l'institution d'un cours d'ensemble placé en première année. Mais cela ne serait possible qu'en portant à quatre ans la durée des études de licence: ce qui nécessiterait une réforme plus profonde à laquelle l'opinion publique ne paraît pas préparée.

Il faut donc en revenir à une distribution plus méthodique des matières, qui pourrait être empruntée à certains ouvrages publiés à l'étranger et qui comporterait : 1° une partie générale comprenant un certain nombre de notions qui trouvent leur application dans toutes les autres parties; 2° la série des matières spéciales coordonnées suivant un ordre rationnel et formant pour chaque année un ensemble synthétique dans lequel pourrait se mouvoir librement la méthode personnelle du professeur. Un plan établi d'après cette conception a été préparé; mais, pour ne rien précipiter en une matière d'une telle importance et pour donner aux intéressés le temps de produire, s'il y a lieu, leurs observations, l'examen en a été réservé pour la prochaine session du conseil supérieur.

On doit aussi regarder comme une modification heureuse apportée au régime actuel de l'enseignement la suppression, dans les programmes de la troisième année, d'un certain nombre des cours trimestriels à option, qui y avaient été introduits par le décret du 24 juillet 1889. Le but de cette innovation était double : on voulait, par des enseignements plus variés offerts au libre choix des étudiants, les soustraire à un régime d'études trop uniforme et leur permettre de donner satisfaction à leurs goûts personnels et aux besoins de leurs carrières futures. C'était aussi un moyen de faire pénétrer dans le cadre des études des matières nouvelles en dehors de celles qui forment le fond de l'éducation judiciaire.

L'idée était séduisante; mise à l'épreuve de la pratique, elle n'a pas donné les résultats sur lesquels on avait cru pouvoir compter; les options des étudiants ont paru plus d'une fois déterminées par de tout autres considérations que celles tirées de leurs préférences scientifiques ou de leurs vues d'avenir; les études nouvelles se sont trouvées trop à l'étroit dans le temps qui leur était parcimonieusement mesuré et le peu de profit qu'elles pouvaient ainsi donner ne compensait pas suffisamment la dispersion d'efforts et d'attention qui portait gravement atteinte aux enseignements fondamentaux.

Art. 4. — La première partie du deuxième examen comporte deux interrogations sur le droit civil et une sur le droit romain.

La seconde partie comporte une interrogation sur le droit criminel, une

---

Ces résultats négatifs ou fâcheux ont été signalés avec force, dans l'enquête, par la Faculté de Lille. Autant qu'on peut le croire, l'opinion générale n'est pas contraire. La section permanente et, après elle, votre commission, en ont jugé de même. Ce n'est pas qu'elles aient conclu à la suppression en bloc des enseignements ainsi visés. Elles en ont maintenu quatre dans des conditions nouvelles et, quant aux autres, elles ont pensé qu'ils trouveraient plus utilement place dans le doctorat.

L'idée dirigeante à cet égard a été que, pour porter les études à la hauteur nécessaire, il fallait concentrer les efforts de l'étudiant sur les parties fondamentales du droit au lieu de les disperser dans des directions diverses. C'est cette idée qui a déterminé le choix des enseignements semestriels qui ont été maintenus avec une faculté d'option très limitée ! Tous ont un double caractère commun d'être des enseignements d'utilité plutôt générale et d'intervenir comme auxiliaires ou comme compléments des grands cours fondamentaux. Un d'eux reprend même le caractère de cours obligatoire dont il avait été dépossédé en 1889 : c'est le droit international privé, dont il n'y a pas à démontrer l'importance à la fois scientifique et pratique et qui peut venir utilement en aide à l'enseignement du droit civil. Deux autres ont été conservés comme cours à option dans toutes les Facultés et un troisième dans celles où il existe. Les deux premiers sont le cours sur les voies d'exécution, complément du cours général de procédure civile et à certains égards du cours de droit civil lui-même, et le cours de législation financière considéré comme complément du cours de droit administratif ; le troisième est le cours de droit maritime, qui est une partie intégrante du code de commerce.

Le choix de l'étudiant n'a d'ailleurs à porter que sur un seulement de ces deux ou de ces trois enseignements, ce qui réduit au total à sept semestres la durée des cours à suivre dans la troisième année, au lieu de huit semestres comme aujourd'hui. Comme l'a fait remarquer encore la Faculté de Lille, c'est du temps de gagné pour le travail personnel au profit de ces grands enseignements de droit civil et de droit commercial sur lesquels doit se concentrer l'effort principal en cette année qui termine et couronne les études de licence. C'est ainsi que cette modification par voie de suppression d'enseignements un peu disparates peut avoir et aura vraisemblablement pour effet de fortifier sensiblement les études de la licence en droit.

C'est pour ne pas compromettre cet heureux résultat, espéré sinon absolument assuré, que votre commission, à son grand regret, n'a pas cru devoir accueillir une demande tendant au maintien dans les cours à option de la troisième année de l'enseignement de la législation coloniale, en le réduisant au besoin à l'étude de la colonisation en Algérie. C'est un de ceux qui se trouvent transportés au doctorat. Cette demande, émanée de la commission coloniale de la Chambre des députés et transmise à M. le ministre des colonies, invoque des raisons sérieuses, telles que l'intérêt de vulgariser la connaissance des questions de colonisation et de contribuer à

interrogation sur le droit administratif, une interrogation sur le droit international public.

A chacune des deux parties, le jury se compose de trois examinateurs.

Paris à l'instruction des élèves de l'école coloniale. Mais l'enseignement de la législation coloniale dans les conditions indiquées, ne présente pas les caractères d'après lesquels votre commission, d'accord avec la section permanente, a déterminé, pour le bien de l'ensemble des études, les cours à option qui peuvent être admis à côté des enseignements principaux sans risquer de nuire à ceux-ci.

Au point de vue de la vulgarisation des questions coloniales, les Facultés de droit rempliront suffisamment leur mission propre en enseignant la législation et l'économie coloniales au profit non seulement des étudiants en doctorat ou des élèves de l'École coloniale, mais de toute personne qui, dans un intérêt quelconque, mais plus spécialement dans un intérêt scientifique, désirera s'initier à ces questions.

Peu de mots suffiront pour exposer les innovations apportées au régime des examens de licence. En négligeant quelques modifications secondaires, telle que celle qui supprime la division en deux parties de l'examen de première année dans le but d'alléger le fardeau si lourd qui pèse sur les examinateurs dans quelques facultés, ces innovations se réduisent à deux, savoir: l'introduction de deux compositions écrites éliminatoires à la première partie du troisième examen, et le relèvement des notes exigées pour la réception des candidats dans tous les examens.

Il est possible que les Facultés de droit ne soient pas en majorité favorables à l'admission des compositions écrites dans les examens qui se passent devant elles. Elles ont trop gardé le souvenir de la composition de droit civil jointe, à une autre époque, au dernier examen de la licence et qui était insignifiante. Mais elles ne doivent pas perdre de vue que, s'il en était ainsi, c'est que cette composition n'était pas éliminatoire. Il en sera sans doute autrement et il dépendra d'elles qu'il en soit autrement désormais, puisque dans le régime nouveau elles seront éliminatoires. Elles porteront, l'une sur le droit civil, l'autre sur le droit commercial.

La section permanente n'avait admis qu'une seule composition, portant, au choix du candidat, sur l'une ou sur l'autre de ces deux matières. Votre commission a jugé que ce ne serait pas trop d'en demander deux. Elle a considéré qu'en un certain sens, au lieu de surcharger le candidat, cela lui serait plutôt favorable en lui permettant de se relever, par la valeur de l'une des deux compositions, de l'infériorité de l'autre, puisqu'elles seront l'objet d'un jugement commun.

Elle a pensé aussi qu'en donnant plus d'étendue à l'examen écrit, on rapprocherait davantage la licence en droit des autres licences. Même quelques membres auraient voulu, pour mieux assurer ce résultat, qu'une composition écrite fût jointe aux examens des deux premières années. Ils faisaient valoir, en outre, qu'une composition écrite exigeant une préparation spéciale est un stimulant puissant du travail personnel et qu'il serait bon que ce stimulant exerçât son action pendant toute la durée des études. La majorité de la commission n'a pas cru devoir aller jusque-là.

Art. 5. — La première partie du troisième examen comprend une épreuve écrite et une épreuve orale.

L'épreuve écrite consiste en deux compositions, l'une sur une question de droit civil, l'autre sur une question de droit commercial.

A demander trop tôt des compositions écrites à des jeunes gens qui débutent dans des études complètement nouvelles pour eux, on s'expose à n'obtenir du plus grand nombre que des travaux insuffisants dont, par la force des choses, on serait amené à se contenter. En troisième année, alors que l'étudiant aura parcouru le cycle entier des études juridiques, on aura le droit et le devoir de se montrer plus exigeant. Il est d'ailleurs permis de penser que l'influence heureuse attribuée à la composition écrite comme stimulant du travail personnel ne s'en fera pas moins sentir dans les années antérieures : c'est à quoi aideront les conférences où les travaux écrits sont sans doute appelés à jouer un grand rôle.

Le relèvement des notes exigées pour l'admission dans les examens oraux était devenu absolument nécessaire. Le système actuel favorisait des calculs permettant aux candidats de négliger complètement deux matières dans quelques-uns des examens divisés en deux parties et d'obtenir ainsi le diplôme de licencié sans avoir rien appris, par exemple, du droit administratif ou même du droit romain. Quelques facultés ont proposé de « solidariser » les deux parties de l'examen en prononçant le rejet du candidat qui aurait obtenu dans l'ensemble deux boules noires, ou une noire et une rouge. Cela aurait pu paraître trop rigoureux dans bien des cas.

Il suffira, en laissant à chacune des parties d'un examen son indépendance, d'admettre : 1° que deux boules rouges-noires entraîneront l'ajournement ; 2° que la nullité sur une matière pourra également entraîner l'ajournement après délibération du Jury. Cette dernière mesure protégera efficacement, contre les calculs auxquels il a été fait allusion, les matières qui ne donnent lieu dans l'examen qu'à une seule interrogation : tel sera le droit civil dans l'examen de première année, où, sans cela, il paraîtrait avec raison avoir une place trop effacée.

Il est bon d'appeler aussi l'attention sur la suppression de la session d'examens du mois de janvier pour les candidats ajournés à une partie en juillet ou en novembre. Bien qu'elle ait été critiquée par la Faculté de Nancy dans les observations qu'elle a fait soumettre à votre commission, cette suppression a paru nécessaire, parce que le candidat admis ainsi en janvier n'a plus un temps suffisant pour préparer sérieusement et utilement l'examen qui doit suivre à la session de juillet ; il en résulte une véritable désorganisation des études pour les candidats attardés.

Il ne paraît pas nécessaire d'entrer ici dans le détail de la réorganisation des conférences considérées comme auxiliaires des études de licence. Elles ne sont pas rendues obligatoires, mais les étudiants laborieux seront encouragés à les suivre, d'abord pour le profit qu'ils en tireront, et aussi à raison de la disposition qui autorise la production aux examens des notes obtenues aux conférences. On doit s'attendre à les voir fréquentées par les bons élèves, et elles contribueront ainsi à fournir une élite de plus en plus nombreuse qui influera heureusement sur le niveau général, en autorisant et en rendant plus facile la rigueur à l'égard de ceux qui persisteraient à

Il est accordé trois heures pour chaque composition.

En dehors des codes, les candidats ne peuvent faire usage d'aucun livre ou manuscrit.

Pour chaque groupe de candidats et pour chaque composition, il est donné deux sujets entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

L'épreuve écrite est éliminatoire.

L'épreuve orale de la première partie consiste en interrogations sur le droit civil et sur le droit commercial.

Le jury de la première partie comprend trois examinateurs. La troisième interrogation porte, au choix de l'examinateur, sur le droit civil ou sur le droit commercial.

La deuxième partie comporte trois interrogations : une sur le droit international privé, une sur la procédure civile et la troisième sur la matière du cours semestriel à option choisie par le candidat.

Le jury se compose de trois examinateurs.

Art. 6. — Un arrêté ministériel déterminera la répartition des matières de droit civil entre les divers examens.

Art. 7. — L'admissibilité, l'admission ou l'ajournement des candidats sont prononcés après délibération du jury.

Aux diverses épreuves orales, une boule noire et une rouge-noire ou deux rouges-noires entraînent l'ajournement,

La nullité sur une des matières de l'examen peut entraîner l'ajournement, après délibération du jury.

Art. 8. — A tous les examens, les notes obtenues aux conférences par les candidats sont communiquées au jury. Il en est tenu compte dans l'appréciation des épreuves.

Les étudiants des établissements libres peuvent invoquer le bénéfice de la disposition qui précède.

Art. 9. — Les sessions d'examens ont lieu deux fois par an, à la fin et au début de l'année scolaire.

Les dates en sont fixées par le doyen.

---

considérer les études de droit comme chose sans importance.

Dans ces conditions nouvelles, il dépendra de la vigilance et de la fermeté des Facultés, représentées par les Jurys d'examens, d'assurer à la licence en droit la « valeur et la bonne renommée que l'opinion ne lui accorde pas aujourd'hui et d'obtenir ainsi du législateur qu'il l'assimile aux autres licences pour l'application de la loi militaire. »

Si les Facultés savent remplir ce devoir, il est probable que la licence en droit deviendra difficilement accessible à un assez grand nombre de jeunes gens qui y arrivent à grand'peine, et qui la recherchent en vue de carrières ou de professions auxquelles suffirait une connaissance simplement pratique du droit. Pour eux, il y aurait à songer à une réorganisation sérieuse d'un titre existant aujourd'hui sous la dénomination de certificat de capacité en droit. Cette réorganisation, demandée depuis longtemps par les Facultés, serait, dans une certaine mesure, favorable au rehaussement de la licence en la débarrassant d'une clientèle un peu inférieure, en même temps qu'elle donnerait satisfaction à une catégorie assez nombreuse de personnes pour qui la licence n'est pas nécessaire et va devenir moins abordable. L'administration supérieure, dont l'attention a été appelée sur cette question, n'a pas pensé qu'elle dût être liée à la réforme actuelle, mais elle l'a réservée et elle pourra recevoir solution à une date prochaine.

Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des deux sessions réglementaires.

Art. 10. — Les deux parties d'un même examen sont subies en deux jours consécutifs dans l'ordre fixé par le présent décret.

---

§ 2

MODIFICATIONS AU RÉGIME DU DOCTORAT EN DROIT.

I

Économie générale de la réforme.

Le projet de décret spécial au doctorat prend comme base de l'organisation qu'il propose, non pas un double doctorat comme on l'a dit quelquefois *brevitatis causa*, mais un doctorat en droit auquel peuvent conduire deux régimes d'études différents. Il se produirait donc ici quelque chose d'analogue à ce qui a été établi par exemple pour la licence ès lettres. Dans l'état actuel de la législation, en effet, il ne paraît pas que les Facultés de droit puissent délivrer un diplôme de docteur autre que celui de docteur en droit, mais rien ne s'oppose à ce que ce diplôme soit accompagné de mentions faisant connaître une direction spéciale d'études.

Il a paru que cette organisation d'un doctorat ainsi construit d'après deux types distincts était le seul moyen de donner une place et une sanction suffisantes à tout un groupe d'études dont l'État ne peut plus se désintéresser, que l'on appelle aujourd'hui les sciences politiques et que l'on appellera peut-être demain les sciences sociales, lorsque l'enseignement en aura pris l'essor qui lui paraît réservé. Tel a été comme principe, mais avec des divergences assez profondes au point de vue de l'application, le sentiment qui a été manifesté dans l'enquête de 1893-1894 par la grande majorité des Facultés de droit.

Il ne faudrait pas croire cependant ni laisser dire que jusqu'ici les Facultés de droit vouées au culte exclusif du droit romain et du droit civil étaient demeurées fermées aux études étrangères à ce type unique, imposé uniformément et exclusivement à tous leurs étudiants. Elles se sont au contraire montrées toujours empressées à ouvrir leurs portes aux enseignements nouveaux qu'on a bien voulu leur accorder, et elles se sont mises promptement en mesure de les donner avec une compétence que l'on contesterait en vain et qui atteste la valeur éducatrice, la souplesse et la fécondité de leurs anciennes disciplines.

La réforme du doctorat opérée en 1881 (décret du 20 juillet 1882) a favorisé, il serait injuste de le méconnaître, le développement de cette tendance à sortir des voies et des limites anciennes pour aborder des problèmes nouveaux ; la latitude laissée aux candidats au doctorat de choisir à leur gré une partie des matières des examens qu'ils étaient appelés à subir détermina des vocations spéciales, et la variété de plus en plus grande des thèses attesta bientôt la force et la persévérance d'un mouvement qui depuis lors ne s'est pas démenti, mais au contraire est allé s'accentuant chaque jour davantage. Nombreuses sont aujourd'hui les thèses de valeur sur

Toutefois, à la première partie du troisième examen, l'épreuve écrite et l'épreuve orale ne sont pas subies le même jour et peuvent être séparées par un intervalle de plusieurs jours.

Art. 11. — Tout étudiant doit, à moins d'une autorisation du doyen qui

---

des sujets pris en dehors des enseignements traditionnels, en même temps que d'autres démontraient que le culte de ces enseignements n'avait pas souffert de ce voisinage nouveau.

En présence de ces faits, on a pu se demander si, en faisant une réforme sur les bases qui ont été indiquées plus haut, on ne risquait pas de sacrifier une fois de plus le bien à la recherche problématique du mieux et de compromettre les intérêts mêmes que l'on veut servir. La question était faite pour inquiéter les esprits les plus résolus, surtout parmi les hommes qui ont dû prendre leur part de responsabilité dans la solution. Si aucune immunité n'était attachée à la possession du grade de docteur en droit ; s'il n'y avait là, suivant une expression souvent répétée ces temps-ci, qu'un grade de luxe, les choses iraient plus simplement ; chacun se dirigerait du côté où l'appelleraient ses aptitudes et ses goûts, et, s'il y avait quelque différence de valeur entre les diplômes suivant la mention dont chacun serait revêtu, l'opinion publique ne s'y tromperait pas. Le malheur est qu'à l'heure actuelle au moins, une atténuation considérable du service militaire en temps de paix est attachée au doctorat en droit acquis avant un certain âge, et, s'il y a d'un côté plus de facilité pour l'acquérir que de l'autre, la foule de candidats se portera de ce côté, et comme toujours le grade recherché par le plus grand nombre se dépréciera au niveau de la moyenne des candidats, et l'autre sera relativement délaissé.

Mais nous sommes en face d'une véritable nécessité sociale. Il n'est pas vrai que celui qui a été fait jusqu'ici, pour assurer la diffusion des études dont l'ensemble peut être compris sous la dénomination de sciences politiques, soit suffisant. En somme, ces études ne sont encore qu'au second plan dans les Facultés de droit. Il faut que la lumière sur les questions de cet ordre se répande à profusion, et pour cela il est nécessaire de mettre ces études dans l'enseignement des Facultés de droit au degré supérieur sur le même plan que les études juridiques proprement dites.

Je dis dans les Facultés de droit, parce que je considère comme résolue *ipso facto* la question qui a été quelquefois débattue de savoir si le siège de cet enseignement peut avec avantage être placé dans les Facultés de droit. Souvent, c'est au nom même de l'intérêt bien entendu de ces Facultés qu'on a cherché à les détourner d'un présent pernicieux. Les Facultés de droit, sans prétendre s'attribuer un monopole exclusif, ont répondu et répondu victorieusement, en montrant qu'elles étaient préparées pour mener de front les deux enseignements, et même c'est dans l'ordre des sciences politiques qu'elles ont, depuis un certain nombre d'années, manifesté plus particulièrement leur activité scientifique ravivée, si on peut dire ainsi, au contact de ces études plus modernes.

Le danger signalé et qui se rattache aux dispositions de la loi militaire n'en existe pas moins, mais, il faut l'espérer, pour un temps très court. C'est au législateur d'y pourvoir en tenant compte des efforts qui vont être faits pour rehausser la valeur des études de licence ; en attendant, nous ne pouvons que faire appel à la vigilance et à la fermeté des hommes qui

n'est accordée que pour cause grave, subir l'examen correspondant à son année d'études à la session de juillet.

Sont seuls admis à se présenter à la session de novembre les candidats ajournés à la session de juillet ou autorisés à ne pas s'y présenter.

---

auront à faire l'application du nouveau système, pour qu'ils ne laissent pas dégénérer notre diplôme de docteur, sous l'une ou sous l'autre de ses formes, en un refuge ouvert à ceux qui veulent se soustraire aux exigences du service militaire.

Le principe d'un sectionnement des études conduisant au doctorat en droit étant admis, conformément à l'avis émis par le plus grand nombre des Facultés, on a dû se demander sur quelles bases se ferait la division.

La plupart des Facultés qui ont été favorables à cette innovation se sont prononcées pour la division en deux branches ou groupes des études aboutissant au doctorat en droit. C'est la solution qui vous est proposée. A aller plus avant dans la voie du sectionnement, on arriverait à une spécialisation excessive dont le grand inconvénient serait de séparer prématurément des études qui doivent se prêter un mutuel appui. C'est ainsi que la Faculté de Dijon, dont le rapport est d'ailleurs si étudié et si intéressant, aboutit à un système dans lequel l'histoire du droit et le droit romain sont séparés du droit civil, même dans le groupe pour lequel elle propose la dénomination de sciences juridiques.

Après mûr examen, votre commission a accepté (après la section permanente) les deux mentions : *sciences juridiques et sciences politiques* pour caractériser respectivement, par leur insertion dans le diplôme, le groupe d'études choisi par le candidat, suivant les programmes qui seront indiqués plus loin.

La scission ainsi formulée a à la fois l'avantage de la netteté et celui de la souplesse : de la netteté, parce qu'elle sépare deux ordres d'études qui affectent des tendances et qui obéissent à des directions et jusqu'à un certain point à des méthodes distinctes; de la souplesse, parce que chacune de ces mentions peut abriter des études diverses unies pour former un type particulier d'éducation de l'esprit, sans être empruntées à des classifications rigides préexistantes. Aucune autre formule n'aurait pu rendre avec la même précision et la même exactitude les idées qu'il s'agissait d'exprimer. On a bien proposé comme équivalentes les mentions suivantes : *droit privé* d'une part, *droit public et sciences économiques* d'autre part. Mais, outre l'impossibilité d'établir en fait une distinction précise entre ce qui appartient au droit public et ce qui appartient au droit privé, tant ces deux parties de la science du droit se pénètrent et se mêlent, une division ainsi présentée aurait exclu du premier groupe toutes les parties du droit public dans le sens général qu'on donne d'habitude à ces expressions.

Or, ce n'est pas ce qu'on a voulu faire; on verra plus loin que si, pour le groupe *sciences juridiques*, c'est le droit privé et son histoire qui obtiennent la place prépondérante dans les examens, ceux-ci peuvent, cependant, porter pour partie sur des matières qui appartiennent ou qu'on peut considérer comme appartenant au droit public. De plus et surtout, dans ce même groupe, le sujet de la thèse peut être choisi dans toutes les parties des sciences juridiques sans exception, c'est-à-dire dans le droit

Art. 12. — Tout étudiant doit subir l'examen correspondant à chaque année d'études devant la faculté où il a pris les inscriptions de l'année.

Le transfert d'une faculté à une autre n'est autorisé, en cours d'année, que dans les formes prescrites par le décret du 30 juillet 1883.

---

public aussi bien que dans le droit privé. Il a donc fallu renoncer à cette distinction pour s'en tenir à l'autre.

La mention *sciences juridiques* marquera clairement, bien que par une sorte de pléonasme inévitable, qu'il s'agit d'un grade attestant chez celui qui l'aura obtenu la science et la qualité de jurisconsulte. Quant à la mention *sciences politiques*, elle a un sens complexe, mais, dès maintenant, suffisamment précisé pour que personne ne puisse en méconnaître la portée. Il a été fait cependant à l'emploi de cette formule une objection tirée de la convenance qu'il peut y avoir à ne point paraître emprunter à un établissement libre son pavillon pour lui faire concurrence. Votre commission, devant qui cette objection a été particulièrement développée, n'a pas cru devoir s'y arrêter. Il y a longtemps que ces expressions sont entrées dans la langue scientifique, et tout esprit non prévenu reconnaîtra sans peine que, même sous cette dénomination, il n'y a rien ici qui puisse créer aucune confusion ni faire ombrage à qui que ce soit.

Il demeure bien entendu, au surplus, qu'il n'est aucunement question d'attacher au nouveau doctorat en droit, sous l'une ni sous l'autre de ses formes, aucun avantage nouveau de nature à le faire rechercher autrement que pour sa valeur scientifique et morale; et quant à l'immunité relative qu'il peut procurer, en ce qui touche le service militaire, les facultés de droit désirent ardemment, comme il a été dit plus haut, la voir transportée à la licence.

Une autre question d'ordre général doit être examinée ici, celle de savoir s'il n'y aurait pas lieu de maintenir dans les deux groupes d'études conduisant au doctorat une matière commune, obligatoire pour tous et qui serait le droit civil français. Cette question, une des plus graves que soulève la réforme, a divisé les facultés qui en ont admis le principe. Six d'entre elles se sont prononcées pour l'affirmative; quatre, pour la négative. Parmi les premières, la faculté de Nancy a fait insister énergiquement près de votre commission pour obtenir satisfaction sur ce point. Cette insistance s'explique par le point de vue particulier auquel cette faculté s'est placée. Ses préférences sont pour un doctorat unique; elle n'a admis le doctorat scindé que subsidiairement, à son corps défendant et comme un pis aller. Pour elle, la mission des facultés de droit est de former des jurisconsultes, et les disciplines nouvelles auxquelles elles ont ouvert la porte ne sont que des auxiliaires et des compléments des études juridiques. Tel n'est pas le sentiment qui a prévalu. On a voulu émanciper les sciences politiques et les soustraire à la tutelle de leurs aînées, dont elles deviennent les égales. Ce que vaut le système, l'expérience le dira; mais, pour que l'expérience soit concluante, il ne faut pas qu'on puisse dire qu'elle a été entravée par les lisières dans lesquelles on aura tenu les nouvelles venues. La division admise, il vaut mieux qu'elle soit faite franchement et sans réserve.

On est donc resté dans la logique de la situation en n'admettant pas au doctorat, dans ses deux branches, l'étude commune et approfondie du droit

Art. 13. — L'étudiant qui n'a pas subi avec succès l'examen correspondant à son année d'études au plus tard à la session de novembre, est ajourné à la fin de l'année suivante et ne peut prendre aucune inscription pendant le cours de cette année.

---

civil. Il est, du reste, certain que de bonnes études de droit civil seront toujours une préparation excellente, on peut même dire nécessaire, à l'étude des sciences politiques. Il s'agit seulement de savoir si, à cet égard, la connaissance acquise du droit civil dans la licence réorganisée ne formera pas une base suffisante. En somme, c'est là-dessus que repose tout le système.

A ces raisons, on peut ajouter que, pour beaucoup de bons esprits, l'étude approfondie du droit civil ne se conçoit guère qu'appuyée sur une connaissance également approfondie du droit romain.

Enfin, comme les examens vont se trouver réduits à deux dans chaque groupe d'études, l'examen commun de droit civil, ne laissant qu'un seul examen pour les sciences politiques, en restreindrait outre mesure le programme et l'importance.

Une chose subsiste, toutefois, des observations présentées par la faculté de Nancy, c'est la nécessité de se préoccuper des conséquences du nouveau régime de doctorat au point de vue du recrutement du corps enseignant. La question a été réservée pour l'époque nécessairement prochaine où l'on devra s'occuper de l'agrégation dans ses rapports avec la constitution nouvelle du doctorat.

On complétera la physionomie générale de la réforme en indiquant que le projet prévoit et réglemente la possibilité pour le docteur reçu avec une des deux mentions d'ajouter l'autre à son diplôme.

II

Organisation et programme des épreuves

La réforme ne touche pas à l'organisation essentielle des épreuves du doctorat ; comme par le passé, les épreuves se divisent en deux catégories : des examens oraux et une thèse. Les Facultés ont été unanimes pour maintenir à cet égard l'état de choses existant, et il est inutile d'examiner les opinions particulières différentes qui ont pu se produire ici ou là. Il y a là deux ordres d'épreuves de nature différente ; les examens ont plus le caractère d'exercices scolaires, la thèse fournit l'élément plus personnel qui ailleurs suffit à lui seul à faire obtenir le grade. Même avec la licence rehaussée, l'opinion très arrêtée des Facultés compétentes est que des examens complémentaires sont indispensables avant d'admettre le candidat à soutenir une thèse. Mais dans l'organisation nouvelle l'importance relative de la thèse semble augmentée ; les examens sont en effet réduits de trois à deux dans chacune des deux branches du doctorat. Le troisième examen avait été établi en 1882 pour permettre de faire une place, au gré du candidat, aux études qui trouveront désormais une place plus large dans le doctorat avec mention *Sciences politiques*.

Pour des raisons diverses, il n'avait pas pris une importance sérieuse et

L'étudiant admis à l'une des deux parties du deuxième ou du troisième examen et ajourné à la seconde conserve le bénéfice de cette admission pendant deux ans au plus.

Le candidat admis à l'épreuve écrite et ajourné à l'épreuve orale de la

---

on n'aurait pu essayer de le relever qu'en exagérant outre mesure les conditions imposées aux candidats pour obtenir le grade, alors que l'opinion publique considérait déjà que ces conditions dépassaient ce qui devait être raisonnablement exigé. Pour échapper à l'objection, il aurait fallu, en maintenant le troisième examen, supprimer la thèse. Cela a été proposé, mais on a compris que la suppression de la thèse risquait de faire classer le doctorat en droit au-dessous des autres doctorats. Mieux valait non seulement maintenir la thèse, mais travailler en outre à en augmenter la valeur. La suppression du troisième examen y contribuera, en permettant aux examinateurs de se montrer à la thèse plus exigeants et plus rigoureux qu'ils ne pouvaient le faire à l'égard d'un candidat qui avait dû, pour en arriver là, subir avec succès trois examens. Cette rigueur plus grande sera d'autant plus légitime que la thèse, d'après le règlement nouveau, ne comprendra plus, comme dans le système actuel, deux dissertations dont l'une obligatoirement sur un sujet de droit romain, mais une seule dissertation dont le sujet sera laissé au libre choix du candidat parmi les sciences juridiques ou parmi les sciences politiques, suivant la mention que devra porter le diplôme. Ces diverses modifications ont obtenu d'avance l'assentiment général des Facultés.

Il s'est produit devant votre commission une proposition qui, prise en soi, est très digne d'attention. Elle tendait à introduire dans les épreuves une modification consistant à exiger dans chaque examen oral un travail écrit composé librement par le candidat, sous la direction et d'après les conseils du professeur. Dans la pensée de l'auteur de la proposition, cette sorte de compósition écrite avait pour but de familiariser les candidats avec les recherches personnelles et de les acheminer ainsi à la préparation de la thèse. Mais on a fait remarquer que ce serait une complication inutile. En effet, il a été donné d'avance satisfaction à ce *desideratum* par les conférences réorganisées qui ont précisément pour objet, au doctorat, des études approfondies sur des matières comprises dans le programme, avec cette observation que « les rapports sur les travaux des candidats dans les conférences seront communiqués au Jury ».

Pour le doctorat avec mention *Sciences juridiques,* les matières des deux examens ne sont autres que celles qui sont comprises dans les deux premiers examens du doctorat en droit actuel : droit romain, histoire du droit français et droit civil, auxquelles il est ajouté une matière à choisir entre trois enseignements déterminés. C'est la seule place qu'il soit désormais possible de faire, si on ne veut pas arriver à une surcharge excessive, aux enseignements pris en dehors du droit romain, du droit civil ou de l'histoire du droit français. La préoccupation principale a été de réserver cette place à des études rattachées au droit public : droit administratif et droit criminel, auxquels on a joint la législation civile comparée, ce qui n'est pour le moment qu'une pierre d'attente en vue de la création future d'un enseignement qui n'existe pas encore. Pour faire entrer ainsi une de ces trois matières dans le deuxième examen, il a fallu en détacher l'histoire

première partie du troisième examen conserve pendant une année le bénéfice de l'admissibilité.

---

du droit français qui formera avec le droit romain le programme du premier examen. Cette combinaison, qui groupe dans une même épreuve toutes les parties historiques de l'examen, ne saurait donner prise à la critique, bien qu'il y eût aussi quelques avantages à rapprocher, pour le bien même des études, le droit civil français de son histoire. Le droit romain conserve encore une bonne place; et quoique le texte nouveau ne maintienne plus son histoire, qui n'a d'ailleurs jamais fait l'objet d'une interrogation distincte, chacun sait qu'aujourd'hui une interrogation sur le droit romain touche presque forcément à l'histoire des institutions romaines.

Quant au droit civil français, on a cru servir ses véritables intérêts en n'exigeant plus que le candidat soit prêt à répondre sur toutes ses parties.

L'article 3 du projet de décret annonce qu'un arrêté (qui vous est aussi dès maintenant soumis) déterminera la répartition des matières du droit civil en un certain nombre de parties et que le candidat sera interrogé sur deux de ces parties à son choix. La division proposée par l'arrêté comprend quatre parties. Le résultat est de restreindre l'interrogation à la moitié des matières du droit civil. Cette innovation a été empruntée au rapport de la Faculté de droit de Dijon, qui avait toutefois exagéré l'application de son idée. Elle sera probablement critiquée et elle a besoin d'être expliquée et justifiée, car on lui reprochera sûrement de sacrifier les études de droit civil. La section permanente a pensé que c'était au contraire les servir, et la commission a été du même avis. On peut dire, avec l'autorité de l'expérience, qu'il n'est pas possible qu'un candidat puisse être véritablement prêt, à un moment donné, à répondre pertinemment sur toutes les parties du droit civil. En réalité, la règle actuelle donne, dans tous les cas, beaucoup au hasard et conduit généralement à des résultats médiocres que l'indulgence des examinateurs est forcée de tenir pour suffisants. Tous ceux qui ont suivi de près le travail des candidats au doctorat et qui s'y intéressent savent qu'une préparation aussi étendue ne fait aucune part à la recherche personnelle et que, pour les meilleurs, elle se borne à un certain effort d'intelligence et de mémoire pour mieux comprendre et pour retenir les enseignements d'autrui. Ne vaut-il pas mieux, en restreignant le champ qui leur est assigné, se donner le droit de leur demander la preuve de leurs investigations ou tout au moins de leurs réflexions personnelles? Au point où ils en sont, ce qui importe, c'est assurément moins l'étendue que la qualité de leurs connaissances. Si, d'ailleurs, on consulte la note qui accompagne l'art. 3 du décret et la disposition complémentaire du texte de l'arrêté, on verra que le candidat est invité à constituer lui-même, en empruntant aux diverses parties du code, l'ensemble des théories juridiques comprises dans les rubriques sur lesquelles a porté son choix. C'est ainsi, par exemple, que l'étude de la propriété comprend nécessairement celle de la prescription acquisitive avec toutes ses dépendances, et qu'il en est de même de toutes les théories générales dans leurs rapports avec les matières spéciales. Ainsi comprise, cette division du droit civil ne crée pas des cadres fermés, elle constitue une sorte de revision de l'ensemble avec l'étude plus complète et plus personnelle des parties

Art. 14. — Les étudiants sont tenus de déclarer leur option en se faisant inscrire pour les examens au secrétariat de la faculté.

---

choisies et l'appel à une méthode de travail où la personnalité joue un rôle plus accusé. Ce sera tout profit pour l'acquisition d'une véritable science du droit civil.

Après ces explications, on devra reconnaître que le nouveau doctorat *sciences juridiques*, tout en étant un peu plus limité, ne sera ni moins sérieux, ni moins probant que le doctorat actuel et qu'on pourra continuer à dire de lui, comme on l'a dit de celui-ci, que nulle part la conquête de ce grade n'est mise à un aussi haut prix qu'en France.

Dans la composition des examens du doctorat *sciences politiques*, on a été attentif à lui donner une valeur qui ne soit pas inférieure à celle du doctorat *sciences juridiques*, de sorte qu'il n'ait pas chance d'être recherché de préférence à celui-ci dans d'autres vues que la satisfaction d'une préférence d'ordre purement scientifique. On a voulu aussi bien marquer que la création de ce doctorat ne vise aucun but utilitaire de nature à inquiéter non seulement les droits, mais encore les intérêts de qui que ce soit. Le seul but poursuivi, c'est la création de foyers d'études pour la diffusion de connaissances qui ont une grande importance sociale.

Les deux examens de ce groupe pourront être subis dans l'ordre que le candidat préférera. L'un a pour objet des matières juridiques qui rentrent dans la notion acceptée des sciences politiques, savoir, à titre obligatoire, l'histoire du droit public français, les principes du droit public (théorie de l'État) et le droit constitutionnel comparé et, avec option au choix du candidat, le droit administratif ou le droit international public. Il n'y a pas lieu d'étendre cette option dont les deux termes représentent l'un et l'autre une branche trop considérable des sciences juridiques-politiques pour que l'une, à défaut de l'autre, n'ait pas fait l'objet d'une étude spéciale de la part de quiconque voudra obtenir le diplôme de docteur en droit avec la mention *sciences politiques*.

Aussi votre commission n'a-t-elle pu accueillir une proposition dont elle a été saisie à la dernière heure et tendant à faire admettre ici la législation criminelle comme troisième matière à option.

Les candidats qui auront une prédilection pour les études de législation criminelle, considérées comme rentrant dans le cadre des sciences politiques, pourront toujours lui emprunter le sujet de leur thèse.

L'autre examen du groupe sciences politiques a pour objet des matières empruntées aux études d'ordre économique. Elles comprennent, à titre obligatoire : l'économie politique et l'histoire des doctrines économiques, la législation financière de la France et la science financière, plus, au choix du candidat et suivant les facultés, un des trois sujets suivants : législation et économie industrielles, législation et économie rurales, législation et économie coloniales. L'option peut s'étendre à des matières d'ordre historique ou d'ordre économique enseignées dans d'autres facultés du même corps et admises par le conseil général des facultés comme enseignements communs à la faculté où ils sont donnés et à la faculté de droit.

Cette dernière disposition paraît avoir causé une certaine émotion et elle a suscité des réclamations. C'est qu'on ignore qu'il n'y a là qu'une application du décret du 9 août 1893 (art. 5, 3°) modifiant celui du 28 décembre

Art. 15. — Le grade de bachelier en droit est conféré après le deuxième examen, le grade de licencié après le troisième.

1885, et que cette application a été faite à la licence ès-lettres dans des conditions qui peuvent profiter à des enseignements donnés dans les facultés de droit comme serait, par exemple, l'histoire du droit. Les facultés de droit ne feront donc en cette circonstance que répondre à un bon procédé par un procédé semblable. Ce sont là des mesures qu'on ne peut qu'approuver, puisqu'elles tendent, au grand profit de la science, à abaisser des barrières souvent factices. Il n'y a ni inconvénients, ni abus à redouter, grâce à l'intervention du conseil général des facultés à qui appartient le droit de déclarer tel ou tel enseignement commun à deux ou à plusieurs facultés.

Je dois ici attirer l'attention du conseil sur un point d'une importance capitale dans le fonctionnement du système. Sous le régime actuel, les cours spéciaux affectés aux enseignements compris dans les programmes du doctorat forment en même temps le programme limité des examens correspondants. C'est là un mauvais système. Ces cours spéciaux, cantonnés souvent dans des parties très restreintes d'une matière, n'impliquent aucunement une connaissance suffisamment étendue de l'ensemble : il suffit d'ailleurs au candidat, pour satisfaire à l'examen dans ces conditions, d'avoir suivi le cours avec quelque attention ou même de s'en être procuré la reproduction : de travail personnel, point. Dans le système du projet qui vous est soumis, il n'y a plus qu'un seul cas où, par une exception nécessaire, le programme de l'examen soit indiqué comme limité aux parties enseignées dans le cours spécial ; c'est pour le cours de Pandectes. Partout ailleurs les interrogations peuvent porter, sans aucune limitation, sur toute l'étendue de la matière indiquée comme faisant l'objet de l'examen. N'y a-t-il pas là quelque exagération et n'aurait-on pas pu trouver un moyen terme en arrêtant des programmes précis qui auraient déterminé le champ de l'examen ? Des objections d'ordres divers ont fait écarter cette solution ainsi que la solution moyenne qui aurait laissé à chaque Faculté, sous le contrôle d'une autorité supérieure, le soin d'arrêter ses programmes. On a cru devoir s'en tenir au système des programmes sans autres limites que celles de la science même sur laquelle doit porter l'examen. Cela paraît bien dangereux ; si cette formule est appliquée rigoureusement, bien des examens, surtout dans le groupe des sciences politiques, seront inabordables, et il est à craindre qu'on ne soit ramené indirectement mais sûrement à l'examen calqué sur le cours, c'est-à-dire à une épreuve d'ordre inférieur ne correspondant aucunement à l'idée qu'on doit se faire d'un examen de doctorat. Dans les deux cas, ce serait la ruine de la réforme. Pour écarter ce danger, il convient de faire appel à la sagesse de ceux qui devront la mettre en pratique ; ils auront sans doute à cœur de la faire vivre en tenant une route moyenne entre ces deux écueils. On doit espérer que par l'usage il s'établira des programmes virtuels qui suivront dans leurs variations les mouvements de chaque science et qu'il se formera ainsi un *modus vivendi* non pas immuable, mais suffisamment précisé pour éviter les surprises, sans ramener l'examen à un exercice d'ordre inférieur. Les institutions valent surtout par la manière dont elles sont pratiquées.

Au surplus, bien qu'il ne soit pas ici question de la manière dont il sera

TITRE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 16. — Les dispositions du présent décret seront mises à exécution, en ce qui concerne l'enseignement, à dater du 1er novembre 1895; en ce qui concerne les examens, à dater de la session de 1896.

---

pourvu aux enseignements dont la création va s'imposer, on peut prévoir, dès maintenant, que les conférences joueront à ce point de vue un rôle considérable, et que même là où les élèves seront peu nombreux, elles absorberont l'enseignement tout entier qui sera ainsi ramené à une direction d'études. C'est assurément la forme la meilleure et la plus féconde qu'il puisse affecter. C'est donc sur l'heureuse action des conférences plus encore que sur la sanction toujours si imparfaite des examens qu'il faut compter pour empêcher le champ des études de se rétrécir, sans les ramener à une science de surface. A ce point de vue encore, c'est la pratique éclairée qui donnera au système toute sa valeur, comme une pratique inintelligente ou inattentive risquerait de le faire échouer complètement.

Le sujet de la thèse réduite à un seul mémoire est choisi par le candidat, sous le contrôle du doyen, dans l'ordre d'études correspondant à la mention spéciale à inscrire sur le diplôme. Mais il faut se garder ici d'une méprise. On ne doit pas considérer comme limitatives, ni dans l'ordre des sciences juridiques, ni dans celui des sciences politiques, les listes des matières qui n'ont été données qu'au point de vue des examens. Dans chacun des deux groupes on a affecté à l'examen les parties qui en forment comme le centre.

Pour la thèse, il n'y a à considérer qu'une chose : savoir si le sujet choisi rentre dans l'ordre d'études correspondant à la mention qui doit caractériser le diplôme. De cette observation il résulte que telle branche du droit qui figure pour l'examen dans le groupe des sciences politiques pourra, à raison de sa nature juridique, fournir un sujet de thèse pour le doctorat *Sciences juridiques*, et *vice versa*. C'est ainsi qu'un sujet de thèse choisi dans le droit international public devra être accepté également, quelle que soit celle des deux matières en vue de laquelle le candidat postule le diplôme de docteur. Il est visible que cela sera vrai aussi, par exemple, de tout sujet pris dans le droit administratif et que même telle matière empruntée à la législation civile pourra fournir un sujet de thèse dans l'ordre des sciences politiques. Il n'y a rien là qui doive surprendre ni qu'il faille regretter. Il est heureux, au contraire, qu'à ce degré supérieur des études se manifestent les affinités et les alliances entre deux ordres de connaissances qui peuvent être séparées sans doute, mais qui n'acquièrent toute leur valeur que quand elles sont associées.

Le nouveau règlement n'exige plus que des positions soient jointes à la thèse. Cette suppression approuvée par telle Faculté a été contredite par telle autre. Mais il est préférable que l'attention du jury soit concentrée exclusivement sur la thèse au lieu de se disperser en partie sur des positions dont la discussion, l'expérience l'a montré, n'a le plus souvent ni intérêt ni valeur probante.

Toutefois, la distribution des matières de droit civil prescrite par le présent décret ne sera appliquée, pour la troisième année, qu'en 1897-1898 et, pour la seconde, qu'en 1896-1897.

Il y a eu quelque hésitation sur la détermination des conditions auxquelles le docteur dont le diplôme est revêtu de l'une des deux mentions peut obtenir l'addition de l'autre. La section permanente avait admis qu'une thèse empruntée à l'ordre d'études correspondant à la mention additionnelle pouvait suffire. Cette mesure un peu téméraire devançait assurément l'opinion relativement à la valeur qu'il convient d'accorder aux thèses de doctorat en droit.

Votre commission, cédant à cette pression de l'opinion, a pensé qu'on ferait une œuvre plus harmonieuse dans l'ensemble en ajoutant à la thèse un examen du même ordre pris dans les parties fondamentales du programme, en ajoutant, pour le cas où le sujet de la thèse serait de ceux qui peuvent être présentés soit pour l'une, soit pour l'autre mention, qu'il ne pourrait être choisi dans l'ordre d'études auquel aurait été empruntée la première thèse. Ces conditions paraissent offrir toutes les garanties désirables : le diplôme ainsi complété ne sera pas sans analogie avec le diplôme actuel : comme celui-ci, il sera obtenu sur trois examens et la soutenance d'une double thèse, mais d'après les programmes plus souples et plus variés. Il représentera vraiment la synthèse des études organisées dans les Facultés de droit.

Rien n'est changé dans la durée officielle des études du doctorat. Comme par le passé, elles exigeront quatre inscriptions semestrielles. Mais, quoiqu'il n'y ait à cet égard aucune disposition formelle, la pensée du nouveau règlement paraît bien être qu'aucun examen ne pourra être subi avant la prise de la quatrième inscription.

Rien n'est changé non plus quant aux examens, relativement au nombre des examinateurs, à la durée des examens et aux conditions de l'admission des candidats. Pour la thèse réduite à une seule dissertation, on a pu sans inconvénient ramener le nombre des examinateurs à trois en maintenant la durée de l'épreuve à une heure et demie. Le jury votera sur l'admission ou le rejet du candidat sans qu'il y ait un scrutin par boules individuelles. Quant à la formule par laquelle le jury, en cas d'admission, exprimera son appréciation sur le mérite de la thèse, il n'est rien prescrit. Comme cette appréciation n'apparaîtra pas sur le diplôme, chaque faculté en réglera librement la formule : ce n'est là, en somme, qu'une affaire d'ordre intérieur.

Telles sont, messieurs, les grandes lignes du projet de réorganisation du doctorat en droit qui est soumis à vos délibérations. Ce projet marque une étape importante dans la vie des facultés de droit. Elles vont prendre enfin possession d'un domaine qui leur a été trop longtemps disputé. Peut-on dire que ce soit pour elles une victoire ? Non : une victoire suppose une bataille et des vaincus; il n'y a rien de pareil ici. L'État affirme son droit incontestable de donner l'enseignement sous toutes ses formes, suivant ce qu'il juge utile aux intérêts de la société. Mais il n'entend pas poursuivre un monopole, ni entraver des efforts qui concourront utilement avec les siens. C'est aux facultés de droit qu'il confie le soin d'accomplir pour lui la tâche dont il assume plus complètement que par le passé l'honneur et le fardeau. A celles-ci, il appartient main-

Art. 17. — Sont et demeurent abrogées les dispositions contraires à celles du présent décret.

30 avril 1895. — Décret sur le doctorat en droit. (*J. O.*, 30 avril 1895).

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes (1),

Vu les lois des 22 ventôse an XII, 14 juin 1854, 27 février et 18 mars 1880 ;

Vu les décrets et ordonnance des 4 jours complémentaires an XII, 3 juillet 1806, 26 mars 1829, 27 septembre 1835, 18 octobre 1859, 26 décembre 1875, 8 février 1877, 28 décembre 1878 et 5 juin 1880 ;

Vu le décret du 20 juillet 1882 ;

Vu les arrêtés des 1er octobre 1822, 5 décembre 1850 et 4 février 1853 ;

Le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

Art. 1er. — Les diplômes de docteur en droit portent l'une des mentions suivantes :

Sciences juridiques ;

Sciences politiques et économiques.

Art. 2. — Les épreuves qui déterminent la collation du grade sont au nombre de trois : deux examens oraux et la soutenance d'une thèse composée par le candidat.

Art. 3. — Les examens oraux portent sur les matières suivantes :

SCIENCES JURIDIQUES

1er examen. — 1° Droit romain, avec une interrogation sur les *Pandectes ;*

2° Histoire du droit français.

2e examen : 1° Deux parties du droit civil, choisies par le candidat parmi celles qui seront déterminées par un arrêté ministériel (2) ;

2° Au choix des candidats :

Droit criminel ;

Droit administratif (juridictions et contentieux) ;

Droit civil comparé, dans les facultés où existe cet enseignement.

---

tenant d'explorer et de mettre en valeur le nouveau champ ouvert à leur activité. Le sort de leur avenir est entre leurs mains, et elles ne doivent pas perdre de vue la responsabilité qui leur incomberait si par leur faute elles allaient le compromettre.

Je n'ajoute rien à ce rapport qui explique, dans leurs moindres détails, les réformes qui font l'objet des décrets que j'ai l'honneur, Monsieur le président, de soumettre à votre signature. Les conclusions présentées par M. Bufnoir ont été adoptées par le conseil supérieur de l'instruction publique, et rien ne s'oppose plus à ce que l'enseignement des facultés de droit reçoive enfin des modifications et des compléments dont il est permis d'attendre les plus heureux résultats.

(1) V. rapport, p. 56.

(2) Incidemment le candidat pourra avoir à répondre tant sur les principes généraux que sur les matières qui se rattachent à l'objet de l'interrogation principale, quand même elles ne seraient pas comprises dans les parties du droit choisies par lui.

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

1^re^ examen. — 1° Histoire du droit public français. — Principes du droit public, droit constitutionnel comparé ;

2° Droit administratif (1) ou droit international public, au choix du candidat.

2^e^ *examen* : 1° économie politique et histoire des doctrines économiques ;

2° Législation française des finances et science financière ;

3° Au choix du candidat et selon les Facultés :

Législation et économie industrielles ;

Législation et économie rurales ;

Législation et économie coloniales.

Cette dernière option peut porter également sur une des matières d'ordre historique ou d'ordre économique enseignées dans d'autres facultés du même corps, et admises par le Conseil général des facultés comme enseignements communs à la Faculté de droit et à une autre faculté.

Art. 4. — L'interrogation sur les *Pandectes* a lieu d'après un programme publié au commencement de l'année scolaire.

Le candidat qui n'a pas pris ses inscriptions dans la faculté où il se présente pour subir les épreuves dépose au secrétariat, en se faisant inscrire pour l'examen, le programme du cours de *Pandectes* qu'il a suivi ailleurs.

Art. 5. — Les candidats sont tenus de déclarer leurs options en se faisant inscrire pour l'examen qui les comporte.

Les deux examens en vue de la mention *Sciences politiques et économiques* sont subis dans l'ordre choisi par le candidat.

Art. 6. — Le sujet de la thèse est choisi par le candidat, suivant la mention qu'il postule, soit dans les sciences juridiques, soit dans les sciences politiques et économiques.

Il doit être au préalable soumis à l'agrément du doyen.

La thèse ne peut être soutenue qu'après l'admission aux deux examens oraux.

Art. 7. — Le candidat reconnu apte au grade avec l'une des mentions peut obtenir l'autre à la condition de subir un examen et de composer et soutenir une seconde thèse.

Dans le cas où la seconde mention à obtenir sera celle de *Sciences juridiques*, l'examen portera sur les obligations en droit romain et en droit français, et le sujet de la thèse devra être choisi dans les sciences juridiques.

Dans le cas contraire, l'examen portera : 1° sur l'économie politique et l'histoire des doctrines économiques ; 2° sur la législation et la science financières, ou, au choix des candidats, dans les Facultés où existe cet enseignement, sur la législation et l'économie industrielles ; le sujet de la thèse devra être choisi dans les *Sciences politiques et économiques*.

Dans les deux cas, le sujet de la seconde thèse ne pourra être tiré du même ordre d'études que celui de la première.

Art. 8. — Les trois épreuves doivent être subies devant la Faculté où le candidat a pris les quatre inscriptions réglementaires, à moins d'une autorisation du recteur, laquelle ne peut être accordée que pour cause grave et après avis du conseil de la faculté.

Art. 9. — Les épreuves peuvent être subies pendant tout le cours de l'année

---

(1) Ne sont pas comprises dans le droit administratif les matières d'ordre constitutionnel et d'ordre financier.

scolaire, sauf les restrictions jugées nécessaires par le doyen, par suite des besoins du service.

Art. 10. — Chaque examen oral dure une heure ; la soutenance de la thèse, une heure et demie.

A chacun des deux examens, le jury se compose de quatre examinateurs et de trois à la soutenance de la thèse.

Dans le cas où, au doctorat avec mention *sciences politiques et économiques,* le candidat a choisi, au second examen, une matière enseignée dans une autre faculté, un membre de cette faculté fait partie du jury.

Art. 11. — Les rapports sur les travaux des candidats dans les conférences sont communiqués au jury.

Les étudiants des établissements libres peuvent invoquer le bénéfice de la disposition qui précède.

Art. 12. — Nul n'est admis, à la suite de chacun des deux examens, s'il n'a obtenu au moins deux boules blanches et une boule blanche-rouge.

L'ajournement ou l'admission, à la suite de la soutenance de thèse, sont prononcés après délibération du jury.

En cas d'ajournement, aucune des trois épreuves ne peut être renouvelée qu'après un délai de deux mois ; aucune abréviation ne sera accordée.

Art. 13. — Le présent décret sera mis à exécution, dans toutes les Facultés de droit, en ce qui concerne le doctorat avec mention *Sciences juridiques*, à partir de l'année scolaire 1895-1896.

En ce qui concerne le doctorat avec mention *Sciences politiques et économiques*, il pourra n'être appliqué que successivement dans les diverses Facultés, suivant l'organisation de l'enseignement, sans que, toutefois, le délai puisse dépasser trois années à dater du 1er novembre 1895.

Art. 14. — Les docteurs en droit reçus antérieurement à la promulgation du présent décret et ceux qui seront reçus par application des dispositions transitoires ci-après pourront, à dater de l'année scolaire 1896-1897, postuler la mention *Sciences politiques et économiques* dans les conditions déterminées par l'art. 7 ci-dessus.

Art. 15. — Par mesure transitoire, les licenciés en droit qui, à la date du présent décret, auront subi les trois examens prévus par le règlement du 20 juillet 1882, n'auront à soutenir qu'une thèse pour compléter leurs épreuves.

Ceux qui auront subi les deux premiers de ces examens n'auront également à soutenir qu'une thèse.

Ceux qui n'auront subi que le premier auront à subir le deuxième et à soutenir une thèse.

Ceux qui, au cours de l'année scolaire 1894-1895, auront pris les inscriptions réglementaires en vue du doctorat, auront à subir les deux premiers examens prévus par le règlement précité et à soutenir une thèse.

Art. 16. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

30 avril 1895. — Arrêté du min. de l'instruction publique relatif au programme de droit civil (doctorat en droit). *(J. O.,* 30 avril 1895).

Vu l'art. 5 de la loi du 27 février 1880;

Vu l'art. 3 du décret en date de ce jour sur le doctorat en droit ;

Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

Arrête ainsi qu'il suit le programme de droit civil prévu à l'art. 3 du décret susvisé :

1re partie : Droit des personnes, droits de famille, régime des biens entre époux ;

2e partie : Successions, donations, testaments ;

3e partie : Obligations et contrats spéciaux ;

4e partie : Droit de propriété, droits réels, sûretés réelles.

Les matières contenues dans chacune des divisions précédentes ne doivent pas s'entendre simplement comme se référant aux dispositions du Code ou des lois complémentaires comprises sous les rubriques correspondantes ; elles embrassent des théories juridiques complètes et l'application des théories générales qui s'y rattachent.

30 avril 1895. — Arrêté du min. de l'instruction publique sur les conférences dans les Facultés de droit. (*J. O.*, 30 avril 1895).

Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

Art. 1er. — Les conférences facultatives instituées dans les facultés de droit par les arrêtés du 10 janvier 1885 et du 27 décembre 1881 ont pour objet :

Les conférences de licence : des exercices pratiques, tels que : interrogations, compositions écrites, études d'auteurs et de textes ;

Les conférences de doctorat : des études approfondies sur des questions se rapportant aux matières comprises dans le programme de doctorat.

Art. 2. — Les conférences sont semestrielles ou annuelles.

Chaque conférence comprend une ou deux séances par semaine.

Art. 3. — Elles sont dirigées :

Par ceux des professeurs qui désirent participer à ce service ;

Par des agrégés ;

Et, si les besoins du service l'exigent, par des docteurs en droit agréés par le conseil de faculté.

Art. 4. — Des conférences de doctorat peuvent être confiées annuellement par le ministre à des personnes d'une compétence spéciale non pourvues du grade de docteur.

Art. 5. — L'organisation des conférences est préparée, chaque année, au mois de juin, pour l'année suivante, par l'assemblée de la faculté.

Elle est soumise à l'approbation du ministre.

Elle est publiée par voie d'affiches.

Art. 6. — Il ne peut être admis plus de trente élèves à chaque conférence.

Un règlement arrêté par le conseil de la faculté déterminera la répartition des étudiants entre les conférences ayant pour objet la même matière.

Art. 7. — Les étudiants qui désirent prendre part aux travaux des conférences se font inscrire, au début de chaque semestre, au secrétariat de la Faculté.

Ils choisissent, suivant leur année d'études, celles des conférences aux travaux desquelles ils veulent participer.

Art. 8. — A la fin du semestre ou à la fin de l'année, suivant que la conférence est semestrielle ou annuelle, un rapport est adressé au doyen par les directeurs de conférences sur les travaux de chacun des étudiants participants.

Art. 9. Il sera statué ultérieurement sur la rémunération des maîtres chargés de diriger les conférences.

25 avril 1895. — Arrêté du gouv. gén. portant fixation des frais de tournées ordinaires alloués à titre d'abonnement fixe aux administrateurs et adjoints. *(B. O.,* 1895, p. 545.)

Vu les décrets du 26 août 1881, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu l'arrêté du 22 février 1874, portant fixation des indemnités de toute nature allouées aux fonctionnaires et agents de l'administration départementale de l'Algérie ;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Les frais de tournées ordinaires alloués, à titre d'abonnement fixe, aux fonctionnaires du service des communes mixtes, sont réglés ainsi qu'il suit :

Administrateurs, 900 fr. par an.

Adjoints, 600 fr. par an.

Art. 2. — Les administrateurs et adjoints de commune mixte sont tenus de faire au moins six jours de tournées par mois.

Il sera justifié de ces tournées ordinaires par des précis mensuels établis, conformément au modèle joint au présent arrêté, par l'administrateur de chaque commune mixte, tant pour ses tournées personnelles que pour celles de ses adjoints. Ces précis devront être transmis par l'administrateur le premier jour de chaque mois, pour le mois écoulé.

Toute tournée faite à moins d'un myriamètre de la résidence ne devra pas être comptée comme journée de déplacement.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

TABLES DES MATIÈRES

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME ONZIÈME

ANNÉE 1895

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME ONZIÈME

ANNÉE 1895

PREMIÈRE PARTIE

DOCTRINE ET LÉGISLATION

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Pages

Droit musulman. — Du délit d'adultère pour les musulmans français, par M. J. JACQUEY, professeur à la Faculté de droit de Lille. 157

——— La condition de la femme musulmane dans l'Afrique septentrionale, par M. E. MERCIER. 45, 117

——— La contrainte par corps en matière musulmane, par M. DURIEU DE LEYRITZ, substitut du procureur général à Alger (*suite*). 269

——— La plantation à frais communs en droit malékite, par ABD ER RAHMAN BEN ABD EL KADER de Fâs. — Traduction de M. MOHAMMED BEN CHENEB 162

——— Le hobous ou ouakof, ses règles et sa jurisprudence, par M. E. MERCIER 173

Pages

Droit musulman. — Principes du droit musulman selon les rites d'Abou Hanîfah et de Châfi'î, par L. W. C. Van den Berg, traduit du hollandais, avec l'autorisation de l'auteur, par MM. de France de Tersant, conservateur des hypothèques, et Damiens, receveur de l'enregistrement *(suite)*. 21, 225, 257

Propriété foncière. — Le homestead et la question de la propriété foncière en Algérie, par M. P. Sumien. 29

——— Terre arch; quel en est, quel en doit être le juge? par M. L.-A. Eyssautier, conseiller à la Cour d'appel d'Alger . . 77

Travaux parlementaires. — Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1894, par M. Paul Lacoste, professeur à la Faculté de droit d'Aix. 1

BIBLIOGRAPHIE

De la juridiction française en Tunisie. — Étude de législation et de jurisprudence par M. S. Berge, vice-président du tribunal de Tunis. — Extrait du Bulletin de la Société de législation comparée, Paris, Pichon, 1895. 223

Droit musulman. — Du statut personnel et des successions, d'après les différents rites et plus particulièrement d'après le rite hanefite, par Eugène Clavel. — 2 vol. in-8°, Paris, 1895, Larose, éditeur. 43

Étude sur l'administration de la justice musulmane en Algérie, par M. Maurice Gentil, docteur en droit, juge de paix à Kenchela. — Paris, Rousseau, 1895. 264

La propriété foncière en Algérie, thèse de doctorat par M. Pouyanne. — Paris, Duchemin, 1895. 156

Législation civile de l'Algérie, par M. Emmanuel Besson, sous-chef à la direction générale de l'enregistrement. — 1 vol. in-8°, Paris, Chevalier Marescq. 20

Principes de colonisation et de législation coloniale, par Arthur Girault, chargé du cours de législation coloniale à la Faculté de droit de Poitiers. — Larose, éditeur, Paris, 1895. 27

Revue internationale de législation et de jurisprudence musulmanes, fondée par Eugène Clavel, avocat près la Cour d'appel d'Alexandrie. — Le Caire, imprimerie centrale, J. Barbier. 115

DEUXIÈME PARTIE

—

JURISPRUDENCE

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

ABU

A

Pages

Abus de confiance, *enfants, ascendants, alliés au même degré, art. 380 C. pén.*

Est applicable à l'abus de confiance la disposition de l'art. 380 C. pén. aux termes de laquelle les soustractions commises par des enfants au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendants, ou par des alliés au même degré, ne donnent lieu qu'à des réparations civiles.

ALGER, 19 JANV. 1895. 249

——— *plainte, poursuite, transactions et restitutions postérieures, effets.*

Si, antérieurement aux plaintes judiciaires et aux poursuites de même nature, des accords, des transactions ou des règlements librement consentis et acceptés par les parties lésées peuvent avoir pour conséquence de modifier la situation d'un mandataire infidèle, inculpé d'abus de confiance, de faire perdre à sa dette sa nature originairement délictueuse, et d'imprimer à l'avenir à cette dette un caractère purement civil, il en est différemment des règlements, transactions ou accords qui interviennent postérieurement aux plaintes et aux poursuites judiciaires, et qui de plus ne sont acceptés par la partie lésée que sous l'empire, soit de l'impossibilité où elle se trouve d'obtenir mieux de son débiteur, soit de la crainte légitime qu'elle peut concevoir d'éventualités pires à affronter;

Les restitutions ou remises d'argent par le mandataire infidèle à la partie lésée, postérieures aux plaintes ou poursuites judiciaires, ne couvrent pas le délit d'abus de confiance devenu irrévocablement définitif et consommé par l'effet de ces plaintes et de ces poursuites, et il importe peu, dès lors, pour que ce délit existe et soit passible des peines des art. 406 et 408 C. pén., que la partie lésée n'ait point été en réalité définitivement dépouillée des sommes détournées à son préjudice.

ALGER, 29 JUIN 1895. 392

Pages

V. *Action civile.*

Acquiescement. — V. *Action civile.* — *Prescription criminelle.*

Action civile, *jugement, ministère public, acquiescement, partie civile, arrêt, recevabilité, pouvoir du juge du second degré, dénonciation calomnieuse, conditions, simple écrit.*

Il est de principe que l'acquiescement formel ou tacite du ministère public à un jugement laisse subsister l'action civile tout entière;

Le juge du second degré, saisi de l'appel de la partie civile quant à ses intérêts civils, a le droit d'examiner et d'apprécier tous les éléments du procès pouvant servir à la décision et la justifier;

En matière de dénonciation calomnieuse, un simple écrit, même non rédigé ni signé par le dénonciateur, suffit pour constituer le délit.

ALGER, 16 FÉVR. 1895. 217

Adjoint indigène, *nomination, préfet, maire, consultation préalable, formes.*

Le décret du 7 avril 1884, disposant que les adjoints indigènes des communes algériennes sont nommés par les préfets, le maire préalablement consulté, n'a déterminé aucun mode particulier de consultation;

En conséquence, ses dispositions ne sont pas violées, lorsque le préfet, ayant provoqué de la part du maire, avant de procéder à toute nomination, la remise d'une liste de présentation de candidats, a choisi l'adjoint indigène ailleurs, en dehors de la liste qui lui avait été soumise.

CONS. D'ÉTAT, 31 MAI 1895. 398

Adultère, *indigène musulman, statut personnel, loi française, application.*

La loi pénale française est applicable aux indigènes musulmans en matière d'adultère comme en toute autre;

Il importe peu que les formes du mariage diffèrent pour les indigènes de celles du Code civil.

ALGER, 10 NOV. 1894. 28

Agent de change. — V. *Opérations de bourse.*

Appel, *Algérie, ordonnance du 16 avril 1843, signification, domicile élu.*

Si, en Algérie, l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, modifiant les prescriptions impératives de l'art. 456 C. pr. civ., permet la signification de l'acte d'appel au domicile réel ou d'élection de l'intimé, encore faut-il que cette élection de domicile ait été expressément faite dans un acte quelconque de la procédure.

ALGER, 20 MARS 1895. 454

Pages

——— *degré de juridiction, tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou, décret du 29 août 1874, demande principale, demande reconventionnelle, taux du ressort.*

Est en dernier ressort, aux termes de l'art. 7 du décret du 24 août 1874, une demande personnelle et mobilière portée devant le tribunal de Bougie (ou de Tizi-Ouzou) et qui ne dépasse pas 2,000 fr. ;

Une demande reconventionnelle, même supérieure à 2,000 fr., ne peut, aux termes de l'art. 2 § 3 de la loi du 11 avril 1838, modifier le taux de la compétence de ces tribunaux en dernier ressort, lorsque cette demande est exclusivement fondée sur la demande principale elle-même.

ALGER, 28 MARS 1893. 267

——— *jugement interprétatif, recevabilité, conditions.*

Les jugements interprétatifs ne sont susceptibles d'appel qu'autant qu'ils altèrent ou modifient les jugements interprétés, soit par retranchement de quelques-unes de leurs dispositions, soit par addition de dispositions nouvelles ;

Par suite, est non recevable l'appel d'un jugement qui interprète, sans les modifier, les dispositions d'un jugement antérieur, qui lui-même n'a pas été frappé d'appel et a acquis l'autorité de la chose jugée.

ALGER, 7 FÉVR. 1895. 256

——— *matière indivisible, effet à l'égard de toutes les parties.*

Dans les matières indivisibles, l'appel interjeté par l'une des parties profite aux autres.

ALGER, 20 NOV. 1894. 67

V. *Crédit foncier de France. — Dernier ressort. — Désistement. — Prescription criminelle. — Tribunaux civils. — Saisie immobilière.*

Applicabilité des lois à l'Algérie. — V. *Chemins de fer. — Elections consulaires.*

Armes et munitions de guerre, *Algérie, décret du 12 décembre 1851, interprétation, détention d'armes et de poudre, peines, non cumul.*

Le décret du 12 décembre 1851, absolu dans ses dispositions, n'a point égard à la quantité des munitions trouvées chez l'indigène qui en est détenteur sans autorisation, et il soumet à une répression le seul fait de cette détention par cet indigène, quels que soient l'importance et le nombre de ces munitions ;

En cas de conviction des deux délits de détention d'armes et de détention de poudre sans autorisation, il y a lieu pour les juges de faire application à la cause de l'art. 365 C. inst. crim. (loi du 24 mai 1834, art. 11).

ALGER, 27 JUILL. 1895. 433

Pages

Assurance terrestre, *incendie, indemnité, réclamation, délai préfixe, police, clause, validité, expertise, réserves, reconnaissance de dette.*

N'a rien de contraire à l'ordre public, par suite est licite et obligatoire entre les parties qui l'ont librement consentie, la clause d'une police d'assurance, aux termes de laquelle les dommages résultant de l'incendie doivent être réclamés par l'assuré dans un délai de six mois à compter du jour de l'incendie ou des dernières poursuites, passé lequel délai la compagnie ne peut être tenue à aucune indemnité ;

Ne saurait constituer de la part de la compagnie une reconnaissance de la dette, le fait de provoquer et de suivre une expertise pour rechercher la cause du sinistre, vérifier l'exactitude des déclarations contenues dans la police, constater l'existence des objets assurés au moment de l'incendie, et estimer les dommages, lorsque ces faits ont été accompagnés de réserves qui excluent cette reconnaissance.

ALGER, 18 MARS 1895. 452

Avarie. — V. *Navire.*

Avocat, *avoué, plaidoirie, cours d'appel, délibération, garde des sceaux, approbation, excès de pouvoir.*

L'ordonnance du 27 février 1822 ne soumet à l'approbation du garde des sceaux que les délibérations des cours d'appel autorisant exceptionnellement les avoués à plaider ;

Au contraire, ne sont pas sujettes à l'approbation ministérielle les délibérations par lesquelles les cours d'appel, en refusant de donner ou de maintenir aux avoués l'autorisation de plaider, ne font que conserver ou rendre aux avocats l'exercice du droit qu'ils tiennent de l'ordonnance elle-même.

CONS. D'ÉTAT, 28 DÉC. 1894. 276

V. *Avoué. — Conseil de guerre. — Partie civile.*

Avoué, *plaidoirie, contestation, compétence, degré de juridiction, appel, recevabilité ; ministère public, bâtonnier des avocats, syndic des avoués, avoué étranger à la cause, intervention, qualité ; Algérie, décret du 27 décembre 1881, incident de procédure, affaire sommaire, appel de jugement de juge de paix.*

Lorsque le ministère public et le bâtonnier des avocats ont déclaré s'opposer à ce qu'un avoué prenne la parole dans une affaire, le jugement de cet incident appartient, non point à la Cour réunie en assemblée générale, mais au tribunal saisi de l'affaire à l'occasion de laquelle s'est produit ledit incident, et, en appel, à la chambre de la Cour au rôle de laquelle cette dernière contestation a été portée ;

Est recevable l'appel du jugement qui a statué sur cette contestation incidente, alors même que l'affaire principale aurait été jugée en dernier ressort ;

Le procureur de la République et le bâtonnier des avocats ont qualité pour contester à un avoué, par voie principale ou incidente, le droit de plaider dans une affaire où occupe ce dernier ;

Pages

Sont irrecevables, dans une semblable contestation, l'intervention du syndic des avoués, agissant en cette qualité, et celle d'un avoué étranger à la cause ;

Le décret du 27 décembre 1881 conférant aux avoués, en Algérie, le droit de plaider les incidents de procédure et les affaires réputées sommaires d'après la législation de la métropole, les avoués, en Algérie, ont le droit de plaidoirie dans les appels des jugements de juges de paix.

ALGER, 10 AVRIL 1895. 277

V. *Avocat.* — *Défenseur.* — *Jugement par défaut.*

B

Bail. — V. *Immatriculation.* — *Louage.*

Bail à kirdar. — V. *Enzel.*

Billet à ordre, *endossement en blanc, effet, transfert de propriété, tiers porteurs.*

Les endossements en blanc ne valent que comme procuration, et ils ne transfèrent la propriété au tiers porteur que si celui-ci établit qu'il a remis les fonds à l'endosseur.

ALGER, 29 OCT. 1894. 69

Billet de banque. — V. *Effets de commerce.*

Bois et forêts. — V. *Compétence.*

Boissons, *Algérie, alcool, fabricant, déclaration, décrets des 26 décembre 1884 et 27 juin 1887, textes antérieurs, promulgation.*

L'art. 2 du décret du 26 décembre 1884 établit en Algérie un impôt sur tous les objets récoltés, préparés dans l'intérieur ;

Par suite, l'alcool fabriqué à l'intérieur est assujetti à cet impôt ;

Le même article astreint le fabricant à une déclaration de fabrication, qui l'oblige, à défaut par lui de réclamer la faculté d'entrepôt, à l'acquittement immédiat des droits ;

Ce même décret du 26 décembre 1884, complété par le décret du 27 juin 1887 (art. 22, 23, 28, 40, § 2), promulgue et rend applicables, dans son art. 3, l'art. 36 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 et, par suite, les art. 8 et 9 de la loi du 24 mai 1834, 27 et 46 de la loi du 29 mars 1816, lesquels textes prévoient et autorisent implicitement, pour la perception de l'impôt et la répression des fraudes relatives à cette perception, toutes les mesures de constatations, de visites, de perquisitions et de saisies nécessaires à cet effet.

ALGER, 29 JUIN 1895. 381

Pages

Boissons, *Algérie, impôt des licences, décret du 27 juin 1893, traiteur-restaurateur, préposé des contributions, visite, officier de police judiciaire, assistance, boissons, consommation sur place.*

Si, en cas de simple soupçon de fraude de la part de personnes non sujettes à l'exercice, l'art. 23 du décret du 27 juin 1893, sur l'impôt des licences en Algérie, veut impérieusement que les employés de l'administration se fassent assister d'un officier de police judiciaire pour légaliser leurs visites, ils sont, au contraire, formellement autorisés par les art. 20 et 22 du même décret, à se présenter chez les assujettis sans être assistés, lorsqu'il s'agit de personnes pratiquant publiquement un commerce notoirement assujetti audit impôt (dans l'espèce un traiteur-restaurateur) ;

Le même décret du 27 juin 1893 soumet à l'impôt de la licence tous les traiteurs-restaurateurs, sans distinguer entre ceux qui fournissent, pour les repas, à leur clientèle, les boissons et spiritueux et ceux chez qui la clientèle apporte, pour ses repas, les liquides qu'elle consomme.

ALGER, 24 NOV. 1894. 8

C

Cadi, *marchés, décrets des 17 avril 1889 et 25 mai 1892, action personnelle et mobilière, compétence.*

Est nul, pour cause d'incompétence, aux termes de l'art. 7, § 6 du décret du 17 avril 1889, modifié par le décret du 25 mai 1892, un jugement de cadi dont l'expédition porte qu'il a été rendu, non sur le marché, mais au prétoire judiciaire séant dans la localité où siège le cadi ;

Est également nul, pour cette même cause, aux termes des décrets précités, et alors même qu'il aurait été rendu sur le marché, un jugement de cadi ayant statué, non point sur une demande purement personnelle et mobilière, n'excédant pas 200 fr. en principal, mais sur une demande en dommages-intérêts, non évaluée devant le premier juge, pour indûe jouissance de terres, — une semblable demande étant indéterminée et, de plus, ayant un caractère mixte en ce que son bien ou mal fondé peut être subordonné à des droits de propriété contestés ;

En outre, la compétence des cadis est limitée, par le décret du 25 mai 1892, aux contestations qui naissent sur les marchés.

TRIB. DE MOSTAGANEM, 18 MAI 1895. 283

Cadi ibadite, *décret du 29 décembre 1890, Mozabites, statut personnel, droits successoraux, action personnelle et mobilière, compétence.*

Les cadis ibadites institués par le décret du 29 décembre 1890 ne connaissent que des contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux des Mozabites, introduites hors du M'zab, entre Mozabites ;

Il s'ensuit que ces cadis sont incompétents pour connaître, même entre Mozabites, de la demande en paiement d'une somme due à la succession d'un Mozabite, une semblable action étant purement personnelle et mobilière.

TRIB. D'ALGER, 29 JANV. 1894. 275

Pages

Cautionnement, *droit musulman, caractère, dommages-intérêts, paiement, corps certain.*

D'après les principes du droit musulman, le cautionnement, présente deux caractères: 1° l'obligation de payer une dette, à défaut du débiteur principal ; 2° l'engagement d'assurer la comparution de ce débiteur, de l'amener devant le juge, engagement qui fait de la caution l'équivalent du répondant dans le vieux droit germanique;

Le cautionnement qui comporte l'obligation de payer la dette ne s'entend que du paiement de la valeur de la dette, de son montant, lorsqu'il s'agit de choses fongibles, et ne peut être étendu à l'obligation de payer des dommages-intérêts pour indemnité de la perte d'un corps certain ; en d'autres termes, le cautionnement, d'après Sidi-Khelil, ne peut obliger celui qui l'a contracté à un paiement, que lorsqu'il peut rendre lui-même la chose faisant l'objet du contrat ; d'où il résulte que le cautionnement ne peut avoir lieu quand cet objet est un corps certain.

TRIB. DE MASCARA, 8 FÉVR. 1894. 65

——— *limites, indigènes musulmans, loi musulmane, prohibition du prêt à intérêt, convention, interprétation, imputation des paiements, poursuites abusives, dommages-intérêts.*

Le cautionnement ne peut être étendu au delà des limites dans lesquelles il a été contracté;

La loi musulmane prohibant le prêt à intérêt, il en résulte que l'indigène musulman qui s'est porté caution du remboursement d'une somme d'argent est présumé, à moins d'une stipulation expresse de sa part dans l'acte de cautionnement, avoir eu l'intention de garantir le paiement du capital, nullement celui des intérêts;

Par suite, le créancier ne peut, sous forme d'imputation de paiements, faire supporter par voie indirecte les intérêts à la caution;

Dans tous les cas, s'il y a doute à cet égard, la convention doit s'interpréter en faveur de celui qui s'est obligé à cautionner le débiteur;

Les règles imposées au débiteur pour les imputations des paiements ne sont pas opposables à la caution par le créancier;

Il n'y a pas lieu d'allouer des dommages-intérêts pour poursuites abusives au défendeur qui ne justifie d'aucun préjudice autre que celui résultant de la nécessité où il s'est trouvé de se défendre contre les prétentions du demandeur, et la condamnation de ce dernier aux entiers dépens constitue une réparation suffisante.

ALGER, 3 DÉC. 1894. 175

Chasse. — V. *Prescription criminelle.*

Chemins de fer, *compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, tarifs, réseau algérien, applicabilité, décret du 27 juillet 1862.*

Sont applicables aux chemins de fer algériens, en vertu du décret du 27 juillet 1862, les art. 48 et 49 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, qui ont soumis les nouveaux tarifs ou les modifications de ces tarifs à une série de formalités à observer dans les lieux où ces tarifs doivent être mis en vigueur;

En conséquence, les tarifs du réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour lesquels ces formalités n'ont pas

Pages

été remplies en Algérie, ne visent que le réseau français de cette compagnie et non le réseau algérien;

Les décrets de rattachement du 26 août 1881, qui ont conféré au ministre des travaux publics le droit d'homologuer les tarifs des chemins de fer algériens, n'ont porté aucune atteinte à la règle d'après laquelle les actes du pouvoir exécutif ne deviennent exécutoires en Algérie qu'en vertu d'une disposition ou d'une déclaration spéciales.

TRIB. DE LA SEINE, 18 DÉC. 1894. 30

——— *frais accessoires de manutention, régime applicable, arrêté ministériel du 25 mai 1887.*

Les frais accessoires sur les chemins de fer algériens, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins des compagnies, restent soumis au régime de l'arrêté ministériel du 25 mai 1887, auquel n'ont dérogé ni l'arrêté du 27 décembre 1887, ni ceux des 2 mars et 23 août 1893.

ALGER, 5 FÉVR. 1895. 165

——— *marchandises, transport, wagon complet, poids, tarif.*

Le tarif de 1 fr. par tonne s'applique aux marchandises désignées, soit dans les tarifs généraux, soit dans les tarifs spéciaux, comme transportées par wagon complet de 4,000 kilos et au-dessus, ou par expédition d'un poids équivalent;

Par suite, il suffit qu'une expédition égale 4,000 kilos ou paie pour ce poids, pour que le bénéfice de ce tarif soit acquis ; — et cela sans qu'il soit nécessaire que le tarif spécial aux marchandises transportées fasse ou non mention d'expéditions comportant ce poids ou payant pour ce poids.

TRIB. DE COMMERCE D'ALGER, 22 OCT. 1894. 210

V. *Responsabilité.*

Chemin vicinal, *classement, arrêté préfectoral, propriété, commune, attributions, droits des tiers, passage, prescription.*

Les arrêtés préfectoraux qui portent classement des chemins vicinaux n'ont pas pour effet d'attribuer par eux-mêmes aux communes la propriété de ces chemins, et ne sont jamais rendus que sauf le droit des tiers ;

Le passage exercé, même depuis plus de trente ans, par les habitants d'une commune, sur un chemin ou sentier traversant des propriétés particulières, ne suffit pas à lui seul pour faire acquérir à la commune par la prescription la propriété de ce chemin ou sentier.

ALGER, 14 FÉVR. 1885. 62

Chose jugée, *motifs, dispositif.*

S'il est vrai en principe que la chose jugée réside dans le dispositif et non dans les motifs d'un jugement ou d'un arrêt, il importe de remarquer que cette règle reçoit exception au cas où la décision

Pages

formulée dans le dispositif implique celle qui est énoncée dans les motifs et en est la conséquence logique et nécessaire.

ALGER, 28 JANV. 1895. 199

——— *réponse négative du jury sur le fait principal, circonstance aggravante, délit, poursuite nouvelle, recevabilité.*

Quand des faits qui, isolés, constituent un délit, ont été retenus comme circonstance aggravante d'un crime, et que le jury, ayant répondu négativement sur le fait principal, n'a statué ni pu statuer sur la circonstance aggravante, il n'y a pas chose jugée sur ces faits et ils peuvent être déférés à la juridiction correctionnelle comme délit ;

Spécialement, peuvent être déférés à la juridiction correctionnelle des coups et blessures qui, qualifiés de torture, avaient été soumis au jury comme circonstance aggravante d'une séquestration, si le jury a répondu négativement à la question de séquestration.

CASS. CRIM., 6 DÉC. 1894. 116

Circonstances atténuantes. — V. *Conseil de guerre.* — *Douanes.*

Commissaire priseur, *Algérie, vente mobilière, monopole, ressort, ordonnance du 1er juin 1841.*

Les commissaires priseurs en Algérie ont le monopole des ventes mobilières dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de quatre kilomètres, sous réserve toutefois des ventes spécialement réservées aux courtiers (ordonnance du 1er juin 1841).

ALGER, 8 MAI 1895. 311

Colonage partiaire. — V. *Louage.*

Commandement. — V. *Crédit foncier de France.* — *Saisie immobilière.*

Commissionnaire, *caractère, mandataire, marchandises confiées, détournement, abus de confiance.*

Le commissionnaire, agissant en son nom personnel pour le compte d'autrui, est, dans ses rapports avec son commettant, un véritable mandataire ;

En conséquence, lorsqu'il détourne au préjudice de son commettant les marchandises qui lui avaient été confiées en sa qualité, pour en faire un emploi déterminé, il commet un véritable abus de confiance.

ALGER, 7 DÉC. 1894. 84

Commune de plein exercice, *indigènes, déprédations, responsabilité, droit commun.*

Les communes de plein exercice sont responsables, dans les termes du droit commun, des déprédations commises sur leur territoire par des bandes indigènes.

ALGER, 15 JANV. 1895. 95

Pages

Commune mixte, *recettes et dépenses, réglementation, arrêté du 20 mai 1868, ordonnance du 28 septembre 1847, état de redevance, formes, administrateur délégué, visa, validité, législation métropolitaine, inapplicabilité.*

Aux termes de l'art. 12 de l'arrêté du gouverneur général du 20 mai 1868 régissant l'administration des communes mixtes, les dépenses et les recettes de ces communes sont réglées par les dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1847 ;

L'art. 70 de cette ordonnance dispose que toutes les recettes municipales, pour lesquelles il n'est point prescrit un mode spécial de recrutement, s'effectueront sur des états dressés par les maires et rendus exécutoires par le visa du préfet ;

Une décision du préfet d'Alger du 31 octobre 1878, renouvelée le 15 mars 1888, a délégué aux administrateurs des communes mixtes les pouvoirs conférés au préfet par la loi, à l'effet de signer la contrainte des poursuites à exercer contre les contribuables retardataires ;

En conséquence, remplit les conditions de validité prescrites par l'ordonnance du 28 septembre 1847 l'état de redevance de cet arrêté et signé par l'administrateur-maire d'une commune mixte, et visé pour exécution par l'administrateur délégué du préfet ;

On objecterait vainement que, aux termes de l'art. 63 de la loi du 18 juillet 1837 et de l'art. 514 du décret du 31 mai 1862, les états de redevance dressés par les maires ne sont exécutoires qu'après avoir été visés par le sous-préfet, et que le préfet n'a pu déléguer aux mains des administrateurs des pouvoirs propres aux sous-préfets ; — ces dispositions, édictées en vue de l'administration communale de la métropole, n'ayant jamais été rendues applicables aux communes mixtes de l'Algérie, lesquelles demeurent régies par les arrêté et ordonnance susvisés.

ALGER, 18 MARS 1895. 409

Compétence, *Algérie, décret du 10 septembre 1886, matière personnelle et mobilière, indigènes musulmans en cause, tribunal civil, incompétence, ordre public.*

L'incompétence des tribunaux ordinaires, édictée par l'art. 26 du décret du 10 septembre 1886, lorsque, en matière personnelle et mobilière, les parties en cause sont des indigènes musulmans, est d'ordre public et peut être proposée en tout état de cause.

ALGER, 11 MAI 1895. 443

——— *bail entre commerçants, acte civil, juridiction civile.*

Un bail ne peut jamais constituer qu'un acte civil pour le bailleur même commerçant, louant même à un commerçant, et peu importe que la vente du fonds de commerce et la location servant à son exploitation aient été faites par un seul et même acte ;

En conséquence, la juridiction civile est seule compétente pour apprécier les difficultés relatives à l'exécution dudit bail, et faire application à la matière des dispositions du Code civil sur le contrat de louage.

ALGER, 10 JANV. 1895. 149

——— *bois et forêts, chênes-liège, concession, redevance, re-*

Pages

couvrement, contrainte, cahier des charges, décret, interprétation, sursis.

En Algéric, les tribunaux civils sont compétents pour apprécier la validité des contraintes décernées par la direction des domaines contre les concessionnaires de forêts de chênes-liège pour le recouvrement des redevances imposées auxdits concessionnaires ;

Sous la constitution du 14 janvier 1852, le gouvernement a pu légalement insérer dans le cahier des charges annexé à un décret de concession de forêts de chênes-liège une disposition attribuant compétence au conseil de préfecture pour statuer sur les contestations qui s'élèveraient entre les concessionnaires et l'administration au sujet de l'exécution dudit cahier des charges ;

En conséquence, lorsque l'opposition formée par les concessionnaires à la contrainte contre eux décernée nécessite l'interprétation des clauses du cahier des charges, le tribunal civil est tenu de surseoir jusqu'à ce que cette interprétation ait été donnée par le conseil de préfecture.

CONS. D'ÉTAT, 18 FÉVR. 1876 ; CASS. CIV. 10 DÉC. 1877. 37

——— *comptable de deniers publics, malversation, ministre, abandon du coupable, tribunaux judiciaires.*

Suivant une jurisprudence certaine, les dépositaires d'objets publics et les comptables de deniers publics ne peuvent être déclarés coupables de délits résultant de malversations par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions, qu'après avoir été au préalable déclarés reliquataires ou débiteurs envers l'État, à raison de leur comptabilité ou des faits de leur gestion, — les tribunaux judiciaires ne pouvant s'immiscer dans l'examen d'une comptabilité administrative, et se livrer à cet effet à l'appréciation d'actes et de faits purement administratifs, sans méconnaître d'une manière flagrante le principe fondamental de la séparation des pouvoirs ;

Mais cette règle doit cesser de recevoir son application, lorsque le comptable ou le dépositaire public a été abandonné à la juridiction ordinaire par le ministre lui-même sous les ordres duquel il se trouvait au moment où il s'est rendu coupable des détournements relevés contre lui, — cet abandon impliquant, dans ce cas, la désapprobation par le pouvoir administratif, soit de la comptabilité, soit de la gestion de l'agent inculpé.

ALGER, 29 JUIN 1895. 376

——— *droits et actions nés en Algérie, ordonnance du 16 avril 1843, action commerciale, application.*

Aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, lorsqu'il s'agit de droits et actions ayant pris naissance en Algérie, le demandeur peut assigner à son choix devant le tribunal du domicile en France du défendeur, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance ;

Cet article ne distingue pas entre les actions civiles et celles ayant un caractère commercial.

ALGER, 14 MARS 1895. 439

——— *instruction publique, lycée, proviseur, expulsion d'un élève, mesure administrative, contrat entre les parents et l'administration, nature, tribunaux judiciaires, incompétence.*

Pages

L'administration de chaque lycée est confiée à un proviseur, et à chacun de ces établissements est attaché un médecin spécial, avec mission de fournir au proviseur tous les documents utiles relatifs à la santé des élèves et à l'hygiène du lycée ;

Lorsque, après avoir reçu l'avis du médecin délégué, le proviseur prend une de ces mesures d'ordre intérieur, que commande l'hygiène du lycée et qui n'admet ni indécision, ni atermoiement, il est manifeste que ce n'est pas privativement mais comme fonctionnaire administratif qu'il agit, manifeste aussi que la décision ainsi prise se rapporte exclusivement et ne peut se rapporter qu'à un objet d'ordre administratif ;

En conséquence, les tribunaux judiciaires n'ont aucune compétence pour apprécier de tels actes ;

Vainement, on objecterait que, applicables peut-être au moment où il s'agit de l'admission d'un élève au lycée, ces principes ne le seraient plus lorsque cette admisssion est un fait acquis, — s'étant ainsi formé entre les parents de l'écolier et l'administration un contrat civil dont le mode d'exécution ne pourrait plus ressortir que de l'appréciation des tribunaux ordinaires ;

Si un contrat se forme bien, au moment de l'admission d'un élève dans un lycée, entre les parents de celui-ci et l'administration, ce contrat reste subordonné dans son existence ou sa durée aux clauses et conditions qui résultent de la discipline et de la réglementation intérieure des lycées ;

Au surplus, si l'exclusion d'un élève, prescrite dans un intérêt général et de conservation, constitue, lorsque d'ailleurs elle émane d'un fonctionnaire compétent et lorsqu'elle n'est entachée d'aucun abus d'autorité, une mesure d'ordre essentiellement administratif, elle conserve ce caractère qui lui est propre, quelle que soit l'époque à laquelle elle intervient.

ALGER, 2 JUILL. 1896. 426

——— *Tunisie, jugement de cadi, question d'état, tribunaux français, exequatur.*

Si les jugements rendus par les tribunaux étrangers doivent être revêtus de l'exequatur quand il y a lieu de les exécuter au sens juridique du mot, il n'en est pas de même lorsque ces jugements se bornent à constater l'état des personnes ;

En Tunisie, aux termes de l'art. 2 du décret du 31 juillet 1884, le règlement des contestations relatives au statut personnel des sujets tunisiens est expressément réservé aux tribunaux religieux ;

En conséquence, les tribunaux français de la régence sont incompétents pour connaître de l'appel d'un jugement de cadi qui a prononcé l'interdiction d'un Tunisien.

ALGER, 29 OCT. 1894. 33

——— *Tunisie, matière immobilière, immeuble non immatriculé, contestation, incompétence des tribunaux français, ordre public.*

Les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître des contestations entre sujets tunisiens, relatives à un immeuble non immatriculé ;

Et cette incompétence, étant d'ordre public, peut être invoquée en tout état de cause.

ALGER, 20 OCT. 1894. 59

Pages

——— *Tunisie, matière immobilière, immeuble non immatriculé, Tunisien en cause, déclinatoire, rejet.*

La réserve de compétence inscrite dans l'art. 5 du décret beylical du 31 juillet 1884, pour les actions immobilières qui portent sur des immeubles non immatriculés, a été faite dans l'intérêt unique des sujets tunisiens ;

En conséquence, elle ne peut pas être invoquée par les Européens ou protégés européens, et les Tunisiens sont libres d'y renoncer expressément ou tacitement ;

L'incompétence des tribunaux français n'a pas un caractère absolu, ne tenant ni à la matière, ni à l'ordre des juridictions.

TRIB. DE TUNIS, 6 AVRIL 1895. 344

——— *Tunisie, matière immobilière, immeuble non immatriculé, Tunisien en cause, tribunal français, incompétence, ordre public.*

Les tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour connaître d'un litige pendant entre parties de nationalité tunisienne au sujet d'un immeuble non immatriculé ;

Cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions établies en Tunisie en vertu de traités internationaux, est d'ordre public.

ALGER, 9 et 16 MAI 1895. 446

——— *Tunisie, matière immobilière, Tunisien en cause, licitation, demande d'immatriculation en cours, effets.*

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître de l'action en licitation et partage intentée par un Européen contre son copropriétaire tunisien, et le déclinatoire proposé par ce dernier doit être admis, s'il est proposé *in limine litis* ;

Peu importe que le demandeur européen ait requis l'immatriculation de l'immeuble indivis antérieurement à la mise en mouvement de son action en licitation et partage, une réquisition d'immatriculation ne pouvant avoir pour résultat de faire passer, par elle seule et avant toute décision du tribunal mixte, l'immeuble qui en est l'objet sous l'empire de la juridiction française.

TRIB. DE TUNIS, 8 MAI 1895. 356

——— *Tunisie, sujet tunisien, délit au préjudice de Français, tribunal correctionnel, conseil de guerre, incompétence.*

Les tribunaux criminels français, et non les conseils de guerre, sont compétents en Tunisie pour connaître, dans les limites de leur compétence respective et en conformité de la loi française, de tous les crimes, délits ou contraventions commis en Tunisie par des sujets tunisiens, non militaires ni assimilés, au préjudice des Français ou protégés français et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes.

AIX, 22 FÉVR. 1895. 245

——— *vente domaniale, tribunaux judiciaires, tribunaux administratifs, incompétence.*

Les tribunaux administratifs ne sont pas compétents pour inter-

Pages

préter le sens et la portée des ventes domaniales en Algérie, cette matière rentrant dans la compétence des tribunaux judiciaires.

CONS. D'ÉTAT, 5 MAI 1893. 437

V. *Avoué. — Cadi. — Connaissement. — Conseil de guerre. — Défenseur. — Dernier ressort. — Douanes. — Élections consulaires. — Exécution des jugements. — Filiation naturelle. — Juge de paix. — Juge de paix à compétence étendue. — Louage. — Naturalisation. — Notaire. — Octroi de mer. — Propriété. — Tutelle musulmane. — Voirie.*

Compétence administrative, *Tunisie, travaux publics, marché de fournitures, tribunaux civils, ministre, conseil d'État.*

Les tribunaux civils français en Tunisie sont incompétents pour trancher, entre un particulier et l'État français, une contestation née de l'exécution d'un contrat concernant une entreprise de travaux publics et annuler une décision du ministre de la guerre relative à cette entreprise ;

L'institution des conseils de contentieux administratif qui, dans les colonies, remplacent les conseils de préfecture, n'ayant pas encore été établie en Tunisie, il y a lieu de suivre, pour les litiges entre l'État français et les entrepreneurs de travaux publics, la règle générale posée par l'art. 13 du décret du 11 juin 1806 pour les marchés de fournitures passés par l'État ;

En vertu de cette règle, l'entrepreneur qui veut former une demande contre l'État doit provoquer d'abord une décision du ministre qui a conclu le marché, et, si ce dernier refuse de lui donner satisfaction, il peut soumettre directement le litige au conseil d'État.

TRIB. DE TUNIS, 17 DÉC. 1894. 186

Concession de terres domaniales, *décret du 30 septembre 1878, art. 12, concessionnaire, hypothèque, condition suspensive, privilège, rang.*

L'hypothèque consentie par le concessionnaire sous condition suspensive et dans les conditions prévues par l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878 constitue une hypothèque privilégiée, primant les autres hypothèques, sans distinction entre les hypothèques légales, conventionnelles ou judiciaires.

ALGER, 25 AVRIL 1895. 418

V. *Compétence.*

Concordat. — V. *Faillite.*

Connaissement, *attribution de juridiction, destinataire, effets, incompétence relative.*

Le destinataire de la marchandise est-il tenu, comme le chargeur et le transporteur, par les termes du connaissement, attribuant notamment compétence à un tribunal particulier pour toutes les

Pages

difficultés pouvant naître de l'usage de ce connaissement ? (*Non résolu*) ;

En tous cas, cette incompétence étant purement relative, doit être invoquée *in limine litis* et avant toute défense au fond.

ALGER, 29 JANV. 1895. 207

Conseil de guerre, *défenseur militaire, substitution à l'audience du défenseur désigné par le président, validité.*

Si, devant les Cours d'assises, le conseil de l'accusé ne peut être désigné par le président que parmi les avocats ou avoués, devant les conseils de guerre au contraire, aux termes de l'art. 110 C. just. mil., le défenseur peut être pris soit parmi les avocats ou avoués, soit parmi les militaires ;

La substitution, faite à l'audience, d'un autre défenseur au défenseur désigné par le président n'emporte aucune nullité, lorsqu'il est constaté que ce défenseur a assisté l'accusé pendant les débats, sans réclamation de sa part, a plaidé pour lui et fait tout ce que la défense exigeait.

CONS. DE REV. D'ALGER, 13 DÉC. 1894. 179

——— *jugement d'incompétence, pourvoi, irrecevabilité, conflit négatif de juridiction, règlement de juges, cour de cassation.*

Contrairement à ce qui a lieu dans le droit commun, ce n'est que postérieurement à la décision rendue sur le fond qu'un pourvoi en nullité peut être formé devant le conseil de revision, soit sur les moyens d'incompétence, soit contre le jugement de toute autre exception ou de tout incident soulevé dans le cours des débats ;

Il y a conflit négatif de juridiction nécessitant un règlement de juges par la Cour de cassation, lorsque le conseil de guerre, devant lequel un ordre du général commandant la division a renvoyé un accusé, s'est déclaré incompétent, pour le motif que cet accusé n'est pas justiciable des tribunaux militaires.

CONS. DE REV. D'ALGER, 28 FÉVR. 1895. 300

——— *procédure, question subsidiaire, position, formes.*

Lorsque le président d'un conseil de guerre pose, d'office, une question subsidiaire, il faut, à peine de nullité, qu'avant la clôture des débats, il ait fait connaître son intention, tant au ministère public qu'à l'accusé ;

Mais cet avertissement n'est pas nécessaire lorsque cette question, au lieu d'être posée d'office par le président, ne l'a été que sur la demande du ministère public dans son réquisitoire.

CONS. DE REV. D'ALGER, 30 AOUT 1894. 86

——— *témoins à décharge, moyen non produit devant les juges du fond, irrecevabilité, citation anticipée, art. 109 et 111 C. just. mil., pluralité d'accusés, circonstances aggravantes.*

Est irrecevable devant le conseil de revision le moyen tiré de ce que l'accusé n'a pas été mis à même de faire entendre des témoins à décharge, lorsque ce moyen n'a pas été produit devant les juges du fond ;

Pages

Commet un excès de pouvoir le commissaire du gouvernement qui cite les témoins à charge dans une affaire sur laquelle le général n'a pas encore statué ni pu faire connaître la décision qui interviendrait après l'examen du dossier ; cette irrégularité ne peut toutefois vicier le jugement, lorsque les intérêts du condamné n'ont pas été lésés ;

Si les circonstances aggravantes matérielles sont communes à tous les coaccusés d'un même crime et ne peuvent être résolues différemment pour chacun d'eux, il n'en est pas de même des circonstances aggravantes purement morales d'intention, telles que la préméditation et le mobile du crime, qui sont, par leur nature même, personnelles à chaque accusé.

CONS. DE REV. D'ALGER, 27 DÉC. 1894. 170

V. *Compétence.*

Contrainte administrative. — V. *Compétence.*

Contrat de mariage, *communauté, divorce, art. 1463 C. civ., renonciation implicite, effets, ordre public.*

Est absolue et met obstacle à toute acceptation ultérieure, la disposition de l'art. 1463 C. civ., aux termes de laquelle la femme divorcée ou séparée de corps, qui n'a point dans les trois mois et quarante jours après le divorce ou la séparation de corps accepté la communauté, est censée y avoir renoncé, à moins, qu'étant encore dans le délai, elle n'en ait obtenu la prorogation en justice ;

Cette disposition, touchant au fond même du droit, est une disposition d'ordre public, qui peut être invoquée en tout état de cause, devant la Cour d'appel.

ALGER, 14 MARS 1895. 407

Contributions diverses, *distillerie, appareil en activité, défaut de déclaration, contravention, propriétaire de la distillerie, représentant.*

Par le seul fait que les appareils de distillation sont mis en activité, le distillateur est obligé d'en faire immédiatement la déclaration sur le registre n° 4, et ensuite le résultat de la fabrication doit être inscrit sur le registre n° 4 A ;

L'omission de ces formalités constitue une contravention, non en matière d'octroi, mais en matière de contributions diverses ou indirectes ;

Pour échapper à l'application de la loi pénale en cette matière, le distillateur arguerait vainement de sa bonne foi, en soutenant qu'il a fait toutes les démarches nécessaires pour se faire remettre par l'administration compétente le registre prescrit par la loi, sans pouvoir y parvenir, et qu'il a pris la précaution de mentionner ses opérations, à défaut de ce registre, sur un cahier de papier, s'il n'a pas pris la précaution de faire constater authentiquement l'impossibilité où il s'est trouvé de se procurer le registre que l'administration est tenue de lui fournir ;

Mais si, dans ce cas, le distillateur est punissable, il n'en est pas de même de son représentant, lorsqu'aucun fait pouvant engager la responsabilité personnelle de ce dernier n'est relevé contre lui...

TRIB. DE MASCARA, 7 SEPT. 1894. 138

Pages

Cour d'assises. — V. *Chose jugée.*

Courses de chevaux, *Algérie, arrêté du 31 août 1851, société d'encouragement, règlement, nature.*

L'arrêté du 31 août 1851 sur les courses de chevaux en Algérie est tombé en désuétude ;

La clause contenue dans le règlement d'une société de courses, portant l'engagement de soumettre d'avance à des arbitres toutes les difficultés à naître entre les parties, est nulle comme ne précisant ni l'objet du litige, ni le nom des arbitres (*C. pr. civ., art. 1006).*

Alger, 7 mars 1895. 333

——— *Algérie, pari mutuel, loi du 2 juin 1891, inapplicabilité, société hippique, réglement.*

Ni la loi du 2 juin 1891, réglementant les courses de chevaux, ni le décret du 7 juillet suivant, relatif au pari mutuel sur les champs de courses, n'ont été promulgués en Algérie ;

En conséquence, si le pari mutuel est installé et fonctionne sur les champs de courses algériens, c'est par une simple tolérance de l'administration, et, par suite, chaque société hippique reste maîtresse de déterminer les conditions dans lesquelles les paris mutuels seront reçus.

Just. de paix de Boufarik, 22 déc. 1894. 81

Courses de taureaux, *chevaux, taureaux, animaux domestiques, mauvais traitements, loi Grammont, responsabilité.*

Les taureaux doivent, de même que les chevaux, être considérés comme des animaux domestiques ;

En conséquence, encourent les pénalités de la loi du 2 juillet 1850, dite loi Grammont, les picadors ou toreros qui, dans un lieu public, comme les arènes des courses de taureaux, ont exercé de mauvais traitements à l'égard de ces animaux, soit en déchirant les chairs à des taureaux, soit en exposant aux coups de cornes de ces taureaux des chevaux qui ont succombé à leurs blessures ; et le propriétaire des animaux maltraités doit être déclaré civilement responsable du fait de ses préposés.

Cass. (crim.), 16 févr. 1895. 247

Cours et tribunaux, *Cour d'appel d'Alger, poursuite disciplinaire, assemblée générale, composition, chambre des appels entre musulmans, loi du 30 août 1883.*

La Cour d'appel d'Alger, se composant, aux termes de la loi du 30 août 1883, de quatre chambres dont chacune ne peut juger qu'au nombre minimum de cinq membres, doit, pour sa composition en assemblée générale et la formation d'un nombre impair, se réunir au nombre minimum de vingt-un magistrats ;

Si l'une des chambres de la Cour, spécialement chargée de la connaissance des appels entre musulmans, peut statuer sur ces appels au nombre de trois conseillers seulement, cette exception n'est pas applicable au cas où ladite chambre est appelée à statuer sur toute autre affaire et, notamment, dans une poursuite disciplinaire intentée contre un Français.

Cass. (civ.), 12 déc. 1894. 201

Pages

——— *question d'état, formes, audience solennelle, décret du 30 mars 1808.*

Aux termes de l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, les contestations sur l'état civil des citoyens doivent être jugées en audience solennelle par les cours d'appel ;

Peu importe que la contestation se produise sous la forme principale ou sous la forme incidente et comme simple moyen de défense à l'action principale, qu'elle constitue un litige spécial, ou bien affecte les caractères d'une simple demande reconventionnelle, — une question d'état, de quelque façon qu'elle se présente, devant toujours être jugée avec une solennité particulière.

ALGER, 27 MAI 1895. 406

Crédit foncier de France, *décret-loi du 28 février 1852, annuité, non-paiement, jugement, dernier ressort, commandement, caractère, contestation, appel, Code de procédure civile, formes et délais.*

Est formel et ne saurait prêter à l'équivoque l'art. 32 du décret-loi du 28 février 1852, spécial au Crédit foncier de France, aux termes duquel, dans le cas de non-paiement d'une annuité, s'il y a contestation, le jugement qui intervient n'est pas susceptible d'appel ;

Le commandement signifié au débiteur à la requête du Crédit foncier équivaut à un procès-verbal de saisie immobilière, et il y a lieu d'observer, pour l'appel du jugement qui a statué sur l'opposition formée à ce commandement, les formes et les délais prescrits par la loi en matière de saisie immobilière.

ALGER, 15 JUIN 1895. 449

D

Défenseur, *avoué, Algérie, fonctions, caractère, presse, diffamation, adjoint au maire, connexité, compétence.*

En Algérie, les défenseurs et les avoués, institués par le décret du 27 décembre 1881, bien que nommés directement par le pouvoir exécutif, ne peuvent être considérés comme fonctionnaires publics, ni comme dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni comme citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 28 juillet 1881 ;

En conséquence, la juridiction correctionnelle est compétente pour connaître d'imputations diffamatoires et d'injures dirigées, par la voie de la presse, contre un défenseur, et relatives à ses fonctions d'officier ministériel ;

Et cette juridiction ne peut s'en dessaisir sous prétexte de connexité avec des imputations diffamatoires et des injures dirigées contre le même en sa qualité d'adjoint au maire.

CASS. (CRIM.), 4 JANV. 1894. 285

V. *Postes et télégraphes.*

Pages

Degré de juridiction, *demande reconventionnelle fondée sur la demande principale, taux du ressort.*

Aux termes de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, la demande reconventionnelle, quelle que soit d'ailleurs son importance, ne modifie pas le taux du ressort, quand elle est exclusivement fondée sur la demande principale.

ALGER, 9 FÉVR. 1895. 262

——— *saisie, revendication, taux du ressort, objet saisi, valeur.*

S'il est vrai que, dans les contestations entre le saisi et le saisissant touchant la saisie elle-même, le taux du litige est déterminé par les causes de la saisie, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de revendication d'objets saisis;

Dans ce cas, la valeur du litige se détermine par l'objet de la revendication.

ALGER, 24 DÉC. 1894. 302

Dernier ressort, *contravention substituée à un délit, connexité, qualification, compétence, presse, diffamation, loi du 29 juillet 1881, injure non visée dans la citation.*

Aux termes de l'art. 192 C. inst. crim., si le fait n'est qu'une contravention, le tribunal correctionnel doit, à défaut de demande de renvoi, statuer sur la peine et sur les dommages-intérêts, et sa décision est en dernier ressort;

Mais il n'en est pas ainsi quand le tribunal a statué en même temps sur un délit connexe;

La décision est d'ailleurs susceptible d'appel en ce qui concerne la qualification donnée par le tribunal aux faits retenus comme constituant une contravention;

A plus forte raison en ce qui concerne sa compétence, quand, saisi régulièrement d'une action en diffamation, il ne l'a pas été subsidiairement de la contravention d'injure;

L'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881 modifie l'art. 192 C. inst. crim. en ce sens que le tribunal correctionnel, saisi d'un délit de diffamation, ne peut lui substituer la contravention d'injure que s'il a été saisi de contravention et si l'art. 33 de la loi de 1881 a été visé dans la citation.

ALGER, 11 JANV. 1895. 35

——— *juge de paix, matière musulmane, non comparution sur les deux avertissements, incompétence* ratione personæ *soulevée pour la première fois en appel, irrecevabilité*

En matière musulmane, l'exception d'incompétence *ratione personæ* n'est pas recevable, si elle est soulevée pour la première fois en appel, même lorsque le défendeur a été condamné par défaut en première instance et qu'il n'a pu, en conséquence, la proposer *in limine litis.*

TRIB. DE CONSTANTINE, 19 MAI 1894. 89

——— *Tunisie, tribunal de Sousse, taux, décret du 1er décembre 1887, loi du 28 mars 1883.*

Pages

N'est pas susceptible d'appel la décision du tribunal de Sousse, dont la compétence en dernier ressort a été fixée à 3,000 fr. par le décret du 1er décembre 1887 et la loi du 28 mars 1883, statuant sur une demande en paiement de 3,000 piastres.

ALGER, 25 MARS 1895. 451

V. *Crédit foncier de France.*

Désistement, *acte d'appel, acceptation, art. 400 C. pr. civ., application, appel incident, effet.*

L'art. 400 C. pr. civ., qui exige que le désistement soit accepté, n'est applicable qu'aux matières de première instance et ne régit pas le désistement, fait par une partie, de son acte d'appel ;

Le désistement de l'appel principal laisse subsister l'appel incident.

ALGER, 17 JANV. 1895. 192

Dette alimentaire. — V. *Filiation naturelle.*

Divorce, *étrangers, loi étrangère, application, juge du fond, interprétation souveraine.*

La législation russe est applicable à la demande en divorce formée par une française qui a épousé un Russe devant l'officier de l'état civil français ;

Aux termes de cette législation, qui prohibe le divorce entre des époux de cultes différents dont l'union n'a été célébrée qu'à l'église catholique, la demande en divorce est irrecevable, quand le mari est luthérien et que l'union n'a pas été consacrée par un ministre de ce culte ;

Du reste, l'interprétation que les juges du fond donnent ainsi à la loi étrangère est souveraine, comme portant sur une simple question de fait, et échappe à la censure de la Cour de cassation ;

D'autre part, en constatant un fait religieux pour en déduire des conséquences juridiques entre étrangers, par application de leur législation nationale, les juges du fond ne violent pas le principe, qu'en France le mariage civil produit seul des effets légaux.

CASS. (REQ.), 12 FÉVR. 1895. 250

—— *preuve, parent, admissibilité, cause, maladie de la femme, conduite scandaleuse du mari, injure grave.*

La preuve, en matière de divorce, est soumise à des règles particulières en ce sens que des personnes, dont le témoignage serait suspect en tout autre matière, ne peuvent ni ne doivent être mises en suspicion par un motif tiré uniquement de leur qualité ;

Constitue une injure grave, susceptible de faire prononcer le divorce, le fait par le mari de mener une conduite scandaleuse pendant une maladie de sa femme.

ALGER, 18 FÉVR. 1895. 292

V. *Contrat de mariage. — Mariage.*

Pages

Domaine de l'État, *Tunisie, action en justice, représentant, directeur des finances, remplacement par un agent local.*

Le décret beylical du 17 février 1886 exige que les actions intéressant le domaine de l'État soient exercées par le directeur des finances ;

Mais il n'interdit pas à ce fonctionnaire de faire suivre la procédure en son nom par un agent local.

CASS. (CIV.), 7 JANV. 1895. 140

Domaine public, *Tunisie, place de guerre, forteresse, ouvrage de défense, destination militaire.*

Avant l'occupation française, les fortifications des villes de la Régence, étant affectées à une destination militaire, étaient insusceptibles d'appropriation privée ;

Par décret beylical du 19 octobre 1883, les places de guerre ont été l'objet d'un classement dans lequel ont été comprises les fortifications de la ville de Tunis ;

Par décret beylicaux des 24 septembre 1885 et 2 septembre 1886, les ouvrages de défense ou forteresses classées ont été déclarés faire partie du domaine public et remis au ministre de la guerre, sans qu'il ait été inséré dans la loi, en ce qui concerne ces ouvrages ou défenses, les réserves expresses qui ont, au contraire, été faites relativement aux cours d'eau, sources, abreuvoirs, et aux rivages de la mer.

ALGER, 11 JUIN 1895. 428

Dommages-intérêts. — V. *Cautionnement. — Élections. — Esclavage. — Immatriculation.*

Donation, *Tunisie, transcription, effets à l'égard des tiers, remise du titre de propriété, donataire, faute lourde, responsabilité.*

La loi tunisienne n'impose en aucune manière l'obligation de la transcription de la donation sur le titre de propriété pour la rendre opposable aux tiers ;

Mais le donataire commet une faute lourde, engageant sa responsabilité, lorsque, n'ayant pas fait transcrire sa donation sur le titre de propriété, il laisse en outre ce titre de propriété entre les mains du donateur et permet par son silence à celui-ci de persuader aux tiers qu'il n'a jamais cessé d'être propriétaire.

ALGER, 26 FÉVR. 1895. 315

Donation entre époux, *art. 1094 C. civ., quotité disponible, attribution équivalente, validité.*

Un conjoint peut valablement disposer en faveur de son conjoint du quart en nue propriété et de la moitié en usufruit de ses biens, cette attribution étant équivalente à celle qu'autorise l'art. 1094 C. civ.

ALGER, 27 DÉC. 1894. 181

Dot, *femme musulmane, célébration du mariage, répudiation antérieure.*

Pages

La femme musulmane a droit à la moitié de la dot constituée, lorsqu'elle a été répudiée avant la célébration du mariage.

TRIB. DE TUNIS, 22 JUILL. 1895. 325

Douanes, *Algérie, contravention, procès-verbal, force probante, marchandises prohibées, introduction, rayon frontière, décret du 24 juillet 1890, bonne foi, circonstances atténuantes.*

Les procès-verbaux des agents des douanes, non attaqués par l'inscription de faux, font foi pleine et entière des faits matériels qu'ils constatent (*L. 11 floréal an VII, art. 11*);

Aux termes de l'art. 38 de la loi du 28 avril 1816, les marchandises prohibées à l'entrée sont réputées avoir été introduites en fraude, notamment lorsqu'elles sont trouvées dans le rayon des frontières non munies d'un acquit de paiement, passavant ou autre expédition, valable pour la route qu'elles tiendront ;

L'art. 41 de la même loi interdit et punit toute importation par terre d'objets prohibés et toute introduction frauduleuse d'objets tarifés dont le droit serait de 20 fr. le quintal métrique et au-dessus ;

Le décret du 24 juillet 1890 assujettit, en Algérie, à la police du rayon frontière, c'est-à-dire aux lois sur la contrebande, les marchandises prohibées et spécialement les tissus de coton ;

En déterminant le rayon douanier de la frontière est de l'Algérie et en soumettant ce rayon à la police douanière, le décret de 1890 a, implicitement et nécessairement, placé ce rayon sous l'empire de toutes les lois générales répressives de douane ;

En cette matière, le tribunal de répression n'est pas autorisé à excuser le contrevenant en se basant sur son intention et sa bonne foi, non plus qu'à appliquer les circonstances atténuantes, prévues par l'art. 463 C. pén., la loi abandonnant à l'administration seule l'examen des questions d'intention et de bonne foi du contrevenant, et lui laissant le soin d'apprécier les circonstances qui, dans chaque espèce, peuvent être de nature à faire modérer ou même remettre les peines encourues ou prononcées.

ALGER, 16 FÉVR. 1895. 213

——— *Algérie, sucres, expertise, droits à l'importation, loi du 19 mars 1875, loi du 10 juillet 1880, défaut de promulgation, non applicabilité.*

Il y a lieu à expertise, en matière de douanes, toutes les fois que le différend porte sur la qualité de la marchandise et, par suite, sur la quotité des droits exigibles ;

En Algérie, le tarif des droits à l'importation des sucres est fixé par la loi du 19 mars 1875 ;

La loi du 10 juillet 1880, portant dégrèvement des droits sur les sucres, n'ayant pas été spécialement promulguée en Algérie, n'y est pas applicable.

TRIB. DE BÔNE, 11 DÉC. 1894. 57

——— *Algérie, sucres, importation, tarif applicable, loi du 19 juillet 1880, inapplicabilité, droits de douane, refus de paiement, juge de paix, compétence.*

En Algérie, le tarif applicable à l'importation des sucres est celui de la loi du 19 mars 1875 ;

Pages

La loi du 19 juillet 1880, portant dégrèvement des droits sur les sucres, n'ayant pas été spécialement promulguée en Algérie, n'y est pas applicable ;

Les contestations concernant les refus de payer des droits de douanes entrent dans les attributions du juge de paix *(L. 14 fructidor an III, art. 10).*

TRIB. DE BÔNE, 11 DÉC. 1894. 114

E

Échange, *droit musulman, bien wakf, effets.*

Il est de principe, en droit musulman, que tout bien donné en échange ou en remplacement d'un autre bien déjà wakf, devient wakf, et par conséquent, inaliénable par le seul fait de l'échange ou de la substitution, sans que la passation d'un acte en forme de hogget soit requise pour lui conférer ce caractère.

C. MIXTE D'ALEXANDRIE, 21 JANV. 1895. 321

Effets de commerce, *endossement après l'échéance, validité.*

L'endossement sérieux et non frauduleux d'un effet de commerce, fait même après l'échéance, produit tous les effets de l'endossement régulier.

ALGER, 29 JANV. 1895. 163

——— *Tunisie, paiement, monnaie étrangère, billets de banque italiens.*

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour affirmer que nul n'est tenu de recevoir une monnaie fiduciaire, à moins qu'elle n'ait cours forcé au lieu du paiement ;

Les billets de la banque nationale d'Italie n'ont en Tunisie ni cours forcé ni même cours légal.

TRIB. DE TUNIS, 28 MARS 1895. 289

Élections, *tentative de fraude, partie civile, préjudice, preuve, action en dommages-intérêts, acquittement du prévenu, demande reconventionnelle en dommages-intérêts, lettre missive, propriété, restitution.*

L'action en dommages-intérêts dirigée contre un prévenu de tentative de fraude en matière électorale, par le moyen d'une lettre écrite par le prévenu à un électeur, ne peut être déclarée recevable qu'autant que la partie civile établit l'existence d'un préjudice réel et personnel à elle causé par cette lettre missive ;

En cas d'acquittement du prévenu, celui-ci est fondé, aux termes de l'art. 191 C. inst crim., à former contre la partie civile poursuivante une demande reconventionnelle en dommages-intérêts ;

Une lettre missive, étant la propriété du destinataire, ne saurait être restituée à celui qui l'a écrite que du consentement et en la présence de ce destinataire.

ALGER, 17 NOV. 1894. 167

Pages

Élections consulaires, *Algérie, loi du 8 décembre 1883, défaut de promulgation, loi du 21 décembre 1871, listes électorales, formation, réclamations, juge de paix. incompétence.*

Les élections consulaires en Algérie sont régies, non par la loi du 8 décembre 1883, qui n'y a pas été l'objet d'une promulgation spéciale, mais par celle du 21 décembre 1871, qui a été promulguée dans la colonie par le décret du 10 mai 1872 ;

En conséquence, les listes électorales sont formées en Algérie conformément aux prescriptions de la loi du 12 décembre 1871, et le juge de paix est incompétent pour connaître des réclamations élevées contre les décisions de la commission.

JUST. DE PAIX DE BÔNE, 10 DÉC. 1894. 197

Élections départementales, *Algérie, chemin vicinal, travaux, entrepreneur, éligibilité.*

Les chemins vicinaux, même de grande communication, étant à la charge des communes, et constituant, par suite, un service communal, bien que ces chemins puissent recevoir des subventions sur les fonds du budget départemental, l'entrepreneur des travaux à exécuter sur un chemin vicinal de grande communication ne peut être considéré comme entrepreneur d'un service départemental dans le sens de l'art. 10 du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 3 août 1880, et, par suite, il peut faire partie du conseil général ;

Si, aux termes de l'art. 15 du décret du 23 septembre 1875, les protestations doivent être notifiées à la partie intéressée dans le délai d'un mois, à compter du jour de l'élection, le retard apporté à l'accomplissement de cette formalité, qui n'est pas prescrite sous peine de nullité, ne suffit pas pour rendre non recevables lesdites protestations.

CONS. D'ÉTAT, 25 NOV. 1881. 49

——— *Algérie, circonscriptions, délimitation, liste unique, répartition.*

Dans le cas où le gouverneur général de l'Algérie a divisé une commune entre deux circonscriptions électorales pour la nomination des membres du conseil général, et où il n'a été néanmoins dressé qu'une seule liste électorale dans cette commune, la répartition des électeurs entre les deux circonscriptions est une simple opération matérielle, et cette opération doit être considérée comme régulière lorsque le réclamant, sur la communication à lui donnée de la liste de la circonscription à laquelle il appartient, ne cite le nom d'aucun électeur indûment inscrit ou omis.

CONS. D'ÉTAT, 9 MAI 1884. 53

——— *Algérie, médecin de colonisation, éligibilité.*

Un médecin de colonisation, en Algérie, étant nommé par le gouverneur général, et recevant son traitement sur les fonds de l'État, n'est pas un agent salarié du département et peut, par suite, faire partie du conseil général, bien qu'en sa qualité, il ait droit, d'après les règlements, à des honoraires payés par le département pour les enfants assistés malades et à des rétributions également à la charge du département pour les vaccinations réussies.

CONS. D'ÉTAT, 2 DÉC. 1881. 51

Pages

Algérie, pasteur protestant, inéligibilité.

En Algérie, les pasteurs protestants sont inéligibles au conseil général, non seulement dans la paroisse de leur résidence, mais encore dans les localités rattachées administrativement à cette paroisse par application des art. 2 et 3 du décret du 14 septembre 1859. (*Décret, 3 août 1880).*

Cons. d'État, 15 mars 1884. 52

Élections municipales, *Algérie, commune mixte, adjoints spéciaux, législation de la métropole, application.*

En vertu des principes généraux du droit électoral contenus dans la loi du 5 avril 1884, et auxquels il n'est dérogé en ce qui touche les communes mixtes par aucune disposition légale particulière, n'est pas éligible, comme adjoint spécial de la commune mixte, une personne qui n'est ni électeur, ni inscrite au rôle des contributions directes dans la commune et qui ne justifie pas qu'elle dût y être inscrite au 1er janvier de l'année de l'élection.

Cons. d'État, 22 déc. 1894. 436

Endossement. — V. *Effets de commerce.*

Enquête, *Algérie, formes ordinaires, validité, droit commun application.*

Aucune législation n'interdit en Algérie l'enquête par voie ordinaire;

Lorsque les tribunaux ont cru devoir recourir à ce mode de procéder, une semblable décision entraîne virtuellement pour toutes les questions de détail l'obligation de se référer aux prescriptions inscrites au titre XII C. pr. civ., et notamment à celles des art. 256 et 267 de ce code.

Alger, 15 janv. 1895. 95

Enregistrement, *jugement rendu par un tribunal colonial, pourvoi en cassation, droit de titre et de condamnation, tarif réduit.*

N'a pas à acquitter le paiement intégral des droits de titre et de condamnation sur le tarif établi pour les jugements métropolitains, mais reste, au contraire, soumis au tarif réduit applicable aux colonies, le jugement qui, rendu par un tribunal d'une colonie, est déféré, par voie de pourvoi, à la Cour de cassation.

Trib. de la Seine, 23 nov. 1894. 117

Enzel, *bail à kirdar, augmentation, pouvoir du juge, point de départ, intérêts moratoires, validité.*

Le kirdar ne pouvant être augmenté que par le juge, l'augmentation doit partir du jour de la décision qui l'a ordonnée;

Les intérêts des enzels arriérés ne peuvent être dûs que du jour où ceux-ci ont été réclamés en justice; on objecterait vainement que, lorsque toutes les parties en cause sont musulmanes, le prêt à intérêt n'étant pas prévu par leur religion, aucune condamnation aux intérêts ne saurait intervenir, les intérêts moratoires ayant leur fondement dans la loi de procédure et non dans le statut personnel des parties.

Trib. de Tunis, 30 juill. 1894. 106

Pages

Étranger, *déclaration de résidence, loi du 8 août 1893, résidence antérieure, déclaration expresse, omission, enseigne, demande d'autorisation, non équivalence.*

La déclaration de résidence que les étrangers non admis à domicile doivent faire à la mairie conformément à l'art. 1er de la loi du 8 août 1893, déclarée applicable à l'Algérie par le décret du 7 février 1894, est exigée non seulement des étrangers arrivant dans une commune pour y exercer une profession ou une industrie, mais de ceux qui se trouvaient déjà sur le territoire français au moment de la promulgation de ladite loi;

Cette déclaration constitue une formalité d'une nature spéciale et ne peut être remplacée par des formalités qui l'impliquent, mais dont l'objet est tout autre;

Spécialement, on ne peut considérer comme équivalent à une déclaration de résidence la demande d'autorisation, par un commerçant étranger, de placer une enseigne au-dessus de son magasin, et l'obtention de cette autorisation.

ALGER, 13 JUILL. 1895. 286

Exécution des jugements, *Tunisie, jugement de cadi, exequatur, tribunaux français, revision.*

La sentence émanée d'une juridiction tunisienne ne peut être rendue exécutoire contre un Européen par le tribunal civil qu'après une revision tant en la forme qu'au fond.

TRIB. DE TUNIS, 19 NOV. 1894. 226

——— *Tunisie, jugement du chara, exequatur, révision, pouvoir des tribunaux français, compétence, matière immobilière, indigène en cause.*

En l'état de la législation en vigueur en Tunisie, les juridictions françaises créées dans ce pays en 1883 ne peuvent connaître des questions immobilières qui s'agitent entre Européens et indigènes, l'examen de ces questions étant réservé au tribunal du chara;

En conséquence, ces juridictions doivent revêtir de l'exequatur les jugements rendus par le chara en matière immobilière, sans les reviser au fond, pourvu qu'ils aient été régulièrement rendus en la forme.

TRIB. DE SOUSSE, 17 JANV. 1895. 228

Exequatur. — V. *Saisie immobilière.*

Expert, *prestation de serment, dispense, juge des référés, pouvoir, nullité, acquiescement tacite.*

Il est de jurisprudence, que le juge des référés peut, quand il ordonne une expertise, dispenser d'office l'expert de la prestation de serment, et aucune disposition de loi ne s'oppose à ce que les juges du fond prennent pour base de leur décision une opération ainsi prescrite et à laquelle il a été procédé contradictoirement;

D'ailleurs, la nécessité du serment n'étant pas d'ordre public, la nullité résultant du défaut de prestation peut toujours être couverte par l'acquiescement exprès ou tacite des parties.

ALGER, 31 JANV. 1895. 298

F

Faillite, *concordat, art. 516 C. com., créancier personnel.*

Les dispositions de l'art. 516 C. com. ne s'appliquent qu'aux créanciers sociaux, connus ou inconnus, présents ou absents, mais non aux créanciers personnels, étrangers aux opérations de la société, et qui n'ont pas été appelés à concourir à sa liquidation.

ALGER, 7 JUIN 1895. 445

——— *concordat, créance, admissibilité, titre antérieur, cause préexistante.*

Les créances ne sont soumises à la loi du concordat qu'autant qu'elles reposent sur un titre certain antérieur à ce contrat;

Peu importe que la cause d'une échéance soit préexistante, si elle n'est reconnue légitime qu'à une époque où le failli a été remis à la tête de ses affaires (arg. art. 516 C. com.)

ALGER, 15 JANV. 1895. 296

V. *Liquidation judiciaire.*

Filiation naturelle, *Code civil italien, recherche de la paternité, interdiction, reconnaissance, preuve, Code Albertin, nom, droit aux aliments, statut personnel, tribunaux français, compétence.*

Les tribunaux français ont, en Tunisie, plénitude de juridiction sur les Européens, mais les questions d'état doivent être jugées d'après le statut personnel des parties en cause;

L'art. 189 C. civ. italien interdit la recherche de la paternité naturelle, si ce n'est en cas d'enlèvement ou de viol;

L'art. 181 du même Code dispose que la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut se faire que par acte authentique;

Il résulte du rapprochement des art. 185 et 193 de ce Code qu'une reconnaissance de paternité contenue dans un acte sous seing privé confère seulement à l'enfant une action pour obtenir des aliments, mais ne lui donne pas le droit de porter le nom de son père;

Mais, aux termes de l'art. 185 du Code Albertin, la recherche de la paternité est admise, lorsque l'individu indiqué comme le père de l'enfant a reconnu par écrit sa qualité ou lorsqu'il existe un écrit émanant de lui et duquel il résulte qu'il a donné à l'enfant une suite de soins à titre de père;

Pour déterminer la manière dont peut être prouvé un rapport juridique, il faut appliquer la loi qui était en vigueur au moment où ce lien de droit a pris naissance;

La loi italienne, comme la loi française, attribue le nom de son père à l'enfant naturel dont la filiation est légalement constatée, mais elle n'accorde à cet enfant le droit de réclamer des aliments que lorsqu'il en a réellement besoin.

TRIB. DE TUNIS, 10 DÉC. 1894. 129

Frais et dépens. — V. *Notaire.*

Pages

G

Gage, *détérioration, perte des hypothèques, créancier gagiste, faute, responsabilité, caution, décharge.*

Est déchargée de son obligation la caution qui ne peut plus être subrogée aux droits du débiteur principal, par suite de la perte des hypothèques que le créancier a laissé périmer par sa négligence.

CASS. (CIV.), 21 NOV. 1894. 174

H

Habous, *échange entre les particuliers et l'État, caractère, aliénation, nullité, effet absolu.*

L'immeuble reçu de l'État par des particuliers en échange de biens habous entre dans le patrimoine de ceux-ci avec les mêmes charges et participe du même caractère de habous;

Mais il perd ce caractère et devient melk lorsqu'il a été l'objet, de la part des dévolutaires, de partages de propriété ou d'aliénations accomplis au mépris de la volonté de l'auteur commun et qui rendent à jamais impossible la dévolution du bien habousé dans l'ordre prévu par le constituant.

Cette nullité du habous se produit à l'égard de tous; le habous est anéanti rétroactivement et l'immeuble ou son prix doit être partagé entre les héritiers du constituant, comme si ce dernier n'avait apporté à la loi successorale aucune modification.

ALGER, 6 DÉC. 1894. 1

V. *Immatriculation. — Succession musulmane.*

Hachakèches. — V. *Impôts.*

Hadana, *attribution, intérêt de l'enfant, principe dominant.*

Il est de jurisprudence constante qu'en matière de hadana, la rigueur du droit primitif doit être tempérée par une considération attentive de l'intérêt de l'enfant, et ce serait faire du droit musulman une fausse application que d'en tirer, pour la garde des enfants, des conséquences de nature à les priver des garanties de bons soins et de bonne éducation que le législateur a voulu leur assurer.

TRIB. DE TUNIS, 24 OCT. 1891. 54

Hypothèque légale, *nature, institution du droit civil, femme mariée étrangère; naturalisation, Algérie, résidence de trois ans, effets.*

L'hypothèque légale est une institution du droit civil dont il ne peut dépendre des parties de s'attribuer le bénéfice, eussent-elles

Pages

d'ailleurs contracté mariage devant un officier public français et adopté l'un des régimes organisés par la législation française, lorsqu'elles ne se trouvent pas dans la catégorie des personnes qui ont, en France, la jouissance des droits civils, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'une convention internationale ;

Spécialement, la femme née en Algérie d'un père sarde et mariée avec un Anglo-Maltais, qui n'est Française, ni par le fait de sa naissance, ni par le fait de son mariage, n'appartient pas à la catégorie des personnes ayant en France ou en Algérie la jouissance des droits civils ;

Il importe peu que le mari, par application de l'art. 3 du sénatus-consulte de 1865, prétende à cette jouissance pour sa femme et pour lui, par le motif qu'il justifie de trois années de résidence en Algérie, — cette condition de résidence ne suffisant pas pour lui conférer la nationalité française, mais le rendant seulement admissible à en faire la demande, et la nationalité française ne lui étant acquise que par le décret qui la lui accorde.

ALGER, 25 MARS 1895. 390

V. *Concession de terre domaniale. — Gage. — Succession musulmane.*

Immatriculation, *Tunisie, bail excédant une année, inscription, tiers, lésion, dol, action en dommages-intérêts, auteur du dol.*

L'art. 17 de la loi du 1er juillet 1885, aux termes duquel tout bail dépassant une année doit, pour être opposable aux tiers, être inscrit sur le titre de l'immeuble auquel il se rapporte, ne fait aucune distinction entre les baux antérieurs à l'immatriculation et ceux qui ont été consentis depuis cette formalité ;

Aux termes de l'art. 38 de la même loi, dont la loi du 15 mars 1892 n'a fait que consacrer le principe, toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'a jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol ;

Et d'après une jurisprudence constante, cette action en dommages-intérêts n'est jamais accordée que contre l'auteur de la lésion et lorsque celui-ci a agi de mauvaise foi.

TRIB. DE TUNIS, 12 NOV. 1894. 22

——— *Tunisie, décision du tribunal mixte, titre de propriété, effets, action en dommages-intérêts, conditions d'exercice, dol.*

La décision du tribunal mixte de Tunis qui admet une immatriculation a pour effet de fixer la situation juridique de l'immeuble immatriculé ; le titre dressé en suite de ladite décision est définitif inattaquable, et forme devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent ;

Pages

L'action en dommages-intérêts réservée par l'art. 38 de la loi foncière tunisienne aux personnes dont les droits sont lésés par une immatriculation existe seulement en cas de dol et ne peut être exercée que contre l'auteur du dol.

TRIB. DE TUNIS, 19 NOV. 1894. 226

——— *Tunisie, effets, copropriétaires, constitution de habous sur une part indivise, antériorité.*

Aux termes du décret du président de la République en date du 18 juillet 1888, « le titre dressé en suite de la décision du tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable ; il forme devant les juridictions françaises le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent, à l'exclusion de tous autres droits non inscrits » ;

Par application de ce texte, il ne peut être fait état d'une constitution de habous sur une propriété immatriculée, portant une date antérieure à l'immatriculation ;

L'art. 22 de la loi foncière qui, dans sa dernière rédaction (1892), a donné au copropriétaire la faculté de requérir l'immatriculation de l'immeuble dont il possède une part, n'a pas entendu qu'il ne pourrait faire bénéficier que cette part des effets de la décision qu'il demande au tribunal mixte ; au contraire, l'immeuble immatriculé sur sa demande l'est pour le tout, et passe, par suite, en totalité, sous le régime de la loi foncière, même au cas où l'autre copropriétaire ne le désirerait pas.

TRIB. DE TUNIS, 20 MARS 1895. 358

V. *Compétence.*

Impôts, *Tunisie, mahsoulats, fermier, caractère, droit de surveillance, limites, décret du 3 octobre 1884.*

Les fermiers des mahsoulats ne sont dépositaires d'aucune partie de l'autorité publique ; ils administrent leur fermage à leurs risques et périls et par leurs propres moyens ;

L'État leur doit aide et assistance pour arriver à la découverte et à la répression des contraventions commises à leur préjudice, mais ils ne peuvent pas se livrer personnellement à des actes d'exécution ayant un caractère de réparation civile ou de réparation pénale ;

Ils jouissent seulement d'un droit de surveillance indispensable à leur exploitation et destiné à sauvegarder leurs intérêts ; d'après une pratique constante, admise en Tunisie et ayant acquis force de loi, on a reconnu que ce droit de surveillance autorisait les fermiers à placer des gardiens près de la porte d'un commerçant, afin de s'assurer des quantités des marchandises entrant chez le contribuable ou sortant de chez lui ; d'après le même usage, on a permis aux fermiers de l'impôt de faire des perquisitions au domicile d'un particulier, à condition d'être assistés par un agent de l'autorité publique dont la désignation a été réglementée par l'art. 89 du décret du 3 octobre 1884 ; on va même jusqu'à permettre aux fermiers de saisir, préventivement et provisoirement, les marchandises sur lesquelles ils prétendent avoir des droits à exercer ;

Mais ces prérogatives, ayant un caractère exceptionnel, doivent être essentiellement limitées dans leur application ; elles ne peuvent pas, notamment, autoriser un fermier à interdire à un négociant

Pages

l'entrée de son magasin pendant une période qu'il plaît à ce fermier de fixer lui-même ; en procédant à une pareille mesure, le fermier dépasse certainement la limite de ses droits et commet un abus de pouvoir de nature à engager sa responsabilité ;

Le fermier chercherait vainement à se retrancher derrière l'art. 122 du décret du 3 octobre 1884, aux termes duquel les contraventions en matière d'impôts peuvent être prouvées par tous les moyens de droit commun : si le législateur, en effet, a donné aux agents du fisc le plus de facilité possible pour établir l'existence des fraudes dont ils ont à se plaindre, c'est une raison de plus pour que les fermiers s'abstiennent de mesures et de vexations vis-à-vis des contribuables, alors surtout que lesdites mesures ne sont pas indispensables à la sauvegarde de leurs droits.

TUNIS, 22 JUILL. 1895. 340

——— *Tunisie, mahsoulats, piments frais ou secs, interprétation, coutume constante, région de Nabeul, décrets beylicaux des 9 et 13 août 1887, poivrons, imposition, hachakèches, taxe, vente faite sans publicité, dégrèvement, décret du 29 février 1888, art. 13 du décret du 13 août 1887, interprétation, ville de Tunis, décret du 29 janvier 1895, portée.*

D'après une pratique ancienne et constamment suivie dans toutes les parties de la Régence où le tarif commun des mahsoulats promulgué en 1840 est devenu successivement applicable, les ventes des piments ont été assujetties à cet impôt, sans qu'aucune distinction ait jamais été faite entre les piments frais ou secs ;

Il n'est pas extraordinaire qu'un impôt ait pu être établi et perçu sur ces sortes de ventes en vertu d'un simple usage, un grand nombre de dispositions de la législation tunisienne reposant sur des usages ayant acquis force de loi ;

Depuis l'établissement du protectorat français, pour couper court aux incertitudes résultant quelquefois de l'absence de textes formels, on est déjà parvenu à codifier beaucoup de ces usages ; mais plusieurs n'ayant encore donné lieu à aucun décret, lorsqu'on se trouve en présence de l'une de ces pratiques certaines, observées depuis longtemps dans le pays et non contredites par un texte récent, il faut s'y conformer, bien qu'elle n'ait pas été reproduite dans une disposition expresse ;

Il doit en être surtout ainsi, quand il s'agit d'une question territoriale, telle que la réglementation des impôts ; ce principe a d'ailleurs été consacré pour les droits de mahsoulats par l'arrêté du Résident général du 15 décembre 1884 ;

La région de Nabeul est soumise aux taxes de mahsoulats tout au moins depuis le 12 avril 1881, et, depuis cette époque, ledit impôt n'a cessé d'y être exigé sur les ventes de poivrons de toute nature, frais ou secs, absolument comme dans les autres localités assujetties aux taxes en question ;

Les décrets beylicaux du 9 et du 13 août 1887, qui sont venus réglementer sur des bases nouvelles la perception des droits de mahsoulats relatifs aux fruits et aux légumes, n'ont pas dérogé à ces usages, ni affranchi les piments frais ou secs du paiement de l'impôt ;

Les poivrons secs ne sauraient bénéficier de la taxe de 6 et 1/4 0/0 fixée par le décret beylical du 9 août 1887 sur les légumes secs, ces légumes ne pouvant être compris dans l'espèce particulière de légumes pour lesquels est établie ladite taxe de 6 et 1/4 0/0, et qui, sous le nom de hachakèches, se rapprochent des céréales, tels que

Pages

les haricots secs, les lentilles, les fèves sèches, les pois chiches non grillés, le maïs sec, le sorgho ;

On ne saurait, d'autre part, prétendre que les poivrons secs ne peuvent tomber davantage sous le coup de la taxe de 25 0/0 fixée par le décret du 13 août 1887, sous prétexte que ce décret ne parle que des légumes frais, — ayant toujours été admis entre l'administration des finances et les contribuables que ces mots « légumes frais » ne s'employaient que par opposition au mot « hachakèches », et n'empêchaient pas les légumes entrant dans la première de ces deux catégories, c'est-à-dire tous ceux qui n'étaient pas hachakèches, d'être assujettis à l'impôt prévu pour les légumes frais, même quand ils étaient vendus secs; — d'ailleurs, tout doute sur ce point disparaît devant la pratique constante suivie sans protestation d'aucune sorte depuis la promulgation du décret du 13 août 1887 ;

Il résulte des termes de l'art. 13 § 1er du décret du 13 août 1887 que, pour savoir si une vente de fruits ou de légumes, dits légumes frais, doit être considérée comme clandestine et prohibée, il faut se reporter aux art. 3, 4 et 6 du décret du 9 août 1887 relatif aux céréales et aux légumes secs appelés hachakèches;

D'après ces trois articles, la vente faite sans publicité chez un propriétaire producteur, loin d'être défendue, étant au contraire formellement autorisée, en conséquence cette même vente doit être également permise pour les produits désignés dans le décret du 13 août 1887 ;

On objecterait en vain qu'une dispense d'impôt ne peut exister qu'en vertu d'une disposition formelle, cette disposition existant dans l'espèce, puisque l'art. 13 du décret du 13 août 1887 renvoie, sans modification ni réserve, au texte de l'art. 3 du décret du 9 août 1887 ;

En outre, le décret du 29 février 1888, qui réglemente les taxes de mahsoulats relatives aux ventes d'animaux de trait, de selle, de bât, de labour et de boucherie, se borne lui-même à déclarer, dans l'art. 5, « que la vente desdits animaux ne pourra avoir lieu que sur les marchés publics ou chez leur propriétaire, ainsi qu'il est dit aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 3 et à l'art. 4 du décret du 9 août 1887 » ;

L'administration des finances et ses fermiers n'hésitent pas cependant à reconnaître que le simple renvoi contenu dans ce dernier article suffit à démontrer que le législateur a voulu appliquer aux ventes d'animaux toutes les faveurs établies par les deux premiers paragraphes de l'art. 3 du décret sur les céréales, épices et hachakèches, c'est-à-dire que, non seulement les ventes de chevaux et de bestiaux, faites sans publicité chez un éleveur sont autorisées, mais que de plus ces sortes de ventes sont dispensées des droits de mahsoulats ;

L'interprétation ainsi donnée à l'art. 5 du décret de 1888 ne saurait être différente pour l'art. 13 du décret du 13 août 1887, dont le texte est encore plus explicite, notamment dans son paragraphe 2, la rédaction de ce paragraphe démontrant qu'il a eu pour but d'apporter une restriction à un régime de faveur qui venait d'être édicté au profit des acquisitions de fruits et de légumes faites directement dans les jardins, et que ce régime de faveur ne peut être que celui résultant de l'art. 3 du décret du 9 août 1887 dont l'application est rappelée dans le précédent paragraphe du même article, c'est-à-dire que les acquisitions susénoncées sont exemptes d'impôt toutes les fois qu'elles s'opèrent sans publicité chez un producteur ;

En pareil cas, on a maintenu sans doute pour le vendeur et n'

Pages

l'acheteur, l'obligation de présenter les fruits et les légumes sur le marché, mais cette obligation n'a été imposée que dans un but de contrôle et ne saurait avoir pour résulter d'empêcher la dispense de taxes dont il s'agit;

Cette prescription d'apporter sur les marchés tous les légumes récoltés en Tunisie, étant très rigoureuse, vient d'être supprimée pour la ville de Tunis, et doit être interprétée aussi restrictivement que possible pour les autres endroits, où elle est encore applicable;

L'inexécution de cette règle peut sans doute être prise en considération pour apprécier la bonne ou la mauvaise foi d'un contribuable, mais elle ne saurait suffire pour permettre à un fermier d'exiger des droits de mahsoulats, même lorsqu'on lui justifie qu'il se trouve en présence d'une vente dispensée de cet impôt;

Il n'y a aucune différence à faire, quant à la perception, entre la taxe de 6 et 1/4 0/0 établie par le décret du 9 août 1887 pour les céréales ou les hachakèches et celle de 25 0/0 fixée par le décret du 13 août 1887 pour les fruits et légumes frais;

Le producteur qui introduit des légumes dans une ville pour sa consommation n'est pas tenu de payer les droits de mahsoulats, suivant l'usage constamment suivi dans la Régence;

Aux termes du décret du 29 janvier 1885, contenant réglementation nouvelle des mahsoulats pour la ville de Tunis, les taxes qui se payaient autrefois sur le marché se perçoivent maintenant aux portes de la ville;

Grâce à cette innovation, les propriétaires ne sont plus obligés de se présenter au marché avant de pouvoir disposer de leurs marchandises; mais en revanche, il semble résulter de l'art. 1er § 2 et l'art. 8 de ce nouveau texte, qu'on ne fait plus de distinction pour les légumes destinés à la consommation personnelle d'un propriétaire, et qu'en outre la dispense d'impôt accordée précédemment aux ventes opérées sans publicité chez le producteur n'existe plus;

Il résulte enfin des intentions du rédacteur des décrets de 1887 et 1888, qu'aucune différence ne saurait être faite entre les fruits et les légumes et les autres produits du sol tunisien;

Du reste, si un doute était susceptible de s'élever sur le sens de l'art. 13 du décret du 13 août 1887, ce doute devrait s'interpréter en faveur des contribuables.

TRIB. DE TUNIS, 18 JUILL. 1895. 361

V. *Boissons.*

Impôts arabes, *réclamation, quittance des termes échus, israélite algérien, décret du 24 octobre 1870, naturalisation, décharge.*

Les impôts arabes achour el zekkat n'étant pas divisés en douzièmes pour le paiement, les réclamations contre ces impôts ne doivent pas, à peine de nullité, être accompagnés de la quittance des termes échus ;

Les impôts arabes ne sont pas dus par les israélites algériens qui ont été admis par le décret du 26 octobre 1870 à jouir des droits de citoyen français.

CONS. D'ÉTAT, 7 JUILL. 1882. 191

Instance domaniale. — V. *Propriété.*

Pages

Instruction criminelle. — V. *Juge d'instruction.*

Interdiction, *Tunisie, ordonnance du bey, validité, publicité, loi musulmane, fin de l'interdiction, causes, mort du tuteur.*

Est valable et opposable aux tiers, quelle que soit leur nationalité, l'ordonnance du bey qui prononce l'interdiction d'un sujet tunisien, le bey exerçant sur tous ses sujets le pouvoir judiciaire, et le cadi, quand il statue, n'agissant lui-même que comme délégué du souverain de son pays;

La législation tunisienne ne contient pas de dispositions analogues à celles de l'art. 501 C. civ., et n'impose pas la publication des jugements d'interdiction;

Si quelques indigènes annoncent dans les journaux l'interdiction de leurs parents, c'est à titre de simple précaution et uniquement pour éviter d'être exposés eux-mêmes à un recours quelconque de la part des personnes qui traiteraient avec l'interdit; mais une semblable publicité n'est exigée par aucun texte, ni par aucun usage ayant force de loi;

En conséquence, la sentence d'interdiction est régulière et opposable aux tiers, même si elle n'a été l'objet d'aucune publication;

L'interdit tunisien ne recouvre pas le libre exercice de ses droits par le seul fait de la mort du tuteur qui lui a été désigné;

En droit musulman comme en droit français, l'interdiction ne cesse qu'avec les causes qui l'ont déterminée, et l'interdit n'est relevé de son incapacité que par une décision spéciale émanant de l'autorité compétente;

D'ailleurs, en principe, le cadi est le tuteur de droit de l'interdit, et celui qui en exerce les fonctions à sa place n'agit que comme son délégué et sous sa surveillance.

TRIB. DE TUNIS, 28 JANV. 1895. 319

V. *Motifs des jugements.*

Intérêts des capitaux, *Tunisie, législation applicable, matière civile.*

La loi du 27 août 1881, qui décide qu'à défaut de convention l'intérêt légal est, en Algérie, de 6 0/0 tant en matière civile qu'en matière commerciale, n'est pas applicable en Tunisie;

En conséquence, il y a lieu pour les juridictions françaises de Tunisie, de fixer les intérêts moratoires à 5 0/0 en matière civile, conformément au droit commun et à la loi du 3 septembre 1807;

Ce principe a été, d'ailleurs, toujours observé en Tunisie depuis l'installation des tribunaux français, et il s'est formé à ce sujet un usage qui est aujourd'hui constant.

TRIB. DE TUNIS, 1er AVRIL 1895. 288

V. *Enzel.* — *Juge de paix.*

Interprète judiciaire, *traducteur assermenté, actes produits en justice, traduction, privilège, interprète militaire, territoire de commandement, défaut de qualité.*

En Algérie, les interprètes judiciaires et les traducteurs asser-

Pages

mentés ont seuls qualité, à l'exclusion des interprètes militaires, pour faire et certifier la traduction des actes soumis à la justice *(Ordonn. 19 mai 1846, art. 2 et 7)* ;

Et il n'y a pas lieu de faire exception à cette règle lorsque les parties habitent le territoire de commandement ;

Par suite, si les parties produisent aux débats des actes traduits par un interprète militaire, ces actes, sans être nuls, ne peuvent faire état dans la cause, et les juges doivent surseoir à statuer jusqu'à ce que lesdits actes aient été traduits par un interprète judiciaire ou un traducteur assermenté.

TRIB. DE BATNA, 27 AVRIL 1894. 6

J

Juge de paix, *musulmans, comparution volontaire, exécution, compétence, stipulation d'intérêts, loi française.*

Au cas où des musulmans (de la région militaire hors Tell) ont, d'un commun accord, saisi le juge de paix (en prorogeant la compétence de ce magistrat, conformément à l'art. 7 C. pr. civ.), ils se sont interdit de porter le même différend devant la justice musulmane et de le faire juger, dans ses suites éventuelles, d'après la loi musulmane ;

Il en résulte notamment, que le créancier est fondé à se faire allouer les intérêts des sommes dues, encore bien que la loi musulmane prohibe le prêt à intérêt ;

Il en est ainsi, alors surtout que les parties ont stipulé que des intérêts seraient dûs en cas de retard.

ALGER, 7 DÉC. 1892. 265

Juge de paix à compétence étendue, *délit de presse, défaut d'insertion, tribunal civil, incompétence, ordre public.*

Rentre dans la compétence des juges de paix à compétence étendue, le délit de refus d'insertion prévu et réprimé par l'art. 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ;

L'incompétence du tribunal civil est d'ordre public et doit être soulevée d'office par le juge.

TRIB. DE GUELMA, 9 NOV. 1894. 109

Juge d'instruction, *délégation pour informer, ordonnance, nullité, procureur général, pouvoirs.*

Le juge d'instruction délégué uniquement pour informer est incompétent pour rendre une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi ;

Pareille ordonnance est nulle, et le procureur général peut, n'en tenant aucun compte, requérir lui-même le non-lieu ou saisir directement la chambre des mises en accusation.

ALGER, 22 FÉVR. 1895. 291

Jugement, *juge absent, reprise des débats devant un autre juge, consentement des parties.*

Pages

Les débats peuvent être recommencés devant un autre juge, avec le consentement des parties et du magistrat absent pour cause de maladie *(L. 20 avril 1810, art. 7)*.

ALGER, 20 DÉC. 1894 104

——— *tribunal de commerce, juges, nombre insuffisant, nullité.*

Il y a lieu de déclarer nul, par application des art. 626 C. com. et 4 de la loi du 30 août 1883, le jugement d'un tribunal de commerce rendu par trois juges, dont l'un n'a pas assisté aux débats et plaidoiries.

ALGER, 5 NOV. 1894. 78

Jugement par défaut, *matière commerciale, avoué représentant la partie et non porteur d'une procuration spéciale, art. 421 et 414 C. proc. civ. et 627 C. com., décret du 27 décembre 1881, opposition, recevabilité.*

Des articles 421 et 414 C. proc. civ. et 627 C. com., il résulte que les parties doivent comparaître devant les tribunaux de commerce ou devant les tribunaux civils jugeant commercialement, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir porteur d'une procuration spéciale, et que le ministère des avoués devant ces tribunaux n'est valable qu'autant que ceux-ci ont été expressément autorisés par la partie elle-même présente à l'audience ou qu'ils sont munis d'un pouvoir spécial;

En conséquence, le jugement prononcé par un tribunal de commerce contre une partie représentée par un avoué non pourvu d'une autorisation spéciale est un jugement par défaut faute de comparaître, et l'opposition introduite contre un pareil jugement est recevable;

La disposition de l'arrêté du Gouverneur général du 17 juillet 1848, aux termes de laquelle le pouvoir spécial de représenter les parties devant les tribunaux de commerce de l'Algérie est présumée en faveur de l'avocat ou du défenseur porteur de la citation, est inapplicable aux avoués, régis par le décret du 27 décembre 1881.

TRIB. DE GUELMA, 8 MAI 1895. 440

——— *opposition, défendeur itérativement défaillant, irrecevabilité, demandeur défaillant, défaut-joint, opposition, recevabilité.*

Le droit d'opposition n'est dénié qu'aux défendeurs itérativement défaillants ou aux défendeurs ayant comparu lors du jugement de jonction et défaillants lors du jugement au fond;

Mais le demandeur défaillant, après jugement de défaut profit-joint par lui pris, peut au contraire former opposition.

ALGER, 29 JANV. 1895. 303

Jury. — V. *Chose jugée.*

L

Liquidation judiciaire, *conversion en faillite, art. 19 de la*

Pages

loi du 4 mars 1889, prescription limitative, absence de livres, exagération de la valeur des immeubles, emprisonnement, tribunal, pouvoir d'appréciation.

L'art. 19 de la loi du 4 mars 1889, article dont les prescriptions sont limitatives, n'a compris ni au nombre des cas qui donnent aux tribunaux de commerce la faculté de substituer la faillite à la liquidation judiciaire, ni au nombre de ceux qui leur imposent impérativement l'obligation de prononcer cette substitution, la tenue irrégulière ou l'absence de livres de commerce ;

L'exagération par les faillis de la valeur de leurs immeubles, dépouillée d'ailleurs de manœuvres ou circonstances de nature à lui imprimer un caractère frauduleux, ne saurait être assimilée à cette exagération du passif, à laquelle la loi du 4 mars 1889 attache, à titre de sanction pénale, la déclaration de faillite ;

Aux termes de l'art. 456 C. com., les tribunaux sont autorisés à puiser dans les circonstances de la cause, et même d'office, les motifs qui les déterminent à rapporter la mesure qui a affranchi le failli du dépôt de sa personne.

ALGER, 18 DÉC. 1894. 142

——— *dépôt du bilan, expiration du délai, tribunaux, pouvoir d'appréciation.*

Il résulte de la discussion qui a précédé le vote par le Sénat de la loi du 4 mars 1889, sur les liquidations judiciaires, que, dans la pensée du législateur, les tribunaux ont la faculté, lorsque le débiteur a laissé passer le délai de quinze jours, après sa cessation de paiements, avant de provoquer sa mise en liquidation, d'apprécier les circonstances de fait et de vérifier si le déclarant est oui ou non en situation d'être admis au bénéfice de la liquidation, malgré le retard apporté par lui au dépôt de son bilan.

ALGER, 5 NOV. 1894. 19

Louage. *appartement, maladie contagieuse, défaut de désinfection, propriétaire, responsabilité, compétence du juge de paix.*

Lorsqu'il se produit dans un appartement un décès par suite de maladie contagieuse, telle que la diphtérie, le propriétaire de la maison est tenu, avant de relouer les lieux, de les faire désinfecter par le service de l'hygiène publique ;

Faute par lui de ce faire, et si l'un des nouveaux locataires est atteint par la contagion, le propriétaire en faute n'est pas fondé à réclamer le paiement de ses loyers, et sa négligence le rend, en outre, passible de dommages-intérêts ;

La demande reconventionnelle du locataire en dommages-intérêts est de la compétence du juge de paix.

JUST. DE PAIX D'ORAN, 4 FÉVR. 1895. 204

——— *colonage partiaire, bail fait sans écrit, preuve testimoniale, art. 1715 C. civ., loi du 18 juillet 1889.*

La disposition de l'art. 1715 C. civ., qui interdit la preuve testimoniale du bail fait sans écrit et non encore exécuté, est une disposition générale visant le bail de colonage partiaire comme les autres baux.

ALGER, 7 FÉVR. 1895. 224

Pages

——— *preuve, art. 1715 C. civ., commencement de preuve par écrit, preuve testimoniale, admission.*

Malgré les termes précis de l'art. 1715 C. civ., qui interdit toute autre preuve du bail que la preuve écrite ou le serment décisoire, on admet qu'un commencement de preuve écrite permet l'admission de la preuve par simples présomptions.

ALGER, 18 FÉVR. 1895. 306

V. *Compétence.*

M

Mahsoulats. — V. *Impôts.*

Mandat. — V. *Commissionnaire.*

Mariage, *droit musulman, épouse non nubile, consommation, viol.*

Aux termes de la loi musulmane, une jeune fille en bas âge peut être légitimement épousée, mais la consommation n'est permise au mari que lorsque l'épouse est devenue nubile ;

En conséquence, le mari qui, contrevenant à ces prescriptions, a des rapports sexuels avec sa jeune épouse et use envers elle de violences pour parvenir à ses fins, commet le crime de viol.

COUR D'ASSISES D'ALGER, 24 JUIN 1895. 398

——— *israélites algériens, mariage antérieur au décret de 1870, loi mosaïque, preuve, possession d'État.*

Le mariage contracté en 1864 par des israélites algériens échappe aux prescriptions du décret du 24 octobre 1870, et ne relève que de la loi mosaïque ;

Aux termes de cette loi, le mariage entre israélites n'est assujetti à aucune forme sacramentelle ;

C'est un contrat purement consensuel, dont la justification peut être faite par tous les modes de preuve ordinaires, et même par la possession d'état.

ALGER, 21 MARS 1895. 309

——— *kanouns kabyles, interprétation, femme kabyle, état d'insurrection, divorce, répudiation, effets, droits et obligations du mari, enfant commun, pension alimentaire.*

Le décret du 17 avril 1889 a soumis à la compétence du juge de paix les questions intéressant le statut personnel des Kabyles, et, pour les juger, le juge doit tenir le plus large compte des principes généraux du droit qui les régit, principes souvent en contradiction avec les lois sur lesquelles repose la société moderne ;

Notamment, quand il s'agit de la femme kabyle, que les coutumes tiennent pour une chose dont le mari peut disposer à son gré, le

Pages

juge français est contraint d'accepter comme légale la situation pénible et attristante qui lui est faite, mais en même temps son devoir est de chercher, dans la mesure où la loi le lui permet, à venir au secours de cette déshéritée;

C'est surtout dans les affaires qui intéressent la femme, que le juge français doit interroger les *kanouns* avec précaution, et, parmi toutes les prescriptions dont la femme est l'objet de leur part, refuser une sanction tout au moins à celles qui violent les principes inscrits dans le Code pénal français et dans la loi naturelle;

Les *kanouns* kabyles posent en principe que la femme kabyle, lorsqu'elle abandonne son mari pour se retirer chez ses parents, est en état d'insurrection, c'est-à-dire dans une situation légale qui met la femme hors des atteintes de son mari, mais la laisse sans droits lorsqu'il s'agit de réclamer à celui-ci des aliments;

Les *kanouns*, d'autre part, autorisent le mari en ce cas, soit à répudier l'épouse, lorsque la rançon légale, *thamamth*, lui a été payée, soit à la laisser *thamaouokt*, c'est-à-dire à la retenir dans les liens du mariage, en la soustrayant au commerce des hommes et en lui interdisant à jamais de reprendre sa liberté;

Si les coutumes kabyles, et notamment celle de Yazzouzen-Bauadda, érigent bien en principe « que si la femme quitte volontairement son mari et qu'elle emmène l'enfant, elle n'a aucune pension pour ce dernier », le devoir du juge français, lorsque les coutumes kabyles consacrent de telles iniquités, est de ne pas tenir compte de leurs prescriptions et de faire respecter la loi naturelle qui est au-dessus de tous les *kanouns*;

Les auteurs kabyle varient sur la quotité de la *nefaka* que le mari doit payer pour l'entretien de l'enfant commun à la femme dont il se sépare, — cette pension étant tantôt d'un douro, tantôt de deux réaux par mois;

La femme kabyle n'est pas admise à demander le divorce;

Le mari qui dit à sa femme : « Je te répudie, si tu me donnes la somme de 250 fr. », prononce le *berrou'n tegouri* (répudiation avec fixation de prix);

Cette formule de répudiation, prononcée une seule fois, a pour effet de donner à la femme la liberté de se remarier moyennant paiement de la somme fixée;

Par la puissance de la formule : « Je mets sur ta tête 250 fr. », le mari est irrévocablement lié et ne peut plus se dédire ni augmenter le prix de la rançon, et, en conséquence, le jour où cette rançon est payée, la répudiation s'opère de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une intervention quelconque.

JUST. DE PAIX D'ALGER, 2 OCT. 1895. 412

——— *promesse, rupture motivée, demande en dommages-intérêts, irrecevabilité.*

Ne saurait donner ouverture à une action en dommages-intérêts de la part d'une future épouse, le fait par le fiancé de rompre le mariage projeté, lorsque cette rupture n'a d'autre cause que le défaut d'exécution, par le père de la fiancée, de son engagement de constituer une dot à sa fille.

ALGER, 16 NOV. 1894. 72

Meurtre, *conclusions du défenseur de l'auteur principal tendant à la position de la question d'excuse légale tirée de la pro-*

Pages

vocation, omission de statuer, nullité, recours seul du complice, étendue de l'annulation.

L'art. 321 C. pén. dispose que le meurtre ainsi que les coups et blessures volontaires sont excusables lorsqu'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes ;

Le président est tenu, à peine de nullité, de soumettre aux juges la question d'excuse posée par la défense dans les termes de la loi ;

Par suite, constitue une violation des art. 132 C. just. mil. et 339 C. inst. crim., et l'un des cas d'annulation prévus par l'art. 74 du Code militaire, l'omission de statuer sur cette question ainsi posée ;

Si certaines causes d'atténuation personnelles à l'auteur principal, telles que celles résultant de l'âge ou de la déclaration des circonstances atténuantes, peuvent ne pas profiter au complice, il n'en est pas de même de l'excuse de provocation, qui est inhérente au fait même, et dont le bénéfice est acquis au complice lorsque cette excuse a été admise par le conseil ;

Le complice, ayant le plus grand intérêt à ce que la question d'excuse soit posée et résolue, peut se pourvoir, quoiqu'elle n'ait été posée que pour l'auteur principal ; mais si ce dernier n'a pas formé de pourvoi, le jugement, en ce qui le concerne, a acquis l'autorité de la chose jugée et les effets du recours doivent être circonscrits au complice seul.

CONS. DE REV. D'ALGER, 10 AVRIL 1895. 401

Mitoyenneté, *Tunisie, droit musulman, mosquée, application.*

Les lois et coutumes musulmanes en vigueur en Tunisie n'excluent pas les règles de la mitoyenneté en ce qui concerne les mosquées et les autres édifices consacrés au culte.

TRIB. DE TUNIS, 24 DÉC. 1894. 134

Motifs des jugements, *interdiction, musulman, actes antérieurs, cause de l'interdiction, notoriété, preuve, droit musulman, insuffisance de motifs.*

Lorsqu'un tribunal a refusé d'annuler des billets souscrits par un musulman interdit, antérieurement à son interdiction, en se fondant sur ce que le tuteur était tenu de prouver que la cause de l'interdiction existait notoirement au moment de la souscription et sur ce qu'il ne rapportait pas cette preuve, et que devant la Cour l'intimé a conclu à la confirmation pure et simple du jugement, est insuffisamment motivé l'arrêt qui se borne à déclarer, pour infirmer ledit jugement, « qu'il résulte des circonstances de la cause qu'au moment de la création des deux billets l'interdit était dans un état de faiblesse d'esprit qui le livrait sans défense aux entreprises d'autrui », sans examiner si cet état était notoire, ni si, en droit musulman, cette notoriété est exigée.

CASS. (CIV.), 14 FÉVR. 1895. 203

N

Nantissement. — V. *Privilège.*

Pages

Nationalité, *enfant naturel non reconnu, naissance en Algérie, qualité de Français, reconnaissance postérieure par la mère étrangère.*

Est réputé Français l'enfant naturel non reconnu, né en Algérie antérieurement à la promulgation de la loi du 26 juin 1889;

Cette qualité ne saurait lui être enlevée par la reconnaissance postérieure faite par la mère, qui était, au moment de ladite reconnaissance, de nationalité espagnole.

ALGER, 4 FÉVR. 1895. 231

Naturalisation, *effets, juridiction française, compétence, changement de nationalité, modification.*

Il est de principe, que la naturalisation n'a d'effet que pour l'avenir et qu'elle n'accorde à l'étranger le bénéfice de la juridiction française que du moment où ladite naturalisation a été obtenue et à l'égard seulement des contestations dont la cause est postérieure;

Admettre la thèse contraire, serait permettre à l'étranger de se soustraire à ses juges naturels, et d'entraîner ses adversaires devant une nouvelle juridiction au cours d'un débat déjà lié, et de leur enlever le bénéfice d'une situation déjà acquise.

ALGER, 29 AVRIL 1895. 307

V. *Hypothèque légale. — Impôts arabes.*

Navire, *Tunisie, capitaine étranger, rapport de mer, force probante, avaries, arrimage.*

Si, aux termes des art. 242 et 243 C. com., le capitaine est tenu de faire, dans les 24 heures de son arrivée, un rapport de mer, soit au greffe du tribunal de commerce, soit à celui de la justice de paix, ces deux articles sont inapplicables aux capitaines étrangers, qui peuvent faire leur rapport devant le consul de leur nation;

Il ne s'ensuit pas cependant, que le rapport ainsi déposé par le capitaine d'un navire étranger au consul de sa nation ait la même valeur probante que celle qui est attribuée au rapport dressé en conformité des art. 242 et 243 C. com.;

Il n'a, comme les nominations d'experts et les auditions de témoins dont il a été suivi, rien de l'autorité qui s'attache à des actes de juridiction;

Et, en conséquence, il peut être débattu devant les tribunaux français par toutes les preuves contraires;

Le rapport de mer, même régulier en la forme, ne vaut, ni comme preuve, ni même comme simple présomption des événements qui y sont consignés, si le navire arrivant en avarie ne produit pas un certificat de bon arrimage ou si, à défaut, il ne fait pas constater l'état de cet arrimage en présence des destinataires.

TRIB. DE TUNIS, 21 MARS 1895. 349

Notaire, *honoraires, actes non tarifés, pouvoir d'appréciaion du juge.*

Les notaires n'ont pas droit, pour les actes non tarifés, à des honoraires proportionnels aux avantages que les parties peuvent retirer de ces actes, et les tarifs adoptés à cet égard par les assem-

Pages

blées générales ou les chambres de notaires ne lient pas les magistrats, qui ont, pour la fixation desdits honoraires, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation d'après les circonstances.

ALGER, 24 AVRIL 1894. 27

——— *honoraires, taxe, président du tribunal civil, caractère, règlement entre parties, retranchement, tribunal civil, compétence, taux du ressort.*

La taxe des honoraires d'un notaire, faite par le président du tribunal civil, n'a pas le caractère d'un jugement, et n'est qu'un règlement auquel peuvent ou non acquiescer les parties ;

Si l'une ou l'autre des parties n'acquiesce pas à ce règlement, c'est devant le tribunal civil qu'elle doit porter sa réclamation, qui ne saurait avoir d'autre détermination que le retranchement opéré par le président ;

C'est ce retranchement qui devient la cause de l'action, et son chiffre celui de la compétence.

ALGER, 2 JUILL. 1895. 444

Novation, *termes de paiement, modification, effets.*

N'emporte pas novation, le fait par le débiteur de demander à son créancier une modification dans les termes du paiement.

ALGER, 6 FÉVR. 1895. 294

Nullité facultative. — V. *Propriété.*

O

Obligation, *preuve, acte notarié, irrégularités, force probante, acte sous seing privé, conditions.*

Aux termes de l'art. 1318 C. civ. et 68 de la loi du 25 ventôse an XI, pour qu'un acte, nul comme acte authentique, ait la valeur d'un acte sous seing privé, il faut au moins qu'il ait le signe essentiel et apparent de l'authenticité ;

Un acte, qui n'est pas signé par le notaire, nul comme acte authentique, ne vaut pas davantage comme acte sous seing privé, s'il ne réunit pas les conditions exigées pour ces sortes d'actes, notamment s'il n'est pas signé par toutes les parties contractantes ;

Il ne suffit pas que le défaut de signature provienne de ce que les parties ou l'une d'elles ne savent pas signer, et la mention faite à cet égard par le notaire est insuffisante pour donner à l'acte la valeur d'un acte sous seing privé.

ALGER, 7 FÉVR. 1895. 260

——— *Tunisie, paiement d'acompte, libération, preuve, lacération des titres, traduction, inefficacité.*

D'après d'anciens usages suivis en Tunisie entre indigènes et qui ont dans ce pays force de loi, le paiement des acompte est cons-

Pages

taté par des mentions apposées au dos des titres de créance, et la preuve de la libération s'établit au moyen de la lacération de ces titres ;

Au moment de la lacération, le débiteur n'est pas tenu de rechercher si le titre a été traduit ;

En conséquence, la production de la traduction ne saurait être considérée comme constituant pour le créancier une justification suffisante de ses droits.

TRIB. DE TUNIS, 22 OCT. 1894. 76

Octroi de mer, *alcools, droit, fabrique, contestation, décret du 27 juin 1887, juge de paix, compétence.*

Il résulte des art. 37 et 38 du décret du 27 juin 1887, que le juge de paix est le juge de droit commun, à l'exclusion du tribunal de première instance, en tout ce qui concerne l'octroi de mer comme en matière de douane, quels que soient le chiffre et l'importance de la contestation ;

Spécialement, est de la compétence de ce magistrat la question de savoir si un particulier est fabricant d'alcool ou s'il se borne à rectifier les spiritueux achetés dans le commerce et dont les droits ont été acquittés ;

Cette compétence n'a pas été modifiée par l'art. 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892, qui s'est bornée à ajouter une taxe de consommation au droit d'octroi de mer déjà établi sur les alcools introduits ou fabriqués en Algérie.

ALGER, 4 MARS 1896. 233

Opérations de bourse, *coulissier, preuve, agent de change, bordereau, production.*

Aux termes de l'art. 1315 C. civ., celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit faire la preuve des conditions essentielles de sa validité ;

En conséquence, un coulissier, qui présente un compte d'opérations de bourse, doit, par application de ce principe, établir que lesdites opérations ont été faites par un agent de change ayant qualité pour les faire.

ALGER, 14 MARS 1894. 357

Opposition. — V. *Jugement par défaut. — Saisie arrêt.*

Ordre amiable, *saisi, convocation, non comparution, demande en nullité, irrecevabilité.*

Dans l'ordre amiable, si le saisi doit être convoqué, sa comparution ne lui confère pas voix délibérative, son défaut de comparution ne l'expose à aucune amende, et, dans aucun cas, il ne peut empêcher le règlement d'aboutir, lorsque les créanciers sont tous d'accord pour le conclure ;

En conséquence, il ne saurait être admis à alléguer la nullité de l'ordre amiable, par le seul motif que, y ayant été régulièrement appelé, il aurait jugé inutile d'y assister.

ALGER, 12 NOV. 1894. 60

Pages

P

Partie civile, *constitution, formes, avocat, mandat non justifié, irrecevabilité.*

Est irrégulière et irrecevable l'intervention de l'avocat se présentant au nom de la partie civile, lorsque, celle-ci ne comparaissant pas personnellement, l'avocat ne justifie d'aucun mandat pour la représenter et qu'il se borne à produire une requête d'intervention signée d'un avoué, qui lui-même ne se présente pas.

Pour que l'intervention de l'avocat soit admissible, il est nécessaire que l'avoué comparaisse, de façon que la cause de la partie civile soit liée contradictoirement à celle de l'accusation.

C. D'ASSISES D'ALGER, 15 JUIN 1895. 438

Paternité. — V. *Filiation naturelle.*

Peine, *détention préventive, durée, imputation, besoins de l'instruction.*

Le motif, que la détention préventive a été nécessitée par les besoins de l'instruction, n'est pas suffisant pour refuser l'imputation sur la peine de la durée de cette détention.

ALGER, 21 DÉC. 1894. 152

Pension alimentaire, *caractère, durée, besoins présents et futurs, urgence.*

La provision ou pension alimentaire ne peut prendre naissance, être maintenue ou prendre fin qu'avec la nécessité qui, seule, est sa cause ;

Elle est destinée uniquement à pourvoir, immédiatement et d'urgence, aux besoins présents et futurs de celui qui l'obtient, et non pas à des besoins applicables à un temps passé, pendant lequel le bénéficiaire a vécu sans être obligé d'y avoir recours.

ALGER, 18 OCT. 1894. 55

V. *Mariage.*

Phylloxéra, *Algérie, loi du 21 mars 1883, vigne, destruction, usufruitier, nu propriétaire, droit à l'indemnité.*

L'indemnité prévue par l'art. 9 de la loi du 21 mars 1883, sur les mesures à prendre contre l'invasion du phylloxéra en Algérie, représente la privation de jouissance et non la dépréciation du fonds ;

Par suite, lorsque ladite indemnité concerne un vignoble grevé d'usufruit, elle est dûe à l'usufruitier, sans que le propriétaire puisse y prétendre aucun droit.

TRIB. DE PHILIPPEVILLE, 23 MARS 1893. 237

Pages

——— *Tunisie, fruits et légumes frais, végétaux a l'état vivant, débris de la vigne, importation, interdiction, décrets des 29 janvier 1892 et 11 juillet 1894, interprétation, frais et dépens, matière administrative, défenseur, appel.*

Les art. 1 et 2 du décret beylical du 29 janvier 1892 défendent d'importer en Tunisie, non seulement tous les organes et débris de la vigne, dans quelque état qu'ils se trouvent, mais encore les fruits et légumes frais, les plants d'arbres et enfin les végétaux de toute nature à l'état vivant ;

Cette dernière expression comprend tout végétal qui n'a pas encore complètement perdu sa sève et qui conserve des propriétés suffisantes pour servir d'aliment et de véhicule au phylloxéra; c'est à tort qu'on prétendait qu'elle ne s'applique pas aux feuilles détachées de l'arbre ou à l'herbe détachée du sol et qu'elle désigne seulement les végétaux susceptibles de se reproduire ;

Le décret beylical du 11 juillet 1894, qui a levé l'interdiction d'importer des fruits en Tunisie, doit s'interpréter restrictivement, et ne peut être considéré comme ayant autorisé l'introduction, même comme emballage, des feuilles et herbes vertes ;

Aux termes de l'art. 2 du décret du 17 novembre 1888, le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire dans les litiges administratifs ;

L'art. 5 du même décret dispose que les décisions rendues en matière administrative sont toujours susceptibles d'appel.

TRIB. DE TUNIS, 6 AVRIL 1895. 322

Ports maritimes, *bâtiment de commerce étranger, principe d'exterritorialité, droit de visite, convention franco-espagnole du 7 janvier 1862, contravention, arrêté préfectoral.*

Un arrêté préfectoral peut valablement interdire aux capitaines et patrons de navires entrant dans le port de laisser débarquer les étrangers consignés à bord par le service de la sûreté ;

La violation de cet arrêté ne constitue pas une contravention de grande voirie, mais motive l'application de l'art. 471, § 15, C. pén. ;

Le capitaine d'un navire marchand étranger est soumis, dans un port français, à la juridiction française pour les contraventions commises à bord, le privilège d'exterritorialité, consacré en faveur des navires de guerre, ne s'appliquant pas aux bâtiments marchands ;

L'art. 24 de la convention franco-espagnole du 7 janvier 1862 n'a trait qu'au maintien de l'ordre intérieur à bord, et non point à des faits ayant des conséquences extérieures, comme l'évasion d'un passager consigné ;

S'il est vrai, d'autre part, que, aux termes de l'art. 23 de la même convention, les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou administratif ne peuvent procéder à bord à aucune visite, sans être accompagnés par le consul général ou le vice-consul de la nation à laquelle appartient le navire, il est loisible au capitaine de renoncer à cette formalité protectrice mais gênante dans la pratique.

JUST. DE PAIX D'ORAN, 4 NOV. 1894. 110

Postes et télégraphes, *lettre en forme d'imprimé, correspondance personnelle, tarif réduit, contravention, pénalité, bonne foi.*

Constitue une contravention, réprimée non par une surtaxe, mais par les art. 20, 21 et 22 de la loi du 22 juin 1854, l'expédition d'une lettre en forme et au tarif des imprimés, papiers de commerce ou

Pages

d'affaires, relevés de comptes ou de factures revêtues d'écritures ou de chiffres à la main, présentant un caractère de correspondance personnelle ou contenant un texte ou une formule de salutation ;
S'agissant d'une contravention, il n'y a lieu, pour le juge, de rechercher la bonne ou la mauvaise foi du contrevenant.

ALGER, 26 JANV. 1895. 122

——— *Tunisie, office postal, lois et règlements de la France, applicabilité, affaire administrative, défenseur, ministère non obligatoire.*

Aux termes de l'art. 1er du décret du 11 juin 1888, les lois et règlements de l'administration des postes et télégraphes de France sont applicables à l'office postal tunisien, en ce qui concerne les correspondances et le paiement des mandats ;
En conséquence, est applicable à l'office postal tunisien la loi du 5 avril 1879, qui exonère en France l'administration des postes de toute responsabilité en cas de retard des objets de correspondance et des lettres recommandées contenant des valeurs à recouvrer ;
Il n'y a pas lieu pour le tribunal, dans une pareille instance, de prononcer la distraction des dépens, l'affaire étant une affaire administrative, pour laquelle le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire.

TRIB. DE TUNIS, 10 DÉC. 1894. 126

Poudres, *Algérie, importation, détention, délit unique, amende, contributions diverses.*

Le délit d'importation de poudre étrangère en Algérie et celui de détention de cette poudre ne forment pas deux délits distincts, mais n'en font en réalité qu'un seul, celui d'importation de poudre en Algérie ;
L'amende encourue de ce chef par le délinquant revient, à titre de réparation civile, à l'administration des contributions diverses.

ALGER, 1er JUIN 1895. 399

V. *Armes et munitions de guerre.*

Pourvoi en cassation. — V. *Enregistrement. — Vol.*

Prescription, *art. 2277 C. civ., fondement, ordre public.*

Les prescriptions de l'art. 2277 C. civ. sont fondées, non seulement sur une présomption de paiement, mais plus encore sur une considération d'ordre public, ayant surtout pour but de prévenir la ruine des débiteurs par une accumulation d'intérêts, qu'il était loisible et facile au créancier de prévenir, s'il avait été soigneux et diligent.

ALGER, 7 MAI 1895. 404

——— *obligation personnelle et mobilière, droit tunisien, délai.*

D'après les principes du droit tunisien, les obligations personnelles et mobilières se prescrivent par quinze ans.

TRIB. DE TUNIS, 19 NOV. et 3 DÉC. 1894. 13, 70

Pages

——— *Tunisie, impôt foncier, carroube, annuité, loi tunisienne, applicabilité.*

Les immeubles étant régis, aux termes de l'art. 3 C. civ., par la loi du pays où ils sont situés, il en est de même des impôts et charges publiques dont ils peuvent être grevés et des obligations incombant aux propriétaires en cette qualité ;

Par suite, c'est à cette même loi qu'il faut recourir pour savoir si les annuités de l'impôt foncier sont prescriptibles, et dans quel délai ;

L'établissement du protectorat français en Tunisie n'a nullement modifié, en ce qui concerne les rapports de la Tunisie et de la France, la règle du droit international privé prévue par l'art. 3 C. civ. ;

En conséquence, c'est en violation dudit article qu'un jugement d'un tribunal français de la régence a appliqué à la prescription des annuités de l'impôt de la carroube la règle de l'art. 2227 du même Code.

CASS. (CIV.), 18 MARS 1895. 161

Prescription criminelle, *action civile, délit de chasse, délai, interruption, prescription nouvelle, délai, jugement, ministère public, acquiescement, partie civile, appel, recevabilité, pouvoirs du juge du second degré.*

Il est de principe qu'à défaut d'appel du ministère public, le juge du second degré, saisi par l'appel de la partie civile, conserve néanmoins en pareil cas, au point de vue des intérêts de la partie civile, le pouvoir de rechercher si le délit d'où découleraient les dommages allégués existe, et si, en conséquence, il échet d'accorder les réparations demandées ; **DU**

Aux termes de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1844, toute action relative aux délits de chasse se prescrit par le laps de trois mois à compter du jour du délit ;

En matière criminelle, l'action civile, liée à l'action publique, se prescrit dans le même délai que celle-ci ; en cette matière, la prescription est d'ordre public et doit être appliquée d'office par le juge ;

Constituent, pour les délits, des actes interruptifs de prescription le jugement en premier ressort et la déclaration d'appel ;

Le délai de la nouvelle prescription est le délai de droit commun, de trois ans pour les délits.

ALGER, 23 FÉVR. 1895. 223

V. *Chemin vicinal.*

Presse, *diffamation, adjudicataire de marché public, caractère, action civile, citation devant le tribunal civil, formes.*

Les adjudicataires des fournitures de viande nécessaires à des hôpitaux militaires ne sauraient être assimilés à des fonctionnaires publics, ni à des dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni à des citoyens chargés d'un service public, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881 ;

En conséquence, ne leur est pas applicable la disposition de l'art. 46 de la loi du 29 juillet 1881, aux termes de laquelle l'action

Pages

civile résultant des délits de diffamation prévus et punis par les art. 30 et 31 ne pourra, sauf dans le cas de décès de l'auteur du fait incriminé ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique ;

La nullité édictée par l'art. 60 de la même loi, pour défaut de qualification du fait incriminé et d'indication du texte de loi applicable à la poursuite, ne saurait être étendue aux assignations devant les tribunaux civils, même pour réparations du préjudice résultant d'une diffamation par un journal.

CASS. (REQ.), 8 AVRIL 1895. 263

V. *Dernier ressort. — Juge de paix à compétence étendue.*

Prêt sur gage, *Tunisie, transaction, liberté absolue.*

En matière de prêt sur gage, la liberté la plus complète des transactions existe dans tout le territoire tunisien.

TRIB. DE TUNIS, 22 JUILL. 1895. 327

Preuve. — V. *Louage. — Mariage. — Obligation.*

Privilège, *trésor public, Tunisie, décret beylical du 3 octobre 1884, usages tunisiens, créanciers européens, gage immobilier.*

L'art. 129 du décret beylical du 3 octobre 1884, qui a reconnu au profit du trésor tunisien un privilège sur les immeubles de ses débiteurs, n'a pas établi une législation nouvelle, mais s'est borné à rappeler une législation déjà existante, résultat d'un usage ancien, constant et adopté d'une façon générale dans le pays ;

Et de semblables usages ont force de loi non seulement à l'égard des indigènes, mais encore à l'égard des Européens ;

En matière immobilière, notamment lorsqu'il s'agit de déterminer les droits réels ou les charges dont un immeuble est susceptible, la législation locale doit seule être appliquée à tous les intéressés, quelle que soit leur nationalité ; — Ce principe a été formellement consacré dans les traités diplomatiques conclus par la Tunisie avec l'Angleterre d'une part, et l'Italie d'autre part, le 10 octobre 1863 et le 8 septembre 1868 ;

Toutefois, si la législation musulmane, fondée sur l'usage dont il vient d'être parlé, accorde un droit de préférence aux créances du trésor, la même législation décide que ce droit ne peut primer que les gages immobiliers qui n'avaient pas encore acquis date certaine au jour où la créance de l'État est née.

TRIB. DE TUNIS, 19 NOV. 1894. 13

V. *Concession de terre domaniale.*

Propriété, *Algérie, décret du 22 septembre 1887, délimitation, réclamation, action spéciale, dispense de mémoire préalable, instance.*

Pages

domaniale, décret du 28 décembre 1855, citation, préfet, directeur ou receveur des domaines, sous-préfet, nullité facultative.

L'action intentée contre l'État au cours des opérations de délimitation du domaine forestier, pour lesquelles le décret du 22 septembre 1887 a prescrit une procédure spéciale, n'est pas une action ordinaire soumise à l'obligation du mémoire préalable prescrit par l'art. 1er du décret du 22 décembre 1855 ;

L'assignation notifiée au préfet, en la personne et dans les bureaux du sous-préfet, et non dans les bureaux du directeur ou du receveur des domaines, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 6 du décret du 22 décembre 1855, est entachée de nullité, non pas aux termes de l'art. 6 du décret de 1855, qui ne s'en explique pas, mais en vertu de l'art. 70 C. pr. civ., qui attache cette sanction à l'inobservation de toutes les prescriptions relatives aux assignations ;

Mais lorsque cette assignation a, malgré son irrégularité, atteint son but, et que l'administration n'en a éprouvé aucun préjudice, le juge a la faculté de la déclarer valable, non en vertu de l'art. 1030 C. pr. civ., mais en vertu de la faculté à lui accordée par l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

On soutiendrait vainement que la nullité dont s'agit est expressément prévue par l'art. 3 § 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, et que l'art. 46 de cette même ordonnance, en maintenant les dispositions de l'art. 69 de l'ordonnance de 1842, a formellement exclu de leur bénéfice les nullités établies par l'ordonnance de 1843, — l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ne visant que les litiges entre particuliers et non ceux où l'État est en cause, et où le préfet est le mandataire légal et nécessaire de l'État.

ALGER, 25 MARS 1895. 313

——— *Algérie, législation spéciale, interprétation, immeuble, revendication contre l'État, mémoire préalable.*

Le sénatus-consulte du 22 avril 1863, la loi du 22 juillet 1873 et les lois, décrets, règlements qui les ont modifiés, constituent un code spécial, qui se suffit à lui-même, sans qu'il y ait lieu de le compléter par des emprunts faits, soit à la législation antérieure de l'Algérie, soit à la législation métropolitaine ;

Aucune disposition de ce code n'impose aux particuliers actionnant l'État en revendication d'un immeuble attribué, à tort d'après eux, soit à un tiers, soit au domaine de l'État, la formalité du mémoire préalable imposé par les art. 1 et 3 du décret du 18 décembre 1855, en matière d'actions domaniales du droit commun.

ALGER, 15 MAI 1895. 388

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, acte notarié, commissaire enquêteur, attribution de propriété, modification, incompétence, délivrance de nouveaux titres, déchéance de l'art. 18.*

Le commissaire enquêteur procédant aux opérations prescrites par la loi du 26 juillet 1873 est incompétent pour modifier en quoi que ce soit l'attribution de propriété d'immeubles qui ont déjà fait l'objet d'aliénations par actes notariés ;

Par suite, ces opérations ne peuvent donner lieu à la délivrance de nouveaux titres et à la déchéance édictée par l'art. 18 de ladite loi.

ALGER, 25 OCT. 1894. 45

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, acte*

Pages

administratif, notarié ou judiciaire, préexistence, acte de cadi, dépôt chez un notaire, titre français, conditions du dépôt, arrêt en matière musulmane, titre musulman, antichrèse, défaut de transcription, art. 19 de la loi du 26 juillet 1873, droit du créancier antichrésiste non payé.

Aucun acte constitutif de propriété antérieur ne peut prévaloir contre le titre définitif délivré en vertu de la loi du 26 juillet 1873 et transcrit ; — Il n'en peut-être autrement que dans le cas où la propriété de l'immeuble a été établie par un acte français antérieur, administratif, notarié ou judiciaire ;

Un acte de cadi, constatant un contrat d'antichrèse, bien que déposé chez un notaire, ne peut être considéré comme ayant établi par titre français la propriété des immeubles donnés en nantissement, alors que le dépôt a été effectué en dehors et à l'insu des débiteurs et sans qu'il soit justifié d'un mandat *ad hoc* donné au déposant par les créanciers ou l'un d'eux ;

Un arrêt de la chambre musulmane de la Cour d'Alger, qui a statué sur l'appel d'un jugement de cadi, ne constitue pas un titre français dans le sens de la loi du 26 juillet 1873 ;

Aux termes de l'art. 19 de la loi du 26 juillet 1873, un créancier antichrésiste est déchu de son droit réel sur l'immeuble, faute par lui d'avoir fait transcrire son titre avant la transcription du titre délivré en vertu de la loi précitée ;

Le créancier antichrésiste ne devient pas propriétaire de l'immeuble donné en nantissement par le seul défaut du paiement au terme convenu ; il n'a que le droit de faire vendre l'immeuble.

ALGER, 20 NOV. 1894. 41

——— *Algérie, partage et licitation, loi du 28 avril 1887, indigène, représentant unique, prix, paiement, quittance unique.*

Il est dans le vœu de la loi du 28 avril 1887 que le notaire, tenu, pour ne pas engager sa responsabilité, de verser directement entre les mains de chacun des coayants droit le prix des immeubles licités, fasse consentir une seule et même quittance au représentant unique des défendeurs indigènes nommé par le juge de paix ;

Les fonctions de ce représentant unique cessent de plein droit lorsque la liquidation est terminée et que le prix est payé et quittancé ; dès lors les actions dirigées contre lui en ladite qualité doivent être déclarées irrecevables.

ALGER, 21 NOV. 1894. 47

——— *Algérie, sénatus-consulte du 27 avril 1863, loi du 28 avril 1887, décret du 22 septembre 1887, délimitation et bornage, réclamation, action spéciale, dispense de mémoire préalable, instance domaniale, décret du 28 décembre 1855, citation, préfet, directeur ou receveur des domaines, sous-préfet, secrétaire de la sous-préfecture, nullité facultative.*

L'action intentée contre l'État, au cours des opérations prescrites par l'art. 2 de la loi du 28 avril 1887, pour l'application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, est réglée par l'art. 13 du décret du 22 septembre 1887, qui impartit, à peine de nullité, aux intéressés réclamants d'introduire leur demande en justice, par une citation contre qui de droit, dans le délai d'un mois à dater de la notification administrative de l'opposition prévue à l'art. 11 ;

Pages

Par suite, cette action contre l'État n'est pas une action domaniale ordinaire, soumise à l'obligation du mémoire préalable prescrit par l'art. 1er du décret du 28 décembre 1855 ;

Toutes notifications ou significations, en matière domaniale, devant, aux termes de l'art. 6 du même décret, être faite au préfet en la personne du directeur des domaines ou, à défaut, du receveur résidant au siège du tribunal compétent, il y a nullité de la citation donnée au préfet en la personne du sous-préfet ou du secrétaire de la sous-préfecture ;

Mais cette nullité est de celle que les tribunaux d'Algérie ont la faculté d'accueillir ou de rejeter, suivant les circonstances de la cause, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

Et lorsque la citation a atteint le but qu'elle se proposait, de mettre l'administration en mesure de répondre à l'action dirigée contre elle sans que celle-ci puisse invoquer aucun préjudice, la nullité doit être rejetée par la Cour avec d'autant plus de raison qu'en le faisant, elle se conforme à l'esprit de la circulaire ministérielle du 25 septembre 1858.

ALGER, 5 FÉVR. 1895. 157

——— *Algérie ; — Terres collectives de culture, sénatus-consulte du 22 avril 1863, droit des tribus ; — Loi du 28 avril 1887, promesse de vente ; — Loi du 26 juillet 1873, titre définitif, attributions, droits antérieurs, maintien, terre collective de culture, constitution en propriété individuelle, héritiers, femmes, demande en licitation, qualité.*

La loi du 26 juillet 1873 n'a en rien modifié l'état de choses consacré par la disposition du sénatus-consulte du 22 avril 1863, qui déclare les tribus propriétaires des terrains collectifs de culture. — Si l'art. 3 de ladite loi dispose que le titre définitif sera l'origine unique de la propriété, il faut entendre par là qu'elle y rattache, non point l'attribution génératrice du droit, mais celle de son plein et entier exercice ;

La loi du 28 avril 1887 a consacré implicitement les droits de copropriété appartenant aux indigènes sur les terres collectives de culture, en autorisant les promesses de vente consenties avant la délivrance des titres et relatives à ces terres ;

En conséquence, des héritiers, et spécialement des femmes, sont fondés à poursuivre la licitation de terres dont leur auteur avait joui comme terres de culture, et pour lesquelles, après le décès de celui-ci, un titre définitif de propriété avait été établi en son nom.

ALGER, 9 NOV. 1893. 270

——— *Algérie, terres collectives de tribu, action en revendication, djemaâ de douar, particuliers, défaut de qualité, opposabilité en appel.*

Des particuliers sont sans qualité pour revendiquer une terre au nom d'une djemaâ de douar instituée en exécution du décret du 22 septembre 1887 ;

Ces mêmes individus ne sont pas davantage recevables à agir en leur nom personnel, dès lors que les titres sur lesquels ils se fondent établissent à leur profit, non point un droit de propriété privative, mais un droit appartenant en commun aux membres de la tribu ou du douar et constituant, d'après le sénatus-consulte du 22 avril 1863, un droit de propriété collective ;

Pages

La fin de non recevoir prise du défaut de qualité du demandeur n'est qu'une défense à sa demande et peut, dès lors, être proposée pour la première fois en appel.

ALGER, 7 NOV. 1893. 268

——— *Tunisie, mulation, défaut de transcription sur le titre, habous, application, remise du titre au créancier, effet, droit de rahnia.*

Le défaut de transcription d'une mutation immobilière sur le titre de propriété afférent à un immeuble tunisien non immatriculé a pour effet de rendre ladite mutation non opposable aux tiers qui ont acquis sur l'immeuble des droits réels ;

Ce principe s'applique en matière de habous, le propriétaire devant avoir, en droit musulman, la liberté entière de disposer d'un bien immobilier pour en faire valablement l'objet d'une constitution de habous ;

Il s'impose surtout s'il s'agit d'un propriétaire qui a remis en gage à son créancier le titre de sa propriété et lui a ainsi conféré un droit de gage ou rahnia, qui lui donne sur le prix à en provenir un droit de préférence, et aussi sur le bien même un droit de suite lui permettant de saisir l'immeuble en quelques mains qu'il se trouve.

TRIB. DE TUNIS, 21 NOV. 1894. 74

V. *Chemin vicinal. — Compétence.*

Protêt, *Tunisie, traduction en langue arabe non obligatoire.*

Le décret du 31 juillet 1884, portant que toute pièce signifiée à un indigène devra, à peine de nullité, être traduite en langue arabe, jusqu'à ce qu'il y ait constitution d'avoué, ne s'applique pas au protêt, qui est un acte de procédure.

TRIB. DE SOUSSE, 8 NOV. 1894. 40

R

Règlement de juges. — V. *Conseil de guerre.*

Répudiation. — V. *Mariage.*

Requête civile, *Kabylie, coutume kabyle, cas limitatifs.*

La coutume kabyle limite à sept le nombre des cas dans lesquels une requête civile doit être admise : 1° lorsqu'on a découvert des actes dont on ignorait l'existence lors du jugement ; 2° lorsque depuis la même époque, il s'est révélé des témoignages décisifs ; 3° lorsqu'il est démontré que des témoins produits dans une enquête avaient dissimulé leur qualité de parents ou associés ; 4° lorsqu'il y a preuve de faux témoignage ; 5° lorsqu'il apparaît

Pages

que le juge ou l'un des témoins a cédé à la corruption ; 6° lorsque la partie qui a succombé sur son aveu était en état de démence ; 7° lorsque le plaideur qui a obtenu gain de cause avoue un fait qui aurait assuré le triomphe de son adversaire;

Il est de jurisprudence, que l'art. 480 C. pr. civ. n'est pas applicable en pareille matière, quant aux cas d'admission de la requête civile, qui ne se trouvent pas dans ces kanouns.

TRIB. DE BOUGIE, 28 DÉC. 1894. 317

Responsabilité, *compagnie de chemins de fer, accident, voyageur, maladie.*

Une compagnie de chemins de fer, transportant et acceptant de transporter sans distinction, et des voyageurs en pleine santé, et ceux moins valides, que d'impérieuses nécessités obligent pourtant à se déplacer, a vis-à-vis des uns comme des autres la même responsabilité.

ALGER, 21 MAI 1895. 352

V. *Commune de plein exercice. — Courses de taureaux. — Louage.*

S

Saisie arrêt, *jugement de validité, effet, débiteur, dessaisissement, créance non échue, éventuelle ou conditionnelle.*

L'effet nécessaire du jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt est de dessaisir le débiteur des sommes saisies-arrêtées, pour en faire attribution exclusive et transport au saisissant qui, dans les limites où la saisie a été autorisée et validée, devient ainsi créancier direct du tiers saisi ;

Les créances non encore échues, celles subordonnées à une condition, ou même purement éventuelles, peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt aussi bien que d'une cession, et le transport qui en résulte au profit du saisissant produit, sous les modalités dont elles sont affectées, tous ses effets à l'égard des tiers, dans le premier cas à dater de la notification au tiers saisi du jugement de validité, comme il les produirait, dans le second, à dater de la signification du contrat de cession.

CASS. CIV., 27 NOV. 1894. 184

——— *Tunisie, petits traitements, fonctionnaires tunisiens, procédure, loi du 12 janvier 1875 (titre II), receveur général, déclaration affirmative, saisie-arrêt antérieure au 12 janvier 1895.*

La procédure de saisie-arrêt, instituée par le titre II de la loi du 12 janvier 1895 pour les salaires et petits traitements, est seule applicable en Tunisie devant la juridiction française ;

La quotité saisissable des salaires et traitements payés sur les fonds du gouvernement tunisien est déterminée par le décret beylical du 16 septembre 1892 et non par la loi du 12 janvier 1895 ;

L'art. 569 C. proc. civ., n'ayant rien de contraire à la loi du 12 janvier 1895, n'a pas été abrogé par elle ;

Pages

En conséquence, les receveurs, dépositaires ou administrateurs de fonds publics font valablement la déclaration affirmative de l'art. 9 de cette loi, en délivrant au greffe de la justice de paix, en réponse à la convocation, le certificat de l'art. 569 C. proc. civ.;

Est nulle la saisie-arrêt faite en conformité de la loi du 12 janvier 1895, lorsqu'il existait sur la même somme une saisie-arrêt antérieure à cette loi.

JUST. DE PAIX DE TUNIS, 20 AVRIL 1895. 337

Saisie exécution, *objets saisis, vente par le saisi constitué gardien, abus de confiance.*

L'art. 400 C. pén. n'assimile au vol le détournement des objets saisis, imputable au saisi, que si la garde en avait été confiée à un tiers;

Il se réfère au contraire aux dispositions de l'art. 406 C. pén. (abus de confiance), dans le cas où le saisi lui-même a accepté la garde.

ALGER, 6 NOV. 1894. 79

Saisie immobilière, *commandement, ouverture de crédit, notification, documents accessoires.*

Au cas de commandement fait pour une créance résultant d'une ouverture de crédit, il suffit de donner copie du titre contenant la stipulation de cette ouverture, sans qu'il soit besoin de donner également copie de tous les documents propres à déterminer le chiffre des versements effectués.

ALGER, 28 JANV. 1895. 145

——— *domicile élu, commandement, signification, validité.*

Est valable, d'après une jurisprudence constante, le commandement à fin de saisie immobilière, signifié au domicile d'élection du débiteur saisi.

ALGER, 25 MARS 1895. 354

——— *folle enchère, actes de poursuite, incident, appel, notification au greffier, opposition, irrecevabilité; indigènes musulmans, immeuble devenu francais, saisie, formes, immeuble musulman, jugement du cadi, arrêt, exequatur, abrogation.*

Les actes de procédure pratiqués conformément aux art. 733, 734, 735 C. pr. civ., à l'effet de mettre l'adjudicataire sous menace de poursuite de folle enchère, classés dans le chapitre des incidents de saisie immobilière, sont partie essentielle de la procédure en vente judiciaire, laquelle n'est pas encore définitivement arrivée à son terme;

En conséquence, les contestations auxquelles ces actes donnent naissance rentrent sous l'application des règles générales prescrites par la loi pour les appels concernant les incidents de saisie immobilière, et notamment sous celles des art. 730, 731 et 732 C. pr. civ.;

Les jugements qui statuent sur des incidents de saisie immobilière ne sont pas susceptibles d'opposition, aux termes des art. 730 et 739 C. pr. civ.

Pages

Dans le dernier état de la législation algérienne, aux termes des art. 1 et 2 du décret du 17 avril 1889, les musulmans résidant en Algérie sont régis par la loi française, sauf uniquement en ce qui concerne : 1° leur statut personnel ; 2° les successions ; 3° les immeubles restés musulmans ;

Aux termes des art. 2093 C. civ. et 551 C. pr. civ., combinés avec les art. 1 et 2 du décret précité, tout créancier a, en Algérie, le droit de procéder par voie de saisie immobilière à l'encontre des immeubles non restés musulmans de son débiteur, pourvu qu'il procède en vertu de titres authentiques, exécutoires pour dette certaine et liquide ;

Quant aux immeubles restés musulmans, la saisie immobilière ne peut être poursuivie contre eux que dans la forme musulmane, conformément aux art. 1, 2, 36 et 50 du décret précité de 1889 ;

La formalité de l'*exequatur* que prescrivait pour les jugements de cadi l'art. 22 de l'ordonnance du 16 avril 1843 a été abrogée par les dispositions des décrets de 1854 et 1859, et, en conséquence, il n'y a pas lieu de s'en préoccuper pour l'exécution d'un arrêt de la Cour d'Alger, chambre musulmane.

ALGER, 28 MARS et 3 JUILL. 1895. 420

Servitude. — V. *Mitoyenneté.*

Société, *apport de créances, signification aux débiteurs, créancier de l'associé apporteur, saisie-arrêt, connaissance de l'apport.*

La mise en société d'une ou plusieurs créances actives, emportant transmission de la propriété de ces créances à la société, doit, selon l'art. 1690 C. civ., pour que celle-ci soit saisie, à l'égard des tiers, desdites créances à elle ainsi apportée, avoir été signifiée aux débiteurs ou acceptées par eux dans un acte authentique ;

Et, par suite, à défaut de cette signification ou de cette acceptation, un créancier personnel de l'associé apporteur peut valablement faire saisir-arrêter lesdites créances, sans même que la connaissance que ce créancier aurait eue de la mise en société puisse lui être opposée, lorsqu'il n'est point établi qu'il y a eu fraude de sa part.

CASS. CIV., 24 DÉC. 1894. 101

Société commerciale, *association en participation, défaut de personnalité juridique, représentation en justice, liquidateur.*

Une association en participation, ne constituant pas un être moral, ne saurait être représentée en justice par un liquidateur ou autre mandataire.

ALGER, 3 DÉC. 1894. 88

Succession musulmane, *créanciers du de cujus musulman, hypothèque judiciaire prise contre les héritiers musulmans sur les biens successoraux, nullité, héritiers, saisine, obligation aux dettes, vente des immeubles, créanciers de la succession, statut personnel, renonciation tacite, formes.*

Aux termes de l'art. 1er du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane, les musulmans restent soumis à leurs lois et coutumes, notamment en ce qui concerne les successions ;

Pages

D'après ces lois et coutumes, le musulman ne succède pas à la personne, mais aux biens ; il n'est pas tenu des obligations personnelles du *de cujus,* de ses dettes, lesquelles sont dues, non par les héritiers, mais par les choses laissées ; la saisine dont il est investi par le fait seul du décès de son auteur ne s'applique qu'aux biens restés libres après le prélèvement des dettes ;

L'hypothèque étant un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation, les créanciers du *de cujus* musulman ne peuvent prendre hypothèque sur les biens successoraux pour sûreté des obligations contractées par celui-ci, en vertu d'un jugement obtenu contre les héritiers, aucune obligation personnelle n'existant entre ces créanciers et les héritiers ;

Il ne serait pas juridiquement exact de dire que l'hypothèque ne peut pas être prise parce que la succession est bénéficiaire, ce qui équivaudrait à qualifier et à apprécier les successions musulmanes d'après les règles de notre droit et non d'après les textes de la loi musulmane ; mais il existe entre ces deux ordres de successions une véritable analogie, et les motifs qui ont fait décider qu'il ne pouvait pas être pris hypothèque judiciaire sur une succession bénéficiaire sont applicables à la succession musulmane ;

L'héritier musulman est libre de vendre l'immeuble de la succession, sans encourir le risque d'être déclaré héritier pur et simple ;

Si la loi musulmane exige expressément que les dettes soient prélevées avant le partage, le créancier de la succession, frustré par la violation de cette obligation et par la vente des immeubles successoraux consentie par les héritiers, ne peut cependant pas agir contre les acquéreurs, la vente étant valable, « pourvu qu'elle ne soit pas entachée de dol, » dit Sidi-Khelil ;

Dans un cas, toutefois, l'héritier musulman est tenu *ultra vires,* c'est-à-dire personnellement vis-à-vis du créancier, c'est celui où, contrairement aux injonctions de la loi, il a été procédé au partage avant l'obligatoire prélèvement des dettes ;

On ne saurait, chez des indigènes musulmans, inférer une renonciation tacite à leur statut personnel du seul fait de la réception d'actes de partage d'une succession par un notaire français, alors surtout que le partage a été opéré à l'amiable et d'après la loi musulmane.

TRIB. DE MASCARA, 10 AVRIL 1895. 239

——— *pacte sur succession future, exhérédation, nullité, habous, constitution, conditions particulières, validité.*

D'après la loi musulmane, il n'est permis, à aucun titre, à un musulman d'abandonner un droit sur une succession non ouverte, ni d'en disposer avec ou sans compensation ;

La loi musulmane n'a jamais reconnu au père le droit d'exhéréder ses fils ;

Le constituant d'un habous a toutefois la faculté de soumettre le habous à certaines conditions, lesquelles doivent être strictement observées.

ALGER, 2 NOV. 1894. 92

V. *Testament.*

Succession vacante, *curateur, honoraires, fixation, pouvoir du juge.*

Pages

Les honoraires du curateur à une succession vacante doivent être réglés d'après l'importance de la succession et les soins que la curatelle aura exigés ;

Les tribunaux ont, pour ce calcul, un pouvoir discrétionnaire et doivent s'inspirer des circonstances.

ALGER, 20 NOV. 1894. 135

T

Témoin. — V. *Conseil de guerre.*

Testament, *révocation tacite, testament postérieur, dispositions inconciliables.*

Au cas de deux testaments, alors que le second ne révoque pas expressément le premier, le testament postérieur n'annule, dans celui qui l'a précédé, que les dispositions incompatibles ou en contradiction avec les siennes. (C. civ., art. 1036).

ALGER, 7 JANV. 1895. 147

——— *succession, legs, insuffisance d'actif, réduction proportionnelle.*

Malgré les termes restrictifs de l'art. 926 C. civ., dès que l'actif d'une succession est insuffisant pour l'acquittement des legs, les principes élémentaires de l'équité exigent que ces legs subissent une réduction, tous les légataires, à moins d'une volonté contraire expressément manifestée par le testateur, se trouvant placés sur le même pied, et l'acquittement complet d'un legs devant entraîner, par une iniquité flagrante, l'abolition arbitraire de la loi d'égalité qui domine la matière.

ALGER, 15 MAI 1895. 347

Traduction. — V. *Interprète judiciaire. — Protêt.*

Transaction. — V. *Abus de confiance.*

Travaux publics. — V. *Compétence administrative.*

Trésor public. — V. *Privilège.*

Tribunal du chara. — V. *Exécution des jugements.*

Tribunaux correctionnels, *appel, jugement de défaut, délai pour le demandeur, sursis.*

Est recevable l'appel d'un jugement correctionnel rendu par défaut contre le défendeur, s'il est formé par le demandeur dans le délai

Pages

de dix jours ; il importe peu que le délai pour l'opposition n'ait pas encore couru contre le défendeur ;
Un sursis pourrait être ordonné, mais si le délai d'opposition vient à expirer, il n'y pas lieu à sursis.

ALGER, 31 JANV. 1895. 196

Tutelle, *droit musulman, cadi, juge de paix, incompétence.*

Les difficultés résultant d'une tutelle musulmane sont de la compétence exclusive du cadi, et c'est à bon droit que le juge de paix se déclare d'office incompétent.

TRIB. D'ALGER, 29 NOV. 1894. 103

——— *droit musulman, veuve, succession du mari.*

La loi musulmane ne donne pas à la mère la tutelle de ses enfants mineurs ;
En matière de succession, cette loi attribue à la veuve une partie des biens de son mari.

TRIB. DE TUNIS, 3 DÉC. 1894. 70

V. *Interdiction.*

V

Vente, *échantillon, marchandises, livraison, agréages successifs, commune intention des parties, vinage, Algérie, arrêté du 7 juin 1890, arrêt, motifs.*

Ne viole ni les art. 1134 et suivants du C. civ. sur les obligations en général, ni les art. 1582 et suivants du même Code sur la vente, l'arrêt qui, en matière de vente sur échantillon d'une certaine quantité de vin, décide que l'exactitude rigoureuse du degré alcoolique n'a pas été considérée par l'acheteur comme un élément essentiel du marché, mais qu'à raison des circonstances et de la nature de la chose vendue une certaine latitude a été laissée au vendeur en ce qui touche le degré alcoolique du vin, objet de la vente, alors que pour le décider ainsi, l'arrêt se fonde sur la commune intention des parties, révélée par les stipulations du contrat et notamment par la clause relative aux agréages successifs de la marchandise ;
Est suffisamment motivée la décision qui, après avoir établi en fait que le degré alcoolique convenu pouvait être obtenu par le vinage, constate que le fait seul par l'acheteur d'avoir stipulé l'agréage en cave d'un vin qu'il savait devoir être viné en dehors des prescriptions de l'arrêté du gouverneur général du 7 juin 1890, le rend non recevable à critiquer le vinage ainsi pratiqué.

CASS. (REQ.), 21 MARS 1893. 234

——— *vin plâtré, chose hors du commerce, vice caché, vendeur, garantie.*

La loi du 11 juillet 1891 prohibe la vente des vins plâtrés contenant plus de deux grammes de sulfate de potasse ;

Pages

En conséquence, le vin plâtré est chose hors du commerce, et la vente en est nulle et de nul effet, aux termes des art. 1598 et 1128 C. civ. ;

Le plâtrage des vins, échappant à la simple dégustation et ne pouvant être constaté que par l'analyse chimique, constitue dès lors un vice caché dont le vendeur reste tenu envers l'acheteur.

ALGER, 11 FÉVR. 1895. 252

Viol. — V. *Mariage.*

Vol, *constatation insuffisante, pourvoi en cassation, recevabilité.*

Est insuffisamment motivé le jugement qui, pour déclarer le prévenu coupable de vol, se borne à constater qu'il « s'est sauvé en emportant un burnous volé au préjudice de la victime. »

CASS. (CRIM.), 16 NOV. 1894. 107

Vol de récoltes, *pénalité, circonstances particulières, art. 388, 471 et 475 C. pén., application.*

Le vol ou la tentative de vol de récoltes ou autres produits utiles de la terre, commis dans les champs, ne sont punis des peines correctionnelles portées à l'art. 388 C. pén. que dans les deux cas suivants : 1° lorsque ces récoltes ou autres produits utiles étaient détachées du sol ; 2° lorsque, n'étant pas encore détachées du sol avant d'être soustraites, elles ont été dérobées, soit au moyen de paniers ou de sacs, ou d'objets équivalents, soit pendant la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes ;

Si le vol ou la tentative de vol de récoltes non encore détachées du sol ont eu lieu sans aucune de ces circonstances, la peine applicable ne peut plus être que celle de l'art. 475, n° 15, C. pén. ou celle de l'art. 471, n° 9, du même Code.

CASS. (CRIM.), 26 OCT. 1894. 12

Voirie, *arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, contravention, tribunal de simple police, compétence.*

Est de la compétence des tribunaux de simple police, et non pas de celle des tribunaux correctionnels, la contravention aux prescriptions de l'arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, portant règlement général sur la voirie.

ALGER, 11 MAI 1894. 385

TABLE DES NOMS DES PARTIES

Pages

A

Abadie. 116
Abdallah Abdelkader. 443
— ben Achour. 134
Abd el Gelie. 140
Abdelkader ben Hanou. 249
— ben Mohamed. 28
Adam. 292
Administration des Douanes. 57, 114, 323
Adoli. 69
Ahmed ben Abdelkader. 325
— ben Moulay. 265
— el Djeziri. 227
Ali ben el Hadj. 214
— ben Ouani. 92
— Djouni. 448
Almi ould Ali. 65
Altaras. 338
Amar ben el Hadj. 438
— ben Mohamed Akli. 301
Amzian. 412
Andreu. 231
Aouda ben el Hadj. 28
Arnahaut. 176
Arnould. 31
Arouch. 446
Attard. 390
Aubrun. 352
Aubry. 262
Aversano. 22

B

Bachir ben Khamouche. 6
Bach Mamelouk. 356
Bacry. 65
Baïa bent Hamdan. 316
Bajac. 439
Balu. 445
Bambagini. 19
Banizette. 179
Banque de Tunisie. 40
Barrault. 168
Bâtonnier des avocats de Philippeville. 276
Bel Hadj ben Baba. 275
— Ouar. 229
Ben Arous. 106
— Cheik Lefgoun. 1
— Chergui. 304
— Choufi. 261
— Dias. 106
— Embarek. 143
— Ferhat. 269
— Kedouma. 283
— Matri. 159
— Ryan. 423
— Sliman. 261
— Terbah ben Seddik. 170
Berrebi. 34
Bertagna. 256
Besson. 39
Bezzina. 440
Blanchet. 72
Blondeau. 196
Boëtje. 46
Borastéro. 145
Bordino. 122
Botella. 426
Bouarif. 438
Bouchet. 302
Bou Kamara. 77
Boukhamla. 433
Bounias. 418
Bourgarel. 311
Boutonnet. 410
Bregante. 102
Breschetti. 350
Broqua. 56
Bussutil. 296

	Pages
C	
Cadi Maléki d'Alger.	104, 304
Caillat et Poirson.	19
Cardoso.	59
Cerri	418
Césari.	344
Chaloum Lebhar.	191
— Sitbon.	319, 428
Chananel.	42
Chateau.	406
Cherfils.	196
Cherry.	350
Chudaka.	181
Cohen.	294
Coll.	308
Commune de Guelma.	95
— des Braz.	410
— d'Hussein-Dey.	62
— du Chéliff.	455
Compagnie de l'Est-Algérien.	210
— de navigation autrichienne.	163
— de l'Ouest-Algérien.	352
— Knoth Prince Live.	207
— le Monde.	452
— P.-L.-M.	31, 165
— Transatlantique.	235, 278
Comptoir d'escompte.	174, 290
Contributions diverses.	9, 139, 233, 302, 382, 400
Coriat Samuel.	386
Coronel.	321
Corporation m'zabite de Souk-Arras.	109
Cousinard.	147
Crédit Foncier de France.	449
Cuny.	252
Cuttoli,	202
D	
Dahman ben Hamouda.	245
Daprela.	165
Deddouche.	309
Delaze.	444
Demouchy.	306
Deschamps.	436
Dessoliers.	136
De Valdan.	333
Diméglio.	237
Directeur des finances tunisiennes.	140
Djian.	105
Domaine de l'État.	388
Duine.	240
Dumani.	405
Dumerque.	187
Dupuy.	223, 252
Durand.	221, 359
Durif.	127
Duroux.	298
E	
Élections d'Aboukir.	53
— d'Alger.	51
— de Constantine.	50
— d'Inkerman.	52
El Ferri.	75
El Kouachi.	270
El Tedjini.	423
Enregistrement.	118
F	
Falcon.	38
Farudgia.	207
Fatima bent Ali.	318
Fayot.	428
Feuille.	196
Franceschio Zecchino.	327
G	
Gandous.	341, 365
Garcin.	162
Gaudet.	210
Gazaniol.	439
Ghnassia.	47, 420
Ghobrini.	449
Giacomino.	287
Girard.	78, 406
Glorget.	354
Gonzalès	78
Gourges.	56
Gouvernement tunisien.	14
Guibert.	445
Guillaume.	27
Guillemard.	147
Guillot.	348
Guerbaoui.	153
Grégoire.	263

	Pages
H	
Haddad.	75
Hadj Amar.	412
— Ahmed Ed Dridi.	344
— Mostefa.	22
Haï Bismuth.	77
— Khayat.	357
Haïm Fellous.	448
Halima.	70
Hamed ben Achour.	451
Hamoud ben Abbès.	42
Hamouna Attia.	446
Heil.	168
Hubert.	221
Huertas.	174
I	
Ibrahim Siala.	359
Ichoua Smadja.	204
Izart.	407
J	
Jaïs.	62
K	
Kerfoun.	102
Khalib Saïd.	152
Khamous Madar.	356
Kheir.	314
Koraïd Saïd.	90
L	
Lagrenée.	227
Lalaboum.	104
Lamouche.	377
Lanthée.	251
Larchez.	84
Latrille.	235
La Villegontier (de)	298
Legardeur.	348
Legeay.	285
Leteau.	67
Lhoret.	111
Lhoste.	60
Llorens.	193
Luc.	357
Lucy.	38
Luigi.	109
Lumbrozo.	176
M	
Magdouri.	12
Mahieddin ben Ali.	388
M'Ahmed Bahloud.	455
Mahmoud el Hassaïri.	341
Maire de Milianah.	399
Maklouf ben Simon.	95
— Zarka.	200
Mantout.	263
Matignon.	149
Mazeran.	46
Médioni.	84
Menet.	223
Messageries de Belcourt.	79
Messiana.	289
Ministère de la guerre.	187, 428
— de l'intérieur.	191
Mohamed ben Ahmed.	392
— Bonachour.	204
— ben Brahim.	402
— Chaouch.	319
— ould Abdelkader.	65
Montagné.	382
Montefiore.	290
Mostefa Abdelkader.	54
M'rar.	217
N	
Nabia Hassem.	321
Naman Khoudja.	289
Nathan.	92
Naturel.	79
Nehhal.	47
Nini Guettaf.	99
O	
Office postal tunisien.	127
Ollagnier.	139
Othman ben Ali Maoua.	70
Ould Kouïder.	443

	Pages
P	
Pellet.	149
Pérez.	240
Petit Laffite.	291
Pianelli.	278
Picard.	27
Piquet.	134
Polèse.	256
Préfet d'Alger.	269
— de Constantine.	270
— d'Oran.	159, 314, 426
Prévôt.	354
R	
Raimbault.	268
Ramdan ben Messaoud.	400
Rasteil.	198
Rebeix.	145
Receveur général des finances tunisiennes.	338
Ribes.	193
Richard Costa.	22
Ristellimber.	294
Rivoire.	233
Roussel.	143, 200
S	
Sadia.	72
Saint-Julien.	136
Sala ben Sidi Aïssa.	325
Salah Daoud.	365
Sangès.	323
Schott.	333
Sellaoui.	34
Sens Olive.	440
Septaï Lévy.	451
Sitbon.	319, 428
Sliman bel Hadj Aïssa.	265
— Lamrani.	318
Société chênes-liège de Bône.	437
— Fers-Exportation.	118
— Franco-Africaine.	185, 229
— hippique de Boufarik.	82
— Monts-de-Piété de Tunisie.	327
Soulet.	127
Stresino.	130
T	
Tabone.	296
Tabti.	217
Taïeb ben Ali.	59
— ben Hamlaoui.	88
— ben Mohamed.	108
— ben Taïeb.	40
Théveny.	420
Thiar.	9
Toucas.	88
Trubner.	452
V	
Valensi.	405
Valette.	262
Vignale.	14
Viguier.	67
Ville de Tunis.	162
Vito-Traverio.	185
Z	
Zenati.	311
Zermati.	181
Zohra bent Si el Arbi.	6

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

		Pages
1876		
FÉVRIER		
18	Cons. d'État	38
1877		
DÉCEMBRE		
10	Cass. (civ.)	39
1881		
NOVEMBRE		
25	Cons. d'État	49
DÉCEMBRE		
2	Cons. d'État	51
1882		
JUILLET		
7	Cons. d'État	191
1884		
MARS		
15	Cons. d'État.	52
MAI		
9	Cons. d'État	53
1885		
FÉVRIER		
14	Alger	62
1892		
DÉCEMBRE		
7	Alger	265
1893		
MARS		
21	Cass. (req.)	234
23	Philippeville	237
28	Alger	267
MAI		
5	Cons. d'État	437
NOVEMBRE		
7	Alger	268
9	Alger	270
1894		
JANVIER		
4	Cass.	285
29	Alger (trib.)	275
AVRIL		
24	Alger	27
27	Batna (trib.)	6
MAI		
19	Constantine	89
JUILLET		
30	Tunis	106
AOUT		
8	Mascara	65
30	Alger (rev.)	86
SEPTEMBRE		
7	Mascara	138
OCTOBRE		
18	Alger	55
20	Alger	59
22	Tunis	76
22	Alger (com.)	210
24	Tunis	54
25	Alger	45
26	Cass.	12
29	Alger	33
29	Alger	69
NOVEMBRE		
2	Alger	92
4	Oran	110
5	Alger	19
5	Alger	78
6	Alger	79
8	Sousse	40
9	Guelma	109
10	Alger	28
12	Alger	60
12	Tunis	22
16	Alger	72
16	Cass.	107
17	Alger	167
19	Tunis	13
19	Tunis	226
20	Alger	41
20	Alger	67
20	Alger	135
21	Alger	47

		Pages
21	Tunis	74
21	Cass.	174
23	Seine (trib.)	117
24	Alger	8
27	Cass.	184
29	Alger (trib.)	103

DÉCEMBRE

		Pages
3	Tunis	70
3	Alger	88
3	Alger	175
6	Alger	1
6	Cass.	116
7	Alger	84
10	Tunis	126, 129
10	Bône	197
11	Bône	57
11	Bône	114
12	Cass.	201
13	Alger (rev.)	179
17	Tunis	186
18	Alger	142
18	Seine (trib.)	30
20	Alger	104
21	Alger	152
22	Alger	436
22	Boufarick	81
24	Cass.	101
24	Tunis	134
24	Alger	302
27	Alger (rev.)	170
27	Alger	181
28	Cons. d'État	276
28	Bougie	317

1895

JANVIER

		Pages
7	Cass.	140
7	Alger	147
10	Alger	149
11	Alger	35
15	Alger	95
15	Alger	296
17	Sousse	228
17	Alger	192
19	Alger	249
24	Alexandrie	321
26	Alger	122
28	Alger	199
28	Alger	145
28	Tunis	319
29	Alger	207
29	Alger	303
29	Alger	163
31	Alger	298
31	Alger	196

FÉVRIER

		Pages
4	Alger	231
4	Oran	204
5	Alger	157
5	Alger	165
6	Alger	294
6	Mascara	153
7	Alger	221
7	Alger	256
7	Alger	260
9	Alger	262
11	Alger	252
12	Cass.	250
14	Alger	213
16	Alger	213
16	Alger	217
16	Cass.	247
18	Alger	292
18	Alger	306
22	Alger	291
22	Aix	245
23	Alger	223
26	Alger	315
28	Alger (rev.)	200

MARS

		Pages
4	Alger	233
7	Alger	333
14	Alger	407
14	Alger	439
14	Alger	357
18	Alger	409
18	Alger	452
18	Cass.	161
20	Alger	455
20	Tunis	358
21	Tunis	349
21	Alger	309
25	Alger	390
25	Alger	451
25	Alger	313
25	Alger	354
28	Alger	420
28	Tunis	289

AVRIL

		Pages
1	Tunis	288
6	Tunis	322
6	Tunis	344
10	Alger (rev.)	401
10	Mascara	239
10	Alger	277
20	Tunis	337
25	Alger	418
29	Alger	307

MAI

		Pages
7	Alger	404
8	Alger	311
8	Guelma	440
8	Tunis	356
9	Alger	446
11	Alger	443
11	Alger	385
15	Alger	347
15	Alger	388
16	Alger	448
18	Mostaganem	283
21	Alger	352
27	Alger	401
31	Cons. d'État	398

JUIN

		Pages
1	Alger	399
7	Alger	445
11	Alger	428
15	Alger	438
15	Alger	449
24	Alger	398
29	Alger	392
29	Alger	381
29	Alger	378

JUILLET

		Pages
2	Alger	426
2	Alger	444
3	Alger	423
13	Alger	286
18	Tunis	361
22	Tunis	325
22	Tunis	327
22	Tunis	340
27	Alger	433

OCTOBRE

		Pages
2	Alger (j. de paix)	412

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Pages

Amnistie, *loi du 1er février 1895.* 40

Armée, *Algérie, circonscriptions militaires, organisation.* — D. 9 déc. 1894. 18

——— *Algérie, troupes sahariennes, création.* — L. 5 déc. 1894. 3

——— *Algérie, troupes sahariennes, organisation.* — D. 9 déc. 1894. 9

Armes et munitions de guerre; *exportation à Madagascar, prohibition.* — D. 21 avril 1895.. 53

C

Commerce, *villes de Tunis et de Bizerte, entrepôt réel, création.* — D. B. 22 avril 1895. 54

Commissions disciplinaires, *Laghouat, Aïn-Sefra, composition.* — A. G. 28 janv. 1895. 34

Communes mixtes, *administrateurs et adjoints, frais de tournée, fixation.* — A. G. 25 avril 1895. 84

D

Douanes, *Tunisie, transit, Algérie.* - D. B. 7 mars 1895. 42

Pages

E

Enseignement, *Tunisie, médraças.* — D. B. 8 nov. 1894. 2

Enregistrement, *Tunisie, réquisition.* — D. B. 11 mars 1895. 44

Établissements dangereux et insalubres, *décret du 13 avril 1894, applicabilité.* — D. 29 nov. 1894. 25

Expositions, *Algérie, renseignements généraux, organisation á Paris.* — A. G. 1er sept. 1894. 38

G

Gouverneur général, *conseillers, missions, indemnités.* — A. G. 31 déc. 1894. 26

H

Habitations à bon marché, *loi du 30 novembre 1894.* 40

I

Impôts arabes, *Grande-Kabylie, impôt de capitation, fixation.* — D. 30 déc. 1894. — A. G. 31 déc. 1894. 24

Instruction publique, *écoles de droit, licence, doctoral, réorganisation.* — D. et A. M. 30 avril 1895. 56

J

Justice, *conseil de prud'hommes, Oran, modification.* — D. 15 déc. 1894. 25

N

Navigation maritime, *cabotage algérien, extension.* — D. 15 janv. 1895. 33

O

Oukil, *Algérie, profession, règlement.* — A. G. 20 février 1895. 40

Pages

P

Pêche maritime, *Tunisie, éponges, poulpes.* — D. B. 11 janv. 1895. 29

Pèlerinage, *La Mecque, règlement.* — A. G. 10 déc. 1894: 19

——— *Tunisie, transport, police.* — A. M. 17 mars 1895. 45

Poids et mesures, *Tunisie, vérification, service, organisation.* — D. B. 14 fév. 1895. 34

Police, *interdiction de séjour, indigènes algériens, Algérie, localités, désignation.* — Décis. M. I. 5 sept. 1894. 1

Postes et télégraphes, *télégrammes, transmission différée, tarif, fixation.* — D. 15 avril 1895. 52

Poudre, *dynamite, coton poudre, mise en vente, autorisation.* — D. 29 oct. 1894. 1

R

Réquisition militaire, *animaux, classement.* — I. M. 13 mars 1895. 45

S

Saisie arrêt, *salaires des ouvriers, traitements des employés.* — L. 12 janv. 1895. 31

Système métrique, *Tunisie, usage exclusif.* — D. B. 12 janv. 1895. 26

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

			Pages
		1894	
		SEPTEMBRE	
1	A. G.	Expositions.	38
5	D. M.	Police.	1
		OCTOBRE	
29	D.	Poudre.	1
		NOVEMBRE	
8	D. B.	Enseignement.	2
29	D.	Établissements dangereux et insalubres.	25
30	L.	Habitations à bon marché.	40
		DÉCEMBRE	
5	L.	Armée.	3
9	D.	—	9
9	D.	—	18
10	A. G.	Pèlerinage.	19
15	D.	Justice.	25
30	D.	Impôts arabes.	24
31	A. G.	Gouvernement général.	26

			Pages
		1895	
		JANVIER	
11	D. B.	Pêche maritime.	29
12	D. B.	Système métrique.	26
12	L	Saisie arrêt.	31
15	D.	Navigation.	33
28	A. G.	Commissions disciplinaires.	34
		FÉVRIER	
1	L.	Amnistie.	40
14	D. B.	Poids et mesures.	34
20	A. G.	Oukil.	40
		MARS	
7	D. B.	Douanes.	42
11	D. B.	Enregistrement.	44
13	I. M.	Réquisition militaire.	45
17	A. M.	Pèlerinage.	45
		AVRIL	
15	D.	Postes et télégraphes.	52
21	D.	Armes.	53
22	D. B.	Commerce.	54
25	A. G. G.	Commune mixte.	84
30	D. A. M.	Instruction publique.	56

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.